HJ
7

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME LII. — 1er JUILLET 1909.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-DEUXIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE —

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1909

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1909unse_2

THE GETTY CENTER

UNE BELLE FIGURE FRANÇAISE

EDMOND ROUSSE[1]

Nous connaissions la vie extérieure d'Edmond Rousse; nous savions dans quelle haute estime le tenait le barreau tout entier, avec quel courage en 1871 il avait disputé à la Commune triomphante la vie de son confrère Chaudey. Mais avant la publication de sa correspondance, personne, excepté l'ami auquel il écrit, n'avait pénétré au fond de cette âme fière et un peu fermée. Profitons maintenant des confidences qui nous sont faites pour aller aussi loin que possible dans l'étude d'un des caractères les plus nobles de ce temps. Nous n'y découvrirons rien qui puisse diminuer notre sympathie. L'origine des lettres ainsi publiées est ce qu'il y a au monde de plus simple. Il ne s'y mêle aucun calcul, aucune prétention. Deux jeunes hommes se rencontrent à l'École de droit, puis au barreau. Dans les intervalles de leurs plaidoiries, ils causent et ils reconnaissent entre eux certaines affinités, le goût commun de la littérature et de la poésie, peut-être « ce petit signe au cœur » dont parle Anacréon.

Au début de leurs relations, ils n'étaient que deux camarades et deux confrères. Les voilà devenus amis, ils prennent l'habitude de se parler à cœur ouvert et de n'avoir rien de caché l'un pour l'autre. Malheureusement l'un d'eux, Henri Vesseron, est obligé de quitter Paris pour Sedan où réside sa famille. Edmond Rousse, resté au barreau parisien, passe tout à coup par une série d'épreuves douloureuses; il a besoin de conter sa souffrance à

(1) *Lettres à un ami*, 2 vol. in-8; Paris, Hachette, 1909.

l'ami lointain ; et, sans apprêts, sans efforts, il laisse courir sa plume, tantôt avec abondance, si le cœur lui en dit, tantôt brièvement, s'il ne se sent pas en train. Il n'y aura dans ses lettres rien de voulu ni d'artificiel. La nature seule y parlera, et ce sera délicieux.

I

L'homme intérieur que nous révèlent ces trente-cinq années de correspondance est tout à fait différent de celui que le public a connu. Si Edmond Rousse n'avait été un si bon avocat, on serait tenté de dire qu'il a manqué sa vocation, — sa vocation serait d'écrire, non de parler. Élevé dans l'aisance, en fils de famille, il apprend brusquement la ruine de ses parens, et il se cramponne au barreau comme à la seule carrière qui lui permette de gagner sa vie. Mais le cœur n'y est pas. Cette âme de poète s'évade constamment de la prose et de la poussière des dossiers pour vibrer à la vue d'un paysage ou d'un tableau, à la lecture d'un beau vers, à l'audition d'une pièce de Racine ou d'un morceau de Mozart. Il y a en lui un Alfred de Musset inédit, pénétré par momens d'une langueur et d'une tristesse sans causes définies, rêvant d'une vie supérieure à la vie réelle, portant au fond de lui-même la nostalgie d'un idéal entrevu de loin en loin, jamais réalisé. Lui aussi, comme le poète des *Nuits*, il a l'ironie cinglante de l'artiste en face des philistins, la nausée d'un esprit délicat aux prises avec la sottise et la vulgarité contemporaines. La situation modeste d'Edmond Rousse ne lui permet d'exercer aucune influence sur les événemens politiques. Il en subit néanmoins le contre-coup, dont sa sensibilité affinée souffre plus que d'autres. Le gouvernement de ses préférences serait certainement celui à l'ombre duquel s'est formée sa studieuse et rêveuse jeunesse, la monarchie constitutionnelle. Il la voit disparaître avec chagrin dans la surprise de février 1848; il raille avec amertume la stupéfaction de la garde nationale qui croyait travailler à une simple réforme et qui, sans le vouloir, sans même le savoir, vient d'accomplir une révolution. Ses griefs politiques s'aggravent de ses colères d'artiste. Aux vainqueurs de Février il reproche encore moins leur manière incohérente de gouverner que la langue déclamatoire et vide qu'emploient quelques-uns d'entre eux. A une heure si grave, au milieu de

l'inquiétude générale, les dithyrambes, la mise en scène, les appels emphatiques à la confiance le choquent comme une faute de goût. Est-ce la peine d'ailleurs d'entonner des chants de victoire à la veille des journées de Juin, lorsque la brutalité de l'insurrection va infliger un démenti à l'optimisme officiel ? Tout en maugréant contre la sottise des gouvernans, Edmond Rousse et son frère n'en remplissent pas moins leur devoir de citoyens, devoir clair et redoutable. Paris, presque sans armée, n'avait guère pour se garder que le courage des anciens émeutiers transformés en gardes mobiles et la bonne volonté de la garde nationale. Celle-ci comprit heureusement ce qu'on attendait d'elle, la défense énergique de la société menacée, le salut de Paris livré aux Barbares. Edmond Rousse si modeste, si timide d'ordinaire, fut un des premiers à sonner la cloche d'alarme. Le matin du 23 février, il avait à plaider au Palais de Justice, lorsque des bruits inquiétans commencèrent à circuler. On parlait de barricades, on avait surpris des gens qui dépavaient les rues. Pendant qu'on discutait, qu'on s'agitait, et que, comme d'habitude, on exprimait les avis les plus différens, le jeune avocat eut l intuition rapide d'un danger immédiat. Il se jeta dans un groupe de robes noires en disant : « Notre place n'est pas ici; chacun à son poste, à nos légions ! » Et tout le monde de courir.

Les deux frères, si étroitement unis qu'on ne peut parler de l'un sans parler aussitôt de l'autre, reçurent ce jour-là le baptême du feu sur le plus terrible des champs de bataille. De toutes les formes de la guerre, la guerre civile est la plus douloureuse. Ceux qui ont passé par cette épreuve en gardent l'horreur gravée en traits ineffaçables dans leur mémoire. Ce n'est pas la lutte de deux ennemis qui se rencontrent loyalement face à face. C'est le guet-apens en permanence, la mort qui vous arrive de tous les côtés à la fois, en avant, en arrière, par les fenêtres des maisons, par les soupiraux des caves aussi bien que par les meurtrières des barricades. Dans ce rôle de soldats improvisés, Edmond Rousse et son frère firent bonne contenance. La deuxième légion, à laquelle ils appartenaient, passa trois heures au faubourg Saint-Martin, enveloppée par l'insurrection, jusqu'à ce que le général de Lamoricière eût pu venir la délivrer avec deux bataillons de ligne. Le récit de la bataille qu'Edmond Rousse adresse à son ami Vesseron indique avec quelle facilité se forment les légendes au milieu de la fièvre

générale. Il a entendu raconter que le capitaine de Mangin, assassiné avec le général de Bréa, avait les yeux arrachés, les joues coupées, et il ajoute : « Ceci n'est pas une fable. » Pour l'honneur de l'humanité, c'en est une. Mon camarade de l'état-major, dont j'ai le premier relevé le corps, était défiguré, parce qu'on lui avait tiré un coup de pistolet dans l'oreille, mais il ne portait aucune trace de mutilation.

Pour un pauvre avocat obligé de gagner sa vie, les temps de révolution ne sont guère favorables. Edmond Rousse a beau regarder de tous les côtés de l'horizon, il ne voit pas venir le procès lucratif qui le tirera d'affaire. En revanche, Paris continue à lui donner le spectacle d'une ville réduite aux expédiens et d'un gouvernement incapable d'organiser. Les provinciaux, les gens des Ardennes se figurent peut-être, sur la foi des journaux, qu'il existe une garde républicaine. Grave erreur ! « On rencontre bien des bandes d'hommes armés qui parcourent la ville sous prétexte d'en faire la police, mais, en conscience, cela ne ressemble en rien à une milice régulière. Les uns sont en blouse, les autres en tunique ; les uns ont des pantalons garance, les autres des pantalons bleu de ciel. On dirait une troupe de voleurs qui vient de dévaliser la boutique d'un fripier. » Ce fragment donne bien le ton d'une partie de la correspondance. L'ironie y côtoie à chaque instant l'expression du sentiment poétique. Partout une langue de même qualité, simple et forte ; la vraie langue française sans afféterie, sans prétention, sans surcharge de couleurs, limpide comme de l'eau de source. Edmond Rousse a écrit des pages plus travaillées, d'un caractère doctrinal plus apparent ; nulle part il ne nous livre mieux le fond de sa nature que dans ses lettres. C'est une joie de le suivre, de l'entendre raisonner avec tant d'aisance, de bonne grâce, d'esprit, en passant suivant la nature des sujets, du ton de la plaisanterie aux considérations les plus hautes et les plus nobles.

Quel peintre des ridicules contemporains et en même temps quel juge incorruptible ! Il sent bien que la monarchie de Juillet a péri par ses fautes, par l'exagération de la confiance et de l'optimisme gouvernemental. Il ne voudrait pas travailler à la rétablir ; il croit même, que si elle ressuscitait, elle ne pourrait pas durer. Mais que dire de l'incapacité de ses successeurs ? Le bulletin régulier du *Journal Officiel* annonçant pompeusement des réformes qui ne se réalisent jamais le remplit d'une douce

gaîté. Il réserve ses traits les plus vifs pour Ledru-Rollin, l'Alpha et l'Oméga de la République. Son ami Vesseron, qui avait du goût pour la forme républicaine, commence lui-même à être ébranlé. Tous deux se communiquent leurs inquiétudes, ils voient poindre l'événement qui mettra d'accord ces vastes ambitions et ces petits calculs en les ployant sous la main d'un maître. Le coup d'État du 2 décembre 1851 ne surprend que ceux qui veulent être surpris. Les deux correspondans ne doutaient pas qu'un jour allait venir où la réaction naîtrait du désordre des esprits. Et cependant ni l'un ni l'autre n'était bonapartiste. Edmond Rousse avait voté galamment, le 10 décembre 1848, pour le général Cavaignac, non par sympathie pour les idées que représentait le général, mais en souvenir des deux aventures de Strasbourg et de Boulogne qui ne lui inspiraient aucune confiance dans le neveu de l'empereur Napoléon. S'il ne goûte que médiocrement le verbiage de quelques républicains, il est encore moins partisan des abus de la force. Son honnêteté foncière se révolte contre la violation du droit. Il approuve hautement la résistance que les représentans du peuple opposent au coup d'État, il en raconte les détails à son ami avec une sympathie visible. Il tient à ce qu'on sache que la Haute Cour s'est réunie et qu'elle a mis en accusation le Président. Cela honore trop la magistrature pour qu'on passe sous silence cet acte de courage. Quant aux vainqueurs du 2 décembre, voici comment les juge l'intègre avocat : « A mes yeux, rien ne les relèvera du profond mépris qu'ils m'inspirent ; ils ont trahi tous leurs sermens, ils ont menti à toutes leurs paroles, ils ont insolemment bravé la loi qu'ils avaient jurée. » La noblesse morale de l'homme se révèle dans ce jugement sommaire. A aucun moment de sa vie, Edmond Rousse ne transigera sur les questions de devoir et d'honneur.

II

Le souci de la chose publique l'arrache inévitablement à lui-même pendant quelques instans. Mais ce ne sont là que des dérivatifs passagers. Au fond, tout au fond se dresse chaque jour l'insoluble problème. Comment vivre soi-même, comment faire vivre sa famille? un père, affaibli par l'âge et par le chagrin, ne pouvant ni travailler, ni manger, ni dormir, une mère qui est

en train de perdre la vue, un frère qui succombe sous le poids de ses charges, que de causes d'inquiétude! Le salut repose sur une seule tête, sur une jeune renommée d'avocat qui commence honorablement, qui inspire de l'estime, mais qui ne touche encore que des honoraires insuffisans. C'est le secret de la note douloureuse qui revient si fréquemment dans les lettres d'Edmond Rousse. Il voudrait bien y échapper, se laisser aller à la gaîté spirituelle qui apparaît de temps en temps chez lui à fleur de peau. Il prend quelquefois son élan, il se dit qu'il faut savoir se distraire et distraire les autres. « Cela va bien pendant un quart d'heure et pendant une page. Et puis après, l'horrible fantôme reparaît avec ses griffes et ses cornes. » Finies toutes les fêtes de famille, évanoui le déjeuner traditionnel du lundi gras auquel personne autrefois n'aurait voulu manquer! La grande table de la salle à manger a replié ses ailes d'acajou; les verres joyeux dorment au fond d'une armoire sous une triple couche de poussière. Le beau service de dessert peint par Mme Rousse est entassé dans un grenier. Et l'argenterie! lui-même, en se cachant comme un voleur, il l'a portée à la Monnaie où il l'a vu peser, tordre et casser devant lui. « Oh! ces pèlerinages de misère, ce chemin de la Monnaie! et ce bureau sombre et ces employés impassibles! et ces grandes balances qui montaient et descendaient pesamment! et ces coups de marteau qui tombaient sur tous mes souvenirs, sur ma jeunesse, sur mon enfance! non, tout cela ne s'effacera jamais de ma mémoire! »

Impossible cependant de s'arrêter en route. L'impérieuse nécessité commande. Le cœur brisé, il faut se remettre au travail, compulser des dossiers, plaider courageusement comme si on avait l'esprit libre. Aussi arrive-t-il que l'avocat qui n'a aucune tendance à s'en faire accroire, qui se juge lui-même comme il juge les autres, analyse son talent avec sévérité. Il a des veines de mécontentement de soi, de défiance et d'hésitation. Il s'accuse d'avoir la voix rauque, le geste sec, le débit sans accent. Ses succès mêmes ne le rendent pas indulgent pour ses plaidoiries. Un jour où il a gagné un procès contre Paillet, il avoue qu'il a été « boulé comme un lapin. » Pour distraction, il lui reste la lecture des poètes favoris, quelquefois aussi le dimanche les longues promenades dans les bois de Verrières, d'Aulnay et de Meudon, les haltes sous les grands arbres et le soir le dîner dans un cabaret de Chaville avec un fricandeau et

une bouteille de vin bleu. A d'autres heures, il se sent incapable de tout travail, même de toute curiosité d'esprit. Il regarde ses livres fermés sans avoir la force d'étendre la main jusqu'aux rayons où ils reposent. Il rouvre ses cahiers de jeunesse, et, au moment de prendre la plume pour continuer l'œuvre commencée autrefois, il se dit : A quoi bon? Au lieu du mot attendu, c'est une grosse larme de découragement qui tombe sur l'encre jaunie. Il tourne alors dans son cabinet comme un ours en cage, il essaie de donner un but à sa pensée, un horizon à sa vie et il lève les bras au ciel dans un accent de désespoir. L'idée de prendre une feuille de papier qui ne lui a rien fait et d'y semer du noir sur du blanc lui paraît odieuse. La léthargie dans laquelle il tombe est si pesante qu'il n'a même plus la force de la secouer pour écrire à son ami. Dans cet état douloureux, il n'a pas la consolation que d'autres se donnent à eux-mêmes, en se considérant comme des natures exceptionnelles, comme des privilégiés du malheur. Il se rend bien compte que le mal dont il souffre est un mal vulgaire, le mal des natures incomplètes et faibles aux prises avec les nécessités, avec les amertumes de la vie. D'autres, plus forts que lui, ont lutté pour refaire leur nid brisé et reconstituer leur existence. Quant à lui, il ne peut plus, mais avec une incomparable bonne foi, il n'accuse que lui d'une faiblesse dont il porte le germe en lui-même.

Dans cette vie si morne, uniquement illuminée par le rayonnement intérieur de la plus vive imagination, la première grande joie fut le gain d'un procès plaidé à Alger en 1853. Cette fois enfin, l'avocat est franchement content de lui. Il raconte à son ami tout ce qui lui est arrivé d'heureux, la bonne volonté de tous depuis le commencement de l'affaire et le triomphe final après la dernière plaidoirie. « Mon ami, mon frère de douleurs, écrit-il avec élan à Vesseron, je suis heureux une fois ; prenez et partagez. » La confiance en lui-même, qui lui avait manqué jusque-là, venait avec le succès et lui permettait de terminer un travail commencé depuis longtemps, toujours remis et différé, une introduction aux discours et plaidoyers de Chaix d'Est-Ange, dont il était le secrétaire, et qui lui demandait cette preuve d'amitié. Chaix d'Est-Ange lui avait témoigné de la bienveillance et quelquefois procuré des cliens. Un jour, le sachant très gêné, il lui avait même fait très délicatement une avance d'argent. Edmond Rousse se considérait par conséquent comme l'obligé du maître

et ne demandait pas mieux que de s'acquitter envers lui. Seulement, il aurait mieux aimé s'acquitter d'une autre façon. Chaque fois qu'il prenait la plume pour essayer d'écrire la préface demandée, il était assailli de scrupules. Certes il admirait autant que personne le merveilleux talent de l'avocat, les ressources infinies que déployait Chaix d'Est-Ange dans la discussion et les grands mouvemens d'éloquence par lesquels il entraînait le public. Mais ces effets produits méritaient-ils de survivre à l'audience? Qu'en resterait-il sur le papier? Comment faire l'éloge d'une langue véhémente, passionnée, mais par instans aussi incorrecte que passionnée? L'écrivain délicat qui était en lui protestait contre les imperfections de l'art oratoire. Il craignait de manquer à sa conscience en admirant trop, ou de manquer à son bienfaiteur en n'admirant pas assez. Son succès d'Alger l'ayant un peu remonté, il prit son courage à deux mains et, après l'enfantement le plus laborieux, il réussit à mettre sur pied quelques pages qui plurent au patron et au barreau sans lui déplaire à lui-même. Il avait fini par mettre d'accord ses scrupules et sa reconnaissance.

La lutte permanente pour l'existence, pour le pain quotidien, n'avait pas été sans ébranler la frêle santé d'Edmond Rousse. L'année 1854 lui fut particulièrement cruelle. Les médecins effrayés de son agitation nerveuse et de l'usure de ses forces lui prescrivirent un repos d'esprit absolu en l'engageant à se mettre au vert. Il eut la bonne fortune de partir pour les Pyrénées en compagnie du frère de Vesseron. Il en revint enchanté du bain de verdure qu'il avait pris et à peu près rétabli. Les lettres délicieuses qu'il écrit alors respirent la bonne humeur, la bonne grâce, la joie de vivre, le contentement de soi qui manque si souvent à sa correspondance parisienne. Saint-Sauveur, Luz, Gavarnie, dont il parle avec enthousiasme, resteront dans sa mémoire comme des lieux consacrés. Leur souvenir s'associera à la joie de l'amitié satisfaite et de la santé reconquise. Et puis, cette excursion lointaine, les distractions du voyage, la vue des grands horizons lui ont permis de se détacher de lui-même, d'échapper à la hantise des idées fixes et douloureuses. « Vive, pour les cœurs meurtris, la Nature vraie, la mère Nature qui vous emporte dans ses rochers, dans ses forêts; qui vous berce au bruit du vent et de la mer comme un enfant malade; qui, à force de nouveautés et de splendeurs, vous empêche de penser et de

vous souvenir! Si vous voulez rentrer dans le sentier battu de vos soucis personnels, elle vous dit: N'y pense pas, mon pauvre enfant. Je t'offre des spectacles plus intéressans et plus beaux. Tu n'auras pas envie de te replier indéfiniment sur toi-même si tu prends la peine de regarder mes plaines couvertes d'épis, la vaste mer avec l'écume blanche de ses vagues et les glaciers qui étincellent là-haut. »

Il y a aussi une autre manière de sortir de soi, la sympathie pour la misère des autres. La bonté naturelle d'Edmond Rousse lui inspirait pour tous ceux qui souffrent une sollicitude instinctive. Pendant l'hiver de 1854, au coin de son feu, réchauffé et à l'abri, il songeait involontairement à son cousin André Reille, à nos pauvres soldats, piétinant dans les tranchées boueuses de Sébastopol, les mains et le corps glacés, sur le plateau inhospitalier de la Chersonèse. Lorsque arrivent les nouvelles de batailles, lorsque le canon des Invalides tonne pour annoncer nos victoires, la foule se félicite et applaudit. La pensée d'Edmond Rousse va plus loin que cette joie passagère. Derrière la fantasmagorie des bulletins triomphans il aperçoit la douloureuse réalité, les gémissemens des blessés se tordant sur la terre froide, l'entassement des cadavres amoncelés, les germes morbides répandus dans l'air et qui guettent les survivans. Son âme profondément sérieuse ne se contente jamais des apparences. Il a besoin de creuser et d'approfondir toutes choses. La guerre elle-même ne lui apparaît pas seulement sous un aspect terrible et sanglant. Il en saisit la grandeur, il sent quelle vigueur elle donne à un peuple, que de vertus fortes elle développe chez ceux qui la font, dans quel bain d'abnégation, de patience, de dévouement et de courage elle trempe les caractères. Au moment même où, les pieds sur les chenets, renversé dans son fauteuil, les portes bien fermées, il trouve prudent de ne pas sortir, parce que le vent est humide et le pavé mouillé, il se juge inférieur au dernier des fantassins qui manient la pelle et la brouette dans les boues meurtrières de la Crimée.

Quelques plaidoiries heureuses d'Edmond Rousse commençaient à faire connaître son nom. Il n'atteignit néanmoins la célébrité que vers l'âge de quarante ans, en 1857, à la suite d'une série d'articles qu'il avait publiés dans *le Droit* et dans *la Gazette des Tribunaux*. Une étude sur les *Manieurs d'argent* d'Oscar de Vallée fit sensation au Palais. On en parla comme d'un

événement. Rien n'était plus juste. L'avocat conquérait la renommée par les qualités qui lui appartenaient en propre et qui le distinguaient de ses confrères, par le souci de la forme, par un besoin constant de correction. Il poussait si loin les scrupules à cet égard, que si, au milieu de ses plaidoiries, dans la chaleur de l'improvisation partielle, une phrase incorrecte lui échappait, cela suffisait pour le rendre malheureux. Il oubliait le mérite du reste pour ne songer qu'à la faute commise qu'il se reprochait avec remords. Ses premiers articles le mirent tout de suite à son vrai rang, au rang où le porta l'opinion générale du barreau. « Je suis passé, disait-il, grand écrivain parmi les avocats. » C'est en effet le trait caractéristique de sa carrière. Comme avocat, il a eu au Palais des égaux, et même des supérieurs; comme écrivain, il reste sans égal. Il ne se rendait pas tout à fait compte de cette supériorité. Les complimens que lui adressaient presque tous ses confrères, la rapidité avec laquelle disparaissaient les numéros des journaux judiciaires qui contenaient un article de lui n'auraient dû lui laisser aucun doute sur la réalité de son succès. Et cependant, par modestie il doutait encore; habitué à se juger sévèrement, ne voulant à aucun prix s'abuser sur son mérite, il ne consentit à se tenir pour satisfait que si son frère et son ami étaient contens de lui. Tous les deux furent obligés de lui dire le bien qu'ils pensaient de ses œuvres pour le décider à se juger lui-même favorablement.

Il sent en même temps mieux que personne ce qui lui manque pour réussir dans la vie. Trop de tendance à se replier sur soi, à se regarder, à s'écouter, comme font les poètes et les affligés. Quelle différence entre son tempérament et celui des autres! « Autour de moi, je les vois tous alertes, actifs, l'œil bien ouvert, l'oreille au vent et la main sur l'occasion, tout entiers à la besogne du jour, tout entiers à l'effort du moment, tout entiers au succès. » Jamais sa nature délicate et rêveuse ne pourra se plier aux exigences de la vie pratique. Trois vers douloureux de Pétrarque sur la mort de Laure l'intéresseront et le toucheront toujours davantage que l'affaire la plus palpitante à plaider. Et cependant, il ne méconnaît pas le mérite des grands avocats qu'il entend au barreau. Dufaure et Berryer dans le procès de Montalembert le remplissent d'admiration: chez l'un, la dialectique la plus serrée et la plus pressante, chez l'autre, ces grandes envolées de l'éloquence qui agissent à la fois sur les nerfs, sur les muscles

et sur le cœur. Quant à lui, il avoue modestement qu'il n'entend rien à la cuisine du métier. Par timidité et par délicatesse, il n'ose pas demander de provision à ses cliens. Aussi lui arrive-t-il les aventures les plus fâcheuses, comme celle qu'il raconte à son ami avec un mélange de bonne humeur et d'amertume. Un jour, en 1861, il va plaider à Valenciennes une affaire très importante. Il sait que son client, un des grands négocians de la ville, gagne chaque année des sommes considérables. Il fait ses calculs en conséquence et il estime qu'on ne pourra pas lui offrir moins de 2 000 francs. Là-dessus, comme Perrette avec son pot au lait, il fait quelques rêves de dépenses, par exemple l'achat d'une Vénus de Milo en plâtre et d'une demi-douzaine de chemises. Tout paraît réussir à souhait. Il gagne sa cause avec éclat, le Tribunal le fait entrer dans la salle du Conseil pour le féliciter, le bâtonnier lui apporte les complimens du barreau, le client se jette sur ses mains en pleurant. Mais personne ne dit mot des honoraires. Enfin, lorsqu'il pose timidement la question, on lui parle de 300 francs. « Trois cents francs ! juste ciel ! pour avoir fait 140 lieues, être resté trois jours absent de chez moi, avoir dérangé toutes mes affaires et versé des flots d'éloquence à la frontière ! » C'est la seconde fois en trois mois qu'il est ainsi déçu dans ses espérances.

III

Le labeur persévérant de l'homme, la dignité de sa vie, son mérite reconnu appelaient sur lui l'attention de tous ses confrères. Sans qu'il eût fait aucune démarche ni même espéré quoi que ce fût, il fut élu le 1er août 1862 du Conseil de l'Ordre des avocats où il siégea jusqu'à sa mort. Il en a été flatté, il s'en est réjoui pour son frère et pour sa mère ; peut-être aussi a-t-il pensé qu'étant plus en vue, il serait chargé d'affaires plus importantes et plus lucratives. En même temps, sa modestie et sa timidité naturelle s'en effraient. Il se demande si le demi-jour ne conviendrait pas mieux à son talent, si, dans un cadre plus éclairé, ses défauts ne paraîtront pas davantage. Par convenance, pour le décor, il s'est cru obligé de prendre un secrétaire et, chaque fois qu'il plaide désormais, il croit surprendre sur la figure du jeune homme un sourire ironique. Lui qui saisit avec tant de finesse les imperfections des autres, il ne se juge pas plus qu'eux à

l'abri de la critique, il leur indiquerait même au besoin quelles sont ses parties faibles. Sa plus grande faiblesse, celle sur laquelle il revient fréquemment, est de ne pas savoir improviser dans un métier où l'improvisation tient tant de place. Pour bien traiter un sujet, il lui faut le temps de la réflexion. Il ne découvre et il n'ordonne les argumens qu'avec lenteur. Lorsque malgré lui la nécessité l'oblige à parler sans préparation, il s'impatiente, il s'irrite, il perd la tête, il n'a plus qu'une idée : en finir le plus tôt possible, et se délivrer soi-même d'une corvée en soulageant les auditeurs par la rapidité de la conclusion. Sa réputation d'avocat lettré, sa situation de membre du Conseil de l'Ordre, tout ce qui attire l'attention sur sa personne augmente son anxiété. Ses plaidoiries lui coûtent beaucoup d'efforts, mais il ne les estime pas au prix qu'elles lui coûtent. Dans l'excès maladif de ses scrupules, il se figure quelquefois qu'il vole l'argent de ses cliens et il serait tenté de le leur rendre. Préoccupation originale à coup sûr, qui en aucun temps n'a dû avoir beaucoup de partisans et qui, par l'absolue bonne foi qu'elle implique, révèle une valeur morale de premier ordre.

Tant de qualités réunies, une si parfaite sincérité envers soi-même, une loyauté si incontestée, une horreur si marquée de ce qui ressemble à l'intrigue et au manège devaient recevoir une récompense éclatante. Edmond Rousse la reçut lorsque, au mois de juillet 1870, il fut élu bâtonnier. La date seule indique dans quelles circonstances tragiques il devenait le représentant de l'Ordre des avocats. Il raconte lui-même ses impressions d'alors dans une série de lettres adressées comme d'habitude à l'ami des Ardennes, mais non envoyées à cause de l'investissement de Paris. Pour laisser à ces notes leur caractère d'écrit de circonstance, il les a publiées sans une retouche en 1882. Il a voulu nous faire connaître ou nous rappeler quel était l'état d'âme d'un Parisien tel que lui après la déclaration de guerre et pendant le siège. Avant tout, une invincible tristesse, la surprise et l'effroi de nos désastres accumulés, l'humiliation ressentie pour tant de défaites, la peur que la leçon ne fût pas comprise par tout le monde, qu'il restât encore chez nous trop de braillards et trop de bravaches. Puis, peu à peu, quelque chose de plus rassurant, l'aspect de Paris sérieux et calme, décidé à se défendre, offrant au gouvernement de la Défense nationale beaucoup de bonne volonté et de dévouement. Il y a eu des journées particulière-

ment douloureuses, celle du 31 octobre par exemple, où une poignée d'insurgés tenait prisonniers à l'Hôtel de Ville les membres du gouvernement. Mais, sauf ces cas exceptionnels, la population parisienne a fait bonne contenance et supporté courageusement les plus dures privations. On n'admirera jamais assez la patience avec laquelle les femmes du peuple, par le froid, sous la bise glaciale, faisaient queue pendant des heures à la porte des bouchers et des boulangers pour recevoir un mince quartier de cheval ou un morceau de pain d'avoine. Elles ne se plaignaient pas, elles ne murmuraient pas ; très dignement, très simplement elles acceptaient le sacrifice que leur demandait la Patrie. La gravité de leur attitude, la nature des réflexions qu'elles échangeaient à voix basse dénotaient tout ce qu'il y avait de fort et de sain dans leur abnégation patriotique.

Edmond Rousse a vu et admiré tout cela. Il a aussi causé avec les mobiles qui revenaient des avant-postes, et a été témoin de l'ardeur et de l'élan de cette jeunesse. Il a vu rapporter aux ambulances des blessés couverts de sang, mais non découragés. Il a eu, comme nous tous, des heures d'espérance et de fièvre, suivies de réveils douloureux. Mais, le lendemain même des plus cruelles déceptions, l'élasticité, la vitalité de la race française lui mettent au cœur un peu d'orgueil. Le langage de Jules Favre à Ferrières en face du vainqueur le touche profondément, le départ de Gambetta en ballon lui paraît héroïque. Ce sont deux avocats. Quoiqu'en général il n'éprouve ni pour l'un, ni pour l'autre, surtout pour le second, une sympathie particulière, il n'hésite pas à reconnaître que leur conduite honore l'Ordre tout entier. Au moins, ces deux-là sont des républicains intelligens, à l'esprit ouvert, aux idées larges. Il éprouve un sentiment tout différent lorsque le hasard des réunions publiques le met aux prises avec des sectaires « qui cantonnent le patriotisme dans une caste de derviches politiques et dans une petite église de bonzes républicains, nés et nourris dans leur pagode. » Une chose offusque encore plus le goût délicat et le bon sens d'Edmond Rousse, les incohérences du *Journal officiel*, les alternatives de forfanteries et de défaillances qui s'y succèdent. Il y a des jours où le gouvernement paraît décidé à tout braver, à ne pas reculer devant les plus dures extrémités de la guerre ; d'autres au contraire où son ton pleurard humilie la France devant un ennemi incapable d'attendrissement et devant l'Europe indifférente

Même dans ces momens cruels, Edmond Rousse retrouve quelquefois la gaieté de l'esprit qui alterne si souvent chez lui avec la tristesse du cœur. Le tour ironique et spirituel de sa pensée survit à toutes ses angoisses. En bon citoyen, en Parisien tout plein d'humanité, il passe une partie de sa vie dans les ambulances. On en a même organisé une au Palais de Justice. Il plaint les blessés qu'on y amène, et il admire les gardes-malades volontaires qui les soignent. Ce qui ne l'empêche pas de saisir au passage et de noter l'ambulance-réclame de la Presse, — l'ambulance-affiche des théâtres, — l'ambulance du demi-monde « où circulent à petits pas et à petit bruit, un sourire discret sur les lèvres et les yeux à demi baissés, toutes sortes de petites dames mariées à moitié avec des quarts d'agens de change, ou veuves de généraux péruviens. Tous ces petits monastères laïques sont divisés et subdivisés en coteries qui se déchirent entre elles avec des : « chère madame » sucrés de fiel et confits d'absinthe. »

Dans leur ensemble, les lettres d'Edmond Rousse forment un document tout à fait important pour l'histoire morale de la population parisienne pendant le siège. On y revoit le tableau de ce que chacun souffrait, le récit des journées vides, des nuits peuplées de cauchemars, la perpétuelle agitation d'une foule avide de nouvelles, impatiente d'en recevoir et n'en recevant aucune, ballottée entre des espoirs chimériques et des coups de massue foudroyans. Représentons-nous un instant par la pensée ce que devait être l'immense capitale privée pendant près de cinq mois de communications avec le dehors, obligée de se replier sur elle-même, dépouillée peu à peu des élémens essentiels de sa vie ordinaire, sans approvisionnemens, sans gaz, sans moyens de se nourrir et de se chauffer par un hiver des plus rudes. Ces misères produisaient des résultats différens suivant les caractères : chez les uns de la colère ou de l'affaissement, chez les autres au contraire le développement des vertus patriotiques. Quoique Edmond Rousse ne soit pas disposé à voir les choses en beau et que bien des défaillances l'attristent, la vérité l'oblige à reconnaître, — et il le fait à plusieurs reprises, — que la somme du bien l'emportait de beaucoup sur celle du mal, que Paris assiégé a donné au monde le spectacle d'un grand courage et de très nobles qualités. On peut en croire l'homme qui pense ainsi, il n'a jamais flatté personne, ni la Royauté, ni l'Empire; il n'est pas

devenu non plus un flatteur du peuple. Pour qu'il parle de la population parisienne comme il le fait, il faut qu'elle ait conquis son estime et forcé son admiration.

IV

Comment ces mérites se sont-ils évanouis? Comment l'admirable Paris du siège a-t-il été remplacé par le Paris de la Commune? Dès les premiers jours de l'investissement apparaissaient des symptômes inquiétans. Un travail souterrain se faisait contre le gouvernement de la Défense nationale. Pour des gens comme Blanqui, comme Félix Pyat, comme Flourens, la République du 4 septembre, gouvernée par des bourgeois, ne répondait ni aux instincts, ni aux besoins de la démocratie. Ils ne dissimulaient pas leurs projets, ils annonçaient l'intention d'y substituer un gouvernement plus démocratique et, sans l'énergie de Jules Ferry, ils y auraient réussi le 31 octobre. Vaincus depuis lors, mais non découragés, ils attendaient leur heure. Cette heure devait venir, lorsque la population parisienne, longtemps confiante dans le génie militaire du général Trochu, longtemps bercée d'illusions et de promesses, finirait par s'apercevoir qu'il était plus facile à ses gouvernans d'improviser des phrases lapidaires que d'accomplir des actes libérateurs. Elle avait encore dans l'oreille les grands mots par lesquels on avait essayé de la galvaniser : — « Ni une pierre de nos forteresses, ni un pouce de notre territoire. — Je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux. — Le gouverneur de Paris ne capitulera pas. » Et toute cette littérature aboutissait à la capitulation. Les deux millions d'hommes qui venaient de traverser si vaillamment la longue épreuve du siège n'étaient plus guère en état de raisonner avec sang-froid. La fièvre obsidionale les maintenait depuis des mois dans une sorte de surexcitation nerveuse qui les rendait accessibles à toutes les suggestions de la colère et du désespoir. Ils avaient tant souffert, ils avaient tant espéré qu'ils s'en prenaient à leurs chefs de la cruauté de leurs déceptions. Dans tous les quartiers de Paris, on n'entendait que des imprécations contre les généraux et contre les ministres.

La Commune est née de là, d'une irritation générale habilement exploitée par les démagogues. Pendant les jours qui ont suivi la capitulation, on n'aurait pas trouvé un Parisien sur cent

pour défendre le gouvernement. La composition de l'Assemblée nationale, les tendances monarchiques qu'on lui attribue augmentent encore les appréhensions populaires. Edmond Rousse voit tout cela très clairement et s'en explique avec sa franchise habituelle. Le voici maintenant en face de la Commune dont il raconte l'histoire à ses amis, M. et Mme Nicolet. Le 21 mars 1871, il leur fait la peinture de Paris livré à une bande cosmopolite qui a commencé par assassiner Clément Thomas et le général Lecomte, qui retient Chanzy prisonnier, qui s'est emparée de tous les ministères, de la Banque, des États-majors, de la Préfecture de Police, de l'Hôtel de Ville. Une poignée de braves gens, des bataillons de la garde nationale essaient bien de résister dans quelques îlots encore intacts, à la gare Saint-Lazare, à la mairie du premier arrondissement, à l'École polytechnique. Mais le gouvernement, hors d'état de les soutenir, renonce le premier à la lutte. Il ne reste plus aux Parisiens qu'à subir l'inévitable, à vivre comme on pourra sous un régime révolutionnaire. Le plus sûr au premier moment serait de déguerpir. Edmond Rousse n'y songe pas un instant : il est bâtonnier, il considère comme son premier devoir de ne pas déserter un poste qui peut devenir périlleux. Il rencontre, en effet, tout de suite l'occasion d'agir au nom de l'Ordre. Un avocat, Chaudey, attaché à la rédaction du *Siècle*, vient d'être arrêté par les agens de la Commune dans les bureaux de son journal. Edmond Rousse le connaît peu, il n'éprouve aucune sympathie pour les idées d'un confrère qui a été l'exécuteur testamentaire de Proudhon, qui a subi presque aveuglément la tyrannie de ce sophiste paradoxal. Mais il le sait très honnête homme, très laborieux, marié, père de famille, et il cherche le moyen de le faire sortir de prison. Le plus simple paraît être de s'adresser au garde des Sceaux. Précisément, le garde des Sceaux nommé par la Commune était, lui aussi, un avocat, le citoyen Protot, qui, l'année précédente, devenu l'objet d'une prévention politique, menacé d'une perquisition domiciliaire, avait sollicité et obtenu le secours de l'Ordre. L'entrevue d'Edmond Rousse avec le délégué de la Commune est un des morceaux les plus piquans qu'il ait écrits. On n'arrivait pas facilement chez un si grand personnage. En travers de la rue de la Paix, deux barricades successives, armées de canons, barraient l'entrée de la place Vendôme. Sur la place, cinq ou six cents hommes campaient l'arme au pied ou les fusils en faisceaux.

Beaucoup dormaient sur les trottoirs vautrés dans l'ordure. « Une odeur mêlée de ménagerie humaine et de toits à porcs. » Dans le vestibule de la Chancellerie, une trentaine de gardes, une longue table sur des tréteaux, chargée de verres et de brocs. Un ancien huissier qui portait avec un camarade un seau rempli de vin reconnaît le bâtonnier et, bras nus, le tablier retroussé, l'introduit dans le cabinet du garde des Sceaux. « Dans cette grande pièce solennelle, pleine de si importans souvenirs, une demi-douzaine d'individus très sales, mal peignés, en vareuses, en paletots ou en blouses d'uniforme, remuaient des paniers entassés pêle-mêle sur les tables, sur les chaises et sur le plancher. Devant le grand bureau de Boule, un long jeune homme de vingt-quatre à vingt-cinq ans, mince, osseux, bottes molles, veston râpé et sur la tête un képi de garde national orné de trois galons. »

C'était le garde des Sceaux de France. Le dialogue qui s'engagea alors mit surtout en relief l'embarras du délégué. Il voulait être poli, il avait devant lui le représentant d'un corps dont il avait demandé l'appui, mais, d'autre part, il n'était pas libre, il ne pouvait rien promettre sans l'assentiment de ses collègues de la Commune. Il se défendait d'avoir fait arrêter le citoyen Chaudey et, lorsque Edmond Rousse lui demandait si, dans le cas d'une mise en jugement, il y aurait des garanties pour les accusés, il répondait machinalement, sans paraître bien sûr de son affaire, qu'il devait y en avoir. Le courageux bâtonnier réussit à voir Chaudey plusieurs fois, mais il acquit la certitude que, pour lui comme pour d'autres, il ne s'agissait nullement d'une mise en accusation et d'un procès en règle. Un dignitaire de la Préfecture de police le lui avait dit crûment. La Commune ne considérait pas les prisonniers comme des accusés. Elle voyait en eux des otages dont les têtes ne devaient tomber que si on n'obtenait pas du gouvernement de Versailles ce qu'on lui demandait. Raoul Rigault lui-même s'en expliqua un jour avec Edmond Rousse en lui confiant qu'on négociait pour obtenir de Versailles un échange de prisonniers. Il daigna même l'assurer que les détenus seraient en sûreté à Mazas et qu'il y répondait de leurs vies.

Muni de ce viatique, Edmond Rousse voulut pénétrer jusqu'à l'archevêque de Paris qu'il savait malade et lui apporter quelques paroles d'espérance. Il trouva un homme dont les traits

tirés et la figure défaite lui inspirèrent une profonde pitié. Quoique atteint d'une affection du cœur qu'aggravait le manque d'air et le régime de la prison, Mgr Darboy n'était pas abattu. Il conservait la finesse de sa physionomie si expressive et jusqu'à la grâce de son sourire. Causeur délicieux, quelquefois même un peu bavard, il retenait son interlocuteur aussi longtemps qu'il le pouvait. Au fond de ce cachot morose, c'était pour lui une bonne fortune de s'entretenir avec un esprit aussi distingué qui se présentait d'ailleurs comme un défenseur volontaire. Dans le mouvement de charité qui le portait vers les prisonniers, le bâtonnier ne pouvait oublier son vieil ami, l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine. Là encore, après son entrevue avec Raoul Rigault, il apportait des paroles rassurantes. Tous deux lui avaient demandé de revenir, il le leur avait promis. Malheureusement, il ne devait plus les revoir. L'armée de Versailles allait entrer dans Paris et, le 27 mai, l'archevêque et l'abbé Deguerry tombaient sous les balles de la Commune. Du moins, Edmond Rousse pouvait se dire qu'il avait fait pour leur salut tout ce qu'il lui était possible de faire. Si on veut bien se reporter à cette époque fatale, à un temps où l'on tenait si peu de compte de la vie humaine, les actes accomplis par le bâtonnier d'alors ne sont pas les actes d'une vertu ordinaire. Il fallait plus que du courage, un véritable héroïsme pour appeler sur soi l'attention des maîtres du jour en allant leur parler de leurs victimes. Aux amis qui le félicitaient, Edmond Rousse aimait à répondre qu'il n'avait fait que son devoir. En tout cas, le plus courageux des devoirs, celui dans lequel on risque sa vie pour sauver la vie des autres.

Ce serait le point culminant de la carrière d'Edmond Rousse si, dans une autre circonstance, il n'avait donné un exemple plus rare encore, celui de dire la vérité, toute la vérité, à ceux qui l'écoutaient. Les électeurs croient avoir des droits sur ceux qu'ils ont élus, ils attendent d'eux des choses aimables, des félicitations plus que des conseils. Le 2 décembre 1871, en ouvrant la conférence des avocats, le bâtonnier dont les pouvoirs avaient été renouvelés s'inspira, non des traditions, ni des habitudes, mais de la gravité des événemens dont il venait d'être pendant une année le témoin et l'acteur, pour faire entendre à ses confrères le langage le plus viril. Les banalités d'autrefois n'étaient plus de saison après la leçon que donnaient à tous les Français la guerre et la Commune. Le moment était venu pour chacun de ne

plus se payer de mots, de faire loyalement son examen de conscience. Edmond Rousse avait tant souffert des formules sonores et vides dont abusaient les hommes politiques qu'il éprouvait le besoin de se soulager, d'aller une bonne fois au fond des choses et de crier la vérité, telle qu'elle lui apparaissait, dût-il se heurter à des préjugés de vieille date. Le Français, né glorieux, n'aime pas beaucoup à reconnaître ses torts : avant de s'accuser lui-même, il accuse volontiers tout le monde, la fortune, les circonstances, ses gouvernans, ses ennemis. L'orateur eut le courage de ne laisser à l'amour-propre national aucun faux-fuyant, aucun subterfuge, et de nous montrer à tous le miroir de nos défauts. Nous ne pouvions nous en corriger que si nous les connaissions. Il les étala sous nos yeux sans atténuation, sans ménagemens.

Il ne mettait pas en doute, bien entendu, le noble génie de la France. Il en parlait même avec une émotion profonde, en artiste, en poète qui en sent toute la beauté, toute la variété, toute la grandeur. Il avait souvent dit, il répétait que nous avions jeté un éclat incomparable dans le monde des lettres et des arts. Mais quels pauvres politiques nous étions ! Que de fois nous avions été dupes des phrases toutes faites, des lieux communs pompeux, des niaiseries sentimentales ! et par instans, quelle éclipse de la moralité publique ! Qu'était-ce que l'étiquette républicaine ? Que signifiait ce changement de régime si, derrière cette façade, s'abritaient les sentimens les moins nobles, l'ambition de parvenir à tout prix, le goût de l'intrigue et l'amour des honneurs ? En regardant autour de lui, Edmond Rousse distinguait deux aspects du barreau : les ancêtres, infiniment respectables, que l'estime publique avait portés au premier rang ; puis au-dessous d'eux, quelques jeunes hommes turbulens, agités, sans scrupules, beaucoup plus occupés de faire leur chemin que de justifier leurs ambitions par leurs mérites. Ce qui l'irritait surtout dans une partie de la jeunesse, c'était le besoin immodéré de paraître et la soif du succès. Autrefois, on attendait que la renommée vînt comme la récompense naturelle du travail et du talent. Les ambitieux modernes voulaient la surprendre et la forcer.

Et pourtant, parmi les jeunes stagiaires, que de vertus aussi et que de dévouemens ! Le bâtonnier pouvait en parler en connaissance de cause. Pendant le siège de Paris, il les avait vus partir gaîment pour les avant-postes, il avait admiré leur belle tenue dans

le rang, la crânerie de leur attitude, la fermeté avec laquelle ils supportaient la fatigue, le froid, le danger. Tous, hélas ! n'étaient pas revenus au foyer maternel. Dans un beau mouvement d'éloquence, Edmond Rousse adressait le salut de l'Ordre à ceux qui étaient morts pour la Patrie. La conclusion n'avait rien de décourageant, il ne prononçait pas le gros mot de décadence. Il comptait au contraire pour nous relever sur l'élasticité de la race française. A une condition toutefois, c'est qu'une réforme énergique se fasse dans nos mœurs, que nous mettions un terme à nos curiosités malsaines, que nous cessions de tout discuter et de tout remettre en question. « Non, disait-il en finissant, nos ennemis ne sont ni meilleurs que nous, ni plus purs ; mais ils nous ont vaincus avec trois mots dont ils ont fait vingt victoires : l'ordre, la patience et le respect. L'ordre, la patience, le respect, voilà ce qu'il nous faut apprendre. Notre société tout entière est sortie du devoir, il faut qu'elle y retourne. Chacun dans ce pays a quitté sa place, il faut que chacun la reprenne. »

Cette forte leçon dépassa, dès le jour même où elle fut donnée, les limites du barreau de Paris. En réalité, elle s'adressait beaucoup plus à la nation tout entière qu'à une réunion d'avocats. L'effet qu'elle produisit fut immense. Je me rappelle encore que plusieurs d'entre nous la commentèrent comme un thème national devant nos auditeurs de la Sorbonne. Après tant de mensonges et de formules vaines, on entendait enfin une parole sincère. On apprenait qu'il ne fallait accuser personne en particulier de nos malheurs, que nous y avions tous contribué ou par notre faiblesse, ou par notre agitation, ou par nos défauts. Le remède était en même temps mis à notre portée, sous notre main. Il dépendait de notre bonne volonté, de notre courage, de nos efforts. Ne plus rien compliquer par les subtilités de la pensée, reprendre tout simplement la grande route des vertus nationales un moment désertée. La cruelle épreuve que nous venions de subir, au lieu de tourner à notre détriment, pouvait au contraire réveiller nos consciences et relever nos cœurs, si nous savions comprendre la leçon des événemens. Le lendemain de ce discours, le nom d'Edmond Rousse était célèbre dans toute la France. Les penseurs, les lettrés, les patriotes le désignaient pour un fauteuil de l'Académie française où, neuf ans plus tard, il devait remplacer Jules Favre.

A. Mézières.

MES FILLES

DEUXIÈME PARTIE (1)

VI. — LES TROIS SŒURS

L'été nous a séparés les uns des autres. J'ai voyagé avec mon mari, nous avons revu quelques-uns de nos anciens postes, parcouru l'Allemagne, passé vingt jours à Londres et un mois aux États-Unis. J'ai été parfaitement heureuse pendant cette absence de Paris. Plus de Sénat, plus de collègues, plus d'anciens camarades d'études! Je suis redevenue l'unique amie et la confidente; j'ai été mise au courant des dessous de la cuisine parlementaire, j'ai même été consultée sur la question des alliances politiques et commerciales. Bref, cela a été une période de bien-être moral qui m'a redonné quelque confiance en moi-même. Sans me l'avouer, j'étais un peu humiliée des longs loisirs que Philippe me laissait.

Ces mois agréables ne m'ont pas fait oublier mes filles: je les sens dans mon cœur bien plus que je ne les sentais avant de les avoir examinées objectivement et d'être devenue consciente de mes responsabilités. Depuis lors, je considère et j'observe avec attention toutes les jeunes femmes que je rencontre sur ma route. J'ai trouvé parmi elles quelques Isabeau, plusieurs Philiberte et pas une Jacqueline!

Leur trait caractéristique général me paraît être un égoïsme formidable. La fermentation des idées féministes a développé

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

indirectement chez les femmes du monde, même chez celles qui ne s'en occupent pas, les blâment ou les renient, un sentiment exagéré de leurs droits qui les pousse à considérer le mariage comme un contrat à leur avantage exclusif. Les vieilles idées de dévouement, de soumission, avec lesquelles je me suis mariée, ont été mises au rancart.

Mais à côté de ces médiocrités, j'ai aussi entrevu, — ayant de nouveaux yeux pour le discerner, — un type qui m'a réconciliée avec le modernisme, celui de la femme ennoblie par le travail, par l'effort vers le mieux, par le sentiment de la fraternité vis-à-vis des autres femmes. Oh! pas la mondaine sociale genre Philiberte, membre de vingt comités par snobisme ou dilettantisme, mais des créatures résolues, vraies, simples...

Où est le secret de leur force? Quelle a été l'éducation de ces vaillantes? Je voudrais connaître leurs mères!

Paris, la ville des grandes vertus et des grands vices, devait posséder nécessairement, elle aussi, des femmes pareilles. A peine rentrée, je me suis mise à leur recherche, et j'en ai rencontré quelques-unes, mais pas dans le monde; il faut sortir du monde pour redevenir vraie.

Entendons-nous: l'influence desséchante du monde peut pénétrer dans un couvent ou une ferme, et telle femme que sa situation oblige à parader chaque soir dans un salon y est souvent absolument rebelle. C'est l'esprit seul qui importe!

Lorsque mes filles revinrent en ville, je leur parlai des connaissances que j'avais faites. Isabeau m'a écoutée avec une indifférence non dissimulée. Philiberte, elle, a prêté quelque attention à mes récits, a demandé des noms: cela pouvait rentrer dans son orbite de patronage, mais les noms lui étaient inconnus, et la conversation est tombée.

La seule qui ait manifesté une curiosité désintéressée a été ma fille cadette. Elle a posé des questions, et comme je lui racontais l'activité bienfaisante de certaines existences, elle a soupiré:

— C'est l'utile, je voudrais le divin!

Tombant d'une autre bouche, ces mots auraient paru ridiculement prétentieux; de la sienne ils découlaient naturellement comme l'eau d'une source.

Je l'ai regardée : assise près du feu, les mains croisées autour de ses genoux, une traduction d'Horace ouverte par terre à ses côtés et deux petites perruches vertes juchées sur ses

épaules, Jacqueline ne ressemble en rien à une Marthe! Elle appartient à la race des Marie contemplatives à qui il suffit d'écouter la voix du Maître!

Tout à coup elle se leva, ce qui fit envoler les perruches, esquissa une pirouette et, prenant dans un cornet de cristal une branche de lilas, plus blanche que la neige sur la pelouse, s'écria sur un ton de bravade:

— Le divin, le voilà!

C'était chez elle, à Auteuil; j'étais venue y passer l'après-midi. Il y avait séance au Sénat, et Philippe devait rentrer tard. La neige couvrait les routes, et j'étais sûre que personne ne viendrait interrompre notre tête-à-tête. Même par le soleil, du reste, les visites sont rares chez Jacqueline.

Un bruit de roues sur le gravier, des pas dans le vestibule dérangèrent ma quiétude. La porte s'ouvrit, et Isabeau entra. Elle honore Auteuil de sa présence deux fois l'an peut-être. Pourquoi cette visite intempestive par un jour de neige? Elle dit avec agitation:

— Je viens de la maison, vous n'y étiez pas! J'ai couru chez Philiberte: portes closes! Elle présidait le Comité des œuvres de l'enfance réunies. Puis, j'ai été relancer papa au Sénat, et il m'a appris que vous étiez chez Jacqueline.

— Tu avais donc très besoin de me voir?

Elle ne se dérangeait guère que pour elle-même, et répondit, en effet:

— Vous ne pouvez vous figurer, maman, dans quel embarras je me trouve! Je compte sur vous pour m'en tirer!

Mais elle ne se décidait pas à s'expliquer clairement. Je finis par comprendre que M. de Heyden, appelé en Finlande par des affaires urgentes, ne pouvait l'accompagner à Nice.

— Eh bien! tu resteras à Paris, ce sera tout avantage pour ton père et pour moi!

— Impossible! s'écria Isabeau en devenant très rouge. Paris est odieux en cette saison, et puis nos amis nous attendent! J'irai seule avec les enfans.

Je ne voyais toujours pas en quoi elle pouvait avoir besoin de mon intervention.

— Ah! c'est décidé?

— Décidé? C'est-à-dire, voilà...

Il y eut une hésitation perceptible dans la voix de ma fille

aînée, mais elle réagit promptement et reprit avec son audace ordinaire:

— Adalbert s'imagine sottement que je suis encore une mineure en tutelle, comme si je ne savais pas me protéger moi-même! Bref, il exige un chaperon...

Je commençais à comprendre et attendais qu'elle continuât. Mais elle se taisait et je voyais sa poitrine se soulever rapidement; ses yeux bleus avaient pris la lueur pourpre qui les colore aux heures de colère.

— Et alors ce chaperon, demandai-je, l'as-tu trouvé?

— Je n'en ai pas eu le temps. L'idiote idée de me faire accompagner n'est venue à Adalbert que ce matin!

Elle relevait dédaigneusement sa lèvre supérieure, cette lèvre trop rouge qui n'avait pas besoin de fard pour trancher de façon provocante sur la blancheur de sa peau.

— Tu as tant d'amies que ce sera facile.

Au lieu de répondre, elle se leva et fit nerveusement le tour de la grande chambre blanche de Jacqueline.

Elle portait un manteau de loutre, doublé d'hermine, qui tombait jusqu'à ses pieds; ce luxe était disproportionné aux circonstances, mais je ne pouvais m'empêcher d'admirer l'allure royale que ces riches fourrures donnaient à Isabeau. Elle finit par s'arrêter devant moi:

— A quoi bon tergiverser avec vous, maman? Autant parler de façon claire! Adalbert pose comme condition que vous m'accompagnerez à Nice, sans cela...

Elle prononça un mot d'argot des rues et attendit ma réponse.

— Le Sénat vient de s'ouvrir, dis-je froidement, jamais ton père ne voudra quitter Paris!

— Mais nous n'avons pas besoin de lui; Adalbert n'exige que vous!

L'égoïsme sans pudeur de ces paroles me donna une sensation de gel. Jacqueline qui, jusqu'alors, était restée silencieuse devant le feu, regardant le jeu des flammes, se dressa tout à coup.

— Tu es vraiment singulière, Isabeau! Jamais maman n'a quitté papa de sa vie, et tu veux que, pour satisfaire tes caprices, elle l'abandonne au commencement de l'hiver!

Les yeux clairs de Jacqueline jetaient des lueurs. Isabeau eut

un geste menaçant, mais j'aurais préféré affronter la colère de cette violente que le tranquille dédain de la fragile créature qui, les bras croisés sur sa poitrine, attendait, impassible, les insolences que les lèvres de sa sœur allaient lancer. Je me glissai entre mes deux filles et je dis, conciliante :

— Je regrette de te contrarier, Isabeau, mais je ne puis vraiment quitter ton père à cette saison ; il a toujours une attaque de goutte en décembre.

— On vous appellera, s'il est malade, et vous pourrez rentrer à Paris ; le tour sera joué !

Un intérêt bien vif devait être en jeu pour qu'Isabeau osât m'adresser ces vulgaires et cyniques paroles.

— Tu devrais savoir que je ne me prête pas à jouer des tours ! répliquai-je sévèrement.

Un revirement immédiat se fit chez cette impulsive. Elle se jeta à mon cou, m'embrassa, me conjura de ne pas être fâchée : je devais bien la connaître, savoir qu'elle avait une langue imprudente, qu'elle parlait au hasard. Ensuite, elle s'abaissa à des supplications. Il fallait qu'elle allât à Nice absolument, elle s'y était engagée...

— Et vis-à-vis de qui ?

— De nos amis ! répondit-elle avec brusquerie.

Déjà elle reprenait son attitude impérieuse, mais je tins bon : je ne pouvais quitter Paris et elle ferait bien d'y rester, cela satisferait son mari, serait favorable à l'éducation de ses enfans et lui permettrait, avant le commencement de la saison mondaine, de s'occuper de choses sérieuses. Et je lui tins le discours dont je venais de gratifier Jacqueline.

— Vous voulez faire de moi une femme sociale, maman. Nous avons déjà Philiberte dans la famille ; cela suffit !

— Non, non, pas une femme sociale, une femme nouvelle, sincère, réellement altruiste et prête à renier tous les faux dieux pour adorer le vrai.

— Alors ce n'est pas celui de Philiberte ! dit la voix claire de Jacqueline.

J'aurais voulu protester, mais les mots moururent sur mes lèvres.

— Jacqueline a raison, s'écria Isabeau, oubliant qu'un instant auparavant elle aurait voulu pulvériser sa sœur cadette, la religion de Philiberte, c'est le préjugé !

« Et la tienne, la superstition! » eus-je envie de répondre; mais je me contins pour ne pas l'exaspérer. D'ailleurs moi, leur mère, n'étais-je pas la première responsable de ces cultes factices? J'avais laissé leurs âmes se développer au hasard de la vie, je ne leur avais pas donné à manger le pain des forts.

— Maman, dit tout à coup Isabeau, si je vous promets de souscrire à plusieurs bonnes œuvres, m'accompagnerez-vous à Nice?

Toujours *donnant donnant!*

J'eus un mouvement d'impatience. Je lui parlais de vérité et d'altruisme, et elle me répondait par de froides offres d'argent!

— Je donnerai de fortes sommes, reprit-elle, et l'on me nommera présidente; j'aurai une suppléante pour me remplacer, et je m'engage à assister aux séances quand je serai à Paris. Cela vous va-t-il, maman?

Elle redevenait câline, passait ses bras autour de mes épaules.

— Regardez, maman, nous sommes de la même taille; seulement, je ne suis pas aussi belle que vous!

Sa joue fraîche s'appuyait contre la mienne. Malgré la sévérité de mes jugemens, j'étais sa mère et j'eus un instant le désir de la contenter, mais je ne pouvais quitter Philippe; et puis, comment me prêter à ce voyage où je flairais le genre de péril auquel sa ressemblance avec tante Marion semblait la prédestiner?

— Non, dis-je fermement, je regrette de te contrarier, mais c'est impossible.

Sa caressante et forte étreinte se relâcha aussitôt.

— Très bien, j'irai seule!

Je rentrai chez moi inquiète, persuadée, du reste, qu'Adalbert céderait; mais je me trompais, il tint bon. Le ménage dut traverser une crise désagréable, car M. de Heyden, déjà si desséché, maigrit encore en peu de jours, ce qui n'augmenta pas sa fraîcheur. Quant à Isabeau, elle nous bouda assez longtemps; après quoi, elle reprit sa belle humeur et parut goûter sa situation passagère de veuve.

Un jour, Philiberte me prit à part dans un salon où nous nous trouvions ensemble.

— Maman, dit-elle, vous devriez surveiller Isabeau. Sa maison a plus mauvais ton que jamais, on y joue gros jeu au poker chaque soir et, en outre...

— En outre, quoi ?

— Cela m'ennuie de vous le dire, reprit Philiberte d'un air de jeune Minerve, mais on commence à jaser...

Je devenais nerveuse.

— Oui, reprit-elle, le monde s'étonne de voir Isabeau escortée partout du prince de Castroreale !

Malgré les pressentimens qui torturaient mon cœur, je fus bouleversée. Castroreale était un Sicilien de grandes allures dont toutes les femmes d'Europe avaient raffolé. Je l'avais rencontré chez ma fille quelquefois, mais le considérais comme un simple visiteur mondain, non comme un intime !

— En effet l'intimité est récente, reprit Philippe ; ils se sont connus à Rome au printemps, rencontrés cet été en Allemagne et devaient se retrouver à Nice. Au lieu de cela, il est venu à Paris.

— Tu es sûre de ce que tu avances ?

— Parfaitement sûre ! Si j'étais à votre place, maman, j'écrirais à Heyden pour le faire revenir. Prenez un prétexte quelconque : la santé des enfans, celle d'Isabeau... J'avais prié Charles d'inventer quelque histoire sur un placement d'argent. Il n'a pas voulu... pour ne pas mentir !

Philiberte termina sa phrase par un léger ricanement.

— Tu as cru qu'avec moi ce serait plus facile ?

Elle répondit avec condescendance :

— Comme si je ne connaissais pas vos répugnances pour les habiletés qui font marcher le monde ! Mais la réputation d'Isabeau vous intéresse davantage qu'elle n'intéresse Charles, et les intérêts très vifs font taire les scrupules exagérés.

Les raisonnemens nets et clairs de ma seconde fille me mettaient sur le cœur un poids presque aussi lourd que les médisances dont Isabeau était l'objet, car, par une inconséquence très naturelle, dès que j'entendais les autres préciser l'éternelle crainte qui me rongeait l'âme, j'étais disposée à traiter leurs propos de calomnies.

— Laisse-moi réfléchir, dis-je à Philiberte, en lui faisant signe de me quitter, car j'avais hâte de ne plus entendre sa voix monotone et douce formuler des choses raisonnables et sèches.

A peine de retour à la maison, je me soulageai par une bonne crise de larmes. J'eus un moment l'idée d'écrire à Heyden. N'avais-je pas toujours considéré son influence comme le seul

rempart efficace entre Isabeau et le péché d'aimer? Mais l'arme me faisait peur. J'en étais là de mes hésitations lorsque Philippe rentra. Il était d'excellente humeur, son groupe ayant réussi à infliger un échec au ministère. Il avait envie de causer, de raconter, de donner des détails... La vue de mes yeux rouges le déconcerta. Il a des façons irrésistibles pour me forcer à dire ce qu'il veut savoir, et, malgré ma ferme intention de ne pas le mettre au courant, je fus obligée de tout lui avouer. Il se soulagea par quelques jurons à l'adresse de Heyden et de l'équivoque milieu où il faisait vivre sa femme. Comme tous les hommes, Philippe nourrissait l'étrange illusion que la légèreté de mœurs, — dont ils jouissent ou plaisantent, — s'arrêtera au seuil de leur maison et respectera leurs lares domestiques.

— Pauvre fille! murmurai-je, ce n'est pas sa faute!

— Comment! pas sa faute? J'admets que Heyden ne sache pas la diriger, mais il ne l'engage pas pourtant à sauter le fossé aux loups.

— Nous l'avons mal élevée, Philippe!

Mon mari ouvrit de grands yeux. Son étonnement était sincère.

— Tu as mal élevé ta fille, toi, Geneviève?

Il y avait dans son exclamation tant de tendresse et de respect que mon cœur eut un sursaut de joie, mais je ne voulais pas d'éloges immérités.

— Oui, moi, Geneviève!

Et j'essayai de faire comprendre à Philippe les scrupules qui m'étaient venus, l'interprétation nouvelle que je donnais à la vie et à quel point j'avais conscience d'y avoir mal préparé mes filles. Il m'écouta avec patience, mais je voyais bien qu'il ne me comprenait pas. Il répondit :

— Ne te trouble pas, mon amie! Tes filles sont exquises. Est-ce ta faute si Heyden manque de sens commun? Quant au prince italien, en l'absence du mari, je suis en mesure de lui couper les oreilles.

Et Philippe redressait sa haute taille que les années avaient un peu épaissie sans la courber, ni l'alourdir. En le voyant si belliqueux, j'eus peur et le suppliai de me laisser agir seule. Brusquer les choses serait provoquer un scandale fâcheux : mieux valait essayer de la persuader! Mon mari se laissa convaincre et je partis en guerre, sans espérance de victoire, trop consciente de mes responsabilités pour pouvoir être habile.

VII. — L'AMI D'ISABEAU

Un hasard me fit rencontrer le soir même, à l'ambassade de Russie, le prince de Castroreale. Impossible de se dissimuler que l'adversaire est redoutable ; il a ce grand air loyal d'un si puissant attrait pour les femmes. L'œil noir est sincère, mais la bouche inquiétante par sa mobilité excessive. Hardi et souple dans ses allures physiques et intellectuelles, il émeut l'imagination par ce je ne sais quoi de fascinant que possèdent les hommes très aimés. Jusqu'ici, j'avais trouvé ce prestige justifié. C'est ainsi que nous faisons, nous les honnêtes femmes ; nous subissons l'attirance du mal, notre exemple l'enseigne à nos filles; et puis, lorsque cette attirance, passant du général au particulier, devient de l'amour, nous levons les bras au ciel et invoquons l'aide de Dieu, sans réfléchir que la loi des causes et des effets vient de s'affirmer une fois de plus, et que nous sommes la cause de cet effet-là.

Le lendemain de cette rencontre, je me rendis chez Isabeau, aussi embarrassée que si j'avais eu à rougir devant ma fille d'une faute personnelle. On a beau se préparer d'avance aux catastrophes : lorsqu'elles arrivent, on est aussi désemparé que si on ne les avait jamais prévues.

— Madame la comtesse est souffrante, me dit le valet de pied, et je fus introduite dans le cabinet de toilette d'Isabeau : une merveille ! Je n'y entre jamais sans une impression de malaise, tellement il me rappelle les appartemens intimes des femmes galantes que les romanciers modernes ont cru devoir nous faire connaître dans leurs moindres détails.

Ma fille, étendue sur le large divan bas qui occupe l'une des parois de la pièce, se polissait les ongles. Elle s'était blessée au pied en descendant d'automobile, mais ne devait guère souffrir, car sa beauté rayonnait. Enveloppée d'un peignoir en velours saphir, assorti à ses bagues, dont les longues manches découvraient ses bras jusqu'à la saignée, elle avait une expression joyeuse et dure qui me fit peur.

Depuis mon refus de l'accompagner à Nice, Isabeau me boudait un peu ; il y avait une rancune latente dans ses baisers. Mais, ce jour-là, elle m'embrassa avec son effusion naturelle. Je lui dis en riant :

— Tu ne m'en veux donc plus?

— Non, au contraire! Et elle me serrait dans ses bras à m'étouffer.

Cette étreinte me choqua; ma fille me remerciait d'avoir servi, sans le vouloir, ses intentions de péché.

— Tu t'es donc résignée à manquer Nice?

— Nice, je n'y pense plus! Paris est charmant à cette saison!

— Tu le maudissais, il y a trois semaines!

— Inconséquence, ton nom est femme! murmura-t-elle doucement en renversant sa tête sur ses oreillers de dentelles.

J'aurais voulu la battre. Je déteste l'inconséquence, l'illogisme, la déraison que la fausse éducation de ces derniers siècles nous a appris à considérer comme des attributs féminins. Mais il aurait été inutile de lui exprimer ces idées. Je me bornais à demander:

— Tu as donc été en auto ce matin? Et de quel côté?

— A Fontainebleau.

— Pas seule avec le chauffeur, j'espère?

— Oh! non, pas seule! Elle ajouta, l'air dégagé: Castroreale m'accompagnait.

— Ah! Castroreale?

— Oui, un ami! l'un de nos meilleurs amis!

Elle prononçait toujours avec emphase les mots: *ami, amie.*

— Je le croyais une connaissance récente.

— Comme si l'amitié se mesurait au nombre des années!

Il y a deux catégories de femmes, celles qui aiment à parler de leurs amans ou de leurs flirts; celles qui évitent même de les nommer par pudeur d'âme ou parce que le mystère forme la moitié de leur plaisir. Isabeau appartenait à la première catégorie. Déjà elle s'était emballée et, dressée sur ses coussins, parlait avec abondance du prince sicilien, énumérait ses bonnes fortunes, ses duels, ses parties célèbres dans les premiers cercles d'Europe. N'ayant pas le moindre soupçon du but de ma visite, elle se donnait le plaisir d'extérioriser ses sentimens.

Je la laissai parler. Quand elle s'arrêta, je dis calmement:

— Un triste personnage, en somme!

Elle bondit, posa les pieds à terre, oubliant sa cheville meurtrie, et s'écria sur un ton de reproche indigné:

— Maman!

— Mais oui, un triste personnage, ne faisant rien d'utile pour personne!

— Et le plaisir qu'il donne à ceux qui l'approchent, vous ne le comptez pour rien?

— Quel est ce plaisir? Pour les hommes, d'être pervertis par son exemple! Pour les femmes, d'être prises au miroir comme des alouettes, si elles sont assez sottes pour subir les fascinations de ce séducteur patenté!

Le terme l'exaspéra; elle répliqua, la voix agressive :

— Vous êtes bien sévère pour don Juan, maman! Et seule de votre avis, du reste! Il sera toujours et éternellement aimé! Voyez le succès qu'a eu *le Marquis de Priola* au théâtre! C'est un succès fait par les femmes!

C'était vrai. Je l'ai dit déjà, à ce sujet nous avons eu toutes l'esprit faussé! Isabeau continua :

— Et vous-même, maman? Vos salons à l'étranger n'étaient-ils pas remplis d'hommes à femmes, et, ici même, à Paris, ne recevez-vous pas sur un pied d'intimité M. de Rapisard?

C'était vrai encore.

— Pourtant son existence ressemble terriblement à celle de Castroreale, avec la beauté, la jeunesse et le prestige en moins!

De nouveau ma fille aînée s'exaltait. Je répondis avec douceur, presque humblement :

— Tu as raison, Isabeau, mon amitié pour M. de Rapisard est une inconséquence; mais je le connais depuis l'enfance, je ne puis abandonner un ancien ami, tandis que...

— Moi, je défends les miens! Où est la différence? Vous savez bien, maman, je vous l'ai dit toujours : mes *amis*, c'est sacré!

Elle enflait la voix de la façon agaçante que je connaissais, tout en rattachant ses lourds cheveux noirs que ses brusques mouvemens avaient dénoués.

Je me sentais impuissante devant tant de hardiesse et d'impétuosité. Je fis un effort de courage pour prononcer des mots sévères, et je terminai en disant :

— Défendre ses amis, c'est très bien, mais pas jusqu'à leur sacrifier sa réputation.

— Sa réputation? Et qui ose attaquer la mienne? Des sots, des méchans...

Ses yeux bleus lançaient des flammes.

— Mes ennemis, je les écrase! Et elle en faisait le geste avec ses doigts blancs si chargés de pierreries qu'ils en étaient déformés. — Je veux connaître le nom de ces esprits étroits, farcis de préjugés!

— Ils n'en forment pas moins l'opinion publique! On jase beaucoup sur toi dans Paris, on raconte que Castroreale ne te quitte pas...

— Je m'en moque! cria-t-elle.

La colère avait empourpré son front, ses joues. Ses poings se crispaient...

Il y eut quelques secondes de silence.

— Et si Adalbert revenait inopinément, que se passerait-il? demandai-je.

A cette question, le sang quitta le visage d'Isabeau et une telle expression de terreur passa dans ses yeux que j'en fus saisie. Elle-même vit sa pâleur dans une glace et vivement frotta ses joues des deux mains pour y ramener un peu de couleur.

— Vis-à-vis de lui aussi, je saurai défendre mes amis! déclara-t-elle altièrement.

Elle ajouta avec un rire brusque :

— Du reste, il est au fond de la Finlande et ne songe pas au retour!

— On pourrait l'y faire songer!

Isabeau me jeta un regard de côté, mais se rassura vite. Elle ne nous craignait pas.

— Sa confiance en moi est si absolue que toutes les insinuations ne lui feront pas presser son départ.

Elle mentait, mais à quoi bon l'avertir que je ne la croyais pas! Je dis à tout hasard :

— Tu oublie qu'outre un mari tu as un père!

— Papa?

Une expression tendre adoucit ses traits contractés.

— Papa? Il m'aime bien trop pour me gronder!

Je ne relevai pas l'accusation à mon adresse.

— Les pères affectueux tiennent à la réputation de leurs filles presque autant que les maris tiennent à celle de leurs femmes, quoique d'une autre façon. Ainsi, le tien parlait tout à l'heure de couper les oreilles à Castroreale.

Mes paroles produisirent plus d'effet que je n'en attendais. Isabeau s'alarma, s'attendrit.

— Non, non! cria-t-elle, dites-lui de ne pas se fâcher. Il ne doit pas croire...

Elle s'était mise debout et tendait vers moi des mains suppliantes.

— Je ne puis supporter qu'il pense sur moi de vilaines choses, ni vous non plus, maman! Cela me fait honte.

Elle cacha son visage dans ses mains et je l'entendis sangloter.

— Dites-lui que ce sont des calomnies, des inventions de mes ennemis. Jurez-lui qu'il n'y a rien. Promettez-moi, maman, de le convaincre.

— Les paroles ne suffisent pas, répondis-je. Ton père est un homme positif, il voudra des faits...

— Eh bien! assurez-lui que désormais je serai prudente, que je n'irai plus en auto avec le prince, qu'on ne nous verra plus ensemble...

— Tu tiendras tes promesses?

— Oui, oui! — Et elle se jeta dans mes bras.

Je m'attendris à mon tour, et lui rendis son étreinte; mais tandis que je pressais ce beau corps palpitant, des questions angoissantes harcelaient mon cerveau. Comment dégager la vérité de tant de paroles menteuses? Quels étaient ses rapports avec Castroreale? Ma fille avait-elle commis l'irréparable erreur? A cette seule pensée, je me sentais défaillir.

. . . . . .

Lorsque je rapportai à mon mari les paroles d'Isabeau, il fut si heureux d'y croire qu'il les accepta comme paroles d'Évangile et écarta de son esprit la moindre inquiétude. Aux interrogations de Philiberte, je répondis que mon entretien avec sa sœur avait eu de bons résultats, que désormais Isabeau serait plus prudente et éviterait de se montrer en public avec Castroreale.

— Pour mieux le voir en particulier! s'écria âprement ma seconde fille.

Ainsi Caïn, s'il avait vécu à notre époque, se serait exprimé sur Abel; ses offrandes ne pouvaient être agréables à l'Éternel.

— Philiberte, dis-je sévèrement, tu parles en ennemie et non en sœur!

Elle parut confuse, s'excusa, protesta de ses sentimens fraternels, des devoirs qu'elle était toujours prête à remplir...

Quant à Jacqueline, qui menait une vie de sauvage en plein

Paris, elle ne pouvait être au courant des imprudences de sa sœur; je fus donc très surprise de l'entendre me demander un jour :

— A qui ressemble l'inséparable compagnon d'Isabeau?

Je lui fis en quelques mots la description de Castroreale. Elle m'écouta, puis dit vivement :

— Comme cet homme m'ennuierait!

Je l'aurais embrassée pour cette observation. Elle reprit :

— Et dire que lady Maud Norscombe a tenté de se suicider pour lui, l'an passé!

— Qui t'a donné ces détails?

— Charles Denfert.

Jamais je n'aurais cru qu'il fût l'informateur de Jacqueline; le mari de Philiberte est un silencieux.

— C'est à propos d'Isabeau qu'il t'a parlé de Castroreale?

— Non, Isabeau est venue ensuite. Nous parlions du goût des femmes pour les hommes pervers qui les feront souffrir.

Denfert faisant de la psychologie! Cela m'abasourdissait. Ma fille ajouta pensivement :

— Je ne puis les comprendre. Un homme qui a aimé d'autres femmes n'a plus de saveur!

— Si toutes pensaient comme toi, les maris seraient à l'abri du danger.

— Être marié ne veut pas dire avoir aimé!

Je jetai un coup d'œil à Jacqueline. Ses yeux fixes, sans expression, semblaient regarder en elle-même, être devenus aveugles aux visions extérieures. Il y eut un silence, puis elle me demanda calmement :

— Et que compte faire Isabeau?

— Comment? ce qu'elle compte faire?

— Oui, car si elle aime Castroreale, elle ne peut rester avec Adalbert.

— Jacqueline! m'écriai-je, suffoquée. D'abord, entre Isabeau et le prince, il n'y a qu'une amitié, tout au plus un flirt. Qui te parle d'amour? Et puis, une femme n'abandonne pas sa maison, son mari, ses enfans, parce qu'une fantaisie passagère allume son imagination...

— Pourquoi vous fâchez-vous, maman? demanda-t-elle. Je n'ai rien dit de mal!... Rester avec son mari si on en aime un autre, n'est-ce pas vivre dans le mensonge?

— Peut-être, mais il y a des nécessités sociales et morales plus fortes...

— Les enfans, dit-elle tout bas; oui, c'est vrai, les enfans!...

Elle demeura rêveuse un instant, puis reprit très vite, les sourcils froncés :

— Et s'il n'y a pas d'enfans?

Je commençais à ressentir un malaise.

— Mais Isabeau a des enfans.

— Je ne pensais pas à Isabeau, répondit Jacqueline.

L'ingénuité de sa réplique aurait dû me rassurer, elle me fit l'effet opposé. Je me levai et, m'approchant de ma fille, mis mes bras autour de ses épaules frêles.

— Jacqueline, ma petite Jacqueline, tu es singulière, aujourd'hui, tu parles drôlement. Si tu ne pensais pas à Isabeau, à qui pensais-tu?

— A moi, répondit-elle sans hésiter.

— A toi? Mais tu es heureuse, tu as un jeune mari qui t'aime, qui est bon, qui te laisse mener la vie qui te plaît.

— C'est vrai, dit-elle avec un beau sourire qui fit rayonner son petit visage froid et me réchauffa le cœur. Aurais-je été malheureuse avec un mondain, s'il m'avait fallu le suivre dans sa course au plaisir!

Elle frissonna comiquement et eut un rire joyeux.

— Dante dans son enfer a oublié ce cycle-là! Quand Philiberte ouvre son carnet de visites, — elle en a deux mille! — je me sens défaillir.

J'essayai de dire que les relations sociales étaient nécessaires.

— Vous oubliez, maman, que tous nos chagrins nous viennent des autres. Regardez le visage soucieux de Philiberte!

Quand on attaque une de mes filles, même sur les points où je la blâme le plus, j'éprouve le besoin de la défendre.

— Philiberte exagère, mais c'est pour complaire à son mari, pour satisfaire ses ambitions...

— Mais elles sont satisfaites! répliqua doucement Jacqueline. Charles possède la réalité de toutes les choses dont Philiberte croit devoir poursuivre l'apparence.

Le reflet du grand feu avait soudain doré les joues pâles de ma fille cadette.

— Jacqueline, demandai-je, crois-tu que Charles Denfert soit heureux?

— Comme la vérité peut l'être avec le mensonge !

Elle n'avait pas hésité dans sa réponse cruelle et vraie. Je ne trouvai rien à répondre et n'eus plus le courage de rien demander.

VIII. — LE VIOLON DE JACQUELINE

A quelque temps de là, le jour de la fête de mon mari, nous eûmes tous nos enfans à dîner, rue du Luxembourg : le couple Denfert, le couple Thorel et Isabeau seule, puisque Adalbert était toujours en Finlande. Mes trois filles entouraient leur père; elles étaient avec lui câlines et tendres, même Philiberte. Lui rayonnait et, dans sa fierté d'être le père de ces belles jeunes femmes, il oubliait le chagrin secret de sa vie : celui de ne pas avoir de fils !

Isabeau, en grande toilette décolletée, était la plus éclatante des trois, certainement la plus remarquable comme richesse de coloris. Jamais, du reste, je ne l'avais vue aussi fascinante; un sourire langoureux épanouissait sa bouche de grenade mûre, elle parlait moins que de coutume et avait une expression rêveuse qui spiritualisait sa trop terrestre beauté. Philiberte en robe montante gris perle, d'une coupe parfaite, n'ayant pour tout bijou qu'un rang de grosses perles, était l'image de l'élégance exquise et de la correction parfaite. Jacqueline, en laine blanche comme toujours, portait sur la tête un mince cercle d'émail vert, représentant de minuscules feuilles de laurier qui retenait ses boucles sombres « couleur de prune. »

Après le dîner, quelques amis survinrent, entre autres Rapisard. Depuis les paroles d'Isabeau, sa présence m'était devenue pénible, et j'étais moins cordiale avec lui. Nous étions assez liés pour qu'il pût me demander la cause de ce changement d'accueil. Comme je ne voulais pas mentir, ses questions m'embarrassaient. Isabeau nous entendit et intervint :

— Vous vouléz savoir pourquoi maman vous bat froid? Je vais vous l'apprendre.

— Isabeau !

Elle éclata de rire.

— Puisque c'est ma faute, je dois le confesser. Du reste, Rapisard meurt d'envie de savoir.

En effet, il insista pour la faire parler. Alors elle raconta

que je lui avais reproché ses amis, trop connus par leurs aventures galantes.

— A quoi j'ai répondu : « Maman, vous n'êtes pas conséquente, puisque vous recevez Rapisard ! »

J'avais rougi pour elle ; lui eut l'air enchanté : rien ne flatte les hommes vieillissans comme d'être taxés d'inconduite ; mais trop fin pour ne pas deviner que j'étais mécontente, il répondit :

— Votre mère est intangible, le contact des pires pécheurs ne peut la contaminer. Il ajouta en me baisant la main : — Aussi a-t-elle la charité de ne pas me fermer sa porte.

A quoi Isabeau répliqua, irritée de la leçon :

— Les autres n'étant pas intangibles font bien de trier leurs amis.

Et elle lui tourna le dos. Il avala l'impertinence avec ce sourire indulgent des hommes qui ne prennent pas les femmes au sérieux et entama immédiatement un autre sujet, mais je voyais qu'il m'observait avec attention et une sorte de tristesse. Plus tard, dans la soirée, m'étant glissée derrière les rideaux baissés d'une fenêtre pour entr'ouvrir un instant les vitres et respirer un peu d'air, j'entendis la voix de Rapisard prononcer mon nom. La curiosité l'emporta sur la délicatesse et je ne me montrai pas. Il disait à l'un de nos amis :

— Cette pauvre Mme de Salneuve ! Elle est adorable, mais dépourvue de perspicacité. Ainsi...

Il baissa la voix et je n'entendis plus rien. L'autre demanda :

— Vous êtes sûr qu'il a quitté l'hôtel Continental ?

— Parfaitement ! Il a pris un rez-de-chaussée, avenue d'Antin.

Personne n'avait nommé Castroreale, mais j'étais certaine qu'il s'agissait de lui. Rapisard reprit :

— Rien ne m'amuse comme de suivre les péripéties d'une première excursion dans le péché : les femmes ont des battemens d'ailes éperdus qui les trahissent. Mais cette histoire m'irrite à cause de la mère, si confiante !

Il était donc sincère en amitié, le pauvre Rapisard !

— L'étonnant est que la catastrophe ait autant tardé ! repartit l'autre. Regardez Mme de Heyden, la volupté émane d'elle. Elle a été créée pour l'amour.

J'avais honte pour Isabeau, j'aurais voulu la cacher contre

moi pour empêcher ces hommes de formuler sur elle ce jugement brutal. Comment exprimer ce que je ressentais? Une douleur lancinante me transperçait le cœur. Ils chuchotèrent encore un instant, puis de nouveau j'entendis la voix de Rapisard prononcer distinctement ces mots :

— Cela encore passe! Mais le reste !

— Quel fin limier vous faites! Il y a donc autre chose?

La demande était faite indifféremment, mais moi, derrière les rideaux, je sentais un froid me parcourir toute.

— Non, non, une simple intuition...

Les questions de l'interlocuteur se pressèrent plus curieuses et rapides.

— Ce serait un bien autre drame ! murmura Rapisard évasivement.

Je tendis jusqu'à l'angoisse mes facultés auditives, mais l'approche de mon mari interrompit le dialogue. J'attendis que les trois hommes se fussent éloignés pour sortir de ma cachette. « Un bien autre drame! » Ces mots avaient rejeté dans l'ombre mes anxiétés et mes hontes au sujet d'Isabeau. Je pensais à tout ce qui pouvait m'atteindre en ce monde : à Heyden, à Thorel, à Philiberte, à Denfert ! J'allais jusqu'à m'imaginer que Philippe était menacé dans sa situation ou sa fortune, ou que... Mais non, impossible ! Sa sérénité était parfaite, et quant à le croire capable de me causer un chagrin personnel, il aurait fallu être folle ! Le matin même, ne m'avait-il pas dit les choses les plus tendres, les plus profondes?

Dans cette éventualité d'un drame, la seule personne que j'écartais de ma pensée fut Jacqueline ; j'essayai en vain de la faire rentrer dans le cycle de mes investigations mentales, quelque chose en moi s'y opposait.

Un bien autre drame? J'eus presque envie d'aller confesser Rapisard, mais une lâcheté me paralysait : j'avais peur de ce qu'il pourrait m'apprendre !... Dans ce désarroi de mon esprit, j'oubliais mes devoirs de maîtresse de maison, occupée à chercher sur les physionomies de mon mari et de mes enfans l'assurance de leur calme intérieur. Je les regardais tous, sauf Jacqueline. Amoureuse de la nature, vivant de ses rêves, elle pouvait représenter une ode, une églogue, une idylle, jamais un drame !

Un mouvement de chaises me rappela à mes devoirs. Un

demi-cercle s'était formé dans le salon, et j'entendis des voix dire :

— Mme de Thorel va jouer du violon.

Déjà Armand s'était mis au piano pour accompagner sa femme. Je cherchais un coin écarté, mais Rapisard m'avança un fauteuil, juste en face des exécutans, et je dus m'y asseoir. Jacqueline, debout devant moi, attirait irrésistiblement mes yeux. D'abord, j'essayai de les tenir baissés; mais, dès les premiers accords, ma résolution faiblit; je les relevai brusquement et les fixai avec avidité sur ma fille cadette, comme, après une douloureuse abstinence, on regarde les alimens dont on a été privé longtemps.

Elle ne ressemblait guère à une Parisienne moderne! Avec sa robe blanche flottante et l'étroit bandeau vert qui retenait ses cheveux, elle aurait pu représenter Euterpe suivant le char d'Apollon Musagète.

Jacqueline commença doucement par quelques notes espacées et grêles. Son petit visage froid n'avait pas une goutte de sang aux joues, et son regard, perdu entre ses longs cils, semblait suivre une vision indécise. Tout à coup, la vision se précisa, et les yeux « couleur de lune » jetèrent une flamme, et son archet tira des cordes un son éclatant et joyeux qui bientôt se transforma en chant de triomphe. Puis le chant de triomphe se changea en mélodie d'une tendresse infinie; on aurait dit des baisers de jeune mère! Ensuite, le violon de Jacqueline jeta des cris de passion si farouche, de douleur si déchirante, que je vis Rapisard lui-même essuyer une larme à la dérobée. Moi, je sanglotais tout bas, dans mon mouchoir, car, sur le visage de ma fille, j'avais vu passer l'une après l'autre toutes les émotions humaines que son violon chantait.

Mais pas une fois je ne parvins à rencontrer les yeux de Jacqueline. Ils s'étaient fixés au loin, comme si, par sa vision et sa pensée, elle avait dépassé les parois de sa propre vie. Tout à coup, je la vis tourner légèrement la tête et ses regards semblèrent se poser avec délices sur quelqu'un ou quelque chose. Cela dura l'espace de deux ou trois secondes. Armand était au piano, moi devant elle! Était-ce la vue de son père qui noyait ainsi ses yeux de ravissement? J'aurais pu vérifier, et je n'osais pas; j'avais lâchement peur. Enfin, je me retournai; mon mari était assis presque derrière moi sur ma gauche, tandis que Jacqueline

regardait à droite. De ce côté, il n'y avait qu'Isabeau, flanquée de deux vieux sénateurs, amis de Philippe, et, surmontant une console, un grand Boudha doré.

Je poussai un soupir de soulagement. Qu'avais-je donc craint de voir? Rapisard, qui était près de moi, s'aperçut-il de mon trouble? Il se pencha à mon oreille :

— C'est de l'art, du grand art!

Dans son accent, il me sembla discerner une intention. Je me redressai sans répondre, ni le regarder, et je fixai les yeux vers le fond du salon, au delà de Jacqueline. Presque derrière elle, dans l'embrasure d'une porte, en face de la console qui soutenait le Dieu indien, j'aperçus la haute silhouette de mon gendre, Charles Denfert. J'éprouvais à le voir à cette place une inexplicable sensation de joie, mais tout à coup mon cœur sursauta: je venais de me rappeler que le Boudha doré était surmonté d'une glace!

Le violon de Jacqueline chantait toujours ou plutôt pleurait; il avait des accens d'une lassitude inexprimable qui s'éteignirent peu à peu dans un murmure de plus en plus faible jusqu'au silence.

Chacun était oppressé. Lorsqu'elle jeta son violon sur le divan placé près d'elle, personne n'applaudit, mais un soupir profond sortit de toutes les poitrines. Son père, les yeux humides de larmes, serra Jacqueline dans ses bras, ses sœurs elles-mêmes vinrent l'embrasser. Moi seule ne fis aucune démonstration. Lorsque le premier émoi se fut dissipé, on se pressa autour d'elle. Personne n'avait reconnu le morceau. De qui était-il?

— Je ne sais, répondit-elle avec insouciance, un peu de tout le monde!

Charles Denfert fut l'un des derniers à s'approcher de sa belle-sœur, mais il ne prononça aucun mot d'éloge ou d'admiration, seulement quelques phrases banales sur le jeu d'Armand. Pour moi, la vie s'était réduite à l'automatisme. Comment parvins-je à remplir jusqu'au bout mon rôle de maîtresse de maison courtoise, d'heureuse mère qui reçoit chez elle ses filles et ses gendres?

Soudain je sentis par derrière deux bras se glisser autour de mon cou.

— Maman, disait Jacqueline, qui pour arriver jusqu'à ma nuque avait dû se hausser sur la pointe de ses pieds; maman, tu n'es pas contente. Tout le monde m'a embrassée, sauf toi!

Alors je la pris dans mes bras et la pressai sur mon cœur dans une étreinte si forte que je lui fis mal. J'aurais eu envie de l'emporter, de fuir avec elle... Mais ce n'était pas contre les propos brutaux des hommes, comme pour Isabeau, que j'aurais voulu la protéger, c'était contre des choses plus redoutables, des choses que je n'osais me formuler à moi-même. Depuis longtemps, près d'elle, il me semblait effleurer un mystère, et maintenant qu'une lueur l'avait éclairé, j'aurais voulu refaire les ténèbres.

— Jacqueline, va mettre ton manteau, nous devons partir!

Armand de Thorel s'était approché de nous. Je lâchai ma fille et nos regards se croisèrent; dans les siens, il y avait une expression enfantine de peur, mais elle répondit d'une voix calme à son mari :

— Tu as raison, nous sommes des campagnards, nous ne pouvons faire les grandes heures de Paris!

Ils partirent; elle nous dit adieu affectueusement à tous. Une fois encore devant la porte, elle se jeta à mon cou. Je me sentais un peu rassurée, lorsque mes regards tombèrent sur Rapisard; lui aussi m'observait, et, comme j'avais vu de l'effroi dans les yeux de Jacqueline, il me sembla discerner de la pitié dans les siens.

Un petit groupe causait et gesticulait dans le milieu du salon.

— Cette Jacqueline est étonnante! disait Isabeau. Avec son violon, elle enlèverait une salle. A sa place, je jouerais dans les concerts.

Philiberte eut un rire un peu sec.

— Essaye de l'obtenir! Je lui ai demandé son concours musical pour une de mes œuvres. Elle a refusé nettement.

— Il s'agissait de musique sacrée, dis-je, et ce n'est pas son genre!

A mes paroles, les lèvres de Philiberte se pincèrent; elle prit un air très vertueux et soupira :

— Oui, en effet, et je n'ai pas oublié, moi, les raisons de son refus.

Non seulement elle insinuait que ces raisons étaient graves, mais semblait me réprimander de ne pas en avoir gardé le souvenir. Or, il me hantait, ce souvenir! Isabeau se chargea de répondre à sa sœur.

— Eh bien! si elle a des raisons, elle a bien fait de refuser.

Je suis pour la liberté ! Du reste, je ne parlais pas de concert de bienfaisance, avec des philanthropes pour auditeurs, mais d'une vraie salle qu'on enflamme, qu'on enivre...

— Ce ne sont pas ceux où les femmes du monde respectables peuvent se faire entendre ! répliqua Philiberte. N'est-ce pas, Charles ?

Denfert était debout derrière elle. Comme elle se reculait un peu, ils se trouvèrent côte à côte ; tout le monde en les voyant devait penser qu'ils formaient un couple remarquable : elle, fine, svelte, élégante ; lui, grand, droit, avec une allure fière. Je regardais fixement mon gendre, m'acharnant à découvrir chez lui des imperfections ou des tares physiques ; et jamais sa beauté virile, sa noblesse d'attitude ne m'avaient autant frappée. Mais il négligeait de répondre à sa femme ; celle-ci répéta sa question.

— Ma chère, dit-il en souriant, interrogez-moi sur les chiffres du budget, mais pas sur les conventions mondaines, je suis incompétent en ces matières.

— On n'a pas besoin d'être compétent, répliqua Philiberte avec une douceur sèche, pour comprendre que Jacqueline ne peut jouer devant le grand public des théâtres et des concerts, en artiste payée qu'on peut siffler !

— Elle ne court pas ce danger !

Denfert parlait avec froideur et calme, mais on aurait dit que sa voix mâle s'était faite plus douce. Philippe, qui nous avait rejointes, s'écria :

— Siffler Jacqueline ? Autant siffler un concert d'anges !

— D'anges rebelles ! en tout cas, riposta Philiberte.

— Lucifer, ô toi le plus beau des anges ! murmura Rapisard, qui se piquait de littérature. Mme de Thorel ferait plus qu'enlever une salle, elle entraînerait les foules !...

Philiberte le regarda avec pitié comme le vestige d'un autre âge, et, devenue maussade tout à coup, prit congé ; les autres suivirent son exemple et nous restâmes seuls. Mon mari, enchanté de sa soirée, s'endormit aussitôt ; moi, je restai toute la nuit les yeux ouverts, avec des intervalles d'assoupissement où le cauchemar me montrait Isabeau et Jacqueline entraînées dans les flots mugissans d'un torrent bourbeux, tandis que Philiberte, debout sur les bords, très droite, très calme, les regardait se noyer avec un sourire cruel, sans essayer de les sauver, sans crier au secours, sans un geste d'appel ou de pitié.

IX. — DEUX FEMMES NOUVELLES

Mes voyages de l'été m'ayant mise en contact avec quelques personnalités féminines intéressantes de l'étranger, je fis par leur moyen la connaissance de deux femmes de Paris, Élisabeth Omercier, née de Hautecombe, et Marthe Aliprand; l'une, de grande naissance et mariée à un riche industriel de l'Est; l'autre, simple professeur dans un lycée de filles, bien qu'appartenant à une famille ruinée de la haute magistrature. Chacune, dans son cercle et ses moyens, essayait de vivre selon la vérité et de pratiquer l'amour évangélique.

Rien, du reste, ne les désignait comme des exceptions aux yeux de la foule. L'une était riche, l'autre pauvre, mais toutes deux s'habillaient avec goût, toutes deux frappaient par des façons charmantes. Dépourvues de préjugés, ennemies des conventions, l'harmonie de leur être intime suffisait à les préserver de toute exagération ou manque de mesure. Leur indépendance de pensée et d'action était complète. Pour aller porter secours à un malade abandonné, elles auraient traversé Paris, la nuit, seules, à pied, par un de ces temps où les fiacres remisent, mais toutes deux détestaient les sacrifices inutiles. Leur parole était à la fois douce et savoureuse, assaisonnée de sel et d'indulgence. Mme Omercier disait :

— Une malheureuse sortant de Saint-Lazare me fait souvent moins de peine qu'une femme du monde qui juge la vie faussement, car pour celle-ci, il n'y a pas de remède !

Marthe Aliprand est plus optimiste; elle croit à la possibilité de ramener les plus artificiels au culte du vrai. J'ai essayé de la mettre en rapport avec Philiberte. Mlle Aliprand est suffisamment connue et assez appréciée par quelques académiciens pour que Mme Denfert lui ouvre sa maison, mais ma petite amie ne fera pas brèche, je le sais, je le sens...

Élisabeth Omercier a six fils, de sept à seize ans, qui l'appellent mère-sœur ; elle vit de leur vie, mais, durant leurs heures d'études, elle se donne aux malheureux, riches ou pauvres, qui ont besoin d'elle. Avec cela, gaie, impétueuse dans ses élans, elle prétend qu'il faudrait chanter toujours, d'abord pour remercier Dieu de la vie et ensuite pour se réjouir des allégresses qui suivront la mort.

Le lendemain de la fête de mon mari, Mme Omercier étant venue me raconter la banale aventure d'une malheureuse qui, d'une première chute sentimentale, était tombée dans les bas-fonds du vice, j'eus l'idée de l'emmener avec moi à Auteuil chez Jacqueline; j'agissais instinctivement, sans savoir ce que j'espérais de cette entrevue.

Arrivée chez ma fille cadette, Mme Omercier recommença son récit. Sa protégée était une sorte de Maslova, d'une mentalité supérieure à celle de sa sœur russe, mais plus corrompue peut-être, parce que plus consciente.

— Elle sort demain de Saint-Lazare. Où la mettre? Qu'en faire? Tous les refuges sont remplis, et puis je craindrais les contacts. Du reste, rien de triste comme ces maisons de filles repenties. Elle n'y resterait pas, elle fuirait...

— Est-elle jolie? demandai-je.

— Un petit visage fin avec des yeux noisette, très doux, mais l'expression de la bouche fait mal. Songez: elle a vingt-deux ans et en paraît trente-cinq ! Qu'en faire? Où la mettre?

Jacqueline nous avait écoutées en silence. Ce fut elle qui répondit à la question :

— Où la mettre? Mais dans une maison riante, ensoleillée, habitée par des gens bons et gais.

Mme Omercier se leva tout à coup et demanda à Jacqueline la permission de l'embrasser.

— C'est ce que je pense depuis longtemps. Pour ramener au bien, il faut donner du bonheur, et non infliger des pénitences. Mais où trouver cette maison riante, ces gens bons et gais? Ah ! si je n'avais pas de fils à la maison !...

— Moi, je n'ai pas de fils! s'écria Jacqueline, je puis la prendre chez moi.

— Toi?

Un frisson de répugnance m'avait secouée à l'idée de ce contact entre ma fille et cette vagabonde des rues de Paris : un perce-neige souillé par un animal visqueux!

— Toi? Mais c'est impossible! Seules des femmes mûres, graves, expérimentées, peuvent entreprendre une mission pareille! Tu es trop jeune, trop pure...

Elle me regarda. Oh! ce regard! Mon cœur se figea comme écrasé par un bloc de glace. Mais déjà elle avait détourné ses yeux « couleur de lune, » et disait de sa voix enfantine :

— La rédemption ne peut venir des choses tristes. La jeunesse, l'innocence, la nature en joie, voilà les enchantemens qui sauvent.

Le beau visage d'Élisabeth Omercier rayonnait en l'écoutant.

— J'étais lâche, dit-elle, je n'osais formuler ce que je sentais; mais maintenant, nous serons deux pour penser de même, pour agir...

— Agir? répondit Jacqueline; mais je ne puis agir, je suis incapable de toute action suivie. Je paresse au soleil, je regarde la Seine couler...

Elle ajouta, voyant le visage de Mme Omercier s'assombrir de désappointement :

— Mais si vous voulez, je prendrai votre protégée à Auteuil; elle m'aidera à cueillir des fleurs, à les arranger dans les vases de ma chambre.

J'eus la vision de la pièce blanche avec le clavecin laqué, le couvre-lit en point de Venise, et, objet plus rare, Jacqueline accroupie devant la cheminée, chauffant ses doigts roses à la flamme. Puis tout se ternit, se souilla : une fille à la bouche vicieuse, aux cheveux coupés ras, touchait aux longs vases d'albâtre : le mystère de la chambre blanche était défloré.

— Tu es folle, Jacqueline, tu ne peux prendre chez toi cette créature; ton mari, ton père s'y opposeraient; moi-même, je ne pourrais le supporter, et Mme Omercier sera la première à te dire...

Je m'arrêtais, n'étant pas bien sûre de l'opinion que j'invoquais; mais Élisabeth joignait à ses enthousiasmes un clair bon sens, elle me donna raison. Alors Jacqueline dit brusquement :

— N'en parlons plus! Elle ajouta : J'aurais été contente de mettre une fois en rapport mes actes et mes pensées! Il faudra pourtant que j'y arrive!

Puis elle tomba dans une rêverie dont rien ne la fit sortir que notre départ.

Trois jours plus tard, Mme Omercier me dit :

— J'ai reçu de Mme de Thorel une malle contenant un trousseau complet avec ces mots : « Pour la nouvelle vie de votre protégée. »

L'effort matériel accompli ressemblait si peu à Jacqueline, que j'en fus stupéfaite.

— Oui, continua Élisabeth, et tous les vêtemens sont clairs,

gais, presque coquets, quoique très simples. On dirait qu'ils ont été choisis par une tendre sœur pour une sœur chérie.

Je racontai l'histoire à Philippe : il en fut choqué à la manière des hommes et exalta le bon sens de Philiberte qui, du moins, faisait de la philanthropie décente. Moi, je ne savais pas très bien que penser. L'acte de Jacqueline ressemblait terriblement à de la fraternité, cette fraternité de l'Évangile, dont nous nous lavons les mains comme si elle ne nous concernait pas. En même temps, j'étais blessée dans ma pudeur de femme qui a vécu à l'écart de tout un ordre de réalités humaines.

Avais-je eu tort de m'opposer à l'impulsion de Jacqueline? Peut-être aurait-elle trouvé, dans cette œuvre de rédemption par le bonheur, un dérivatif assez puissant pour la sauver des autres pensées, ces pensées dont je n'osais sonder le caractère, ni la profondeur? Cette anxieuse question occupait si constamment mon esprit que j'en oubliais presque Isabeau et son amoureux Un matin que je traversais les Champs-Élysées, je vis déboucher de l'avenue d'Antin un homme à l'allure souple et nonchalante; c'était Castroreale! Sa présence dans ce voisinage me rappela les propos de Rapisard et ce qu'ils sous-entendaient. Tandis que je suivais le prince des yeux avec une inquiète curiosité maternelle, mon imagination me montra derrière lui, le suivant comme une ombre, la grêle silhouette de Heyden, et un malheur me parut inévitable.

J'étais encore sous cette impression lorsque, dans l'après-midi de ce jour, je rencontrai Isabeau à un *afternoon tea* à l'ambassade d'Angleterre. Elle semblait triomphante, comme si elle avait décroché la Toison d'or, et très montée, parlant d'elle-même et de son insolent bonheur.

— Tout me réussit, disait-elle, je suis un porte-chance! Pour ceux que j'aime, bien entendu! Quant aux autres...

— Prends garde, murmurai-je à son oreille.

— Et à quoi? Les violens seuls ravissent le feu du ciel!

— Qui les foudroie ensuite.

Elle ne me répondit pas. Ses yeux venaient de s'épanouir sur son visage comme des bleuets. Castroreale s'inclinait devant nous. Il me regardait d'une façon aimable, comme s'il me remerciait d'être la mère d'Isabeau. Je fus choquée du sentiment qui l'animait et, en même temps, ce regard de bonhomie affectueuse faisait naître en moi un ridicule espoir. J'essayai de me figurer

qu'au fond, entre lui et ma fille, il n'existait qu'un flirt mondain, un de ces engouemens passagers dont elle était coutumière. L'important était d'arrêter les calomnies, d'obtenir qu'il s'éloignât. Cette idée prit possession de mon esprit, et, m'arrangeant de façon à me trouver seule avec lui dans un salon moins rempli que les autres, je fis ce que j'aurais blâmé chez toutes les femmes, tellement une initiative en ce genre me semblait indiscrète, indélicate.

— Monsieur, dis-je, en l'absence des maris, les mères reprennent leurs droits. Or, M. de Heyden est en voyage. Vous êtes de leurs amis, je puis donc vous parler en toute franchise. Dans les conditions de passager veuvage où se trouve ma fille, une jeune femme doit user de prudence, éviter d'attirer l'attention et se montrer rarement avec la même personne.

Si j'avais été une bonne petite femme quelconque, très probablement le prince se serait moqué de moi, mais je suis Mme de Salneuve, j'ai été ambassadrice, et j'occupe une certaine position à Paris. En outre, je garde quelque chose de ma beauté passée, ce qui donne toujours aux femmes vis-à-vis des hommes une sorte de prestige. Pas un sourire ne flotta sur les lèvres de Castroreale, il ne joua pas non plus la comédie de ne pas comprendre. Il me regarda avec bonté, et même, je pus lire dans ses yeux un léger attendrissement. J'ajoutai :

— Ma fille est un peu imprudente.

— J'aurai de la prudence pour elle, répondit-il gentiment. Soyez sans crainte, on ne parlera plus.

Il s'inclina très bas et me baisa la main. Sur le moment, je fus rassurée. Il avait parlé en ami sincère, et j'oubliais de lui parler de départ... Mais, au bout d'un instant, ma satisfaction tomba ; cette condescendance à mes désirs, cette façon de dire : « Je serai prudent pour elle, » n'indiquait-elle pas la sécurité du pouvoir, le droit de protéger? J'avais été dupe et sotte. Mon humiliation d'amour-propre fut si vive que je devins incapable de soutenir une conversation quelconque et n'eus plus qu'une idée : m'en aller !

En descendant le grand escalier de marbre blanc couvert d'un tapis de velours aux couleurs de l'Angleterre, je croisai Philiberte qui montait. Je devais avoir le visage altéré, car elle me demanda :

— Qu'avez-vous, maman?

Je lui tendis les mains avec élan. Elle, du moins, ne me donnait pas de continuels battemens de cœur!

— J'ai que je suis fatiguée, mon enfant! Je vieillis, je n'ai plus d'élasticité, plus de force pour supporter les inquiétudes...

— D'abord, ce n'est pas vrai, maman, vous ne vieillissez pas! Vous êtes toujours la belle Mme de Salneuve! Et ses yeux m'inspectaient avec une satisfaction de fille orgueilleuse. — Et puis, quels soucis avez-vous? Les fredaines d'Isabeau? Désagréables, j'en conviens, mais elle a de la chance et s'en tirera toujours! Les originalités de Jacqueline? Agaçantes, c'est vrai, mais innocentes! Et comme elle fuit le monde, ses originalités n'ont pas de retentissement.

Le regard perçant de Philiberte, son esprit alerte ne l'avaient donc pas avertie du redoutable péril qui, chaque jour, sournoisement, s'approchait de nous? Je lui demandai à brûle-pourpoint:

— Et ton mari, que fait-il? Je ne l'ai pas vu depuis la fête de ton père? Où passe-t-il son temps?

L'étrangeté de ma question ne la frappa pas.

— Mais à la Chambre, naturellement, répondit-elle sur un ton d'importance. Son groupe prend chaque jour plus d'autorité. D'ici deux ans, il sera ministre, et nous verrons le triomphe de la parfaite correction morale.

Elle était sincère, elle voulait la victoire des choses bonnes, mais elle ne s'inquiétait pas s'il fallait la payer avec des subterfuges et des tergiversations. Nous étions toujours sur le milieu de l'escalier. On ne partait pas encore et l'on n'arrivait plus. Les valets de pied se tenaient sur le palier d'en haut et, en bas, près de la porte; par conséquent, nul ne pouvait nous entendre.

Si forte que fût Philiberte, je la considérais avec un sentiment de pitié en pensant au réveil qui l'attendait.

— Je vais te confier un secret, maman, dit-elle tout à coup en se penchant à mon oreille: Charles part pour l'Amérique dans quelques jours.

J'exprimai ma surprise, n'osant exprimer mon soulagement.

— Oui, pour une affaire de charbon. C'est fâcheux à cause de la Chambre, mais de grands intérêts industriels sont en jeu.

Elle parlait pédamment; j'en aurais été agacée dans d'autres circonstances, mais, cette fois, je me penchai pour l'embrasser.

— Maman, on pourrait nous voir!

Et c'est à peine si elle me rendit mon baiser.

En rentrant, j'appris que Jacqueline était venue rue du Luxembourg, en mon absence, et qu'elle avait passé une heure avec son père.

— Qu'a-t-elle dit? demandai-je.

— Rien! Je ne sais ce qu'a cette enfant, Geneviève, elle ne parle plus!

— Elle a toujours été silencieuse.

— Pas de cette façon! Son silence est devenu gros de choses. Il ajouta: — Les femmes sont étonnantes, elles se piquent d'être perspicaces et ne voient rien!

J'eus plus envie de pleurer que de sourire.

— As-tu essayé de la confesser?

— Je ne suis pas taillé pour ces besognes d'inquisiteur. Voyant qu'elle ne voulait pas parler, j'ai été chercher son violon et le lui ai mis dans les mains. Elle a taquiné les cordes pendant un quart d'heure, puis soudain, c'est venu.

— Et qu'a-t-elle joué?

— Cela ne s'appelle pas jouer: tout sortait de cet instrument: cris de passion mêlés de sanglots; plaintes douces semblables au bruit de la brise passant sur l'herbe d'une prairie; chevauchée rapide... On entendait le galop des chevaux battant le terrain. Tout à coup, elle a jeté son violon et m'a quitté.

— Sans un message pour moi?

— Non, rien!

— Elle ne m'a pas nommée?

— Oui, une fois; nous étions dans ton petit salon; sur ta table, il y avait un Évangile ouvert, elle en a soulevé les feuillets : « Pauvre maman, a-t-elle dit, elle trouve encore de la consolation dans ces choses! Elle ne voit donc pas que si l'arbre est beau, les fruits tombent pourris de l'arbre? »

— Rien d'autre? demandai-je encore.

— C'est suffisant, il me semble. Il faudrait savoir ce qu'a cette enfant, Geneviève. Aucun cas de folie dans nos deux familles, sans cela je croirais...

Il n'acheva pas sa phrase. Un instant j'eus envie de lui confier mes terribles craintes, mais les formuler leur aurait donné une réalité que je ne me sentais pas la force de supporter. Et puis, que ferait-il, que dirait-il? Le départ que m'avait annoncé Philiberte nous donnait un peu de répit. Je me résolus à attendre et ne parlai point

X. — LA CATASTROPHE

M. de Heyden est rentré inopinément à Paris. En apprenant ce retour, mon cœur a eu des battemens rapides, mais ils se sont calmés quand j'ai vu les yeux triomphans d'Isabeau.

— Il viendra vous voir dans la soirée, dit-elle ; il m'aurait accompagnée cette après-midi, mais Castroreale l'a emmené à l'Exposition des automobiles.

— Ah!

— Oui, mes amis sont ses amis!

Je n'ai rien répondu. Maintenant qu'Adalbert était revenu, je pouvais renoncer à mon rôle de surveillante. Jamais mon gendre ne m'avait inspiré des sentimens aussi affectueux; j'éprouvais même une certaine impatience de revoir son visage malingre, de l'observer aux côtés de sa femme, de constater si son inexplicable influence s'exerçait toujours.

Charles Denfert ayant quitté Paris la veille, en partance pour New-York, j'avais reconquis un peu de liberté d'esprit. Nous l'avions tous accompagné à la gare, Philiberte y tenait! Au moment des adieux, il a embrassé sa femme, m'a baisé les mains; Isabeau lui a tendu la joue; la dernière à le saluer fut Jacqueline.

— Adieu, a-t-elle dit, en gardant les mains dans son manchon.

— Adieu, a-t-il répliqué tout aussi froidement, et il s'est penché comme pour lui effleurer le front, mais j'ai vu distinctement que ses lèvres ne touchaient même pas le rebord du chapeau de Jacqueline!

— N'oubliez pas d'écrire souvent! a crié Philiberte lorsque la porte du wagon se fut refermée.

— Des télégrammes, rien que des télégrammes! répondit Denfert.

Ce furent ses derniers mots. Le train s'est ébranlé ; pendant un instant encore, sa barbe rousse a été visible à la portière, puis tout a disparu dans la fumée. Nous avons rebroussé chemin silencieusement, le long des quais. Jacqueline marchait très vite, en avant des autres. Personne n'y fit attention. A la sortie de la gare, elle se précipita dans le premier fiacre venu, sans que j'eusse pu voir son visage. Armand la suivit, et fouette cocher pour Auteuil!

Philiberte nous ramena rue du Luxembourg.

— Vous verrez, dit-elle, que Charles restera absent bien plus longtemps qu'il ne l'a avoué à ses amis et à moi. J'ai vu, par hasard, ses lettres de crédit : elles sont pour des sommes considérables. C'est contrariant à cause de la Chambre où il est rapporteur de lois importantes. Rien ne pouvait venir plus mal à propos que ce voyage !

Je le bénissais, au contraire, et Philippe partagea seul les regrets de sa fille.

Depuis lors, je n'avais pas revu Jacqueline.

Après le retour de Heyden, deux jours encore se passèrent, et je pus constater qu'il était sans soupçon ; mais Isabeau semblait moins joyeuse; elle regardait son mari trop souvent comme si elle y était forcée. Castroreale aussi était maussade; l'ayant rencontré sur les boulevards, il me fit un salut froid; sans doute il me soupçonnait d'avoir provoqué le retour d'Adalbert.

Le troisième jour, Armand se présenta à la maison, à l'heure du déjeuner, sans sa femme. Nous crûmes que Jacqueline était malade.

— Non pas malade, partie ! Elle est allée passer quarante-huit heures à Coutances chez tante Lisbeth.

Tante Lisbeth était une vieille originale, habitant en Normandie, une sorte de petit château, le seul membre de la famille de Thorel pour qui Jacqueline eût de la sympathie.

— Elle aurait pu venir nous dire adieu ! gronda Philippe.

— Sans doute, répliqua Armand, mais l'absence est si courte ! « Tu m'excuseras, m'a-t-elle dit, et tu embrasseras maman pour moi. »

Et mon gendre, gentiment, déposait sur mes joues le baiser de Jacqueline. C'était un bon garçon, et je lui rendis l'accolade, tandis que mon âme se fondait de pitié pour lui et pour elle.

Pendant le déjeuner, il nous parla de ses travaux, de ses projets...

— Jacqueline m'engage à retourner en Grèce. Je me suis presque arrangé avec Méruel.

— Quel beau voyage vous ferez à vous trois ! m'écriai-je joyeusement. Je voyais déjà la Grèce essuyant les yeux de la petite Tanagra, arrêtant le sang qui coulait de son cœur.

— Mais elle ne veut pas nous accompagner, reprit Armand avec tristesse, elle prétend qu'elle nous gènerait dans nos excur-

sions, que je retirerais plus de profit de mon voyage en allant seul avec un camarade.... Elle voulait même que nous partions tout de suite, mais le père de Méruel est malade, cela nous retarde de quelques mois.

Je comprenais : ne pouvant pas éloigner Armand, elle s'était réfugiée chez tante Lisbeth. Oh ! pauvre cœur égaré, pourquoi pas dans mes bras ?

Armand nous quitta. La journée s'écoula lente, très lente ; personne ne devait venir me voir et je tressaillais à chaque coup de sonnette comme si j'attendais quelque chose. Mais ce fut le lendemain seulement que la destinée frappa à ma porte. Quand on me remit la lettre de Jacqueline, une lettre double et très lourde, j'étais seule. Mes doigts eurent de la peine à l'ouvrir; enfin, lorsque j'eus déployé le feuillet, une seconde enveloppe en tomba, non cachetée, et adressée à Armand...

Voici ce que je parvins à lire : « Maman, je n'ai pas eu le courage de vous revoir et de vous dire adieu. Si je vous avais embrassée ainsi que papa, toute ma force s'en serait allée. J'ai passé vingt-quatre heures chez tante Lisbeth pour ne pas avoir menti à Armand, et j'ai donné l'ordre aux gens de chez elle de ne mettre cette lettre à la poste que deux jours après mon départ. Lorsque vous la recevrez, je serai loin, très loin ! Ne cherchez pas à découvrir où je suis, ce serait inutile.

« Vous aurez tant de chagrin, ma pauvre maman, et cela me brise le cœur, mais je ne pouvais plus rester à Paris. Si vous saviez, vous comprendriez vous-même que c'était impossible. Il m'est arrivé un malheur, ne me demandez pas lequel, je ne pourrai jamais le dire : c'est un grand malheur, mais je mentirais si je disais que je le regrette.

« Remettez, je vous prie, cette lettre à Armand, après l'avoir lue et consolez-le. J'avais tout arrangé pour que le coup ne l'atteignît pas ici, mais en Grèce, où il se serait distrait par force avec un compagnon qu'il aime. Mon échafaudage s'est écroulé.

« Nous reverrons-nous, maman ? Je n'ose penser à l'avenir. Que je revienne ou reste à jamais éloignée, vous serez toujours dans mon cœur ainsi que papa.

« Si j'avais des enfans je ne serais pas partie, peut-être. Ils auraient eu besoin de moi ! Vous aussi, maman, mais vous avez papa et mes sœurs. Il n'y a qu'Armand qui reste seul ! Pauvre Armand ! Ne lui montrez pas cette lettre. Dans la sienne,

j'essaie de le ménager, de lui adoucir l'épreuve. C'est contraire à la vérité, mais je ne puis lui faire tant de peine d'un seul coup !

« Empêchez-le de se mettre à ma recherche, ce serait provoquer de plus grands malheurs.

« Gardez encore quelques jours pour vous seule le douloureux secret; ainsi vous trouverez le moyen de le rendre moins pénible aux autres, surtout à mon père. Ménagez-le, comme j'ai ménagé Armand.

« Je demande pardon à tous.

« Adieu, maman, je vous aime ! »

Je ne mourus pas, je pris la lettre d'Armand et parvins à retirer les feuillets de l'enveloppe. Jacqueline lui disait avec des mots très doux, — après l'avoir remercié de sa constante bonté et des années de bonheur qu'il lui avait données, — qu'elle traversait une crise morale très grave, que la solitude lui était nécessaire, et qu'elle croyait devoir s'éloigner de lui pendant quelque temps. Après sa visite à tante Lisbeth, elle s'en était allée plus loin. Pour le bien de tous, elle le suppliait de ne pas essayer de la retrouver, d'avoir patience; elle terminait par une phrase vague sur le temps qui arrange les choses et concluait par ces mots :

« Adieu, Armand, mon cher mari, console-toi en faisant des œuvres de beauté. Jacqueline ne t'oubliera jamais. »

Après avoir lu deux fois, sans une larme, les lettres de ma fille, je les serrai dans le tiroir secret de mon bureau, là où je gardais les premières boucles de cheveux de mes enfans et leurs premiers essais d'écriture. J'éprouvais à obéir à Jacqueline, à garder pour moi le douloureux secret, une sorte de satisfaction triste, comme lorsqu'on se conforme aux désirs des morts. Tous mes efforts tendaient à me faire un visage impassible; cependant, j'avouai une migraine pour excuser mon silence. D'habitude, chaque matin, lorsque Philippe quittait la maison, j'éprouvais un regret; ce jour-là, j'aurais voulu le prendre par les épaules pour le faire sortir plus vite et fermer la porte à clef derrière lui pour qu'il ne revînt pas de longtemps !

Pas une minute, malgré les phrases ambiguës de sa lettre à Armand, et bien qu'aucun aveu explicite ne fût contenu dans la mienne, je ne doutai de notre malheur ! La passion avait vaincu

l'honnêteté, et Jacqueline, trop droite pour mener une vie double, était partie avec Charles Denfert !

Les phrases de Philiberte sur les lettres de crédit emportées par son mari, et sur la prolongation d'absence qu'elle prévoyait me revenaient à la mémoire avec une signification concluante. Seulement, les dates ne coïncidaient pas, à moins que Jacqueline ne fût partie par un autre bateau, et je voyais la pauvre enfant allant seule vers le malheur. Impossible pourtant qu'il l'eût soumise à cette traversée solitaire, et je m'attachais à cette idée comme à un dernier fil d'espérance qui fut détruit par une visite de Philiberte.

— Quel jour Charles arrivera-t-il à New-York ? demandai-je.

Elle dit une date.

— Comment ! douze jours de traversée ?

— Sept à peine ! Il a été retenu au Havre par des affaires imprévues.

— Quelles affaires ?

— Je l'ignore ! Il envoie des télégrammes de trois mots. C'est même insupportable. Mais qu'avez-vous, maman ?

Elle se penchait sur moi avec une sollicitude affectueuse.

— Rien qu'une migraine ! répondis-je, aussi froidement que possible.

J'avais hâte de la voir partir. Avec ce terrible secret inavoué entre nous, je me faisais l'effet d'une traitresse vis-à-vis d'elle.

Je ne sortis pas de la journée et je ne fis que relire les lettres de ma malheureuse fille, essayant d'en extraire le sens caché. Dans toutes deux, elle insistait pour qu'on ne se mît pas à sa recherche, disant qu'une démarche en ce sens provoquerait les plus grands malheurs ! Je me rendais compte : découvrir où elle se trouvait équivalait à apprendre une vérité autrement cruelle encore que sa disparition ! Elle voulait nous épargner, et, persuadée que le drame de son cœur nous avait échappé à tous, elle se soumettait à la dissimulation pour détruire dans nos vies le moins de choses possible...

Cette préoccupation indiquait la ferme volonté d'éviter l'éclat d'un scandale, et je devinais chez elle, pour l'avenir, l'intention d'un effrayant sacrifice. Un divorce en France ou ailleurs ne légaliserait pas sa fuite ; elle s'accorderait une courte période de joie, puis... Et je voyais Jacqueline perdue, errante, morte peut-

être, tandis que son complice reprendrait sa vie au soleil, rentrerait dans son existence correcte, redeviendrait un influent conducteur d'hommes que la confiance de ses collègues porterait tôt ou tard au pouvoir.

Dans mon cœur, une haine montait contre Charles Denfert; il se transformait à mes yeux en un de ces êtres exécrables, qui, dépourvus de scrupules et consciens de leur force, exploitent le reste des hommes et sacrifient à leurs plaisirs ou au développement de leur personnalité les âmes passionnées ou faibles.

Deux jours d'inexprimables angoisses suivirent. Il me fallait prendre une décision au sujet d'Armand, car j'avais peur de le voir apparaître d'un moment à l'autre, d'entendre sa voix d'être bon me demander compte de la disparition de Jacqueline! Mais si je donnais à mon gendre la lettre qui lui était destinée, comment ne pas avertir Philippe? Et je le connaissais, il pousserait Armand à l'action, il partirait avec lui à la recherche de l'enfant égarée, et, s'ils la trouvaient, quel drame et quelle tragédie! Puis mon mari, avec sa nature impétueuse, mettrait immédiatement Isabeau et Philiberte au courant de notre malheur, et j'entendais leurs gloses, et mon cœur défaillait d'avance à cette perpective.

Un moment j'eus l'idée de m'adresser à Rapisard. Ayant deviné ce qui se préparait, il n'aurait pas besoin d'explications; mais la crainte des pensées brutales que cette fuite évoquerait dans son imagination de vieux viveur m'en empêcha.

Enfin Dieu ou l'un de ses anges eut pitié de moi. Mme Omercier vint me voir; elle rentrait d'Auteuil où elle était allée chercher Mme de Thorel pour lui parler de leur protégée. Un irrésistible élan me poussa à raconter à Élisabeth la fuite de Jacqueline, la crise morale qu'elle traversait, ses lettres et ma peur de voir son mari se mettre à sa recherche.

— S'ils la poursuivent et l'atteignent, d'irréparables malheurs sont à craindre.

Je détournais les yeux en parlant; ce mouvement dut révéler à mon amie que je taisais des choses plus cruelles encore, car elle me serra fortement la main. Je repris avec détresse :

— Et je ne puis tarder davantage à parler, à remettre cette lettre à mon gendre!

Mme Omercier me demanda dans quels termes à peu près elle était écrite. Je la lui résumai brièvement. Après m'avoir écoutée, elle se leva avec décision.

— Il faut dire un mensonge ! s'écria-t-elle. C'est un de ces cas où mentir est un devoir. On offre cette souffrance à Dieu. D'ailleurs, ce ne sera qu'un demi-mensonge !

Elle marchait dans la chambre, très excitée, les mains croisées derrière le dos ; de ses beaux yeux gris, à fleur de tête, des étincelles semblaient sortir. Tout à coup, elle s'arrêta devant moi.

— J'ai trouvé, dit-elle avec feu. Lorsque M. de Thorel aura appris la vérité, vous laisserez passer le premier orage ; puis, quand il insistera pour savoir où est sa femme, parlera de courir après elle, vous lui direz tranquillement que les crises morales doivent être respectées,... et vous lui confierez qu'elle est partie avec moi faire un voyage !

— Mais ce n'est pas croyable, balbutiai-je, puisque vous êtes à Paris !

— Demain je l'aurai quitté ! Pour ma famille, pour mes amis, je serai partie avec Mme de Thorel, avec l'intention de visiter les maisons de refuge et les asiles d'enfance de l'Allemagne.

Je l'écoutais sans répondre ; je me sentais prise en main par une volonté forte, et en éprouvais un indicible soulagement. Elle ajouta plus bas :

— Cela fera gagner du temps, permettra de découvrir sa retraite, sans risquer de provoquer...

Par délicatesse, Élisabeth Omercier s'arrêta.

Il y a des instans dans la vie où l'on perd la notion de la valeur des choses ; le sacrifice que ma nouvelle amie m'offrait si simplement, j'étais prête à l'accepter sans scrupule ; cependant, je protestais automatiquement : son mari, ses enfans, elle ne pouvait les quitter ainsi !... Elle me répondit que son mari était habitué à ses fugues. Quant à ses enfans, Marthe Aliprand viendrait la remplacer.

— Je suis mère-sœur, elle est tante-sœur, et ils seront enchantés de l'avoir !

Elle dit ces mots avec gaieté pour enlever toute apparence de sacrifice à sa proposition et essayer de m'entraîner dans son bel élan d'altruisme et d'optimisme. Quand elle s'en alla, j'avais accepté son intervention dans notre destinée.

Sa première étape devait être Coutances, l'habitation de tante Lisbeth, car, pour diriger nos recherches, l'essentiel était de savoir quelle route Jacqueline avait prise.

Le fait de gagner du temps, de ne pas être obligée de regar-

der immédiatement la tragédie face à face m'avait un peu soulagée, mais je me sentais incapable de parler à mon mari et à mes filles. Ma migraine fut suivie de fortes névralgies à la tête, et je restai enfermée dans l'obscurité, ne voulant voir personne et avalant, pour donner de la vraisemblance à mon mal, plusieurs doses de quinine.

Mais le jour vint où, malgré mes ordres, Armand força ma porte. Son visage de bon garçon heureuxde vivre était contracté d'anxiété. Oubliant de me saluer, il me demanda violemment, à peine entré :

— Pouvez-vous me dire où est Jacqueline ?

— Oui, répondis-je. (Dieu m'aura pardonné ce mensonge!)

Les traits de mon gendre se détendirent, puis s'altérèrent de nouveau.

— Je vois! Vous croyez qu'elle est chez tante Lisbeth, qu'elle y prolonge son séjour ?...

Il s'arrêta pour respirer avec force, comme si le souffle lui manquait et continua :

— Depuis quelques jours, ne recevant aucune réponse à mes lettres, j'étais inquiet. J'ai essayé de vous voir, votre porte était fermée! J'ai interrogé mes belles-sœurs, elles ne savaient rien. Alors j'ai écrit au bureau de poste de X... pour réclamer...

— Eh bien? demandai-je, le cœur battant.

— Toutes mes lettres m'ont été renvoyées ce matin avec la mention : *partie*, écrite sur l'enveloppe! Elle n'a donc fait que toucher barres à Coutances! Où a-t-elle été ensuite? Où est-elle en ce moment? Vous vous taisez, vous semblez atterrée, c'est donc que vous ignorez comme moi où elle se trouve!

— Non, je n'ignore pas, je sais!

— Vous savez? Alors je suis tranquille.

Il me saisit les mains avec une joie qui m'émut, tellement elle impliquait de confiance.

— Oui, je suis tranquille, mais j'ai cru devenir fou dans le trajet d'Auteuil à Paris.

Il se pressait le front comme pour en extraire la pensée qui l'avait lanciné.

— Et maintenant, dites-moi où elle est, que j'aille la chercher, la reprendre? Mais pourquoi se cache-t-elle de moi? Ce n'est pas naturel. Il y a là un mystère...

L'angoisse le reprenait. Je répondis :

— Oui, en effet, il y a un mystère. (Dans mon cœur je bénissais Élisabeth Omercier, mais que c'était donc difficile de mentir en face de ce regard sincère d'homme affligé!) Ne vous êtes-vous pas aperçu que, depuis quelque temps, Jacqueline changeait?...

— Oui, peut-être; en effet elle était plus froide, plus silencieuse, mais elle avait des retours charmans qui effaçaient mes inquiétudes.

— Et ces variations d'humeur, vous n'avez jamais eu le moindre soupçon de leur cause?

— Jamais! Jacqueline n'est pas comme les autres femmes; elle vit d'une vie simple, naturelle, sans dessous compliqués.

J'admirais une fois encore la naïveté des hommes, et une tristesse plus profonde me poignit. Montrer à Armand la lettre de Jacqueline, c'était risquer une catastrophe. Élisabeth avait raison, il fallait l'y préparer peu à peu.

— Écoutez, lui dis-je, vous ne connaissez pas votre femme, elle est plus compliquée que vous ne le pensez. Elle a une conscience scrupuleuse à l'excès, des troubles de pensée... Bref, en ce moment, elle traverse une crise morale très grave. Elle a un besoin urgent de solitude pour réfléchir et arriver à se comprendre elle-même. C'est pourquoi Jacqueline voulait vous envoyer en Grèce. Votre voyage ayant été remis, c'est elle qui est partie. Tante Lisbeth lui a servi de prétexte...

Armand m'écoutait effaré. On voyait qu'il faisait un pénible effort pour saisir le sens profond de mes paroles. Mais tout à coup le fait brutal de la fuite s'empara de son cerveau.

— Et vous le saviez, s'écria-t-il avec violence, et vous ne m'avez pas prévenu? Même vous avez joué la surprise quand je vous ai prévenue qu'elle était allée chez tante Lisbeth!

— C'est qu'alors je ne savais pas, balbutiai-je. Elle m'a écrit...

— Montrez-moi sa lettre! cria-t-il en s'avançant vers moi comme pour me l'arracher.

— Je l'ai brûlée, répondis-je en détournant les yeux.

Il devina que je ne disais pas la vérité et me regarda avec une si pitoyable expression de reproche que j'eus envie de lui ouvrir les bras et de pleurer avec lui. Mais, ayant commencé à mentir, il fallait continuer.

— Oui, je l'ai brûlée.

Tandis que je proférais ce nouveau mensonge, il me sem-

blait que mon bureau devenait transparent et que les deux lettres de ma fille s'étalaient sous nos yeux.

Armand, comprenant sans doute que je n'admettrais pas avoir altéré la vérité, demanda avec impatience :

— Mais enfin que dit-elle, comment explique-t-elle?

— Par un impérieux besoin de repos et de solitude. Elle me charge de vous demander pardon, de vous faire prendre patience...

Un gémissement sortit des lèvres blêmies du jeune homme.

— Si elle voulait rester seule, elle n'avait qu'à le dire, je m'en serais allé! Mais partir ainsi...

Il ne se fâchait pas, il ne faisait que souffrir, le pauvre garçon.

— Courir le monde seule, elle si inexpérimentée, si enfant d'aspect! Tout peut lui arriver! Je vous en supplie, si vous savez où elle est, dites-le-moi, que je coure après elle pour la protéger...

— Mais elle n'est pas seule, murmurai-je.

— Pas seule!

Une expression si terrible bouleversa le visage de mon gendre qu'il me sembla voir un inconnu menaçant se dresser devant moi. Mais bientôt un rire saccadé le secoua.

— Je suis fou! Comme si l'on pouvait soupçonner Jacqueline! Qui est avec elle?

— Élisabeth Omercier!

Et j'expliquais tant bien que mal, — plutôt mal, — le but de leur voyage; mais mon premier mensonge m'avait discréditée à ses yeux et il me pressa de questions embarrassantes. Enfin, voyant que je ne bronchais pas, il eut un soupir de soulagement:

— Dieu merci, elle n'est pas seule!

Sachant avec qui elle se trouvait, cette exclamation me brisa le cœur, et j'eus l'impression de prêter les mains à une criminelle tromperie. Armand, inconscient de mon angoisse, voulait connaître mille détails, essayait de rapprocher les dates...

Enfin, prétextant mon état de santé, je parvins à me débarrasser de sa présence. En me quittant, avec un visage dont les traits un peu mous s'étaient subitement tirés et durcis, il me fit promettre d'écrire à Jacqueline pour la persuader de revenir. Si elle le voulait, il s'éloignerait pendant quelque temps...

Mais le plus difficile me restait à faire. Je ne pouvais tarder davantage à prévenir mon mari. Mentir à Philippe me coûtait au point que je compte ce moment parmi mes plus dures épreuves.

A lui, non plus, pas un soupçon ne vint sur la pureté de Jacqueline, mais il tempêta contre elle, la taxa de folle, traita fort mal Mme Omercier, et, pour la première fois dans notre existence conjugale, je le vis sérieusement fâché contre moi.

Philiberte, mise au courant par son père, eut pour sa sœur des sarcasmes que je lui pardonnai en pensant au réveil inévitable. Isabeau prit des airs triomphans, mais eut la générosité de se taire. M. de Heyden dit en ricanant :

— Notre jeune belle-sœur a lu Ibsen et Tolstoï et a voulu unir les deux genres. Cette littérature du Nord a un effet dissolvant sur les cerveaux gallo-romains. Quant à Mme Omercier, ajouta-t-il en s'inclinant devant moi, malgré tout le respect que m'inspirent vos amis, elle appartient à la catégorie des grandes détraquées.

Je l'aurais souffleté et dus me borner à lui tourner le dos. Je frissonnais en pensant aux mots cruels qui sortiraient de sa bouche lorsque la catastrophe serait connue.

Le matin même, j'avais reçu d'Élisabeth les mots suivans : « Jacqueline, partie de Coutances le vingt-cinq, a pris à X... un billet pour N... et a filé de là sur le Havre. Une fille de Saint-Joseph, que j'ai connue à Saint-Lazare et qui maintenant se trouve à Rouen, l'a vue monter dans le train. Pas d'autres indices... »

Plus de doute! Jacqueline, ma Jacqueline, vers quels rivages t'ont conduite tes petits pieds blancs, tes pieds de fée que je voyais danser au clair de lune dans le jardin d'Auteuil?

DORA MELEGARI.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

FRANCE ET ALLEMAGNE

(1906-1909)

S'il existe en Europe d'autres risques de guerre qu'un conflit franco-allemand, c'est cependant des relations entre les Cabinets de Paris et de Berlin que dépend, pour la plus large part, la sécurité générale. La crise ouverte à propos du Maroc au début de 1905 a, des mois durant, pesé, dans toutes les capitales, sur les intérêts et sur les esprits. Dans toutes aussi, l'accord conclu au mois de février dernier a provoqué une impression de soulagement.

L'étude des relations franco-allemandes depuis la conférence d'Algésiras ; l'analyse des événemens qui, sans effacer le passé, ont préparé, pendant ces trois années, un avenir de correction ; la critique des raisons qui ont déterminé cette évolution sont donc d'ordre européen autant que d'ordre français. Et cette question, d'une importance si particulière pour notre pays, intéresse toutes les puissances avec qui, sur le terrain de la politique comme sur celui des affaires, la France se trouve en rapports.

I

Ce que fut le conflit marocain, le prince de Bülow l'a dit : une « occasion » de répondre, sur un point particulier et d'ailleurs heureusement choisi, à une politique que l'Allemagne estimait menaçante pour sa sécurité, offensante pour sa dignité.

Cette politique, à laquelle M. Delcassé a attaché son nom, mais dont on ne saurait attribuer à lui seul, de quelque façon qu'on la juge, le mérite ou la responsabilité, est aujourd'hui approuvée, dans son principe, sinon dans ses conséquences, par la grande majorité de l'opinion française. Et on peut la considérer comme une politique nationale. Elle constitue une moyenne entre le devoir qui s'imposait à la France de se relever de ses échecs de 1871 et la volonté qui l'a animée de ne pas demander ce relèvement à une guerre de revanche. Les défaites des peuples ont des conséquences immédiates et lointaines. Les premières sont d'ordre militaire; les secondes, d'ordre diplomatique. Ce sont les conséquences diplomatiques de la guerre franco-allemande que la France a voulu effacer. Et c'est en les effaçant qu'elle a provoqué l'acrimonie de l'Allemagne. Entre le vainqueur et le vaincu, le conflit politique était sans doute inévitable. Ce n'est ni un caprice de souverain ni un entraînement populaire qui l'explique. Il résultait de la nature des choses. Et ne peut-on penser que de sa fatalité même se dégage une leçon d'apaisement?

Les victoires remportées par l'Allemagne, il y a trente-neuf ans, n'ont pas seulement créé au centre de l'Europe une puissance formidable dont l'essor économique a centuplé le rayonnement. Elles ont formé autour du nouvel Empire un groupement diplomatique qui, pendant dix ans, a dominé le monde d'un poids sans contre-partie. Depuis la conclusion de la Triple-Alliance jusqu'à la chute de Bismarck, c'est de Berlin qu'est parti le mot d'ordre auquel l'Europe a obéi. Vienne et Rome, satellites dociles; Pétersbourg lié par les deux contre-assurances de 1884 et 1887 à la politique même qui, en 1878, avait livré la Russie aux représailles de l'Angleterre; Londres tenu en haleine et en coquetterie par des avances dont l'expansion coloniale française augmentait le prix : telle était la situation unique dont un chancelier de génie avait su faire bénéficier l'Empire. En face de ce bloc compact, la France ne pouvait que subir la paix sans en jouir. Elle était à la merci d'une « saignée à blanc, » comme elle en avait été menacée en 1875 et devait, dans l'hypothèse d'une guerre, limiter son espoir au salut de son honneur. Elle avait en revanche une chance d'avenir : le jeu naturel de cette loi d'équilibre qui, contre Charles-Quint, Philippe II, Louis XIV ou Napoléon, a toujours redressé le fléau de la balance, quand

la volonté d'un homme l'avait trop longtemps courbé sous la poussée d'un succès tyrannique.

C'est cette chance qu'a su utiliser le gouvernement républicain de 1885 à 1904. Et c'est de quoi ne sauraient le blâmer ceux qui ont conscience de l'intérêt français. Toute une lignée de ministres, MM. Flourens, Ribot, Hanotaux, Berthelot, Bourgeois, Delcassé ont collaboré à cet effort. Si divers que fussent leurs caractères, ils ont unanimement discerné la nécessité de le poursuivre. La conclusion de l'alliance russe a été, dans cette voie, le premier pas et le plus décisif. Pendant quelques années, on s'est contenté de la sécurité morale et matérielle que nous devions à cette alliance. La revision des traités tunisiens négociée par M. Hanotaux, les accords méditerranéens établis par M. Delcassé ont ensuite désarmé l'animosité italienne. Le rapprochement avec l'Angleterre, simple accord de liquidation d'abord et bientôt principe d'action, a augmenté peu après notre force d'attraction. L'entente avec l'Espagne en a été l'heureuse conséquence. Les réconciliations russo-japonaise et anglo-russe sont venues en dernier lieu apporter aux engagemens divers, sinon contradictoires, par lesquels nous étions ainsi liés, l'harmonie interne, qui, d'abord, leur avait fait défaut.

Ce changement ne pouvait pas ne pas préoccuper l'Allemagne ; et il serait vain autant qu'injuste de s'étonner des efforts qu'elle a multipliés pour y répondre. Quand l'habitude est prise de régner sans partage, on trouve dans les divisions des autres la garantie du pouvoir qu'on exerce. Et l'on ne voit point cesser ces divisions sans redouter une diminution de ce pouvoir. Tel fut le cas de l'Allemagne. Il lui avait fallu plusieurs mois pour s'accoutumer à l'alliance franco-russe (1). Il lui a fallu plusieurs années pour s'accoutumer à ce qu'on a appelé les ententes occidentales. Dès le 28 avril 1904, quinze jours après la conclusion de l'accord franco-anglais, le langage de Guillaume II témoignait de son irritation (2). Un an plus tard, la défaite des Russes à Moukden le mettait en mesure de la manifester. Et c'était le voyage de Tanger. A distance de perspective, ces événemens s'enchaînent avec une rigueur lumineuse. L'affaire marocaine, réveillant les haines ataviques, n'est qu'une partie dans un plan

(1) Voyez les discours prononcés au Reichstag, en 1890, par le comte de Caprivi, chancelier de l'Empire.

(2) Discours prononcé à Carlsruhe.

qui vise plus haut. Il s'agit de prouver à la France qu'alliances, ententes et amitiés sont de nulle valeur et de nul effet quand l'Allemagne y fait obstacle, de briser ainsi les combinaisons récentes et d'affirmer sur leurs ruines la prépondérance persistante de la politique allemande. Là sont les causes premières de la formidable campagne diplomatique menée par l'Allemagne contre la France, du printemps de 1905 au printemps de 1906.

Lorsque, le 8 avril 1906, les plénipotentiaires de treize puissances apposèrent leur cachet sur l'Acte final qui enregistrait, après trois mois d'effort, les décisions de la conférence d'Algésiras, l'Allemagne fut obligée de constater que ce qu'elle avait voulu détruire était plus fort qu'elle ne croyait et que l'Europe, fermement attachée à son équilibre récent, n'était pas disposée à subir la loi de Berlin. De l'« occasion » marocaine, que restait-il? Sans doute la France avait dû accepter l'intervention des puissances dans l'élaboration du programme de réformes qu'elle avait, l'année précédente, proposé au Maghzen. Mais ce programme sortait des délibérations de la conférence analogue à ce qu'il était douze mois plus tôt dans les instructions de M. Saint-René Taillandier. Et en vue de son exécution, la France et l'Espagne obtenaient de l'Europe un privilège exclusif, qui fermait l'Empire chérifien aux visées politiques des pangermanistes. D'autre part, les combinaisons diplomatiques auxquelles s'était attaquée la force allemande s'étaient maintenues ou même resserrées. L'alliance franco-russe avait joué normalement, assurant à la France l'appui diplomatique entier de la Russie. L'amitié franco-anglaise s'était vivifiée, dans l'action, d'un souffle de solidarité. Nos relations avec l'Espagne et l'Italie étaient demeurées amicales. Les États-Unis avaient soutenu notre cause. L'Autriche elle-même, tout en méritant le titre de « brillant second, » ne s'était pas interdit une action médiatrice qui était d'un arbitre plus que d'un second.

L'Allemagne, certes, n'était point isolée, car la Triplice demeurait solide. Elle n'était même pas diminuée, car la menace lui avait suffi pour déchaîner sur l'Europe une crise diplomatique, la plus intense à laquelle on eût assisté depuis le Congrès de Berlin. Elle n'en mesurait pas moins la limite de son pouvoir. Au Reichstag, M. Bassermann, d'ordinaire plus optimiste, enregistrait un échec, que la presse libérale soulignait à

plaisir. Le prince de Bülow insistait tardivement sur la médiocrité des intérêts allemands au Maroc en regard des intérêts français. Et il reconnaissait qu'aucuns pays n'étaient, plus que la France et l'Espagne, capables de fournir au Sultan un concours utile. Dans le public allemand, qui jamais ne s'était passionné pour le problème marocain, on était surtout satisfait de voir la fin du conflit. On se demandait, sans trop y insister d'ailleurs, si peut-être une politique plus souple n'aurait pas tiré de la situation un parti meilleur. On se rendait compte qu'au lendemain de la chute de M. Delcassé, l'entente avec la France aurait pu s'établir dans des conditions plus avantageuses. On inclinait à penser qu'on avait, de Tanger à Algésiras, fait beaucoup de bruit pour rien, et on aspirait au repos avec une nuance de mécontentement rétrospectif.

Du côté français, les dispositions étaient également conciliantes. Les démocraties n'ont point le goût des difficultés extérieures, et la nôtre ne s'était accoutumée qu'à regret à regarder en face celles qu'elle venait de traverser. L'impression de soulagement dominait, non sans que se fût éveillé cependant le sens des alertes possibles et des précautions nécessaires. On mesurait, bien qu'avec une netteté insuffisante, la gravité des fautes commises, l'imprudence d'un conflit abordé sans préparation militaire, la faiblesse d'une politique que sa base précaire condamnait à subir, au moins pour un temps, le bluff adverse. On se félicitait, d'autre part, des concours trouvés pendant la crise, des fidélités éprouvées et des amitiés réchauffées. Une pointe d'ironie gauloise relevait la satisfaction de l'honorable issue diplomatique ménagée à la conférence par le talent de nos plénipotentiaires, réveillant cette tendance nationale à la sécurité et à l'optimisme dont nous avons été si souvent les victimes. L'esprit public, autant que le gouvernement, tenait pour possibles et désirables des relations correctes avec nos voisins de l'Est. Et l'induction simplifiante des foules estimait qu'après la conférence, ces relations naîtraient d'elles-mêmes.

C'était là trop de confiance dans l'avenir prochain. Car, entre la France et l'Allemagne, tant du fait des circonstances que de celui des hommes, les risques de heurts demeuraient nombreux. D'abord, sur les deux diplomaties, pesait désormais une habitude de défiance réciproque, qui devait compliquer les différends les moins graves. De plus, au Maroc même, l'Acte d'Algésiras

n'était qu'un remède provisoire, façade majestueuse qui dissimulait à peine les désordres internes. Ces désordres, l'événement devait le prouver, pouvaient placer le problème sur un terrain différent de celui où la conférence s'était efforcée de le résoudre. Et d'ailleurs, l'entente acquise sur les principes n'excluait pas les conflits éventuels dans leur application. La longue obstination de l'Allemagne à discuter nos prétentions légitimes avait créé, d'autre part, chez nos hommes politiques un état d'esprit nouveau. Ceux qui, comme MM. Rouvier ou Léon Bourgeois, avaient été le plus désireux d'un accord franco-allemand, sortaient de cette crise avec une lassitude découragée et doutaient de la possibilité de l'œuvre à laquelle, pourtant, ils avaient travaillé de leur mieux. Du côté allemand, même fatigue, et mauvaise humeur égale. L'Empereur, excédé par le détail épineux d'un conflit qu'il n'avait pas souhaité, gardait rancune aux adversaires que ce conflit avait dressés sur sa route. Le chancelier, énervé par une lutte dont l'ampleur avait dépassé ses prévisions, était obligé de consacrer des mois au rétablissement de sa santé. M. de Tschirschky, secrétaire d'État à l'Office impérial des Affaires étrangères, apportait dans un poste nouveau pour lui plus de droiture que d'autorité. Enfin, les influences gallophobes n'avaient point désarmé. Sans doute, M. de Holstein, metteur en scène de l'affaire marocaine, venait de prendre sa retraite. Mais il gardait, dans cette retraite même, un singulier crédit, que son intimité persistante avec le prince de Bülow pouvait de nouveau rendre actif.

La France et l'Allemagne étaient donc face à face, en état de trêve plutôt que de paix, avec un égal désir d'éviter les chocs, une égale impuissance à les prévenir. A l'apaisement des années précédentes, de 1895 à 1902, une nervosité avait succédé, qui agitait autant l'opinion que les milieux gouvernementaux. La direction politique était à la merci des événemens. On ne concevait ni la forme d'un accord positif, ni les moyens de le préparer.

II

Le Maroc, pendant trois années, devait continuer d'être, moins par l'effet des volontés que par celui des circonstances, le

champ clos de l'Allemagne et de la France et demeurer l'occasion de leurs querelles avant de devenir celle de leur accord.

L'Acte d'Algésiras n'était pas encore ratifié que déjà les obstacles qui devaient s'opposer à son application apparaissaient aux yeux de tous. Les puissances avaient pu s'engager à respecter la souveraineté du Sultan. Il ne dépendait pas d'elles de faire de cette souveraineté une réalité. Et les progrès constans de l'anarchie allaient sans tarder accuser la distance qui sépare dans l'Empire chérifien les apparences des réalités. En mai 1906, aux portes de Tanger, c'était l'assassinat de notre compatriote, M. Charbonnier. Peu après, des troubles éclataient à Marrakech. En août, en plein marché de Tanger, une bataille s'engageait entre la tribu des Andjeras et les gardes du brigand Raissouli, nommé, comme on sait, pacha du Fahç pour avoir emprisonné en 1904 MM. Varley et Perdicaris. Huit jours plus tard, sur la plage même, on assassinait un Espagnol. En septembre, le chef berbère Anflous occupait Mogador, le sorcier Ma el Aïnin s'installait à Casablanca. A El Ksar, on assommait un protégé français. A Marrakech, on attaquait un Français, M. Lassalas et un Allemand, M. Holtze. En octobre, Berrian s'emparait d'Azila. Et, à Rabat, un Allemand, M. Heinrich, était arbitrairement emprisonné. Dans la banlieue de Tanger, Raissouli multipliait contre les Européens et les indigènes les vexations et les sévices. En vain, le 22 septembre, le 1er novembre, le 23 novembre, le corps diplomatique avait protesté. Nul effet. La situation devint si inquiétante que, le 28 octobre, la France et l'Espagne envoyèrent sur rade des croiseurs et que, le 5 décembre, elles sollicitèrent l'agrément des puissances en vue d'une action éventuelle à terre. Déjà, par la force des choses, on s'écartait donc des dispositions d'Algésiras pour rentrer sur le terrain des représailles de droit commun. A la fin de mars 1907, l'assassinat à Marrakech du docteur Mauchamp, médecin du dispensaire français, obligea la France à exercer ces représailles. Et la ville d'Oujda, non loin de la frontière algérienne, fut occupée par les troupes du général Lyautey, cependant que notre ministre à Tanger, M. Regnault, sommait le Maghzen d'exécuter les traités franco-marocains et de mettre en vigueur l'Acte d'Algésiras.

Cette suite d'événemens était observée en Allemagne avec une attention plus inquiète que bienveillante. Dès le mois de décembre 1906, les journaux, comme sur un mot d'ordre, avaient

déclaré que le gouvernement impérial approuverait les mesures prises par la France et l'Espagne « aussi longtemps qu'elles resteraient dans les limites des droits confiés et des devoirs imposés à ces puissances en vue de l'introduction de la police. » Au lendemain de l'assassinat de M. Mauchamp, la *Taegliche Rundschau* prévoyait que la France essaierait de l'exploiter au profit de la pénétration pacifique, et la *Gazette de Voss* nous reprochait de « provoquer systématiquement l'irritation des Marocains. » *La Gazette de Cologne* reconnaissait, il est vrai, la légitimité de l'occupation d'Oujda. Mais d'autres journaux étaient moins modérés. Et tous invoquaient avec une affectation de raideur les stipulations de l'Acte d'Algésiras, comme l'instrument commode d'une réplique éventuelle. « Il est possible, écrivait le général Litzmann, le 15 mai, que derrière l'occupation d'Oujda se cache l'intention d'annexer ce territoire à la province d'Oran. Les Français ont déjà pris provisoirement la direction de l'administration civile. Mais cela ne saurait se passer sans une régulière explication avec les puissances signataires d'Algésiras. Il faut espérer qu'alors ce ne serait pas seulement l'Allemagne qui s'opposerait à ce qu'on éludât les dispositions du traité. »

Dès ce moment d'ailleurs, de successives controverses s'engageaient entre les agens et les ressortissans des deux pays. En janvier, on avait appris l'engagement au service du Sultan de deux officiers allemands, MM. de Tschudy et Wolff, dont les attributions, mal définies, semblaient peu conciliables avec les décisions de la Conférence. Et la presse parisienne avait relevé cet engagement avec quelque vivacité. La presse allemande répliqua aussitôt en dénonçant une entreprise française, purement privée d'ailleurs, de télégraphie sans fil, qu'elle prétendit faire rentrer dans les « services et travaux publics » réglementés par l'Acte d'Algésiras. Après un mois de négociations, le litige fut réglé à l'amiable par la constitution d'un consortium où la France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne participaient également. Mais presque aussitôt, les démarches de M. Rosen, ministre d'Allemagne à Tanger, en faveur de la maison de travaux publics Renschhausen, provoquèrent une nouvelle discussion : car M. Rosen soutenait la prétention de M. Renschhausen, de traiter sans adjudication pour la construction d'égouts et d'un boulevard à Tanger. Une polémique aigre-douce en résulta entre les journaux allemands et les journaux français. En vain

les deux gouvernemens s'attachaient, dans un louable esprit de concorde, à résoudre ces conflits locaux par des solutions transactionnelles. Il était clair que ni leurs agens, ni leurs nationaux, ni leur presse ne secondaient ces arrangemens par un esprit de bonne volonté et de confiance dans l'avenir.

Le massacre à Casablanca, à la fin de juillet, de huit Européens, dont cinq Français, le débarquement de nos marins, le bombardement et l'occupation par nos troupes de la ville et de ses environs, l'hypothèse envisagée, peu de semaines après, par M. Pichon, dans une note aux puissances, d'envoyer des détachemens français et espagnols dans les autres ports ouverts, surexcitèrent des soupçons déjà éveillés et fournirent un aliment nouveau aux anciennes attaques. Dès le 1er août, le chargé d'affaires de France s'était rendu à la chancellerie pour faire connaître au gouvernement impérial les mesures arrêtées par son gouvernement, et il y avait rencontré l'accueil le plus courtois. Mais bientôt le ton de la presse trancha avec les paroles obligeantes qu'avait prononcées M. de Tschirschky en recevant notre représentant. Les pangermanistes, comblés des faveurs du pouvoir au temps où leur ardente propagande *Deutschland über alles!* appuyait utilement les campagnes navales de la chancellerie, commençaient à s'affranchir de la tutelle qu'ils avaient d'abord sollicitée. Forcé, surtout depuis la dissolution de 1906 et la ruine de son ancienne majorité, d'observer sur le terrain intérieur une prudence extrême, le gouvernement impérial ne pouvait pas ne pas tenir quelque compte des exigences marocaines de ce parti « petit, mais puissant. » Il n'avait pas, semble-t-il, de parti pris agressif contre la France. Livré à lui-même, il nous eût probablement laissés libres, et cela avec d'autant moins de risque que nous ne songions guère à abuser de cette liberté. Continuellement harcelé par des manifestations irritées, il inclina peu à peu à des initiatives qui n'avaient pas à notre égard un caractère amical.

D'abord, pendant dix mois, les journaux furent seuls à prendre position contre nous. Au moment où il fut question d'occuper les ports (septembre 1907), la *Gazette de l'Allemagne du Nord* se borna à souligner le caractère provisoire des mesures annoncées, à insister un peu lourdement sur son désir de ne pas voir « se renouveler les graves dommages subis à Casablanca par les commerçans étrangers, » sur le sentiment de condescendance et,

comme disait la *Correspondance d'Empire de l'Allemagne du Sud*, de « confraternité enropéenne, » qui avait animé l'Allemagne à notre endroit. Mais, dans d'autres feuilles, on écrivait d'une encre plus forte. Tantôt on nous rappelait que « ce serait la fin de la détente, si nous tentions de mettre la main sur tout ou partie du Maroc et de jeter l'Acte d'Algésiras au panier » *(Gazette de Voss)*. Tantôt on dénonçait nos représailles comme « insuffisamment préparées, trop violentes et trop rapides » et on nous réclamait âprement des indemnités *(Gazette de la Croix)*. Pour intimider la chancellerie, on lui faisait quotidiennement grief de sa faiblesse *(Taegliche Rundschau)*. On l'accusait d'avoir permis à la France « de jeter l'Allemagne à bas de son piédestal » *(Zukunft)*. Si, en mars 1908, le chancelier et le secrétaire d'État prononçaient des discours courtois et mesurés, on les leur reprochait aussitôt. « Et, s'écriait la *Gazette de Voss*, après tous ces massacres de tribus défendant leur liberté, qui est-ce qui paiera les frais, si ce n'est encore le commerçant européen, qu'on accablera d'impôts et de droits de douane ? » Enfin, le Comité allemand du Maroc multipliait les réunions pour « dénoncer aux peuples civilisés l'action continue et arbitraire de la France. » Et M. Schiemann observait ironiquement : « Personne n'a chargé la France de promener dans l'intérieur du Maroc une expédition militaire, ni d'y rétablir l'ordre. »

Ce que notre intervention à Casablanca n'avait pas suffi à provoquer, — nous voulons dire un conflit diplomatique s'ajoutant aux controverses de presse, — la proclamation de Moulaï Hafid à Marrakech d'abord, à Fez ensuite, réussit à le déterminer. A l'heure même où Abd el Aziz, par son voyage à Rabat, ses entrevues avec M. Regnault et le général Lyautey, se rapprochait de la France, l'apparition d'un pouvoir rival, qui prêchait contre nous la guerre sainte, devait fournir aux pangermanistes la plus tentante des occasions de revenir aux anciennes méthodes. Dès le premier jour, ils avaient opté et pris parti pour le prétendant : « Moulaï Hafid, écrivait, en janvier 1908, la *Gazette de Voss*, s'est tenu sur la réserve aussi longtemps qu'il a pu, et ce n'est que lorsque tout espoir a éte perdu d'arracher par d'autres moyens l'Empire chérifien aux serres de la France, qu'il s'est révolté contre son frère trop faible et s'est transformé en sauveur de son pays. » Deux jours plus tard, la *Correspondance marocaine* tirait la conclusion pra-

tique de cette étrange interprétation des événemens, en réclamant la reconnaissance immédiate de Moulaï Hafid. Au mois d'avril, le Comité du Maroc adoptait un ordre du jour où on lisait : « Considérant que l'action de la France est en contradiction avec le développement historique du Maroc, la réunion recommande au gouvernement d'appuyer Moulaï Hafid. » Et comme, au même moment, une mission hafidienne se mettait en route pour l'Europe, la chancellerie se trouvait dans l'obligation de choisir entre les actes internationaux qui la liaient au Sultan légitime et le mouvement d'opinion qui la poussait vers le prétendant.

Recevoir officiellement les envoyés de Moulaï Hafid et donner ainsi satisfaction aux prétentions pangermanistes, le prince de Bülow n'y pouvait point songer. Le droit international ne le lui permettait pas. Et d'ailleurs, dans une dépêche en date du 11 octobre 1907, M. de Tschirschky avait écrit : « En ce qui concerne le voyage en Europe des deux envoyés de Moulaï Hafid, nous resterons fidèles au point de vue que nous n'avons pas à nous immiscer dans les querelles du Maroc. Abd el Aziz est pour le moment, à nos yeux, le seul souverain légitime du Maroc. Les envoyés d'une autre personnalité marocaine n'ont aucune chance d'être reçus. » D'autre part, on ne pouvait oublier à la chancellerie que l'Allemagne, plus qu'aucune autre puissance, avait, vis-à-vis d'Abd el Aziz, d'étroites obligations résultant d'une initiative, non pas même de sa diplomatie, mais de son souverain, c'est-à-dire du voyage de Guillaume II à Tanger en 1905 et des paroles alors prononcées. Enfin, du point de vue international, il était difficile de recevoir comme des ambassadeurs les représentans d'un homme qui se trouvait avec la France en état de guerre ouverte. Usant de son habituelle souplesse, le chancelier essaya de contenter tout le monde. Il chargea M. de Langwerth, secrétaire de la légation d'Allemagne à Tanger, d'écouter les Marocains. Il fit part à M. Jules Cambon, ambassadeur de France, de leurs communications. Il leur conseilla de ne point trop se prêter aux manifestations que le comte Pfeil et ses amis pangermanistes avaient organisées en leur honneur. Et ayant ainsi sauvé la face, il mérita de la *Correspondance marocaine* cet éloge mitigé : « Si le gouvernement n'a pas montré aux envoyés de Moulaï Hafid la même courtoisie qu'il témoigne chaque jour à la France, il ne leur a pas du moins fermé la porte. »

Le conflit, une fois de plus, était donc conjuré. Et la communication faite, à la fin de mai, par M. Cambon au chancelier, des instructions du général d'Amade avait produit quelque détente, quand, peu de semaines plus tard, se produisit la rencontre entre la mahalla d'Abd el Aziz et les gens de Moulaï Hafid. Battu et mis en fuite, le Sultan légitime chercha refuge dans les lignes françaises, tandis que son frère vainqueur se faisait proclamer à Tanger. Ce fut, dans la presse allemande, une explosion de joie, qui bientôt réclama des actes comme sanction. A ce moment précisément, le docteur Rosen, ministre d'Allemagne au Maroc, se trouvait en congé et, à la fin d'août, rendait visite au chancelier dans sa villégiature de Norderney. Est-ce à l'action de M. Rosen, est-ce aux exigences de la presse qu'il faut attribuer la décision du prince de Bülow? Quoi qu'il en soit, tandis que la France et l'Espagne, admettant le principe de la reconnaissance de Moulaï Hafid, préparaient solidairement, afin de la soumettre aux puissances, une note sur les garanties à lui demander, les ambassadeurs allemands recevaient l'ordre d'insister dans les différentes capitales pour la prompte reconnaissance du nouveau sultan. En même temps, M. Vassel, consul d'Allemagne à Fez, qui en 1905 s'était signalé par son activité antifrançaise, rejoignait soudainement son poste, où il allait ainsi se trouver seul, ses collègues ayant comme lui quitté la ville avant la proclamation de Hafid et n'y étant pas retournés depuis.

On semblait être ramené par là aux plus mauvais jours du conflit franco-allemand. La politique suivie par la France était parfaitement prudente. Quoi qu'en pensassent la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Correspondance d'Empire de l'Allemagne du Sud*, reconnaître Moulaï Hafid avant même qu'il eût répondu à sa proclamation à Tanger, sans savoir s'il acceptait l'Acte d'Algésiras, s'il souscrivait aux engagemens réclamés par l'Europe en 1906, s'il était disposé à les prendre et capable de les tenir, alors enfin que n'était pas réglée la situation d'Abd el Aziz, sultan reconnu par les puissances et lié à elles par les traités, c'était une politique d'une médiocre correction et d'une rare témérité, qui ne s'expliquait que par le désir de faire pièce à la France et à l'Espagne. C'est ainsi qu'en jugea l'opinion européenne, et cette unanimité ne fut pas sans émouvoir le gouvernement impérial. Une série de notes officieuses affirmèrent tout d'abord que jamais l'Allemagne n'avait songé à

rompre le concert européen. Puis, quand, le 14 septembre, fut remis à Berlin le projet de note franco-espagnole, l'accueil le plus courtois lui fut réservé. Dans sa réponse, le 22 du même mois, le gouvernement allemand se borna à formuler des observations de détail, auxquelles, le 19 octobre, les Cabinets de Paris et de Madrid répondirent par une rédaction nouvelle qui fut, le 28, acceptée par l'Allemagne. On venait donc, cette fois encore, d'éviter l'écueil toujours menaçant. Mais la crise, que tous prévoyaient, n'en était pas moins imminente, prête à s'ouvrir sur un autre point, avec un éclat alarmant.

Ce que fut l'incident de Casablanca, on s'en souvient : car il est d'hier. Des déserteurs de la légion étrangère, dont les uns étaient Allemands, les autres Russes, Suisses et Autrichiens, avaient reçu du Consulat d'Allemagne des sauf-conduits. Le secrétaire de ce Consulat, M. Just, voulut les faire embarquer sur un paquebot allemand. Les autorités militaires françaises s'y opposèrent. Une rixe s'ensuivit, au terme de laquelle force resta à nos soldats. C'était une médiocre querelle. Mais ces sortes de conflits valent ce que vaut l'esprit dans lequel on les traite. Et, des deux côtés des Vosges, l'esprit public, par un progrès continu, était monté au point de tension des années précédentes. De plus, en Allemagne, l'interview de l'Empereur dans le *Daily Telegraph*, les attaques provoquées par elle contre le pouvoir personnel, les griefs de Guillaume II contre le chancelier, l'instabilité du présent et l'insécurité du lendemain contribuaient à créer une émotion qui se prêtait mal à l'examen réfléchi d'un cas regrettable, bien que secondaire. Après une première conversation avec notre ambassadeur, M. de Schoen proposa de recourir à un arbitrage, que M. Pichon accepta aussitôt. Mais, le lendemain, du côté allemand, on parut regretter cette offre et revenir en arrière. On maintint, ne pouvant la retirer depuis l'acceptation française, la proposition d'arbitrer le litige, mais en l'entourant de conditions inacceptables, en demandant que le compromis fût accompagné de l'expression de doubles regrets, la France exprimant ses regrets pour l'atteinte portée par ses agens aux prérogatives consulaires allemandes, l'Allemagne exprimant les siens pour la remise des sauf-conduits à des personnes qui n'y avaient manifestement pas droit.

C'est sur cette question des regrets que, du milieu d'octobre au début de novembre, se concentra la discussion. Le gouver-

nement de la République estimait en effet que la formule allemande n'était pas admissible, et que les doubles regrets qu'elle suggérait n'auraient pas eu un caractère équivalent. En regrettant que ses officiers et que ses soldats eussent porté atteinte aux prérogatives consulaires allemandes, la France ne se serait pas bornée à une démarche de courtoisie : elle aurait préjugé le fond même du débat. L'Allemagne, au contraire, en regrettant que son consul eût manqué de discernement dans la distribution des sauf-conduits, n'aurait fait que constater une vérité d'évidence, à savoir qu'un consul allemand n'a pas à protéger des Russes, des Suisses et des Autrichiens. Les deux termes de l'équation étaient donc de nature différente et d'inégale valeur. L'Allemagne énonçait un regret qui ne signifiait rien. La France en exprimait un qui signifiait trop. M. Pichon estimait en conséquence que la seule solution possible consistait à regretter l'incident lui-même, à le regretter simultanément, sans le détailler, sans l'analyser, sans le dissocier en ses élémens, sans anticiper en un mot sur la décision des arbitres. Après quinze jours de discussion vaine et de chicane irritante, on était au même point qu'au début. Et peu à peu, l'irritation se communiquait de la presse à l'opinion. On avait le sentiment troublant que les mots menaient les hommes et que la rupture pouvait éclater sans que nul ne l'eût réellement voulue. Les deux thèses s'opposaient l'une à l'autre, invariables et menaçantes dans leur fixité. En Allemagne, l'étonnement dominait, avec la mauvaise humeur. En France, la conviction naissait que l'heure décisive approchait et la vanité constatée des efforts transactionnels acheminait le pays vers les résolutions viriles. La tenue morale était d'ailleurs excellente. A la Chambre, si désemparée en 1905, le gouvernement trouvait en face de lui la trêve des partis. On était résigné à l'inévitable, conscient de la déchéance qu'eût imposée à la France une capitulation nouvelle. Un recueillement silencieux préparait la nation à l'action. Et déjà on prenait les précautions nécessaires. Le corps d'armée de Nancy était consigné. Le général en chef de Lacroix était autorisé en principe à préparer le rappel de la classe libérée en septembre. Le gouvernement russe et le gouvernement anglais nous assuraient de leur appui. L'absurde insignifiance de l'incident, occasion du conflit, s'évanouissait au regard des intérêts vitaux qu'on pensait avoir à débattre. On regardait la lutte imminente comme l'exigence tardive d'une nécessité histo-

rique, que l'effort humain avait inutilement essayé d'écarter.

Le 9 novembre cependant, l'horizon s'éclaircit. Le comte de Khevenhuller, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, qui déjà en 1906 avait été, au terme de la conférence d'Algésiras, un messager de détente, vint apporter au quai d'Orsay la nouvelle que l'Allemagne se rendait aux argumens de la France. La justesse de notre thèse, la fermeté de notre attitude, l'intervention de François-Joseph, la situation de l'Orient, les difficultés intérieures dont Berlin était le théâtre, expliquaient une décision qui ne coûtait rien d'ailleurs à la dignité de l'Allemagne. Le 10, l'accord était établi sur la base même que la France avait suggérée dès le début. Les deux gouvernemens s'accordaient à regretter les événemens survenus à Casablanca le 25 septembre, ainsi que les « violences et fâcheuses voies de fait, » auxquelles ces événemens avaient amené des agens subalternes et, d'un commun accord, ils décidaient de soumettre le cas à l'arbitrage, s'engageant en outre à exprimer des regrets ultérieurs suivant la décision des arbitres. Le péril était conjuré. Et, à voir combien peu la solution pacifique du litige imposait de sacrifices réels aux parties en présence, on mesurait la coupable folie dont l'Europe tout entière avait failli devenir victime. Le risque, vu de près, semblait hors de proportion avec l'enjeu. Une sorte de dégoût montait aux lèvres de ce débat marocain, devenu pour les deux peuples une habitude irraisonnée, et qu'on sentait inégal à ses conséquences possibles. Le péril attaché au désaccord soulignait l'utilité de l'entente, que facilitait d'autre part la démonstration récente de notre force morale.

Cette entente vint plus tôt qu'on ne l'avait espéré. Et l'on mit à la préparer une ardeur qui témoignait de la conscience du temps perdu. Maintes fois déjà, depuis deux ans, des hommes de bonne volonté avaient cherché le moyen de régler l'affaire marocaine entre la France et l'Allemagne. En principe, rien ne s'opposait à ce règlement. L'Allemagne affirmait, — et cette affirmation, qui d'abord peut-être avait comporté des réserves, semblait désormais indiscutable, — qu'elle ne poursuivait au Maroc que des intérêts commerciaux. La France déclarait, — et elle l'avait prouvé à Algésiras, — qu'elle ne prétendait pas à un monopole économique. Il n'y avait donc pas conflit au fond. Mais dans la forme, mais moralement, l'habitude était prise de suspecter les intentions et de dénaturer les actes. Et chaque fois

qu'on essayait de traduire en une formule précise la conciliation souhaitable, on se heurtait à cette accoutumance répulsive, et l'on retombait dans le *statu quo*. Souvent M. Jules Cambon et le prince de Bülow s'étaient rencontrés dans le désir d'une entente. Mais ce désir n'avait pas connu la consécration des actes. Au mois de septembre 1907, un journaliste français de Tanger, M. Robert Raynaud, avait envisagé avec le chargé d'affaires d'Allemagne, M. de Langwerth, les modalités d'un arrangement. M. de Langwerth s'en était à son tour entretenu avec son collègue français, le comte de Saint-Aulaire. Mais ni Berlin, ni Paris n'avaient fait écho à leur conversation. En décembre 1908, un mois après l'affaire de Casablanca, le dialogue reprit cependant, toujours sur les mêmes bases, entre le baron de Lancken-Wakenitz, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris, et l'auteur de cette étude. A se poursuivre ainsi, l'entretien faisait ressortir une double nécessité : garanties économiques non seulement théoriques, mais pratiques, à assurer à l'Allemagne ; sécurité politique, non seulement générale, mais particulière, à assurer à la France. A ce moment, du côté allemand, on semblait hésiter à énoncer ces garanties qu'on prodiguait verbalement, dans un texte contractuel. Quelques semaines plus tard, à la suite d'un voyage du baron de Lancken à Berlin, on reconnaissait au contraire la possibilité de préparer ce document libérateur. Et, au début de janvier, le prince de Bülow et M. de Schoen abordaient avec M. Jules Cambon la négociation décisive.

Négociation, à dire vrai, n'est point le mot. Car, dès le principe, les interlocuteurs savaient qu'ils étaient d'accord, et la rédaction de la formule qui devait enregistrer cet accord ne fut à aucun moment difficile. Le 9 février, cette formule était signée et rendue publique. Partant de l'Acte d'Algésiras, l'Allemagne et la France s'entendaient pour faciliter son application. L'Allemagne, en reconnaissant catégoriquement les intérêts politiques spéciaux de la France dans l'Empire chérifien et l'étroite liaison de ces intérêts avec la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, déclarait qu'elle était décidée à ne pas les entraver. La France, réitérant sa résolution de sauvegarder au Maroc l'égalité économique, affirmait qu'elle n'y entraverait pas les intérêts commerciaux et industriels de l'Allemagne. De plus, les deux puissances se promettaient mutuellement de chercher à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourraient obtenir

l'entreprise. Cet accord, pour n'être pas rédigé dans les mêmes termes que l'accord avec l'Angleterre du 8 avril 1904, nous assurait les mêmes avantages. En échange de la garantie d'avenir formellement consentie au commerce allemand par l'égalité et par l'association, la France obtenait, de la seule puissance qui depuis quatre ans y faisait obstacle, la reconnaissance de son intérêt politique particulier, de son influence politique spéciale dans l'ensemble du Maroc. De cette influence, elle ne se servirait pas, — elle l'avait proclamé dès le début, — pour « changer le statut de l'Empire chérifien. » Elle n'aspirait ni à une conquête, ni à un protectorat. Elle ne voulait, d'accord avec l'Espagne, qu'une collaboration amicale avec le Sultan en vue d'une action réformatrice qui, en consolidant l'ordre et la paix, servirait ses intérêts spéciaux. Et l'Allemagne, comme l'Angleterre, reconnaissait qu'entre ces deux termes : paix intérieure du Maroc, sauvegarde de l'intérêt français, il y avait un « lien étroit, » par quoi se justifiait l'influence que nous revendiquions.

C'était la conclusion tardive et logique d'une longue querelle conquise, au prix de bien des alarmes, sur la routine et sur la négation. L'accueil qui lui fut réservé prouva qu'elle aurait pu intervenir plus tôt. L'apaisement qui en est résulté démontre qu'elle répondait aux nécessités du lendemain. Depuis le mois de février dernier, le Maroc n'a plus été, entre la France et l'Allemagne, occasion de conflit politique, ni même de controverse de presse. La veille encore, les journaux engageaient une polémique à tout propos et hors de propos. En décembre, la désertion de quelques légionnaires dans le Sud-oranais servait d'amorce à une campagne pour la délimitation de la frontière marocaine, campagne à laquelle la presse française opposait avec raison les accords franco-allemands de 1905 et de l'Acte d'Algésiras. Et c'était, de nouveau, un concert de menaces et de provocations. Il semble que c'en soit fini. La sentence arbitrale de Casablanca, rendue au mois de mai 1909, a été acceptée des deux parts avec une courtoisie parfaite. Les colonies allemande et française de Tanger entretiennent les meilleurs rapports. Les représentans des deux pays ont envisagé en commun le programme de pénétration économique à réaliser au Maroc. M. Gaston Guiot, ministre plénipotentiaire, délégué des porteurs français de l'Emprunt marocain, s'est à cet effet rendu à Berlin où il a reçu un excellent accueil.

L'Empire chérifien, naguère objet quotidien de litiges, est devenu désormais objet d'entente. Et, s'il subsiste encore des raisons générales qui puissent éventuellement opposer la France à l'Allemagne, c'est un résultat précieux que d'avoir écarté du champ des différends éventuels cette «occasion» marocaine, qui, pendant cinq années, avait été des deux parts si largement utilisée.

III

Le problème marocain a tenu trop de place dans les relations franco-allemandes pour n'avoir pas à l'excès retenu l'attention publique. On s'est accoutumé à penser que les affaires marocaines épuisaient les relations franco-allemandes, qu'elles en étaient le tout, et l'on a trop souvent perdu de vue les événemens d'un autre ordre qui ont agi sur ces relations. Il est nécessaire d'en tenir compte pour donner son sens exact à la situation des deux pays. De même que la crise marocaine avait été moins une cause qu'un effet et s'était développée en fonction de la politique générale de l'Europe, de même, c'est dans le milieu européen qu'il convient de situer l'apaisement qui, cette année même, a résolu cette crise. La défiance et la susceptibilité qui, en 1906, 1907 et 1908, ont caractérisé les relations marocaines de la France et de l'Allemagne, ne s'expliquent pas seulement par des circonstances locales. Elles se rattachent aussi aux dispositions que les deux partenaires portèrent pendant cette période dans la direction de leur politique générale. Il en est de même de la tendance nouvelle qui se manifeste depuis cinq mois.

La conférence d'Algésiras avait opposé l'un à l'autre deux puissances et deux systèmes, la France et l'Allemagne, la Triple-Alliance et la Double, celle-ci complétée désormais par les ententes occidentales. Au lendemain de cette conférence, les adversaires, chauds encore de la lutte récente, se fussent vainement attachés à une réconciliation. Leur souci dominant ne pouvait être que de préparer leurs armes pour les rencontres futures. Loin d'arrondir les angles, on tendait à les accuser; à rendre visibles, sinon menaçantes, les ressources dont on disposait de part et d'autre; à ranimer, fût-ce par la manière forte, les fidélités hésitantes. C'était le temps où Guillaume II, dans son voyage

de Vienne (juin 1906), conviait familièrement le comte Goluchowski à venir s'asseoir près de « son » Empereur; où la presse allemande prenait texte de l'éruption du Vésuve pour reprocher à l'Italie sa tiédeur diplomatique; où le *Berliner Tageblatt*, dans un article virulent, dénonçait « l'ingratitude des Romanof. » Pendant les mois qui suivirent, ces manifestations de mobilisation morale ne se ralentirent point. Un jour, Guillaume II, dans une vigoureuse improvisation, foudroyait les pessimistes et les conviait à quitter le sol allemand. Six semaines plus tard, M. de Tschirschky s'en allait à Vienne et à Rome porter la bonne parole triplicienne. On faisait fête à Berlin au baron d'Æhrenthal qui, abandonnant l'ambassade de Saint-Pétersbourg pour prendre au ministère des Affaires étrangères la succession du comte Goluchowski, traversait, en rejoignant son poste, la capitale allemande. Et la presse, en soulignant cette entrevue propitiatoire, demandait si, après elle, on oserait encore parler de l'isolement allemand, dont, au surplus, les journaux berlinois avaient été seuls à se plaindre. En avril 1907, le prince de Bülow et M. Tittoni se rencontraient à leur tour à Rapallo et, dans des notes officieuses, se félicitaient de leur étroite intimité. Le chef de l'état-major autrichien voyageait pendant ce temps en Allemagne. Par tous les moyens, on s'efforçait de tonifier la Triplice pour la mieux enhardir aux luttes du lendemain.

De l'autre côté, en France et en Angleterre, loin d'abandonner la politique contre laquelle s'étaient dressées les représailles allemandes, on inclinait plutôt à l'accentuer. Les Cabinets de Paris et de Londres, préoccupés d'un réveil possible de l'influence allemande en Russie à la faveur des troubles intérieurs, cherchaient à nouer des liens plus solides avec le gouvernement du Tsar. M. Schiemann et les pangermanistes avaient souvent prophétisé qu'un rapprochement anglo-russe étant impossible, la France tôt ou tard serait obligée de choisir entre l'alliance de la Russie et l'amitié de l'Angleterre. C'est cette option que, dans leur intérêt commun, les trois puissances devaient éviter. M. Isvolski, qui avait succédé au comte Lamsdorf au mois de mai 1906, était plus que personne convaincu de la nécessité de ramener la Russie en Europe et de l'y maintenir, pour le bien de l'équilibre, près de la France et près de l'Angleterre. Mais, pour y réussir, il fallait d'abord consolider la paix précaire conclue l'année d'avant avec le Japon; il fallait ensuite

liquider le formidable arriéré de rivalités asiatiques qui, depuis tant d'années, séparait Londres de Pétersbourg. Avec l'appui ferme et discret du gouvernement français, M. Isvolski résolut d'aborder cette œuvre capitale. Le 13 juin 1907, il signait avec l'ambassadeur du Japon une première convention relative aux chemins de fer de l'Est chinois et du Sud mandchourien. Le 28 juillet suivant, il concluait un accord relatif au droit de pêche dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring. Enfin, le 30 juillet, un protocole plus général intervenait entre les adversaires de la veille et substituait entre eux l'amitié à la défiance, ouvrant la voie à l'accord anglo-russe dont l'importance européenne devait être plus considérable encore, et qui fut signé à Saint-Pétersbourg le 31 août.

L'accord anglo-russe couronnait l'effort diplomatique de la France pour l'indépendance et pour l'égalité. Qui ne sait en effet que, pendant un demi-siècle, la rivalité de l'Angleterre et de la Russie avait été contre nous l'arme préférée de l'Allemagne? De la guerre de Crimée à celle de 1870, il est aisé de suivre sur ce terrain la diplomatie de Bismarck dans l'effort complexe dont nous fûmes les victimes. Si la tentative de Thiers pour remuer l'Europe demeura stérile, c'est que, sous les auspices de la Prusse victorieuse, Anglais et Russes s'obstinaient à poursuivre des desseins opposés. Il fallut le formidable progrès de l'Allemagne pour rapprocher un moment, en notre faveur, dans l'alerte de 1875, les deux ennemis traditionnels. Mais la leçon du Congrès de Berlin leur échappa, et le triomphe bismarckien les laissa désunis. L'alliance franco-russe elle-même n'avait pas suffi à les réconcilier. Et c'est après quinze ans qu'en se rejoignant, ils scellaient un anneau de plus à la chaîne des combinaisons qui, depuis 1904, tendaient à libérer l'Europe de l'hégémonie germanique.

Cette négociation ne fut pas d'ailleurs la seule par où se manifesta, en 1907, l'activité diplomatique du groupement anglo-français. Au mois de mai de cette même année, un double protocole, l'un franco-espagnol, l'autre anglo-espagnol, enregistra l'accord des trois puissances pour le maintien du *statu quo* dans la Méditerranée occidentale et dans l'Atlantique oriental. Ainsi se précisait la politique dont Alphonse XIII s'était fait le champion dès sa majorité et que son mariage avec la princesse de Battenberg, en 1906, avait accentuée déjà. Ce n'était pas une

alliance, ni même une garantie militaire. C'était du moins, en vue des difficultés éventuelles, le gage nouveau d'une solidarité qui devait, selon toute vraisemblance, trouver l'occasion de s'affirmer au Maroc. Le mois suivant, un accord franco-japonais s'ajoutait, comme un trait d'union, à l'alliance anglo-japonaise d'une part, au rapprochement dès ce moment certain de la Russie et du Japon d'autre part, et achevait d'assurer l'équilibre asiatique, conjurant ainsi en Extrême-Orient les risques de complications, dont tant de fois en Europe nous avions subi le contre-coup. Par tous ces actes, les puissances que la crise marocaine avait opposées à l'Allemagne fortifiaient pour l'avenir leur capacité de résistance. De même qu'à Berlin on s'attachait à manifester la vitalité de la Triplice et surtout de l'alliance austro-allemande, de même, à Paris et à Londres, on s'appliquait à garantir les résultats obtenus dans la voie de l'autonomie diplomatique. Chacun restait dans sa ligne et s'y tenait avec un regain d'ardeur.

Le mécontentement provoqué dans les milieux allemands par ces événemens ne manqua pas de se manifester au Maroc, à la suite de notre débarquement à Casablanca. Il s'exprima aussi de façon plus directe. Déjà, en mai et en juin, les protocoles anglo-franco-espagnol et franco-japonais avaient été dénoncés comme suspects par la presse de Berlin. En août, l'accord anglo-russe déchaîna une vive campagne. La *Deutsche Tageszeitung* déclara que l'Allemagne « n'avait nul lieu d'être satisfaite de voir aplanir, entre deux autres nations, certaines difficultés qui, dans des circonstances données, auraient pu lui être utiles. » La *Gazette de Francfort* elle-même écrivit : « Le royaume des Indes Anglaises n'a pas été depuis longtemps aussi à l'abri vis-à-vis de la Russie qu'il l'est maintenant. Si donc l'Angleterre, sans nécessité immédiate en Asie, en arrive à cette entente avec le vieil adversaire, il en faut chercher le motif ailleurs. Il est fort probable que nous ne nous trompons pas en le cherchant en Europe. » Sans doute les notes plus officieuses de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et de la *Correspondance d'Empire de l'Allemagne du Sud* affirmaient que le gouvernement impérial n'avait rien ignoré et ne s'alarmait de rien. Mais les articles de critique, où était de nouveau développé le thème de « l'encerclement, » exprimaient une opinion très largement répandue.

On vit éclater cette opinion dans le chant de triomphe un

peu excessif entonné en août, au lendemain de la rencontre à Swinemunde de l'empereur Guillaume et du Tsar. A en juger par ce qui la suivit, cette entrevue n'eut guère plus d'effet pratique que celle de Wilhelmshöhe entre Édouard VII et Guillaume II, qui se produisit dans le même mois. On voulut cependant y trouver la preuve du rayonnement diplomatique de l'Allemagne. On espéra également à l'automne que le voyage de l'Empereur en Angleterre rétablirait le charme rompu. Mais le *Times*, au mois d'octobre, en prit occasion pour publier contre le prince de Bülow un article d'une singulière dureté, qui peut-être fut pour quelque chose dans la détermination, ultérieurement annoncée, du chancelier de ne pas accompagner son souverain. De même, au mois de décembre, une campagne commença dans la presse anglaise contre les armemens navals de l'Empire allemand. Puis, au mois de février 1908, dans un discours à la Chambre des communes, sir Edward Grey insista sur la valeur générale qu'avait prise depuis sa conclusion l'entente anglo-russe. En mai, le voyage à Londres de M. Fallières fut l'occasion de célébrer le « resserrement, » — purement moral d'ailleurs, — des liens qui unissaient la France à l'Angleterre, et la presse de Berlin en marqua de l'humeur. Enfin, au mois de juin, la rencontre à Reval d'Édouard VII et de Nicolas II permit aux deux gouvernemens d'annoncer par des notes officieuses que leur accord s'appliquait désormais à l'Europe aussi bien qu'à l'Asie, à la Macédoine autant qu'à la Perse, au Thibet et à l'Afghanistan. Les deux systèmes, qui se partageaient l'Europe, demeuraient donc impénétrables. Et leurs cadres, loin de s'assouplir, se raidissaient face à face, tandis qu'au Maroc la question hafidienne opposait chaque jour davantage l'une à l'autre la politique française et la politique allemande.

L'heure approchait cependant où de graves événemens, modifiant les données de la politique européenne, allaient obliger les gouvernemens à un examen de conscience, qui leur révélerait le danger de laisser durer, à côté de rivalités inévitables, des conflits inutiles. La Turquie, théâtre ordinaire des querelles diplomatiques, se préparait à sortir de sa passivité et à tenter par elle-même un effort de régénération. En juillet, l'organisation jeune-turque, que l'Europe la veille encore ne soupçonnait pas, s'emparait du pouvoir avec une déconcertante facilité et, couvrant de l'étiquette libérale un mouvement surtout pa-

triotique et nationaliste, convoquait à des élections générales les sujets ottomans, sans en exclure ceux-là mêmes, Roumé-liotes, Bosniaques et Herzégoviniens qui, depuis de longues années, n'étaient plus soumis en fait à l'administration turque. Le gouvernement autrichien, aussitôt imité par le gouvernement bulgare, ne tarda pas à tirer de cette initiative la conclusion la plus pratique. Arrivé aux affaires depuis près de deux ans, le baron d'Æhrenthal nourrissait l'honorable désir de rendre, pour son pays, la Triplice plus fructueuse, de prouver que l'Autriche-Hongrie demeurait une grande puissance capable de réaliser, avec les concours qui se présenteraient à elle, les bénéfices offerts par les circonstances. Fidèle à l'alliance historique, il entendait pourtant n'en être pas l'esclave. Et, à l'occasion, il se réservait de faire sentir à l'allié que, pour conserver son concours, il aurait désormais à le mériter. Il consentait à ne pas désavouer le titre de « brillant second, » à condition toutefois que son « client » de la veille ne refusât pas de le seconder à son tour. Pour tenir l'Allemagne en haleine, l'Autriche ne s'interdirait plus d'esquisser, elle aussi, des « extratours. » C'est ainsi, par exemple, que, lors de l'incident de Casablanca (octobre 1908), tandis que l'Allemagne revendiquait hautement son droit de protéger « ses » déserteurs, le Cabinet de Vienne faisait immédiatement savoir au gouvernement français qu'il n'entendait point s'occuper du déserteur autrichien arrêté, avec ses camarades allemands, au cours de la bagarre du 25 septembre. De même, quelques semaines plus tôt, il avait mis un empressement remarqué à accepter les termes de la note franco-espagnole relative à la reconnaissance de Moulaï Hafid. Et sans doute, afin de mieux gagner les sympathies de la France, eût-il volontiers signé pour le Maroc un protocole de désintéressement, dont la contre-partie lui aurait été par nous assurée dans les Balkans.

Cette activité inattendue de la politique autrichienne donna à réfléchir à l'Allemagne. Au début de novembre, c'est François-Joseph qui avait obtenu de Guillaume II la promesse de se rallier à la thèse française dans l'affaire de l'arbitrage. Qu'un nouveau conflit franco-allemand éclatât au Maroc, quelle serait l'attitude du Ballplatz? A cette question, il était malaisé de répondre. Car, visiblement, cette attitude dépendrait des circonstances. Et pour éviter qu'elle ne devînt gênante, pour conjurer

le risque d'une infidélité, quel autre moyen que de ravir au Cabinet de Vienne, en réglant le litige franco-allemand, l'occasion même d'opter? Dès le début de la crise orientale, il y avait eu à Berlin des velléités de profiter de cette crise pour préparer le rapprochement avec la France. Puis on avait hésité, craignant d'être entraîné trop loin, sans doute du côté de l'Angleterre. La nécessité, précisée par les événemens de novembre, de veiller étroitement sur la fidélité autrichienne, leva-t-elle les hésitations? Il faut le croire : car, quinze jours à peine après l'incident de Casablanca, quinze jours après les instances autrichiennes en faveur de la France, les diplomates allemands commencèrent à parler, d'abord à Paris, peu après à Berlin, de l'accord marocain et de l'urgence de cet accord. Pour la libre pratique, pour la cohésion de la Triple-Alliance, l'Allemagne avait besoin de n'être pas exposée à un conflit avec la France. C'est pour se garantir cette sécurité morale qu'elle a pris son parti de la négociation tant de fois ajournée. Et c'est d'ailleurs au lendemain de son entente avec nous qu'elle a pu, sûre de son alliée, ressaisir dans la mêlée diplomatique le rôle actif et prépondérant auquel elle aspirait depuis longtemps.

D'ailleurs, par le fait même de l'incident de Casablanca et de la solution qu'il avait reçue, l'Allemagne avait été conduite à une vue plus juste des conditions de la politique générale. En affirmant sa capacité de résistance, la France avait manifesté sa capacité d'entente. Dès lors qu'elle était résolue à ne pas céder, elle était qualifiée pour négocier. Et la nécessité d'une politique nouvelle d'équilibre et d'égalité se précisait par l'inutilité même de l'ancienne politique d'hégémonie et de pression. « L'Empire d'Allemagne, disait le prince de Bülow le 29 mars dernier, est assez grand et assez fort pour poursuivre une politique claire, ouverte, droite. Et je tiens la convention relative au Maroc pour un résultat de cette politique. » La formule était heureuse. Mais on aurait pu répondre au chancelier qu'il lui eût appartenu d'en tirer plus tôt des conséquences pratiques. Si, quatre ans auparavant, l'Allemagne, satisfaite de ce qui dans ses gains était dès lors définitif, avait renoncé à les compromettre en prétendant les forcer; si elle avait admis qu'un fleuve qui déborde rentre tôt ou tard en son lit et que ce qu'il perd en extension il le retrouve en régularité ; si, au lieu de copier trop étroitement les formules bismarckiennes, elle avait adapté aux circonstances le

réalisme du premier chancelier ; si elle s'était, en un mot, résolue à consolider par un équilibre durable le prestige que lui avait valu une hégémonie nécessairement passagère elle eût pu, depuis longtemps, négocier cet accord et compter sur le concours de la France pour le maintien d'une paix qui ne sera durable que si elle repose, pour les deux pays, sur des conditions d'égalité.

Après le but atteint, il serait vain de reporter nos regards vers les voies plus directes qui eussent dû nous y conduire. Mieux vaut reconnaître que les talens et les bonnes volontés n'ont pas failli à la tâche que les événemens leur dictaient. Les critiques que les Français ont eu souvent à diriger contre la politique allemande ne ferment pas leurs yeux aux mérites divers des hommes qui la dirigent. Nous apprécions, comme il convient, les qualités personnelles de l'Empereur, le sens élevé qu'il a de ses devoirs de chef d'État, l'assiduité laborieuse avec laquelle il les remplit. Et, comme nous savons aussi en quelle estime il tient la civilisation française, nous ne doutons point qu'il n'ait désiré l'accord de février et soutenu de son approbation l'effort de ses ministres. Le prince de Bülow, si décevante qu'ait été parfois sa politique, a su conformer, après de longs flottemens, ses actes à ses discours, et sa résolution d'en finir avec le cauchemar de Tanger ne s'est point démentie après s'être affirmée. En conservant quelque surprise qu'un esprit aussi pénétrant ait cédé pendant de si longues années aux suggestions d'une routine tracassière, nous rendons justice à sa souplesse, à son ingéniosité, à son éloquence, et, dans une période de correction courtoise, nous avons plaisir à reconnaître la valeur éminente de notre adversaire de la veille. Nous n'oublions pas davantage que M. de Tschirschky, M. de Schoen et, par-dessus tous, le prince de Radolin furent toujours, même aux heures critiques, des interlocuteurs loyaux, dont la sincère bonne volonté réservait pour l'avenir les possibilités d'accord.

Il faut ajouter, il est vrai, que la France, pendant ces trois années, a été représentée, tant à Paris qu'à Berlin, de la façon la plus digne et la plus habile. Par une grande franchise et une simplicité clairvoyante, M. Pichon a inspiré confiance à ceux-là mêmes qu'il combattait, et chacun de ses discours a valu en Allemagne un succès moral à notre cause. En étroit accord avec M. Clemenceau, il a vivifié cette confiance, pendant l'affaire

des déserteurs, du levain de la fermeté. Nous avons autant gagné à une résistance de huit jours qu'à une modération de trois années. Cette politique honnête et tenace était d'ailleurs servie à Berlin par un ambassadeur que le succès a récompensé d'avoir, en une heure difficile, accepté le plus lourd des postes diplomatiques. M. Jules Cambon n'avait pas à craindre un échec: mais il y a des nuances dans la réussite. Et l'œuvre qu'il entreprenait à Berlin n'était pas de celles dont on pût à l'avance garantir l'issue. Par son charme, sa finesse, sa science des hommes et des choses, il a conquis tous ceux qu'il devait conquérir. Et sans jamais se hasarder à des initiatives aventureuses, il a su provoquer celles que la France devait souhaiter. L'Empereur, qui, à son arrivée, lui avait fait un accueil flatteur, a pu vérifier à l'épreuve l'opinion favorable qu'il s'était formée dès l'abord. Le chancelier s'est plu à retrouver, en un ancien ami, la verdeur intellectuelle par laquelle il séduit lui-même ceux qui l'approchent. Enfin l'ambassade de France, grâce à l'autorité de son chef et au mérite de ses membres, — notamment de son conseiller, le baron de Berckheim, — a ressaisi à Berlin le crédit nécessaire aux négociations heureuses.

C'est pourquoi, depuis trois ans, le contact n'a jamais été perdu, les difficultés politiques ont toujours laissé subsister les relations de courtoisie et d'intérêt qu'impose aux peuples l'état de paix. A diverses reprises, de pieuses commémorations ont associé les représentans de la France et de l'Allemagne dans le culte des morts de 1870. Il en a été ainsi à Altona, en septembre 1906, à Mayence, au mois d'octobre de la même année, puis, en février 1908, lors de la représentation française organisée au bénéfice du monument de Noisseville. La catastrophe de Courrières (avril 1906), celle de Reden (janvier 1907), les sinistres maritimes, comme la perte du torpilleur 339 (février 1907) et l'explosion de l'*Iéna* (mars 1907), ont provoqué des manifestations de sympathie réciproque. Les relations intellectuelles se sont maintenues en dépit des conflits politiques et nombre d'Académies allemandes ont appelé dans leur sein des Français de valeur, parmi lesquels on peut citer MM. Gabriel Monod, Roux, Senart, membres de l'Institut. Des échanges de professeurs (avril 1906), des colonies de vacances, ont été organisés. L'Empereur, à diverses reprises, a témoigné à des hôtes français une bienveillance toute spéciale. MM. Eugène Étienne,

James de Kerjégu, Gaston Menier parmi les hommes politiques, Saint-Saëns et Massenet parmi lesartistes, n'ont eu qu'à se louer de la bonne grâce de son accueil. Et si la France et l'Allemagne, séparées par les traditions, les intérêts, les aspirations, se sont trouvées souvent face à face sur le champ des luttes internationales, elles n'ont pas renoncé à se rencontrer courtoisement sur celui des lettres, des arts, de la bienfaisance et de l'humanité.

Elles ont su régler aussi les questions positives qui les mettaient en présence. Dans l'ordre colonial, elles ont délimité leurs possessions de l'Afrique occidentale. Et si, du point de vue français, on peut et on doit blâmer la façon dont on a sacrifié les intérêts de nos nationaux, — tant en n'occupant pas réellement les territoires concédés, ouverts ainsi aux empiétemens allemands, qu'en souscrivant à la légère à des échanges territoriaux onéreux pour les concessionnaires, — il est équitable de reconnaître que, depuis les incidens de 1905, aucune violence ne s'est produite. Dans l'ordre juridique, on a négocié une utile convention relative à la propriété littéraire. Dans l'ordre économique enfin, on s'est préoccupé de développer les échanges entre les deux pays. On s'en est préoccupé, à dire vrai, avec plus de zèle que de clairvoyance et sans tenir assez compte du protectionnisme outré qui sévit des deux côtés de la frontière. M. Jules Cambon recommandait naguère aux champions de cette campagne la lenteur et la réflexion. On est obligé de se demander si son conseil a été entendu. Mais, s'il faut redouter les imprudences, on ne saurait blâmer le désir d'augmenter le trafic franco-allemand. Les deux peuples voisins peuvent être l'un pour l'autre de bons clients. C'est pour eux un motif de plus d'éviter les désaccords inutiles.

IV

Aussi bien entre l'Allemagne et la France, l'histoire, qui n'abdique pas, marque la limite des réconciliations possibles.

La politique de Bismarck a imposé à l'Empire allemand la durable rançon des bénéfices qu'elle lui a valus. L'unité créée par le fer et par le sang a consacré au dedans l'hégémonie prussienne. Mais elle a posé à l'extérieur la question française,

et quarante ans bientôt passés n'ont pas suffi à la résoudre. L'Autriche-Hongrie a pu oublier l'atteinte portée à son prestige en 1866. La France n'a pu effacer de son souvenir la plaie ouverte à son flanc en 1871. Bismarck, pour faire l'Empire allemand, a pu croire nécessaire de nous prendre l'Alsace et la Lorraine. Mais, en nous les prenant, il a creusé un abîme entre son pays et le nôtre. Le démembrement de la France, c'est-à-dire de l'État le plus centralisé, de la nation la plus une qui fut jamais, a contredit les tendances essentielles du siècle qui a vu ce démembrement. Le temps où, dans toute l'Europe, les nationalités tard venues naissaient à l'espérance et à la vie est celui que la Prusse a choisi pour mutiler la plus ancienne, la plus vigoureuse, la plus cohérente des nationalités existantes. Il n'est pas besoin d'obéir aux suggestions du sentiment pour concevoir les conséquences de ce solécisme historique. En primant le droit, la force allemande a primé aussi les exigences de notre époque. Et si, depuis lors, l'existence côte à côte a été pour les adversaires de la veille si difficile et si précaire, c'est qu'entre eux se dresse l'imprescriptible revendication des lois naturelles violentées par le génie humain.

Ni les Français, ni les Allemands d'aujourd'hui ne sont responsables de cette situation dont ils subissent les conséquences. Comme toutes les grandes œuvres personnelles, l'œuvre de Bismarck, modifiée par les événemens, réagit à son tour sur eux. Et ce n'est la faute ni du gouvernement de la République, ni du gouvernement de l'Empire, si les transactions les plus simples sont grevées pour eux du poids du passé. Depuis la fin de 1904, l'Allemagne et la France ont été plusieurs fois au seuil de la guerre et toujours sans la vouloir. Car, même dans les périodes les plus aiguës, ni à Berlin ni à Paris on n'a prononcé les mots irréparables qui eussent rendu le conflit inévitable. Les morts parlaient cependant, et les vivans, remués par leur appel, hésitaient sur la route à suivre. Volonté de paix, instinct de bataille se heurtaient dans les esprits troublés. Et si une semaine de conflit suffisait à effacer des années de calme, il fallait des mois d'efforts pour restaurer la sécurité perdue. L'organisme franco-allemand souffre du mal que lui a inoculé Bismarck. C'est en malade qu'il faut le traiter, avec d'infinis ménagemens. Son existence ne peut connaître le rythme harmonieux des corps sains. Aux médecins incombe le soin d'essayer patiemment les remèdes

qui, s'ils ne suffisent pas à guérir, contribuent du moins à rendre la vie tolérable.

C'est à l'un de ces essais que nous venons d'assister. La prudence avec laquelle il y a été procédé est le meilleur éloge qu'on en puisse faire. Et bien que le temps manque encore pour le juger à ses résultats, il apparaît déjà comme un précédent. L'arrangement franco-allemand du 9 février 1909 s'est borné à considérer les manifestations locales d'une affection chronique. Il n'a exigé ni de l'une, ni de l'autre des parties contractantes le sacrifice de ses sentimens, de ses regrets ou de ses espoirs. Il a eu pour objet unique d'assainir une lésion relativement récente et surabondamment connue. Et l'on peut dès maintenant penser qu'il y a réussi. Rien de ce qu'il contient n'est inattendu. Et tout ce qu'il énonce eût pu être énoncé trois ans plus tôt. Le mérite de ses auteurs est précisément d'avoir choisi le moment où il était possible de dire ce qu'on se croyait obligé de taire depuis trois ans. Égalité économique d'une part, intérêt politique spécial de l'autre, les deux termes de l'arrangement figuraient, dès 1905, dans les accords franco-allemands signés par M. Rouvier. Mais en y ajoutant, comme un moyen terme, la collaboration commerciale, industrielle et financière, on a prêté aux mots anciens un sens nouveau et transformé en une entente amicale le sec procès-verbal du duel de la veille.

Depuis que cet accord est conclu, le Maroc, pour agité qu'il fût, n'a donné lieu à aucun conflit entre la France et l'Allemagne. Donc, localement, l'accord a rempli l'objet qui lui était assigné. A-t-il eu des conséquences plus générales, et peut-on espérer qu'il en ait? Oui sans doute, si c'est un progrès, lorsque deux peuples ou deux individus sont accoutumés à débattre un litige, de faire disparaître l'occasion de la querelle. On améliore ainsi l'ensemble de leurs rapports. Et c'est ce qui est arrivé pour la France et l'Allemagne. On n'a pas entendu depuis six mois ces retentissantes polémiques où s'affrontait la presse des deux pays. On a étudié dans le silence et dans la paix les affaires qui eussent, en d'autres temps, provoqué d'âpres controverses. Il y a détente morale entre Paris et Berlin, détente non seulement au Maroc, mais ailleurs. On se plaît à constater cette détente. Et en la constatant, on l'accentue. Si une difficulté naissait, l'habitude déjà prise de vivre en bons termes préviendrait sans doute les complications et faciliterait les solutions. La déclaration de

février a dégagé l'atmosphère. Cette éclaircie répand sur l'horizon un apaisement nouveau.

Cependant les conditions européennes n'en ont pas été modifiées : la France, ni l'Allemagne n'ont rien changé à leurs engagemens respectifs. En doit-on déduire que le gouvernement de l'Empire accepte désormais la situation contre laquelle il protestait naguère ; qu'il reconnaisse la légitimité des accords par lesquels nous avons reconquis notre autonomie diplomatique; qu'il soit guéri de la crainte de l'isolement, rallié à la doctrine de l'équilibre? Dans une large mesure, il semble qu'il en soit ainsi. Tout d'abord, ce « cauchemar des coalitions, » que Schouvaloff, il y a plus de trente ans, dénonçait chez Bismarck, cette phobie de la solitude à laquelle sacrifiait plus récemment l'optimisme d'ordinaire mieux armé du prince de Bülow, cette hyperesthésie de la susceptibilité nationale qui, pendant tant de mois, a transformé en menace contre l'Allemagne tout acte accompli sans l'Allemagne, cette crise morale en un mot de défiance et de pessimisme ne pouvait pas être sans terme. La neurasthénie s'use par sa durée même. A voir ne point se produire les catastrophes qu'ils annonçaient, les *Schwarzseher* allemands ont fini par douter de leur hantise. De plus, si l'Allemagne a pu, soit au lendemain du traité franco-anglais de 1904, soit deux ans plus tard après Algésiras, soit encore en 1907, ressentir des appréhensions sincères, elle a trouvé dans des événemens plus proches la démonstration de son pouvoir. La crise orientale ne lui a valu que des succès. L'obsession de l'isolement en a été dissipée. La cause de la paix y a gagné d'autant.

Jamais en effet les diverses combinaisons qui se partagent l'Europe n'ont paru plus justifiées et plus capables aussi de vivre face à face sur le pied de l'égalité. La Triple-Alliance a dû aux événemens d'Orient un regain de vitalité. L'Autriche-Hongrie, pour développer une politique d'action, ne saurait se passer de l'appui de l'Allemagne. Et l'Italie est liée aux deux autres puissances en raison directe de leur solidarité. En revanche, le groupement symétrique mesure à l'échec relatif qu'il a subi dans les Balkans l'obligation de resserrer les engagemens qui le constituent. La Russie a plus que jamais besoin de trouver à Paris et à Londres la garantie de son indépendance diplomatique vis-à-vis de Vienne et de Berlin. La France et l'Angleterre ne peuvent méconnaître que l'estime médiocre où l'on tenait, à

tort ou à raison, leur force militaire et celle de la Russie a diminué dans la dernière crise la valeur de leur intervention ; et elles doivent, comme la Russie elle-même, placer dans le développement solidaire de leur puissance effective le but de leur politique. Au surplus, entre les deux groupemens, Triple-Alliance et Triple-Entente, les relations semblent plus normales que par le passé. Elles sont meilleures, notamment, entre la France et l'Allemagne, entre la Russie et l'Allemagne, entre l'Italie et la Russie, entre la France et l'Autriche, voire entre l'Angleterre et l'Allemagne. Il y a progrès dans l'adaptation des contraires, dans l'assouplissement des cadres, dans la stabilité de l'équilibre apparent.

Peut-on et doit-on souhaiter plus, parler comme on le fait avec plus d'insistance que de précision, d'un « rapprochement » franco-allemand? A une telle question, la plus grave qui se puisse poser à notre conscience de Français, il convient de répondre par l'exacte appréciation de ce que l'on peut et de ce que l'on veut. Ce que l'on peut est limité par les nécessités extérieures, ce que l'on veut par le souci de la dignité nationale. Or, le « rapprochement, » dans la forme imprécise où on le prêche, est le plus hasardeux des programmes ; car rien n'est plus propre que les excès de zèle à provoquer d'irréparables reculs. Si l'on entend par rapprochement une alliance franco-allemande, ayant pour base un traité qui serait une confirmation du traité de Francfort, pour conséquence une solidarité politique, des échanges de sympathies, des visites de chefs d'État, il faut le dire : mais personne ne le dit. Personne ne le dit, parce que les moins clairvoyans conçoivent ce que de tels engagemens et de telles manifestations auraient de pénible pour la piété des souvenirs. Personne ne le dit, parce que nul n'ose calculer le contre-coup de ce renversement des alliances sur la paix de la France et de l'Europe ; parce que tout le monde prévoit l'alarme qu'il jetterait en Angleterre et en Russie, le discrédit qui en résulterait pour une diplomatie capable de passer, en si peu d'années, d'une extrême à l'autre. Personne ne le dit enfin, parce que, si la France trouve la sécurité dans l'équilibre des forces, elle ferait un marché de dupe en achetant cette sécurité d'une adhésion superflue à sa diminution passée, et en se donnant un allié qui, pour elle, risquerait d'être un maître.

Cette hypothèse écartée, — que jamais d'ailleurs les person-

nages officiels allemands n'ont eu, et il faut les en louer, l'indiscrétion de nous recommander, — qu'entend-on par le rapprochement autour duquel on mène tant de bruit? Il est nécessaire de poser la question et difficile d'y répondre ; car les plus éloquens discours prononcés sur la matière ne nous apportent pas de clarté positive. Force est donc de voir dans ces discours des manifestations fâcheuses autant que vaines. Vaines, elles le sont à coup sûr : car vouloir rapprocher deux pays dont les relations sont correctes et pour qui, cependant, l'alliance est impossible, c'est s'engager dans une impasse où il n'y a rien à gagner et tout à perdre. Fâcheuses, elles le sont aussi : car, pour attachés que nous soyons à la paix et résolus à remplir les obligations qui en résultent, nous ne pouvons oublier que le sort des armes nous fut autrefois rigoureux; que la réserve sied au malheur et que solliciter, par d'inutiles initiatives, des sympathies dont il ne nous appartient pas d'ailleurs de tirer des conséquences pratiques, ce serait humilier la France, — s'il dépendait d'erreurs individuelles d'engager l'honneur de la nation. La peur des mots est le commencement de la sagesse politique. Jamais cette maxime ne sera plus vraie qu'à l'égard des relations franco-allemandes. Comités, conférenciers, messagers de rapprochemens sans base, sans terme et sans sanction, pavent de leurs bonnes intentions le chemin des déceptions. Si leur vœu était écouté, si les deux gouvernemens, par une courtoisie naturelle à l'égard des personnes, se laissaient engager à leur suite sur le terrain des principes, l'évidente impossibilité de passer des paroles aux actes ne tarderait pas à provoquer dans la presse et dans l'opinion l'amertume qui s'attache aux agitations stériles et aux espérances sans lendemain.

L'arrangement relatif au Maroc donne l'exacte mesure de ce que la France et l'Allemagne peuvent faire pour améliorer, suivant une méthode analytique et positive, des relations que ne ferait que troubler l'agitation sentimentale des conciliateurs à tout prix. Pour elles, le devoir et le pouvoir se définissent par la transaction loyale de leurs intérêts sur tous les terrains où ces intérêts se trouvent en contact, par l'utilisation pacifique des ressources respectives dont elles disposent, par le développement de leurs relations économiques, par la collaboration désintéressée des forces civilisatrices qu'elles représentent l'une et l'autre. S'agit-il d'affaires coloniales? On doit et on peut pré-

venir par des accords prévoyans l'explosion de conflits tels que ceux qui se sont produits naguère, à Missoum-Missoum par exemple, sur la frontière du Congo et du Cameroun. Et l'on ne peut que louer les gouvernemens de s'être récemment préoccupés d'y pourvoir en étudiant entre leurs nationaux les modalités d'une entente qui ôterait aux conflits anciens la possibilité même de se renouveler. S'agit-il d'échanges commerciaux? Des négociations douanières, menées dans un esprit de libéralisme clairvoyant, ouvriraient, à coup sûr, des débouchés utiles à l'industrie des deux pays, et ces négociations seraient d'autant plus susceptibles de réussir que d'imprudentes exagérations ne viendraient pas greffer sur elles des combinaisons financières, de la nature de celles dont on a parlé quelquefois et dont le fruit immédiat, souhaité par certains hommes d'affaires, ne saurait faire oublier les conséquences politiques (1). Enfin, dans l'ordre intellectuel, il n'y a que profit à multiplier les contacts entre les Allemands et nous. Il est plus nécessaire encore pour les peuples de se connaître, quand l'histoire les a séparés au lieu de les rapprocher. Nous ne sommes point de ceux qui pensent que la guerre est le plus grand des maux. Il est des guerres honorables et glorieuses. Et si jamais Allemands et Français devaient s'affronter pour une noble cause ou pour un intérêt vital, le sacrifice virilement accepté vaudrait mieux que l'abdication paresseuse. Mais le conflit déchaîné par l'ignorance, l'équivoque ou le malentendu, la défiance provoquée par le préjugé, l'hostilité née de l'incompréhension sont des fléaux criminels. L'Allemagne et la France, à se mieux pénétrer, apprendront à s'estimer plus et à se plus respecter.

Ce programme est modeste peut-être, aux yeux surtout de ceux qui rêvent d'un baiser Lamourette universel : sa modestie même fait à nos yeux son mérite. Albert Sorel disait qu'en poli-

(1) Les combinaisons dont il est ici question, admission à la cote de la rente allemande ou de certaines valeurs industrielles, n'ont d'ailleurs jamais fait l'objet de négociations entre les deux gouvernemens, ni avant ni depuis l'arrangement du 9 février 1909. D'autre part, au point de vue douanier, la seule amélioration qu'on puisse concevoir serait la superposition à l'article 11 du traité de Francfort d'une convention à court terme analogue à celles que la France a conclues avec la Suisse, la Russie, l'Italie. Cette convention pourrait avoir pour premier objet de réglementer les pratiques douanières, d'éviter surtout l'arbitraire qui résulte de « spécialisations » excessives. On pourrait ultérieurement étudier la possibilité d'obtenir du protectionnisme des deux pays certaines concessions de tarif sur les articles notamment dont la production est de part et d'autre complémentaire.

tique il ne suffit pas de savoir ce qu'on veut ; qu'il faut vouloir aussi les moyens et les conséquences de ce qu'on veut. Trop de conflits historiques séparent la France de l'Allemagne pour qu'elles puissent sans péril s'élancer l'une vers l'autre dans l'ardeur d'une confiance irréfléchie. La correction loyale, qui entre elles est possible et souhaitable, ne peut être qu'un régime de raison. Et elle ne sera durable qu'autant qu'elle sera raisonnée. Elle ne doit, pour être viable, exiger ni d'un côté ni de l'autre le sacrifice des traditions et des souvenirs, des attachemens et des regrets, des joies et des tristesses. Elle ne doit impliquer à aucun degré l'abandon des engagemens internationaux qui, d'un côté comme de l'autre, répondent à des nécessités géographiques et historiques, aux exigences des événemens d'hier et des événemens de demain, — moins encore la négligence de la préparation militaire et navale. Il faut qu'elle ne vise ni trop loin, ni trop haut; qu'elle se contente de gains limités et de bénéfices localisés ; qu'elle se garde d'être sentimentale ou ambitieuse; qu'elle soit faite seulement d'estime réciproque et d'égards mutuels dans la pratique quotidienne d'une courtoise égalité. Le jour où elle embrassera trop, elle se condamnera à ne rien étreindre. Et quiconque lui ouvrira le domaine des chimères lui fermera celui des réalités.

André Tardieu.

ESQUISSES CONTEMPORAINES

M. ÉMILE FAGUET

« Il était né pour avoir des idées et ne jamais se lasser d'en avoir, pour comprendre toutes les idées des autres et ne jamais se lasser de les comprendre, au moins aussi bien qu'eux. » (*Politiques et Moralistes du XIXe siècle*, t. III, p. 315.)

« M. Faguet fut surtout et est encore un critique universitaire. Très classique, et jugé par beaucoup d'un goût un peu exclusif, sinon étroit, il a donné sur les quatre grands siècles littéraires de la France quatre volumes très nourris, très francs, très probes, qui sont évidemment destinés à prouver que le XVIe siècle a été surfait comme siècle littéraire, et le XVIIIe comme siècle philosophique, et qu'il n'y a de considérable dans la littérature française que le XVIIe siècle et les cinquante premières années du XIXe. On lui reconnaît généralement une faculté assez notable d'analyser les idées générales et les tendances générales d'un auteur et de les systématiser ensuite avec vigueur et clarté; et si ce ne sont pas là des portraits, du moins ce sont des squelettes bien « préparés, » bien ajustés, et qui se tiennent debout. Moins le pittoresque, il est évidemment ici l'élève de Taine, qui, du reste, s'en aperçut. Ce qu'il se refuse, probablement parce qu'il lui manque, c'est l'art de combiner les ensembles, de dégager l'esprit général d'un siècle, de suivre les lignes sinueuses des

filiations et des influences, en un mot, c'est l'art des idées générales en littérature, et « l'esprit des lois » littéraires. Il affecte de n'y pas croire, et, comme presque toujours, le scepticisme n'est sans doute ici que l'aveu un peu impertinent d'une impuissance. — Laborieux, du reste, assez méthodique, consciencieux, en poussant la conscience jusqu'à être peu bienveillant, il a pu rendre et il a rendu des services appréciables aux étudians en littérature, qui étaient le public qu'il a toujours visé. Sans abandonner la critique, qu'il est à croire qu'il aimera toujours, il s'est un peu tourné depuis quelques années du côté des études sociologiques, où c'est à d'autres qu'à nous qu'il appartient d'apprécier ses efforts... »

Cette page sur M. Faguet est de M. Faguet lui-même. S'étant chargé, il y a quelques années, dans une grande *Histoire de la littérature française*, de dresser pour ainsi dire l'inventaire de la critique contemporaine, il n'a pas eu la fausse modestie de passer son œuvre sous silence, ni la modestie, plus fausse peut-être encore, de céder la plume à un bienveillant confrère. Et bravement, honnêtement, sans précautions oratoires, ni mines effarouchées, il s'est représenté et jugé lui-même tel qu'il se voyait, et tel aussi qu'on le voyait généralement : cela rapidement, discrètement, sans trop se déprécier ni surtout se surfaire, avec une objectivité entière, avec une simplicité aimable, une bonhomie souriante qui sont du meilleur effet, et du plus salutaire exemple.

J'aime, je l'avoue, cette robuste et saine franchise : je crois y voir le signe d'une disposition permanente d'esprit, et même un trait de caractère. Et notez que le portrait, pour rapide et brusqué qu'il soit, n'en est pas moins, au total, ressemblant et fidèle. Il n'est pas flatté, certes, et, pour être pleinement équitable, il devrait l'être davantage. Mais, à tout prendre, les lignes, les indications essentielles y sont. Il n'y a qu'à les compléter, à les nuancer et à les suivre. Si l'on y parvenait, on aurait sans doute réussi à fixer l'une des physionomies les plus curieuses, les plus riches et les plus vivantes d'aujourd'hui.

I

Ceux qui avaient vingt ans vers 1890 se rappellent encore le bruit que fit à son apparition un petit volume d'aspect fort

inoffensif, et quasi scolaire, et qui s'intitulait tout simplement et modestement : *Dix-huitième siècle, Études littéraires.* Il était comme une réponse un peu tardive, mais brillante et péremptoire, au mot célèbre de Michelet : « Le grand siècle, — je parle du XVIIIe. » — « Le XVIIIe siècle littéraire, — y lisait-on dès la *Préface*, le XVIIIe siècle littéraire, qui s'est trouvé si à l'aise dans les grands sujets et les a traités si légèrement, n'a été ni chrétien, ni français... Ses philosophes sont intéressans et décevans, de peu de largeur, de peu d'haleine, de peu de course, et surtout de peu d'essor. Deux siècles passés, ils ne compteront plus pour rien, je crois, dans l'histoire de la philosophie... Le XVIIIe siècle, au regard de la postérité, s'obscurcira donc, s'offusquera, et semblera peu à peu s'amincir entre les deux grands siècles dont il est précédé et suivi. » Et dans une savante, spirituelle et mordante étude, Voltaire, analysé, résumé, discuté, pénétré de part en part, était défini, d'un mot perçant qui devait faire fortune, « un chaos d'idées claires. » Ce fut un beau tapage, et une admirable levée de boucliers. Tous les tenans de l'esprit du XVIIIe siècle, tous les porte-parole de la libre pensée officielle, tous ceux qui, n'ayant rien oublié, ni rien appris, venaient de prononcer l'anathème contre les *Origines de la France contemporaine*, tous, petits ou grands, élevèrent des protestations indignées : qu'un critique, et qui pis est, qu'un universitaire se permît de contredire les jugemens consacrés, de porter sur les idoles du jour une main sacrilège, et d'avoir, aux dépens mêmes du patriarche de Ferney, infiniment d'esprit, et de bon sens, et de ferme raison, c'était plus qu'on n'en pouvait souffrir. On essaya même, si nous avons bonne mémoire, de faire appel au bras séculier. Vains efforts! Le livre circulait parmi les « étudians de lettres, » s'imposait, de haute lutte, à la critique, au grand public, à l'Université elle-même. L'auteur, professeur de son métier, était peu après appelé à la Sorbonne. Chacun comptait désormais avec M. Émile Faguet.

Il avait quarante-trois ans, étant né en 1847, et il n'était point, tant s'en faut, un inconnu pour ceux qui lisent, ayant déjà une vingtaine d'années d' « écriture » derrière lui. Ses premiers articles sont datés de 1869, et ce sont des articles politiques : M. Faguet soutenait alors, dans le *Courrier de la Vienne*, la candidature de Thiers contre la candidature gouvernementale. Un peu plus tard, en 1873, on le retrouve, sous le pseudonyme de

Fabrice, collaborant au *XIX*e *Siècle* d'Edmond About. Dans l'intervalle, les graves événemens que l'on sait avaient eu lieu. En ces années de jeunesse où les idées se forment, où les vocations se décident, le futur auteur des *Questions politiques* avait été témoin de la débâcle du second Empire, de la guerre, de la Commune. Comme tous les hommes de sa génération, son imagination, sa pensée même en restèrent très fortement ébranlées : il dut se dire dès lors, j'imagine, qu'il était d'un bon citoyen d'aider ses compatriotes à voir clair dans les problèmes politiques et sociaux, et à les résoudre en esprit de justice, de charité et de vérité. Ne nous étonnons pas non plus de rencontrer chez M. Faguet un patriotisme très clairvoyant, ombrageux même et fort peu « pacifiste. » Les « pacifistes » sont surtout ceux qui sont assez jeunes pour n'avoir pas vu de leurs yeux le spectacle de la guerre franco-allemande et de l'invasion étrangère. Leurs aînés sont toujours tentés de reprendre à leur compte, en l'arrangeant un peu, certain mot historique, et de dire : « Messieurs les Prussiens, désarmez les premiers ! »

Par goût personnel, par tradition de famille, — son père était professeur et fin lettré, et son grand-oncle paternel avait épousé une sœur de Rivarol, — par métier aussi, M. Faguet aimait les Lettres. Un professeur qui aime les Lettres, et qui a la démangeaison d'écrire, est presque fatalement voué, ou condamné à la critique. La critique, c'est l'enseignement prolongé et à peine déguisé; et, en pareille matière, déguiser, c'est souligner encore, et c'est aggraver. Mieux vaut en prendre bravement son parti, comme l'a fait de très bonne heure M. Émile Faguet. « Depuis huit olympiades, écrivait-il en 1903, je n'ai fait absolument que de la critique. Quelques vers entre la dix-huitième et la trentième année (ils étaient bien mauvais), quelques commencemens de romans et nouvelles qui m'ont tellement ennuyé moi-même que je me suis persuadé qu'il était à supposer qu'ils n'amuseraient pas les autres; c'est tout ce que je découvre dans mon passé, en dehors de cette envahissante et débordante critique... *Il n'y a pas une année où*, soit en livres, soit en articles, soit en notes pour moi-même, *je n'aie écrit la matière de trois ou quatre volumes de critique.* Critique des livres, critique des mœurs, critique politique, je ne suis jamais sorti de là (1). »

(1) *Menus propos sur la critique* (*Renaissance latine* du 15 janvier 1903).

De ces cent cinquante volumes peut-être qui constituent actuellement l'œuvre écrite, sinon publiée, du plus fécond des écrivains contemporains, une quarantaine seulement en représente aujourd'hui la partie centrale et portative. Non qu'il n'y ait, parmi les innombrables articles que la verve intarissable de M. Émile Faguet répand sans compter un peu partout depuis quarante ans, et qu'il néglige de recueillir, bien des idées justes, fines, pénétrantes, bien des traits, — on en relèvera quelques-uns, — qu'il y aurait tout profit à ne pas laisser perdre. Mais qui pourrait se vanter, à part M. Faguet lui-même, d'avoir lu tout ce qu'a écrit M. Faguet? Il faut se borner à l'essentiel; et l'essentiel, n'en doutons pas, est dans ces quarante volumes de critique où, au total, se reflète assez fidèlement l'une des vies intellectuelles les plus complètes de notre temps.

Aimer les Lettres au temps de Louis XIV, ce pouvait être, c'était même le plus souvent s'intéresser à fort peu de chose en dehors des Lettres proprement dites : il est certain que l'horizon d'un Boileau ou d'un Racine était assez borné. Depuis Voltaire, on a un peu changé tout cela, et le véritable homme de Lettres, de nos jours, est ouvert à toute sorte de questions et de préoccupations. C'est bien le cas de M. Émile Faguet. Il n'est rien à quoi il ne soit capable de s'intéresser, et dont il ne soit capable de raisonner fort congrûment. C'est essentiellement un curieux, et son avidité de voir, de lire, de penser et d'écrire est incomparable : « Je ne puis pas voir un livre, nous dit-il, sans avoir envie de le lire, et je ne puis pas le lire sans mettre du crayon sur les marges, — cela se produisait bien avant que je ne fusse critique professionnel, — et je ne puis pas repasser en revue mes coups de crayon sans avoir envie de les rédiger pour en avoir une idée nette. » De toutes ces lectures qui, depuis sa plus tendre jeunesse, ont sollicité l'attention de ce souple et avide esprit, quelques-unes, comme bien l'on pense, ont été décisives. Lamartine, — cela est important à savoir, — a été lu avant Hugo, et Musset un peu plus tard, vers la dix-huitième année. Les livres de Taine et Renan, lus au fur et à mesure qu'ils paraissaient, ont eu, comme sur tous les hommes de la même génération, une très forte action sur cette jeune pensée en quête d'aliment spirituel : elle se cabrait parfois contre la maîtrise impérieuse de Taine; elle accueillait sans résistance le charme insinuant de Renan. La *Vie de Jésus*, lue vers la seizième année, au lendemain d'une

courte crise religieuse, consomma le complet détachement à l'égard des croyances du passé. Ce ne fut que beaucoup plus tard, vers 1880, qu'une autre influence doctrinale, celle d'Auguste Comte, s'exerça fortement sur l'auteur de l'*Anticléricalisme*, et, sans aucun doute, lui fit prendre nettement conscience de quelques-unes de ses propres tendances. Il y avait en lui un positiviste qui s'ignorait encore : le *Cours de philosophie positive* le lui révéla à lui-même.

A toutes ces influences il en faut joindre une autre, que l'expérience de la vie et des livres n'a fait, ce semble, que renforcer, mais qui paraît bien, de tout temps, avoir été par M. Émile Faguet non pas subie, mais au contraire très docilement acceptée : c'est celle de l'esprit classique. Les traditions de famille, l'éducation universitaire corroboraient ici les goûts personnels, et ceux-ci, à leur tour, étaient prédisposés à recevoir l'empreinte inéluctable du métier. Il existe, certes, — surtout quand ils sont jeûnes, — des professeurs « romantiques : » ils sont la minorité ; l'enseignement vit d'expérience, et de tradition, et dans un pays de vieille culture comme le nôtre, la tradition est nécessairement classique. Esprit clair, ingénieux, lucide, d'une remarquable *santé* et d'un vigoureux réalisme, M. Faguet n'a jamais eu aucune peine à s'accommoder de ces vérités, d'ailleurs élémentaires ; les « nuées, » de quelque ordre qu'elles soient, n'ont jamais eu de prise sur la fermeté de son bon sens poitevin. Sans rigueur, sans étroitesse, sans dogmatisme, il a entretenu et parfois renouvelé le culte de nos chefs-d'œuvre classiques ; il a aiguisé sa propre pensée dans leur constant et pieux commerce ; et par son exemple, comme par ses conseils, il n'a jamais cessé de prêcher le maintien et le respect des hautes et traditionnelles qualités du clair esprit français.

Nous tenons là, croyons-nous, les principales influences qui, jusqu'aux environs de la trentième année, se sont exercées sur M. Émile Faguet, et les divers élémens qui sont comme entrés dans la composition de son talent. Il s'agit maintenant de voir le robuste et actif ouvrier construire allégrement son œuvre.

II

Quand M. Faguet publia son premier livre, il avait trente-six ans. Il avait déjà, nous l'avons vu, beaucoup écrit, pour lui-

même, et pour le public, mais pour le public des journaux. Il avait commis force chroniques, et déjà des chroniques dramatiques. Dès ce temps-là, il était passionné de théâtre. Cette passion, qu'on pourrait croire exclusivement « boulevardière, » est, au contraire, très « universitaire. » Les professeurs, — la perfection de notre « théâtre classique » en est sans doute la principale cause, — les professeurs ont une tendance, fâcheuse quelquefois, excellente le plus souvent, à faire de la littérature dramatique le centre et presque le tout de notre production littéraire : Corneille, Racine et Molière sont pour eux des demi-dieux, dont le culte nuit parfois à celui de Pascal et de Bossuet. Quand ils se tournent vers la littérature moderne, c'est encore le théâtre qui, presque toujours, les attire. Bon universitaire encore en cela, comme avant lui Sarcey, M. Faguet a donc de très bonne heure beaucoup aimé, beaucoup pratiqué le théâtre, et il y a, comme on sait, un an à peine qu'il a renoncé à son feuilleton dramatique du *Journal des Débats*. Il était tout naturel que son premier ouvrage fût consacré à la littérature dramatique ; et en effet, il le fut.

Il n'est pas assez connu, et il mériterait pourtant de l'être, — c'est souvent le sort des premiers livres, — ce volume sur *la Tragédie française au XVIe siècle*, dont Robert Garnier forme naturellement le centre. C'est une thèse de doctorat. Moins volumineuse, moins bourrée de notes et de citations, moins ennuyeuse aussi que les thèses d'aujourd'hui, cette étude a sans doute, sur quelques points de détail, été un peu dépassée depuis un quart de siècle qu'elle est écrite : elle n'en reste pas moins la meilleure et la plus sérieuse étude d'ensemble que nous possédions encore sur le sujet (1). On y peut surprendre, — comme dans le livre *Drame ancien, Drame moderne*, qui, publié plus tard, en 1898, semble bien dater de cette première époque, — les traces d'une curieuse tendance d'esprit que M. Faguet, de propos évidemment délibéré, n'a pas laissée se développer en lui, celle-là même qui devait si triomphalement s'épanouir chez Ferdinand Brunetière : je veux dire une certaine virtuosité dialectique, une remarquable aptitude à manier et à assembler des idées générales, à philosopher largement sur les données de la littérature

(1) Publié en 1883, le livre a été, il y a quelques années, réédité dans une *Collection de reproductions en fac-similé et de réimpressions d'ouvrages rares du XIXe siècle*, Paris, H. Welter, 1897, in-8°.

et de l'histoire, à les systématiser, l'art en un mot des reconstructions logiques de la réalité historique. Le livre sur *la Tragédie française au XVIe siècle*, c'est, un peu à la manière de Brunetière, un chapitre de l'histoire d'un genre ; le livre *Drame ancien, Drame moderne*, c'est, à la manière de Taine et de Brunetière encore, une philosophie de l'histoire de l'art dramatique. Soit désir de sauvegarder son originalité personnelle à l'égard de son « maître et ami, » soit, après ces débauches d'abstractions, retour offensif d'un scepticisme de positiviste, M. Faguet s'est depuis interdit ces aventures métaphysiques ; ses vues systématiques sur l'histoire d'un siècle ou d'un genre, il se contentera désormais de les ramasser dans les préfaces de ses livres. Mais il faut noter cette disposition, et retenir ce trait. Ce critique est un logicien.

Ces spéculations d'histoire littéraire et d'esthétique sont moins inutiles qu'on ne croit généralement à la profession de critique dramatique ; elles y sont même, et M. Faguet en est la preuve, une excellente préparation : il est bon de connaître le passé de notre théâtre, et même des autres théâtres, pour bien juger des pièces actuelles ; et il est bon d'avoir réfléchi aux conditions et aux lois du genre dramatique pour discerner du premier coup d'œil si une pièce nouvelle est née viable, ou si elle ne l'est pas. M. Faguet était donc excellemment muni et armé pour ce rôle de « feuilletoniste théâtral » qu'il a tenu presque toute sa vie, et où il a produit une œuvre considérable et fort intéressante. Trois volumes, — qui n'ont pas été réimprimés, — de *Notes sur le théâtre contemporain*, quatre volumes de *Propos de théâtre* représentent aujourd'hui pour nous les trente ou quarante volumes de feuilletons dramatiques que M. Faguet a dispersés au jour le jour dans divers journaux, et que nous avons presque tous lus, mais que nos petits-neveux ne liront pas. Ce sont causeries écrites au courant de la plume, d'un style parfois un peu lâché et trop complaisant aux jeux de mots, et même aux calembours, mais souvent spirituel (1) et, dans sa bonhomie familière et un peu narquoise, d'un tel mouvement qu'on lui pardonne tout. Pour le fond, une grande bienveillance, une bonne

(1) « M. Henri Lavedan a de l'esprit... de ce genre d'esprit qui fait merveille en choses imprimées, de l'esprit de livre ou de journal, à la Chamfort ou à la Rivarol, *de l'esprit comme je voudrais bien en avoir quand j'écris un feuilleton.* » (*Notes sur le théâtre contemporain* t. III, p. 202.)

volonté parfaite à l'égard des auteurs et des œuvres (1), le goût du théâtre, une entente remarquable des choses de la scène, de la conscience, de la probité, un fond de goût classique et de bon sens qui ne le quitte jamais, une franchise robuste et allègre qui va jusqu'au bout de son impression personnelle, et n'a point peur de braver, quand il le faut, les préjugés à la mode (2). Ajoutez à cela une grande habileté à démonter les pièces, à les analyser et à les reconstruire avec une parfaite clarté, à mettre le doigt sur les points faibles : les « scènes à faire » — ou à refaire — sont indiquées avec un sens très sûr ; quelquefois même, le critique complète, en la corrigeant, et repense et recrée la pensée de l'auteur, et il esquisse à grands traits, — voyez à cet égard son feuilleton sur la *Jeanne d'Arc* de M. Jules Barbier (3), — le scénario d'un très beau drame à écrire. Et enfin, quand le sujet y prête, les réflexions justes, fines ou profondes de moraraliste et de psychologue, les pages piquantes d'histoire littéraire abondent sous sa plume : on sent là un écrivain qui domine de haut son métier et sa matière, et qui n'a qu'à le vouloir pour être au moins l'égal, et quelquefois le maître, des meilleurs d'entre les auteurs sur lesquels il exerce son libre jugement. On peut regretter, en lisant les feuilletons de M. Émile Faguet, l'élégance innée, la finesse nonchalante, la grâce souveraine, le style exquis de M. Jules Lemaître ; mais peut-être, au point de vue proprement dramatique, manifestent-ils une plus grande sûreté critique, une science technique plus avertie. Et, en tout cas, ils me paraissent devoir être préférés à ceux de Sarcey qui, lui, a été vraiment trop indifférent à l'insignifiance littéraire, trop fermé aux nouveautés, trop asservi au goût routinier du public. Ce sont là des reproches qu'on n'adressera point à M. Faguet. Indépendant à l'égard de la critique comme du public (4),

(1) « Nous étions tous là (aux *Filles de marbre*), avec religion, *moi éperdu de bonne volonté comme toujours*, et, particulièrement, ce soir-là. » (*Notes sur le théâtre contemporain*, t. II, p. 81).

(2) « J'ai naguère déclaré que la *Puissance des ténèbres* était inepte. Quand on a une pareille intrépidité, on peut être traité d'imbécile, et je l'ai été copieusement ; mais on ne peut être soupçonné de complaisance à l'égard de la littérature des pays froids, ni d'affectation exotique. » (*Ibid.*, t. III, p. 204.)

(3) *Notes sur le théâtre contemporain*, t. III, p. 5.

(4) « La pièce, du reste (*Une famille*, de M. Lavedan), a réussi, a été chaudement applaudie, et c'est surtout, — comme toujours d'ailleurs, — mon impression personnelle qu'il faut voir dans ce qui précède, plutôt qu'une traduction des sentimens du public, lequel s'est montré beaucoup plus favorable à la pièce que je ne le suis. » (*Ibid.*, t. III, p. 203.)

il exprime toujours à ses risques et périls, mais telle qu'il l'a librement formée, son opinion personnelle. Et assurément, il lui arrive, comme à tout le monde, de se tromper; et l'on a pu, au moins une fois, lui reprocher quelque excès de lyrisme; mais que les critiques qui ne se trompent, ou pour mieux dire, qui ne « s'emballent » jamais, lui jettent la première pierre! Ceux-là ont perdu, ou n'ont peut-être jamais eu la faculté d'admirer, c'est-à-dire de toutes les facultés celle qui est la plus nécessaire au vrai critique. C'est pour l'avoir conservée que les feuilletons dramatiques de M. Émile Faguet comptent dans l'histoire de la critique théâtrale.

Les mêmes qualités, avec certaines nuances, se retrouvent dans les innombrables études de critique ou d'histoire littéraire qu'il a prodigalement semées au jour le jour depuis trente ou quarante ans, et dont les quinze ou dix-huit volumes que nous possédons ne représentent sans doute qu'une portion assez minime. Là encore, la forme est souvent un peu négligée: nous avons affaire à un écrivain qui, ayant beaucoup à dire, et déjà impatient de passer à un autre sujet, n'a pas le temps de donner le dernier coup de lime: il le sait, et il s'en console. Ce n'est pas impuissance ou inconscience, c'est insouciance. D'ordinaire d'ailleurs, la forme est si franche, si directe, si allante, si vivante surtout; elle est si exactement moulée sur la pensée et comme entraînée par elle, qu'on lui passe aisément jusqu'à ses pires négligences, et que même, assez vite, on en arrive à les trouver savoureuses. Au reste, même dans les articles les plus improvisés de M. Faguet, à plus forte raison dans ses études longuement méditées, on rencontre nombre de pages qui, pour la vigueur, l'éclat, la verve pittoresque, ne le cèdent à aucune autre, et sont de toute éternité destinées à aller grossir les anthologies de l'avenir. Tels sont surtout ses « portraits » d'écrivains; ceux de Mme de Sévigné dans son *Dix-septième siècle*, de Voltaire et de Diderot dans son *Dix-huitième*, de Calvin et de Rabelais dans son *Seizième:*

Un docteur très savant, très laborieux, très grave dans l'exercice de sa profession et dans la suite persévérante de ses études, de bonne santé du reste, de bonne conscience et, partant, de naturel gai, a fini sa journée commencée à cinq heures du matin; il est huit heures du soir; il vient de dîner intelligemment, mais largement; ses amis sont là qui aiment à l'entendre causer; il cause, il se détend, il raconte des histoires, quelquefois

grasses et en mots crus, car sa profession, depuis les dîners d'internat, lui a fait perdre la pudeur du mot; il égrène ses souvenirs, cite des anecdotes, rappelle de ses farces d'écolier, souvent se lance dans des imaginations énormes et des fantaisies plantureuses, fait des calembours, sème des brocards, rit le premier à gorge déployée et à panse redondante de ses bons mots et de ses folies; entre temps, laisse comme échapper sa science qui est prodigieuse, ou, à propos de n'importe quoi, montre sans y songer son bon sens ferme, sa raison lumineuse, point élevée, point distinguée, mais solide, droite, puissante et généreuse comme le coup de bistouri assuré et triomphant qu'il donnait ce matin de sa poigne robuste pour sauver un malade; et il renvoie son monde avec de bonnes tapes amicales, l'écoute un instant descendre avec des rires le grand escalier sonore, dit une parole affectueuse et cordiale au bon Dieu, et s'endort à poings fermés d'un gros sommeil de bon géant. Il n'y a rien de très compliqué dans ce brave homme, et à bien peu de chose près, il me semble que c'est Rabelais (1).

Ce n'est pas là seulement une très belle page, forte, copieuse et drue, dans la manière même de son modèle, une véritable toile de Jordaens. Ce qu'il y a dans ce vivant portrait, et ce qui en fait la haute valeur presque symbolique, c'est une conception fort originale de la personne et de l'œuvre de Rabelais. M. Faguet, là comme ailleurs, ne décrit pas pour décrire; il décrit pour comprendre et pour faire comprendre. Il est essentiellement un critique intellectuel. Essayons de nous rendre exactement compte de son procédé et de sa méthode.

Notons tout d'abord que ses livres de critique littéraire, — si nous mettons à part sa thèse et son *Histoire de la littérature française*, — sont tous des recueils de « monographies, » des études sur des individus. Pourquoi cela? Pourquoi cette brusque et volontaire rupture avec les tendances assez contraires que l'écrivain avait tout d'abord manifestées? Il est possible que l'habitude du journalisme contemporain, plus favorable à la production d' « articles » qu'à la production de « livres, » y soit pour quelque chose. Pourtant, je verrais là plutôt pour ma part le résultat de longues réflexions et l'influence, peut-être parfaitement consciente, du positivisme. Il y avait toujours eu dans M. Faguet, à côté d'un goût très vif pour les idées générales et les discussions abstraites, un besoin, non moins vif, de sentir la réalité toute proche, de ne pas la perdre de vue, de s'y appuyer

(1) *Seizième siècle*, p. 77-78. Voyez encore, entre autre belles pages, dans son *Dix-septième siècle* (25e édition, p. 184-185), celles où M. Faguet nous montre Racine rêvant *Athalie*.

toujours, bref une certaine défiance instinctive à l'égard des chimères de l'idéologie, des folles équipées de la raison raisonnante. « La sensation du réel, dira-t-il quelque part, au cours d'un feuilleton dramatique, la sensation du réel, — *et l'on aura beau dire, c'est toujours un plaisir d'une vivacité singulière que la sensation du réel*, — nous l'avons eue ici à plusieurs reprises (1). » Cette disposition d'esprit, peut-être contradictoire de l'autre, la « découverte » d'Auguste Comte, aux alentours de 1880, ne pouvait manquer de la développer, et, comme il était naturel, aux dépens de la faculté ratiocinante. C'est un excellent antidote au virus métaphysique qu'une lecture prolongée du *Cours de philosophie positive*. Il me semble que, comme plus d'un de ses contemporains, — comme Ferdinand Brunetière, par exemple, — M. Faguet est sorti de cette lecture assez transformé, ou, pour mieux dire, plus maître de sa vraie personnalité, plus conscient de ses vraies tendances. Sans renoncer à son goût pour les idées générales, il s'efforça d'en tirer un parti plus immédiatement utile; afin de mieux voir, il voulut limiter le champ de sa vision. Convaincu désormais que les systèmes sont trop faciles à construire pour être vrais, qu'ils déforment et mutilent la réalité, et nous donnent fâcheusement le change sur eux-mêmes, il résolut courageusement de s'en abstenir. Enfermer un siècle littéraire dans une formule, rien de plus séduisant, certes, mais rien de plus arbitraire, et rien de plus dangereux. La réalité de l'histoire et de la vie déborde de toutes parts nos pauvres petites étiquettes abstraites et ne se laisse pas emprisonner dans nos trop simples et trop commodes compartimens. Nous ne saisissons pas, ou nous ne saisissons guère les ensembles, nous ne saisissons que des faits, ou des individus. Étudions-les donc d'abord consciencieusement, minutieusement: les généralités, les systèmes, les vues d'ensemble ne viendront qu'ensuite, ou ne viendront pas, peu importe. L'essentiel est d'étreindre le réel, de le palper, de le sentir toujours là, sous sa main, de le comprendre, de le pénétrer, de tâcher de lui ravir son secret; or, il n'y a de réel que des faits, ou des groupes de faits, c'est-à-dire des êtres concrets, des âmes vivantes, particulières et *différentes*: tout le reste est chimère, fantaisie, ou hypothèse. Telle est l'attitude de pensée à laquelle M. Faguet a été peu à peu conduit

(1) *Notes sur le théâtre contemporain*, t. III, p. 57.

par sa modestie, par ses scrupules, je ne veux pas dire de savant, — car, pas plus que lui, je n'aime à parler de *science* en matière de choses morales, — mais de lettré et de philosophe. Très capable, et plus qu'aucun autre, d'idées générales, au lieu d'y faire rentrer les individus qu'il étudie, et d'y subordonner toutes les parties de ses livres, quand l'étude des individualités l'a amené à quelques vues d'ensemble sur le mouvement général des esprits et des formes d'art dans un siècle déterminé, il ne se refuse point à les dégager, mais il les expose tout simplement dans une courte *Préface*, invitant en quelque sorte le lecteur, s'il y trouve quelque arbitraire, à ne point la lire ou à n'en pas tenir compte, et à s'attacher uniquement aux études particulières qui composent le volume. Mais en fait, les *Préfaces* de son *Dix-huitième* et de son *Seizième siècle* sont extrêmement remarquables, et de fort beaux morceaux de philosophie historique. Pour ramasser et analyser en quelques pages substantielles et fortes les tendances maîtresses d'une époque, M. Faguet ne le cède en rien aux maîtres du genre, à Brunetière par exemple, et à Taine.

Mais encore, pour ses études particulières d'individus, comment procède-t-il exactement? Il me semble qu'on pourrait se représenter sa méthode de travail de la manière suivante. Soit par exemple Calvin, Voltaire ou Chateaubriand, qu'il s'agit d'embrasser et de définir. M. Faguet prend d'abord sur son auteur quelques rapides informations biographiques ou bibliographiques. Puis il s'enferme pendant un certain temps avec les œuvres de l'écrivain qu'il se propose d'étudier : il les lit attentivement, en prenant des notes, mais surtout il essaie de s'assimiler aussi complètement que possible toute la substance de cette œuvre imprimée. Cela fait, il ferme les livres, et il rêve : il analyse l'impression qu'ont faite sur lui ses lectures; il s'efforce de se représenter le plus exactement qu'il peut la personnalité intellectuelle et morale de l'homme dont il vient de lire les écrits ; il rapporte à leurs causes profondes les multiples impressions qu'il en a emportées; il essaie de pénétrer à l'intérieur d'eux-mêmes, de décomposer le mécanisme délicat de leur tempérament, de leur caractère, de leur pensée. Et quand il a répondu à toutes les questions qu'il se pose à leur endroit, quand il croit les avoir bien pénétrés et *compris*, quand l'image intérieure qu'il s'en forme est assez nette, alors, les yeux attachés sur elle, il tâche de la fixer sur le papier; il reconstitue en quelque sorte sous nos yeux, telles qu'il les

conçoit bien entendu, cette âme, cette pensée, cette œuvre. Après avoir décomposé, il recompose. Il fait songer à un très habile horloger qui, après avoir démonté une montre, la remonte prestement devant nous. Ses « études littéraires, » ce sont des reconstructions d'âmes d'écrivains. « Mon excellent camarade Faguet, disait de lui voilà déjà bien longtemps M. Jules Lemaître, vient d'écrire sur Mme de Staël, sur Benjamin Constant et sur Joseph de Maistre, d'admirables études, qui sont assurément les plus puissantes reconstructions d'âmes et de systèmes qu'on ait vues depuis les premiers ouvrages de M. Taine. » Et de fait, c'est bien à Taine que l'on songe, mais à un Taine moins épris de psychologie scientifique, moins artiste aussi, et plus préoccupé d'expliquer l'œuvre qu'il étudie.

Cette méthode, comme toutes les méthodes du monde, comporte des dangers, et elle a soulevé quelques objections.

Il n'est pas douteux tout d'abord qu'elle ne soit un peu subjective. C'est de l'impression personnelle qu'elle part, ce sont des impressions personnelles qu'elle met en œuvre. Une étude de M. Faguet, c'est un auteur, c'est une âme vue à travers son esprit. C'est donc là de l'impressionnisme, un impressionnisme très intelligent, si l'on veut, mais de l'impressionnisme. Le critique peut être parfois soupçonné de mettre dans ses représentations une logique qui n'est pas toujours dans la réalité.

Cette objection, je l'avoue, me frappe peu. Il me semble que, critiques ou historiens, nous faisons tous ainsi, et que, d'ailleurs, nous serions bien embarrassés de faire autrement. Nous ne voyons jamais une âme humaine, une œuvre humaine à l'état pur en quelque sorte, mais toujours à travers nous-mêmes. Et, au total, connaît-on beaucoup d'esprits critiques qui représentent aussi fidèlement et déforment aussi peu la réalité que celui de M. Faguet?

On lui a reproché aussi, — c'est M. Lanson, — son « indifférence à l'égard de l'érudition méthodique. » L'objection ici est plus spécieuse. Il est certain qu'on ne trouve pas, dans les livres de M. Faguet, grande accumulation de textes, de notes et de citations. Très « honnête homme, » il a évidemment en horreur le pédantisme, l'étalage, toujours facile, d'une érudition qui est souvent de bien fraîche date. En général d'ailleurs, il est très suffisamment informé, et il a fort bien lu les textes dont il parle. Et toutefois, avouons-le, on voudrait, pour être pleine-

ment rassuré sur l'exactitude de ses constructions, sentir les textes souvent plus près de nous; des citations plus nombreuses seraient parfois les bienvenues. On souhaiterait aussi une connaissance plus large et plus approfondie de la « littérature » des sujets qu'il traite : M. Faguet oublie quelquefois, ou néglige, selon la belle formule de Taine, d'« ajouter à son esprit tout ce qu'on peut puiser dans les autres esprits. » Et il est possible qu'une information plus minutieuse l'eût conduit, dans certains cas, à des résultats un peu différens de ceux auxquels il aboutit. Il est vrai que si M. Faguet s'était encombré de tous les scrupules que l'érudition contemporaine inflige à ceux qui en ont le culte ou l'obsession, il eût moins écrit, traité moins de sujets, répandu moins d'idées. Or, c'est une question de savoir si cela eût au fond mieux valu. Je suis de ceux qui hésiteraient fort à la trancher par l'affirmative. L'essentiel, après tout, en critique comme ailleurs, c'est peut-être encore d'être intelligent.

Il y a un dernier reproche qu'on serait en droit d'adresser à M. Émile Faguet. Sa critique, comme d'ailleurs celle de Taine, est trop *statique :* elle immobilise, elle cristallise, si je puis ainsi dire, l'objet de son étude ; elle embrasse l'ensemble d'une pensée et d'une œuvre, et non pas la succession des époques d'une pensée et d'une œuvre ; elle tend à appliquer à des esprits très différens des cadres un peu extérieurs et toujours les mêmes; bref, elle ne suit pas d'assez près le mouvement même de la vie, l'évolution d'une pensée et d'une âme. Et cela ne laisse pas de lui donner parfois, aux yeux d'esprits prévenus, quelque chose d'un peu abstrait et artificiel.

Mais tout ceci revient à dire que la méthode de M. Faguet, comme toutes les méthodes du monde, encore une fois, a ses inconvéniens. Seulement, il faut s'empresser d'ajouter que les inconvéniens seraient plus graves, si la méthode était maniée par des mains plus gauches, par des esprits moins consciencieux et moins vigoureux que M. Faguet. Dans son cas, ils sont aussi réduits que possible. Il a suivi sa pente, et il a bien fait de la suivre. Et il nous a donné sur tous les grands écrivains français des études plus psychologiques et morales peut-être que proprement littéraires, mais qui, le plus souvent, sont d'une justesse, d'une profondeur, d'une lucidité difficiles à surpasser.

Ces travaux d'ailleurs ne nous renseignent pas seulement sur les écrivains qu'ils ont pour objet d'étudier; ils nous renseignent

aussi sur M. Faguet lui-même, sur son tour d'esprit et ses tendances générales.

Il est d'abord à remarquer que les purs artistes, poètes, romanciers, dramaturges, sont ceux qu'il a le moins bien traités. Sans doute il les comprend : car qu'est-ce que ne comprend pas M. Faguet? Mais pourtant, il entre moins en eux, moins volontiers, et comme avec regret ; on sent qu'il a pour eux une sympathie moins spontanée et moins profonde. Dans les études qu'il leur a consacrées, il y a beaucoup à prendre, certes ; mais on pourrait y relever quelques erreurs, des méprises ou des lacunes. Il a, par exemple, été bien dur, — aussi dur que ce puritain de Scherer, — et, je crois, un peu injuste pour Gautier. Ne nous en étonnons point : il y avait entre l'auteur des *Émaux et Camées* et son critique une trop violente opposition de nature.

Mais les écrivains qu'aime visiblement M. Faguet, et qu'il analyse et qu'il comprend à fond, ce sont ceux qui pensent, qui ont des idées. Et plus ils en ont, plus ces idées sont hautes et fortes, plus il est ravi, plus il leur est sympathique, mieux il les comprend et les fait comprendre. Son étude sur Montesquieu par exemple, dans son *Dix-huitième siècle*, c'est presque du lyrisme. Cette fois, il est en compagnie d'un esprit de sa propre famille (1), et il s'en réjouit, et il s'y attarde. En revanche, s'il s'est montré si sévère pour Voltaire, c'est que Voltaire lui a causé une déception ; il a été surpris, impatienté du petit nombre et de l'incohérence des idées qu'à l'épreuve il rencontrait chez le patriarche de Ferney : il s'attendait à trouver un penseur, et il n'a trouvé qu'un homme d'esprit. Il lui a fait payer un peu cher sa désillusion.

Tout ceci se ramène à dire que la marque propre de M. Émile Faguet comme critique est d'être un penseur lui aussi, un logicien même, un logicien d'une vigueur, d'une puissance, d'une lucidité incomparables. J'ai déjà prononcé le mot de lucidité à son sujet. Plus j'y songe, et plus il me semble que c'est le mot qui caractérise le mieux son talent. La lucidité, c'est la faculté maîtresse de M. Faguet.

(1) « On sent qu'il n'y a pas eu de vie intellectuelle plus forte, plus intense, et, avec cela, plus libre ni plus sereine. » Cette phrase de M. Faguet s'applique très bien à Montesquieu ; mais elle s'appliquerait tout aussi bien à M. Faguet lui-même.

III

L'originalité de cette critique ne s'est pas manifestée et imposée du premier coup, — les générations spontanées ne sont pas dans la nature ; — mais au contraire, elle s'est peu à peu et progressivement dégagée. Elle n'apparaît pas très clairement encore dans le volume d'« études littéraires et dramatiques » sur *les Grands maîtres du XVIIe siècle*, qui parut deux ans après la thèse de doctorat. Le livre est sans doute intéressant, personnel et vivant ; mais c'est encore un livre de début, et un ouvrage un peu scolaire. Assurément nous avons été rendus, par ce qu'il a écrit depuis, un peu sévères pour M. Faguet : mais, à côté d'un excellent et très suggestif *Fénelon*, nous sommes tentés aujourd'hui de trouver que son *Bossuet* est un peu rapide, et son *Pascal* un peu maigre. Le livre a été remanié depuis lors, et augmenté de deux remarquables études sur Descartes et sur Malebranche ; je ne sais si les autres études n'eussent pas gagné à être entièrement récrites par un maître en pleine possession désormais de sa méthode et de son talent.

L'année suivante, paraissait le volume intitulé *Dix-neuvième siècle : Études littéraires*. Cette fois, l'auteur commençait à prendre date et rang dans tous les publics. Le livre eut du succès, un succès très justifié par son mérite et qui n'a fait que s'affermir (1). Scherer, dans *le Temps*, Ferdinand Brunetière ici même, lui consacraient d'importans et élogieux articles. De fait, il contenait sur Victor Hugo, sur Lamartine, sur Vigny, sur Chateaubriand, quelques études de tout premier ordre, et dont l'une au moins, — sur Chateaubriand, — comme travail d'ensemble, n'a, je crois, pas encore été dépassée. Cette fois, il n'y avait pas à s'y méprendre : un vrai critique nous était né.

Et quatre ans plus tard, dans les premiers mois de 1890, paraissait ce *Dix-huitième siècle*, qui reste une date dans l'histoire de la pensée contemporaine, et qui devait soulever tant de protestations et de clameurs. Pour bien comprendre la signification et la portée d'un événement littéraire, qu'on faillit transformer en un événement politique, il faut se reporter à l'époque,

(1) L'ouvrage est aujourd'hui parvenu à la 34e édition.

hélas ! bien lointaine, quoique pourtant si proche de nous, où le livre fut publié.

On sortait de la crise boulangiste et de l'Exposition du Centenaire. Un apaisement se produisait dans les esprits. Le parti républicain triomphant faisait mine d'être généreux et de tendre la main à ses adversaires : on allait bientôt parler d' « esprit nouveau. » Le vieil anticléricalisme voltairien semblait avoir fait son temps. La haute et cordiale intelligence d'un admirable pape allait prêcher la réconciliation politique et la justice sociale. Les passions se calmaient; on jugeait avec plus de calme, plus de sévérité aussi, l'esprit de négation, d'individualisme et d'anarchie issu de la philosophie du XVIIIe siècle ; de nouvelles aspirations morales et religieuses se faisaient jour ; on se retournait avec attendrissement, avec envie parfois, vers les croyances du passé. Taine achevait ses *Origines*, et allait bientôt donner ses fameux articles sur *l'Église*. M. de Vogüé venait de publier ses nobles *Remarques sur l'Exposition du Centenaire*. M. Bourget venait de faire paraître *le Disciple*, et Ferdinand Brunetière, en attendant des déclarations plus décisives, lui prêtait l'appui de sa vigoureuse éloquence. M. Édouard Rod méditait déjà les *Idées morales du temps présent*. M. Lanson écrivait son beau livre sur *Bossuet* qu'il devait faire précéder d'une curieuse et suggestive *Préface*. M. Paul Desjardins allait publier *le Devoir présent*. Moment unique et douloureusement éphémère de notre histoire morale, et auquel maintenant on ne peut songer sans mélancolie. Que reste-t-il aujourd'hui de ces rêves, de ces illusions peut-être, dont se berçaient, il y a vingt ans, les plus généreux d'entre nous? Entre la frivolité des uns, l'habileté, l'étroit dogmatisme ou les grossiers appétits des autres, quelle place y a-t-il désormais, — au moins extérieurement, — pour ces inquiétudes d'autrefois?...

Ce fut au milieu de ces préoccupations assez nouvelles que parurent les *Études littéraires sur le Dix-huitième siècle*. Rarement livre vit le jour plus à son heure, et, sans que l'auteur l'eût, je crois, délibérément voulu, répondit mieux au besoin général des esprits. M. Faguet y dressait pour ainsi dire le bilan de l'esprit du XVIIIe siècle : cela avec une maîtrise du sujet, une vigueur dialectique, une justesse de formule, une autorité d'accent, une verve de style littéralement étourdissante. Ce que Brunetière d'une façon successive, intermittente et fragmentaire,

au cours de ses articles sur Voltaire, Rousseau, Diderot, par exemple, avait déjà supérieurement commencé, ce que Taine, quinze ans auparavant, avait en partie fait dans *l'Ancien Régime*, M. Faguet, librement, à sa manière et à son heure, le refaisait à son tour : il dénonçait fortement et en bloc ce que Brunetière devait appeler plus tard, au seuil de ses études sur *l'Utilisation du positivisme*, « l'erreur du XVIIIe siècle, » qui est, essentiellement, d'avoir rompu avec la tradition de « cinq ou six siècles de civilisation et de culture nationales. » Et à discuter dans le détail les paradoxes que les principaux représentans de ce « siècle enfant » ont jetés dans la circulation, la lucidité spirituelle de sa droite raison s'élevait parfois jusqu'à une généreuse éloquence :

S'il est vrai, non d'une vérité de théorie, de spéculation et de souper, mais vrai historiquement, et dans le réel, que les hommes, les hommes en chair, les hommes qui vivent et souffrent, ont reçu un accroissement de souffrance du christianisme et des notions trop subtiles et dangereuses pour eux à manier qu'il apportait, — *ce que j'admets qu'on peut prétendre,* — si cela est vrai, ou si l'on en est convaincu, il ne s'agit pas de réserver cette vérité à une aristocratie de beaux esprits, et d'en écrire des *Ingénus;* il faut sauver ces hommes qui pâtissent et les arracher à leur torture. Dire : il faut un Dieu... pour le peuple, ce n'est pas trop loyal; mais j'admets cela. Dieu consolateur vague, Dieu rémunérateur et punisseur lointain, que vous n'y croyiez guère et que vous vouliez que les simples y croient, c'est un dédain, peut-être une pitié; ce n'est pas une cruauté. Mais dire : l'histoire, la réalité terrestre, est atroce à partir du Christ: il convient qu'elle cesse pour nous, et il nous est utile que pour les humbles elle continue; c'est cela qui est monstrueux.

Et ce n'est pas monstrueux, parce que c'est de Voltaire. Il est trop léger pour être cruel. Il dit des choses énormes en pirouettant sur son talon...

On cria naturellement au « cléricalisme. » En France, on crie toujours au cléricalisme, toutes les fois que certaines « vérités » officielles sont atteintes : c'est le « tarte à la crème » de tous ceux qui ont gardé une mentalité « primaire. » Il était pourtant fort aisé de voir que l'auteur des très beaux articles sur Bayle, — « son cher Pierre Bayle, » — sur Montesquieu, sur Buffon, même sur Voltaire (1), n'était rien moins qu'un fanatique. Loin d'être l'œuvre d'un « clérical » ou d'un « réactionnaire, » ce livre sur le *Dix-huitième siècle* était, manifestement, l'œuvre d'un très « libre esprit, » et même d'un « vieux

(1) L'article sur Voltaire allait être suivi, à quelques années d'intervalle, d'un livre sur Voltaire du même auteur, où il est permis de trouver, cette fois, un peu trop d'optimisme.

libéral. » Si quelques-unes de ses conclusions sont favorables à la religion, M. Faguet n'a pas assurément la faiblesse de s'en alarmer, mais au fond, il n'en a cure. Peu d'esprits, je crois, ont été plus détachés des croyances confessionnelles. « Je n'ai aucune disposition mystique, » déclare Taine quelque part dans sa *Correspondance*. Ce qui n'était qu'à moitié vrai de Taine l'est, je crois, entièrement de M. Faguet; et quand M. Faguet, parlant de Taine, dit : « Personne ne fut moins religieux, » le mot s'applique surtout à M. Faguet lui-même. Il a pour les religions en général, et en particulier, comme il l'a dit d'un autre (1), « pour le catholicisme le respect bienveillant qu'ont eu pour lui la plupart des penseurs et des moralistes du XIXe siècle; mais ce n'est pas pour un raffermissement du catholicisme en France qu'il travaille. » Il estime que l'état religieux est un état plutôt sain de l'esprit, et d'autre part, il sait trop quels étroits rapports la morale entretient avec la religion pour verser jamais dans l'anticléricalisme. Pour son propre compte, il est tout simplement, comme l'était déjà celui de tous nos grands écrivains qu'il aime peut-être le mieux, à savoir Montaigne, il est *areligieux*, et il l'est, pour la même raison qu'il est positiviste, parce qu'étant épris d' « idées claires et distinctes, » la théologie lui fait l'effet d'une métaphysique aussi aventureuse que l'autre. « L'homme est un animal mystique, écrira-t-il dans son étude sur Bayle. Il aime ce qu'il ne comprend pas, parce qu'il aime à ne pas comprendre. » M. Faguet, lui, n'aime pas à ne pas comprendre. « On me connaît assez peut-être, — disait-il tout récemment encore, à propos d'Emerson, — pour bien penser qu'encore que je ne sache où jeter l'ancre, assurément je la jette encore moins qu'ailleurs dans ces nuages (2). » Je sais, ou crois savoir ce que l'on peut répondre; mais il ne s'agit pas de réfuter M. Faguet, il s'agit de le définir. Et s'il est nécessaire, ce qui n'est peut-être pas entièrement prouvé, de n'avoir aucune espèce de parti pris pour avoir le droit d'aborder certaines questions, on ne pourra certes accuser M. Faguet de les aborder avec un parti pris religieux.

Et c'est précisément là ce qui fait la haute valeur et l'intérêt

(1) M. Paul Desjardins, à propos du *Devoir présent*. Tout l'article qui marque d'expresses, et d'ailleurs très justes réserves, auxquelles l'avenir devait donner raison, est à relire pour préciser, sur cette question religieuse, qu'il n'aborde pas très volontiers en face, la pensée de M. Faguet (*Propos littéraires*, 4e série, p. 11).

(2) *Revue latine* du 25 juin 1908, p. 361.

historique du jugement qu'il a porté sur le XVIIIe siècle et sur ses principaux écrivains : son témoignage est celui d'un pur positiviste. N'ayant à défendre aucun *credo* philosophique ou religieux, n'appartenant à aucune secte, ni à aucun parti, le plus indépendant des hommes et le plus libre des esprits, armé du bon sens le plus droit, et le plus rectiligne en quelque sorte, de la raison la plus loyale, la plus exigeante aussi et la plus réaliste qui fut jamais, il a étudié en conscience les hommes et les doctrines qui s'offraient à son examen; il leur a demandé et il a discuté leurs titres; et, son enquête une fois terminée, il en a exposé les résultats avec une vivacité alerte et spirituelle, qui n'a choqué que ceux qui n'aiment pas qu'on mette du talent au service des idées qu'ils ne partagent pas, mais avec une indéniable et presque candide impartialité. Il est possible que sur certains points, — et je le crois, pour ma part, — son verdict ait été un peu trop sévère. Mais qu'il ait été rendu avec sérieux, et après mûre délibération, c'est ce qu'il est impossible de contester. Il s'en dégageait, à vrai dire, très nettement le conseil de ne pas prendre pour conseillers et pour guides, dans nos affaires présentes, ceux que l'on était convenu d'appeler les « philosophes. » Et la leçon porta, d'autant plus persuasive qu'elle était discrète, et qu'elle ressortait du livre lui-même, mais qu'elle ne l'avait pas dicté.

Une chose aussi était à remarquer dans ces études dites « littéraires » sur le XVIIIe siècle : c'était combien y sont profondément étudiés ceux qui ont posé le problème politique et moral. Visiblement, le critique se sent particulièrement attiré par eux : des onze études qui composent le livre, celle qu'il a évidemment écrite avec le plus d'allégresse et d'amour, c'est celle qu'il a consacrée au « moraliste politique » Montesquieu, en raison sans doute d'une certaine affinité de nature entre le peintre et son modèle, en raison aussi des questions discutées par l'auteur de l'*Esprit des Lois*. Ces questions qui semblent bien avoir toujours préoccupé M. Émile Faguet le préoccupent maintenant de plus en plus. Et c'est en effet vers le même temps que, sans d'ailleurs renoncer à la critique proprement littéraire, il commence cette série d'études sur les *Politiques et Moralistes du XIXe siècle* qu'il n'achèvera qu'en 1900, et qui contient peut-être quelques-uns de ses plus assurés chefs-d'œuvre. Dans cet ordre d'idées, on n'a rien écrit de plus pénétrant, de plus fort, de plus lucide,

— il faut répéter le mot, — que les pages qu'on a pu lire ici même, sur Auguste Comte. J'aurais, personnellement, peut-être certaines réserves à présenter sur les articles relatifs à Lamennais, à Taine, surtout à Bonald. Mais combien d'autres, — sur Joseph de Maistre, par exemple, sur Benjamin Constant, sur Ballanche, sur Renan, — dont il sera difficile de surpasser, ou même d'égaler, la lumineuse et agile concision!

A ces nouveaux sujets d'études politiques et morales, M. Faguet applique toujours la même méthode d'analyse et de reconstruction que nous avons essayé de définir tout à l'heure; mais cette fois, elle est appliquée à des esprits dans lesquels le critique entre pleinement, et qui ont agité des problèmes qui l'intéressent lui-même passionnément. Aucun, ou presque aucun des écrivains qu'il a étudiés dans ces trois volumes n'a écrit pour écrire, mais pour répandre des idées, et pour agir. Ce sont tous, à l'exception peut-être de ce pauvre homme de Stendhal, « des esprits penseurs. » Aussi, quelle joie d'entrer dans l'intimité de ces hautes intelligences, de contempler longuement les palais d'idées qu'ils ont construits et où ils voulaient abriter l'humanité tout entière, d'en examiner le fort et le faible, et, sans rien dissimuler des vices secrets de l'édifice, de le reconstruire sous les yeux du lecteur, parfois plus solide et plus harmonieux qu'il ne l'était dans la réalité de l'histoire! M. Faguet s'est donné cette joie, et il nous l'a fait partager. Suivant son habitude, il a fait de chacun de ces trois volumes un recueil de monographies, et en tête de chacun d'eux il a mis une *Préface* où il ramassait les vues d'ensemble que ses études particulières lui suggéraient sur la période historique qu'il examinait. Mais, à la manière dont il a conçu sa tâche, ces trois volumes constituent une véritable enquête sur l'histoire morale du XIXe siècle. Essayons d'en indiquer l'esprit et d'en dégager les conclusions.

Ces études sur les *Politiques et Moralistes du XIXe siècle* sont la suite directe et logique des « études littéraires » sur le *Dix-huitième siècle*. L'attitude d'esprit qu'elles manifestent n'a pas varié : c'est, dans les deux cas, le témoignage très impartial, très objectif, d'un positiviste, mais d'un vrai positiviste, à la manière de Comte, non pas à celle de Littré.

Sur ces hautes questions de morale individuelle et sociale, de la solution desquelles dépend l'avenir prochain de la patrie commune, et peut-être même de l'humanité, les deux derniers

siècles ont abondamment spéculé; ils ne se sont pas contentés de spéculer, ils ont agi; les idées qu'ils ont remuées ne sont pas restées de simples notions abstraites, elles sont devenues des forces sociales, vivantes et agissantes; elles n'ont pas été reléguées dans les lointains brouillards du ciel métaphysique; comme les dieux d'Homère, elles sont descendues sur la terre : non contentes de séduire les intelligences, elles ont tenté d'agir sur les volontés. De tous ces systèmes et de tous ces efforts, laborieusement poursuivis pendant deux siècles, que subsiste-t-il aujourd'hui? Qu'a-t-on irrémédiablement détruit? Et qu'a-t-on vraiment fondé? Parmi les ruines accumulées, parmi les restaurations, et les constructions nouvelles, aperçoit-on quelques aménagemens solides pour y abriter l'œuvre de l'avenir? En un mot, quel est, non pas théoriquement, mais dans l'humble réalité quotidienne, le legs moral des deux siècles qui ont précédé le nôtre, et de quel viatique spirituel ont-ils finalement muni les jeunes générations qui arrivent maintenant à la vie? Telle est, dans toute sa précision et dans toute son ampleur, la question qui domine l'enquête entreprise par M. Faguet sur les politiques et moralistes du XVIIIe et du XIXe siècle, et qui en fait la secrète et profonde unité. C'est pour y répondre qu'à travers mille autres besognes moins importantes ou moins graves, mille « divertissemens » littéraires ou pédagogiques, il l'a poursuivie patiemment pendant plus de dix années de sa vie, et menée diligemment à bonne fin. Cette vaste et précieuse enquête, on l'a dit avec esprit et avec justesse, — n'est-ce pas Auguste Sabatier? — c'est la « confession d'un enfant du siècle. »

Confession très sincère, mais au total singulièrement mélancolique. Elle se ramène à ceci : le XVIIIe siècle a détruit l'ancien pouvoir spirituel; le XIXe a essayé de le restaurer, ou d'en fonder un nouveau; mais dans les deux cas, surtout peut-être dans le second, il a radicalement échoué. « Ce siècle fécond en avortemens, comme on a dit avec trop d'esprit et trop de vraisemblance, a été cruel à ceux qui ont cru que l'humanité a tellement besoin d'une direction morale que, quand elle en manque, elle en restaure une ancienne ou en crée une. Je suis persuadé qu'ils ont raison; mais ils ont raison pour le passé et pour l'avenir; et ils n'ont pas été prophètes du présent. »

Voyez plutôt. « Le XVIIIe siècle, c'est une religion qui s'en va, emportant avec elle la morale où elle était comme liée. Les

morales puissantes et durables se fondant, à l'ordinaire, sous forme religieuse, ce que l'historien moraliste attend dans les premières années du XIXe siècle, c'est un essai de religion nouvelle, et il n'est rien, par exemple, qui l'étonne moins que la tentative saint-simonienne. » Mais c'est ce dont on ne s'avise pas tout d'abord. Tandis que les uns, comme Royer-Collard et Guizot, presque tout absorbés par le problème politique, songent surtout à assagir, à réprimer peut-être l'élan démocratique par le développement de la liberté, que d'autres, comme Mme de Staël et Benjamin Constant, protestans libéraux avant la lettre, rêvent d'un vague christianisme sans dogmes étroitement associé à un large rationalisme, d'autres enfin, comme Joseph de Maistre et Bonald, veulent tout simplement ramener les esprits aux fortes croyances religieuses du passé. — Puis vient une nouvelle génération de penseurs, moins engagés dans les voies du XVIIIe siècle, plus pénétrans, plus généreux, plus hardis surtout, et qui ceux-là posent le grand problème moderne dans toute sa force et sa complexité.

Qui de nous, qui de nous va devenir un Dieu?

Ce sont, ceux-là, des rénovateurs ou des fondateurs de religions. Les uns, — un Ballanche, un Lamennais, — prêchent un catholicisme rajeuni, progressif, évolutif, enrichi et agrandi de tout l'effort de la pensée moderne. Un autre, un fougueux et fumeux protestant, Edgar Quinet, veut un protestantisme « ardent comme une foi, combatif et ardent comme une secte et libre comme une philosophie. » Un autre, Fourier, « un pur anarchiste, » divinise l'homme individuel et réalise en chacun de nous le miracle du pouvoir spirituel. Un autre, Victor Cousin, invente l'éclectisme, en fait une religion nouvelle et de son « régiment » universitaire un nouveau clergé. Un autre encore, Saint-Simon, rêve le premier d'une religion inédite, et fut « comme un fondateur de religion qui n'aurait jamais songé qu'à constituer un clergé. » Un dernier enfin, Auguste Comte, « a vu tout le problème du pouvoir spirituel et l'a abordé avec une franchise et une hardiesse absolues. » Il a vénéré les religions disparues et périmées, et il en a fondé une de toutes pièces. Et tous ils ont échoué, comme leurs prédécesseurs. — Survient alors une dernière génération de hauts et vigoureux esprits, tous très différens les uns des autres, et dont le seul trait commun est

de constater « la faillite générale » de ceux qui les ont précédés. Positivistes, sceptiques, ou simples observateurs, tous, Renan comme Taine, et Sainte-Beuve comme Proudhon, et Stendhal comme Tocqueville, tous ont complètement abandonné le rêve du pouvoir spirituel qu'avaient si passionnément caressé les philosophes antérieurs, et dont la vanité leur est trop clairement apparue. Venus après ces idéalistes intrépides, « ils ont visé moins haut, ont embrassé l'avenir avec moins de confiance et de hardiesse, ont tenté de moins grandes choses, nous laissent sur une impression plutôt de découragement, de désillusion et de lassitude. » Et ainsi, de proche en proche, on en est revenu, ou peu s'en faut, à l'état général des esprits, des doctrines et des âmes qui régnait chez nous à la veille de la Révolution. C'est, à proprement parler, la banqueroute de l'idéal spirituel du XIXe siècle.

Voilà, rapidement, et grossièrement esquissée, la philosophie de l'histoire morale du siècle qui vient de finir, telle du moins qu'elle ressort de la longue et consciencieuse enquête instituée par M. Faguet. Je ne puis malheureusement donner une idée de la haute sérénité, de l'impartialité pénétrante, de la verve inventive, de l'ingéniosité spirituelle et souvent profonde, de la vigueur logique, de la souveraine clarté enfin avec laquelle cette enquête a été conduite. Est-ce à dire d'ailleurs que ces rares qualités n'aient point parfois leur rançon? Si certaines parties de cette vaste synthèse donnent vraiment l'impression du définitif, d'autres n'appelleraient-elles pas certaines restrictions et réserves? Cette vue d'ensemble du mouvement philosophique et religieux au XIXe siècle serait-elle si lumineuse, si, çà et là, les lignes générales n'en étaient pas un peu simplifiées? La réalité de l'histoire est peut-être plus complexe, plus ondoyante et plus diverse que, parfois, ne le laisse entendre M. Faguet. Par exemple, — et cette observation, je le reconnais, ne change en rien les conclusions générales de l'historien moraliste, — est-il bien sûr que Taine ait été de tous points « le positiviste pessimiste » et sans espérance que l'on nous représente? Lui aussi, ce me semble, a cru, et jusqu'au bout, à l'avènement d'un « pouvoir spirituel, » qui était celui de la *Science;* et je sais, je crois même l'avoir dit, qu'à cet égard, son tempérament démentait sa doctrine, et que s'il avait l'intelligence optimiste, il avait au contraire la sensibilité profondément pessimiste; mais enfin, en matière doctrinale, nous avons à tenir compte des idées plus que du tempérament per-

sonnel. D'autre part, — et M. Faguet paraît bien, à plus d'une reprise, avoir entrevu l'objection, — d'autre part, est-il entièrement prouvé que le XVIIIe siècle ait définitivement ruiné les « pouvoirs spirituels » d'autrefois? Si, par hasard, — un siècle est peu de chose dans l'histoire de l'humanité, — ces pouvoirs spirituels n'avaient subi qu'une éclipse momentanée et qu'ils dussent, quelque jour, rallier à nouveau l'adhésion générale des consciences? Pure hypothèse, dira-t-on. Sans doute; et il faut laisser à l'avenir le soin de trancher la question. Mais une chose est sûre cependant. Ces anciens pouvoirs spirituels ne sont pas morts : le catholicisme et le protestantisme, pour les appeler par leur nom, ont tous deux survécu à l'assaut de la philosophie du XVIIIe siècle; ils ont continué à vivre, à se développer, à évoluer durant tout le cours du XIXe siècle; ils ont continué, pour un nombre considérable d'âmes, à remplir leur ancien office, et, dans l'histoire morale du siècle qui vient de s'achever, leur histoire respective n'est point chose négligeable Or, c'est cette histoire qui manque dans le livre de M. Faguet. L'histoire réelle et vivante du catholicisme en France au XIXe siècle n'est pas tout entière contenue dans l'œuvre de Joseph de Maistre et de Bonald, de Ballanche et de Lamennais; et pareillement, Mme de Staël et Constant, Guizot et Quinet ne sont pas tout le protestantisme français au siècle dernier. Il manque donc un élément essentiel à la puissante synthèse tentée par M. Faguet : il ne nous a guère présenté, si je puis ainsi dire, que la face livresque de la pensée religieuse et morale du XIXe siècle. Si quelque jour il entreprend d'écrire cette *Histoire philosophique du christianisme* qui l'a quelquefois tenté, il comblera, j'en suis sûr, cette importante lacune, et, sans peut-être modifier grand'chose à ses conclusions, il sera amené à retoucher un peu, sur certains points, le tableau d'ensemble qu'il nous a magistralement tracé.

Ce sont là, je le sais, chicanes un peu pédantesques. C'est la part de l'envie, comme disait Pascal. M. Faguet, d'ailleurs, je l'ai dit, a si bien pressenti l'objection qu'il écrit lui-même ceci, dans l'*Avant-propos* de son dernier volume :

Et pendant ce temps-là, les vieilles forces intellectuelles et morales qui se trouvaient en présence dans toute l'Europe au XVIIIe siècle, *catholicisme contre protestantisme, se sont retrouvées face à face et se partagent les esprits* que la philosophie indépendante a comme laissé échapper; et ce phéno-

mène qui étonne quelques-uns, n'a rien qui puisse beaucoup surprendre, après l'avortement du nouveau « Pouvoir spirituel » rêvé par les chimériques tant raillés de 1840... Je ne serais pas étonné du tout qu'il y eût au xxe siècle une France catholique très vigoureuse ; et que Dieu nous en préserve, car elle ne serait pas tendre pour la minorité protestante et libre penseuse. Et je ne serais pas étonné, — car ce n'est pas toujours la majorité numérique qui gouverne, — qu'il y eût au xxe siècle une France protestante très énergique ; et que Dieu nous en garde pour la même raison que tout à l'heure en sens inverse.

Pour son propre compte, ses vœux vont ailleurs, et ils sont intéressans à enregistrer. Ce que souhaite avant tout M. Faguet, c'est « qu'il vienne un homme qui, par l'autorité du génie, » développe en « ce pays si éprouvé » le culte énergique et passionné du patriotisme. Il voudrait encore que ce héros de demain déshabituât les Français de la dangereuse et décevante « chimère de l'égalité, » et enfin qu'il « se donnât surtout pour mission d'instruire de ses devoirs et de ses intérêts l'aristocratie qui s'élève. » Quelle sera cette aristocratie qui se forme ? Ploutocratie, Église catholique, Église protestante, armée ? On ne sait encore. On ne sait qu'une chose, c'est que « le secret social est parfaitement dans la devise : Liberté, Égalité, Fraternité. La Liberté et l'Égalité sont contradictoires, mais l'antinomie qu'elles constituent, la Fraternité la résout. » Et l'historien conclut par cette noble page :

Tout nous ramène à cette vérité qu'il n'y a d'élément actif dans l'humanité que l'amour, et particulièrement dans une nation que le patriotisme, et que « Aimez-vous les uns les autres » est le dernier mot et tout le secret ; et que si l'on a dit avec raison qu'au fond la question sociale est une question morale, cela tient à ce que toutes les questions politiques sont au fond une question morale.

C'est pour cela que j'avais choisi pour titre de cette série d'études les mots : *Politiques et Moralistes*. C'est pour cela que je ne m'y suis occupé que de ceux qui, en même temps que des politiques, ont été des moralistes, ou ont prétendu l'être. C'est pour cela que j'appelle de mes vœux un grand penseur, ou plusieurs, qui, comme la plupart de ceux que je viens d'étudier, se posent toujours en même temps le problème moral et le problème politique et s'efforcent sans cesse d'éclaircir l'un aux lumières de l'autre. Je souhaite que les moralistes politiques qui nous viendront au prochain siècle aient tout le talent de ceux du siècle qui finit et plus de bonheur à fonder quelque chose.

IV

M. Faguet a essayé d'être l'un de ces « moralistes politiques. » Il était comme prédestiné à l'être. L'homme qui, dès 1869, écri-

vait des articles politiques dans un journal de province, ne pouvait manquer d'en écrire plus tard, de plus amples et de plus mûris, dans des Revues parisiennes. C'était là d'ailleurs le prolongement naturel, l'aboutissement presque nécessaire, sinon de toute son œuvre antérieure, tout au moins de la partie la plus forte, la plus grave et la plus méditée de son œuvre antérieure. Déjà, nous l'avons indiqué, dans son *Dix-huitième siècle*, dans son *Seizième siècle* aussi, dans ses *Politiques et Moralistes du XIXe siècle*, il ne se contente pas d'analyser et de résumer les systèmes de politique ou de morale qui s'offrent à son examen ; il les critique, il les discute ; incidemment, et particulièrement dans ses *Préfaces*, nous venons de le voir, il donne librement son avis, soit sur des points de détail, soit même sur d'assez importantes questions actuelles. Il n'était pas besoin d'être fort perspicace pour deviner que sa pensée était comme hantée par le problème politique et social, et que ce problème, un jour ou l'autre, il l'aborderait directement. Ce jour ne tarda pas à arriver. En 1899, paraissait un premier volume de *Questions politiques*, simple recueil d'articles dont les plus anciens étaient datés de 1897. Ce volume fut suivi de plusieurs autres : *Problèmes politiques du temps présent, la Politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire, le Libéralisme, l'Anticléricalisme, le Socialisme en 1907, le Pacifisme, Discussions politiques*. A l'aide de ces sept ou huit volumes, on peut caractériser, dans leurs lignes générales, les conceptions politiques de M. Faguet.

Comme les études littéraires sur le *Dix-huitième siècle*, ces études politiques et sociales paraissaient bien à leur heure. Depuis une dizaine d'années, — il est devenu banal de le constater, — la vie intérieure du pays traverse une crise qui n'est peut-être pas près d'être terminée, et dont il est bien difficile, tant est confuse la mêlée des intérêts et des doctrines, de prévoir ce qui pourra sortir. Quel sera le sort des multiples expériences que les partis au pouvoir tentent tumultueusement tous les jours? Quelle en sera la répercussion sur notre politique extérieure, et la place que nous occupons dans le monde en sera-t-elle accrue ou diminuée? Vers quelles destinées, glorieuses, médiocres ou obscures, la France d'aujourd'hui s'achemine-t-elle fiévreusement? La question est de celles que ne se pose pas sans angoisse tout esprit réfléchi et sincère ; et l'on conçoit sans

peine que tous ceux qui ont qualité pour parler et se faire entendre croient devoir exprimer leurs inquiétudes et donner sur les questions en cours de discussion leur avis librement motivé. « Par l'effet tout naturel, — écrivait M. Faguet, il y a huit ans, — par l'effet tout naturel de causes qu'il serait bien inutile d'énumérer, tant elles sont évidentes, la plupart des hommes de lettres considérables qui ne s'étaient depuis vingt ans occupés que de littérature, se sont, depuis quelques années, préoccupés avec inquiétude, avec ardeur et même avec passion, de questions politiques. C'est M. Jules Lemaître, c'est M. Anatole France, c'est M. Coppée, c'est M. Brunetière. Je ne nomme que les plus grands. » A tous ces noms on peut joindre celui de M. Faguet. Et il y a des chances pour que la consultation politique qu'il nous donne vaille bien, en désintéressement, en générosité et en sagesse, celle de tel politicien en renom.

Elle est en tout cas singulièrement séduisante de forme et de ton. « Le style d'un bon auteur, a-t-il dit quelque part, est avant tout le style d'une conversation entre « honnêtes gens » convenablement instruits (1). » Jamais peut-être M. Faguet n'a réalisé plus complètement son idéal que dans ses livres sur les « problèmes politiques du temps présent. » On y retrouve toutes ses qualités habituelles : parfaite possession et domination des sujets traités, remarquable lucidité de l'exposition, vigueur entraînante de la dialectique, mais rehaussées peut-être par l'aimable familiarité du tour, par la vivante allure de la causerie. Rien de pédant, rien de gourmé dans ces livres de sociologie : une aisance merveilleuse dans la discussion des questions les plus abstruses ; une clarté, une agilité, un besoin d'être toujours compris qui sont comme une déférence perpétuelle à l'égard de la pensée du lecteur ; une bonne grâce infatigable et volontiers souriante, même quand elle s'attriste ; de l'esprit, beaucoup d'esprit, ce qui ne gâte rien ; un ton de bonne compagnie qui charme et qui surprend, tant il nous dépayse. En effet, M. Faguet nous reporte à deux siècles en arrière, il a lu et bien lu Montesquieu : il est ce qu'on eût appelé jadis « l'honnête homme » de la science politique.

Un autre trait de cette série d'études, c'en est, si je puis dire, le *réalisme* supérieur. « Le bon sens, écrivait Descartes, est la

(1) *Dix-neuvième siècle*, p. 323.

chose du monde la mieux partagée. » Si le mot bon sens avait, dans la langue du XVIIe siècle, exactement la même valeur que dans la nôtre, on dirait volontiers que voilà bien le propos d'un tout jeune homme, qui n'a rien vu, rien observé, et qui, pour le trancher net, a appris à vivre uniquement dans les livres. En fait, rien n'est plus rare que le vrai bon sens, j'entends cette qualité qui consiste à ne pas être dupe des mots, ni des théories toutes faites, à se défier de son sens propre comme des préjugés régnans, à s'affranchir de tout parti pris, à voir les faits tels qu'ils sont, dans leur complexité et dans leur relativité, à y accommoder ses vues, à y conformer ses jugemens, à y revenir toujours pour contrôler toutes ses déductions, pour éprouver toutes ses démarches. Le bon sens ainsi compris, s'il n'est pas plus rare que le génie, est assurément plus rare que le talent, — et il est plus précieux. C'est mieux qu'une qualité, c'est, par le temps qui court, une véritable vertu. Et c'est, en matière politique, la qualité, la vertu éminente de M. Faguet. On songe involontairement, en le lisant, à cette belle parole de Bossuet, dont Pasteur avait fait sa devise, et qui devrait être celle de tous les philosophes politiques : « Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient, et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet. » M. Faguet, lui, regarde la réalité face à face ; il s'efforce de la comprendre ; il essaie de l'expliquer ; il tâche de modeler sur elle sa pensée. S'il ne trouve pas toujours la réalité conforme à ses désirs, — qui, de parti pris, sont modestes, — il cherche dans la réalité elle-même le moyen de la corriger ; il demande aux faits des remèdes contre les faits. Il observe le réel, il en induit le possible, il indique le souhaitable. Et ses conseils, fondés sur l'expérience, dictés par une raison très ferme et sans illusions, mais non pas sans idéal, sont assurément parmi les plus justes et les plus utiles qu'on nous ait donnés depuis vingt ans.

Un de ceux sur lesquels il est revenu le plus souvent, c'est la nécessité urgente et croissante, dans nos démocraties contemporaines, d'un patriotisme ardent et, en quelque sorte, inconditionnel. A entendre certains théoriciens du pacifisme, la patrie ne mériterait d'être aimée et défendue que dans la mesure où elle aurait étendu généreusement sa protection matérielle et morale sur chacun de ses enfans. Admirable sophisme, et qui relèverait les enfans des pauvres de toute obligation de respect

et de tendresse à l'égard de leurs parens! *Ubi bene, ibi patria.* Ce sophisme et d'autres analogues, M. Faguet les a entendus, il les a discutés et réfutés avec une courtoisie qui lui a valu l'indulgence relative de nos pacifistes; mais il les a fortement écartés. L'idée de patrie a eu en lui l'un de ses plus courageux et plus éloquens défenseurs. « Le serment des jeunes Athéniens, dit-il, était : « Je jure de laisser la patrie plus grande que je l'ai trouvée. » Le serment de tous les Français devrait être au temps actuel: « Je jure de laisser l'idée de patrie plus grande et plus forte que je l'ai trouvée. » — C'est qu'à vrai dire, pour nous Français particulièrement, au milieu d'une Europe divisée et jalouse, le patriotisme est le fondement même de notre existence nationale; il est inutile de songer à organiser notre vie civile, si nous ne sommes pas prêts à tous les sacrifices pour nous défendre contre les envahisseurs toujours possibles, et pour faire respecter la dignité du nom français. La religion de la patrie est la dernière religion qui doit disparaître du sol de France.

Sur cette patrie solidement assise, jalousement aimée et vaillamment défendue, comment, sur quelles bases, suivant quelles règles communes, la vie politique devra-t-elle se constituer? M. Faguet accepte sans discussion métaphysique préalable le régime historiquement issu de la Révolution française et actuellement en vigueur; mais il ne se refuse nullement à l'améliorer. Il a écrit toute une étude *Sur notre Régime parlementaire*, dont il est peu probable qu'on réalise jamais les idées, précisément parce qu'elles sont trop sages et trop simples, et qu'elles procèdent trop d'un prudent esprit de réformes. Si jamais l'on revise notre Constitution, ce n'est pas M. Faguet que l'on ira consulter: mais on pourrait plus mal choisir.

Ces réformes, ces améliorations qu'il propose, de quels principes généraux s'inspire-t-il pour les recommander à notre attention? Car, si épris des faits qu'il soit, M. Faguet est trop, de sa nature, un « esprit penseur » pour ne pas avoir une doctrine liée, une philosophie politique. Ses vues théoriques sur cette matière, il les a exposées en un volume dont le titre seul est un symbole et un programme : *le Libéralisme*. M. Faguet se définit lui-même un « vieux libéral, » et son livre débute, en guise d'introduction ou de préface, par les deux *Déclarations des droits de l'homme*, celle de 1789 et celle de 1793. C'est là « sa charte, » comme il le dit en propres termes : une « charte » d'ailleurs

qui, toute respectable qu'elle lui paraisse, ne laisse pas d'être très librement critiquée et rectifiée par lui. « Quand les auteurs, écrit-il, quand les auteurs, parfaitement vénérables, de nos deux *Déclarations des droits de l'homme* ont rédigé ces très belles chartes de liberté, d'abord ils ont tout brouillé et confondu, ensuite ils ont ici multiplié les droits, et là ils les ont limités et en ont oublié. Leur œuvre est un peu confuse en même temps qu'elle est incomplète. » Et c'est à débrouiller cette confusion et à combler ces lacunes que M. Faguet a employé ses rares facultés dans ce livre qui a, je crois, ses secrètes préférences, et qui est bien, je n'ose dire son chef-d'œuvre, mais, en tout cas, l'un de ses chefs-d'œuvre. Qu'il ferait bon vivre en France, si l'on y était gouverné par ces « modérés très énergiques » dont il souhaite quelque part l'avènement, et suivant les principes du libéralisme de M. Faguet ! Car, tout libéral qu'il soit, son libéralisme n'est pas, comme chez tant d'autres libéraux, synonyme d'anarchisme. Il n'est pas d'idée dont il soit plus pénétré que l'homme à l'état d'être isolé, n'existe pas, et qu'il n'existe, à proprement parler, que dans, par et pour la société. « Pour moi, — écrit-il, et ce sont presque les premières lignes de son livre, — l'homme est né en société, puisqu'on ne l'a jamais vu autrement qu'en société, pareillement aux fourmis et aux abeilles, et, comme né en société, il est né esclave, ou tout au moins, très obéissant. » Nous voilà bien loin des purs individualistes, ou même des individualistes mitigés, comme l'était par exemple Taine. Pour Taine, on le sait, l'État est en quelque sorte un simple chien de garde : à l'égard des individus qui composent le corps social, il n'a aucun droit ; il n'a que des devoirs : et son rôle est purement négatif. Pour M. Faguet, l'État est autre chose : son rôle est vraiment positif ; il a non seulement des devoirs, mais des droits. « Il n'y a pas de droits de l'homme, déclare-t-il expressément. Il y a une société. Cette société dont nous vivons et sans laquelle nous ne pourrions pas vivre, *a tous les droits*... La société a tous les droits, d'abord parce qu'elle les a, puisque personne n'en est pourvu ; ensuite, parce que, ne les eût-elle pas, ce sera, dans la pratique, absolument comme si elle les avait. » « Seulement, — s'empresse-t-il aussitôt d'ajouter, — j'estime qu'elle ne doit user que de ceux qui lui sont utiles et s'abstenir soigneusement de ceux dont l'exercice lui serait nuisible et n'irait qu'à satisfaire ou flatter ses passions. » Telle est la for-

mule même du libéralisme de M. Faguet. Les « étatistes » ne lui reprocheront pas, — ou plutôt ne devraient pas lui reprocher, — de faire à leur « nouvelle idole » une trop maigre part. En fait, peu d'esprits ont été plus armés, plus en défiance contre l'individualisme que M. Faguet. Seulement, s'il rend très volontiers à l'État ce qui appartient à l'État, il ne consent pas à tout lui sacrifier. Il reprend à son compte, et il développe, et il commente le mot célèbre de Benjamin Constant : « Le gouvernement en dehors de sa sphère ne doit avoir aucun pouvoir; dans sa sphère, il ne saurait en avoir trop. » Mais, quand il s'applique, dans le détail, à « tracer les contours de cette sphère, » il le fait avec cet esprit de prudence, de mesure, d'entière soumission aux faits et aux réalités, qui est la marque propre de son tempérament.

C'est ce même esprit de sage libéralisme qu'il a porté dans l'étude des questions sociales. Dans son premier volume de *Questions politiques*, on pouvait lire un long, un capital article sur *le Socialisme en 1899*. Il y avait là, en une centaine de pages, un historique, un exposé, une discussion critique des principes du socialisme, qui me paraît être un modèle accompli de bon sens, de loyauté, de lucidité, et, en même temps, un curieux essai d'« utilisation » du socialisme, dans ce qu'il peut avoir de bon, de juste, — et de pratique. Je ne sais jusqu'à quel point les théoriciens du socialisme contemporain ont su gré à M. Faguet de ce généreux effort; mais en tout cas, cet effort même ne dénote point, on en conviendra peut-être, un esprit étroit, fermé aux nouveautés, figé dans un conservatisme rigide et inhospitalier. Peu d'esprits de nos jours, à vrai dire, ont été, — peut-être même quelquefois y met-il une certaine affectation de coquetterie, — plus naturellement accueillans que M. Faguet. Il nous disait tout à l'heure de lui-même qu'« il poussait la conscience jusqu'à être peu bienveillant. » Il se calomniait. « Bienveillance de pessimiste pour les personnes, » c'est une des qualités que lui reconnaît à juste titre M. Jules Lemaître. Cette bienveillance s'étend aussi aux idées. Ce « libéral » n'a pas peur du socialisme, et ni le mot, ni la chose ne l'effarouchent. Elles l'effarouchent si peu qu'il a, plus récemment, et dans le même esprit, repris et remis au point et développé son article de 1899 en un juste volume sur *le Socialisme en 1907*. Quelque « radical » que soit, de son trop modeste aveu, le « scepticisme » de M. Faguet touchant « sa force de persuasion, » le succès même

de ce livre doit lui prouver qu'on le lit (1); et, si on le lit, qui sait si on ne l'écoutera pas quelque jour?

De toutes ces études politiques et sociales, une conclusion générale se dégage sur l'état actuel et sur le probable état futur du monde moderne. Ces vues d'ensemble, M. Faguet les a exposées dans un très bel et très suggestif article qu'il a intitulé : *Qu'est-ce que sera le XXe siècle?* et que je me reprocherais de résumer. J'en détacherai seulement cette page, qui est non pas seulement d'un « moraliste politique, » mais d'un poète :

De tout cela résulte un monde triste, énergique, dur, sombre, qui se sent mal à l'aise, et qui, vaguement, se sent coupable; un monde surtout qui va trop vite, qui passe trop rapidement d'inventions en inventions nouvelles, d'état social en nouvel état social, d'état international en état international nouveau, et qui s'use comme une machine puissante lancée imprudemment à fond de train. De là ce phénomène curieux que l'on peut appeler l'instabilité morale. Le monde actuel n'est pas immoral; il cherche une morale, en trouve dix, et n'en choisit aucune. Il hésite et vacille sur le sable mouvant d'une conscience incertaine. Il n'a plus de base solide. Les progrès du désespoir viennent de là et semblent en raison directe du progrès matériel...

Le monde moderne est à la fois laborieux, ardent, et intimement désenchanté, comme s'il était un fakir oisif, épris du Nirvana. Il se bat éperdument, et tout en combattant, non pas en mourant, comme le héros antique, mais les jambes tendues et le bras levé, il rêve du repos perdu et du calme du cœur, *dulces reminiscitur Argos.* Somme toute, il est inquiet. Comme le train sans mécanicien d'un roman de Zola, il roule follement, avec un bruit de ferrailles froissées, des rumeurs de vapeur haletante, des chansons de guerre, des chansons d'amour, des cris de dispute, des discussions railleuses, des projets de conquêtes, des remarques sur les paysages, quelques mots de prière dans un coin écarté, en se demandant un peu où décidément il peut bien aller et s'il a été bien aiguillé.

Je donnerais bien des articles, et même des livres, pour avoir écrit cette page.

Et cependant, à cette philosophie politique et sociale, pour être complète et « remplir tous nos besoins, » comme disait Pascal, il manque encore quelque chose. Rappelons-nous : « J'appelle de mes vœux un grand penseur, ou plusieurs *qui... se posent toujours en même temps le problème moral et le problème politique et s'efforcent sans cesse d'éclaircir l'un aux lumières de l'autre.* » C'est M. Faguet qui parlait ainsi lui-même. Or, s'il est vrai, comme il le disait encore, que « toutes les questions politiques sont au fond une question morale, » il n'est pas moins

(1) Publié en 1907, le livre avait, en 1908, atteint le huitième mille.

vrai que la question morale est au fond une question religieuse. C'est ce qu'Auguste Comte, M. Faguet l'a très bien montré, avait vu admirablement. Ce double problème, le problème moral et le problème religieux, M. Faguet ne l'a point encore abordé en face et directement. Même dans son livre sur l'*Anticléricalisme*, je crois bien l'avoir fait jadis observer ici même, il ne l'envisage que sous son aspect en quelque sorte négatif. Est-ce discrétion, réserve, crainte peut-être de blesser des convictions respectables et d'étaler un scepticisme inopportun? Je ne sais ; mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a là, au moins actuellement, dans l'œuvre doctrinale de M. Faguet, une importante et grave lacune. Assurément, en rapprochant certains mots, certains aveux, certaines pages dispersées, il ne serait pas impossible d'entrevoir, sur ce point, les lignes essentielles, les directions générales de la pensée de M. Faguet. On pressent, par exemple, qu'il a peu de sympathie pour le protestantisme, et qu'il en a au contraire une assez vive, quoique très libre et un peu extérieure, pour le catholicisme. « Ce qui fait que je n'aime pas les protestans, écrira-t-il, c'est en général qu'ils sont ultra-catholiques (1). » Et tout récemment, dans un article sur le livre, singulièrement surfait, de William James sur l'*Expérience religieuse :* « C'est singulier comme je me découvre catholique, quand j'y réfléchis (2). » Mais des vues éparses, des boutades peut-être, ne forment pas une doctrine cohérente et liée. Et d'une doctrine de ce genre, personne ne serait plus capable que M. Faguet, je n'en veux pour preuve que cette curieuse et éloquente page qu'il écrivait, il y a plus de dix ans, à propos de Manning :

Drames terribles des grandes âmes! Combien en avons-nous vu en ce siècle, qui parfois nous paraît plat, et qui est aussi tragique que le XVIe ou que celui que vous voudrez! C'est Scherer, qui rompt avec le protestantisme, pour venir à la pensée libre et pour aboutir au scepticisme, ou plutôt à l'agnosticisme le plus complet, le plus intégral, que peut-être on ait

(1) *Le Libéralisme*, p. 332.

(2) *Revue latine* du 25 août 1908, p. 457. On entrevoit aussi qu'il n'a aucune espèce de foi dans la religion de la science : « M. Hæckel, écrira-t-il, a cherché une fois de plus à fonder une religion sur la science. Tout en croyant jusqu'à présent que c'est impossible, je ne demande très sincèrement pas mieux... Il faut bien reconnaître que contempler la vie inspire difficilement une pensée vraiment religieuse. Non, la vie n'engendre pas précisément une religion. Hélas ! la vie n'engendre que la mélancolie. Je doute que la religion de la nature devienne jamais la religion de l'humanité. » (*La Religion de la Science, Revue Bleue* du 30 décembre 1897.)

jamais vu. C'est Renan, qui rompt avec le catholicisme, pour aboutir à une autre forme de scepticisme, au scepticisme qui consiste à croire à tout, et à accueillir tous les contraires comme des aspects divers de la vérité. C'est Manning, qui abandonne le protestantisme pour se jeter dans le catholicisme le plus tranché et le plus intransigeant.

Qu'est-ce à dire? Que les âmes ont des besoins divers et contraires, et que chaque doctrine établie répond à un de ces grands besoins en lui sacrifiant les autres, sans qu'aucune jusqu'à présent soit assez vaste pour les satisfaire tous. Oui, le besoin d'autonomie spirituelle, d'indépendance spirituelle, d'individualisme spirituel, est légitime; et le protestantisme y répond et le satisfait. Oui, le besoin de libre recherche et d'éternelle discussion et de doute renaissant pour aiguillonner et stimuler à des recherches nouvelles est une forme encore, et essentielle, et légitime, de la vie de l'âme. Oui, le besoin d'union, d'unanimité, de communion universelle dans une même pensée est légitime aussi, et le catholicisme se présente pour y satisfaire. Et où se trouvera la doctrine qui pourra concilier tant d'exigences diverses et contradictoires et contenir en son sein une humanité qui a besoin et d'indépendance et de cohésion, et qui a le désir du port et aussi de la tempête? Il n'est guère à espérer que cette doctrine se rencontre jamais. Respect, en attendant, à tous les hommes de foi et de bonne volonté, et Manning fut assurément un de ces hommes-là...

Et si cette doctrine de conciliation existait peut-être? Si ce « pouvoir spirituel » dont a rêvé Auguste Comte n'était point une chimère? La question, en tout cas, vaudrait la peine qu'un « moraliste politique » comme M. Faguet se la posât nettement, fermement, directement. Et s'il y vient de lui-même quelque jour, j'ose lui prédire qu'il n'aura pas écrit de livre qui réponde mieux à l'attente de ceux qui, il y a vingt ans, dévoraient passionnément son *Dix-huitième siècle*...

J'ai conscience, au terme de cette longue étude, d'avoir bien imparfaitement embrassé et cerné ce souple, fécond et puissant esprit. Je n'ai pu que dégager et mettre en relief les « masses » essentielles de son œuvre, et marquer les principales étapes successives de sa pensée. J'aurais voulu, et j'aurais dû peut-être donner une idée plus exacte et plus complète de sa prodigieuse activité. J'aurais dû le représenter menant allégrement de front, sans parler de son enseignement, les travaux les plus divers : feuilletons dramatiques, chroniques, articles littéraires ou politiques, préfaces souvent importantes aux ouvrages d'autrui, livres même, toujours prêt sur tous les sujets, fondant une Revue, la *Revue latine*, pour l'alimenter, lui presque tout seul, du trop-plein de sa pensée, se reposant de ses études sociolo-

giques par un savoureux volume sur *Flaubert*, ou un élégant et solide *André Chénier*, ou une intéressante, vivante et instructive et amusante *Histoire de la littérature française*, ou encore ces charmans volumes de moraliste ou de philosophe qui s'intitulent *Pour qu'on lise Platon*, *En lisant Nietzsche*, *Amours d'hommes de lettres*... Je n'ai rien dit de tous ces livres, dont le plus vieux remonte à dix ans, et je renonce à en parler, à suivre dans tous ses méandres cette pensée toujours en éveil et qui jamais ne s'exerce à vide, que tout sollicite et qui ne sait se refuser à rien, et qui épanche prodigalement, sans compter, les traits d'esprit et les jeux de mots, les saillies imprévues, mais, plus que tout le reste, les observations sages, lumineuses et pénétrantes, les vues ingénieuses, suggestives, les conseils de bon sens et de souriante raison. Le mot de Michelet sur Dumas père s'appliquerait assez bien à cette verve toujours jaillissante : c'est une force de la nature qu'un pareil écrivain. Que de fois, — et non pas à tous égards, heureusement, — il m'a fait songer à ce Diderot qu'il connaît si bien, et dont il n'a pu s'empêcher de parler avec une sévérité tempérée de quelque sympathie : « Et il est laborieux comme un paysan, fournit sans interruption pendant trente ans un travail à rendre idiot, a comme une fureur de labeur, ne trouve jamais que sa tâche est assez lourde, écrit pour lui, pour ses amis, pour ses adversaires, pour les indifférens, pour n'importe qui, bûcheron fier de sa force qui, l'arbre pliant, donne par jactance trois coups de cognée de trop. » Rappelons-nous aussi son mot significatif sur Voltaire : « C'était simplement un homme très instruit, se tenant au courant, bien renseigné, qui réfléchissait très vite, qui a vécu longtemps, et *qui écrivait deux pages par jour, ce qui est très considérable, non pas stupéfiant.* » Il faut, pour avoir le droit de parler ainsi, écrire soi-même cinq ou six pages par jour; et c'est cela qui est stupéfiant.

Que toute cette besogne, souvent excellente d'ailleurs, de journaliste, ne nous donne pas le change sur les côtés, je ne veux pas dire vraiment sérieux, mais tout de même plus graves, de cette pensée, sur les hautes et durables portions de cette œuvre. Une quarantaine de volumes sont là pour témoigner, aux yeux de ceux qui savent lire, de ces quarante années de vie intellectuelle. « Dédaigneux de la musique, dédaigneux de la couleur, » spirituel, trop spirituel quelquefois, mais admirable-

ment translucide, et vivant de la seule vie des idées qu'il exprime, le style de M. Faguet ne vise ni à évoquer, ni à peindre, mais uniquement à faire comprendre, et c'est à quoi il réussit à merveille : c'est essentiellement le style d'un « esprit penseur » appliqué à la critique. La critique sous toutes ses formes, tel est, en effet, le domaine propre de M. Faguet. Un peu sévère quelquefois, nous l'avons dit, pour les purs artistes, pour les écrivains de pure imagination ou de sensibilité dominatrice, il est aujourd'hui sans rival dans la critique des écrivains à idées. Il y a des critiques dont les études, d'ailleurs ingénieuses et agréables, sont dépassées par les livres mêmes dont ils parlent · tel n'est jamais le cas de M. Faguet : il remplit toujours toute la tâche du vrai critique : il rend un compte exact, fidèle des ouvrages qu'il étudie; il les juge; — et il les dépasse. C'est dire que, plus philosophe que beaucoup de ceux qui portent ce titre et « tiennent boutique » de philosophie, ce critique *pense*. Seulement, il pense presque toujours à propos des travaux d'autrui; il semble qu'il ait besoin d'un stimulant extérieur, et que la pensée des écrivains qu'il étudie lui serve surtout à mettre en branle la sienne propre. Je serais bien étonné qu'il n'eût pas songé à lui-même quand il disait : « Certains écrivains aiment les livres des autres sur les sujets qu'ils traitent eux-mêmes, *parce qu'ils discutent avec ces livres, et que la discussion leur donne des idées.* » Mais qu'importe la manière? L'essentiel est de penser par soi-même, et c'est là un mérite que nul ne refusera à l'auteur des *Politiques et Moralistes du XIXe siècle*. Quand on l'a beaucoup lu et longuement pratiqué, on reste émerveillé du grand nombre de questions qu'il a successivement abordées et sur lesquelles il a promené son ferme, tranquille et clair regard. Certaines visions du monde sont peut-être plus hautes, plus subtiles, ou plus profondes; la sienne, plus limitée peut-être, a du moins une vigueur de relief incomparable. « Je vois en lui, — a dit justement M. Jules Lemaître dans une « figurine » qui pourrait dispenser de lire ces pages, — je vois en lui une des pensées par qui les choses sont le plus profondément comprises et *le moins déformées;* une pensée calme, incroyablement lucide, d'une pénétration sereine; bref, un des cerveaux supérieurs de ce temps. Et tant pis pour ceux qui ne s'en doutent pas ! »

VICTOR GIRAUD.

LE
BILAN DE LA MARINE

Notre marine est en faillite. On en demande le bilan ; on cherche les responsabilités. Si ce n'est pas uniquement pour punir et par colère du passé, mais encore et plutôt afin de tarir la source d'erreurs dont il importe de libérer l'avenir, si l'on veut trouver les vraies responsabilités et dresser un bilan complet, il ne faut pas seulement faire compte des évaluations matérielles, mais aussi des influences que subit la marine et des principes dont elle s'inspire.

C'est cette sorte de bilan surtout moral et organique que nous voudrions tenter d'indiquer. Comment la marine a-t-elle rempli son rôle dans son double rapport avec la vie nationale et avec les nécessités militaires? Qu'a-t-elle reçu du pays, et qu'a-t-elle produit en échange, sous forme de puissance effective? Telles sont les questions essentielles. La comparaison de l'actif au passif caractérisera sa gestion, l'équilibre de ses rouages et le rendement de notre organisation navale. Et mis à l'abri d'exagérations qui rendent malhabile à réformer, par cela seul qu'elles rendent injuste, nous éviterons le vain et dangereux essai de remèdes appliqués là où n'est pas le mal.

Nous esquisserons donc un compte sommaire en trois parties : les recettes, c'est-à-dire les apports fournis par le pays (pays légal représenté par les pouvoirs publics, pays réel agissant par

les initiatives individuelles ou groupées); les résultats militaires; la balance, c'est-à-dire les vices de fonctionnement propres à la marine elle-même.

I. — LA MISE NATIONALE

La sollicitude publique. — Comparez l'afflux de force profonde que reçoivent de ce chef les grandes marines étrangères, au mince filet d'intérêt dont s'alimente maigrement la nôtre ! En dépit de sa situation géographique, des élémens fournis par sa population, de son domaine colonial, d'une glorieuse tradition historique et technique, la France détourne les yeux des choses de la mer. Au commencement du XVIIe siècle, nous avions fait preuve d'une féconde vitalité maritime : elle nous dota d'un empire colonial : c'était dans l'ordre. Et c'est notre mauvaise politique coloniale qui nous fit alors méconnaître et abandonner le double fruit de cette expansion. Erreur inverse aujourd'hui. Alors que nous dominons au loin des territoires immenses, qui se développent et dont nous savons comprendre la valeur, entre nous et eux la chaîne manque: les imaginations, les initiatives, les audaces en quête d'affaires ou d'aventures se désintéressent du domaine maritime.

Il existe une Ligue navale anglaise depuis 1894; mais les diverses corporations du Royaume-Uni n'avaient pas attendu ce moment pour exercer en faveur de la marine leur influence, et les particuliers eux-mêmes n'avaient pas attendu davantage pour exercer leur surveillance patriotique. C'est la Chambre de Commerce de Londres, organe central des intérêts d'affaires de la Cité qui poussa la campagne d'opinion, origine du gigantesque effort caractérisé par l'*Imperial defence act* de 1888 et le *Naval defence act* de 1889. Ce double programme englobait une dépense qui s'éleva à près d'un milliard. La Ligue maritime allemande, elle, date de 1898. Son essor fut prodigieux. Au bout de dix ans, elle groupe plus d'un million de membres, à l'heure où la Ligue maritime française, fondée à son instar, ne compte guère que dix mille adhérens. Pendant quatre ans, de 1899 à 1903, le succès de cette dernière a été des plus minimes, et son avenir est resté problématique. Elle a triomphé pourtant de l'indifférence générale ; elle a pris pied dans le pays; elle y sème des idées nouvelles. Mais son action n'est qu'au début. Elle n'a pu

marquer de son empreinte la période passée dont nous nous occupons ici. Et les difficultés de sa naissance, au lendemain cependant de Fachoda, prouvent assez l'état d'esprit qui prévalait encore en des temps voisins du nôtre.

Dans un pays de si molle insouciance, où l'opinion ne se prononce pas plus clairement, et où le gouvernement dépend sans réserve de cette opinion, il ne faut pas s'attendre à un secours éclairé des pouvoirs publics. C'est d'en bas que vient toute force, et il n'en vient chez nous que faiblesse pour la marine. Au contraire, le peuple anglais a su se donner lui-même sa marine; le peuple allemand l'a reçue de ses gouvernans. On sait comment Bismarck et Guillaume Ier préparèrent de loin, avec la renaissance maritime de l'empire, les vastes ambitions de sa puissance grandissante. Ces ambitions, Guillaume II les a faites siennes. Il a précisé, activé, généralisé le mouvement à peine commencé dans les esprits; il l'a imposé à son peuple de tout le poids de sa propagande souveraine. Nous n'en rappellerons pas les mille formes. Elles sont autant d'exemples que nos gouvernans n'ont point suivis. Guillaume II avait contribué à fonder la Ligue navale allemande : eux tiennent en défiance la ligue française. Dans leur unique souci des profits électoraux, nos hommes politiques délaissent des sujets d'un intérêt si lointain. Marine marchande, marine de guerre, nos institutions maritimes, faibles, douloureuses et contrefaites, sont comme les enfans étiolés faute de tendresse. Il leur a manqué cet amour qui fait le soin maternel et le rend efficace. Sur les industries de mer la lèpre du formalisme, sur l'armée navale la gangrène de l'incurie militaire ont pu s'étaler sans protestation. Il eût suffi d'un peu de sollicitude inquiète pour entendre les plaintes et découvrir les remèdes : l'indifférence publique, l'égoïsme parlementaire se bouchaient les oreilles et les yeux : quand survinrent les accidens que l'on sait, il était bien tard pour réagir.

Le pays aura des comptes à demander à ceux qui rendirent l'œuvre à la fois urgente et difficile, à tous ces pilotes appointés qui n'ont pas clamé les récifs. Parmi eux, certains représentans locaux des centres d'industrie, certains ministres du Commerce et des Colonies, certains députés des ports étaient les voix désignées pour exprimer les premières cette solidarité qui lie tous les intérêts privés et publics à l'expansion maritime. Mais les ministres défendent des créatures politiques plus que des thèses

d'utilité nationale; les représentans du suffrage socialiste s'attachent plus à satisfaire ses passions qu'à soutenir la production nationale; les députés des ports se font les auxiliaires des ouvriers d'État contre le pouvoir, plutôt que les tuteurs d'une des forces nationales. La cause de la marine n'a pas été seulement désertée par la masse irresponsable, mais trahie par ses défenseurs naturels.

Les frais du protectionnisme. — La répercussion des lois protectionnistes sur la marine marchande ne saurait être mise en doute : elle frappe tous les yeux. Renchérissement des instrumens du travail maritime : bateaux, fournitures, ports, outillage, — et des marchandises; élévation des dépenses de personnel; fermeture des débouchés extérieurs : tout y concourt à la ruine du commerce maritime. Ce qu'on sait moins, c'est de quel poids le même protectionnisme pèse sur la marine de guerre. Il la diminue en quantité et en qualité. Quels que soient les besoins lointains de la politique navale, ils ne reçoivent satisfaction que sur une part étroitement limitée du budget. L'économie est donc obligatoire. Mais plus s'élève le coût de production de l'unité navale, plus cet esprit d'économie engage à renoncer aux perfectionnemens dont le rendement militaire semble insuffisant pour leur prix. C'est un luxe, ce sont des primeurs dont les besogneux se privent. Il y a donc certains progrès qu'un faible accroissement des frais de production suffit à interdire. Quand on produit cher l'instrument de combat, il n'en résulte pas seulement une charge supplémentaire pour le pays, obligé de dépenser davantage pour être armé, il en résulte encore une certaine infériorité d'armement. Un équilibre s'établit entre le désir de la perfection à tout prix et celui de l'assurance à prix fixe.

C'est notre cas : nous payons le bateau de guerre, en vertu du protectionnisme, plus cher que nos rivaux. Il serait héroïque, mais ruineux, de n'y pas regarder. On y regarde, et nous faisons de la camelote, ce qui est la pire des spéculations militaires. C'est ainsi que, voulant avoir le nombre, nous construisons des bateaux trop petits pour les puissances de combat qu'il faudrait y loger. Quant au personnel naval, il subit plus gravement encore que le matériel la dépréciation du bon marché : non que nos officiers ou nos hommes aient jamais démérité, mais l'utilisation en reste incomplète; les écoles ne sont pas dotées; les services

généraux, languissans faute d'effectifs et de moyens, demeurent au-dessous de leur tâche ; les officiers vieillis encombrent les postes actifs, en attendant une retraite qu'on ne sait point hâter par des compensations ; ce qui dépasse la vie au jour le jour fait hésiter les ministères et les Chambres. La marine se sent à l'étroit dans son budget. Et c'est alors qu'il faudrait pouvoir chiffrer la surcharge imposée à ce budget par le seul protectionnisme, les sommes que son abandon rendrait à tant d'emplois urgens. M. Caillaux les estimait dernièrement à 30 pour 100 du total. Si pour un programme naval on demande un milliard, trois cents millions vont non pas à la défense militaire, mais, par l'effet du protectionnisme, à la défense industrielle. Dans un bilan de la marine, c'est un élément, on le voit, à ne pas oublier.

La politique extérieure. — Il faut à un pays la flotte de sa politique. La marine subit donc les fluctuations de nos visées diplomatiques. On lui donne le but à atteindre : elle y proportionne ses moyens, s'outille pour un travail déterminé. Si le but est clair, net, constant, l'organisation navale est facile. C'est ce qui arrive à nos voisins. Tout Anglais conçoit nettement le rôle de la flotte britannique : rôle triple comme le besoin 1° de défendre le sol métropolitain et ses extensions coloniales, en maintenant leurs communications ; 2° de couvrir cette part indispensable de la vie britannique constituée par la marine marchande ; 3° d'exercer sur les puissances étrangères la seule pression matérielle loisible à des insulaires. Un dogme stratégique en découle : celui de l'offensive à grand rayon, étendue jusqu'au rivage ennemi. Tout dans cet ensemble se lie et se soutient. La marine peut prendre ses précautions à longue échéance. En Allemagne, problème simple aussi : sans traditions maritimes ni coloniales, l'Allemagne tourne sur l'Europe le regard d'un peuple d'attaque. Sa marine est créée pour l'attaque, et contre le seul adversaire sur qui l'armée de terre n'ait pas prise.

A la France, au contraire, la multiplicité de ses horizons sur les mers et l'étendue de ses colonies proposent des objectifs divers, alors que la marine n'est pas pour nous, comme pour les Anglais, une condition d'existence dont la plus évidente des nécessités détermine le jeu. Aussi notre histoire est-elle changeante comme notre position géographique est ambiguë. De là des ambitions successives, qui, se détruisant l'une l'autre, nous ont jetés sur tous les rivages. La France semble parfois ne pas

savoir ce qu'elle veut. Et quand la marine demande où est sa tâche, elle reçoit une réponse ou vague ou variable. Or le vague du but conduit à donner aux forces navales la composition la plus arbitrairement théorique. Nous avons donc subi l'application d'idées fantaisistes. En tactique, en matériel, faute d'avoir à résoudre un cas concret, chacun a voulu innover, atteindre un idéal que rien en théorie ne condamnait irréfutablement.

Au vague s'ajoutait l'instabilité. Après 1870, en face de l'Allemagne, on ne songea d'abord qu'à la défense, puis qu'à la revanche. Tout convergeait à la frontière terrestre, et le rôle de la marine restait indéterminé. Vint la fièvre coloniale. Elle comportait une flotte de stationnaires et de transports. Mais bientôt nos ambitions exotiques nous heurtèrent à la puissance anglaise. Et pour défendre contre elle nos colonies, nous devions garder libre passage sur les mers : il nous fallut des escadres. A peine engagée dans cette voie, l'opinion s'aperçut, au grand jour de Fachoda principalement, que l'adversaire éventuel aurait pour methode une offensive brutale sur les côtes mêmes de notre territoire métropolitain. La surprise fut grande. On avait provoqué la guerre sans en prévoir les risques. Chaque bourgade exposée au bombardement sollicita sa couverture. D'où création de ces défenses dites mobiles, allongées en un mince cordon tout le long du littoral. — Et l'ère s'en ouvrait à peine, le cordon défensif commençait tout juste à prendre une ombre de consistance, les unités appropriées arrivaient au jour, quand l'entente cordiale, écartant le danger, retourna notre marine vers d'autres horizons : péril allemand, Triple-Alliance, flotte autrichienne, etc.

Dans tout cela, notre état-major cherche en vain une direction stable pour son travail de longue haleine. Plus que tout autre, l'art naval veut la constance dans l'effort et l'exacte appropriation dans les plans. On n'y improvise pas : il ne faut donc pas d'à-coups, et d'autre part la richesse, la variété, la puissance des moyens obligent à la précision des vues. Un pays qui demande à son état-major naval une force extérieure proportionnée à ce qu'elle coûte se donne des devoirs envers lui. La marine a droit à une direction qui, chez nous, lui fit défaut. C'est un déficit à porter encore à son bilan.

Les crédits. — Pour faire du bon matériel naval, il faut beaucoup d'argent. Il en faut encore pour entretenir et entraîner le

personnel. Dans les recettes on ne peut omettre celle-là. Bien qu'elle atteigne un chiffre considérable, elle n'a pas été toujours proportionnée aux besoins.

Faute d'abord d'une politique maritime assez prévoyante pour ménager leur délai aux changemens d'orientation technique, on s'est trouvé poursuivre en même temps la réalisation de plusieurs conceptions différentes : celle de la veille à peine ébauchée et celle du lendemain qu'il fallait mûrir en toute hâte, sans compter celle de l'avant-veille, encore en possession du matériel existant. Nous nous fournissions pour une triple politique, — insuffisamment des trois côtés, — en triplant néanmoins les faux frais. Or on voulait peu dépenser. Par ces temps de déficit chronique, c'est la marine qu'on songe d'abord à rationner. Elle n'est qu'un service national, non le plus évidemment indispensable ; elle ne satisfait point d'intérêts de classe ni de coteries. Aussi quel personnage accessoire, dans un conseil des ministres, qu'un successeur de Colbert! Il n'obtient guère, car il n'a guère à donner. Tandis que le pays n'hésita jamais devant les sacrifices demandés au nom de sa marine, que les Chambres ne refusèrent point les crédits, combien de fois le gouvernement ne s'abstint-il pas d'en solliciter de nécessaires ! Non que le régime ménageât les finances nationales. Mais un président du Conseil, un ministre du Trésor avaient à y puiser pour des œuvres plus profitables à leur popularité.

Représentons-nous la scène annuelle. L'administration navale vient d'établir son projet de budget. Y sont compris naturellement les crédits d'exécution des lois votées par les Chambres pour la construction des navires prévus sur état, l'aménagement progressif des bases d'opération métropolitaines ou coloniales, etc. Les règlemens en vigueur, tels que ceux relatifs à la constitution d'approvisionnemens, y reçoivent aussi satisfaction. Comme les escadres s'augmentent, de par la concurrence mondiale, comme les bateaux, plus énormes, coûtent plus à créer et à entretenir, il est habituel que, d'une année à l'autre, le chiffre total accuse un accroissement. Au premier coup d'œil, le ministre sursaute. Il demande à ses subordonnés de resserrer leurs évaluations. Le projet, revu, s'achemine vers les Finances, qui le retournent aussitôt : il ne faut pas que le total dépasse celui de l'année en cours. Nouvelle insistance auprès des directeurs, priés de réaliser toutes les économies compatibles avec

une marche suffisante des services. La compression toutefois a une limite. On s'arrête à une troisième rédaction. Le ministre va trouver son collègue qui demeure inflexible. Le président du Conseil, mis au courant, ne voit que le côté politique. Bref, le successeur de Colbert rentre à son cabinet, bougonnant s'il a pris son rôle à cœur, tout résigné s'il n'est qu'un politicien sceptique. On en vit un se faire un malin plaisir des déboires survenus à son département. Lui-même y contribuait pour la plus large part.

D'année en année, on retarde ainsi l'exécution des programmes, la confection des approvisionnemens, etc. : tout ce qui ne se voit pas trop et se peut rejeter sur l'avenir. Or on a calculé la somme des rabais imposés depuis dix ans de la sorte : elle égale à peu près le chiffre de 225 millions, indispensable aujourd'hui pour parer aux déficits matériels les plus crians. Il est affligeant de constater que, pour aboutir à ces résultats, la troisième République a dépensé pour sa marine une dizaine de milliards au bas mot. L'Empire allemand, à moins de frais, a produit en fin de compte une flotte plus redoutable. Il y a deux ans seulement que son budget naval surpasse le nôtre. On n'en a pas, il est vrai, fait le même usage pour la conquête ou la police coloniale : nous payons notre empire. L'Allemagne a pu tout consacrer à l'arme de la grande guerre ; et le poids mort des traditions, des organisations anciennes ne pesait pas sur elle. Mais de 1901 à 1908, ses dépenses pour la marine se sont accrues de 73 p. 100. Dans le même intervalle, l'augmentation était en Angleterre de 24 p. 100, en Espagne de 33, en Italie de 36, au Chili de 80, aux États-Unis de 84, en Suède de 93, au Japon de 97, au Brésil de 125, en Autriche de 160. En France, elle était de 6 pour 100. Ainsi dans le progrès général, figuré par cette simple statistique, nous nous sommes laissé distancer, en particulier par notre voisine de l'Est. Et c'est sans doute par l'effet d'une mauvaise utilisation de nos services maritimes, mais c'est aussi par le jeu d'un phénomène en quelque sorte mécanique. Il en est du développement d'une institution comme du mouvement imprimé à un corps pesant, dont l'accélération se proportionne en même temps aux forces qui l'entraînent et à son peu de masse propre, qui fait sa mobilité. Notre marine, surchargée de complications traditionnelles et de besognes diverses, était lourde à pousser en avant, et nous n'y avons consacré que peu de volonté, peu d'attention, peu d'argent : elle ne pouvait progresser.

La politique intérieure. — Organisme social, l'institution maritime baigne dans le milieu politique ambiant. En dehors de toute action voulue et combinée, de tout effort officiel, elle reçoit en chaque point de sa surface les influences diffuses du monde politique. Elle se nourrit des sucs répandus dans la circulation morale du pays et s'empoisonne à ses toxines. Les élémens qu'elle absorbe ainsi tout formés, il serait bon d'en faire la part, si l'on voulait préciser sa vraie responsabilité.

Le plus dangereux de ces poisons est assurément le virus politicien. Il serait trop long d'en décrire tous les ravages. Nous avons vu certaines de ses conséquences retomber du dehors sur la marine. Dans son développement et sa vie même nous en relèverions d'autres, caractéristiques d'une triple usurpation dans le domaine de la doctrine, de l'administration, de la discipline.

La marine a donc, en la personne de ses ministres, admis, sanctionné, traduit en fait le dogme politique de notre parlementarisme outrancier. Pour elle, comme pour la grande masse du pays, toute légitime autorité parut se concentrer dans les Chambres, toute compétence s'effacer devant leur compétence électorale. On les laissa, on les fit juges des questions les moins spécialement politiques. D'où l'instabilité des conceptions techniques officielles, dont la stabilité pourtant fait le prix.

Chaque rapporteur du budget eut sa doctrine navale ; et chaque année vit un rapporteur nouveau. C'est une revue curieuse à passer que celle de ces rapports successifs. Leur ton d'affirmation tranchante, leur tendance à contredire constituent deux traits de la physionomie politicienne. L'habitude d'un auditoire ignorant donne le premier ; le second répand sur un auteur cet air de supériorité qui en impose aux foules. Quand bien même chacune de ces opinions aurait été capable de sauver la marine, leur succession ne pouvait réaliser que l'incohérence finale. Elles ont été pourtant les directrices de notre politique navale. Elles en expliquent les cahots. Elles étaient une donnée parlementaire, influant sur les Chambres, sur le gouvernement, dont nous avons vu l'attitude vis-à-vis de la marine, et jusque sur le ministre responsable. En face d'elles, ce dernier ne dressait que ses conceptions personnelles, originaires le plus souvent d'un rapport antérieur qu'il avait rédigé. Comme l'absolutisme ministériel fait partie du dogme administratif hérité des régimes anciens, les titulaires du portefeuille imposèrent leurs vues,

généralement fondées sur les préjugés d'un milieu politique incompétent, jouet des utopies, trop heureux d'y croire lorsqu'elles promettaient une défense nationale à prix réduit.

On consultait parfois les grands conseils techniques, mais pour la forme. Dans un cadre tracé d'avance on leur demandait de fixer de simples détails. Un ministre nous dota lui tout seul des croiseurs-corsaires. Un autre, M. de Lanessan, soumet en 1900 au Conseil des travaux la proposition des sous-marins minuscules type *Naïade*. Sous la pression ministérielle, le Conseil, peu convaincu, en admet toutefois un exemplaire pour essai; le ministre en commande vingt. M. Pelletan, aussitôt au pouvoir, s'efforce de suspendre la construction des six cuirassés dus à son prédécesseur et votés par les Chambres. N'y pouvant parvenir, il remanie entièrement les plans de quatre d'entre eux; puis aux croiseurs type *Gambetta* il substitue le *Renan* et le *Michelet*, etc.

La seule fois cependant que le Conseil des travaux avait été laissé libre, en 1887, il avait donné au problème du matériel sa vraie solution, en créant deux types remarquables pour l'époque : le *Brennus*, le *Dupuy-de-Lôme*. Mais l'esprit jacobin ignore cette collaboration qui suppose l'indépendance et grandit le subordonné devant son maître d'un jour. Sous prétexte de discipline, il exige le silence des capacités techniques. Elles ne s'y sont que trop pliées.

On en trouve encore la preuve dans le domaine administratif. Qu'il s'agisse de réforme ou de gestion courante, on voit les méthodes logiques, faussées par l'esprit politicien, en porter l'empreinte caractéristique, à savoir une incapacité particulière à prendre les choses d'ensemble. Le manque de pondération constitue un trait professionnel du politicien. Les questions qu'il touche, il les déforme tout d'abord. Il se détermine par le petit fait sensationnel, instrument de persuasion vis-à-vis des foules et des assemblées, instrument de sa conviction, — quand il en a une, — vis-à-vis de sa propre ignorance. Résultat dans la marine : une succession de réformes partielles, toutes plus urgentes, plus passionnément poursuivies les unes que les autres. A chaque incident, vite un texte nouveau ; à chaque fissure une cheville : tout pour l'actualité. Et les réclamations les plus tapageuses satisfaites les premières, dans la mesure principale de leurs appuis politiques et de leur importunité. De là, de criantes dis-

proportions : le traitement des ouvriers à terre élevé tout à coup fort au-dessus de celui des marins qui naviguent ; des cadres exubérans, des situations démesurées prodigués au corps du Contrôle, aux officiers mécaniciens, aux personnels secondaires, etc. L'affolement après les catastrophes, l'imprévoyance avant. Qu'on se rappelle l'*Iéna*. Avant, on n'écoute aucun avertissement : ce n'est pas d'actualité ; d'autres objets attirent l'attention ministérielle. Après, on ne voit plus que poudre, qu'artillerie... Ainsi, pour vouloir trop bien faire sur un point trop limité, on risque à chaque heurt de tout désorganiser.

De ce désordre les Chambres sont les premières responsables ; les ministres le sont ensuite, qui se font leurs complaisans, et n'ont d'autres conceptions administratives que les leurs. On a beaucoup déploré la faible production des arsenaux, l'oisiveté des ouvriers, le gaspillage final. Des discours ont retenti, dénonçant les prétentions intolérables des syndicats. Mais d'autres, tombant des mêmes tribunes, mettaient toutes les insuffisances de production au compte d'un outillage trop restreint ou trop suranné. Qu'arriva-t-il? Qu'on prit, à la fois, deux mesures partielles, mais contradictoires : diminution de l'effectif ouvrier, tendant à réduire une main-d'œuvre si peu rémunératrice ; augmentation de l'outillage général, qui eût au contraire comporté l'emploi d'un personnel plus nombreux. Ainsi tel port, surchargé de machines-outils qu'il faut bien entretenir, ne trouve plus de bras pour le travail réel nécessaire à les alimenter, et d'ailleurs requis par les besoins de la flotte.

Les réformes sont ou devraient être l'exception ; mais la vie administrative quotidienne n'est pas moins troublée par la politique. Le Parlement a peu à peu voulu tout contrôler, pour tout commander ; cela d'abord par appétit naturel d'une autorité que rien ne borne, puis afin d'étendre à tout et partout son trafic électoral des influences. A force d'exiger sur toute chose des justifications, statistiques, états d'existant ou de prévision, etc., on finit par doubler en fait l'ancienne comptabilité, aboutissant à la Cour des Comptes, d'une nouvelle à l'usage du Parlement. Nous saisissons ici l'une des origines de cette paperasse envahissante qui paralyse l'administration entière, comme un sable fin noie les engrenages d'une machine.

Enfin, ce n'est pas assez du contrôle budgétaire annuel, officiellement exercé par les Chambres, pas assez de la Commission

spéciale d'examen des comptes prise dans leur sein, pas assez de l'enquête menée obligatoirement chaque année depuis 1906 dans les magasins, à terre et à bord, par trois membres de la Commission du budget: notre marine qui est la plus soupçonnée, la plus surveillée, la plus auscultée du monde, doit répondre à toutes les demandes de renseignemens formulées par les parlementaires en mal de rapport, d'interpellation, de « question, » ou simplement de documentation personnelle. On imagine le désordre apporté dans le travail des bureaux par ces exigences qui n'attendent pas. Et ce n'est rien à côté des recherches fiévreuses provoquées par le ministre pour s'armer d'avance contre les interpellations, toujours menaçantes, dont la pointe envenimée se dissimule jusqu'à la fin. Pour achever, paraissent les Commissions d'enquête: douze, quinze, vingt inquisiteurs à pleins pouvoirs, lâchés à travers la marine dont souvent ils ignorent tout, à la recherche du petit fait retentissant qui met en péril un ministère. Il est des enquêtes plus ou moins sérieuses: quelle qu'en soit la nature, cela se traduit toujours par une avalanche de questions, une hâte de convocation, un bruit, une agitation stérile épandue par les bureaux. La besogne utile et silencieuse reste en suspens: on regarde passer la tourmente. Depuis seize ans les grandes Commissions extra-parlementaires, parlementaires, administratives, etc., se rapprochent de plus en plus jusqu'à se joindre et parfois se doubler. Le fonctionnement normal du département a cessé d'être la règle: déjà il vit sous un régime révolutionnaire.

Celui-ci se traduit, outre l'agitation occasionnelle que nous venons de constater, par un certain état d'esprit et des habitudes fâcheuses. L'état d'esprit est celui de la défiance timorée. Les habitudes sont celles du favoritisme. La hantise de ce contrôle bruyant qui fait scandale d'un rien comme il laisse passer des énormités, et ne voit dans une administration complexe, dont le jeu lui échappe, que la seule régularité des écritures, mène à raffiner sur le détail de cette comptabilité formaliste. On ne saurait, quand le maître est soupçonneux, prendre trop de précautions. Et le politicien, fils du peuple, fait d'ailleurs aux duperies d'un milieu qui n'enseigne pas la confiance, ne voit partout que tripotages. C'est ainsi qu'il faut déranger vingt-quatre personnes pour acheter régulièrement trois œufs au compte de la fonderie de Ruelle, faire intervenir tous les pou-

voirs du port de Toulon et remonter jusqu'au ministre pour autoriser la délivrance au *Pothuau* de deux boutons de sonnerie et de quatre communications, le tout valant 17 francs, etc., etc. On passe des traités en forme pour les fournitures les plus minimes, si bien que tel objet de 8 francs revient à 22 fr. 50, grevé des frais de timbre, d'enregistrement, de correspondance, etc. Et c'est le Contrôle de la marine qui, poussé par le ministère des Finances, exige de semblables pratiques sous prétexte de régularité! Le Trésor y gagne en effet les droits de timbre qu'il se paie à lui-même, on voit à quel prix.

Il en résulte chez les administrateurs une timidité dont il est superflu de faire ressortir les inconvéniens. Elle se serait bien développée toute seule : mais on a pris soin d'organiser un corps spécial, sinon dans l'intention de la généraliser, du moins de manière à le faire. C'est le corps du Contrôle. Soutenu par des influences politiques, ayant bâti sa fortune sur des révélations à l'usage des parlementaires, le Contrôle a été finalement constitué contre les administrateurs plus qu'en faveur de la chose publique. Comme il n'a souci que de la régularité des formes, et point des conséquences de fait, il est surtout un « empêcheur. » Par lui, par le respect superstitieux de la formalité, la notion du temps, et parfois de la dépense, s'oblitère. On vise le parfait, en tout cas le « régulier. » Peu importent les garanties morales, techniques, pratiques, d'une gestion efficace ou avantageuse ; une seule chose compte : la garantie matérielle du papier signé.

On sait pourtant combien cette dernière peut être illusoire. Le régime de la défiance nous coûte cher. Les grands marchés de matériel en font la preuve. La loi, le Parlement, le Contrôle s'efforcent de leur donner la forme nécessaire de l'adjudication. On se met de la sorte à couvert de toute collusion de fonctionnaires. Mais la fourniture est conquise de plein droit par l'offre la plus basse. Si ingénieuses que soient les conditions de recette, le système convient mal à des outils, à des appareils délicats qu'on ne juge entièrement qu'à l'usage. Il retarde et trouble la construction des bateaux, pèse sur la préparation des plans, compromet les résultats. L'industrie privée préfère souvent, avec raison, exercer un choix plus éclairé dans un cercle de fournisseurs éprouvés. Nous venons d'assister cependant à une nouvelle campagne de presse et de tribune en faveur de l'adjudication obligatoire

Il resterait à montrer à l'œuvre le favoritisme politique. Le public, qui le voit partout régner en maître, en imaginera les effets dans la marine. On y a connu l'épanouissement du régime des fiches, au beau temps du combisme. La protection des loges a fait des amiraux, attribué des commandemens. L'appui de tel groupement civil transforme le sort de toute une catégorie d'officiers, son hostilité cause la disgrâce d'un amiral commandant en chef. Quant au personnel auxiliaire, il dépend tout entier, là comme ailleurs, de la recommandation politique. Le papier à en-tête du Sénat et de la Chambre, tiré pour l'un à 104 modèles et formats en raison des cas variés dont il reçoit la confidence, fournit à un commerce épistolaire formidable, en faveur de tous les protégés des 1200 circonscriptions. Une part de cette avalanche vient encombrer le ministre de la Marine et ses chefs de service. Et il faut ajouter les visites, soit individuelles, soit collectives.

On conçoit ce qu'y perd l'Administration en liberté dans ses choix, en valeur technique dans son personnel, en efficacité dans son action. On devine aussi combien en souffre la discipline. Fort entamée parmi les ouvriers des ports, ébranlée dans les équipages, atteinte même à certains égards chez les officiers, elle fléchit partout. Aux ouvriers, le député, le sous-préfet, et jusqu'à des ministres de la Marine ont soufflé avec l'esprit révolutionnaire l'indiscipline professionnelle. C'était trop peu de l'indulgence, voire de la faveur, encourageant leurs syndicats les plus violens : M. Pelletan se plut à leur sacrifier avec éclat les amiraux, chefs suprêmes de l'arsenal. Une mesure « humanitaire » avait déjà versé dans les équipages, sur nos bateaux, tous les repris de justice, professeurs d'anarchie, que la marine autrefois laissait prudemment à part, — lorsque le même M. Pelletan s'avisa de ligotter la répression dans les mailles d'un tarif obligatoirement réduit. Et l'on accueillit au ministère les réclamations directes d'hommes régulièrement punis; on effaça les punitions. On s'attachait à démentir l'autorité des officiers, à les déconsidérer devant leurs subordonnés. Les faits sont d'hier. Ils traduisaient une théorie sociale, réalisaient une politique attachée à maintenir l'antimilitarisme à la tête des armées.

Soumise à tant d'influences pernicieuses, ayant reçu pour alimenter son industrie guerrière tant de mauvaise monnaie, la marine ne pouvait rendre plus de puissance militaire qu'on ne

lui avait transmis de réelle force morale, administrative et matérielle. N'en a-t-elle pas, de son côté, trop laissé perdre dans la transformation ?

Le tableau des résultats obtenus permet de s'en rendre compte. Nous en indiquerons quelques traits.

II. — LES RÉSULTATS NAVALS

Ce que la marine produit pour le pays, c'est de la puissance effective : puissance de combat et capacité de préparation. Sans analyser en détail notre flotte, on peut prendre une idée de sa valeur relative, qui dépend d'autre chose encore que des statistiques.

Matériellement, nous avons depuis quelques années perdu le second rang, pour tomber au quatrième, après l'Allemagne et les États-Unis, presque à égalité avec le Japon. Pour nous trouver de niveau avec l'Allemagne dans dix ans, il nous faudrait dépenser plus d'un milliard, peut-être deux, rien qu'en unités de première ligne. Notre flotte utile comprend, outre les flottilles, une quinzaine de cuirassés, 5 garde-côtes, 21 croiseurs cuirassés, une cinquantaine de contre-torpilleurs. Les uns et les autres valent à peu près, individuellement, leurs contemporains étrangers. Mais la moitié de nos cuirassés, datant de plus de treize ans, n'ont déjà plus qu'une faible valeur militaire. Dans quelques années ils auront disparu. Le *Suffren* constituera seul avec les six *Patrie*, aujourd'hui en service, et les six *Danton* qui n'y sont pas encore, toute notre flotte cuirassée.

Les garde-côtes et croiseurs cuirassés ne jouent qu'un rôle secondaire ; les seconds se déprécient rapidement. De sorte que plus de la moitié de notre tonnage cuirassé utilisable, qui se monte en milliers de tonnes à 396, ne saurait compter pour l'effort décisif, alors que les 350 de l'Allemagne ne subissent pas un déchet d'un quart, et que l'Angleterre présente un total de plus de 1300.

Mais le chiffre ne fait pas tout. Les qualités importent autant que les quantités. Malheureusement, sur ce point, il reste à relever de graves défauts. Et si nos rivaux ont les leurs, ils semblent, au total, avoir fait meilleure besogne que nous.

L'homogénéité. — Nos escadres ne sont pas homogènes. Cela tient certes aux fluctuations de notre politique navale, mais aussi

à ce que la production du matériel : invention des plans, dessin des organes, exécution des détails, n'a été réglée dans un esprit d'ensemble que tardivement, et n'est pas encore au point. On a pu dire que nous n'avions su créer qu'une flotte d'échantillons. Si le mot n'est plus aussi vrai qu'à l'époque où chaque unité différait des précédentes, nous n'en sommes pas encore à l'exacte similitude de celles mêmes qui font partie d'un même programme et se construisent d'un même effort.

L'homogénéité pourtant est doublement précieuse au point de vue industriel et au point de vue militaire. Elle réduit le coût et la durée des constructions. Les organes interchangeables se prêtent aux nécessités de l'approvisionnement. Le nombre des articles à prévoir et à conserver s'en trouve diminué. Il devient plus facile et moins coûteux d'entretenir partout les stocks complets et les magasins suffisans. Enfin, lorsqu'une force navale s'écarte de ses dépôts, quel avantage, en cas d'avarie, que de pouvoir remplacer une pièce de machine, un appareil de pointage, une transmission d'ordres par le rechange disponible à bord d'un bateau voisin ! Mais il est aussi des rechanges humaines, que nécessite le renouvellement périodique des équipages, qu'imposent brusquement, durant le combat, les atteintes du feu ennemi. L'homme qui change de bateau, de poste, de fonction a besoin d'un apprentissage. Avant de savoir les conduire, il doit faire connaissance avec ses nouveaux instrumens. Apprentissage plus court et plus aisé pour un matériel plus semblable au matériel déjà vu. D'où l'intérêt d'un type unique. La variété des appareils similaires s'ajoute au contraire à leur complication pour écraser l'esprit de nos apprentis spécialistes. Nos machines, nos chaudières, où se multiplient les formes les plus diverses, les combinaisons les plus ingénieuses, composent pour le mécanicien un véritable musée technique. Ou bien il connaît tout dans les grandes lignes, c'est un praticien encyclopédiste, mais sans la concentration nécessaire pour approfondir le jeu du seul organe qui lui soit confié ; ou bien il se limite au modèle qu'il a sous les yeux, et le hasard d'un autre embarquement peut annihiler son expérience technique. Le canonnier, le torpilleur de même Le fini, la rapidité de l'instruction exigent l'homogénéité.

Elle n'intéresse pas moins la tactique et la stratégie. Qu'importe la vitesse du navire le plus rapide, s'il doit marcher au pas

d'un retardataire ? Une escadre ne saurait s'éparpiller sur les routes maritimes : sa cohésion fait sa force ; elle se règle donc nécessairement sur le plus lent, le plus désarmé, le plus avarié. Ajouter un faible à des forts, c'est à beaucoup d'égards les rabaisser à sa mesure. On ne s'unit que sur le niveau commun.

L'efficacité. — Cette incohérence matérielle avait pour cause un obscurcissement de l'idée militaire. Celle-ci, définissant le but, doit dominer les fins intermédiaires des services de préparation. Toute démarche qui ne « paye pas » en valeur réalisable sur le champ de bataille devient nuisible : elle est un gaspillage de forces et d'argent. Le progrès même, l'ingéniosité savante tombent sous cette loi : ils ne méritent crédit qu'à proportion de leur efficacité. Or, de quelques supériorités intellectuelles qu'elles fassent la preuve, une politique navale instable, une flotte disparate ne préparent que la défaite.

C'est à quoi d'ailleurs aboutissent toutes les organisations partielles, insuffisamment liées ensemble et rattachées aux réalités pratiques : semblans de défense, illusion de sécurité. Comment soustraire nos colonies aux tentatives d'un ennemi naval ? En gardant la maîtrise des voies de mer. Or, nous n'avons pas su nous poser le problème dans sa généralité. Sous la poussée des intérêts particuliers, au hasard des émotions publiques, on accumule d'inutiles travaux. On organise aux quatre coins du monde des points d'appui pour une flotte qu'on oublie d'entretenir ; on éparpille sur le pourtour des océans quelques douzaines d'impuissans torpilleurs ; on envoie dans la boue des rivières cochinchinoises des sous-marins incapables d'y rendre aucun service. Autant de gestes pour la galerie, autant de dépenses perdues. Sur nos côtes métropolitaines, au lieu de concentrer les efforts, on les disperse au long du littoral. La flotte et les flottilles devraient combattre assemblées : on les découpe en tronçons, on les brise en menus fragmens. Si bien que le premier souci, l'opération stratégique initiale de toute guerre serait une concentration, sous la menace ennemie, de cette poussière de forces. La première victoire à remporter, la plus difficile peut-être, consisterait à réparer le vice volontaire de notre organisation du temps de paix. La division de nos flottes entre le Levant et le Ponant pesa toujours comme une fatalité sur notre marine. C'est en essayant de se rejoindre que nos escadres se firent nécessairement prendre en état d'infériorité. Nous devrions savoir ce qu'il

en coûte. Quant aux flottilles, incapables de préserver seules nos côtes d'un débarquement appuyé par une armée navale, elles n'ont chance de succès qu'en agissant par masses. Il fallait les grouper en divisions nombreuses; et non aux points d'attaque des forces ennemies : aux points d'essor des nôtres, à proximité des escadres, au nœud des opérations. On a généralement fait l'inverse.

La même erreur de principe, celle de la stratégie défensive, préside à la répartition des bâtimens en réserve. Eux et les torpilleurs étant censés suffire à sauvegarder les ports secondaires, et d'ailleurs représentant une manne à répartir entre le plus possible de cités candidates, on en est venu à remiser dans des coins d'arsenaux, par petits paquets, les bateaux désarmés. De deux choses l'une : ou ils sont inutilisables pour la lutte décisive, et mieux vaudrait reporter sur d'autres les crédits; ou l'état-major compte les mettre en ligne, et c'est aux grands ports d'armement qu'il faut les rassembler, à côté de la flotte active dont ils combleront les vides et soutiendront la sortie. En tout cas, ils ont droit à une surveillance, à des réparations, à un entretien minutieux. Inutile de conserver, si ce n'est pour tenir en état de reprendre usage. C'est ce qu'on paraît oublier. Un personnel insuffisant, instable, délaissé, mis à réquisition pour toutes les besognes de l'arsenal, voilà le lot de ces forces de seconde ligne, d'où peut dépendre la victoire finale. Point de chef commun qui d'avance les groupe en escadre, les étudie et les exerce. Les commandans provisoires, les officiers de passage, les hommes en corvée garantissent tant bien que mal d'une détérioration visible les organes les plus apparens : à la déclaration de guerre, ils embarqueraient ailleurs, laissant à de nouveaux venus la charge d'un bâtiment deux fois inutilisable, comme invalide et comme inconnu. Trop d'exemples en font foi : la réserve est la mort d'un bateau. Ceux qu'une mission inopinée rappelle à la vie n'en finissent plus d'accomplir des essais laborieux, éternisés en réparations ; et, poussés enfin hors du port, ils ne retrouveront jamais plus leurs qualités natives. En dépit des statistiques, on peut les rayer d'entre les bateaux vivans : ce sont des simulacres de forces.

De tout ainsi; l'apparence au lieu de la réalité; un effectif imposant de navires souvent sans valeur; des stocks prévus sur le papier, mais inexistans ; une mobilisation toute théorique,

des équipemens, des vivres, des médicamens; des obus en déficit, ou mal adaptés aux besoins. Il faut une alerte pour qu'on ouvre les yeux. On s'aperçoit alors que les batteries des côtes, les garnisons des îles exposées à un coup de main, se trouvent incapables de discerner sur mer les amis des ennemis. Leurs méthodes de combat sont d'ailleurs peu certaines; leur personnel est instable. Souvenons-nous de Fachoda : les batteries du littoral devaient, à la mobilisation, attendre trois jours leur armement, alors que la violation de nos côtes eût précédé, ou du moins accompagné la rupture diplomatique! Les hommes dans un port arrivaient de Grenoble... L'affolement rue Royale fut intense. Nous voudrions croire que la leçon a porté ses fruits, bien qu'une émotion fort analogue ait, dit-on, secoué le ministère à l'occasion du Maroc.

Faute de matériel auxiliaire, le ravitaillement des escadres dans nos plus grands ports serait très lent : il manque au moins une centaine de chalands charbonniers et porteurs, citernes à eau, à huile, à pétrole, bugalets d'artillerie, etc. Les appontemens sont en trop petit nombre pour faciliter autant qu'ils devraient ces opérations et dégager les rades, encombrées de bateaux au mouillage. Celle de Toulon, aussi bien, n'a plus les fonds nécessaires pour l'évitage, et la circulation d'une force navale importante. Les cuirassés, dont les tirans d'eau vont croissant, y traînent déjà leur quille dans la boue; à chaque mouillage, des appareils délicats, recevant une eau mêlée de vase, s'encrassent et risquent de s'avarier.

Si la simple activité du temps de paix apparaît ainsi pleine de menaces, qu'attendre du temps de guerre? Des cuirassés entrent en service avant que les ports possèdent les moyens de les réparer. Comment panserait-on leurs blessures après un combat? Un seul bassin à Toulon peut recevoir les grandes unités récentes. Que *l'Iéna*, au lieu d'exploser dans la forme n° 2 de Missiessy, se trouvât dans la forme n° 3, et le port se voyait incapable de caréner aucun des grands navires de l'escadre entre mars 1907 et septembre 1908. Les six *Danton*, de 18 000 tonnes, vont entrer en armement, alors qu'*aucun* bassin ne sera en état de les recevoir.

Ces bateaux, on le sait de reste après l'affaire Germinet, ne portent qu'un approvisionnement insuffisant de munitions. Trois heures de tir l'épuiseraient. Et que sont trois heures de combat

au cours d'une campagne stratégique qui peut s'étendre à des milliers de kilomètres ! Mais voici plus grave encore : ces trop rares projectiles ne comptent même pas, pour la plupart, au point de vue des effets destructeurs. Les uns, obus en fonte, sont pourtant dangereux, mais non pour l'ennemi, pour nos hommes qui les tirent. Quant aux autres, obus de rupture, leur charge interne d'explosif suffirait tout juste *à chasser le bouchon du culot*. Or ce sont là les deux seules munitions dont disposent à l'heure actuelle les gros canons de nos principaux cuirassés ! Leurs obus de semi-rupture, encore à faire, depuis plusieurs années n'attendent que les crédits !

Faut-il parler des tourelles, mal ajustées à la mesure des canons, mal adaptées à leur service ? Notre matériel embarqué présente ce caractère de ne paraître conçu ni pour son cadre, ni pour son usage. La simplicité, source d'économie, d'aisance, de sécurité, lui fait défaut. Réalisant la solution compliquée, ingénieuse, théorique, fragile, il semble créé pour l'art, non pour une fin militaire. Il est naturel qu'alors on sacrifie à l'engouement du jour en faveur de telle réussite, de telle qualité souveraine en théorie. L'invisibilité du torpilleur, la facilité d'embarquement du sous-marin, la vitesse du croiseur ont été des dogmes : cette *survitesse* inutilisable et précaire, qui dévore la puissance de l'artillerie, réduit les soutes, diminue la protection...

Que de causes d'inefficacité pour nos escadres ! La pire de toutes serait une insuffisance d'entraînement. Or, nos forces navales étant les fiefs du commerce urbain, à chaque absence il crie. En tout cas, du jour de la paye au quatre ou cinq du mois suivant, elles appartiennent au port titulaire : c'est la trêve des cabaretiers. Ensuite, on ne demande en haut lieu qu'à économiser le charbon en restreignant les sorties. Seule la hantise du but final rappellerait qu'une flotte ne se forme qu'à la mer. Bien souvent, pour abréger, les amiraux ont dû laisser faire les tirs à la « va-vite ! » Il suffisait vraiment au ministère que les feuilles officielles fussent remplies, les allocations consommées. On rognait d'ailleurs d'année en année sur une dépense « accessoire, » destinée à s'évaporer dans l'air en fumée de charbon et de poudre, à s'ensevelir dans l'eau sous forme de projectiles perdus. Après tout, en dépit des esprits chagrins, les choses en allaient-elles plus mal ?

Les accidens. — Elles allaient, en effet tant bien que mal,

jusqu'au jour où les accidens commencèrent à se multiplier. Liste funèbre et ruineuse d'explosions, d'incendies, de naufrages : ici les chaudières du *Jules-Ferry*, du *Chamois*, des torpilleurs, de la *Jeanne-d'Arc*, du *Descartes ;* là, l'artillerie du *Victor-Hugo*, de la *Couronne* en 1906, en 1907, en 1908, du *Latouche-Tréville* un mois plus tard; la perte du *Sully*, du *Chanzy*, du *Jean-Bart*, de la *Nive*, du *Lutin*, du *Farfadet ;* le *Gymnote*, le *Fresnel* coulés, le feu à l'arsenal de Toulon, à l'*Algésiras*, au *Latouche-Tréville*, au *Brennus*, au *Charles-Martel ;* enfin l'*Iéna ;* vision terrifiante! Quelle série en quelques mois! L'opinion s'épouvanta, non sans motif.

Peut-être exagère-t-elle un peu. C'est fort naturel. Le mystère des raisons techniques, la gravité des conséquences, sont pour inquiéter. Au vrai, l'accident, en marine, reste inévitable : il subsiste aux naufrages des causes fortuites. Il en est aussi de systématiques, mais d'obligées : il faut bien suivre le progrès de l'industrie à la fois la plus périlleuse, la plus complexe et la plus changeante ; le suivre avec une minutie passionnée, sans un retard, qui pourrait compromettre tout l'édifice de notre sécurité Il faudrait plutôt le précéder, tout au moins le conduire. Et ce n'est pas sans risques. Les marines étrangères en font foi, par des accidens semblables aux nôtres. On se souvient du *Maine* américain, du *Mikasa*, du *Matsushima* japonais, sautant comme notre pauvre *Iéna*.

Néanmoins, chez nous, la proportion devient trop forte. Elle trahit un défaut qui nous est propre. Nous ne suivons plus que saignans et trébuchans ce progrès toujours accéléré, si longtemps guidé par nous. Nos facultés inventives n'ont pas diminué, mais elles ne mûrissent plus leur fruit militaire. C'est que l'organisation fléchit. Nous payons la lenteur, l'incohérence, la versatilité des programmes, l'insuffisante adaptation des efforts ; et nos types de cuirassés, notre artillerie ne servent plus de modèles. Pour le matériel du combat décisif, nous ne faisons plus qu'imiter.

L'état moral. — Une pareille situation matérielle ne va pas sans quelque affaiblissemant moral du personnel navigant. Quelles que soient les vertus et les capacités du nôtre, il constate l'inefficacité des instrumens mis entre ses mains, il subit les accidens, il reçoit le contre-coup de l'émotion publique, les reproches l'atteignent : il en est ébranlé dans son assurance

nécessaire. L'administration navale qui l'exposait à ces causes de trouble n'en a pas su corriger les effets. L'état d'esprit des marins, cette richesse principale d'une flotte, n'est pas l'objet des soins assidus qu'il réclame. Causez avec nos officiers, avec nos matelots, vous ne sentirez plus la fierté professionnelle : fierté de leurs armes, de leur aptitude, de leur cohésion. Ils l'ont eue; les événemens la leur ont fait perdre. C'est un ressort de la force qui est brisé.

Avec la fierté s'en va la confiance. Héroïques, tels qu'on les a vus dans les douloureuses catastrophes du temps de paix, nos marins iraient au feu doutant de la victoire. Dans ces conditions, on peut mériter l'admiration du monde : on ne saisit pas d'une main ferme les chances de succès. Quand tout dépend de quelques minutes d'un tir précis à huit mille mètres, quel encouragement, dans l'horreur de la mitraille, que de savoir inefficaces les projectiles qu'on envoie au but! Non moins indispensable, la confiance dans les qualités mêmes des chefs, il faut bien le reconnaître, baisse elle aussi. On a tant publié, crié de la tribune, laissé répéter autour des amiraux qu'ils étaient incapables!... L'esprit des simples se défend mal contre les imputations imprimées, contre les calomnies officielles. Et les amiraux ne sont pas seuls atteints, mais avec eux tous les officiers. Le respect s'en va; malheureusement, il entraîne, avec un peu de la discipline, beaucoup de cette cohésion morale, de cette intimité confiante, de cette affection réciproque, ciment d'une armée navale. Un bateau forme comme un être ; et son âme, composée d'un millier d'âmes, doit être une pour qu'il vive. Il faut qu'une escadre s'anime tout entière de la pensée de son chef; et les pensées ne se fondent qu'au feu d'un sentiment commun. Pour qu'à l'heure critique dans dix mille poitrines batte un seul cœur, il faut des courans sympathiques, à la fois instantanés et puissans, que les petites défiances interrompent ou retardent.

A sentir désagrégée la vaste unité morale où chacun a sa place et son harmonie, les hommes souffrent inconsciemment. Le dégoût leur vient de leur œuvre. Ajoutez les injustices du pouvoir, les injures, les reproches, les préjugés du public, les frottemens internes d'un service où moins de bons vouloirs ont la charge de plus de difficultés pratiques; prêtez l'oreille au concert des réclamations qui s'entraînent l'une l'autre en se combattant et dont le seul bruit exciterait déjà les esprits;

voyez les carrières s'amoindrir matériellement, et néanmoins perdre chaque jour de cette considération qui les grandissait : vous vous expliquerez le mécontentement presque général, dernier résultat, l'un des plus douloureux, de nos méthodes d'administration navale.

III. — L'ORGANISATION

Ce coup d'œil sur l'actif et le passif, sur les matériaux et sur l'œuvre accomplie doit s'achever en une comparaison, qui constitue un jugement. Or la « balance » accuse encore un déficit. Le défaut des forces morales ou matérielles consacrées à la marine n'explique pas directement toutes ses faiblesses. Des déperditions intermédiaires caractérisent sa gestion, et ferment entre les influences extérieures et les résultats de fait la chaîne des conséquences.

L'anarchie d'en bas. — D'origine politique, mais faisant corps avec l'institution navale, nous trouvons d'abord l'anarchie des arsenaux. Les ouvriers, contremaîtres et auxiliaires, ont reçu depuis dix ans de singulières faveurs. Pour les simples ouvriers, la retraite n'est pas inférieure à 600 francs après vingt-cinq années de service ; et pour les autres, on ne s'explique les avantages disproportionnés dont ils ont été gratifiés que par une erreur matérielle commise en 1900. Véritables fonctionnaires, assurés d'une position stable, ces privilégiés se sont empressés de répudier toute discipline. Leurs syndicats, traités avec les derniers égards, ont tout de suite versé dans la propagande révolutionnaire. On les laisse prêcher l'antimilitarisme, le sabotage, insulter publiquement par affiches leurs supérieurs hiérarchiques, le préfet maritime et le ministre. La première liberté qu'ils ont exigée, et tout d'abord prise, c'est celle de ne rien faire. L'administration semblait les y encourager. Elle avait commencé par en asseoir une part croissante dans les bureaux. Pour M. l'ingénieur Doyère, sous-directeur à Toulon, l'arsenal est « une usine d'écritures et de comptabilité, où les travaux ne représentent que l'accessoire. » Et d'après le capitaine de frégate Ravoux, commandant de la flottille, l'insuffisance du travail et l'excès des formalités ont porté de 15 à 123 jours la durée de réparation d'une torpille. Toulon recevrait mensuellement du ministère environ mille dépêches qu'il faut parfois reproduire

en quintuple expédition. Ces postes d'écrivain sont au nombre des travaux doux, pour lesquels, protections aidant, on détourne de la production réelle plus de 10 pour 100 du personnel.

Ce qui reste travaille le moins possible : non qu'il ne s'y rencontre une majorité d'ouvriers honnêtes et laborieux ; mais elle aurait besoin d'un appui contre l'exemple et l'intimidation. Quelques mauvaises volontés suffisent d'ailleurs à paralyser une équipe, où chacun doit attendre l'aide de tous les autres. L'arsenal de Toulon, qui emploie 6 500 ouvriers, a l'air d'une ville morte ou d'une usine en grève. Le désordre, la paresse, l'incurie s'y étalent. Les hommes allongés au soleil l'hiver, à l'ombre l'été, causent, fument, jouent aux cartes, lisent le journal. Ouvrons, pour constater le contraste, le livre de M. Lockroy sur la marine allemande : « On devine une discipline sévère... Les hommes sont silencieux comme les machines électriques dont ils font usage... L'arsenal est tenu comme un bateau. Tout y brille et y reluit. On y chercherait une tache. Pas un bout de tôle n'est oublié dans les chemins... »

La politique fait naturellement ses ravages parmi nos ouvriers désœuvrés. Ils en ont d'abord obtenu d'élargir encore leur oisiveté. M. Pelletan leur accorda la journée officielle de huit heures, réduite en fait à beaucoup moins. Des ingénieurs ayant servi dans les chantiers privés et dans certains arsenaux estimaient au *dixième* la proportion des rendemens ; et un autre technicien évaluait à *deux heures* de travail effectif l'activité des bons ouvriers à Toulon. Voilà pour la quantité. La qualité vaut-elle mieux ? On assure qu'il faut reprendre près de la moitié des montages et ajustages faits par Toulon. Et qui ne se rappelle en effet tel sous-marin se présentant aux essais avec des organes incapables de fonctionner ? La mauvaise volonté n'est peut-être pas toujours étrangère à tant d'incidens : incendies, bateaux coulés au bassin, enrayages de machines, etc., qui se reproduisent du Nord au Midi. Et justement, la surveillance a été diminuée avec le nombre des gendarmes et des garde-consignes, désarmée par la faiblesse ministérielle. Ceux des contremaîtres qui essayaient de réagir se sont vus l'objet de persécutions impunies. De leur côté, les officiers et ingénieurs, priés d'éviter toute affaire, et sachant qu'ils ne seraient pas soutenus, ferment les yeux. D'ailleurs, la paperasse les retient hors des chantiers.

Dans ces conditions, le pouvoir finit par émaner d'en bas.

C'est l'anarchie. En voici les résultats. Le vrai moyen de concilier les intérêts de l'ouvrier et ceux de l'État, d'améliorer à la fois les salaires et la production serait l'emploi du travail à la tâche. Tout le monde y gagne. Les ouvriers laborieux l'appellent donc de leurs vœux. Les syndicats révolutionnaires n'en veulent pas (1). Et le gouvernement qui l'avait prescrit, s'est empressé d'y renoncer. Un peu plus tard, après des déclarations retentissantes, M. Thomson essaya d'y revenir; mais il crut devoir y mêler, pour le rendre moins amer, une part de socialisme. Le champ d'expérience était cet atelier des torpilles, dont la production, de 127 torpilles, en 1902, était tombée, en 1905, nominalement à 69, et plus bas encore dans la réalité. On prit pour base le chiffre de 91, inférieur de 40 pour 100 à la production ancienne, et le personnel reçut le bénéfice intégral de la plus-value : bénéfice réparti non entre les 123 ouvriers ayant effectué le travail en cause et proportionnellement à leur participation, mais, sans distinction d'emploi ni de salaire, entre toutes les 317 personnes attachées à l'atelier, soit les balayeurs, etc.

Sur cette pente des concessions, on ne s'arrête plus. Un décret du 13 juin 1907 introduit des délégués ouvriers dans les conseils d'admission, d'avancement et de discipline. Même il leur donne la majorité : quatre voix par exemple contre celle d'un ingénieur assisté du chef d'atelier et d'un surveillant. Et naturellement, la désignation des délégués reste surtout aux mains des minorités violentes. Aucune industrie ne résisterait à de pareils abus. La marine n'en évite pas les inconvéniens, mais, dissimulant son déficit, elle les rejette sur le pays et puise chaque année dans la poche des contribuables pour continuer une exploitation de plus en plus onéreuse.

L'anarchie d'en haut. — Son mauvais rendement a d'autres causes encore. Un de ses ingénieurs les plus distingués, M. Ch. Ferrand, définissait la maladie dont elle souffre une anarchie double : peut-être devrait-on dire triple. Il localisait l'anarchie d'en haut dans la tête de l'administration, mais on en relèverait les symptômes à tous les degrés du commandement. La marine n'est pas commandée. Rien n'y fait sentir une action

(1) Dans une réunion à Toulon, le 23 décembre 1908, il fut décidé à l'unanimité que tout ouvrier acceptant de travailler à la tâche serait rayé des syndicats et exclus à tout jamais.

ordonnée, répartie entre les organes et échelons divers. D'où l'incohérence et l'irresponsabilité.

Nous serons dispensés de nous étendre sur cette incohérence après le vigoureux article du commandant Davin qu'on a pu lire ici même (1). Nous avons signalé le défaut d'ensemble dans les vues réformatrices : il est le reflet d'une organisation sans unité véritable. Les différens services, dépourvus de liaison normale, ne peuvent confronter leurs exigences, également naturelles, mais opposées. Or le compromis fondamental sur lequel s'équilibre tout le plan du bateau de guerre, se réfléchit forcément dans chaque détail de son armement, de sa construction, de son approvisionnement. Chacune des questions soulevées par l'activité quotidienne du ministère retentit ainsi sur toutes les branches techniques. La recherche des solutions capables de mettre d'accord tant de tendances contradictoires nécessiterait des relations régulières entre les bureaux : il n'en existe pas. Le ministre seul départage les avis. Eût-il des lumières suffisantes, que tout ne pourrait être étudié, tranché par lui. Les bureaux donc, tant bien que mal, négocient directement des transactions laborieuses. Cela dure des mois : notes écrites, formalités, recours aux conseils consultatifs, brigues secrètes, etc., pour finir en une décision brusque inspirée en sous-main par le plus adroit. Il faut s'attendre à ce que ce dernier fasse trancher dans son propre sens. Et l'anarchie se poursuit dans chacun des services : entre la direction des Constructions Navales et la Section Technique, par exemple, qui n'a point à savoir si les plans fournis par elle le sont en temps utile ou ne comportent pas de difficultés spéciales de construction. M. Ch. Ferrand cite le conflit suscité par quelques taquets de la *Démocratie*, modifiés par Brest pour faciliter l'aménagement. Il fallut faire appel au ministre.

Les retards dus au formalisme se compliquent ainsi de tous ceux qui sont dus à l'incohérence, aux querelles, aux frottemens internes. Or, le retard engendre dans le domaine militaire l'impuissance, dans le domaine industriel le gaspillage. C'est pour avoir trop tardé qu'on n'appliqua pas à temps les mesures qui eussent sauvé l'*Iéna*. La durée interminable de nos constructions déclasse par avance nos bateaux neufs. Elle en accroît aussi le prix. Les plans sont tellement remaniés en cours de construction que le marché du *Voltaire* à La Seyne a déjà subi, paraît-il,

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1908.

180 modifications : et le bateau n'est pas fini. Il va sans dire que ces tâtonnemens se paient : des pièces sont à refaire, d'autres à transformer, de nouveaux gabarits, de nouveaux calculs deviennent nécessaires. La France construit un cuirassé en cinq ans, l'Allemagne en trois ou deux et demi, l'Angleterre en moins encore. Nous le commençons, il est vrai, sans projet étudié, sans plan certain. On disserte sur des avant-projets jusqu'au jour où la dépêche de mise en chantier vient enfin clore les discussions oiseuses et provoquer les études définitives. C'est à quoi surtout elle sert. Mais si l'on se résout à la lancer, c'est d'abord pour occuper les ouvriers, auxquels on n'a pas eu la prévoyance d'assurer dès longtemps de la besogne. Ainsi acculé, on travaille sans ordre ni méthode ; on prend son parti de construire des fractions entières de bâtimens qu'il faudra démolir plus tard. Par ailleurs, les appareils importans, l'artillerie ne sont point commandés. Il faut pourtant vingt mois pour exécuter une tourelle, vingt-quatre pour les machines, quand la coque n'exige qu'un an. Et l'on aboutit à mettre en escadre des cuirassés sans canons, tous essais terminés d'autre part, comme les trois *Charlemagne* en 1898, — au moment de Fachoda ! C'est que le ministre se réserve de déterminer le plus tard possible le type des chaudières ou des machines. En outre, nous l'avons dit, les défiances politiques rendent obligatoire l'adjudication : on ne saura donc qu'après une série de formalités, postérieures elles-mêmes au vote des crédits, qui fournira les organes les plus importans, les tourelles par exemple : impossible de préciser les plans d'après leurs formes et poids exacts, encore inconnus. Le Parlement, de son côté, ne voit pas au delà des chiffres budgétaires : il s'agit d'équilibrer l'année courante ; le reste importe peu. Or, il est des économies ruineuses. Pour éviter les grosses annuités, on échelonne des paiemens sur cinq ou six ans : il faut bien que la construction suive les mêmes délais. Et faute de quelques dizaines de mille francs, un bateau ne paraîtra en escadre qu'avec douze mois de retard, alors que sa déperdition annuelle, son seul amortissement matériel représente plus d'un million, alors qu'au point de vue militaire, sa valeur disparaît en dix ans, quinze au plus. Un an de moins en service, c'est trois millions de perdus. Rappelons enfin M. Caillaux, exigeant que les formes de radoub à commencer demain soient à la stricte mesure des bateaux en achèvement aujourd'hui, si bien que l'inévitable progrès des tonnages

nous contraindrait à les agrandir à peine terminées, Dieu sait avec quels frais supplémentaires !

De l'incohérence purement administrative nous signalerons ce dernier trait : les études poursuivies par un service restent à tel point ignorées des voisins, qu'on voit commander pour de vieux bateaux à la veille d'être déclassés, — le *Magenta*, le *Duperré* par exemple, — des chaudières de rechange, encore aujourd'hui sur les quais de Toulon où elles achèvent de se rouiller. Il faut chasser du *Terrible*, pour le livrer à la ferraille, les ouvriers occupés à y faire des installations nouvelles. Même la Section Technique, tenue dans l'ignorance des conclusions de l'Artillerie, en vint à dessiner des plans, — ceux de la *Jeanne-d'Arc*, croyons-nous, — les plans d'un bateau de guerre, c'est-à-dire d'un affût flottant, d'après un modèle de canon déjà remplacé en principe et qu'en effet on ne devait pas mettre à bord.

Tant de désordres ont une cause générale, la confusion des responsabilités. La responsabilité libre, vrai ressort des institutions modernes, qui va s'affirmant et se précisant, devient la grande règle des efforts communs; seul, son accord avec la subordination, qui les concentre, leur donne l'élan, la souplesse, la fécondité nécessaires à leur complexité, à leur activité nouvelles. Par mille leviers responsables joue un mécanisme administratif bien fait. Ce n'est pas le cas de notre marine. La maladie dont elle souffre est une sous différens noms : dans les formes administratives, elle s'appelle excès de centralisation; dans les réalités morales, absolutisme. La centralisation s'accentue à chaque période, à chaque réforme. D'une part, le ministre demeure au centre le seul intermédiaire et le seul juge ; dans les ports, d'autre part, il a peu à peu restreint l'autorité des préfets maritimes. A Paris, les directeurs, souvent choisis pour leur docilité, prennent l'habitude de porter d'avance au cabinet ministériel toute affaire qu'on leur saurait mauvais gré de se réserver. Et les bureaux de la rue Royale, insoucieux des pertes de compétence ou de temps, avides au contraire de se gonfler pour accroître leur importance, jouent vis-à-vis des ports et escadres le rôle d'une éponge, qui se vide ensuite au point central où converge la vie entière de la marine. C'est là, près du ministre, à son cabinet, antichambre de sa domination, que se concentrent, s'accumulent, s'éternisent les dossiers. Les attachés ont beau se multiplier de règne en règne, l'encombrement

reste formidable. La seule signature du ministre absorbe chaque jour plusieurs heures. Et cela n'a rien d'étonnant. Dernier arbitre des plans et des programmes, c'est lui qui donne aussi l'ordre de passer chaque marché, détermine souvent lui-même la liste des fournisseurs, résout en dernier ressort les difficultés survenues à leur égard, ordonne les paiemens, fixe les pénalités, décide de toutes les nominations, — y compris celles des contremaîtres, dessinateurs, gardiens de bureaux, — de l'embauchage des apprentis, de l'avancement et des décorations dans tous les corps et à tous les degrés; dirige les mouvemens de la flotte sur la surface des océans, fût-ce pour le moindre torpilleur, dont la présence ou l'absence intéresse toujours quelque localité.

Cette centralisation est fille de l'absolutisme, naturel au successeur de Colbert, mais aggravé par la politique de clan, de coterie, d'égoïsmes, de corruption. Rien ne résiste à l'autoritarisme ministériel. Après avoir pesé de tout son poids sur les grands conseils techniques, il se passe au besoin de leur avis ou tranche à l'opposé. Nous en avons cité des exemples concernant les prédécesseurs de M. Pelletan. Celui-ci en fournirait bien d'autres. Trouvant dans les ingénieurs responsables et compétens un obstacle à ses projets sur les chaudières, on se souvient qu'il improvisa pour la circonstance un comité de mécaniciens qui devait lui donner raison. Il en sortit une règle dont notre marine porte encore malheureusement le poids. On a vu rendre réglementaire un affût que marins et ingénieurs s'accordaient à condamner.

Les cas semblables sont légion. Ils montrent l'autocrate en action sur le terrain des principes; les questions de personnes le révéleraient de même. Telle demeure notre conception nationale du gouvernement, celle qui sort de l'instinct populaire, et dont l'empreinte est encore neuve dans les fils du peuple poussés aux grandes charges. Le roi-soleil ne se tenait pas seulement pour le *chef* de l'État; il était l'*État* lui-même. Ainsi de nos gouvernans. Chaque ministre en son ministère ne connaît, ne comprend aucune indépendance, aucun volume moral sous lui, donc point de vraie responsabilité. La responsabilité ne va pas sans la liberté, dont elle est l'envers. Du haut en bas comme il n'y a qu'une seule volonté, il ne se trouve en quelque sorte qu'une seule, immense, informe responsabilité, sans précision et sans effet. Elle apparaît comme confuse, dans ce grand corps à une

seule tête. Il lui manque, pourrait-on dire, d'être cloisonnée; de se diviser entre des limites où s'arrêtent également et le pouvoir d'en haut, respectueux des compétences, et les initiatives d'en bas, conscientes de leurs droits, mais non de leurs bornes. Ce cloisonnement voudrait ici la fermeté, du caractère et là quelque modération, vertus également rares des deux côtés.

A tous les degrés de la hiérarchie en tous les points de contact des pouvoirs superposés se retrouve donc la même erreur, et un supérieur toujours envahissant en face d'un inférieur qui se laisse envahir. Tout Français détenteur d'une fonction publique ou privée s'applique à réduire la personnalité de ses auxiliaires. Le chef ne se contente pas d'être chef; faute de la bien mesurer, ou parce qu'elle lui est disputée d'en haut, sa responsabilité de direction ne suffit pas à l'assouvir : il pénètre dans le domaine de ses sous-ordres. Il partage alors et par là détruit la responsabilité d'exécution, de surveillance, de vérification appartenant aux agens de la mise en œuvre. Pour un menu détail fautif, on ne saurait frapper sans injustice l'exécuteur couvert par un ordre. Mais punir le chef, haut personnage, accablé d'autres soins incomparablement plus graves, qui de loin, sans voir, imposait ses exigences et peut-être croyait bien faire, serait absurde et disproportionné. La responsabilité s'évanouit.

Elle disparaît plus facilement encore au sein des comités. Si la pression du pouvoir ne s'y exerce pas moins, la résistance des caractères s'y divise autant que la proportion des intérêts directs et la part de suffrage. Entre amiraux, aucun n'a qualité pour imposer ni la raison, ni l'héroïsme; chacun peut s'abriter derrière la masse. Réunissant, au contraire, des spécialistes divers, un comité composite opinera sur chaque ordre de questions d'après le technicien de cet ordre; mais, en le déchargeant matériellement et moralement des conséquences de la décision commune, on aura faussé d'avance, jusqu'en son propre esprit, cet avis qu'il émet. La sagesse administrative est faite de scrupules plus impalpables que la poussière d'une aile de papillon : si légèrement qu'on pense y toucher, on en altère le dessin.

Il n'y a donc de vraie responsabilité, juste et efficace, c'est-à-dire clairvoyante, que celle qui, libre et entière, doit s'étendre jusqu'à l'exécution.

Ce régime de contrainte irresponsable, où le ministre évoque

les moindres affaires, et qui étouffe les initiatives dans l'ordre administratif, nous le retrouvons dans l'ordre militaire. Le pouvoir central y intervient, comme nous l'avons dit, dans la discipline. Il intervient aussi dans l'instruction, soit directement, soit en restreignant la liberté d'allure des escadres. Quant aux navires en campagne, ils ne se déplacent plus que sur dépêche. Le caractère des chefs, ainsi bridés, s'atrophie faute d'usage. Le commandement n'est plus cette école de décision qui fait les hommes de guerre. Mais que penser des sous-ordres? Les infortunés « seconds » de nos bateaux végètent dans une dépendance que ce titre à lui seul symbolise. Au-dessous d'eux s'étend un mécanisme moral où l'être humain n'est trop souvent qu'un intermédiaire inerte. A qui ne veut que des instrumens les hommes cessent de constituer des aides bien efficaces. Que le « second » règle par-dessus la tête de l'officier spécialiste l'entretien de son matériel et l'instruction de son personnel; que le commandant dirige en personne tous les mouvemens où pourrait s'exercer le coup d'œil d'un officier de quart, ces quotidiennes usurpations anéantissent chez les subordonnés et l'énergie et l'espoir de perfectionnement. S'il est une marine où le service en sous-ordre ne forme pas à commander, c'est sans doute la nôtre.

Mais pourquoi les pouvoirs successifs, empiétant ainsi les uns sur les autres, à la fois usurpent-ils le domaine d'autrui et se laissent-ils évincer du leur? On en trouverait une raison dans l'essentielle timidité développée par le despotisme. La même faiblesse qui cède à la pression ministérielle devient, par un retour singulier, la principale de ces passions envahissantes opposées au cantonnement des responsabilités. Si le chef intermédiaire se substitue à un subordonné dans ses légitimes initiatives, c'est par peur des incidens. Il manque du courage nécessaire pour supporter les risques de la confiance. Risques accrus, il est vrai, par les colères d'en haut et la confusion des responsabilités. Pour se faire mieux obéir et se couvrir plus sûrement, chacun, renforçant sa propre contrainte de toutes les forces d'autorité étagées sous lui, veut engager dans ses contrariétés toute la hiérarchie qu'il commande. Il la tient solidaire des fautes qui pourraient susciter quelque « affaire. » Pour punir et prévenir celles-ci, sa peur arme contre elles d'autres peurs. Mais ne voyons-nous pas les Chambres elles-mêmes juger,

interpeller et renverser les ministres, non sur leur action propre, sur les directions générales qu'ils donnent au département, mais sur des incidens particuliers imputables d'ordinaire à des gens qu'ils n'ont jamais vus. Le déplacement des responsabilités, caractéristique du despotisme, est l'essence de notre justice administrative.

L'anarchie de principe. — Au centre du désordre se rencontre une erreur de principe qui ouvre la porte à toutes les autres: le but militaire n'est jamais mis au premier plan. Préoccupations sociales, philosophiques, esthétiques, financières, etc.; défiance des hommes et souci d'une belle comptabilité, complète en sa symétrie : tout, y compris l'ingérence parlementaire, intervient dans les décisions ; et le besoin d'accélérer les solutions d'ordre naval et de libérer les intelligences en vue de leur rôle vraiment utile n'apparaît point aussitôt pour faire pâlir tous les sophismes. Il en résulte que le corps navigant et combattant, qui a seul autorité pour parler au nom des nécessités militaires, a manqué de l'influence directrice qui lui revenait. Nous avons vu sa propre préparation au combat troublée par la politique et l'absolutisme. La distribution et les mouvemens de la flotte, la discipline du bord peu à peu lui échappent. Et il subit encore dans la constitution des instrumens matériels, bateaux, canons, etc., qu'il doit mettre en œuvre, la loi des fantaisies extra-techniques, en même temps que celle des partis pris techniques. Les unes, nées dans la presse ou le parlement, s'imposent par l'arbitraire ministériel. Les autres s'introduisent par le jeu des organes administratifs, dont l'incohérence est surtout au préjudice des marins. Ceux-ci y perdent les moyens de se faire entendre. Écartés du centre où les décisions s'élaborent, c'est de loin que les commandans adressent à Paris leurs observations. On a fait trop souvent preuve d'une négligence singulière à l'égard de ces documens. Soumis au délai d'examens techniques formalistes, — et, semble-t-il, quelque peu dédaigneux, — ignorés du ministre, qui a bien d'autres affaires, ils restaient lettre morte. On les enfouissait sans les lire dans les cartons qu'on ne rouvre jamais. C'est ainsi que les réformes les plus judicieuses, réclamées d'année en année par les chefs de forces navales, se révèlent comme de grandes nouveautés lorsqu'on en fait bruit au dehors. C'est ainsi que, longtemps avant la catastrophe de l'*Iéna*, tous ses commandans,

appuyés par les amiraux de l'escadre, l'avaient vainement prédite, et vainement avaient réclamé d'urgence les plus indispensables mesures de préservation.

Les grands corps techniques occupés à l'élaboration matérielle de la flotte: Génie maritime, Artillerie, forts de leur haute culture scientifique et industrielle, se laissèrent parfois aller d'autre part à une indépendance d'action préjudiciable au rendement militaire de la marine. On négligeait, à vrai dire, de les fixer par une doctrine explicite, tandis que leur éducation trop abstraite les inclinait à faire de la science plus que de la pratique, à chercher la perfection, non la commodité immédiate. De là ce perpétuel essai de types nouveaux, cette poursuite de la poudre idéale, du canon à vitesses initiales extrêmes, ces complications de mécanismes savans, mais fragiles, ingénieux, mais inefficaces. Le commandant Davin rappelait ici le système de noyage des soutes installé sur le *Saint-Louis*, très complet, mais n'opérant qu'en trente-deux minutes. Les vices de ce genre n'apparaissent pas toujours sur le papier de l'ingénieur; ils se découvrent au regard du service utilisateur. C'est pourquoi celui-ci doit imposer les idées directrices, et juger les résultats. On ne semblait pas s'en douter. Les marins reçoivent du ministère de la Guerre leur poudre toute faite sans pouvoir la discuter. Dans la marine même, le seul lien entre constructeurs et utilisateurs de l'artillerie est la Commission de Gâvres, où, sur dix-sept membres titulaires, figurent onze artilleurs et un ingénieur contre cinq marins.

L'absence d'une pensée militaire, et de cette hantise des conséquences naturelle aux services d'action, explique les gaspillages de temps, d'intelligence et d'argent. Liaison des organes, proportion et efficacité des efforts, tout ce qui fait ici défaut aurait dû naître spontanément autour d'un principe d'unité.

IV. — LES RÉFORMES

On attend une réforme, et nous distinguons déjà quel en pourrait être le sens. La nécessité même de réformer ne fait plus doute. Parmi les solutions proposées, nous sommes aptes à juger dès maintenant celles qui n'apporteraient que des remèdes partiels à des maux dont nous avons vu l'étroite dépendance. La marine languit d'une maladie générale; ce n'est pas en traitant isolément un ou plusieurs symptômes locaux qu'on la guérira.

Nous ne nous ferons pas non plus illusion sur la portée des méthodes curatives limitées au seul organisme naval. Tant qu'on n'aura pas assaini la vie publique, l'organisme naval souffrira, comme tout souffre autour de nous.

Resterait à faire un choix entre les traitemens les mieux appropriés. Mais les projets mis en avant n'offrent guère que de grandes lignes. Le sol est trop peu déblayé, les idées sont trop mal assises. On hésite à s'engager dans le détail. Il convient de s'assurer d'abord du point de départ ; et c'est à quoi les compétences jusqu'ici peu écoutées doivent collaborer. Car on ne saurait sans consulter les militaires rebâtir avec profit un édifice dont le grand défaut est le manque d'appropriation militaire. C'est à la lumière de la doctrine navale que doivent s'établir les plans nouveaux. Or cette doctrine n'apparaît qu'à peine. Elle commence seulement à se dégager du mouvement d'idées créé par l'École supérieure de marine et par le spectacle des faits récens. Elle n'a même pas son organe : un véritable grand état-major. Rien ne supplée un pareil instrument de pensée militaire. Une première réforme consisterait donc à compléter l'état-major général de la marine, à le débarrasser des occupations parasites, à y créer une section historique, à lui subordonner étroitement l'École supérieure, à le rendre enfin juge des questions de principe et des propositions de fait qui touchent à l'utilisation de la flotte. C'est l'étape préparatoire. Quand par l'histoire critique, l'étude des cas concrets et la préparation minutieuse des plans de campagne, avec leurs répercussions techniques, le grand État-major aura défini sa doctrine, expression réfléchie de l'opinion navale formulée par ceux qui doivent en porter, en fait, la responsabilité, on y trouvera la base d'une réorganisation désormais sans arbitraire.

Au point de vue administratif aussi, une réforme préparatoire déjà amorcée pourrait s'achever. En créant une Conférence des Services d'Action, qui réunit, sous la présidence du ministre, les principaux directeurs de l'administration centrale, M. Thomson a pris modèle sur l'amirauté anglaise. Cette dernière tient séance au moins une fois par semaine, et souvent davantage, deux cent vingt-quatre fois par exemple au cours d'une certaine année. Notre Conférence est loin de compte ; elle économise néanmoins du temps, des écritures, des frottemens. Là où une réponse mettait plus longtemps pour traverser un couloir de la rue

Royale que pour aller de Cherbourg à Toulon, deux mots échangés font l'affaire. Le ministre au milieu de ses collaborateurs reçoit et confronte directement leurs raisons. Chaque avis, net et cohérent comme l'expression d'une pensée individuelle, émane enfin du chef de service responsable qui devra le mettre en pratique. Il semble donc utile d'accorder plus d'importance encore à cet organe en voie de constitution. Peut-être, par là même, aura-t-on déjà tari plus d'une source de gaspillage. Peut-être aussi la concentration des influences directrices dans une sorte de cerveau administratif y fera-t-elle apparaître aisément l'image des besoins généraux de l'institution et le dessein d'une réforme efficace.

Nous avons esquissé un bilan de la crise navale. Il risquerait de provoquer des réflexions pessimistes si la double remarque précédente ne laissait entrevoir des causes de relèvement déjà en travail. Il ne faut d'ailleurs pas oublier ce dont nous n'avons pas parlé parce que cela n'est point sujet à crise : les admirables qualités du personnel, depuis le dévouement et l'entrain de nos équipages, mauvaises têtes comprises, jusqu'à la profonde culture de nos ingénieurs, aux goûts et à l'aptitude scientifiques de nos officiers, à l'élévation de leurs sentimens, à cette faculté de vibrer aux grandes pensées qui en fait d'exceptionnels ouvriers pour l'œuvre commune de sacrifice et d'héroïsme, jusqu'au don si précieux enfin de nos chefs, non pas tant sans doute le don de commander que celui d'entraîner et d'animer une armée. Ces vertus-là résistent aux défauts d'une organisation mal agencée. Ne désespérons donc pas de notre avenir naval ; et accueillons, en nous défendant du scepticisme, les efforts, — si mélangés soient-ils d'ambitions moins généreuses, — tentés en sa faveur.

G. Blanchon.

FIGARO ET SES DEVANCIERS

I

LES NOUVELLISTES A LA MAIN

On peut dire que la presse n'existait pas sous l'ancien régime. Que se passait-il? — On n'en savait rien. Un exempt n'eût pas tardé de déposer entre les murs de la Bastille l'imprudent qui se fût avisé de faire imprimer le moindre journal (1).

Il est vrai que, depuis 1631, paraissait *la Gazette*, fondée par Renaudot et pourvue par Richelieu d'un privilège exclusif; mais cette gazette hebdomadaire ne donnait pas le contenu d'une demi-page d'un de nos quotidiens. Et quelles nouvelles! Certes *la Gazette* avait des intelligences auprès de la Sublime Porte et dans les États du Grand Mogol; elle en avait moins en France. Les informations d'une semaine consistaient à dire que tel ou tel seigneur était parti pour sa maison des champs ou que Madame Deuxième avait présenté aux fonts baptismaux la petite-fille de la duchesse de Créquy. Le reste n'existait pas, ou, du moins, ne devait pas exister pour le lecteur.

I. — Mme DE SÉVIGNÉ

Les lettres privées tenaient lieu de gazettes. Et voici les premiers et charmans journalistes : Mme de Sévigné, Mme de Grignan,

(1) La plupart des textes inédits, où nous avons puisé pour écrire les pages suivantes, proviennent des anciennes archives de la Bastille, aujourd'hui conservés à la Bibliothèque de l'Arsenal.

Mlle de Scudéry, Mme d'Huxelles, Mme de Maintenon... « Je n'ai pas de plus grand plaisir que de causer avec vous, écrit Mlle Aïssé à Mme Calandrini. J'écris les nouvelles que je sais bien. Je n'aimerais pas à vous mander tout ce qui se dit à Paris. Vous savez, madame, que je hais les faussetés et les exagérations; ainsi tout ce que j'écrirai sera sûrement vrai. » « Mme de Sévigné raconte tout ce qu'elle sait, dit Gaston Boissier, et, comme elle a de grandes relations et qu'elle fréquente les bons endroits, elle sait à peu près tout ce qui se fait ou se prépare. Il n'y a point d'intrigue intérieure, point d'événement politique ou militaire auquel elle ne touche en passant: en sorte que si nous voulions la suivre dans tous ses récits, c'est l'histoire entière de cette époque que nous serions forcé de raconter. »

C'est un devoir de société que d'insérer des nouvelles dans les lettres qu'on écrit, de « participer » à parens et amis les faits de la Cour et de la ville dont on est informé. Veut-on se soustraire à cette obligation? — il faut s'en excuser. C'est ce que fait Mme de Maintenon écrivant au maréchal d'Albret : « Je passe les jours à travailler en tapisserie, enfermée dans ma chambre, et ainsi je suis très mal instruite de ce qui se passe. » La marquise d'Huxelles à Gaignières, après avoir abordé diverses questions personnelles : « De nouvelles, vous êtes à la source avec de telles gens que vous me marquez; ainsi, monsieur, je finis... » Sur les dernières années de l'ancien régime, à une époque où la presse manifestait cependant, avec le *Journal de Paris*, certaines velléités de transformation, Turgot, le grand Turgot, devait encore demander à ses correspondans d'exonérer ses lettres des nouvelles publiques.

Cette épître, toujours attendue et si précieuse, il n'était pas permis de la garder par devers soi, pour son égoïste satisfaction. On se la passait de main en main; on en tirait des copies qui circulaient par la ville ou qui, à la campagne, étaient portées de château en château, et voyageaient même en lointain pays. On s'en « parait, » comme écrit Coulanges. Parens, voisins, amis, étaient invités pour l'entendre lire après le dîner, quand la compagnie se groupait autour de la grande cheminée, où brûlaient les bûches d'orme ou de frêne, où les bourrées crépitaient au mouvement de leurs frêles flammes bleues.

Ainsi s'expliquent la forme donnée à ces correspondances, leur tour, leur allure, les détails qu'elles contiennent et dont

nous sommes aujourd'hui surpris; car aujourd'hui, en ouvrant les plis confiés à la poste, on nous trouve dans l'intimité de notre *home*, en robe de chambre, en déshabillé. La marquise de Sévigné, au contraire, quand elle tient la plume, ne semble-t-elle pas en toilette de ville, presque en costume de Cour, en « grand corps d'habit, » lequel est impuissant cependant à raidir la souplesse de sa grâce enjouée?

D'où ce détail, qui revient dans les lettres du vieux temps. En vedette apparaissent parfois ces mots : « Lisez bas; » c'est-à-dire : « Gardez pour vous seul ce qui va suivre et passez-le quand vous donnerez lecture de la lettre à haute voix. »

Mme de Sévigné écrit pour tout un auditoire.

Là se trouve encore le secret de ces menues comédies mondaines, relevées par des auteurs contemporains et qui ne s'expliqueraient plus aujourd'hui. Arimont a des amis à dîner. Un domestique entre, lui remet une lettre. A peine en a-t-il pris connaissance qu'Ariste le prie de la lui montrer, « disant qu'il devait y avoir des nouvelles dedans. »

Pour documenter sa correspondance, on organisait de véritables services d'information. Celui que la marquise de Balleroy mit sur pied au commencement du XVIIIe siècle peut être cité comme modèle. Ses frères, ses neveux, parmi lesquels les deux d'Argenson, les amis de la famille, jusqu'aux domestiques, sont mis à contribution. Les domestiques sont parmi les fournisseurs de nouvelles les plus zélés. On imagine leur orthographe :

« Sé seulement pour vous dire que l'on disoy ier au Tuilery que les ennemis marché du côté de Namur... » Et cependant les lettres de ces nouvellistes en livrée abondent en renseignemens utiles. Que nos brillans confrères de la presse contemporaine leur soient indulgens! Nous leur avons donné pour ancêtres, — en ligne directe, — Mmes de Sévigné, de Grignan, de Maintenon, Mlle de Scudéry; c'est le premier échelon : le second est occupé par ces domestiques informateurs, reporters galonnés qui se glissent partout. On les rencontre au café et dans les promenades, dans l'antichambre des ministres, au parterre de la Comédie. Ils apprécient le jeu des acteurs et la valeur des pièces. Et leurs aspirations littéraires vont encore plus haut : « Les Mémoires du cardinal de Retz, écrit l'un d'eux, font ici beaucoup d'effet. Ils agitent les faibles et augmentent l'inquiétude des inquiets. » C'est un valet de chambre qui écrit ainsi au

début du XVIIIe siècle. Déjà ne croit-on pas voir courir sur le papier la plume de Figaro?

Ils ont presque l'oreille du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, jusqu'au 28 octobre 1706 tout au moins, où l'un d'eux écrit : « Plus de nouvelles, madame, les canaux en viennent d'être coupés par ordre de M. de Torcy, qui a fait arrêter trente commis qui se donnaient le soin de les répandre dans le public, malgré les défenses expresses qu'il leur en avait faites *novissime*. » Oui, *novissime*, — du latin, non de cuisine, mais d'antichambre.

Le chevalier d'Aydie, qui est à Mayac, écrit à la marquise du Deffand, le 29 décembre 1753 : « Le brave Julien m'a totalement abandonné. » Et pourquoi le brave Julien a-t-il abandonné le chevalier? « Les ministres lui ont fait défendre d'écrire des nouvelles. » Julien rédigeait sans doute un journal d'opposition; le gouvernement en a pris ombrage. « Mais Julien m'avait promis de me mander les nouvelles qui regardaient la santé de Mme du Châtelet, écrit le chevalier; les ministres ne peuvent s'opposer à cela. »

Que souhaiteraient de plus nos gazetiers en mandille? — Ils font peur au gouvernement!

II. — LES CHASSEURS DE NOUVELLES

De Paris, le 6 janvier 1721, le marquis de Balleroy mandait à sa femme : « Je viens d'arrêter un nouvelliste dont on m'assure que vous serez contente. »

Les parens, les amis, les relations, auxquels on en arrive à adjoindre les serviteurs, ne suffisent pas : on s'adresse à des spécialistes, de qui l'on sera en droit d'exiger, moyennant une rétribution précise, la ponctualité et l'exactitude. Les personnes de qualité auront ainsi leur informateur, chargé de recueillir et de transmettre les échos du jour, personnage qui fera partie de leur « domestique, » comme leur suisse et leur maître d'hôtel.

Un compte manuscrit de recettes et dépenses du duc de Mazarin porte cet article :

« Au sieur Portal, pour les nouvelles qu'il fournit toutes les semaines par ordre de Monseigneur, et pour cinq mois, à 10 livres par mois... 50 lb. »

Outre ces appointemens fixes, le chasseur de nouvelles avait droit de prendre place à la table de l'office, quand le hasard de

ses courses l'amenait à l'heure du repas dans le quartier où résidait son maître. « Et vous pensez bien, dit l'un de ces pauvres diables, que le hasard se présentait tous les jours. »

« Il n'y a point d'hôtel fréquenté qui n'ait son nouvelliste, lisons-nous dans les *Entretiens du Palais-Royal*, et, comme c'est ordinairement un être qui va chercher dans tous les recoins de quoi remplir sa tâche, il rapporte indistinctement tout ce qu'on lui dit : souvent même il imaginera, pour se rendre intéressant en tâchant d'amuser. » Type heureusement renouvelé du nouvelliste de Plaute, qui « savait tout » et « disait tout, » jusqu'aux propos les plus intimes de Jupiter et de Junon. Il n'est donc grande maison qui n'ait son service spécial de nouvelles. Les directeurs de ces sortes d'agences expédient à des dates régulières leurs feuilles manuscrites. Nombre de ces correspondances sont conservées et ont été publiées. On trouve dans l'une d'elles, à la date du 10 juillet 1664 :

« On ne parle à Paris que des rentes de l'Hôtel de Ville. Chanson à ce sujet :

Dans l'empire d'amour le désordre s'est mis,
Dorize, Climène et Phylis
En sont dans l'épouvante ;
Beaucoup n'ont déjà plus que mépris pour leurs lois,
Et chacun crie à haute voix :
Amarante ! Amarante ! »

La chute du célèbre madrigal des *Femmes savantes :*

Ne dis plus qu'il est « amarante, »
Dis plutôt qu'il est « de ma rente, »

ne serait donc que l'écho d'une chanson à la mode.

Ces salariés, chasseurs de nouvelles, sont pour la plupart de pauvres hères. Il faut lire les suppliques qu'ils adressent à leurs nobles patrons. C'est le papier dont ils ont besoin pour écrire, qui leur fait défaut, et ils demandent instamment qu'on leur envoie l'argent nécessaire.

Cet office d'information se généralise. Aux anecdotes de la Cour et de la Ville, nos correspondans ne tardent pas à ajouter celles qui intéressent la « République des lettres : » comptes rendus de spectacles, analyses des livres nouveaux, brigues académiques, petits vers, épigrammes, chansons des rues et des cours, de la Cour et des ruelles. Parfois aux notices sont joints

les livres dont il y est question : les nouveautés, les pièces de théâtre, les volumes de vers, le dernier roman dont les feuilles sont encore « humides des baisers de la presse ; » c'est le service de la « Parnasserie. » Il s'y mêle des colis d'huile d'olive, de « pommes d'orange, » de savons de Marseille et de balais ; les envois partent l'un en même temps que l'autre : service domestique.

Un pas encore et nous voici en présence d'informateurs qui fournissent, non plus un seul, mais plusieurs cliens, desquels ils tirent également une honnête rétribution. Leur travail s'en accroît : ils doivent s'adjoindre des collaborateurs, ce qui les amène à former comme un bureau, un bureau de nouvellistes, où nous entrerons sans plus tarder, pour y trouver les personnages mêmes qui font l'objet de cette étude, les devanciers de Figaro, les nouvellistes à la main.

III. — LES NOUVELLES A LA MAIN

A l'exception de l'officieuse et insignifiante *Gazette*, les feuilles imprimées sont interdites. Les rédacteurs en sont menacés du sort de Figaro :

« Je vois du fond d'un fiacre baisser sur moi le pont d'un château fort, à l'entrée duquel je laissai l'espérance et la liberté. »

Les gazettes manuscrites ou feuilles de nouvelles sont également prohibées ; mais, comme le fait observer l'auteur de *la Bastille dévoilée*, « les ustensiles d'un écrivain de gazettes se bornent à une plume, une écritoire et une feuille de papier ; le pamphlet une fois copié, remis à des mains sûres, rien ne pouvait trahir le secret. Une imprimerie au contraire exige un attirail considérable, qui souvent a servi à dévoiler les mystères que l'on cherchait à ensevelir. »

C'est Figaro :

« Je taille encore ma plume et demande à chacun de quoi il est question. »

Ces feuilles de nouvelles sont de vraies lettres, rédigées par un « nouvelliste à la main, » pour plusieurs correspondans, des abonnés. On les appelle « nouvelles à la main, » ou « gazettes secrètes, » ou « feuilles de nouvelles, » ou « gazetins, » ou « petits manuscrits. » Fond et forme en sont semblables aux « lettres de nouvelles » dont il vient d'être question. L'unique

différence c'était que le « chasseur de nouvelles, » attaché à un homme de qualité, était directement connu et relevait en quelque sorte de la domesticité de son client, — encore ce lien très mince allait-il se relâchant, — tandis que le « nouvelliste à la main » n'avait affaire qu'à des abonnés, à des abonnés dans le sens moderne du mot.

Du contenu de ces feuilles manuscrites deux circulaires-prospectus vont nous instruire. La première est du commencement du XVIIe siècle (1609). Elle est en vers. Il s'y agit bien d'une gazette à la main :

La gazette a mille courriers.

Elle parle de tout :

De duels, de commissions,
De pardons pléniers et de bulles,
D'ambassadeurs venus en mules...

Puis de nouvelles particulières :

De malheurs, de prospérités,
De larmes en cour, de piaphes (puffs),
De morts subites...

Des nouveautés du Parnasse :

Des livres de M. Guillaume...

Des modes :

Nœuds argentés, lacets, écharpes,
Bouillons en nageoires de carpes,
Porte-fraizes en entonnoir,
Oreillettes en velours noir...

Bref :

Quoi que ce soit, rien ne s'oublie,
Car la gazette multiplie
Sans relâche les postillons,
Vites comme les aquilons...

La seconde circulaire est de 1762. Elle a été rédigée par un nouvelliste de rare valeur, François Chevrier, un pamphlétaire redouté, celui qu'on a surnommé le Juvénal du XVIIIe siècle.

« Ces nouvelles à la main, dit Chevrier, renfermées dans

quatre pages de grand papier (format in-4°), contiennent tous les objets dignes de fixer la curiosité publique :

« *Le premier* de ces objets roulera sur les affaires politiques et autres relatives au gouvernement de tous les États de l'Europe. Les événemens les plus secrets y seront dévoilés et on y découvrira les ressorts cachés dont tant de princes se servent pour arriver à leur but.

« *Le second* renfermera les anecdotes courantes, les aventures singulières, les événemens plaisans, les soupers fins des agréables de Paris, les contes et les bons mots du jour.

« *Le troisième* sera purement littéraire. Il contiendra les nouveautés théâtrales et de petites pièces de vers qui n'ont jamais paru. »

« La nouvelle à la main, écrivent les Goncourt, entre partout, elle lève tous les toits : elle sait le dessous des masques, le dessous des cartes, le dedans des alcôves ;... elle est une puissance déjà, elle sera la presse. »

Par la petite poésie-réclame, que nous venons de citer, on a vu que les gazettes manuscrites remontaient pour le moins au commencement du XVIIe siècle. Les plus anciens spécimens, qui en sont venus à notre connaissance, datent de 1648. Ils se trouvent dans un énorme recueil conservé à la Bibliothèque nationale, formé de lettres de nouvelles adressées à divers personnages, notamment au chancelier Séguier et à la reine Christine. La première en est envoyée de Londres, le 14 décembre 1645, et raconte par le menu l'entrée dans la ville de l'ambassadeur moscovite. Service d'information privé ; mais dans le même recueil, de véritables nouvelles à la main partent de 1648. Toutes celles qui viendront après, jusqu'en 1789, seront sur ce même modèle : un petit in-4°, écrit généralement sur les quatre pages et contenant les faits du jour, tantôt politiques et militaires, tantôt mondains, littéraires, dramatiques ; le courrier des spectacles, des lettres et des arts.

IV. — UN BUREAU DE RÉDACTION

Une hirondelle ne fait pas le printemps, un rédacteur ne fait pas un journal. Les nouvellistes se réunissaient donc à plusieurs pour la confection de leurs bulletins. Ils se mettaient en « branches, » pour reprendre leur expression, ou, comme ils

disaient plus souvent, en « bureaux; » d'où le mot actuel « un bureau de rédaction. »

Nous lisons dans l'interrogatoire d'un certain Nicolas Tollot, en date du 27 février 1744 : « ... Ils s'associèrent plusieurs ensemble, savoir les nommés Colson, Girardon, Lacroix, Ledoux, Diot et autres, lesquels fournissaient chacun leurs nouvelles, et comme lui, répondant, était le plus propre à la composition, il rédigeait lesdites nouvelles : c'était le nommé Lacroix (un domestique) qui en fournissait le plus. »

A la tête du bureau, le rédacteur en chef, qui s'appelait alors le « chef de nouvelles. » Puis le secrétaire de la rédaction. Celui-ci centralisait les informations qui arrivaient et les faisait transcrire, — sans y rien pouvoir modifier, — par les scribes et copistes. Il tenait registre des abonnés et veillait au départ des feuilles, après que celles-ci avaient été mises sous des enveloppes portant chacune le nom et l'adresse des différens souscripteurs.

A chaque « bureau » étaient attachés des reporters, car les nouvellistes ont connu le reportage dès le XVIIe siècle. La Reynie interroge Seubert de Benstal, détenu en 1670 à la Bastille :

« J'ai des hommes, répond le prisonnier, qui viennent m'apporter chaque jour leur récolte de nouvelles; je paie l'un cinq livres par semaine, l'autre quarante sols. Je tire trois ou quatre copies de ces informations et j'arrive à gagner ainsi 900 livres par an. »

Tollot dira également au lieutenant de police :

« Je tenais les nouvelles de Paris des différentes personnes qui, des églises, des cafés, me rapportaient tout ce qu'elles entendaient dire. »

Le chevalier de Mouhy, « fameux nouvelliste, » « met les gens en campagne pour entrer dans les bas détails, » et nous les voyons se mêler à la foule, pour en rapporter les on-dit et, dans leur ardeur professionnelle, ne pas craindre de s'aventurer jusque dans les bagarres populacières des faubourgs.

Dans ce reportage, le monde de la livrée rendait les plus grands services. Les laquais se tenaient aux écoutes, tout en servant à table, tout en introduisant les visiteurs chez monsieur le comte ou chez monseigneur l'Intendant; les portiers prenaient note des personnes qui entraient : sources d'informations si importantes que nous verrons des bureaux de rédaction installés dans des loges de concierges. Et qu'en résultait-il? L'abbé

Dubois, durant son ambassade à Londres, en 1717, écrivait au Régent :

« N'est-ce pas une chose monstrueuse que cette fureur contre l'affaire qui se traite actuellement? Je suis dans le dernier étonnement quand je vois qu'on fait des assemblées sur une négociation comme sur la constitution Unigenitus, qu'on lit des mémoires (nouvelles à la main) dans les maisons, qu'on publie dans les rues, et qu'on commet un intérêt de cette importance au caquet de tout le monde. En vérité, Son Altesse Royale est trop trahie; tout ce que je vous écris dans mes dépêches transpire au point que tout ce qui peut être nuisible à ses affaires roule dans Paris et puis voyage jusqu'à Madrid... »

Enfin les correspondans entretenus en province et au dehors du royaume. Tollot déclara au Magistrat, — c'est-à-dire au lieutenant de police, — qu'il recevait des nouvelles des pays étrangers; celles d'Amsterdam lui étaient envoyées par Rousset; celles de La Haye par « le nommé ou la nommée Jamet, qui est hermaphrodite. » La Hollande était, comme on sait, le centre du journalisme européen. Le correspondant de Tollot à Londres était un certain Desportes.

« Interrogé combien il lui en coûtait pour avoir lesdites nouvelles, il a dit qu'il lui en coûtait 200 florins à La Haye, autant à Amsterdam, et 40 écus à Londres. »

Ce service d'informations était susceptible d'une grande extension. Chevrier annonce en 1762 « une correspondance établie dans toutes les villes capitales et autres principales de l'Europe. Soixante-douze personnes sont chargées d'amasser les faits et de les envoyer au bureau. »

Combien de nos journaux pourraient se prévaloir de correspondans aussi nombreux? Il est vrai que l'abonnement à la gazette manuscrite de Chevrier coûtait 240 livres, c'est-à-dire cinq ou six cents francs de notre monnaie.

« Les gazetiers, écrit Madame Palatine, mettent dans leurs feuilles ce qu'ils savent et ce qu'ils ne savent pas, pourvu que la page soit pleine. » Et Marivaux s'égaie à son tour, aux dépens de « ces nouvellistes qui font des nouvelles quand ils n'en ont point, ou qui corrigent celles qu'ils reçoivent, quand elles ne leur plaisent pas. » Flins des Oliviers, dans le *Réveil d'Epiménide*, silhouette nos personnages d'une plume pittoresque :

Gorgi, nouvelliste « à tant la ligne » — on voit que rien

n'est nouveau, — entre en scène, un crayon à la main, comme Figaro :

Achevons avant tout la feuille de Bruxelles...
Combien nous faudra-t-il tuer d'Impériaux?
Il me faut surpasser tous les autres journaux
Par de plus sanglantes nouvelles.

(Il heurte Épiménide et s'en excuse.)

ÉPIMÉNIDE.

Pourquoi vous déranger? continuez d'écrire.

GORGI.

Il le faut bien, c'est mon état.
Si ces messieurs voulaient souscrire...

ÉPIMÉNIDE.

Pour quel ouvrage?

GORGI.

Pour un journal excellent
Qui, le matin, dès qu'on s'éveille,
Apprend dans tout Paris ce qui, dans le Brabant,
S'est à coup sûr passé la veille.

D'HARCOURT.

Moi, je ne puis pas concevoir
Comment de Gand ou de Bruxelles
Vous pouvez le matin nous donner des nouvelles,
Tandis que le courrier n'arrive que le soir.

GORGI.

Je n'attends pas les faits, monsieur, je les devine.

ÉPIMÉNIDE.

Mais tromper le public!

GORGI.

Le public est si bon!
Il ne veut qu'être ému, c'est à quoi je m'applique :
Ah! messieurs, sans l'invention,
Que deviendrait la politique?

A côté du nouvelliste qui orne, déforme ou exagère, nous trouvons son confrère qui insère, de propos délibéré, des informations sensationnelles, pour se faire valoir et augmenter le chiffre de ses abonnés. Le bruit courut en 1767 que la servante de Mme Calas était morte en disant que la famille du jeune Calas l'avait réellement étranglé. Voltaire, tout ému, en écrit à Élie de Beaumont : « On me mande que cette imposture a été répandue par un folliculaire qui croyait qu'en effet la servante de Mme Calas était morte et qu'il pouvait insérer toute cette fable dans ses feuilles qui, par là, reprendraient quelque crédit et lui procureraient quelque argent. »

Puis les gais farceurs, M. Lemice-Terrieux ; car aucune figure moderne ne manque parmi nos compagnons.

Où se tenaient les bureaux des nouvellistes ? Un peu partout ; le plus souvent dans leurs domiciles particuliers, de pauvres mansardes, sous les combles, tapissées d'affiches de comédie collées à cru sur les lattes ; ou bien dans quelque cabaret. Nombre de ces gazetiers griffonnaient leurs chefs d'œuvre à la tabagie ou au café, sur un coin de table, entre une bavaroise et un verre de limonade. En 1724, Bosset est mis au Grand-Châtelet. Quand on lui représente ceux des articles de ses gazettes qui sont particulièrement incriminés, il reconnaît qu'il les a composés au café Rossignol, à la Croix du Tiroir, d'après les conversations du jour, « pour achever une page. »

Quant à la situation sociale des nouvellistes, — pour la plupart ils étaient de pauvres hères, des déclassés, épaves de la grande ville. L'avocat Marchand nous les montre « avec des habits noirs déguenillés, des vestes rouges tannées, des bas troués, des souliers ferrés, du linge sale et des perruques rousses. » Parmi eux s'est rencontré un membre de l'Académie des Inscriptions, Nicolas Mahudel ; mais c'était un désespéré, à la peau duquel la femme s'était attachée comme une sangsue. Clercs de la basoche congédiés par leur patron, prêtres interdits, officiers réformés, étudians en quête des ressources exigées par les beaux yeux de Lisette : il fallait vivre et parer sa mie. Enfin des domestiques.

Mais si bafoués, si méprisés que fussent ces besogneux, quelle influence, du fond de leur misère, n'ont-ils pas exercée sur leurs contemporains ? Ils avaient des plumes actives, inlassables ; ils avaient en France, par toute l'Europe, des milliers de lec-

teurs. Plus que les philosophes, ils ont su remuer l'opinion; plus facilement qu'eux ils en ont été les interprètes; et l'heure viendra où ces folliculaires, comme les appelait Voltaire, se nommeront l'abbé Prévost, Grimm, Raynal, Diderot, Favart, Mirabeau.

L'influence d'un gazetier à la main se propageait encore par les feuilles nouvelles que produisait la feuille qu'il avait rédigée. Des rameaux secondaires venaient se greffer sur la branche principale, pour reprendre les expressions du temps. Des nouvellistes de deuxième rang se procurent de la copie chez leurs confrères du premier ordre et la débitent ensuite pour leur propre compte. Cette opération est souvent le résultat d'agissemens frauduleux, pratiqués par des journalistes indélicats qui volent à leurs confrères le fruit d'un travail personnel; ils peuvent le faire s'ils sont employés par eux comme copistes, ou bien s'ils obtiennent de quelque abonné des exemplaires déjà lus. Un certain Ratier transcrivait ainsi, en 1724, les feuilles que lui communiquait le laquais de M. de Gouvernet; et c'était bien l'éventualité que redoutaient le plus les nouvellistes, — après l'apparition toutefois de l'exempt armé de son bâton rouge et d'une lettre de cachet.

Mais ces emprunts pouvaient aussi se faire du consentement des nouvellistes principaux. C'étaient pour la plupart de pauvres diables, et qui avaient bon cœur. Voyant un camarade dans la peine :

« Tâche de te procurer des souscripteurs, je te passerai de la copie. »

Ou bien ils vendaient fort cher leurs informations à des confrères qui disposaient d'abonnés auxquels eux-mêmes ne pouvaient parvenir, ne connaissant pas leurs adresses. Girardin, prisonnier au Grand-Châtelet en 1744, assure au lieutenant de police que, s'il est coupable, ce n'est point comme *auteur* (rédacteur de nouvelles, expression consacrée). Il se procurait des *mémoires* (informations, sur lesquelles travaillaient les nouvellistes, expression consacrée également), il se procurait des mémoires « à raison de neuf livres par mois et les répandait ensuite pour gagner sa vie et soutenir sa famille. »

La clientèle des nouvellistes se recrutait dans l'élite de la société. « J'adressais mes feuilles, dit un certain Gautier, deux fois par semaine à quelques personnes distinguées dont je faisais les commissions littéraires. » Gautier n'exagérait pas. Voici

d'abord ses abonnés parisiens : les comtes de Lamarcq et de Tessin, le duc de Valentinois, les princes de Lichtenstein, de Campo-Florido et de Grimberghen ; le marquis de Fontanges et M. de Joinville. En province : le duc d'Agenois à Montpellier, M. de Spon à Lyon et le marquis de Choiseul à Lunéville ; à Florence, M. de Richecourt, M. de Busquoy à Bruxelles, à Amsterdam M. de Medina. Gautier adresse encore ses feuilles du jeudi et du samedi à M. de Chambrier, ministre de Prusse, à la princesse de la Tour et au prince de Ligne, au président de Brosses, au chevalier de Launey, à M. de Romigny, à l'abbé de Chevreuse, au comte de Loc-Maria. Séchelles, intendant de Lille, constate que les nouvelles à la main pénètrent dans tous les châteaux. Au fait, le prix de l'abonnement était si élevé que seules les personnes du plus haut rang pouvaient avoir un intérêt assez pressant à recevoir ces informations pour les payer aussi cher.

Le prix de cet abonnement était moyennement de 144 livres par an, soit quatre ou cinq cents francs de notre monnaie. Les nouvellistes de second ordre acceptaient des souscriptions à trois livres par mois. Leclerc et Châtelain donnent leurs gazetins pour une rétribution mensuelle de 20 et 30 sols (ce qui représenterait aujourd'hui un abonnement annuel de 72 francs) ; mais c'étaient des gâte-métier. « Je lui dis, déclare Nervèze, qu'il avait tort de donner ses nouvelles à si bon marché. Leclerc me répondit que chacun faisait comme il l'entendait. » D'autre part, nous voyons des abonnemens monter jusqu'à 600 livres par an, environ deux mille francs d'aujourd'hui.

Le nombre de ces souscripteurs était très variable. Quelques nouvellistes n'en avaient que cinq ou six ; d'autres cent cinquante ou deux cents.

Quand la gazette était terminée, des distributeurs la portaient à la clientèle de Paris : opération qui exigeait des précautions infinies. Les femmes étaient choisies de préférence pour cette tâche dangereuse. Quelquefois, c'est le chef de nouvelles en personne qui, le matin, à l'heure consacrée à la toilette, va remettre la feuille, fraîchement écrite, à l'abonné de considération :

« La toilette de l'homme du jour ressemble à une boutique de parfumeur par les odeurs différentes. Elle est parée comme une châsse découverte et décorée de pommades de frangipane et de persil, d'ambre, de vanille, de tubéreuse, de jasmin, de

roses, d'œillets. Ses poudres sont assorties aux couleurs de ses vêtemens et à peu près de même odeur que ses pommades. Il y en a de couleur jaune, verte et rouge, rose, noire et blanche.

« Les abbés poupins, des nouvellistes et des auteurs parasites apportent dans le temps de cette toilette des ouvrages convenables à être encouragés... »

Les citoyens curieux des affaires publiques, qui n'avaient pas les moyens de s'abonner eux-mêmes aux gazetins, les trouvaient dans certains cafés, à côté de *la Gazette* de Renaudot et des feuilles de Hollande. C'est là que les venaient lire les étrangers. Dans d'autres cafés, les garçons vendaient sous le manteau les « petits manuscrits » à la clientèle. En province, les nouvelles à la main étaient expédiées par la poste, « par l'ordinaire, » comme des lettres et sous enveloppe. Et c'est peut-être à ces nouvelles à la main qu'est dû l'usage de l'enveloppe, car on sait qu'autrefois le nom et l'adresse étaient écrits au dos même de la lettre, soigneusement pliée et cachetée, sur un espace resté blanc. Or, pour le gazetin, il importait, s'il tombait entre les mains de la police, qu'il ne trahît pas le secret d'un tel commerce. Et le gazetin, sans adresse, l'enveloppe, sans gazetin, ne pouvaient plus être que des témoins discrets.

« C'est une plaisante chose que les provinces, observe Racine : tout le monde y est nouvelliste dès le berceau. »

Molière, dans *la Comtesse d'Escarbagnas*, fait parler le vicomte de manière à plaire à Louis XIV, qui avait les nouvellistes en horreur :

« Je serais ici depuis une heure, s'il n'y avait pas de fâcheux au monde, et j'ai été arrêté en chemin par un vieux importun de qualité, qui m'a demandé tout exprès des nouvelles de la Cour, pour trouver moyen de m'en dire des plus extravagantes qu'on puisse débiter ; et c'est là, comme vous savez, le fléau des petites villes que ces grands nouvellistes, qui cherchent partout à répandre les contes qu'ils ramassent.

« Celui-ci m'a montré d'abord des feuilles de papier (nouvelles à la main) pleines jusques aux bords d'un fatras de balivernes qui viennent, m'a-t-il dit, de l'endroit le plus sûr du monde... A l'entendre parler, il sait les secrets du Cabinet mieux que ceux qui les font. La politique de l'État lui laisse voir tous ses desseins et elle ne fait un pas dont il ne pénètre les intentions. Il nous apprend les ressorts cachés de tout ce qui se fait, nous

découvre les vues de la prudence de nos voisins et remue, à sa fantaisie, toutes les affaires de l'Europe; ses intelligences même s'étendent jusques en Afrique et en Asie; et il est informé de tout ce qui s'agite dans le Conseil d'en haut du Prêtre Jean et du Grand Mogol. »

Enfin les feuilles de nouvelles partaient pour l'étranger comme pour les provinces, sous pli fermé.

Après avoir fait encaisser ses abonnemens, le nouvelliste à la main avait accompli sa tâche, — bonne ou mauvaise, utile ou nuisible, nécessaire assurément. Il l'avait remplie de son mieux, dans la misère souvent, toujours dans l'angoisse de la lettre de cachet. Oh! la terrible silhouette de l'exempt armé de son bâton rouge, coiffé de son feutre noir! l'aspect plus sinistre encore de Bicêtre, « qui me faisait trembler les membres et claquer les dents, » dit le nouvelliste Fouilhoux. Et, dans ces feuilles fugitives, il avait mis parfois beaucoup de talent, un peu de son âme; il y avait insinué, sous une forme plus ou moins déguisée, les sentimens de révolte qui grondaient en lui, le malheureux, le réprouvé, l'éternel déclassé, jusqu'au jour où il sera parvenu à déchaîner les colères populaires contre cette société riche, brillante et frivole, qui l'aura fait travailler, tout en le méprisant, qui l'aura laissé proscrire tout en se servant de lui, et qui tombera finalement, écrasée sous les décombres du monument qu'il aura ébranlé de ses mains fiévreuses.

V. — LA CONCURRENCE

La misère du nouvelliste est le beau côté de son existence, la concurrence en est le plus douloureux, la concurrence qui fait naître la jalousie, l'envie, la haine, la délation.

« Comment voulez-vous, dira le plus illustre d'entre eux, Figaro : la foule est là, chacun veut courir; on se presse, on pousse, on coudoie, on renverse; arrive qui peut! le reste est écrasé. »

Le plagiat est aussi ancien que la littérature. « Nous autres gazetiers, écrit l'auteur de *la Quintessence des Nouvelles*, nous nous pillons les uns les autres: c'est la mode. » Les chefs de bureaux de rédaction ne cessent de se plaindre « que leurs nouvelles transpirent à d'autres nouvellistes. » Sarazin avertit son confrère Tollot « que ses mémoires se divulguaient extrêmement

dans le public et que le nommé Claudot, sa société et autres les avaient. »

Ce Sarazin était un nouvelliste de valeur. Tollot et Felmé essayèrent de se l'adjoindre. C'est l'opération, toute moderne encore, de la fusion de deux feuilles rivales. Mais Sarazin entendait conserver son indépendance, d'autant que son « papier » était prospère. Alors les deux compères « conçurent de l'indignation contre lui et complotèrent de le perdre et, à cet effet, ils lui suggérèrent de fausses nouvelles, afin qu'il les insérât dans les siennes. »

Nos journalistes se jalousent, se détestent, se dénigrent; ils se battent à coups d'épigrammes :

London, le marchand de nouvelles,
M'accuse de son discrédit,
Pour avoir dit vrai quand j'ai dit
Que rien n'était moins nouveau qu'elles.
En conséquence il a pris soin
De me tirer, je ne sais comme,
Un certificat d'honnête homme :
Chacun, dit-on, sent son besoin.

Ils se filoutent les uns aux autres leurs pratiques, effrontément, comme ils se volent leurs « mémoires, » et d'une âme d'autant plus tranquille que l'anonymat même de leur commerce leur assure l'impunité.

La plupart des gazetiers mis en état d'arrestation doivent leur disgrâce à la délation d'un concurrent. Hérault, lieutenant de police, le constate en 1737, au cours d'une lettre au duc de Noailles. On revient toujours à Figaro :

« J'annonce un écrit périodique, dit l'étincelant barbier en son célèbre monologue, et, croyant n'aller sur les brisées d'aucun autre, je le nomme *Journal inutile*. Pou-ou ! je vois s'élever contre moi mille pauvres diables à la feuille (nouvellistes) ; on me supprime, et me voilà derechef sans emploi ! »

Le chevalier de Mouhy, nouvelliste toléré par la police qui reçoit ses bulletins, s'efforce de faire incarcérer ses confrères, — ses rivaux ; ce qui lui vaut cette lettre de l'un d'eux :

Il sera donc toujours vrai que les gens du même métier ne peuvent s'accorder. Vous voulez absolument nous découvrir et nous faire enfermer. Vous n'en viendrez pas à bout, M. le chevalier ; mais permettez que je vous représente, en bon confrère, que vous avez tort d'en vouloir à nous autres

pauvres nouvellistes, qui n'avons pour vivre que nos nouvelles. Si nous avions comme vous chacun une jolie femme, nous nous passerions de faire des nouvelles. Un bon financier viendrait faire la cour à nos femmes et laisserait de quoi bouillir la marmite. Vous pensez qu'à un bon nouvelliste rien n'échappe et que je sais parfaitement que votre femme, qui a rebuté autrefois Marville, d'Argenson et quelques autres, est à présent courtisée par un financier qui vous méprise autant que vous le méritez, parce qu'il sait fort bien que c'est vous qui l'avez prostituée.

Prenez bien garde que je ne fasse de cet article un des plus beaux de ma feuille. Je vous avertis que je vous observerai de près et que si vous faites le rodomont...

Aussi, comme l'on comprend que Figaro, à bout de patience et d'efforts, lassé, dégoûté, écœuré, ait fini par fuir Paris, car Beaumarchais ne nous laisse aucun doute sur le vrai cadre de son intrigue espagnole :

« Voyant que la République des lettres était celle des loups, toujours armés les uns contre les autres, et que, livrés au mépris où ce risible acharnement les conduit, tous les insectes, les moustiques, les cousins, les critiques, les maringouins, les envieux, les feuillistes (nouvellistes), les librairies, les censeurs et tout ce qui s'attache à la peau des malheureux gens de lettres, achevait de déchiqueter et sucer le peu de substance qui leur restait; fatigué d'écrire, ennuyé de moi, dégoûté des autres, abîmé de dettes et léger d'argent ; à la fin convaincu que l'utile revenu du rasoir est préférable aux vains honneurs de la plume, j'ai quitté Madrid. »

VI. — LE DANGER DES NOUVELLES A LA MAIN

Les pouvoirs publics se montraient très sévères vis-à-vis des « gazetiers à la main. » Figaro est mis à la Bastille, et, furieux, il s'écrie :

« Que je voudrais bien tenir un de ces puissans de quatre jours, si légers sur le mal qu'ils ordonnent, quand une bonne disgrâce a cuvé son orgueil ! Je lui dirais... qu'il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits. »

Fort bien, mais ces « petits écrits » étaient clandestins : la médisance, la diffamation, la calomnie, — on se rappelle le fameux couplet du *Barbier*, — circulaient sous pli cacheté : comment répondre? Le plus souvent la jeune femme, dont la réputation était attaquée, ignorait la source de l'infamie dont on avait

voulu l'atteindre. Sa famille l'apprenait-elle: par quelle voie et à qui faire parvenir la vérité? Et l'anecdote fût-elle exacte, est-il permis à des correspondans mercenaires de divulguer et de propager des secrets d'alcôve ou de jeter une faiblesse de cœur en pâture aux bavardages mondains?

Les mêmes considérations, que nous venons d'invoquer pour le respect de la vie privée, s'appliquaient à la vie publique, aux transactions commerciales, aux opérations de Bourse, aux intérêts de la défense nationale, aux secrets du Roi. « Tout le monde s'en plaint, lisons-nous dans une note pour le lieutenant de police, parce qu'ils attaquent et distribuent des faits faux et injurieux contre tout le monde, sans aucun ménagement. »

Dans les provinces, le mal sévissait avec d'autant plus d'intensité qu'on y était encore plus mal armé pour le combattre. L'auteur des *Menagiana* en fait la remarque : « On ne doit point désapprouver le soin que l'on a d'empêcher le cours des gazettes à la main, qui sont remplies de faussetés. Elles ne font point tant de tort à Paris que dans les provinces, où elles mettent quelquefois les gens bien en peine. » C'est le sujet d'une comédie, *le Nouvelliste provincial*, où nous voyons toute une famille plongée dans la désolation par une feuille de nouvelles à la main qu'a reçue un ami en villégiature au château. L'information heureusement était fausse, et la charmante Élise, fille de la marquise, n'était pas encore entièrement morte de désespoir quand arriva le message dépêché par le galant chevalier que le nouvelliste avait fait périr à l'armée de Flandre.

Nous lisons dans les rapports pour le lieutenant de police, à la date du 10 février 1732 :

« Louis XIV n'a jamais voulu souffrir les petites nouvelles à la main et il a fait arrêter pendant sa vie tous ceux qui en faisaient et en débitaient, parce qu'il en connaissait le danger par rapport à ses ennemis auxquels on les envoyait. » Mazarin, Hugues de Lionne y trouvaient le même péril. Ces gazetiers, auxquels Louis XIV, Mazarin et Lionne faisaient allusion, étaient ceux qu'on nommait « les nouvellistes pour l'étranger. » Les ambassadeurs en France des rois d'Angleterre, de Prusse et d'Espagne les cultivaient avec soin. A cet égard on ne saurait trop insister sur l'importance des déclarations faites par milord Taaf, ancien membre du Parlement anglais, arrêté en France à l'époque de la Guerre de Sept ans, comme agent du gouverne-

ment britannique. Taaf avait pris pour collaborateurs des nouvellistes parisiens, dont quelques-uns pouvaient être inconsciens du rôle qu'on leur faisait jouer. Taaf dit que le roi d'Angleterre dépensait annuellement jusqu'à 60 000 livres pour rémunérer, voire pensionner, des Français qui, dans leur pays, servaient sa politique. Ici les nouvellistes ne sont pas seulement utiles à l'étranger pour lui fournir les informations qu'il désire obtenir, mais pour répandre en France et en Europe les bruits qu'il veut y voir circuler.

Outre ces nouvellistes, — qui constituaient évidemment parmi leurs confrères la très mince exception, — nouvellistes en communication directe ou indirecte avec l'étranger, il faut signaler encore, à une époque où l'idée de patrie s'était déjà éveillée dans bien des cœurs, les sujets du roi Très Chrétien qui faisaient des vœux pour les armées ennemies : types déjà rencontrés parmi les nouvellistes des promenades publiques, où on les appelait des « merles. » Parmi les nouvellistes à la main, on les nommait les « Autrichiens, » et de là tirera plus tard sa terrible force cette épithète d'« Autrichienne » dont on poursuivra Marie-Antoinette jusqu'à l'échafaud. Le mot était devenu synonyme de « traître à la patrie. » On les nommait ainsi parce qu'ils exaltaient l'impératrice Marie-Thérèse, ses capitaines et ses hommes d'État, en guerre avec la France. On les nommait encore « les Lorrains, » parce que la maison régnante en Autriche était la maison de Lorraine et que nombre d'habitans de cette province lui conservaient leurs sympathies. « Il y a dans Paris, disent Barbier et d'Argenson, beaucoup de gens malintentionnés qu'on appelle *Autrichiens*. On peut remarquer que, sur dix personnes, les trois quarts sont disposés à mal parler de nos entreprises et à saisir les mauvaises nouvelles. » Aussi, durant la guerre de la succession d'Autriche, vit-on se multiplier à Paris les arrestations de nouvellistes « qui s'étudiaient à élever excessivement la reine de Hongrie. »

VII. — LA RÉPRESSION

Ainsi s'expliquent donc les rigueurs de l'administration vis-à-vis des gazetiers à la main. Dès le 16 septembre 1551, Henri II porta défense « que nul ne soit si osé d'écrire nouvelles qui touchent les affaires des princes et du royaume, sur peine de

confiscation de corps et de biens. » Les « lettres royaux » étaient motivées sur « ce que font les marchands espagnols, portugais, italiens qui, sous ombre de l'entrecours et trafic de leurs marchandises à changer, écrivent ordinairement nouvelles ès Flandres et autres pays de la subdition de l'Empereur. » A l'époque de la Fronde, les sévérités redoublent, malgré le scepticisme intelligent de Mazarin. Il est vrai que, de temps à autre, le peuple, en accablant d'une grêle de pierres archers et bourreau, mettait les exécuteurs en fuite et délivrait le condamné au moment où déjà la corde lui tournait autour du cou :

On ne peut empêcher d'écrire
Par menaces, ni autrement,
Et les arrêts du Parlement
N'ont pas assez de suffisance...

fait-on dire au pauvre Mazarin.

Quand, à la mort du cardinal italien, Louis XIV prit en mains la direction de l'État, il ne laissa pas, comme bien on pense, faiblir les sévérités contre les nouvellistes. Est-il besoin de rappeler que Louis XIV n'était pas favorable à la liberté de la presse? Il n'était délit pour lequel le grand roi montrât plus d'aversion. Aussi l'un de ses premiers actes fut-il d'ordonner l'incarcération à la Bastille de tous les nouvellistes qu'il serait possible d'attraper, et, dès le mois d'avril 1662, nous y voyons mener toute une « société : » Pierre Leclerc, marchand fruitier; les abbés Delépine et Guérinon; Pradier, solliciteur d'affaires au Palais; trois domestiques, Gaigneron, Dupré et Parfait; Louis Lecomte, maître d'hôtel de la présidente de Barillon; P. Mathieu, avocat au Parlement et le gargotier Lamy : un joli bureau de rédaction et de l'assortiment le plus varié.

C'est l'époque où le secret d'État sévit dans toute son intensité. En vain les nouvellistes s'efforcent-ils d'y accommoder leurs plumes, d'écrire leurs gazettes avec modération, de leur enlever tout caractère politique, de ménager gens en place et gens de qualité : la défense demeure absolue, et les peines se succèdent : confiscations, lettres d'exil, prison, galères, potence; c'est l'époque où, dans son *Affaire des Poisons*, Victorien Sardou a placé les aventures de son charmant abbé Griffard, un nouvelliste à la main; mais les rigueurs, qu'on les aggrave, qu'on en redouble, demeurent impuissantes : à peine une nichée

de folliculaires est-elle détruite, qu'on en signale une autre couvée, vivace et grouillante, qui s'agite et se démène, active à son travail souterrain. « Quant aux gazetiers, écrit le gouverneur de Bourgogne, c'est un mal sans remède. »

En l'absence de feuilles imprimées, ces feuilles manuscrites répondaient à une nécessité : elles avaient une clientèle qui les voulait et les attendait; aussi les gazettes, toujours poursuivies, sans cesse détruites, reparaissaient-elles de tous côtés.

On lasserait la patience du lecteur à énumérer les châtimens qui tombèrent dru comme grêle sur nos pauvres publicistes ; du moins faut-il noter l'indomptable résistance de ces malheureux qui semblaient alors des infiniment petits. A mesure qu'on sévit plus cruellement contre eux, ils croissent en nombre et en audace. A peine le grand roi, s'irritant de ces résistances plus fortes que son pouvoir absolu, conserve-t-il son calme. Il s'acharne sur les nouvellistes condamnés aux galères. « Le Roi veut que la sentence soit entièrement exécutée, » écrit spécialement le ministre de sa Maison au lieutenant de police, en lui envoyant l'ordre de les attacher à la première « chaîne » dirigée sur Toulon.

Lutte dramatique : d'une part, le monarque tout-puissant, de l'autre, ces pauvres hères, écrivant leurs gazettes dans de misérables réduits, ou sous les arcades de la place Royale, sur les tombes du charnier des Innocens, sans relations, sans appui, sans crédit, méprisés par ceux-là mêmes qui les emploient? Et quel dénouement! Les humbles triomphent. Louis XIV doit reculer. Vers la fin du XVIIe siècle, il se verra obligé de fermer les yeux, il tolérera tacitement les « petits manuscrits » et, tout aussitôt, que de nouveaux essaims et quel essor! Durant les premières années du XVIIIe siècle, on voit les gazetins se répandre par la ville. Les colporteurs les débitent dans les rues et les promenades, dans les cafés; on les vend dans les boutiques; « le public, dit un placet au lieutenant de police, lit les feuilles manuscrites et les commente généralement partout. »

En juin 1705, soit qu'il fût effrayé par ce pullulement, soit qu'il fût irrité des difficultés croissantes de la guerre de Succession, Louis XIV, par un brusque retour, fit renouveler les « défenses de rédiger ou de publier aucunes nouvelles à la main. » Mais, en cette poussée de la pensée montant vers une liberté sans horizon, elle avait déjà conquis trop de terrain pour qu'il fût

possible de la ramener à ses anciennes limites. « Quelque soin que l'on ait pris, lisons-nous dans un rapport de police, pour empêcher les nouvelles à la main, cet abus n'a été que suspendu et, tout au plus, pendant quinze jours, et encore ce n'a été que dans Paris, où ceux qui les distribuaient ont aussitôt recommencé de le faire, en plus grande quantité qu'auparavant, d'autant que la défense n'a fait qu'augmenter la curiosité des uns et fait naître en même temps celle des autres, en sorte que tout le monde voit les nouvelles manuscrites plus que jamais. »

Puis s'ouvre la Régence, où le mouvement de tolérance, que nous avons indiqué, se poursuit. Le Duc d'Orléans ne fait plus poursuivre les nouvellistes que pour écrits calomnieux. Le Duc de Bourbon, qui préside aux destinées de la France après la mort du Duc d'Orléans, reprend sa politique sur ce point, l'accentue; c'est sous son principat qu'est inauguré le système des « manuscrits autorisés; » organisation sur laquelle le lieutenant de police même va nous renseigner.

« Les particuliers qui veulent donner des nouvelles au public, sont obligés d'en apporter deux exemplaires au lieutenant général de police, qui en prend lecture, retranche ce qu'il juge à propos; après quoi, il en délivre au particulier un exemplaire approuvé de lui et en garde un de son côté, pour le confronter avec les copies que l'on en délivre au public (note datée de 1724). »

De nombreuses feuilles, ayant subi cette sorte de censure, nous ont passé sous les yeux; plusieurs alinéas portent en accolade l'adjectif: « Bon; » d'autres ne sont accompagnés d'aucune mention; certains sont biffés: c'est le petit nombre. A en juger par un rapport de police de 1725, les résultats donnés par cette manière de procéder auraient été satisfaisans.

Ajoutons que ce contrôle semble avoir entraîné comme la garantie du gouvernement pour la qualité même des gazettes, car nous voyons la lieutenance de police veiller à la fraîcheur des nouvelles publiées sous son estampille et à la manière dont elles sont rédigées. Un « nouvelliste approuvé, » l'abbé Faure, perd le bénéfice de cette autorisation parce que ses informations sont « trop vieilles; » un autre, Du Breuil, doit s'excuser: si ses nouvelles ne sont pas de première qualité, c'est qu'il est en prison, — excellente excuse en effet pour un publiciste de qui les

fonctions consistent à être renseigné des premiers sur ce qui se passe.

Quant aux nouvellistes autorisés qui n'opèrent pas les retranchemens indiqués, une lettre de cachet les faisait écrouer au For l'Évêque ou les envoyait en exil. Mais, en somme, quel chemin parcouru depuis un demi-siècle! Faut-il rappeler que, à cinquante ans de distance, le commerce des nouvelles était interdit sous peine des galères? Voici que le nouvelliste peut exercer librement son métier, s'il fait « les retranchemens ordonnés par la police. » Il a conquis sa place au soleil, et encore doit-on constater, au cours des années suivantes, que la surveillance officielle s'exercera, sous le ministère du cardinal de Fleury, avec une bienveillance paternelle. C'est ici l'âge d'or des nouvellistes. Le lieutenant de police Hérault, puis son gendre et successeur Feydeau de Marville exercent avec libéralisme et intelligence leurs difficiles fonctions de censeurs.

Feydeau de Marville, qui succéda à son beau-père le 21 décembre 1739, occupe dans cette histoire une place à part. Il avait hérité des vertus administratives de René Hérault. Il était comme lui rigide, exact, laborieux. Rempli de méfiance vis-à-vis des gens de lettres, des nouvellistes en particulier, il arriva à la lieutenance de police avec l'intention de les tenir en main, de très près; mais le journalisme devait exercer sur lui des représailles inattendues, en faisant peu à peu du magistrat, qui consacrait ses veilles à le surveiller, le journaliste le plus occupé, le plus enfiévré, le plus passionné pour sa tâche que l'on eût encore vu.

On ne connaît pas assez le grand rôle que l'opinion publique jouait dans l'ancienne France : un rôle, sans comparaison aucune, beaucoup plus important que celui qu'elle joue aujourd'hui. « L'opinion publique, dira très bien le comte de Ségur, triomphait de tous les obstacles. »

Marville eut alors la pensée de diriger l'opinion publique par les nouvellistes. Et nous voici en compagnie d'un lieutenant de police qui examine avec attention chacune des feuilles manuscrites soumises à censure, qui l'épluche, la commente, la modifie, l'ampute ou l'allonge; précurseur inconscient de ces rédacteurs en chef, trop soucieux du bon renom de leur journal pour ne pas asservir à leur critique et à leurs ciseaux la copie de leurs collaborateurs.

Et quel dut être ce travail supplémentaire, en dehors de ses

occupations quotidiennes si nombreuses et si absorbantes! Nous pouvons en juger par les « manuscrits » vus et revus, annotés, surchargés, bâtonnés, amendés, commentés, interprétés, apostillés par lui. Le Magistrat veille à ce que la personnalité du premier ministre, le cardinal de Fleury, soit toujours respectée. Des traits comme le suivant font voir à quels détails il descendait: un feuilliste, voulant peindre l'impression désagréable ressentie par le premier ministre à la lecture d'une dépêche peu satisfaisante, avait écrit: « Monsieur le cardinal avait le visage extrêmement allongé...; » Marville corrige: « Le ministre avait l'air fort occupé. »

Au reste on comprend qu'il ait bâtonné ce qui concernait les querelles et les scandales de la Cour, les véridiques, mais trop lestes histoires où figuraient Mmes de Mailly, de Vintimille, de Nesle, de Châteauroux, de Mazarin et autres « belles et honnestes dames. » Marville ne veut pas que l'on touche aux gens en place; il barre les passages qui portent atteinte à la considération du contrôleur général Orry, du cardinal de Tencin, du maréchal de Belle-Isle; il ne veut pas de fausses nouvelles et, tout en les effaçant, il les remplace souvent, — afin que le nouvelliste n'en ait pas moins sa feuille remplie, — par des informations à lui, dont il est sûr. Une notice nécrologique, prématurément consacrée au décès de l'évêque de Laon, est rayée avec cette remarque: « Je voudrais que cela fût vrai. » Quant aux faits divers déjà très recherchés, vols, assassinats, attaques nocturnes, arrêts de diligences, descentes de justice, échos du Palais, flagrans délits, feux de cheminée et chiens écrasés, Marville laisse tout passer, pourvu que l'information soit exacte. Presque à chaque page, on retrouve des notes de sa main:

« Vérifier l'article. — Est-ce bien vrai? »

Tempérament de journaliste et, aussi, d'excellent homme, désireux, malgré les occupations dont il est accablé, d'aider à sa manière ces pauvres diables de nouvellistes dans leur rôle si difficile à tenir.

Les publicistes, qui avaient obtenu d'exercer leur industrie sous la tutelle de la police, étaient appelés les « nouvellistes autorisés, » et, plus précisément, les « nouvellistes privilégiés; » ceux de leurs confrères qui, impatiens de tout contrôle, s'en affranchissaient, à leurs risques et périls, étaient nommés les « nouvellistes de contrebande » ou, comme on disait dans les

bureaux de la lieutenance générale, les « contrebandiers nouvellistes. » On les appelait aussi les « faux nouvellistes. » Ceux-ci prirent-ils trop d'importance, firent-ils éclater quelque gros scandale, ou, plutôt, devant les difficultés que multipliait la guerre de la succession d'Autriche, le gouvernement jugea-t-il nécessaire de tarir toute source d'information pour les étrangers? — toujours est-il qu'on revient en 1745 aux mesures de rigueur. Le Parlement, « qui a la grande police, » note Barbier, rentre en scène. L'avocat général Omer Joly de Fleury prononce un violent réquisitoire. On met la main sur quelques feuillistes « autrichiens » et dont les « papiers » sont effectivement de nature à soulever l'indignation. Une ordonnance remet en vigueur les dures pénalités du XVIIe siècle : origine d'un long procès qui, à cette époque, engloba toute une légion de nouvellistes à la main. Les nombreuses pièces réunies par l'instruction vont nous permettre de pénétrer plus avant dans la vie professionnelle de ces ancêtres de la presse moderne et surtout de mettre en lumière un de ces « contrebandiers-nouvellistes, » figure originale, un gazetier misérable, mais qui a porté, on serait tenté de dire jusqu'au génie, le sens de sa profession : Jean Cabaud de Rambaud.

FUNCK-BRENTANO et PAUL D'ESTRÉE.

DANS LES BASSES-ALPES

« Sous le rapport de la population spécifique, c'est le dernier département de France et il diminue à chaque recensement. » Cette phrase banale, mais trop vraie, a été prononcée ou imprimée bien des fois au sujet des Basses-Alpes. Malgré cela ou peut-être à cause de cela, ce département sert souvent de thème ou d'exemple, à l'économiste, au statisticien, au démographe, comme de sujet d'étude au géologue, au forestier, au botaniste et à l'historien, car son passé est intéressant, et enfin son nom figure inévitablement dans les discours de l'orateur politique qui discute la question toujours posée, jamais résolue, de la vraie représentation parlementaire.

Le département des Basses-Alpes est situé presque à l'extrémité de la diagonale qui, partant de Dunkerque, effleurant Paris et Lyon, se termine à Nice. D'une part, le Nord avec les plaines immenses, fécondes, manufacturières, semées de grandes villes, sillonnées de voies ferrées ; d'autre part, les montagnes solitaires aux flancs stériles, les communes perdues. Roubaix, l'énorme chef-lieu de canton, peut s'opposer à Castellane, l'infime sous-préfecture ; l'arrondissement de Lille, avec ses 800 000 âmes, à celui de Barcelonnette, qui n'en a pas 14 000.

Le Nord, dont la superficie est exactement connue, occupe le premier rang après la Seine sous le rapport du chiffre de population absolue et relative, comme les Basses-Alpes sont reléguées au dernier en compagnie des Hautes-Alpes et de la Lozère. Pour conclure notre antithèse, observons que si le Nord-Ouest produit la houille noire meurtrière à exploiter et destinée

un jour à s'épuiser, le Sud-Est fournit la houille blanche, que l'art de l'ingénieur, secondé par un reboisement intelligent, permettra de créer de plus en plus et d'utiliser de mieux en mieux. Perspective rassurante, mais un peu lointaine, que les Provençaux échangeraient volontiers contre un supplément immédiat de prospérité.

I

En suivant, le long de la vallée de la Durance, l'artère assez fréquentée de Marseille à Grenoble, il est possible d'aborder les Basses-Alpes soit par le Midi ou la Basse-Provence, soit par le Nord ou le Dauphiné. La première direction est celle que nous suivrons, au départ de Pertuis.

Désertes, sauvages et pittoresques en somme, les gorges boisées de Mirabeau se rattachent encore à Vaucluse et aux Bouches-du-Rhône et ce n'est que plus loin que le voyageur « montant » dépasse le point fictif sur lequel se heurtent quatre départemens provençaux sur cinq. Les premiers villages de notre territoire bas-alpin apparaissent enfin, tristes, grisâtres, dans un paysage déboisé, sillonné de « vabres » desséchés, mais assez cultivé, avec force champs de blé, amandiers, mûriers, vignes bien mal tenues et, sur les pentes de collines, olivettes très soignées, qui produisent la meilleure huile de Provence. Quelques villas précèdent Manosque, et vis-à-vis de la gare, se discerne le seul parc d'agrément digne de ce nom. A gauche, se dresse le Mont-d'Or, mal dissimulé sous les oliviers ; plus loin, vers la droite, on distingue les collines boisées qui bordent la rive gauche de la Durance : elles dépendent de Digne.

Puis apparaissent Volx et Villeneuve, entassés sur des mamelons coniques, dominés par des montagnes pelées d'aspect original, mais plus propres à satisfaire le peintre que l'habitant ou le touriste. La vallée se resserre ensuite et devient jolie avec ses prairies et ses bois ; le pin d'Alep, disparu depuis Mirabeau, tente un retour offensif et, les oliviers aidant, on se croirait dans le Var. Ce pin renonce à la lutte à la hauteur de Pertuis et vis-à-vis des pittoresques roches des Mées. Le chêne vert le supplante, mais le chêne blanc expulse à son tour ce dernier au bout de quelques kilomètres, ce qu'il a fait depuis longtemps déjà sur la rive gauche. Toutefois, sur les déclivités trop

rapides, il succombe, et les lignes de plus grande pente qui matérialisent les hachures des topographes se détachent en raies d'un blanc jaunâtre sur les flancs plus ou moins verdoyans des coteaux d'Oraison et des Mées.

Plusieurs torrens ont été coupés par la voie ferrée : c'est à peine si un filet d'eau humecte leur thalweg et pourtant, à un moment donné, le train ralentit sa marche à cause des travaux de restauration des dégâts qu'un orage récent a causés à la voie et aux bois qui la bordent : ce ne sont qu'arbres déracinés par l'eau, ou arrachés par les blocs de rochers précipités.

Les montagnes de la rive gauche opposée au chemin de fer s'élèvent de plus en plus. Un petit village, l'Escale, se présente entre ces escarpemens et le lit de la Durance beaucoup trop large pour les flots troubles de la rivière. Bien insignifiant, l'Escale annonce cependant la Haute-Provence; il se compose en effet de quatre ou cinq petits hameaux voisins, mais distincts, et ne rappelle plus l'agglomération unique et resserrée que nous trouvons toujours dans le bas pays. Puis le regard se porte sur un petit bourg pittoresque à aspect assez propre, Volonne, qu'entoure encore une ceinture de vergers d'oliviers.

Depuis Pertuis, deux ponts en pierre franchissent le grand torrent que nous suivons, l'un à Saint-Auban, pour donner passage à l'embranchement de Digne, et l'autre tout récemment inauguré en face d'Oraison. Mais, à Sisteron, la Durance est tellement encaissée que fort anciennement les deux rives étaient déjà soudées par un pont de pierre à une seule arche qui a joué un grand rôle dans l'histoire, car il servit à jalonner l'itinéraire de Napoléon, de Cannes à Grenoble, au retour de l'île d'Elbe.

II

Un peu au-dessous de Sisteron se détache perpendiculairement vers l'Occident une vallée latérale que nous remonterons pendant quelques kilomètres pour rencontrer deux ou trois petites communes que nous étudierons d'un peu plus près parce qu'elles figurent assez bien une moyenne parmi les groupes administratifs du département. Ce n'est pas certes à cause de leur situation centrale, car deux d'entre elles confinent aux Hautes-Alpes, que nous les choisissons; mais comme climat,

altitude, population, culture et décadence, elles ne se placent ni parmi les mieux, ni parmi les moins favorisées.

La plus petite des trois municipalités est celle de B..., elle ne compte que 167 habitans (1906), et n'englobe pas trois maisons voisines ou contiguës, habitées toutes trois. Il n'en était pas de même autrefois, car sur un mamelon qui domine l'unique route de la vallée longeant le torrent du J... on distingue quelques masures, restes d'une agglomération fortifiée. Cinq ou six familles y vivaient encore au siècle dernier, et actuellement, quelques solitaires logent dans ces demeures semi-effondrées. Ce mamelon dominé de ruines symbolise assez bien les Basses-Alpes, d'autant plus que, si on le regarde de près, on le voit, au Midi et au couchant, constitué de « lavines, » sorte de schiste nu, grisâtre en temps de sécheresse, noir sale en temps de pluie, dégradé par les eaux qui rongent sans cesse les pentes. Les lignes d'érosion se dessinent brutalement et, pour faire opposition à ces hachures matérialisées, une série d'assises horizontales presque équidistantes, presque régulières, rappellent les courbes de niveau de la topographie. Mais, vu par le Nord-Est à l'*hubac*, l'aspect du mamelon se transforme, c'est une jolie prairie naturelle verdoyante dont on ne soupçonnerait guère l'existence du côté opposé.

L'appellation de « Basses-Alpes » évoque l'idée d'un terrain bouleversé, stérile, dépouillé et d'un paysage affreux. Cette thèse, ce procès si l'on veut, pourrait très bien se plaider ici même, à B..., contradictoirement. On aurait beau jeu d'une part pour exhiber à l'*adrech*, ou versant exposé au soleil, des pentes inféconds, pierreuses, insuffisamment boisées, dominées par des montagnes pelées, pour opposer des torrens presque desséchés, de peu de largeur au mince filet d'eau qui y coule, mais encombrés de pierres roulées par les orages; montrer les basses terres ravinées, les prairies souillées par la fange; de l'autre, on ferait voir qu'à l'*hubac* ou flanc tourné au Nord, l'œil se repose sur de beaux bois, bien frais, souvent très pittoresques, que les arbres prospèrent au fond des jolis vallons ombreux dissimulés de loin parce qu'ils sont très creux, que dans ces petits replis de terrain coulent des sources claires comme le cristal, qui arrosent, une fois captées, de gentilles prairies, et qu'enfin les eaux qui se fraient un passage dans le vaste lit de cailloux du torrent central ne perdent leur transparence qu'en

temps d'orage. Contiguë à l'école, la mairie s'élève au-dessous du vieux village, non loin de l'humble et unique café de la localité, et à quelques minutes de marche de l'église et du presbytère naguère abandonnés, mais restaurés récemment par les soins du curé. L'édifice religieux avec ses murailles de solidité suspecte, ses volets disjoints, ses herbes folles s'élançant de la pierre, donne une impression de tristesse et de pauvreté que corrigent un peu l'agrément de la vue sur la vallée et la fraîcheur de la végétation, due à l'abondance de l'eau qui sourd des rochers d'amont. Les fermes qu'on distingue, éparses, sont propres, solides et n'accusent nullement la misère.

Presque vis-à-vis et sur la rive droite du côté de l'*hubac* débouche une vallée latérale dans laquelle se blottit la seconde commune : celle de la T... de B... (l'appellation officielle est différente), jadis dépendante de la première déjà entrevue. Le vallon simule la forme d'un V dont l'extrémité d'une des branches tombe perpendiculairement sur ce torrent. Un pont sur ce torrent et un beau chemin neuf conduisent dans une sorte de cirque sans issue apparente, au fond duquel les principaux hameaux de la commune s'éparpillent; l'un d'eux, le moins petit, sinon le plus central, possède la mairie et l'école, tandis que l'église et le presbytère se dressent isolés dans une situation pittoresque à quelques centaines de mètres de là, au confluent de deux lits de torrens, dont l'un souvent desséché il est vrai. Çà et là quelques ruines couronnent de petits mamelons. L'amandier envahit le pays, et ces arbres, tous droits, ne présentent en rien l'aspect tordu de leurs similaires de la Basse-Provence.

Après un des hameaux, il semble qu'on soit au bout du monde; ce n'est point tout à fait une erreur, car si la vallée, se repliant, forme la seconde branche du V, ce quartier est à peu près désert; nous en verrons bientôt la raison. Somme toute, l'ensemble, à part quelques imperfections : plaies de ravinement, torrens avec peu d'eau et trop de pierres, terres à blé abandonnées et non reboisées, squelettes d'amandiers défunts, masures transformées en nids à hiboux, l'ensemble est plutôt agréable et l'œil trouve à se reposer sur des bois, sur des rochers pittoresques, sur des eaux vives d'aspect engageant.

Revenant enfin sur la vallée principale et remontant le torrent

pendant une demi-heure de marche, nous atteignons une enfilade de maisons de construction récente, alignées le long de la route. C'est le centre cantonal, et ses quinze bâtisses neuves produisent un effet magnifique. Mais, abstraction faite de la poste, de l'école, des logemens du notaire et du juge de paix, de l'église et du presbytère, des cafés et des auberges, que reste-t-il comme fermes d'exploitations rurales ? Bien peu de chose, et ce petit hameau résume un peu en lui notre pauvre France qui tend à devenir un pays composé de fonctionnaires et de cabaretiers. A l'*adrech*, au sommet de côtes pelées, se dresse une agglomération presque abandonnée : c'est le vieux village dont les quelques habitans, joints à ceux de divers hameaux, de fermes dispersées jadis très nombreuses, et enfin de la bourgade neuve, atteignaient au dernier recensement le total de 630 âmes. Il y en avait près de 1400 au milieu du règne de Louis-Philippe.

III

Au début du XVIe siècle, les alentours immédiats de Sisteron prolongent en quelque sorte le Dauphiné. Dans la seule commune chef-lieu qui s'étend sur 5000 hectares, les troupeaux de brebis atteignaient l'énorme effectif de 16000 têtes, plus que dans tout le canton sous le premier Empire et les *avé* (troupeaux) de 2000 bêtes à laine n'étaient point rares. Les bœufs de labour joints aux vaches formaient à Sisteron un ensemble de plus de 400 têtes de gros bétail. Avec cela peu de chèvres, peu de mulets.

Le pacage de ces immenses cohues de bêtes à cornes et à laine donnait lieu à des difficultés, et la dernière des trois communes que nous avons inspectées fut, à l'époque de François Ier, le théâtre d'un conflit point sanglant, mais acharné entre ses habitans et leurs voisins du Dauphiné, qui trouvaient commode d'envoyer leurs troupeaux pâturer abusivement en Provence. Il est fâcheux que cet épisode soit long à raconter, car rien n'y manque : saisies d'animaux, invasions à main armée, stratégie offensive, mesures défensives, intervention des seigneurs respectifs, des parlemens d'Aix et de Grenoble, avec conflit de juridiction. 2000 hommes d'armes sont fournis par un village contigu des Hautes-Alpes, R..., qui aurait bien de la peine à en fournir 300 aujourd'hui. La cour d'Aix les condamne d'abord à

une amende, puis à subir un châtiment public plus humiliant que douloureux, sur la crête qui sépare les deux provinces. A tous ces détails se mêle le petit roman du délégué envoyé par le parlement d'Aix qui, fait prisonnier par le baron dauphinois, charma sa captivité en faisant la cour à la châtelaine. Notre ébauche sur l'économie rurale de ce coin de la vieille France n'exclut nullement ce qui regarde la vie intime de la noblesse locale, parce que ces familles de gentilshommes vivaient sur leurs terres ou près de leurs terres et choisissaient pour leur service des paysans ou paysannes d'alentour. Nous relèverons même dans un livre de compte ou de « raison » du XVIIIe siècle quelques détails relatifs à une brave fille, Madeleine Ricard, servante dans la famille du V... pendant plus de vingt ans. Elle gagnait pour ses débuts dix écus par an; elle arrive à en recevoir jusqu'à treize; quelquefois, ses maîtres complètent ses gages par un tablier. Manifestement, ses habits quotidiens et son costume de travail lui étaient payés par ses patrons, et il ne faut pas se la figurer comme une souillon déguenillée, car d'après les traditions locales, dans les intérieurs nobles et bourgeois de l'époque, les servantes groupées en cercle dans le salon de compagnie, autour d'une grande table, travaillaient à la chandelle, tandis que maîtres et maîtresses conversaient. Ces hobereaux, dont beaucoup avaient servi dans l'armée ou passé par la diplomatie, ces dames ou demoiselles n'auraient pas supporté auprès d'elles des chambrières trop négligées ou mal mises.

Donc Madeleine s'achète de temps à autre sur ses petits gages des coupons d'étoffe (toile, mousseline, etc.), des robes, des corsages, des cotillons, des souliers fins (1), des mouchoirs, voire même une croix d'or de 15 livres et un corps de baleine du même prix. Tous les deux ans à peu près, la digne fille va voir ses parens, qui demeurent à trois lieues en aval de Sisteron : coût du voyage 12 sols, juste le prix des troisièmes d'aujourd'hui : elle leur envoie aussi des provisions que ses maîtres lui retiennent sur ses gages; elle secourt sa sœur malade et n'oublie pas de remettre souvent à M. le curé 6 sols d'honoraires de messe. Un mariage a lieu dans la famille de ses maîtres et c'est probablement à cette occasion qu'elle se paye un chapeau, et comme il ne s'en trouve pas sans doute d'assez beau à Sisteron,

(1) Assez chers, étant donné la rareté de l'argent à cette époque et dans la région. Aucune paire ne coûte moins de 3 livres et les « bronzés » 3 liv. 10 sols.

on le fait venir de Manosque. Un peu avant cette date, la balance de son compte courant constate que, malgré toutes les dépenses que nous venons d'énumérer et la modicité de ses gages, elle a droit à plus de 200 livres d'économie que ses maîtres lui doivent.

A cette époque, les servantes n'étaient point gâtées. Dans plus d'une famille, on suit les traditions de la *Comtesse d'Escarbagnas* on s'indemnise de la casse sur les gages, et dans les réunions auxquelles nous avons fait naguère allusion et qui se prolongeaient fort tard, la servante qui s'endormait sur son ouvrage recevait de sa maîtresse, sous forme d'avertissement, un coup de baguette sur les doigts pour réveiller son activité.

Les du V... possédaient un petit domaine à la T... de B..., la seconde commune que nous avons parcourue. Le granger dudit bien qui le cultivait en compagnie de sa femme recevait 18 écus par an, son blé, son sel, son huile, un modeste capital de volaille, une énorme provision d'ail dont souvent il tirait l'unique assaisonnement de son pain. L'entrée en fonctions des fermiers et valets ruraux était fixée à la Saint-Barthélemy, date qui persiste encore, car nous avons pu constater par nous-même que, ce jour-là, la route de la vallée du J... est sillonnée de charrettes de déménagement. Bien entendu, l'homme arrêté quelques semaines à l'avance, après conclusion du marché, recevait des arrhes : un écu de six livres dans le cas particulier qui nous occupe. Encore était-il stipulé que ce modeste acompte serait restitué si l'homme venait à décéder avant l'entrée en fonctions!

Passons à la période qui coïncide avec le milieu du XIXe siècle; restons dans le même village, et reportons-nous en imagination vers les dernières années de Louis-Philippe, près de l'école, un jour d'hiver. Les enfans y affluent nombreux, car les travaux des champs sont nuls dans cette saison; tous les âges d'écoliers jusqu'aux futurs conscrits de la classe prochaine y sont représentés; tous les sexes aussi, quoique, après seize ans, les fillettes soient occupées chez elles. Toute cette jeunesse semble robuste et saine; toutefois, quelques physionomies font tache. Ce sont des enfans trouvés que la ville de Marseille envoie à la montagne; le bébé étranger est nourri dans la famille, y grandit et, quelquefois adopté par elle, se fixe souvent dans le pays. Excellent supplément de population, propre à compenser les pertes dues à l'émigration, disent les uns. Gain, soit! répli-

quent les autres, mais par apport de sang vicié dans la vallée.

Les deux sexes cheminent pêle-mêle, et s'installent en classe sur deux files de bancs séparés. Pas d'institutrice, mais un instituteur qui doit avoir fort à faire pour gouverner sa centaine d'écoliers et de gamines. Il gagne deux cents francs, que lui octroie M. Guizot; ce serait maigre, si chaque élève ne lui rapportait 1 fr. 50 par mois, rétribution modeste, mais que bien peu d'indigens se refusent à payer. Il est vrai que le pays ne compte guère de misérables et que l'instruction est très prisée par le Bas-Alpin, lequel, facilement disposé à émigrer, en comprend la nécessité; d'ailleurs il ne voit que l'alphabet et l'écriture pour tromper l'ennui des maussades soirées d'hiver (1). La classe finie, les pelotons mixtes se dispersent chacun vers le hameau familial, et il est nuit noire quand les enfans pénètrent dans la cuisine de leurs logis respectifs. Le feu, alimenté par un bois qui ne coûte rien ou presque rien au paysan, pétille joyeusement et éclaire la pièce; mais si le père de famille est économe, on ne distingue ni chandelle ni lampe, car c'est trop cher. Quelquefois un bâton de bois résineux en remplit l'office. Souper frugal : peu d'huile dans la salade, peu de graisse dans la soupe, les plus avares suppléent même à cet ingrédient avec quelques noix écrasées. Tout en grignotant un pain suffisamment dur pour ne pas trop exciter l'appétit, on raconte que telle ménagère connue pour sa ladrerie a été emprunter le morceau de lard de la marmite de sa voisine et l'a introduit quelques instans dans son pot pour le restituer ensuite à sa propriétaire. Le repas comporte une forte ration de noix ou d'amandes sèches, et aussi d'excellens fromages.

Par exemple, le vin n'est pas rare, car les vignobles abondent et fournissent presque sans dépense un bon produit. Comme il est assez cher à transporter, on peut en boire sur place sans débourser beaucoup : un franc la « coupe » au décuvage, deux

(1) En 1866, c'est-à-dire peu de temps après la période étudiée, le département, sur 387 conscrits, *ne fournissait pas un illettré à l'armée*. Pour Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, la proportion était du *cinquième*, et dans l'Allier, au cœur de la France, de juste la *moitié*.

Nous avons compilé les renseignemens officiels relatifs au paupérisme dans les Basses-Alpes pour l'année 1847. Moyenne d'ensemble des secourus 2,48 pour 100 trois fois moindre qu'à Paris à la même date, moindre encore que le coefficient parisien pour 1905. Pas d'indigens au milieu du siècle dernier dans plusieurs communes, la plupart de la vallée de Barcelonnette; quelques-uns sur les 700 habitans de la T... de B...

francs à Pâques. Il est vrai que la « coupe, » qui a dû servir à Gargantua contient 19 litres. Aussi, lorsque les montagnards de la haute vallée où la vigne ne prospère point descendent vers Sisteron et qu'ils ont un peu d'argent en poche, ils se gorgent de boisson. A quatre, ils sécheraient un hectolitre en trois jours.

Le froment, à cette période, est la culture du pays. De fait, soit qu'on y dépense, de l'aube à la nuit tombée, beaucoup d'« huile de bras, » soit qu'on n'y ménage guère le fumier, le blé rend assez et permet d'utiliser avec profit des terres bien ingrates. Chaque propriétaire, gros ou petit, entretient un troupeau de brebis avec quelques chèvres pour le lait; on laboure avec des « araires » traînés par des bœufs sous le joug; les mulets et les ânes portent des fardeaux qu'on amarre avec des cordes. On cite un fermier qui, dirigeant un domaine important à B..., possède une charrette; sans ce véhicule, les gens du pays ignoreraient presque ce qu'est une roue. On voit actuellement circuler plus d'automobiles dans la vallée qu'on n'y rencontrait de tombereaux il y a soixante ans!

Pour qu'un valet de ferme arrivât à gagner 150 francs par an dans une exploitation agricole, il fallait qu'il fût alors « un bon homme. » Préférait-il se louer à la journée, il recevait 1 fr. 25 centimes. Une femme n'obtenait que 60 centimes et même que 40 si elle était nourrie.

Encore nos jeunes gens trouvaient le moyen de réaliser des économies, car il fallait, à moins de risquer la chance d'un numéro élevé, ou de faire valoir une infirmité quelquefois savamment entretenue et perfectionnée, mettre à la masse pour avoir un remplaçant tout prêt pour le service militaire. C'était cinq cents francs à accumuler. Vers cette époque, en 1853 pour fixer les idées, le canton fournissait environ 50 jeunes gens, et il n'en partit que 12, dont un seul de la commune de B... Du reste sobres, débrouillards, assez lettrés, intelligens malgré leur physionomie rustaude, nos Bas-Alpins faisaient toujours d'excellens soldats et souvent de bons sous-officiers.

Il ne faudrait pas s'imaginer que notre terroir fût, alors, isolé du reste du monde. Au moins une fois par semaine, des muletiers desservaient la vallée pour transporter des marchandises sur Marseille ou Grenoble. La petite caravane se composait de quatre à cinq mulets de bât cheminant à la file et pré-

cédés d'un âne sur lequel montait le patron. Tels devaient être les convois de la Manche du temps de Cervantès, et souvent les mulets, pour compléter la ressemblance, transportaient dans ces outres de peau, pareilles à celles que pourfendit don Quichotte, les vins du pays destinés aux hameaux de la montagne. Plus civilisé, le chef-lieu de canton communiquait rarement, mais régulièrement, par charrettes, avec la Basse-Provence et Marseille.

Personne ne vivait du métier de pêcheur, mais sans aucune entrave officielle, toute la population livrait une rude guerre aux truites du J..., plutôt pour les manger en famille que pour les vendre. Il en était de même pour le gibier, alors très abondant; personne, si pauvre qu'il fût, ne manquait de fusil, ni de munitions, et bien rares étaient ceux qui s'embarrassaient d'un permis. Logique avec lui-même, le chasseur heureux préférait profiter personnellement d'une aubaine qui ne lui avait rien coûté; il ne portait son gibier au marché de Sisteron que pressé par la nécessité. Du reste, qu'en retirait-il alors? Un beau lièvre ne dépassait pas le prix de 3 francs. Observons que sur le territoire de B... où paissaient une trentaine de petits troupeaux, les loups descendus de la montagne de Lure chargeaient fréquemment les brebis, et nos bêtes féroces auraient encore plus infesté le territoire sans les exploits des braconniers de profession. Donc ceux-ci étaient bien vus des petits propriétaires et même les autorités fermaient les yeux sur leurs contraventions.

Un jour, en plein mois de décembre, les chasseurs du village de la T... de B..., sur des nouvelles singulières venues, disait-on, de Paris, s'armèrent, et se mirent en marche sur la vallée de la Durance et sur Digne. Au bout de quelques kilomètres et avant même de pénétrer dans la banlieue de Sisteron, la réflexion aidant, peut-être aussi refroidis par certains détails communiqués par la sous-préfecture, nos braves gens firent demi-tour et rentrèrent chez eux pour pendre leurs fusils au croc et ne plus s'en servir que contre le gibier. Mieux encore, quelques semaines après, ils acclamaient à l'unanimité, comme du reste tout l'ensemble du département, la candidature officielle d'un parent de celui qui écrit ces pages et ils oubliaient leur belliqueuse démarche, jusqu'au jour où les survivans constataient avec ennui qu'avec un peu plus de décision, ils auraient acquis des droits à la situation enviée de pensionnés du coup d'État.

Inutile d'ajouter, comme complément des détails succinctement énumérés dans ce paragraphe, que les églises du pays, les dimanches et fêtes, se garnissaient jadis de fidèles. Nous insisterons volontiers sur certains traits de mœurs locales se reliant directement à ce même sujet. On trouve au-dessus de B..., sur la crête qui limite les Hautes et Basses-Alpes, une chapelle ruinée; elle était encore debout au milieu du siècle dernier et, une fois l'an, le curé en étole, suivi de son clerc et de toute la population, devait y monter en chantant certains versets liturgiques. La pratique a été abandonnée au grand regret des gens de l'endroit qui, quoique bien peu dévots, prétendent que l'oubli du vieux rite entraîne la fréquence plus grande de la grêle.

A la T... de B... au fond du cirque apparent qui encercle les principaux hameaux de la commune, se distingue une chapelle encore debout, accrochée à un rocher escarpé. C'est l'ermitage de Saint-P...., qui formait aussi un but de procession; mais celle-ci, s'il faut en croire les anciens, ne devait pas manquer de piquant. Jamais le pauvre ecclésiastique surchargé de sa chape réglementaire n'aurait pu tenter l'aventure à pied en chantant les litanies. Aussi était-il juché sur un mulet et précédé de deux « sapeurs » dont le rôle traditionnel était de lui frayer chemin au travers des halliers. Ceux-ci ayant disparu, ils se contentaient d'abattre quelques touffes de lavande ne gênant en rien le passage. Cette cérémonie dura jusqu'au jour où un curé jeune et gai nouvellement installé dans la paroisse ne réussit plus à garder son sérieux quand il se vit hissé sur sa monture et flanqué de ses gardes du corps; il pria ses ouailles de le dispenser désormais de cette excursion.

IV

Revenons aux temps présens, mais ne quittons pas encore, dans notre causerie, la question religieuse. Entrons un dimanche dans l'église de B...; la paroisse, nous le savons, compte environ 170 habitans, et il ne s'y célèbre qu'une messe. L'assistance ne brille donc pas par le nombre, car elle ne compte qu'une douzaine de villageoises, quatre ou cinq petites filles, le clerc comme seul garçonnet et deux paysans dont un vieux. Du reste, l'édifice est si petit qu'il suffit à peine à contenir les fidèles peu fervens qui, comme dans toute la Provence, ne manquent pas les messes

des quatre bonnes fêtes de l'année, surtout celles de Noël et de Pâques.

Si nous jetons un coup d'œil sur l'assistance, nous trouvons nos campagnards simplement, mais proprement mis, et il en est de même les jours ouvriers. On plaisantait jadis les Bas-Alpins sur leurs costumes de gros draps du pays qu'ils usaient jusqu'à la corde et il leur fallait des années pour cela. A présent, les Sisteronnais s'habillent exactement comme les paysans aisés du bas pays ou de Vaucluse et personne, si pauvre qu'il soit, ne chausse des sabots. Leur langage diffère à peine du provençal marseillais, et ils peuvent s'entretenir sans difficulté avec leurs compatriotes de la côte, chacun dans son dialecte. Seul, le fameux « chuintement » (1) avertit le linguiste que l'on s'approche du Dauphiné.

Quoique peut-être moins économes que leurs pères, ils le sont encore beaucoup. Leur ordinaire est des plus frugals : ils consomment plus de pain dur que de pain frais et plus de noix sèches que de viande. Tel ménage qui a débuté jadis avec des dettes et un bien des moins fertiles, non seulement à force de travail et d'épargne a tout remboursé, mais s'est constitué un petit magot fort respectable. Disons très haut que, quoique pauvre, notre population n'est nullement quémandeuse.

Comme beaucoup d'agriculteurs français, les gens de B... s'obstinent à cultiver du blé à perte ; car avec les prix actuels, que sont pratiquement des rendemens moyens de cinq fois la semence ? Chaque cultivateur point trop gêné a encore pendant l'hiver son petit troupeau de brebis avec quelques chèvres pour traire ; en effet, quoiqu'on emploie dans le pays des bœufs venus de Gap ou de Seyne, il n'y a point de vaches. Point de berger attitré non plus ; l'enfant de la maison en remplit souvent les fonctions. Les ânes et les mulets abondent et actuellement chacun possède sa petite charrette, forcée souvent de rouler dans d'abominables sentiers.

Depuis longtemps les antiques vignobles ont succombé devant le phylloxera. Quand on a parlé ceps américains et greffages aux vignerons de B..., ils sont d'abord restés incrédules, préférant replanter au hasard des sarmens français qui n'ont pas tardé à dépérir pour être remplacés à leur tour. Ce jeu a duré

(1) C'est-à-dire la substitution du *ch* prononcé *tch* au *c* dur latin, comme dans *chabro* = chèvre pour *cabro* qui s'emploie en Basse-Provence et rappelle mieux le latin *capra*.

de longues années; après quoi, de guerre lasse, ils se sont décidés à recourir au *Riparia* et au *Rupestris* comme porte-greffe et au *Jacquez* comme producteur direct. Naturellement on récolte et on foule très tard : ainsi à la T... de B. . (altitude 575 mètres) les premières neiges coïncident habituellement avec la période de maturité parfaite.

Partout croissent les arbres fruitiers de toute espèce, sauvages ou améliorés par la culture; l'amandier, le poirier et le noyer dominent. Moins souvent gelées que dans les Bouches-du-Rhône, les amandes constituent une importante ressource à B... et à la T... de B...; les poires sont plus souvent vendues ou, si leur qualité est inférieure, sacrifiées aux porcs, que consommées par le propriétaire qui trouve que ce fruit ne nourrit pas assez. Quant aux noyers, on en voit encore beaucoup, mais il s'en est naguère massacré des quantités formidables pour les besoins de la menuiserie artistique. Cet abatis a pris fin, mais il avait une raison d'être, car à l'heure qu'il est, le villageois le plus parcimonieux achète pour sa salade de l'huile d'olive ou soi-disant telle, et éclaire le soir sa cuisine au pétrole.

On aperçoit beaucoup de chênes dans le pays, mais ceux qui appartiennent à des paysans présentent souvent un aspect peu gracieux, qui résulte d'une pratique détestable consistant à étêter le pauvre arbre qui s'épuise alors en jets latéraux courts et bien feuillus qu'on tranche pour la pâture du bétail. Ne faut-il pas chercher dans cette habitude la raison du déboisement de certaines montagnes, déboisement qui a dû s'accentuer à une époque où le bétail, beaucoup plus nombreux que de nos jours, exigeait le sacrifice d'une masse énorme de branches d'arbres? Il est visible que c'est dans les XVe et XVIe siècles que les chênes ont dû succomber en grand nombre; au XVIIe siècle, le mal était fait. Nous avons vu chez un collectionneur la reproduction d'une estampe de la Bibliothèque nationale représentant Sisteron à cette époque; la ville est dominée par d'affreuses montagnes pelées qui, actuellement regarnies, présentent un aspect verdoyant, au moins partout où le roc, point trop vertical, n'a pas laissé échapper la terre.

Une causerie sur les Basses-Alpes doit forcément ne pas passer sous silence la question du reboisement dont les avantages manifestes sont quelquefois payés de graves inconvéniens.

Il y aurait vraiment trop à faire et à dépenser si on re

constituait complètement la végétation partout où elle a disparu. Le plus souvent, l'Administration exproprie des forêts communales en plus ou moins bon état ou achète à bas prix des propriétés abandonnées qu'il n'est pas difficile ensuite d'amener à se tapisser de verdure. Il faut et il suffit tout bonnement d'en exclure pâtres et troupeaux.

Or, supposons que dans le voisinage se trouvent, — comme c'est toujours le cas, — de petits hameaux, des fermes dont le bétail constitue l'unique ressource, puisque, dans les hautes vallées, il fait trop froid pour les cultures fruitières et que le sol peu fertile ne peut être semé en blé. Nos pauvres gens, entravés dans leurs habitudes de pacage, se verront réduits à la misère, faute de pouvoir alimenter leurs bêtes et abandonneront leurs terres patrimoniales, soit pour quitter le pays, soit pour s'installer dans les maisons des hameaux inférieurs que les émigrans ont laissées vides. Conséquence : une grave dépopulation, qui à la T... de B... par exemple, affecte surtout la seconde branche du V dont nous avons parlé sans la visiter ; la commune, qui avait 700 âmes dans la première moitié du XIXe siècle et 500 à la chute de l'Empire, n'en compte pas plus de 300 actuellement. Triste contraste : à côté de ces malheureux qui luttent ferme contre la misère avant de succomber, les gardes forestiers mènent une vie relativement plantureuse, sans rien faire, en bons fonctionnaires qu'ils sont, jouissant, sans contrôle, d'avantages pratiques qu'on leur adjuge ou qu'ils s'adjugent.

La dépopulation des communes que nous avons étudiées s'opère surtout aux dépens des habitans les plus pauvres, car il n'y a pas de bourgeois dans le pays et aux dépens aussi des cadets de familles nombreuses. Il est vrai que celles-ci, là comme ailleurs, diminuent en nombre et en effectif. La classe des non-possédans, jadis assez importante, est maintenant réduite à presque rien. Lorsque, à présent, une famille de petits propriétaires quitte le pays, le bien est acheté par un voisin aisé. Si les cultivateurs ont plusieurs fils, un seul après le décès du père se charge de l'ensemble des biens héréditaires, et les autres, une fois partis pour le service militaire, ne reviennent plus. Ceux qui ont gagné de l'argent hors du terroir natal ne retournent guère s'y réinstaller après fortune faite, comme cela se passe dans la région de l'Auvergne par exemple.

En somme, le canton se dépeuple et n'a plus que 2 300 âmes

(contre 4 500 en 1841), mais sans s'appauvrir, avec concentration des bonnes terres dans un petit nombre de mains, accroissement des friches pour les sols maigres, culture plus soignée des champs fertiles, abandon des petits hameaux reculés, des antiques fermes d'accès difficile, avec maintien et même développement des exploitations ou hameaux de plaine. Il s'y produit bien des vides, mais les émigrans, venus de l'amont, les comblent. Quant aux bicoques abandonnées, on ne se donne pas la peine de les démolir, mais on accentue encore leur caractère de ruines, en emportant les tuiles des toits, tuiles qui ont une certaine valeur dans le pays.

A B..., commune toute dispersée, on compte cependant moins de maisons désertes qu'on ne serait tenté de le croire. L'exemple le plus tristement curieux est celui déjà cité tout à l'heure de l'ancien centre communal qui, maintenant, comme un couvent de l'Athos, n'est plus animé par la présence d'une femme, ni vivifié par les ébats d'un seul enfant. Évidemment, l'affaiblissement se fait et continue à se produire moins sur le nombre brut de feux que sur la quotité moyenne du nombre de personnes logeant sous le même toit.

Peut-on compter du moins, comme ailleurs, sur l'installation permanente d'immigrans étrangers? Non, il n'en vient pas, et les Italiens assez nombreux qui travaillent à Sisteron ne sont pas des agriculteurs, à la différence de beaucoup de ceux qui servent d'auxiliaires dans les villages de la Basse-Provence, mais bien des terrassiers ou des maçons. Aussi la main-d'œuvre agricole est-elle assez chère maintenant : 2 fr. 50 en été, 2 francs en hiver. Les femmes gagnent moitié moins comme partout, et si le travailleur est nourri, on réduit son salaire de 1 franc.

Un homme ou une femme du pays qui ne craint pas la fatigue peut du reste gagner davantage. Depuis trente années s'est développée une industrie qui prospère beaucoup, celle de la lavande, industrie exercée par des gens du pays ou par des spécialistes de Grasse. Pendant les mois d'été fonctionnent des alambics qui distillent des quantités énormes de cette plante aromatique foisonnant dans les contreforts de la montagne de Lure. Nul n'est autorisé à en ramasser sans redevance dans les forêts domaniales (grief de plus contre l'administration forestière), mais chez les particuliers et dans les communaux, la cueillette est libre. L'essence de lavande se vendant jusqu'à 25 francs le kilogramme

certaines années, il ne faut pas s'étonner si cette récolte permet bon an mal an à la population de T... de B... de réaliser un bénéfice global d'une dizaine de mille francs. C'est par cette remarque plutôt consolante que nous terminons la partie locale de notre étude avant d'en venir à un examen plus général. La civilisation moderne ne devait-elle pas cette compensation pécuniaire à la pauvre commune qu'elle a si peu favorablement traitée jusqu'à ce jour?

V

Essayons maintenant d'ébaucher en quelques traits un croquis de la situation du pays sous l'ancien régime et de le rapprocher du tableau plus complet que permettent de dresser les documens relatifs au siècle qui vient à peine de s'écouler.

Le pays, jadis riant, a été ruiné par l'abus du pâturage et par des défoncemens inconsidérés. Sous Louis XV, le paysan redoute toujours de voir le blé lui faire défaut; d'autre part, le bas prix de la main-d'œuvre le décide à défricher au hasard les terrains des collines et les flancs des montagnes pour y semer la précieuse céréale; les soi-disant « économistes » encouragent ces imprudences, et les seigneurs donnent quelquefois l'exemple les premiers. Notre homme recueille en effet pendant une année ou deux sur la terre vierge une moisson qui lui paraît superbe; mais que survienne un orage, et la terre, n'étant plus retenue par les racines des arbres, est balayée par la fureur des eaux jusqu'au fond de la vallée. Pour la même raison, l'impétuosité de filets liquides n'est plus amortie, et les moindres plis de terrain se métamorphosent en torrens ravageurs qui, une fois la terre superficielle, la « chair de montagne » arrachée, entraînent l'ossature rocheuse elle-même, de sorte que le thalweg s'encombre de débris infertiles. Quelquefois le défricheur est un paysan qui s'est mis en tête d'émigrer et qui, avant de partir pour toujours, décharne au hasard son patrimoine.

Une ordonnance royale rendue en 1767 encourageait les cultivateurs français à défricher le plus possible de bois taillis. Le parlement de Provence proteste avec raison, faisant observer que telle mesure, utile dans les plaines de la Beauce, est détestable sur les flancs à pente rapide des Alpes méridionales et il atténue un peu la portée des règlemens en ce qui concerne son

ressort. Toutefois, les effets de ces maladroits encouragemens se font sentir lourdement dans la banlieue de Digne, dans les vigueries de Castellane, de Colmars et dans bien d'autres terroirs. 400 000 moutons « transhumans, » c'est-à-dire venus de la Basse-Provence, et surtout de la Crau, pour pâturer durant l'été à la montagne, achèvent de ronger les dernières traces de végétation et de désagréger le sol par leur piétinement.

Provençal lui-même, l'abbé d'Expilly, dans son Dictionnaire géographique, s'exprime comme le ferait un agronome ou économiste de nos jours au sujet de ces détestables pratiques. Mais il n'insiste pas seulement sur le fait des ruines accumulées; il appuie fortement sur l'antique prospérité d'un pays « autrefois bien gras et très fertile, » sur certaines conditions favorables qui se manifestent encore de son temps (seconde partie du règne de Louis XV). Mais le défrichement abusif a tout gâté.

Quittons maintenant les généralités, et résumons d'abord les observations prises sur place par le naturaliste Darluc qui explora la Haute-Provence peu d'années avant la Révolution. Notre voyageur, imbu visiblement de préjugés classiques, ne goûtait en rien le sentiment moderne du pittoresque que Rousseau avait déjà cependant contribué à faire pressentir. Par exemple, il trouve avec raison Moustier-Sainte-Marie agréable, mais c'est *malgré* l'aspérité des montagnes, tandis qu'à présent le même site nous charme à *cause* de cette aspérité. Le versant méridional de Lure est déboisé, observe-t-il, et il a raison, car ce dépouillement est fréquent à l'*adrech;* le versant Nord, poursuit-il, est escarpé, affreux avec ses tristes bois de sapins, forêts solitaires hantées par les aigles et les ours bruns. Darluc est peureux, et si certains sites près de Digne l'effraient, c'est à cause d'échos mystérieux répercutant pendant la nuit les cris lugubres des oiseaux de proie, seuls habitans de ces déserts. Dans son exploration, de Feissal à Seyne, il lui faut circuler à travers un chaos de montagnes : les guides du pays rient de ses terreurs et s'avancent devant lui la tête haute, le long des précipices. Il se passe d'étranges choses, à l'en croire, dans les « avens » de Lure, si intéressans pour le géologue moderne. Un ecclésiastique du pays a voulu explorer un de ces enfoncemens et, moins heureux que M. Martel et que bien d'autres de nos contemporains, a perdu la raison pour toujours.

Quelque vingt ans plus tard, le voyageur parisien Millin ne

reproduira plus les exagérations de Darluc et s'il qualifie d'âpre et effrayant le quartier des bains de Digne, c'est non sans raison. Il est vrai qu'il ne s'enfonce point aussi avant dans les montagnes que son devancier; mais homme du Nord, accoutumé aux vignes proprettes des environs de Paris, touriste appréciant la vigne et l'olivier dans le Midi, il fait peu de cas des prairies, des champs de blé, voire même des bois, et insiste sur la tristesse, sur la vétusté, sur la saleté de Riez, de Senez, de Forcalquier, de Manosque, de Sisteron, contrastant avec les localités de la Basse-Provence qu'il vient de visiter, contrastant aussi quelquefois pour toutes ces villes déjà nommées avec des banlieues assez riantes.

Toutefois, le second explorateur aurait eu le droit de se montrer plus sévère que le premier, après examen des mêmes lieux. Dans l'intervalle d'une tournée à l'autre la Révolution avait eu lieu avec ses conséquences générales et, en plus, des ravages locaux par suite de l'abolition de toute espèce de règlement de police. On avait défriché et saccagé au hasard, comme le constate en 1797 le *Journal des Mines*. Aux premiers débuts du nouveau régime, les administrateurs du département récemment créé se plaignaient déjà, et ce ne fut qu'en 1819 que, sans rien appliquer, on proposa les premiers remèdes au mal.

Pour qu'un paysage ou hameau des Basses-Alpes présente un aspect qui ne soit pas désagréable il faut que deux conditions se trouvent réunies. La première, qui fait défaut dans plus d'un village de l'arrondissement de Digne ou des environs de Castellane, c'est que les montagnes soient boisées à fond ou du moins garnies d'une végétation plus sérieuse que la lavande, par exemple, et encore cette plante s'élimine des éboulis, des « robines » schisteuses et ne voile pas toujours la dénudation du roc calcaire blanchâtre. La seconde, c'est que la vallée s'ouvre un peu : le ravin étranglé au fond duquel se blottit le groupe de maisons a beau être frais parce qu'il est sombre et humide, l'absence du soleil enlève toute gaieté.

Figurons-nous au contraire un horizon un peu moins étouffé, que l'élargissement permette une extension plus développée de cultures fruitières et de prairies, supposons des montagnes préservées de l'excès du déboisement ou artificiellement repeuplées, ou dont l'éloignement dissimule un peu l'aridité, et le site, surtout baigné des rayons d'un beau soleil, pourra, aux

yeux d'un touriste amateur de jeux de lumière, présenter un coup d'œil assez joli.

Dans la banlieue de Digne, il existe des coins agréables et dans la haute vallée du Verdon, plus d'une station estivale d'aspect bien caractéristique, animée par les touristes fuyant les chaleurs de la côte, attire dans la belle saison Marseillais et Niçois qui viennent s'abriter sous les ombrages, admirer les cascades aux eaux claires et respirer l'air pur au milieu des prairies. La vallée de l'Ubaye, qui constitue presque à elle seule l'arrondissement de Barcelonnette, paraît physiquement une annexe du Dauphiné : lorsque les montagnes s'écartent suffisamment pour livrer passage aux rayons solaires et que les bois de mélèzes s'étagent sur les pentes, comme à Jausiers, au-dessus du chef-lieu administratif, la vue est charmante au point de faire revenir pendant l'été, à côté des anciens émigrés d'Amérique rentrés au pays, ceux qui, après fortune faite, se sont fixés sur divers points de la France et n'ont point oublié leur petite patrie. Il serait trop fastidieux enfin d'énumérer les cols et cimes à gravir, les paysages à contempler, les excursions à recommander.

Passons donc aux cultures. Nous avons déjà dit combien celle du blé avait eu, en poussant à des défrichemens funestes, une mauvaise influence sur le pays. Lors de l'enquête de 1866, les propriétaires de Sisteron établissent, chiffres en main, que cette céréale nourrit le cultivateur sans lui faire gagner d'argent ; pour simplement semer, moissonner et fouler la récolte d'un hectare de bonnes terres, il faut à Sisteron, et il y a quarante ans, avancer près de 250 francs, impôts compris, mais abstraction faite de la fumure : le tout pour obtenir un peu plus de 14 hectolitres. Mais l'habitude séculaire persiste, et persiste encore actuellement, malgré l'augmentation des dépenses, l'accroissement des impôts, l'avilissement des prix.

Sous l'ancien régime, les vignes ne manquaient pas dans la basse vallée de la Durance. Deux localités se distinguaient même par l'excellence de leurs crus : les Mées, bourg de l'arrondissement actuel de Digne au confluent de la Durance et de la Bléone, et Riez, ville épiscopale située dans la même circonscription, au Midi du département.

Ces vins supportaient assez bien le transport vers les hautes vallées des Alpes et se bonifiaient quand on les amenait à Barcelonnette ou en Piémont. Ailleurs, du côté de Manosque par

exemple, vers l'extrême Sud de la Haute-Provence, on éliminait les vignes des coteaux au profit des oliviers et on les entassait dans la plaine pour récolter des produits très médiocres, mais abondans, comme aujourd'hui on tend à faire de plus en plus en Bas-Languedoc. Ailleurs, la vigne, au lieu de dégringoler sur place, émigrait en quelque sorte, en disparaissant d'elle-même des parties basses des vallées de grandes Alpes à mesure que se perfectionnaient les moyens de communication, et tel était le cas de la vallée de Barcelonnette aux approches de la Durance où malgré tout, le raisin, mûrissant mal, ne donnait pas d'aussi bons produits que les vins importés de Riez, de Digne ou des Mées.

Soixante années plus tard, l'invasion de l'*oïdium* a fait renchérir les prix, et le taux maximum de vente s'enfle jusqu'à 45 francs l'hectolitre (Enquête agricole de 1866). Alors la vigne s'est propagée d'autant plus, dans la partie moyenne et basse du département, qu'elle n'exige presque d'autre dépense que le travail personnel du cultivateur, travail qu'il ne ménage pas, car il est laborieux, mais qu'il ne compte pas comme avance. Plus tard, lorsque l'*oïdium* est vaincu, les yeux des paysans se dessillent, et le charme tombe lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils ont trop planté, trop recherché la quantité, et que leurs vins ne supportent pas le transport vers la Basse-Provence. A la fin du second Empire, les frais de culture à l'hectare s'élèvent à 350 francs pour un rendement moyen de 30 hectolitres. Le prix de l'hectare de vignes est de 3 000 francs (déposition d'un agriculteur de Manosque).

Cette difficulté, le phylloxera, en foudroyant tous les vignobles, se chargea de la trancher. La reconstitution s'est opérée depuis, mais lentement et péniblement; si beaucoup de terrains trop calcaires se montrent rebelles à porter du *Riparia*, beaucoup de vignerons se montrent encore plus réfractaires à la greffe et ne peuvent pas accepter l'idée de mieux soigner les vignes que leurs prédécesseurs. Un bon producteur direct aurait admirablement fait l'affaire des paysans de Valensolle et de Riez, et le Jacquez y a joui d'une grande vogue; mais il ne peut se vinifier seul, sans mélange d'autres grappes, à moins de prendre des précautions, peu compliquées, il est vrai, mais dont jamais un bon paysan de la Haute-Provence ne se souciera (1).

(1) Il existe dans les Basses-Alpes quelques très grands domaines viticoles admirablement tenus et munis de caves perfectionnées; mais possédés ou dirigés par des étrangers à la région, ils ne sauraient entrer en ligne de compte ici.

Pour l'olivier, par cela même que, dans la vallée moyenne de la Durance, il n'est pas tout à fait à sa place, il y a souvent, aux XVIIIe et XIXe siècles, échappé aux froids rigoureux qui ont ravagé des plantations plus méridionales. Paradoxe que cette affirmation, mais stricte vérité. Le végétal a peut-être subi une sorte d'adaptation progressive, le rendant plus robuste; ou peut-être aussi il brave mieux le froid parce qu'on l'installe alors à des expositions exceptionnellement favorables. L'huile du pays est excellente; on la vend bien à tort sous le nom d'huile d'Aix, car elle égale cette dernière, si elle ne la surpasse, quand elle est authentique. Nous avons connu des gourmets à la fois très connaisseurs et très riches, qui, pouvant choisir leur huile « à carafe » dans différentes régions du Midi, préféraient ne consommer que celle des Basses-Alpes. Et ils avaient parfaitement raison. Ajoutons qu'il y a quarante ans un hectare d'oliviers rendait presque sans frais environ 300 francs brut.

Depuis de longues années, les arbres fruitiers ont constitué dans les Basses-Alpes un sérieux apport d'aisance, sinon de richesse et, frais ou secs, les fruits y sont délicieux. Si la place ne nous manquait, nous reproduirions d'après l'abbé Laurenzi, l'historien de Castellane, l'idyllique tableau de la cueillette des prunes aux environs de cette ville en plein XVIIIe siècle. Darluc est assez connaisseur pour apprécier les prunes de Digne qui, sous la fallacieuse étiquette de « brignoles, » se transportaient jusqu'en Amérique. Leur commerce enrichissait la ville de 25 000 livres par an à son époque.

Comme alors, on distingue à présent les « pistoles » dont le noyau a été expulsé, des prunes pelées et des pruneaux proprement dits. Ceux-ci proviennent des prunes violettes cueillies en août, — sans accompagnement de chants, tambours, ni flageolets nous le craignons bien, — échaudées à deux ou trois reprises par immersion dans l'eau bouillante, et entassées dans des séchoirs sur des claies ou « canisses. » Très communs dans le pays de Digne, ces « séchoirs, » même neufs, ont un aspect de délabrement qui sent la ruine; ils ne contribuent point à embellir les fermes de la région. Même en fait de prunes, plus de gaieté ni de poésie au XXe siècle! Quant aux fruits destinés à s'entasser dans des boîtes sous forme de pistoles, ils sont d'abord pelés avant d'être séchés et nous ne décrirons pas l'opération qui a pour but de supprimer le noyau et d'aplatir le fruit sec:

certains détails ne seraient pas du goût de tous les lecteurs. Mais si le feu purifie tout, il en est de même des rayons du soleil, ces grands microbicides, lors de la dessiccation finale qui provoque une jolie teinte dorée. Ce produit local, s'il est délicieux, est aussi assez cher et ne se vend jamais moins de 3 francs le kilogramme.

Quant aux amandiers, qui de nos jours peuplent encore les coteaux de la zone basse du département, leur culture, d'après l'abbé Papon, auteur provençal de la fin de l'ancien régime, enrichissait déjà certaines communes des diocèses de Sisteron et de Riez de 40 000 écus par an. Il est vrai que souvent des gelées précoces malencontreuses faisaient évanouir ces revenus aléatoires, comme passent les fleurs dont ils tiraient leur origine et dont elles figuraient très bien l'emblème. Néanmoins, depuis lors, l'amandier n'a pas reculé; dans le cours de l'enquête agricole de 1866, des cultivateurs de Digne ont signalé ses progrès, affirmant en même temps qu'une belle récolte de prunes, faveur exceptionnelle à la vérité, permettait presque au propriétaire de récupérer d'un coup le prix de son bien.

Il y a une autre manière de s'enrichir dans les Basses-Alpes, c'est la « trufficulture » qui fait prospérer diverses communes voisines de cette ville de Riez dont le nom s'est déjà présenté et reviendra encore sous notre plume. De novembre à avril, il s'organise un important marché quotidien de truffes dont le centre est un village nommé Montagnac, perdu assez loin du chemin de fer et rattaché au canton de Riez. La vente, rien qu'à Montagnac, atteint jusqu'à 800 kilogrammes par jour, et la moitié de cette quantité provient de la commune elle-même. Une partie des tubercules ainsi amassés s'expédie en Périgord : faut-il admettre la supériorité des truffes du Sud-Ouest, ou convient-il d'affirmer que, sur la légitime renommée des produits de la Dordogne, une fraction au moins doit équitablement revenir aux truffes de Provence? Nous n'osons trancher la question. Le reste de la récolte s'envoie aux fabricans de conserves de Carpentras. *Sic vos non vobis!*

Les gens du pays affirment qu'un pied de chêne truffier peut rapporter jusqu'à 15 et 20 francs par an. Comme les frais d'entretien des truffières et de chasse avec l'animal « qui se nourrit de glands, » suivant l'expression de Delille, ne s'élèvent pas bien haut, il est bon de produire des truffes à Montagnac, surtout les

années où la récolte manque en Périgord et que la truffe se vend 25 ou 30 francs le kilogramme. La limite inférieure, encore rémunératrice, est 8 francs.

VI

Si vous interrogez en Basse-Provence un citadin ou un paysan, un bourgeois comme un homme du peuple sur les origines de sa famille, il est bien rare qu'il ne réponde, sur un ton plus ou moins affirmatif, que son père, son aïeul ou ses ascendans sont venus d'une ville ou d'un village des Basses-Alpes. De tout temps, l'homme, comme la goutte d'eau qui glisse inévitablement le long de la pente, éprouve la tentation de quitter les vallées supérieures, où l'existence est rude, le travail peu abondant et mal payé, la nourriture médiocre, pour s'installer dans le bas pays où l'on gagne sa vie sans grande fatigue, avec des chances de s'enrichir.

Pour continuer la comparaison, on peut dire que les montagnes des Basses-Alpes, boisées jadis, retenaient mieux la précipitation des eaux qu'aujourd'hui et empêchaient le liquide de se perdre dans la mer, de même que les habitans demeuraient plus volontiers autrefois sur ces versans alors fertiles et frais. Il paraît malheureusement moins difficile de maintenir le sol en le reboisant que d'entraver cet exode qui dévale comme la terre balayée par les eaux d'orage.

Donc, déjà sous l'ancien régime, la Haute-Provence cédait à la zone ou aux cités du littoral une grande quantité d'émigrans, dont les uns s'établissaient sans esprit de retour dans les territoires mieux favorisés que le leur, et les autres ne se déplaçaient que temporairement pendant les longs loisirs forcés que leur imposait la rigueur de l'hiver alpin. Lorsque revenait la belle saison, ils remontaient chez eux pour cultiver leur terre. C'était le cas de beaucoup de cultivateurs ou bergers de la viguerie de Castellane, du territoire de Seyne au Nord de Digne. Dans le pauvre village épiscopal de Senez, on ne rencontrait en hiver que des vieillards, des femmes et des enfans.

Seyne n'est pas très éloigné de la vallée de Barcelonnette. Dans cette dernière petite ville et en amont, on fabriquait avant la Révolution force draps grossiers plus durables qu'élégans, et même des soieries ; cette industrie occupait un assez grand

nombre de bras qui n'abandonnaient pas pour cela l'agriculture assez florissante encore, eu égard aux rigueurs du climat.

Mais telle était la fécondité des ménages, et si nombreuses étaient les familles que le Roi pensionnait pour encourager la natalité que, malgré la sobriété des montagnards, leur ardeur à la besogne et les ressources d'une industrie alors active, la vallée dans sa partie haute ne pouvait fournir assez de vivres à tous ses enfans et il fallait pour beaucoup chercher ailleurs du pain bis. Quelques-uns quittaient le pays définitivement, mais le plus grand nombre n'émigrait que temporairement sur Marseille, Lyon, Paris, ramonant les cheminées, balayant les rues, montrant des marmottes et jouant sur la vielle l'air classique *Digo Janeto*... ou enfin acquérant comme colporteurs d'assez gros magots. Il ne faut pas oublier d'insister sur l'honnêteté proverbiale de ces enfans des Alpes, dont le bon sens pratique avait très bien remarqué que la probité constitue un excellent capital auxiliaire, propre à faire fructifier les autres.

A force d'intelligence et de privations, quelques-uns faisaient même fortune, s'établissaient comme industriels ou négocians à Paris ou autres grandes villes; mais, c'étaient là des chances très exceptionnelles. La plupart prenaient soin de rentrer chez eux pour prendre part au surmenage agricole qui coïncide avec la saison des chaleurs dans la montagne.

Usines de drap et filatures de soie se fermèrent pendant ce règne de Louis-Philippe qui coïncide avec la haute période de prospérité relative des Basses-Alpes. Alors commença l'exode vers le Mexique des « Barcelonnettes. »

Les départs successifs de quelques aventuriers ne produisirent d'abord pas grand effet dans le pays jusqu'au jour où vers 1845 plusieurs « américains » revinrent dans la vallée avec des écus plein leurs poches. Les imaginations s'exaltent à la vue de cette aisance acquise et des départs commencent. Nos voyageurs n'ignorent pas que le climat du Mexique est dangereux, la traversée par mer assez rude, le pèlerinage de la Vera-Cruz à Mexico peu agréable, qu'il leur faudra enfin débuter comme garçons de magasins, mal couchés, mal nourris. Mais cela ne les arrête point, car ils savent qu'ils s'élèveront par degrés, d'abord commis, puis associés, et enfin patrons, jusqu'à la richesse, ou du moins jusqu'à une large aisance, que les camarades de leur vallée ne leur manqueront pas et qu'un jour enfin, ayant

par leur honnêteté, leur intelligence, leur travail acharné, amassé un bon pécule, ils retourneront en France, et reverront le clocher natal. Alors l'ex-émigrant se mariera avec une fille du terroir, généralement une cousine, et terminera sa vie, là où ont vécu ses ascendans, dans le quartier où lui-même a grandi.

Plus les départs se font fréquens, moindres deviennent les difficultés de voyage, d'installation, des débuts. L'émigration appelle l'émigration. Bref, en 1864, à l'époque de la guerre moins utile que glorieuse qu'ils ont plutôt subie que favorisée, les « Barcelonnettes » établis au Mexique se comptent par plus de *quatre cents* et se répartissent entre quarante-cinq établissemens dont plusieurs disséminés ailleurs qu'à Mexico. Presque tous nos « américains » s'occupent à vendre des étoffes, ce qui se comprend, puisque primitivement c'était la décadence d'un commerce similaire qui avait provoqué leur exode.

On part après avoir satisfait à la loi militaire et l'on revient pour se marier. Mais, chose digne de remarque, ces ménages retour du Nouveau Monde (au moins en ce qui concerne le mari) sont trop souvent stériles, et l'on conçoit aisément qu'un ex-commis de boutique n'ira jamais reprendre la faux ou la bêche, comme le faisaient sans difficulté le colporteur ou le joueur de vielle d'autrefois. Le bien familial situé dans la montagne n'est plus cultivé ou est abandonné à des Piémontais; plus de fermes isolées, presque personne dans les hameaux à moitié déserts ; en revanche, de luxueuses villas dans le voisinage des principales et des plus agréables agglomérations, et encore beaucoup de leurs riches possesseurs n'y résident plus actuellement que pendant trois mois d'été. Il se forme alors dans ces cantons reculés une agglomération de millionnaires qui y rendent la vie matérielle fort chère, souvent plus dispendieuse que dans bien des grandes villes du Midi.

Nous n'avons pas abusé des chiffres jusqu'ici. Néanmoins, il faut bien en fournir quelques-uns pour éclaircir notre texte. En 1784, Jausiers, grosse commune voisine de Barcelonnette, et centre de départ comme de retour des « mexicains », possédait 2 116 habitans ; sous Louis-Philippe, 200 environ de moins ; au recensement de 1901, 1 328, plus 469 de population comptée à part. Pourtant, en un siècle, de 1784 à 1884, le nombre de familles a augmenté de 318 à 349 ; c'est le cas ou jamais de répéter : « Il n'y a plus d'enfans ! » L'agglomération chef-lieu réunissait en 1784

à peine 30 familles pour 200 habitans ; il y a vingt ans elle en abritait 115 qui, suivant l'antique proportion, aurait dû totaliser 800 habitans ; or il ne s'en trouve pas plus de 400 ! A Fours, triste pays isolé d'où l'on part, mais où l'on ne revient guère, la décadence est encore plus brutale : non seulement il y a moins d'habitans, 240 contre 600 au milieu du XIXe siècle et 750 avant la Révolution ; non seulement les familles groupent moins d'individus en moyenne, mais il y en a moins, même au centre communal.

Pourtant, et le fait vaut la peine d'être signalé, en dehors des cantons de Barcelonnette et de Saint-Paul-sur-l'Ubaye (en amont de la sous-préfecture) on émigre peu en Amérique. Qu'un territoire de la vallée inférieure de l'Ubaye jouisse d'un climat un peu plus doux permettant certaines cultures, et la population se maintient presque et augmente même au hameau central. Quant au chef-lieu d'arrondissement dans lequel plus de 2000 âmes se trouvent entassées (il peut lutter avec Boussac, Rocroi, Montfort... sous ce rapport), le fonctionnarisme arrête et arrêtera longtemps encore sa décadence, et il profitera aussi du délaissement des hameaux d'alentour dont il absorbe les épaves.

Enfin, comme type de commune en plein abandon et ne se dépeuplant pourtant pas en faveur du Mexique, nous sommes forcé de citer celle d'Allos qui constitue à elle seule le quatrième canton de l'arrondissement de Barcelonnette, dont elle est d'ailleurs géographiquement séparée. En 1840, plus de 1400 habitans animaient un peu son territoire ; actuellement on en compterait au plus 850, dont 345 dans le village chef-lieu. Ce minuscule canton lutte pour le dernier rang, avec celui de Barcillonnette de Vitrolles, actuellement rattaché aux Hautes-Alpes, mais ayant dépendu des Basses-Alpes pendant quelques années, et avec celui des Saintes-Maries de la Mer, isolé au milieu des grèves de Camargue.

Nous aurions été tenté d'analyser l'histoire d'une famille de paysans bas-alpins, et, passant du particulier au général, d'expliquer comment un département qui a compté 160 000 âmes au temps où Guizot était premier ministre, n'en a plus aujourd'hui que 114 000, au recensement de 1906. Pourtant, les garnisons s'accroissent et l'afflux d'étrangers ne diminue pas. Mais à quoi bon insister sur ce qui se manifeste partout : « oligan-

thropie, » crainte du travail, désir de bien-être, aspiration vers les plaisirs, exagération de la scolarité, service militaire accompli trop loin ou trop près, dans les grandes villes de la région basse, et enfin manie du fonctionnarisme à tous les degrés. D'autre part, comment incriminer un paysan dégourdi ou un petit bourgeois intelligent de ce qu'ils ne se soucient pas, l'un, de végéter dans la pauvreté, l'autre, de croupir dans la gêne et de ce qu'ils préfèrent améliorer leur sort en s'expatriant? L'impulsion, nous le craignons bien, est actuellement trop vive pour être arrêtée, mais elle peut s'enrayer par des remèdes très simples, presque tous proposés depuis longtemps à maintes reprises.

Il faudrait d'abord diminuer fortement les impositions, et surtout atténuer la cote foncière. On ne saurait croire à quel degré gouverne la routine lorsqu'il s'agit de distribuer ce genre de charge. Sous l'ancien régime du moins, si on se fondait trop souvent sur un passé plus prospère que le présent pour dresser l'« affouagement » ou estimation de valeur des propriétés foncières en Provence, il y avait des réductions possibles lorsque survenaient les revisions qui se faisaient tous les trente ou quarante ans. C'est ainsi qu'au début du règne de Louis XVI on déchargea un peu les vigueries de Castellane, de Colmars, de Digne, de Sisteron, de Barrême. Malheureusement, l'impôt général en France fut fixé en 1789 d'après l'impôt provincial antérieur et, depuis lors, le cadastre n'a fait que prolonger jusqu'à nos jours les mêmes erremens. Sous la fin de l'ancien régime on fit expier aux cultivateurs de la vallée de la Durance la conservation de leurs oliviers, tandis que les froids avaient massacré ceux de la Basse-Provence. Pour la même raison, les vignobles sont cotés à un revenu fictif élevé, tout simplement parce qu'à l'époque de la confection du cadastre, le vin se vendait bien. Tous les comparaissans de l'enquête agricole de 1866 et notamment l'unique député du département, le colonel Réguis, s'accordent à dire que dans Vaucluse on est moins écrasé; ils ne divergent entre eux que sur la valeur du coefficient d'exagération et tous auraient pu, ce qu'ils n'ont point fait, indiquer explicitement la raison de cette divergence : savoir que le Comtat de nos jours paie encore modérément parce qu'il ne payait presque rien du temps des papes et qu'une routine, fort heureuse celle-là, a maintenu dans une certaine mesure l'antique situation. Mais la

péréquation de l'impôt foncier, dans un sens équitable, se fera-t-elle jamais?

Il est à remarquer que le dépeuplement de la zone frontière risque de compromettre gravement la question de la défense nationale. Les troupes en manœuvres ne trouvent plus que des chalets déserts, des hameaux abandonnés, et les villages à moitié délaissés ne présentent que de faibles ressources comme abris ou centres de ravitaillement. Beaucoup des rares bergers ou cultivateurs qui errent encore dans ces solitudes alpestres sont des Piémontais non naturalisés qui, en cas de conflit, repasseraient vite la frontière ou, s'ils restaient en France, rempliraient un rôle plus dangereux qu'utile. Il faut à tout prix maintenir quelques Français et quelques agglomérations d'approvisionnement dans les hautes vallées. On approcherait au moins de ce but en affectant exclusivement les habitans de cette zone aux chasseurs alpins et en leur accordant, au point de vue militaire, certains avantages.

Il est de règle dans notre belle France que, plus le travail à accomplir diminue, plus la dépopulation s'accentue, plus s'accroît le nombre des fonctionnaires de toute espèce. En ce qui concerne plus particulièrement les Basses-Alpes, on se demande par exemple s'il faut maintenir ces 250 communes dont les trois quarts infimes et composées pour la plupart de hameaux rivaux, qui se jalousent entre eux. A quoi les gens du pays répondent que les disputes intestines deviendraient encore plus aiguës en cas de fusion, et que mieux vaut l'état actuel où, conformément aux traditionnels usages, chaque petit propriétaire profite à son tour des avantages de la mairie, qui se résument en des facilités de pacage (1). En maintenant l'ancien nombre de communautés, on fait ainsi plus d'heureux.

Dans ces humbles localités des Basses-Alpes, le maître d'école est un capitaliste parce que, grâce à ses appointemens, il a dans sa poche quelques écus sonnans, mais souvent il s'ennuie tellement, faute d'occupations, que la tendance actuelle est de le faire remplacer par une institutrice qui, du moins, peut employer

(1) Les historiens locaux notent une règle très ancienne, fidèlement suivie dans les petites villes de la Haute-Provence, savoir que les charges municipales étaient temporaires, de sorte que chaque famille bourgeoise présidait tour à tour aux affaires. Ce roulement forcé, affirment les mêmes érudits, retenait les anciennes familles dans leur pays d'origine.

ses loisirs à coudre, à faire son ménage, et se trouve, aussi bien qu'un homme, capable de veiller aux archives et de tenir les écritures municipales.

Pourquoi, dira à ce propos, en généralisant le sujet, un étranger au pays, ne pas pratiquer des coupes sombres dans ce personnel d'agens des postes et télégraphes inoccupés, de notaires, percepteurs, fonctionnaires de l'enregistrement, oisifs, de juges de paix et de magistrats sans plaideurs, d'avoués, d'avocats sans causes, d'huissiers inactifs... et ainsi de suite? Mais, répliquera le Provençal de la montagne, ne suis-je pas contribuable au même titre que le Flamand ou le Comtadin? Pourquoi m'obliger, moi qui communique déjà péniblement avec mon chef-lieu de canton et ma sous-préfecture, à me déplacer encore plus loin pour remplir la moindre formalité, et cela dans un pays mal pourvu de voies et surtout de moyens de communication. « Nous avons un passé, une tradition, ajoutent les petites villes, et notre modeste personnel administratif et judiciaire ne peut nous être enlevé sans consommer notre ruine. »

Il est très facile, ce nous semble, d'accorder en pratique l'intérêt des Bas-Alpins avec le bon sens : il suffirait d'une simple loi applicable aux départemens pauvres, autorisant ce que Harpagon réalisait avec maître Jacques, ce qui se faisait souvent sous l'ancien régime, et ce qui se passe encore dans la libre Amérique : la fusion des emplois. Le notaire ne peut-il, par exemple, remplir les fonctions de juge de paix? le percepteur, d'agent d'enregistrement? et ainsi de suite, car nous pourrions prolonger encore longtemps la liste. De cette manière, le contribuable conserverait sans déplacement obligatoire tous les services à sa portée, et le fonctionnaire aurait assez d'occupations au sein de son exil pour le trouver moins dur; ses profits d'ailleurs en seraient augmentés et, en fin de compte, il y aurait avantage à le choisir parmi les gens du pays qui sont intelligens et studieux.

En ce qui concerne les cinq tribunaux des Basses-Alpes, dont un médiocrement occupé et les quatre autres ne jugeant pas cinquante affaires par an, il y aurait mieux qu'une transaction à proposer. On pourrait les vivifier en permettant aux parties de transporter à leur gré devant ces petits sièges les causes surabondantes qui engorgent les audiences des grands tribunaux. Au prix de deux ou trois voyages en chemin de fer ou d'autant d'excursions en automobile, quel plaideur de Marseille ou de

Nice ne préférerait voir son procès conduit et tranché rapidement à Forcalquier ou Castellane devant des juges non surmenés? En somme, simple question de procédure civile facile à réglementer, et dont la solution favoriserait à la fois les justiciables et tout le personnel des tribunaux de dernier ordre.

Terminons au plus court par un pressant appel aux pouvoirs publics en faveur de ce malheureux territoire qui, malgré sa faible population, a fourni à la France plus d'hommes distingués que tel beau département du Centre, dans lequel la vie est trop facile pour aiguillonner les vocations. Sortira-t-il désormais des hautes vallées ou des bords de la Durance des hommes comme Gassendi, l'amiral Villeneuve, Hippolyte Fortoul, Manuel? Nous craignons que non. Mais encore faut-il conserver à tout prix quelques habitans autochtones à ces débris de hameaux et éviter que nos petits-neveux, après le succès du reboisement que nous souhaitons fort, ne répètent pas le mot d'un érudit du terroir parlant d'un village de la région que les forestiers ont reconquis : « Charmant quartier à présent... mais il n'y resté plus personne. »

Réagissons toutefois contre cette conception trop absolue de l'État-Providence. Sans doute les Basses-Alpes ont grand besoin d'être aidées, mais elles disposent aussi de ressources intrinsèques : produits agricoles spéciaux et choisis dont nous n'avons même pas donné la liste complète, réserve de trois cent mille chevaux de force hydraulique qui actionneront des usines locales et feront mouvoir les tramways électriques, lesquels suppléeront aux chemins de fer pour transporter les touristes en été, et les marchandises en toute saison. Déjà les hôtels modernes fonctionnent, et les automobiles circulent dans ces contrées si isolées jadis. Le progrès moderne à son aurore a failli tuer les Basses-Alpes; peut-être le développement de ce même progrès les sauvera-t-il, pour peu qu'on les secoure à temps.

ANTOINE DE SAPORTA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous avons une amnistie de plus : elle s'applique aux faits qui ont accompagné la grève de Vigneux, de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges. Les amnisties de ce genre sont devenues une habitude : elles se produisent presque à jour fixe, et en quelque sorte machinalement. M. Milliard s'est très judicieusement élevé contre leur multiplicité qui énerve la justice et lui donne même assez souvent l'apparence d'une parodie ; mais ses paroles ont été sans effet. Les Chambres se flattent d'être sensibles, et lorsque le gouvernement leur permet de céder à ce penchant naturel, elles n'ont garde d'y résister. Cette fois, le gouvernement les encourageait à s'y abandonner, en vertu d'une devise que M. Clemenceau a improvisée pour les besoins de la cause dans les termes suivans : « Réformer, réprimer, apaiser. » Apaiser devrait être, en effet, le but principal de tout gouvernement : le nôtre, par malheur, ne le poursuit que d'une manière intermittente et d'un pas inégal. Il propose d'amnistier les émeutiers de Draveil, soit ; mais pourquoi faire de l'amnistie un privilège pour eux seuls ? N'y a-t-il pas d'autres condamnés, qui ne sont pas moins dignes d'indulgence et de pardon ? Lorsque MM. Jénouvrier et de Las Cases, dans un langage dont le Sénat tout entier a apprécié l'éloquence, demandent que l'amnistie s'étende aux condamnations prononcées pour infractions aux lois sur la dissolution des congrégations et sur la séparation de l'Église et de l'État, le gouvernement et le parlement peuvent leur donner tort, mais la conscience publique leur donne raison. Les lois dont il s'agit sont nouvelles ; l'application en a été douloureuse ; les infractions commises étaient trop naturelles pour n'être pas excusables. Néanmoins, le gouvernement, si pitoyable aux condamnés de Draveil, a été inflexible contre les catholiques, victimes de leur imprudence, et cela demande à être expliqué.

Ce n'est pas dans le discours de M. le garde des Sceaux qu'on en trouvera l'explication. « L'amnistie, a dit M. Briand, ne se comprend que si elle a le caractère d'une mesure d'apaisement, de pacification, que si elle s'applique à des événemens qu'on peut espérer raisonnablement ne pas voir se renouveler. » Paroles imprudentes ! Est-il vraiment raisonnable de croire que des événemens semblables à ceux de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges ne se renouvelleront pas ? Est-ce que les syndicats révolutionnaires ont désarmé ? Est-ce que les fauteurs de la guerre sociale ne se préparent pas notoirement à renouveler leurs exploits? Est-ce que le dimanche, 20 juin, ils ne se sont pas livrés de nouveau à quelques-uns de leurs exercices favoris au champ de courses d'Auteuil et sur les routes qui y conduisent? Est-ce qu'ils sont mûrs pour l'apaisement? Non, certes. Devant l'attitude du Sénat, M. Briand a compris qu'il faisait fausse route, et il a bien voulu concéder que ses prévisions optimistes pouvaient être « contrariées par les faits. » Nous serions effectivement étonnés qu'elles ne le fussent pas. Mais alors, pourquoi exclure les catholiques de l'amnistie? La vraie raison, M. Clemenceau l'a donnée sans réticence, nous allions dire sans retenue. « Si nous étions, a-t-il dit à M. Jénouvrier, une académie de philosophes, votre argument serait d'une grande puissance. Mais nous sommes une assemblée politique dont la majorité est républicaine et vouée à l'organisation de la démocratie. Nous avons trouvé devant nous deux ordres de résistance : l'inéducation, la non-préparation des masses démocratiques, et puis, surtout, le cadre puissant des organisations autoritaires du passé. C'est une fatalité. Nous sommes en lutte les uns contre les autres. Il faudra que l'avenir nous ramène au régime du passé selon votre désir, ou qu'il crée le régime nouveau... Je suis chef du gouvernement, et je suis en bataille contre toutes les organisations du passé qui ont fondé des régimes abominables... Nous sommes en lutte contre leurs représentans et, dans cette lutte, nous ne cesserons pas de faire notre devoir. » Et, comme des protestations s'élevaient sur les bancs de la droite, et qu'on y demandait ce que signifiait ce langage : « Et la Saint-Barthélemy, s'est écrié M. Clemenceau ! Et les Albigeois ! » Ombre de M. Homais, vous avez dû être contente.

Ce sont là de tristes paroles; elles sont empreintes du plus pur jacobinisme; elles sont inspirées par des passions de guerre civile. Rien n'est plus malfaisant, en politique, que de se jeter réciproquement à la tête les crimes du passé et de rendre les générations nouvelles responsables de ce que, dans un moment de crise, ont pu faire

celles d'autrefois. N'y a-t-il pas, entre nous, assez de causes de division sans en emprunter encore à l'histoire? Mais M. Clemenceau qui a, sous tant d'autres rapports, une mentalité toute moderne, se grise de souvenirs épouvantables et perd quelque peu la tête lorsqu'il songe aux crimes de nos arrière-grands-pères, qui sont aussi les siens. Il ne consent à dater que de la Révolution, dont on sait qu'il accepte tout en bloc, comme si, là aussi, il n'y avait pas à distinguer et si des torrens de sang n'y avaient pas été répandus sans justice et sans pitié. Ce n'est pas M. le président du Conseil qui a parlé en homme politique, c'est M. de Las Cases. Après avoir rappelé et résumé la thèse de M. le président du Conseil : « Savez-vous ce que c'est que cela? lui a-t-il dit. C'est tout simplement l'apologie de ces régimes passés que vous avez maltraités ensuite d'une façon excessive... Si, dans le passé de nos aïeux, il y a eu des fautes, des erreurs et des crimes, comme vous le dites, il y a eu aussi de grandes et de nobles choses qu'il ne faut pas oublier. Les fautes sont le résultat de la faiblesse humaine : elle est la même pour tous. De ce passé et de ces erreurs, il faut tâcher de nous souvenir, non pas pour trouver une excuse à des actes qui les imitent et les reproduisent, mais au contraire pour les éviter et ne pas retomber dans de tels erremens. » Ce langage a été écouté par le Sénat en silence et peut-être avec une approbation intérieure, mais le vote de l'assemblée ne s'en est pas inspiré. L'amnistie, votée pour les émeutiers de Draveil, n'a pas été étendue aux catholiques. Le gouvernement considère, malgré tout, les premiers comme des amis, — des amis égarés, — et les seconds comme des ennemis toujours dangereux. « Nous sommes dans une période de combat, » a-t-il dit en parlant de ces derniers. Il est probable que cette période durera jusqu'aux élections.

Certains symptômes donnent, en effet, à croire que le gouvernement ne demanderait pas mieux de ranimer, de réchauffer la guerre religieuse avant les élections. On se rappelle qu'à la veille des dernières, M. Clemenceau avait imaginé un complot monarchique, d'ailleurs puéril et ridicule, dont il n'a plus été question le lendemain : ce n'était là qu'une manœuvre électorale, et comme elle a atteint son but, l'idée de recommencer quelque chose d'analogue doit hanter l'esprit de M. le président du Conseil. De là, sans doute, les poursuites intentées contre le cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux. Assurément, elles ne s'imposaient pas. Mgr Andrieu a dit en chaire que les lois injustes n'obligeaient pas la conscience, en quoi il est d'accord avec de grands philosophes, de puissans esprits, de très nobles

caractères, et, plus généralement encore, avec tous les révolutionnaires des temps passés, présens et à venir. C'est une thèse qu'il a soutenue; il n'en a pas fait, que nous sachions, une application immédiate et provocante à des lois nettement déterminées; et l'eût-il fait, on peut se demander si quelques-uns des membres du ministère actuel auraient moralement le droit de le lui reprocher comme un crime. On a rappelé à M. Briand qu'il avait, lui aussi, à un moment donné, parlé des lois avec un certain dédain. « Vous pouvez lire tous mes discours, a-t-il répondu, vous n'y trouverez pas un conseil de violence. » Nous aimons mieux en croire M. Briand que de relire tous ses discours, quelque éloquens qu'ils soient; mais s'il n'a jamais conseillé la violence, est-ce que Mgr Andrieu l'a fait? Et quand bien même ce prélat aurait commis quelque écart de langage, encore y aurait-il lieu de se demander si la provocation venue de lui a été suivie d'effet. Tous les jours, les militans socialistes et anarchistes poussent audacieusement à la violation des lois. Leurs paroles sont recueillies, entendues, obéies; des violences se produisent, le sang coule. Jusqu'à ce dénouement, on laisse tout dire et tout faire. Quand il arrive, on est bien obligé de réprimer; mais aussitôt on songe à apaiser et l'amnistie tutélaire vient tout réparer. Quelle différence lorsque c'est un prêtre qui parle! Tout de suite on ouvre une instruction, on prépare des poursuites. Nous n'avons plus le droit de nous étonner de cette inégalité, puisque M. Clemenceau en a fait un des principes fondamentaux de sa politique. L'émeutier appartient aux organisations encore informes de l'avenir, et le prêtre à l'organisation puissante du passé: donc, le premier peut tout faire à peu près impunément, et le second ne peut même rien dire sans être traduit devant les tribunaux. Nous attendons la suite de l'instruction ouverte contre Mgr Andrieu pour un simple délit d'opinion, à supposer même qu'il y ait eu délit. Mais il semble bien, à voir l'empressement avec lequel le ministère s'en est emparé, qu'il ait cherché l'occasion de faire un procès à un cardinal. Il espère évidemment y trouver quelque profit. Combien de gouvernemens avant lui ont vécu en répétant sous toutes les formes: « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! » Ce mot, accompagné de quelques gestes appropriés, suffisait à tout: il peut encore servir à quelque chose.

Une discussion, qui a eu lieu à la Chambre, a été évidemment inspirée par la même préoccupation. M. Maurice Barrès a posé une question à M. le ministre de l'Instruction publique sur le suicide d'un lycéen, au lycée Pascal, à Clermont-Ferrand, suicide qui a été

préparé et qui s'est accompli dans les conditions les plus propres à frapper les esprits. En effet, le jeune Nény avait annoncé son suicide; plusieurs de ses camarades en ont été les complices; l'arme meurtrière, un revolver, lui a été fournie et a disparu après la sinistre tragédie; il y avait eu une véritable conspiration dont tous les détails ne sont pas connus : ceux qui le sont suffisent pour étonner, déconcerter, inquiéter. M. Maurice Barrès a posé devant la Chambre un problème qui n'intéresse pas seulement les pères de famille. Il a constaté que le jeune Nény avait eu l'imagination exaltée par la lecture du plus pessimiste et du plus désolant des philosophes germaniques, Schopenhauer, et il s'est demandé comment des livres qui, certes, ne sont pas faits pour des adolescens, avaient pu tomber entre les mains du pauvre petit élève du lycée de Clermont. L'orateur a fait, ce qui était son droit, la critique de l'enseignement universitaire actuel; il l'a faite avec convenance et modération, et aussi, malheureusement, avec quelque vérité. Cet enseignement tout intellectuel n'a pas de contrepoids moraux suffisans, et il en résulte chez l'enfant et chez le jeune homme un déséquilibre redoutable, soit pour le sujet lui-même, soit pour la société dans laquelle il est destiné à entrer. La machine surchaûffée fait explosion. M. Barrès a parlé de l'Université d'autrefois, celle que nous avons connue, dans laquelle le professeur apportait à l'élève un ensemble d'affirmations qui, prises dans une longue tradition, étaient d'accord avec les croyances et les sentimens des familles : il y avait alors harmonie entre l'Université et le pays. En est-il de même maintenant? N'y a-t-il pas dans l'Université actuelle, ou du moins dans une partie de ses membres, un scepticisme poussé parfois jusqu'à la négation, jusqu'au nihilisme, qui est pour un esprit encore sans défense une leçon très malsaine? Grave question : nous n'avons nullement l'intention de la traiter aujourd'hui, encore moins de la résoudre. M. le ministre de l'Instruction publique l'a prise par le plus petit côté. Après avoir donné, du suicide du jeune Nény, un récit qui n'a fait que confirmer celui de M. Barrès, il a cru ou feint de croire que celui-ci n'avait eu d'autre but que de servir une campagne entamée, a-t-il dit, contre l'enseignement laïque, et entamée par qui? vous le devinez sans peine : par l'Église catholique. « C'est un mot d'ordre! » s'est écrié M. Doumergue, et, pour le prouver, il a apporté à la tribune toute une collection de menus faits que M. Denys Cochin a justement qualifiés de « potins, » et dont il a tiré des conséquences terrifiantes. On a vu une fois de plus l'Église se dresser contre l'esprit moderne et battre

en brèche l'enseignement de l'État : tout cela à cause d'un jeune homme qui s'était brûlé la cervelle. M. Denys Cochin était d'autant plus en droit de protester contre ces généralisations qu'il est élève de l'Université et qu'il lui a confié ses enfans. N'importe ; il est interdit à lui comme aux autres de trouver que tout n'est pas pour le mieux dans une Université dont M. Doumergue est le grand maître. C'est encore un bloc qu'il faut accepter tel quel : quiconque se permet la moindre critique est aussitôt traité en adversaire. Ami de l'Église, ennemi de l'État.

Il y a cependant quelque chose de vrai dans ce que M. Doumergue a dit, avec excès, des préoccupations des catholiques au sujet de l'Université actuelle, et des dispositions défensives qu'ils prennent à son sujet. La dissolution des congrégations enseignantes a porté un coup très sensible, sinon en principe, au moins en fait, à la liberté de l'enseignement. S'en tiendra-t-on là ? Tant mieux si on le fait ; mais comment ne pas entendre les revendications d'un parti ardent et puissant dans la République, qui exige qu'on aille plus loin et qu'on supprime la liberté d'enseigner ? Si ces projets se réalisent jamais, ce qui est bien possible, — nous en avons vu se réaliser tant d'autres ! — on aura cru servir l'Université, et on l'aura au contraire très dangereusement desservie, parce qu'on aura rallumé contre elle la vieille guerre que l'introduction de la liberté dans nos lois avait fait cesser. Pendant plus de trente ans, de 1815 à 1850 et surtout pendant les dix-huit années du gouvernement de Juillet, cette guerre avait sévi. Les journaux et les brochures étaient remplis de dénonciations, d'ailleurs fort injustes, contre l'Université et son enseignement. Les défenseurs de l'Université répliquaient en dénonçant les Jésuites, qu'ils voyaient partout, et la Congrégation, qui était pour eux la bête de l'Apocalypse. De part et d'autre, la lutte était menée avec une ardeur parfois sans scrupule : on était vraiment dans une « période de combat. » Après la loi de 1850, le combat a pris fin et, pendant un demi-siècle, les deux enseignemens, l'enseignement public et l'enseignement libre, ont vécu l'un à côté de l'autre en se respectant. La liberté avait engendré cette tolérance mutuelle qui, quoi qu'on en dise, était beaucoup plus favorable à la véritable unité nationale, à l'unité des cœurs à défaut de celle des esprits, que le système du monopole qu'on propose de restaurer aujourd'hui. Si on le rétablit en effet, les polémiques d'autrefois renaîtront inévitablement, ce qui sera regrettable pour tous. Mais nous avons tort de parler pour l'avenir : aujourd'hui déjà, ces polémiques renaissent, et M. le ministre de l'Instruction publique les a

lui-même apportées à la tribune. Si c'est peut-être le commencement d'une période nouvelle, nous regretterons l'ancienne. Au surplus, peut-être M. le ministre de l'Instruction publique, qui accuse ses adversaires d'obéir à un mot d'ordre, en suit-il un lui-même? Nous ne serions pas surpris de nous réveiller un de ces matins en face d'un grand complot clérical, qui diminuerait de beaucoup les difficultés d'une autre sorte au milieu desquelles le gouvernement se débat et qui, à la veille des élections, donnerait une direction nouvelle aux esprits dociles, c'est-à-dire à la grande majorité des esprits.

Les difficultés au milieu desquelles le gouvernement se débat ne constituent pourtant pas pour lui un péril bien sérieux. Le gouvernement continue de paraître solide devant une Chambre impuissante à le renverser. Nous annoncions, il y a quinze jours, une grande interpellation sur la politique générale. Elle ne nous semblait pas très redoutable ; les interpellations sur la politique générale n'aboutissent habituellement à rien, en vertu du vieil axiome : Qui trop embrasse mal étreint. Mais l'interpellation actuelle est particulièrement inoffensive. Que dire de la méthode de discussion que la Chambre lui a appliquée et qu'elle a d'ailleurs étendue à la plupart de ses débats? C'est celle des propos interrompus. On commence une discussion un jour, on en remet la suite à huitaine, ce qui n'est certainement pas la manifestation de passions bien ardentes : elles ne sont pas bien ardentes lorsqu'elles sont si patientes. Le premier jour de l'interpellation a été marqué par un discours éloquent de M. Gauthier (de Clagny), un des meilleurs qu'il ait prononcés, réquisitoire pressant et à peu près complet contre les pratiques du gouvernement actuel et la corruption qui en est le principe actif. Mais que restait-il du discours de M. Gauthier (de Clagny) au bout de huit jours? Il faut moins de temps pour effacer l'impression d'un discours parlementaire. M. Gauthier (de Clagny) avait parlé un vendredi; le vendredi suivant, la Chambre a entendu M. Jaurès et elle l'entendra encore le vendredi d'ensuite. M. Jaurès est à coup sûr un grand orateur, grand dans tous les sens du mot, mais il ne sait pas se borner; son éloquence n'a pas de digues. La pompeuse harangue qu'il a commencée est un autre réquisitoire contre le ministère, plus virulent encore que celui de M. Gauthier (de Clagny), pareillement inefficace. M. Clemenceau est un heureux homme! Personne n'a renversé autrefois plus de ministères que lui, et aucun ministère n'aura duré plus que le sien. Le voilà en passe de faire les élections de 1910 après avoir fait celles de 1906 : il n'était encore arrivé à aucun ministre de la République de faire

deux élections successives. Est-ce à son mérite qu'il doit cette longévité exceptionnelle ? Ne serait-ce pas plutôt à la maladresse et aux divisions de ses adversaires, ou plutôt encore au sentiment secret qu'a la majorité de son incapacité à lui donner un successeur?

Si nous avons nos difficultés financières, l'Allemagne et l'Angleterre ont les leurs : elles menacent même d'amener en Allemagne une crise fort grave, puisque la situation du chancelier de l'Empire s'en trouve compromise. Dans les deux pays, il manque au budget, pour le remettre en équilibre, une somme d'un demi-milliard environ. Rarement l'histoire financière a présenté un pareil phénomène : il ne s'était même jamais produit dans un pays qui n'avait pas éprouvé quelque immense secousse, une guerre malheureuse par exemple. Comment l'Angleterre, si habile et autrefois si prudente dans le maniement de ses finances; comment l'Allemagne, si méthodique, en sont-elles venues à un pareil point ? Deux voies principales les y ont conduites, les réformes sociales et les dépenses de guerre.

L'Angleterre aurait voulu s'arrêter dans les dépenses militaires, mais elle ne l'a pas pu. On sait de quelles illusions le gouvernement libéral s'est bercé pendant un temps à ce sujet, et quelles démarches officieuses et officielles il a faites auprès du gouvernement allemand pour l'amener à ses vues ; on sait aussi combien péremptoire a été la fin de non-recevoir du gouvernement impérial. L'Angleterre a dû prendre son parti de créer de nouveaux cuirassés, quelque chers qu'ils fussent. Elle a même éprouvé un jour, subitement, comme par le coup d'une révélation imprévue, une émotion profonde, angoissante, presque tragique, à la nouvelle que l'Allemagne, après s'être mise en mesure de construire des cuirassés aussi rapidement qu'elle, usait fiévreusement de cette faculté. On peut dire sans exagérer qu'un frisson a couru sur tout le pays. La suprématie maritime de l'Angleterre est pour elle une question de vie ou de mort. Le principe longtemps admis, et toujours observé, a été celui du double pavillon, en vertu duquel la flotte britannique doit avoir toujours une certaine supériorité sur les deux plus grandes flottes réunies du reste du monde. Hier encore, le gouvernement libéral l'affirmait comme l'avaient fait ses devanciers : aujourd'hui, ce dogme, qu'on croyait intangible, commence à être ébranlé dans son esprit. M. Asquith a expliqué dans un discours récent que le respect du principe pouvait être assuré autrement que par un total supérieur de quantités matérielles, et qu'il fallait aussi faire entrer en ligne de compte les qualités morales. Il a de plus

exclu l'Amérique, sous prétexte qu'elle était trop loin, du nombre des nations dont il fallait tenir la puissance maritime en balance. Il y aurait un curieux chapitre à écrire sur la manière dont les dogmes politiques finissent, mais la lecture en serait inquiétante. L'obligation de payer ses futures dépenses militaires n'est d'ailleurs pas la seule qui s'impose à nos voisins d'outre-Manche. Les réformes sociales coûtent cher, elles aussi, et l'Angleterre a fait avant nous la plupart de celles qui, chez nous, sont encore en projet. Elle les a faites plus prudemment qu'on ne nous propose de les faire à notre tour, mais le coût n'en est pas moins très élevé. Comment sortir d'embarras? Nous avons, en France, M. Caillaux qui se charge de faire face à tout et qui, dans le projet de budget de 1910 qu'il vient de déposer, explique savamment qu'un impôt sur le capital viendra doubler l'impôt sur le revenu de façon à pourvoir à tous les besoins du fisc, présens et futurs. L'Angleterre a M. Lloyd George, dont les conceptions ne sont pas sans quelques analogies avec celles de son collègue français : son projet de budget constitue, lui aussi, toute une révolution fiscale. S'il est voté, ce qui est probable, puisque le ministère a la majorité, la popularité déjà entamée du gouvernement libéral en éprouvera peut-être une nouvelle et très forte atteinte.

Mais nous parlerons un autre jour de l'Angleterre : c'est l'Allemagne, en ce moment, qui attire particulièrement l'attention. Le chancelier de l'Empire vient d'être mis en minorité au Reichstag; ses projets financiers sont à vau-l'eau ; ceux de l'opposition triomphent, et la question est de savoir ce que fera le prince de Bülow. Il a offert sa démission à l'Empereur, qui ne semble pas en avoir repoussé le principe, et en a seulement ajourné l'exécution.

On n'a pas oublié sur quelles bases paradoxales M. de Bülow avait appuyé sa majorité à la suite des élections dernières. Les deux adversaires qu'il s'était proposé d'abattre dans la lutte électorale étaient le centre catholique et les socialistes. Il a réussi, en effet, à diminuer fortement la force numérique des socialistes, mais le centre a conservé la sienne, et, mis en dehors de la majorité, il n'en est pas moins resté le groupe le plus considérable de l'assemblée. Pour gouverner sans lui, sinon contre lui, il a fallu faire la coalition parlementaire la plus hétérogène qu'on pût imaginer, puisqu'elle comprenait à la fois les conservateurs, — et quels conservateurs ! — et les radicaux. Les combinaisons de ce genre témoignent, lorsqu'un gouvernement s'en contente, d'un certain mépris du parlementarisme, qui ne devient plus qu'un expédient, le moins sincère de tous. On peut vivoter cependant

avec elles, mais à une condition, qui est de ne rien faire. Le jour où les circonstances imposent l'obligation de prendre des mesures graves, de déposer par exemple des projets de loi qui engagent en sens opposés les principes directeurs et les programmes des groupes artificiellement réunis dans une même majorité, tout est perdu; radicaux et conservateurs s'en vont, ceux-ci d'un côté, ceux-là de l'autre, et la fiction dont vivait le gouvernement se dissipe aussitôt. C'est à cette épreuve que le prince de Bülow, ne pouvant sans doute pas faire autrement, a soumis sa majorité, qui, naturellement, s'est dissoute. Il devait, lui aussi, trouver cinq ou six cents millions d'impôts nouveaux. Où les prendre? Sans entrer dans des détails qui seraient trop complexes, nous nous contenterons d'indiquer les deux pôles autour desquels toute l'affaire a gravité. Le prince de Bülow demandait une centaine de millions à un impôt sur les successions en ligne directe, dont les conservateurs ne voulaient entendre parler à aucun prix : les impôts de ce genre, qu'ils accusent d'ébranler la base même de la famille, ont toujours été très impopulaires auprès d'eux. Ils proposaient à la place un impôt sur les opérations de Bourse et une augmentation des impôts indirects qui, à l'exception de l'impôt sur la bière, sont très inférieurs en Allemagne à ce qu'ils sont en France Entre les deux systèmes, aucune conciliation n'a été possible. Le prince de Bülow a prononcé un discours comme il sait les faire : l'habileté, la souplesse, la séduction ont toujours été ses qualités maîtresses; il est resté diplomate avant tout. Cette fois pourtant, le Reichstag est resté insensible aux avances qu'il faisait tantôt à un groupe, tantôt à un autre, finalement à tous, même aux socialistes sur lesquels il comptait. Il comptait sur eux avec raison, car les socialistes sont toujours prêts à voter les aggravations d'impôts sur les successions, pour les mêmes motifs qui portent les conservateurs à les repousser. Mais ces derniers sont restés inébranlables. En vain M. de Bülow a-t-il rappelé tous les services qu'il leur avait rendus; en vain les a-t-il assurés qu'ils ne trouveraient jamais un chancelier qui leur en rendît davantage ; en vain leur a-t-il dit qu'il fallait tenir compte des libéraux qui avaient, eux aussi, joué un rôle important dans la fondation et dans le développement de l'Empire : tout cela était vrai, mais est resté inutile, inopérant comme on dit au Palais. Quant au centre catholique, il tenait sa vengeance; on ne pouvait guère attendre de lui qu'il la laissât échapper. Il n'aime pas beaucoup plus que les conservateurs l'impôt sur les successions. Pourquoi donc aurait-il voté pour lui? Pour sauver le chancelier? C'est plus qu'on

ne devait attendre de sa charité chrétienne. Avec les conservateurs et les Polonais il a formé une majorité plus homogène assurément que celle que M. de Bülow avait encore la veille, et, après avoir voté l'impôt sur les opérations de Bourse, en dépit des efforts du gouvernement, il a repoussé l'impôt sur les successions. En première lecture, il en avait laissé passer une partie; mais à la seconde, il a repoussé le projet tout entier. Pas une syllabe n'en est restée, de sorte qu'on doit le considérer comme définitivement enterré. Le gouvernement, s'il s'obstine malgré tout à le présenter une fois de plus, ne peut le faire que dans une session nouvelle. Pour le moment, l'échec est complet, et tout ce qui avait précédé le rend très retentissant.

Lorsque le vote a été acquis, l'émotion, partout, a été très vive. Les uns croyaient que le chancelier allait tirer de sa poche un décret qui dissoudrait le Reichstag; d'autres espéraient que la discussion continuerait, et que c'est seulement lorsqu'elle serait finie que le chancelier verrait ce qu'il devrait faire; d'autres enfin parlaient de sa démission. Mais le chancelier n'est responsable que devant l'Empereur, et on se demandait, dans le cas où il lui offrirait sa démission, si celui-ci l'accepterait. La veille même du vote, l'Empereur n'avait-il pas, dans un discours public, pris fait et cause pour le système d'impôts proposé et défendu par son chancelier, et exprimé l'espoir que le Reichstag aurait le bon sens et le patriotisme de le voter? En présence de ces solutions contradictoires, l'esprit public restait incertain. Une note officieuse, publiée dans les journaux, ne lui avait apporté qu'une lumière clignotante, qui ne lui permettait guère d'y voir plus clair. L'avis le plus répandu était que le chancelier ne se démettrait pas, qu'il attendrait la fin du débat. L'événement a démenti la première partie de ces prévisions; le prince est parti pour Kiel, où l'Empereur est en ce moment, et il a offert sa démission : on ignore encore ce qu'a décidé le souverain. Quoi qu'il en soit, la situation de M. de Bülow est assurément très ébranlée; il semble difficile qu'elle se rétablisse d'une manière complète et durable. Rarement, en effet, la barque gouvernementale a été secouée avec plus de force; rarement surtout l'orage s'est déchaîné sur le pilote avec plus de violence. Toutefois, si l'Empereur reste d'accord avec son gouvernement, si l'amertume de certains souvenirs récens est dissipée chez lui, s'il continue de soutenir le chancelier, nous assisterons à des combinaisons nouvelles qui étonneraient en France et y seraient même impossibles, mais qui peuvent fort bien se réaliser en Allemagne. L'Allemagne, en effet, n'a pas le gouver-

nement parlementaire. Le Reichstag est un instrument, dont on ne peut pas se passer sans doute, mais qu'on tourne et qu'on retourne dans la main de manières très différentes jusqu'à ce qu'on saisisse le joint par où il peut servir. Il n'est pas le maître, et il le sait bien.

Ce qui nous intéresse le plus en tout ceci, à Berlin comme à Londres, c'est le spectacle d'un gouvernement qui, après avoir engagé de grandes dépenses, fait des efforts laborieux pour trouver le moyen de les payer. Cette leçon devrait nous être utile; nous doutons pourtant qu'elle le soit.

Nous sommes obligés de revenir sur les démonstrations francophiles qui se produisent en Italie : nous le ferons brièvement, mais très cordialement. L'anniversaire de la bataille de Solférino a été magnifiquement fêté dans toute la péninsule : les Chambres et le gouvernement se sont associés aux sentimens du pays. Comment ne nous y associerions-nous pas, nous aussi? En dépit de quelques malentendus, la France a toujours aimé l'Italie, et elle est heureuse de se sentir aimée par elle. On peut voir aujourd'hui combien ont été maladroits et coupables ceux qui ont cherché à brouiller les deux pays. L'Italie et la France n'ont nulle part dans le monde des intérêts qui ne puissent pas se concilier et elles en ont beaucoup qui les rapprochent. Rien n'empêche donc les cœurs de parler, et ils le font en ce moment, des deux côtés de la frontière, avec un merveilleux élan. Avons-nous besoin de dire qu'il n'y a là de menace contre personne? De grands souvenirs historiques perdent, avec la distance des années, tout ce qu'ils ont pu autrefois comporter de tristesse pour quelques-uns : ces tristesses n'entretiennent même plus de regrets. Des préoccupations nouvelles sont nées. L'Italie et la France peuvent donc s'abandonner à la spontanéité de leurs sentimens et se rappeler qu'elles ont fait de grandes choses ensemble. Cette pensée est réconfortante : leur histoire commune n'est pas finie.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

CHAMFORT

ET

L'ACADÉMIE FRANÇAISE

I

Chamfort s'est conduit avec l'Académie française comme avec l'ancienne société : il a été pour elle d'une parfaite ingratitude. Nous retrouverons ici le même homme que nous avons déjà essayé de peindre (1).

Il devait beaucoup à l'Académie. On a vu que, jeune et pauvre, sans relations, sans appuis, c'est vers elle d'abord qu'il s'était tourné. Ses premières ressources, comme sa première notoriété, lui étaient venues d'un prix de poésie qu'elle lui avait accordé. En ce temps-là, il ne parlait d'elle qu'avec respect; il l'appelait « un temple. » Mes amis, disait-il aux gens de lettres qu'il supposait réunis dans la salle des séances académiques,

> Mes amis, jurons tous, dans ce temple où nous sommes,
> De ne point avilir l'art de parler aux hommes (2).

Façon aussi ridicule que solennelle de désigner un endroit où l'on entendait parfois de bien méchans vers; mais Chamfort pensait sans doute qu'un compliment, même exagéré, fait toujours plaisir. Dès qu'il se vit connu dans le monde, accueilli par les salons, regardé comme un écrivain d'avenir, il sollicita les suffrages de l'illustre compagnie. La chose, en elle-même, était

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.
(2) *Œuvres*, éd. Auguis, V, p. 206.

très naturelle : être admis à s'asseoir sur l'un des quarante fauteuils passait pour la suprême récompense des lettrés. Rien d'étonnant que Chamfort briguât cet honneur. C'était en 1777; il avait trente-sept ans. Son bagage, assurément, ne pesait pas bien lourd. Quelques pièces de vers franchement médiocres, deux éloges de Molière et de La Fontaine, qui valaient mieux, à vrai dire, et dont certaines pages sont même distinguées, enfin une tragédie qui n'avait pas tardé à quitter l'affiche, c'était peu. Mais les titres de ses rivaux étaient-ils plus brillans que les siens? Il pouvait espérer réussir. Il échoua cependant, et à plusieurs reprises. Ses échecs le mécontentèrent, sans le décourager. Car, — notons tout de suite le trait, — ce grand adversaire de l'Académie, qui devait la combattre plus tard avec passion, mit d'abord à en faire partie une obstination remarquable. Il se présenta trois fois, sans compter dans l'intervalle une quatrième candidature qu'il n'avait pas menée jusqu'au bout : il s'était retiré devant son ami Chabanon, celui-ci ayant déclaré qu'il mourrait de désespoir, si l'Académie ne cédait à l'ardeur de ses poursuites (1). Le concurrent heureux en 1777 avait été l'abbé Millot, un historien de second ordre pourtant. En 1780, Chamfort était candidat aux deux sièges devenus vacans par la mort de Condillac et de l'abbé Batteux; cette fois encore, on lui préféra ses rivaux; on élut le comte de Tressan et Lemierre. Dépité, il se vengea par une épigramme inconvenante. Honneur à l'Académie, disait-il, de cette double élection; c'est

Couronner par un digne choix,
Et le vice et le ridicule (2).

Malgré cette incartade, il fut enfin nommé l'année suivante, le 5 avril 1781, quand mourut La Curne de Sainte-Palaye (3).

(1) Grimm, *Correspondance littéraire*, janvier 1778 (éd. Tourneux, XII, p. 37). — Chamfort avait de grandes obligations à Chabanon. Malade en 1771, il se trouvait dans un dénûment complet et n'aurait pu aller se soigner aux eaux de Contrexéville, si son ami, qui possédait d'ailleurs une fortune personnelle, ne lui avait très généreusement abandonné une pension de 1 200 livres qu'il avait sur le *Mercure*.

(2) Éd. Auguis, V, p. 224.

(3) L'élection elle-même ne s'était pas faite sans difficulté, comme le prouvent les lignes suivantes d'une lettre inédite de La Harpe dont je dois la communication à l'obligeance de M. Victor Giraud (la lettre est datée de Paris, août 1781) : « Vous avez donc gagné votre procès, écrit La Harpe à son ami Boissy d'Anglas. Je vous en félicite. Chamfort, dont vous me parlez, a eu bien de la peine à gagner le sien, quoique avec toute la protection de la Cour et de la Reine. Son concurrent,

Certes, ce n'était pas là l'écrivain dont, libre de choisir, il eût souhaité faire l'éloge ; il aurait voulu célébrer un littérateur. Sainte-Palaye, homme de grand mérite, n'était qu'un érudit, un antiquaire, auteur de savans et redoutables mémoires sur le moyen âge ; depuis trente-quatre ans, il appartenait à l'Académie des Inscriptions. L'Académie française était allée l'y chercher, pour en faire un de ses membres. Elle avait eu raison : chez elle aussi, la place du savant était marquée, s'il est vrai qu'elle doive s'adjoindre tous ceux qui, à un titre quelconque, ont bien mérité de notre langue. Or Sainte-Palaye, l'un des premiers, s'était occupé sérieusement de notre vieil idiome ; c'était un précurseur. Aujourd'hui que les études de ce genre sont tenues en l'estime qui leur est due, l'honneur que recevait un de leurs illustres représentans n'est pas pour nous surprendre. Mais il y avait quelque mérite, alors, à les estimer. Chamfort, lui, ne se souciait guère des recherches d'érudition. Le moyen âge, les antiquités nationales, les mœurs, les institutions du passé, tout cela l'ennuyait et, en fait de langue française, ses connaissances ne remontaient pas au delà du XVIIe siècle. Il eût été assez embarrassé, s'il lui avait fallu louer, comme il convenait, les travaux de son prédécesseur. Heureusement l'auditoire ne tenait pas plus à en entendre longuement discourir que le récipiendaire n'était désireux d'en beaucoup parler. En résumant au pas de course cette œuvre immense, Chamfort s'accordait avec le sentiment du public et répondait au vœu secret de tout le monde. Sainte-Palaye laissait une énorme quantité de notes manuscrites, richesses que la postérité devait mettre à profit (1) ; il en avait rempli cent volumes in-folio, déposés en partie à la Bibliothèque du Roi, et dont les plus précieux contenaient un glossaire de l'ancien français. Chamfort se garda bien de les consulter ; il l'avoue et s'en tire avec élégance : « Je n'ai pu être à portée de les lire, dit-il ; mais qui peut méconnaître le mérite et le prix de ces savantes recherches ? Qui ne voudrait mesurer, au moins des yeux, le champ nouveau qu'elles ouvrent à la critique et à l'histoire ? Et pourquoi faut-il que la philosophie, trop souvent inti-

M. Bailly, a eu douze voix, et j'avoue que j'étais du nombre... Chamfort est un homme d'esprit plutôt qu'un homme de talent. Il est fait pour la société plus que pour l'Académie. Son meilleur ouvrage, *la Jeune Indienne*, n'était pas un titre suffisant d'admission et son *Mustapha* en était un d'exclusion. »

(1) Notamment Chéruel dans son *Dictionnaire des Institutions de la France* (1855) et Littré dans son *Dictionnaire de la Langue française* (1863-1872).

midée à la vue de ces vastes dépôts, s'en écarte avec un respect mêlé de crainte et s'abstienne un peu trop scrupuleusement des trésors qu'ils renferment (1)? » Il rend hommage à toute cette science, comme à une vénérable personne qu'on salue profondément, mais de loin; et il passe.

Toutefois, parmi ces vieilles choses austères, où la discrétion était de circonstance, il y en avait une d'un intérêt encore présent, qui convenait aux mœurs galantes de l'époque et à un auditoire « en grande partie composé du beau sexe (2). » Sainte-Palaye avait publié un ouvrage sur la chevalerie. C'était une bonne fortune pour Chamfort. Il s'en empara et en fit le centre de sa harangue. Il parla des chevaliers, des dames, des tournois, des cours d'amour. Il cita la devise : *Toutes servir, toutes honorer pour l'amour d'une.* Il rappela, d'après Louis de Bourbon, « que tout l'honneur de ce monde vient des dames. » Il déclara que l'honneur et l'amour, c'est « l'histoire des chevaliers et c'est celle de France. » Il devait plaire; malgré quelques réserves, il plut. L'assistance était nombreuse, les réceptions académiques ayant beaucoup de vogue; puis, le nouvel élu par son esprit, son talent de causeur, s'était acquis une grande réputation dans toutes les sociétés mondaines; on le savait l'un des hommes les plus brillans de Paris. On accourut pour lui faire honneur. La cour elle-même fut représentée à la séance; le prince de Condé y vint avec toute sa maison (3). C'était comme l'une des dernières fêtes de l'aristocratie française.

Quels qu'aient été l'éclat de cette réception et le succès de l'orateur, la prose de Chamfort nous paraît médiocre aujourd'hui, plutôt ennuyeuse. Surtout, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que ce discours d'un futur ennemi des traditions est exactement taillé sur le modèle traditionnel. Même fidélité que dans tous les autres aux lois du genre; même respect des formes et des convenances académiques. On y retrouve les lieux communs ordinaires, les éloges obligés. Chacun des grands protecteurs est salué d'une phrase ou d'un paragraphe. Richelieu, le chancelier Séguier, Louis XIV reçoivent tour à tour leur tribut

(1) On trouvera le discours de Chamfort dans l'édition Auguis, I, p. 221 et suivantes.

(2) Les renseignemens sur cette séance de réception (19 juillet 1781) sont tirés de la *Correspondance secrète politique et littéraire*, XI, p. 379-380 (éd. de 1788).

(3) Il avait eu Chamfort comme secrétaire de ses commandemens.

de louanges, Louis XIV surtout, « cet auguste monarque, » « cher à la nation, » qu'on accuse ses sujets d'avoir trop vanté, « mais qui, pour leur justification, n'a pas été moins célébré par l'Europe entière. » Puis ce sont les complimens au roi actuel, à la reine, dont le nom est évoqué avec une émotion attendrie, l'allusion à l'enfant royal qu'on espère, qu'on attend, qui sera « le précieux gage » de la félicité ultérieure de la France. Bref, rien n'y manque de tout ce que Chamfort devait cruellement railler dans la suite. Plus tard, il n'aura pas assez de moqueries pour ces « ridicules usages ; » mais il a commencé par s'y soumettre sans répugnance. Plus tard, les discours de réception ne lui sembleront qu'un « volumineux verbiage, » une « insipide collection, » qu'il faut rejeter avec mépris (1). Mais son discours à lui, par la façon généralement assez terne dont il est écrit comme par les flatteries qu'il prodigue aux puissances, par les banalités qu'il renferme sur un moyen âge de convention ou sur l'amitié des deux frères de La Curne, n'est peut-être pas indigne de figurer dans « l'insipide collection. » Aussi bien, c'est une œuvre dont on ne s'occupe plus guère, qu'on ne lit plus. Nous dirons d'elle ce qu'il dit lui-même de tout le recueil académique, qu'elle « va s'enfonçant dans l'oubli de tout le poids de son immortalité. »

II

Une des *Pensées* de Chamfort est singulièrement impertinente pour l'Académie. Selon lui, « l'Académie ressemble à la Cydalise de Gresset :

> Ayez-la, c'est d'abord ce que vous lui devez ;
> Et vous l'estimerez après, si vous pouvez (2). »

Il avait fini par l'*avoir*. Pendant les premiers mois de cette possession tant souhaitée, il fut fort assidu auprès d'elle ; mais sa passion ne tarda pas à se refroidir. Si l'on consulte le registre des séances, on voit, que dès le début de 1782, ses visites à l'Académie deviennent de plus en plus rares, pour cesser bientôt tout à fait. Il n'assiste même pas le 27 mai à la réception solennelle du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse de Russie « voyageant sous le nom

(1) Éd. Auguis, I, p. 265.
(2) Éd. Auguis, I, p. 428.

de comte et comtesse du Nord (1). » Jusqu'au mois de novembre 1783, son nom disparaît de la liste des membres présens. Comment expliquer cette absence si longue? D'abord, rappelons-nous que l'inconstance était le fond de sa nature; il ne pouvait être longtemps satisfait de ce qu'il avait obtenu; plus grande avait été pour l'Académie l'ardeur de ses désirs, plus vite il devait s'en détacher. Peut-être aussi n'avait-il pas eu à se louer de l'accueil de ses confrères : beaucoup ne l'aimaient pas. Un homme qui faisait profession d'être toujours « en état d'épigramme contre son prochain (2), » ne pouvait manquer d'avoir de nombreux ennemis dans cette société-là comme ailleurs. Il s'accordait fort mal, en particulier, avec d'Alembert, dont l'influence, à cette époque, dominait toute la compagnie (3). Enfin, c'est le moment où il se sent le plus porté à fuir le monde; il a soif de solitude, de silence, même d'oubli; il « retire sa vie entière en lui-même (4); » il traverse une crise de désespoir et de misanthropie. Et sans doute, c'est aussi le moment où il fait la rencontre de Mme Buffon, quinquagénaire au charme spirituel, pour laquelle il se prend d'une amoureuse amitié. Cette liaison parvient à le rendre plus calme, presque heureux; mais elle le réconcilie avec la vie plus facilement qu'avec ses semblables. Je dirai même qu'elle contribuait à l'engager dans un recueillement plus profond, dans la recherche d'une intimité plus étroite, qui lui permît de mieux savourer son bonheur. La ville, trop bruyante, lui pesait maintenant encore davantage; il courut avec son amie se cacher près d'Étampes. C'est seulement après la mort de Mme Buffon que Vaudreuil put arracher le solitaire à sa retraite; il l'enleva en chaise de poste et le ramena à Paris (5).

« Replongé » ainsi de force dans le monde, Chamfort se laisse peu à peu ressaisir par lui. Il reparaît à l'Académie. D'abord, ce n'est que de loin en loin. « J'y vais si peu, écrit-il à l'abbé Roman le 4 mars 1784, que je n'ai pas fait la moitié d'une bourse à jetons qu'on m'avait demandée (6). » Il avait dit à la ligne

(1) Voyez sur cette réception du fils de Catherine II les *Registres de l'Académie*, III, p. 513-514.

(2) *Œuvres* de Chamfort, éd. Auguis, I, p. 410.

(3) Il est assez curieux de noter que le jour où il rentre à l'Académie soit justement le 27 novembre 1783, c'est-à-dire le jour où l'on remplace d'Alembert comme secrétaire perpétuel. D'Alembert était mort le 29 octobre précédent.

(4) Éd. Auguis, V, p. 274.

(5) Éd. Auguis, V, p. 289.

(6) Éd. Auguis, V, p. 278.

précédente : « Je me divertirai des intrigues ; ce sont mes seuls jetons : je n'en ai point d'autres. » Tout au moins il s'intéresse à ce qui se passe parmi ses confrères ; il s'occupe des candidatures et s'en amuse ; et quoiqu'il mette encore peu d'empressement quand il vient, — il est le dernier ou l'avant-dernier sur la liste (1), — il vient cependant pour les circonstances importantes, pour des prix à décerner ou une élection à faire. A partir du milieu de l'année 1785, on commence à relever sa présence régulière ; dès lors, changement complet d'habitudes. Lui qui avait si longtemps boudé l'Académie, il ne manque presque plus une séance, et il y en a trois par semaine. Il prend sa part de toutes les charges. Chancelier au mois de juillet 1786 et au mois d'avril 1790, directeur au mois d'avril 1792, il remplit très exactement ses fonctions. Pendant sept ans, les sept dernières années que la compagnie a vécues, il a été un académicien modèle. Morellet, dans sa réponse au *Discours contre les Académies*, n'a pas manqué de le lui rappeler : c'était de bonne guerre.

Il faut avouer que cette assiduité de la fin est encore plus étonnante que les absences du début. Car c'est précisément la période où se trame la suppression des Académies. On se groupe autour de Mirabeau pour travailler contre elles ; mais certainement Chamfort a eu la plus grande part au complot. Nous avons dit dans un précédent article la liaison de Chamfort et de Mirabeau, liaison curieuse, où les rôles ne sont pas ce qu'on serait tenté de croire. C'est le grand tribun qui est le disciple ; c'est l'homme de lettres qui est le maître, le conseiller, l'inspirateur, le guide. « Vous êtes la trempe de mon âme et de mon esprit (2), » écrit Mirabeau à cet ami dont il ne peut se passer. A tout moment, il se demande, préoccupé : Que pense-t-il sur ce point ? « Je me surprends à dire : Chamfort froncerait le sourcil ; ne faisons pas cela, n'écrivons pas cela. Ou : Chamfort sera content (3). » Avec une pareille autorité sur Mirabeau, comment douter que Chamfort ait dirigé la campagne contre les Académies ? Il connaissait le terrain mieux que personne, il avait en mains les armes nécessaires et savait où porter les coups. Depuis dix ans qu'il appartenait à la compagnie, observateur pénétrant,

(1) Le jeudi 29 avril 1784 et le jeudi 13 janvier 1785 (voyez *Registres de l'Académie*, III, p. 541 et 551).
(2) Éd. Auguis, V, p. 418.
(3) Éd. Auguis, V, p. 377.

il en avait démêlé le fort et le faible, et comme il était dans sa nature d'insister sur le mauvais côté des choses, il devait surtout retenir de l'Académie les ridicules qui défrayaient sa malice. Ajoutez que sa vanité y trouvait son compte; il y a une apparence de supériorité à se moquer d'un honneur qu'on possède et dont d'autres se glorifient. Enfin ses principes entraient en jeu; toute corporation lui paraissait une institution à détruire, comme une citadelle où se réfugiait l'esprit du passé; les réformer, c'était impossible; il n'y avait qu'à les faire disparaître. « Ces corps répugnent à tous les changemens et semblent avoir pris pour devise le mot d'un pape sur les Jésuites : Qu'ils soient comme ils sont, ou qu'ils ne soient plus (1). » On peut croire qu'il ne les épargnait guère en paroles, dans ces conciliabules où l'on se réunissait « pour rire civiquement sur les Académies (2); » il est aisé de se l'imaginer alors, plein d'une verve amère, agressif et mordant, poursuivant de ses sarcasmes les choses et les hommes. Aussi, quand Mirabeau fut chargé par l'Assemblée nationale de présenter un rapport sur ces institutions, l'entente fut vite établie : Mirabeau prononcerait le discours; mais Chamfort l'écrirait; il semblait tout désigné pour cette tâche, il n'avait qu'à se souvenir.

L'ouvrage ne serait pas désagréable à lire aujourd'hui, si nous prenions notre parti d'une méchante action; mais le pouvons-nous? Que l'on soit l'ennemi des Académies, de ces « jurandes littéraires, » comme Chamfort les appelle, la thèse est soutenable; en ce cas, il est de bon goût, et il est de la plus élémentaire loyauté, de commencer par n'en point faire partie. Que l'on juge misérables et ridicules les occupations académiques, c'est une opinion qu'on est libre d'avoir. Mais ce que nous n'admettrons jamais, c'est que le même homme, trois fois par semaine, prenne part aux travaux d'une assemblée, comme à des œuvres sérieuses, sans une protestation, sans un blâme, et qu'il aille ensuite se moquer avec ses amis de ce qu'il vient de voir et d'entendre; c'est qu'il trahisse des confrères qui se sont livrés à lui en confiance et prépare la ruine d'une compagnie qu'il continue de fréquenter. Car il continuait à venir aux séances. Le 20 janvier 1791, deux mois seulement avant la mort de Mirabeau, sa présence est encore mentionnée sur les registres. A cette date,

(1) Éd. Auguis, III, p. 149-150.
(2) Éd. Auguis, V, p. 436.

le rapport contre les Académies était certainement écrit, prêt à être porté à la tribune ; il l'avait donc composé au moment même où il feignait d'être le plus zélé des académiciens. Il y a là une duplicité qui révolte. On aurait peine à y croire, si le personnage ne nous avait habitués à des procédés de ce genre. N'avons-nous pas déjà observé pareille conduite dans ses relations avec les grands seigneurs ? Il vivait à leur table, touchait leurs pensions, pendant qu'il rédigeait dans l'ombre ce pamphlet sur l'ordre de Cincinnatus, destiné à les perdre dans l'opinion du peuple. Ce qu'on peut dire ici pour sa défense, c'est qu'il ne se rendait pas compte de la gravité de son acte ; il n'avait pas le sentiment qu'il était coupable à ce point, puisque, rentré en possession du discours que Mirabeau n'avait pu prononcer, il se hâta de le publier (1). Son inconscience est un peu son excuse.

Une question générale aurait dû dominer tout ce réquisitoire, celle de l'utilité ou de l'inconvénient des corps académiques. Chamfort l'indique à peine çà et là. Au lieu de voir les choses de haut, il préfère reprendre les attaques banales contre les usages, les règlemens, les occupations de l'Académie française. On pouvait alléguer diverses raisons contre ces compagnies, montrer les dangers qu'elles risquent d'avoir, les gênes qu'elles imposent au talent, les coteries qu'elles tendent à former, où, comme dans toute coterie, prévaut alors le souci des intérêts personnels, où les amitiés et les jalousies prennent trop d'importance, où tout se rapetisse et se rétrécit. Il ne leur oppose guère que l'exemple de l'Angleterre, qui était fort à la mode. Il est vrai que, sans posséder une académie littéraire, l'Angleterre n'en a pas moins une assez belle littérature. Mais, à l'époque même où les lettres jetaient chez elle le plus d'éclat, n'y avait-il pas de grands esprits, comme Swift et David Hume, pour regretter les services qu'une Académie aurait pu rendre ? Et que voyons-nous aujourd'hui de l'autre côté de la Manche ? Il faut croire que l'institution ne paraît pas si mauvaise à nos voisins, puisqu'ils essaient de s'en donner une semblable. Seulement, fidèles à leurs habitudes, ce n'est pas à l'État qu'ils confient le soin de la créer ; ce sont des particuliers qui en prennent l'initiative. Chamfort, malavisé de s'appuyer sur l'Angleterre,

(1) Voyez le discours de Chamfort intitulé : *Des Académies*, dans l'édition Auguis, I, p. 254 et suiv. et dans les *Registres de l'Académie française*, IV, p. 170 et suivantes.

avait-il davantage raison en dressant l'opinion publique contre les Académies? Quoi qu'il prétendît, le public ne leur était pas hostile en principe. La preuve, c'est qu'après avoir détruit celles qui existaient, il n'eut rien de plus pressé que de les rétablir et fonda l'Institut. Mais il entendait les supprimer sous la forme qu'elles avaient reçue de Louis XIV; cela, il le voulait, comme il voulait renverser toutes les institutions de la royauté.

Laissant de côté les questions générales, Chamfort, je l'ai dit, ne s'en prend, en somme, qu'à l'Académie française; c'est elle « dont la constitution est plus connue, plus simple, plus facile à saisir; » c'est contre elle qu'il dirige tous ses efforts, qu'il excite le peuple et l'Assemblée. Dans toutes ses critiques, je ne vois rien de neuf; il reproduit fidèlement les reproches qui avaient cours depuis plus d'un siècle. A peine les rajeunit-il par quelques traits spirituels: bornons-nous donc à les résumer. On en voulait d'abord à l'Académie de négliger les gens de lettres et de réserver ses faveurs aux gens en place et aux gens de cour. Assurément elle tenait à ceux-ci sa porte assez largement ouverte et les choix qu'elle fit parmi les grands seigneurs et les hauts dignitaires de l'Église, surtout au début du XVIIIe siècle, ne furent pas toujours heureux. Pourtant Chamfort lui-même est obligé de tempérer la sévérité de son blâme. Il reconnaît que ce mélange de deux mondes, jusque-là si complètement séparés, « fut regardé alors comme un service rendu aux lettres...; la nation déjà disposée à sentir le mérite ne l'était pas encore à le mettre à sa place. » Racine assis à côté d'un cardinal; mieux encore, Quinault, le fils d'un boulanger, ou l'abbé Genest, un ancien maquignon, traités sur le même pied qu'un duc et pair, cela ne s'était jamais vu, et c'était bien quelque chose. Ce rapprochement hâta le progrès des idées; l'égalité académique ne fut pas sans profit pour la nation tout entière.

Mais l'Académie, dit-on encore, ne s'est pas seulement encombrée de personnages médiocres, qu'elle prenait pour leur naissance et que lui imposaient de puissantes recommandations; elle a omis ou refusé de s'adjoindre des écrivains qui auraient dû figurer chez elle au premier rang. Nouveaux griefs, nouvelles attaques. La série des exclus ou des oubliés, qui s'ouvre au XVIIe siècle avec Molière, s'accrut au XVIIIe de quelques noms glorieux comme Rousseau et Diderot. Il est certain que cette

liste a bonne apparence. C'est ce que, plus tard, on a nommé plaisamment le quarante-et-unième fauteuil. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Après avoir raillé la compagnie sur les choix qu'elle fait et sur ceux qu'elle ne fait pas, Chamfort croit tenir une accusation plus grave. A quoi sert l'Académie française? se demande-t-il. A rien. Qu'on examine l'une après l'autre ses différentes occupations; on verra que tout ce qu'elle fait, ou est inutile, ou est gâté par la manière dont elle le fait. Le dictionnaire? Piètre ouvrage vraiment, « médiocre, incomplet, insuffisant. » Ils se mettent à quarante pour l'entreprendre, passent un demi-siècle à l'achever et aboutissent à des résultats « qui indignent tous les gens de goût. » Bayle en quelques années, à lui tout seul, en a publié un, « où se trouvent cent articles pleins de génie. » Les discours de réception? Ridicules exhibitions, « où un homme est loué, en sa présence, par un autre homme, qu'il vient de louer lui-même, en présence du public qui s'amuse de tous les deux. » Les complimens aux rois, aux reines, aux princes et princesses, aux ministres? Quoi de plus fade et de plus bas? Heureusement nous sommes en 1791, dans des temps nouveaux. Cette partie des devoirs académiques sera bien diminuée, sinon supprimée. Tout le monde maintenant est convaincu « que les rois n'ont plus besoin de complimens et qu'il ne leur faut que des vérités. » Reste la distribution du prix d'éloquence et du prix de vertu. Mais que couronne-t-on sinon une fausse éloquence, qui doit disparaître, elle aussi, avec l'ancien régime, pour faire place à l'éloquence véritable, « vivante et animée, » celle qui naît de la liberté et s'apprend dans les assemblées politiques? Et quant au prix de vertu, sans doute il est « respectable, » il est « auguste, » il a fait couler de douces larmes; depuis neuf ans qu'il est institué, tout un auditoire sensible s'est attendri, chaque fois que revenait la Saint-Louis, à l'entendre proclamer. Mais quoi! « Ce prix est de l'or; » et l'on paye la vertu! « O renversement de toutes les idées morales, né de l'excès de la corruption publique et fait pour l'accroître encore! » Payer la vertu, c'est l'avilir! « Législateurs, ne décrétez pas la divinité de l'or, en le donnant pour salaire à ces mouvemens sublimes, à ces grands sacrifices qui semblent mettre l'homme en commerce avec son éternel auteur. » Chamfort n'est pas d'ordinaire aussi pompeux. S'est-il dit que, travaillant pour un orateur, il pouvait hausser le ton,

lâcher la bride à sa rhétorique? A-t-il voulu donner à Mirabeau l'occasion de faire sonner sa voix puissante? Quoi qu'il en soit, tout le travail de l'Académie se résume pour lui en deux mots : inconvenance et futilité.

Ces divers griefs étaient développés avec esprit ou avec feu : un peu de déclamation même n'était pas pour déplaire. Toutefois, ils avaient le tort d'être trop connus; on les entendait répéter dans tous les milieux hostiles à l'Académie; on les lisait dans les gazettes. Chamfort comprit qu'on attendait autre chose; il lui fallait apporter des argumens mieux accommodés aux circonstances présentes et qui eussent plus « d'actualité. » Il le fallait pour achever le succès de son œuvre. Il le fallait pour Mirabeau. Un homme d'État, parlant à la tribune, ne pouvait se contenter de plaisanteries faciles et de critiques rebattues. Il devait montrer que, créée par le despotisme et pour lui, l'Académie était incompatible avec le nouvel ordre de choses. C'est le thème en effet qui forme la dernière partie du discours, la plus importante et la plus originale. Oui, l'Académie est née pour servir d'appui à la royauté; si on la maintient, elle continuera de travailler pour elle. Institution d'État, elle est, elle sera toujours ce que Richelieu l'a faite. Scandales et abus peuvent disparaître; « mais ce qui restera, ce qui même est inévitable, c'est la perpétuité de l'esprit » qui anime la compagnie, esprit conservateur et monarchique. « En vain tenteriez-vous d'organiser pour la liberté des corps créés pour la servitude : toujours ils chercheront, par le renouvellement de leurs membres successifs, à propager les principes auxquels ils doivent leur existence, à prolonger les espérances insensées du despotisme, en lui offrant sans cesse des auxiliaires et des affidés. Dévoués par leur nature aux agens de l'autorité..., il existe entre ces corps et les dépositaires du pouvoir exécutif une bienveillance mutuelle, une faveur réciproque, garant tacite de leur alliance secrète et, si les circonstances le permettaient, de leur complicité future. » En voulez-vous la preuve? ajoute-t-il. Et très habilement, il recourt à une autorité que les amis de l'Académie ne peuvent récuser, à un secrétaire perpétuel, à d'Alembert. Il va chercher dans un « ouvrage avoué par l'Académie, » dans un « monument académique, » de quoi attaquer l'Académie elle-même.

D'Alembert avait publié un recueil des discours qu'il aimait

à prononcer, les jours de grandes séances, sur quelque ancien et illustre confrère. « Singulière collection » déjà, « qui de l'éloge des membres fait naître la plus sanglante satire de cette compagnie. » On y voit s'étaler « tous les effets vicieux d'une vicieuse institution, » l'habitude de la servilité devant les grands et les rois, les exemples de « la plus vile flatterie où des hommes puissent descendre, » l'adoration d'un maître invisible et toujours présent. » Mais il y a mieux. Dans la préface des *Éloges*, d'Alembert avait inséré certaines phrases devenues compromettantes et qui servaient merveilleusement les desseins de Chamfort. Celui-ci n'a garde de les laisser à leur place, quand elles pouvaient prendre si bon air, transportées dans son discours. Il les cueille, les présente une à une, les commente, en fait goûter la saveur et les tourne avec une ironie mêlée d'indignation contre l'Académie. Quelles étaient ces réflexions? — D'Alembert, hardi dans ses opinions religieuses, était un homme de gouvernement, un homme d'ordre. S'il épouvantait l'Église, il ne choquait pas trop les souverains avec lesquels il était en rapport, Frédéric II ou la grande Catherine. Sur le terrain politique, c'était, en somme, un modéré, et il l'était devenu davantage vers la fin de sa carrière. Il croyait qu'un corps comme l'Académie peut rendre des services à un gouvernement sage et que les chefs d'État oublient leurs intérêts véritables, s'ils songent à le persécuter. L'homme de lettres qui aspire à faire partie de ce corps ou qui en fait déjà partie, se surveille lui-même; « comme celui qui se marie donne des otages à la fortune, » il donne des gages à la décence. « S'il y avait eu à Rome une académie florissante et honorée, Horace eût effacé de ses vers quelques obscénités qui les déparent. » Il n'est guère douteux en effet qu'un écrivain, du jour où il est élu académicien, devient plus réservé, plus circonspect; il sait que dans ce qu'il écrit ce n'est plus lui seul qu'il engage, mais toute la compagnie à laquelle il tient désormais. Aliène-t-il pour cela la liberté de sa pensée? Il la dépouille seulement de son âpreté ou de son exubérance, il retranche ce qu'elle a d'excessif; en la rendant plus mesurée, il a des chances de la rendre plus juste. Réserve, pondération, mesure, pensée réglée et maîtresse d'elle-même, ce ne sont des défauts qu'en temps de révolution; en temps normal, c'est la santé de l'esprit. Pour Chamfort, c'est une lâcheté et un crime; le devoir est d'aller à l'extrême. Aussi bien son impuissance à commander à sa

nature, sa violence indisciplinée prouvaient-elle justement en lui une surexcitation nerveuse et maladive.

D'Alembert disait encore qu'une nation doit être éclairée, parce que l'ignorance et l'erreur sont aussi funestes aux souverains qu'aux sujets et ne peuvent être utiles qu'aux tyrans. Mais il est des vérités qu' « il importe de ne répandre que peu à peu et comme par transpiration insensible. » Si la lumière est trop vive et projetée trop brusquement, elle éblouira les peuples sans les éclairer. Il faut la faire entrer dans leurs yeux par degrés. Tel est l'office que saura remplir une compagnie instruite et prudente à la fois. Ces préceptes d'un philosophe assagi par la vie jettent Chamfort hors des gonds; il est « surpris, indigné, révolté, » et, dans l'aveuglement de sa colère, il dénature la pensée qu'il reproduit. Il y voit l'existence d'un pacte secret, d'un complot ou, si l'on veut, d'un « infâme trafic » entre le despotisme et les écrivains. En échange des places académiques et des faveurs de cour, ceux-ci s'engagent à ne pas dévoiler des vérités utiles à l'humanité, mais nuisibles à ses oppresseurs. Les gens de lettres « se placent entre les peuples et les rois et disent à ces derniers dans une attitude à la fois servile et menaçante : Nous pouvons à notre choix éclaircir ou doubler, sur les yeux de vos sujets, le bandeau des préjugés. Payez nos paroles ou notre silence; achetez une alliance utile ou une neutralité nécessaire. » Les Académies sont donc un danger public dont il faut débarrasser la France au plus vite. Pour avoir accepté une aussi « odieuse transaction, » elles ne méritent pas de vivre. Mais d'Alembert lui-même, leur interprète, pour avoir « enseigné aux rois l'usage qu'ils peuvent faire de ces corporations, » pour les avoir aidés à « perpétuer l'esclavage des peuples, » que ne mérite-t-il pas à son tour? On ne se posait pas encore la question en 1791 : on devait un jour se la poser. D'Alembert a eu raison de mourir sans attendre le tribunal révolutionnaire. Beaucoup de ceux que, deux ans plus tard, on déférait à Fouquier-Tinville, n'en avaient pas fait ou dit autant que lui. Chamfort, naturellement, n'en veut qu'aux institutions, et non aux hommes, qu'il désire même voir traiter « avec une libérale équité; » il se borne à demander la mort des Académies, mais il la demande avec véhémence. « Qu'elles soient fermées pour jamais, s'écrie-t-il dans sa péroraison, ces écoles de flatterie et de servilité! Vous le devez à vous-mêmes, à vos invariables

principes. Eh! quelle protestation plus noble et plus solennelle contre d'avilissans souvenirs, contre de méprisables habitudes, dont il faut effacer jusqu'aux vestiges, enfin contre l'infatigable adulation dont, au scandale de l'Europe, ces compagnies ont fatigué vos deux derniers rois?... Vous avez tout affranchi : faites, pour les talens, ce que vous avez fait pour tout autre genre d'industrie. Point d'intermédiaire, personne entre les talens et la nation. Range-toi de mon soleil, disait Diogène à Alexandre. Et Alexandre se rangea. Mais les compagnies ne se rangent point : il faut les anéantir. »

Ce discours, si Mirabeau l'avait prononcé, aurait produit un grand effet : le temps était aux violences. Publié seulement, il fut encore beaucoup lu et fort approuvé. Pourtant il ne resta pas sans réponse. Deux membres de ces Académies si malmenées eurent le courage de les défendre. Après une première apologie, calme et modérée, due à Suard, l'abbé Morellet vint jeter dans la polémique sa note habituelle, plus ferme, plus résolue, plus âpre (1).

C'est un personnage curieux que Morellet. Cet ancien Sorboniste, condisciple et ami de Turgot et de Loménie de Brienne, avait un tempérament de batailleur. Des questions soulevées autour de lui, il n'en est guère où il ne soit intervenu. L'économie politique était sa spécialité et il y a marqué sa trace; mais, comme il appartenait au parti philosophique, toutes les fois que la libre pensée lui semblait attaquée, il ne résistait pas au désir d'entrer dans la lutte. Il y avait dans ses ripostes des coups bien assénés, qui réjouissaient Voltaire (2). Toutefois, il faut bien reconnaître, après l'avoir lu, qu'il était plus discoureur encore que pamphlétaire. Il avait conservé de ses études philosophiques l'habitude d'argumenter. Même lorsque la pensée était vive, sa prose restait trop souvent lourde et terne, empêtrée dans l'appareil de la discussion; il était long, il n'entraînait pas le lecteur. Pour ce qui concerne le fond, sa réponse au discours de Chamfort est excellente. Les critiques qu'il en fait sont difficiles à réfuter. Il le soumet à une analyse serrée; il le suit pas à pas, discutant chaque idée, presque chaque phrase, relevant sans se

(1) On trouvera la *Réponse à l'écrit de M. de Chamfort, qui a pour titre : Des Académies*, dans les *Registres de l'Académie française*, IV, p. 184 et suivantes.

(2) Voltaire l'appelait, après d'Alembert, l'abbé *Mords-les* (lettre à Thieriot du 28 juillet 1760; éd. Beuchot, LVIII, p. 520).

lasser les erreurs, les contradictions et les sophismes, signalant les affirmations sans preuves ou les argumens misérables, les calomnies injurieuses, la mauvaise foi fréquente des exposés, l'indécence perpétuelle du ton. Et quand, prenant vigoureusement l'offensive, il s'indigne de la conduite de l'auteur envers ses confrères, conduite déloyale et perfide; quand il lui reproche le mauvais usage qu'il fait de la préface des *Éloges*, la manière dont il en fausse le sens par « des interprétations forcées et des omissions adroites, » l'injustice avec laquelle il présente d'Alembert comme un ennemi des lumières, un suppôt de la tyrannie, un partisan de l'esclavage des nations, alors que d'Alembert a entendu montrer, — et combien il a eu raison! — que « toute vérité n'est pas bonne à toute heure, en tout temps, en toutes circonstances, à toutes personnes, » « qu'il peut y avoir des inconvéniens graves à vouloir tout dire à la fois et tout faire en un coup; » quand enfin il rappelle à son adversaire que, s'il s'est trouvé des écrivains pour défendre « la liberté de la presse, la liberté de conscience, la liberté du commerce et toutes les causes du peuple, » ces écrivains, ce sont les autres membres de l'Académie, mais non pas lui, M. de Chamfort, simple auteur de quelques discours académiques, de petites pièces de théâtre peu morales, de quelques contes gaillards et d'une tragédie faible et oubliée, homme de lettres qui n'a jamais prêché aucune de ces utiles vérités qu'il accuse les autres de « laisser à peine transpirer, » ses attaques sont rudes, mais parfaitement légitimes, et nous ne pouvons qu'approuver son langage plein de logique, de force, de raison.

Ce que nous admirons plus encore, c'est le courage que dénote cet écrit. Il en fallait pour contredire les ennemis de l'Académie, qui étaient alors les révolutionnaires triomphans. Il y avait danger à réclamer en faveur d'une institution si suspecte et, quand l'horizon s'assombrissait d'inquiétante façon, à oser, même sur un point, tenir tête à l'orage. Il y avait encore plus d'audace à élargir le débat et à prendre occasion d'une défense particulière pour attaquer dans ses excès la Révolution elle-même. Et cependant, Morellet allait jusqu'à dire : « Je suis effrayé de l'anarchie dans laquelle nous tombons; j'ai horreur des injustices et des atrocités dont on a souillé une si belle cause; les violations de la propriété, les spoliations ne sont pas excusées à mes yeux par ce qu'on appelle *les besoins publics;* j'abhorre les pillages et

les incendies, et les violences sanguinaires, et l'intolérance religieuse (1)... »

Le morceau est d'une belle éloquence, d'un beau sentiment, c'est surtout un bel acte. Ce libre penseur obstiné, qui avait combattu toute sa vie pour « répandre la lumière, » trouvait qu'on allait trop vite et trop loin; il conseillait la modération. Mais il avait beau, dans sa profession de foi politique, se déclarer partisan de la souveraineté du peuple; la modération, à cette heure, pouvait sembler un manque de patriotisme; les conseils, une provocation : les victorieux du jour seraient-ils d'humeur à les supporter? Le libraire Jansen, éditeur de la brochure, prit peur. « Effrayé par les Jacobins, amis de Chamfort, et craignant de publier, comme imprimé par lui, un ouvrage où l'on défendait un corps accusé d'être aristocratique, et où l'on parlait du prince de Condé sans lui dire d'injures (2), » il n'en vendit que quelques exemplaires sous le manteau. Puis, la Révolution grondant plus fort, il se hâta, par crainte des visites domiciliaires, de mettre tout le reste au pilon. Il n'eut pas tort. Il sauva probablement Morellet; la brochure, répandue dans le public, n'aurait pas sauvé l'Académie.

III

Il n'est pas nécessaire de revenir longuement sur cet ancien débat et de répondre en détail aux argumens de Chamfort, quoiqu'on ait continué à s'en servir contre l'Académie française. Il y a pourtant sur certains points des erreurs si obstinément répétées, qu'il ne serait pas mauvais, puisque l'occasion s'en présente, d'essayer de les dissiper.

L'une d'elles concerne les origines mêmes de la compagnie. La part qu'y a prise Richelieu a été souvent dénaturée par ceux qui avaient intérêt à représenter la nouvelle institution comme un instrument de servitude. Selon Palissot, le cardinal « n'avait eu d'autre but que de tenir les lettres asservies sous sa main tyrannique (3). » Pour Chamfort, c'était un homme « qu'un instinct rare éclairait sur tous les moyens d'étendre ou de perfectionner

(1) *Registres de l'Académie française*, IV, p. 223.

(2) *Mémoires* de Morellet, 2e édit., I, p. 397.

(3) *Chronique de Paris* du 1er août 1790 (voyez M. Paul Mesnard, *Histoire de l'Académie française*, p. 158, et *Registres de l'Académie française*, IV, p. 170, note 1).

le despotisme (1). » Les choses regardées d'un peu près doivent laisser, il me semble, une autre impression. On connaît le récit que fait Pellisson des premières années de l'Académie. Les gens d'esprit qui se réunissaient une fois par semaine chez Conrart avaient pour tout dessein de causer entre eux de littérature et de se communiquer leurs ouvrages, c'est-à-dire leurs petits vers. Les écrivains, les poètes surtout, ne se résignent pas aisément à garder pour eux seuls ce qu'ils écrivent. Ceux d'alors s'étaient fait une très chère habitude de ces réunions régulières, où ils lisaient à des amis bienveillans le sonnet, le madrigal, le rondeau qu'ils venaient de composer. Ils y renoncèrent difficilement. Même plus tard, quand l'Académie était déjà devenue une grande et importante personne, on continuait à regretter les grâces de son enfance. On se reportait vers ce premier âge comme vers « un âge d'or, » où, « avec toute l'innocence et toute la liberté des premiers siècles, sans bruit et sans pompe (2), » on goûtait la douceur et le charme de l'intimité. Pour conserver quelque chose des récréations antérieures, on essaya tout d'abord de maintenir les discours qui se prononçaient chaque semaine. On parlait sur *l'amour des corps, l'amour des esprits, les différences et les conformités qui sont entre l'amour et l'amitié!* C'était puéril et charmant. Mais Richelieu, qui avait d'autres idées en tête, trouva que ces bonnes gens perdaient leur temps à des futilités et crut devoir les ramener aux joies plus graves du dictionnaire.

C'est qu'en effet le cardinal, par son intervention, avait changé la face des choses, mais non pas, comme le disent Palissot et Chamfort, pour faire de la libre société du début une compagnie esclave et avilie, pour en réduire les membres au rôle de flatteurs du roi et de soutiens du trône. Quand il sut par une indiscrétion de Boisrobert la réunion qui avait lieu chez Conrart, il demanda si « ces Messieurs » ne voudraient pas s'assembler « sous une autorité publique. » Retenons ces mots: ils sont importans, et, par les résultats qui furent obtenus dans la suite, on peut juger du sens que Richelieu entendait leur donner. Ce n'était pas seulement dans une vue intéressée qu'il faisait cette proposition, et pour ne laisser aucune influence s'exercer en dehors de lui. Ne rabaissons pas son mérite. S'il a songé peut-être qu'il accroîtrait aussi son pouvoir, il voulait plus encore

(1) Éd. Auguis, I, p. 255 et *Registres*, IV, p. 171.
(2) Pellisson, dans Livet, *Histoire de l'Académie française*, I, p. 9.

conférer aux lettres une éminente dignité. En les rangeant « sous l'autorité publique, » il leur assignait une place dans l'État: de là le devoir qui s'imposait à l'État de s'occuper d'elles et de les protéger. C'était chose nouvelle ; c'est encore chose unique. Dans tous les autres pays, les grands écrivains sont honorés, mais à titre individuel pour ainsi dire, sans que le gouvernement se croie obligé de leur témoigner officiellement sa bienveillance. Ni les Allemands, ni les Anglais n'ont, jusqu'à ce jour, rien de pareil à ce qu'est l'Académie française. A Londres, la Société royale ne contient que des chimistes, des physiciens, des géomètres; à Berlin, l'Académie des sciences associe aux savans proprement dits des philologues, des historiens, des économistes. Nulle part romanciers, poètes, auteurs dramatiques ne figurent. Les arts utiles, ceux dont on tire des applications matérielles, les divers États s'empressent à l'envi de les encourager. Mais les autres, les arts de pur agrément, leur paraissent sans doute moins indispensables : ils ne servent, en effet, qu'à mettre un peu de beauté dans la vie ! L'honneur de Richelieu, et sa clairvoyance singulière, c'est d'avoir compris que la littérature aussi, pour un pays, est non seulement une décoration, mais une force; c'est d'avoir deviné, semble-t-il, le surcroît de prestige qu'elle donnerait aux victoires de la France en Europe, et la domination que dans les revers elle lui conserverait encore sur les autres nations. Voilà surtout ce qu'il voulait préparer en créant l'Académie française.

Il était sans doute impérieux de sa nature ; il aimait à dominer et souffrait difficilement la résistance : ce ne fut pas un protecteur commode. Reconnaissons pourtant qu'il n'abusa pas de son autorité autant qu'il aurait pu. Il força les académiciens à faire contre leur gré la critique du *Cid*, mais il ne les empêcha pas de rendre justice au chef-d'œuvre. Si du projet de statuts qui lui fut présenté il raya « quelques endroits qu'il jugeait devoir être corrigés, » ces endroits furent maintenus, « et le cardinal ne s'y obstina pas davantage (1). » Il n'aimait pas voir nommer des gens qu'il savait lui être contraires ; lorsqu'une élection de ce genre eut lieu, il en marqua son mécontentement : il ne demanda point qu'elle fût cassée (2). En somme, au prix

(1) Pellisson, dans Livet, *ouvr. cit.*, I, p. 24-25 et 27.

(2) Pellisson, *ibid.*, I, p. 150. « Le cardinal n'aimait point M. de Porchères-Laugier, le regardant comme un homme qui avait eu de l'attachement avec ses

de quelques rebuffades, l'Académie, tant qu'il vécut, put se recruter et se diriger à sa guise.

Il est vrai que pour l'essentiel elle était entrée du premier coup dans ses desseins. A peine la petite assemblée, devenue « un corps, » avait-elle reçu l'investiture officielle, qu'un esprit nouveau, vraiment, la pénètre. Les regrets que certains éprouvaient des conférences anciennes sont dissimulés. Elle sent qu'elle a désormais un autre rôle à jouer et une mission plus noble à remplir. Presque sans transition elle passe des divertissemens légers, des petits vers ou des fades discours, aux occupations sérieuses concernant le bien public. Ce changement, elle le manifeste par le nom même qu'elle adopte. Au lieu d'imiter les académies italiennes, les *Humoristi*, les *Lincei*, les *Fantastici* de Rome, les *Otiosi* de Bologne, les *Intronati* de Sienne, et de prendre à leur exemple quelque titre particulier, mystérieux ou bizarre, bon pour « un carrousel ou une mascarade (1), » elle s'appelle simplement l'Académie *française*. Qualification modeste en apparence, en réalité la plus belle, la plus haute, et, comme elle le disait au cardinal, « la plus propre à sa fonction (2). » Le nom indique ce qu'elle veut faire, et elle ne veut faire rien moins qu'œuvre nationale : assurer au pays la gloire des lettres. Elle voit encore que tout progrès de la littérature est impossible, s'il n'est précédé d'un progrès de la langue. Il faut donc commencer par tirer celle-ci « du nombre des langues barbares; » et elle ne doute pas un instant qu'elle ne doive réussir. Ce qui caractérise, en effet, cette génération, c'est la confiance. Les succès obtenus par la France depuis Henri IV, la situation que le pays conquiert en Europe, lui ont donné la conscience de sa force. Les académiciens, qui sont de bons Français, se flattent que, du train dont vont les choses, nos voisins parleront bientôt notre langue; et comme cette langue est « plus parfaite déjà que pas une des autres vivantes, » elle pourrait bien enfin « succéder à la latine, comme la latine à la grecque (3). »

Plus parfaite, sans doute; mais que de défauts encore ! D'abord, elle change trop souvent et trop vite. On s'en plaint à l'étranger

plus grands ennemis; ainsi il fut très fâché de cette élection; on lui offrit de la révoquer ; il eut cette modération de se contenter d'un règlement pour l'avenir. »

(1) Pellisson, dans Livet (*ouvr. cit.*), I, p. 19.

(2) Pellisson, *ibid.*, I, p. 24.

(3) Pellisson, *ibid.*, I p. 21-22.

« Toutes les autres nations lui reprochent cette inconstance; nos auteurs les plus élégans et les plus polis deviennent barbares en peu d'années; on se dégoûte de la lecture des plus solides et des meilleurs, dès qu'ils commencent à vieillir (1). » — Ce qui est non moins grave, elle manque d'unité. Elle varie d'une province à l'autre. On ne parle pas tout à fait de même à la cour et à la ville; et dans la même ville chaque profession parle différemment. A Paris, par exemple, il y a la langue du Palais, celle des écoles, celle des gens du monde, celle des bourgeois. De toutes ces langues, il faut n'en faire qu'une, qui soit vraiment la langue « française » et qui, sans être immuable (le propre des langues vivantes est de changer), ne change pas avec tous les caprices de la mode. Pour y parvenir, le seul moyen est d'en dresser un bon dictionnaire. C'est Chapelain qui conçut le premier cette idée; tout le monde s'empressa de l'adopter et, dès lors, le dictionnaire devint une des plus importantes occupations de l'Académie. Seulement, le travail n'avança guère. La plupart de ceux qui l'avaient entrepris n'en virent pas la fin. Commencé en 1634, il ne fut terminé et présenté au Roi qu'en 1694. On avait mis soixante ans à le faire!

Malgré tout, dans l'intervalle, la langue française avait chaque jour gagné du terrain. Elle était allée se perfectionnant au cours du siècle et, dans la préface de la première édition, les auteurs du dictionnaire pouvaient avec une juste fierté vanter « le degré d'excellence » où elle s'était élevée. Chaque progrès avait tendu à la rapprocher de l'éloquence; car c'était là le but suprême de tous les efforts et l'ambition de la compagnie. Pellisson, Chapelain, tous le disent : il faut « se tracer un chemin pour parvenir à la plus haute éloquence (2). »

Quoique cette langue ait déjà produit des chefs-d'œuvre, puisque c'est celle dont Rabelais et Montaigne se sont servis, on s'accorde à reconnaître qu'une qualité lui manque: elle n'est pas « capable d'éloquence; » mais qu'elle le devienne, elle sera glorieuse entre toutes. La génération d'alors, élevée dans les écoles, semblait avoir pour idéal cette belle prose latine, ample, majestueuse, rythmée, qui l'avait charmée dans Cicéron, et elle

(1) Pellisson, dans Livet (*ouvr. cit.*), I, p. 114.

(2) Pellisson, *ibid.*, p. 4. — Chapelain, de son côté, dans son projet du Dictionnaire : « Le dessein de l'Académie est de rendre la langue capable de la dernière éloquence. » (Livet, *ouvr. cit.*, I, p. 102.)

n'avait d'autre désir que de façonner le français à son image. On tendait au grand en toutes choses, dans la politique, dans l'art, dans le style. On avait la passion du « beau langage. » Quand l'Académie se rendait à Saint-Germain ou à Versailles avec les cours souveraines pour complimenter Louis XIV de quelque événement heureux, les gens de qualité se pressaient dans la chambre du Roi, afin d'entendre (1). Le jour où elle alla féliciter Le Tellier de sa nomination à « la charge de Chancelier de France, » dans les appartemens, nous dit-on, « plus de deux cents personnes de la Robe étaient présentes (2). » C'est aussi ce qui donna tant d'éclat aux réceptions académiques. Dès que, sur la proposition de Perrault, on décida d'ouvrir ces jours-là les portes de la salle du Louvre, « il y eut une foule de monde, et de beau monde, et le public témoigna une extrême joie de ce nouvel établissement (3). » C'est enfin ce goût pour l'éloquence qui avait déjà fait créer l'usage, beaucoup plus ancien, du discours de réception lui-même.

Cet usage remontait à Patru. Jusque-là le nouvel élu se bornait, sans plus de façon, à quelques mots de remerciemens, quand il « prenait séance. » Mais Patru avait soigné son compliment et s'y était appliqué de toutes ses forces. Le morceau parut si beau, et on en « demeura si satisfait qu'on a obligé tous ceux qui ont été reçus depuis, d'en faire autant (4). » En réalité, il y avait mis sa rhétorique. Les éloges qu'il adressait à ses nouveaux confrères passent même toute mesure. Cette docte assemblée réunit à ses yeux tout ce que Rome et Athènes ont pu produire de plus merveilleux; elle est un nouvel astre qui vient éclairer tout le cercle des sciences. « N'espérez pas, messieurs, s'écrie-t-il, de trouver à l'avenir des hommes qui vous ressemblent. C'est bien assez à notre siècle de s'être vu une fois quarante personnes d'une suffisance, d'une vertu si éminente. Un si grand effort n'a pu se faire sans épuiser la nature. » Trop souvent ainsi, à cette époque, l'hyperbole s'est glissée dans les discours académiques

(1) Par exemple, visite du 13 août 1672 à Saint-Germain, où l'on avait félicité le Roi de ses succès en Hollande (*Registres de l'Académie*, I, p. 44, séance du 18 août, rapport de Perrault).

(2) *Registres*, I, p. 180. — Même chose à propos des distributions de prix (*Registres*, I, p. 175) : « S'y étaient rendues plus de 300 personnes de qualité et gens de belles-lettres. » Voyez aussi, I, p. 120.

(3) Perrault, *Mémoires*, liv. III, p. 69 (éd. de 1842, in-12).

(4) Pellisson, dans Livet (*ouvr. cit.*), I, p. 159.

ou dans d'autres harangues solennelles. Cela, c'est le mauvais côté de l'éloquence; la passion ne va jamais sans quelque excès. Mais il y a aussi une bonne, une saine éloquence, l'éloquence grave et sobre, dont les anciens avaient donné des exemples, et c'est celle-là, somme toute, qui l'emporte dans la littérature entière; elle est l'idéal du XVIIe siècle. Ajoutons qu'elle lui survit. Car au XVIIIe, notre prose peut bien, avec Voltaire, prendre un tour plus simple, plus vif, plus dégagé, une allure de combat comme il convient aux polémiques qu'elle entame; l'éloquence n'en subsiste pas moins toujours dans le fond, toute prête à reparaître à la surface. Elle reparaît effectivement avec Rousseau sous sa forme émue, vibrante, lyrique; elle reparaît, quand viennent les orateurs politiques, sous sa forme déclamatoire et pompeuse, et la solennité, l'emphase, la rhétorique nous gâtent maintes fois les grands discours de la Révolution.

Ne nous plaignons pas trop cependant et acceptons un peu de déclamation, si le goût pour l'éloquence vraie ne pouvait s'acheter que par quelques concessions à la fausse. De ce goût, la langue française a tiré de précieuses qualités, qu'heureusement elle n'a pas perdues. L'avantage, ici, dépasse l'inconvénient. On peut dire qu'entre toutes les langues de l'Europe, ce caractère oratoire est ce qui fait l'originalité de la nôtre. L'écrivain, chez nous, est rarement un rêveur solitaire; il veut, comme l'orateur, convaincre et persuader. Il s'adresse au public. Pour se faire comprendre, quelque sujet qu'il traite, il a le souci d'être clair. Il ordonne bien sa matière; il développe les idées par leur côté le plus général; il se met à la portée de son auditoire. C'est sa coquetterie d'être accessible à tous, d'être écouté et suivi. De là le crédit, la popularité même de notre littérature auprès de toutes les nations; de là le mérite reconnu à notre langue, confessé sans intérêt de flatterie par l'Académie de Berlin, d'être vraiment une langue universelle. Ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'ils ne sont pas dus au hasard; dès le premier jour, à peine fondée, l'Académie française a vu clairement le but à atteindre : purifier la langue ou, comme elle disait avec une énergique naïveté, « la nettoyer de ses ordures, » la fixer dans la mesure possible et désirable, l'égaler à la latine, la hausser à l'éloquence, lui assurer l'universalité. Toutes ces grandes choses, il est certain qu'elle les a voulues; mais il est sûr aussi qu'elle n'était pas arrivée toute seule à les concevoir.

C'est Richelieu qui lui avait inspiré ce beau dessein. Quand le cardinal acceptait d'être le protecteur de l'institution naissante, il n'avait donc pas les motifs méprisables qu'on lui suppose; il ne songeait pas, comme le lui reproche Chamfort, à créer une école de servilité et de mensonge, à transformer les écrivains en vils flagorneurs, « en auxiliaires et affidés » du despotisme. Il avait surtout en vue la grandeur de la France; il entendait, après avoir affermi sa situation dans le présent, lui conquérir la suprématie littéraire dans l'avenir.

IV

Une seconde question, malgré son importance, nous retiendra moins longtemps : il s'agit des mauvais choix qu'on a de tout temps reprochés à l'Académie. Le fait est que, si elle eut des époques brillantes, comme la fin du XVIIe siècle ou le milieu du XVIIIe, elle en eut aussi qui furent ternes ou d'un médiocre éclat. Il suffit de parcourir la plupart des listes académiques, pour être frappé de la quantité de noms obscurs ou inconnus qu'elles renferment. Sur les quarante immortels, une bonne moitié, d'ordinaire, est parfaitement oubliée. Chamfort croit que le grand coupable est justement ce chiffre obligatoire de quarante. Il est rare que dans un même pays, à une même époque, se rencontrent quarante hommes de génie ou seulement de talent; et pourtant, lorsqu'un vide se produit dans le nombre consacré, à chaque fois il faut le remplir : on le remplit tant bien que mal. Faute de trouver quelqu'un du premier rang et dont le nom doive retentir à travers les siècles, on se rabat sur les gens simplement distingués, qui se contentent de faire un peu de bruit en leur temps. Il y a des Académies, en Allemagne, qui ont refusé de s'imposer un chiffre précis de membres et nomment, sans autre considération, ceux qu'il leur paraît bon de nommer. Rien de mieux assurément, pourvu qu'à la formule : prendre tous ceux qui le méritent, on donne une contre-partie nécessaire : ne prendre que ceux qui le méritent. Sinon, l'on n'évite un inconvénient que pour tomber dans un autre. On a échappé à la contrainte du nombre fixe; mais on se heurte à l'écueil de la liberté. Car la liberté risque d'encourager les complaisances aux médiocres, dès que, la porte pouvant toujours s'ouvrir, on n'a plus la crainte de nuire à personne; elle amène peu à peu à grossir,

beaucoup plutôt qu'à réduire, le total des admis et, tournant contre les intentions premières, elle finit par accroître ces mauvais choix qu'on voulait diminuer.

Il faut donc chercher d'autres raisons pour expliquer que nos listes ne présentent pas plus de noms de valeur. Mettons tout de suite à part une époque où il était difficile que l'Académie fût bien composée, celle des premières années. On ne savait alors qui choisir ; on ne prenait même pas la peine de voter ; on élisait, un peu au hasard, celui que proposait un parent, un ami. De leur côté, les lettrés en renom n'éprouvaient pas beaucoup d'attrait pour l'institution nouvelle. Balzac, retiré en province, commença par ne point vouloir en faire partie. Voiture, qui consentit à en être, avait trop d'obligations au cardinal pour refuser d'appartenir à un corps dont son maître était le protecteur. Et quant à Ménage, s'il se tint en dehors de la Compagnie, c'est qu'il ne souhaitait guère y entrer : les attaques qu'il dirigea contre elle en sont la preuve. Voilà pour la période des débuts ; mais dans la suite, on ne peut plus invoquer les mêmes argumens. L'Académie est connue, illustre, recherchée, désirée avec passion, et cependant les mauvais choix sont encore nombreux.

D'où cela vient-il ? D'abord de la fâcheuse habitude, qui s'introduisit avec le protectorat de Séguier, d'élire quelques grands personnages pris dans la noblesse ou le clergé, sans qu'ils eussent aucun autre titre que d'être ducs ou évêques. De même, certaines fonctions de la cour semblèrent inséparables d'un siège académique. Les précepteurs des princes, qui n'étaient pas tous des Bossuet et des Fénelon, se disputèrent la succession des poètes et envahirent la place des gens de lettres. — Mais on peut dire, plus généralement, que, si l'Académie n'a pas toujours su distinguer le mérite, c'est qu'elle « paie tribut, comme les particuliers, à la fragilité humaine (1). » Quelle difficulté n'éprouve-t-on pas à se prononcer sur les ouvrages de l'esprit, à plus forte raison, s'il faut juger des ouvrages que le temps n'a pas encore consacrés ! Jamais on n'est plus exposé, qu'au moment même où ils paraissent, à se tromper sur leur valeur durable. Sans quitter notre époque, qui pourrait dire avec assurance quels sont, parmi les écrivains actuels, ceux qui vivront ou ne vivront pas dans un siècle ? Les découvertes scientifiques s'imposent à tous et en-

(1) D'Alembert, *Œuvres* (éd. de 1821), II, p. 298 (notes sur l'éloge de Mauroy).

traînent les convictions les plus récalcitrantes. Il en est autrement dans l'ordre littéraire. Même un chef-d'œuvre, je dirai : surtout un chef-d'œuvre, a besoin de quelque temps pour forcer l'admiration. Le grand écrivain n'est grand qu'à la condition d'être lui-même. Plus il est original, plus il court la chance de se voir attaqué ; car il déconcerte, il dérange des habitudes. Le *Cid* a eu des contradicteurs ; on n'a pas compris du premier coup la grandeur d'*Athalie*. Inversement, Huet se pâmait devant les vers de Chapelain. Mme de Sévigné, qui aimait tant La Fontaine, mettait Benserade sur la même ligne que lui. Et elle parle de Du Ryer à propos de Racine ! Erreurs singulières, que nous reconnaissons aujourd'hui, qu'il faut reconnaître, qu'il faut savoir excuser.

Enfin les élections à l'Académie française ont un caractère qui leur est propre : elles ne peuvent pas ressembler tout à fait à celles des autres corps. Sans doute, en bonne règle, là comme ailleurs, on doit nommer le plus digne ; mais en même temps, là plus qu'ailleurs, on doit tenir compte du sentiment qui règne au dehors. Quand il s'agit de pourvoir à une place de savant ou d'érudit, la foule est bien obligée d'admettre qu'elle est incompétente et qu'elle n'a qu'à se taire ; elle laisse l'Académie des Sciences ou celle des Inscriptions choisir librement et s'incline. Mais dès qu'il est question de littérature, chacun se croit le droit d'avoir un avis, chacun se reconnaît du goût.

Il s'établit des courans d'opinion que l'Académie française ne peut entièrement négliger, une pression à laquelle elle ne peut toujours se soustraire. Elle sait qu'il y a des juges pour reviser ses jugemens. Si elle désire ménager sa situation, il lui faut écouter dans une certaine mesure les vœux du public et risquer ainsi, quand le public se trompe, de se tromper avec lui. Or, nous venons de le dire, il se trompe souvent. Combien de fois ses goûts ne sont que des engouemens, des caprices, des modes ! Il surgit des grands hommes d'un moment. Plus tard, on s'étonne qu'ils aient été élus, et de pareils choix paraissent des faiblesses coupables. Le goût a changé ; on ne comprend plus. Mais dans le temps qu'ils brillaient, ces écrivains aux grâces maintenant fanées, on se serait indigné que l'Académie ne leur eût pas fait une place dans ses rangs, et ceux mêmes qui voyaient ce que leur éclat avait d'éphémère étaient entraînés à céder au bruit général. Les salons, au XVIIe siècle, surtout au XVIIIe, ont beau-

coup contribué à surfaire ainsi les réputations. Des hommes d'esprit, de brillans causeurs, passaient aisément pour des manières de génie. Et à supposer qu'ils en eussent, comme ils causaient beaucoup mais écrivaient fort peu, leur gloire est restée viagère ; rien ne la justifie plus aujourd'hui.

Qu'il soit donc arrivé à l'Académie de nommer des gens qui le méritaient peu ou ne le méritaient point, nul ne le conteste, mais nous avons voulu en donner les raisons. Elle serait plus blâmable, si elle avait, comme on l'en accuse, fermé sa porte au talent. Or, sur ce point, nous pouvons la défendre hardiment. D'Alembert (1) remarque qu'elle a toujours choisi « ce que les conjonctures, quelquefois contraires à ses vues, lui permettaient de choisir, » et qu'avant de la critiquer pour les quelques noms illustres qu'elle n'a pas adoptés, on devrait « peser dans la balance de l'équité » les circonstances qui l'ont empêchée de les accueillir. On a travaillé ainsi, sans en avoir le droit, à grossir le nombre des grands hommes injustement oubliés. Le 41e fauteuil est devenu le plus occupé des fauteuils. Mais qu'y a-t-on mis? Descartes? Il vivait en Hollande, quand l'Académie fut fondée, et se retira plus tard en Suède, à six cents lieues de la France. Pascal? Il comptait alors plutôt comme physicien et, en tout cas, il lui était interdit de signer l'œuvre qui aurait pu lui mériter les suffrages de la compagnie. Saint-Simon ? Ce grand seigneur intraitable aurait-il souffert qu'on lui proposât de prendre place parmi des gens « de roture ou de vile bourgeoisie, » et n'aurait-il pas insolemment répondu qu'il n'était pas un sujet académique? Il y a Molière, il est vrai. Et c'est bien autour de lui que le fort de la bataille se livre ; c'est son nom qu'on ne se lasse pas de citer, de jeter à la tête de l'Académie, pour lui prouver son injustice. Assurément, il est très fâcheux qu'on n'ait pas trouvé quelque moyen de l'admettre. L'Académie sentait bien, la première, qu'elle se faisait du tort en ne le comptant pas parmi ses membres. Elle ne l'a pas caché ; elle a placé plus tard le buste du poète dans la salle de ses séances avec l'inscription fameuse : *Rien ne manque à sa gloire, il manquait à la nôtre.* Mais quoi ! Par un scrupule très honorable, il refusait de quitter sa troupe, dont il assurait l'existence. Le grand comique entendait rester aussi comédien. Or, c'était se déshonorer, dans

(1) D'Alembert, *ibid.*, II, p. 296

l'esprit du temps, que de monter sur un théâtre. Fallait-il passer outre et braver le préjugé? C'eût été faire une révolution dans les mœurs. On ne peut cependant pas demander à l'Académie d'être révolutionnaire.

On voit ce qu'il convient de penser des choix et des omissions, reprochés comme autant d'erreurs à l'Académie française. C'est surtout aujourd'hui que beaucoup de ces choix nous paraissent mauvais, par le recul du temps qui met chacun à sa place et laisse tomber dans l'oubli ceux qui ne méritent pas de survivre; à leur date, ces mêmes choix parurent sans doute estimables, et l'on félicitait l'Académie de les avoir faits. Quant aux omissions, il suffit d'en rechercher les motifs; presque toujours on trouvera une explication valable, qui excuse l'Académie. Si enfin, au lieu de prendre une liste particulière et de se scandaliser de ce qui s'y trouve comme aussi de ce qui ne s'y trouve point, on prend maintenant toutes les listes dans leur ensemble, on rendra plus de justice à l'Académie. On s'apercevra combien, au total, peu de noms glorieux lui ont échappé; et, d'autre part, loin de s'étonner qu'il y figure tant d'indignes, on admirera plutôt le nombre de grands écrivains qu'elle a encore su admettre, malgré bien des raisons ou des prétextes dont elle pouvait user pour les exclure.

V

J'aurais terminé, s'il ne restait le dictionnaire. Mais peut-on parler de l'Académie sans parler du dictionnaire? Il a toujours été le travail essentiel de la compagnie; il est un peu sa raison d'être. C'est aussi un de ces sujets où chacun dit volontiers son mot, mais le dit, il faut l'avouer, assez souvent au hasard. Tâchons de remettre les choses au point.

Une institution littéraire ne subsiste qu'à la condition d'avoir une occupation régulière et un emploi sérieux de son temps; le désœuvrement lui est bientôt fatal. Les fondateurs de l'Académie ne l'ignoraient pas. Ils lui assignèrent dès ses débuts plusieurs tâches : elle devait rédiger un dictionnaire de la langue française, une grammaire, une rhétorique, une poétique. En réalité, elle ne s'occupa que du dictionnaire. La rédaction des autres ouvrages était chose trop délicate ; il y fallait une certaine unité de composition, et comment conserver cette unité en tra-

vaillant à plusieurs? Le secrétaire perpétuel Régnier Desmarais, qui avait commencé une grammaire française, comprit tout de suite le danger qu'il courait, s'il appelait ses confrères à collaborer avec lui; il la continua et l'acheva tout seul. De la rhétorique et de la poétique, il ne fut jamais question. Seul, le dictionnaire pouvait, sans inconvénient, être une œuvre collective. Dès la séance du 20 mars 1634, on décida de se mettre à la besogne.

S'est-on assez moqué, autour de l'Académie, de ce pauvre dictionnaire? La lenteur de son exécution est devenue presque proverbiale. Et sans doute, il faut distinguer, suivant les périodes; mais reconnaissons que les railleurs n'ont pas toujours eu tort : ainsi pour les premières années. On venait à peine d'applaudir au projet de Chapelain, que l'enthousiasme tomba. Personne ne consentait à s'attacher spécialement à l'ouvrage et à en assumer la charge principale. « Chacun, dit Pellisson, avait ses affaires et ses pensées particulières, dont il ne voulait point se détourner (1). » Pour commencer, on resta huit ou dix mois sans reparler du dictionnaire : l'Académie s'amusait à d'autres choses. Quand on y revint, ce fut sans ardeur, et on travailla très mollement. Cependant Richelieu se plaignait, s'impatientait, déclarait qu'on « ne faisait rien d'utile pour le public, » menaçait d'abandonner l'Académie (2). Malgré la crainte de déplaire au terrible cardinal, ces objurgations et ces menaces seraient peut-être demeurées assez vaines, s'il ne s'était rencontré, juste à point, l'homme nécessaire, Vaugelas. Il prit en mains la conduite de l'ouvrage, et les choses changèrent. Dès lors il y eut, ce qui n'existait pas, un plan, une méthode; on sut où aller, quel caractère donner à l'entreprise. Le zèle fut stimulé ; on se réunit le mercredi en assemblées extraordinaires; pendant dix ans, tant que Vaugelas vécut, une réelle activité se soutint; on avança jusqu'à la lettre I. Mais Vaugelas mourut en 1650, et ce fut une grande perte. Après lui, nouveau relâchement ; on retombe dans la mollesse du début. Les années se passent sans résultat appréciable. Comme Richelieu autrefois, Colbert finit par se fâcher. Il arrive un jour à une séance, sans être attendu, avec l'intention d'adresser de vigoureux reproches à ses confrères. Il est vrai qu'en voyant par lui-même la difficulté de la tâche,

(1) Pellisson, dans Livet (*ouvr. cit.*), I, p. 106.
(2) *Ibid.*, I, p. 107.

il s'abstint de remontrances et comprit, dit la préface de la première édition, qu'on ne pouvait aller plus promptement. Mais les auteurs de la préface sont un peu sujets à caution. Au dehors, on comprenait beaucoup moins cette lenteur. Pellisson lui-même, si bien disposé pour l'Académie, « doutait » que le dictionnaire s'achevât quelque jour (1). Les malins « affirmaient » qu'il ne s'achèverait jamais. Cette méchante langue de Furetière lançait, dans ses factums, des plaisanteries et des attaques dont l'opinion s'emparait avidement. Le bruit courait que la compagnie ne s'occupait du dictionnaire que lorsqu'elle n'avait rien de mieux à faire. Pour le public, les académiciens étaient des gens qui arrivaient l'un après l'autre, sans se presser; ils se racontaient les histoires du jour, s'amusaient des nouvelles; puis, après avoir bien ri, bien bavardé, quand ils s'avisaient tout à coup que le dictionnaire les attendait, ou ils se hâtaient de disparaître le plus vite possible, ou, s'ils se mettaient à travailler, ils s'attardaient à des minuties comme l'examen de « ce que c'était *avoir la puce à l'oreille* (2). » Certainement, le dictionnaire n'était pas populaire; mais, — nous ne voulons pas excuser les académiciens; ils étaient loin d'avoir tous l'ardeur dont Vaugelas était animé, — on oubliait, et on oublie encore aujourd'hui quand on continue à railler la lenteur de l'Académie, qu'avec la méthode de travail en commun, une certaine lenteur est inévitable. Les discussions sont nécessairement longues entre gens d'esprit qui saisissent avec finesse les nuances des mots et trouvent presque toujours des raisons ingénieuses aux opinions qu'ils défendent. Perrault fait remarquer justement que l'habileté même des ouvriers est un obstacle à l'achèvement de l'œuvre; « elle nuit plus à l'accélération de l'ouvrage qu'elle n'y sert (3). » Dira-t-on alors que c'est la méthode elle-même qui est mauvaise? C'est elle cependant, nous allons le voir, qui donne son caractère au dictionnaire. Tel qu'il a été conçu, il doit être fait par une compagnie. Cette conception remonte à Vaugelas, et, à travers les délais, les retards, malgré un zèle attiédi, elle a continué de prévaloir après sa mort; l'œuvre a vécu jusqu'à la fin de l'impulsion qu'elle avait reçue tout d'abord: sans Vaugelas, elle n'existerait pas. Bien qu'il n'y ait travaillé

(1) Pellisson, *ibid.*, I, p. 110.
(2) Voyez *Registres de l'Académie*, I, p. 231, note 1.
(3) Lettre à Huet du 1er juillet 1689, citée dans *Registres*, I, p. 295, note 1.

que dix ans sur les soixante qu'en dura la composition, on peut donc dire qu'il est le véritable auteur du dictionnaire. Arrêtons-nous un instant sur le rôle qu'il a joué.

Vaugelas est le plus illustre des grammairiens français, celui qui a eu le plus d'influence sur la langue. Il se prit pour elle, tout imparfaite qu'elle était encore, d'une affection passionnée. Il en sentait les qualités, qu'il loue magnifiquement (1). Je n'en connais aucune, disait-il avec enthousiasme, « qui soit plus ennemie des équivoques et de toute sorte d'obscurité, plus grave et plus douce tout ensemble, plus propre pour toute espèce de styles, plus chaste en ses locutions, plus judicieuse en ses figures, qui aime plus l'élégance et l'ornement, mais qui craigne plus l'affectation. » Ne nous le représentons pas comme un étroit grammairien, regratteur de syllabes. Loin de s'attacher minutieusement à la grammaire, il tenait à ce que l'on respectât surtout le génie de la langue et qu'on en gardât l'esprit plus que la lettre. Une incorrection, — qu'il ne faut pas confondre avec une négligence (2), — n'était pas pour l'effrayer, si elle donnait plus de valeur, de force ou de pittoresque à la pensée. « Autre chose, répétait-il volontiers, est parler grammaticalement et autre chose parler français (3). » La langue devant servir à la pratique de la vie, aux rapports des hommes entre eux, aux relations du monde, il fallait, au lieu de l'emmailloter dans des règles trop rigides, avoir soin de lui laisser une certaine aisance de mouvemens.

De là est venu le caractère du dictionnaire. Chamfort et tout le XVIIIe siècle l'accusent de manquer à la raison. Mais Vaugelas l'a voulu ainsi. C'est sur l'usage qu'il entend s'appuyer, ou sur l'analogie, laquelle n'est que l'image ou la copie de l'usage (4). D'ailleurs, cet usage est le plus souvent conforme à la raison. Si cependant il y a conflit, l'usage l'emportera : rien ne sera tenté contre lui. La raison, ici, n'a nulle autorité. Les tours, adoptés contrairement à ses lois, « font une partie de l'ornement et de la beauté du langage (5). » Et il ne se lasse pas d'y revenir. « C'est la beauté des langues que ces façons de parler, qui semblent être

(1) Vaugelas, *Remarques*, éd. Chassang, I, p. 48 (préface).
(2) Vaugelas était sévère pour les négligences. Cf. *Remarques* (éd. Chassang), II, p. 138 et suivantes.
(3) *Ibid.*, II, p. 452. Cf. aussi II, p. 240.
(4) *Ibid.* (préface), I, p. 23.
(5) *Ibid.* (préface), I, p. 24.

sans raison, pourvu que l'usage les autorise ; la bizarrerie n'est bonne nulle part que là (1). » Une langue uniquement raisonnable et logique, sans aucun idiotisme, serait une pauvre chose, sèche et froide, dénuée de grâce et de souplesse. La langue enregistrée dans le dictionnaire sera donc, et sera seulement, celle qu'on parle dans le monde. « L'Académie, dit la première édition, s'est retranchée à la langue commune, telle qu'elle est dans le commerce ordinaire des honnêtes gens. » Aussi Vaugelas n'a-t-il pas appelé des savans à collaborer avec lui ; c'est aux « honnêtes gens, » aux gens du monde qu'il a confié le travail, à des gens n'ayant point de connaissances spéciales et ne se piquant de savoir, en fait de langage, que ce que sait et emploie tout homme distingué dans le train ordinaire de l'existence.

Le mot une fois adopté conformément au bon usage (2), il fallait le définir et en montrer l'emploi à l'aide d'un exemple. Comment choisir ces exemples ? Il semblait naturel de demander aux écrivains renommés des modèles de beau langage, et Chapelain tenait en effet pour les citations des auteurs. Mais Vaugelas fut d'un autre avis, et ses raisons entraînèrent ses confrères. Il n'eut pas de peine à leur montrer qu'une citation n'est bonne que si elle est tirée d'un ouvrage qui fasse autorité ; mais de pareilles autorités, qui se trouvent aisément aux époques de perfection classique, n'existaient pas, ne pouvaient même exister au temps où ils vivaient, puisque le rôle de l'Académie était justement d'aider la langue et la littérature à naître. De plus, une phrase toute faite, même puisée à une bonne source, ne s'applique souvent qu'avec un certain effort à la définition qu'on veut illustrer ; comme elle n'a pas été écrite dans cette vue, ou elle est trop longue, ou elle n'est pas assez caractéristique ; des deux façons, elle ne dit pas exactement ce qu'il faut faire entendre. A l'exemple emprunté, Vaugelas préférait l'exemple créé pour la circonstance, composé tout exprès pour rendre sensible la force du mot et marquer l'étendue de sa signification ; il est plus simple, plus précis, il

(1) Vaugelas, *Remarques*, I, p. 286.

(2) Vaugelas définit le bon usage « la façon de parler de la plus saine partie de la Cour, conformément à la façon d'écrire de la plus saine partie des Auteurs du temps. » « Ce n'est pas pourtant, ajoute-t-il, que la Cour ne contribue incomparablement plus à l'usage que les Auteurs ni qu'il n'y ait aucune proportion de l'un à l'autre. Car enfin la parole qui se prononce est la première en ordre et en dignité, puisque celle qui est écrite n'est que son image, comme l'autre est l'image de la pensée. » *Remarques* (éd. Chassang), préface, I, p. 13.

s'adapte mieux à la vie de tous les jours ; il convenait donc mieux à l'objet du dictionnaire. Quand on commença la seconde édition, la question se posa de nouveau. L'une des raisons de Vaugelas n'existait plus : le nombre des auteurs distingués ou illustres, à la fin du XVIIe siècle, était assez considérable pour fournir amplement d'exemples l'Académie. Mais l'autre subsistait, comme elle subsiste encore aujourd'hui ; on demeura fidèle à la méthode de la première édition et à la pensée de Vaugelas (1).

D'autres dictionnaires ont été composés en dehors de l'Académie. Pour nous borner à l'époque moderne, les cinquante dernières années en ont vu paraître deux du plus rare mérite. C'est d'abord celui de Littré, qui contient la plus riche collection

(1) *Registres de l'Académie*, II, p. 230 (séance du 16 juin 1727). — Rien ne fut changé dans le travail académique jusqu'aux derniers jours de la vie de Voltaire. Mais quand le patriarche de Ferney entreprit en 1778 ce triomphal voyage à Paris qui devait le tuer d'émotions et de fatigues, il apportait avec lui le plan d'un dictionnaire nouveau. Il s'agissait d'indiquer, en même temps que les diverses acceptions des mots, leur histoire, au moins depuis le XVIe siècle, leur étymologie reconnue et quelquefois leur étymologie probable. Et l'on allait se mettre à l'œuvre sans retard. Et point n'était besoin de plus ample préparation. Ces faiseurs de tragédies, ces auteurs de petits vers étaient censés connaître tout ce qu'il fallait savoir sur ces difficiles questions. Lui-même, le grand homme, l'infatigable vieillard, pour donner du cœur aux autres, offrait avec une merveilleuse assurance de se charger tout seul, malgré ses quatre-vingt-quatre ans, de la lettre A, une des plus lourdes. On sait ce qu'il advint. L'Académie s'était résignée à accepter le projet par déférence, sans enthousiasme. Dès que la mort de Voltaire, quelques jours plus tard, lui eut rendu sa liberté, elle se hâta de l'abandonner. Mais en décembre 1834, comme on finissait de préparer la 6e édition du dictionnaire de l'usage et que l'on s'occupait des travaux ultérieurs à entreprendre, l'idée fut émise, pour combler une lacune, de publier un grand dictionnaire historique de la langue. On arrêta donc, le 12 mars 1835, que chaque mot serait expliqué « d'après son étymologie, ses variations de forme et de sens, dans les âges divers de la langue, avec les nuances d'acception qu'il a reçues de l'art d'écrire. » C'était revenir à l'idée de Voltaire, avec un programme plus vaste d'ailleurs, et peut-être sans qu'on se rappelât ce précédent, car aucun des procès-verbaux que j'ai consultés pour les séances d'alors, ne montre qu'on eût le sentiment de se rattacher à la tentative de 1778. Patin, nommé dans la suite rapporteur de la commission, rédigea la préface du premier fascicule, qui fut enfin déposé sur le bureau de l'Académie le 29 juillet 1858 ; le premier volume paraissait en 1865. Puis un temps d'arrêt assez long. C'est seulement en 1877, quand la 7e édition du dictionnaire de l'usage est achevée, qu'on se remet au dictionnaire historique, auquel on travaille, dès lors, exclusivement. A partir de 1878, trois autres volumes sont donnés. En 1894, on terminait la lettre A, soixante ans après l'avoir commencée ! De ce train, et sur ce plan, c'étaient plusieurs siècles sans doute qu'il fallait pour mener jusqu'au bout l'entreprise, c'étaient peut-être une centaine de volumes in-4° à publier. On recula devant l'énormité de la tâche. On dut s'avouer aussi qu'un ouvrage de ce genre demande une éducation scientifique préalable et des connaissances de linguiste plus étendues que n'en peuvent avoir la plupart des académiciens. A le poursuivre, l'Académie sortait de sa compétence et de son rôle. Elle n'y était pas propre, s'en rendit compte et y renonça définitivement.

d'exemples que nous ayons; toute la littérature française s'y retrouve, pour ainsi dire, et l'on voit ce que le génie des écrivains a su tirer des ressources d'une langue. C'est ensuite celui auquel trois hommes de talent ont attaché leur nom; Hatzfeld et ses collaborateurs se sont appliqués à trouver l'étymologie exacte des mots, à renouveler les définitions par une rigoureuse précision, à classer les divers sens d'après leur filiation logique. Malgré l'apparition de ces excellens ouvrages le dictionnaire de l'Académie, qui ne ressemble à aucun d'eux, conserve son utilité et garde sa raison d'être : il répond à un autre objet. Il n'a pas le charme qu'offre le « Littré » avec son amusante variété de citations; il n'a pas la valeur philosophique du dictionnaire de Hatzfeld. Il est plus simple, nécessaire cependant : il fait connaître la langue telle qu'elle se parle, au moment où il est rédigé; il est un témoin. Un témoin bien informé, d'abord : c'est une compagnie tout entière qui dépose. « Témoigner de l'usage, dit très bien Morellet, n'est pas l'affaire d'un seul homme, ni même de deux ou de trois (1). » Et cette compagnie ne forme pas un groupe unique, adonné aux mêmes études. Pour le but qu'on se propose, une assemblée de purs grammairiens, fussent-ils les plus savans du monde, n'aurait pas la même valeur qu'une réunion d'hommes instruits, pris (ce sont encore les expressions de Morellet) « parmi les gens de lettres et les personnes les plus distinguées, dans toutes les classes de la société. » Il faut ici des poètes et des auteurs dramatiques, des historiens et des érudits, des politiques et des grands seigneurs, des hommes d'État et des hommes de science. Il faut, en un mot, des rapporteurs fidèles de l'usage dans les divers milieux où l'on parle bien. — Et le dictionnaire, témoin bien informé, est aussi un témoin impartial. Les goûts personnels n'ont rien à voir et les préférences se taisent. On constate simplement; après avoir constaté, on enregistre. On laisse mourir, quelque regret qu'on en ait, les mots décidément condamnés par l'usage; on en accepte d'autres, en faveur desquels le public se prononce; peut-être aimerait-on mieux les rejeter, mais on cède. L'essentiel est de ne pas céder trop vite. Qu'on attende, pour les enregistrer, qu'ils aient pris pied dans la langue. Avant de leur donner officiellement droit de cité, qu'on ait eu le temps de discerner l'usage passager de

(1) *Réponse de Morellet à Chamfort* dans les *Registres de l'Académie*, IV, p. 198.

l'usage définitif. Ces précautions n'arrêtent pas, mais elles retardent la corruption du langage ; elles empêchent ce mobile instrument, toujours en voie de transformation, de changer de façon trop brusque ou violente ; elles lui rendent le plus grand des services, qui est de ralentir son évolution.

C'est donc une œuvre utile que le dictionnaire de l'Académie, Gaston Paris disait : « une œuvre vraiment nationale (1). » Il ajoutait : « Ce n'est pas un code, comme ceux qui l'ont commencé avaient rêvé qu'il le fût ; mais c'est un document de grand prix. » Document d'autant plus précieux qu'il reflétera plus exactement l'état de la langue et que, sur le choix des mots et des sens, sur l'emploi des termes et des locutions, il nous rendra d'une manière plus directe « le sentiment sincère, prime-sautier, non dévié par l'érudition, » d'une élite de gens de goût et d'esprit qui mettent leurs impressions en commun. Là réside et continuera de résider pour nous l'intérêt du dictionnaire avec ses éditions successives ; et s'il devait arriver que ce « livre » ne fût plus tenu au courant, « mis à jour, » qu'on cessât de dresser périodiquement l'inventaire de nos richesses, comme on a fait dans le passé, nous jugerions cet abandon profondément regrettable et nous croyons qu'il manquerait quelque chose à la connaissance complète de la langue française.

On pouvait donc opposer bien des raisons, et de bonnes raisons, au discours de Chamfort. Morellet, dans sa réponse, a courageusement exprimé les principales. Mais ces raisons, eussent-elles été meilleures encore et plus nombreuses, n'auraient pas empêché la suppression de l'Académie. Que dire à une foule qui ne veut rien entendre? Et la foule, possédée d'une rage aveugle de destruction, ne voulait rien conserver de ce qui lui rappelait l'ancien temps. Le grand crime de la compagnie à ses yeux, — le seul au fond, mais crime inexpiable, — était d'avoir été protégée par les rois et de les en avoir remerciés. Chamfort avait la partie belle et la victoire facile. Et cependant, — la foule l'oubliait, — l'Académie avait fait beaucoup pour préparer la Révolution ; la « Philosophie, » qui avait conquis la faveur publique, avait conquis aussi sa place parmi les Quarante et y avait eu des représentans illustres. Quelques années auparavant,

(1) Gaston Paris, *Un nouveau Dictionnaire de la langue française*, dans la *Revue* du 15 septembre 1901, p. 251.

le chancelier Maupeou avait même été sur le point de supprimer l'institution comme trop républicaine ; c'est comme trop monarchique qu'elle fut supprimée. Elle avait été dépassée par l'opinion, après avoir été longtemps son organe : telle est la règle, dans les mouvemens politiques. Mais la Convention, répétons-le, abolissait en elle une œuvre des tyrans plutôt qu'elle ne cherchait à tuer l'idée même de l'œuvre. Elle n'était pas l'ennemie des corps savans ; elle les acceptait, pourvu qu'ils fussent organisés autrement, c'est-à-dire d'après les principes de l'Encyclopédie, groupés en un seul tout, subordonnés les uns aux autres et reproduisant la hiérarchie qu'elle imaginait entre les facultés de l'esprit. Elle les répartit donc en trois classes, et ce fut l'Institut. La vieille Académie de Richelieu était bien à l'étroit maintenant, reléguée dans un coin de la troisième classe, qu'elle partageait avec les deux anciennes académies des Beaux-Arts et des Inscriptions. Mais enfin, toute diminuée qu'elle était, elle vivait ; peut-être des jours meilleurs viendraient-ils. Ils vinrent avec le Consulat. Si Bonaparte ne lui rendit pas son nom, il la tira du moins de cette section où elle gisait perdue, confondue avec d'autres ; et si elle ne fut encore qu'au second rang, elle forma de nouveau, à elle seule, une classe indépendante, la « classe de langue et littérature française. » C'était déjà se relever en dignité ; et tout de suite, pour renouer avec le passé, elle revint aux règlemens, aux usages, aux occupations d'autrefois. Elle se remit au dictionnaire ! Le souvenir de ce qu'avait été l'Académie restait si vif que l'on ne concevait plus une réunion littéraire, où l'on ne s'occuperait pas d'un travail sur la langue. Il ne lui manquait que de reprendre, avec le premier rang, le nom qu'elle avait glorieusement porté près de deux siècles. En 1816, elle recouvrait enfin l'un et l'autre. Elle reparaissait alors, telle qu'elle avait été, et recommençait le cours interrompu de ses destinées. C'était Chamfort, cette fois, qui avait perdu la partie.

GASTON BOISSIER.

MES FILLES

DERNIÈRE PARTIE (1)

XI. — CHARLES DENFERT

Les jours s'écoulaient lourdement, péniblement. L'accumulation des mensonges devenait effrayante ; jamais je n'en avais mieux compris la laideur, le péché, l'inutilité...

Élisabeth Omercier, après avoir poussé jusqu'au Havre, où elle n'avait trouvé aucune trace de la fugitive, s'était dirigée vers l'Allemagne. En famille, on m'assassinait de questions ; Philiberte était la plus acharnée à vouloir savoir... Elle me dit un jour :

— Je n'ai pas écrit à Charles l'équipée de Jacqueline.

— Et pourquoi ? demandai-je automatiquement.

— Deux sœurs détraquées, c'est trop ! répondit-elle.

La préoccupation de son propre prestige avait seul inspiré sa réserve.

Mon gendre continuait à ne correspondre avec sa femme que par dépêches. Le malheureux, qu'aurait-il pu écrire ? Pour expliquer ce désobligeant silence, Philiberte parlait avec emphase des grandes affaires que son mari brassait en Amérique. Cependant elle paraissait vexée, mais ni soupçonneuse, ni inquiète. (Moi, si Philippe était resté deux jours sans m'écrire, j'aurais cru la fin du monde proche.) Elle ajouta :

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin et du 1er juillet.

— Comme son absence a l'air de se prolonger, je vais aller passer une semaine à Beaulieu. Madeleine tousse (Madeleine, c'était la cadette des futures femmes sociales), et le médecin conseille un changement d'air.

J'approuvai avec empressement, j'aurais déjà voulu la savoir partie! Elle me gênait avec ses questions insistantes.

On partait beaucoup dans notre famille cette année : Heyden, Denfert, Jacqueline, et maintenant Philiberte! Tous les jours aussi Armand menaçait de se mettre en voyage. Il voulait rejoindre sa femme et Élisabeth Omercier. Et moi de lui répéter que ce serait maladroit, que Jacqueline était fantasque, que l'idée d'être suivie l'éloignerait de nous toujours davantage!

— Si tu veux qu'elle revienne, patiente!

Le bon garçon se laissait convaincre tandis que je me faisais honte à moi-même de tant de duplicité. Mais le lendemain il revenait, voulant savoir quelle date portait la dernière lettre que j'avais reçue et de quel endroit elle était timbrée. Son impatience augmentait, et, malgré tous mes mensonges, je voyais des lueurs de soupçon poindre dans ses yeux confians.

Sans jamais nommer Jacqueline, Mme Omercier m'écrivait régulièrement à peu près en ces termes : « Aujourd'hui nous avons visité la prison de L..., le refuge de N... L'asile des enfans abandonnés de R... sera pour un autre jour. La question des enfans est celle qui nous intéresse davantage. Demain nous devons assister aux délibérations du conseil de fabrique... Pas une minute pour la correspondance !... »

Ces lettres, conçues de façon à pouvoir être montrées à Armand, le calmaient un instant, mais plus le temps passait, plus il était surpris que Jacqueline n'écrivît jamais elle-même.

— A moi, cela se comprend! Mais à vous!

— C'est la même chose! Elle sait que je suis fâchée contre elle, que je blâme cette manière de fuite...

Et de nouveau il se tranquillisait. Mais je sentais peu à peu la force de mentir m'abandonner; à mesure que les jours s'écoulaient, sans qu'un mot de l'enfant perdue vînt me mettre sur ses traces ou m'apprît ses remords, l'inefficacité de la comédie si péniblement jouée m'apparaissait nettement et j'en discernais le puéril échafaudage. Le dévouement d'Élisabeth Omercier ne servait à rien. Si j'avais pu lui confier mes terribles craintes,

elle aurait compris elle-même l'inutilité du sacrifice proposé avec tant d'ardeur.

Hélas ! nous n'avions fait que retarder l'éclat de la catastrophe et, lorsqu'elle serait connue, de quels reproches mon gendre, mon mari et Philiberte elle-même ne seraient-ils pas en droit de m'accabler ! J'avais rendu irrévocable par mon silence ce qui, peut-être, n'aurait été que l'égarement d'une heure, une folie passagère aussitôt regrettée.

Si d'un côté l'absence de Philiberte m'était un soulagement, de l'autre elle avait le désavantage de me priver de nouvelles. J'ignorais ainsi de quels prétextes Charles Denfert colorait aux yeux de sa femme le retard de son retour, de quelle façon il s'y prenait pour la préparer au grand coup. Du reste, dès que je voulais fixer mes pensées sur ce gendre dont j'avais été si fière, la colère me bouleversait le cerveau et jetait le désarroi dans mes idées. Avait-il l'intention de rester en Amérique, d'abandonner sa position, de divorcer et d'épouser Jacqueline ? A cette pensée, l'indignation me suffoquait. Comptait-il, au contraire, revenir prendre sa place à Paris, se poser en défenseur de l'ordre moral et laisser seule porter le poids de leur faute celle qu'il avait perdue? A cette solution il me semblait sentir se briser les cordes de mon cœur.

Un jour, après une entrevue où Armand avait mis pour la première fois en doute le voyage de Jacqueline avec Mme Omercier, j'allais passer de ma chambre dans le cabinet de mon mari, — espérant l'y trouver encore, bien qu'il eût déjà pris congé de moi, prêt à sortir, — lorsque j'entendis, derrière la porte, une voix ferme et calme qui me cloua stupéfaite sur le seuil. Je n'avais pas besoin, pour la reconnaître, de voir de quelle bouche elle sortait.

— Oui, disait cette voix, mon voyage s'est prolongé plus longtemps que je ne l'avais cru d'abord. Les grèves de Pensylvanie ont fait hausser les prix des charbons et j'ai dû...

Mes oreilles bourdonnaient, des torrens mugissans semblaient les remplir ; cependant, j'entendis Charles Denfert donner des chiffres avec une lucidité étonnante. Jamais je n'aurais cru que l'inconscience et l'égoïsme brutal d'un homme pussent aller aussi loin ! Mon mari posa quelques questions sur les grèves et les charbonnages, puis ils passèrent à la politique.

— J'arrive à temps pour le vote, dit mon gendre.

— Mais trop tard pour être rapporteur de la loi. Philippe ajouta : — Votre remplaçant a fait des sottises.

— On s'arrangera de façon à renvoyer le projet devant la Commission, répondit Charles Denfert avec la tranquille assurance de l'homme certain de pouvoir toujours imposer sa volonté.

Un bruit de papiers qu'on rassemblait m'annonça que Philippe s'apprêtait à partir.

— Il faut que je vous quitte, dit-il, on m'attend au Sénat! Non, non, ne m'accompagnez pas! Geneviève est à la maison, elle regretterait de ne pas vous voir. Je vais la faire prévenir...

Il sonna; le beau-père et le beau-fils échangèrent encore quelques mots d'adieu, j'entendis Philippe sortir de son cabinet puis la porte de l'escalier se refermer. Alors j'ouvris celle de ma chambre... Mon émotion était telle que je restai un instant sur le seuil, incapable de faire un pas de plus... Je devais avoir un drôle de visage, car mon gendre se précipita vers moi, et, avec cette sollicitude instinctive des êtres robustes pour les êtres faibles, avança le bras pour me soutenir. Je le repoussai, et, parvenant à rester debout par une tension de tous mes nerfs, je lui jetai en plein visage la question qui devait l'anéantir :

— Où est Jacqueline?

— Jacqueline? répondit-il, Jacqueline?

— Oui, Jacqueline! Vite, parlez. Désormais les mensonges sont inutiles. Où est-elle?

Il me regardait effaré.

— Mais je reviens d'Amérique, balbutia-t-il. Je ne sais ce que vous voulez dire, je ne comprends pas...

Cette tentative de jouer l'ignorance m'exaspéra.

— Ah! vous ne savez pas! Ah! vous ne comprenez pas! Pareille...

Des mots injurieux se pressaient sur mes lèvres; mais celles-ci tremblaient au point qu'aucun son n'en sortit.

— Je vous assure que je ne comprends pas, répéta-t-il froidement.

Il avait l'air de penser que je devenais folle et ajouta avec plus de douceur :

— Je ne saisis pas; songez, je suis arrivé ce matin, je n'ai vu personne encore...

— Où est Jacqueline? répétai-je, sans tenir compte de ses paroles. Ici ou là-bas? Répondez?.... Répondez donc...

J'avais saisi son bras, et il me sembla voir passer une émotion dans ses yeux; mais il répondit, le ton ironique :

— Ai-je donc la garde de Mme de Thorel?

C'était la réponse de Caïn! Philiberte avait donc déteint sur lui.

— Ainsi a parlé le premier meurtrier! criai-je.

Ces mots lancés avec violence parurent le confondre.

— Calmez-vous, dit-il, je vous jure que je ne comprends pas... J'ai quitté Jacqueline le soir de mon départ, en présence de vous tous, la laissant à Paris...

— D'où elle a disparu deux jours plus tard!

Le visage coloré de Charles Denfert blêmit; pas une goutte de sang ne resta à ses joues, et je vis sa haute taille vaciller. C'était l'aveu, le terrible aveu...

— Disparue? Jacqueline? Oh! mon Dieu! et, penchant la tête, il cacha son visage dans ses mains.

Devant un ennemi terrassé, je repris des forces, mon cerveau recommença à fonctionner. Cet homme, à l'intelligence si lucide, avait donc cru possible que nul n'aurait deviné dans quels bras la malheureuse égarée avait été se perdre? Il revenait tranquillement reprendre sa place au soleil, tandis qu'elle... De nouveau l'indignation me suffoquait.

— Oui, disparue... J'ai trouvé le moyen jusqu'ici de cacher cette honte, par pitié pour Armand, pour Philiberte, pour vos filles...

— Mes filles?... Philiberte?

Je ne l'écoutais même pas; ses paroles n'avaient plus de valeur à mes yeux.

— Mais je ne puis supporter davantage cette angoisse, ces mensonges! Dites-moi où elle est pour que j'aille tout de suite la reprendre, la ramener...

— Vous me demandez cela, à moi?

Il trouvait le sacrifice au-dessus de ses forces. L'abandonner? Oui! Nous la rendre? Non!

— Et à qui donc la demanderai-je sinon à vous! Parlez, parlez vite, ne rendez pas irréparable le mal que vous avez fait!

— Le mal que j'ai fait?

Charles Denfert relevait sur moi des yeux hébétés, puis une vague lueur les anima.

— Je vous jure que je n'ai pas un mot à me reprocher ! cria-t-il.

Il n'était pas même généreux !

— Vous voulez faire entendre qu'elle vous a suivi de sa propre initiative ?

— Qu'elle m'a suivi de sa propre initiative ?

Il répétait mes paroles machinalement et pressait son front des deux mains. Tout à coup il tressaillit et se secoua comme un lion au réveil.

— Vous avez osé croire qu'elle était partie avec moi ?

Sa voix était rauque d'émotion et pourtant perçante comme un clairon. A mon tour, je le regardai hébétée.

— Vous avez osé croire,... répéta-t-il.

— Oui, balbutiai-je, j'avais deviné qu'elle vous aimait !

— Qu'elle m'aimait ?

Un rayonnement de joie anima un instant le viril et fier visage de Charles Denfert, puis s'éteignit dans une tristesse profonde et il dit sévèrement :

— Jamais une parole autre que fraternelle n'a été prononcée entre Jacqueline et moi !

Cette fois, je le crus : il était impossible de ne pas le croire.

La chambre tourna et je serais tombée si mon gendre ne m'avait soutenue. Un soulagement inexprimable fut ma première sensation, bientôt suivie de la honte d'avoir pu soupçonner une aussi abominable aventure. Je n'osais plus regarder Charles Denfert ; il avait un visage fermé, froid et méprisant.

— Que vous m'ayez cru capable d'agir comme ne le ferait pas la dernière des canailles, passe encore ! mais supposer qu'elle... Sa voix s'adoucit tout à coup : qu'elle...

Il s'arrêta. Dans mon cœur, je demandai pardon à Jacqueline.

— Oui, j'ai été folle, balbutiai-je, mais la coïncidence des départs, le sentiment que je m'imaginai avoir deviné...

J'éprouvai la sensation du misérable imprudent, qui s'est embourbé dans un marais, dont aucune main secourable ne viendra le sortir. Je sentais que Charles Denfert ne me pardonnerait jamais, que toutes mes raisons étaient d'avance dépourvues de valeur à ses yeux. Du reste, il ne m'écoutait même pas. Il marchait à pas saccadés dans l'étroit cabinet de travail, heurtant la

table à écrire, les rayons de la bibliothèque ; l'indignation bouillonnait encore en lui. J'essayai de me relever à ses yeux en lui disant mes efforts pour sauver l'honneur de la famille, en lui racontant la généreuse proposition de mon amie, le voyage simulé en Allemagne...

— Et vous avez mis Mme Omercier au courant de vos...

Oh ! le ton avec lequel cette question fut posée ! On aurait dit que le dégoût l'empêchait de terminer la phrase commencée.

— Non, non, ne croyez pas ! protestai-je.

Je dis ce qui s'était passé : ma peur qu'Armand ne courût après Jacqueline, et je citai la phrase de sa lettre où elle nous suppliait de ne pas la suivre, si nous voulions éviter de plus grands malheurs.

— Et ainsi vous ne l'avez pas cherchée, et Thorel est resté tranquillement à Paris !

Charles Denfert parlait avec un si profond mépris pour le pauvre Armand et un si amer reproche, que je m'écriai :

— C'est moi qui l'ai retenu ! Supposant ce que je supposais, pouvais-je le laisser courir après elle ?

La main de mon gendre s'abattit si lourdement sur la table que les encriers dansèrent et les plumes volèrent.

— Tonnerre de Dieu ! cria-t-il. Moi, à sa place...

Il recommença à marcher dans la chambre, les mains dans ses poches, la tête basse, comme ruminant des pensées.

— Montrez-moi la lettre de Jacqueline, dit-il tout à coup en s'arrêtant devant moi.

Il parlait sur un ton de commandement, et je ne pensai pas un instant à lui résister. Je rentrai dans ma chambre, il me suivit ; j'allai à mon secrétaire et lui tendis la lettre de ma fille. Ses doigts tremblaient en la sortant de l'enveloppe. Tandis qu'il la lisait, mes yeux ne quittaient pas son visage. Lorsqu'il arriva au passage où Jacqueline avouait qu'il lui était arrivé un malheur, mais qu'elle mentirait si elle disait regretter ce malheur, le même rayonnement éclaira ses traits qui les avait illuminés, un instant auparavant, quand je lui avais dit que Jacqueline l'aimait ! Puis, de nouveau, l'ombre froide remplaça la clarté. Deux fois il relut la lettre avant de la replier et de me la rendre.

— Je ne vous demande pas à voir la lettre d'Armand. (Aurais-je été capable de la lui refuser ?) Dites-moi seulement si elle renferme quelques renseignemens supplémentaires ?

— Aucun ! répondis-je.

— Thorel n'a pas le moindre soupçon où sa femme peut s'être rendue ?

— Il n'a même pas cherché à le deviner, puisqu'il la croit avec Mme Omercier !

— C'est juste, j'oubliais ! Il ajouta : — Je n'ai pas l'esprit assez souple pour le plier à ces inventions.

Charles Denfert parlait sans sarcasme, mais que de dédain et de sévérité dans sa voix ! Peu m'importait son mépris, puisqu'il venait de rendre la pureté à l'image ternie de Jacqueline ! Il eut le geste de quelqu'un, obligé de se charger d'une écœurante besogne.

— Je vais partir à la recherche de ma *belle-sœur*. (Il insista sur le mot.) Mettez-moi en rapport avec Mme Omercier, afin que je les réunisse. Il ne faut pas que vous soyez démentie...

Il s'exprimait avec l'assurance de ceux qui, sachant où aller, sont certains de trouver ce qu'ils cherchent. Je ne doutai pas un instant qu'il ne retrouvât ma fille perdue. Mais c'est en vain que j'essayai de lui demander de quel côté il pensait diriger ses recherches. Il opposa à mes questions le mutisme le plus complet. Son visage semblait dire : « Qu'avez-vous su faire, vous qui osez m'interroger ? Nourrir d'abominables soupçons, forger de puériles combinaisons et rester les bras croisés, attendant la catastrophe que vos mensonges pouvaient retarder et non conjurer ! »

Mais, je le répète, qu'importait son mépris, puisque devant mes yeux, sans mourir de honte, je pouvais revoir la petite Tanagra remplissant de lilas blancs les longs vases d'albâtre de la chambre claire, d'où elle regardait la Seine couler les jours de pluie, lorsque la terre trop humide la chassait du jardin.

XII. — RETROUVÉE

Cinq jours plus tard, je recevais de Mme Omercier ce laconique télégramme : « Jacqueline est ici, venez. » Il provenait d'une petite ville de la Styrie. Je déchirai le papier bleu et avertis mon mari et mon gendre de l'appel que j'avais reçu.

— Jacqueline demande à me voir ; cela indique que le calme revient peu à peu dans son esprit. Je vous la ramènerai.

Tous deux insistèrent pour m'accompagner, mais je réussis à

écarter la sollicitude de l'un et l'impatience de l'autre. Isabeau me gêna davantage.

— Priez Adalbert de me laisser partir avec vous, dit-elle, ainsi vous ne voyagerez pas seule !

Je lui fis comprendre que Jacqueline était souffrante, que notre séjour à G... serait triste, que les occupations de Mme Omercier l'ennuieraient formidablement.

— Nous passerions par l'Italie et vous pourriez m'y laisser, quitte à m'y repêcher au retour !

Le départ de Castroreale pour son pays me mit en défiance, et je refusai de prendre le chemin des écoliers, ce qui la mécontenta beaucoup.

De Denfert pas un mot ! Il avait quitté Paris le jour même de son retour et n'y était pas revenu. Maintenant il se trouvait à Beaulieu, je le savais par une lettre de Philiberte : « Charles est ici et parle déjà de repartir pour l'Amérique. Il voudrait m'emmener, mais il est impossible que nous abandonnions tous deux en même temps les devoirs de notre situation. Cette course à Beaulieu pour la santé de Madeleine a déjà jeté le désarroi dans l'organisation morale et mondaine de mon existence. »

Je froissai la lettre de Philiberte. Je ne lui avais donc rien appris sur les choses essentielles de la vie, puisqu'elle donnait tant d'importance aux secondaires ?

A la gare, j'eus un très mauvais moment en me séparant de Philippe, mais j'avais hâte d'échapper aux recommandations d'Armand, aux sarcasmes de Heyden sur Jacqueline l'Ibsénienne et à la maussaderie d'Isabeau qui posait en fille méconnue. Elle affectait, en revanche, vis-à-vis de son mari des airs de tendresse conjugale dont Adalbert n'était pas dupe, car il y répondait par des regards coupans. Ah ! cet homme, comme je m'en défiais ! Et dire que, le cœur léger, je lui avais donné ma fille !

Le train s'ébranla ; un moment encore, les mains s'agitèrent en signe d'adieu ; l'honnête visage d'Armand fut le dernier que j'aperçus, ce visage qui reflétait une bonté trop molle, une mentalité trop simple pour l'âme inquiète de Jacqueline. Puis tout devint indistinct et je rentrai dans la cabine du grand *Orient Express* qui devait me conduire à Vienne.

Je n'ai gardé aucun souvenir de ce voyage ni des émotions qui sans doute agitèrent mon cœur ; il me semble avoir traversé l'Europe comme un pauvre être fatigué et inerte. Enfin j'arrivai

à G... Élisabeth Omercier m'attendait seule à la gare. C'est en vain que je cherchai sur son visage le radieux sourire qui le faisait d'ordinaire rayonner; elle était grave et triste. J'eus peur.

— Jacqueline? criai-je.

— Elle est à l'hôtel et vous attend.

Avec une sollicitude presque filiale, Élisabeth soutenait mes pas que l'émotion trop forte faisait chanceler. En silence, nous arrivâmes à l'hôtel. Elle me fit asseoir dans un fauteuil près du feu, m'enleva mon manteau, me força à avaler un bouillon. J'obéissais machinalement, les yeux fixés sur la porte, tressautant à chaque minute, croyant la voir s'ouvrir pour laisser entrer Jacqueline!

— Calmez-vous, me dit Élisabeth avec douceur, vous la verrez; mais d'abord il faut que vous soyez au courant.

Et elle me raconta que, peu de temps après avoir reçu la lettre où je la mettais en rapport avec Charles Denfert, on lui avait apporté une dépêche de mon gendre l'avertissant de se tenir prête à partir pour la Styrie au premier appel. Cette dépêche fut bientôt suivie d'une autre, lui désignant l'hôtel du Dauphin à G... comme lieu de rencontre.

— Je partis aussitôt. Arrivée ici, j'attendis un jour, deux jours... Personne! pas un mot! J'allais vous télégraphier lorsqu'on frappa à ma porte. C'était M. Denfert. Il entra immédiatement dans le cœur du sujet, et me dit, en mots brefs, qu'à son retour d'Amérique, ayant appris vos inquiétudes, il s'était mis en campagne pour retrouver Mme de Thorel. Comme il savait, par le hasard d'une conversation, qu'une amie d'enfance de sa belle-sœur, — celle qui avait laissé sur son imagination l'empreinte la plus forte, — s'était faite religieuse et se trouvait actuellement dans un couvent des environs de G..., il avait dirigé ses recherches de ce côté...

— Jacqueline dans un couvent?

— Non, dans une ferme voisine.

— Et vous a-t-il dit comment il l'a décidée à revenir?

Je détournai la tête en posant cette question, tellement j'avais peur de trahir le secret de ma fille par l'expression de mon regard.

— M. Denfert est laconique dans ses explications, répondit Mme Omercier; mais, par le retard de leur arrivée, j'ai compris que la persuasion avait été difficile.

Je me levai.

— Et maintenant, allons chez Jacqueline !

Un je ne sais quoi dans la voix d'Élisabeth m'avait effrayée, me faisant presque douter de la réalité du retour de l'enfant perdue. Et si réellement elle était à quelques pas de nous, comment l'avait-on ramenée? Malade? Mourante peut-être? Non, je ne pouvais attendre davantage, je repoussai l'amie qui voulait me retenir. Mais les bras robustes de Mme Omercier eurent vite raison de ma révolte.

— Attendez encore, je dois vous dire autre chose. Jacqueline a mis des conditions...

— Lesquelles?

— Que vous ne lui demanderez pas de retourner vivre avec son mari.

— Oh ! le pauvre Armand !

— C'est l'épithète dont elle se sert elle-même. Elle pleure en parlant de lui, elle s'attendrit, mais reste inflexible dans sa résolution.

— Charles Denfert n'a donc pas réussi à la persuader sur ce point?

Mme Omercier me regarda, et je compris qu'elle avait tout deviné.

— Il y a des limites... murmura-t-elle.

Je baissai la tête. Après un silence, Élisabeth reprit:

— M. Denfert a dû donner sa parole d'honneur à Mme de Thorel qu'elle ne serait pas tourmentée sur ce point, et il exige qu'on respecte cet engagement moral.

— Sans cela, il ne me permettra pas de voir ma fille ! C'est ce que vous voulez dire?

Une révolte amère montait en moi, et je fis un mouvement vers la porte. Mme Omercier me devança.

— Vous oubliez qu'il vous l'a rendue !

Ces simples mots m'arrêtèrent net. Qu'étais-je, moi? qu'avais-je su faire? Tandis que lui, immédiatement, par l'effet de sa volonté calme et forte, il avait rétabli l'ordre, replacé autour de Jacqueline l'auréole que mes doutes avaient ternie.

— Je dois vous dire encore, reprit Mme Omercier, que M. Denfert est parti une heure après m'avoir remis Mme de Thorel. C'est lui-même qui a rédigé le télégramme que vous avez reçu. Il l'a porté au bureau et est rentré un instant pour nous saluer.

L'angoisse de deux âmes humaines passa sur mon cœur.

— Et qu'a-t-il dit ? balbutiai-je.

— Ce qu'il a dit ? Peu de chose. Il m'a serré la main, en me recommandant Jacqueline. Puis il s'est approché d'elle...

Élisabeth Omercier s'arrêta et, détournant la tête, reprit très bas :

— Je ne les ai pas regardés, j'ai entendu le mot : Adieu... et déjà il quittait la chambre !

Tout à coup, un élan d'émotion l'emportant, elle s'écria :

— Si jamais un visage a porté l'empreinte d'une victoire dépassant presque les forces humaines, je l'ai vu ce jour-là ! Je me suis inclinée, sentant que quelque chose de grand venait de me frôler.

Je ne répondis rien. Qu'aurais-je pu dire, sinon m'incliner moi aussi ?

— Et Jacqueline ? demandai-je après un silence.

— Elle est restée absolument tranquille. Rien n'a contracté son petit visage froid, et depuis lors elle attend, impassible en apparence, votre arrivée.

Je me sentais devenir aussi froide intérieurement que le visage de Jacqueline. Quoi ? pas un mot ? pas un signe d'attendrissement ? Qui avait donc changé en pierre le cœur de ma fille ?

— En pierre qui saigne, en tous cas ! répondit Élisabeth. Elle mange à peine, ne dort presque jamais... Nos deux chanbres communiquent, et la nuit la porte ne se ferme pas ; seul un paravent sauvegarde notre liberté. Souvent privée de sommeil, moi aussi, je me glisse sans bruit derrière les feuilles déployées et je regarde Jacqueline. A la lueur de la veilleuse je la vois étendue, aussi immobile que les statues couchées sur les tombeaux, mais les yeux grands ouverts ; on dirait deux trous sombres et profonds creusés au-dessus de ses joues.

— Puis-je la voir maintenant ? demandai-je tremblante de pitié.

Élisabeth Omercier se leva.

— Elle vous attend, venez !

Mais avant d'ouvrir la porte, elle fit de la main un signe d'admonestation.

— Rappelez-vous que j'ai donné ma parole...

Et comme j'acquiesçais de la tête, elle m'amena jusqu'à la chambre de Jacqueline, où elle me laissa entrer seule.

Je ne sais plus bien ce qui se passa entre nous au premier instant. J'ai cependant gardé l'impression de ce que j'éprouvai en pressant dans mes bras ce petit corps fragile, devenu si mince qu'il semblait celui d'un enfant. Rien qu'en sentant le cœur de Jacqueline battre contre le mien, mes soupçons me firent l'effet d'un sacrilège, et c'est moi qui eus vis-à-vis d'elle l'attitude d'une coupable.

— Maman, dit-elle enfin, je vous ai fait beaucoup de peine, pardonnez-moi! Mais il me fallait partir! Vous ne pourrez jamais deviner pourquoi, et je ne pourrai jamais vous le dire!

Elle me croyait incapable d'avoir deviné la tragédie secrète de son cœur. Si elle avait su de quoi je l'avais accusée!... Charles Denfert, honteux pour moi, s'était abstenu de me dénoncer, — sans doute aussi par pitié pour elle.

Jacqueline me raconta ensuite comment, pour faire perdre ses traces, en quittant tante Lisbeth, elle avait pris le train du Havre, puis était revenue en arrière et avait filé sur Vienne.

— Je voulais rejoindre Julie de Hochwitz, vous vous rappelez Julie, cette Autrichienne avec laquelle je m'étais beaucoup liée à Tegensee? Elle s'est faite religieuse... C'est la seule personne qui me donnerait envie de croire en Dieu, à cause de tout ce qu'elle a sacrifié pour Lui! Malgré la divergence de nos idées, nous sommes toujours restées en correspondance...

— Tu ne m'en parlais jamais!

— C'est possible! Je suis peu bavarde, vous le savez!

— Heureusement tu as été plus bavarde avec d'autres, et c'est ainsi qu'on t'a retrouvée.

Je parlais avec amertume, mais Jacqueline ne parut même pas s'en apercevoir.

— Oui, l'on m'a retrouvée, — et il y avait une douceur infinie dans la manière dont elle prononça ce *on*. — J'ai compris que je n'avais pas le droit de vous causer tant de peine. Julie aussi me le disait... Enfin me voici!

Elle me demanda ensuite des nouvelles de son père, de ses sœurs. Jacqueline savait que j'avais transformé sa fuite en voyage, et ce mensonge lui répugnait et je voyais bien qu'elle en avait honte pour moi.

— Mais je comprends, vous avez voulu les empêcher de souffrir et de trop me blâmer...

Elle m'embrassa, et il y eut entre nous un pénible silence.

— Et Armand? demanda-t-elle tout à coup, la voix timide.

— Armand, il se ronge de chagrin et d'impatience. Il voulait courir après toi, te demander aux quatre coins de la terre. A force de mensonges, je réussissais à le calmer; mais sa crédulité était à bout.

Elle détourna la tête, ne répondit rien, et au bout d'un instant, je m'aperçus qu'elle pleurait. Je la pris dans mes bras, tandis qu'elle sanglotait sur mon épaule : « Armand! pauvre Armand! »

— A-t-il eu beaucoup de chagrin en lisant ma lettre? demanda-t-elle en essuyant ses larmes.

— Mais il ne l'a pas lue! Si je la lui avais montrée, adieu l'échafaudage.

— C'est juste! Elle ajouta pensivement : — Je suis contente qu'il ne l'ait pas lue.

Elle recommença à pleurer. Ses yeux avaient perdu leur froideur d'étoile fixe et je sentais contre ma poitrine les battemens précipités de son cœur.

— Le pauvre! balbutia-t-elle encore... Oh! le pauvre!

— Il dépend de toi..., osai-je murmurer.

Déjà elle s'était dégagée de mon étreinte, et son visage avait pris une dureté inflexible.

— On m'avait juré..., dit-elle, la voix rude; sans cela, je ne serais pas ici!

Je dus m'excuser. Personne n'essaierait de la contraindre en rien, elle ferait ce qu'elle voudrait. Je m'engageai pour Armand.

En effet, j'écrivis à mon gendre une longue lettre, à laquelle Jacqueline ajouta quelques mots. Durant ces jours-là, je remerciai Dieu qu'Armand fût aussi bon garçon et simple de cœur, qu'il n'eût pas les perspicacités de Heyden et les énergies de Denfert. Nous attendîmes sa réponse dans une anxiété silencieuse. Enfin elle arriva. Il consentait à une séparation momentanée, pourvu que Jacqueline revînt à Auteuil. Lui-même partait pour la Grèce avec Méruel dont le père s'était rétabli. Aux yeux de sa famille, il avait réussi à tout colorer de vraisemblance. Il terminait par ces mots généreux : « On peut passer de longues années en Grèce, je reviendrai quand elle m'appellera. »

Lorsqu'elle eut fini de lire la lettre de son mari, Jacqueline la plia, la pressa contre ses lèvres et me la rendit. Elle était si muée que son petit corps tremblait des pieds à la tête.

— Tu acceptes? demandai-je.

J'espérais toujours qu'un peu de pitié la rejetterait dans les bras d'Armand.

— Auteuil, dit-elle, il veut que je retourne à Auteuil! Mais c'est pour fuir ce lieu trop cher, trop imprégné de mes rêves que je suis partie. Là tout a un langage spécial qui m'énerve: ma chambre blanche, la pelouse avec le bassin de pierre, le vieux jardin, la Seine qui coule entre ses berges blondes... Non, non, je ne puis retourner à Auteuil!

L'œuvre de persuasion fut longue. Élisabeth Omercier m'y aida. Son énergie joyeuse, sa façon de pratiquer le sacrifice, lui donnaient une autorité.

— Eh bien! dit-elle, vous y resterez le moins possible, à Auteuil! Je viendrai vous chercher pour travailler ensemble.

Jacqueline eut un triste petit sourire, signifiant: « Je ne suis bonne à rien! » et refusa de céder. Elle voulait retourner vivre près de Julie de Hochwitz. J'eus beau lui dire que cette résistance était imprudente, qu'Armand finirait par s'exaspérer, qu'elle ne connaissait pas l'autorité que la loi confère aux maris... elle s'obstinait dans sa douce résistance.

— Laissez-la tranquille deux ou trois jours, conseilla Mme Omercier. Moi, je vais en attendant rentrer à Paris; vous la convaincrez mieux sans la présence d'un tiers importun, ajouta-t-elle en riant.

Nous restâmes seules, Jacqueline et moi. J'éprouvais une douceur mêlée de lassitude, dans ce tête-à-tête dont les heures me pesaient un peu lourdement. Je n'étais pas accoutumée à vivre loin de Philippe et je m'imaginais qu'en mon absence il était exposé à des accidens certains. Et, puis le visage émacié de Jacqueline, ses attitudes d'enfant triste, ses silences gros de chagrin m'oppressaient. Point d'issue, point d'issue! Nous n'avions même pas la ressource de l'épanchement; il y avait entre nous ce lamentable secret dont elle me croyait ignorante.

Dans ces chambres d'hôtel de petite ville, — avec leurs meubles de velours fané, leurs tapis en moquette, leur pendule de bronze à sujets symboliques, — que les minutes s'écoulaient lentes! Nous faisions semblant de lire toutes deux pour mieux nous isoler l'une de l'autre et suivre librement nos pensées. Je repassais tous mes torts de mère, toutes les lacunes de l'éducation que j'avais donnée à mes filles, élevant Philiberte comme Isa-

beau et Jacqueline comme Philiberte, ne les armant pas contre les tendances de leur nature.

Tandis que je faisais tant de *mea culpa* intérieurs, à quoi pensait la rebelle fugitive? Un jour elle me dit :

— Maman, je vous en prie, rentrez à Paris; papa doit être si malheureux sans vous!

— Oui, partons, répondis-je.

— Je vous rejoindrai, balbutia-t-elle, en détournant les yeux pour ne pas rencontrer les miens; mais laissez-moi encore un peu de temps, partez la première...

Je refusai de la tête. Comment me serais-je présentée à Philippe sans la ramener? Comment écrire à Armand que j'étais rentrée à Paris sans elle?

Un jour se passa encore; il y avait environ une semaine qu'Élisabeth Omercier nous avait quittées, et le découragement m'envahissait. C'est à peine si j'avais le courage de déplier encore les journaux de France; par acquit de conscience je faisais sauter les bandes et parcourais les dernières nouvelles. Je crus, tout à coup, en les lisant que mes yeux m'avaient trompée et je passai le journal à Jacqueline. Elle lut à son tour et, au tremblement de ses mains, je compris que j'avais bien vu : Charles Denfert venait d'être nommé ambassadeur à Washington! Il allait partir incessamment pour rejoindre son poste...

— Voilà Philiberte ambassadrice! dit Jacqueline avec l'apparence d'un grand calme.

— Voilà une existence brisée! répliquai-je impulsivement.

Bien qu'appartenant à la carrière, — peut-être justement parce que j'en étais, — je savais évaluer la différence de portée entre les services qu'on peut rendre à son pays en y restant ou en le représentant au dehors. Connaissant les idées et les goûts de mon gendre, je pouvais mesurer la grandeur du sacrifice accompli.

Jacqueline ne releva pas mon exclamation; la tête penchée sur la table, elle tenait toujours dans ses mains le journal de France, et je ne voyais d'elle qu'un profil perdu sans expression et la masse des cheveux sur lesquels la lumière de la lampe jetait un rond de lumière. Entre nous un silence si lourd s'était établi que nous ne parvînmes pas à le rompre. Plus faible de nerfs, je fus la première à ne pouvoir le supporter. Je me re-

tirai dans ma chambre, et ce soir-là, Jacqueline et moi nous ne nous embrassâmes pas.

Le lendemain, avec un visage d'insomnie et des yeux froids comme le cristal des sources glacées, elle me proposa de partir pour Paris.

— Puisque vous et Armand l'exigez, je rentrerai à Auteuil, je vous obéirai...

Ce n'était ni à lui, ni à moi qu'elle obéissait, mais à l'autre, à celui qui, pour lui rendre le retour possible, s'était expatrié lui-même.

Quatre jours plus tard nous arrivions à Paris, d'où Charles Denfert était parti la veille !

XIII. — AU JARDIN D'AUTEUIL

Oh ! les pénibles semaines qui suivirent, et combien il me fut difficile de répondre aux interrogations de Philippe sur les causes du départ d'Armand pour la Grèce avant le retour de Jacqueline ! Il me suppliciait aussi, le pauvre ami, en déplorant sans cesse l'inexplicable résolution de Charles Denfert.

— Cela a éclaté en coup de foudre ! Ses partisans, ses amis, Philiberte, moi, avons tenté l'impossible pour le détourner de ce départ. Nous nous sommes attachés à toutes les cordes : patriotisme, intérêts politiques, intérêts industriels, autant essayer d'ébranler le Mont-Blanc !

— Et quelles raisons donnait-il ?

— Pas une de valable au fond ! Il s'était engagé, il ne pouvait se dédire... Du reste, son absence ne serait pas longue, il reviendrait ensuite reprendre sa place à la Chambre.

— Et Philiberte ?

— Philiberte est repartie pour Beaulieu, où elle avait laissé Madeleine.

— Quand rejoint-elle son mari ?

— Elle parle de l'automne, mais je lis dans ses yeux qu'elle n'ira pas.

Ma fille Isabeau, elle aussi, glosait sans interruption sur le ménage Denfert.

— S'il s'agissait d'une grande cour d'Europe, Philiberte parti-

rait sans hésiter, mais Washington ne peut lutter comme cadre avec Paris.

— Ta mère m'a suivi partout, dans les petits et les grands postes, au-dessus et au-dessous de l'Équateur.

— On ne peut comparer maman à Philiberte! Maman vous adore, cela se voit à l'œil nu, tandis que Philiberte ne sait même pas ce que c'est que l'amour!

Isabeau prononça ces mots avec exaltation et un sourire de triomphe qui me causa un malaise, car j'avais conscience qu'il ne s'adressait pas à la maigre silhouette d'Adalbert. Jamais je ne m'étais sentie plus malheureuse et désemparée : un secret entre Philippe et moi ; Philiberte refusant de suivre son mari pour sauvegarder une situation mondaine ; Isabeau, courbée sous l'inexplicable influence du sien et échappant au contrôle de son hypnotisme par des ruses constantes et des accès d'audace ; enfin Jacqueline seule dans sa maison vide, pleurant sur le compagnon fidèle qu'elle en avait chassé, honteuse des sacrifices dont elle était la cause et ne parvenant pas à contraindre son cœur rebelle.

Des semaines s'écoulèrent ainsi. Philiberte était rentrée à Paris ; elle donnait des dîners politiques, posait en ambassadrice *in partibus* et pinçait les lèvres en parlant de ses sœurs. Castroreale, retour d'Italie, était redevenu l'intime des Heyden et l'irréprochable Mme Denfert avait pour le trio des mots sans charité. J'avais une impression de froid en l'écoutant. Quant à Jacqueline, elle en parlait comme d'une démente inoffensive et douce, mais irréparablement détraquée. Pourquoi courir l'Europe avec Mme Omercier et ensuite se faire remorquer par moi? Pourquoi attendre pour rentrer à Paris qu'Armand fût en route pour la Grèce? L'esprit logique de ma seconde fille discernait tous les points faibles de mes explications. Pour couper court, j'avais pris l'habitude de lui demander quand elle rejoignait son mari à Washington. Alors, elle prenait des airs importans et déclarait qu'elle se sacrifiait pour la communauté.

— Charles s'en rend compte et approuve.

Je savais, au contraire, par les futures femmes sociales, qu'il pressait dans chaque lettre leur départ de Paris, écrivant à Philiberte : « Si tu ne peux ou ne veux pas venir, du moins envoie les enfans. »

Durant cette période maussade où je me voyais punie par

mes filles, non de mes fautes, mais de mes lacunes maternelles, ja n'aperçus presque pas Jacqueline. Elle venait rarement rue du Luxembourg, et quand je lui téléphonais que j'irais à Auteuil, elle trouvait toujours un prétexte pour m'en détourner. Enfin, un jour, je sonnai à la porte de sa maison, sans m'être fait annoncer d'avance. On me répondit que Madame était au fond du jardin. Je refusai d'être accompagnée et, contournant la pelouse, j'enfilai une longue allée de tilleuls odorans qui m'amena à une sorte de rond-point où un mince filet d'eau tombait avec un clapotement très doux dans un bassin de pierre rongé de mousse. Un banc demi-circulaire, ombragé d'yeuses, occupait un des côtés du rond-point; souvent j'y avais vu Jacqueline assise durant les journées d'été. Elle y était ce jour-là.

Mai mettait un enchantement aux choses; les fleurs en joie exhalaient des parfums d'une suavité pénétrante; dans chaque arbre, des battemens d'ailes et des bruissemens de feuilles s'entendaient; un air léger circulait dans ce lieu agreste, agitant les fougères qui croissaient autour du bassin, jetant sur le front de Jacqueline une mèche sombre qu'elle repoussait du dos de sa main frêle. Cachée derrière un bouquet d'arbrisseaux, je la regardai un instant sans qu'elle me vît. Sur ses genoux, des brassées de fleurs des champs couvraient sa robe d'éclatantes couleurs, ses doigts tressaient des guirlandes. Tout à coup elle parla :

— Nous les suspendrons dans l'atelier d'Armand, disait-elle, nous les attacherons aux bras de sa Flore, elles couvriront ses mains inachevées...

Jacqueline était-elle devenue folle tout à coup? Elle parlait ainsi seule, semblant s'adresser à un compagnon invisible. Le chagrin lui avait-il tourné la tête? Ses petits traits tirés et amaigris, sa bouche décolorée racontaient, en effet, une pitoyable histoire de passion et de souffrance. Elle reprit :

— Nous en mettrons aussi autour de la lyre d'Euterpe; seulement, il faut que ce soient des fleurs blanches.

Et Jacqueline groupa à part les anémones, les muguets, les branches d'aubépine.

— C'est moi, ajouta-t-elle rêveusement, comme si sa pensée l'emportait très loin, c'est moi qui ai posé pour Euterpe. Trouvez-vous qu'elle me ressemble?

— Elle vous ressemblera quand vous serez morte! répondit une voix d'enfant.

C'était une voix rêche, presque rauque comme on en entend à Paris chez les enfans de la misère qui ont vécu dès leur bas âge dans le ruisseau. Elle s'adoucit pour ajouter :

— Mais vous ne pouvez mourir : ce serait comme si le soleil se couchait pour ne plus se lever jamais !

J'avais éprouvé un soulagement à constater que Jacqueline s'adressait à un être de chair et d'os ; mais le timbre de la voix m'avait fait peur. C'était l'un de ces timbres que, dans nos demeures abritées, nous n'avons guère l'habitude d'entendre. Qui donc parlait ainsi ? J'écartai les branches et me penchai en avant. A la droite de Jacqueline, mais à une certaine distance, sur une large pierre moussue, deux petites filles étaient assises. Vêtues d'une robe de percale claire, lilas et blanc, elles portaient les cheveux coupés court, et sur leurs visages non formés encore, au teint grisâtre, des yeux déjà tristes s'ouvraient. J'examinai les deux enfans. Tous les stigmates des vices paternels et maternels les défiguraient. Yeux gonflés et rouges, lèvres pendantes, sourire équivoque. Celle qui avait parlé ne manquait pas d'une certaine harmonie dans les traits, mais elle semblait déjà si dégradée que toutes les eaux lustrales n'auraient pu lui rendre la pureté de son âge ; l'autre était horrible à voir et semblait à moitié idiote. Un frisson de dégoût me secoua.

Dans mon saisissement je laissai tomber mon ombrelle. Au bruit, Jacqueline jeta autour d'elle un regard circulaire et m'aperçut derrière les arbres.

— Maman ! cria-t-elle en se levant avec précipitation, et laissant tomber toutes les fleurs à ses pieds, maman !

Nous nous embrassâmes et puis, avec le geste et la politesse qu'elle eût employés pour me présenter les filles de ses amies, elle me désigna ses singulières visiteuses :

— Maman, je vous présente Césarine et Amicie.

Les deux petites se levèrent et saluèrent gauchement. Je me forçai à sourire comme si j'étais contente de les voir. Jacqueline ajouta froidement :

— Césarine et Amicie n'ont pas leurs parens avec elles en ce moment (sans doute ils étaient au bagne quelque part). Comme elles avaient besoin d'air de campagne, Élisabeth Omercier et moi les avons installées ici, dans la maison du jardinier.

Le jardinier et sa femme étaient de braves gens. Cela me sou-

lagea de penser que les deux petites malheureuses ne couchaient pas sous le même toit que Jacqueline.

— Ah! fis-je brièvement, c'est très bien!

— N'est-ce pas? (Jacqueline parlait avec un peu plus de chaleur.) Césarine et Amicie vont déjà mieux... Mais asseyez-vous, maman...

Je me plaçai à ses côtés sur le banc circulaire. A nos pieds gisaient les fleurs. Les enfans les ramassèrent.

— Vous permettez, maman? demanda Jacqueline, et comme s'ils ne pouvaient rester oisifs, ses doigts de nouveau s'agitèrent dans la moisson fleurie.

Les muguets et les jonquilles exhalaient des odeurs fortes; dans un arbre voisin, un rossignol chantait; le soleil formait sur la mousse verte des taches d'or; l'eau tombait dans le bassin de pierre goutte à goutte, à intervalles réguliers, comme obéissant à un rythme mystérieux. Nous ne parlions pas, un enchantement clouait nos lèvres. Était-ce plutôt le sentiment des abîmes qui nous séparaient les unes des autres? *Nous*? j'avais dit *nous*. Pendant une seconde, je m'étais mise avec la petite Tanagra au niveau de ces misérables enfans. Afin d'oublier cette fugitive et désagréable pensée, je commençai à parler très vite et très haut de nos affaires de famille. Je donnai à Jacqueline les nouvelles qu'elle ne demandait pas sur son père, ses sœurs et leurs enfans.

Peut-être craignit-elle de chagriner les petites malheureuses qu'elle abritait en ne les mêlant pas à notre entretien, mais elle m'interrompit pour charger ses protégées de réunir les fleurs blanches.

— Vous ne pouvez vous figurer, maman, comme Césarine est déjà devenue habile dans l'arrangement des bouquets et des couronnes!

Et les fleurs blanches aux pétales veloutés, aux aromes pénétrans, passèrent dans les mains des fillettes.

— Nous y mélangerons un peu de myrte, ajouta Jacqueline, et quelques feuilles de laurier. Cela doit être léger, très léger...

Césarine, l'aînée des enfans, avait repris sa place sur la pierre moussue et commençait à tresser les guirlandes; elle y mettait de la délicatesse, presque du respect. En voyant les muguets trembler dans ces mains que les scrofules avaient déformées, la violence du contraste me saisit avec tant de force que je ne pus supporter plus longtemps le poids du silence.

— Et où comptes-tu mettre ces couronnes? demandai-je à Jacqueline, comme si je ne le savais pas.

— Où? répéta-t-elle avec une nuance d'embarras. Mais dans la maison, je suppose...

Elle ne voulait pas me dire qu'elle les destinait à l'atelier d'Armand. Ses petits secrets, elle les confiait à ces enfans du vice et du crime et me les cachait à moi, sa mère! Si Jacqueline avait su de quoi je l'avais soupçonnée, elle m'aurait encore davantage tout dissimulé d'elle-même.

Du reste, je n'avais le droit de formuler aucun reproche. Quand elles vivaient près de moi, m'étais-je occupée de connaître le fond de la pensée de mes filles? Il y avait entre nous une intimité de tendresse et d'habitudes, mais nos âmes étaient demeurées étrangères. Cela s'était passé de même entre ma mère et moi. Nous vivons si automatiquement, nous sommes si peu conscientes de notre propre âme, comment pénétrerions-nous dans celles de nos enfans?

Jacqueline eut-elle l'intuition de mes pensées, ou fut-ce simplement l'amour du vrai qui la poussa à ajouter :

— Nous en mettrons aussi dans l'atelier d'Armand. Les statues abandonnées ont l'air tristes et seules!

— En as-tu des nouvelles? demandai-je tout bas ; t'écrit-il?

Elle répondit à voix haute :

— Non, mais souvent il envoie un message : des fleurs, un dessin...

— Et toi? murmurai-je.

Jacqueline ne répondit pas et détourna la tête, mais je vis ses mains trembler et la guirlande qu'elle tenait échapper à ses doigts. Brusquement elle se leva.

— L'air se rafraîchit, j'ai peur que vous n'attrapiez froid, maman! Rentrons.

Avant de s'éloigner, elle s'approcha des enfans et leur parla à voix basse. Le petit visage froid de Jacqueline s'était transformé, il exprimait plus que de la bonté : de l'affection! Et moi qui aspirais de toutes mes forces à la prendre dans mes bras, à la consoler sur mon cœur, elle me tenait à distance par une attitude et une physionomie impassibles.

Sous l'allée de tilleuls, j'éclatai. C'était très beau, la charité, la pitié; mais abriter chez elle et traiter ces créatures, déjà marquées par le vice, comme elle aurait traité ses propres enfans

dépassait la mesure. Et devant mes yeux, je voyais ces enfans qui n'avaient jamais existé et que je regrettais comme de petits morts aimés.

— Tu as donc perdu la notion des choses qui séparent ta vie des leurs? Où sont leurs parens? Tu n'oses le dire!

— Et en quoi, je vous le demande, sont-elles responsables des crimes de leurs parens? D'ailleurs, reprit Jacqueline, ce Dieu auquel vous croyez, et que j'aime sans être sûre d'y croire, regarde aux cœurs et non aux vies!

— Mais certains arbres ne peuvent porter que des fruits de mort, répliquai-je. Comment peux-tu penser que ces petites malheureuses auront jamais un cœur digne du tien?

— Digne du mien?

Jacqueline s'était arrêtée au milieu de l'allée de tilleuls, et je vis un tel désespoir passer dans ses yeux que mon âme en frémit de pitié. Ses bras tombèrent le long de son corps, et elle baissa le front.

— Jacqueline, ma fille! criai-je éperdue.

Un coup de vent secoua les branches des arbres et une pluie de fleurs vert pâle tomba sur la tête et les épaules de la petite Tanagra. D'un geste, elle les secoua.

— Vous ne savez pas, maman, vous ne pouvez pas savoir; si vous saviez, vous penseriez comme moi que la différence n'est pas si grande!

Ces paroles me transpercèrent. Je dis très vite, sans la regarder :

— Nous avons tous nos heures de défaillance, de folie, de pensées mauvaises, mais cela ne nous force pas à ces contacts. Ainsi moi, par exemple, tu trouves, sans doute, que je devrais aller ramasser dans les rues les filles perdues de Paris.

— Pas vous, maman!

— Et pourquoi pas? puisque tu ramasses leurs enfans, toi, jeune, inexpérimentée...

— Moi, dit-elle, j'ai des raisons!

Elle parlait humblement, mais avec une fermeté qu'on sentait inébranlable. Je voulus lutter encore; j'espérais l'amener à un peu d'effusion en la forçant dans ses retranchemens.

— Et quelles raisons? Dis-les!

Nous avions recommencé à marcher. Jacqueline, à ma question, tourna vers moi des yeux remplis de reproches.

— Vous avez donc oublié, maman! Il m'est arrivé un malheur!

— Je n'ai rien oublié! Mais tu disais que tu ne le regrettais pas, ce malheur! S'il t'oppresse à ce point, c'est donc que tu le regrettes maintenant?

Je me faisais à moi-même l'effet d'être un bourreau.

De nouveau, Jacqueline s'arrêta. Nous étions encore dans l'allée de tilleuls; elle appuya son dos au tronc d'un des arbres et tourna vers moi son visage. On aurait dit qu'une lampe avait été allumée derrière ses yeux, tant ils lançaient de flammes; ses petites mains étaient pressées l'une contre l'autre, tout son être vibrait comme secoué par une intensité de passion.

— Non, je ne regrette rien!

Un sourire rayonnant sépara ses lèvres.

— A l'heure de la mort même, je ne regretterai rien!

Jacqueline était si persuadée que nul n'avait deviné son secret, qu'aucune crainte de le trahir par ces paroles ardentes ne la troublait.

— Mais alors, pourquoi vouloir expier?

— Je n'expie pas. J'essaie seulement d'aimer ceux qui sont plus malheureux que moi, ceux auxquels j'aurais peut-être ressemblé si..

— Jacqueline! criai-je, comment oses-tu dire...

Ses bras s'enroulèrent autour de mon cou.

— Si je n'avais pas été votre fille, maman!

C'était le premier mot tendre qu'elle m'eût dit depuis sa fuite; j'en goûtai la douceur, sans avoir le courage de la gâter par une prolongation de discussion. Je lui rendis ses caresses, puis nous redevînmes silencieuses. Qu'aurions-nous pu nous dire?

Arrivée à la maison, au lieu d'entrer, je me dirigeai vers la sortie du jardin, et Jacqueline ne me retint pas. Après les adieux, au moment de franchir la grille, je levai les yeux vers les fenêtres de l'atelier d'Armand, et les désignant, j'osai dire :

— Lui aussi est un malheureux qu'il faut aimer!

Ma fille ne répondit pas. Je fis quelques pas sur la route pour rejoindre le tramway, et me retournai. Elle était toujours debout sur le seuil, si frêle et mignonne dans sa robe blanche, qu'elle semblait un enfant, et il me sembla qu'elle pleurait.

XIV. — PETITE JACQUELINE

L'été arriva. Nous nous dispersâmes tous, sauf Jacqueline qui ne quittait jamais sa maison d'Auteuil.

— C'est son plus joli moment quand il fait chaud, avait-elle coutume de dire jadis. N'est-ce pas, Armand ?

Et, pour lui complaire, l'amoureux Armand renonçait aux voyages qui l'auraient amusé. Cette année, même pour la forme, elle n'avait plus à consulter son jeune mari !

L'idée que ma fille allait passer l'été seule avec des dépravées avant l'âge, des demi-idiotes, produits répugnans du vice et de la misère, m'oppressait. Volontiers je serais restée à Paris, mais Philippe tenait à profiter de ses vacances, et jamais il n'aurait consenti à me laisser en arrière. Je fis mes malles à contre-cœur. Nous devions aller en Norvège. Jusqu'au dernier moment, je suppliai Jacqueline de nous accompagner, mais elle refusa, disant qu'elle ne pouvait laisser la maison ; il fallait veiller sur les statues d'Armand... Elle les parait de fleurs, tandis qu'il se rongeait de chagrin dans son exil !

Il n'était pas, du reste, le seul exilé volontaire. J'avais espéré que Philiberte irait rejoindre son mari pendant l'été, mais elle avait tout un programme à exécuter : bains de mer, montagne, puis le lac de Genève, où les amis politiques de Charles Denfert se donnaient rendez-vous en septembre.

Je quittai Paris, le cœur très lourd, et j'ai gardé de la Norvège un froid et morne souvenir.

— Ma pauvre Geneviève, disait Philippe, tu n'aimes plus les voyages ! Vieillirais-tu ?

Oui, je vieillissais, je portais le poids des destinées de mes filles ; dans leurs lettres, rien ne me réchauffait l'âme. Je sentais Isabeau excitée et nerveuse ; les phrases correctes et élégantes dont Philiberte me gratifiait régulièrement me faisaient l'effet d'une poignée de neige ajoutée aux masses blanches du cap Nord ; les rares et brefs petits mots de Jacqueline, vides de détails, me parlaient d'une barque fragile, ballottée par les vagues furieuses.

Enfin nous rentrâmes à Paris. Déjà Philiberte y était installée et lançait ses invitations pour ses premiers dîners. L'Amérique était renvoyée au printemps ; je sentais qu'elle ne partirait

jamais! A Auteuil, le nombre des enfans avait augmenté.

— Ils sont transformés, disait Élisabeth Omercier avec triomphe. Jacqueline est un merveilleux médecin des âmes. Avec du soleil, des fleurs et de douces paroles, elle redonne la limpidité aux miroirs ternis.

C'était vrai: dans les yeux de ses protégées une lueur d'aube commençait à monter; mais dans ceux de Jacqueline la détresse s'était faite plus profonde. Quand je lui demandai des nouvelles d'Armand, elle détourna la tête pour répondre:

— Il n'écrit pas!

— Mais ce printemps, il t'envoyait des messages!

— Il n'en envoie plus!

— Tu es donc sans nouvelles! Et s'il était malade?

— Non, non, il va bien!

— Et comment le sais-tu?

— Par Méruel, répondit-elle en rougissant.

Je compris qu'elle avait écrit au compagnon de son mari et je ne poursuivis pas mon interrogatoire.

Les Heyden furent les derniers à réintégrer leur domicile d'hiver. Au premier coup d'œil, je compris qu'Isabeau était mécontente: elle avait pour son mari des regards soumis et haineux en même temps, et dans les prunelles pâles de mon gendre une satisfaction flambait, cruelle et sans générosité; sa bouche vicieuse avait maintenant un rictus continuel. Les yeux bleuet d'Isabeau ne riaient plus; la colère leur donnait une couleur purpurine, et dans ce ménage l'atmosphère était chargée de tant d'électricité qu'on croyait entendre des crépitemens d'incendie, à peine entrait-on dans la maison.

Castroreale, ennuyé sans doute de cet air ambiant où flottaient des menaces, se faisait rare à Paris. A chaque instant il partait pour Londres, Bruxelles et Nice. Je crois vraiment qu'Isabeau l'aimait d'un amour sincère, car ses traits étaient tirés par la souffrance toutes les fois qu'il annonçait un départ. Elle n'était plus la triomphante de jadis. Son imperturbable confiance dans son pouvoir de dominer le monde, les hommes, les circonstances, semblait ébranlée; la cuirasse d'audace et d'égoïsme qui insensibilisait sa conscience commençait à céder. Elle traversait des heures d'abattement lâche.

— Maman, disait-elle, j'ai des ennemis, ils travaillent contre moi... J'ai peur...

Elle ne parlait plus de les écraser entre le pouce et l'index, et reprenait, tremblante :

— Des ennemis invisibles surtout. On dirait qu'on m'a jeté un sort !

Je raisonnais, je la grondais. Ces superstitions puériles irritaient mon sens commun de femme équilibrée. Elle se taisait pendant quelques jours, puis les accès la reprenaient, coïncidant toujours avec les absences de Castroreale.

Malgré sa beauté et sa passion, ma fille aînée allait être abandonnée par son premier amant ! (Oh ! la honte de devoir écrire un mot semblable !) Il m'avait suffi de les voir, dernièrement, un jour ensemble pour en être convaincue. J'aurais dû m'en réjouir, mais je redoutais à un tel point les violences de la douleur d'Isabeau, que la pitié l'emportait dans mon cœur sur la morale.

En outre, l'idée qu'elle allait retomber sous la perverse domination d'Adalbert m'angoissait, car les façons correctes de mon gendre me semblaient de plus en plus cacher une vilaine âme. D'un autre côté, si elle échappait à cette influence, elle donnerait fatalement des successeurs à Castroreale... J'essayais de regarder nettement la situation en face, mais je trouve que les mères devraient mourir avant d'être forcées à ces constatations.

Un jour qu'Isabeau arrivait chez moi, le front orageux, les coins de la bouche retroussés vers les narines, — signe chez elle d'une excitation intense, — elle fut très contrariée de me trouver avec Élisabeth Omercier qui me racontait, très émue, certains traits de Marthe Aliprand. Pour porter secours aux êtres en détresse, rien ne répugnait à cette élégante femme blonde ; elle osait tout ! Malgré sa mauvaise humeur, ma fille aînée ne put s'empêcher d'écouter le palpitant récit.

— La pauvre femme ! Oh ! la pauvre femme ! s'écria-t-elle à certains détails effrayans.

— La pauvre femme ! s'écria Mme Omercier avec une indignation comique, dites la riche, la très riche ! Elle goûte des félicités inouïes. J'ai honte, me disait-elle l'autre jour, j'ai honte de me vanter, mais je crois vraiment que je suis la femme la plus heureuse de Paris !

— Parce qu'elle ramasse des gens dans le ruisseau ? demanda Isabeau sur un ton de mépris incrédule.

— Non, répondit Élisabeth, cela peut donner la paix, la satisfaction de la conscience, non le bonheur!

— Alors, qu'est-ce qui rend Mlle Aliprand la femme la plus heureuse de Paris?

Mme Omercier rougit et, baissant le ton, comme lorsqu'on révèle un secret d'amour, murmura:

— C'est qu'elle aime Dieu!

Isabeau n'osa rien répliquer. Elle resta silencieuse jusqu'à la fin de la visite. Puis, lorsque Élisabeth fut partie, elle se tourna vers moi avec une sorte de violence:

— Croyez-vous qu'elle puisse avoir raison, que ce soit possible?

Une anxiété frémissait dans sa voix.

— Possible, quoi?

— Ce grand bonheur! Et si c'était vrai? Si c'était moi qui avais été dupe?

Isabeau se leva et marcha agitée dans la chambre, traînant après elle un long manteau de dentelles pailleté, sur fond rose, qui avait dû coûter, au moins, le revenu annuel d'une famille d'employés.

— Maman, dites-moi que ce n'est pas! Que le bonheur, c'est l'amour, le plaisir, le luxe, une grande situation!

— L'amour, peut-être, quand il est permis et qu'il dure. Le reste n'est rien, absolument rien!

— Et alors?

— Tu as entendu ce qu'a dit Élisabeth Omercier?

Isabeau tapa du pied.

— Non, non, impossible de croire à ces billevesées! Je refuse de les admettre... C'est de l'hystérisme pur! Comme Adalbert rira quand il saura l'histoire!

Mais il manqua l'occasion d'en rire, car elle ne la lui raconta pas.

Cependant les semaines s'écoulaient, et toutes ces vies troublées continuaient leur monotone parabole. Je ne voyais aucune solution prochaine et possible. Les deux exilés menaient, loin de nous, une existence solitaire; la cause de leur malheur devenait chaque jour plus frêle. Dans le jardin d'Auteuil, entourée de ses pitoyables compagnes, Isabeau courait vers la tragédie. Philiberte s'ancrait chaque jour davantage dans le factice.

Mais il n'y a pas de situation fâcheuse qui ne puisse devenir

pire. L'imprévu vint du côté où je l'attendais le moins: la seconde des filles de Charles Denfert, l'une des futures femmes sociales, s'avisa de prendre une méningite. Nous fûmes tous affolés, même Heyden qui était bon père et pensait à ses petits Finlandais. La plus calme était Philiberte; elle garda son sang-froid et son obstination volontaire. Ainsi elle voulut laisser ignorer à Charles la gravité du mal. Une question diplomatique importante était en jeu; le représentant de la France ne pouvait s'éloigner dans un moment pareil! Malgré mes prières, elle tint bon, et nul, parmi nous, n'osa informer Denfert du péril que courait sa fille.

Les angoisses et les souffrances de l'horrible maladie sont présentes à la mémoire de tous ceux qui, une fois dans leur vie, ont assisté à ces douloureuses agonies d'enfant. Durant les intervalles d'assoupissement, après les crises aiguës, la petite demandait son père avec une pénible insistance. Ces appels nous bouleversaient. Philiberte restait impassible.

— Que ferait-il que je ne fasse pas? Les meilleurs médecins de Paris ont été consultés, nous avons une infirmière anglaise de premier ordre et nous observons inflexiblement toutes les règles de l'hygiène moderne.

Une après-midi, Jacqueline, qui venait rarement chez Philiberte, mais téléphonait dix fois par jour, assista à ces appels désespérés de l'enfant. La pauvre petite pleurait de souffrance et roulait sa tête sur les oreillers.

— Papa, viens donc, viens vite! Mets ta main sur ma tête, cela me guérira...

Jacqueline posa ses deux mains sur le front de Madeleine mais celle-ci se débattit et la repoussa.

— C'est papa que je veux! Et elle recommença sa plainte de: « Papa, papa! Pourquoi es-tu parti, papa? »

Je n'osais regarder Jacqueline. Pourtant nous étions seules dans la chambre.

— Maman! dit-elle d'une voix si altérée que je fus forcée de lever les yeux sur elle (oh! le visage que j'aperçus!) maman, allez immédiatement télégraphier à Charles Denfert que sa fille l'appelle et qu'il doit venir.

— Philiberte s'y oppose!

— Et qu'importe Philiberte!

— Elle est la mère de Madeleine. Elle seule peut décider.

Je parlais sévèrement, mais Jacqueline ne parut attacher aucune importance à mes paroles ; elle s'approcha du fauteuil où j'avais déposé mon chapeau et ma mantille et me les apporta.

— Vite, maman ! Prenez une voiture pour ne pas perdre de temps.

Je repoussai les vêtemens qu'elle me tendait.

— Je voudrais, balbutiai-je, mais je n'ose pas ! Comprends donc, Jacqueline ! c'est impossible ! Nous devons respecter les droits de Philiberte.

— Et le père n'a-t-il pas de droits ?

— Oui, sans doute, mais ce n'est pas à nous...

— Je vous en supplie, maman, allez !

Elle m'avait saisi les mains et les couvrait de baisers. Je faiblissais sous la pression de ces lèvres douces. Cependant je résistais, tandis qu'elle essayait de me pousser vers la porte.

— Vous me remercierez plus tard, maman ! Songez, si un malheur arrivait...

Nous nous regardâmes, et l'ombre de la mort passa dans nos yeux.

— Allez vite, reprit-elle, Philiberte n'osera vous gronder.

Mais je savais, moi, qu'aucun respect filial n'arrêterait ses reproches.

— Non, je ne puis pas, ce ne serait pas loyal !

J'essayai de parler avec une décision décourageante, mais du lit de l'enfant la plainte s'éleva plus forte.

— Écoutez, conjura Jacqueline en s'attachant à ma robe. Comment pouvez-vous rester insensible à un pareil appel ? Allez, télégraphiez qu'il vienne tout de suite ! Cependant, soyez douce, ne lui enlevez pas l'espérance !

Mais le respect des droits de Philiberte m'empêchait de céder. Alors Jacqueline pleura. Je ne l'aimais donc point que ses prières, ses supplications ne me persuadaient pas ? A ma place, Armand aurait déjà envoyé vingt télégrammes, si elle le lui avait demandé ! Et se jetant sur un divan, elle sanglota dans les coussins.

— Ma pauvre petite, dis-je, après avoir changé les compresses sur le front de Madeleine qui s'était assoupie, je voudrais faire ce que tu désires, car je comprends...

Elle se dressa farouche :

— Non, vous ne comprenez pas, vous ne pouvez comprendre !

Et elle recommença à sangloter tout bas. Puis, au bout d'un instant, elle se leva très calme et me demanda encore :

— Décidément vous ne voulez pas?

Je fis signe que non de la tête. Elle mit son chapeau et, sans m'embrasser, quitta la chambre après s'être arrêtée quelques secondes devant le lit de Madeleine. J'entendis se refermer la porte de l'escalier de service qui donnait sur le couloir. Je compris qu'elle était allée télégraphier à Charles Denfert...

. . . . . .

Jacqueline ne revint pas à Paris pendant les jours qui suivirent. L'état de Madeleine restait invariable, malgré les médecins célèbres, les infirmières anglaises et les prescriptions hygiéniques; Philiberte commençait à perdre un peu de sa hautaine confiance et le soir où son mari arriva inopinément, je crois qu'elle fut soulagée.

— Comme j'ai bien fait de ne pas l'inquiéter ! disait-elle, une dépêche du ministère l'a appelé. Cela arrange tout !

J'étais seule à savoir de quel ministère l'appel était parti.

Fut-ce la main de son père posée sur son front qui provoqua la crise salutaire? Fut-ce le cours naturel de la maladie? Le fait est que Madeleine commença à aller mieux; les médecins cessèrent de hocher sinistrement la tête et nous respirâmes. Mais une autre surprise nous était réservée. Un matin que je m'apprêtais à aller chez Philiberte, un messager d'Auteuil arriva, apportant une grande corbeille de roses blanches et une lettre de Jacqueline. Elle écrivait si rarement qu'un frisson me traversa toute et coula le long de mon dos. Qu'était-il survenu encore? Le papier ne contenait que dix lignes :

« Ma chère maman,

« Je pars pour rejoindre Armand en Grèce; je sais que vous en serez contente et me pardonnerez de n'être pas venue vous embrasser.

« Élisabeth Omercier et Marthe Aliprand occuperont tour à tour pendant notre absence la maison d'Auteuil et prendront soin *de ce qui s'y trouve* jusqu'à notre retour.

« Adieu, je vous aime et aime papa. »

Il s'était exilé pour lui permettre de revenir. Elle rendait, aujourd'hui, générosité pour générosité.

. . . . . .

Je ne dirai pas les observations que ce départ provoqua en famille : l'étonnement des uns, les moqueries des autres. Le premier à qui je communiquai la nouvelle fut Charles Denfert. Au lieu de parler, je lui tendis la lettre en détournant la tête ; je pensais à l'autre lettre, à celle qu'il avait lue, il y a quelques mois.

Avant de me rendre le feuillet, il le plia soigneusement; peut-être pour laisser au tremblement de ses mains le temps de se calmer.

— Jacqueline, petite Jacqueline ! l'entendis-je murmurer.

— Elle a bien fait, balbutiai-je.

— C'est conforme à elle-même, répondit-il.

Un respect adoucissait sa voix, mais son visage s'était figé dans une expression sévère et morne. La fée, aux yeux « couleur de lune, » ne devait plus rayonner à son horizon.

. . . . . .

Mon histoire s'achève sans finir, mais c'est ainsi dans la vie : les conclusions manquent!

Chacun de nous, c'est probable, continuera à marcher dans sa voie, faisant ses expériences, apprenant à discerner péniblement quelques lueurs de vérité. Isabeau, elle-même, par l'amour et la souffrance, saisira peut-être des parcelles de la grande clarté qui seule donne la vie. Philiberte finira, qui le sait? par trouver un goût de cendres à ses joies factices. Jacqueline, je le sens, « attachera sa charrette à une étoile. » Mais ces espérances ne diminuent pas mes responsabilités de mère. Je n'ai pas étudié les âmes de mes filles, je les ai livrées aux hasards des hommes et des choses ; c'est pourquoi, sans doute, elles doivent évoluer douloureusement à travers les passions, les mensonges, les incrédulités.

DORA MELEGARI.

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE

(AVRIL-MAI 1909)

18 avril.

Quand j'ai quitté la France, pour voir des amis Jeunes-Turcs, — et en particulier Ahmed-Riza bey, président de la Chambre et sa sœur Selma Hanoum, — je ne prévoyais pas que mon voyage aurait des péripéties dramatiques. Sur la route de Constantinople, j'ai appris le mouvement réactionnaire du 13 avril, et, comme tous mes compagnons de voyage, je me suis adressée au plus proche consulat.

Ils sont tous charmans, nos consuls. Ils ne sont pas toujours bien renseignés, mais en Orient, personne n'est bien renseigné. C'est le pays des surprises. On y vit au jour le jour, et l'on ne s'émeut de rien. Sceptique et fataliste, le consul m'a dit :

— Si vous allez à Constantinople, vous ferez bien. Si vous n'y allez pas, vous ferez peut-être mieux. Nous ne pouvons rien prévoir et nous devons tout craindre. Les étrangers ne sont pas menacés aujourd'hui. Seront-ils en sûreté demain?... *Inchallah!* Pour le moment, la réaction triomphe, mais dans le calme...

— Alors, je pars...

— Si vous voulez, mais vous ne verrez rien. Les magasins et les banques sont fermés, la ville turque pleine de mystère, et les soldats acclament le Sultan et honorent la loi du Chériat, en tirant des coups de fusil, à balle, dans les rues..

— C'est ça, le calme?

— Relatif... Le 13 avril, ces mêmes soldats ont tué trois cents officiers, quelques députés ou ministres et un grand

nombre de badauds. Votre ami Ahmed-Riza bey a dû fuir. Il est sauf, ainsi que sa famille, mais la Jeune-Turquie est bien malade...

— Monsieur, je meurs d'envie d'aller à Constantinople. S'il y a danger, je traverserai seulement la ville, et je m'en irai à Andrinople où j'ai des parens.

— Madame, vous serez peut-être fort empêchée d'aller à Andrinople... On annonce que les corps d'armée de Roumélie se mettent en marche pour délivrer la ville et défendre la Constitution... Les voies ferrées seront encombrées... Déjà les paquebots ramènent en Europe quantité de touristes qui ne débarquent même pas... Vous vous ennuierez, enfermée dans un hôtel.

— Monsieur, je vous prie de croire que je ne resterai pas enfermée dans un hôtel. Au pis aller, je regarderai par la fenêtre les gens qui passent, et je les écouterai parler. S'il y a du bruit, j'aurai peur — un peu, pas beaucoup, — et plus tard, je serai contente d'avoir respiré, une fois, l'air qui sent la poudre.

L'excellent consul s'est mis à rire.

— L'entêtement féminin est invincible. Partez donc, mais, auparavant télégraphiez à notre ambassade.

J'ai télégraphié et la réponse est venue, peu explicite, mais rassurante.

Quel voyage amusant ! Le hasard m'a mise dans une bande d'Anglais et d'Allemands qui toucheront barre à Constantinople et repartiront aussitôt pour Odessa. Il y a là deux petites *misses*, crânes et jolies, qui veulent absolument voir une révolution. Et il y a aussi un grand monsieur maigre qui est arrivé, le 13 avril, en bateau, jusque dans la Corne d'Or. Il a fui, le lendemain, vers des lieux plus tranquilles, et n'a rien vu que le quai de Galata.

Obligé de revenir, pour affaires, il n'est qu'à demi rassuré, et très fier pourtant. Il est *Celui qui a vu la révolution !* Il est même descendu à terre, un moment, et il a ramassé des cartouches !

Ses récits jettent la consternation dans l'esprit des bonnes bourgeoises allemandes. Ce ne sont que fusillades, étranglemens, égorgemens. Ce ne sont que bateaux poursuivis, emportant des Jeunes-Turcs cachés dans la soute aux marchandises. Ce ne sont que trains arrêtés, maisons assiégées, hordes sauvages, Kurdes sinistres aiguisant leurs longs couteaux.

Massacre !... Massacre !... Ce mot circule dans les conversa-

tions en trois langues, prononcé tout bas, d'abord, avec un demi-sourire incrédule, puis sur un ton grave qui fait passer, dans le dos et l'âme des voyageurs, un petit frisson désagréable.

Serons-nous à Constantinople pour le coucher du soleil? Les compagnies de navigation et de chemins de fer s'accordent pour offrir aux gens qu'elles transportent ce spectacle recommandé par Joanne. Mais les horaires sont bouleversés. Nous avons perdu beaucoup de temps en route, et le spectacle est raté. Le soleil se couche sans façon, dans la Marmara.

Et quand nous arrivons, à la nuit noire, c'est le calme complet... Pas même un coup de fusil! aucune horde sauvage!... Et les gens qui s'attendaient à avoir très peur, et ceux qui se préparaient à être braves, sont déçus. Ça, une révolution!... C'est raté, comme le coucher de soleil.

Et maintenant, j'ouvre ma fenêtre, et, le plan du Guide à la main, j'essaie de m'orienter, de comprendre comment c'est fait, Constantinople.

C'est une ville si compliquée! Le Bosphore, la Marmara, la Corne d'Or, la rive d'Europe et la rive d'Asie, Péra, Galata, Stamboul, Scutari, tout cela c'est Constantinople, et dans mon imagination, c'est un chaos. J'ai lu les bons auteurs, les spécialistes de l'Orient, Gautier, Loti, Farrère, et ma mémoire est pleine de phrases et d'images somptueuses... O mosquées! ô minarets! ô caïques! cyprès d'Eyoub, tombeau d'Aziyadé, petit yali de Beïcos, je vous vois bien... Mais la topographie, l'arrangement matériel de toutes ces mers, et de toutes ces villes, et de tous ces continens qui entrent les uns dans les autres, je ne les ai pas encore saisis.

Regardons par la fenêtre... La rue, entre des maisons banales et la grille d'un jardin public, se chauffe au soleil, un soleil modéré, tiède, un soleil de province française sur une rue de province française... La mi-avril est passée, et c'est à peine si les bourgeons des platanes crèvent leur gaine brune, et dardent mille petits ongles verts. Dans le jardin, il y a des chaises de fer et un kiosque pour les musiciens. Dans la rue, il y a des cafés, des fiacres, des marchands de journaux, des passans en jaquette et des chiens jaunâtres aux creux du pavé.

Les fez rouges des cochers et les chiens jaunâtres composent tout le « caractère oriental » de cette rue qui s'appelle « rue des Petits-Champs. » Et derrière l'hôtel, il y a, je le sais, une autre

rue, parallèle à celle-ci, et plus importante, où sont les beaux magasins et les ambassades. C'est la Grande-rue de Péra.

Ces deux rues, sur la crête d'une colline, forment l'essentiel de Péra, la ville franque exclusivement habitée par les chrétiens de toute race et de toute confession. A gauche, sur la pente de la colline, Péra devient Galata, la ville marine et marchande qui n'est ni turque, ni franque, mais franchement « méditerranéenne, » comme Gênes, Naples, Smyrne. Je l'ai aperçue, hier soir, cette ville infecte et grouillante, que deux ponts de bois relient à Stamboul.

Rien, autour de moi, rien ne révèle la Turquie... Mais derrière le jardin que je domine, le sol s'abaisse brusquement; je devine des terrains vagues, des cimes noires de cyprès, et plus loin encore, à travers les fuseaux des arbres funèbres, une sorte de fleuve bleuit sous la brume — un fleuve qui est simplement un bras de mer enfermé obliquement dans les terres. Et, sur la rive opposée, une masse de constructions agglomérées, une mosaïque de pierre, de marbre, de bois, un tas de terrasses, de toitures, de façades, de coupoles qui se superposent, — Stamboul!

Contre le ciel pâle, la ville semble tout en hauteur. Comme un décor de théâtre; on dirait qu'elle n'a pas d'épaisseur, et qu'un ciseau fantaisiste a découpé sa silhouette qui se brise, ondule, s'élance en minarets aigus, se renfle en dômes prodigieux, depuis les obscurs cyprès d'Eyoub, à droite, jusqu'à la pointe extrême du Vieux Sérail, à gauche, où la silhouette s'achève par des murs crénelés et des tours moyen-âgeuses, entre les eaux de la Corne d'Or et de la Marmara.

Pas de couleurs vives : des blancs, des bruns, des rouges atténués, quelques touffes vertes. La fumée des bateaux stagne, immobile, comme une mousseline emmêlée et déchirée, d'un gris transparent, sur les eaux lourdes, dans l'air humide. Et Stamboul semble flotter, suspendu dans la vapeur, lointain, presque irréel...

Comme je descends pour déjeuner, je trouve Moïse dans le vestibule de l'hôtel.

Moïse qui m'a amenée ici, hier, se dénomme lui-même : « guide de l'ambassade, » et, à force de le dire, il a fini par croire qu'il avait une fonction officielle, un peu au-dessus des cavass, un peu au-dessous des drogmans. Tout ce qui touche à l'ambassade, tout ce qui vient de l'ambassade, lui est sacré. Depuis vingt-deux ans, il a promené dans Stamboul tous les amis de tous les

conseillers, de tous les secrétaires, de tous les consuls. Il leur a montré les mosquées les moins accessibles et les rues les moins fréquentées. Il leur a procuré les meilleurs chevaux, les cochers les plus polis, les caïques les plus légers, les marchands les moins voleurs. Il leur a très honnêtement rendu la monnaie de toutes leurs pièces, avec le minimum de perte... Moïse est doux, prudent, malin, reconnaissant à ceux qui l'obligent. Moïse sera mon cicerone et mon protecteur. Il est tout pénétré du sentiment de son importance et de sa responsabilité.

Il m'attend, — blond, fané, finaud, l'œil bleu plissé, le fez sur la tête, un chapelet aux doigts, — dans ce vestibule encombré de malles et de valises. Le cavass rouge et or, le portier grec aux favoris majestueux, le gérant, les garçons, regardent tristement les voyageurs qui paient leur note, et les fiacres qui attendent les bagages. Seize touristes sont partis ce matin!... Les hôtels se vident. Et pourtant, Chevket Pacha conduit vers Constantinople l'armée de la délivrance... Mais les touristes, qui voyagent pour leur plaisir, ne se soucient pas d'être « délivrés » à coups de fusil. Révolution ou contre-révolution leur inspirent la même méfiance, et Chevket Pacha leur apparaît aussi redoutable dans son genre, qu'Abdul-Hamid.

Les patrons d'hôtel sont du même avis. Une révolution en pleine saison, c'est terrible. Deux révolutions, c'est trop, vraiment trop.

— Eh bien! Moïse, vous voyez, tout le monde part. Est-ce que je pourrais, moi aussi, partir pour Andrinople?

— Non, madame... L'armée a pris tous les trains. Vous seriez peut-être obligée de rester en route.

— Alors, Moïse, nous irons voir Stamboul.

— Pas aujourd'hui...

— Il y a danger?

— M. Boppe ne veut pas.

M. Boppe, l'aimable conseiller d'ambassade, providence des compatriotes en détresse, a bien voulu s'inquiéter de ma sécurité. Je ne lui désobéirai pas. D'ailleurs, Moïse, dont il est l'idole, ne me laisserait pas lui désobéir.

— Mais pourquoi?

— L'armée arrive. Elle est tout près d'ici. On ne le sait pas encore... Alors... il faut attendre... Nous irons à la Tour de Galata seulement, et jusqu'au pont...

19 avril.

L'exode des touristes continue. Elles sont parties, les petites Anglaises, parties les matrones allemandes, parti le monsieur qui ramassa des cartouches. Les douaniers ont repris leurs habitudes de l'ancien régime : ils exigent les passeports et acceptent les *backchichs*. Des mouchards rôdent autour des gens qui s'embarquent. L'un d'eux m'a suivie, hier, sur le quai, jusqu'à ma voiture. Et dans Galata, on rencontre des centaines de gaillards aux têtes de forbans, aux larges culottes trouées et rapiécées, aux bras nerveux, au chef qu'un tas de guenilles enturbanne... *Hamals*, débardeurs, portefaix?... Peut-être... De très honnêtes gens, en ce costume, avec ces moustaches formidables, auraient aisément l'air de bandits... Sans rien préjuger, je ne tiens pas à me trouver toute seule en la compagnie de ces personnages pittoresques.

J'ai déjeuné ce matin dans une maison amie, avec un Turc fort spirituel, presque trop spirituel, qui a parlé de tout, sauf de politique. Pourtant à propos de Loti et des *Désenchantées*, il m'a raconté que les revendications des dames turques, — revendications parfois imprudentes, — avaient servi de prétexte aux ennemis du nouveau régime, pour soulever la colère des fanatiques et des ignorans.

On croit, en Europe, que la révolution de 1908, qui a donné la liberté aux Turcs, a donné aux femmes turques au moins une demi-liberté. On croit que les prisonnières ont presque brisé leurs grilles et leurs entraves; que le voile n'est plus, pour elles, qu'une coquetterie, et que les eunuques appartiennent au passé, — à la Turquie des opérettes.

Il est vrai que les femmes intelligentes et cultivées, — et même celles qui sont peu cultivées, — ont accueilli la révolution avec un transport de joie et d'espérance. Beaucoup d'entre elles l'avaient servie, cette révolution pacifique, en devenant les messagères anonymes, invisibles et fidèles du *Comité Union et Progrès*. Quand la Constitution fut proclamée, elles respirèrent; elles rejetèrent non pas le *tcharchaf* obligatoire, mais la voilette qui masque les frais visages entre les bords du capuchon.

D'ailleurs le *tcharchaf*, ce domino de soie ample et non sans grâce, n'en est pas à sa première évolution : depuis longtemps, il subit l'influence de la mode. Quand les robes Empire triom-

phèrent à Paris, la jupe du *tcharchaf* remonta presque sous les bras des élégantes de Stamboul; quand le succès du fourreau s'accentua, la jupe du *tcharchaf* se rétrécit. Le capuchon-pèlerine diminua jusqu'à n'être plus qu'une mantille, laissant voir les bras jusqu'aux coudes, et la taille jusqu'à la gorge. Le bouffant des cheveux — ô indécence! — parut s'émanciper sous le bandeau et la voilette relevée... D'autres changemens se sont produits. Des dames hardies osèrent sortir avec leur mari ou leur père. Quelques-unes dédaignèrent d'entrer dans la partie du bateau, ou du tramway, ou du funiculaire qui est réservée aux femmes... Enfin, les plus lettrées, — encore que bien naïves, — publièrent des articles dans divers journaux pour affirmer leurs droits à l'instruction et à la liberté. Peine perdue! La plupart des Jeunes-Turcs sont Vieux-Turcs en ce qui concerne leurs affaires de ménage, et tel farouche révolutionnaire, qui se croit très civilisé, s'affole à l'idée qu'un étranger pourrait voir le visage de son épouse, qui a cinquante ans et qui est laide!

Cependant, quelques députés, — pas beaucoup, — s'intéressaient au sort de la femme. Ahmed-Riza bey voulait organiser l'enseignement féminin, créer un grand lycée de filles dans un konak concédé par le Sultan. Mais ces intentions généreuses furent dénaturées par ses adversaires avec une odieuse perfidie. Les hodjas crièrent au sacrilège. La jalousie enracinée dans l'âme des Orientaux, et le préjugé religieux aidant, il y eut des scènes tragiques: de jeunes femmes, parce qu'elles étaient sorties avec leur mari, — et strictement voilées! — furent lynchées par la foule. D'autres eurent leurs vêtemens déchirés, leurs cheveux coupés. On maltraita des enfans même, parce qu'ils portaient des chapeaux!

Le plus horrible épisode de cette « guerre aux femmes, » qui précéda le mouvement réactionnaire du 13 avril et qui y contribua, fut l'assassinat d'une jeune fille musulmane et d'un Grec qu'elle avait choisi pour fiancé. Les journaux de Paris ont raconté brièvement cette histoire qui m'a été redite tout à l'heure par un témoin occulaire, M. Bareille, le distingué correspondant des *Débats*. La religion mahométane n'interdit pas les unions mixtes, quand c'est un musulman qui épouse une chrétienne, parce que les filles des chrétiens représentent une conquête, une proie dévolue aux fidèles d'Allah. L'idée de la suprématie masculine, — la femme n'étant que le moyen passif de la géné-

ration, non pas la créatrice, mais la couveuse, — fortifie encore cette conviction. Les sultans sont toujours fils d'esclaves circassiennes, et cela n'a aucune importance, le père *seul* transmettant la vie, disent les musulmans. Mais c'est une abomination qu'une vierge musulmane épouse un chrétien et lui donne une lignée chrétienne.

Le père de la jeune fille qui s'était fiancée à un Grec voulut punir le giaour trop audacieux et il alla, honnêtement, le dénoncer à la police. Les policiers, animés d'un esprit de justice, arrêtèrent le Grec, et la fiancée aussi. On les amena dans un corps de garde, et la foule, — les gens du quai, aux turbans de guenilles ! — s'ameuta brusquement autour du poste, en réclamant l'homme et la femme. Quelques officiers, présens à cette scène, n'intervinrent pas ou firent seulement semblant d'intervenir. Les deux malheureux, enfermés, — trop mal enfermés, — dans le poste, entendaient les cris féroces et voyaient faiblir la résistance de leurs gardiens... Les portes furent forcées... L'homme fut tué assez vite. La femme mit cinq heures à mourir.

— Je l'ai vue, — dit M. Bareille, — elle ne ressemblait plus à une femme. On ne savait ce que c'était... Et je me suis enfui, malade d'horreur et de pitié, pleurant de sentir mon impuissance... J'avais vu les Arméniens massacrés en 1905. J'ai vu cette femme... Comment oublier ces spectacles ! comment n'en pas garder, toute la vie, une ombre sur l'âme ?

De tels symptômes annonçaient un revirement dans les masses populaires. D'autres symptômes, moins terribles, parfois même comiques, auraient dû, ces temps derniers, donner l'éveil aux libéraux.

Mon hôte de ce matin a eu la bonne grâce de m'envoyer quelques extraits traduits de journaux turcs. En attendant les événemens, et tandis que l'exode des étrangers et l'approche des troupes macédoniennes continuent, par un mouvement inverse je cherche dans ces journaux la série des petites causes qui ont déterminé des effets si considérables.

Il y a le chapitre des chapeaux !...

Ce n'est pas une plaisanterie. Le chapitre des chapeaux aura sa place dans l'histoire de la seconde révolution ottomane.

Il existe un journal, le *Vulcan*, rédigé par un certain Derviche Vahdeti. Depuis longtemps déjà, ce journal attaquait, avec une extrême violence, Ahmed-Riza bey et sa sœur Selma

Hanoum. « Ahmed-Riza bey, disait-on, est un athée, un giaour. Il veut supprimer le fez national, imposé par le sultan Mahmoud aux bons musulmans, et il prétend traverser le pont de Galata, avec un chapeau cylindre sur la tête... Quant à sa sœur Selma, c'est une femme sans pudeur, qui exhorte les dames turques à quitter le voile... Elle a commandé, à Paris, mille chapeaux (*sic*) qui seront distribués à ses compatriotes aussi effrontées qu'elle-même !... Enfin, elle a fondé un cercle de dames où les épouses et les filles des Croyans s'instruisent dans les arts des infidèles. Il y a des tableaux, des livres impies, un piano ! C'est un scandale intolérable... »

Derviche Vahdeti ne peut supporter de telles offenses au Chériat ! Et les soldats, qu'il flatte et qu'il excite, les bons soldats qui ne savent pas lire, se préoccupent de rétablir l'ordre, les bonnes mœurs et le Chériat ! Ils s'érigent en justiciers, et même en théologiens et en moralistes. Le 13 avril, ils n'oublient pas de saccager le cercle féminin de Stamboul et de briser le piano... Par bonheur, le logis était vide. Si quelque Hanoum s'y était trouvée, on lui aurait appris à respecter le Chériat, — comme on l'a appris à la fiancée du Grec.

Hier, 18 avril, les journaux publient l'avis suivant :

« Nos femmes musulmanes se promènent au Bazar, à Péra, dans des endroits louches ; elles font leurs achats dans les magasins. Cela étant contraire au Saint Chériat, leurs frères, les soldats, conseillent à toutes les femmes musulmanes qui ont de la pudeur de s'abstenir de ces actes. »

Et cet avis est signé : « Tous les soldats. »

Le *Vulcan* s'adresse aux mêmes soldats :

« Vous demandez que nos femmes n'aillent pas à Péra et dans des endroits inconvenans le visage découvert. En cela nous pensons comme vous. Mais laissez-nous, laissez à la presse le temps de s'occuper de ces choses. Nous avons, pour le moment, de plus graves questions à méditer... »

L'*Osmanli*, à propos du même avis, dit qu'il va consulter les Ulémas pour savoir si vraiment le Chériat défend aux femmes de sortir dans les rues et de faire des achats. Il ajoute qu'il publiera leurs réponses et il conclut :

« Une telle défense serait pénible pour les femmes qui n'ont pas de mari et qui sont obligées d'acheter elles-mêmes ce qu'il leur faut. »

En attendant la réponse des Ulémas, les pauvres dames turques, prises de peur, restent cloîtrées chez elles.

Elles se méfient de « leurs frères les soldats. »

Mardi, 20 avril.

Hier matin, j'ai passé devant le Péra-Palace, l'hôtel élégant, le seul hôtel où descendent les gens qui se piquent d'être véritablement « comme il faut. » Ce grand caravansérail des snobs a subi la loi commune : il a vu partir quantité de touristes européens. Cependant, hier, il avait son aspect des plus beaux jours. Des cavass multicolores, des valets en livrée et en bottes, se pressaient sur le trottoir, et sans cesse, les portières claquantes des voitures livraient passage à des messieurs extraordinairement chamarrés, diplomates en uniformes, officiers, simples civils en fez et stambouline.

Qu'est-ce que tous ces personnages pouvaient bien faire, dans un hôtel? Rendaient-ils visite à un personnage plus puissant encore?... Les passans, qui n'étaient point plus nombreux qu'à l'ordinaire, ne montraient ni curiosité, ni émotion.

Mais un jeune attaché d'ambassade m'a confié, avec tristesse, que les traditions élégantes de la diplomatie venaient de recevoir, ce matin même, un coup mortel... Un grand événement s'accomplissait, qui aurait mérité le cadre somptueux d'un palais, et non le décor vulgaire d'un hôtel cosmopolite... Sans façon, à l'américaine, Rifaat Pacha, MM. Liaptcheff et Miltcheff signaient le protocole qui rend la Bulgarie indépendante!

Le jeune attaché d'ambassade ne pouvait se consoler...

L'hôtel paisible que j'ai choisi, moins fastueux que le Péra-Palace, offre un spectacle bien intéressant. A mesure que les Européens s'en vont, une foule de nouveaux cliens commence d'affluer, et le front mélancolique du gérant s'éclaire...

Des familles grecques ou arméniennes qui habitent la banlieue ou les quartiers excentriques de Péra, ont quitté leurs maisons mal protégées en cas de guerre civile. Il y a bien encore quelques Américains roux et colorés, mais les figures levantines grasses, pâles, placides, avec des cheveux luisans et des yeux en escarboucles, deviennent plus nombreuses. J'ai vu, ce matin, dans la salle à manger, une grande table ronde, présidée par une maman à bandeaux noirs, encore belle, et un papa mousta-

chu. Et tout autour de la grande table, il y avait des enfans, entre dix-huit mois et dix-huit ans. Combien?... Huit, neuf peut-être?... Ils m'ont paru très nombreux.

Nous ne connaissons plus ce luxe, chez nous. Ici, la marmaille abonde, une jolie marmaille brune, qui se bourre de confitures de pistaches et de *loukoums*, et répond très bien, en français, quand on l'interpelle.

Tous ces gens, réfugiés à l'hôtel Bristol, n'ont d'autre occupation que de lire les éditions successives des journaux, — il en paraît trois ou quatre par jour, — et d'échanger des réflexions plutôt pessimistes.

Ils ont vécu, pendant trente-trois ans, en pleine terreur, sous la menace perpétuelle des espions et des estafiers d'Abdul-Hamid. La servitude et la crainte ont durement marqué leurs âmes. Qui ne comprendrait cela risquerait de les mal juger, en donnant à leurs inquiétudes, à leur nervosité, à leur crédulité singulière, un nom désobligeant... Peureux! Ils sont peureux, certes, même ceux qui, devant le péril certain, imminent, feraient bonne contenance. Ils s'affolent d'avoir abandonné leur foyer, d'être là, — pour combien de jours? — de tout craindre, de ne rien savoir.

Chaque heure apporte une nouvelle, souvent fausse, qui circule du salon au fumoir et du vestibule au dernier étage. Chaque bruit, dans la rue, attire aux fenêtres des visages anxieux.

On sait que l'armée de Macédoine est à Tchataldja et à San-Stefano. L"avant-garde occupe les hauteurs de Kiathané, et ce soir, Constantinople sera cernée presque tout entière. Les députés, évanouis comme des fantômes depuis le 13 avril, reparaissent; mais au lieu de reprendre leurs sièges à la Chambre, ils filent sur San-Stefano.

Les troupes qui occupent les casernes de Constantinople commencent-elles à réagir contre les excitations des hodjas et les conseils indirects venus d'Yldiz? Plusieurs régimens ont envoyé des délégués à Tchataldja pour faire amende honorable.

Le ton des journaux change. De vieux numéros, — 14 avril, 15 avril, 16 avril, — trouvés dans le fumoir, me permettent de comparer... Dans l'émotion qui a suivi l'émeute réactionnaire, la presse n'osait défendre ouvertement les vaincus. Sauf exceptions, les articles politiques étaient des hymnes discrets à l'énergie des soldats et à la sagesse du Sultan... Le Comité Union et

Progrès, — ce pelé, ce galeux! — avait causé tout le mal, par sa tyrannie intolérable. Jamais, jamais encore, la véritable Constitution, la véritable liberté n'avaient pu fleurir à l'ombre noire et desséchante du Comité néfaste...

Mais, dès que Chevket Pacha, Enver bey, Niazi bey, ces croquemitaines, tirent leurs grands sabres, dès que le succès de la réaction paraît moins certain, les journaux prudens changent de langage. Les soldats « justiciers » du 13 avril ne sont plus que des malheureux « abusés... » Si le Comité revient au pouvoir, ces soldats seront aussitôt qualifiés de « brutes sanguinaires. »

Le fameux *Vulcan* a déclaré mercredi que la nation n'avait jamais conquis sa liberté, mais que le Sultan la lui avait gracieusement octroyée et pouvait la lui reprendre, en supprimant la Constitution !... On annonce que ce journal va être poursuivi... Signe des temps !

On remarque aussi une lettre très curieuse du prince Sabaheddine Effendi, neveu du Sultan et chef de l'*Union libérale*. Il n'est pas très aimé des Jeunes-Turcs, ce prince Sabaheddine, et je ne crois pas que les Vieux-Turcs aient pour lui beaucoup de tendresse. Il représente le « juste milieu, » le parti de la conciliation, et comment n'aurait-on pas de l'estime pour lui, puisqu'il prêche la concorde et le respect des femmes?...

Car les violences du *Vulcan*, et certains actes de brutalité commis dans la rue, ont dû troubler l'âme bienveillante du prince Sabaheddine. Il s'adresse aux soldats, lui aussi, avec une prudence tout orientale, et débute par des complimens.

« Frères soldats ! Salut à vous ! dit-il. Nous ne savons comment vous remercier de ce que vous vous êtes attachés, pendant ces jours pleins de difficultés, au Chériat islamique. C'est pour nous un grand honneur de voir votre fidélité à notre religion. Nous désirons cependant, non seulement réclamer notre Chériat, mais encore le mettre en pratique extérieure, étant donné que ceux qui veulent le Chériat doivent avant tout lui obéir. »

Et ces prémisses posées, le prince explique à ces bons soldats que c'est un grand péché de violer les lois, de manquer à la discipline, et surtout de tuer les officiers, et de se faire les instrumens de la tyrannie ! Allah n'aime pas les tyrans ! C'est pour obéir à Allah qu'on a supprimé l'absolutisme, et mis fin à ce régime haïssable où les troupes souffraient de la faim et de la

misère, où les soldats envoyés au Yémen mâchaient le cuir de leurs souliers !...

« Frères soldats, continue le prince Sabaheddine, attachez-vous au Chériat de toutes vos forces. N'oubliez pas cependant que le Chériat recommande d'être bienveillant autant envers les musulmans qu'envers les non-musulmans, autant envers les indigènes qu'envers les étrangers. Il commande de faire le bien à toutes les créatures. Aussi vous ne devez pas faire du mal, même à une fourmi.

« Vivez en harmonie avec vos officiers et obéissez à leurs ordres. Car le tout premier commandement du Chériat, c'est l'obéissance à celui qui commande, à la discipline, aux commandans et à Allah le glorieux !

« Frères soldats, n'oublions jamais que nous sommes obligés par le Chériat de ne pas manquer de respect aux femmes, autant aux musulmanes qu'aux non-musulmanes. N'oublions pas un instant que nous sommes obligés par notre religion sacrée de traiter doucement et avec bienveillance nos filles, femmes, sœurs et nos mères qui nous ont portés dans leur sein. Aucun musulman n'a le droit, non seulement de maltraiter une femme se promenant avec honneur, mais encore de la regarder d'un mauvais œil. Le Chériat ne défend absolument pas à nos femmes de sortir de chez elles pour faire des emplettes. Le Prophète, qui dit que *le paradis est au-dessous des pieds de nos mères*, fait ressortir la nécessité pour tous les musulmans de respecter les femmes. Vive le Chériat !

« Frères soldats, ces paroles je les ai fondées sur des hadis et des versets. Nous voulons demander le Chériat, mais aussi exiger de nous conformer à ses ordonnances. Pensez, pensez, toutes les fois que la religion islamique nous le commande, à faire du bien. Tout de même, saluez du salut de l'Islam vos concitoyens que vous avez voulu anéantir au cours d'une colère, il y a quelques jours.

« Si vous agissez de cette manière, vous prouverez que vous êtes en réalité attachés au Chériat islamique, et vous sauverez notre chère patrie du danger qu'elle court. Il est temps d'obéir à vos commandans. Que rien ne détourne aucun de vous de la voie du bien et de la droiture (1) !

SABAHEDDINE. »

(1) *Turquie* du 20 avril 1909.

Ainsi prêchait Jean dans le désert... Mais la lettre demeure intéressante par sa forme même de sermon. Les discours des radicaux Jeunes-Turcs, tout imprégnés des souvenirs de la Révolution française, font un contraste singulier avec cette homélie purement orientale et qui devrait « porter » sur les consciences naïves des soldats.

Mercredi 21 avril.

Je suis allée hier après-midi à Stamboul, avec le précieux Moïse, et toutes les impressions de la matinée que je voulais noter ici se trouvent comme amorties, lointaines, dans ma mémoire.

Je veux les retrouver pourtant, à la faveur de cette soirée presque silencieuse, où j'entends à peine les aboiemens des chiens en querelle et le bâton du veilleur de nuit qui cogne rythmiquement le trottoir.

(21 avril 1909.) L'Assemblée nationale s'est constituée à San-Stefano, et Ahmed-Riza bey, sorti de sa cachette, — il n'avait pas quitté Stamboul, — a été proclamé à l'unanimité de la Chambre. On dit que son apparition, au Yachting-Club de San-Stefano, a provoqué une émotion extraordinaire. Tous les députés voulaient embrasser leur président, et de vieux ulémas à turban blanc et à barbe blanche lui baisaient les mains en pleurant.

La séance a été secrète, mais l'on annonce que la Chambre et le Sénat, réunis en Assemblée nationale, déclarent approuver l'intervention de l'armée d'investissement pour établir « la stabilité du régime constitutionnel, le rétablissement de l'ordre et la punition des factieux, conformément à la loi du Chériat. »

A propos du Chériat, quelqu'un disait ce soir que cette loi religieuse et civile, tirée du Coran et formée par une longue tradition, devait être bien incertaine et bien élastique, excellente matière à casuistique et à interprétations commodes.

Le Sultan veut se débarrasser des Jeunes-Turcs, c'est au nom du Chériat. Les Jeunes-Turcs veulent renverser le Sultan, c'est au nom du Chériat !... Ce mot de Chériat, ou de Chéri, devient une obsession !

Quand je dis que les Jeunes-Turcs veulent renverser le Sultan, je répète un bruit faux peut-être, mais qui est ardemment propagé, grossi, parce qu'il est un écho du désir populaire. Tout

Péra, — sinon tout Stamboul, — attend avec angoisse la déposition ou l'abdication d'Abdul-Hamid.

Tout Péra, oui, tous les citoyens de race grecque ou arménienne qui voudraient — le pourront-ils ? — n'être plus que des Ottomans ; et tous les Européens aussi, ou presque tous... Cette chute, volontaire ou involontaire, du tyran paraît certaine. Et pourtant, les jeux de la politique réservent tant de surprises !

En attendant, les nouvelles absurdes ou comiques continuent d'affluer. Chaque heure apporte la sienne, avec les supplémens des divers journaux. Et chaque hôte de la maison, en fumant sa cigarette, donne la « solution définitive, » apprise dans la journée...

L'un déclare que « tout ça profitera aux Anglais ; » l'autre voit déjà les flottes des puissances qui croisent aux Dardanelles ; celui-ci sait, de source sûre, « que le Sultan a des crises de nerfs ; » celui-là assure que le fils favori du monstre, le prince Burnaheddine, est parti pour Corfou : il va demander du secours à l'empereur Guillaume...

Hier soir, les dames avaient très peur que Chevket Pacha et Enver bey ne missent beaucoup de retard à entrer dans la ville, parce que le « vieux d'Yldiz » aurait le temps de préparer un coup de sa façon... Les Kurdes monteraient à Péra !

Les Kurdes ? J'entends parler si souvent de ces Kurdes que je m'étonne... Que sont-ils, où sont-ils, ces Kurdes, et pourquoi les craint-on ?... Ma naïveté provoque des sourires.

« Heureuse Française qui ignorez les Kurdes !... Ce sont les massacreurs professionnels, les bourreaux d'Arméniens, ceux qui, en 1905, ont ensanglanté Constantinople, et qui, hier encore, brûlaient et dépeçaient des femmes dans Adana... Ce sont ces faux ou vrais débardeurs du port, ces gens demi-nus ou vêtus de loques bariolées, qui ont un couteau à leur ceinture et vous regardent, quand vous passez, avec la sympathie du loup pour le petit agneau... Les Kurdes !... »

Qu'est-ce qu'il raconte, ce monsieur ? Il me fait peur... Et toutes les dames, un peu pâlies, se mettent à imaginer des choses terribles : ce qu'on ferait, si les Kurdes montaient à Péra, avec leurs grands couteaux...

Je dis :

— Ces messieurs nous défendraient...

Mais ces messieurs affirment que le sacrifice de leur vie ne

ferait que retarder notre supplice, voire notre déshonneur... Alors, nous implorons d'eux la grâce d'une mort prompte, faveur qu'ils nous promettent, d'un air galant.

Mes aimables compatriotes de l'ambassade sont beaucoup moins pessimistes, et les jeunes secrétaires s'invitent à des thés, font des visites, et racontent les potins de Péra, sans craindre les Kurdes. Je suis allée voir M. Constans et je lui ai demandé les moyens d'assister au sélamlik de vendredi, le dernier sélamlik du règne.

Il est très cordial, M. Constans, et il prend très bien l'air bonhomme, ce qui ne l'empêche pas de donner, aux uns et aux autres, de terribles coups de boutoir. Quand on le voit, dans son cabinet, épaissi par l'embonpoint, l'œil vague, sur la paupière lourde, la bouche détendue sous la moustache tombante, il semble parfois plongé dans un demi-sommeil ou dans un ennui invincible... Tout à coup, l'œil bleu s'avive, le sourire s'affine, toute la figure rajeunit de vingt ans, et l'accent toulousain donne une saveur spéciale à la malice inattendue qui assomme l'interlocuteur.

Il m'a dit :

— Vous voulez aller au Sélamlik ?... Pour voir le Sultan?... Ne vous pressez pas... S'il n'y est plus, la semaine prochaine, il y en aura un autre... Mais cette semaine-ci, je ne conseillerais à personne d'aller au sélamlik... Est-ce qu'on sait?... Tout se passera bien... oui... possible... mais... mais...

Hé ! il n'a pas l'air si tranquille, notre ambassadeur !... Il parle des onze marins de la *Jeanne-Blanche* qui gardent sa porte...

— Onze marins, neuf fusils et deux canons-revolvers sur un bateau joujou, belle défense !

Il a raison... Si les Kurdes montaient !

Bon ! voilà que je deviens Pérote. Je commence à croire aux Kurdes !

Enfin, j'ai vu Stamboul !

Par les rues déclives et zigzaguantes de l'immonde Galata, nous avons gagné la place de Karakeuy. Là, commence le grand pont de bois qui tressaute aux cahots des voitures, avec d'inquiétantes sonorités, qui semble déjà une très vieille chose, usée, raccommodée, pas durable.

L'eau huileuse brille entre les fentes des traverses. Les deux extrémités du pont sont rétrécies par un tas de cahutes en planches, bureaux de la compagnie Chirket-Haïrié, bureaux du péage, boutiques de changeurs, de confiseurs, de fleuristes... Et la foule qui dans Galata était presque terne, grisâtre comme une foule occidentale, pointillée seulement par les ronds rouges et mobiles des fez, la foule devient bariolée, variée, bruyante... Le petit vendeur de journaux, pareil à un voyou napolitain, l'étalagiste ambulant qui offre des merceries communes, des peignes de corne et des bas rayés, l'employé en redingote luisante, le gros pacha dans sa voiture, le derviche brun ou vert coiffé d'un bonnet de feutre, le Tcherkesse au nez camard, au bonnet d'astrakan, le Syrien aux yeux de fille, l'Arabe maigre et beau, dans le flottement des laines crémeuses, l'eunuque bouffi, les dames fluettes et furtives, petits fantômes noirs qui regardent tout et que nul ne doit regarder, c'est l'Europe et l'Asie qui se heurtent, sans jamais se confondre, entre les deux bouts de ce pont!

Il ne fait pas très chaud. Ce jour d'avril, sans ardeur, rappelle les jours de mai, en France; le ciel est d'un bleu presque blanc, et le soleil allume des étincelles aveuglantes sur le bleu plus intense, mais embué et voilé, de la Corne d'Or. Des bateaux noirs emmêlent leurs agrès. Un beau reflet rouge, le reflet d'une coque peinte au minium, tremble, brisé par le remous d'un vapeur à palettes qui s'éloigne...

Tout au fond, sur la rive, Stamboul est un frottis de pastel gris, où s'esquissent des coupoles crayeuses; et la grosse fumée noire du vapeur stagne dans l'air et laisse un barbouillis de fusain sur le gris et sur le bleu tendre.

Mais le pont franchi, la zone des fumées et des brumes dépassée, la ville se dresse, non plus féerique, — vivante.

Une place, assez laide, qui ressemble à la place de Karakeuy, puis dans une rue à gauche, un mur de mosquée, une vaste porte en haut d'un escalier de marbre que couvrent des gens assis, accroupis, couchés. Et tout le long du mur, des robinets dans de petites niches, et devant chaque robinet, un musulman qui fait les ablutions rituelles, pieds nus.

Ces gens qui encombrent l'escalier, ces gens qui se lavent, et ceux qui s'écartent, de mauvaise grâce, devant ma voiture, ce sont des soldats, tous, ou presque tous. Et parmi eux, pas un

officier. On ne voit plus d'officiers à Stamboul. Les beaux capitaines, les lieutenans fringans, sortis des écoles militaires, et imbus des théories européennes, sont dispersés ou morts. Ceux qui restent, ce sont les officiers sortis du rang, non suspects d'athéisme et dévoués au Padischah.

Et ces soldats, les mêmes qu'un mot d'ordre a soulevés contre leurs chefs, contre les ministres, contre le Comité, et que je m'imaginais tels que des brutes, n'ont pas la mine féroce. Leurs uniformes ne brillent pas de propreté, leur tenue n'est pas très martiale : ils semblent las et indécis, — mais leurs figures sont des figures de paysans point méchans, point malhonnêtes. Ils me rappellent nos Bas-Bretons et nos Vendéens qui ne savaient pas lire, et ne connaissaient le monde qu'à travers les prônes de leurs curés. Ces paysans turcs ont aussi leurs curés excitateurs de guerre civile. Le clergé vulgaire, les hodjas, les ont poussés contre les libéraux, au nom du souverain menacé, au nom de la religion méconnue. Qu'on les pousse demain contre les étrangers, ils nous égorgeront sans scrupule ! Et pourtant, ils ne sont pas, en majorité, les brutes révoltantes que les journaux dépeignent...

On me dit : « Les officiers Jeunes-Turcs, membres du Comité, ont été maladroits en faisant une sorte de propagande anticléricale. Certains négligeaient les obligations rituelles et s'en moquaient tout haut, devant leurs hommes. D'autres, qui avaient trop vécu à Paris — ou à Péra, — ne se cachaient pas pour aller dans les cafés et lire des journaux pornographiques. Il y a quelques semaines, des soldats déchirèrent des numéros du *Froufrou* et du *Sourire*, en disant : « Voilà ce que lisent nos chefs : des journaux où l'on voit des femmes nues... De tels hommes ne méritent-ils pas d'être assassinés ?... »

Je ne me porterai pas garant de l'authenticité de ces histoires, et je les rapporte seulement à titre documentaire. Elles doivent pourtant avoir un fond de vérité. Le Turc qui a perdu la foi, comme le chrétien qui l'a perdue, doit malaisément sacrifier aux préjugés populaires. Pour ne pas être hypocrite, il choque les esprits simples. Malgré mes sympathies pour les Jeunes-Turcs, je ne peux dissimuler que partout, ici, on dénonce leur intolérance, leur sectarisme...

Ce n'est pas aujourd'hui, ce n'est pas dans ce carnet de notes que je me complairai à décrire les mosquées. Pour le moment

la vie mouvante retient tout mon esprit. Plus tard, en d'autres temps, j'essaierai peut-être de fixer votre image, Sainte-Sophie toute d'or, Yéni-Validé-Djami aux faïences fleuries, aux stucs translucides, qu'emplissait la lumière pure et la voix triste, oscillante comme un jet d'eau sous le vent, d'un pèlerin arabe chantant seul, pour lui seul, sous le dôme immense...

La vie! elle me reprend dès le seuil, quand j'ai rejeté le charme du songe avec les babouches louées par le gardien, quand Moïse, toujours souriant, m'emmène à travers les rues...

Ce sont des rues de faubourg, qui n'ont pas de noms, ou bien des noms si difficiles que je ne les ai pas retenus; des rues presque villageoises, à peine pavées, bordées de petites maisons en bois. Elles sont toutes pareilles, ces maisons: une porte entre les deux fenêtres du rez-de-chaussée; et au-dessus de la porte, le balcon avançant et clos de grillages, sous le toit en auvent. Toutes pareilles, oui, du même gris, du même brun rougeâtre; — mais l'une penche vers la rue, l'autre s'accote à sa voisine; la ligne des façades et des toitures se brise et s'infléchit; on dirait une file de petites vieilles en robes fanées, de taille inégale, sœurs et différentes...

Il y a peu de monde, dans ces rues; des femmes accroupies immobiles, qui ont des figures comme des noix dans le triangle de leurs voiles blancs; des aveugles résignés tendant la main quand un bruit de pas les réveille; des enfans pâles, jolis, qui me tirent la langue et me crient je ne sais quelles choses assurément fort vilaines... Et puis, des poules, des chiens, une charrette attelée de buffles gris, aux cornes tordues, aux longs poils raides, des buffles stupides et sculpturaux.

Parfois, une petite place, avec une mosquée blanche, et une fontaine où l'eau captive se plaint derrière une grille d'or; quelques arbres d'un vert vif et, sur la façade d'un humble café, la frange mauve et le parfum délicat d'une glycine délicieuse.

Tout cela est paisible, si paisible! De quoi les touristes ont-ils peur? Pourquoi suis-je presque seule dans cette ville, et pourquoi Moïse jette-t-il sans cesse, autour de nous, des regards méfians? Dans ce décor splendide et misérable, sous le soleil langoureux, parmi l'arome épars des glycines, on peut bien oublier qu'une armée campe aux portes de Stamboul et que, demain peut-être, des hommes s'entre-tueront...

Mais voici des rues plus animées, des rues à boutiques. Les

fruiteries ont des courgettes et des artichauts disposés artistement sous des salades en festons; le limonadier a rempli de rubis et de topazes liquides d'énormes carafes bouchées par un citron d'or; le tourneur de bâtons de chaises rit de toutes ses dents blanches, accroupi parmi la sciure et les copeaux, et le magasin du vendeur de nattes exhale l'odeur agreste des joncs. Dans l'ombre et le soleil, sous les treilles de vigne naissante, sous les glycines qui pavoisent les rues en travers, passent des marchands ambulans, des hamals chargés de bâts comme des ânes, des enfans presque nus, des négresses comiques, et parfois un bel adolescent, un vrai petit Aladin, qui a des cils trop longs sur des joues trop pures, qui est inquiétant, équivoque à force d'être beau, et que les hommes regardent, dans cette foule où ne fleurit jamais un visage de femme...

Et il y a aussi des hodjas dont la barbe, taillée en rond, raccourcit, élargit la figure, sous le turban. Ils marchent, vêtus de longs cafetans, égrenant des chapelets d'ambre. Ils sont dans les magasins, dans les cafés, dans tous les groupes où l'on lit des journaux... Et Moïse murmure:

— Voilà les criminels, les misérables!

Je ne les aime pas du tout, ces hodjas. Ils me regardent sans aménité. Et les gens, — comme les gamins tout à l'heure, — me font la grimace, du fond de leur boutique.

23 avril.

Quand l'armée entrera-t-elle, et que fera-t-on du Sultan? Questions sans réponse. La population commence à s'énerver, dans l'incertitude et l'attente. Et les « on dit » vont leur train.

On dit que Chevket Pacha, malgré la rapidité relative et l'ordre parfait de la mobilisation, n'a pas encore assez de troupes pour risquer un conflit avec celles de Constantinople.

On dit également que ces dernières troupes auxquelles on a demandé un serment solennel d'obéissance ne résisteront pas, tout à fait démoralisées.

On dit aussi le contraire, et que la lutte pourrait bien réserser des surprises désagréables aux Jeunes-Turcs, et même aux chrétiens.

Je n'ai pas d'opinion là-dessus, n'ayant pas la compétence indispensable pour m'en faire une. Les diplomates sont muets;

les journaux se contredisent, et les gens que je vois ici recueillent les histoires les plus folles avec une gravité merveilleuse.

A propos du sélamlik de ce matin qui s'est passé comme tous les sélamliks, sans incidens, un monsieur bien informé affirme que le Sultan exhibé aux soldats et aux diplomates était un faux Sultan, un sosie d'Abdul-Hamid, vêtu, teint et fardé comme le Padischah authentique... Abdul-Hamid est loin d'Yldiz... Il navigue vers Corfou !

La déclaration qu'Ahmed-Riza a faite à des journalistes est très commentée. Le président de la Chambre aurait affirmé que la révolte du 13 avril a été fomentée par des réactionnaires, que le Sultan est resté neutre et sera respecté jusqu'à preuve contraire.

Et l'on commente aussi les déclarations de Chevket Pacha au grand vizir :

« Si la garde impériale, a dit le général, rentre dans la discipline, il ne sera pris contre elle aucune mesure de coercition. Dans le cas contraire, les auteurs seront punis... J'ai démenti catégoriquement le bruit qui a couru du détrônement de Sa Majesté impériale. Cependant, si des instigateurs voulaient se livrer à des intrigues pendant que mes troupes procéderaient à l'accomplissement de leur devoir, la responsabilité retomberait sur ceux qui en seraient cause... »

Tout cela est bien embrouillé, bien étrange, et les sceptiques commencent à parler d'une *combinazione* à l'orientale, entre les deux partis. Le Sultan sacrifierait ses complices, sa fortune et garderait une ombre de trône.

Moïse qui se faufile partout, qui pêche des renseignemens à tous les coins de rue, peut connaître le sentiment populaire. Or, je l'ai vu, hier, pendant notre promenade à Stamboul, déçu et navré. Il avait des colloques avec des marchands de noisettes, des limonadiers, et même des hodjas, — des bons ! — et le résultat de ces colloques le rendait mélancolique :

« S'ils le gardent, tout sera à recommencer. »

Dans le turbé de Sultan-Suleïman, mon guide a eu une longue conversation avec le gardien, un nègre bossu, en cafetan vert, qui ne semblait pas très au courant des choses politiques... Il vit avec les califes morts, ce nègre, et toutes ses pensées sont enfermées dans l'enceinte de marbre et de porphyre, sous la coupole rouge et blanche d'où pendent des œufs d'autruche et des

lustres de cristal... Il époussette les cercueils impériaux couverts de châles si anciens que les fleurs et les palmes pâlissent, prêtes à tomber en poussière. Il époussette les turbans aux grandes aigrettes, côtelés comme des pastèques, et qui évoquent pour moi les « turqueries » des tapisseries et des peintures d'après le *Bajazet* de Racine...

Mais le plumeau sous le bras, le nègre bossu oublie maintenant les cercueils souverains, les manuscrits enluminés, les faïences des murailles, objets de sa sollicitude. Il oublie que je suis là, contre le balustre de bois et de nacre, bien dépitée de ne pas comprendre le turc. Il s'émeut, le nègre; il lève les mains, roule les yeux; il a l'air de dire :

— Pas possible !...

Et Moïse lui tient un grand discours politique que l'autre écoute, attentivement, avec des « *Ewet !... ewet !...* » affirmatifs, et d'approbatifs « *Inchallah !* »

Moïse est une autorité... Il *doit* tout savoir, à cause de ses intimes et hautes relations avec l'ambassade...

... Je me rappelle encore que j'ai eu une belle peur, hier, à la fin de cette promenade, du côté d'Edirné-Kapou, — la porte d'Andrinople, — un quartier pas riche, et pas très bien fréquenté.

Nous allions voir la Kharié-Djami, cette ancienne église byzantine transformée en mosquée, qui a encore des mosaïques visibles, amusantes et ingénues, et qui sent — est-ce un effet de mon imagination? — l'église chrétienne, la petite église de village, humide, close, imprégnée de très vieux encens... La voiture roulait, pas trop vite, dans une rue encombrée. Et tout à coup, en arrière, éclatent des cris épouvantables.

Qu'est-ce que ces gens-là, ces démons à moitié nus, qui courent en hurlant vers nous? Un nègre les précède, pas bossu celui-là, leste et musclé, mais plus vilain et beaucoup moins sympathique que le gardien de Suleïman. Sur les épaules des coureurs, une machine bizarre danse, et brille au soleil, indistincte... Est-ce une arche sacrée qu'ils portent, ces sauvages?

Mon guide n'a pas l'air rassuré. Il me dit :

— Ne faites pas attention !... N'ayez pas peur !...

Et il crie au cocher :

— *Tchapouk !... tchapouk !* (1)...

(1) Vite !... vite !...

Les deux chevaux s'enlèvent, trottent sur l'infâme pavé où les roues s'en vont, en haut, en bas, tandis que je retiens mon chapeau... J'ai bien envie de regarder en arrière, mais si cela excitait les fureurs de ces horribles individus!... Alors, je prends un air digne, indifférent, détaché, l'air d'une personne dont la pensée plane, et qui n'a pas peur du tout!

Un choc, des vociférations, tout près de ma tête, à mon oreille!... Je me retourne... C'est le nègre qui a sauté sur la capote de la voiture et qui interpelle le cocher, Moïse, ou moi?... Je ne sais. Je ne baisse pas les yeux, et je garde un air bien calme, avec ce sourire tranquille et poli qu'on a, lorsqu'on visite des maisons de fous et que les pensionnaires vous interpellent. Les chevaux font un écart; le cocher crie je ne sais quoi, et le nègre disparaît. La troupe hurlante semble nous poursuivre, puis elle s'engouffre dans une ruelle. Et Moïse m'explique que ces coureurs ce sont les *toulombadjis*, pompiers volontaires, presque aussi dangereux pour les maisons que les incendies, car ils emportent souvent ce que le feu a respecté.

La machine qu'ils portaient, c'était la pompe !...

Autre épisode de ma promenade d'aujourd'hui.

Nous étions, au cœur de Stamboul, dans une rue étroite et malpropre, quand la voiture s'est arrêtée devant la boutique d'un confiseur. Moïse est descendu, et m'a fait signe de le suivre.

Où me mène-t-il?... Une allée infecte, un escalier obscur, des enfans sales qui se moquent de mon chapeau... Sur le palier, il y a une porte, avec un rideau de cuir qu'un hodja soulève à demi.

Nous sommes à la hauteur des galeries de la mosquée Rustem-Pacha, où les fidèles commencent la prière. Le hodja est de mauvaise humeur. Il refuse de nous laisser entrer, et mon guide parlemente, tandis que les enfans sales mendient : « Dix paras, madama, dix paras. »

Enfin, moyennant un fort backchich, le hodja consent à nous donner les babouches réglementaires ; mais au lieu de me les mettre aux pieds, gentiment, comme faisait le brave prêtre de Kharié-Djami, il me les jette à la volée... Attrape, si tu peux, chrétienne impure !

Il doit être réactionnaire, ce bedeau-là!

Traînant les pieds, je suis le gracieux personnage qui, paraît-il, nous invite à ne pas rester longtemps. Ses clés à la main, il grommelle dans sa barbe ronde, et je crois que, lui aussi, critique mon chapeau marron, un chapeau à la mode de 1909 qui ressemble à une cloche, ou à une ruche, et qui était si charmant à Paris... Mais évidemment, dans une mosquée, il paraît bizarre...

Elle n'est pas très grande, mais elle est bien belle, la mosquée de Rustem-Pacha! Elle est un jardin sans hiver, un jardin aux mille fleurs d'émail. Les piliers, jusqu'à la coupole, sont couverts de faïences persanes, où s'enroulent des liserons géométriques, où s'entremêlent les œillets, les tulipes, les palmes et les plumes de paon, de tous les verts, de tous les bleus, émeraude, saphir, jade et turquoise.

Un demi-jour clair, un crépuscule paisible caresse les floraisons froides et brillantes, et en bas, dans la nef, une quantité de soldats en brun, en bleu, sont accroupis ou prosternés sur les tapis aux nuances de velours rose.

Je ne vois que les têtes coiffées du fez et les pieds croisés, nus, ou en chaussettes... Quelques turbans verts, quelques fez, non militaires, par-ci, par-là, mais les soldats dominent, car il y a des postes tout proches. Ces hommes qui se battront demain, peut-être, contre leurs compatriotes, contre leurs frères d'armes, écoutent le discours d'un prêtre assis devant le *mirhab*.

Dissimulée derrière un pilier, je les regarde avec une curiosité passionnée. Que se passe-t-il dans leurs consciences obscures de fanatiques? Quel enseignement, quel ordre reçoivent-ils de ce prêtre qui tire, pour eux, des leçons du livre sacré?

24 avril.

J'ai changé d'appartement deux fois, désespérant de trouver le silence, et je m'étais installée, hier soir, dans une chambre assez triste qui ouvre sur la courette intérieure de l'hôtel. J'espérais y dormir un long sommeil que n'interrompraient plus les ronflemens ou la toux d'un voisin, ni les coquericos du coq maudit qui chante trois fois avant l'aube, ni les querelles des chiens, ni le bâton du veilleur de nuit tapant les heures sur le trottoir... O cher silence!

Dans le petit jour gris de cinq heures, je m'éveille... Quoi?... Un meuble, une lourde armoire a dû tomber, à l'étage supé-

rieur, juste au-dessus de ma tête ; ou bien l'ascenseur, qui fonctionne mal, s'est décroché... Les murs vibrent encore d'un fracas assourdissant, et des portes battent, des gens courent dans l'escalier, dans les couloirs.

Fatiguée, je me rendors à demi... Jamais, jamais, je ne trouverai le silence!... Un peu de temps se passe. Et voici, de nouveau, le fracas... Et je distingue aussi un crépitement bizarre, — clac... clac.... — mais dans cette pièce qui ne donne sur aucune rue, tous les bruits s'amortissent.

Enfin, la femme de chambre, appelée, arrive tout éperdue.

— Madame!... C'est le canon... On se bat au Taxim... L'armée est entrée cette nuit...

Je n'ai pas été lente à m'habiller, ce jour-là !

Le vestibule du rez-de-chaussée est plein de monde : tout le personnel de l'hôtel, presque tous les voyageurs ; et la curiosité nous pousse, les uns après les autres, jusque dans la rue.

Notre calme rue des Petits-Champs ! Je ne la reconnais pas, dans le clair matin frisquet, qui s'ensoleille... Des soldats en uniforme khaki, des soldats en uniforme bleu, couverts de poussière, passent, par groupes, et tout à côté, devant le consulat des États-Unis, il y a un corps de garde improvisé où l'on amène des prisonniers, des suspects, qu'on fouille, et qu'on désarme avant de les envoyer à la police. Tout à l'heure, on vient d'arrêter deux faux hodjas, aux poches capitonnées de bank-notes, et on les a houspillés quelque peu... Maintenant, quatre soldats conduisent un officier réactionnaire, qui n'a plus d'épée, dont le dolman sombre est déchiré à l'épaule, et qui marche, pâle, calme, l'air distrait. Devant le consulat américain, une foule pressée stationne, attentive aux moindres incidens, nerveuse, prête à s'enthousiasmer ou à s'affoler... Et parfois, à grand trot, à grand bruit, passent des cavaliers, des fourgons qui sonnent la ferraille, des civières, des voitures aménagées pour les ambulances, un équipage correct, avec un cavass d'ambassade sur le siège.

Le canon s'est tu ; la fusillade, vers huit heures, devient plus lointaine, plus espacée... On sait que les casernes de Chichli et du Taxim ne résistent plus, que l'armée de Salonique occupe toutes les hauteurs de Péra et se dirige vers Yldiz. A Galata, quelques *caracols* se défendent encore, et les ponts étant barrés, nul ne peut pénétrer dans Stamboul.. Là-bas aussi, sur l'autre

rive, la bataille continue, du côté de la Sublime-Porte; mais les nouvelles précises manquent.

Un détachement macédonien passe, et, de toutes les fenêtres, partent des applaudissemens et des bravos... « Voilà nos sauveurs !... Voilà les héros de la liberté, les défenseurs de la Constitution... » Les gens qui crient le plus fort restent pourtant chez eux, au lieu de former des bandes de volontaires, comme ont fait les Grecs et les Bulgares de Macédoine... La population pérote n'est pas guerrière par vocation, mais elle aime bien les guerriers qui la défendent. Elle ne leur ménage pas les épithètes flatteuses et les acclamations. Les soldats et les officiers ne témoignent aucune émotion d'aucun genre. Peut-être sont-ils indifférens, ou dédaigneux, ou fatigués de cette nuit de marche, de cette matinée de combat. Ils défilent, et d'autres leur succèdent, et d'autres... Ils vont à Stamboul.

Le soleil de midi brûle. Le printemps à peine tiède prend la splendeur de l'été. En face, dans le jardin vide, les platanes ont déplié mille petits drapeaux vert tendre. Des pigeons gonflent leur col de soie grise. Des gens emportent un mort dans une sorte de brouette... Et les prisonniers arrivent toujours.

Vers trois heures, quand tout paraît calmé, quand les barrages sont rompus, on apprend que la bataille recommence à Tachkichla, au Taxim... On dit que les réactionnaires ont arboré le drapeau blanc et qu'ils ont pris entre deux feux, par traîtrise, les libéraux déjà entrés dans la cour du Taxim... Il y a eu beaucoup de morts, des représailles sanglantes...

Par le passage du Bas-Marché, je gagne la rue de Péra et l'ambassade de France. Elle est située tout à fait en contre-bas de la rue, et une descente très roide y donne accès. Là, des élèves de l'école militaire de Pancaldi, de tout jeunes gens vêtus de khaki, fraternisent avec les braves marins bretons du stationnaire *Jeanne-Blanche*.

Les beaux lilas du jardin, en pleine fleur, semblent un énorme bouquet blanc et mauve. L'ardeur du jour déclinant s'apaise en douceur exquise; il y a de la joie dans l'air, la joie encore timide et incertaine de la ville délivrée. Je trouve, dans le jardin, un groupe de jeunes femmes, qui sont là, depuis le matin, avec leurs enfans et les bonnes de leurs enfans. Elles habitent des maisons qui ne semblent pas très sûres, et qui ont été plus ou moins criblées de balles. Réfugiées ici,

ces dames ont installé une *nursery* et des dortoirs de bébés.

Voici des secrétaires, des drogmans, des journalistes. Chacun apporte une nouvelle. Yldiz est cerné... Le Sultan est enfermé avec le grand vizir. Une partie de ses prétendus fidèles, les gens qui vivaient de lui, l'ont abandonné... A Stamboul, les garnisons de la Sublime-Porte et du ministère des Travaux publics se sont rendues...

C'est donc fini?... Non, personne ne veut croire que ce soit fini... Yldiz réserve peut-être des surprises. Les dames affirment qu'elles n'ont pas confiance et qu'elles ne rentreront pas chez elles.

On raconte des épisodes de la bataille qui a été meurtrière, puisque l'on évalue à deux mille, — sinon plus, — le nombre des morts. L'hôpital français de Péra, qui est tout voisin de la caserne des sapeurs-pompiers et de la caserne du Taxim, a reçu quantité de balles, et des passans ont été tués dans les rues d'alentour. Deux journalistes, — un Anglais et un Américain, — étaient allés, avec leurs appareils photographiques, s'installer dans une ruelle latérale, où les soldats croisaient leurs feux. Abrités par un pan de mur, ils attendaient l'instant propice pour prendre des instantanés, mais l'un d'eux, M. Booth, ayant avancé un peu la tête, fut touché à la nuque et tomba.

Son ami, M. Moore, le tira par les pieds, tant bien que mal, pour le ramener à l'abri du mur, et, ce faisant, perdit son chapeau et sa canne, qui roulèrent à quelques pas. Quand M. Booth fut étendu contre la muraille, M. Moore, au lieu de rester coi, perdit tout sentiment du danger, et, peut-être inconsciemment, s'avança à son tour dans la zone dangereuse pour ramasser sa canne et son chapeau... Une seconde balle l'étendit à côté de son camarade.

On avait annoncé la mort de ces deux victimes du devoir professionnel, mais le docteur de Lacombe, chirurgien en chef de l'hôpital, arrive et nous rassure. Les deux journalistes, assez gravement blessés, ne sont pas en péril, et il leur restera, de cette aventure, un prestige accru auprès de leurs directeurs et de leurs lecteurs... Il faut dire, à l'honneur de la corporation, que tous les reporters présens à Constantinople ont montré une magnifique crânerie, qui leur paraît, d'ailleurs, toute naturelle et dont ils ne tirent pas vanité... C'est le métier qui veut cela.

Le docteur de Lacombe affirme qu' « ils ont été épatans, »

mais ce qu'il ne dit pas, et ce qu'un confrère bien informé me raconte, c'est que personne n'a été plus « épatant » que lui!... A cinq heures du matin, quand le canon l'a réveillé, il s'en est est allé tout droit à l'hôpital français, et sa vieille mère, sans larmes et sans jérémiades, l'a regardé partir, dans la rue où sifflaient les balles. La grande porte de l'hôpital était barrée par un détachement de Macédoniens qui fusillaient vivement un petit *caracol* réactionnaire. Impossible d'approcher. Les officiers de Salonique conseillent au docteur de s'en retourner, ou de se mettre en sûreté provisoire...

Le docteur répond :

— C'est fort bien, mais si votre place est ici, la mienne est dedans. On va m'apporter des blessés tout à l'heure. Il faut que j'entre dans mon hôpital.

— Vous n'entrerez pas!

— Nous verrons.

Sans hâte, il gagne une petite rue, derrière l'hôpital, où donne une porte de service presque toujours fermée en dedans, et pas très loin de l'endroit où furent blessés, une heure plus tard, MM. Booth et Moore. Là, on se bat, Macédoniens et réactionnaires, et juste devant la porte de service un passant est couché, mort, dans son sang qui rougit le ruisseau. Les balles éraflent les plâtras des murs et le bois de la porte... Le docteur ramasse des pierres et les jette dans les fenêtres de l'hôpital pour signaler sa présence, et cela dure quelques minutes, jusqu'à ce que les religieuses et les aides l'aient aperçu et lui aient fait ouvrir la porte.

Maintenant, la nuit vient, et nous sommes tous rassemblés dans le salon de l'ambassade, pendant que les petits enfans dînent dans une pièce voisine, et qu'on prépare leurs lits. Tous les Français présens sont invités à dîner, à la fortune du pot, dit M. Constans, car le pain manquera peut-être, et l'armée conquérante a réquisitionné les laitiers. L'ambassadeur nous offre même une hospitalité plus complète. Il y a de la place pour tous, et en cas d'alerte, nous aurons, pour nous protéger, les marins de la *Jeanne-Blanche*, et les trente-six Macédoniens.

Les petits enfans ont dîné; le doyen de cette chambrée, M. Pissard fils, qui a bien neuf ans et qui est arrivé aujourd'hui même, avec son papa, par l'Orient-Express, donne son avis sur les événemens... Le bébé de Mme Delon n'a pas d'opinion, — et

pour cause, — et quant aux personnages entre deux et huit ans, ils se soucient également des Turcs vieux ou jeunes et demandent le dessert et le dodo.

Le pain n'a pas manqué si l'entremets a fait défaut. Le dîner est excellent tout de même et beaucoup plus amusant que les banquets officiels. Dans le grand salon aux fenêtres ouvertes sur la nuit bleue, où pénètrent les senteurs mariées de la glycine et du lilas, on cause ensuite, presque gaîment, mais, tous les quarts d'heure, on apporte des dépêches... Arrivent M. Deffès, le directeur général de la Banque Ottomane, maigre, blanc, vif et spirituel; — le lieutenant de vaisseau Goisse, commandant le stationnaire; — le directeur français du lycée de Galata-Séraï, et c'est bien curieux de voir l'expression soucieuse, narquoise, sceptique ou amusée de tous ces visages !

Dans le jardin, les Turcs et les Bretons se régalent du pilaff gigantesque et des deux agneaux rôtis offerts par M. Constans, et la bonne odeur de ce festin attire les soldats qui gardent la Légation de Hollande. Trop préoccupés sans doute de l'accouchement de la Reine, les bons diplomates néerlandais ont oublié de faire dîner leurs gardiens...

— Si Yldiz ne cède pas, vous entendrez le canon demain encore, dit M. Constans.

M. Deffès veut bien me raccompagner en voiture jusqu'à l'hôtel. La rue de Péra est toute noire. Les chiens ont disparu, épouvantés, et des patrouilles circulent qui nous arrêtent à chaque pas. Une tête coiffée d'un fez, un éclair de baïonnette à la portière, quelques mots turcs criés par le cavass... Nous passons...

Et voilà ce que j'ai vu d'une « journée historique. »

MARCELLE TINAYRE.

(*A suivre.*)

LES FORCES JAPONAISES

EN 1909

Quelle est la puissance militaire actuelle du Japon? L'augmentation considérable de son armée est-elle en rapport avec ses ressources ? Quelles sont ses tendances? Est-il pour les peuples de l'Orient, le Soleil levant dont son drapeau est l'emblème, ou seulement le météore apparaissant soudain mais dont l'éclat s'évanouit aussitôt? Les clans féodaux détruits, qui pendant tant de siècles ont constitué son état social, vont-ils reparaître sous la forme plus moderne de partis politiques se déchirant entre eux, tels que nous les montrent certaines nations européennes? Le socialisme sera-t-il la conséquence du développement industriel? Alors la cohésion de l'Empire et sa force d'expansion ne seraient bientôt plus qu'un souvenir.

Notre étude ne saurait prétendre résoudre ces questions. Elle se propose seulement d'exposer certains points de vue permettant de les examiner sous un jour spécial.

Il est universellement admis que la mentalité des peuples de l'Orient est différente de la nôtre; cependant, nous conservons l'habitude de raisonner sur leurs actes avec notre logique helléno-latine. Les Orientaux ne la comprennent pas et, avec bonne foi, leurs conclusions y sont souvent diamétralement opposées. Nous restons enclins à des analogies qui ne peuvent pas exister. Parfois les conséquences sont graves. Ainsi, la Russie s'est trouvée surprise par l'attaque des torpilleurs japonais à Port-Arthur le 8 février 1904. Elle était convaincue que le pres-

tige de sa puissance la mettait à l'abri d'une agression soudaine et lui permettait de gagner du temps. Or, l'attaque brusquée ne faisait aucun doute pour ceux qui étaient renseignés sur le Japon. En voici la preuve : le *New-York Herald*, édition de Paris, dans son numéro du 8 novembre 1903, dit ceci : « Sans aucun doute les Japonais font des préparatifs guerriers à Kynshu, et si les négociations entre leur ministère des Affaires étrangères et le baron de Rosen ne prennent pas une tournure favorable, ils peuvent, soudainement et sans avertissement, jeter une large force en Corée, la flotte actuellement à Masampho protégeant le débarquement. »

L'avertissement était formel, mais au nom de la logique une telle éventualité était considérée comme impossible, il n'en fut tenu aucun compte.

Pour comprendre les événemens qui se préparent, il est utile de se rendre compte des forces dont la mise en jeu a permis au Japon d'apparaître soudain, aux yeux de l'Europe étonnée, comme une puissance militaire de premier ordre.

L'espace qui nous sépare de la dernière guerre donne un recul déjà suffisant pour pouvoir affirmer que les succès ininterrompus des armées japonaises proviennent de leur exceptionnelle énergie et de leur souverain mépris de la mort.

En un temps très court, puisque, au point de vue de son organisation à l'européenne, elle n'existait pas avant 1868, cette armée, sans avoir de traditions tactiques, sans avoir été préparée au combat par un génie militaire tel que Turenne ou Napoléon, a mené victorieusement trois guerres en l'espace de dix ans, sans une défaillance, sans un échec. Les deux premières, il est vrai, ont été peu importantes, mais la troisième a vu les plus grandes batailles des temps modernes, tant par le nombre des combattans engagés des deux côtés, que par la durée et la ténacité de la lutte. L'éducation militaire des grands chefs avait-elle préparé les succès des Japonais? Sous le rapport du caractère, oui certainement. Le nom d'homme de fer, donné à Wellington, leur revient également. Tous ont mis en pratique ce principe directeur du commandement des armées : la crainte des pertes est immorale. Mais, sous le rapport technique, il faut rappeler que le général Nogi, le vainqueur de Port-Arthur, actuellement gouverneur du collège des filles nobles de Tokyo, a reçu sa première instruction militaire avec l'arc et le sabre. Le mauvais

mousquet en usage avant 1868 n'était pas une arme essentielle.

Les victoires de la dernière campagne doivent donc être attribuées à des causes anciennes et profondes. Comment les troupes japonaises étaient-elles animées d'un pareil esprit de sacrifice, d'une pareille intrépidité? De telles vertus ne s'improvisent pas, elles sont une résultante : pour en apprécier la valeur, il faut examiner ce que sont par atavisme les Japonais de nos jours.

La piété filiale est la vertu par excellence de tous les peuples de l'Extrême-Orient. Elle n'a d'ailleurs aucun rapport avec le sentiment que nous décorons de ce nom. Dans notre civilisation, personne n'admet que les parens acceptent le sacrifice de leurs enfans. En Orient ce sacrifice est chose naturelle et due, il ne saurait être mis en question. C'est le principe essentiel de la philosophie de Confucius introduite au Japon avant l'ère chrétienne. Cette doctrine prescrit une soumission aveugle aux parens et au chef de l'État. Elle convenait parfaitement aux idées féodales du vieux Japon et elle a pénétré au plus profond du cœur de ses enfans. Le Boudhisme l'a respectée et elle a été gardée comme base de l'enseignement officiel jusqu'en 1868. A cette date, l'instruction publique fut organisée d'après le système européen ; mais si la philosophie de Confucius n'était plus officiellement enseignée, ses principes n'en étaient pas moins strictement observés dans les familles. De tout temps a existé une coutume générale. Un homme, arrivé à l'âge de soixante ans, devient Inkyo, ce qui veut dire, en retraite ; celui qui entre dans cet état, cède à ses héritiers la jouissance de ses biens, cesse tout travail et vit à sa guise de ce que ses enfans lui donnent. La vieillesse est si extraordinairement honorée qu'elle ne peut avoir aucune crainte d'abandon. Il serait barbare, dit le peuple, d'exiger un travail de qui a passé l'âge où il peut l'exécuter utilement.

Il n'y a pas de récits plus populaires que ceux des vingt-quatre modèles de piété filiale. L'enfant japonais, bercé avec ces légendes, en reste pénétré toute sa vie, d'autant mieux qu'il voit ses parens lui donner l'exemple. Ces légendes sont classiques. Quelques-unes sont touchantes, quelques-unes sont risibles, mais leur exagération même est faite pour frapper les enfans. Telle est l'histoire de Roraïshi, âgé de soixante-dix ans. Il s'habille avec des vêtemens d'enfant et s'ébat sur les nattes afin de donner à ses parens, âgés de quatre-vingt-dix ans, l'idée qu'ils ne sont pas

aussi vieux qu'ils le pensent, puisque leur fils se livre à des jeux puérils.

Notre mentalité occidentale ne peut pas concevoir que des parens aient la cruauté de sacrifier eux-mêmes leurs enfans s'ils jugent que l'honneur ou le loyalisme l'exigent. Une telle action paraîtra naturelle à un Japonais ou à un Chinois. L'autorité absolue du chef de famille est un dogme. Personne ne songerait à le discuter.

On dit le Japonais irréligieux. Ce n'est pas exact. Dans chaque maison est l'autel de famille, où sur des planchettes sont inscrits les noms des parens disparus. A certains jours, des marques de respect sont données aux morts, et aussi des offrandes.

Le Shintoïsme, actuellement religion officielle de l'Empire, n'est en réalité que le culte des ancêtres. Le mot « Shinto » signifie la voie des Dieux. Il était jadis appliqué à une sorte de mythologie et d'adoration de la nature, qui se transmit par tradition, jusqu'à l'époque de l'introduction du Boudhisme vers 552 de notre ère. Les deux religions se sont bientôt pénétrées. Le Boudhisme, très tolérant, accepta facilement comme une de ses branches une religion qui n'a ni dogmes, ni livres sacrés, ni code moral et d'autre part, comme il admet un grand nombre de boudhas successifs, il décida que le premier Empereur japonais devait être l'un d'eux. La mythologie shintoïste est donc fondée sur l'origine divine de la famille impériale. Elle peut se résumer ainsi : — A l'origine, la terre sacrée du Japon est habitée par les Dieux. L'homme ayant paru, des alliances se forment entre lui et les Dieux qui ne tardent pas à se retirer dans les régions célestes. Le dieu Iranagi, créateur du Japon, a une fille, Ama-Terazu, déesse du Soleil. Cette déesse décide que la terre sera mise sous le sceptre d'un de ses enfans, et c'est ainsi qu'elle investit de l'autorité impériale son fils Simmu-Tenno, premier mikado, en l'an 660 avant Jésus-Christ. — Les historiens officiels tracent avec grand soin la généalogie impériale depuis cette date jusqu'à nos jours, où l'empereur Matzuhito, né le 3 novembre 1852 et monté sur le trône en 1867, se trouve être le 129e empereur du Japon.

De cette origine divine reconnue par tout son peuple, l'Empereur tire une puissance morale devant laquelle tout s'efface. Pour le Japonais, l'hommage dû aux Dieux se confond avec celui

qui est dû aux ancêtres impériaux. Ce sentiment est de même essence que la piété filiale et conduit au culte de l'Empereur vivant, par conséquent à la souveraineté de ses décisions. Les milieux les plus cultivés, tels que les professeurs de l'Université impériale de Tokyo, aussi bien Européens que Japonais, ne se permettraient pas la moindre suggestion pouvant faire penser qu'ils doutent de cet article de foi. Comme l'enseignent les préceptes chinois, l'Empereur est le père et la mère de son peuple et tout l'Orient reconnaît que les parens ont droit de vie et de mort sur leurs enfans. Le loyalisme du Japon à son Empereur est ainsi la forme particularisée du culte des ancêtres, et le patriotisme se confond dans le même sentiment. Le sol sacré n'est-il pas fait de la cendre des morts? Il n'a jamais subi d'invasion et ne saurait en subir. Lorsque, à la fin du XIIIe siècle, le Mongol Kublaï Khan somma les Japonais de se soumettre à son immense Empire, ils répondirent en coupant la tête des deux ambassadeurs et, se soulevant en masse, ils détruisirent la flotte envoyée pour envahir le pays. La vie des Japonais n'obéit qu'à une règle simple; l'obéissance complète à l'Empereur, telle qu'elle est due à un père et en outre à un mandataire divin. Les révoltes qui à plusieurs reprises ont ensanglanté le Japon semblent démentir ce qui précède : un exemple montrera que cette contradiction n'est qu'apparente. Vers 1876 le commandant en chef des troupes impériales était le maréchal Saïgo-Takamori, devenu le personnage le plus important de l'État, en raison de son dévouement à l'Empereur. Il s'était attaché à réaliser son désir d'organiser l'armée d'après les méthodes européennes et, en 1874, grâce à ses efforts et à ceux des missions militaires françaises envoyées en 1868 et en 1872, les forces impériales comptaient 70 000 hommes de troupes instruites. En 1876, un mouvement anti-européen se produisit. Il amena la rébellion de Higo énergiquement réprimée; mais, en 1877, le maréchal lui-même estima que le gouvernement choisi par l'Empereur faisait fausse route dans son engouement extrême pour les idées européennes, que lui, Saïgo, avait été un des premiers à accepter. Il craignit que les usages nationaux et les traditions du vieux Japon ne fussent compromis. Il se mit à la tête de 40 000 hommes dévoués et attaqua les troupes impériales qu'il avait lui-même organisées. Ce fut la terrible rébellion de Satzuma qui dura huit mois, et dans laquelle les pertes furent énormes des deux côtés. Dans une dernière

bataille, après que 18 000 des siens furent tombés, le maréchal fut blessé à la cuisse et, pour ne pas tomber vivant aux mains de ses adversaires, il se fit trancher la tête par un de ses fidèles. Ce rebelle a maintenant sa statue dans le plus beau site de Tokyo, à Ueno Park. Elle a été érigée par ordre de l'Empereur, car personne ne s'est jamais révolté contre sa souveraineté. Des dissidens ont pu se tromper en prenant les armes contre son gouvernement, mais en se révoltant ils croyaient servir l'Empereur en sujets loyaux et fidèles. Une erreur ne doit pas empêcher de rendre justice à leur loyalisme et de l'honorer publiquement. Un autre fait a empêché l'Europe de se rendre compte de la portée de ce dévouement à l'Empereur. Pendant longtemps, elle a cru que le Japon avait deux souverains : l'un religieux, le « Mikado ; » l'autre politique, le « Taïcoun. » C'était là une erreur qui plusieurs fois eut des conséquences fâcheuses. Les diplomates s'adressaient au personnage qu'ils nommaient Taïcoun auquel ils donnaient le titre de « majesté » et passaient avec lui des conventions sans valeur puisqu'elles ne portaient pas le sceau impérial. Son nom véritable était « Shogun » qui signifie généralissime. Dans leurs rapports avec l'étranger, certains shoguns, sans doute pour augmenter leur prestige, prirent le titre de « Taïcoun, » c'est-à-dire « grand prince. » Aucun d'eux ne s'est jamais déclaré Empereur, et il n'y a jamais eu qu'un seul Empereur, quelquefois sans autorité, mais au nom de qui le pouvoir a toujours été exercé. Le shogun représentait le pouvoir exécutif; discutable; le mikado restait le souverain indiscutable parce que divin. La nation ne les a jamais confondus et son loyalisme s'est toujours fixé sur l'Empereur. Le système du shogunat s'est maintenu depuis 1190 jusqu'en 1867 et pendant cette période de sept cents ans il a exercé une action considérable sur le moral de la nation. Il convient donc d'entrer dans quelque détail sur son fonctionnement.

Jusqu'en l'an 500 de notre ère, l'histoire du Japon appartient surtout à la légende et les documens pour la fixer font défaut; mais à partir de 552, époque où le boudhisme fut importé par ses missionnaires venant de Corée, la critique peut s'exercer sur un terrain ferme, grâce aux livres conservés. Avec le boudhisme, la civilisation chinoise s'introduisit et avec elle la coutume de l'abdication du Souverain, qui lui permettait de consacrer ses dernières années à la prière. Cet usage conduisit à l'effacement

de l'autorité de l'Empereur pendant le moyen âge. Avant la fin du VIIIe siècle, le gouvernement avait été déjà modifié sur le modèle de celui de la Chine, avec un système régulier de ministres responsables vis-à-vis du souverain qui, fils du Ciel, conservait le pouvoir absolu. Pratiquement, cet absolutisme était plus nominal que réel. Le régime du Japon était exclusivement féodal. Il ne pouvait en être autrement, puisque la féodalité est la forme sociale des organisations primitives et résulte de l'anarchie des groupemens initiaux. Les seigneurs féodaux, nommés daïmyos, véritables chefs de clans, ne pouvaient assurer la sécurité de leurs possessions que par leur vigueur personnelle et celle de leurs hommes d'armes, les « Samuraïs; » de même que nos barons du moyen âge, ils étaient constamment en guerre. Certaines familles prirent par les armes une influence prépondérante. C'est ainsi que la famille Fujiwara put diriger les affaires de l'État depuis 670 jusqu'en 1050. Ses membres tenaient les principaux emplois du gouvernement, et ses filles étaient données pour femmes aux empereurs.

Mais les daïmyos tenus à l'écart se soulevaient. Des luttes incessantes se produisaient. Elles eurent pour conséquence l'essor de deux grandes factions, les Taïra et les Minamoto qui s'arrachèrent les rênes du gouvernement pendant la seconde moitié du XIe siècle et la totalité du XIIe. Le Japon n'était plus qu'un vaste champ clos, et le véritable maître de l'Empire était le chef qui avec l'armée la plus puissante pouvait distribuer le pays conquis à ses fidèles. La destruction finale des Taïra en 1185, rendit Yoritomo, chef des Minamoto, maître du pouvoir. L'Empereur lui donna le titre de Shogun, que ses successeurs continuèrent à porter. Le shogunat fut successivement occupé par de puissantes familles, chez lesquelles cette charge était devenue héréditaire. Ainsi les Ashikaga restèrent au pouvoir de 1338 jusqu'à la fin du XVIe siècle. En 1592, le shogun Hideyoshi soumit les daïmyos récalcitrans et envahit la Corée. Il méditait la conquête de la Chine quand il mourut en 1598. Tokugawa-Iyéasu, puissant daïmyo, chassant de son palais le fils d'Hideyoshi, battit tous les daïmyos turbulens, et distribua une grande partie de leurs biens à ses alliés et à ses hommes d'armes (1). Par des attributions judicieuses de différens fiefs de l'Empire aux deux grandes

(1) *Things Japanese*, by Basil Hall Chamberlain. London, 1905.

familles féodales des Satzuma et des Choshu, qu'il n'aurait pas pu réduire, il parvint à pacifier le pays. La cour impériale respectueusement traitée lui attribua la charge de shogun à titre héréditaire. Cette dynastie des Tokugawa durait encore, lorsqu'en 1853 se produisit l'intervention du commodore américain Perry, qui devait avoir des conséquences si importantes. La féodalité et le shogunat se sont maintenus pendant des siècles jusqu'en 1868; aussi l'âme japonaise s'est-elle imprégnée de la mentalité de ce régime. La population était alors partagée en quatre classes. La noblesse, — daïmyos et samuraïs, — les paysans, les artisans et les commerçans. Les daïmyos, seigneurs de leurs terres, vivaient, comme au moyen âge, dans leurs châteaux fortifiés et assuraient la protection de leurs vassaux moyennant certaines redevances. La guerre était pour eux une nécessité. Les enfants élevés dans un tel milieu se faisaient un idéal d'honneur, de gloire et d'ambition. Il en était de même de leurs hommes d'armes, les samuraïs. Ce nom désignait toute la classe militaire qui de droit faisait partie de la noblesse, car, dans la conception japonaise, tout noble doit être soldat et tout soldat est noble.

L'éducation des samuraïs, leurs occupations, leur code inflexible sur les questions d'honneur, toute leur atmosphère mentale, étaient dirigés vers un seul idéal, la guerre. L'obéissance passive et enthousiaste à leurs chefs féodaux, le loyalisme et la fidélité absolus jusqu'à la mort, étaient une religion dont aucun n'eût songé à s'affranchir. La parole d'un samuraï le liait pour la vie. Il y a là certains points de ressemblance avec notre ancienne chevalerie, sauf en ce qui concerne le rôle de la femme, qui au Japon était très effacé. Le duel était remplacé par la pratique du suicide nommée « harakiri. » L'insulté se suicidait, ce qui obligeait, son adversaire à en faire autant. Cette pratique existe encore. C'est une des manifestations de l'énergie japonaise, et, à ce titre, il est utile de l'examiner. Il y a deux sortes d'harakiri : l'obligatoire et le volontaire. Le premier est une faveur accordée par le gouvernement à toute la classe noble. Le condamné à mort est autorisé à se suicider au lieu d'être livré au bourreau. Des personnages officiels sont envoyés comme témoins, à l'endroit où le suicide doit avoir lieu, généralement un temple; le condamné s'assoit sur ses talons, face à l'autel, lie les manches de son vêtement à ses genoux, — car un homme noble ne doit tomber qu'en avant, — s'enfonce dans le ventre à gauche une

dague, le wakizashi, et la ramène lentement à droite. Un ami, placé d'avance à côté de lui et qui suit tous ses mouvemens, se lève vivement et lui tranche la tête d'un coup de sabre. Cette coutume est en ce moment abolie, provisoirement peut-être. Toutefois, l'harikiri volontaire existe toujours. Il se pratique pour différentes raisons : insulte considérée comme entraînant la perte de l'honneur, car la vie sans l'honneur est tenue pour impossible, et celui qui l'accepterait serait mis à l'écart et abandonné même par sa famille ; loyalisme pour un chef auquel on ne veut pas survivre. Souvent aussi il est accompli en manière de protestation contre une décision supérieure, lorsque tous les autres moyens pour la changer ont été épuisés. Un exemple fera mieux saisir cette conséquence d'une mentalité qui nous est inconnue. Un lieutenant Ohara-Takeyoshi, alarmé des empiétemens probables de la Russie en Corée, avait essayé de convaincre le gouvernement de la nécessité de s'y opposer. Tous ses efforts ayant été vains, il résolut de se suicider, espérant que sa mort produirait plus d'effet que ses paroles. Il envoya à l'agence de la Presse à Tokyo un document indiquant les motifs de sa résolution et se rendit aux tombes de ses ancêtres dans le temple de Saïtokuji à Tokyo, où il fit l'harakiri avec le cérémonial traditionnel. Sans doute ce suicide n'amena aucune action immédiate; mais qui peut dire si l'émotion produite dans le public a été sans influence sur le mouvement belliqueux de 1904? Lorsqu'en 1895 le gouvernement japonais, cédant à la pression de la Russie, de l'Allemagne et de la France, rétrocéda à la Chine la presqu'île conquise du Liao-Tung et de Port-Arthur, plus de quarante officiers se suicidèrent pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une faiblesse. Parfois des femmes de qualité se suicident pour ne pas survivre à leur mari, s'il est mort en héros. En 1895, lorsque la nouvelle de la mort du lieutenant Asada, tué à l'ennemi, parvint à sa jeune femme, celle-ci, après avoir revêtu sa plus belle parure, se prosterna devant le portrait de son mari et, selon la coutume consacrée pour les femmes, se tua d'un coup de poignard dans la gorge. Préalablement et comme il est d'usage, elle avait reçu le consentement de son père. Parmi les troupes, on cite aussi des cas de suicide collectif. Le 26 avril 1905, le vapeur japonais *Kiusba-Maru*, portant environ 1 200 hommes, fut capturé par un croiseur russe et sommé de se rendre. Un délai d'une heure était donné. Les Japo-

nais n'avaient que leurs fusils. Ils décidèrent de mourir et ouvrirent le feu. On vit beaucoup d'officiers et d'hommes se suicider; une torpille coupa en deux le navire, et ces braves périrent tous.

Lorsque, au milieu d'avril commencent les pèlerinages, le voyageur qui se rend au temple de Shi-ju-sichi-Shu à Tokyo, assiste à un touchant spectacle. Ce temple est consacré à 47 Ronins, — nom donné aux samuraïs qui ont perdu leur maître; — c'est là qu'ils sont inhumés. A l'entrée, se vendent, pour quelques centimes, des paquets de minces baguettes d'encens. Des Japonaises, tenant par la main leurs petits garçons de six à huit ans, les mènent dans le charmant enclos planté d'arbres, où les 47 pierres tumulaires sont dressées. Devant chacune d'elles est un petit bloc de pierre formant autel. A gauche, un tube pour mettre des fleurs; au centre, une excavation contenant de l'eau et formant bénitier; à droite, la pierre disposée pour recevoir l'encens. Les mères apprennent à leurs enfans à déposer une baguette d'encens allumée sur chaque autel, et celles qui disposent de quelque monnaie les conduisent ensuite voir les reliques des héros, déposées dans une sorte de musée situé à droite du temple. Tous connaissent l'histoire de ces 47 Ronins qui se sont suicidés après avoir vengé leur maître forcé à l'harakiri pour avoir frappé un grand personnage qui l'avait humilié. Ces hommages religieux rendus à la fidélité sont faits pour impressionner l'enfant et le préparent à sacrifier sa vie, lorsque l'honneur ou le loyalisme seront en jeu. Jusqu'en 1871, le samuraï vivait dans le château de son daïmyo et recevait pour lui et sa famille une solde consistant annuellement en un certain nombre de sacs de riz. Lors de la suppression de la féodalité, il existait environ 300 daïmyos avec 450 000 samuraïs. L'administration impériale a remplacé toutes les redevances par une somme globale payée en bons sur le Trésor. Les samuraïs eurent d'abord la faculté d'opter, mais en 1876, un décret rendit l'option obligatoire. Depuis cette époque, un assez grand nombre d'entre eux, ne sachant pas comment gagner leur vie et n'étant préparés à aucun métier, sont tombés dans des situations précaires. Mais, en général, leurs anciens seigneurs, qui constituent maintenant la classe dirigeante de la nation et occupent un grand nombre d'emplois dans le gouvernement, ne les ont pas abandonnés; d'ailleurs, l'armée leur est restée largement ouverte, et ils ont contribué à former des cadres incom-

parables au point de vue du stoïcisme et de l'intrépidité.

Dans la graduation de la considération attribuée aux différentes classes sociales, le cultivateur vient immédiatemant après le noble. Le daïmyo entouré de ses samouraïs vivait au milieu de ses vassaux. Forcé de les protéger et de les défendre, leurs intérêts étaient communs. Dans la guerre, il devait souvent faire appel à leur dévouement. Il recrutait les samuraïs qu'il perdait parmi les cultivateurs qui montraient le plus de courage. Le nombre de ceux-ci était forcément limité par la nécessité imposée aux daïmyos d'entretenir leurs hommes d'armes. Les cultivateurs vivaient donc dans un milieu de soldats. Les meilleurs d'entre eux devenaient nobles, et pendant des siècles leur idéal, leur mentalité, formés par les récits et les exemples de chaque jour, ont tendu vers les vertus que comporte la guerre : l'orgueil du clan ou de la patrie, le loyalisme, l'esprit de sacrifice. On comprend dès lors que le peuple japonais se soit trouvé prêt à l'action, lorsque, le 8 février 1904, la guerre russo-japonaise fut déclarée.

Après les cultivateurs, venaient les classes des artisans et des commerçans. Les artisans habitant les villes étaient organisés en corporations, avaient leurs écoles et recevaient une instruction générale plus étendue que dans les campagnes. L'éducation patriotique se donnait dans les écoles ; elle se continuait par l'action d'un personnel particulier au Japon, celui des conteurs d'histoires. Il en est de plusieurs sortes et de plusieurs degrés, depuis l'artiste lettré qui va dans les maisons particulières faire des conférences, jusqu'à celui qui, assis au coin de la rue, a pour auditeurs les voisins et les passans. Le thème de ces histoires est presque toujours un sujet guerrier : récit des anciens combats du moyen âge, histoire des 47 Ronins, luttes des familles Taïra et Minamoto, enfin les dernières guerres contre la Chine et la Russie, les exploits de la flotte, ou de tel régiment... Il existe en outre dans les villes des salles spéciales nommées « Yose, » où le soir se font des lectures et des récitations généralement patriotiques. Les commerçans tenus à l'écart ne les fréquentaient guère ; d'ailleurs, dans cette organisation féodale, le commerce était peu développé. Des lois somptuaires, des restrictions, des monopoles, la prédominance de l'esprit aristocratique et militaire, gênaient son progrès. Le commerçant japonais, placé au bas de l'échelle sociale, était un être sans caractère et, comme les

hommes se conduisent d'après l'estime dans laquelle on les tient, on peut constater le résultat de la dépression morale de cette classe par la difficulté qu'éprouvent actuellement les commerçans européens dans leurs transactions. Le gouvernement fait de grands efforts pour changer ces erremens. Il réprime la malhonnêteté partout où elle se manifeste. C'est ainsi qu'au mois d'avril douze députés faisant partie de la majorité gouvernementale ont été incarcérés et sont poursuivis devant la cour criminelle pour malversations et actes de corruption découverts dans la faillite de la Compagnie de raffinage des sucres du Japon. Une transformation des mœurs commerciales demande du temps. Quoiqu'une amélioration se constate dès maintenant, la masse des commerçans n'a pas encore compris que la loyauté dans l'exécution des contrats, et la rapidité d'exécution une fois les accords conclus, sont l'unique source des bénéfices sérieux. Il convient de dire, pour l'excuse du commerce japonais, que, dans le passé, les Européens avaient donné de détestables exemples. Leur première intervention s'était manifestée par des actes sans scrupule, et il est certain que, sous l'engouement apparent pour notre civilisation, se cache un fond de méfiance avec lequel on doit compter. L'histoire succincte des premières relations du Japon avec l'Europe justifie ce sentiment (1).

Le Japon avait été découvert par les navigateurs portugais en 1542. Des missionnaires catholiques furent aussitôt envoyés et, en avril 1549, la mission de saint François Xavier, venant de Goa dans l'Inde, prenait pied à Kagoshima. En 26 mois, le nombre des convertis dépassait 1000. Trente ans plus tard, en 1582, le rapport annuel envoyé à Rome par les jésuites accusait un chiffre de 150 000 chrétiens, nombre important si l'on considère le petit nombre de missionnaires : 75 jésuites, dont 30 indigènes. La manière dont s'opéraient les conversions était méthodique. Les missionnaires s'adressaient aux seigneurs féodaux avides de trafiquer avec les Portugais. Le commerce coopérait ainsi à l'œuvre de conversion. Ils obtenaient des daïmyos qu'aucun culte, autre que le catholique, ne fût toléré dans leurs fiefs. Au Japon central, où le commerce étranger ne pénétrait pas, il y eut des conversions dues aux convictions religieuses, mais la manière de procéder était la même. Le daïmyo Nobunaga, et après lui

(1) *Things Japanese*, by Basil Hall Chamberlain. London, 1905.

Hideyoshi, traitèrent d'abord le christianisme et le commerce avec une grande faveur; brusquement, en 1597, le christianisme fut proscrit et tout trafic prohibé. Voici ce qui avait amené cette soudaine volte-face. Un médecin boudhiste de la Cour, nommé Toqum, avait adressé au shogun Hideyoshi un rapport où il était dit que le prétexte de sauver les âmes dissimulait l'intention de conquérir le Japon. Peu après, en faisant la guerre au daïmyo de Satzuma, Hideyoshi s'aperçut que beaucoup de seigneurs avec leurs vassaux étant devenus chrétiens vivaient très unis et paraissaient dévoués aux missionnaires. Il pensa que la propagation de cette nouvelle religion pouvait porter atteinte à la sécurité de l'Empire. Néanmoins, en raison des avantages qu'il trouvait dans le trafic avec les Portugais, il ferma momentanément les yeux sur la présence dans ses États de 130 ou 140 jésuites.

Un fait grave se produisit alors. Une bulle du Pape promulguée en 1583 avait attribué aux Jésuites les missions au Japon et, dans le Concordat intervenu entre l'Espagne et le Portugal, le commerce était confié à celui-ci. En 1593, les intrigues d'un trafiquant japonais qui voulait s'introduire dans le commerce des Philippines, possessions espagnoles, provoquèrent l'envoi à Manille de quatre moines franciscains, non comme missionnaires, mais comme ambassadeurs. Ils ne furent reçus que sur leur promesse de ne faire aucun acte de prosélytisme. Cet engagement fut violé, et le shogun Hideyoshi allait expulser ces soi-disant ambassadeurs, lorsque son attention fut frappée par un incident resté célèbre. Un galion espagnol, le *San-Felice*, s'était mis à la côte et sa cargaison de 600 mille couronnes en argent avait été confisquée. En l'absence du capitaine, le pilote essaya d'intimider les autorités japonaises. Déployant devant elles une carte du monde, il montra la vaste étendue des possessions espagnoles, et comme on lui demandait par quels moyens un seul souverain était arrivé à se rendre maître d'autant de pays, il répondit : « Nos rois commencent par envoyer, dans les contrées qu'ils veulent conquérir, des prêtres qui engagent le peuple à embrasser notre religion, et quand ils ont fait de grands progrès, des troupes sont envoyées pour combiner leur action avec les nouveaux chrétiens. Alors il ne reste que peu de chose à faire pour terminer. »

Rapporté à Hideyoshi, ce propos eut un résultat immédiat.

Les quatre Franciscains espagnols, dix-sept de leurs convertis Japonais et trois Jésuites furent crucifiés à Nagasaki le 5 février 1597. La persécution commença aussitôt. Elle eut parfois quelque répit, grâce aux guerres civiles dans lesquelles certains chefs cherchaient à nouer des relations avec l'étranger. Mais le gouvernement triompha, le christianisme fut condamné et le Japon entièrement fermé aux Européens jusqu'au traité de Kanagawa en 1854, c'est-à-dire pendant 257 ans. Dans la pensée japonaise, chrétiens et étrangers se confondaient. Ils étaient considérés comme les ennemis de l'Empire.

Le Japon féodal vivait donc systématiquement isolé de l'Europe et uniquement en relation avec le vieil Empire chinois dont il avait tiré sa civilisation première, lorsque, au mois de juillet 1853, la flotte américaine du commodore Perry jeta l'ancre près d'Uraga, petit port à l'entrée de la baie de Tokyo. Se débarrassant de tous les obstacles placés sur sa route, Perry remit aux représentans du shogun la lettre du président Fillimore, demandant l'ouverture de relations internationales. De là il se rendit aux îles Luchu et en Chine, puis revint le printemps suivant chercher la réponse. C'était le traité de Kanagawa signé le 31 mars 1854. Il ouvrait au commerce américain les ports de Shimoda et d'Hakodaté et assurait un bon traitement aux naufragés. D'autres traités furent ensuite passés avec différentes nations de la chrétienté. Bientôt les ports de Yokohama et d'Hakodaté furent ouverts. En 1860 et en 1861, le shogun envoya des ambassadeurs aux États-Unis et en Europe. La cour de Tokyo, quoique peu informée de la civilisation occidentale, en savait assez pour se rendre compte qu'elle était hors d'état de résister. Il fallait donc céder momentanément, et le peuple prêt à se soulever sut ceci : « La terre des Dieux ne sera pas polluée par l'étranger. Plus tard, les ports seront fermés à nouveau et les barbares expulsés. » La situation difficile pour la cour impériale se compliquait de l'action indépendante de certains daïmyos. Le prince de Choshu, agissant, croit-on, d'après les indications secrètes de l'entourage de l'Empereur, fit canonner les vaisseaux appartenant à la France, à la Hollande et aux États-Unis. La conséquence fut le bombardement de Shimonoséki, principal port de mer de la principauté de Choshu. Par solidarité, les Anglais s'y joignirent, et une indemnité de 15 millions fut exigée. Le shogun Yémochi tenta de punir le prince de Choshu pour

l'humiliation dont il avait été cause, mais il fut battu et mourut. Son fils, Hitotsu-bashi, surnommé « Keïki, » lui succéda. Il est le dernier des shoguns, car il vit encore. Lorsque le gouvernement impérial, soutenu par les princes de Choshu et Satzuma, décida l'abolition du shogunat, Keïki se soumit. Il occupe maintenant un siège à la Chambre haute. Ses partisans espéraient qu'il ferait « harakiri, » ce qui eût été une fin du shogunat digne de tant de siècles de grandeur. Il a préféré vivre. Mais ses partisans prirent les armes. Ils furent battus à Fushimi près de Kyoto, le 17 janvier 1868, à Ueno, le 4 juillet, dans Aïzu, le 6 novembre, et enfin à Hakodaté, le 27 juin 1869, où quelques-uns d'entre eux avaient essayé d'établir un gouvernement indépendant. Dès lors, tous les pouvoirs étaient aux mains de l'Empereur.

Les causes d'un aussi brusque changement ne paraissent pas avoir été suffisamment élucidées. L'Europe a voulu y voir une sorte de révolution de palais, remplaçant le shogunat par un conseil des grandes familles princières. En raison de la débilité du gouvernement, ces familles n'auraient pas hésité à le détruire pour saisir à leur profit le pouvoir. Ce sont là des pensées d'un ordre peu élevé. Elles exposent à se tromper du tout au tout sur l'orientation du gouvernement japonais.

Le canon de Shimonoséki avait causé une émotion profonde. La noblesse comme le peuple comprit qu'en conservant sa constitution féodale, le Japon devait fatalement devenir la proie de l'étranger. La féodalité a pour conséquence la guerre et, généralement, le chef battu cherche un appui extérieur. N'est-ce pas ainsi que se sont faites la plupart des conquêtes? Les Japonais voulaient être libres. Ils étaient témoins de ce que les intellectuels, avec leur dédain des institutions militaires, avaient fait de la Chine : la vieille vache à lait attaquée par six ou sept jeunes tigres, disent leurs journaux. Ils avaient constaté que l'action dite civilisatrice de l'Europe s'était manifestée par des coups de canon forçant le gouvernement chinois à laisser empoisonner son peuple par l'opium. Ils avaient vu les temples violés, les palais pillés, les villes incendiées, l'argent de rançon extorqué le couteau sur la gorge et le démembrement. La noblesse décida qu'elle abandonnerait ses privilèges pour prendre une forme de gouvernement qui assurerait la cohésion du pays en le groupant autour de l'Empereur, et, pour sauver la patrie, la féodalité se suicida.

Alors tout ce qui était bon et sain dans la nation suivit avec enthousiasme la voie indiquée par les classes dirigeantes. Tous les Japonais s'unirent au moyen du plus puissant des organes : une armée de service obligatoire ayant pour idéal l'indépendance et la grandeur de la patrie ; Daï Nihon banzaï ! Vive le Grand Japon ; et cet idéal, la nation l'a personnifié dans une incarnation : l'Empereur !

Dès lors se dégage la pensée dominante du Japon, que certaines personnes traitent d'engouement pour les idées européennes. « Nous ne pourrons, y dit-on, résister à l'étranger qu'en employant ses armes. » Aussitôt un travail colossal commença. Ce qualificatif n'est pas exagéré si l'on considère qu'il y a quarante et un ans le Japon désarmé n'avait guère que des jonques de combat en bois, et qu'aujourd'hui il construit, par ses propres moyens sans le secours d'aucun étranger, ce qui doit être considéré comme la synthèse de toutes les connaissances scientifiques : des cuirassés de 20 000 tonnes plus puissans que les dreadnoughts anglais.

Il serait trop long d'énumérer les réformes qui suivirent la suppression de la féodalité, il suffit d'en rechercher l'esprit. Une armée puissante était nécessaire. Des missions étrangères furent appelées : françaises d'abord, en 1868 et en 1872, puis allemandes, entre autres, en 1887, celle du colonel von Mohl qui organisa l'État-major sur le modèle du grand état-major allemand. En même temps, des officiers de toutes les armes étaient envoyés en grand nombre dans les différentes écoles militaires européennes, dans les écoles d'ingénieurs et les universités d'Angleterre et d'Amérique. Les sciences médicales étaient étudiées en Allemagne. Mais pour acheter le matériel, construire les arsenaux et la flotte, créer les Universités et les Écoles, il fallait aussi de l'argent. Le Japon comprit qu'avec un système gouvernemental ressemblant assez à celui de la Chine, l'Europe manquerait de confiance et ne souscrirait pas volontiers ses emprunts. Alors, en 1889, une constitution fut accordée : Chambre haute formée par les grands personnages de l'ancienne noblesse et les capacités désignées par l'Empereur ; Chambre basse composée de 376 députés nommés par un vote censitaire qui exclut 97 p. 100 de la population ; ministres au choix de l'Empereur et responsables seulement vis-à-vis de lui, etc., et c'est ainsi que le décor d'un gouvernement constitutionnel ayant

une vague ressemblance avec celui de la Prusse fut présenté au marché financier de l'Europe. En 1889, pour accentuer ces apparences libérales, une certaine action sur les affaires locales fut même accordée au peuple. Le contrôle des dépenses budgétaires est supposé dépendre de ce régime soi-disant parlementaire : il n'en est rien. Les lois, comme le budget, sont présentés aux Chambres par le gouvernement qui ne dépend que de l'Empereur. La Chambre des seigneurs, vu son origine, vote comme le veut le gouvernement; quant à la Chambre des députés elle ne siège que trois mois par an et, si elle exprime un avis défavorable, elle est dissoute. En réalité, le gouvernement est exercé par le Conseil des ministres qui reçoit des instructions formulées au nom de l'Empereur. Il existe bien un conseil privé, mais il n'a pas l'influence que son nom indique. Le vrai Conseil est formé par les « Genro. » Ce sont les quatre ou cinq personnages les plus importans de l'État. L'Empereur les consulte avant de prendre ses décisions. Pour se rendre compte de leur action, il suffira de dire que le prince Ito, commissaire impérial en Corée, et le maréchal prince Yamagata en font partie. Ces noms montrent de quel prestige s'accompagnent les actes gouvernementaux. En sera-t-il de même quand ces grandes figures auront disparu? Cette question est un des points noirs de l'avenir, car ceux qui les remplaceront ne jouiront pas de la gloire d'avoir fait du Japon une grande puissance, et ils auront à compter avec des partis aspirant au pouvoir. D'après ceux-ci, le système actuel n'est qu'une féodalité réduite. Elle doit nécessairement faire place, dans un prochain avenir, à un gouvernement véritablement constitutionnel. Ce point de vue, logique en Europe, peut ne pas être exact au Japon.

Il faut cependant reconnaître que l'intellectualisme s'est développé en raison de l'effort énorme que la partie cultivée de la nation a dû faire pour s'assimiler la science européenne. Les étudians durent d'abord apprendre l'anglais pour pouvoir suivre les cours que les professeurs étrangers faisaient dans cette langue. Les difficultés s'augmentaient de ce fait que le japonais et l'anglais diffèrent totalement dans la manière de rendre la pensée. Même certains mots n'existent pas : les mots « art » et « nature » par exemple. Les deux langues ne peuvent pas se juxtaposer, de sorte qu'une phrase très claire pour un Anglais est souvent incompréhensible pour l'élève. Il y avait là de quoi

rebuter, ou tout au moins retarder, des intelligences moins tenaces. Cependant, tous les obstacles furent surmontés, et cela grâce à la passion de s'instruire particulière à la race, ainsi qu'à la volonté orgueilleuse de pouvoir se passer bientôt de l'étranger. « C'est une perte de temps d'aller en Allemagne pour étudier la philosophie, disait dernièrement un savant japonais revenu depuis peu de Berlin; le sujet est beaucoup mieux enseigné à Tokyo et avec une conception plus pratique. » Les universités se vantent d'avoir fait en vingt ou trente ans ce qui a nécessité à l'Europe plusieurs siècles pour l'accomplir. Quelques-unes vont même plus loin et prétendent distancer l'Europe. Le Japonais manque, dit-on, d'imagination; on le croit capable de copier, d'imiter, mais non d'inventer. Pour asseoir ce jugement, il sera bon d'attendre. En tous cas, s'il n'a pas étonné le monde par la profondeur de ses discussions philosophiques, il a inventé deux fusils, l' « Arisaka » et le nouveau modèle appelé le fusil de la trentième année, parce qu'il a été fixé dans la trentième année du règne de l'Empereur. Son canon de campagne a reçu également d'heureuses modifications, et la construction des nouveaux cuirassés, le *Kawachi* et le *Settsu*, chacun de 20 800 tonnes, qui seront en service vers la fin de 1911, réserve probablement des surprises.

La force actuelle du Japon est due dans une large mesure à l'action que le gouvernement exerce au moyen de l'instruction publique. Il est intéressant de constater avec quelle minutie il développe l'esprit militaire chez les enfans. Dans les écoles privées ou publiques, l'instruction gymnastique et militaire est donnée d'après des programmes officiels, rendus obligatoires dès 1886. Ils ont produit d'excellens résultats sous le rapport du développement physique aussi bien que moral. A la fin de leurs études scolaires, les jeunes gens n'ont plus à apprendre que la pratique du tir et le combat. Les filles mêmes sont forcées de suivre un cours de gymnastique. Or il existe 27 000 écoles primaires avec 110 000 maîtres d'école et 5 millions 135 000 élèves, auxquels il faut ajouter 258 écoles secondaires, 4 700 professeurs et 95 000 écoliers. Ces chiffres montrent la puissance de cette organisation guerrière, où les femmes elles-mêmes ont un rôle d'infirmières. Un orgueil patriotique d'une exaltation extrême en est l'âme. La nation est loin d'être orientée vers l'admiration de ce qui se fait à l'étranger. Adopter le système métrique serait

une tache sur l'écusson, a déclaré le Parlement. Le rescrit impérial de 1890 fixe la doctrine. Ce rescrit est lu chaque année solennellement dans chaque université de l'Empire, lors de la distribution annuelle des diplômes. Il est écouté debout par toute l'assistance dans un recueillement respectueux, et promulgue un point important : où qu'il vive, quelles que soient ses occupations, le Japonais reste soumis aux lois de son pays. C'est ainsi que les 76 900 Japonais habitant en territoire américain aux îles Hawaï ont constamment les yeux fixés sur Tokyo. Certaines autorités prétendent même que 15 000 d'entre eux sont organisés militairement.

Le travail constant de l'Instruction publique, en vue de développer le patriotisme, n'existe pas au même degré dans les six Universités de Tokyo fréquentées par 3 400 étudians, ni dans celles de Kyoto dont les trois Facultés sont suivies par 640 élèves ; mais il y est remplacé par un esprit anti-européen qui, depuis une quinzaine d'années, se développe de plus en plus. A mesure que les méthodes de l'Ouest furent mieux connues, elles perdirent leur prestige. La haute direction de l'enseignement ne cherche pas à modifier dans le sens européen la forme de la pensée japonaise. Celle-ci, très éprise de la science dans ses applications pratiques, tient en médiocre estime nos conceptions purement philosophiques, jugées bonnes seulement à servir de passe-temps aux esprits désœuvrés. Le Japonais ne comprend pas nos controverses passionnées sur des sujets éthiques, psychologiques ou religieux. Le charme que nous trouvons dans la fiction ou le roman lui échappe. Il n'est sensible qu'aux conséquences pratiques de la recherche. Malgré l'extrême courtoisie, les formes parfaites qui se rencontrent même dans les plus basses classes et qui ont le charme d'être exemptes de servilité ou d'obséquiosité, l'étranger a conscience de son isolement moral, conséquence d'un orgueil patriotique irréductible. Il se sent en présence d'une pensée dominante : l'étranger, c'est l'adversaire. Évidemment il est des adversaires avec lesquels on peut s'entendre, mais en général, il a le sentiment que l'accord de tous sera toujours prêt à se faire contre lui.

Un immense effort s'est donc accompli pour constituer une armée et une marine assurant en toutes circonstances une complète liberté d'action politique. Ce but est près d'être atteint. Énumérer les progrès considérables des forces japonaises depuis

la dernière guerre entraînerait trop loin et serait trop technique. Il suffit de les résumer par quelques chiffres. La division est organisée comme l'est notre corps d'armée avec ses armes spéciales. En 1904, au début de la guerre, l'armée comptait 13 divisions dont une de la Garde. Ce fut un étonnement de constater que des cadres paraissant aussi faibles aient pu encadrer effectivement les 750 000 hommes qui, de 1904 à 1905, furent mobilisés. On avait perdu de vue que d'excellentes troupes n'ont pas besoin d'une ossature d'encadrement, mais seulement d'organes de direction. Pendant la guerre, la division comptait initialement 11 400 fusils, 430 sabres, 36 canons, 830 sapeurs du génie et 5 500 non-combattans, soit environ 20 000 hommes qui furent renforcés par une brigade de deux régimens de la 2e réserve (Kobi) formés à deux bataillons. Après la bataille de Lyao-Yang, les divisions de 13 à 16 furent formées, ainsi que les brigades de Kobi correspondantes. A la bataille de Moukden, les régimens de 3 bataillons étaient à 5 000 hommes et les régimens de Kobi à 3 000, ce qui permit d'amener près de 430 000 combattans sur le front.

Les augmentations récentes ressortent des chiffres ci-après :

	Bataillons.	Escadrons.	Batteries campagne et montagne.	Bataillons d'artillerie lourde.	Bataillons du génie.	Troupes de communication.
En 1904. . .	168	59	114	19	14	1 chem. de fer, 1 télégraphe.
En 1909. . .	244	89	161	28	19	3 chem. de fer, 1 télégraphe, 1 aérostier.

	Officiers de l'active.	Officiers de réserve.	Officiers de la territoriale.
En 1904, environ. . .	8 000	?	?
En 1909, — . . .	10 088	5 034	3 060

Les sous-officiers rengagés se recrutent avec la plus grande facilité. L'effectif réglementaire est toujours maintenu au complet dans chaque corps. Le chiffre des officiers sortant annuellement des écoles militaires donne une indication nette de l'augmentation de l'armée :

1904.	1905.	1906.	1907.
549	1 238	1 068	1 054

En 1905 et 1906, il fallait remplacer les pertes de la guerre; en 1907, il est pourvu aux augmentations.

Le commandement supérieur est dirigé par le grand état-major général, en ce moment sous les ordres du général Oku avec le général baron Fukushima comme sous-chef. Cet état-major jouit dans l'armée du plus grand prestige. Ses officiers sont considérés comme les *missi dominici* du commandement suprême. Si l'un d'eux est envoyé à un état-major de division ou de brigade, — les brigades ont des états-majors constitués en tout temps, — il prend la direction de l'opération en vue de laquelle il a été provisoirement détaché.

L'unité de doctrine et de direction est assurée par la réunion annuelle pendant huit jours, au ministère de la Guerre, de tous les chefs de corps de toutes les armes et de tous les chefs de service. Il leur est fait une série de conférences. En outre, tous les généraux commandant les divisions sont réunis à Tokyo plusieurs fois par an, et en particulier toutes les fois qu'il est jugé nécessaire de leur donner des instructions en vue de certaines éventualités. C'est ainsi qu'une de ces réunions ayant eu lieu à la fin de février, il s'en est tenu une autre le 7 avril. Le 8, les généraux ont été reçus par l'Empereur, et les conférences ont suivi. Des officiers généraux et supérieurs de la marine y assistent; les Japonais tiennent, avec raison, à une liaison étroite de tous les organismes combattans et dans les grandes manœuvres divisionnaires annuelles, comme aux grandes manœuvres impériales, on voit des officiers de vaisseau et des amiraux dans les états-majors. Presque toutes les divisions ont des champs de manœuvre étendus, analogues à nos camps de Châlons ou de Mailly, et pourvus de baraquemens. Ils servent également aux tirs de l'artillerie. Les grandes manœuvres impériales, où deux divisions sont opposées l'une à l'autre, se terminent par une cérémonie dont la portée morale est évidente. L'Empereur, qui dans les circonstances ordinaires est presque invisible, vit alors au milieu de ses troupes. Le dernier jour, il donne un déjeuner auquel sont invités sans exception tous les officiers des deux divisions. Une grande tente est dressée sous laquelle se trouve une table semi-elliptique d'où partent d'autres tables formant rayons. L'Empereur seul est assis au centre. Le déjeuner est pris debout et ne dure que quelques instans. Les personnages les plus importans sont admis à prendre une tasse de saki devant l'Empe-

reur. Ils viennent le saluer à tour de rôle en se plaçant devant lui et dans un cérémonial réglé. Aux dernières grandes manœuvres impériales, les officiers étrangers ont été pour la première fois admis à cet honneur. C'est là une sorte de communion ayant pour but de rendre tangible l'idée que tout officier appartient à l'Empereur, de même que jadis le samuraï appartenait à son daïmyo.

Parallèlement au développement de l'armée, s'est accompli celui de la marine. Actuellement, le Japon dispose de 12 cuirassés d'escadre de 12 400 tonnes comme le *Fuji*, ou de 16 400 tonnes comme le *Kashima*, en service depuis 1905 ; puis de 12 croiseurs cuirassés dont deux, le *Tsukuba* et l'*Ikoma*, de 13 800 tonnes, en service depuis 1906. En outre, 53 torpilleurs, pouvant faire 29 nœuds et très armés, sont à la mer. On doit ajouter 5 cuirassés d'escadre en réfection ou en achèvement, dont le *Kawashi* et le *Settsu*, de 20 800 tonnes et 2 croiseurs cuirassés de 14600 tonnes : ces vaisseaux seront en service en 1911 ou 1912, ainsi que deux grands contre-torpilleurs. Lorsqu'en Europe on connaissait à peine le type anglais *Dreadnought*, le Japon avait déjà lancé deux cuirassés plus puissans, le *Satzuma* et l'*Aki*, de 19 400 tonnes, entièrement dessinés et construits dans ses chantiers. Le *Dreadnought* n'a que 18 000 tonnes et pas d'artillerie moyenne. En outre, des projets sont établis pour 2 cuirassés d'escadre, 5 croiseurs cuirassés et un contre-torpilleur de 1 000 tonnes pouvant donner 34 ou 35 nœuds. En résumé, quand les 16 cuirassés américains sont venus à Kobé, les Japonais disposaient de 12 cuirassés d'escadre et de 12 croiseurs cuirassés, soit 24 navires de combat, soutenus par 53 torpilleurs. En 1912, ils auront 15 cuirassés d'escadre et 15 croiseurs cuirassés.

Dans un communiqué envoyé à la presse le 25 février 1909, le contre-amiral Sperry, commandant la flotte américaine qui venait de terminer son périple, a déclaré que la flotte japonaise n'avait aucune force offensive et était incapable d'une action sérieuse dans le Pacifique en dehors de ses côtes. D'après lui, elle ne dispose que de cinq ou six vieux navires de combat et n'en construit pas de nouveaux. Le Japon, dit-il, est en train de rapiécer ses vieux bateaux. Les Américains aiment à s'entendre dire ce qu'ils désirent. L'énumération qui précède montre qu'il en est tout autrement. Néanmoins, dans l'appréciation de l'amiral Sperry

se trouve un point exact. Le Japon réfectionne les bateaux russes qu'il a capturés. Ils sont au nombre de sept, savoir : cinq cuirassés d'escadre, dont l'*Aki*, ancien *Empereur-Nicolas Ier*, et deux croiseurs cuirassés, l'*Okinoshima*, ancien *Général-Apraxine* et le *Minoshima*, ancien *Amiral-Séniavino*.

Les navires à vapeur de la flotte marchande doivent aussi entrer en considération, car, tous les ans, lorsque s'établit le plan de mobilisation, le rôle de chacun des principaux vapeurs marchands est déterminé. La marine a seulement la priorité du choix. Croiseurs auxiliaires, transports de munitions, ateliers, charbonniers, etc. Cette flotte comprend en ce moment environ 1600 navires à vapeur d'un tonnage de 1115000 tonnes, dont 21 ont plus de 6000 tonnes et peuvent faire de 16 à 18 nœuds. D'ailleurs, une liste, publiée en japonais et en anglais à la fin d'avril par le ministère des Communications, donne la situation exacte. Le Japon dispose des élémens de transport dont son armée pourrait avoir besoin.

Le calcul montre que, depuis la guerre, la force de l'armée s'est accrue de 94 p. 100. D'ici peu, la division sera formée à trois brigades. Le service de deux ans de l'infanterie (trois ans pour les autres armes) augmente rapidement le nombre des hommes instruits et, dès maintenant, il faut compter sur les chiffres suivans :

Population, y compris Formose (Taïvan) .	52 800 000 âmes.
Accroissement annuel de la population. .	800 000 —
Conscription annuelle.	520 000 hommes.

Armée active (Guénéki et Yobi).	742 800 —
1re réserve de recrutement (Hoju).	382 000 —
2e réserve (Kobi).	780 000 —
Soldats de la landsturm exercés.	115 000 —
Soldats ayant une instruction sommaire.	846 000 —
Total.	2 865 000 hommes.

Il y a lieu de croire que l'armement et les approvisionnemens nécessaires sont en grande partie constitués.

Les enseignemens de la dernière guerre sont l'objet de sérieuses études. Elles portent principalement sur les points suivans : insuffisance de l'artillerie de campagne et de l'artillerie

lourde; inefficacité du fusil actuel aux grandes distances en raison de son trop faible calibre; insuffisance numérique des troupes techniques et de la cavalerie; rendement trop faible des arsenaux, des poudreries et des ateliers de fabrication. Un plan général d'amélioration est actuellement mis en œuvre. Les économies sur le budget de la Guerre, bruyamment annoncées par les journaux, se réduisent à quelque diminution sur l'équipement, ou encore à des crédits reportés sur les exercices futurs. Dès maintenant, certains progrès peuvent être constatés. C'est ainsi que tous les régimens d'infanterie sont pourvus de six mitrailleuses transportées par des animaux de bât. Les procédés de combat ont été profondément modifiés au cours même de la campagne. Ils sont dès maintenant fixés. Un nouveau règlement d'infanterie va paraître. Les Japonais ont commencé les opérations en appliquant les principes généraux de l'armée allemande. Les pertes énormes qui en ont été la conséquence les ont amenés à une conception plus exacte des nécessités du combat. L'individualité et la souplesse du soldat japonais, son initiative, en font d'ailleurs un excellent élément de la tactique moderne.

Les Japonais reconnaissent avoir perdu dans la dernière guerre 78 000 tués. Ce nombre correspond à une perte effective, — blessés graves et malades hors d'état de reprendre jamais du service, — d'environ 240 000 hommes, soit presque le tiers de l'effectif total mis en campagne. C'est un chiffre qui n'a jamais été atteint par aucune armée européenne et qui montre la merveilleuse énergie des troupes. Il semble que, depuis la guerre, cette énergie tende encore à s'accroître. Le prestige de la victoire, la conviction d'une supériorité marquée sur les troupes européennes, y contribuent certainement. Mais il faut reconnaître que la guerre de Chine de 1900 a porté la plus sérieuse atteinte au prestige des troupes de l'Occident. Lorsque les puissances virent leurs diplomates cernés dans les légations de Péking et sur le point d'être massacrés, elles envoyèrent des forces à leur secours. Les premiers arrivés furent les Japonais. Le résultat final de leur intervention fut tout à fait imprévu : le contact étroit avec les troupes étrangères diminua dans une large mesure le respect des Japonais pour les soldats européens. Les minutieuses précautions de ceux-ci pour éviter les pertes, même au prix d'une grande dépense de temps, la diminution de leur vitesse de marche sous le feu, les étonna d'abord, puis leur donna la certitude que, sous

le rapport de la bravoure et de l'énergie, les Européens étaient loin de les valoir. Dès lors, en 1904, les positions russes devaient être attaquées avec la vigueur que l'on sait. La dernière guerre n'est pas faite pour diminuer la confiance de la nation en elle-même et dans ses chefs. C'est une épopée dont le peuple constate la vérité par la vue des trophées conquis, actuellement dispersés dans tout le pays et placés à l'entrée des temples. Les récits héroïques se répètent et servent d'exemples. On cite les noms de soldats qui, tombés blessés aux mains des Russes et revenus après la guerre dans leurs villages, se sont vus traités en proscrits et se sont suicidés. Pendant la bataille de Moukden, un régiment séparé de l'armée s'est retranché dans l'enceinte des tombes impériales de l'Ouest. Sans artillerie, cerné par les Russes et sommé en vain de se rendre, il a été couvert de mitraille pendent deux jours. Lorsque ses débris furent dégagés, il ne restait pas un homme sur six. De tels faits ne sont pas qualifiés héroïques, mais considérés comme le simple accomplissement du devoir. Cet état d'âme, dont l'origine réside, comme il a été dit, dans le culte des ancêtres, est encore grandi par le sentiment que possède maintenant tout soldat qu'en entrant dans l'armée il entre dans la classe noble. Par cela même qu'il porte les armes, il devient samuraï ; dès lors il en prend la mentalité.

Le soldat est traité par ses officiers avec une grande bienveillance et avec les égards que se doivent entre eux les gens de même classe. Les officiers s'occupent sans cesse de leurs soldats. Généralement ils sont dans les casernes dès le matin et les quittent rarement avant une heure avancée de l'après-midi. On peut dire que l'officier japonais consacre toute sa vie à ses hommes et à l'étude. Dans les casernes, des salles d'honneur rendent l'étude facile. En outre, les officiers de tous grades prennent ensemble le repas de midi. Il ne dure que quelques instans, se composant uniquement de riz, de quelques condimens, quelquefois d'un peu de poisson et de thé sans sucre. La sobriété des officiers de tout grade n'a d'égale que celle de leurs hommes.

Le soldat est instruit d'après les préceptes du « Bushido. » Ce code de morale guerrière n'a jamais été écrit, et, néanmoins, il est connu de tous. Ses principes exercent une telle influence sur l'esprit de la nation qu'il est intéressant d'examiner comment les Japonais les comprennent.

M. Inazo-Nitobé, docteur en philosophie et professeur au collège d'agriculture de Sapporo, a publié en l'an 2561 (1901), à Tokyo, un livre intitulé: *Bushido, l'âme du Japon.* Il explique que « Bushido, » dont la traduction littérale est « la Voie des chevaliers, » est un système d'éthique qui se résume par le « Noblesse oblige » européen. Il est, dit-il, écrit dans les replis du cœur japonais, et il résulte de la culture morale enseignée par tant de siècles de pratiques guerrières. Sentiment de calme fataliste, soumission tranquille à l'inévitable, attitude stoïque vis-à-vis d'un danger ou d'une calamité, dédain de la vie. Rien ne révèle mieux les ressorts cachés dans le cœur d'un homme que l'événement qui le place entre le choix de la vie ou de la mort; par conséquent, rien ne fait mieux connaître le caractère d'une nation qu'une guerre entre deux peuples. Le guerrier observe le Bushido dans toutes les circonstances, aussi bien dans ses foyers que sur le champ de bataille. Il doit tenir sa parole, mépriser la lâcheté et affronter bravement l'humiliation qui, pour lui, va entraîner la mort. Personne n'a créé le Bushido, et personne ne peut dire à quelle époque il est né. Il a grandi spontanément et naturellement parmi le peuple. Il est la manifestation de la création divine de l'homme. Le Bushido est aussi puissant de nos jours qu'il l'a jamais été. Anciennement, il ne s'appliquait qu'à la noblesse et à ses vassaux. Les artisans et les commerçans n'avaient pas à le connaître : le mépris de leurs professions en était d'ailleurs la conséquence. Mais, actuellement, le service obligatoire appelle toutes les classes sous les armes. Le plus modeste coolie est obligé de servir de la même manière que le gentilhomme de la plus haute noblesse, et le gouvernement impérial a dû pourvoir la nation d'un système d'éducation dans lequel toutes les classes de citoyens pourraient être instruites à remplir leur devoir, militaire comme civil. L'esprit du Bushido anime le système d'éthique adopté. Il pénètre tellement dans le cœur du peuple qu'on le retrouve dans les impressions que les sanglantes batailles de Mandchourie ont laissées aux anciens soldats. « Les âmes de nos pères, disent-ils, guidaient nos bras et battaient dans nos cœurs. Nous les sentions flotter autour de nous. Elles nous accompagnaient, recueillaient ceux de nous qui tombaient et montraient aux vivans le chemin du devoir. »

Dans l'expression de cette foi se trouve l'origine de ce mépris de la mort si caractéristique du soldat japonais. Il sait qu'en

étant tué, il deviendra pour sa famille l'ancêtre glorieux et respecté. Sa mémoire sera l'objet d'un culte, et son souvenir exercera une action bienfaisante sur les siens. On comprend dès lors ce désir de la mort, qui se manifestait souvent quand il était fait appel à des volontaires. Après le combat, les corps sont incinérés, ceux des officiers à part, et une cérémonie religieuse a lieu. Le gouvernement fait ensuite parvenir aux familles une ampoule contenant de la cendre de leurs morts. Le temple de Shokonsha, situé sur une des plus grandes places de Tokyo, est consacré à la mémoire des soldats morts sur le champ de bataille. Chaque année, une grande cérémonie religieuse rappelle à tous la mémoire des héros. L'Empereur, l'Impératrice, les principaux personnages de l'État, assistent en grande pompe à cette solennité. Le retour se fait par une large avenue, bordée de chaque côté par quatre rangées de cerisiers sauvages. Au milieu d'avril, ils forment un dais ininterrompu de fleurs, et les Japonais se rappellent alors les vers de leur poète favori, Motoori : « Si quelqu'un vous demande : Connaissez-vous l'âme japonaise? montrez-lui la fleur du cerisier sauvage étincelante au soleil. Cette fleur est la première éclose du printemps, comme le guerrier est le premier parmi les hommes. »

La préparation morale de l'armée est donc aussi intensive que sa préparation matérielle, et l'on peut admettre que celle-ci est à peu près terminée. Loin de faire état de sa puissance, le gouvernement s'efforce de la dissimuler. Il fait remarquer les imperfections révélées par la dernière campagne et le recueillement auquel il est tenu pour y remédier. Mais il se souvient du passé. Lorsque, après sa première guerre avec la Chine, il s'est vu forcé de se soumettre à l'action de l'Europe, son humiliation a été grande. Il en a souffert plus qu'on ne veut en convenir, et il est résolu à ne pas la subir à nouveau. Il est en Corée et en Manchourie, il y restera. A l'heure actuelle, il ne songe pas à autre chose. Toutefois, il se rend compte des efforts qui seront faits pour l'en chasser et il se prépare à s'y opposer. Pour le moment il se borne à réclamer l'exécution des clauses du traité de Portsmouth. La Chine mal conseillée, car elle est hors d'état de résister, cherche à éluder leur application. Si un conflit vient à éclater, elle trouvera le Japon prêt à y faire face. Il est inutile d'examiner aujourd'hui s'il reprend l'ancien rêve de 1598, la domination de la Chine, mais il est

utile de voir comment un conflit pourrait naître de la situation actuelle (1).

Lors de la discussion du traité de Portsmouth qui a mis fin à la dernière guerre, le Japon avait demandé la cession du chemin de fer Mandchourien jusqu'à Harbin. Au moment où l'armistice fut stipulé entre les délégués du maréchal Oyama et le général Liniéwitch, le quartier général de celui-ci était à Kun-chu-ling, à 64 verstes au Sud de Kuang-cheng-tzu, point stratégique important. La station de Shang-tu-fu, à 500 verstes de Port-Arthur, était la limite de la zone occupée effectivement par les Japonais. Leur diplomatie a obtenu par le traité de Portsmouth la cession du chemin de fer jusqu'à la station de Kuang-cheng-tzu, gagnant ainsi 160 verstes de chemin de fer sur le terrain occupé effectivement par les Russes. Cette cession a été fort reprochée à M. Witte, plénipotentiaire russe, négociateur du traité avec le baron Komura. Il semble bien que personne n'en a envisagé l'importance pour l'avenir de la Mandchourie. Elle signifie qu'aussitôt que les Japonais auront fini de reconstruire le chemin de fer jusqu'à Kuang-cheng-tzu, la clef des vastes plaines à blé du haut Sungari sera entre leurs mains. En effet à Kung-chu-ling qui est à 60 verstes au Sud de Kuang-cheng-tzu, on passe du bassin du Liao dans celui du Sungari, et de cette station à Kirin, qui commande le passage du Sungari, il y a seulement 112 verstes qui seront bientôt parcourues par un chemin de fer. Le Japon peut pénétrer aussi dans cette importante province de Kirin, par le Nord-Est de la Corée qu'il occupe. Il est donc ainsi en situation de menacer de deux côtés Harbin, point stratégiquement vital aussi longtemps que la Russie dépendra du chemin de fer transmandchourien pour ses communications avec Vladivostock et la province maritime.

L'occupation de Kirin par les Japonais compromet Harbin et le chemin de fer transmandchourien : de même, l'occupation de Nicolaïevsk, par des forces venant de Saghalien, ferait tomber toute la région du bas Amour. Or, les Russes voudraient maintenant garder la station de Kuang-cheng-tzu et poussent le gouvernement chinois à construire de sa propre initiative le chemin de fer de cette station à Kirin. Ceci serait contraire au traité de Péking de janvier 1905. Il est fort douteux que les Japonais le

(1) *The Coming struggle*, by B. L. Putnam Weale. London, 1909.

permettent. Le quartier général des troupes d'occupation de la Mandchourie est à Tiéhling. Les Japonais ont la faculté de conserver indéfiniment au cœur de la Mandchourie une forte division de campagne, puisque le traité de Portsmouth leur accorde quinze soldats par kilomètre de voie ferrée et, d'autre part, ils peuvent garder en réserve à Port-Arthur autant d'hommes qu'il leur plaît. Le pont sur le Yalu et l'unification du chemin de fer Moukden-Antung avec la ligne Wiju-Séoul vont donner une autre ligne de communication, et tout ceci agit à l'encontre du développement éventuel de la Chine.

D'autres causes de conflits possibles sont l'objet de discussions diplomatiques qui ne paraissent pas devoir se terminer à bref délai. On peut citer la question du chemin de fer de Fakumen : c'est la plus grave. On a parlé de la soumettre au tribunal de La Haye. La Chine prétend construire un chemin de fer parallèle au chemin de fer mandchourien. Les journaux officieux japonais écrivent : « La Chine n'a aucun intérêt à heurter les justes susceptibilités du gouvernement japonais pour favoriser des capitalistes étrangers. L'Angleterre estime que cette question du chemin de fer parallèle doit être laissée à l'appréciation des gouvernemens japonais et chinois, sans tenir compte des réclamations des étrangers. C'est là une opinion impartiale et juste. Le tribunal de La Haye n'a rien à voir dans nos affaires. Il est inconcevable qu'une puissance tierce prétende s'occuper de ces questions. » Le Japon ne paraît donc pas disposé à accepter des conseils. D'autres questions sont aussi en litige ; le refus du Japon de permettre à la Chine d'étendre le chemin de fer Nord Chinois jusqu'à Moukden ; la question des houillères ; l'extension d'une ligne jusqu'à New-Chuang ; la question de Chien-Tao. Quelles que puissent être les solutions, il faut admettre que le Japon ne permettra pas à l'étranger de se mêler de ses affaires. On vient de voir comment a été accueillie la proposition de soumettre la question de Fakumen au tribunal de La Haye. En fait, d'après le texte même des traités, le Japon est en Corée et en Mandchourie, et il entend y rester. Dès maintenant, ses nationaux y affluent, 5 000 à Lyao-Lyang, 10 000 à Dalny (Taïren), 8 000 à Antung, 12 000 à New-Chuang. Ils y sont parce que le gouvernement les y a poussés, et ils n'y seront pas abandonnés. Le Japon n'ignore pas qu'une certaine politique étrangère voudrait faire de la Chine un État tampon. Il n'y

consentira certainement pas. En résistant aux revendications japonaises fondées sur le texte même des traités, la Chine s'expose gravement. Le Japon ne menace personne, mais il se prépare, décidé à ne pas se laisser arrêter dans l'accomplissement de ses projets.

Serait-ce donc en Extrême-Orient l'apparition d'une nouvelle doctrine de Monroe? Le Japon est-il dès maintenant assez fort pour jouer le rôle que les États-Unis s'attribuent en Amérique? De l'avis général, le Japon est hors d'état d'agir, parce qu'il manque d'argent : en examinant la question de près, on s'aperçoit que c'est là une erreur. Quand le traité de Portsmouth a été signé, le bruit a couru que les Japonais étaient à bout de forces, et M. Witte a été taxé de faiblesse. Le général Liniewitch recevait des renforts. Il était fortement retranché. On affirmait que, dans un conseil tenu à Tokyo, en août 1905, le général baron Kodama aurait dit : « Il faut avoir 200000 hommes de plus avec les renforts nécessaires, ou faire la paix dans les meilleures conditions possibles. » Admettons cette version : les Japonais pouvaient envoyer ces 200 000 hommes. Ils existaient dans les dépôts et avaient une instruction suffisante pour être mis en ligne. Ni les munitions, ni les vivres ne manquaient. Les points d'appui étaient organisés. Les obusiers de 11 pouces (28 centimètres) du siège de Port-Arthur avaient même été amenés. Les préparatifs pour une bataille dont l'envergure aurait dépassé celle de Moukden étaient poussés avec une telle abondance de moyens que, quinze mois après la signature de la paix, l'évacuation de ce matériel énorme n'était pas terminée. Pour des raisons trop longues à faire connaître, les Russes ne pouvaient guère espérer un succès. Une nouvelle défaite, avec des conséquences plus désastreuses encore que celle de Moukden, aurait eu un tel retentissement, que la révolution intérieure aurait pu prendre un développement des plus dangereux. On oubliait, en outre, qu'à Moukden, les Russes, de leur propre aveu, avaient perdu 156500 hommes, savoir 26500 tués, 90 000 blessés et 40000 prisonniers. Les Japonais se sont arrêtés parce que leurs hommes d'État ont jugé nécessaire de consolider les avantages acquis avant de développer leur programme politique. Ils ne voulaient pas se faire de la Russie une ennemie irréconciliable, ni inquiéter l'Europe. D'autre part, ils redoutaient le triomphe de la révolution russe qui les aurait laissés sans gouvernement avec

qui traiter. Une situation anarchique les eût obligés en outre à maintenir le pied de guerre en Mandchourie. L'argent ne manquait pas davantage, en voici la preuve (1). Les emprunts pour la guerre souscrits à l'étranger se sont montés à 626 millions de yen, soit 1 milliard 615 millions de francs. Sur cette somme, il restait disponibles à Londres en 1905 au moins 300 millions de yen, soit 770 millions de francs en or. Cette somme y était encore à la fin de 1907, et il est probable qu'elle y est toujours disponible. Comme ceci est à l'encontre de l'opinion admise, quelques explications sur la situation financière du Japon sont nécessaires.

En 1868, lorsque la féodalité s'abolit elle-même, les finances de l'État étaient dans un désordre complet. Le Japon, qui jadis avait eu beaucoup d'or, s'en était vu dépossédé en grande partie par échange contre l'argent. Ce trafic avait procuré aux Européens des bénéfices énormes. Les daïmyos, manquant de métal, avaient émis du papier-monnaie. Il fallut que le nouveau gouvernement prît ce papier et le remplaçât par des valeurs à son nom. Ce fut une opération des plus délicates vu la difficulté de se procurer l'or nécessaire pour répondre de la valeur des bons émis. En 1870, le gouvernement envoya aux États-Unis le marquis Ito pour étudier le système financier. Le résultat fut la loi de 1872 sur les finances et l'organisation de quatre banques nationales. Cette loi dut être modifiée en 1876. Les difficultés financières s'augmentaient de ce fait qu'il fallait faire face à la dépense de 180 millions de yen (450 millions de francs) pour compenser l'abrogation des droits seigneuriaux et des pensions des samuraïs. La situation ne fit qu'empirer jusqu'au moment de l'écrasement de la rébellion de Satzuma en 1877. Alors le gouvernement prit résolument en main la direction de toutes les finances de la nation, exerçant son action sur les banques privées et ne permettant même pas au capital étranger de s'introduire dans une affaire dont il n'aurait pas le contrôle. La Banque nationale du Japon fut créée sur le modèle de la Banque nationale belge. Ses 150 000 actions furent souscrites par un nombre limité de personnes parmi lesquelles la Maison Impériale s'inscrivit pour 70 000, qui, aujourd'hui, sur le marché de Londres, valent 175 millions. Sous la brillante administration du ministre des Finances, comte Matzukata, la réserve métallique s'augmenta

(1) *The Coming struggle*, by B. L. Putnam Weale. London, 1909.

rapidement, et le gouvernement entreprit d'imposer l'étalon d'or. Le pays n'était pas seulement bi-métalliste, l'argent était la seule monnaie connue du peuple. C'était là un redoutable problème, que plusieurs nations européennes n'osent pas aborder et dont l'heureuse solution a valu au Japon un crédit considérable dans ses marchés avec l'étranger. L'étalon d'or fut adopté en 1896. Pour l'exécution, il fallait créer une forte réserve d'or : elle fut constituée au moyen de l'indemnité payée par la Chine à la suite de la guerre de 1894-95. Parmi les résultats de cette guerre figure la somme globale de 950 millions de francs payables en or à Londres. Dès lors, il fut arrêté que le gouvernement aurait l'autorité suprême dans les questions financières intérieures comme dans les questions internationales. La ligne de conduite, dorénavant suivie, se dégage des principes exposés par le célèbre philosophe anglais Herbert Spencer, dans une lettre adressée à un homme d'État japonais pour être communiquée au marquis Ito. Herbert Spencer mourut le 3 décembre 1903. La lettre, envoyée au baron Kanéko Kantaro, fut publiée par le *Times* de janvier 1904. Ce document concerne la politique que doit suivre l'Empire pour sauvegarder son indépendance. Il se résume ainsi : autant que possible, tenez les Américains et les Européens à longueur de bras. En présence de races plus puissantes, vous devez multiplier les précautions pour que l'étranger prenne pied chez vous aussi peu que possible. Ne laissez pas une nation prendre pied chez vous; des collisions en résulteraient qui pourraient être dangereuses. N'accordez pas de privilèges aux étrangers. Surtout, qu'aucun étranger ne puisse posséder sur votre sol, pas même de location à bail, seulement des permissions de résider comme tenanciers annuels. Interdisez aux étrangers d'exploiter des mines, même celles qui sont possédées par le gouvernement; ce seraient des sources de conflit exploitées contre vous, car en Angleterre comme ailleurs, chez tous les peuples civilisés, on a l'habitude de croire ce que les agens ou les marchands à l'étranger racontent. En troisième lieu, gardez le commerce côtier entre vos mains. Pour ce qui est du mariage entre Japonais et étrangers, il doit être strictement défendu. Ce n'est pas une question de philosophie, mais de biologie. Il est prouvé, aussi bien pour les hommes que pour les animaux, que quand des variétés mélangées divergent au delà d'un léger degré, le résultat est inévitablement mauvais.

Plus loin, Spencer se prononce contre l'immigration chinoise en Amérique. Si elle s'étendait, une immense désorganisation sociale en résulterait. La lettre se termine ainsi : « Peut-être, dans une autre génération, le Japon pourra-t-il se relâcher de son conservatisme. Mais pour l'époque actuelle, ce conservatisme seul est son salut. »

Ces conseils du philosophe anglais ont été écoutés. On peut affirmer qu'ils sont suivis de très près, et on les trouve à la base de l'organisation financière actuelle.

Lorsque la guerre avec la Russie fut résolue, le gouvernement décida que l'on demanderait au pays tout ce qu'il pourrait donner jusqu'à la limite de ses forces, le surplus seulement devant être emprunté à l'étranger. C'est ce qui fut fait. Par patriotisme le Japon se saigna. Les femmes vendirent leurs bijoux. Mais la crise passée, les charges ne furent pas diminuées, parce que les armemens continuèrent d'être poussés avec une activité inlassable. Les impôts, qui avant la guerre se montaient à 625 millions de yen, produisent maintenant 650 millions dont le tiers est attribué à la guerre et à la marine.

Le Livre Brun, publié en anglais à Tokyo (rapport annuel sur la situation économique et financière du Japon pour l'année 1908) donne les renseignemens suivans : l'exercice 1906-1907 a présenté un excédent de recettes de 290 millions. Celui de 1907-1908 un excédent de 168 millions et seulement de 36 322 francs en 1908-1909. Le prochain budget sera équilibré; mais en 1910, le gouvernement, s'il ne se relâche pas de sa politique d'exclusion des capitaux étrangers, devra trouver d'autres ressources ou se servir de sa réserve d'or de Paris et de Londres. En tout cas, le Japon a encore plusieurs années devant lui avant d'être obligé à une modification de son système fiscal. Dans l'exercice 1898-1899, les dépenses étaient de 220 millions de yen. En 1908-1909, elles sont de 620 millions, soit 400 millions de yen de plus. La dette par tête d'habitant est passée de 2 yen 10 sen à 5 yen 80 sen.

En vingt ans le prix de la vie a augmenté dans le rapport de 3 à 7. Le prix de la main-d'œuvre s'est accru dans la même proportion. Néanmoins les impôts rentrent régulièrement; on voit partout s'élever d'immenses constructions et personne n'a l'impression d'habiter un pays dans la gêne. Par rapport aux ressources très limitées, la situation financière est particulièrement

prospère. En résumé, le budget est en équilibre; les bons qui en 1904 valaient 65 yen sont maintenant cotés 90. Le Japon disposait en 1908, tant à Paris qu'à Londres, de 300 millions de yen, reliquat des emprunts de la guerre, et en outre d'une somme de 50 millions de yen dus par la Russie pour l'entretien des prisonniers : soit plus de 1 milliard de francs en or. Cette somme doit toujours exister, car on ne trouve aucune trace de son emploi.

Le Japon pourrait donc commencer immédiatement une guerre sans avoir recours à un emprunt préalable.

Le gouvernement compte sur le développement industriel et commercial pour se procurer ultérieurement les ressources que ses prévisions politiques nécessitent. Il s'est attribué le rôle de directeur dans toutes les affaires à l'intérieur et d'intermédiaire dans toutes les affaires avec l'étranger. Certes, il y a eu et il y a encore au Japon des catastrophes financières causées par une spéculation peu honnête et par une éducation commerciale incomplète. Le gouvernement s'occupe de mettre de l'ordre dans l'ensemble, et le progrès est déjà sensible. En comparant deux années consécutives, 1905 et 1906, on trouve que les exportations ont augmenté de 102 millions de yen et que les importations ont diminué de 70 millions de yen. Le yen vaut en ce moment 2 fr. 58. Dans le compte rendu officiel de 1908, on constate que le mouvement commercial a été de 2 milliards 375 millions de francs, soit 197 millions de plus que l'année précédente. Les exportations ont été de 1 milliard 100 millions, avec 2 pour 100 d'augmentation. Toutefois, les importations, qui jusqu'alors avaient été inférieures aux exportations, les ont dépassées l'année dernière. L'achat de matériel de guerre doit en être la cause.

Le gouvernement agit au moyen de subventions, qui, en 1907, se sont montées à près de 86 millions, dont 19 pour les compagnies de navigation. Il compte les continuer et peut-être même les augmenter, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à créer l'outillage et à développer l'habileté ouvrière au point de faire une concurrence rémunératrice aux produits de l'étranger. Il donne en ce moment un grand développement à la fonderie d'acier de Wakamatzu. En 1907, elle disposait de 29 500 chevaux-vapeur. A la fin de 1908, une subvention de 3 millions de yen lui est donnée. Cette fonderie d'acier ne tardera pas à livrer à la Chine les rails dont elle a besoin. Le grand marché actuellement visé

est celui de la Chine : le Japon est décidé à y supplanter la race blanche. Son but est de l'exclure de toute participation à l'exploitation des richesses de l'Asie. Si des experts ou des professeurs sont nécessaires, il se prépare à les fournir; de même les bateaux, les machines; et il estime que l'Asie ne devra pouvoir s'adresser à l'étranger que s'il se trouve lui-même dans l'impossibilité de fournir. Ceci ne sera fait que peu à peu, car le Japon a encore besoin du bon vouloir européen et il saura le ménager. Le principe de la porte ouverte sera solennellement reconnu; mais son application sera plus difficile à obtenir. La Corée et la Mandchourie en donnent en ce moment l'exemple. L'égalité pour tous est reconnue, mais pratiquement, grâce à d'habiles et légales mesures, le commerce étranger est de plus en plus remplacé par le japonais.

L'essor du mouvement commercial et industriel du Japon est donc incontestable. On peut s'en rendre compte en regardant ce qui se passe à Shang-haï. Le fleuve Yang-tzé est la grande artère commerciale de la Chine. Il y a peu de temps encore, il n'était guère parcouru que par les Anglais. Depuis quelques années, les Allemands y sont venus, mais n'ont pas réussi. Maintenant, ce sont les Japonais qui, subventionnés, supplantent le commerce étranger. N'ont-ils pas le prestige de la victoire? Avant 1907, il y avait déjà 3 compagnies de navigation. Au mois d'avril, ces compagnies, fusionnées sous le nom de Nisshin-Kisen-Kaisha, ont pris des services réguliers sur les lignes suivantes : Shang-haï-Hangkow, Hangkow-Ichang, Shang-haï-Soochow, Shanghaï-Hangkow, Chinkiang-Tsingkiangpu, Hangkow-Hsiangt'an, Hangkow-Ch'angte, lac P'oyang. Il y a quelques mois, à un banquet donné à Shang-haï, le président de la grande compagnie de navigation japonaise Nippon-Yusen-Kaisha disait : « On peut entrevoir l'avenir prochain où les navires européens ne passeront plus le canal de Suez pour commercer avec l'Extrême-Orient. » N'est-ce là qu'un rêve? Les mers de Chine sont parcourues par des divisions de croiseurs cuirassés, qui font aussi bonne figure que les plus beaux spécimens anglais ou américains. Ceux qui sont venus dernièrement à Saïgon ont produit dans notre Indo-Chine une impression sur laquelle il est inutile d'insister. « Nous montrerons notre pavillon de guerre, disent les Japonais, et notre commerce le suivra. »

L'activité japonaise est dirigée énergiquement vers la Chine

Les deux nations se détestent, dit-on. Cette animosité n'existe-t-elle pas souvent entre voisins? La Chine intellectuelle traite le Japon en barbare, tandis que le Japon guerrier n'a que du mépris pour un peuple dont le dicton favori :

> Qui dans le combat se sauve,
> Veut vivre pour se battre demain,

fait la joie des lettrés. Mais ces deux peuples ont la même civilisation, la même mentalité; ils seront toujours près de s'entendre lorsqu'il s'agira de s'opposer aux gens de race blanche.

« Personne plus que nous ne désire le développement industriel du Japon, disent les Américains. Le socialisme en est la conséquence, et dès lors cette centralisation menaçante ne sera plus à craindre. Le rêve d'hégémonie de l'Orient deviendra irréalisable. Le progrès qui s'impose à toutes les races débarrassera le monde de cette barbarie guerrière. »

Jusqu'à présent, on ne peut guère prévoir une évolution dans ce sens. Le système de gouvernement organisé par l'ancienne féodalité est sage, ferme et très paternel. Le pouvoir est actuellement aux mains des Sat-chô, mot fait de la première syllabe des noms des grands clans seigneuriaux Satzuma et Choshu. Les « genro, » dont il a été parlé, en font partie. Au-dessous d'eux, il n'y a rien. La Constitution sert d'écran à une bureaucratie instruite, dévouée, disciplinée, qui étudie les questions dans le sens ordonné, propose les solutions et exécute. Au-dessous se trouve la classe des petits fonctionnaires. Elle s'étend jusqu'aux 30 000 hommes de police, qui forment un seul corps et assurent l'ordre dans tout le Japon. Viennent ensuite les millions d'habitans dont la seule volonté est d'exécuter les ordres sans en chercher les raisons. Le milieu ouvrier des ateliers, des usines, des arsenaux ne discute pas davantage le principe d'autorité. Naturellement le progrès industriel a donné lieu à des grèves, quelques-unes fort graves. Elles n'ont pas eu de caractère politique. Le gouvernement fait respecter la liberté du travail, les désordres sont énergiquement réprimés. Les meneurs connus comme agitateurs, ou qui voudraient placer la question de grève sur un terrain politique, seraient immédiatement saisis, et prompte justice serait faite. Il n'en est pas moins vrai qu'un certain relâchement des anciens liens de la famille se faisait déjà remarquer avant la guerre et semble se continuer. Les classes élevées et

moyennes sont certainement atteintes par le scepticisme et, parmi le peuple des districts industriels et même dans les villes de province, l'ancien ordre éthique a été évidemment affecté. L'instruction dans les écoles tend à détruire les légendes. Cependant, le culte des ancêtres ne continue pas moins à être respecté par tradition, et aussi en raison d'un certain appui donné par les théories scientifiques d'hérédité et d'atavisme. Parmi les lettrés de Tokyo, on ne saurait entendre une parole d'irrespect contre le culte des ancêtres.

Quoique partiellement composé d'hommes éminens arrivés par leur seul mérite, le gouvernement du Japon est aristocratique et autocratique. Il est probable que les futurs « genro » lui donneront une politique encore plus militaire. Le Japon est actuellement la nation la plus disciplinée du monde, aux mains des hommes les plus éminens et les plus patriotes, et l'on ne doit pas perdre de vue que les courans d'idées qui règlent les mouvemens des masses européennes ne lui sont pas applicables.

« Le Japon doit son pouvoir offensif à la longue discipline de son passé, dit M. Putnam-Weale, dans son livre *The coming struggle*. Un peuple gouverné par l'altruisme comme le sont la plupart des peuples de race blanche, perd ses capacités pour l'agression, aussi bien pour la lutte guerrière que pour la lutte économique. Si ce peuple se heurte à une nation aveuglément disciplinée, que ce soit dans une guerre ou dans une lutte commerciale, son infériorité est évidente. » Un avenir prochain justifiera peut-être cette opinion.

Dernièrement le *Times* écrivait : « Les Japonais ne vont-ils pas hériter de la corruption avec la richesse ? Si nous entendons par corruption la crainte de la lutte qui déprime les peuples riches, rien n'est moins sûr. Le Japon actuel n'aurait jamais pu s'élever s'il ne s'était donné un idéal pour guider sa marche. L'idéal impérialiste était le seul à sa portée comme expression tangible de sa piété filiale. Quoi qu'il arrive, pendant de longues années encore, cet idéal restera sacré. D'autre part, les besoins de la population sont si restreints, de tels changemens dans ses habitudes sont nécessaires, que la richesse ne pourrait pas modifier son genre de vie avant plusieurs générations. La désorganisation du système gouvernemental n'est pas non plus probable. Il est loin d'être prouvé que la masse soit meilleure juge de ses intérêts qu'un souverain éclairé par les plus hautes capacités

de la nation. Nous pouvons donc concevoir que l'évolution du Japon s'opérera d'une manière continue, sans crise sociale, par l'action prévoyante du gouvernement. Les trois ou quatre mille intellectuels de l'Empire n'exercent leur influence que dans un sens anti-européen, et s'ils essayaient de devenir un parti révolutionnaire, la nation, blessée dans ses sentimens les plus chers, se soulèverait contre eux. Certes, la presse discute les actes et la politique du gouvernement avec une grande indépendance, mais elle respecte absolument le principe impérial. Ses cautionnemens répondent du moindre écart. En outre, une censure vigilante est exercée sur toutes les publications. N'est-il pas téméraire de croire qu'un Japon nouveau vient de naître qui va travailler au déclin de la cohésion de l'Empire ? »

En résumé, le vrai vainqueur de Tsoushima, de Port-Arthur et de Moukden, c'est le vieux Japon. Son triomphe lui a donné une énergie nouvelle, il a confiance et croit à sa destinée de régénérer les peuples de l'Orient. Quand de telles ambitions s'emparent d'un peuple guerrier de 52 millions d'habitans, des changemens dans la géographie politique du monde en sont la conséquence probable.

Quoi qu'on en dise, le vieux Japon n'est pas mort. Qu'importe le changement de costume, qu'importe l'usage des procédés les plus scientifiques, si la mentalité ne se modifie pas ? Son âme, imprégnée de loyalisme, reste la même, et l'histoire de sa dernière guerre ne sera pas l'épitaphe héroïque que certaines nations voudraient graver sur sa tombe.

NÉGRIER.

LES *MÉMOIRES*

DU

PRINCE CLOVIS DE HOHENLOHE

Le portrait de Lazlo, qui orne le premier volume de l'édition française des *Mémoires* du prince Clovis de Hohenlohe (1) m'avait frappé lors de son apparition en 1899 au Salon des Artistes français. Le prince était représenté dans l'attitude qu'il affectait de prendre aux réunions officielles ou mondaines : la tête un peu inclinée sur l'épaule droite et le regard froid. Le front était large, encadré de rares cheveux blancs ; une moustache épaisse soulignait un nez long et fort ; deux rides profondes divisaient le visage pâle et émacié pour aboutir à un menton court et fuyant. L'ensemble de la physionomie était plutôt ingrat. Dans ce petit vieillard au dos voûté, affublé d'un habit noir peu élégant et constellé de décorations, portant une cravate blanche mal nouée, marchant à petits pas et jetant de côté et d'autre un coup d'œil furtif, j'eus quelque surprise, la première fois que je le vis au cours de son ambassade à Paris, à reconnaître le descendant d'une des plus grandes familles de Franconie, Son Altesse Sérénissime le prince Clovis-Alexandre-Victor de Hohenlohe-Schillingsfürst, prince de Ratibor et de Cowey, grand chambellan, conseiller d'État et Reichsrat héréditaire du royaume de Bavière, que l'empereur Guillaume II devait appeler en 1885 au poste officiel de statthalter d'Alsace-Lorraine, puis en 1894 à la première place de l'Empire, celle de chancelier. Ce diplomate, dont la

(1) Traduction Paul Budry, Louis Conrad, éditeur.

triste silhouette jetait une ombre morose dans les réunions parlementaires, dans les cercles et les salons parisiens, se dédommageait de sa discrétion taciturne en observant et en recueillant tous les détails de nature à l'intéresser. On sait qu'à la façon des reporters américains, le prince Clovis mentionnait parfois d'un coup de crayon rapide sur ses manchettes le trait ou le mot qu'il voulait conserver. Doué d'ailleurs d'une mémoire excellente, et fidèle à l'habitude de rédiger un journal exact de sa vie, il ne laissa point passer un jour, depuis son entrée aux affaires, sans avoir mentionné tout ce qui avait pu le frapper. Plus d'un de ses interlocuteurs ne soupçonnait pas que cet homme d'État blasé, morne ou indifférent, l'œil distrait, la lèvre morte, l'écoutait attentivement et gravait en son esprit, si cela en valait la peine, les souvenirs éveillés par ses subtiles et concises interrogations.

Le 31 mars 1901, le prince de Hohenlohe qui, à l'automne précédent, avait donné sa démission de chancelier, prit à part le docteur Frédéric Curtius, président à Strasbourg du directoire de l'Église de la conférence d'Augsbourg, et lui posa cette question : « Voulez-vous m'aider à écrire mes *Mémoires?* » Frédéric Curtius accepta. Le prince lui confia alors son intention d'employer ce qui lui restait de jours à mettre ses notes et ses documens en ordre. Il comptait les rassembler en son château de Schillingsfürst et invitait le docteur à y séjourner un mois chaque été pour les étudier et dresser un plan de publication. Au cas où la mort le frapperait à l'improviste, son fils cadet, le prince Alexandre, président supérieur de la Haute-Alsace à Colmar, devrait se mettre en rapports avec Curtius pour cet important travail.

Trois mois après, le 6 juillet, le prince Clovis mourait aux eaux de Ragatz et le prince Alexandre avait pour devoir d'exécuter les volontés de son père. Celui-ci aurait peut-être, en revisant lui-même ses papiers, ravivé ses souvenirs et reconstitué fidèlement sa propre biographie. Maintenant, il n'y avait plus qu'à livrer à l'impression, dans la mesure où cela était convenable, les notes manuscrites laissées par lui. Elles comprenaient un journal complété par des brouillons, des lettres et des copies de rapports. Quant à la forme homogène que l'auteur aurait sans doute donnée à tout cela, il n'y fallait plus penser. L'éditeur était réduit à placer sous les yeux du lecteur les documens originaux tels quels, sans autres éclaircissemens que des

notes destinées à faciliter l'intelligence du texte. La princesse douairière Constantin de Hohenlohe, la sœur du prince Clovis, la princesse de Salm-Horstmar fournirent au docteur Curtius des renseignemens précis sur la vie privée du prince et des détails d'intérêt général. Le baron Jules de Freyberg et le professeur Friedrich de Munich lui apportèrent en outre des indications précieuses sur les affaires de Bavière et sur le concile du Vatican. Le prince Alexandre fut le collaborateur utile du docteur Curtius pendant les cinq années que durèrent le travail de dépouillement et celui de l'impression.

Lorsque parurent les *Mémoires* en octobre 1906 (1) et lorsqu'on apprit ainsi toute la pensée du prince de Hohenlohe sur la révolution de 1848, les guerres de Danemark et d'Autriche, les actes du gouvernement bavarois de 1866 à 1870, le concile du Vatican, la guerre de 1870, la formation de l'unité allemande, l'ambassade à Paris de 1874 à 1885, le Congrès de Berlin, la politique de l'Empire en Alsace-Lorraine, les confidences de Bismarck après sa disgrâce, les entretiens secrets du prince de Hohenlohe avec Guillaume II sur la politique intérieure du chancelier, enfin les pages incisives et mordantes où il était dit tout haut ce qu'on murmurait tout bas, ce fut une surprise inquiète dans toute l'Allemagne et cette surprise gagna l'Europe sans toutefois l'inquiéter. Mais le 8 octobre, l'empereur Guillaume II, qui venait d'ouvrir les *Mémoires*, adressa à l'aîné des Hohenlohe-Schillingsfürst, le prince Philippe, ce télégramme vibrant : « Je viens de lire avec indignation et surprise ce qui a été publié concernant les entretiens particuliers les plus intimes entre ton père et moi au sujet de la retraite du prince de Bismarck. Comment se fait-il que de pareils documens aient pu être livrés à la publicité, sans qu'on eût demandé mon autorisation préalable? Je suis obligé de déclarer que ce procédé est, au plus haut degré, dénué de tact, indiscret et absolument importun ; car il est inouï que des faits qui concernent le souverain actuellement régnant soient portés, sans son assentiment, à la connaissance du public. De semblables publications peuvent entraîner des conséquences politiques impossibles à prévoir (2). » C'était le chef de la famille de

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 novembre 1906 *Un Fonctionnaire allemand*, par M. T. de Wyzewa.

(2) Cette dernière phrase a disparu dans la reproduction du télégramme par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Hohenlohe que l'Empereur rendait responsable. Le prince Philippe répondit de Prague, où il séjournait alors, qu'il n'avait été en aucune façon mêlé à la publication des *Mémoires* de l'ancien chancelier; que ces *Mémoires* étaient la propriété de son frère Alexandre qui les avait fait paraître en employant à cet effet le docteur Curtius désigné par le prince Clovis. Quant à lui, il se disait également indigné et il comprenait la juste irritation de l'Empereur à ce sujet. Cette réponse détourna les foudres impériales de la tête du prince Philippe et les dirigea sur celle du prince Alexandre, qui allait, pour son audace, perdre la situation de préfet de la Haute-Alsace à Colmar.

Avant de rapporter la justification que ce prince donna de sa conduite en cette circonstance, il convient de mentionner et de résumer brièvement certains passages des *Mémoires* qui avaient ou paraissaient avoir excité plus particulièrement le courroux de Guillaume II. Je les prends dans l'édition allemande (1), car au moment où j'écris cet article, la traduction française du troisième volume des *Mémoires* n'avait pas encore été publiée. Il s'agissait surtout des propos qui soulignèrent la démission du prince de Bismarck. Le prince Clovis, statthalter d'Alsace-Lorraine, écrivait de Strasbourg, le 31 mars 1890, que l'Empereur avait raconté aux généraux commandant les corps d'armée que les causes du départ de Bismarck étaient les procédés sans mesure avec lesquels le chancelier faisait opposition à la volonté souveraine sur divers points. « L'Empereur avait ensuite fait part aux chefs de corps de l'intention de la Russie qui voulait occuper militairement la Bulgarie et désirait pour cela obtenir la neutralité de l'Allemagne. Il avait répondu au Tsar qu'il avait promis à l'empereur d'Autriche d'être un allié fidèle et qu'il tiendrait parole. L'occupation de la Bulgarie par les Russes eût été la guerre avec l'Autriche, et il ne pouvait abandonner cette puissance. » Le prince Clovis ajoutait : « Il paraît de plus en plus que les divergences de vues entre l'Empereur et Bismarck au sujet des projets russes ont conduit à la rupture. Bismarck voulait laisser l'Autriche en plan. Or, l'Empereur entendait marcher avec l'Autriche, même au risque d'être entraîné dans une guerre avec la Russie et la France. A ce propos, je m'explique le mot de Bismarck, qui disait que l'Empereur faisait

(1) *Denkwurdigkeiten des Fürsten Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingsfürst.* — Stuttgard und Leipzig, 1907, 2e B^d^.

de la politique à la façon de Frédéric-Guillaume IV. C'est là le point noir pour l'avenir. »

Le but que se proposait Bismarck était de paralyser l'alliance franco-russe et de maintenir de bonnes relations allemandes avec la Russie. Inquiet de voir celle-ci se rapprocher de la France, craignant une union qui menaçât toute son œuvre, il n'aurait pas hésité à abandonner momentanément l'Autriche, même au mépris de la Triple Alliance, et à faire savoir à Saint-Pétersbourg qu'assurés de la neutralité allemande, les Russes pouvaient aller de l'avant. Mais Guillaume II vit dans cette politique hardie un manque de foi envers l'Autriche. Il le dit et il manifesta nettement son opposition, quand même l'alliance de l'Empire russe avec la République française aurait pu s'ensuivre. C'est ce qui détermina plus tard Bismarck à lui répondre : « Ma résolution de prendre ma retraite a été confirmée par le fait que je me suis convaincu que je ne pouvais plus défendre la politique étrangère de Sa Majesté. Quoique ayant confiance dans la Triplice, je n'ai cependant jamais pu perdre de vue la possibilité que cette alliance pourrait cesser de fonctionner. En Italie, la monarchie ne repose pas sur des bases solides. L'entente entre l'Italie et l'Autriche est mise en danger par les irrédentistes. L'opinion en Autriche peut changer. Quoiqu'on puisse avoir confiance dans l'Empereur actuel, il est impossible d'être jamais sûr de l'attitude de la Hongrie qui pourrait avoir avec l'Autriche des démêlés dont nous devons être très éloignés. Aussi, me suis-je toujours efforcé de ne jamais rompre le pont qui nous relie à la Russie et je crois avoir fortifié le tsar Alexandre à ce point que je ne crains presque plus la guerre russe dans laquelle il y aurait peu à gagner, même en cas de victoires (1). » Voilà ce qu'on révélait après la mort du prince de Bismarck et ce qu'il avait lui-même laissé entendre dans sa lettre de démission à l'Empereur, datée du 18 mai 1890 : « Il ne m'est pas possible, y disait-il, de me conformer aux instructions que Votre Majesté me donne dans sa lettre confidentielle d'hier relativement à nos affaires extérieures. Si je m'y conformais, je mettrais en péril tous les résultats importans pour l'Empire allemand que, d'accord avec les deux prédécesseurs de Votre Majesté, j'ai obtenus dans nos relations avec la Russie, résultats dont l'importance dépasse toute

(1) Extrait du *Leipziger neueste Nachrichten* du 6 novembre 1906. — *Projet de déclaration confidentielle sur les motifs de ma retraite.* — Bismarck.

attente, comme l'a confirmé le comte Schouvalov à son retour de Saint-Pétersbourg (1). » La veille de sa démission, Bismarck irrité disait à son secrétaire Moritz Busch : « *Il* veut rompre avec la Russie et *il* n'a pas le courage de demander aux libéraux du Reichstag l'augmentation de l'armée. J'ai réussi à gagner leur confiance à Saint-Pétersbourg et chaque jour j'en ai obtenu des preuves nouvelles. Qu'est-ce qu'ils penseraient de moi maintenant?... Ma retraite est certaine, définitive. Je ne veux pas prendre à mon compte, comme couronnement de ma carrrière, les bévues d'un esprit présomptueux et inexpérimenté... » On comprend que l'Empereur ne fut pas satisfait de voir se renouveler dans la presse allemande, au sujet des causes de la démis- du sion prince de Bismarck, des polémiques aussi désagréables. En outre, il ne se souciait pas d'entendre blâmer par l'opposition son esprit despotique ou byzantin, ses mécomptes ou ses fautes de tactique.

D'autres notes du prince de Hohenlohe en date des 21, 24, 26 et 27 mars, 21 et 26 avril 1890 et dont je parlerai en temps utile, relataient des conversations intimes de Guillaume II avec lui au sujet de Bismarck et de la politique extérieure; elles avaient également blessé le souverain; mais ce qui l'avait irrité le plus, c'était la révélation de son attitude à l'égard de l'Autriche et de la Russie. A première vue, cette irritation paraît toute naturelle ; mais à la réflexion, elle est de nature à susciter quelques doutes sur sa réalité, et ce sont ces doutes que je voudrais exposer et examiner.

Le télégramme passionné que Guillaume II adressa au prince Philippe de Hohenlohe n'avait-il pas un double but ? Le premier, de montrer aux princes allemands que l'Empereur exigeait d'eux comme de ses autres sujets la déférence la plus absolue; le second, et peut-être le plus important à ses yeux, de souligner sa fidélité envers l'Autriche et la Triple Alliance ? C'est ce que pensa immédiatement une partie de la presse viennoise, en insistant sur la relation naturelle qui apparaissait entre la publication

(1) La lettre de l'Empereur à laquelle Bismarck faisait allusion était ainsi conçue : « Il ressort clairement des rapports que les Russes sont en pleins préparatifs stratégiques pour entrer en campagne. Je ne puis que profondément regretter d'avoir reçu de si courts extraits des rapports du Consul de Kief. Vous eussiez dû depuis longtemps attirer mon attention sur ce danger terriblement menaçant. Il est grand temps d'avertir les Autrichiens et de prendre des contremesures. Dans de telles circonstances, il va sans dire qu'il ne faut pas penser à un voyage de ma part à Krasnoié-Selo. — W. » Ce ne fut d'ailleurs que partie remise.

des *Mémoires* et la situation internationale à ce moment. N'y avait-il pas dans tout ce tapage le désir d'opposer ouvertement sa sincérité personnelle à la duplicité de l'ancien chancelier, d'affermir en Autriche l'adhésion à l'alliance avec l'Allemagne et de contrecarrer en même temps la diplomatie franco-anglaise? C'est ce que croyait, entre autres, le *Tagblatt* de Vienne qui estimait que la publication des fameux *Mémoires* arrivait à un moment très opportun. D'autres hypothèses se présentent encore à l'esprit. Il est possible que Guillaume II ait été mécontent d'entendre dire, d'après les *Mémoires* de Hohenlohe, qu'il s'était trop embarrassé des obligations provenant de la Triple Alliance et qu'il n'avait pas su, comme Bismarck l'y invitait, empêcher la formation de l'alliance franco-russe. Il a dû redouter que cette publication ne provoquât le mécontentement de la Russie. Cependant, celle-ci était depuis longtemps au courant de tout et savait certainement à quoi s'en tenir. Il est encore permis de se demander si le bruit voulu par l'Empereur, au sujet de la publication des *Mémoires* de Hohenlohe, n'était pas fait pour attirer l'attention de cette même Russie et pour lui prouver que ce n'était pas avec son assentiment que de pareilles notes avaient été mises au jour.

Si une certaine partie de la presse autrichienne semblait considérer la publication comme peu nouvelle et nullement anormale, une autre partie voyait dans le télégramme du souverain un acte inopportun et impolitique. En Allemagne, les avis étaient assez partagés. Naturellement, la presse officieuse approuvait. La presse indépendante ou socialiste s'amusait fort des révélations qui mettaient certains personnages de marque en mauvaise posture. Les Bismarckiens trouvaient la publication déplacée et, devant l'aveu du désaccord entre le souverain et l'ancien chancelier au sujet de la question russe, disaient que, si Bismarck vivait encore, il publierait le troisième volume de ses *Pensées et Souvenirs*, dont le manuscrit est déposé dans un coffre-fort de la Banque d'Angleterre et dont Maximilien Harden a dit : « Quand ce volume paraîtra, Byzance tremblera ! » Mais les héritiers mineurs du prince et sa sœur, la comtesse de Rantzau, n'avaient en aucune façon la pensée, ni le pouvoir de faire à leur tour un bruyant éclat. On voit par toutes ces considérations combien le télégramme de Guillaume II soulevait de suppositions, qu'on ne peut accuser d'être trop risquées. Quant à y

chercher quelque connivence machiavélique, ourdie avec l'éditeur des *Mémoires*, je ne crois pas qu'il faille aller jusque-là. Contentons-nous de dire que le télégramme bruyant de Guillaume II fit aux Mémoires de Hohenlohe une réclame prodigieuse, réclame que plus d'un auteur aurait certainement enviée comme la meilleure des aubaines.

On peut soulever encore une autre question. Le prince Alexandre ne s'est-il pas exposé par trop de franchise personnelle à l'animosité impériale? On rapporte en effet que, plus d'une fois, même comme Kreispresident, il s'était laissé aller à de vives et imprudentes critiques contre la politique extérieure de l'Allemagne, politique à double face qui tout en promettant à telle ou à telle puissance son appui sans réserves, l'offrait en sous-main à une autre; ou qui, en paraissant appuyer avec empressement telle ou telle combinaison, la combattait secrètement, se conformant ainsi aux procédés ambigus, chers au prince de Bismarck. Toujours est-il que le prince Alexandre s'est, par la publication des *Mémoires*, attiré des reproches amers et une disgrâce presque immédiate, car il avait obéi à la volonté de son père sans consulter d'abord son souverain (1).

Dans un pays où une discipline de fer s'impose à tous, petits ou grands, aux ministres, aux plus hauts fonctionnaires et au chancelier lui-même, où nul ne peut faire un pas, ni esquisser un geste sans l'assentiment du maître, où le moindre acte d'indépendance est qualifié d'acte rebelle, on considère comme une faute impardonnable le fait d'avoir livré à la publicité des notes qui disaient ou qui voulaient dire toute la vérité sur tel ou tel homme, sur tel ou tel incident. Les haines que, de son vivant, le prince Clovis avait suscitées contre lui, se tournèrent naturellement contre un fils trop respectueux de sa volonté.

Qu'a répondu le prince Alexandre?

Au seuil de l'édition française des *Mémoires*, il a rappelé que le docteur Curtius avait été désigné par le prince Clovis pour être son collaborateur dans la publication des notes et souvenirs dont le testament de son père lui avait légué la propriété. « J'avais donc, dit-il, un devoir filial à remplir. Je l'ai rempli; rien de plus. Après cinq années de labeur, le livre parut. C'est alors que

(1) Cette disgrâce fut ainsi annoncée par la *Correspondance de Strasbourg* : « S. M. l'Empereur a, dans sa grâce très haute, daigné mettre en disponibilité le prince Alexandre de Hohenlohe. »

les adversaires de mon père et les miens se retrouvèrent pour me reprocher mon initiative, et la tempête déchaînée ne s'arrêta pas, même devant une mémoire universellement respectée. Mon père, avec dignité, consacra toute sa vie au service de son pays. Patriote allemand dans la plus forte acception du terme, monarchiste dans l'âme, il eût été incapable d'écrire une ligne dont la publication, même posthume, pût nuire à sa patrie ou à son souverain. Est-ce donc nuire à son pays que de ne rien retrancher, en les publiant, des faits qui ont contribué à faire sa grandeur? Est-ce lui faire injure que d'en révéler les étapes glorieuses? N'appartient-il pas au contraire aux hommes qui ont été mêlés de près à ces grands événemens, d'apporter à l'histoire leurs souvenirs, rayons de lumière qui font jaillir sur le passé un jugement plus juste? Une grande nation doit savoir supporter la vérité et ne pas la sacrifier à la légende. »

Le prince Alexandre explique l'émotion causée en Allemagne, plus intense qu'elle n'eût été partout ailleurs, par ce fait que les gouvernemens dans ce pays sont plus éloignés de ceux qu'ils gouvernent. Le public allemand avait eu l'occasion inattendue, grâce à un témoin véridique, « de jeter un coup d'œil derrière les coulisses de son histoire dont il n'était accoutumé à contempler les acteurs qu'enveloppés d'une auréole prestigieuse. » Toutefois le prince tenait à défendre son père contre toute intention perfide. « Il était diplomate, dit-il; mais il avait aussi l'âme d'un philosophe, envisageant les hommes et la nature en méditatif doublé d'un sceptique. Il a cheminé dans les avenues de la haute politique, guidé à la fois par son cœur d'Allemand et ses opinions libérales. Dans ses notes il dit les choses simplement, comme il les a vues, en témoin. » Le prince Alexandre croyait, par la publication de ces *Mémoires*, avoir fait œuvre salutaire autant que légitime et ne doutait pas qu'en Allemagne l'historien futur ne rendît grâce à l'ancien chancelier de l'Empire d'avoir pensé, au déclin de sa vie, à laisser le souvenir des luttes prodigieuses qui avaient contribué à rendre son pays grand, fort et uni. Il estimait sans forfanterie que ses *Mémoires* constituaient une des œuvres d'histoire diplomatique les plus considérables de ce temps.

Dans un entretien avec un homme politique ami de son père, le prince Alexandre avait ajouté : « On m'a reproché de n'avoir pas assez attendu. Cependant, que devais-je faire? Mon

père voulait que ses *Mémoires* fussent publiés de son vivant. Il était le meilleur juge en la matière. Et s'il croyait que leur absolue sincérité, confirmée par la violence même des critiques dont ils sont l'objet, en faisait des documens historiques utiles à qui recherche la vérité, pouvais-je, moi son fils, et à cet égard son exécuteur testamentaire, substituer mon jugement au sien? » Parlant ensuite du docteur Frédéric Curtius qui, lui aussi, fut disgracié par l'Empereur : « Il a passé cinq ans, disait-il, à dépouiller les *Mémoires;* il a travaillé en savant, étranger aux opinions et aux intrigues des partis. Il ne prévoyait pas qu'une si grande fraction de l'opinion publique allemande serait, pour le moment du moins, à ce point réfractaire à l'histoire. Mais qu'y pouvons-nous? » On avait parlé de scandale, de préjudice volontaire porté à l'Europe. « Celui-là seul, répondait encore le prince, pourrait juger impartialement ce travail et lui rendre justice, qui aurait connu lui-même dans tous ses détails le contenu de tout cet amas de papiers et la somme d'attention, de travail, ainsi que la connaissance approfondie des hommes et des choses qu'il a fallu pour les trier. Car nous devions écarter tout ce qui, par la lumière trop crue qui aurait été répandue sur les causes encore ignorées de bien des événemens, aurait pu provoquer de l'émotion. Celui-là seul pourrait apprécier à leur juste valeur l'abnégation et la réserve patriotique dont les éditeurs ont fait preuve. »

Quant aux attaques personnelles, le prince Alexandre faisait observer à son interlocuteur que le nom de Hohenlohe avait été longtemps en horreur aux agrariens, aux hobereaux, aux cléricaux et aux antisémites. « L'aversion que nous leur inspirions ne nous trouble pas. C'est mon père qui a été un des plus actifs partisans de la loi contre les Jésuites. C'est lui qui a signé la circulaire fameuse où le gouvernement bavarois, dont il était le président, signala aux chancelleries étrangères les dangers de la proclamation du dogme de l'infaillibilité. Mon père, comme statthalter ou comme chancelier, a toujours été un libéral. Je me suis instruit à son école, et pendant les dix années où j'ai représenté au Reichstag la circonscription de Wissembourg-Haguenau, j'ai lutté ardemment pour mes idées. Ce qui m'a surpris, c'est qu'après quelques jours d'hésitation, la presse libérale soit venue se joindre à la campagne déchaînée contre moi. J'ai de la peine à comprendre pourquoi. » Mais le prince jugeait cette tempête artificielle et croyait que la vraie opinion alle

mande n'était pas celle des journaux. Le grand public avait, pensait-il, trop de bon sens pour ne pas reconnaître que la publication méritait d'être appréciée avec plus d'impartialité et de justice.

Venant ensuite à la partie politique extérieure des *Mémoires* qui aurait, dit-on, compromis le prestige de l'Allemagne et diminué son autorité morale pour avoir porté un coup maladroit au culte de Bismarck, il déclarait que ces accusations étaient plus puériles que sérieuses. « Est-ce en montrant l'attachement de l'Empereur à ses alliés d'Autriche que mon père a commis une imprudence? Je ne le pense pas. Je constate d'ailleurs qu'il ne s'est manifesté à Saint-Pétersbourg aucune émotion. » Le prince faisait ainsi allusion à la conversation qu'il eut, le 13 octobre 1906, à Hombourg avec le prince de Bülow, et au cours de laquelle il lui avait confié son intention de prier M. de Lucanus de remettre à l'Empereur sa démission de préfet. Il affirma que le chancelier ne lui avait fait à ce sujet aucun reproche et n'avait paru nullement préoccupé. « Quant à Bismarck, disait-il, j'ai la conviction que mon père n'a obéi à aucun parti pris d'hostilité contre lui. Les notes que je publie aujourd'hui ne sont pas tendancieuses; elles sont vraies comme des photographies. Aussi bien, mon père était avec Bismarck en relations excellentes et lui rendait pleine justice. Toutefois, quand il croyait que Bismarck se trompait, il le lui disait : par exemple, dans l'affaire des passeports pour l'Alsace-Lorraine où il ne finit par céder que par crainte d'être remplacé par un statthalter à poigne qui eût aggravé le mal, au lieu de l'atténuer. Et pourquoi se serait-il abstenu de dire ce qu'il pensait? Je sais bien qu'aujourd'hui on a déifié Bismarck, tandis que, pour ses contemporains, c'était un homme de génie sans doute, mais un homme enfin, susceptible d'errer. Je sais bien que, pour les dévots de l'église bismarckienne, ce n'est pas à l'histoire qu'appartient Bismarck, mais à la religion. On ne peut ni le discuter, ni même le raconter. C'est excessif! » Puis, s'étonnant du bruit que soulevaient les *Mémoires* de son père, le prince Alexandre ajoutait qu'ils se recommandaient avant tout par des détails précis, pittoresques et vrais. Comment alors expliquer cet orage? « Ne peut-on plus, disait-il mélancoliquement, dans cette Allemagne si grande par la pensée, enregistrer librement des témoignages authentiques, et faut-il sacrifier la vérité durable à la légende? Voilà toute la question.

On accoutume notre pays à ne rien voir, à ne rien apprécier par lui-même, à n'avoir que des opinions superficielles et des convictions toutes faites. Et cependant, l'aveugle adoration de héros intangibles, le culte du convenu et de l'indiscuté ne sont pas pour un peuple une bonne école. »

Ainsi parlait celui qu'on avait surnommé en Alsace « le prince rouge, » et dont on avait appris à connaître la liberté d'opinions, la philosophie dédaigneuse et l'esprit caustique. Il y a bien de la ressemblance entre le père et le fils. Si la taille du prince Alexandre est plus grande, il a, comme son père, le front large, l'œil voilé, les pommettes saillantes, la même expression ironique. Cette expression se manifeste nettement en son langage. Mais chez lui, le député n'a pas eu plus de succès au Reichstag que l'administrateur en Alsace. Il n'est pas, comme l'avait été son père, un parlementaire assidu et un fonctionnaire zélé. Ce qui domine en lui, c'est l'esprit d'indépendance absolue. Il n'admet pas qu'on puisse le classer dans tel ou tel parti ou lui imposer telle ou telle opinion. S'il a été appelé le prince rouge, c'est qu'il a une certaine sauvagerie de caractère qui se révolte contre toute soumission. Il l'a bien démontré en éditant les *Mémoires* de son père sans confier sa décision à personne et sans solliciter le moindre conseil.

On sait maintenant comment a été accueillie cette publication. Voyons ce que les *Mémoires* ont particulièrement de curieux.

*
* *

Wer viel einst zu verkünden hat,
Schweigt viel in sich hinein;
Wer einst den Blitz zu zünden hat,
Muss lange — Wolke sein.

Ces quatre vers de Nietzsche que le prince Clovis se plaisait à répéter et qui étaient comme sa physionomie propre, signifient que « celui qui un jour aura beaucoup de révélations à faire, doit garder, en attendant, sa pensée endormie, et que celui qui pourra un jour projeter des éclairs, doit rester longtemps nuage. »

Le prince Clovis de Hohenlohe-Schillingsfürst, né le 31 mars 1819, était le fils du prince François-Joseph qui avait

passé du service de l'Autriche à celui de la Prusse, puis était devenu membre héréditaire de la Chambre haute et major dans l'armée bavaroise. Le prince Clovis suivit les cours des gymnases d'Ansbach et d'Erfurt, et fut étudiant avec ses deux frères à Gœttingue et à Bonn. Il était encore à l'Université de Heidelberg, quand, le 5 août 1839, il commença déjà à prendre des notes sur sa vie quotidienne. Il écrit que deux de ses meilleurs professeurs siègent à la Diète qu'il déteste. « Je dois prendre sur moi pour ne pas en dire pis sur cette assemblée de rien du tout. Jamais ces établissemens de bavards ne m'ont excédé comme aujourd'hui où nous avons nous-mêmes à en souffrir. Si quelque jour j'ai l'occasion de donner cours à ma bile contre ces maudites institutions, je ne m'en ferai pas faute. » Il ne sait encore, en 1841, quelle carrière il choisira. Si on le refusait dans la diplomatie, il consentirait à entrer dans l'armée anglaise pour suivre l'expédition de Chine. Le 6 avril 1842, il prend du service à Coblentz en qualité de stagiaire près des tribunaux et se donne corps et âme à son nouveau travail. « La vie intellectuelle renaissant, tous les petits soucis extérieurs disparaissent, la vie perd sa monotonie et je commence seulement alors à vivre véritablement. » Mais il n'a pas d'ami sincère avec lequel il puisse échanger ses secrètes pensées. « Hélas! pourquoi, pauvres mortels, sommes-nous aussi étrangers les uns aux autres? Pourquoi nous tourmenter dans cette vie aussi brève que misérable? Et à quelle fin? Pour mourir! » Il se plaint de la discipline pédante et sévère à laquelle on l'a assujetti. S'il s'en était affranchi dès l'âge de seize ans, il fût devenu un autre homme, un homme meilleur. Passif de nature, et n'étant jamais sorti de tutelle, il reconnaît que son âme, calme, rêveuse et inactive, doit être arrachée à son laisser-aller, si l'on veut en tirer quelque chose. Elle a besoin d'énergie et de connaissances pratiques et profondes, sous peine de devenir un instrument aveugle ou un être dont le drapeau flotte à tous les vents. Il essaie de faire des efforts personnels pour secouer les derniers vestiges de la tutelle pédante qui pesait sur lui. Il commence déjà à mettre en pratique cette méthode d'observation qui sera la règle de toute sa vie : « Calculer et observer partout et toujours, dit-il, sous une attitude amicale et pleine de bonhomie, tel doit être le but de chaque prince, s'il ne veut pas s'exposer à commettre des sottises, auxquelles tout autre jeune homme n'est pas exposé en raison de

sa condition inférieure. » Conseiller référendaire en 1843 dans le gouvernement de Potsdam, il n'aime ni cette ville, ni ses habitans et se promet bien de profiter du moindre loisir pour s'échapper à Berlin. Il remarque en Prusse l'apparition d'un esprit libéral auquel on ne donne pas satisfaction ; il constate toute espèce de crises et de détresses matérielles, de l'instabilité dans le gouvernement et de l'absence de principes, des affaires en désordre et des finances ébranlées. « Au premier prétexte, nous aurons un soulèvement. L'armée n'est pas sûre... Nous sommes les arbres aux branches desquels s'accrocheront les victimes de l'inondation. Prenons garde que nos racines ne pourrissent, mais tâchons qu'elles plongent dans un sol ferme! » En 1845, le prince Clovis de Hohenlohe reprend le titre de prince régnant de Schillingsfürst et demande un congé illimité comme référendaire. Il passe tout l'hiver en son château, et cet homme, que l'on croyait froid comme glace, s'anime devant la nature. « Je viens d'interrompre, écrit-il à la princesse Amélie sa sœur, cette lettre inquiète et nerveuse pour regarder par la fenêtre. Quel apaisement! Un merveilleux clair de lune s'étend au loin sur les monts et les vallées. Tout est calme, paisible et tiède et des souffles printaniers circulent sur les hauteurs. Les souvenirs du passé inondent alors l'âme d'une douce mélancolie, souvenirs de tout ce que nous avons pensé et fait de bien dans la vie. A leur suite, ce sont les disparus eux-mêmes qui remontent du passé. C'est tout de même consolant de penser, par cette belle nuit, que ce vieux et cher nid de pierre n'est point mort et dévasté; mais qu'il appartient à un mauvais poète qui, de temps à autre, se met à la fenêtre pour contempler un beau clair de lune. Il semble alors que le vieux nid de pierre s'en réjouit. »

Le prince se livre à des réflexions philosophiques, cherchant à se rendre inexorablement sincère et à être, comme le lui conseillait son précepteur Bolte, « fidèle à lui-même. » Il consentirait bien à se marier, mais pas avant de se sentir capable de s'avancer d'un pas ferme sur le chemin de la vie. « Pour l'homme, le mariage ne doit pas être le but, mais le moyen d'ennoblir sa nature. La femme doit être le sentier ombragé à côté de la grande route de la vie... Les gens de notre condition prennent trop facilement le mariage pour but. Un prince d'Empire s'installe en son château, se marie, va à la chasse, signe des décrets et s'imagine être un héros; mais, malgré son bonheur conjugal, il

n'échappera pas à certain mécontentement intérieur qu'il ne parvient pas à s'expliquer et qui attriste ses jours: c'est le manque d'un but précis, le manque d'une participation active aux grands intérêts de l'humanité; en un mot, c'est la voix de la conscience qu'il ne comprend pas, qu'il ne veut ni ne peut comprendre... Chez nous et dans notre condition, les heureux ne sont pas les hommes, mais les femmes, pour peu qu'elles entendent quelque chose à leur rôle. » En juin 1846, il démissionne du service de la Prusse et veut s'adonner à l'étude de l'agriculture. « Lorsqu'on parvient, dans un château solitaire, autour duquel pleurent tous les vents, avec la chasse et des livres pour toute occupation, à garder le courage de vivre, l'air doit y être pour quelque chose. Je dois également à cet air de trouver du plaisir à la nouvelle activité qui m'attend. Dans tous les cas, l'agriculture, telle qu'on la pratique, est un simple gâchis ; voilà pourquoi j'étudie assidûment tous les ouvrages parus sur la matière. C'est un domaine nouveau de la science qui s'ouvre devant moi, un nouveau monde de connaissances; je regarde à présent hommes et bêtes d'un œil bien différent; je conçois du respect pour des gens et des préoccupations que j'avais méprisés jusqu'ici et, de plus en plus, je trouve la confirmation de ce vieux principe que, sans une base concrète, sans une connaissance positive aussi étendue que possible, la philosophie et l'abstraction n'ont aucune valeur. »

En 1846, le prince Clovis se décide à se marier. On lui parle « d'une merveille d'amabilité et de naturel, pieuse, bonne, etc., mais, malgré ses dix-sept ans, indépendante et d'une conquête difficile. » Il va doucement, en parfaite tranquillité d'âme, vers le piège qu'il s'est laissé tendre. Il y trouve bientôt de grands attraits. La princesse Marie de Sayn-Wittgenstein, par sa délicatesse exquise, a su le conquérir dès la première entrevue. « De jour en jour, je sens mieux quel bonheur indescriptible m'a été donné sans que je l'aie mérité. Chaque jour nous rapproche l'un de l'autre. Ce ne sont pas de banales entrevues, mais des conversations intimes et sincères où le regard s'éclaire de joie à mesure que l'on trouve un plus profond accord... Ces heures de rendez-vous passent comme par enchantement. Et le fait qu'il n'y a pas encore eu de déclaration ajoute un charme particulier à cette situation. » Cependant, au moment de se déclarer, il hésite et se tourmente. Comprend-il bien le

caractère sacré du mariage ? Trouvera-t-il un amour mutuel et une confiance illimitée? Mais il faut bien se prononcer. Il va donc tenter la démarche qui décidera de sa vie entière. « A l'heure dite, je fus introduit au salon. La princesse entra la première, suivie d'une autre et belle grande dame. Tout ce qui m'avait déplu disparut à l'instant. Je ne vis plus que le regard d'intelligence et d'amitié dont on me salua, et qui me pénétra comme un doux rayon de soleil jusqu'au fond du cœur et fondit comme glace mes doutes et mes scrupules. » Il est heureux. Il échange avec sa fiancée une tendre correspondance. « J'ai reçu de belles et chères lettres. Je vois s'ouvrir devant moi un monde nouveau de confiance et de certitude, un port sûr où me réfugier dans toutes les difficultés et les fatalités de la vie... Quelle consolation et quelle force cela donne de penser, au milieu de ses travaux, à une femme affectueuse et bonne! Je ne puis assez remercier Dieu. » Le 16 février 1847, le mariage se célèbre à Francfort-sur-le-Mein, et les notes du prince contiennent les traces d'une joie sans pareille. Les jours qui suivent le mariage sont des jours incomparables. « Je n'éprouve d'autre sensation, dit-il, que cette disposition joyeuse de l'âme au printemps quand on est couché à l'ombre d'un arbre sur une montagne pas trop haute, et qu'on voit au-dessus de soi les nuages sillonner le ciel. Peu importe qu'au loin passent et repassent des nuées grisâtres, chargées de neige, je suis heureux, j'ai l'âme satisfaite et le cœur empli d'une infinie reconnaissance envers Dieu qui guide avec tant de bonté les pas de l'homme vers la bénédiction et vers la joie. »

Suivent alors des observations du plus haut intérêt sur la révolution de 1848, et sur la crise allemande attribuée à ce fait que le peuple comprend et regrette la nullité de l'Allemagne vis-à-vis des autres États. « Personne ne contestera que c'est un triste sort pour l'homme vigoureux et fort de ne pas oser dire à l'étranger : Je suis Allemand, ni arborer avec orgueil le drapeau allemand au mât de son bateau... Ce misérable bavardage, sur l'unité allemande et la nature allemande, ne cessera d'être ridicule et lamentable que le jour où ces mots ne seront plus des sons vides et des fanfares d'un doux optimisme, mais où nous formerons véritablement une grande et puissante Allemagne! » C'est la tâche à laquelle le prince de Hohenlohe va consacrer la plus grande partie de ses efforts, collaborateur assidu et pas-

sionné de celui qui aura l'honneur d'être appelé le créateur de l'Unité. « Tout Allemand, dit le prince, porte dans le cœur une foi enthousiaste en sa patrie allemande une, libre et forte. Cette foi a passé aux actes; ce vœu populaire s'est formulé en réclamations puissantes; mais pour voir renaître une Allemagne grande et libre, il faudrait un peuple bon, fort et pieux. Avec un peuple sceptique, il est impossible de reconstituer une vie politique. Tout ordre social et politique disparaît. »

Le 1er novembre 1848, le régent de l'Empire allemand choisit le prince de Hohenlohe pour notifier son avènement aux cours d'Athènes, de Rome et de Florence. Le prince revient six mois plus tard en Bavière et constate avec douleur que les espérances nationales ont été déçues et que le mouvement unitaire a échoué. Il est réduit au rôle ingrat de spectateur et de critique. De 1850 à 1866, ayant vu l'insuccès du programme de la grande Allemagne, il cherche à concentrer en une autre Allemagne les forces nationales du Centre et du Sud, afin d'éviter l'impuissance et l'effritement des fortes races allemandes. Il s'applique à faire la paix avec la couronne de Bavière et se rapproche du particularisme bavarois, sans négliger toutefois ce qui domine au fond de sa politique, l'idée d'unité, qu'il compte bien, de forts et énergiques ouvriers aidant, voir un jour se réaliser.

En novembre 1859, il a une importante entrevue avec le roi Maximilien II et il exprime le désir d'entrer à son service. Si le Roi lui fait la grâce de l'accepter, il sera heureux, grâce à sa fortune et à sa situation personnelle, de représenter dignement le nom bavarois à l'étranger et de tenir haut le drapeau de la Bavière. Le Roi l'accueille avec sympathie, mais lui demande un peu de patience, à cause de la foule des concurrens qui se trouvent parmi les diplomates de la carrière. En attendant, à la Chambre des Pairs, le prince donne une large mesure de son activité en prenant part à ses travaux et à ses discussions.

Il fallut l'arrivée du roi Louis et la guerre austro-prussienne pour qu'on pensât à lui. Le nouveau monarque, qui a succédé à Maximilien II le 20 mars 1864, envoie au prince son grand écuyer, le comte Holnstein, pour lui offrir la présidence du Conseil et les Affaires étrangères. « Je ne puis cacher, dit Hohenlohe, dans son journal, que le désir du Roi de m'avoir pour ministre procède uniquement de sa passion pour Wagner... Le Roi se souvient que j'ai contesté jadis la nécessité d'éloigner

Richard Wagner et il espère que je m'emploierai à le faire revenir. Bien que je n'envisage pas comme un malheur le retour de Wagner, je ne me sens aucun goût pour former *un ministère Wagner.* » La compétition de Neumayr parut un instant servir les desseins du prince de Hohenlohe, qui ne voulait pas être le produit d'une intrigue de cour. Le 31 décembre 1866, après des négociations assez ardues, il était nommé président du Conseil, ministre de la maison royale et des Affaires étrangères. Son programme, agréé par le Roi, comprenait, avec l'union de la majorité du peuple allemand en un État fédératif, l'intégrité de la couronne de Bavière et de l'État bavarois, l'alliance intime de cet État avec la Prusse, la réforme de la Chambre haute, de la législation sociale et du code de procédure générale, la réorganisation de l'armée, le relèvement du crédit commercial et foncier, la simplification de l'organisme administratif, la réglementation de la justice et de la magistrature, la pacification religieuse et l'homogénéité du ministère. Le premier volume des *Mémoires* est consacré en grande partie au rôle joué par le prince comme ministre bavarois et relate ses efforts pour accomplir point par point les diverses réformes inscrites à son programme, ses discours à la Chambre des députés, ses rapports avec M. de Bismarck dont il admirait et suivait la politique, ses rapports avec le Wurtemberg, Bade et la Hesse pour essayer de former en 1867 une union sous le titre d' « États-Unis du Sud de l'Allemagne » conformément à l'article 4 de la paix de Prague, et avec l'intention de s'unir au besoin aux alliés du Nord pour défendre l'intégrité du territoire allemand, tout en conservant la somme d'indépendance à laquelle ces États pouvaient prétendre. Ce qui prouve à quel point le Sud était jaloux de son autonomie, c'est qu'à l'ouverture du Parlement, le 28 avril 1868, le vivat adressé au Roi par le ministre de Bavière fut : « Vive le roi Guillaume » et non « Vive le roi de Prusse ! » On retrouvera, comme je l'ai dit dans mes études sur la *Formation de l'Empire allemand à Versailles*, les mêmes préoccupations en 1871, lors de la proclamation de l'Empire. Le prince de Hohenlohe eut à lutter contre les exigences du parti ultramontain qui avait triomphé aux élections de 1868. Ce fut alors que, modelant ses opinions religieuses sur celles de Dœllinger hostile au dogme de l'infaillibilité, il fit paraître la fameuse circulaire du 9 avril 1869 aux Légations bavaroises, circulaire qui était encore plus l'œuvre

de Dœllinger que la sienne. Le prince y déclarait que la question de l'infaillibilité était plus qu'une question religieuse et devait attirer l'attention de tous les gouvernemens qui avaient des sujets catholiques. Il invitait ces gouvernemens à lancer en commun une protestation contre les décisions qui pouvaient être prises au Concile sur des questions politico-religieuses, — au cas, par exemple, où le Concile donnerait aux propositions du Syllabus et à l'infaillibilité papale la valeur d'articles de foi, présenterait la doctrine de la suprématie papale comme fondamentale pour la conscience chrétienne et ferait entrer dans le *Jus divinum* les immunités du clergé. Cette circulaire, qui avait eu l'assentiment particulier de Bismarck, fit long feu devant les réponses négatives de la Prusse et de l'Autriche. Une loi scolaire, votée par la Chambre le 23 février 1869, acheva d'irriter le parti ultramontain. Elle attribuait exclusivement à l'État la direction et la surveillance des écoles et faisait croire au divorce de l'École et de l'Église. La Chambre haute, malgré les efforts de Hohenlohe, n'accepta pas cette loi, et dès lors on put prévoir la chute du président du Conseil qui, battu aux élections de novembre 1869, dit avec une mauvaise humeur peu déguisée: « Toutes les petites ambitions fermentent. Les corbeaux, flairant une charogne, s'apprêtent à y voler. J'aspire au moment où je pourrai marcher enfin sur l'ennemi ouvertement et librement. » Cette liberté lui fut donnée le 7 mars 1870.

Il ressortait de ses trois ans de ministère que le prince de Hohenlohe avait soutenu plutôt la politique prussienne que la politique bavaroise. En contradiction avec la majorité des représentans, il s'était inféodé aux idées de M. de Bismarck, et répétait après lui à ses concitoyens que, si la Bavière ne marchait pas dans le sillon tracé par lui et faisait mine d'échapper à ses engagemens, son territoire serait partagé entre le Nord et l'Autriche. « Si la Bavière, disait-il, viole les traités, Bismarck cherchera à les anéantir ! » C'est sous l'empire de cette crainte, et poussé d'ailleurs par ses sentimens personnels, qu'il chercha à mettre la Bavière sous la prédominance de la Prusse et, en cas de guerre, à lui faire reconnaître le roi de Prusse comme chef suprême des armées du Nord et du Sud.

Après sa chute, le prince quitte Munich pour venir à Berlin où il constate que le petit peuple attache le plus grand intérêt aux choses militaires et il prévoit en cas de conflit avec

la France le succès de la Prusse. Aux approches de la guerre, il rentre à Munich pour prendre part aux délibérations de la Chambre haute et reconnaît qu'en cas de victoire la Bavière sera forcée d'entrer dans la Confédération du Nord. Il entend les paysans de la Franconie dire entre eux : « Il faut la guerre, sinon nous n'aurons pas de repos ! Ce misérable coquin de Napoléon, il faut le chasser. Alors, tout ira pour le mieux. » Le prince royal, rencontrant Hohenlohe le 30 juillet à Munich, lui dit : « Pour commencer cette guerre, il faut que l'empereur Napoléon soit terriblement aveuglé. » Les premiers revers de la France surexcitent les populations. Les Bavarois perdent beaucoup de monde. Les hôpitaux regorgent de blessés. « J'avoue, dit le prince Clovis, que la guerre se montrait là sous son plus triste jour. J'emportai ces impressions à la fête patriotique du Jardin zoologique à laquelle j'assistai l'après-midi. Tous ces petits bourgeois attablés autour de pots de bière et de rôti de veau, et clamant des hourras, me répugnaient. Aux accens de la *Wacht am Rhein* venait se mêler la voix d'un Français blessé que je trouvai gisant sur le gazon du jardin de l'hôpital et criant : « Mon Dieu ! mon Dieu ! »

Les succès des Allemands continuent, et le prince croit le 20 août que la guerre va bientôt toucher à sa fin. Les soldats bavarois paraissent devenus amis des Prussiens et disposés à faire, à leur retour, une forte propagande en faveur de la réunion de leur pays à l'Allemagne du Nord. Certains rêvent de s'étendre en Alsace et de fonder un royaume d'Alemanie. D'autres en veulent faire un pays d'Empire ; d'autres parlent de céder Mannheim et Heidelberg à la Bavière. Les appétits sont aiguisés, les ambitions allumées. La question de l'Empire allemand se pose nettement. Bismarck amène avec adresse le roi de Bavière à offrir le titre d'Empereur au roi de Prusse ; mais il s'étonne que la Bavière réclame une armée personnelle, une représentation internationale et sa participation à la politique étrangère par voie de contrôle. « Ce qui surprend, dit Hohenlohe, c'est l'aversion du roi Guillaume pour la couronne impériale. Il ne se résout qu'avec peine à rompre avec son passé et avec la tradition prussienne. » Le prince ne comprend pas encore que le roi de Prusse craint l'amoindrissement de son autorité et sa subordination aux princes confédérés. Guillaume a une furieuse envie de dominer le Nord et le Sud, mais il n'ose l'avouer. Hohenlohe est tout

entier à son zèle et à son amour pour la Prusse. Il n'hésite pas à affirmer que « la clique austro-franco-ultramontaine fera son possible pour mettre la Bavière en bloc à la discrétion de l'Autriche. » Mais d'après lui, ce dessein sera déjoué. La France ne se relèvera pas. Le comte de Münster affirme à Hohenlohe « que la défaite des Français cause en Angleterre une joie générale. » La princesse royale Victoria, partageant les idées de son mari, le kronprinz, se dit fort mécontente du traité conclu avec la Bavière et se montre favorable à l'Empire absolu sans exception. L'idée fédérative lui répugnait. Les propositions des ministres bavarois et hessois n'étaient pas mieux accueillies à Versailles. Le Wurtemberg réclamait la principauté de Hohenzollern. Darmstadt voulait un morceau du Palatinat, mais ces deux États furent éconduits par Bismarck. Et lorsqu'il s'agit de l'Alsace-Lorraine, les Prussiens qui la réclamaient répétaient le dicton : « *Der Bien muss !* il faut que cela soit! »

Le 30 décembre 1870, à la Chambre haute, le prince Clovis vota pour l'adoption du traité avec le Nord, malgré la limitation qu'il apportait à l'indépendance de la Bavière, et se félicita que ce pays eût repoussé la neutralité qui l'aurait conduit à s'allier avec la France et à s'écarter du chemin de la gloire et d'une immortelle renommée. « Qu'importe d'ailleurs le détail du traité, disait-il, auprès de ce point considérable de la reconstitution de l'Empire allemand ? »

Après la guerre, le prince Clovis est élu au Reichstag dans la circonscription de Forcheim-Kulmbach. Le 23 mars, il est nommé à la première vice-présidence et devient l'une des colonnes du parti libéral. Il est naturellement de toutes les fêtes et de toutes les réceptions. Il admire le prince de Bismarck, aussi bon mangeur, aussi bon buveur que bon politique, qui, avant de prendre la parole, engloutit une masse énorme d'huîtres, de harengs et de jambon arrosés de bière et d'eau de Seltz. Il remarque que, pour exciter sa soif, il avale des quantités énormes de caviar. Il l'entend prédire, au sortir d'une digestion laborieuse, que Thiers ne pourra désarmer la populace parisienne sans l'aide des troupes allemandes, puis déclarer que si la Bavière, à laquelle il avait fait de trop grandes concessions, n'avait pas signé le traité relatif à la restauration impériale, il s'en serait suivi une hostilité contre le Sud qui eût duré des siècles. Le prince Clovis constate que le chancelier n'a pas la vie aussi facile qu'on le suppose. « Moltke

et ses subordonnés, dit-il, ergotent sans cesse contre Bismarck et trouvent à reprendre à tout ce qu'il fait. Ces deux grands hommes sont difficiles à concilier et le grand mérite de l'Empereur est d'arriver à force d'amabilité et de tact à contenir ces deux messieurs dans de justes limites. » Le prince reconnaît que le chancelier traite tout avec une certaine brutalité. « C'est ce qui lui donne cet énorme prestige aux yeux des vieux diplomates timorés du reste de l'Europe. Cette brutalité, il l'a eue de tout temps. Mais aujourd'hui s'y ajoute encore l'éclat de ses grands succès qui font de lui la terreur des diplomates ! » Dans des confidences faites à haute voix, Bismarck avoue que le seul moyen de germaniser l'Alsace, c'est de soustraire les écoles à l'influence cléricale, « car le clergé, lui, travaillera toujours au profit de la France. » Cet aveu doit être enregistré. C'est la meilleure réponse à faire à ceux qui ne craignent pas d'accuser le clergé catholique de pactiser avec les Allemands. Hohenlohe seconde de toutes ses forces la politique sectaire de Bismarck et approuve le Kulturkampf. Il attaque les Jésuites au Reichstag, et le chancelier le félicite publiquement de penser à interdire par une loi à cette société le droit de fonder des établissemens, d'exercer des fonctions ecclésiastiques, de se vouer à l'enseignement et trouve naturel de priver de ses droits civiques tout Allemand inféodé à cet ordre. Le 17 juin 1872, cette loi était votée. La princesse royale se plaint au prince Clovis de la politique anti-religieuse du gouvernement et regrette qu'on veuille peser sur l'instruction populaire. « Je compte, dit-elle, sur l'intelligence du peuple, c'est une puissance. — La sottise humaine en est une bien plus grande, » crut devoir répondre Hohenlohe. Et de fait, il put s'apercevoir bientôt que chez les grands, plus encore que chez les petits, cette sottise était prépondérante. C'est ainsi qu'il entendait l'historien Henri de Sybel lui dire naïvement : « Comment supposer que les évêques auront le courage de braver Bismarck ? »

Le chancelier, qui connaissait toute l'admiration de Hohenlohe pour sa personne et pour sa politique, lui offrit, en 1873, l'ambassade de Londres, puis, en février 1874, celle de Paris, où il devait remplacer le comte d'Arnim qui, suivant lui, avait eu le grand tort de n'avoir pas soutenu M. Thiers. Bismarck disait alors au prince Clovis : « En se consolidant, la France trouvera plus facilement des alliés. Thiers en était moins capable ; par

conséquent, nous avions tout profit à le voir rester en place. » Il y avait là une singulière erreur de jugement. Thiers, autant sinon plus que tout autre, pouvait renforcer la situation de la France en Europe. Deux ans de présidence l'avaient indiscutablement démontré. Les autres propos de Bismarck, à la veille de l'alerte de 1875, indiquaient ses desseins secrets. Il avertissait le nouvel ambassadeur que, si la France poussait ses armemens, l'Allemagne lui déclarerait la guerre. Continuant ses avertissemens, le chancelier dit au prince, au moment où il se rendait à Paris : « Nous avons tout intérêt à ce que la France ne devienne ni assez puissante à l'intérieur, ni assez respectée à l'étranger pour se gagner des alliés. La République en proie aux troubles intérieurs, c'est la paix garantie. Une République forte serait un dangereux exemple à tous les points de vue pour l'Europe monarchique. » Cependant, le chancelier avouait que la République lui paraissait moins puissante que la monarchie qui favoriserait contre l'Allemagne toute espèce d'intrigues avec l'étranger. Il disait encore que de tous les prétendans au trône de France, les Bonaparte lui conviendraient le mieux. « Mais la meilleure solution était que la situation demeurât telle quelle. » L'Empereur, consulté à cet égard par le prince Clovis, lui répondit de rester neutre en face des bonapartistes. « Ce sont eux, dit Guillaume, qui feraient toujours le mieux notre affaire en France, parce qu'ils rencontreraient des difficultés dans le pays. » Le prince de Hohenlohe crut devoir rappeler alors à l'Empereur son entretien du 23 août 1867 à Munich avec Napoléon III. Celui-ci lui avait, à ce moment, déclaré qu'il était pour la paix, car l'humanité en avait besoin. « L'idée, disait-il, qu'une nation, en s'agrandissant et en se fortifiant, crée un péril pour sa voisine, est passée de mode. » Cependant, la Prusse devait, suivant l'empereur Napoléon, tenir compte de l'opinion publique qui fermentait vite en France. On y redoutait les projets d'extension de la Confédération du Nord. Le prince de Hohenlohe répondit que Bismarck n'avait que faire des États du Sud. « Oui, répliqua Napoléon, il m'a parlé aussi avec une grande modération ; mais il prétend que ce sont les États du Sud qui le forcent à aller beaucoup plus loin. — Cette pression, remarqua Hohenlohe, n'est que le fait d'un parti. En général, l'envie d'entrer dans la Confédération du Nord baisse. — Je regrette, dit alors Napoléon d'un ton interrogateur, que vous n'ayez pu former la Confédéra-

tion des États du Sud de l'Allemagne. » Hohenlohe esquiva une réponse précise. Il se borna à dire que la crainte de nuire à ses intérêts matériels détournait le Sud de la réunion avec le Nord. Napoléon réitéra alors ses affirmations pacifiques et demanda si les États secondaires n'avaient pas trop de difficultés à surmonter. Le prince avoua que la position de ces États était difficile. « Et la presse, ajouta Napoléon, broche sur le tout? — La presse, répondit Hohenlohe, chez nous est encore très peu civilisée. » L'Empereur riposta en souriant : « Oh! chez nous aussi, elle n'est pas très civilisée. »

Guillaume Ier rattacha à cet entretien des propos échangés à la même époque avec le chevalier Nigra. Comptant que ses paroles viendraient aux oreilles de Napoléon, le Roi avait dit : « Je ne verrai de ma vie l'unité de l'Allemagne. Mon fils peut-être non plus. Mais elle viendra. Et si Napoléon cherche à l'empêcher, il y succombera. » Ces paroles furent en effet répétées à Napoléon qui répondit : « En cela le Roi fait erreur. Je ne commettrai pas cette faute. » Le prince Napoléon disait de son côté, en juin 1868, au prince de Hohenlohe que la guerre contre la Prusse serait un immense malheur et qu'elle amènerait l'unité allemande. Il se répandait en éloges sur la politique du comte de Bismarck, sur la discipline de l'armée et sur l'administration de la Prusse. Il regrettait que la Bavière n'eût point balayé Bade et le Wurtemberg, et fondé un Empire allemand du Sud qui eût eu, à son avis, pour alliés l'Autriche et la France. Les événemens qui suivirent démontrèrent amplement l'incohérence de la politique impériale et comment Napoléon III, qui avait d'abord été favorable à l'unité de l'Allemagne, chercha vainement en 1870 à réparer son erreur. La prédiction du roi Guillaume s'était réalisée.

A propos du troisième et dernier volume des *Mémoires*, qui vient de paraître, j'aurai à relever dans un autre article des observations et des faits très curieux relatifs à l'ambassade de Hohenlohe à Paris, à son gouvernement d'Alsace-Lorraine et à la direction de la chancellerie d'État où le prince succéda en 1894 au général comte de Caprivi.

HENRI WELSCHINGER.

FIGARO ET SES DEVANCIERS

II[1]

NOUVELLISTES CONTREBANDIERS ET PAMPHLÉTAIRES

VIII. — LES CONTREBANDIERS

Jean Cabaud de Rambaud, « ancien conseiller du Roi, subdélégué en titre à l'intendance de La Rochelle, département de Saint-Jean-d'Angely, » — nous dirions aujourd'hui ancien sous-préfet, — vivait à Paris, depuis 1724, du commerce des nouvelles à la main. A l'époque où nous sommes parvenus, en 1744-1745, il n'était plus jeune, il souffrait d'infirmités graves et, plus encore, de ses créanciers qui lui faisaient passer une partie de son existence en prison; d'autres fois, il y était mis par ordre du roi ou par mesure de police ; mais, qu'il fût sous les verrous ou qu'il fût en liberté, il ne cessa jamais de fournir régulièrement à ses nombreux abonnés de Paris et des provinces, — avec une régularité, une obstination, une énergie, une ingéniosité qui forcent l'admiration, — ses feuilles de nouvelles manuscrites, dont les hautes murailles des geôles royales, de la Conciergerie et du Grand-Châtelet, étaient impuissantes à arrêter l'essor. Quand il n'était pas dans un cachot, il demeurait faubourg Saint-Jacques. Son « bureau d'adresse, » où se faisaient les abonnemens, où se récoltaient les annonces et où les nouvelles étaient centralisées, se

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

trouvait chez un Allemand, maître tailleur, nommé Wibec. Au reste Rambaud passait pour un « merle, » c'est-à-dire pour un nouvelliste de qui les feuilles étaient favorables à l'Autriche, reproche qui se serait d'ailleurs plus justement adressé à l'un de ses principaux collaborateurs, Sarazin, que nous retrouverons plus loin. « Leurs feuilles, dit le commissaire de Rochebrune, sont toujours assaisonnées de traits satiriques contre la France, pour élever la reine de Hongrie. » A ce titre, le lieutenant de police avait ouvert les hostilités contre Rambaud dès l'année 1742; mais celui-ci était de taille à soutenir la lutte. Ses cinquante copistes et colporteurs continuaient de faire la besogne qu'il leur impartissait et ses 280 abonnés à recevoir leur gazette à la barbe des policiers.

Rambaud nous dit comment il se procurait les nouvelles de Paris: par les pelotons de « nouvellans » aux Tuileries, au Luxembourg, au Palais-Royal, et par les « mémoires » que lui remettaient ses reporters. Les nouvelles de l'étranger lui parvenaient sous le couvert de personnages de la première distinction, tels que M. de Caumartin et Mme la duchesse douairière d'Estrées. Les paquets qui lui étaient destinés portaient des signes de convention et les suisses affidés, au lieu de les remettre à leurs maîtres, les lui faisaient parvenir; ou bien encore, ces paquets arrivaient à l'adresse de deux commis de la poste, lesquels, à la réception, rayaient leurs noms sur les enveloppes pour y substituer celui du nouvelliste.

Le principal des rédacteurs employés par Rambaud était un certain Nicolas Tollot, un personnage que Beaumarchais aurait pu mettre en scène. Tollot avait trente-neuf ans, et s'occupait, depuis vingt ans déjà, d'écrire des nouvelles à la main, tout en faisant d'autres métiers, comme Figaro; tour à tour secrétaire, valet de chambre, ou bien homme d'affaires des gens de qualité; mêlé aux plus extraordinaires aventures, enfermé à Bicêtre pour avoir « emprunté » à son maître, le marquis de Saux-Tavanes, quatre-vingts louis d'or qu'il s'en était allé perdre à l'hôtel de Gesvres, une maison de jeu, et remis en liberté parce que Saux-Tavanes le proclamait homme de bien et d'honneur; puis au service du marquis de Mirabel, lequel, dit l'inspecteur Meusnier, « fut condamné à avoir un peu le cou coupé pour avoir enlevé une sienne cousine; la cérémonie, qui ne lui aurait pas plu, l'a engagé à passer à l'étranger, » — exactement l'aventure de Mirabeau et de son valet de chambre Legrain, dont il sera question

plus loin. En 1744, son dernier maître avait été le marquis de Sendricourt, lieutenant général des armées du Roi. Tollot portait l'épée. Il était marié à une blanchisseuse et avait cinq enfans. « C'est, dit l'inspecteur Poussot, le plus méchant des nouvellistes, un friand de la lame, criant fort, narguant les principaux personnages de l'État et toujours prêt à risquer sa vie comme celle des autres. Bien que marié à une femme si douce et si patiente qu'elle ne se plaint jamais, il vit avec la plus jeune des Pomier, pour laquelle il a déserté le toit conjugal. »

« La plus jeune des Pomier » avait quinze ans, originaire de Jarnac, d'où elle était venue à Paris avec sa sœur aînée Geneviève. Rambaud les avait vues à la Conciergerie, où il était prisonnier en 1742, et les avait immédiatement engagées dans son service de nouvelles. La gamine venait lui apporter les « mémoires » dans la prison et en remportait ses bulletins ; mais, dès le mois de décembre 1742, l'accès lui en fut interdit, car elle introduisait également des limes et autres outils, qui servirent à plusieurs détenus pour s'évader. Cette petite demoiselle avait un appartement rue de la Juiverie, *au Mouton d'argent*, que Rambaud lui avait installé, pour y mettre à travailler plusieurs de ses copistes, cependant que, comme le constate l'inspecteur Poussot, la fillette venait « amuser » la police en lui donnant de « faux avis, » qui égaraient les poursuites. Les Pomier étaient quatre sœurs, Geneviève, Jeanne, Marie et Marguerite, âgées respectivement en 1744, de vingt-huit, vingt, dix-huit et quinze ans ; de toutes, nous aurons à connaître.

Parmi les principaux collaborateurs de Rambaud se trouvait encore, en 1744, un jeune étudiant en théologie, Nicolas Sarazin. A ses études en droit canon, Sarazin mêlait la musique, il jouait du violon et, par surcroît, il faisait des gazettes. C'est en 1742 que Sazarin avait trouvé Rambaud à la Conciergerie, où celui-ci était enfermé pour dettes. Sarazin était « à peu près nu. » Le prisonnier pour dettes lui donna un habit et l'engagea comme nouvelliste aux appointemens de quinze pistoles, — environ 600 francs de notre monnaie, — par mois.

Arrêté et incarcéré par deux fois, en 1742 et en 1743, à cause de ses tendances « autrichiennes, » Sarazin prenait les plus grandes précautions. Il portait ses feuilles de nouvelles cousues dans les plis de son habit ; chez lui, rue des Cizeaux, il les cachait entre le montant du chambranle et les jambages de sa

cheminée. Au reste, il n'avait jamais dans sa chambre qu'une copie de ses feuilles, toujours du feu, — pour la brûler en cas d'alerte, — et des cahiers de droit, des livres de musique dont il était censé s'occuper. Les jours d' « ordinaire, » grand nombre de nouvellistes venaient chez lui prendre copie de ses gazettins. Il était « fuyard de milice. » C'était déjà, au XVIIIe siècle, le gazetier antimilitariste.

Citons encore, parmi les rédacteurs de Rambaud, Noël et Felmé, le premier, « bourgeois de Paris ; » le second, très utile à ses camarades, car il était « nouvelliste privilégié, » c'est-à-dire autorisé par la police et, sous son couvert, les feuilles rédigées par la bande purent, durant quelque temps, circuler en sécurité.

L'importance de l'officine Rambaud grandit rapidement : en 1746, l'inspecteur Poussot estimait que toutes les nouvelles de Paris sortaient de là.

Traqués par la police, nos compagnons ne peuvent avoir leur salle de rédaction en un local fixe. Tantôt ils se réunissent au cabaret du Gros Raisin, rue de la Harpe, où Rochebrune les vient guetter ; tantôt au couvent de la Congrégation, rue Neuve-Saint-Germain, dont les portes leur sont ouvertes par le domestique d'une dame pensionnaire ; d'autres fois, nos publicistes trouvent hospitalité dans l'hôtel de quelque grand seigneur, chez le président de Novion, chez le marquis de Saint-Chamand, place Royale, où « le suisse ou portier, avec une fille qu'ils connaissent dans la maison, leur donnent retraite. » Pendant qu'ils travaillent dans sa loge, « ledit suisse se tient dans la rue à faire le guet et sa femme fait pareil personnage à l'une des fenêtres de l'hôtel. »

Mieux encore, pour dépister les agens de M. le lieutenant général, nos gazetiers transportent leur officine chez les fous. « Les Petites-Maisons, écrit Rochebrune, sont un de leurs bureaux d'adresse. »

Mais l'auxiliaire le plus précieux, le plus actif, le plus dévoué que Rambaud trouva dans sa carrière de journaliste, fut une femme, Geneviève Pomier, la sœur aînée de cette petite peste de Marguerite de qui il vient d'être question.

Née à Jarnac comme sa sœur, belle fille de vingt-cinq à vingt-huit ans, Geneviève Pomier avait la passion du nouvellisme, et rien ne lui coûtait pour favoriser une propagande, dont les hasards et les risques répondaient à son goût.

Retif de la Bretonne raconte l'histoire de cette jeune républicaine du Calvados qui, après l'assassinat de Marat par Charlotte Corday, vint à Paris dans le dessein de faire présent de ses faveurs au meilleur sans-culotte, jolie rançon, ma foi, du crime commis par sa compatriote. Geneviève Pomier, elle aussi, offrait ses charmes à tout bon nouvelliste, et cette agréable aubaine ne laissa pas que d'amener plus d'une recrue à la société.

Geneviève avait pour amant attitré le sergent aux gardes Bouville et, à l'occasion, portait son nom. Elle commença naturellement par faire de son sergent un nouvelliste, ce qui le fit renfermer à Bicêtre vers le milieu de 1741. Pour implorer l'élargissement de son prétendu mari, la belle se rendit à la lieutenance de police, d'où elle fut renvoyée chez l'exempt Dureau, qui avait opéré l'arrestation. Comme elle y vint souvent, toujours pour implorer l'élargissement de Bouville, « elle s'aperçut que le fils dudit Dureau se soumettait avec peine à la discipline paternelle. Elle le plaignit beaucoup et ensuite lui conseilla de quitter son père, l'assurant qu'il ne manquerait de rien, lui promettant de lui faire gagner dix écus par semaine. »

Geneviève avait de beaux yeux, elle avait une voix qui persuadait; elle était gaie, bonne fille, belle fille ; dix écus par semaine, c'était l'indépendance : le jeune Dureau, qui avait dix-neuf ans, suivit la jolie nouvelliste et devint nouvelliste sous le nom de Grandmaison. Rambaud apprit l'aventure, et Geneviève eut toutes les peines du monde à l'empêcher de la mettre dans sa gazette : faire un nouvelliste du propre fils de l'exempt chargé d'arrêter les nouvellistes, — quel fait divers !

A transcrire des feuilles de nouvelles, moyennant dix écus par semaine, Dureau fils dit Grandmaison coula neuf mois d'un bonheur sans pareil. Geneviève était belle, gracieuse, des plus vives, toujours en train; elle répétait à Grandmaison qu'elle l'aimerait à la folie tant qu'il mettrait un si grand zèle à son métier de nouvelliste; quand, un beau jour, pour être entré un peu trop brusquement dans une chambre, « il s'aperçut qu'il n'était pas seul possesseur des bonnes grâces de la Pomier, et que Rambaud les partageait avec lui. » Colère, désespoir, retour chez le père, scène classique de l'enfant prodigue; mais Geneviève savait la puissance de ses charmes; elle eut tôt fait de ramener le fugitif et au travail des nouvelles et à des amours moins indiscrètes.

Geneviève fournit à Rambaud la collaboration de toute sa famille, qui comprenait, en plus de ses trois jeunes sœurs, un frère, Jean, un galopin de quatorze ans. Elle les fit venir à Paris, où tout ce monde logea, tantôt, rue de la Juiverie, au *Mouton d'argent*, tantôt rue Jacob, au *Pied de biche*. Les Pomier devinrent les principaux colporteurs de l'association, allant remettre les paquets aux bureaux de la poste, ou bien à domicile chez les abonnés de Paris. « Jean Pomier, lisons-nous dans une note de la lieutenance de police, faisait toutes les commissions de Rambaud, on peut dire qu'il les faisait avec esprit et même avec sentiment. »

Jean avait pour sous-ordre un autre polisson, le petit Charlot qui, lui, était âgé de douze ans. Et Poussot fait précisément remarquer que Rambaud se servait de préférence, pour ce dangereux colportage, de pareils « garnemens,» dit l'inspecteur de police, qui n'ont rien à craindre. « A gens de telle étoffe, la prison de Bicêtre, ou toute autre punition, cela leur est indifférent. » Au reste à tous, grands et petits, Rambaud faisait la vie agréable. « Il n'épargnera rien, écrit Poussot, pour leur procurer toutes sortes de plaisirs : le vin, la bonne chère, les loyers francs, rien ne lui coûte, pourvu qu'on écrive ses nouvelles et qu'on les porte. »

Aussi tout ce monde menait-il joyeuse vie, car avec ses deux cent quatre-vingts souscripteurs qui payaient chacun un abonnement montant l'un dans l'autre à 300 francs de notre monnaie, l'entreprise était prospère. Nos gens sont sans cesse au cabaret. Les voici, le 30 mars 1744, en partie de plaisir dans les guinguettes de Vaugirard. Ils traitent des soldats, Brin d'Amour et La Jeunesse, des dames et des demoiselles. Un abbé, Jacques-Hubert Delahocq, qui s'est mis en cavalier, en conte aux filles et leur dit qu'il les veut épouser.

L'obligation de faire transcrire deux cent quatre-vingts fois les gazettes à chaque « ordinaire, » devenait un danger. Comment s'assurer de la fidélité et de la discrétion d'un si nombreux personnel? Plusieurs de ces copistes furent arrêtés. C'est alors que Rambaud, toujours en quête d'améliorations, eut l'idée de faire buriner ses feuilles. Il s'adressa au meilleur graveur en lettres qu'il y eût à Paris, Antoine Desbrulins. Le géographe Buache, membre de l'Académie des Sciences, déclare qu'il considère Desbrulins comme le premier homme de son

temps pour la gravure des cartes de géographie. Et, dès les premiers jours, le succès de cette invention fut tel que le chevalier de Mouhy, nouvelliste autorisé, en écrit au Magistrat : « Les nouvelles burinées se répandent avec succès, non seulement à cause de l'intérêt dont elles sont susceptibles, ne passant point *au visa* (du lieutenant de police), mais encore par l'agrément d'être lisibles et de pouvoir former des volumes à cause de l'égalité des caractères. »

L'habileté de Rambaud eût peut-être continué de soustraire son officine aux investigations de M. de Marville, — comme le faisaient si heureusement ses confrères jansénistes, les rédacteurs des *Nouvelles ecclésiastiques* — si la rivalité, si fatale entre gazetiers, n'était venue diviser sa bande. Rambaud et son principal collaborateur, Sarazin, étaient « autrichiens; » Tollot, tout au contraire, ainsi que Felmé et Noël, Dureau le fils, étaient patriotes. Les petites Pomier, nouvellistes dans l'âme, se divisèrent à leur suite. Geneviève demeura fidèle à Rambaud, tandis que Jeanne, Marie et Marguerite s'attachèrent à Tollot et à sa « branche. » Jeanne et Marie firent arrêter leur sœur aînée et plusieurs de ses collaborateurs, en décembre 1743. Pour se venger, les nouvellistes incarcérés dénoncèrent la bande rivale, que Sarazin appelle « la branche de la rue La Harpe. » Seul le chef même de la « société, » Cabaud de Rambaud, échappa aux recherches des plus fins limiers de M. de Marville : par quel prodige d'adresse? Par un moyen qui, plus d'une fois déjà, lui avait réussi, en se faisant enfermer pour dettes à la Conciergerie. Là, dans la prison du Roi, il ne courait plus risque d'être arrêté, il y pouvait continuer tranquillement à diriger son entreprise, à faire recueillir les nouvelles, à recevoir des « mémoires, » à rédiger des « manuscrits, » à servir ses abonnés; il pouvait s'y entretenir en toute sécurité avec ses collaborateurs qui venaient lui rendre visite; ses colporteurs venaient y chercher les « paquets. »

Mais voici que tous ceux dont il s'est servi jusqu'à ce jour, sont arrêtés. Du fond de la Conciergerie, Rambaud a bientôt fait de mettre sur pied une nouvelle équipe de jeunes garçons et de jeunes filles pour le colportage, et de recruter les « auteurs » nécessaires à la rédaction de ses bulletins. Les « nouvelles étrangères » lui étaient apportées dans sa prison par le donneur d'eau bénite de Notre-Dame. Ce vieux rat d'église

arrivait le regard hébété, le sourire papelard, ses longs cheveux gras sous un chapeau rabattu ou parfois pris sous un bonnet ; il avait un habit gris râpé, avec des boutons jaunes, des souliers de buffle ou de veau blanc. Comment se défier de ce bonhomme crasseux et idiot? Le guichetier le laissait passer. Une autre partie de la correspondance parvenait à Rambaud par une jeune fille vêtue d'un casaquin ou pet-en-l'air rayé noir et gris blanc; son jupon était de damas fond vert à raies blanches, en compartimens, et ses épaules étaient coquettement couvertes d'un mantelet à coqueluchon. Le guichetier de la Conciergerie laissait passer la demoiselle en damas vert, avec moins d'indifférence peut-être, mais avec non moins de bonne grâce que le donneur d'eau bénite.

La demoiselle Bousson, coiffeuse au Palais, dans la petite galerie des prisonniers, et qui avait naturellement ses entrées dans la geôle, était une autre correspondante. Enfin une jeune particulière, de qui le nom est resté inconnu, descendait à des heures déterminées dans une cave, sous le degré du Palais, pour y prendre du vin, ou plutôt pour y remettre à des agens de Rambaud des lettres que ceux-ci allaient porter à la Grand'-poste. Et combien d'autres moyens de communication avec l'extérieur, imaginés par l'ingénieux journaliste, sont demeurés inconnus.

Bientôt il ne lui suffit plus de recevoir les visites de ses rédacteurs dans sa prison, Rambaud trouva plus commode de les y avoir auprès de lui. « Je viens d'apprendre dans le moment par Bompard, écrit l'inspecteur Poussot, que Rambaud, à qui il s'est présenté (dans la prison de la Conciergerie) pour avoir de l'ouvrage, lui a dit qu'il lui en donnerait volontiers s'il voulait obtenir par quelqu'un de ses amis une sentence des consuls contre lui, et de le faire conduire prisonnier à la Conciergerie. Ledit Rambaud s'est offert de payer tous les frais. » Sous prétexte de dettes criardes, nos gazetiers se faisaient donc écrouer, ainsi que leurs copistes. « La plupart de leurs copistes, écrit Poussot, et même plusieurs auteurs, étant dans les prisons, ils se trouvent à l'abri des poursuites. » O temps délicieux! incomparable régime de cette vieille France que nous ne comprenons plus aujourd'hui!

L'abri que les contrebandiers-nouvellistes trouvaient dans les geôles du Roi leur offrait une telle sécurité que le chevalier de

Mouhy, qui s'acharne contre Rambaud, son plus redoutable concurrent, écrit au lieutenant de police qu'il sera bien difficile de déranger le commerce de nouvelles fait par le gazetier à la Conciergerie, « à moins qu'on ne trouve le moyen de lui faire interdire sa mauvaise plume, en informant le Roi des causes de son emprisonnement. » Et comme on n'osa pas tirer Louis XV de son invincible torpeur, Rambaud, du fond de la Conciergerie, continua de servir ses deux cent quatre-vingts abonnés.

Parmi eux, les premiers noms du royaume: les ducs de Grammont et de Villeroy, le grand Prieur du Temple, Klinglin, prêteur à Strasbourg, le comte de Laval, la comtesse de Dampierre, le président de Thuisy, le marquis de Chabannes, le comte de Villallette, la comtesse de Montmorin, M. de Mouchy ; et puis le haut clergé, le cardinal de Tencin, l'archevêque de Paris, l'évêque de Lisieux, l'abbé de la Bastie, agent général du clergé ; les papiers-nouvelles de Rambaud allaient même rejoindre les officiers, le chevalier de Broglie notamment, qui faisaient la guerre en Allemagne.

Cependant Rambaud finit par sortir de la Conciergerie. Ce fut alors que, le 2 juillet 1754, Marie et Jeanne Pomier qui, comme il a été dit, s'étaient séparées de leur sœur aînée et du chef nouvelliste, menèrent l'inspecteur Poussot et l'exempt Dureau, — le père du jeune copiste affidé à Rambaud, — chez le tailleur Wibec, bureau d'adresse du redouté gazetier. Précisément Rambaud était là et fut appréhendé, en dépit de sa résistance.

Une commission extraordinaire du Conseil dut siéger au Châtelet pour y juger, en une procédure rapide et sans appel, par application de l'ordonnance publiée par le Parlement du 15 mai 1745, les nouvellistes qu'on arrêtait de toutes parts. Le commissaire rapporteur fut M. de Vantroux, conseiller au Châtelet. Devant lui comparurent les nombreux collaborateurs de Cabaud de Rambaud. Mais celui-ci, qui, durant de longues années, avait été leur chef, organisateur actif et génial des principales entreprises de nouvelles à la main qui s'étaient développées à Paris, échappa aux juges qu'on lui avait destinés. Atteint à l'épaule gauche d'une tumeur de mauvaise nature, il demanda, le 23 novembre 1746, à être transféré de la prison du Grand-Châtelet à l'Hôtel-Dieu. Pasquier de Coulan, conseiller au Parlement, rédigea en sa faveur une requête où il peignait la

situation lamentable du nouvelliste. Une opération est devenue nécessaire : elle ne peut se faire en prison. « Le médecin n'en augure rien de bon, » écrit Poussot. Le malheureux fut transporté à l'Hôtel-Dieu. A la date du 16 février 1747, Jean Cabaud de Rambaud était mort.

Le 23 septembre 1747, Feydeau de Marville, lieutenant général de police, prononça la sentence qui devait clore le grand procès des nouvellistes. Les principaux d'entre eux, Tollot, Felmé, Noël, Sarazin et consorts, étaient condamnés à trois années de bannissement hors la généralité de Paris et trois livres d'amende. Au XVIIe siècle, ils auraient été envoyés aux galères. Tous furent mis en liberté. Les sœurs Pomier furent exilées dans leur pays par lettres de cachet. Mais quelques mois sont à peine passés que, rompant son ban, tout ce monde est revenu à Paris. Geneviève Pomier épouse un trompette de chevau-légers. Tollot entre chez le comte de La Marck, sous le nom de La Mothe et se remet à publier des gazetins, en collaboration avec Gaillard, le suisse de l'hôtel ; puis il devient précepteur du fils de Dupleix de Bacquencourt, fermier général et frère du conquérant des Indes. Sarazin revient à Paris également pour y reprendre son métier de nouvelliste. L'inspecteur d'Hémery, chargé de ce qu'on appelle si volontiers aujourd'hui « les rapports avec la presse, » a mission de l'observer. Il lui dresse des pièges, auxquels l'habile publiciste sait régulièrement échapper. Le 8 juillet 1751, d'Hémery parvient cependant à l'arrêter et le conduit au For l'Évêque, mais sans avoir pu se procurer les preuves nécessaires à sa condamnation. « Il était impossible de le prendre en flagrant délit par les précautions qu'il prenait et la méfiance où il était continuellement. J'ai même eu beaucoup de peine à l'arrêter, attendu que, dans l'endroit où il logeait, il avait une trappe par laquelle il aurait pu se sauver par les toits, s'il en avait eu le temps. »

C'est bien, comme on voit, « l'hydre aux têtes sans cesse renaissantes » dont le commissaire de Rochebrune parle en l'un de ses rapports au Magistrat. Déjà nous avons dit que l'industrie des nouvelles à la main répondait à un besoin : ceux-là étaient les premiers à les lire qui en poursuivaient les auteurs. C'est une de ces contradictions que le libre épanouissement de la vieille France avait produites. Elle ne connaissait pas la contrainte administrative, ni le nivellement législatif ; elle ne connaissait

pas ces innombrables fonctionnaires occupés de nos jours à mesurer l'existence de leurs concitoyens et à la tirer au cordeau. Les coutumes grandissaient sous la poussée spontanée de la vie : tel le pittoresque enchevêtrement de la forêt. Il est vrai que, diverses en leur croissance, ces coutumes en arrivaient à se contrarier sur de nombreux points. Quel désordre! mais aussi quelle spontanéité et qui donnait au pays sa vigueur et son éclat!

IX. — L'UTILITÉ DES NOUVELLES A LA MAIN

Les « gazettes secrètes » étaient nécessaires à la société du temps. Il importait d'être renseigné sur ce qui se passait, et cela pour les motifs les plus sérieux, et aussi pour ces raisons futiles, plus graves souvent que les plus graves. A une dame, dans son salon, ou dans son boudoir, il faut des sujets de conversation. Mme de Sévigné écrit à Mme de Grignan : « Vous devriez lire les gazettes. »

Elles étaient nécessaires à la vie mondaine. *Le Spectateur* l'indique, non sans esprit. La scène se passe aux Enfers, où le bonhomme Ésope se promène avec Solon. Par mégarde il laisse tomber un pli cacheté que le législateur d'Athènes s'empresse de ramasser :

« Ah! vraiment, dit Ésope, vous me rendez un service essentiel ; j'aurais été désespéré de perdre ces papiers.

— Ils sont donc intéressans ?

— Au delà de toute expression... Dans une ville comme celle-ci on ne peut se dispenser d'être au courant de l'histoire du jour... Dans ce petit papier, on consigne toutes les anecdotes relatives aux mœurs actuelles, les aventures mystérieuses des petits soupers, les disgrâces de telle beauté délaissée, l'apparition de quelque nouvel astre sur l'horizon des plaisirs ; les nouvelles de paix, de guerre, de mort, de mariage ; en un mot, tout ce qui peut servir de matière à la conversation du jour... »

Solon répond : « J'entends » ; mais Ésope, qui est lancé, s'obstine à expliquer :

« Que voulez-vous, les gens du monde sont obligés, par état, de savoir certaines choses. »

Et, brisant le cachet qui scelle l'enveloppe, il lit :

« Lysicrate s'est cassé la jambe en descendant un peu plus vite qu'il n'aurait voulu l'escalier de Thaïs... La prude Adine a fait un faux pas, on assure que le vieux Polémon va réparer le désordre de sa chute... »

Et comme Solon s'en indigne, Ésope lui fait comprendre, que « Polémon ruiné n'a plus de ressources, il meurt de faim; Adine est riche, elle a besoin d'un manteau pour couvrir sa vertu..., » ainsi tout s'ajuste au mieux.

Pontchartrain, ci-devant ministre de la Marine et de la Maison du Roi, supplie, en 1734, le lieutenant de police de lui faire parvenir au fond de sa retraite les feuilles de nouvelles qui lui passent entre les mains: « Je vous les renverrais aussitôt. Un vieillard oisif est curieux d'être instruit et amusé: il y a de la charité à y contribuer; je l'espère de votre bonté. » Voltaire, de quelque lieu où il se trouve, de Forges ou de Ferney, réclame avec acharnement l'envoi de ces journaux manuscrits. Il était l'un des abonnés d'un nouvelliste fameux, le chevalier de Mouhy.

La lecture des nouvelles à la main abrégeait la longueur des voyages en diligence. Le comte de Gabalis s'est mis en route. « Le carrosse, écrit-il, était plein d'officiers, de fort honnêtes gens qui avaient tous beaucoup d'esprit. J'admirai entre autres celui de Saint-Canal, lieutenant-colonel... Les premiers momens de notre voyage se passèrent à nous reconnaître et à nous faire des complimens. Bientôt après, on tomba sur les propos de guerre. Saint-Canal tira de sa poche un gazetin qu'il nous lut. Le premier article marquait que l'Électeur Palatin avait écrit à l'Impératrice mère que l'archiduc, son fils, serait bientôt élu empereur s'il voulait renoncer à l'Espagne. Le chevalier de Larivoire alors s'écria:

« — En vérité, l'Espagne nous fut toujours funeste!... »

Et la discussion de continuer.

Et, à côté d'une curiosité, très légitime en somme, se plaçait un motif impérieux pour le commerçant, l'intérêt de ses affaires. Prenons pour exemple cette partie si importante de l'industrie parisienne, la toilette. En 1714, les coiffures basses remplacèrent du jour au lendemain, sur un mot du Roi, les cornettes à trois étages. Quelle bonne fortune pour la modiste qui devait apprendre la première le désir exprimé par Louis XIV! « La Reine, écrit Mercier, est l'arbitre de la mode, son goût fait la loi. » « On

prétendait, note Ravaisson, imposer un silence absolu sur les affaires de la Cour et de Paris; c'était précisément ce qu'il importait de savoir pour un négociant. Le souverain et ses favorites faisaient varier les modes à leur gré. Les marchands avaient tout intérêt à être informés du caractère de ces dames et des vicissitudes de leur crédit, et c'est ce qu'ils trouvaient dans ces bulletins. » Ceux-ci se répandaient par toute la France. « Bien que nous fûmes en province, écrit Mme d'Oberkirch, nous étions fort au courant des modes et des nouvelles de Paris. Plusieurs de nos amis nous envoyaient des bulletins suivis et de véritables gazettes. »

Les négocians entretenaient des nouvellistes à Lyon et à Marseille pour les renseigner sur le mouvement des affaires; les grands seigneurs fixaient les leurs à la suite des armées, voire, comme le marquis d'Argenson, à la suite des troupes légères qui poursuivaient les Mandrins.

Au point de vue même de la réclame, nos gazettes à la main ne laissaient pas que de rendre des services à leurs lecteurs. Stanislas Poniatowski écrit à Mme Geoffrin:

« J'ai trouvé dans le numéro 7 des nouvelles manuscrites que vous m'avez procurées, que le sieur Saint-Simon, habile mouleur, fait, à un louis pièce, des copies en plâtre d'un buste parfait de Voltaire... Envoyez-moi une de ces copies en plâtre, je vous prie... »

Un trait de la vie de ce même Voltaire indique l'importance qu'un homme comme lui, dans sa haute situation, attachait à la publicité de ces gazettes. Il arrive à Paris le 20 novembre 1742. Quoique souffrant, il mande sur l'heure le chevalier de Mouhy, pour le prier de parler dans ses nouvelles à la main de son *Mahomet*. Il faut « avertir le public que les trois éditions qu'on en a faites à Paris, ont été imprimées sur des copies infidèles et que la véritable édition est imprimée actuellement à Londres et à Amsterdam. »

Au reste, on pouvait se fier dans une certaine mesure à cette publicité, car le magistrat veillait à ce qu'elle fût de bon aloi. C'est ainsi que, le 8 mars 1744, un nommé Pascurel s'adressait au chevalier de Mouhy pour obtenir de lui quelques lignes dans ses gazetins, au sujet d'une *essence balsamique*, *aromatique et anti-vermineuse*, dont il était l'inventeur et dont les propriétés, naturellement, étaient « très étendues. » Il avait fait parvenir au

nouvelliste un de ses « imprimés » avec une bouteille de la valeur de douze livres; mais, bien que cette précieuse essence, approuvée par la Faculté, fût de nature à rendre les plus grands services aux officiers partant pour la campagne, l'annonce n'en avait pas été tolérée par le lieutenant de police qui exigeait un certificat favorable du premier médecin et du premier chirurgien du Roi.

Pour tous ceux qui gravitaient de près ou de loin dans l'orbite de la Cour, pour tous ceux, — et ils étaient légion, — qui attendaient d'elle faveurs, places, honneurs, privilèges, cordons et pensions, un service de nouvelles, les tenant promptement au courant de cette vie mouvante et féconde en surprises, était une nécessité. Il leur était indispensable, non seulement de connaître exactement le pouvoir ou l'influence dont disposaient les personnes en place ou en crédit, les maîtresses royales, les maîtresses des ministres, les maîtresses des « importans de Cour, » mais d'être les premiers à distinguer celles de qui la faveur se levait à l'horizon, aurore pâle encore, afin d'y courir faire la révérence et délaisser, bien ostensiblement, la favorite encore en honneur, mais sur son déclin. Relisons Mme de Sévigné. Il était nécessaire de découvrir, et du plus loin, dès son entrée dans la route menant au pouvoir, l'homme qui vient... afin de lui aller faire des protestations empressées, avant qu'il ne fût « arrivé » et, dès lors, accablé de courtisans, d'adulateurs, de quémandeurs, d'amis innombrables, et tous du plus furieux dévouement.

« Quel visage le Roi a-t-il fait à la maîtresse en titre? Le crédit de Mme de Mailly ou de Mme de Châteauroux a-t-il baissé? Un astre nouveau commence-t-il à poindre à l'horizon? »

Il faut lire, pour être édifié à cet égard, les *Mémoires* d'un courtisan de race comme le duc de Croÿ. « M'étant mis au fait de la Cour, je sus que le Roi s'était abandonné tout à fait à l'amour qu'il avait pour la marquise de Pompadour,... de sorte que je m'arrangeai pour lui être présenté et être passablement avec elle. » Cheverny et Valfons s'expriment de même. « Recevoir, prendre et demander, voilà le secret en trois mots, » dira Figaro. Encore fallait-il savoir à quelles portes et à quel moment frapper.

Pour le noter en passant, par là s'explique aussi le grand

rôle que les domestiques, valets, suisses et portiers jouaient dans la boutique des nouvellistes.

Et il en allait de même des affaires d'Église. On y vivait de bénéfices. Ceux-ci se donnaient à tort et à travers. Tout le monde en disposait. « Sans cesse, écrit M. le vicomte d'Avenel, on lit des lettres signées par les plus grands personnages, et toutes conçues dans les mêmes termes : un tel, qui a tel prieuré, « est en extrémité de maladie, je vous supplie...; » ou « je me vois forcé, par la nécessité de notre maison, de vous importuner souvent pour un de mes frères ; je viens d'avoir présentement avis que M. des Yveteaux est mort, ce qui m'oblige à recourir à votre autorité pour obtenir du Roi les abbayes qu'il possédait... Cent personnes se remuent pour atteindre le bénéfice vacant. » Et ces cent personnes désirent connaître les avenues, ou plutôt les sentiers souvent très étroits, embarrassés de taillis et de broussailles, qui y donnent accès. Nous lisons dans les gazettes à la main rédigées par l'abbé Jean Laboureix de la Roche : « M. le duc d'Elbeuf a pour maîtresse la marquise de Saint-Étienne; c'est elle qui nomme aux cures dont il dispose : il y en a qui valent de 6 à 7000 livres. » Voilà des renseignemens dont il était utile d'être instruit, et des premiers, afin de pouvoir en tirer parti et en faire profiter parens et amis.

Aussi tout le haut clergé était-il abonné à nos gazettes et parfois les prélats allaient-ils jusqu'à s'adresser au lieutenant de police en personne pour obtenir de lui le nom d'un de ces nouvellistes, qu'il poursuivait et châtiait avec rigueur, mais qu'il savait bien informés.

Le Roi lui-même lisait les gazettes à la main. On sait de reste que les ministres de Louis XV lui soumettaient les feuilles manuscrites recueillies dans les bureaux de la police ; assez de contemporains en témoignent : Maurepas, Luynes, Argenson, Marville ; mais c'est à tort qu'on n'y a vu qu'un goût du monarque pour les anecdotes galantes : il serait tout aussi juste de reprocher à un honnête bourgeois, qui lit chaque matin son journal, de ne se plaire qu'aux histoires scandaleuses et aux crimes sanglans. Que Louis XV ait eu du goût pour les nouvelles plus spécialement consacrées à la chronique de Cythère, pour celles qu'on nommait les « petites nouvelles, » c'est possible ; mais ce qu'il importe de préciser, c'est que, en désirant prendre connaissance des gazetins, il ne faisait qu'imiter, non seulement

son prédécesseur Louis XIV, mais les plus graves de ses sujets. Le cardinal de Richelieu s'efforçait d'apprendre par cette voie les mouvemens de l'opinion, Mazarin de même; Foucquet avait à ses ordres une armée de nouvellistes; puis Fleury et Maurepas.

Que dire des souverains étrangers? Les archives de Berlin sont remplies de gazetins que Frédéric II se faisait adresser de Paris. Outre les feuilles manuscrites rédigées par des professionnels, il entretenait en France une série d'observateurs, qui devenaient en fait des professionnels, Marchal, Métra, Thiriot. De ce dernier, Morabin, secrétaire du lieutenant de police, a laissé ce croquis : « Il n'est ni jeune, ni aimable. Il est secrétaire balivernier du roi de Prusse, à qui il envoie toutes les fadaises qui courent Paris. Cet emploi lui vaut 1 500 livres, dont il n'est pas trop bien payé. »

En core decette masse de gazettes, feuilles manuscrites, correspondances secrètes, nouvelles à la main, le grand Frédéric ne se contente pas. Il faut encore que ses représentans en France s'improvisent gazetiers. Il écrit, le 8 décembre 1753, à l'un d'eux, le baron de Knyphausen :

« Comme j'ai été accoutumé autrefois d'avoir régulièrement des nouvelles de ce qui se passait à la Cour de France et ailleurs là-bas, des anecdotes et des particularités, moins importantes à la vérité que ce qu'on dit des grandes affaires, mais qui ne laissaient pas que d'intéresser ma curiosité et de m'être utiles, je vous fais cette lettre pour vous ordonner que vous devez vous appliquer à vous bien instruire sur de pareilles choses et de m'en faire, le plus souvent que vous pourrez, votre rapport immédiatement. »

Parfois ses agens parvenaient à happer au passage la feuille de nouvelles manuscrites que la lieutenance de police faisait rédiger chaque semaine pour Louis XV, et ils s'empressaient d'en envoyer le résumé à leur maître.

Marie-Thérèse enfin.

Les nouvelles à la main, qui lui étaient destinées, passaient par le ministère des Affaires étrangères, dont les commis avaient ordre d'en enlever ce qui aurait pu froisser la mère de Marie-Antoinette, car déjà l'opposition inaugurait contre la jeune reine sa campagne de calomnies; mais, jusque parmi les entours immédiats du ministre, « l'Autrichienne » comptait de haineux

ennemis. « En 1783, écrit le lieutenant de police Lenoir, M. de Vergennes (ministre des Affaires étrangères) fit mettre la main au collet d'un rédacteur de nouvelles qu'il avait protégé. On faisait passer à l'étranger des nouvelles manuscrites, elles étaient revues et corrigées aux Affaires étrangères. Dans la copie d'une de ces nouvelles, adressée à l'Impératrice (Marie-Thérèse), on avait ajouté des vers infâmes contre sa fille. Le ministre fit mettre son favori à la Bastille.

« Pour se justifier de l'insertion furtive, cet homme allégua que l'un des commis avait pu seul commettre cette indignité. La perquisition fit trouver la pièce de vers dans un tiroir. On ne put saisir le commis infidèle : il avait déjà pris sa volée. »

Marie-Thérèse attachait la plus grande importance à ces gazettes manuscrites et en donne maintes preuves dans sa correspondance avec Mercy-Argenteau; souvent elle en écrit à sa fille. Les premières nouvelles qu'elle avait ainsi reçues, après l'arrivée de Marie-Antoinette en France, l'avaient ravie d'aise. Il n'y était question que des grâces de la Dauphine, de l'amour du peuple pour elle ; mais ensuite ces mêmes gazettes ne tardèrent pas à la peiner : elles parlaient de la dissipation de sa fille, de son goût pour le jeu, pour la toilette, pour le théâtre, pour les plaisirs. Marie-Thérèse voyait dans ces feuilles, — non sans raison, — le reflet de l'opinion publique.

X. — LES PAMPHLÉTAIRES

Les nombreux nouvellistes, de qui l'œuvre nous passe rapidement sous les yeux, avaient leurs spécialités, comme, de nos jours, les journalistes. Les uns ne s'occupaient guère que de politique générale et d'affaires étrangères, tel le comte de Lionne au début du XVIIIe siècle ; les autres, des « affaires du temps, » des questions jansénistes et parlementaires, tel ce Maximilien Gauthier, frère d'un conseiller au Parlement et qui compta l'abbé Prévost parmi ses collaborateurs ; ceux-ci, de littérature : c'est la fameuse *Correspondance* de Grimm; ceux-là de Beaux-Arts : citons les *Salons* de Diderot, car l'on ne sait pas assez que les très célèbres *Salons* de Diderot étaient des nouvelles à la main ; d'autres enfin, de la chronique de Cythère. On appelait plus spécialement les feuilles de ces derniers des « pe-

tites nouvelles : » c'était l'histoire galante de Paris. Chacune de ces spécialités mériterait ici une étude particulière, où l'on verrait de quelle façon le journalisme contemporain était déjà représenté sous l'ancien régime, en ses parties essentielles. Du moins voudrions-nous encore tenter de faire revivre une des plus curieuses figures parmi celles qui nous occupent, la figure d'un nouvelliste pamphlétaire, François Chevrier.

Il était né à Nancy, dans la rue des Quatre-Églises, le 11 octobre 1721. Son père, d'une bonne famille de robe, le destina au barreau et lui fit fréquenter l'université de Pont-à-Mousson. Dès sa première jeunesse, Chevrier marqua les plus heureuses dispositions, pour la littérature surtout; nature ardente, emportée, ouverte à tout et saisissant tout avec passion, mais donnant des inquiétudes par son irrésistible penchant à la satire : il indiquait dès lors le pamphlétaire qu'il devait être un jour. Déjà aussi il affichait cette haine des femmes qui ne le quitta jamais. Il méprisait les femmes, il les exécrait, tout en les aimant, et même beaucoup trop.

Les violences de son caractère ne connaissaient pas de frein. A Nancy, on le vit entrer au Palais de justice, le 26 août 1740, l'épée au côté et, dans la Grand'salle, souffleter l'un des plus anciens avocats, Me François. Au reste, médiocrement assidu au barreau, occupé qu'il était à des satires contre les dames de la ville. Pourvu qu'elles fussent jeunes et jolies, il les prenait en horreur et les attaquait particulièrement. Il les mit au théâtre en des comédies dont il donna des représentations publiques. Satires que nous ne possédons plus, mais dont on devine le ton par celles que Chevrier publia dans la suite :

« Mademoiselle Gaussin, de la Comédie-Française, a eu treize cent soixante-douze amans, dont on a les noms..., » on imagine le reste.

Un des nombreux ennemis, que Chevrier se fera par ses écrits, dira de lui : « Il a des griffes jusque dans les yeux. » L'auteur de la *Chevriade* le dépeindra ainsi :

« Il était d'un ton olivâtre, rehaussé d'un rouge de vin plus foncé, déjà tout bourgeonné ; il avait l'œil couvert d'un sourcil épais, étincelant et qui semblait distiller du poison ; » faisant d'ailleurs lui-même trophée de son goût pour les pamphlets :

La satire embellit les plus simples propos
Et l'admiration est le style des sots.

Et Palissot, répondant certain jour à ses attaques :

« Chevrier, à qui l'impuissance de plaire a donné la fureur de nuire, de temps en temps s'agite sous le mépris dont il est couvert pour tâcher d'en rejeter quelque partie sur les autres. »

Ce besoin de critique incessante alla chez lui si loin que, de sa propre personne et de ses propres écrits, il ne put jamais dire que du mal.

Quand, en 1737, Stanislas Leczinski devint duc de Lorraine, avec droits de succession pour son gendre le roi de France, — à l'exclusion de la maison de Lorraine, qui régnait en Autriche, — Chevrier vit s'ouvrir devant lui un nouveau champ à semer libelles et pamphlets. Nous avons parlé plus haut des nouvellistes « lorrains » et « autrichiens. » Chevrier va devenir un « lorrain » et un « autrichien » au sens propre du mot. Il ne pardonnera pas à la maison de France d'avoir exclu de Lorraine la famille souveraine d'Autriche, dont les représentans lui en paraissent les monarques légitimes. Dorénavant Louis XV, la Pompadour, leurs favoris et leurs ministres, vont devenir un but constant à ses traits acérés. A les décocher sa main sera infatigable. Comme il avait fait des dames de Nancy, il commença par mettre en comédie, — avec la collaboration de son ami Fournier, — le bon Stanislas et ses gens. Mais l'affaire se gâta. Les deux camarades furent exilés; Fournier se retira en Autriche, où il prit service dans le régiment François de Lorraine, et Chevrier, sur la fin de 1743, vint à Paris, où il publia, en 1744, un « roman moral et critique, » *Recueil de ces dames*, et, en 1745, *Bi-bi*, autre roman, toujours critique, mais beaucoup moins moral.

En 1746, il part pour l'Italie, où les dames, dont il continue à médire, manquent de le faire assassiner; l'année d'après, il est en Corse, secrétaire du marquis de Cursay; puis vient en Avignon, y publier une *Histoire de Corse*, dont paraissent deux volumes, assez durs pour les Génois, qui obtiennent du gouvernement français de faire interdire la suite de la publication. En 1751, Chevrier est revenu à Paris et y travaille toujours à des romans : déjà sa réputation est telle que la police n'hésite pas à lui attribuer la paternité de *Frétillon*, histoire scandaleuse de la célèbre Clairon, dont il n'est d'ailleurs pas l'auteur.

Parmi les haines de Chevrier, plaçons encore les financiers, les traitans, les fermiers généraux. Il écrivit un poème en

l'honneur de Mandrin. Il détestait la religion et les prêtres. Chevrier était franc-maçon et athée. Ses « Réflexions sur l'argument de M. Pascal et de M. Locke concernant la possibilité d'une vie à venir » et ses « Réflexions sur l'existence de l'âme et sur l'existence de Dieu, » qu'il nie l'une et l'autre, sont d'une singulière hardiesse pour l'époque ; au reste, d'une pensée souple et pénétrante et d'un style entraînant.

Chevrier fit mieux que des comédies et des pamphlets pour défendre ses convictions. En 1753, il publiait ses *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres de Lorraine* et, en 1758, son *Histoire générale de Lorraine et de Bar*, que quelques critiques modernes ont été jusqu'à placer au-dessus de l'œuvre magistrale de dom Calmet.

C'est sur la fin de 1752 que Chevrier nous apparaît pour la première fois comme nouvelliste, fréquentant les cafés, celui de Curé notamment, pour nourrir ses bulletins des propos qu'il y peut glaner : ce qui lui vaut d'être mis en observation et ce rapport de l'inspecteur Meusnier :

« Depuis son retour à Paris, il n'y a pas de femme qui ne se plaigne de lui ; il est dangereux dans la société, mauvais plaisant, n'épargnant pas ses meilleurs amis, se donne pour un homme de qualité riche. »

En décembre 1752, Chevrier proposa donc à un nouvelliste à la main, Du Thuillé, de s'associer pour publier en collaboration une feuille de « gazettes secrètes, » qui serait plus particulièrement « un ouvrage polémique, » — voilà le pamphlétaire. Chevrier fournirait les « mémoires » à raison de dix-huit livres que Du Thuillé lui remettrait à chaque ordinaire, puis Du Thuillé composerait la feuille, l'expédierait et recueillerait les abonnemens. Un Petit Père de la place des Victoires devait assister ce dernier dans sa besogne. Le prix de souscription, relativement modéré, fut fixé à trente-six livres par an. Le journal serait appelé le *Courrier de Paris* et les deux collaborateurs en firent imprimer le titre sur des feuilles blanches, le reste en devant être rempli à la main.

Chevrier rédigea un prospectus, qui est conservé. En voici les premières lignes :

Offrir un ouvrage polémique dans un siècle qui abonde en feuilles de cette espèce, c'est courir, dira-t-on, une carrière très rebattue, et risquer par là de n'être pas lu. Cette réflexion est juste et on se garderait bien de

donner cette nouvelle feuille, si l'on n'était pas sûr de se tirer de la foule obscure de ces gazetiers littéraires qui ennuient le public avec *privilège*.

Cette nouvelle feuille devait naturellement faire merveille, et le premier numéro en était joint à cette réclame pour donner aux futurs souscripteurs un aperçu des beautés qui leur étaient réservées.

Cet envoi parvint entre les mains de l'intendant de Chalon qui s'empressa de le faire tenir au lieutenant de police, et l'inspecteur d'Hémery ne tarda pas à découvrir le rédacteur du gazetin, « Jean-Baptiste Du Thuillé, ancien secrétaire du président Brayer de la Motte, sans ressources, à la recherche d'une position sociale, d'ailleurs garçon d'esprit et l'intime de Chevrier, qui a bien pu le conseiller et lui donner des matériaux. » D'Hémery voyait juste.

Du Thuillé, en bon nouvelliste, apprend que la police est mise en éveil; il se cache, mais n'interrompt pas la publication de ses gazetins. On lit dans celui du 3 mai :

Ne soyez pas étonné du changement de la feuille ci-jointe. Jusqu'à nouvel ordre, elles seront précédées d'un préambule et terminées en lettres ordinaires pour éviter toute ressemblance avec ce qu'on appelle *nouvelles à la main*.

Depuis le 5 avril, date de la dernière feuille, j'ai eu des inquiétudes de la police qui m'ont forcé à interrompre mes opérations auxquelles cependant je travaille à donner une forme plus intéressante, ayant à cet effet établi quelques correspondances étrangères qui, dans l'événement de la guerre dont on parle beaucoup, seront d'une grande ressource.

Et ce même numéro commençait, non plus comme une gazette, mais comme une lettre d'affaires, par ce préambule, un trompe-l'œil :

« Le locataire de votre maison du faubourg Saint-Germain ne peut me payer vos loyers que dans huit jours ; pour vous dédommager du peu d'intérêt de cette lettre, je vais vous faire part de ce qui se dit... »

Et voilà le journal amorcé, la police dépistée : ce n'est plus un gazetier qui s'adresse à ses abonnés, c'est un receveur de rentes qui écrit à ses commettans. Mais les limiers de M. le lieutenant général avaient le nez fin. Le 4 janvier 1754, Du Thuillé était arrêté et mis à la Bastille. Interrogé dans sa prison, le détenu déclara que Chevrier ne lui fournit des bulletins que

jusqu'en août 1753 : à partir de ce moment, il rédigea des gazettes secrètes pour son propre compte, et ses feuilles à lui Du Thuillé perdirent de leur intérêt. Au reste, il avait des abonnés de marque, attirés par le prospectus, évêques et présidens au Parlement, duchesses et financiers, dont il fournit la liste.

Les premières feuilles de ces gazettes à la main portent effectivement l'empreinte de Chevrier; c'est son style, sa tournure d'esprit :

14 février 1753.

Nouvelles. — L'accident arrivé à M. Bouret sera pour lui plus sérieux qu'on n'avait craint tout d'abord. On dit qu'il en perdra un œil. Ainsi ceux qui voudraient voir tous les fermiers généraux aveugles auront du moins la consolation d'en voir un borgne.

Spectacles. — Marmontel et le marquis de Ximénès, aussi malheureux, l'un à sa cinquième tragédie que l'autre à la première, ont donné lieu aux vers suivans :

Le parterre a fait ses victimes
D'Épicharis et d'Égyptus :
L'une est morte à force de crimes,
L'autre à force de vertus.

Le pauvre Marmontel n'a pu soutenir la chute affreuse de la pièce. Il s'est enfui de désespoir au quatrième acte, qui n'aurait pas été achevé sans les cinq gardes françaises qui jouaient aux quatre coins dans le parterre et disaient d'un ton de pitié : « Messieurs, un peu de patience !... un peu de patience !... »

Chevrier avait cessé d'approvisionner Du Thuillé de ses « mémoires » pour en fournir Morand, qui les envoyait à Frédéric II; puis il se mit à rédiger des « petites nouvelles, » c'est-à-dire des nouvelles galantes pour son propre compte, gazetins qui ne tardèrent pas à faire scandale. Et son activité s'employait aux genres les plus divers. En septembre 1754, paraît la traduction de la fameuse *Servante maîtresse* (*Serva padrone*) de Pergolèse avec une préface de Chevrier. Le 22 décembre, il fait représenter, à la Comédie-Italienne, la *Revue des théâtres*, la première pièce de ce genre qui ait paru en France. Sur la scène, le pamphlétaire conserve son ton agressif. Le rôle de la commère, — car toute revue est menée par une commère, — incombe à la *Critique*, et celle-ci, en bonne fille de Chevrier, ne

ménage rien : opéras, tragédies, comédies, auteurs, interprètes, et danseuses, tout est persiflé, censuré, mis en morceaux. L'artiste qui tient le rôle de la Comédie-Française paraît en longs habits de deuil, car elle est toujours veuve de Molière ; la tragédie est représentée par un personnage costumé en romain et suivi de son confident Oripeau. L'acteur, note Chevrier, s'exprime « d'un ton guindé et outré. » La Comédie-Italienne n'est guère mieux traitée. Tout passe sous la critique acerbe d'un censeur sans pitié. Seule Mme Favart trouve grâce ; encore l'éloge se termine-t-il par une pointe : « Elle est propre à tout : chanter, danser, parler et... quelquefois se taire. »

La pièce fit une chute retentissante. Chevrier, qui ne manque jamais l'occasion de se bafouer lui-même, est le premier à conter l'aventure :

« Je faisais paraître sur la scène une danseuse pour rappeler l'entrée récente des ballerines dans les pièces de la Comédie-Italienne. Le personnage principal, la Critique, voyant cette fille débuter par des entrechats, lui demande :

Quel motif en ces lieux vous fait porter vos pas?

« Et la danseuse de répondre :

J'arrive pour tirer un auteur d'embarras.

« — Ma foi, il était temps, » repartit quelqu'un du parterre. On rit, puis ce furent des clameurs et la pièce ne put aller jusqu'au bout.

Nous ne suivrons pas cet auteur infatigable en ses nombreuses productions. Quelques-unes d'entre elles se lisent aujourd'hui encore avec plaisir. Le style en est rapide, piquant, coloré. *L'aventure de Mlle Godiche coeffeuse* est une jolie petite nouvelle, d'un ton très moderne, très vivant, semblable à celles que les feuilles littéraires aiment à publier de nos jours.

Après une courte réapparition à Nancy d'où il fut encore chassé à la suite d'une satire, *les Platogés*, contre les membres du Parlement, Chevrier se rendit en Allemagne. A Francfort, où il loge au *Cygne blanc*, il fait représenter, le 6 décembre 1759, la *Nouvelle du jour*. M. Gillet en parle dans sa notice sur Chevrier. Il possédait cette comédie dans sa bibliothèque. Nous n'avons pu malheureusement parvenir à nous en procurer un

exemplaire. Par son sujet même, traité par un nouvelliste, la *Nouvelle du jour* serait pour nous d'un vif intérêt.

Sur la fin de 1760, Chevrier vint s'établir à Bruxelles, où il succéda comme rédacteur du *Gazetin de Bruxelles* à Maubert de Gouvest. En 1761, il fait paraître à la Haye son pamphlet célèbre, *le Colporteur*, qui eut un énorme retentissement. Les personnalités le plus en vue y étaient prises à partie avec une extrême violence, nommées en toutes lettres, ou désignées par les circonstances les plus précises. Grimm le juge un « exécrable ramas, vendu assez cher ici (à Paris), parce qu'il se trouve toujours des oisifs à fouiller dans les ordures; » et Bachaumont : « De la plus grande rareté, le *Colporteur* que le gouvernement ne veut pas tolérer en France pour la grande désolation des libraires assurés d'un grand débit pour ses atroces médisances et calomnies. »

Le *Colporteur* eut par la suite de nombreux imitateurs, l'*Espion dévalisé*, le *Diable dans un bénitier*..., et des imitateurs sans le savoir. Le dernier roman en automobile de M. Mirbeau est un autre *Colporteur :* l'automobile de M. Mirbeau passe en tous lieux, comme le colporteur de Chevrier, prétexte à déchirer, — choses et gens, — tout ce qui se trouve sur la route. Et les deux ouvrages peuvent être comparés pour la verve, la force du style, l'intensité de l'injure...

En prenant en mains le *Gazetin de Bruxelles*, Chevrier est revenu à son métier de nouvelliste. Il y peut donner libre cours, sous la protection de Cobentzl, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, à ses sympathies « lorraines. » Sous sa plume, Marie-Thérèse devient la « Sémiramis allemande, » et le duc Charles de Lorraine « un prince adoré. » La maison de Brunswick et le gouvernement anglais, et surtout Frédéric II, sont au contraire vivement pris à partie.

Parlant de la manière dont Chevrier rédigeait le *Gazetin de Bruxelles*, son dernier biographe, M. Ch. Piot, observe : « Il écrivait avec tact ses dissertations, ses analyses d'ouvrages français, ses contes, ses poésies, ses observations sur le théâtre; mais dès qu'il s'agissait d'un adversaire ou d'un ennemi, paraissait le pamphlétaire qui perdait toute mesure. » Si bien que ses violences finirent encore par le forcer à quitter Bruxelles. Ce fut alors qu'il organisa un nouveau service d'informations pour des nouvelles à la main dont il répandit le prospectus, cité précédem-

ment, par toute l'Europe. Le gouvernement français, Mme de Pompadour en prirent peur, et Chevrier dut boucler sa valise pour fuir jusqu'en Hollande; mais, avant de partir, il publia encore un de ses plus divertissans libelles, *les Amusemens des dames de B...* (Bruxelles).

A la Haye, où la liberté d'écrire est plus grande qu'à Bruxelles, Chevrier fait paraître un périodique, l'*Observateur des spectacles*, en collaboration avec l'abbé Yvon. Le gouvernement français demande son extradition, à laquelle le Grand Pensionnaire paraît se montrer favorable. Un agent de la police parisienne part pour la Haye. Le jeudi 24 juin, Chevrier s'en fut célébrer « la fête des francs-maçons » à la loge de cette dernière ville. Il rentra sur les deux heures du matin, avec un mal de tête, — trop de discours, — et une indigestion, — trop de mangeaille. Le lendemain, vendredi, il rencontra, vers deux heures après-midi, l'agent secret du gouvernement français, dont il ne se méfiait pas. Ils s'arrêtèrent à causer « devant la porte de Mlle Louison ; » puis, sur les quatre heures, il se rendit chez son libraire, mais ne trouva au magasin que le beau-frère :

« Je vais à Rotterdam, au devant de Sainte-Foix, je vous emmène. »

Le beau-frère s'excusa, et Chevrier s'en fut chercher compagnie *au Parlement d'Angleterre*, auberge voisine, où il rencontra Saint-Martin, un compatriote :

« Venez jusqu'à Rotterdam, je vous ferai souper avec une jolie fille.

« — Volontiers. »

Avant son départ, il chargea encore le docteur van Haast, « avec qui il était lié par la maçonnerie, » d'aller « insinuer » chez lui son prompt retour, de crainte que, en son absence, ses copistes ne négligeassent leur travail.

En route, Chevrier dit en effet à Saint-Martin qu'il se rendait à Rotterdam, non pour y voir Sainte-Foix, mais une danseuse, la Conti, qui devait y arriver le soir. Saint-Martin remarqua que Chevrier crachait du pus. A Rotterdam, le samedi 26 juin, les deux compagnons descendirent au *Maréchal de Turenne;* ils rendirent visite à la danseuse dans une auberge des faubourgs. Après avoir causé avec elle jusqu'à neuf heures, Chevrier et Saint-Martin revinrent au *Maréchal de Turenne*, où ils soupèrent agréablement. Chevrier notamment mangea beaucoup de fraises,

avec de la crème, en buvant des rasades de vieux vin. Après le souper, sur les minuit, les deux camarades allèrent coucher dans la même chambre. Il était deux heures du matin quand Chevrier se leva, tout en sueur, disant qu'il se trouvait mal. Il ouvrit la fenêtre. Saint-Martin courut éveiller les gens de l'auberge, qui arrivèrent « à la hollandaise, » très lentement. Le pamphlétaire était assis sur son lit et demandait un médecin, mais avant que celui-ci ne fût venu, le malheureux était mort.

Il laissait de pauvres effets et trois ducats qu'on trouva dans sa poche. Il fut enterré « dans le cimetière où l'on met les cadavres de la canaille. » Sa dépouille y avait été conduite par un carrosse, qu'avaient accompagné quatre porteurs de la ville. Deux chemises, qu'il avait sur lui, lui avaient fait un linceul. Les trois ducats servirent aux frais de l'enterrement. Sa montre et ses vêtemens furent vendus pour payer l'hôtelier du *Maréchal de Turenne* et le médecin qui était arrivé trop tard.

La mort si subite du pamphlétaire étonna. Le bruit se répandit qu'il se serait empoisonné :

« Juste ciel ! s'écria Sophie Arnould, il aura sucé sa plume ! »

FUNCK-BRENTANO ET PAUL D'ESTRÉE.

POÉSIES

DEUX CONTES ANTIQUES

I. — DAPHNÉ

Daphné, son arc d'argent sur l'épaule, à sa guise
Chassait. Bras découverts, souples cheveux au vent,
Gorge ferme, elle était si belle que souvent
En la voyant passer, pour Diane on l'eût prise.

Dès l'aube, elle partait en chasse, après le bain,
Dédaignant les apprêts, les parures savantes,
Heureuse seulement d'errer le long des sentes
Sur les pas d'un chevreuil, d'une biche ou d'un daim.

Son père la priait : « Accueille dans ta couche,
Ma fille, cet époux par mon cœur souhaité.
L'amour ne doit-il point couronner ta beauté?... »
— Mais Daphné rougissait et se taisait, farouche.

Il advint qu'Apollon, l'apercevant un jour,
Fut séduit par sa grâce agile, libre et fière,
Et qu'il en éprouva cette ardeur singulière
De l'obsédant désir et du naissant amour;

Dès lors, il poursuivit à toute heure, sans cesse,
Tel un limier subtil ou tel un oiseleur,
La nymphe désolée et tremblante de peur,
Et qui cachait au loin sa pudeur en détresse.

— Or, ce soir-là, dans l'air embaumé des forêts
Rôdait comme un frisson voluptueux et tendre,
Et Daphné se hâtait, distraite, sans entendre
Les voix de la Nature exhaler leurs secrets ;

Comme elle franchissait d'un pied leste une source,
Apollon l'aborda : — « Demeure, » disait-il;
« Les fleurs, vers le soleil tournent leur fin pistil...
Tourne vers moi tes yeux, Vierge, suspends ta course !

Je ne suis point ce rustre à l'humble vêtement
Qui mène ses troupeaux paître dans la vallée;
Je suis un dieu, Daphné ! La mélodie ailée
Sur ma lyre, parfois, vibre divinement.

Je suis un dieu puissant, mais mon étreinte est douce...
Songe qu'à ta pudeur s'avive mon désir
Et que s'ouvrent déjà mes mains pour te saisir...
Demeure ! » — Mais Daphné s'enfuyait sur la mousse.

Qu'elle était belle ainsi, tendant son corps nerveux,
Ses yeux étincelans pareils à deux étoiles,
La brise soulevant autour d'elle ses voiles,
Les dernières lueurs du ciel dans ses cheveux !

Aussitôt Apollon s'élança sur sa trace,
Frémissant, bondissant, — si léger et si prompt
Que les fleurs, sous ses pas, n'inclinaient point le front...
Et voici qu'il touchait enfin la vierge lasse;

Ses bras se refermaient sur le corps épuisé,
Le sang quittait la joue offerte à son haleine,
Sur la lèvre figée, ainsi qu'une phalène
Sa lèvre se posait pour un premier baiser...

Mais, — ô Pudeur, étrange et souveraine force ! —
Daphné se métamorphosait... Ses bras, son col
Se chargeaient de rameaux, ses pieds tenaient au sol
Et ses seins délicats se couvraient d'une écorce...

II. — ÉCHO

Non loin du lent Céphise aux flots profonds et frais,
A l'ombre des lauriers, des pins et des cyprès
Dansaient les nymphes d'Aonie.
Leurs pas sur le gazon se croisaient savamment;
Elles dansaient... c'était un spectable charmant :
La grâce à la cadence unie.

Leucothoé tenait Callisto par la main;
Rhanis et Sémélé, sur le bord du chemin
Ayant renoué leurs sandales,
Allaient, venaient, glissaient, souples, — et le baiser
Que leur lançait le vent semblait s'harmoniser
Au rythme joyeux des crotales.

Seule, à l'écart, pourtant, Écho fuyait ses sœurs.
Dans ses yeux détournés des sereines douceurs,
Du bonheur naïf et champêtre,
Brûlait un feu qu'Éros, le dieu cruel et beau,
Lorsqu'il passe, aveuglé de son fatal bandeau,
En des yeux innocens fait naître.

— Éros, Éros, pourquoi troubler des cœurs d'enfans?
Ne sens-tu point tomber, sous tes pas triomphans,
Parfois, des larmes désolées?
Ne vois-tu pas Écho tordant ses doigts menus
Et, malgré les cailloux rudes à ses pieds nus,
Errant par monts et par vallées?

— Hélas! il n'est plus temps de prévenir l'amour...
En ce matin d'été, membres las et front lourd,
Echo suivait d'obscures sentes
Qui mènent à la source où jamais nul berger
N'abreuva ses brebis sous le dôme léger
Des ramures envahissantes.

C'est là que, chaque jour, penché sur le miroir
Des transparentes eaux, Narcisse venait voir
Se réfléchir sa blonde image;
Victime d'une illusion, il parlait bas
A ce jeune inconnu, qui ne répondait pas,
Et qui paraissait de son âge...

Il demeurait ainsi, les bras tendus en vain
Vers ce front lisse et pur, vers ces boucles d'or fin
Retombant sur ce col d'ivoire;
Sa lèvre murmurait des vœux irrésolus,
S'offrait pour un baiser... et ne rencontrait plus
Que l'eau froide aux reflets de moire.

A cette vue, Écho savourait sa douleur.
« Renonce, » disait-elle, « ô toi qui pris mon cœur,
Renonce à ta folle chimère
Et viens à mes côtés, là, parmi les roseaux...
L'image qui te rit, si blonde au sein des eaux,
Narcisse, est une ombre éphémère!

« Nul autre que toi-même, ô bel adolescent,
N'eut ces traits, ce regard dont mon âme ressent
Un mal inquiet et perfide;
Mais, tandis que mes yeux sont des miroirs si clairs,
Songes-tu que la brise, en agitant les airs,
Trouble l'onde unie et la ride?...

« Mes yeux ne changent point... Mire-toi dans mes yeux!
Pour toi, j'ai fui mes sœurs, j'ai fui l'ardeur des jeux
Auxquels je me plaisais naguère;
J'ai fui... L'amour guidait vers toi mon pas errant;
Le sais-tu, beau Narcisse au cœur indifférent,
Beau Narcisse à qui je veux plaire?... »

Mais Narcisse n'écoutait rien... Toujours penché
Sur les eaux, il restait à la rive attaché
Par d'étranges et puissans charmes;
Peu à peu se mouraient les roses de son teint,
Et son regard, ainsi qu'un flambeau qui s'éteint,
Se voilait de deuil et de larmes;

Et voici qu'à cette heure où s'obscurcit le jour,
Son triste front tomba, comme épuisé d'amour,
Sur son épaule inanimée...
Puis son cœur s'arrêta, trop las pour battre encor;
— Et l'on dit qu'aussitôt surgit la coupe d'or
D'une frêle fleur embaumée.

La source qu'il aimait fut son ultime lit.
Des nymphes, doucement, l'auront enseveli
Dans cette onde qu'un souffle plisse...
Et depuis lors, du fond des grottes et des bois,
La plainte d'une voix répond à notre voix :
C'est Écho qui pleure Narcisse!

L'ATTENTE DE L'AMOUR

Je l'attends... car je sais qu'il doit venir pour moi
Comme il vient ici-bas pour toute créature,
Le dieu puissant et doux dont frémit la nature
Et qui fait naître en nous le désir et l'émoi.

Je l'attends... Il viendra je ne sais où ni comme..
Sera-ce sous les traits furtifs du voyageur
Ou tel le chevrier qui chemine, songeur?...
Sera-ce un homme grave, ou sera-ce un jeune homme?...

Je ne sais; mais je sais qu'à celui que j'attends,
Celui qui doit un jour me dire un mot suprême,
Je ferai librement l'abandon de moi-même,
De ma jeunesse belle ainsi qu'un beau printemps.

Il aura mes bras blancs pour ceinture; ma bouche
Sera la coupe fraîche où sa bouche boira;
Dans mes cheveux, sa main tendrement passera,
Pour me parler, sa voix se fera moins farouche;

Il prendra pour miroir le miroir de mes yeux,
Sa tête penchera sur mon épaule nue...
Éros met dans les cœurs une ardeur inconnue :
Nous nous sentirons forts comme de jeunes dieux!

Je quitterai mes sœurs pour le suivre; ma mère
Devant ma place vide, et durant quelques jours,
Peut-être, évoquera de pareilles amours
Et revivra sa part de jeunesse éphémère.

Et nous irons tous deux sous le ciel infini,
Car, la leçon d'amour une fois épelée,
Ainsi que des oiseaux qui prennent leur volée,
Les amans vont au loin bâtir leur propre nid...

Ah! quand luira l'aurore où je vivrai ces choses,
Où celui que j'attends, — délicieux affront, —
Viendra faire tomber le voile de mon front
Et me couronnera de myrtes et de roses!

LE RETOUR DU PASTEUR

Des lueurs du couchant la demeure se dore.
Assise sur le seuil, ma quenouille à la main,
Je songe que l'époux s'en vient par le chemin
Au rythme de son pas sonore.

C'est ainsi chaque soir. Las d'avoir tout le jour
Mené ses lents troupeaux paître sur la colline,
Il rentre à l'heure émue où le soleil s'incline,
Où la brise parle d'amour.

Je le vois descendant la route qui poudroie;
Il arrive, soufflant dans sa flûte en roseau,
Il groupe ses brebis, flatte le noir museau
De son chien qui bondit de joie;

Puis, vers moi s'avançant avec des yeux très doux,
Il prend mes frêles doigts parmi ses doigts robustes,
Et l'un vers l'autre, alors, se penchent nos deux bustes,
Et le Dieu d'amour vit en nous...

— Ce matin, j'ai cherché le miel de nos abeilles,
J'ai mis fraîchir du lait à l'ombre, au bord du puits,
Des branches d'un figuier j'ai détaché les fruits,
J'ai cueilli le raisin des treilles;

Avec précaution, moi-même j'ai versé
Et l'eau claire, et le vin mousseux dans chaque amphore,
Puis j'ai chargé de fleurs, telle une canéphore,
Des corbeilles de jonc tressé.

L'époux peut revenir... Tout ici doit lui plaire;
Mes bras sont parfumés, — c'est pour l'accueillir mieux,
Pour que, pieusement, il bénisse les dieux
Des félicités de la terre;

Pour que demain, fidèle à mon amour vainqueur,
Résonne allégrement au sein du soir limpide
Le cher pas désiré, — plus hâtif, plus rapide
Que les battemens de mon cœur!

ÉPIGRAMME FUNÉRAIRE

« Une terre m'a donné la vie, une autre terre me couvre mort. Celle-ci ne fait pas moins pour moi que l'autre : dans son sein je vais faire un plus long séjour. »

Cette terre où je dors de la paix éternelle
N'est point la douce terre où mon cœur a chanté,
La terre où j'entendis, mille fois répété,
L'universel écho qui me proclamait belle!

J'aimais, alors, le vent lorsqu'il battait de l'aile
Mon front; j'aimais la vie ardente de l'été;
Et ta splendeur, soleil, et ta limpidité,
Ciel natal réfléchi dans l'eau de ma prunelle...

Or, voici qu'à présent mes jours sont accomplis.
Un linceul à jamais me couvre de ses plis,
Le silence est figé sur ma lèvre flétrie,

Et, sereine, je dors dans ce sol étranger
Qui s'est fait pour me plaire accueillant et léger,
Car la terre des morts devient une patrie!

Baronne Antoine de Brimont.

REVUE LITTÉRAIRE

LES DERNIERS TRAVAUX SUR LECONTE DE LISLE

C'est vers l'école de 1850 que se porte aujourd'hui l'effort de recherches de la critique : elle est dès maintenant assez éloignée de nous pour que nous puissions lui assigner sa place dans la suite de l'histoire littéraire. D'autre part, les écrivains qui s'y sont groupés, s'ils furent pour nous des aînés, sont tout de même nos contemporains : l'étude en est d'autant plus attrayante. Et elle est neuve : j'entends qu'on n'a pas encore appliqué à cette période de littérature trop récente les méthodes de la critique savante. C'est pourquoi des exégètes venus de points très différens se donnent ici rendez-vous. Tout leur y paraît digne d'intérêt, jusqu'à des œuvres qui, lorsqu'elles parurent, manquèrent parfois à faire sensation. Jamais de son vivant Louis Bouilhet ne se fût douté qu'il dût un jour occuper si fort l'attention. Réjouissons-nous de ce mouvement de curiosité, mais surtout quand celui qui en bénéficie est un Leconte de Lisle.

On a beaucoup écrit sur lui en ces derniers temps. Je signale d'abord un livre essentiel et qui désormais sera indispensable à quiconque voudra faire du poète une lecture un peu sérieuse : c'est celui que M. Joseph Vianey intitule *Les Sources de Leconte de Lisle* (1). L'auteur a diligemment recherché où Leconte de Lisle a puisé la matière de chacun de ses poèmes : il a compulsé pour nous les recueils des indianisans et des celtisans ; il a signalé l'ouvrage même et la page à laquelle le poète s'est référé. Le premier avantage de ce patient labeur est que bien des points restés obscurs, dans cette poésie vo-

(1) Joseph Vianey, *les Sources de Leconte de Lisle*. Travaux et Mémoires de Montpellier, 1 vol. in-8°, chez Coulet (Montpellier).

lontairement absconse, s'en trouvent éclairés, bien des traits expliqués et légitimés. Nous n'avons pas toujours sous la main le *Bhaghavata Pourana* et les détails de la Saga finnoise ou de la légende polynésienne ne sont pas tous présens à notre esprit. Le livre de M. Vianey nous les remémore de la façon la plus heureuse. C'est ainsi qu'au XVIe siècle, pour mettre à la portée du lecteur la poésie érudite de Ronsard, l'officieux Marc-Antoine Muret avait adapté à l'œuvre de son ami un commentaire suivi. Encore pour commenter Ronsard suffisait-il de posséder la mythologie grecque et romaine. On ignorait dans ces âges naïfs les Hindous comme les Scandinaves, et nul ne se souciait de savoir quelles conceptions du monde avaient pu germer dans des têtes barbares. Mais Leconte de Lisle voulut les connaître toutes, afin de les faire revivre dans la forme impérissable de ses vers. Quelle était au surplus sa secrète pensée? Le pur dilettantisme ou une inquiète curiosité l'a-t-elle poussé à évoquer les religions disparues? C'est le point que s'est proposé d'élucider l'auteur d'une étude sur *le Sentiment religieux chez Leconte de Lisle* (1), M. H. Elsenberg. — A ces travaux d'érudition joignons des livres d'un caractère plus intime, qui nous apportent sur la vie, sur le caractère, sur la sensibilité de l'homme des renseignemens nouveaux. Ce fut d'abord la publication des *Premières poésies et lettres intimes* (2), par M. B. Guinaudeau. Puis MM. Marius et Ary Leblond eurent la bonne fortune de récolter encore un fort contingent d'inédit pour en composer une précieuse biographie (3). Enfin, un écrivain bien connu pour le culte qu'il a voué au maître, Jean Dornis, vient de consacrer à *Leconte de Lisle* (4) une étude toute pénétrée d'émotion. — Après cela, si l'on veut replacer Leconte de Lisle dans son temps et marquer tout à la fois les influences qu'il a subies et la part qui lui revient dans la formation du nouvel idéal poétique, on ne saurait mieux faire que de consulter la thèse de M. Cassagne, *la Théorie de l'art pour l'art* (5), où, pour la première fois, se trouvent systématisées et précisées les tendances du groupe qui va de Gautier aux Parnassiens et de Flaubert aux Goncourt.

(1) Henri Elsenberg, *le Sentiment religieux chez Leconte de Lisle*, 1 vol. in-8° (H. Jouve).

(2) Leconte de Lisle, *Premières poésies et lettres intimes*. Préface de B. Guinaudeau (Fasquelle).

(3) Marius-Ary Leblond, *Leconte de Lisle d'après des documens nouveaux* (*Mercure de France*).

(4) Jean Dornis, *Essai sur Leconte de Lisle* (Ollendorff).

(5) A. Cassagne, *la Théorie de l'art pour l'art*, 1 vol. in-8° (Hachette).

Une première question se pose au sujet de tout écrivain : celle des origines de son talent. D'où lui est venue la vocation? Quelles impressions ont été décisives pour sa formation intellectuelle? Leconte de Lisle avait longtemps mis une pudeur farouche et un parti pris doctrinal à dérober celles mêmes entre les particularités de sa biographie qui pouvaient intéresser l'histoire littéraire. Il paraît qu'aux dernières années de sa vie il se relâchait un peu de cette intransigeance. Jean Dornis en put obtenir une très intéressante confidence autobiographique. Sollicité de dire comment il est devenu poète, il répondit : « C'est tout d'abord grâce au hasard heureux d'être né dans un pays merveilleusement beau et à moitié sauvage, riche de végétations étranges, sous un ciel éblouissant, et surtout grâce à cet éternel premier amour, fait de désirs vagues et de timidités délicieuses. Cette sensibilité naissante d'un cœur et d'un corps vierges, attendrie par le sentiment inné de la nature, a suffi pour créer le poète que je suis devenu, si peu qu'il soit. La solitude d'une jeunesse privée de sympathies intellectuelles, l'immensité et la plainte incessante de la mer, le calme splendide de nos nuits, les rêves d'un cœur gonflé de tendresse forcément silencieuse, ont fait croire longtemps que j'étais indifférent et même étranger aux émotions que tous ont plus ou moins ressenties, quand au contraire j'étouffais du besoin de me répandre en larmes passionnées. » C'était beaucoup dire en peu de mots. Nul doute que cette déclaration ne serve désormais de point de départ à toute biographie psychologique de Leconte de Lisle.

Ce qu'il doit aux spectacles merveilleux de son île natale, le poète en le confessant ne l'a pas exagéré. Encore convient-il de faire ici une remarque. Pour découvrir la poésie de ces spectacles, il eut besoin qu'elle lui fût révélée, — et par un livre! Ce furent les *Orientales*. Les descriptions de Victor Hugo, qui n'avait jamais vu l'Orient, ouvrant les yeux d'un jeune créole aux splendeurs de la lumière où il baignait réellement et aux magnificences de la nature qui l'entourait... telles sont les divinations du génie, et tels les prestiges de la littérature. Mais sans doute le livre n'a fait que rendre conscientes d'elles-mêmes une admiration depuis longtemps latente et une émotion toute prête à éclater. On sait de reste quelle place tiennent dans l'œuvre de Leconte de Lisle les souvenirs de ses rêveries au milieu de la nature tropicale. C'est déjà un trait par où il se distingue des maîtres romantiques dont il modifie la tradition en la continuant. Le goût de l'exotisme était une des caractéristiques de leur littérature; mais sédentaires pour la plupart, et réduits à s'en aller vers la quarantième année,

comme Chateaubriand ou Lamartine, chercher en Orient des impressions de touriste, ils avaient tout imaginé des contrées dont ils se plaisaient à rêver, et leur exotisme était purement subjectif. Leconte de Lisle a vécu dans les contrées du grand soleil, et la nostalgie le ramène en pensée vers leur sérénité resplendissante et chaude. De là l'exactitude et l'intensité de ses peintures. La *Fontaine aux lianes*, la *Ravine Saint-Gilles*, le *Bernica*, *Ultra cœlos*, d'autres pièces encore procèdent directement des émotions de « l'enfant songeur couché sur le sable désert. » C'est par là qu'il a pu devenir l'admirable animalier qu'il a été, unique en ce genre dans toute notre histoire littéraire. Personne, par le seul artifice des mots, n'a jamais égalé la puissance de description de ses *Panthères*, de ses *Éléphans* et de ses *Jaguars*. Il les avait vus ailleurs qu'au Muséum.

Toutes les pièces auxquelles nous venons de faire allusion sont des morceaux de réalité, où le poète n'a eu qu'à se souvenir et à décrire. Mais ces mêmes paysages lui ont servi quand il s'est agi d'imaginer. C'est ainsi qu'il a pu rendre la vie grouillante de la forêt hindoue et en présenter de si luxuriantes images. Et de même, s'il a en maints endroits et tour à tour dans ses poèmes grecs, vichnuistes et septentrionaux, évoqué les aspects de la nature primitive, aux premiers temps du monde, en des pages éblouissantes de lumière et de fraîcheur, il en a emprunté le coloris aux tableaux sur lesquels il avait promené ses yeux de jeune homme. Est-ce encore ici qu'on peut retrouver les origines de ce goût pour l'histoire qu'eut Leconte de Lisle et les premiers linéamens de sa philosophie? MM. Leblond sont disposés à croire que la confusion des races réunies dans l'île lointaine a pu déterminer le point de vue ethnique où il s'est placé dans son œuvre. « Il est né dans une île africaine, écrivent-ils, ceinte de flots indiens, d'un sang breton et méridional. Dans son enfance, il a entendu les Cafres rudes chanter sur des syrinx de bambou sous un ciel humide et farineux les mélopées plaintives du Mozambique; il a vu les télingas efféminés entre-croiser leurs pas de porteurs de manchys aux sons argentins de leurs bracelets; il a entendu les propos des planteurs, hommes du Nord pratiques et âpres, et les histoires qu'ils contaient des forbans portugais du dernier siècle piratant à Saint-Paul; il a lu les romans écossais où, à travers la brume qui ondule, se dressent à pic les manoirs déchiquetés comme des masses de rochers au bord des lacs étales : de tout cela se composera, dans son harmonieuse lenteur, son génie polyethnique... » Le développement est brillant, si l'argumentation n'est pas des plus convaincantes. En tout cas, comment ne pas rattacher à ces

premières impressions un des thèmes qui reviennent le plus fréquemment dans la poésie de Leconte de Lisle : je veux dire l'aspiration au néant. Que ce soit le suprême aboutissement d'une philosophie qui est allée au fond de toutes les choses et en a sans conteste reconnu la vanité, je le veux bien. Mais combien de fois n'avons-nous pas été mis sur le chemin de nos théories par notre tempérament et conduits à nos idées par nos sensations ! La philosophie du néant a ses origines dans ces torpeurs profondes où la chaleur accablante plonge, à l'heure de la sieste, les hommes des Tropiques et qu'ignorent les habitans des régions tempérées.

Pour ce qui est de l'amour, il nous est assez difficile de lui attribuer, dans la formation poétique de Leconte de Lisle, l'importance que lui-même nous indique ; d'autant qu'il a été, aussi peu que possible, un poète de l'amour. Il n'y a guère à tenir compte des premiers vers et des romances que lui ont inspirées diverses jeunes filles rencontrées en voyage ou au bal. Tout juste faut-il noter la conception chaste et idéaliste que, de tout temps, il s'est faite de l'amour, et dont témoignent plusieurs passages de ses lettres de jeunesse. De là vient que, par la suite, il se soit fait scrupule de chercher dans ses aventures sentimentales une matière à littérature, et que, contrairement aux maîtres romantiques, il ait refusé de déchirer devant la foule la robe de la pudeur divine et de la volupté.

Ce qui est plus frappant, c'est ce sentiment très prononcé chez Leconte de Lisle, comme il le sera vers la même époque chez Flaubert, qu'il est différent des autres hommes, isolé parmi eux, étranger à leurs soucis quotidiens et incapable de poursuivre aucun des objets que se dispute si âprement leur ambition. Il éprouve pour son temps une espèce d'horreur. Il flétrit l'égoïsme de son siècle, « de ce siècle où tout ce qui est beau, tout ce qui est noble et grand, ne trouve que mépris et dégoûts ; de ce siècle où le parjure politique s'unit impunément à la dépravation morale grossièrement dissimulée sous un voile de pruderie misérable et d'affectation religieuse ; de ce siècle enfin qui ne reconnaît que l'or pour dieu, et qui foule aux pieds tout adorateur du vrai et du beau ne pliant pas le genou devant l'infâme idole et ne sacrifiant pas à la vénalité la pureté intérieure de l'âme. Honte à lui ! » Cette espèce de misanthropie est commune à la plupart des écrivains de la seconde génération romantique. Elle devait mener Leconte de Lisle à se détourner de son temps vers le passé, comme Flaubert s'enfermant alors dans ses études pour la *Tentation de saint Antoine.*

Une fois pourtant il essaya de sortir de son indifférence aux choses contemporaines et d'agir sur son époque. Foncièrement, par tradition de famille et enseignement reçu au foyer, Leconte de Lisle est un disciple de la philosophie du XVIIIe siècle. Son père était nettement incrédule. On nous dit que sa mère était chrétienne, mais d'un christianisme qui n'alla pas jusqu'à faire faire à son fils sa première communion. Y eut-il malgré tout dans la vie intellectuelle du jeune homme une période de christianisme ? Dans son étude, souvent ingénieuse, sur *le Sentiment religieux chez Leconte de Lisle*, M. Elsenberg a pieusement réuni tous les textes qui, lors du séjour du poète en Bretagne où il était allé terminer ses études et faire son droit, témoigneraient de quelque sympathie pour le christianisme. Il a pour ami Julien Rouffet, élève d'un séminaire, et qui l'a séduit par sa sensibilité et sa douceur toutes religieuses : « Votre éducation religieuse a développé en vous des pensées douces comme elle. » Écrivant une étude sur André Chénier, il y plaint ceux qui n'ont pas compris les « rêves sublimes du spiritualisme chrétien, la seconde et suprême aurore de l'intelligence humaine. » A Rennes, il fonde avec d'autres jeunes gens *la Variété*, revue catholique de combat. Sa croyance est alors en un Dieu personnel qui gouverne le monde et d'où viennent toute beauté et toute bonté : il est bien vrai que rien ne ressemble moins au monde des *Poèmes barbares*, terre lugubre sous des cieux morts. Il le dit en prose, il le répète en vers :

O mon Dieu ! se peut-il que l'homme vous renie,
Vous dont la main puissante a dispensé pour nous
Votre amour dans les cœurs, dans les cieux l'harmonie,
Sur la terre ces monts qui retournent à vous ?
Oh ! faites-moi mourir à cette heure si belle
Où mon faible regard plonge en l'immensité,
Où votre œuvre terrestre et votre œuvre immortelle
Vous bénissent, Seigneur, par leur sublimité, etc.

C'est le ton d'une *Harmonie* lamartinienne. Mais la banalité de la forme témoigne assez à quel point le sentiment est superficiel. Leconte de Lisle a été à peine effleuré par l'influence d'un milieu qui n'est pas le sien. Dès le retour à l'île Bourbon, cette vague religiosité aura tôt fait de s'évanouir.

Là-bas au contraire sa pensée prend un tour à la fois « républicain et philosophique. » Lors du dernier voyage qui le ramènera parmi nous, ses convictions sont bien arrêtées. Il arrive de Bourbon à Paris pour être fouriériste. Il collabore à la *Démocratie pacifique* et à la

Phalange. En 1848, il se jette dans le plein de l'action révolutionnaire. Nous le trouvons à l'Hôtel de Ville en train d'y présenter la requête des créoles tendante à l'abolition de l'esclavage, mesure qui ruine son père et sépare à jamais le père et le fils. Et le voici délégué du Gouvernement provisoire et chargé d'une mission en Bretagne. Il va y prêcher la république jacobine et l'anticléricalisme. Besogne ingrate, où il échoue piteusement. Aussi faut-il entendre de quelles injures il poursuit les « sales populations » qui ne se sont pas laissé détourner de leur tradition et n'ont pas voulu renoncer à leur foi. « Vous vous figurerez à grand'peine l'état d'abrutissement, d'ignorance et de stupidité naturelle de cette malheureuse Bretagne... Le peuple français a grand besoin d'un petit comité de salut public qui le force, comme disait cet autre au club Blanqui, d'après Mme de Staël, à faire un mariage d'inclination avec la République. » Au surplus, s'il en veut aux populations qui n'ont pas senti la beauté du mouvement révolutionnaire, il n'est guère enthousiaste de ceux qui mènent ce mouvement. Il a vu les chefs de près : excellente condition pour perdre beaucoup d'illusions. Il ne croit plus guère aux hommes; mais sa foi dans les idées n'est pas ébranlée. Il dit, une fois pour toutes, adieu à la vie active et se réfugie « sur les hauteurs intellectuelles, dans la contemplation des formes divines. »

Au moment où Leconte de Lisle écrit la plupart des pièces dont la réunion formera les *Poèmes antiques*, une génération littéraire entre en scène dont on a dit, d'une façon trop absolue, qu'elle était l'exacte antithèse de celle qui avait précédé. Sur un point, à vrai dire essentiel, l'opposition existe, et elle est nettement marquée. L'école « de l'art pour l'art » répudie hautement toute conception subjective et proscrit l'étalage du Moi. Sur presque tous les autres points au contraire elle continue le romantisme, en dégage et en précise les principes. C'est ce que M. Cassagne a très solidement démontré dans sa thèse. Car le principe autour duquel se groupent tous les écrivains de l'école, celui de l'indépendance de l'art est un principe romantique. L'artiste romantique faisait profession de mépriser le bourgeois; et toutefois il écrivait pour le public bourgeois et prétendait aux suffrages de cette foule tant honnie. Plus conséquent avec lui-même, l'écrivain selon la doctrine de l'art pour l'art fera exprès d'écarter la foule et se contentera de l'estime de quelques-uns. Dédaigneux de son temps et curieux des époques disparues, il se confinera dans l'histoire, mais il aura eu soin de l'étudier au préalable. Épris d'exotisme, il aura promené ses yeux sur les décors des pays « estranges »

ou recueilli dans leur précision les documens de l'archéologie. Pessimiste, il assignera à sa désolation des raisons plus profondes qu'un dépit amoureux. En résumé, les romantiques ont ébauché une théorie artistique d'où leur tempérament les a presque aussitôt détournés : c'est à cette théorie que reviennent de façon réfléchie et volontaire les écrivains de l'art pour l'art.

Nul ici n'a été plus catégorique que Leconte de Lisle. La préface qu'il a mise en tête des *Poèmes antiques* peut compter parmi les plus importans manifestes où s'est affirmée la théorie. Il commençait par y souligner le caractère objectif du recueil. « Les émotions personnelles n'y ont laissé que peu de traces et les faits contemporains n'y apparaissent pas... » Et il indiquait d'où viendrait le secours à l'artiste soucieux de garantir son impersonnalité. « L'art et la science, longtemps séparés par suite des efforts divergens de l'intelligence, doivent tendre à s'unir étroitement, sinon à se confondre. » C'est la grande nouveauté. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, tandis que la science n'avait cessé de progresser dans la conquête des esprits, les écrivains y étaient restés étrangers et indifférens. Ce mouvement scientifique, la littérature va maintenant s'y adapter. Non certes qu'il soit question de célébrer en vers les découvertes de la science ou leurs applications industrielles. « Les hymnes et les odes inspirées par la vapeur et la télégraphie électrique m'émeuvent médiocrement... » complétera la préface des *Poèmes et Poésies*. La science, ou plutôt les sciences dont le poète a affaire, ce sont les sciences morales, et, avant toutes les autres, l'histoire. C'est l'histoire qui fournit Leconte de Lisle de sujets, et ce sont les méthodes de l'histoire érudite qu'il emprunte pour les traiter. Déjà, dans une lettre de 1844, il écrivait : « Je vais me détachant en fait des individus, pour agir et pour vivre par la pensée avec la masse seulement. Je m'efface. Je me synthétise... » Les individus, dans l'évolution humaine, n'ont qu'une importance secondaire et accidentelle. C'est à la collectivité qu'il faut s'attacher. Le problème consiste à suivre le développement des races sous la pression du milieu physique, ou en réaction contre lui. L'expression la plus complète qu'elles donnent d'elles-mêmes, ce sont les mythes, œuvre anonyme lentement élaborée où chaque race dépose la conception qu'elle s'est faite du monde, de ses origines et de notre destinée.

Comment Leconte de Lisle vis-à-vis de la science n'a cessé de se comporter en artiste, c'est ce que M. Joseph Vianey, dans ses analyses, nous fait, à maintes reprises, toucher du doigt. Le poète excelle à enfermer dans le cadre d'une seule composition tout l'essentiel d'une

époque. Dans *Bhagavat* il condense toute la substance du Bhagavata Pourana, en sorte qu'on y peut apprendre « aussi bien que dans le plus savant ouvrage de mythologie comparée les différences des mythes grecs et des mythes indiens. » Dans *Qaïn*, il fait tenir les trois grands faits de l'histoire biblique: l'expulsion du Paradis, le déluge, la captivité de Babylone. Dans l'*Apothéose de Mouça el Kébyr*, s'il ne résume pas tout le Koran, il ouvre des perspectives sur tout l'islamisme. En exposant les doctrines, il les explique, et, par exemple, il nous fait sentir ce que les vieux mythes ont de particulier et de local, en les mettant en relations avec la nature extérieure : c'est à quoi lui servent ses paysages, généralement admirables, et où pas un trait n'est mis pour les seuls besoins du pittoresque. Il simplifie. Il écarte tout ce qui est curiosité de détail, pour aller jusqu'à l'âme. On a d'abord quelque peine à le croire. Il est bon que quelqu'un qui y est allé voir témoigne pour ce travail d'élagage auquel Leconte de Lisle a soumis les textes dont il s'est inspiré. Il a éliminé, éclairci, dans la mesure du moins où il a cru pouvoir le faire. Car il ne convient pas de dispenser le lecteur de tout effort. Et depuis quand la poésie est-elle le lieu banal où le premier venu peut entrer sans initiation? Enfin Leconte de Lisle généralise. Il pousse au type les figures individuelles. Nurmahal est la favorite orientale et Djihan Ara est l'héroïne du sacrifice. Il élargit jusqu'au symbole. Ainsi ses poèmes sont des chefs-d'œuvre de composition harmonieuse, dont la matière a été fournie et contrôlée par l'érudition.

Qui ne sait que des spectacles de l'histoire se lève une tristesse qui lui est propre? La trame de l'histoire est faite de la succession des âges abolis, de la série des choses qui ont été et qui ne sont plus. Les races comme les individus, les civilisations comme leurs monumens tour à tour ont disparu. Ce que nous en voyons subsister jusqu'aujourd'hui, tombera, lui aussi, en poussière. Il n'est que de laisser faire le temps. « Quel cimetière que l'histoire ! » disait un contemporain de Leconte de Lisle. Pour assister à cette universelle destruction sans en être découragé, il faut être ou le croyant d'une religion ou l'adepte d'une philosophie optimiste. Le croyant aperçoit dans la chute des Empires une preuve de la toute-puissance divine qui, par des voies cachées, mène l'humanité à ses fins. L'optimiste tient la ruine des anciennes civilisations pour les occasions mêmes ou les conditions d'un progrès par où les hommes s'acheminent vers la cité idéale et le bonheur souverain. Leconte de Lisle ne croit pas au Dieu des religions révélées, et il n'est pas un dévot de la religion du Pro-

grès. Les perspectives que lui ouvre l'érudition lui font apercevoir dans la double immensité du temps et de l'espace la surface du globe jonchée de ruines. Et ces écroulemens, la Terre ne les a pas même sentis. Car la Nature est indifférente à cette comédie humaine dont elle est le théâtre. Elle est sourde à nos plaintes et à nos déclamations.

L'histoire à laquelle Leconte de Lisle s'est attaché presque uniquement est l'histoire des religions. Il en fut de tout temps préoccupé. Un de ses premiers poèmes, non recueilli dans la collection de ses œuvres, la *Recherche de Dieu* contient ces vers bien significatifs :

J'ai remué, Seigneur ! les poussières du monde;
J'ai reverdi pour vous ce que le temps émonde,
Les rameaux desséchés du tronc religieux;
Des cultes abolis j'ai repeuplé les cieux.
Rien ne m'a répondu, ni l'esprit, ni la lettre,
Et je vous ai cherché, vous qui dispensez l'Être...

C'est déjà le programme de toute son œuvre future. Il y passera, aussi complètement qu'il lui est possible, une revue des religions. Pas de cosmogonie si bizarre qu'il ne se soit plu à l'évoquer. On dirait qu'il a voulu se mettre sous les yeux toutes les formes sous lesquelles les hommes ont envisagé et toutes les réponses par lesquelles ils ont cru résoudre le problème religieux. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il est lui-même tourmenté par ce problème ? Cela donne à la poésie de Leconte de Lisle son caractère. Cette poésie est faite de l'inquiétude pour les plus hautes questions auxquelles l'homme puisse s'attacher : celles de sa nature et de ses destinées. Il est bien impossible de ne voir ici qu'une vaine curiosité d'artiste et de n'y pas reconnaître « l'âpre désir des choses éternelles. » Et comment oublier cette plainte, l'une des plus douloureuses que le vers français ait jamais traduite :

Ah ! tout cela, jeunesse, amour, joie et pensée,
Chants de la mer et des forêts, souffles du ciel
Emportant à plein vol l'espérance insensée,
Qu'est-ce que tout cela qui n'est pas éternel ?

Mais quoi ! pour qui les envisage comme phénomènes historiques, elles aussi les religions se conforment à la loi universelle. Elles n'ont pas toujours existé : elles n'existeront pas toujours. Dans le *Runoia*, le dieu des Runes est bien obligé de disparaître devant l'arrivée victorieuse de l'Enfant qui sera le Christ ; mais ce n'est pas sans lui avoir lancé la prophétie vengeresse : « Tu mourras à ton tour ! » Si l'histoire est un cimetière, l'histoire des religions mérite d'être appelée le « char-

nier des Dieux. » Combien mesquine fut la mélancolie des romantiques désolés parce que la vie ne leur apportait pas autant de jouissances qu'ils en souhaitaient ! C'est ici l'humanité tout entière qui vient pleurer sur le mensonge des illusions qu'elle s'était créées, et sans lesquelles ni la vie n'a de sens, ni le monde n'a de raison d'être.

Ces religions que tour à tour il se plaît à ressusciter, Leconte de Lisle ne les met pas toutes sur le même plan. Il a parmi elles ses préférées. Ce sont les religions polythéistes, celles qui se sont bornées à diviniser les forces de la nature et dans lesquelles le mythologue entend frémir les murmures de l'air et voit rayonner la splendeur du soleil. C'est le paganisme antique qui favorisa la libre expansion de toutes nos énergies et donna pour seul but à la vie le bonheur, pour seule règle la beauté. Ce sont les cultes hindous qui nous enseignent le renoncement à toutes choses et donnent pour créatrice et pour reine au monde l'Illusion. Et il a une ennemie personnelle : c'est la religion du Christ. Il se peut qu'il ait mis hors de cause la personne elle-même de Jésus, parlé avec une sorte d'attendrissement du « pâle crucifié » et dessiné avec quelque complaisance la « figure aux cheveux roux d'ombre et de paix voilée. » Mais c'est bien la prédication elle-même du Christ qu'il poursuit dans ce qu'elle a d'essentiel, et le verbe divin qu'il accuse d'avoir attristé la vie humaine.

> Je suis le dernier né des familles divines...
> L'enfant tardif promis au monde déjà vieux
> ... Et je viens apporter à l'homme épouvanté
> Le mépris de la vie et de la volupté.

Maintenant on devine que les siècles imprégnés de christianisme seront pour le poète les siècles maudits. Les romantiques s'étaient épris du moyen âge ; ils en avaient aimé l'âme recueillie et mystique. Leconte de Lisle n'y aperçoit que l'ignorance des moines et la cruauté des persécuteurs. Contre l'Église et contre les prêtres il lui arrive d'égaler en grossièreté Victor Hugo lui-même.

Toutefois, et quoiqu'il fasse entre les religions des différences, on peut bien dire qu'à travers toute la poésie de Leconte de Lisle circule un même sentiment de haine contre toute religion. Cette haine, au surplus, lui a inspiré ses plus puissantes créations, celles qui font de son œuvre autre chose qu'un merveilleux répertoire d'images et de couleurs. Un type y apparaît dans une sorte de sauvage et tragique grandeur : celui de la victime des dieux destinée à devenir le vengeur des hommes. Ce type se retrouve sous des noms et des traits diffé-

rens. C'est *Hélène* symbolisant l'humanité assujettie à ce supplice atroce : se sentir en proie à des passions irrésistibles et dont elle est pourtant responsable. C'est *Niobé* assistant au massacre de ses enfans par les dieux ; mais déjà elle prophétise l'heure de sa revanche ; car elle est la raison humaine qui continuera de briller quand les feux se seront éteints sur l'autel des divinités délaissées. Et *Qaïn* peut avoir heurté d'Iaveh l'inévitable embûche, il peut avoir succombé au crime tendu comme un piège, il se dresse quand même devant Dieu, et cette fois en accusateur. Dans un âpre réquisitoire, il énumère les crimes de Dieu contre l'homme. Et il lance ce défi :

> Je resterai debout ! Et du soir à l'aurore
> Et de l'aube à la nuit jamais je ne tairai
> L'infatigable cri d'un cœur désespéré.

Ce cri retentit à travers toute l'œuvre de Leconte de Lisle et lui donne, avec son émotion, la palpitation de la vie. Mais comment se tromper à son accent et nier que ce ne soit par excellence l'accent personnel ? C'est le cri de sa propre détresse que pousse le poète : son âme a passé dans celle du grand Révolté. Quel besoin de remarquer après cela que cette attitude est la moins scientifique qu'on puisse imaginer ? Le savant observe, constate, décrit ; il ne s'irrite ni ne proteste. Leconte de Lisle ne s'est jamais targué d'être impassible : il a eu raison. Son œuvre est toute passion. Ses commentateurs ont coutume de distinguer entre les deux notions d'impersonnalité et d'impassibilité et de conclure qu'elles peuvent à merveille se concilier. Je crains pour ma part que l'une ne soit la limite de l'autre. Ou, si l'on préfère, il est deux formes de l'impassibilité. L'une consiste à s'oublier soi-même pour vivre de la vie d'autrui. L'autre prête à l'humanité nos propres sentimens et exprime sous le nom d'autrui nos rancunes et nos colères. Leconte de Lisle comme Flaubert n'a trop souvent connu que cette seconde sorte d'impersonnalité, où décidément il reste encore beaucoup de subjectivisme romantique.

René Doumic.

REVUE MUSICALE

La saison russe du Chatelet. — Théatre de l'Opéra-Comique : Reprise de *la Flûte Enchantée*. — Théatre de l'Opéra : Reprise d'*Henry VIII*. — Un chef d'orchestre italien.

Parmi les œuvres exécutées au cours de ce printemps franco-russe (le troisième déjà), nous avons vu seulement trois ballets : *Cléopâtre*, *les Sylphides*, *le Festin*, et l'opéra du très regretté Rimsky-Korsakoff, *Ivan le Terrible* (ou *la Pskovitaine*). Mais ce fut assez pour nous donner beaucoup de plaisir et peut-être quelques leçons.

Loin d'égaler, est-il besoin de le dire ? le grand coup frappé l'an dernier par *Boris Godounow*, *Ivan le Terrible* en apparaît plutôt comme la suite et le retentissement. Sans nous ébranler autant, il a de quoi nous émouvoir encore. Les deux ouvrages, qui ne se valent point, sont analogues et, par certains côtés, contigus. Un de nos confrères, le mieux informé peut-être des choses musicales de là-bas, M. Calvocoressi, nous apprenait dernièrement que l'une et l'autre partitions furent écrites non seulement en même temps, mais dans la même chambre, par les deux musiciens amis. Il semble bien qu'un seul esprit aussi les animait. « Moussorgsky témoigna du plus vif enthousiasme pour *la Pskovitaine*, où, dit-il, son cher Korsinska (diminutif familier du nom de Korsakoff) prouve qu'il a reconnu l'essence dramatique du drame musical. » Quant à Rimsky-Korsakoff, on sait quels soins pieux il devait prendre un jour du chef-d'œuvre, incompris du public, mais par lui-même défendu, de Moussorgsky.

La date même de leur apparition rapproche encore les deux drames. *La Pskovitaine* fut représentée pour la première fois le 1er janvier 1873, et le tour de *Boris* vint treize mois après. Il n'est pas jusqu'aux deux sujets qui ne se suivent et ne se ressemblent. Ivan le Terrible fut en

effet, sur le trône moscovite, le prédécesseur immédiat de Boris Godounow. Un trait aussi, et le principal, du caractère des deux héros leur est commun : la violence farouche, que l'amour paternel attendrit. Par les qualités enfin de la musique, par son intensité, sa concision et sa puissance, *la Pskovitaine* offre d'évidentes affinités avec *Boris*. La différence de l'un à l'autre ouvrage est de degré, non de nature, et l'on peut trouver, montrer dans le premier, l'annonce et l'esquisse d'un art dont le second est le chef-d'œuvre et la perfection.

Je l'admire et je l'aime, cet art, pour ses beautés d'abord, et puis, et non moins, pour la franchise, la rudesse, avec laquelle il contredit et, si vous voulez, il bouscule un certain nombre de conventions ou de préjugés, que, depuis Wagner, au nom même (dont on abuse) de Wagner, quelques-uns nous proposent et voudraient nous imposer comme des principes ou des lois. Point de salut hors de leur église, et leur église a pris ces trois articles ou ces trois dogmes : sujet légendaire, *leitmotiv* et « tout à l'orchestre, » pour la base ou le fond de sa doctrine et de sa pratique, de sa foi et de ses œuvres. Mais voici que le génie russe vient ébranler, ruiner cette triple base et, sur ses débris élever un drame lyrique libre et vivant.

Des figures telles que le Boris de Moussorgsky ou l'Ivan de Rimsky-Korsakoff rétablissent en quelque sorte la dignité musicale de l'histoire. Elles ne permettent plus de soutenir ce paradoxe, que le fait seul d'avoir réellement existé constitue, pour un personnage, une cause de déchéance esthétique, entraînant la perte ou seulement la diminution de sa grandeur et de son humanité. Mais bien plutôt elles nous rappellent, ces figures historiques, le rôle ou le devoir national que la musique, la musique de théâtre, peut remplir. Elles nous prouvent que l'opéra même, ou le drame lyrique, n'est point indigne d'évoquer les grands événemens et d'honorer les grands hommes de la patrie.

Pas plus que ses sujets ni ses personnages, l'opéra de Russie n'emprunte son style à l'étranger. *Ivan le Terrible*, comme *Boris*, est aussi pur de l'*aria* d'Italie que du *leitmotiv* allemand. Et cette dernière immunité surtout procure à l'auditeur une sensation délicieuse de soulagement et de repos. Enfin ! Il est donc redevenu possible, et permis, de tracer des caractères, de les creuser même, d'une main aussi sûre, aussi fine, mais plus libre, de nous faire connaître et reconnaître des personnages à des signes aussi vrais, aussi profonds, mais plus largement tracés. Ainsi la mosaïque ou la marqueterie sonore où s'amusent nos jeunes gens n'est pas le mode unique de

l'analyse et de la psychologie musicale. L'amour de l'infiniment petit, la passion, la maladie du détail n'a pas tué le sentiment ou la manière plus aisée, le goût des vastes généralisations et des grands partis pris. Déjà contre le monopole du *leitmotiv* quelques chefs-d'œuvre s'étaient élevés, qui protestent encore : *Samson et Dalila*, *Carmen* et le *Roi d'Ys* en France, *Otello* et *Falstaff* en Italie. On est heureux de voir ou d'entendre la Russie mêler sa voix puissante à ce concert libérateur.

Oui, sa voix, car elle chante et, dans le drame musical russe, la symphonie, ou l'orchestre, n'a pas la première place. Assurément il y coopère. Il n'a rien de commun avec la « grande guitare » dont se contenta longtemps, au dire de Wagner, le théâtre lyrique d'Italie. Mais cet auxiliaire intelligent, ingénieux, ne ressemble pas davantage à l'usurpateur allemand. Il accompagne, et quelquefois même, — comme dans la première scène d'*Ivan*, pendant les gracieux ébats des jeunes Pskovitaines, — il enveloppe, mais d'un voile transparent, aux plis légers, et qui n'étouffe pas. D'autres fois, dans les passages même les plus pathétiques (voir les deux tableaux de la place publique), il se contente, pour marquer les points saillans, de touches brèves et fortes, de deux notes au besoin, faisant l'une avec l'autre un intervalle expressif. Ailleurs, il laisse au chant toute indépendance. Purement vocal est le charme de telle ou telle mélodie : au premier acte, un appel amoureux du ténor ; au second, l'attaque, très en dehors, de l'hymne de guerre et de liberté ; au dernier, le début d'une phrase de soprano dans le duo de la jeune fille avec Ivan. Entre les divers élémens : l'orchestre, le chant, le verbe, il semble que le génie russe ait trouvé le secret des justes rapports et des partages harmonieux. Dans le style d'*Ivan le Terrible*, tout s'accorde, se fond, et rien ne prédomine. Avec sa valeur et sa vie propre, la parole y a pourtant sa vie de relation. Indépendante, mais non pas isolée, encore moins étrangère, elle tient, comme un vigoureux bas-relief, au fond d'harmonie et d'orchestre dont elle se distingue, sans en être séparée. Très déclamée, elle est aussi très vocale, très mélodique, et jamais elle ne renonce à chanter.

L'art russe est simple. Il épargne les moyens. Moins étendu peut-être que profond, il traite les parties intérieures du drame avec intériorité. Les scènes, capitales à cet égard, entre le tsar terrible et la douce enfant dans laquelle il a reconnu sa fille, sont émouvantes et belles d'une beauté qui se concentre et d'une émotion qui se contient.

D'autres au contraire, les scènes populaires ou publiques, sont admirables par l'effusion ou la projection au dehors. La foule, voilà le dernier élément, et non le moindre, de l'opéra de Russie. Les musi-

ciens de là-bas sont de grands conducteurs d'hommes. Que dis-je, ils excellent non seulement à les conduire, mais à les entraîner, à les soulever, à les précipiter les uns contre les autres. Un Moussorgsky, même un Rimsky-Korsakow, ressemblent à ces ouvriers dont parle l'Écriture, qui travaillent sur les nations.

Sur leur nation du moins, à laquelle ils ne manquent jamais de faire, en leurs œuvres, une place d'honneur. Dans *Ivan*, comme dans *Boris*, le peuple, encore plus que le tsar, est le personnage central et le véritable héros. Il occupe, il remplit à lui seul deux tableaux entiers et qui se suivent, mais qui se suivent sans longueur et sans monotonie, tellement la musique en est variée et vivante. Sur une place de la ville, puis sur une autre, les habitans de Pskow attendent l'entrée du redoutable maître et ses vengeances. Parmi les citoyens, divers partis se sont formés, les uns tenant pour la soumission, les autres pour la révolte. La nuit, sur une tribune de pierre, à la lueur des feux, les orateurs se succèdent. Entre eux et la foule qui les écoute, leur répond, circule un courant ininterrompu de vie et d'activité, d'énergie et de passion. Peu de développemens, des formules courtes et vives, des rencontres et des répliques ; partout une impression de raccourci, de synthèse puissante, et l'illusion de voir, d'entendre, sur je ne sais quel *forum* barbare, un peuple primitif, héroïque et religieux, débattre le sort de la patrie.

A ce premier tableau en succède un autre, en même temps analogue et contraire. Encore la ville, encore la foule, mais découragée et redevenue craintive, comptant tout bas, sans oser presque faire un mouvement, ni pousser un cri, les derniers momens de son attente épouvantée. Avec une vérité saisissante, la musique a rendu ce revirement, ou ce renversement de l'âme populaire. Tout à l'heure elle exprimait la force et la plénitude; maintenant c'est la défaillance, le vide; après le relief et le coloris, la pâleur et l'effacement; dans le courant sonore, ce sont de brusques arrêts et comme de grands trous de silence.

Sans parler de leur mérite, rien que l'existence de ces chœurs peut nous servir de leçon. Le chœur, voilà encore un élément que certain esprit nouveau prétend bannir du drame lyrique au nom de la vérité. Prétention absurde entre toutes et que la vérité même, autant que la beauté, condamne. Les anciens l'avaient bien compris, quand ils mêlaient, sur leur théâtre, la voix universelle à des voix isolées, quand ils donnaient pour dessous ou pour fond aux passions des individus le sentiment général et la conscience collective de la multitude. Encore mieux que la poésie et par sa nature même, la musique excelle à re-

présenter la foule. Qu'elle la divise, ou, tout au contraire, qu'elle la rassemble et la ramasse, elle sait en figurer, par des moyens dont seule elle dispose, tantôt le partage et tantôt l'unanimité. Oh ! que parfois la vieille théorie du « milieu, » de la race et du moment, nous paraît donc vaine ! Un pays qui fut celui du gouvernement personnel et du régime absolu vit naître et prospérer un art plus libre que tout autre, et le peuple de Russie, alors qu'il n'était rien dans l'ordre politique et réel, dans l'ordre de l'idéal et sur le théâtre occupait déjà le premier plan.

Quel soin, quelle ardeur et quel amour ces choristes, même ces figurans, ne mettent-ils point à représenter la multitude ! Comme ils jouent et comme ils chantent ! Quelles voix, et, quand il le faut, quel silence ! Quelles attitudes et quels mouvemens ! Quelle participation et quelle soumission à l'ensemble ! Quel admirable et double exemple, pour employer le jargon moderne, de l'individualisme et de la solidarité !

C'est une individualité gracieuse, et même fort touchante, que Mlle Lipkowska (la Pskovitaine). Rien de plus séduisant que son regard et son sourire, hormis sa voix. Avant de quitter Paris, l'artiste a donné quatre représentations à l'Opéra-Comique. Dans la *Traviata*, ce fut « merveille de *la* voir, merveille de l'ouïr, » tant elle y montra de passion et de jeunesse, d'intelligence et de *brio*, de vivacité et de mélancolie.

Quant à M. Chaliapine, les mots d'extraordinaire et de prodigieux sont parmi ceux dont on use volontiers pour célébrer son double talent de chanteur et de comédien. Ils ne conviennent qu'à demi, son art, aujourd'hui sans pareil, étant fait avant tout de naturel et de vérité. Nul autre n'est plus éloigné de l'emphase, de l'intempérance et de l'excès, ne consiste davantage dans l'équilibre et dans l'harmonie. Si belle, et souple, et docile, que soit la voix de M. Chaliapine, quoi qu'elle ait, selon qu'il le faut, de puissance et de douceur, de colère, ou de tendresse, ou de tristesse grandiose, elle n'est jamais qu'un élément, comme la déclamation, comme le visage, le geste ou le regard, de la vie intégrale que l'artiste sait donner à son personnage. Il y a, disait Grétry, chanter pour chanter et chanter pour parler. M. Chaliapine possède le secret de l'une et de l'autre manière. Mais observez que son chant, alors même qu'il se rapproche de la parole, ne s'y réduit ou ne s'y perd jamais et demeure toujours un chant. Ni le mot n'abandonne l'intonation, ni la syllabe la note. Et dans ce trait particulier je crois trouver le signe ou le symbole de ce talent,

supérieur et vraiment universel, qui s'appuie, se fonde sur la musique, pour s'élever encore plus haut, et s'y épanouir.

Nous n'avons pas fait à la danse de nos alliés moins de succès qu'à leur musique. Des trois ballets offerts à nos regards, *Cléopâtre* a paru le plus luxurieux, les *Sylphides* le plus classique, et le *Festin* le plus national. Eussé-je préféré le premier, je ne l'avouerais peut-être pas, mais en vérité j'ai mieux aimé les deux autres. La musique ici doit être mise hors de cause, ne consistant le plus souvent qu'en d'incohérentes et vulgaires rapsodies. Passe encore pour la partition de *Cléopâtre*, où sont cousus quelques lambeaux éclatans. Mais c'est aux sons des mazurkas et des valses de Chopin, orchestrées à la diable, que les Sylphides ont dansé, comme des anges. Dans un paysage romantique, au bord d'un lac et sous des arbres légers, à la Corot, vêtues de jupes toutes simples, toutes blanches, demi-longues, et faisant des plis gracieux, les cheveux séparés en bandeaux plats sur un front ceint d'une modeste guirlande, les aériennes créatures ont déployé les grâces, rétrospectives autant que décentes, d'une chorégraphie où semblaient se mêler aux séductions de l'art le plus rare, les plus chastes attraits de la vertu.

Plus populaire, et plus national encore une fois, était le dernier divertissement, *le Festin*. Là, comme dans *Cléopâtre*, un élément, chez nous peu considéré, de la danse, le danseur, a pris une valeur, une beauté même que nous ne lui connaissions pas. Assurément, pour être parfaite et le plus fidèle possible à la nature et à la vérité, l'harmonie des formes visibles a besoin du corps de l'homme, comme le concert des formes sonores a besoin de sa voix. A la danse autant qu'à la musique une basse est nécessaire. Les Grecs l'avaient compris et les Russes continuent de le croire. La basse de leur ballet est admirable de puissance et de fermeté. Lucien décrit en ces termes une danse collective ou chorale à laquelle jeunes gens et jeunes filles prenaient part : « Tous les danseurs se suivent à la file, de manière à former comme un collier ; un jeune homme mène la danse avec des attitudes martiales, du genre de celles qu'il devra prendre à la guerre ; une jeune fille suit avec grâce, donnant l'exemple à ses compagnes, de façon que le collier est tressé de modestie virginale et de force virile. » Tel épisode du *Festin* n'a pas été loin de rappeler cet antique tableau.

Deux raisons firent de la *Flûte Enchantée*, à l'Opéra-Comique, une chose fastidieuse, pour ne pas dire pénible : l'une est le rapport, — mal compris et mal réglé cette fois, — des élémens extra-musicaux avec

la musique; l'autre, plus grave, consiste dans l'interprétation générale, et particulière aussi, de la musique elle-même.

Depuis longtemps déjà, les merveilleux spectacles que nous prodiguait M. Albert Carré nous inspiraient une admiration où se mêlait un peu d'inquiétude. Il est vrai que le poète a dit, en latin :

Segnius irritant animos demissa per aurem
Quam quæ sunt oculis subjecta.

Traduction française : L'âme est moins touchée, elle l'est avec moins de force, par ce qui pénètre en notre oreille que par ce qu'on expose à nos yeux. Mais le poète a beau dire, la question qu'il croit avoir tranchée n'en subsiste pas moins, et même, entre la peinture et la musique, entre la musique de théâtre et la pure musique, c'est toute la question. Dans le conflit ou le partage de deux de nos sens, M. le directeur de l'Opéra-Comique pencha toujours, visiblement, pour la vue. Au fronton de son théâtre, — un théâtre de musique, — il aurait pu graver le souhait, ou le conseil, qu'adressent à l'étranger les enfans de Corfou : « Jouissez de vos yeux. » Pour la joie des nôtres M. Carré n'a jamais négligé rien, hormis quelquefois la musique. Hâtons-nous de rappeler, à sa décharge, que trop souvent la musique à lui proposée, imposée peut-être, était pour le moins négligeable. Alors, comme il ne pouvait rien faire d'elle, autour d'elle il faisait de son mieux. N'ayant pas d'âme, et de corps à peine, elle recevait de lui le vêtement et la parure. « Que la lumière soit, » disait-il, et la lumière était, à défaut du son. Alors aussi, devant l'apparence visible qu'il savait donner à ce néant sonore, nous nous sentions, en dépit et comme au sein de notre plaisir même, abusés et vaguement dupes. Nous finissions par douter si M. le directeur de l'Opéra-Comique était venu pour la gloire de la musique ou pour sa ruine et si, dans son œuvre enchanteresse et périlleuse, le maléfice peut-être ne l'emportait pas sur le bienfait.

C'est un problème que nulle musique au monde ne pouvait résoudre aussi bien que la musique de Mozart, aucune autre n'étant au même degré purement de la musique, presque rien que de la musique. Aujourd'hui, la preuve est faite. « Ceci, » — je veux dire la mise en scène, — n'a pas tué « cela, » parce que « cela » ne saurait mourir, étant la musique de Mozart. Mais cela peut souffrir, et la *Flûte Enchantée* a cruellement souffert.

Elle a pâti, premièrement, d'une mise en scène qui cause à la musique un double dommage : elle l'offusque souvent, et constam-

ment elle l'éparpille. La nouvelle version de la *Flûte Enchantée* ne comporte pas moins de quinze ou seize tableaux, répartis en quatre actes, séparés par trois grands entr'actes et je ne sais combien de petits. D'où la rupture de toute unité et de toute suite, une série de morceaux trop courts finissant par faire une œuvre trop longue ; rien que des hachures et des taches, un papillotage, une trépidation de cinématographe, et, pour l'esprit et les yeux de l'auditeur, une impression d'énervement, de lassitude et d'ennui. Trop de temples et de vestibules de temple, de terrasses et de palais. Trop de décors et, pendant que le décor change, trop d'arrêts et de silences; la sensation du vide et comme d'un trou, avec un peu de musique autour.

Voilà pour la représentation visible. L'autre, malheureusement, ne fut pas moins contraire au chef-d'œuvre. Il est vrai qu'elle est plus malaisée encore. Après avoir entendu la *Flûte Enchantée* à Londres, en 1851 ou 1852, Gounod avait raison d'écrire :

« Cette musique est façonnée par des mains si suaves et si pures, que tous ceux qui la touchent ont l'air de rustres grossiers. Je crois qu'il faut, pour la bien dire, un goût tout à fait supérieur et hors ligne. L'ouvrage n'étant pas une conception dramatique, on ne peut pas là se rejeter sur des effets de passion qui sont toujours plus ou moins à la portée de tout le monde. Ici l'auteur n'a employé que des ressources tellement réservées, tellement placides, d'un ordre tellement en dehors des passions et de la vie réelle, qu'il faut, pour s'y plaire, une très grande habitude et un très grand amour de l'idéal, bien plus que du réel. La seule chose qu'on puisse regretter en entendant la *Flûte Enchantée*, c'est que le lieu de l'exécution soit un théâtre, la loi du théâtre étant la passion, et par conséquent un développement d'accent et de proportions scéniques que les idées purement contemplatives ne peuvent ni amener ni permettre (1). »

J'ignore si les artistes de l'Opéra-Comique ont « un très grand amour de l'idéal. » Je doute seulement que le répertoire auquel ils sont accoutumés, les *Sanga* et les *Tosca*, les *Aphrodite*, les *Clown* et autres *Chemineau* leur en aient pu donner « une très grande habitude. » Vous savez ce que disait l'oracle à Socrate : « Ne fais plus que de la musique. » Les interprètes de Mozart n'ont pas autre chose à faire. Mais pour les chanteurs d'aujourd'hui, c'est la chose la plus difficile, une chose que la plupart d'entre eux ne soupçonnent pas. Le mot fameux de Buffon ne leur est point applicable. Le style, — à

(1) Lettres inédites.

l'Opéra-Comique du moins, — ce n'est pas l'homme, et la femme pas davantage. A ces messieurs comme à ces dames, le style est ce qui manque le plus, j'entends le style qui sied pour chanter Mozart. Il consiste premièrement dans le sens, ou seulement la notion de la forme sonore, de l'organisme délicat et fragile qu'est une phrase de Mozart, et de tous les élémens qui la composent : le rythme et la mesure, le mouvement, les valeurs, la ligne et chacune des notes, ou des points, dont elle est formée. Et puis, sous l'apparence exquise, je dirais presque sous le corps déjà divin de cette musique, il serait bon d'en saisir l'âme plus divine encore, de la comprendre et de l'aimer. Pas plus qu'Horatio dans le ciel et sur la terre, vous ne soupçonnez tout ce qu'il y a dans les chants confiés à vos lèvres, ne fût-ce que dans vos noms mystérieux, ô Tamino, Sarastro, et vous-même, ô Pamina, sans oublier la Reine de la Nuit. Pourtant, comme en des riens tout cela se découvre ! On parle toujours, et l'on n'en saurait trop parler, des cadences de Mozart, de la façon dont la phrase de Mozart finit ou se pose. Mais comme elle commence aussi ! Rappelez-vous le premier air de Tamino, l'*adagio* de la Reine de la Nuit, les deux airs de Sarastro : en une ou deux mesures à peine, dans la courbe des premières notes, quel infini de pensée et de sentiment se dévoile ! La mélodie de Mozart, le début seul de cette mélodie, fait mieux que représenter son objet : elle le dépasse et le déborde, elle l'étend et l'exalte ; autant qu'une forme en soi-même admirable, elle est le signe d'un ordre ou d'un monde encore plus vaste et plus profond. Simple, discrète, elle tient peu de place et fait peu de bruit. Elle n'en possède pas moins, au suprême degré, ce caractère ou cette vertu, que Taine regardait comme l'un des deux élémens essentiels de l'œuvre d'art : la généralité.

Dans la *Flûte Enchantée*, la situation peut être insignifiante, et médiocre le personnage, la musique, avec trois ou quatre notes, se charge de les transfigurer, de leur conférer une valeur inattendue, une éminente et parfois auguste dignité. Un jeune prince d'Orient, et de vague féerie, Tamino, reçoit de la main des trois « dames » le portrait d'une certaine, ou plutôt d'une incertaine Pamina, qu'il cherche sans la connaître et qu'il aime sans l'avoir vue. Rien n'est plus anodin, moins intéressant que cet épisode. Et rien n'égale la cantilène dont il est le prétexte, en noblesse, en profondeur, en pureté. Le poème de la douleur maternelle, la recherche inquiète et la plainte d'une Cérès ou d'une Niobé, la poésie ensuite et le scintillement d'un ciel criblé d'étoiles, voilà le premier air, tour à tour pathétique et pitto-

resque, de la Reine de la Nuit. Qui dira de quelle religion, sous les voûtes de ce temple, ces prêtres vêtus de blanc, ces hommes d'armes sont les ministres et les gardiens? Mais qui niera que leurs sublimes cantiques respirent l'essence même ou l'idéal du sentiment religieux!

Et le *duetto*, le fameux, l'immortel *duetto* de Papageno et de Pamina! Quoi de plus modeste, de plus humble même! Vous savez qui le chante : la captive d'un roi nègre (encore un fantoche de féerie) avec un preneur d'oiseaux. Un hasard quelconque les a réunis et les fait échanger, n'étant même pas amoureux, j'entends amoureux l'un de l'autre, des propos et des maximes d'amour. Maximes sans prétention et propos qui n'ont rien de rare. Mais quel sens mystérieux, infini, les notes, — et si peu de notes! — leur donnent! Sur des paroles familières et presque bourgeoises, quelle céleste musique! Ici paraît, après la généralité, le second caractère du grand art : la bienfaisance, que Taine estimait encore plus précieux. L'*éthos* ou l'idéal de Mozart n'est pas, auraient dit les Grecs, le dionysiaque, mais l'apollinien, celui qui ne trouble pas, mais qui discipline, apaise et purifie. Entre tant de duos d'amour, aucun ne ressemble au duo de Papageno et de Pamina. Celui même de *Don Juan : Là ci darem la mano*, paraît voluptueux, ou du moins sensuel à côté. « Nous nous réjouissons dans l'amour, par l'amour seul nous vivons; l'amour adoucit toute épreuve, à lui sacrifie toute créature. La fin de l'amour est haute; rien de plus noble qu'un homme et qu'une femme, rien n'approche davantage de la divinité. » Et la vertu de la musique en effet, oui, sa vertu, communique à cet éloge de l'amour quelque chose de divin.

J'en connais un autre, seulement littéraire, et très différent. « Il y a, » dit Perdican, après avoir médit des hommes et des femmes, « il y a au monde une chose sainte et sublime, c'est l'union de ces deux êtres si imparfaits et si affreux. On est souvent trompé en amour, souvent blessé et souvent malheureux; mais on aime, et quand on est sur le bord de sa tombe, on se retourne pour regarder en arrière et on se dit : J'ai souffert souvent, je me suis trompé quelquefois, mais j'ai aimé. C'est moi qui ai vécu, et non pas un être factice créé par mon orgueil et mon ennui. »

Oh! que le langage du musicien, avec moins d'éclat que celui du poète, a plus de sobriété, de naturel, et de surnaturel aussi! Comme il part d'un cœur plus innocent, ignorant le tourment et la fièvre! Au lieu de quelle âpreté, quelle douceur! Quelle intuition, quelle expression plus sereine d'un saint, d'un éternel amour! Nous l'avons dit naguère, et peut-être nous excusera-t-on de le redire, poètes ou peintres,

sculpteurs ou musiciens, les grands artistes ne sont que les interprètes des grandes vérités. Il y en a, parmi les plus grandes, que le génie de Mozart semble avoir reçu la mission de traduire. Une page comme le duo de la *Flûte Enchantée* mériterait pour épigraphe le texte de la Béatitude : « Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. »

Mais peut-être sont-ce là visions trop hautes, et qu'il ne faut pas demander aux gens plus qu'aux choses de théâtre de nous donner. Tout de même, nous en voulons au théâtre, à ce théâtre, d'avoir méconnu, calomnié Mozart, de nous l'avoir fait paraître long, et lourd, et, s'il faut tout dire, ennuyeux, de nous avoir induit à son égard en des doutes impies. Lui aussi, le maître divin à sa manière, s'il nous avait, après une telle réprésentation, demandé : « M'aimes-tu? » nous aurions peut-être hésité à lui répondre. Heureusement qu'il suffit de nous remettre en sa présence, en sa présence réelle, immédiate, pour retrouver aussitôt et son génie et notre amour.

Ceux-là connaissent mal M. Saint-Saëns, qui refusent le don de la sensibilité au musicien de *Samson et Dalila* et du *Déluge*, de la symphonie avec orgue et de cet *Henry VIII* même, dont l'Opéra, pour cause d'une indisposition d'artiste, n'a pu donner récemment qu'une reprise éphémère.

On n'a pas manqué de louer, à cette occasion, la « tenue, » la « belle tenue » de l'ouvrage. L'éloge ne suffit pas, impliquant surtout je ne sais quelle arrière-pensée et comme un reproche secret de froideur et de sécheresse. Assurément elle « se tient, » la musique d'*Henry VIII;* mais il arrive parfois qu'elle se détende, qu'elle s'abandonne, et si je l'admire lorsqu'elle m'impose, je l'aime davantage quand elle me touche et m'attendrit.

J'aime pour cette raison le rôle, et le rôle entier de la reine Catherine. Il suffirait à démontrer qu'il n'y a point, qu'il ne saurait y avoir de grand artiste impassible et que l'essence même du grand art, c'est la sympathie. En quelques notes, les premières (*O mon maître et seigneur, vous m'avez demandée*), le musicien pose le personnage. La touche est discrète, et de celles que ne relève pas le moindre effet d'orchestre. Noble et triste, la phrase indique à l'avance un ton, un style que rien ne démentira. De scène en scène, des traits nouveaux, toujours sobres, mais toujours efficaces, viendront s'y ajouter. A la lecture encore mieux qu'à l'audition, parce que la lecture est plus attentive et plus libre, c'est plaisir de voir en quelque sorte se modeler la figure sonore. Devant le synode, assemblé pour la

perdre, Catherine a comparu. « *Mon maître et mon seigneur, je me soumets à vous.* » Dans les mêmes termes que tout à l'heure, elle s'adresse encore au Roi. Sur le thème austère et déjà protestant de la marche, d'une marche bien anglaise, la voix, soumise en effet, mais grave et digne, essaie de ne pas trembler ni défaillir. C'est peu de chose, trois mesures à peine, mais à la fois déclamées et chantantes, mêlées de crainte et de furtive espérance, elles sont, par ce mélange même, quelque chose de délicieux.

Maintenant, les grandes lignes vont se développer. « *La parole est à Dame la reine,* » et d'abord cette parole de femme trouve à peine la force de s'élever au-dessus de l'orchestre inégal et haletant qui l'accompagne. Mais par degrés elle s'affermit. Le plaidoyer de Catherine pour elle-même, pour les droits de son amour et de son hyménée, se compose de deux strophes, ou de deux stances, qu'une libre introduction précède, que relie un intermède plus libre encore. Pas un instant la beauté, l'unité de l'ordonnance n'y entrave le naturel et la variété du discours. Un dessin continu des instrumens à cordes soutient, soulève la courbe à longue portée de la voix. Tendre et plaintive sans faiblesse, la cantilène passe, monte droite, à travers les harmonies et les modulations, jusqu'au sommet de la période, qu'elle couronne seulement à la fin, comme d'une flamme, d'un émouvant appel et d'une adjuration passionnée.

Voilà, dans ce portrait de femme, la grande lumière centrale. A la fin de l'opéra, comme au bord d'une toile, elle s'atténue et s'éteint. Si Catherine en personne est absente, à l'avant-dernier tableau, de l'entretien d'Henry VIII avec l'ambassadeur d'Espagne, son âme chante par la voix de celui dont elle a fait son interprète et son messager. Oh! le triste, et malgré tout le tendre message! Comme il sort aisément des quelques mesures de récitatif, d'un récitatif si pur et si juste, qui le précèdent. Comme la mélodie prend, et suit doucement son cours mélancolique et solitaire! Elle ressemble à l'épouse, dont elle n'apporte à l'époux indigne que le salut sans colère et les souhaits miséricordieux.

Le dernier trait de cette figure féminine et royale en est peut-être le plus délicat : je parle du monologue de Catherine avant le fameux et superbe quatuor qui termine l'opéra. Dans l'œuvre du maître, je ne vois pas une autre page de ce caractère et de cette qualité. Gounod tout à l'heure louait Mozart de n'avoir employé dans la *Flûte Enchantée* que des « ressources réservées et placides. » M. Saint-Saëns a fait de même ici. Par la restriction des moyens, il nous donne l'impression, qui

fait la scène si touchante, du délaissement et de la détresse. Il affaiblit, j'allais dire il amaigrit la musique à dessein. Tantôt il la brise par les changemens du rythme et l'inégalité de la mesure, tantôt il y creuse de longs silences, tantôt enfin, y faisant prédominer le mode mineur, il arrive presque à la pâlir. Quoi de plus frêle et de plus mourant, d'une mort résignée et souriante, que les adieux de la pauvre reine à ses femmes et le partage, entre leurs mains fidèles, des souvenirs de son affection et de son malheur ! Tout cela est plein de poésie, plein de tendresse et de pitié. Tout cela prouve que le compositeur d'*Henry VIII*, aujourd'hui le premier de nos musiciens par l'intelligence, le peut être également par le cœur.

L'un et l'autre élément forment l'insigne mérite et le talent parfait d'un chef d'orchestre que nous venons de voir, à Milan, pour la première fois. « Musicien dans l'âme, » dit une expression commune, et, comme dit une autre, « musicien jusqu'au bout des doigts, » M. Toscanini l'est de ces deux manières et, pour s'en convaincre, il suffit qu'on le regarde et qu'on l'écoute : oui, qu'on l'écoute aussi, car, autant que l'orchestre, que tout orchestre, c'est toujours en réalité le chef d'orchestre qu'on entend. Je souhaite à notre pays d'entendre celui-là. Les œuvres les plus diverses figuraient au programme du concert milanais : une symphonie de Haydn et la *Mer*, de M. Debussy ; un menuet de Cherubini et le *Till Eulenspiegel* de M. Richard Strauss, l'ouverture de *Sémiramide* et certaine *Rapsodie espagnole* de M. Ravel. Il n'est rien de tout cela que le *maestro* d'Italie, plus heureux que nous-même, ne comprenne et ne paraisse aimer. Ne parlons pas de sa mémoire : elle est sans limite et sans défaillance. Et de son interprétation nous dirons seulement qu'elle ajoute au sérieux classique une aisance, une vivacité méridionale ; qu'elle possède et communique le charme, l'émotion, et quelquefois l'ivresse même de la vie, de la jeunesse et de la joie.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

UNE MANON LESCAUT ANGLAISE : KITTY FISHER

Ladies fair and frail, Sketches of the demi-monde during the Eighteenth Century, par Horace Bleackley, un vol. in-8, illustré; Londres, librairie John Lane, 1909.

Il y a toujours quelque chose d'étrangement mélancolique, pour le flâneur un peu enclin à la rêverie, dans ces expositions de portraits de jeunes femmes dont la vogue, d'ailleurs très naturelle et très légitime, ne cesse pas de grandir, chez nous, d'année en année. La vue d'un groupe choisi des plus aimables figures d'autrefois, nous souriant avec la conscience du prestige souverain de leur jeunesse et de leur beauté, nous rappelle involontairement qu'un jour a dû venir où jeunesse et beauté ont subi le destin éternel des choses : un jour où les plus charmantes lèvres ont fini de sourire, et où des larmes ont coulé des yeux les plus gais, d'autant plus amères qu'aucune main amie, désormais, ne s'empressait plus à les essuyer. Pendant que nous admirons le talent des peintres et la grâce des modèles, il nous semble que le fond des tableaux s'anime, peu à peu, et que déjà nous y apercevons les deux grandes ombres de la Douleur et de la Mort, debout derrière une proie qui, en effet, ne saurait avoir tardé à leur être livrée. Mais plus vivement encore nous sommes saisis de cette impression d'inquiète tristesse lorsque les portraits qu'on nous montre appartiennent à l'école française de la seconde moitié du XVIIIe siècle, comme faisaient la plupart de ceux qui, jusqu'à ces jours derniers,

remplissaient l'une des salles de la brillante et mémorable exposition des Cent Portraits de Femmes. Ceux-là évoquent, en vérité, devant nous la lugubre vision de la séance de cour que nous a décrite le poète Henri Heine, et dont il a placé la scène précisément à quelques pas de la terrasse où siégeait la récente exposition franco-anglaise :

Voici, au Pavillon de Flore, la reine Marie-Antoinette ! Elle tient là, ce matin, son lever, avec l'étiquette la plus sévère.

Et voici des dames en grand apparat ! La plupart restent debout; d'autres sont assises sur des tabourets. A leurs robes de soie et de brocart d'or pendent bijoux et dentelles.

Leurs tailles sont minces, leurs jupes se gonflent, et, par-dessous, les fins petits pieds aux hauts talons ressortent d'une façon si piquante ! Ah ! si seulement elles avaient des têtes !

Mais aucune d'elles n'a de tête ! La Reine elle-même manque de tête, et c'est pourquoi Sa Majesté, ce matin, n'a pas appelé son friseur de cour !

Parmi les belles jeunes femmes qui nous accueillaient joyeusement, dans la salle française de la terrasse des Tuileries, combien il s'en trouvait qui auraient eu le droit d'assister à ce petit lever, depuis la Reine elle-même, rayonnante de fraîcheur et d'éclat juvénile dans le sonore portrait de François-Hubert Drouais, jusqu'à l'exquise Mme du Barry, représentée sous les aspects les plus divers aux quatre coins de l'exposition, et à qui son manque de tête aurait enfin rouvert, j'imagine, l'accès d'une cour longtemps restée fermée à la pauvre fille ! Combien d'autres, parmi ces modèles des David, des Danloux, et des Vigée-Lebrun, comme la noble et touchante Mme Lavoisier, se sont vu ravir brusquement des êtres dont la vie leur était plus chère que leur propre vie, tandis que le reste, — les plus privilégiées, — ont dû échanger bientôt leur somptueuse existence de reines de salon contre la longue série des fatigues, des privations, des angoisses et des misères d'un lamentable exil ! Si bien que, plus d'une fois, en sortant de cette salle des portraits français pour pénétrer dans la seconde partie de l'exposition, j'ai remercié de tout mon cœur les vieux peintres anglais de n'avoir du moins à m'offrir que des images d'une humanité plus banale, soumise simplement aux lois ordinaires de notre condition. Et cependant, là encore, sous l'apparence orgueilleuse et sereine de ces dames anglaises du temps de George III, qui sait si l'historien ne découvrirait pas la trace ou l'annonce de tragédies plus cruelles que toutes celles que nous rappelaient les souriantes figures de la salle voisine ? Déjà M. de la Sizeranne, dans un éloquent article qu'on n'a

pas oublié (1), nous a raconté les souffrances de quelques-unes de ces créatures dont le regard dédaigneux semblait révéler une âme à jamais affranchie de tout excès de passion. Il nous a fait voir les deux filles de Gainsborough guettées par la folie; il nous a dit quel torrent infini d'amertume a baigné, pendant un demi-siècle, le cœur de cette placide et somnolente reine Charlotte que l'on a eu l'idée singulière de vouloir comparer à la Monna Lisa. Et voici que la lecture de la biographie, nouvellement parue, d'une autre des héroïnes de cette salle anglaise est venue, à son tour, transformer pour moi en un fantôme tragique la création la plus charmante, peut-être, que nous ait laissée l'élégant et tranquille génie de Josué Reynolds!

Ce portrait de Reynolds, personne assurément ne peut manquer de l'avoir retenu, entre toutes les œuvres que les collectionneurs anglais ont bien voulu prêter à l'exposition. Une jeune femme était assise, indolemment, devant nous, semblant sourire à un rêve intérieur, tandis qu'à sa gauche une colombe se penchait vers elle, naïf emblème de la tendresse amoureuse dont faisait métier sa gentille maîtresse. Encore cette image, avec « l'harmonie grenade et vert-bouteille » très justement notée par M. de la Sizeranne, n'est-elle pas, à beaucoup près, la plus caractéristique de celles où le maître anglais, à six ou sept reprises, a reproduit les traits de Kitty Fisher. Un autre portrait, dans la galerie de lord Lansdowne, représente la jeune femme en profil, s'amusant des gambades craintives d'une perruche, perchée sur son bras. Ailleurs, nous voyons l'aimable modèle en Cléopâtre, les lourds cheveux châtain surmontés d'une couronne, et s'apprêtant à plonger une grosse perle dans un vase antique, qu'elle tient de l'autre main. Et toujours, sous la variété des poses comme des toilettes, toujours c'est le même délicat visage d'enfant innocente, avec une expression tout originale de malice à la fois piquante et pleine de bonté. L'ovale arrondi de la face, les rouges lèvres sensuelles gracieusement gonflées, le petit nez, tout juste assez relevé à sa pointe pour donner à l'ensemble une inoubliable apparence de vivacité spirituelle, le regard distrait et lointain de deux grands yeux bleus un peu voilés, mais d'une douceur sans pareille, tout cela se retrouve dans la nombreuse série de ces portraits, où nous sentons du reste que le vieux maître a mis son cœur tout entier, avec une exaltation poétique que, seule, une rivale moins illustre de Kitty Fisher, l'adorable Irlandaise Nelly O'Brien, a su provoquer chez lui à un égal degré. Et il y a,

(1) Dans la *Revue* du 1er juin 1909.

en outre, dans l'œuvre de Reynolds, un dernier portrait de Kitty, — le plus beau de tous, assurément, — qui nous révèle une créature bien différente du ravissant petit oiseau d'amour que nous montraient ces tableaux précédens, popularisés par les plus fameux des graveurs anglais. Cette fois, le jeune modèle est figuré de face, les bras appuyés sur un balcon où se voit aussi, à demi dépliée, une lettre, sans doute écrite à Kitty par l'un de ses amans; et sans doute la lettre n'aura pas apporté à la pauvre enfant ce qu'elle en attendait, car voici que, maintenant, ses grands yeux d'un bleu gris se sont ouverts tout au large et regardent devant eux, — fixés sur nous, mais certes ne s'apercevant pas de notre présence, — avec un air si nouveau de mélancolie que nous-mêmes ne nous occupons plus ni de l'élégance raffinée de la robe aux manches de dentelles, ni des perles précieuses du collier ou des diamans suspendus aux oreilles, tout entiers à notre désir de pouvoir consoler le profond chagrin qui, doucement, s'exhale de ces yeux rêveurs. Mais, aussi bien, ce portrait n'est-il pas si différent des autres qu'il ne nous aide à en comprendre la signification véritable; et c'est lui encore qui, mieux que tous les autres, illustre pour nous les documens recueillis par M. Horace Bleackley touchant l'aventureuse et rapide carrière de la plus célèbre, à coup sûr, des grandes courtisanes anglaises du XVIIIe siècle.

Kitty Fisher n'était, d'ailleurs, Anglaise que pour être née à Londres, où son père, l'Allemand Johann Fischer, était venu s'établir aux environs de 1735. Par la race comme par le caractère, cette reine des beautés anglaises était compatriote de la Marguerite de *Faust;* et un détail curieux nous prouve que son éducation même, infiniment plus soignée que celle de la plupart de ses pareilles, a dû se faire sous une direction allemande. Lorsque, vers la fin de mars de l'année 1759, un éditeur dénué de scrupules a mis en vente un pitoyable recueil d'anecdotes ordurières intitulé *Les Aventures juvéniles de miss Kitty F....r*, la jeune femme a cru devoir envoyer, au plus répandu des journaux de Londres, une protestation indignée, qui, du reste, n'a servi qu'à lui valoir de nouveaux ennuis. Mais le fait est que, dans cette lettre intempestive, Kitty avait eu soin d'écrire en majuscules les initiales de tous les noms communs, « Monde, » « Cœur, » « Honneur, » etc., suivant l'habitude allemande; et il va sans dire que cela encore n'a point manqué de divertir, à ses dépens, le public anglais.

En tout cas, nous pouvons être sûrs que la jeune femme n'a pris conseil de personne pour concevoir et rédiger cette lettre, qu'un

fâcheux abus de majuscules, comme aussi un ton d'emphase également toute germanique, n'empêchaient point d'être, en somme, assez bien tournée; et tous les témoignages contemporains sont d'accord, en effet, pour nous la montrer unissant une instruction générale plus que suffisante à cette verve merveilleuse qui, peut-être, a été la source principale de sa renommée. De ses premières années, nous savons seulement qu'elle a été élevée d'abord dans la maison familiale, en compagnie d'une sœur destinée à l'existence la plus régulière. A treize ans, vers l'année 1752, la petite fille, pendant un séjour d'été qu'elle faisait avec ses parens au village de Paddington, a rencontré, dans la même maison, un jeune graveur atteint de phtisie, qui, tout de suite, l'a vivement attirée et touchée; et une amitié très intime les a liés l'un à l'autre, jusqu'au jour où le jeune Henderson, vite parvenu au dernier degré de son mal, a eu du moins la consolation de pouvoir mourir dans les bras de sa chère Catherine.

A ce premier roman un autre a succédé, infiniment plus banal et plus prosaïque, mais dont les suites allaient durer presque pendant toute la courte vie de Kitty Fisher. Celle-ci avait environ quinze ans lorsque la mort de son père, en réduisant sa famille à la pauvreté, l'avait contrainte, elle-même, à entrer comme apprentie dans un atelier de modiste. C'est là que l'avait découverte un officier, Antoine-Georges Martin, à qui son agréable figure et l'élégance étudiée de ses façons avaient mérité le surnom flatteur de « Cupidon Militaire. » Fils naturel d'un négociant anglais et d'une vulgaire prostituée des rues de Lisbonne, Antoine Martin était, véritablement, l'un des plus beaux jeunes hommes de l'armée du roi George, avec une fraîcheur de teint que ni l'âge, ni la plus crapuleuse débauche ne devaient entamer. Kitty a raconté plus tard que longtemps elle avait résisté aux avances amoureuses de ce séduisant cavalier, infatigable à varier les complimens dont il entremêlait ses promesses : mais enfin complimens et promesses l'avaient décidée à s'enfuir de son atelier pour venir demeurer avec son amant. Ou plutôt, la jeune « midinette » sentimentale avait cédé à l'appel impérieux de son petit cœur. Les joues roses de l'enseigne et ses allures conquérantes l'avaient prise de force, triomphant de ses scrupules de pieuse luthérienne; et pendant dix ans, désormais, malgré les plus lâches trahisons de son Des Grieux, cette Manon allemande de Londres allait garder pour lui une même tendresse humblement dévouée, toujours prête à abandonner l'amant le plus généreux, dès qu'il plairait à Antoine Martin de la rappeler près de lui.

Tout porte à supposer, d'ailleurs, que c'est l'officier lui-même qui, plus ou moins expressément, a introduit sa jolie maîtresse dans ce monde de la galanterie où elle devait, bientôt, dépasser en renom toutes ses rivales; et lorsque, après une année environ d'heureuse vie commune, son service l'a forcé à quitter l'Angleterre pour aller combattre dans les Pays-Bas, Kitty s'est trouvée déjà toute préparée au rôle nouveau qu'elle allait remplir. Son nom, depuis lors, a figuré au premier rang des listes, imprimées ou manuscrites, qui offraient aux jeunes « roués » du temps l'énumération des plus notoires courtisanes de Londres, avec leur adresse et parfois une description détaillée de leurs charmes. En compagnie de l'un ou l'autre de ses nombreux protecteurs, on la voyait, l'après-midi, s'attabler à la terrasse de l'un des « thés » élégans du jardin de Marylebone, ou bien se promener sous les ombrages du Parc d'Islington, vêtue d'un gracieux « négligé » à la dernière mode, et coiffée d'un de ces légers et charmans « papillons » dont elle avait contribué plus que personne à répandre la vogue. Le soir, assise dans une loge de la fameuse Rotonde du Ranelagh, elle soupait joyeusement avec ses amis, pendant qu'un orchestre, formé en majeure partie de ses compatriotes allemands, lui faisait entendre son répertoire d'*ouvertures*, de menuets, et de contredanses.

Les chroniqueurs nous ont transmis les noms de ses principaux amans, ainsi qu'une foule d'anecdotes d'une authenticité parfois bien douteuse, mais qui, du moins, nous prouvent clairement l'importance attachée par le public anglais à ses moindres actions. L'une de ces anecdotes, dont l'écho se retrouve jusque dans les *Mémoires* de Casanova, veut que la jeune femme, un jour, pour montrer à l'un de ses soupirans le peu de prix qu'elle mettait au don d'un billet de cent livres sterling, ait placé le billet entre deux tranches de pain, et mangé l'étrange *sandwich*, ou tout au moins en ait goûté un morceau. Une autre fois, sur sa demande, tel autre de ses admirateurs aurait employé un billet semblable à allumer un bol de punch. Et certes, le mépris de l'argent doit avoir été, chez elle, l'un des traits de caractère les plus authentiques, puisque nous découvrons l'équivalent de ces deux histoires dans le portrait où Reynolds nous a représenté son exquise petite Cléopâtre de Covent-Garden s'apprêtant à dissoudre, dans un vase de vinaigre, un diamant à peine moins gros que le doigt qui le tient.

Mais ce qui ressort le plus vivement de tous les récits, et dont il nous est à peine possible, aujourd'hui, de concevoir l'idée, c'est la place extraordinaire qu'a tenue cette « fille de joie » dans la vie mon-

daine et sociale de son temps. Les plus grands personnages de l'État regardaient comme un honneur d'être présentés à Kitty Fisher, depuis le prince de Galles, qui d'ailleurs l'a si profondément offensée par sa parcimonie qu'elle a dû défendre, bientôt, à ses domestiques de le recevoir, jusqu'à l'austère vieux Pitt, dont elle a gardé, au contraire, un souvenir charmant. Les dames, il est vrai, affectaient de mépriser une créature qui, trop souvent, leur disputait l'amour de leurs maris : mais les plus fières ne dédaignaient point de s'informer de ses toilettes, allant même jusqu'à lui faire demander l'adresse de sa modiste, ou le patron d'un de ses « négligés. » Plusieurs chevaux de course portaient le nom de Kitty Fisher; et, à côté des succès remportés par ces chevaux, le journal le plus « respectable » ne manquait pas à rendre compte des déplacemens ou des relations intimes de leur belle marraine. Tantôt, par exemple, ses lecteurs apprenaient que « miss K. F. » était tombée de son cheval, dans une allée de Hyde Park, sans que, d'ailleurs, l'accident fît prévoir aucune suite grave; ou tantôt un poète anonyme racontait que le jeune Cupidon, longtemps privé de la compagnie de sa mère Vénus, venait enfin de la retrouver, au Jardin de Saint-James, sous le nom emprunté de Kitty Fisher.

Et toujours, parmi ces triomphes, l'aimable jeune femme conservait cette simple et profonde bonté de cœur qui, jadis, avait adouci les dernières souffrances du graveur phtisique de Paddington. Ses biographies, à ce point de vue, abondent en témoignages caractéristiques, soit qu'elles nous la représentent se constituant, une fois de plus, la gardienne dévouée d'un ami malade, et se résignant à passer pour la servante de celui-ci, afin d'être admise à lui donner ses soins, ou bien qu'elles nous racontent, par exemple, ses démarches assidues en faveur d'un de ses domestiques, injustement condamné à la pendaison. Et toujours, surtout, nous rencontrons des preuves saisissantes de cette longue fidélité de Kitty à son premier amour qui prête, vraiment, à l'histoire de sa vie de « fille perdue » un charme romanesque tout particulier. Sans cesse nous la voyons préoccupée du bien-être et des succès de son « Cupidon; » et à peine ce dernier revient-il en Angleterre, qu'aussitôt la voici retombant dans ses bras, trop heureuse de pouvoir renoncer pour lui à toute sa gloire mondaine, jusqu'au jour où un nouvel abandon de l'amant adoré la renvoie, de nouveau, à son infatigable cortège de jeunes « roués » et de « vieux marcheurs ! » Cette lettre qui la rend toute pensive et triste, dans le portrait de Reynolds, avec une touchante expression de rêverie désolée au fond de

ses grands yeux, nul autre que l'officier anglo-portugais ne peut l'avoir écrite.

Ainsi elle a vécu pendant une dizaine d'années, remplissant Londres du bruit de son luxe et de ses folies. Et grande a été la surprise générale lorsque, au mois de novembre 1766, la nouvelle s'est répandue que la fameuse Kitty Fisher venait d'abdiquer la souveraineté qu'elle exerçait sans rivale dans le monde galant, pour devenir la femme, parfaitement légitime, d'un jeune député, John Norris, fils de riches propriétaires du comté de Kent. La nouvelle, cependant, était bien authentique : le mariage de Kitty avait même été célébré deux fois, d'abord en secret, dans un village d'Écosse, et puis, plus régulièrement, à Londres, dans l'aristocratique église Saint-George, de Hanover Square. Après quoi, le jeune couple était allé demeurer auprès des parens du mari, dans le vénérable manoir familial de Hemsted Park, où l'on racontait que la belle Mme Norris commençait déjà à prendre au sérieux ses devoirs de fermière et de châtelaine.

Tous les témoins nous assurent que Kitty Fisher, qui, jusqu'alors, n'avait eu d'amour que pour l'officier Auguste Martin, est enfin parvenue à oublier cet indigne personnage, pour s'éprendre passionnément de son jeune mari. Le fait est que, avant d'épouser celui-ci, elle l'avait sauvé d'une vie de jeu, de débauche, et d'ivrognerie, à un moment où ses parens et tous ses amis désespéraient de sa guérison. De telle sorte que ces parens de John Norris, après s'être naturellement effrayés de la perspective d'une mésalliance aussi scandaleuse, se sont mis à aimer tendrement leur belle-fille, dès qu'ils ont constaté le véritable prodige accompli grâce à elle ; et l'affection de ces braves gens a encore grandi lorsque plusieurs mois de cohabitation au manoir de Hempsted Park leur ont permis de découvrir, sous l'ancienne héroïne des soupers du Ranelagh, la simple, naïve, et charmante créature que nous révèlent aujourd'hui les portraits de Reynolds. Auprès d'eux et de son cher mari, une existence merveilleuse s'est ouverte pour la pauvre enfant, infiniment mieux appropriée à ses instincts de Gretchen sentimentale que le bruyant tourbillon des plaisirs de Londres. Sans compter que, bientôt, « toute la population des environs s'était accordée à raffoler de sa nouvelle châtelaine, devenue la bienfaitrice de la paroisse. Toujours prête à écouter une plainte, toujours empressée à rendre un service, elle apparaissait à ces paysans un ange envoyé du ciel pour les rendre heureux. »

Elle-même, je le jurerais, apprenait là, pour la première fois, à con-

naître le bonheur. Car aucun document écrit ne vaut, pour nous renseigner sur ses sentimens, cette nombreuse et magnifique série de portraits où le vieux Reynolds semble avoir pris à tâche de pénétrer jusqu'au plus secret de sa petite âme ; et il n'y a pas un de ces portraits dont l'expression ne contienne en germe la pensive tristesse qui jaillit franchement du plus beau d'entre eux. Au contraire des Nelly O'Brien et des Kitty Kennedy, des autres « filles de joie » représentées par le maître anglais, jamais Kitty Fisher ne nous apparaît joyeuse de vivre, avec un léger rayon de lumière dans le sourire ingénu de ses yeux d'enfant. Évidemment, la vie où le hasard l'avait condamnée n'était point celle qu'appelait son innocence native, ni, non plus, celle qu'autorisait l'ardente et active piété dont tous les biographes nous ont transmis l'écho. Et nous comprenons sans peine l'étonnement de l'un de ses anciens amis qui, l'ayant rencontrée après son mariage, s'est refusé à croire qu'il eût devant soi la célèbre Kitty Fisher du *sandwich* doré !

Hélas ! ce bonheur enfin apparu allait disparaître dès l'instant suivant ! Depuis plusieurs années déjà, — depuis les mois qu'elle avait passés au chevet de l'ami dont elle se disait la garde-malade, — Kitty avait commencé à maigrir et à s'affaiblir. Le bon air des champs, au premier abord, lui avait rendu un peu de ses forces ; mais bientôt le mal qui la minait avait redoublé. Sur le conseil des médecins, John Norris, vers le milieu de mars 1767, avait résolu de la transporter à Bristol, dont le climat et les eaux passaient alors pour être des plus bienfaisans dans les maladies de langueur. La pauvre Kitty s'était mise en route, après de touchans adieux à ses beaux-parens ; et dès le second jour du voyage, dans une chambre de la vieille et illustre « taverne » des Trois Tonnes, à Bath, la chère jeune femme s'est éteinte doucement, entre les bras de son mari, de la même façon que, naguère, elle avait vu mourir dans ses bras le graveur Henderson. Elle avait alors vingt-neuf ans, et n'était mariée que depuis six mois. Les chroniqueurs nous racontent encore que son mari, affolé, aurait ordonné de la revêtir de sa plus belle robe, avec tous ses bijoux étalés sur elle : si bien que les dernières personnes qui ont vu Kitty Fisher l'auraient vue couchée dans son cercueil en plus splendide attirail que jamais elle ne s'était montrée aux « redoutes » de l'Opéra. Mais pour nous, aujourd'hui, grâce au génie de Reynolds et au zèle érudit de M. Bleackley, cette scène macabre n'est plus qu'un épisode sans aucune portée ; et c'est sous une tout autre forme qu'il nous plaît d'évoquer désormais, dans nos cœurs, l'exquise petite ombre éphémère de la Manon anglaise.

Cette pauvre enfant est d'ailleurs, à beaucoup près, la figure la plus séduisante entre la demi-douzaine de « fragiles beautés » dont M. Horace Bleackley nous raconte la vie, dans un livre dont je ne saurais mieux définir à la fois la valeur littéraire et le vif agrément qu'en le comparant aux délicates études biographiques de M. de Nolhac. Telles autres des héroïnes du livre, comme Gertrude Mahon ou Kitty Kennedy, n'ont même à nous offrir qu'un type assez banal de filles galantes, ou bien se trouvent unir à des qualités d'esprit d'un degré plus haut une dépravation, plus ou moins consciente, qui nous empêche de nous émouvoir de leur infortune, — comme la trop célèbre Mme Grace Dabrymple Eliot, qui nous a laissé un long tissu de mensonges sous le titre de *Journal de ma vie pendant la Révolution française*. Et pourtant, il est sûr que, si nous devions juger du caractère de toutes ces jeunes femmes d'après les tableaux qui nous les représentent, la galanterie anglaise aurait produit, au XVIIIe siècle, une fleur de beauté corporelle et morale bien plus parfaite encore que Kitty Fisher : car c'est aussi à la même profession qu'appartenait cette Nancy Parsons dont l'image, peinte par Thomas Gainsborough vers 1770, est certes l'une des apparitions féminines les plus pures et les plus touchantes qui soient sorties jamais de la main d'un peintre.

Celle-là ne nous montre plus seulement, comme le modèle favori de Reynolds, un mélange de douceur enfantine et de simple rêverie : sous des traits d'une grâce et d'une élégance presque surnaturelles, son visage princier semble porter la trace d'un monde infini d'émotion douloureuse ; et il n'y a pas jusqu'au geste abandonné de ses longues mains blanches qui n'achève de prêter à cette inoubliable figure une expression de mélancolie à jamais sans espoir. Mais, d'abord, nous savons que Gainsborough, à la différence de Reynolds, était un poète, toujours prêt à revêtir ses modèles des riches et charmantes illusions de sa fantaisie. M. de la Sizeranne ne nous a-t-il pas très heureusement expliqué, l'autre jour encore, par quel miracle de génie ce magicien du portrait est parvenu à transfigurer l'épais et prosaïque visage de la reine Charlotte ? Dans son œuvre, comme dans celle de ses frères en poésie, les Raphaël, les Rembrandt, ou les Watteau, toujours nous avons le droit de penser que l'artiste, en quelque sorte, « nous en a dit plus long » que n'en comportait la réalité ordinaire : si bien que la véritable Nancy Parsons peut fort bien mériter seulement notre admiration pour avoir eu de quoi lui fournir, avec sa figure véritable, l'occasion du rêve délicieux qu'il a conçu et traduit en essayant de la représenter. Et c'est, en effet, l'hypothèse que confirme pleinement le

chapitre où M. Bleackley, d'après des documens pour la plupart inédits, nous raconte la vie de cette dernière grande courtisane anglaise du XVIIIe siècle.

Fille d'un maître-tailleur de Londres, la véritable Nancy Parsons paraît avoir été une créature merveilleusement intelligente et sagace, le type accompli de la « pécheresse » qui s'est juré de devenir une grande dame. Entretenue tour à tour par le duc de Grafton, premier ministre du roi George, et par le jeune duc de Dorset, elle avait dépassé déjà la quarantaine lorsque, durant l'été de 1776, elle épousa un garçon d'à peine vingt-cinq ans, le vicomte Maynard, que ce mariage imprévu contraignit aussi à s'expatrier. Installée maintenant à Naples, l'ancien modèle de Gainsborough y eut d'abord à subir toute espèce d'humiliations, qui certainement auraient abattu un courage moins solidement trempé : mais elle s'était promis d'être enfin reçue à la cour, et le fait est qu'à cela encore elle est enfin parvenue. Grâce à une certaine poudre envoyée par elle au prince royal, et qui l'a guéri de la fièvre quarte, lady Maynard a vu s'ouvrir devant elle les portes du palais, et bientôt la sœur aînée de Marie-Antoinette n'a plus eu d'amie plus tendrement caressée. L'abandon même de son jeune mari, plus tard, n'a fait que la rendre plus libre de jouir en paix d'une fortune lentement recueillie. C'est en France, aux environs de Paris, qu'elle a vécu ses dernières années, partagées entre les pratiques de la piété la plus « respectable » et des relations mondaines avec les châtelains de son voisinage. A sa mort, en 1814, — s'il faut en croire un récit du temps, — l'évêque du diocèse a permis que, dans l'église du village où se trouvait son château, un pasteur protestant célébrât ses obsèques, en présence de tout le clergé catholique de la région. Lady Maynard avait alors plus de quatre-vingts ans ; et, telle est, en deux mots, la longue carrière de l'adorable créature aux grands yeux de rêve que le génie d'un des plus hauts poètes entre tous les peintres a revêtue, pour nous, d'un attrait immortel. Mais combien plus aimable et touchante nous apparaît, après tout cela, l'image légère de la petite amie du vieux Reynolds, accoudée à son balcon dans sa splendide robe aux manches de dentelles, et nous montrant naïvement la lettre qui, sans doute, est venue attrister tout à coup son doux regard d'enfant !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

De mémoire budgétaire, aucun projet de budget n'avait été plus mal accueilli par l'opinion et par le Parlement que ne vient de l'être celui de M. Caillaux pour l'exercice 1910. Les Commissions élues par les deux Chambres y sont franchement hostiles. Jamais on n'avait vu une pareille unanimité : ni au Palais-Bourbon, ni au Luxembourg, le projet n'a trouvé un partisan avoué. Les critiques ont été, dès le premier moment, si nombreuses et si vives qu'à moins d'une de ces sautes de vent qui se produisent quelquefois dans les assemblées et déjouent toutes les prévisions, on peut considérer le budget de M. Caillaux comme définitivement condamné. Mais que mettra-t-on à la place? Tous les impôts sont mauvais; tous soulèvent des tempêtes la première fois qu'on en entend parler; tous portent atteinte à des intérêts respectables. Il faut cependant que le budget soit en équilibre. On parle d'économies à faire; ce sont là des mots qui ne trompent personne; le total des économies possibles est peu de chose dans l'énorme chiffre de nos dépenses. Le seul moyen d'échapper à l'aggravation des charges serait de ne pas augmenter ces dépenses, et il faudrait pour cela une bonne politique. Or nous avons une détestable politique qui, entre autres inconvéniens, a celui de coûter très cher. Bien loin de se préparer à diminuer les dépenses, on ne parle que de projets nouveaux qui doivent les accroître. Comment n'en être pas inquiet?

Dans l'exposé des motifs de son budget, M. le ministre des Finances voyant monter le déluge des dépenses, en montre une préoccupation bien naturelle, et il écrit : « Nous ne saurions adresser un trop pressant appel à l'esprit de mesure et de résistance des assemblées. » L'ironie semblera un peu lourde si on songe que, plus que personne, le gouvernement a poussé à l'exagération des dépenses, et que c'est par conséquent contre lui que devrait s'exercer l'esprit de résistance des assemblées. Le budget est en déficit d'une somme qui, après une

série de manipulations opérées par des prestidigitateurs habiles, se trouve réduite sur le papier à 105 millions. Ce n'est là qu'un trompe-l'œil; le déficit réel reste beaucoup plus élevé; mais acceptons le chiffre de 105 millions. M. Caillaux propose d'y faire face, moitié par des impôts, moitié par l'emprunt. Nous laissons de côté les expédiens au moyen desquels il se procure quelques ressources complémentaires : en somme, son budget se boucle par 50 millions d'obligations à court terme et par 48 millions d'impôts nouveaux. Qu'aurait-il fallu pour échapper à la nécessité de voter ces impôts? Que le gouvernement n'obligeât pas les Chambres à racheter le réseau de l'Ouest et à voter la loi sur les retraites des cheminots. La première de ces lois coûtera 25 millions par an et la seconde 27 : soit un total supérieur à la somme demandée à l'impôt pour l'exercice prochain. C'est donc contre le gouvernement lui-même que les Chambres devraient se tenir en garde : mais il y a des mots qui les grisent, d'autres qui les paralysent et, quand on les prononce devant elles, ou elles s'égarent, ou elles s'inclinent. Il est un peu tard pour essayer de se reprendre l'année suivante, lorsque M. le ministre des Finances apporte la carte à payer.

Nous avons dit que, pour la payer, M. le ministre des Finances avait recours à l'emprunt et à l'impôt. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'un emprunt avoué; M. Caillaux recule devant cette nécessité à laquelle il faudra bien cependant se soumettre un jour; en attendant, il procède, comme ses devanciers d'ailleurs, par ces emprunts sournois qu'on appelle émission de bons du Trésor, ou d'obligations à court terme. Il y en a eu pour près de 200 millions dans ces trois dernières années, et M. le ministre des Finances propose d'en émettre pour une cinquantaine l'année prochaine. Le total augmente donc continuellement, et ces procédés de trésorerie, qui sont légitimes lorsqu'ils ne dépassent pas certaines limites, deviennent en s'accumulant des emprunts à gros chiffres. Tout le monde, cependant, ne s'en effraie pas. On a même proposé de ne rien demander à des impôts nouveaux en 1910, et de recourir à l'emprunt seul. Ce n'est pas l'avis de M. le ministre des Finances; il repousse cette suggestion tentatrice. « Nous n'hésitons pas à dire, écrit-il dans l'exposé des motifs de son budget, que c'est un expédient singulièrement dangereux et de nature à compromettre l'avenir tout autant que le présent, sinon plus encore. » Et il le prouve doctement, lumineusement. Mais ses projets d'impôts sont si mauvais, et ils soulèvent une réprobation si générale, que nous craignons fort de le voir obligé de transiger sur ce point, sinon même de céder, car

tout arrive. Tous les impôts sont odieux, et les Chambres ont un courage qui diminue presque mécaniquement en raison inverse de la distance qui les sépare des élections : plus la distance est faible, plus la diminution de courage est grande. On peut juger par là de la quantité de courage qui reste en ce moment disponible. Aussi les impôts nouveaux de M. Caillaux paraissent-ils bien malades. On les a attaqués avec un merveilleux ensemble dans les bureaux de la Chambre. Dans ceux du Sénat l'attaque a été moins vive, pour une raison que plusieurs orateurs ont énoncée avec un scepticisme plein de prévoyance. — A quoi bon, ont-ils dit, nous mettre en frais d'éloquence contre des impôts que la Chambre ne votera certainement pas et qui, par conséquent, s'arrêteront en route avant d'arriver jusqu'à nous? Ce serait nous battre contre des fantômes. Les impôts de M. le ministre des Finances sont mort-nés, et ce n'est même pas nous qui aurons à nous occuper de les enterrer.

Les taxes nouvelles, que M. Caillaux aime mieux appeler des « rectifications de taxes, » sont au nombre de sept ou de huit. La première porte sur les chiens : elle sera progressive, très fortement même, puisqu'elle variera de 1 fr. 50 par chien de garde isolé à 28 francs par chien de luxe en plus de 50 possédés par la même personne. Ceux qui aiment la progression seront contens : de plus en plus, on en met partout. Il sera difficile dans la pratique de fixer une ligne de démarcation exacte entre le chien de garde et l'autre ; mais cette difficulté n'est sans doute pas au-dessus du génie fiscal de notre administration. Ce qui est plus grave, c'est que, comme on l'a dit spirituellement, la matière imposable, c'est-à-dire le chien, fuira. Il fuira dans l'autre monde, le malheureux ! M. Caillaux aura sur la conscience d'avoir provoqué un abominable massacre de ces innocens. Leurs propriétaires aimeront souvent mieux s'en débarrasser que de payer pour eux une taxe qui viendrait s'ajouter à leur feuille de contribution, déjà surchargée. M. Caillaux compte que son impôt sur les chiens lui rapportera 10 200 000 francs. Il faudra très probablement en rabattre. Mais si le bénéfice que le budget de l'État tirera de l'impôt est hypothétique, au moins dans son chiffre, la perte pour les budgets communaux est certaine. Les chiens paient, en effet, en ce moment une taxe municipale, ce qui n'est pas une ressource à dédaigner pour les budgets de nos communes qui sont quelquefois aussi difficiles à établir que celui de l'État. M. Caillaux ne s'est évidemment préoccupé que de ce dernier. Les communes se plaindront qu'il n'ait pas songé à elles. Quant aux propriétaires de chiens, — et ils sont légion ! et ils sont le

plus souvent électeurs! — ils s'en plaindront encore davantage.

Il serait trop long de parler de tous les impôts de M. Caillaux. Quelques-uns, comme les impôts sur la vanilline, ou sur les affiches, n'ont qu'un intérêt secondaire. Mais la taxe qui viendra « rectifier, » c'est-à-dire augmenter celle dont sont déjà frappées les essences pour automobiles, portera atteinte à une industrie qui s'est déjà prodigieusement développée chez nous, qui est destinée à se développer encore, et dont le gouvernement devrait encourager l'essor au lieu de le contrarier.

Que dire de la « rectification » du timbre des quittances? Tout le monde sait que ce timbre est de 10 centimes et qu'il doit être apposé sur toute facture supérieure à 10 francs. C'est là un des impôts qui ont été inventés après la guerre, pour faire face aux charges qu'elle nous avait léguées. Il avait été formellement entendu qu'il serait provisoire, mais il est passé dans les mœurs et il a subsisté parce que personne ne s'en est plaint. Il faut dire, à la vérité, qu'il n'est pas très exactement acquitté, un très grand nombre de paiemens se faisant de la main à la main, sans intervention d'une facture. M. Caillaux s'est demandé pourquoi ne pas imposer l'obligation du timbre aux quittances inférieures à 10 francs. N'y aurait-il pas là une ressource nouvelle? Elle ne lui a pas paru négligeable et il a décidé que les quittances d'une somme de 2 à 10 francs porteraient un timbre de 5 centimes. Un droit de 5 centimes sur un achat de 2 francs représente 2 et demi pour 100 de la valeur, ce qui est proportionnellement beaucoup et augmentera inévitablement les prix de vente. Mais ne voit-on pas quel dérangement on imposera au vendeur et à l'acheteur pour un bénéfice qui restera médiocre? Le timbre sur les petites quittances ne passera sans doute pas aussi facilement dans nos mœurs que l'a fait le timbre sur les quittances plus élevées. Ne pas pouvoir acheter une paire de gants de 2 fr. 50, un livre de 3 francs, une cravate de 4, ne pas pouvoir déjeuner ou dîner au bouillon Duval sans payer 5 centimes en surcroît de sa dépense, sera une obligation que sa répétition rendra insupportable. Il est vrai que la plupart du temps il sera facile d'y échapper, et c'est ce que feront sans doute beaucoup d'honnêtes gens qu'on habituera ainsi à frauder le Trésor, sans songer à mal. Il y a deux sortes d'impôts auxquels on est particulièrement enclin à se dérober : ceux qui sont iniques et ceux qui sont vexatoires. L'impôt du timbre n'est pas inique, mais il est vexatoire, et à ce titre, il réserve certainement des déceptions à M. Caillaux.

Qu'on ne croie d'ailleurs pas que l'impôt inique manque à sa col-

lection : il y figure, au contraire, en bonne place. « Nous demandons à la Chambre, dit-il, de préparer l'institution d'un grand impôt progressif sur le capital, en créant dans le budget de 1910 une taxe à taux réduit, une sorte de taxe de statistique sur les capitaux dont les déclarations de succession révèlent le montant. » Cette innovation est de beaucoup la plus grave du budget. Il faudrait, pour l'étudier avec les développemens qu'elle mérite, plus de place que nous n'en avons dans une chronique; mais l'étude en sera faite dans la *Revue* avant la discussion du projet devant la Chambre. Ce projet, après avoir établi un impôt sur le revenu, en établit un autre sur le capital, et le moment où le capital peut être le plus facilement découvert et taxé a paru être à M. le ministre des Finances celui où, changeant de main après le décès du propriétaire, il prend le nom d'héritage. L'héritage, dans sa partie mobilière, peut être en France ou à l'étranger. M. Caillaux se préoccupe des valeurs au porteur placées à l'étranger, et il le fait avec raison, car l'annonce de ses projets a déjà fait passer la frontière à une partie appréciable de la fortune du pays, et ses projets nouveaux accéléreront ce mouvement au lieu de l'arrêter. Le capital chez nous ne sait pas toujours se défendre, mais il est très habile à se cacher. M. Caillaux a, dit-il, négocié avec une grande puissance un accord qui lui donne des garanties dont il a déjà éprouvé la portée. Il semble pourtant ne compter qu'à demi sur son efficacité, puisqu'il emploie d'autres moyens encore pour arriver à connaître la partie du capital placée au dehors, et on peut dire que ces moyens sont ceux du désespoir. Il en est, en effet, de déshonorans, comme de solliciter la délation du parent qui vient au degré successible après l'héritier légitime, et de l'envoyer en possession de la succession, si l'héritier n'a pas fait dans un certain délai un aveu complet. Le requérant, dit la loi de finance, ou, pour parler plus exactement, le délateur « sera censé avoir succédé seul et immédiatement au défunt pour tous les biens et valeurs spécifiés dans l'exploit de mise en demeure. » Déjà, dans son dernier projet de budget, M. Caillaux avait fait appel à la délation pour se procurer certains renseignemens ; mais les Chambres avaient repoussé un procédé qui révoltait la conscience française, et il en sera sans doute de même aujourd'hui. Enfin le projet de budget porte atteinte à un des principes de notre droit civil. Un vieil adage de chez nous dit que « le mort saisit le vif. » Il a été consacré par l'article 724 du Code civil, et on peut dire que, ni dans notre droit ancien, ni dans notre droit nouveau, aucune institution n'est plus solidement établie que la « saisine. » M. Caillaux se propose de la supprimer. L'envoi en posses-

sion de l'héritage à l'héritier serait fait désormais après un inventaire obligatoire pour toutes les successions. L'État serait une sorte de surpropriétaire dont l'adhésion et l'homologation deviendraient nécessaires pour consacrer le nouveau propriétaire en sous-ordre. On voit les conséquences : les collectivistes en frémissent de joie.

Le projet d'impôt successoral de M. Caillaux est plus menaçant encore pour l'avenir que pour le présent. Cette vérité est si évidente qu'elle n'a pas besoin d'être prouvée, ni peut-être même énoncée; mais M. Caillaux répand sur elle tant de clartés que nous ne résistons pas à la tentation de le citer. Après avoir estimé à 100 ou à 150 millions le produit de l'impôt rectifié : « Le gouvernement, dit-il, a déclaré tout récemment encore que c'était par ce moyen qu'il entendait pourvoir à l'organisation des retraites ouvrières et paysannes. Mais avant de mettre en œuvre un grand impôt sur le capital, il nous paraît expédient, aussi bien pour parer à des mécomptes que pour mesurer la puissance de l'instrument que nous voulons forger et pour en éprouver la trempe (Ah ! qu'en termes galans ces choses-là sont mises !) d'instituer un léger impôt qui fournirait aux prochains budgets un appoint de 20 millions seulement. Il suffira ensuite d'en rehausser le tarif dans la mesure et dans les limites nécessaires pour obtenir le rendement utile. » Sachons gré à M. Caillaux de sa franchise : elle ne saurait être plus explicite. Nous sommes avertis que son impôt successoral n'est encore qu'un projet en herbe. Il ne rapportera, pour commencer, que 20 millions, ce qui est déjà bien pour un impôt de statistique; plus tard, il grandira autant qu'on voudra.

M. Caillaux, dans sa modestie, déclare qu'il n'a pas inventé son impôt et qu'il l'a tout simplement emprunté à l'Angleterre. C'est sa manie, comme on sait, de déformer les institutions françaises, qui ont fait leurs preuves, et qui fonctionnent parfaitement, au moyen de greffes étrangères qu'il emprunte tantôt à l'Angleterre, tantôt à l'Allemagne, tantôt aux deux, comme il l'a fait pour l'impôt sur le revenu. Il est à croire que, dans le cas présent, il surveillait ce qui allait se passer en Allemagne, à propos des successions, dans l'espoir d'en tirer encore quelque bienfait pour nous; mais la mésaventure de M. de Bülow qui, moins heureux que lui, a perdu la chancellerie impériale pour avoir voulu innover en matière d'héritage, l'a obligé à se tourner seulement du côté de l'Angleterre. Il a vu là M. Lloyd Georges, son émule, brassant d'un bras vigoureux la matière successorale. L'impôt sur les successions se compose, en Angleterre, de plusieurs taxes dont le rendement total est de 481 millions. M. Lloyd

Georges dans son projet de budget, que M. Caillaux qualifie de « très remarquable et très audacieux, » — et le second adjectif est encore plus vrai que le premier, — introduit des réformes destinées à porter ce rendement à 670 millions. Qu'est-ce, à côté de cela, que notre impôt successoral qui rapporte « à peine, » dit M. Caillaux, 250 millions par an? M. le ministre des Finances veut bien reconnaître que l'annuité successorale chez nos voisins est supérieure à la nôtre; elle est de 6 971 000 000, tandis que la nôtre ne dépasse pas 5 300 000 000, et cela fait une différence. Néanmoins, si on en vient au pourcentage, on constate que les Anglais prélèvent actuellement au profit de l'État 6,7 pour 100 du montant total des héritages, et qu'ils percevront peut-être demain 9,3 pour 100, tandis que la proportion correspondante est seulement chez nous de 4,57. M. Caillaux a tout l'air d'en être humilié. Mais il y a un élément dont il ne tient pas compte, et qui a cependant son importance : en Angleterre, l'enregistrement n'existe pas, tandis qu'il prélève en France des sommes considérables sur le capital privé au profit de l'État. L'enregistrement est un impôt sur le capital, au même titre que l'impôt successoral. Quand on oppose les unes aux autres les charges qui, des deux côtés de la Manche, portent sur la même matière, il faut les prendre de part et d'autre dans leur ensemble. Si M. le ministre des Finances veut bien totaliser les charges qui pèsent en France sur le capital et les comparer à celles qui pèsent sur lui en Angleterre, il verra ce qui reste de ses calculs de proportion.

A quoi bon en dire davantage? Ce qui précède suffit pour expliquer l'émotion qu'a fait naître le projet de budget de M. Caillaux : elle ne paraît pas près de s'apaiser. Des critiques précises ont éte faites, des paroles éloquentes ont été prononcées dans les bureaux des deux assemblées. Au Sénat, par exemple, M. Ribot et M. Rouvier, anciens présidens du Conseil et ministres des Finances l'un et l'autre, ont montré avec force les vices rédhibitoires du projet de budget ; mais c'est le discours de M. Poincaré qui a fait le plus d'effet, parce qu'il a été appuyé par un acte. Depuis plusieurs années, M. Poincaré était rapporteur général du budget, et il s'était acquitté de sa lourde tâche avec une compétence technique et un éclat de talent qui étaient pour le Sénat un honneur et une sécurité. On s'attendait à ce que, mieux préparé que personne à rapporter le nouveau budget, il consentirait à le faire; mais il s'y est refusé et, malgré l'insistance de ses collègues, rien n'a pu le faire revenir sur sa détermination. On n'en sera pas surpris, si on songe que plusieurs fois dans ces derniers

temps, et plus particulièrement dans une circonstance toute récente, M. Poincaré s'est trouvé obligé de rapporter devant le Sénat des projets ou des avis qui n'étaient pas conformes à son sentiment personnel. Il le disait sans doute, et il dégageait ainsi sa responsabilité propre ; mais il y avait là pour lui une situation un peu fausse, et sa liberté s'en trouvait diminuée. Il est donc tout naturel qu'il ait voulu reprendre sa pleine indépendance. Mais le fait a été très remarqué, et l'impression en a été d'autant plus vive que les discours prononcés par M. Poincaré dans son bureau ont été la critique la plus complète du projet de budget. Ces critiques, M. Poincaré avait mieux que personne le droit de les faire. Ministre des Finances avant M. Caillaux, il a eu, en effet, le courage de dire alors la vérité. On se rappelle qu'il a, dès ce moment, chiffré les dépenses réelles à 4 milliards et qu'il a proposé les moyens d'y faire face. Sa sincérité a inquiété, son courage a effrayé. M. Caillaux s'est fait fort de rétablir en douceur une situation normale, pourvu qu'on lui permît d'user pendant quelque temps encore de certaines habiletés. Aujourd'hui, l'échéance est arrivée, et on peut voir ce qu'ont valu ces habiletés. M. Caillaux avoue, dans son exposé des motifs, que la situation financière est « difficile. » Elle l'est effectivement devenue parce qu'on n'a pas voulu, en temps opportun, voir les choses et surtout les montrer au pays comme elles étaient. Pensez donc, on était alors comme aujourd'hui à la veille des élections ! On a donc renfoncé la vérité dans son puits. Elle en sort maintenant sous la forme de propositions d'impôts mal choisis sans aucun doute, et dont quelques-uns sont inadmissibles, mais qui n'en sont pas moins inévitables : il faut, ou les remplacer par d'autres, ou emprunter. Le moment est passé de ruser avec une situation aussi claire, et ce n'est pas assez de dire qu'elle est « difficile, » car elle est périlleuse, et les projets qu'on nous annonce ne peuvent que l'aggraver.

Parmi ces projets, celui des retraites ouvrières tient la tête : le Sénat aura à s'en occuper à la rentrée. En attendant, il s'occupe des retraites des cheminots. Pourquoi, à la veille d'étudier et de régler dans son ensemble la question générale des retraites ouvrières, en a-t-on distrait, pour la régler à part, la question de la retraite d'une catégorie spéciale d'ouvriers ? C'est à coup sûr le triomphe de l'illogisme, et il y aurait lieu de s'en étonner, si on ne savait pas que les cheminots sont solidement organisés, qu'ils ont un syndicat énergique et des exigences proportionnées à tant d'avantages, enfin qu'ils sont forts et qu'ils inquiètent. Voilà pourquoi il a fallu les servir les pre-

miers et mieux que les autres; mais on peut être sûr qu'un jour prochain les autres demanderont à être traités aussi bien qu'eux, et que les bons argumens ne leur manqueront pas pour l'exiger à leur tour. Ce qu'on fait pour les cheminots est monstrueux. Nous n'appliquons pas ce mot aux retraites anticipées qu'on leur accorde; quelques-unes de ces anticipations, non pas toutes, peuvent se justifier; mais nous l'appliquons au procédé lui-même par lequel l'État intervient dans un contrat pour en modifier les termes, en faisant une loi contre la légalité. Si l'État avait voulu seulement l'unification des retraites dans les compagnies de chemin de fer, il aurait pu user de son autorité sur elles pour l'obtenir peu à peu de leur déférence à son égard et de leur bonne volonté envers les ouvriers. Mais il aurait fallu y mettre du temps et des formes : on était pressé, on aimait mieux n'avoir pas à se gêner. En conséquence, on a introduit devant la Chambre un projet de loi par lequel l'État, — gouvernement et parlement réunis, — légiférait pour modifier unilatéralement un contrat où il avait été partie et dont il s'instituait souverainement maître. Quel précédent redoutable ! Quand on l'aura créé, on ne voit pas où s'arrêtera l'omnipotence de l'État dans ses rapports avec les industries qui proviennent d'une concession primitive faite par lui et sur lesquelles il continue d'exercer un contrôle. Si les compagnies sont liées par le cahier des charges qu'elles ont accepté, on avait cru jusqu'à ce jour que l'État l'était aussi par le même cahier qu'il avait imposé. Il paraît qu'il n'en est rien et que, en cours d'exploitation de la concession, l'État a droit d'intervenir comme un être supérieur qui est au-dessus des lois puisqu'il les fait, au-dessus des contrats puisqu'il les viole, et qui, au mépris du vieil adage que donner et retenir ne vaut, ne donne rien, même sous condition, qu'il ne puisse reprendre, ou amoindrir, ou changer. C'est contre cette manière d'opérer que M. Poincaré a protesté en son nom personnel, tout en y donnant un avis favorable au nom de la Commission des finances : on comprend qu'il n'ait pas eu envie d'être exposé à recommencer. Une pareille intervention de l'État, a-t-il dit, est le fait du prince sous sa forme la plus arbitraire et la plus brutale; rien ne saurait la justifier. Le Sénat a écouté ce ferme langage; il a eu certainement l'impression secrète que M. Poincaré avait raison et que les termes dont il se servait n'étaient nullement exagérés; mais quoi ! il se sentait débordé, entraîné. La loi n'avait-elle pas été votée par la Chambre à la majorité écrasante de 480 voix contre 11 ? La Chambre vote quelquefois une loi avec d'autant plus d'ensemble qu'elle compte sur le Sénat pour l'arrêter ; le Sénat vote

ensuite la loi parce qu'il est impressionné par la majorité de la Chambre ; et c'est ainsi que, de faiblesse en faiblesse, de capitulation en capitulation, on en vient au point où nous sommes. En vain des orateurs courageux, M. Denoix, M. Milliard, ont adjuré le Sénat de ne pas entrer dans une voie funeste ; on ne les pas écoutés. D'ailleurs, le gouvernement, par l'organe très brillant de M. Barthou, a fait remarquer qu'il était trop tard, que le Sénat avait déjà voté le principe de la loi, et que sa dignité ne lui permettait pas de se déjuger. Ah! la dignité du Sénat : on la met à d'étranges épreuves.

Le débat a duré plusieurs séances, et à chacune est apparu un nouveau danger. Une question se posait dans tous les esprits, celle de savoir si les employés des chemins de fer avaient le droit de se mettre en grève : elle a été discutée à propos d'un amendement de M. Touron qui permettait aux compagnies de ne pas payer à l'ouvrier gréviste la part de sa retraite correspondant, non pas aux versemens personnels de l'ouvrier, mais à ceux de la compagnie elle-même. Il pouvait y avoir dans cette disposition un avertissement utile et un frein pour l'ouvrier, sans qu'aucun principe y fût violé. Les tribunaux, en effet, ont toujours décidé que la grève n'était pas seulement une suspension, mais une rupture de contrat de travail dont le salaire et la retraite sont des conséquences. Cette jurisprudence tutélaire, croirait-on que M. le ministre des Travaux publics ne l'admet pas! A ses yeux, le contrat de travail n'est pas rompu, mais seulement suspendu par la grève qui est en soi un fait légitime et licite, aussi bien pour les ouvriers des chemins de fer que pour ceux de l'industrie privée. Paroles regrettables, qui peuvent avoir dans un avenir prochain les pires suites. Si l'industrie des voies ferrées est une industrie privée, il s'en faut de beaucoup qu'elle soit, de la part des compagnies qui l'exercent, aussi libre et aussi indépendante que les autres : et nous ne nous en plaignons pas, parce que le gouvernement ne saurait se désintéresser d'une industrie qui met en jeu la sécurité publique. Mais s'il ne peut s'en désintéresser à l'égard des compagnies, il ne le peut pas non plus à l'égard de leurs agens et ouvriers. Reconnaître formellement à ceux-ci les mêmes droits qu'aux ouvriers ordinaires est presque les encourager à en user, de quelques réticences et réserves qu'on entoure ensuite une déclaration aussi inconsidérée. M. le ministre des Travaux publics était-il obligé de la faire? La discussion de l'amendement de M. Touron lui en faisait-elle une nécessité? Pas le moins du monde. Aussi ne s'expliquerait-on pas les imprudences de parole de M. Barthou, s'il n'avait pas dit que son attitude à l'égard des employés des chemins de fer lui

avait valu leur confiance. Il s'entend fort bien avec eux, soit ; mais les moyens grâce auxquels il a établi son autorité sur eux rendront sans doute bien difficile la tâche de son successeur. Laissons de côté les subtilités juridiques de la discussion, et demandons-nous si la grève des cheminots n'est pas aussi redoutable que celle des postiers. A notre avis, elle l'est davantage, et il y a lieu d'être étonné de la légèreté avec laquelle le gouvernement en prend éventuellement son parti. M. Touron lui a dit avec une grande force de logique : — Vous faites une loi spéciale pour les cheminots sous prétexte qu'ils ne sont pas des ouvriers comme les autres, c'est votre thèse d'hier ; et votre thèse d'aujourd'hui est qu'on ne peut ni leur enlever le droit de grève, ni en gêner chez eux l'exercice parce qu'ils sont des ouvriers comme les autres. Mettez-vous d'accord avec vous-même. — C'était demander au gouvernement de sortir de l'incohérence où il se complaît : il n'en a rien fait. Mais on voit à quels inconvéniens aboutit cette absence de principes et cette inconstance de volonté. Puisse-t-il ne jamais y avoir de grève des cheminots ! Car, s'il y en avait une, le gouvernement serait désarmé par ses déclarations.

Le Sénat le sentait : son malaise était visible pendant le discours de M. le ministre des Travaux publics, et M. Touron ayant modifié la forme de son amendement, bien qu'il en ait conservé le fond, tout le monde a été d'accord pour en demander le renvoi à la Commission. Mais, le lendemain, le gouvernement avait pris son parti de persévérer dans sa première attitude. Il s'est trouvé alors en présence de M. Ribot qui, bien qu'il fût déjà intervenu à la tribune du Sénat, y a fait ce jour-là son début véritable avec un éclat et une force dont l'assemblée a été profondément remuée. M. le ministre des Travaux publics d'abord, M. le président du Conseil ensuite, l'ont accusé d'avoir été trop vif, et d'avoir porté la question sur le terrain politique. M. Ribot avait parlé en effet avec véhémence, en bon citoyen que les imprudences du gouvernement préoccupent, que ses défaillances alarment, et qui se désole de voir l'une après l'autre toutes nos institutions, même celles qui intéressent le plus la vie nationale, livrées à l'anarchie et au chaos. M. Ribot a fait entendre un avertissement sévère. Il était naturel que le gouvernement s'en émût, mais il a été évident que la grande majorité du Sénat en sentait la justesse et l'opportunité. M. Barthou, qui voit tout en beau, a reproché à M. Ribot d'avoir fait un discours « pessimiste, » en quoi il ne se trompait pas : le discours était pessimiste, en effet. M. le président du Conseil, voyant le Sénat ébranlé, est intervenu à son tour et a posé la question

de confiance. Ce sont les grands moyens, dont on use dans les momens de péril : il a fallu les employer, tant l'impression produite par le discours de M. Ribot avait été grande. M. Barthou a même fait appel au parti républicain tout entier, comme si M. Ribot menaçait la République et pouvait même être soupçonné de le faire. Son excuse et celle de M. Clemenceau est qu'ils étaient déconcertés. Nous avons vu le moment où ils allaient parler du péril clérical à conjurer : ils l'auraient fait sans doute si M. Touron n'avait pas retiré son amendement. M. Touron n'avait pas voulu, plus que M. Ribot, mettre le ministère en péril. Ce n'est pas le ministère qui était en cause : la question était infiniment plus haute que lui. Il s'agissait même plus que d'une question politique, mais bien d'une question sociale, et le spectacle était saisissant de voir M. Ribot élever naturellement et agrandir son sujet, tandis que le ministère s'efforçait de le rapetisser et de le ramener aux proportions de ses propres personnes. M. Clemenceau a fini par offrir son portefeuille, parce que c'est plus facile que de donner des raisons, et, sinon plus convaincant, au moins plus décisif. Le combat n'a pas été poussé jusqu'au bout; mais, certes, le gouvernement n'y a pas gagné en autorité, pas plus que l'ordre social en sécurité. La loi a été votée par 251 voix contre 7.

Les vacances approchent : ce seront les dernières avant les élections générales. Nos députés auront beaucoup à faire dans leurs arrondissemens, car le pays commence à s'énerver et à s'inquiéter d'une politique d'agitations fatigantes et décevantes qui aboutit, dans le domaine financier, à l'impôt et à l'emprunt, dans le domaine social, à la grève quasi permanente, et, dans le domaine politique, au néant.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

1859-1909

LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX

11 JUILLET 1859

JOURNAL DE MA MISSION A VÉRONE AUPRÈS DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE (1)

Lundi 11 juillet 1859.

Chaleur continue.

A onze heures un quart, départ de Salionzo pour le grand quartier général de l'Empereur à Valeggio. A 11 heures trois quarts, je rencontre un escadron des Guides rentrant. Arrivé à 11 heures trois quarts chez l'Empereur qui est à déjeuner, je ne demande pas à entrer et j'attends dans la chambre du général Fleury. A midi et demie, l'Empereur entre dans son cabinet avec le Roi. Je monte dans le salon de service au premier et j'attends.

(1) Au mois d'avril 1859, le prince Napoléon fut mis par l'Empereur à la tête du cinquième corps de l'armée d'Italie. Sa connaissance du pays, la situation que lui donnaient son caractère et ses alliances, l'avaient désigné pour ce commandement. Le 5e corps, débarqué à Gênes, occupa le grand-duché de Toscane, et les duchés de Parme et de Modène où le Prince, d'accord avec les patriotes italiens, organisa des gouvernemens provisoires. Le 3 juillet, le Prince rejoignit l'Empereur au quartier général de Valeggio. Au lendemain de la mission qu'il avait remplie le 11 à Vérone auprès de l'empereur d'Autriche, le prince Napoléon mit sur le papier ces notes que la *Revue des Deux Mondes* est heureuse d'être la première à publier.

On me parle (général Montebello, MM. Conneau, Cipriani) de l'entrevue qui a eu lieu le matin à 9 heures entre les deux empereurs à Villafranca. On dit qu'elle a été cordiale, l'empereur Napoléon arrivé le premier a été à la rencontre de l'empereur François-Joseph. A quelques centaines de pas, les deux souverains se sont rencontrés ; ils se sont avancés au galop l'un vers l'autre, laissant leurs suites en arrière, se sont donné la main, et marchant devant se sont acheminés au pas vers une maison préparée dans la grande rue du village. Ils sont descendus de cheval et sont restés une heure et demie ensemble. Après quoi, ils se sont réciproquement présenté leurs suites. Remontant à cheval, ils ont passé en revue, l'empereur Napoléon un escadron de gendarmes et un de hulans autrichiens, l'empereur François-Joseph un demi-escadron de Cent-gardes et un escadron de Guides français. Ils se sont donné la main en se quittant.

L'impression est que l'entrevue a été cordiale et sans rien de décisif.

Vers une heure, l'Empereur sort de son cabinet, et m'apercevant, me fait entrer en me disant qu'il m'attend depuis quelque temps, et pourquoi je n'étais pas venu plus tôt.

Il me fait part, devant le Roi, de ce qui s'est passé avec l'empereur d'Autriche. L'empereur François-Joseph a abordé très franchement les différens points qui devaient servir de base à la paix, en disant à l'empereur Napoléon qu'il désirait la paix qu'il cédait au sort des armes qui lui avait été contraire et qu'il voulait lui donner une grande preuve de confiance en lui indiquant de suite la limite de ses concessions. Il cède la Lombardie à l'empereur des Français, sauf les forteresses de Mantoue et de Peschiera. Il garde la Vénétie sous la couronne d'Autriche. Pour Peschiera, il se montre moins arrêté, et l'empereur Napoléon croit pouvoir obtenir une concession pour cette forteresse. Il insiste fortement sur le maintien dans leurs États des ducs de Toscane et de Modène ; il abandonne le duché de Parme. Que l'empereur des Français et le roi de Piémont en fassent ce qu'ils veulent. Il va au-devant du désir que l'Empereur peut avoir d'une amnistie générale à l'occasion des derniers événemens.

L'empereur Napoléon met en avant l'idée d'une confédération des divers États italiens, sous la présidence honoraire du Pape. L'empereur d'Autriche accepte cette idée, et dit textuellement que, pour la Vénétie, l'empire d'Autriche se trouvera vis-à-vis

de l'Italie dans une position analogue à celle du roi de Hollande, membre de la Confédération germanique, pour le Luxembourg.

L'empereur Napoléon réserve son adhésion à ces bases en disant qu'il faut qu'il y réfléchisse, et qu'il fera connaître incessamment sa décision à l'empereur François-Joseph. Celui-ci presse beaucoup l'empereur des Français de se décider, en lui disant ! *Dites oui, et tout est terminé, finissons-en tout de suite.* Au moment de se quitter encore, l'empereur Napoléon maintenant son désir de réfléchir avant une décision, l'empereur d'Autriche ajouta : *Eh bien! Sire, je vous prie de réfléchir dans mon sens, n'est-ce pas?*

L'empereur Napoléon semble demander conseil au roi de Sardaigne et à moi, mais je crois voir que son parti est pris en faveur de la paix. Le roi de Sardaigne ne fait aucun effort pour l'en dissuader ; il a même plutôt l'air satisfait. Je me permets de faire observer qu'au point où en sont les affaires, il faut, quel que soit le parti auquel s'arrête l'Empereur, une solution prompte et radicale ou la reprise de la guerre le 16 août, avec un renfort de troupes considérable de la part de la France et de l'Italie, avec un élan sérieux de la part de la révolution en Hongrie, avec des mesures pour mettre la France à l'abri d'une agression prussienne, ou l'acceptation des bases ci-dessus indiquées.

Le roi de Sardaigne dit à l'Empereur que, quelle que soit sa décision, il ne veut pas l'influencer, comprenant que l'intérêt de l'empire français doit le dominer avant tout, que dans tous les cas, il lui sera profondément reconnaissant de ce qu'il a fait pour la cause italienne, et qu'il peut compter sur sa fidélité dans toutes les circonstances.

Au bout d'une demi-heure de conversation assez vague, l'Empereur, se mettant à la table, dit : « Il faut cependant se décider. Je vais formuler par écrit le résumé de ce que l'empereur d'Autriche m'a proposé à Villafranca, ainsi que je l'ai compris.

« Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français il a été convenu ce qui suit :

« Les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne.

« Cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'empereur des Français qui, selon le vœu des populations, les remet au roi de Sardaigne.

« La Vénétie fera partie de la Confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Les deux souverains feront tous leurs efforts, excepté le recours aux armes, pour que les ducs de Toscane et de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale et une constitution.

« Les deux souverains demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes nécessaires, et de séparer administrativement les Légations du reste des États de l'Église.

« Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des parties belligérantes.

« Fait à Villafranca, le 11 juillet 1859. »

L'Empereur, ayant terminé, dit au roi de Sardaigne : « Voilà ce que je suis décidé à accepter, sauf des modifications de détails que la discussion pourra amener. Je vais envoyer auprès de l'empereur d'Autriche à Vérone. »

Le Roi prit alors congé de l'Empereur et partit. Je m'apprêtais à sortir avec lui et à rentrer à mon quartier général quand l'Empereur me retint, disant qu'il avait à causer avec moi.

Restés seuls, il me dit : « Ce n'est pas tout, il faut savoir si l'empereur d'Autriche a conservé de notre entrevue la même impression que moi et s'il est disposé à accepter les préliminaires ainsi que je les ai formulés. Il faut que je lui envoie quelqu'un qui puisse discuter avec lui, en donnant les développemens nécessaires aux différens points, ce que je ne puis faire dans une note aussi brève, et qui soit autorisé à me rapporter une rédaction définitive. Je ne puis y envoyer un simple officier d'ordonnance. »

Accoudés ensemble sur la fenêtre, où nous fumions, je proposai le maréchal Vaillant. L'Empereur répondit : « Non, il n'a pas assez de décision et n'en finira pas. » Nous pensâmes au général Martimprey. L'Empereur dit ; « Je ne le connais pas assez.

Il ne connaît pas bien mes intentions sur la question italienne. Il serait trop long ou trop difficile de le mettre au courant de tout. »

Nous parlâmes encore du général Fleury et du colonel Reille. L'Empereur dit : « Non, ils sont trop petits. — Mais, dis-je, sire, vous n'avez personne d'autre. » Alors se relevant, il me dit : « Et si je t'y envoyais? » Je me récriai sur cette proposition, disant que j'étais peu apte à faire la paix, moi qui étais grand partisan de la guerre, tout en reconnaissant que les lenteurs déplorables mises dans nos préparatifs militaires et maritimes, que l'absence d'un parc de siège considérable, que le peu de ressources militaires trouvées dans la population italienne, que la mauvaise organisation du gouvernement intérieur de la France, que les nouveaux sacrifices en hommes et en argent qu'il fallait demander au pays, que la nécessité de s'appuyer franchement sur l'élément révolutionnaire partout, que l'absence prolongée de l'Empereur à l'armée, que tout cela était des considérations d'une extrême gravité, et qu'en un mot, la mauvaise situation militaire me faisait comprendre les avantages de la paix, mais que j'étais véritablement peu propre à cette mission; que d'un autre côté, malgré les propositions de l'empereur d'Autriche, je prévoyais certaines difficultés de sa part quand il faudrait signer définitivement; que ma position de gendre du roi de Sardaigne serait peut-être une humiliation de plus pour l'empereur d'Autriche; que, n'ayant pas assisté à l'entrevue des deux souverains, je ne pourrais répondre aux objections que l'empereur d'Autriche pourrait élever sur le texte rédigé par l'empereur Napoléon.

Appuyant longuement sur ces divers raisonnemens, je suppliai l'Empereur de me dispenser de cette mission. « Il ne s'agit pas de cela, me dit-il, il s'agit de me rendre un service. Veux-tu le faire, oui ou non? Je ne puis pas rester dans la position où je suis, il faut que j'en sorte, et je vais écrire à l'empereur d'Autriche. »

Devant un ordre aussi formel et un désir si vivement exprimé, je crus devoir céder. L'Empereur se mit à sa table et écrivit la lettre suivante, dont je n'ai pas le texte, mais dont je me rappelle parfaitement le sens :

« Monsieur mon frère,

« J'ai bien réfléchi aux propositions que Votre Majesté m'a

faites dans l'entrevue de ce matin, et je me suis décidé à les accepter. J'en envoie la rédaction à Votre Majesté ainsi qu'elle est restée dans mes souvenirs. Je charge mon cousin, le prince Napoléon, de vous apporter cette lettre et ce projet de préliminaires. Il est autorisé à en discuter les termes avec Votre Majesté et à y apporter les modifications de détail qui pourraient résulter de cette discussion, ainsi qu'à donner à Votre Majesté tous les développemens et éclaircissemens nécessaires aux différens points stipulés. »

Je commandai au général Fleury une voiture à quatre chevaux de poste avec un courrier de la Maison de l'Empereur, et, à deux heures et demie, je me mis en route, avec mon aide de camp, le commandant Ragon.

En partant de Valeggio, voici ma position :

1° A la suite d'une entrevue entre les deux souverains, à laquelle je n'avais pas assisté, où des propositions verbales avaient été discutées, j'étais chargé d'une lettre pour l'empereur d'Autriche, dont la première phrase était une acceptation par l'empereur des Français des propositions autrichiennes.

2° J'étais accrédité pour débattre et accepter des modifications secondaires.

3° J'avais pour instruction formelle, si je ne pouvais pas terminer directement, de rapporter des propositions définitives signées par l'empereur d'Autriche.

C'était une démarche décisive qui devait amener un résultat dans un sens guerrier ou pacifique.

Après avoir passé à Villafranca à trois heures et demie, je fus arrêté vers quatre heures par les avant-postes autrichiens ; c'était une compagnie d'un régiment hongrois. Je m'annonçai comme parlementaire, et le capitaine proposa de faire monter un officier dans ma voiture pour m'accompagner à Vérone. Ayant appris je ne sais comment qui j'étais, il m'adressa la parole en allemand fort poliment, en me disant qu'il ne croyait pas nécessaire de remplir vis-à-vis de moi cette formalité, et que j'étais libre de continuer ma route seul.

A quelques centaines de pas plus loin, je trouvai un bataillon hongrois campé dans un village ; l'aspect des troupes était misérable : fatiguées, en mauvais état, répandant une odeur épouvantable. A peu de distance de là, j'aperçus Vérone avec sa ceinture

de forts détachés. Très grande chaleur, beaucoup de poussière, route large et fort belle. Pas beaucoup de chariots ni de mouvemens de troupes.

Arrivé à la porte de Vérone à quatre heures et quart, on me laissa passer d'abord sans difficulté, mais, à quelques dizaines de pas, l'officier de garde courut après ma voiture et me demanda qui j'étais et où j'allais. Je lui répondis que j'étais général français envoyé en parlementaire auprès de l'empereur d'Autriche. L'officier répondit qu'il avait pour consigne de faire accompagner les parlementaires, et il donna l'ordre à quatre soldats bohêmes d'accompagner et de diriger ma voiture jusqu'au palais de l'Empereur.

A quatre heures et demie, j'arrivais dans la cour du grand quartier général autrichien. C'est une maison assez simple, à peu de distance à gauche des anciennes Arènes, ancienne habitation du maréchal Radetzki.

Je descendis sous le vestibule, tout le monde était à dîner. Un aide de camp de service, que j'ai su plus tard être le prince de Hohenlohe, vint me recevoir. Je lui dis que je désirais voir l'empereur d'Autriche, ayant une mission auprès de lui de la part de l'empereur des Français.

Au bout de quelques minutes, pendant lesquelles j'observai une certaine émotion et de l'étonnement au quartier général, on me fit monter au premier étage dans un petit salon dans lequel vint me recevoir un général, que j'ai su depuis être le comte de Grühne. Il me dit qu'il allait prévenir l'Empereur qui me recevrait immédiatement.

Au bout de quelques instans en effet, arriva un jeune homme, grand, mince, très blond, avec de petites moustaches, vêtu d'une petite tunique bleu-gris à deux rangées de boutons, pantalon en toile grise; c'était l'empereur François-Joseph. Il me prit la main avec assez d'affabilité et d'aisance, disant qu'il était enchanté de me voir et me conduisit dans son cabinet qui forme le coin, après avoir traversé un second salon.

Là, il s'assit à son bureau et je m'assis du petit côté de la même table à droite. Je lui remis la lettre de l'Empereur. En la lisant attentivement, je crus deviner, sur la figure de l'empereur d'Autriche, un sentiment de satisfaction, mais, en même temps d'assez grand embarras. « Je suis enchanté, me dit-il, que l'empereur Napoléon accepte ma proposition de paix, mais j'ai

des observations assez graves à faire sur la rédaction que vous m'apportez. »

Je proposai à l'Empereur de me permettre de lui lire l'ensemble des propositions, et de les discuter ensuite une à une, ajoutant que j'étais fort peu diplomate ; que je ne pourrais que lui apporter une très grande franchise dans l'expression des sentimens de l'Empereur mon cousin ; qu'avant tout, j'avais pour ordre de terminer d'une façon ou d'une autre ; que le désir de l'empereur des Français était évidemment de faire une paix acceptable pour les parties belligérantes ; que son désir était sincère de mettre fin à l'effusion du sang et aux sacrifices nécessaires à la guerre, mais que le sort des armes nous ayant été favorable, il devait profiter de sa position ; que le moment était unique pour faire la paix, l'honneur de l'armée autrichienne étant intact, quoiqu'elle eût été malheureuse ; que l'armistice conclu jusqu'au 16 août donnerait à la guerre une plus grande énergie, mais que, dans tous les cas, nous étions décidés à la mener avec plus de vigueur encore que dans le passé, en nous servant de tous les moyens que nous pourrions avoir à notre disposition.

Voyant que ces dernières phrases produisaient un effet pénible sur mon interlocuteur, j'ajoutai que je lui demandais d'avance pardon de ce qu'il pouvait y avoir de rude et de peu diplomatique dans mon langage, mais que ma position, le peu qu'il pouvait connaître de mon caractère, les circonstances graves où nous nous trouvions, et jusqu'à mon costume négligé et poudreux, me faisaient espérer que mon entière franchise ne le blesserait pas.

« Oui, dit-il, j'aime autant cela. J'en ai du reste donné l'exemple à l'empereur Napoléon ce matin, en lui disant nettement ce que je pouvais faire et les limites de mes concessions. Mais croyez, ajouta-t-il, que si vous avez une opinion publique et des antécédens à ménager, j'en ai autant de mon côté, et qu'ils sont d'autant plus exigeans que c'est moi qui fais tous les sacrifices. »

Sur le premier paragraphe : « *les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne,* » l'Empereur dit qu'il ne tenait pas beaucoup à une confédération italienne, que cependant il l'acceptait.

Je répliquai que, du moment où il acceptait de favoriser le principe de la Confédération, seul point indiqué dans ces préli-

minaires, je croyais inutile d'approfondir beaucoup ce point; que l'empereur Napoléon semblait tenir beaucoup à la Confédération italienne, mais qu'il n'avait pas eu le temps de développer ses idées et de me donner ses instructions de détail à ce sujet, dont l'application rentrait évidemment dans ce qu'auraient à faire les plénipotentiaires et était en dehors de ma mission; que personnellement, vu mon manque d'instructions sur ce point, je prévoyais en effet de graves difficultés dans son application, mais que je pensais que nous pourrions rédiger les préliminaires de façon que la Confédération ne fût pas un obstacle insurmontable pour la paix, si plus tard son organisation était reconnue impossible.

Sur le second paragraphe : « *cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père,* » l'empereur d'Autriche insista beaucoup pour faire enlever le mot *honoraire*, à la présidence du Pape, disant qu'il ne comprenait pas bien la différence que je faisais entre une présidence honoraire et une présidence réelle, que ce serait une source de difficultés, qu'il tenait à les épargner autant que possible aux plénipotentiaires, « parce que, ajouta-t-il en riant, vous savez que les diplomates ne sont pas toujours faits pour arranger les affaires. »

Je répondis que c'était pour être tout à fait franc que le mot « présidence honoraire » avait été mis, parce qu'il n'entrait pas dans l'idée de l'empereur Napoléon de faire du Pape le président réel, qu'il voulait seulement donner au Saint-Père une preuve de déférence pour sa haute position, mais qu'il me semblait que la première place appartenait toujours, dans une confédération, au plus puissant, que l'exemple de la Confédération allemande le prouvait suffisamment.

J'insistai donc pour laisser la rédaction telle qu'elle était, prévoyant que nous ne pourrions pas céder sur la suppression du mot *honoraire*.

Sur le troisième paragraphe : « *l'empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'Empereur des Français, qui, selon le vœu des populations, les remet au roi de Sardaigne,* » l'empereur d'Autriche me demande ce que signifient les mots *selon le vœu des populations?*

Je lui réponds que le principe de notre droit public en France, et j'ose dire du droit moderne, est que les peuples acceptent leurs gouvernemens et que le principe de la souverai-

neté réside dans l'universalité des citoyens; que c'est la base de la dynastie napoléonienne; que c'est le principe même sur lequel s'est appuyé l'Empereur pour la guerre actuelle, que nous ne pouvons admettre que les peuples se cèdent comme des propriétés particulières sans leur consentement; que le roi de Piémont n'entend pas avoir fait la conquête de la Lombardie, mais l'avoir émancipée seulement et rendue à elle-même, libre de disposer de son sort.

Malgré tous les ménagemens que j'apportais dans mes paroles, il ne m'était pas difficile de m'apercevoir que le terrain était brûlant et que je risquais, pour une question de principe théorique, sans application ici, de faire tout échouer. Je trouvais que j'avais déjà été assez loin en soutenant devant l'empereur d'Autriche le principe du droit révolutionnaire. L'empereur d'Autriche, comprenant notre embarras réciproque, y mit un terme avec assez de finesse en disant: « Mon cher prince, nous ne sommes pas ici pour nous faire un cours de droit des gens. Il est inutile de discuter ces questions qui sont étrangères à la conclusion de la paix. Nous ne pourrions nous entendre. Ce que vous appelez le vœu des populations, le suffrage universel, etc., moi je l'appelle le droit révolutionnaire, que je ne puis reconnaître. Je ne connais que le droit écrit par les traités. D'après eux, je possède la Lombardie. Je veux bien, à la suite du sort des armes, céder mes droits à l'empereur Napoléon, mais je ne puis reconnaître le vœu des populations, ni rien de semblable. Je ne pourrais donc pas accepter ces mots. Vous-même ne devez pas y tenir, puisqu'ils ne sont pas nécessaires aux préliminaires de paix qui ne doivent constater que des faits et non des théories. Cette convention n'étant pas faite pour être publiée, vous n'avez aucun motif pour tenir à ces mots. L'empereur Napoléon mettra dans le traité qu'il fera avec le roi de Sardaigne, dans les proclamations qu'il adressera aux Lombards ou à la France, tout ce qu'il voudra, cela ne me regarde pas et je n'ai pas à m'en mêler. Il motivera sa conduite sur les principes de droit qui lui conviendront, mais il ne peut vouloir, dans une convention que je signe, m'imposer la reconnaissance de ce principe. »

Jusqu'à un certain point, ces observations pour supprimer ces mots dans le traité avec l'Autriche me paraissant justes, je n'insistai pas autrement. Je représentai seulement qu'il était indispensable de mettre une phrase qui fît reconnaître par l'em-

pereur d'Autriche la remise pure et simple de la Lombardie au roi de Sardaigne, que c'était nécessaire pour l'empereur des Français vis-à-vis de l'Europe et vis-à-vis de l'Italie, afin qu'on ne crût pas qu'il voulait s'arroger un droit quelconque sur cette partie de l'Italie conquise sur l'Autriche. L'empereur d'Autriche, après une assez longue discussion, reconnut cette nécessité, et se résuma ainsi : « La France a conquis la Lombardie qui m'appartient. Je reconnais cette conquête et la cession que l'Empereur en fait à son alliée, c'est tout ce que je puis faire ; mais je ne veux à aucun prix céder quoi que ce soit directement à la Sardaigne. Plutôt que d'accepter cette concession, qui touche pour moi à une question d'honneur, je m'exposerais à toutes les conséquences de la continuation de la guerre. »

« Nous arrivons, ajouta-t-il, à la plus grosse des difficultés, celle des forteresses. Il n'en est pas question dans les préliminaires que nous discutons, et cependant ce point a été concédé entre l'Empereur et moi ce matin, et l'empereur Napoléon me dit dans votre lettre qu'il accepte mes propositions. » Je répondis que je considérais la question des forteresses de Peschiera et de Mantoue comme une question de détail restant à discuter, que le principe était que, la Lombardie étant abandonnée par l'Autriche, tout ce qui appartenait à ce territoire devait être évacué par elle, comme elle devait garder tout ce qui ferait partie de la Vénétie.

« Ce point est pour moi capital, répliqua l'Empereur, en prenant une carte qu'il déploya devant moi. Je ne l'ai pas dissimulé à l'Empereur. Je ne puis, vis-à-vis de mon armée, lui faire évacuer des places fortes qu'elle occupe. Si vous aviez pris Peschiera, je ne ferais pas de difficulté pour vous le laisser. »

Je fis valoir que les alliés étaient bien prêts à évacuer Modène et la Toscane qu'ils occupaient. Je ne poussai cependant pas à fond cet argument de compensation, prévoyant de grandes objections lorsque nous arriverions à la restauration des ducs de Toscane et de Modène. Je voulus réserver toute la force de mon raisonnement pour ne pas reconnaître à l'Autriche le droit de restaurer ces princes. Ma position pour les forteresses était assez délicate, puisque l'empereur Napoléon les avait en effet abandonnées et qu'en réalité mes efforts tendaient à revenir sur ce qu'il avait promis et que mes instructions portaient de ne pas rompre là-dessus.

L'Empereur, en suivant les limites de la Vénétie sur la carte, fit observer que, du côté de Borghetto, le territoire de cette province faisait un crochet sur la rive droite du Mincio, qu'il était prêt à abandonner. Reconnaissant, sur mon observation, que territorialement cette concession n'avait aucune valeur, il fit observer qu'elle en avait une grande militairement, en lui ménageant une tête de pont sur la rive droite du Mincio et la facilité, au point de vue militaire, de passer cette rivière quand il le voudrait.

Je fis de longs efforts sur ce point. Je mis en avant l'idée de raser Peschiera, de faire de Mantoue une forteresse fédérale italienne, comme l'étaient, pour la Confédération germanique, Mayence, Ulm, Rastadt, Landau et Luxembourg.

« Mais, répondit l'Empereur, c'est un nouveau traité que vous voulez, et non le développement de celui que j'ai proposé ce matin à l'Empereur. Vous vous montrez plus exigeant que lui. Je ne puis admettre, après ce qu'il m'écrit, que vos instructions soient de revenir sur ce qui a été convenu. »

Je lui fis observer que moi seul connaissais les instructions que mon cousin m'avait données, qu'il avait un allié auquel il devait songer d'autant plus que, n'étant pas partie discutante dans les présens préliminaires, mon cousin seul traitait pour lui et mon beau-père ; que je le priais de bien remarquer que, sur ce point, je ne pouvais prendre aucun engagement et que tout ce que je pouvais faire était de soumettre les observations de sa contre-rédaction à mon souverain, en réservant sa complète liberté.

« Eh bien, dit-il, soit! L'empereur Napoléon décidera, mais vous lui direz qu'il me serait impossible de céder sur ces forteresses, quand bien même je le voudrais personnellement. »

Sur mon observation que la frontière de la Haute-Italie serait tout à fait ouverte : « Rien n'empêche le roi de Sardaigne de défendre la ligne du Mincio, que je propose comme notre frontière, par des travaux militaires, soit à Brescia, Volta, Goïto ou Crémone. Qu'il fasse ce qu'il veut à cet égard, je ne le trouverai pas mauvais. »

J'ai réclamé sur la partie de territoire autrichien étant sur la rive droite du Pò, entre Guastalla et la frontière papale, exprimant le désir qu'elle n'appartînt plus à la couronne d'Autriche. L'Empereur répliqua que cette portion de territoire ne pouvait,

à cause de sa situation, être cédée à la Lombardie, que ce ne pourrait être dans tous les cas qu'un sujet de discussion entre le duc de Modène et l'Autriche. Sur ce point aussi je fis les réserves les plus formelles.

Sur le quatrième paragraphe : « *La Vénétie fera partie de la Confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche,* » l'empereur d'Autriche ne souleva pas d'objection. Je rappelai comme commentaire la comparaison que l'empereur d'Autriche avait faite lui-même à Villafranca, entre la position de membre de la Confédération italienne pour la Vénétie et celle du Luxembourg vis-à-vis de l'Allemagne. « Oui, dit-il, quelque chose de semblable. »

J'indiquai légèrement combien il serait dans l'avantage même de l'Autriche de donner des institutions plus libérales à la Vénétie, mais je n'insistai pas sur ce point, parce qu'il ne pouvait être traité dans les préliminaires, parce que je sentais ne pouvoir obtenir que des promesses sans valeur pratique et que j'aimais mieux ne pas aborder un point sur lequel j'aurais évidemment eu le dessous, et en réserver la discussion aux plénipotentiaires. Cependant, j'en fis l'observation et les plénipotentiaires pourront la soulever de nouveau dans les négociations avec la plus entière bonne foi.

L'Empereur répondit qu'il ne pouvait pas se lier les mains pour son gouvernement intérieur, ni abdiquer une part de sa souveraineté. « Mon intérêt, ajouta-t-il, est que les Vénitiens soient satisfaits, et ils le seront. »

Cinquième paragraphe : « *Les deux souverains feront tous leurs efforts, excepté le recours aux armes, pour que les ducs de Toscane et de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale et une Constitution.* » C'est sur ce point que la discussion fut la plus vive, mais en même temps la plus nette.

L'Empereur ne voulut pas admettre les mots « *sauf le recours aux armes,* » disant que ce serait un appel indirect à l'insurrection des duchés de Toscane et de Modène et à la résistance des populations ; que ces restaurations étaient pour lui, non seulement une question de droit public, mais une question de conscience. « Je puis faire des sacrifices personnels et céder mes droits, mais je ne puis abandonner des parens et des alliés qui me sont restés fidèles. »

Je lui demandai la permission d'examiner séparément les questions des trois duchés.

Quant à Parme, j'exposai que les populations s'étaient montrées tout à fait hostiles à la duchesse et favorables au Piémont; que la duchesse n'était point une princesse autrichienne; que, même d'après les traités, le roi de Sardaigne avait un droit de réversibilité sur une partie de ces États; que la prise de possession était un fait accompli; que la duchesse de Parme s'était mal conduite pour tout le monde, aussi bien vis-à-vis de la France et du Piémont que de l'Autriche; qu'avant la guerre elle n'avait jamais protesté contre les travaux faits sur son territoire à Plaisance, qu'elle n'avait pas protesté contre la violation de sa neutralité par les troupes autrichiennes au commencement de la campagne et qu'après la retraite des Autrichiens et la bataille de Magenta, elle avait, reniant l'Autriche, fait des démarches à Turin ; que ces démarches étant restées sans réponse, elle avait alors voulu protester, au nom de la neutralité, contre l'entrée de nos troupes ; qu'ainsi sa conduite avait été déloyale vis-à-vis de tout le monde et qu'enfin, devant la réprobation unanime de son peuple, elle avait été obligée de partir; que nous avions donc à nous plaindre plus d'elle encore que des ducs de Modène et de Toscane qui avaient été franchement nos ennemis; qu'elle n'était en possession de ses États nullement par droit héréditaire, mais uniquement par un de ces arrangemens fâcheux du Congrès de Vienne qui avait stipulé que cette branche de la maison de Bourbon d'Espagne passerait de Lucques à Parme après la souveraineté viagère de l'impératrice Marie-Louise ; que cette princesse, spéculant sur sa position de femme et de Bourbon, voulait agir sur les sentimens de générosité de l'empereur Napoléon, mais que mon cousin ne pouvait faire céder les intérêts de la France et de l'Italie devant de semblables considérations. J'ajoutai que Plaisance était un point trop important pour que le roi de Sardaigne ne l'eût pas; enfin, je fis valoir que les sacrifices que l'empereur Napoléon faisait à la paix étaient déjà assez grands pour qu'il fût *tout à fait impossible* de céder sur ce point; que, d'après ce qui avait été indiqué à Villafranca, le roi de Sardaigne avait la promesse formelle que le duché de Parme serait réuni à ses États; que si l'empereur d'Autriche avait invoqué contre moi, dans l'affaire des forteresses, les engagemens verbaux pris à Villafranca, je me servais du même argument vis-à-vis de lui.

« Eh bien! soit, dit-il après un peu d'hésitation ; je ne vois pas la nécessité de soutenir la duchesse de Parme. Arrangez-vous comme vous voudrez à son égard. N'en parlons plus dans nos préliminaires, et je ne ferai pas d'objection à reconnaître ce territoire au roi de Sardaigne. »

Pour le duché de Modène, je lui fis valoir la grande concession que nous faisions en reconnaissant les droits du duc, qui pouvait être considéré comme l'adversaire de la France dont il n'avait pas reconnu les gouvernemens successifs depuis 1830, acte d'hostilité que je ne voulais relever que pour en constater le ridicule.

« Oui, dit l'Empereur, c'est une faute qu'il va réparer. — Nous y tenons fort peu, » ai-je ajouté.

Pour la Toscane, l'Empereur dit que probablement le grand-duc abdiquerait en faveur de son fils, qui serait disposé à faire des concessions à ses peuples.

Je fis observer que je n'étais pas appelé à discuter les conditions des Restaurations, mais que je devais m'en tenir à ce que les deux Empereurs avaient arrêté à cet égard le matin.

Je me résumai en disant : « Permettez-moi, sire, d'être très explicite, parce que ceci est un des points les plus délicats, et de résumer ainsi la situation : Les troupes alliées ont conquis Parme, Modène et la Toscane. Pour Parme, vous reconnaissez leur conquête ; pour Modène et la Toscane, l'empereur Napoléon et le roi de Sardaigne ne mettront aucun obstacle matériel à la rentrée de ces souverains ; mais il est bien entendu que vous ne pourrez supposer que nos troupes se prêtent à une Restauration, et, dans aucun cas, nous ne pourrons admettre l'intervention des troupes de Votre Majesté. La France a toujours protesté contre ces interventions avant la guerre, *a fortiori* aujourd'hui. »

Connaissant les dispositions des populations, je ne lui dissimulai pas que nous établissions un droit qui serait démenti par le fait, puisque je ne prévoyais pas les moyens que ces souverains auraient de rentrer dans leurs États. Je vis évidemment que l'Empereur, désireux d'en finir, ne voulait pas approfondir cette question, puisqu'il me dit : « Le duc de Modène a quelques bataillons de troupes italiennes qui lui sont restés fidèles, avec lesquels il espère rentrer dans ses États. Quant au duc de Toscane, je ne crois pas qu'il soit si loin de s'entendre avec son

peuple. Du reste, si la Confédération italienne s'établit, elle traitera cette question, et ses troupes pourront intervenir. Bornons-nous pour le moment à admettre que vous ne vous opposez pas à la rentrée des deux ducs. »

« L'empereur Napoléon l'ayant admis, je n'ai pas, répondis-je, à revenir sur sa promesse, avec les restrictions que je viens de faire connaître à Votre Majesté et qui sont formelles. »

Sur les derniers mots du même paragraphe portant: « *et une Constitution,* » l'Empereur me dit franchement : « Je ne peux pas admettre ce mot-là, et je ne comprends pas que l'empereur Napoléon y tienne. Car, au fond, je ne crois pas qu'il y ait plus de Constitution en France qu'en Autriche. »

Je lui fis observer qu'il était dans une profonde erreur; que les institutions de la France, dans leur application pratique, pouvaient ne pas être très libérales; que cela s'expliquait, et par les nombreux bouleversemens qui avaient eu lieu chez nous, et par les partis et les prétendans qui nous menaçaient, mais que nos institutions étaient fort larges ; que nous avions le suffrage universel partout; que la Chambre des députés avait un contrôle très sérieux ; que toutes nos lois et nos institutions portaient le cachet le plus libéral d'égalité des cultes, d'égalité des partages, d'absence de toute espèce de privilèges, qu'en un mot tous les pays de l'Europe, et l'Italie en particulier, avaient encore fort à faire avant d'être à notre niveau; que nous n'étions pas un gouvernement parlementaire à l'anglaise, mais que nous avions une démocratie représentative qui, avec le temps et le calme, se développerait beaucoup, je l'espérais.

J'ajoutai que l'Empereur ne tenait peut-être pas absolument à ce que des Constitutions fussent stipulées dans cet article; que c'était plutôt pour bien indiquer que l'établissement de Constitutions nous semblait indispensable pour l'organisation d'une Confédération italienne qui, sans cela, me paraissait impossible.

« Non, dit l'Empereur, je ne m'oppose pas d'une façon absolue à ce que des Constitutions soient données en Italie, mais une semblable stipulation dans les préliminaires serait une anomalie de ma part. »

Sixième paragraphe: « *Les deux souverains demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes nécessaires et de séparer les Légations du reste des États de l'Église.* » « Je

désire, dit l'Empereur, autant que vous, que le Saint-Père fasse les réformes nécessaires, c'est beaucoup ; je ne crois pas cependant qu'il y ait autant à faire dans les États Romains qu'on veut bien le dire. Bornons-nous donc à stipuler que nous conseillerons les réformes indispensables. »

Je n'insistai pas autrement sur ce paragraphe ; le mot *indispensables* me paraissant peut-être plus avantageux que le mot *nécessaires*, que portait la rédaction.

Quant à la séparation administrative des Légations, je crois qu'elle remplirait mal le but d'émanciper et d'améliorer le sort des peuples de ces provinces, et que ces concessions seraient tout aussi difficiles à obtenir du Saint-Père qu'un abandon complet de sa souveraineté sur cette partie de son territoire. La question de la souveraineté temporelle du Pape ne pouvant pas se traiter avec l'Autriche dans la situation où nous étions, la demi-mesure proposée avait peut-être l'inconvénient de mécontenter peuples et souverain. Je ne crus donc pas devoir m'opposer formellement à la modification que l'empereur d'Autriche voulait apporter.

Septième paragraphe : *Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des nations belligérantes.* » Il n'y eut aucune objection sur ce point ; l'Empereur dit qu'il était tout à fait d'accord pour donner une amnistie pleine et entière. J'ajoutai seulement quelques observations au sujet des Hongrois qui, de l'armée autrichienne, étaient passés au service du Piémont.

« Oui, cela s'arrangera facilement, » répliqua l'Empereur.

Nous causâmes des moyens pratiques pour la réunion des plénipotentiaires ; on convint naturellement d'une ville neutre. J'écartai péremptoirement toute ville allemande et proposai une ville belge ou suisse.

« Un endroit où il n'y a pas de diplomates, dit l'Empereur, vaudra mieux. »

Nous parlâmes de Spa ou Genève. Enfin l'Empereur désigna Zurich, que j'acceptai sans observation.

J'abordai le nom que prendrait le nouvel État italien et sous lequel, bien entendu, l'empereur d'Autriche devait le reconnaître, disant : « Votre Majesté n'aura sans doute aucune objection à reconnaître mon beau-père comme roi de la Haute-Italie

— Vous en parlez bien à votre aise, et j'en aimerais autant un autre.

— Eh bien! pourquoi pas du Royaume Cisalpin?

— Je ne sais, répliqua-t-il, nous verrons; ce qu'il y aurait de plus simple serait peut-être : roi de Piémont et de Lombardie. »

Enfin nous tombâmes d'accord que c'était une question secondaire à réserver.

Il était six heures et quart; après cette longue discussion qui était plutôt un plaidoyer sans conclusion, je vis renaître toutes les hésitations dans l'esprit de l'Empereur qui se leva et me dit : « Nous sommes loin de nous entendre. Vous ne m'avez pas convaincu et, de votre côté, vous n'avez rien cédé; il faut que je réfléchisse et que je prenne des conseils. »

D'après l'ensemble de mes observations, j'étais convaincu que, plus nous attendrions, et moins nous nous entendrions, que les conseils que l'Empereur pouvait demander aux archiducs ses parens, aux ministres et aux généraux qu'il avait auprès de lui, le rendraient moins conciliant. Il était évident pour moi que le matin, à Villafranca, en face de l'Empereur, il aurait cédé davantage que vis-à-vis de moi qui étais dans une position bien plus défavorable, et que le temps en un mot était contre la conclusion de la paix. Je crus devoir brusquer la solution et dire à l'Empereur :

« J'ai l'ordre de rentrer ce soir au quartier général; pour y être à dix heures, il faut que je parte à huit heures et quart; je ne puis donc attendre la réponse de Votre Majesté que pendant deux heures. Si elle est négative ou évasive, je puis vous donner ma parole d'honneur que, le 16 août, à midi, la guerre recommencera bien plus terrible qu'elle n'a été jusqu'à ce jour, que la France fera tous les efforts qu'elle est loin d'avoir encore employés et que nous nous servirons de tous les alliés que nous pourrons trouver, sans nous occuper d'où ils nous viennent.

— C'est bien, j'aviserai, et vous aurez ma réponse. »

Là dessus l'Empereur m'accompagna jusqu'à une chambre qu'il m'avait fait préparer, où je restai seul.

On me servit à dîner avec mon aide de camp.

Deux officiers, MM. de Wimpffen et le prince de Hohenlohe, restèrent avec nous.

Je remarquai par la fenêtre un certain mouvement de généraux et d'archiducs qui venaient et allaient.

Vers sept heures, je remontai dans ma chambre où le général de Grühne vint me faire visite. Nous n'échangeâmes pas un mot de politique. J'envoyai devant lui le commandant Ragon visiter les malades que nous avions aux hôpitaux, et je commandai tout haut, avec une certaine affectation, ma voiture pour huit heures et quart précis, terme du délai que j'avais indiqué à l'empereur d'Autriche.

A sept heures et demie, l'Empereur entra dans ma chambre, et nous restâmes seuls.

« Eh bien ! dit-il, je vous apporte ma réponse. Je ne puis pas modifier grand'chose à mes premières propositions. Vous n'appréciez pas assez le sacrifice énorme que je fais en cédant la Lombardie. »

Il me remit la rédaction suivante :

« Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, il a été convenu ce qui suit :

« Les deux souverains favoriseront la création d'une Confédération italienne.

« Cette confédération sera sous la présidence du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera et s'étendrait en ligne droite jusqu'à La Grazie, de là à Szarzarola et Luzana au Pô, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche. L'Empereur remettra les territoires cédés au roi de Sardaigne.

« La Vénétie fera partie de la Confédération italienne tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale.

« Les deux empereurs demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

« Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événemens dans les territoires des parties belligérantes.

« Fait à Villafranca le 11 juillet 1859. »

A la lecture je ne pus dissimuler l'impression pénible qu'elle me produisit. Je la rendis à l'Empereur en lui disant : « Je vois, sire, que je suis un mauvais diplomate et que mes efforts n'ont pas eu grand succès. » Je fis valoir les différences notables qu'il y avait entre les deux rédactions, et je déclarai formellement qu'il m'était impossible de faire pressentir même la décision de l'Empereur, mon souverain.

Il est un point sauf la modification duquel je déclarai ne pouvoir me charger de porter même cette réponse ; c'était le mot *honoraire* qui avait été supprimé à la présidence que le Saint-Père aurait de la Confédération italienne. Je le rétablis en marge, l'Empereur l'approuva.

J'ajoutai que, personnellement, je ne saurais conseiller l'acceptation ; que mon rôle à partir de ce moment changeait ; que, chargé de faire des commentaires à la rédaction envoyée par l'empereur Napoléon, je devais me borner à présent à rapporter la contre-rédaction de l'empereur d'Autriche ; je lui demandai cependant si je pouvais compter, pour tout ce qui était passé sous silence dans la rédaction qui m'était remise, notamment en ce qui concernait l'intervention en Toscane et à Modène, que mes commentaires étaient acceptés par lui.

« Oui, dit-il, je ferai, si vous voulez, la paix de bonne foi. »

Voyant les retraites successives que faisait l'Empereur, de Villafranca à notre première entrevue et enfin à notre seconde : « Est-ce définitif, demandai-je ? S'il en est ainsi, je prierai Votre Majesté de signer ce papier.

— Oui, mais vous le signerez avec moi, au nom de l'empereur Napoléon.

— Non, je ne suis pas autorisé à le faire : ce serait l'acceptation de la rédaction de Votre Majesté, et je dois réserver la liberté de mon cousin.

— Mais alors, je ne signerai pas non plus, parce que je serais engagé, tandis que l'empereur Napoléon ne le serait pas ; et je ne puis faire ces propositions qu'autant que je serai certain qu'elles soient admises.

— C'est vrai ; mais je ne l'ai pas caché à Votre Majesté, à laquelle je donne ma parole d'honnête homme, que demain elle recevra ce même papier, avec ou sans la signature de l'Empereur ; de façon que, si les préliminaires de paix ne sont pas signés, il ne restera pas de trace matérielle de vos concessions. »

Là-dessus, visiblement ému, l'empereur François-Joseph signa sur le bureau qui était dans ma chambre, et, me remettant le papier, il me dit : « Tenez, c'est un grand sacrifice que je fais de céder ma plus belle province. »

Il était huit heures moins quelques minutes; pendant le quart d'heure qui me restait, nous causâmes assez librement. Il me demanda des nouvelles de l'Impératrice et de ma femme, me parla de la précision de nos armes et de notre nouvelle artillerie, de l'amertume qu'il ressentait contre les confédérés et ceux qui auraient dû l'appuyer, de la satisfaction qu'il aurait de voir la paix conclue sans congrès.

« Ils seront bien étonnés à Berlin, dit-il en souriant. Je n'en suis pas fâché. J'aime mieux céder à l'empereur Napoléon qu'à un congrès. Si nous pouvons nous entendre sur les affaires d'Italie, il n'y aura plus de raison de discorde entre nous. En Orient, nous pourrons être d'accord.

— C'est vrai, dis-je, mais, pour cela, sire, il faudrait peut-être régler la question italienne autrement que ne veut le faire Votre Majesté.

— Croyez que j'ai fait tout ce que je pouvais. »

Je remarquai la différence d'attitude entre nous deux ; en arrivant, pendant notre première conférence, c'est moi qui étais pressant et tâchais de le convaincre avec tous les ménagemens de forme; actuellement, c'était lui qui avait pris mon rôle et moi qui étais devenu très froid et très réservé.

J'évitai avec soin dans ma conversation tout ce qui pouvait avoir trait à des arrangemens financiers à prendre entre l'Autriche et la Lombardie. Plusieurs fois, l'Empereur y fit des allusions, très indirectes, il est vrai, que je me gardai bien de relever.

Ces questions sont compliquées. Je ne crus pas que c'était le moment de les traiter. Il n'en était pas parlé dans les préliminaires et l'empereur Napoléon ne m'en avait pas dit un mot. Je pensai qu'il fallait, à cet égard, laisser pleine liberté aux plénipotentiaires qui auront à traiter la question de partage de la dette publique, — la revendication de tous les fonds des institutions indépendantes que l'Autriche s'est illégalement appropriés.

Ils pourront faire valoir que la part beaucoup trop grande que la Lombardie a supportée dans les impôts généraux, les impôts forcés et les réquisitions de toute nature fournies par cette province font une large compensation à la part de dette publique qui pourrait lui revenir et dont elle ne saurait, du reste, être responsable, puisque c'est en grande partie pour l'opprimer que ces dépenses ont été faites et qu'elle n'a participé à leur vote en aucune façon.

Comme questions secondaires, il y aura à traiter :

l'amnistie accordée aux soldats hongrois qui avaient pris du service chez les alliés, en les exonérant de tout service militaire, sans quoi, les traitemens qu'ils auraient à subir dans l'armée autrichienne rendraient cette mesure de clémence illusoire ;

la restitution de la couronne de Fer emportée par les Autrichiens ;

le renvoi dans leurs foyers de tous les soldats lombards servant dans l'armée autrichienne.

Voyant avancer ma voiture dans la cour, nous sortîmes et il m'accompagna jusqu'au haut de l'escalier, avec des paroles polies pour moi personnellement.

« Allons ! dit-il, au revoir ; j'espère que ce ne sera pas en ennemis et que l'empereur Napoléon m'enverra une réponse favorable. »

Une foule d'officiers encombraient la cour ; entre autres, on me fit remarquer les généraux Schlick et Hess. Mon aide de camp était resté avec ces officiers ; leur aspect était fort triste ; il y en avait qui connaissaient évidemment ce qui s'était passé ; ils avaient l'air profondément humilié et mécontent.

Un officier et trois gendarmes d'élite m'accompagnèrent jusqu'à Villafranca. Une grande foule encombrait les rues de Vérone et plusieurs habitans s'approchèrent de moi en criant : « Vive la France ! »

Quelques minutes après dix heures j'arrivais au quartier général de Valeggio.

Je rendis compte à l'Empereur de ma mission ; je lui fis observer combien elle avait été difficile et pénible, surtout à cause des engagemens personnels de l'empereur Napoléon auxquels l'empereur François-Joseph se référait sans cesse.

Le roi (de Sardaigne) est assez satisfait ; l'Empereur m'embrasse et est très content.

« Il est curieux, dis-je, que ce soit moi, que cela regarde le moins, qui suis le moins satisfait des trois. »

L'Empereur se décide à accepter, comme je n'en avais jamais douté.

Il écrit une lettre à l'empereur d'Autriche qu'il lui envoie avec les préliminaires signés par lui, sur une copie faite par M. Robert, son secrétaire.

A onze heures et demie, je quitte l'Empereur ; je rencontre M. Nigra et nous causons dans le jardin, avec le Roi et lui, jusqu'à minuit et demi.

Je rentre à Salionze à une heure et quart, très fatigué. (12 juillet 1859.)

LE PRINCE NAPOLÉON.

LA
CROISÉE DES CHEMINS[1]

PREMIÈRE PARTIE

I
LE CHOIX

> Les raisons me viennent après, mais d'abord la chose m'agrée ou me choque sans en savoir la raison. ROANNEZ.

I. — LA LIBRE JEUNESSE

Peu de journaux, juste ce qu'il en faut pour plier de temps à autre un paquet et savoir si Paris a varié la liste de ses plaisirs; des livraisons dépareillées, aux couleurs mauve, brique ou rouge-sang, du *Mercure de France*, de l'*Ermitage*, des *Entretiens politiques et littéraires;* un *Akedysséril* ou une *Ève future* de Villiers de l'Isle-Adam, des vers de Moréas ou de Verlaine, peut-être la *Société mourante et l'Anarchie* de Jean Grave, sûrement *Un homme libre* de Maurice Barrès que le quartier Latin aima le premier; des photographies de primitifs, de préraphaélites anglais ou de Rose-croix, mêlées non sans incohérence à des reprodutions de marines de Charles Cottet ou de pêcheurs de Lucien Simon; quelque coupon du théâtre de l'Œuvre mentionnantune représentation des *Tisserands* ou d'*Un ennemi du peuple;*

(1) *Published, August first, nineteen hundred and nine. Privilege of copyright in the United States reserved, under the Act approved March third nineteen hundred and five, by* Plon-Nourrit.

enfin une jeune personne à bandeaux plats : voilà ce qu'on était à peu près assuré de rencontrer chez un étudiant consciencieux à la mode de 1894.

Rien d'un tel bric-à-brac ne manquait à cette date chez Pascal Rouvray (22, avenue de l'Observatoire, au cinquième étage), sauf la jeune personne coiffée à la vierge. Mais on l'*espérait* sans doute, à en juger par une énorme gerbe de roses pourpre qu'une bouquetière venait d'apporter et que la servante, vieille ménagère qui tenait de la chaisière et de l'ouvreuse, abandonnait traîtreusement dans son papier, sur une table, au lieu de rafraîchir les tiges. Pour s'opposer à ces annonces de frivolités, une assemblée d'ouvrages scientifiques et médicaux était répartie sur quelques rayons et sur une bibliothèque tournante. En bonne place figuraient les Claude Bernard, les *Annales* de l'Institut Pasteur, les travaux de Charcot, de Vulpian, de Duchenne de Boulogne, tous suffisamment fatigués. La demi-importance de l'appartement, assez élégant et très lumineux, — cabinet de travail à grande baie, salle à manger avec véranda, chambre à coucher, — surtout celle des livres, choisis pour l'au-delà des examens, révélaient chez le locataire, plutôt que l'âge hasardeux des études, l'époque précise, compliquée et terrible où il faudra utiliser sa jeunesse. Pascal Rouvray, l'un des plus brillans étudians de sa génération, venait d'être nommé, à un âge exceptionnel, à la clinique des maladies du système nerveux.

Le 22 de l'avenue de l'Observatoire fait l'angle du boulevard du Montparnasse. Des fenêtres, on voit donc au printemps un fleuve de verdure qui coule sans hâte et se jette dans le jardin du Luxembourg comme dans un lac, hormis un clair canal qui s'en détache pour former le boulevard Saint-Michel. Par-dessus l'espace libre de Bullier tout proche émerge le dôme du Panthéon, et tout au fond, au delà des lignes indéfinies des toits, se balance, seulement aux beaux jours, l'église du Sacré-Cœur de Montmartre, perchée sur la brume que compose la distance même avec des pierres, pareille dans sa blancheur à quelque lointaine cité sarrasine. On tient Paris dans un coup d'œil, comme un enfant qui joue au bord de la mer croit la saisir dans le creux de la main, et la ville bigarrée, ainsi précédée d'un jardin et terminée en mirage, a de quoi séduire et surexciter un cerveau de jeune homme, même s'il n'a pas pris les fièvres dans Balzac.

Une clé grinça dans la serrure, et Pascal entra chez lui précipitamment.

— Où sont mes fleurs, Mélanie? Comment! vous les laissez mourir de soif. Vite, de l'eau dans les vases.

Pressé, il disposa, lui-même, les roses en touffes trop épaisses, — on ne s'improvise pas fleuriste, — sur la cheminée, et sur une commode, devant une grande photographie de femme en toilette de soirée.

— Et les gâteaux?

— Voilà.

Il les rangea sur une coupe, au nez de l'inutile Mélanie et passa l'inspection du mobilier tandis qu'elle le regardait, surprise, mais immobile.

— Maintenant, ajouta-t-il, vous pouvez regagner votre cuisine et préparer le thé.

— Je n'ai pas fini par ici, protesta la servante, recouvrant l'usage de ses membres. Et puis, il y a une lettre pour Monsieur.

— Bien. Posez-la sur la table.

Il avait autre chose en tête que de lire son courrier.

— Ah! reprit-il, si l'on sonne, j'ouvrirai moi-même. Vous avez compris?

— Oui, monsieur. Monsieur attend une dame.

— Je vois que vous avez compris en effet. Mélanie, vous êtes perspicace.

— Elle se sera joliment fait attendre.

— Comment?

— Il y a longtemps que Monsieur n'a plus reçu de ces visites-là.

— Mélanie, vous avez cessé de comprendre.

Et il congédia, non sans un sourire amusé, la vieille bonne indulgente qui se serait intéressée volontiers à ses secrets, et qui paraissait regretter pour lui, avec une indulgence toute parisienne, tant d'occasions perdues. Aussitôt il alla se poster à son balcon. Les arbres de l'avenue, l'océan de maisons échafaudées, les tours de Montmartre recevaient en poussière d'or les rayons du soleil qui commençait seulement d'accentuer la courbe de sa descente. C'était une de ces féeries de juin qui sont la floraison de l'année. Il n'en distinguait pas l'éclat, ni les variés détails, car il regardait attentivement le boulevard où les omnibus, les voitures, les piétons s'agitaient au-dessous de lui, dans une agi-

lité rapetissée de fourmilière. Son guet se prolongea. Enfin une victoria, que deux dames occupaient, s'arrêta au bord du trottoir.

« Monteront-elles toutes les deux? se demanda-t-il avec inquiétude. Non, Mme Avenière est si délicate de santé... »

Son vœu fut exaucé. Une seule de ces dames descendit de voiture et disparut sous la voûte. Il quitta la fenêtre, courut vers l'antichambre, mais suspendit tout à coup son mouvement en avant jusqu'à ce qu'*elle* fût là. Une des plus chères émotions est d'écouter dans son cœur avec certitude le pas de la bien-aimée. Celle qui gravissait en ce moment ses cinq étages, — elle devait être déjà au premier, — représentait, avec tout l'amour, l'ordre fixé, l'harmonie naturelle de sa vie: Laurence Avenière, sa fiancée. Par elle, il atteignait le sommet de sa jeunesse d'où il pouvait promener sur le monde, en bas, un regard qui le mesurait.

« Au second, il y a une banquette qui invite à s'asseoir, mais elle ne s'y reposera pas... »

Il avait eu cette chance unique de la rencontrer au moment où l'homme prend connaissance de ses forces avant que rien ne soit venu les amoindrir.

« Le fauteuil du troisième est mangé des mites: il éloigne plutôt qu'il ne retient... »

Ces fiançailles ne dataient que de deux ou trois jours. Elles n'étaient pas encore annoncées. Mais pour la demande officielle ses parens ne retarderaient pas un voyage si pressant. La lettre qu'il avait oublié d'ouvrir, qui gisait là, sur la table, était précisément de l'écriture de son père.

« Au quatrième on commence d'être essoufflé, mais on arrive. Pourvu qu'elle ne se soit pas fatiguée en montant trop vite!... »

Il avait déjeuné rue Desbordes-Valmore, à Passy, chez elle. Alors elle lui avait dit: — Je passerai avec maman, en voiture, vers cinq heures, avenue de l'Observatoire. J'irai peut-être, — maman permettra, — vous faire une petite visite. Rien qu'entrer et sortir. J'aimerais voir où vous avez demeuré...

« Mais elle devrait être là. On n'a pas sonné. Que cette maison est haute et d'un accès difficile! »

Enfin le coup de sonnette attendu le secoua comme s'il ne l'attendait pas. Il devança la vieille Mélanie qui, par curiosité, transgressait la consigne, et il ouvrit.

— Me voilà, dit-elle.

— Vous. C'est vous. Venez vite.

— Je ne m'arrête pas. C'est déjà beaucoup d'être venue. Rien qu'entrer et sortir, vous savez. Maman est en bas.

Il l'entraîna dans son cabinet de travail. Elle ne soufflait pas. Les ascensions lui convenaient, ou bien elle était montée sans se presser, avec une lenteur raisonnable. Elle ne paraissait ressentir aucune gêne.

— Ne parlez pas, dit-il, plus ému qu'elle. Laissez-moi vous regarder chez moi. Pour un instant, je ne veux que vous voir. Votre voix, ce serait trop.

Elle rit de cet excès d'adoration auquel, pourtant, elle se prêta complaisamment. Elle riait comme font les petites filles dont la joie est toute claire.

On éprouve dans la rue, dans les lieux publics, une sorte de contentement désintéressé à rencontrer un de ces jeunes couples parfaitement assortis et rares, dont s'accordent les tailles, les âges, les démarches, toutes les apparences : pour un peu, on solliciterait l'autorisation de les remercier, car leur vue réjouit et porte à croire aux affinités électives, aux harmonies préétablies. Ainsi se convenaient Laurence et Pascal. Personne de leurs connaissances ne s'étonnerait en apprenant leurs fiançailles.

Pourtant l'impression que chacun laissait différait tant de cette impression d'ensemble. Élancée et svelte, les jambes longues, avec cette pureté des proportions qu'achève, après la nature, le sport quotidien, elle aurait pu retenir l'attention rien que par cette légère grâce, et le regard allait tout droit à son visage, non pour son profil de médaille, ses cheveux blond doré qui sur le front moussaient et ses yeux sombres dont cette nuance de la chevelure adoucissait l'expression un peu dure, mais pour la singularité d'un teint qui l'empêchait de ressembler à personne. Il y a des blancs lumineux, ceux, par exemple, avec lesquels Fra Angelico a peint le couronnement de la Vierge sur un mur du couvent de Saint-Marc : ainsi le teint de Laurence était comme translucide. Coloré, il n'eût pas été plus vivant. Par sa mère, elle appartenait à ces races du Nord dont le sang est moins rapide, ou paraît dissimuler sa course comme une eau sous la glace. Le rire, presque enfantin, donnait de l'ambiguïté à cette physionomie trop classique et un peu sérieuse. Elle attirait, déconcertait, passionnait à cause d'un charme curieux d'incertitude qu'elle portait avec sérénité et au naturel.

— Je ne suis jamais sûr de vos yeux, lui avait avoué Pascal un de ces jours de mélancolie que la jeunesse rencontre et même recherche dans l'amour, pour résumer cette impression confuse qu'elle lui communiquait.

— Pourquoi ?

— Parce qu'ils ont vu trop de choses avant moi.

— Ils ne vous auraient peut-être pas trouvé s'ils vous avaient moins cherché.

Et il y aurait eu quelque insolence dans une telle réponse sans le ton grave qui savait envelopper les mots de tendresse et se plier à ces inflexions dont la vibration semble se continuer dans le silence, comme les sonorités du violoncelle.

Lui, tout au rebours, répandait de la sécurité, de la confiance, le sentiment de la vie, ce qui est un premier gage de succès quand on a choisi pour profession de combattre la mort. Les cheveux en brosse, la taille haute, les traits courts, portant ses vingt-sept ans avec allégresse, il conquérait immédiatement la sympathie qui ne va qu'à ces forces bien équilibrées où l'on devine le mélange de la santé physique et de la vigueur intellectuelle et morale et dont une distinction trop raffinée s'écarte comme de la banalité pour recourir à elles dès qu'elle se sent atteinte ou menacée.

La jeune fille prenait possession de la pièce qu'agrandissait la baie ouverte. Elle portait une toilette de voile plissé bleu de lin avec des manches bouffantes à hauts poignets de velours noir comme le corselet, et un col à revers de guipure ancienne. Le petit chapeau de paille était de la même nuance délicate que la robe, bordé de velours noir et garni de gros pavots de soie noire. Si longtemps il devait l'évoquer ainsi, avec exactitude !

— Je puis parler maintenant ? hasarda-t-elle par gentillesse comme il se taisait.

— Mais oui.

— Des roses rouges. J'en emporterai une, voulez-vous ?

— Toutes.

— Toutes, je veux bien... Ah ! moi. Vous me regardez souvent ? Et voilà où vous travaillez.

— Où j'essaie de travailler. Je m'interdis de penser à vous pendant une heure.

— C'est bientôt passé.

— Et le quart n'en est pas écoulé que je reprends votre photographie ou vos lettres.

— Alors, rendez-les-moi, assura-t-elle en plaisantant. Je ne veux pas qu'elles vous affaiblissent.

Et plus sérieusement :

— Je voudrais qu'elles vous fortifient.

— Ne le savez-vous pas, Laurence ? Je vous dois mes exaltations, le sentiment que j'ai de tenir la vie dans mes mains, et tout le bonheur.

Elle sourit, contente, et traversant la baie ouverte, alla s'appuyer au fer du balcon.

— D'ici vous voyez tout Paris. Cela fait une grande rumeur. Venez l'écouter avec moi.

Et pendant qu'il s'approchait, elle se mit à invoquer la ville comme un être vivant.

— Un jour, peut-être, *il* vous connaîtra.

— Qui?

— Mais Paris. Il faut qu'il vous connaisse comme un bienfaiteur. Et vos ambitions, vous les oubliez?

— Je n'y pense guère en ce moment.

— J'y pense, moi, depuis que vous m'avez dit un soir vos espérances d'avenir. C'est ce soir-là...

— Ce soir-là ?

— Que j'ai compris...

— Moi, il y avait longtemps...

Elle sourit pour ramener au ton ordinaire leur entretien :

— Vous découvrirez bien quelque microbe inconnu, pour m'être agréable. Avec les moyens de le détruire, par exemple.

— Oui, vous voudriez un mari célèbre.

— Certainement. Je sais ce que vous valez. Je me sauve. Maman, de la rue, m'adresse des signaux.

— Déjà !

— Mais vous viendrez demain à Passy.

— Attendez. Il me semble que je ne vous ai pas encore vue. Et vous ne m'avez pas dit...

— Quoi donc ?

— Si vous m'aimiez aujourd'hui.

— Vous non plus.

— A quoi avions-nous la tête, Laurence ? C'est librement et pour toujours, n'est-ce pas ?

Elle répéta :

— Oui, librement et pour toujours. En face de Paris qui nous voit.

Parce qu'elle s'était confiée à lui, chez lui, il n'osa pas lui proposer de l'embrasser. Il lui remplit de roses les deux bras et, avec sa gerbe qui ne l'embarrassait pas, elle descendit l'escalier. Pour la première fois, tandis qu'elle descendait, il distingua nettement les souples mouvemens de son corps. L'excès de tendresse n'abolit qu'un temps le désir. Et regrettant de ne l'avoir pas serrée sur sa poitrine, il gâta d'un peu d'amertume cette paisible scène.

Il regagna le balcon et vit la jeune fille monter en voiture. Les fleurs qu'elle avait posées sur ses genoux, elle les souleva dans un geste d'adieu. Sa mère aussi le salua. Le cheval s'ébranla et ces dames s'éloignèrent. Bientôt il dut renoncer à les suivre, Laurence aurait pu se retourner une fois ou deux, pour le moins. Mais quoi ! elle était venue, n'était-ce pas assez?

Il resta au bord de la croisée, à la place même qu'elle avait occupée, dans cette disposition qui parvient presque à supprimer l'espace et le temps, et qui, de cet amoindrissement des sensations extérieures, retire une plus grande puissance d'émotion intime par quoi l'on se laisse emporter délicieusement. Le soir qui venait se reconnaissait aux souffles plus frais de l'air, à cette impalpable buée violette qui commençait de baigner les fonds d'horizon. De cette douceur ambiante il ne s'apercevait pas : celle qu'il goûtait en lui-même se confondait à cette heure avec sa respiration. Il aimait comme on vit, au point de ne plus le savoir.

— Monsieur n'a pas sonné pour le thé ?

Mélanie apportait d'elle-même le plateau. Cette entrée le rappela de si loin.

— C'est inutile.

— Comment, elle est partie ! Et Monsieur l'a laissée partir !

— Emportez, Mélanie, emportez. Et ces gâteaux qui sont là.

— Monsieur dîne ici ce soir?

— Non, j'ai prié des amis, au restaurant.

Avec les gâteaux, avec le thé il avait préparé toutes sortes de phrases chantantes qui n'avaient pas servi davantage. C'est assez le sort des pensées d'amour : les meilleures nous restent pour compte.

Laurence lui représentait ce que le mariage représente trop

rarement aux jeunes gens de chez nous, l'attente d'une jeunesse que de médiocres et éphémères liaisons n'avaient pas réellement atteinte. Il appartenait à une génération avide de son indépendance, ivre de tout un bourdonnement confus d'idées, résolue à vivre violemment sa vie personnelle. De cette génération il avait même pris la tête, dans sa spécialité. Son père, le premier, l'avait pressenti en l'expédiant à Paris, à seize ans, pourvu de son double baccalauréat. Il n'y a qu'une ville, dans notre France trop centralisée, pour les étudians hors de la commune mesure, et il est certain qu'elle est aussi experte aux avortemens qu'aux exaltations. Dix années d'études médicales, interrompues seulement par le volontariat, l'avaient conduit, d'échelon en échelon, de l'internat où il avait obtenu la médaille d'or à un doctorat dont la thèse, *Contribution à l'étude expérimentale des myélites infectieuses*, témoignait d'un rare esprit scientifique, et finalement à une nomination précoce de chef de clinique qui datait de quelques jours et laissait prévoir, s'il continuait de suivre la carrière des concours et s'abstenait d'une trop absorbante clientèle, avec le poste de médecin des hôpitaux, celui de professeur agrégé à la Faculté. C'était rapide et méthodique, comme un tir bien réglé. Sur la direction choisie il marchait tout droit. Le sens des distances et son ambition l'avaient préservé de ces bas attachemens qui garrottent une jeune liberté. Il jouissait d'avancer sans liens d'aucune sorte vers un but qu'il plaçait très haut et qui dépassait l'enseignement, quand l'un de ses maîtres, Marriel, qui soignait Mme Avenière pour une entérite et qu'il avait accompagné à diverses reprises chez la malade, lui fit part en souriant de l'insistance que mettait la jeune fille à réclamer des renseignemens sur son avenir :

— « Elle a horreur des gens du monde, affirmait le vieux praticien. Je comprends. Elle les a vus de près toute petite. Elle cherche pour mari un jeune homme susceptible d'être un jour un grand homme, ou du moins un homme connu. Pour les femmes, c'est la même chose. Il lui faut un savant ou un artiste. Drôle de goût. Un brave homme vaut beaucoup mieux. Ces femmes d'aujourd'hui sont bizarres. Enfin vous êtes tout indiqué. »

Un semblable avertissement, quand il correspond à un instinct secret, suffit quelquefois à orienter une destinée. Mlle Avenière ne pouvait rencontrer une physionomie intéressante sans

partir à la découverte. Des peintres chevronnés, de mûrs et éloquens métaphysiciens de Sorbonne, attirés dans le salon de sa mère, avaient consenti à lui expliquer la couleur du monde ou le roman de l'infini. En les écoutant, elle ne perdait pas de vue leur calvitie ou les traces qu'ils portaient de la vieillesse. La jeunesse étouffe si souvent l'intelligence, du moins momentanément, qu'elle désespérait de les rencontrer ensemble. Dès que Pascal lui parut mériter l'attention, elle se précipita comme une joueuse de tennis sur une bonne raquette, et il se perfectionna pour lui plaire. Tous deux embellirent leur amour par avance, en le cultivant en eux-mêmes avec une ardeur de conquête. Et il découvrit avec surprise qu'elle le devançait dans son ambition. Une jeune fille, autrefois, ne pensait pas plus loin que sa tendresse. Celle-ci le précédait dans la voie même qu'il prétendait suivre, courait en avant comme une Diane sur un sentier de forêt, l'appelait pour qu'il marchât plus vite. Se rendait-elle compte prématurément que l'influence d'une femme provient avant tout de l'importance de son mari? Mais plus elle inspirait la fièvre d'agir, par un contraste charmant, plus elle recherchait pour elle le calme comme une grâce.

Ainsi vit-il dans l'amour la concentration de toutes ses forces, l'élan même de son individualisme.

Pratiquement, ce mariage le servait. Les Avenière comptaient de nombreuses relations. Leur train indiquait la fortune. Le jeune docteur serait à l'abri de ces tâtonnemens, de ces luttes amoindrissantes qui, trop souvent, entravent les débuts. Il marcherait vers son avenir par une route royale. Une confusion s'était comme naturellement opérée entre toutes ses tendances, les réalistes et les sentimentales. Il connaissait le plus heureux phénomène humain, l'union en pleine jeunesse de ces deux contraires : la passion et l'ordre.

Quand elle s'était appuyée là, à cette balustrade, au-dessus de Paris lumineux, il avait éprouvé une sensation de plénitude que ne dépasserait aucune autre satisfaction d'orgueil ou d'amour. Son passé avait pris tout son sens. Il le lui avait dédié, en silence, comme ces roses qu'elle avait si vivement respirées et emportées. Plus tard, qu'il devait évoquer douloureusement cette minute, devenue par la suite une de ces dates importantes auxquelles nous suspendons, pour la mieux voir, notre vie!

Sorti, par les soins de Mélanie, de cet état de torpeur, il alla

chercher sur la table la lettre qu'il y avait laissée. Il avait reconnu sur la suscription l'écriture de son père qui était médecin à Lyon. Il la considéra un instant avant de l'ouvrir. Sans doute elle répondait à l'annonce de ses fiançailles que l'avant-veille il avait transmise, et peut-être ses parens manifesteraient-ils quelque mécontentement d'apprendre, après sa conclusion, un événement qui, d'habitude, se prépare en famille. Mais n'était-ce pas ce qu'on est convenu d'appeler un beau mariage? D'ailleurs, on le savait impatient de tout joug, rebelle aux conseils, très décidé à organiser lui-même sa carrière et son genre d'existence. Son père comprenait ses goûts indépendans, les respectait. Quelquefois, il est vrai, au cours des vacances, quand il affirmait résolument ses opinions de liberté, il sentait le regard paternel posé sur lui comme une interrogation, comme une inquiétude. Cette inquisition n'était jamais bien longue; le regard redevenait confiant. Et sa mère écouterait son père.

A l'endroit où Laurence s'était accoudée, il déchiffra la lettre, — bien longue, — dont le début parut l'énerver, et qui plus d'une fois souleva de sa part des protestations.

Lyon, ce 10 juin 1894.

« Mon cher Pascal,

« J'ai prié ta mère qui est ta correspondante ordinaire de me laisser t'exprimer notre étonnement. Nous n'avons pas été consultés sur l'acte le plus grave de ta vie : le choix de ta compagne, la fondation de ton foyer. Tu es notre fils aîné, notre honneur. Nous n'avons jamais, que je sache, pesé sur toi inopportunément. Je sais toute l'importance de la formation individuelle et que ce n'est pas en s'imposant sans cesse que la famille transmet son esprit et ses directions. Je sais aussi que les générations, et surtout la tienne, marchent en avant sans trop se préoccuper de ce qu'elles laissent derrière elles, et je me suis penché sur trop de vies, et aussi sur trop de morts, pour m'en plaindre ou m'en révolter. Mais enfin, nous méritions ta confiance.

« Cette confiance que j'ai rendue tant de fois à ta mère lorsqu'elle se tourmentait à ton endroit, — plus souvent que tu ne le sauras jamais, — il t'appartient aujourd'hui de nous la rendre. Je ne veux pas la perdre. Je ne puis croire que dans ton choix tu n'aies pas été contraint en quelque sorte par ces voix du passé qui prennent malgré nous-mêmes la parole lorsque nos

intérêts les plus sacrés entrent en jeu. Nous eussions souhaité pour belle-fille une de ces jeunes filles du Dauphiné qui fut le berceau de notre race et dont nous gardons le caractère. Celle à qui nous avions pensé t'aurait apporté en dot, outre une fortune bien acquise, le courage et la sécurité. Ce sont là des vertus indispensables, quand on veut de sa vie composer quelque chose. Pour entreprendre, il faut trouver chez soi, avec certitude, la paix et le réconfort. Aucune inquiétude ne doit venir de son intérieur à un homme d'action. Il faut comprendre, vois-tu, l'anxiété des parens qui envisagent l'établissement de leur fils. L'amour ne suffit pas au mariage. Un mariage engage une maison. Nous ne t'eussions donné qu'un conseil. Tu t'en es passé. J'espère que tu t'es néanmoins inspiré de nous.

« Paris a toujours un peu effrayé ta mère. Je n'ai pas hésité à t'y envoyer pour tes études, malgré les habitudes particularistes des Lyonnais, à cause de l'élargissement cérébral que les bons sujets y reçoivent. Mais on y fait une grande consommation d'idées fausses. Et surtout Paris est une ville où les origines de chacun se perdent, et qui, se recrutant de tous côtés, accepte d'être composée de passans et de couples éphémères. On ne s'y installe pas pour durer. Souviens-toi que se marier, c'est accepter de durer. Tout est là. Quand on bâtit pour longtemps, on prend garde à la solidité de la construction. Nous vivons à une époque trouble où chacun remet tout en cause. Écarte avec ta fiancée ce sable mouvant. Une fois d'accord sur la croyance essentielle à l'indissolubilité du mariage, au nom déjà ancien des Rouvray, vous prendrez vos dispositions en conséquence. Pardonne-moi d'insister sur ce point.

« J'aurais préféré te parler de ces choses plus tranquillement aux vacances, dans notre propriété de Colletière. A la campagne on est bien, le soir, pour ces causeries si simples et si importantes. Tu ne m'en as pas laissé le loisir. Il faut que je te parle sans retard. Déjà ta thèse de doctorat ne m'avait pas satisfait. Ta méthode, si elle va droit au but, sans souci des vieilles notions qu'elle jette bas, me paraît incomplète. Tu sépares trop à mon gré la maladie du malade. On dirait qu'elle seule t'intéresse. Tu ne tiens pas assez compte de l'infinie complexité de la nature humaine et tu veux trop ramener l'art divin de la médecine à des formules convenables à la chimie ou à la physique. L'épigraphe que tu as empruntée à Charcot : « Il n'y a

pas d'hybrides en pathologie nerveuse, » je ne saurais l'admettre. J'ai beaucoup pratiqué, beaucoup observé, et je suis déjà vieux. Les notes que j'ai rassemblées, que je publierai peut-être un jour, ne me permettent pas, sur l'origine des maladies nerveuses que tu décomposes en les isolant définitivement de toute cause morale, d'accepter tes conclusions. Un médecin n'est pas seulement un biologiste. Les théories pasteuriennes ont pu servir la médecine. Elles n'ont pas le pouvoir de l'enfermer dans un laboratoire. Le grand Pasteur lui-même ne leur a jamais donné ce sens. Nous en reparlerons, et d'ailleurs l'expérience remettra chez toi toutes choses au point. Je suis sûr de ton cerveau comme de ton cœur.

« Maintenant que j'ai fini de te gronder, — combien de fois l'ai-je fait en dix ans, depuis que tu nous a quittés pour tâcher de nous dépasser? — ne doute point de notre tendresse. Nous accueillerons Mlle Avenière comme notre fille. La situation de famille que tu nous dépeins ne peut que nous être agréable, puisqu'elle facilitera ton entrée en carrière et servira tes légitimes ambitions. Mais de ta fiancée elle-même nous attendons l'explication de ton choix. Je la souhaite digne de ta mère à qui je dois la sérénité de mon esprit et la paix de mon cœur.

« Je partirai dans quelques jours et je demanderai officiellement, — un peu tard, — la main de Mlle Avenière à ses parens. Ta mère désirerait de m'accompagner. Je crains pour elle le voyage et la chaleur croissante. Je pensais prendre dès demain le rapide, mais je me sens un peu fatigué ce matin : quelques troubles de circulation, suite de surmenage sans doute. A cette époque de l'année, j'ai presque toujours besoin de repos. Tu excuseras mon retard qui ne saurait se prolonger.

« Adieu, mon cher fils, je t'embrasse plus paternellement encore que de coutume. Nous n'avons eu de toi que des satisfactions et nous bénissons ton avenir.

« Pierre Rouvray. »

Malgré l'affection contenue dont elle était imprégnée, cette lettre atteignait Pascal aux deux points sensibles de son amour-propre. Dans la vie comme dans la science il prétendait aller de l'avant sans être entravé. Un des attraits de ses fiançailles venait précisément de leur libre accord. Laurence et lui, quand ils parlaient de la société, de la famille, c'était pour s'en mettre à part.

Ils ne les acceptaient que sans obligations. Et ils n'admettaient la durée du mariage que si l'amour l'imposait, ce qui ne les privait pas de se demander, comme tous les amans, s'ils s'aimeraient toujours. Parce qu'ils avaient été assez privilégiés pour se rencontrer, ils s'isolaient du reste de l'humanité qui, elle, se débrouillerait comme elle pourrait dans ses institutions. — Chacun sa vie, pensait le jeune homme : il n'y a pas de principes généraux. — Et, par une contradiction qu'il n'apercevait pas, il transportait dans les phénomènes nerveux la nécessité de ces lois inflexibles dont les sciences physiques et chimiques révèlent l'existence. Sa thèse traitait l'homme avec une autorité toute mécanique qui ne tolérait aucune exception.

Il posa donc avec un geste d'insoumission la lettre qu'il venait de lire sans plaisir. Et lui-même traça quelques lignes qui détendirent l'expression tirée de son visage. C'était un petit bleu qu'il adressait à Laurence pour la remercier d'être venue. Le soleil descendait du côté du Mont-Valérien. Il était six heures et demie. Une heure à perdre avant le rendez-vous qu'il avait au café Manette avec ses deux meilleurs amis, Félix Chassal et Hubert Epervans, à qui il offrait à dîner pour fêter sa nomination de chef de clinique. Il avait besoin de marcher, et il lui serait agréable de flâner dans ce quartier Latin qu'il allait quitter et qui avait été le témoin de sa jeunesse.

Après avoir posé son pneumatique dans la boîte du bureau de poste voisin, il revint sur ses pas et donna à son concierge cet avertissement : « S'il vient un télégramme pour moi ce soir, faites-le porter sans retard au café Manette. »

Qui sait ? Laurence lui répondrait ce soir même. Il ne voulait pas attendre sa réponse. C'était un espoir un peu fat, mais convenable à un jeune homme de vingt-sept ans qui a reçu dans l'après-midi la visite de sa fiancée.

II. — L'AVERTISSEMENT

Pascal Rouvray descendit l'avenue de l'Observatoire dont les frondaisons projetaient une ombre lourde sur la pelouse centrale, et il franchit la grille du jardin.

Pour les étudians de Paris, il n'est qu'un jardin. Le Luxembourg leur appartient, surtout la partie comprise entre la rue Auguste-Comte, le boulevard Saint-Michel et l'Odéon. De la

verdure, des parterres, une longue terrasse, des statues de dieux ou de reines, une pièce d'eau, la fontaine de Médicis où Polyphème surprend Acis et Galatée, que de grâces multipliées dans leur parc! Mais il faut passer des examens.

Le soir est particulièrement favorable à cette promenade. Les feuillages du fond tamisent la lumière du soleil. Elle tombe avec douceur dans les allées, sur le bassin octogone où l'air tiède fait courir des frissons. Elle teinte d'or la buée fraîche qui s'évapore des tuyaux d'arrosage. Cette heure qui précède la chute du jour, il semble qu'elle-même circule, discrète et inaperçue, à travers le jardin pour y répandre une suavité qu'on respire, une joie délicate et quasi sacrée. Les dieux sur leurs colonnes, les reines de France sur leurs piédestaux, prennent un petit air de mélancolique abandon. Et les pigeons achèvent leurs jeux avant de regagner les nids. L'un d'eux ne se pose-t-il pas avec l'intention d'y rester sur le bras levé de Diane à la biche, parmi les fleurs?

Malgré Juillet menaçant, le Luxembourg faisait « salle comble » comme un théâtre. Des groupes d'étudians, les uns en chapeaux de paille, les autres usant les derniers bérets de velours noir, quelques-uns débraillés, mais la plupart déjà corrects, entouraient de jeunes femmes à bandeaux plats, *maîtresses d'esthètes* de la rive gauche, qui dissimulaient la médiocrité de leur fonction sous une gentille camaraderie, comme celle de leur toilette sous l'extravagance de la mode, manches bouffantes, cols rabattus, minuscules chapeaux. Tous ces jeunes gens n'appartenaient pas au monde des écoles : il y avait là de vagues poètes, et des commis en rupture de magasins, et des exotiques reconnaissables à leurs teints et à leurs cravates. On tenait salon à l'air libre. Les propos qui s'échangeaient, parmi bien des galanteries faciles et des potins de facultés ou de brasseries, se relevaient volontiers de discussions d'art, de littérature, de métaphysique qui convergeaient toutes vers un goût de liberté, et même d'effrénée liberté. Pascal, retrouvant l'une ou l'autre de ses constructions idéologiques chez tant de péripatéticiens, souriait de les entendre en passant. Il prit une allée verte qui laissait entrevoir, dans sa voûte, le Panthéon, sortit du jardin et gagna le boulevard Saint-Michel pour y perdre un peu de temps, les dernières heures inconnues de toute une période qui ne devait pas avoir de lendemain. Déjà son destin accompli le suivait, sans le toucher encore à l'épaule pour l'obliger à se retourner.

Le quartier Latin, sauf le dégagement heureux du musée de Cluny et l'achèvement de la Sorbonne, était pareil alors à ce qu'il est aujourd'hui. Mais la population d'étudians qu'il abritait différait-elle de la nouvelle? Aucun lieu de France n'a plus d'importance que celui-ci pour préjuger notre avenir et tâter le pouls de notre moral. Toujours agité, il change d'une génération à l'autre, et ces changemens auront plus tard leur répercussion. La jeunesse qu'on y regarde vivre porte en elle, avec une superbe légèreté, la paix et la guerre, l'enthousiasme et la défaillance. Quelle personnalité collective faut-il attribuer à celle de 1894 et des années précédentes? Pascal Rouvray la représentait, comme ses amis Hubert Epervans et Félix Chassal, chacun d'eux lui superposant sa propre individualité, plus ou moins fine ou forte, plus ou moins apte à la modifier. Le drame auquel il allait se heurter, se rencontre, avec des variantes généralement atténuées, dans presque toutes les existences. Notre premier chemin, dans cette forêt de la vie semblable à celle que Dante a décrite, s'obscurcit, aboutit à un carrefour. Quelle route prendrons-nous? Celle-ci qui s'en va toute droite, ou l'une de celles-là si engageantes avec leur fraîcheur et leur mousse peu foulée et ces courbes plus ou moins sinueuses qui font de leur suite une aventure? Ce choix ne sera pas entièrement libre. Il sera déterminé en nous par les puissances que nous avons accoutumé d'accueillir, puissances de sensibilité et d'intelligence qui, s'exerçant autour de nous, ont fini par se fixer dans notre cerveau et dans notre cœur si elles n'y ont trouvé la place déjà prise par d'autres plus anciennes. Quelles étaient donc alors les modes de sentir et de penser qui allaient peser sur les décisions de Pascal?

Tous les vingt ou vingt-cinq ans il semble que l'atmosphère se renouvelle, et que se modifient la conception de la vie et les moyens de parvenir. La vision de la guerre et de la Commune qui inaugure notre âge, un témoin a pu en résumer l'horreur en quelques phrases dans un livre de souvenirs : des fantassins gravissant la pente des Buttes-Chaumont vers deux pièces en batterie où flotte un drapeau rouge et que défendent des hommes en bras de chemise, coiffés du képi de la garde nationale, tandis qu'au-dessus d'eux, sur la terrasse de l'un des forts de l'Est, des soldats prussiens les regardent. Il semble qu'après un tel cauchemar, un peuple ne songe plus qu'à sa santé, et de fait le pays se remit en marche d'un assez bon pas, mais d'un

pas qui bientôt manqua de cadence. La jeunesse qui avait pris part aux événemens avait reçu la grâce efficiente de l'action : elle souhaita la revanche. De celle qui vint immédiatement après, un autre témoin nous a dit la misère. Il n'a pas craint d'analyser par souci de vérité le cas, — non isolé, — d'un Armand de Querne, la pensée souillée dès le collège et pervertie par la littérature, — impressionnisme borné, naturalisme pessimiste et bas, — impie par élégance, dégoûté de jouer un rôle, sans idées directrices, nihiliste à bonnes fortunes, qui demeure assez lucide pour mépriser ses passions, et dont les expériences intellectuelles et sentimentales aboutissent à l'aridité morale. Avortement dont on se désintéresserait, s'il n'en présageait un autre plus pathétique, celui d'une génération dont le désarroi porte ses fruits vingt ans après. Comment ne pas tenir compte de cet exemple, quand on lui découvre des répliques plus ou moins bien venues dans presque tous les ouvrages romanesques de la même date ?

Après ces années de dépression, il y eut un réveil. Ce qu'une idée commune n'avait pas su faire, la recherche du plaisir l'opéra. C'est une force qui, chez la jeunesse, n'est pas à négliger. La grande foire de 1889, qu'aucune autre Exposition n'égala, correspondit à un besoin de confiance, de succès. La France reprenait enfin son rang, par l'administration de la joie. Un étudiant n'est pas insensible à cette priorité. Et l'on commença de repasser par-dessus les frontières pour s'engouer d'un cosmopolitisme de fontaines lumineuses. Jusqu'aux petites danseuses javanaises qui, subtiles et savantes, tournaient comme une ronde de nos désirs éparpillés.

Vers quel but allait tendre ce nouvel essor? On renaissait à la vie, à la gaîté. Ainsi qu'il est d'usage en France, ce fut la vie des pensées et des formes, la gaîté d'un atelier d'artiste, d'une fabrique d'idées. Or, les auteurs à la mode entretenaient par leur désenchantement un goût de la mort qui n'était plus de saison. Comme les tristes jeunes gens du temps de Musset, atteints du *mal du siècle* et se reconnaissant dans un Werther et dans un Manfred, entendirent les conseils qui leur venaient de Gœthe, agitateur immobile, et de Byron, qui se détruisait en musique, comme les graves jeunes gens de l'époque de Renan et de Taine, dans une frénésie de curiosité intellectuelle, subirent l'influence de la philosophie hégélienne, sans se douter que la

revanche d'Iéna devait suivre l'invasion humanitaire, la jeunesse d'alors, cherchant des directions plus conformes à ses instincts que le pessimisme ou le dilettantisme dont notre propre littérature était saturée, accueillit Tolstoï et sa pitié débordante, Ibsen et son individualisme, avant-garde de Nietzsche. C'étaient les faux noms du communisme et de l'anarchie. On les confondit un moment, parce que tous deux descendaient de Jean-Jacques, l'un du *Contrat social*, l'autre des *Rêveries du promeneur solitaire*. Les faits, dans le monde des étudians, allaient donner le pas à l'idée de liberté sur celle d'égalité.

En 1893, le quartier Latin connut l'émeute et un commencement de barricades. L'autorité avait voulu se mettre en travers de ses plaisirs. La répression policière fut brutale et maladroite. C'est une grave faute de traiter sans tact l'âge où les audaces sont permises. Plus tard, on ne pourra plus les canaliser. La plus inquiétante jeunesse est celle qui n'a pas d'opinions extrêmes. Le résultat fut un mouvement libertaire dont se souviennent les témoins de cette époque qui fut celle des attentats anarchistes. On se passionna au boulevard Saint-Michel pour les enfantines et brusques théories de Jean Grave, le premier des primaires. Les jeunes institutrices nouvellement brevetées, entre deux cours, lisaient Bakounine. Une revue qui eut son heure de célébrité, *l'Ermitage*, ayant institué un referendum sur cette question : *Quelle est la meilleure condition du Bien social, une organisation spontanée et libre, ou bien une organisation disciplinée et méthodique?* reçut quatre-vingt-dix-neuf réponses, toutes émanées des princes de la génération montante, dont cinquante-deux étaient favorables à la liberté contre vingt-trois qui réclamaient la contrainte.

Toutes ces manifestations signifiaient la recherche d'un état d'exaltation et de lyrisme intellectuel où l'on éprouverait mieux la beauté de vivre. L'analyste de cet état l'avait déjà défini dans *le Culte du moi*. Il n'avait pas encore trouvé que notre *moi* a pour support la société, et reprend, comme Antée, ses forces en touchant la terre, — la terre où sont nos morts. A défaut d'autre religion on pratiqua celle-là. Elle engageait avec autorité à se développer en méthode. Utopistes de tout poil, symbolistes, mages, néo-mystiques, néo-chrétiens, étaient partis, comme des *cigognes*, à la poursuite d'un idéal. Les cigognes oublièrent le but pour le plaisir du voyage. On se servit du cerveau et de la

sensibilité pour en tirer de fortes émotions. De cette frénésie il est aisé de retrouver les preuves. « La vie est belle et sainte, » proclamait la *Chevauchée d'Yeldis*. On applaudissait la libération de l'individu aux représentations de *Rosmersholm* ou d'*Un ennemi du peuple*. Les jeunes femmes portaient comme une coiffure le titre d'Ibséniennes et apportaient à l'égotisme le concours de la mode. Brunetière ayant, en pleine Académie, au nom de la tradition, bafoué l'assaut tumultueux de ces jeunes gens enragés de modernité, faiseurs de vers inégaux et obscurs, leur reprochant de parler norvégien ou allemand, on lui objecta la nécessité de se retremper aux sources étrangères. C'était de nouveau l'oubli de cette concentration nécessaire à un peuple vaincu, mais c'était un enragé besoin de s'épanouir par la joie, même si elle exige l'effort, et la note la plus significative était donnée par l'un de ces jeunes gens, des mieux doués, trop tôt fauché, l'auteur des *Chants de la pluie et du soleil*. Il chantait Bismarck sur son cheval noir, quand il aurait fallu un Tyrtée à la France, parce qu'il avait besoin, pour son art, d'un vainqueur, et que sa génération en avait assez de la défaite : « Ma pensée, fait-il dire à son héros, habite une plus haute montagne que la petite morale de la multitude : la montagne de l'avenir d'un peuple... Homme, j'ai de mes passions créé ma personnalité; maître, j'ai des petites patries bâti la grande patrie allemande... » Il y avait là une sorte de *coriolanisme* exaspéré, le mépris de la patrie malheureuse, la fureur qu'elle ne fût pas au premier rang des nations. Dans la démocratie triomphante la jeunesse proclamait l'inégalité. On refusait de se solidariser, de s'associer ; on préférait l'ambition solitaire. Les petits *surhommes* allaient pulluler.

Dans tous les champs d'études ces mêmes courans se précipitent alors. La Faculté des lettres, plus que toute autre, subit les influences d'anarchie intellectuelle. A la Faculté de droit, il est de bon ton de s'irriter contre le droit romain, sa forte discipline, la sagesse de son accroissement progressif, en raison de la gêne et de l'autorité sociale qu'il représente. Nos lois ont déjà ouvert la porte du mariage et découvert la famille. Élargissons la brèche, et l'homme sera plus libre en face de l'État. Enfin l'enseignement médical vient d'être modifié par le triomphe scientifique et officiel des doctrines pasteuriennes. Les découvertes bactériologiques de Pasteur, en déchaînant l'enthousiasme, ont

suscité d'immenses espoirs, comme une mainmise sur l'absolu, quand lui-même, avec humilité, reconnaissait ses limites. Le microbe allait donner la solution de tous les problèmes de pathologie. On abandonne pour le laboratoire la clinique, c'est-à-dire l'examen du malade, moral et physique mêlés en un tout si complexe. Et la chirurgie, grâce aux méthodes d'antisepsie et surtout d'asepsie, entre brusquement dans cette voie de progrès où elle devait marcher d'un tel pas. Chaque étudiant veut sa part de science, déclare surannées les méthodes passées, rejette une tradition qui paraît inutile, traite l'homme comme une pièce d'anatomie. Morceau d'analyse ou abstraction, destiné à la force et à la jouissance, l'individu est de nouveau séparé de ses origines, de son milieu et de l'avenir de sa race. Il est isolé. Il est libre...

De l'année 1884 où, tout neuf, il débarquait à Paris, à l'année 1894 où, chef de clinique, il allait enfin entrer en ligne, Pascal Rouvray avait assisté à cette éclosion joyeuse d'individualisme qui, chez la jeunesse, avait remplacé la tristesse et la désillusion des générations précédentes.

Le café Manette fait l'angle de la rue des Écoles et du boulevard Saint-Michel. Ses terrasses étaient encombrées. La lumière qui déclinait consentait encore à dorer l'heure de la flânerie et de l'apéritif. Autour d'une belle fille en toilette claire, et qui portait sur ses bandeaux une grosse touffe d'épis débordant un petit chapeau, — Mimi Pinson promue au rang de muse, — le groupe de la Tour d'Ivoire prenait le frais. Poètes et métaphysiciens, romanciers en préparation, critiques d'art en possession de l'infaillibilité, ratés ou futurs amans de la gloire, tenaient des propos courtois, ironiques et littéraires, tout en buvant des boissons glacées avec des pailles. C'était un des derniers cénacles, qui déjà s'effritait, personne n'acceptant plus d'être embrigadé. Aux autres tables où robes et vestons s'accordaient, on flirtait, on discutait, on riait trop fort, mais la langue française y résonnait rarement avec un accent étranger. Il n'y avait plus guère de bohèmes. La mode en était passée, et déjà une correction uniforme et commode commençait de recouvrir l'amour latent de la liberté.

Pascal serra quelques mains tendues, reçut au passage des félicitations sur son dernier concours, et comme il prenait l'escalier pour gagner le restaurant du premier étage, il fut accosté par l'amie momentanée de son camarade Epervans :

— Monsieur Rouvray?

— Tiens, bonjour, Lucette.

Sans le mauvais goût de la toilette trop voyante, sans la poudre de riz aux joues et le carmin aux lèvres qu'entouraient de chaque côté de petites rides précoces, Lucette aurait eu ce charme puéril des toutes jeunes filles qui se donnent un genre d'effronterie pour cacher leur timidité.

Son visage étroit, sa gracilité n'accusaient pas vingt ans. Elle regardait le jeune homme et se taisait.

— Eh bien! interrogea-t-il, toujours avec Hubert?

— Toujours.

— Nous dînons ce soir ici. En êtes-vous?

— Non. Hubert ne veut pas de femme à table.

— Montez au dessert.

— Non.

Et, précipitamment, elle ajouta, moitié riant, moitié gémissant:

— Vous ne venez plus. On ne vous voit plus. Vous avez votre grand air avec moi. C'est les femmes du monde qui vous donnent cet air-là? Ce n'est pas malin de plaire aux hommes, quand on a de quoi vivre tous les jours.

Il voulut gentiment l'écarter, car il connaissait la suite. Mais on n'arrête pas une femme qui se déclare :

— Avec nous du moins on garde son indépendance.

— Lucette, Lucette!

— Et puis je n'y tiens pas, à votre Hubert. Si vous aviez voulu...

— Mais, petite, il est trop tard.

Désappointée, elle s'éloigna d'une démarche glissante, comme un chat qu'on n'entend pas. Et machinalement, sur l'escalier, il se retourna pour suivre cette image d'une insouciante jeunesse dont il n'avait pas encore le sentiment qu'elle ne reviendrait jamais.

Il choisit une table au bord de la fenêtre par où l'on touchait presque les branches des arbres, et en attendant ses amis il composa le menu avec l'aide du maître d'hôtel. Comme il relevait les yeux pour interroger le trottoir, il vit Chassal qui descendait d'une voiture et réglait le cocher d'un geste rapide et négligent. Ce spectacle lui arracha un léger sourire : le bruit courait que le jeune homme, — qui par snobisme arrivait toujours au Manette en voiture, — prenait son fiacre au Luxembourg ou à la place Saint-Michel, convenait pour ces petites courses d'un salaire modeste, et produisait par là son effet. Quelquefois, c'était un

coupé de cercle. Il avait dû rencontrer Epervans dans la salle du rez-de-chaussée, car ils apparurent ensemble. Félix Chassal, maigre, osseux, délicat de santé, avait de beaux traits réguliers, une barbe blonde taillée en pointe, les cheveux partagés par le milieu et la raie prolongée derrière la tête, mais les tempes déjà dégarnies. Son air souffreteux, distingué, de client soumis au régime, lui valait d'habitude la meilleure place au restaurant, l'offre de la carte et la priorité du service. Mais il était du nombre de ceux qui prennent un âge une fois pour toutes et n'en changent plus. Hubert Epervans rond, rouge, avec un collier de poils porté autour du menton par recherche d'originalité, de petits yeux madrés de maquignon, des gestes courts de l'avant-bras, ressemblait à un jovial Américain venu à Paris pour affaires et s'y amusant énormément.

Pascal les installa et leur donna connaissance du menu. Hubert, tout en consultant la liste des vins, opinait avec satisfaction, et conseilla tels crus qui furent adoptés, tandis que Félix essuyait méticuleusement ses verres avec sa serviette, passait l'inspection minutieuse de son couvert, et se faisait changer l'un ou l'autre de ses instrumens : après cette série d'opérations, il consentit à se rasséréner.

A la table voisine, un vieux poète déchu, ancien parnassien échoué au Quartier, vint s'asseoir et bénéficia immédiatement du respect tempéré de blague qui accueillait alors toute réputation littéraire. Le gérant qui passait ordonna au garçon :

— Tous les hors-d'œuvre pour le maître !

Et le pauvre maître, comme un dieu dans un nuage, fut enveloppé d'olives, d'anchois, de sardines et de saucisson. De mœurs simples, il réclama une salade de pommes de terre.

Plus loin, des étudians en droit développaient avec effervescence l'extension des droits de la femme mariée, notamment sur les produits de son industrie personnelle.

On ne choisit pas ses meilleurs amis. Ils viennent, comme l'amour et bien souvent la mort, du hasard ou plutôt de causes obscures et lointaines. Une communauté d'origine avait lié, dès leur arrivée à Paris, ces trois jeunes gens qui se trouvaient réunis pour fêter le succès de l'un d'eux. L'isolement ressuscite le souvenir de la province natale : on se classe par régions autant que par écoles et par goûts professionnels. Ils appartenaient tous trois à cette partie du Dauphiné où les contreforts des Alpes

achèvent de s'allonger, comme des vagues au rivage, dans les plaines du Lyonnais.

Hubert Epervans était le fils d'un petit agent d'affaires de Bourgoin, ancien instituteur transformé en administrateur de biens fonciers. Toujours à l'affût des ventes, des locations, des marchés, celui-ci possédait un sens merveilleux du public rural et de l'occasion. De son passage à l'enseignement il avait gardé le culte du diplôme, de sorte qu'il avait poussé son garçon vers les études les plus coûteuses et se voyait obligé de pressurer sa clientèle pour que le Parisien ne manquât de rien. La nouveauté de la race se reconnaissait chez Hubert à une faculté de travail incroyable unie à un art de tirer parti et profit de tout, à un besoin de prendre, de s'emparer, de ne rien laisser dans les plats, et aussi à une certaine vulgarité de gestes que soulignaient volontiers la hardiesse et le cynisme des propos. Il n'était pas retenu par cette délicatesse d'éducation qui implique plusieurs générations déjà affinées et déjà satisfaites. Pourtant il inspirait une sympathie à part. Industrieux, abondant, exubérant, toujours bâtissant des projets, taillé pour continuer en grand les combinaisons paternelles, il plaisait par ce génie d'organisation, cette faculté de construire à quoi il ajoutait un optimisme contagieux et une bonne camaraderie.

La famille plus ancienne de Félix Chassal était issue de la Tour-du-Pin, mais n'y tenait plus que par des liens relâchés. Son grand-père avait fondé une maison de banque à Lyon, et son père avait fait carrière dans la diplomatie. Lui-même, traîné enfant dans les capitales étrangères, orphelin prématurément et confié à des grands-parens égoïstes, avait laissé s'affaiblir, à la suite de ces circonstances, des sentimens de famille et de patrie vers lesquels, par tempérament, il était déjà peu porté, mais qu'un but utilitaire pouvait ranimer. Il parlait plusieurs langues, montrait cette aisance qui vient à voyager, jouissait de sa fortune qu'il gérait avec soin, et que personne ne connaissait exactement, car il était combiné, adroit et volontiers secret.

Quant à Pascal, il descendait de riches tisserands de Voiron qui avaient composé à la longue une lignée quasi aristocratique. Son père, le premier, avait quitté l'industrie pour les professions libérales. Du même âge, à un an près, les trois amis avaient une ambition parallèle qui ne les rendait pas concurrens. Fleur de cette génération renouvelée qui était ardente sans générosité, re-

belle aux obligations personnelles, mais prête à la lutte, pourvu qu'elle fût en ordre dispersé, et avide de vivre, violemment au besoin, pour soi-même, ils entendaient réussir à Paris dont ils goûtaient l'activité rapide, la publicité dans les réputations, surtout la qualité de luxe et d'esprit et l'indépendance. Cependant ils avaient choisi le chemin français, le plus long, celui des Écoles et des Facultés. A vingt-six ou vingt-sept ans, ils allaient réellement débuter. Pascal, le plus jeune chef de clinique des hôpitaux et qui rêvait une chaire à la Faculté de médecine, se spécialisait, après des études générales exceptionnellement brillantes, dans l'examen des maladies nerveuses que les traités de Charcot et de Duchenne de Boulogne avaient sorties de l'ombre. Dans sa thèse de doctorat, il les isolait, comme la plupart de ses professeurs, de la pathologie générale, ce qui avait soulevé les protestations de son père, l'un des premiers praticiens de Lyon, lequel n'admettait pas de cloisons étanches entre les maladies, pas plus qu'entre le physique et le moral du malade en matière de névroses. On le considérait dans son monde, pour sa claire méthode de simplification et d'analyse comme l'un des futurs maîtres de la science médicale, et il ne l'ignorait pas.

La carrière de ses deux camarades n'était guère moins rectiligne. Félix, l'année précédente, avait terminé son doctorat en droit et publié sa thèse sur les *Professions accessibles aux femmes*, en un volume de format élégant que la presse avait bien accueilli, et qui lui avait même valu l'offre d'une collaboration à un nouveau journal de modes. L'ère du féminisme commençait et il l'avait flairée. Inscrit au barreau, il avait été recommandé à maître Hervé-Renard, ancien ministre, membre du Sénat, réserve de la politique, qui l'avait pris pour secrétaire. Le jeune homme pensait bien se servir de ce poste en vue. Sous un air indolent et presque dédaigneux, il dissimulait d'effrénées convoitises, comme il abritait ses menées pratiques sous des théories sociales auxquelles il croyait avec cette facilité qu'on a dans la jeunesse pour recouvrir d'idées ses désirs. Il s'était bientôt rendu compte de la supériorité qu'assure la valeur technique dans une démocratie volontiers ignorante, et de l'économie politique, de la législation, des finances il se faisait un arsenal. Ayant, au surplus, constaté l'avantage des opinions les plus avancées, il les avait adoptées sans peine, car il voulait parvenir. Un goût pour les solutions habiles, positives, et pour la distinction des ma-

nières le rapprochait de son patron, orateur impassible, insolent et sûr. Et il guettait, en s'armant, l'occasion favorable, car le barreau n'était pour lui qu'une profession provisoire, utile à sa formation.

Du jour où il posa le pied à Paris, Hubert, reniflant de son grand nez le vent de la capitale, s'était juré de ne la plus quitter. Reçu à la limite d'âge à l'École polytechnique, il avait démissionné à la sortie, pour ne pas devenir officier d'artillerie, et il était entré en qualité d'élève libre à l'École des mines où il achevait sa troisième année. Ce qui se passe sous la terre ne l'intéressait aucunement, mais il savait que ce genre de travaux se prépare à ciel ouvert, et se décide par actes de sociétés. Déjà, en donnant des répétitions, — pour satisfaire à ses incessans besoins d'argent, car il aimait les cabarets, la bonne chère et les filles, — il augmentait les mensualités que lui envoyait régulièrement son père en se saignant aux quatre veines et il se créait des relations. Les relations, il en comprenait le mystérieux maniement. Et il avait trouvé le moyen d'éblouir, par sa faconde, son art d'insuffler la vie aux projets qu'il exposait, la façon dont il jonglait avec les chiffres, un de ces lanceurs d'affaires qui abondent dans Paris. Celui-ci lui proposait une association. Epervans serait chargé des plans et des rapports. Il porterait, comme des décorations, tous ses titres scolaires. Lui aussi réussirait dans sa partie.

— Prends garde, l'avertissait Pascal que sa verve amusait, mais qui lui reprochait son but exclusivement utilitaire et qui éprouvait une défiance instinctive pour les gens de finance; prends garde! tu vas jouer un jeu dangereux.

— J'aime le danger.

Il arrive que l'habitude, que l'intérêt entrent aussi pour une part dans l'amitié. Les trois jeunes gens s'étaient bientôt reconnus différens, mais ils se plaisaient dans leur compagnie réciproque à cause de ces différences mêmes qui provoquaient leurs réflexions et un élargissement de vues. Rien n'est plus fâcheux, à cet âge, que la fréquentation unique de camarades du même cours. Là est l'infériorité des grandes Écoles dont toutes les portes sont closes et qui concentrent sur la seule matière scientifique toute l'attention, tout le mouvement du cerveau ; une irréparable façon d'observer se prendra, qui consistera à regarder ses contemporains un peu au-dessus des yeux, mauvaise méthode pour explorer des visages.

A la base de leur commerce ils avaient institué une absolue franchise. Mais Chassal était trop fermé pour adhérer sans réserve à ce programme. Ce qui les unissait encore le plus sûrement, c'était la même volonté de développement individuel. Là ils étaient d'accord : on ne va pas à la conquête si l'on se disperse, et le bon moyen de se contracter pour atteindre le maximum d'énergie, c'est de prendre pour but de vivre un *moi* de plus en plus agrandi, de plus en plus dominateur et exigeant.

Comme on leur servait le potage, Pascal, se rappelant la conversation de l'escalier, demanda à Hubert :

— Veux-tu que j'invite Lucette ? Elle est en bas.

— Non, par exemple, les femmes ne savent pas ce qu'elles mangent.

Les liaisons d'Hubert Epervans, rapidement bâclées, selon l'impétuosité d'un tempérament qui n'écoutait aucun conseil de prudence, ne duraient guère. Félix, plus circonspect, plus ménager de sa personne, se laissait attribuer des bonnes fortunes dans le monde qu'il fréquentait assidûment, devinant le pouvoir des femmes sur un personnel politique moins blasé et plus vaniteux que celui des anciens régimes. La plus importante aventure de Pascal avait eu pour héroïne une petite danseuse de Bullier aux bras plus frais que le cœur : un engagement convenable dans quelque Alhambra de province l'avait éloignée quand le jeune homme en était déjà rassasié. Tous trois échangeaient d'ailleurs peu de confidences, et n'attachaient de prix au plaisir qu'en raison inverse du sentiment qui l'accompagnait. Car ils s'entendaient pour prétendre à être des hommes libres. Toutes chaînes leur pesaient, et la volupté, surtout, n'en doit pas supporter.

Cependant, Pascal ne venait-il pas de s'en forger, et pour un temps indéfini ? C'étaient, il est vrai, des chaînes d'or. Seraient-elles moins lourdes à la longue ? Il n'admettait pas une pareille assimilation. Le mariage, tel qu'il le comprenait, *son* mariage, était une association volontaire qui doublerait ses forces au lieu de les asservir. Et puis, c'était, pour lui, l'amour, et comment ne pas confondre son exaltation avec la plus magnifique des libertés ?

Tout à l'heure il informerait ses amis. Comment ceux-ci ne s'étaient-ils aperçus de rien ? Il lui semblait que tout le monde voyait son bonheur, et même il en était gêné. Deux ou trois fois il fut prêt à se livrer, et une sorte de pudeur le retint, et aussi

d'égoïsme : n'était-ce pas diminuer sa joie que de la donner en pâture ? Comme le service avançait, il se décida :

— J'ai une nouvelle à vous apprendre, commença-t-il.

— Toi, tu es amoureux ! s'écria Hubert assez perspicace, en se versant un pomard qui avait trop de bouquet pour être authentique.

On lui facilitait l'aveu : il convint simplement de ses fiançailles. Elles surprirent ses deux commensaux, et, dérangeant leurs habitudes et leurs goûts, ne leur procurèrent aucun agrément.

— Mes complimens, murmura Félix, du bout des lèvres.

Hubert, prompt à se ressaisir et plus franc, manifesta sans tarder sa pittoresque mauvaise humeur.

— Et c'est un mariage d'inclination, comme on dit ?

— Sans doute.

— Tant pis, tant pis ! Il faut une audace incroyable pour épouser la femme que l'on aime.

Et repoussant Félix qui tentait de l'arrêter, il continua :

— Oui, je suis navré. Il ne faut pas se marier, en premier lieu, quand on a de la valeur. Le mariage est toujours une diminution, *capitis diminutio*, comme vous dites dans votre jargon de droit. Et si l'on commet cette faute, il importe de se mal marier.

— Quelle idée ! protestèrent les deux autres, rassurés de le voir lancé dans un paradoxe.

— Parfaitement. Un bon mariage vous enlize dans la médiocrité définitive. C'est la fin d'un homme. Bon époux et bon père, il est le prisonnier qui ne se libère jamais, puisqu'il se plaît dans sa prison. Mais parlez-moi d'un mauvais mariage. C'est le salut des maladroits qui se sont laissé prendre. Il vous oblige à vous défendre, à vous connaître, à vous isoler et, mieux encore, à exercer votre cruauté par la rupture, la séparation, le divorce. Être cruel, c'est aller au fond de soi-même. Les grands hommes ont tous été mal mariés, et féroces.

Et il cita ces deux méchans vers, retenus au hasard d'un poète halluciné que Paris fêta un jour et oublia, et qui s'enfuit dans les brandes de son Berri où il mourut fou :

Fuis la femme, crains la vipère...
Ces deux serpens-là font la paire...

— *Fuis la femme!...* répéta Félix en badinant.

Hubert accepta l'allusion :

— Cela signifie : la prendre pour ce qu'elle est, l'esclave de notre bon plaisir. L'essentiel est de ne lui concéder aucune influence.

— Il faudrait renoncer à aimer.

— Ce serait le mieux. En tout cas, renoncer à se fixer. Le changement est la base de la liberté dans les rapports des sexes.

Pascal, qui les écoutait disputer avec cette désinvolture, regrettait sa confidence. N'y avait-il vraiment qu'une table bien garnie entre ses amis et lui-même? Il se sentait si éloigné d'eux! Sommes-nous ainsi replongés dans la solitude dès que s'agite en nous quelque pensée plus profonde? Il fut tiré de ses réflexions par une question d'Hubert que Félix, plus réservé, se privait de formuler :

— Ce que j'en dis, tu sais, ne m'empêche pas de te féliciter, puisque c'est ton idée. Et pouvons-nous savoir *son* nom?

Mis en demeure, le jeune homme hésita. Mais pourquoi se taire? Il n'avait plus de secret. Il laissa donc tomber les syllabes qu'il n'aimait à prononcer que pour lui seul :

— Félix *la* connaît. Mademoiselle Laurence Avenière.

— Ah!

Félix la connaissait en effet. Il était reçu dans la maison, et même le charme rare de la jeune fille l'avait, lui aussi, impressionné au point qu'il s'était mis en quête de renseignemens. M. Avenière ne diminuerait pas volontiers son train pour doter sa fille. Celle-ci devait hériter d'une tante, sa marraine, qui s'obstinait à vivre dans la maladie et la vieillesse. Ce mariage eût-il favorisé suffisamment son propre avenir? Victime de ses hésitations, de ses calculs plutôt, il ne s'était pas avancé. Les fiançailles de Laurence le trouvaient pris de court. Rien n'est désagréable comme de voir exécuter par autrui les gestes ou les ouvrages auxquels nous avions songé. Néanmoins, il fit bonne contenance. Hubert, qui avait vu, un soir, Mlle Avenière à un bal officiel, mais ne lui avait pas été présenté, fut plus expansif :

— Oh! oh! je me souviens. Elle a un teint extraordinaire.

C'était le premier éloge qu'elle inspirait infailliblement. Pascal l'entendit avec ennui, à cause de la manière injurieuse dont son ami louait les femmes, ce qui ne l'avait pas frappé jusqu'alors à un point aussi sensible. Le silence qui suivit cette exclamation pesa lourdement sur son cœur. De plus en plus il s'étonnait de l'étrange résultat de sa communication. Pour la seconde fois, l'exubérance d'Hubert les sauva tous trois de la gêne :

— Te voilà avec la corde au cou. Plus de travail désintéressé, ni dans les directions aventureuses. Fini, l'orgueil d'exister pour ton compte. Le monde, les relations, le luxe vont t'imposer leur joug. Tu ne seras qu'un médecin à la mode.

Un peu agacé, Pascal interrompit cet accès de verve :

— Tu te trompes. Nous avons les mêmes ambitions.

Mais son camarade déchaîné ne s'arrêtait plus :

— Et tu es perdu pour nous. Pour moi du moins. Les amis d'avant le mariage, les femmes les détestent. Et après, on n'en fait plus. Félix te restera. Il est correct, bien habillé, bien élevé. Et il se mariera aussi, dans l'aristocratie républicaine, pour devenir ministre. Moi seul, je resterai libre.

On avait apporté le champagne dans son seau, et l'on servait la glace. Le chasseur vint présenter un télégramme à Pascal qui rougit de plaisir comme une jeune fille, pensant que Laurence lui répondait un mot sans retard. Ses deux camarades, interprétant sa confusion, échangèrent un sourire. Il brisa le pointillé, lut d'un seul regard, se leva en pâlissant, puis se rassit et ordonna au garçon, d'une voix changée :

— L'indicateur des chemins de fer, vite.

Son destin accompli, qui le suivait depuis quelques heures, se décidait à le toucher à l'épaule pour l'obliger à se retourner.

— Qu'y a-t-il donc? interrogèrent ensemble Hubert et Félix.

Il leur tendit le papier bleu :

— C'est de ma mère.

Et ils lurent sur la dépêche ces paroles par quoi s'annonce la mort et que chacun de nous reçoit une ou deux fois au cours de sa vie : *Viens immédiatement. Ton père très mal. — Marie.*

— Mon pauvre ami !

Lui tournait les pages, se raidissait dans le malheur, expliquait d'un ton sec qui voulait écarter la pitié :

— Le rapide de neuf heures est sûrement parti.

— Il est neuf heures et demie.

— Il doit y avoir un express vers dix heures. Avec un bon cheval je puis arriver.

— Je vais retenir un fiacre, déclara Hubert qui ne se fiait pas au chasseur et qui, dans les ennuis, éprouvait le besoin de bouger, de changer d'air.

Pascal, demeuré seul avec Félix, continuait de chercher. Sa vue s'embrouillait, ses doigts se crispaient.

— Je ne puis pas, avoua-t-il.

— Passe-moi l'indicateur, offrit Chassal.

— Non, non.

Il commanda à ses nerfs un grand effort et tourna la page :

— A dix heures vingt. J'ai le temps.

Son compagnon pratique s'informa :

— As-tu de l'argent sur toi?

— Oui. Tu régleras l'addition à ma place. Je te rembourserai à mon retour... Ah! peux-tu prévenir demain matin les Avenière de mon départ? J'étais invité. Je télégraphierai de Lyon, mais c'est plus sûr.

— Entendu. J'irai.

Hubert reparut, suant et soufflant. Le fiacre attendait à la porte. Pascal y fut conduit par ses amis. En bas, il croisa Lucette qui, avertie en deux mots par Hubert, le guettait pour le voir passer et lui exprimer une sympathie dont il ne s'offusquerait pas.

— Monsieur Rouvray, commença-t-elle... J'ai de la peine...

— Tais-toi, lui signifia son amant.

Pascal voulut monter seul en voiture, et le cheval l'emporta au grand trot. L'air presque immobile qui heurtait son visage dans la course avait une douceur consolante. Au bout du boulevard Saint-Germain, devant lui, persistaient ces lueurs des soirs d'été qui semblent continuer le jour. Où courait-il? Vers l'espoir ou la première douleur? Il chercha vainement dans sa poche la lettre de son père qui, peut-être, était la dernière et qu'il voulait relire tout à l'heure en wagon : elle avait dû rester sur sa table. Puis, les habitudes professionnelles le reprenant, il essaya d'analyser à distance le mal qui, là-bas, avait frappé. La lettre parlait d'un peu de fatigue, de surmenage, de troubles de circulation. Comment interpréter de si vagues symptômes, qui pouvaient aussi bien indiquer une angine de poitrine qu'une hémorragie cérébrale? Tant de mystère subsiste dans notre organisme que nous ne pouvons prévoir, ni quelquefois savoir. Machinalement il évoquait les traits, la démarche de son père et n'y découvrait qu'une image de force sur quoi il avait toujours compté et dont il croyait ressaisir en pensée toute la netteté précise au moment même où elle s'altérait. Pourvu que cette altération ne gagnât pas jusqu'à ce bonheur égoïste qui, tout le jour, avait inondé son cœur comme l'or du soleil un jardin fermé...

Hubert et Félix, en silence, avaient repris leur place à table.

Le deuil qui menaçait Pascal les atteignait dans leur amitié la meilleure, mais son éloignement les soulageait. Nous préférons que le malheur d'autrui demeure à quelque distance, ne nous oblige pas à une trop longue pitié.

— J'avais emporté la glace, s'excusa le garçon. Dois-je la rapporter à ces messieurs?

— Certainement, acquiesça Hubert.

Le champagne était débouché ; on remplit leurs verres. Félix, reconnaissant de cette réponse, insinua :

— Invite Lucette.

— C'est une idée.

Et le jeune homme fit appeler sa maîtresse qui stationnait dans la salle du café, attendant ses ordres. Mais à leur grand étonnement elle ne voulut ni manger ni boire.

— Qu'est-ce que tu as?

— Du chagrin.

Et elle se mit à pleurer.

— Tu ne sais pas, expliqua Hubert à son ami. Elle est amoureuse de Pascal.

— Ce n'est pas vrai, assura-t-elle.

— Je m'en doutais. Maintenant, j'en suis sûr. Eh bien ! il se marie, Pascal. Mange donc cette glace, petite. Elle est excellente et c'est lui qui te l'offre. Ce qui lui arrive est bien triste, mais nous n'y pouvons rien.

Elle essaya de résister une minute. Il était impérieux, elle gourmande. A sournois coups de cuiller elle attaqua la belle tranche rose et crème qui remplissait son assiette, pendant que, cessant de l'observer, il se penchait vers Félix Chassal pour lui demander :

— A-t-elle de la fortune, Mlle Avenière?

— Je crois que oui, répondit évasivement celui-ci. Du moins plus tard.

— Tant mieux. Tant mieux.

— Pourquoi?

— Notre ami Pascal pourrait bien rencontrer des difficultés dans la succession de son père.

— Qu'en sais-tu?

— Je sais ce que je sais.

Il commença par refuser d'en dire davantage. Par l'ancien instituteur de Bourgoin mêlé à toutes les affaires de la région, il

avait pu apprendre la situation obérée des Rouvray, malgré la brillante clientèle du docteur à Lyon. C'était bien obscur, bien incomplet. Cependant il ne craignit pas d'affirmer la chose à Félix qui insistait.

— Pascal est-il au courant?

— Pas du tout. Mais qu'importe? Il se débrouillera. Quand on est le premier de sa génération, on a des devoirs envers soi-même. On ne s'en laisse pas détourner par de fausses obligations. Au besoin nous serons là pour le lui rappeler.

— Sans doute.

— Et d'ailleurs, il y a son mariage.

— Son mariage? répéta Félix, et il vit distinctement le sourire ambigu de Laurence.

... Tandis que, déjà, on tranchait son cas, Pascal, debout dans le couloir de l'express, appuyant à la vitre son front, immobile, sans regard, pas encore de plain-pied avec la douleur, s'en allait vers la mort.

III. — LES DEUX ROUTES

Au delà du massif de la Grande-Chartreuse, le Dauphiné s'étend vers Lyon dans un geste de convoitise. Les Alpes s'abaissent, et ce n'est pas encore la plaine. A l'abri des contreforts boisés de la montagne se cache un vallon doux et sauvage ensemble. C'est une retraite sans âpreté. Le petit lac de Paladru achève d'en composer une halte de fraîcheur, par l'offre de repos qu'inspire le voisinage des eaux où se reflètent des verdures. Sur sa rive, à l'extrémité sud, le hameau de Colletière, qui dépend du village de Charavines, groupe ses quelques habitations en pisé, d'un ton d'ocre. Tout près, dans un enclos, parmi les arbres, apparaît à demi la spacieuse maison de campagne des Rouvray, prise entre la montagne, les roseaux du rivage et la Fure qui sert de déversoir au lac.

Le pays de Paladru est proche de Voiron, origine des Rouvray qui, longtemps, y ont exploité des tissages de soie à la main, puis mécaniques. Un des premiers signes de leur prospérité déjà très ancienne fut d'acquérir cette propriété, utile aux vacances. Colletière avait été leur premier berceau, et ils s'en étaient souvenus. Lorsque le docteur, installé à Lyon, dut liquider, après plusieurs siècles, l'industrie de ses pères, il ne garda rien de leurs établis-

semens de Voiron, mais conserva la maison de campagne, pour la santé de ses enfans et pour le maintien des liens avec le passé. Au cimetière de Charavines, derrière l'église, tous les siens se retrouvaient : il avait, dans une note testamentaire, réclamé cette sépulture.

A soixante ans, en pleine force intellectuelle, en pleine activité, il avait été frappé d'une hémorragie cérébrale dont il n'avait pas songé à observer sur lui-même les symptômes, trop occupé aux cas des autres et accoutumé à ne tenir aucun compte de sa propre santé qui ne lui avait jamais occasionné le moindre souci. Pour obéir à sa volonté, on avait transporté en Dauphiné sa dépouille mortelle. Après la cérémonie funèbre, Mme Rouvray avait exprimé à ses enfans le désir de rester quelque temps à Colletière, loin de cette vie de relations qui, pour les âmes concentrées et profondes, est si dure à reprendre après de tels ébranlemens. Ne seraient-ils pas mieux là, plus près du disparu, dans cette demi-solitude apaisante et d'un bon conseil pour les résolutions d'avenir? Pascal y avait consenti avec un arrière-projet plus conforme à l'état de son cœur. Ainsi vivait-il étroitement rapproché de sa mère qu'il avait toujours vue réservée et presque timide avec lui, de sa sœur Claire et de son frère Gérard dont l'intimité presque défiante le tenait un peu à l'écart.

Il recevait chaque jour de sa fiancée une lettre réconfortante et bien écrite. Mais elle n'était pas venue, comme il s'y attendait, assister aux obsèques, et cette absence lui avait causé une grande déconvenue. Loin de s'en excuser, elle l'appelait à Paris, lui reprochait presque son éloignement comme un abandon. « Je vous attends, » lui répétait-elle. Pouvait-il si tôt partir? Pourquoi ne demandait-il pas à sa mère d'inviter les Avenière à la campagne? Sans doute, c'était lui imposer bien vite une image de bonheur, mais ne fallait-il pas que sa nouvelle enfant lui fût présentée? Il hésitait pourtant. Un rôle qu'il n'avait jamais envisagé lui était dévolu, le rôle d'aîné. Les circonstances voulaient qu'il le fût de presque douze ans : une longue maladie de sa mère avait creusé cet intervalle entre sa naissance et celle de sa sœur. Orienté par ses études, ses succès et son ambition, il n'avait envisagé que sa vie personnelle. Si, pendant les vacances qui le ramenaient en famille, il montrait à ses deux cadets une affection un peu protectrice et condescendante, ceux-ci, élargissant encore la distance qui les séparait, lui demeuraient fermés, ne tenaient

point du tout à ce que le docteur, comme ils le désignaient ironiquement, daignât se mêler à leurs jeux.

L'avenir exigeait certaines décisions prochaines. Lui-même devait organiser son installation à Paris. La date de son mariage n'était pas fixée. Et Laurence, si on ne la priait pas à Colletière, partirait pour la Normandie où elle passait chaque été au bord de la mer. Enfin, il ne savait rien d'une situation que la mort de son père pouvait modifier dans une certaine mesure. Bien qu'il fût habitué à rencontrer dans la maison de ses parens, non le luxe que sa mère proscrivait avec soin, du moins cette large aisance qui indique les fortunes établies, il ignorait si la plus grande part n'en était pas due au travail du défunt dont il connaissait la considérable clientèle, et s'il ne conviendrait pas de restreindre un mode d'existence qui cessait d'être indispensable. Certes, la sécurité de la famille ne faisait pas question dans sa pensée. Mais le bel appartement du quai Tilsitt, au bord de la lente et incertaine Saône, avec son entrée monumentale, ses plafonds surélevés, ses portes-fenêtres et ses balcons donnant sur la colline de Fourvière et sur la vie du fleuve où glissaient les bateaux-mouches, les remorqueurs, les chalands, et que recouvraient, parfois, les battemens d'ailes des mouettes, était évidemment un loyer coûteux qu'on n'abandonnerait pas sans déplaisir après tant de jours paisibles qui s'y étaient écoulés. De même, sa mère congédierait sûrement, il le devinait, le valet de chambre et le cocher, nécessaires à un médecin qui gagne, par année, plus de soixante mille francs : c'était le chiffre qu'il avait entendu prononcer, étonné parfois d'une activité aussi continue et qui ne s'était pas assez ménagée. Enfin, pour l'éducation de Claire et de Gérard qui n'était pas terminée, il importait aussi d'être fixé.

Sur toutes ces questions il résolut de s'ouvrir à sa mère. Un soir, après le départ de son frère et de sa sœur qui montaient de bonne heure dans leurs chambres, il profita d'un tête-à-tête pour l'interroger. Avant le dîner, elle avait accompli son pèlerinage quotidien, et au retour, elle lui avait dit ces paroles un peu mystérieuses :

— Tu ne connais pas encore ton père. Tu le connaîtras...

Il lui expliqua la nécessité de voir clair. Tout de suite elle se rendit :

— Oui, il le faut. Tous ces jours, je n'osais pas, la première, t'y inviter. J'attendais que l'initiative vînt de toi.

Et il posa la première question :

— Père a-t-il laissé un testament ?

— Non, mais des notes. Pour nous, c'est la même chose. Elles ne datent pas de longtemps. Je sais ce qu'elles contiennent, mais toi, tu l'ignores. Je vais te les chercher. Tu les liras et après, nous causerons. Je préfère que tu apprennes par lui la vérité. Tu la comprendras mieux.

Ces mots énigmatiques, un peu de fébrilité dans les gestes et la voix de sa mère, d'ordinaire si calme, commencèrent de l'inquiéter. Elle reparut avec une enveloppe qu'elle lui remit :

— Lis, réfléchis, seul. Je reviendrai tout à l'heure. Je ne m'éloigne pas.

De quelle vérité pouvait-il s'agir ? Le manuscrit, d'une écriture redressée qui lui était familière, se composait de peu de feuillets. Il contenait de quoi bouleverser le jeune homme. C'était le résumé, très simple, d'un drame qui se rencontre assez fréquemment dans les familles un peu anciennes, mais il y a diverses façons de le dénouer. La prospérité, à la longue, engendre presque fatalement des erreurs, des abus ou de la négligence. Une génération suffit à briser l'effort de toute la série qui a édifié le patrimoine, créé et fortifié l'importance du nom. Ainsi les Rouvray avaient accru, deux ou trois siècles durant, leur industrie de tissage de la soie, jusqu'au dernier tisserand qui devait être le père du docteur, le grand-père de Pascal. Celui-là était un homme aimable, léger, *glorieux*, comme disent les paysans. Rien ne dérangeait son insouciance. Il plaisantait en toute occasion, recevait qui venait, cultivait tous les plaisirs coûteux. On dînait beaucoup et fort bien, dans sa maison de Voiron dont les vieux Rouvray eussent difficilement admis le luxe confortable; on pêchait au lac de Paladru, on chassait la plume et le poil dans les bois voisins de Colletière qui noyaient alors d'une vague de feuillage les restes de la Chartreuse de la Sylve-Bénite, dont il avait pris la location et la dépense, afin d'être au cœur même de la forêt. Quand sa femme protestait, il répondait par des facéties. Débordée, elle cessa toute opposition, voulut sa part en toilettes. Par toutes les fissures, la fortune, amassée avec tant de soins répartis sur tant d'années, coulait comme une eau rapide. Une crise sur les soies augmenta les difficultés. Puis, les méthodes industrielles s'étaient modifiées brusquement : plus de traités à la bonne franquette, comme au-

trefois, de marchés de confiance, de concurrence loyale, mais une lutte à outrance, les exigences de la rapidité, le rejet de tout ce qui n'était pas convenu par contrat et exécuté dans les délais.

Le manuscrit accentuait les causes générales, atténuait les personnelles que Pascal entrevoyait mieux dans ses lointains souvenirs. Une industrie mal dirigée se précipite à la ruine. Et la ruine, dans l'industrie, prend vite des proportions de catastrophe. A la mort de son père, il y avait vingt ans, le docteur Rouvray se trouva en face d'un désastre. Il fit établir un projet de liquidation par son notaire : le passif dépassait de beaucoup l'actif. Accepterait-il ou refuserait-il la succession ? La refuser, c'était compromettre les intérêts des familles de Voiron, qui, toutes connues de lui, de tout temps avaient placé leur confiance dans les Rouvray. Mais lui était-il possible d'accepter ? Sa femme n'avait hérité qu'une petite fortune, — cent cinquante ou deux cent mille francs, — à quoi il n'entendait pas toucher, malgré les prières de celle-ci. Il prendrait des arrangemens, il garantirait cette fortune pour en pouvoir disposer par le moyen d'une assurance sur la vie et de la propriété de Colletière qu'il désirait de garder, bien qu'elle ne rapportât que deux ou trois mille francs assez incertains, et pour le surplus des dettes, il les paierait sur ses gains, par annuités. Ainsi avait été fait. La note contenait les divers règlemens de cette situation embarrassée. Au dernier, sur un passif d'un demi-million, quatre cent mille francs avaient été remboursés en vingt années.

Quand il eut achevé cette lecture, un cri de stupeur monta aux lèvres de Pascal, qui exprimait plutôt la colère que l'admiration de l'héroïsme paternel. Sa mère, où était sa mère ? Il voulait la voir sans retard, pour introduire plus de lumière encore dans ce passé qu'il ne comprenait pas. Il ouvrit la porte qui donnait sur une serre vitrée, vide de plantes pendant la belle saison, où elle se tenait volontiers, et jeta comme un appel de détresse :

— Maman.

Elle était là, en effet, agenouillée. Elle priait. Elle se leva et rejoignit son fils dont elle pressentait l'angoisse. La première parole de Pascal fut une réclamation :

— Pourquoi père ne m'a-t-il rien révélé ?

Elle avait dû souvent se poser cette question à elle-même. Peut-être l'avait-elle posée au mort. Elle savait la réponse :

— Il ne voulait pas troubler tes études par une arrière-pensée de gêne et de hâte.

— Je ne me doutais de rien.

— C'était son désir, afin de te laisser prendre, — je me souviens de ses expressions, — ton maximum de puissance. Moi, je crois qu'il s'épuisait à vous composer à tous trois une jeunesse heureuse. Il m'assurait qu'il y a temps pour tout.

— Il vous l'assurait : à quel propos ?

— Quand je le suppliais de t'avertir. Quelquefois j'avais peur de ton indépendance, de toutes ces idées que tu te faisais en dehors de nous.

— Et que vous disait-il ?

— Que tout cela, c'était la force de la jeunesse qui se manifestait, mais qu'elle se disciplinerait, et que tu te montrerais, au jour nécessaire, tel que lui et moi le pouvions souhaiter. Il avait confiance en toi, confiance dans sa santé et son courage, dans l'avenir, dans la Providence. Et nous l'avons perdu si vite.

Pascal ne l'écoutait plus. Une comparaison s'imposait à son esprit avec une netteté invincible : pendant qu'il jouissait pleinement de sa libre, de sa claire jeunesse, et qu'il acquérait sans entraves son « maximum de puissance, » son père, qui lui en fournissait les moyens, s'épuisait dans une lutte obscure qu'il aurait pu éviter avec un sens moins étroit de l'honneur, celui de la nouvelle école. Il résuma, d'un mot exact, l'émotion qui l'envahissait :

— C'est injuste.

— Je le lui répétais, reprit sa mère. Il aurait dû t'initier à nos préoccupations, t'associer à son entreprise. Tu aurais pu écourter ton internat, prendre ton doctorat plus tôt, entrer en carrière.

Mais il protesta contre cette diminution de ses études :

— J'aurais perdu des années fécondes. Je ne serais pas ce que je suis.

— Tu nous aurais aidés.

Ainsi leur langage trahissait naturellement leurs conceptions différentes de la vie. Elle ajouta :

— Il comptait sur quelques années encore pour achever de se libérer. Déjà il entrevoyait la fin. Mais nous ne terminons pas nos œuvres sur la terre. Heureusement, il y a l'autre vie.

Pascal qui n'y croyait pas respecta cette affirmation. Mme Rouvray continua :

— Il ne se sera jamais reposé. J'attendais avec tant d'impa-

tience le jour où il déposerait son fardeau, où les deux petits seraient élevés. De quelle paix, de quelle douceur je comptais entourer sa vieillesse ! Je tenais si peu à cette existence trop large que nous menions et que notre rang commandait malgré nous. Il aimait la campagne et n'y passait que peu de jours. Il répandait le bonheur et gardait pour lui toutes les peines. Nous n'avons pas pu nous acquitter envers lui.

Un moment leurs pensées suivirent la même direction. Il sortit du silence qui avait suivi ces paroles en posant des questions précises :

— Son assurance sur la vie, à combien s'élève-t-elle ?

— A cent mille francs. Cette année même elle allait échoir. Elle est en mon nom. Je la toucherai quand tu voudras.

— Alors, que nous reste-t-il ?

— Ma fortune exactement. Il a voulu la laisser intacte, malgré mes objurgations.

— Il avait raison : les dettes provenaient de son père.

— Entre un mari et une femme, il n'y a rien de séparé. Tout ce que j'ai pu obtenir fut qu'il la remplaçât, et même au delà de sa valeur, par le contrat d'assurance et par cette propriété qui vaut bien cent mille francs, elle aussi.

— Que rapporte-t-elle ?

— Les fermages sont de trois mille, plus les redevances en nature. Mais le bon Ferrat est souvent en retard.

— Et combien reste-t-il à payer ?

— Tu as dû le voir sur le dernier règlement. Je voulais précisément t'en parler. L'assurance suffirait. Nous la donnerons, n'est-ce pas ?

— Ce serait contraire à la volonté de mon père.

— Il n'y a pas d'autre moyen.

Pascal réfléchit avant de répondre. Sa mère offrait sans hésitation la part liquide de sa fortune personnelle pour achever de solder les obligations des Rouvray. Était-ce admissible ?

— Il ne vous resterait rien, dit-il, rien que cette terre.

— Si j'étais seule, je m'y fixerais volontiers. Ici j'ai été heureuse. Nous y avons même passé les seuls jours qui fussent entièrement à nous. Le cimetière et l'église se touchent, et je les ai là tout près. Pour le reste, il me faut peu de chose.

Il hésita avant d'épuiser sa pensée, mais l'heure n'était plus aux incertitudes.

— On pourrait, expliqua-t-il avec précaution, mettre Colletière en vente. Par pièces détachées, il paraît que les terres s'acquièrent assez cher.

Elle montra un visage un peu plus douloureux, un peu plus alarmé :

— Ne garderez-vous pas Colletière ? C'est le berceau de la famille.

Elle défendait l'héritage apparent des Rouvray, celui qui représentait la solidarité des générations, comme une bonne gardienne du foyer. Elle aussi, comme il lui en avait montré l'exemple, elle alla jusqu'au bout de son espoir :

— Pour toi, notre œuvre était finie, mais Claire et Gérard me préoccupent. Ton père, dans ses momens d'inquiétude, assez rares, comptait que tu les aiderais au besoin.

— Il vous l'a dit ?

— Oui, quand je te sentais loin de nous, pour me tranquilliser.

Et presque suppliante, toute rapprochée de lui, comme pour lui transmettre dans son intégrité le culte de cette mémoire, elle continua :

— Comprends maintenant toute la vie de ton père. Il a arrêté la chute de sa famille. Il a empêché qu'un nom aussi ancien, aussi honorable, ne fût altéré ou diminué. Et personne ne peut mesurer l'énergie et la charité qu'il a répandues dans sa profession, avec tout son savoir. Personne, excepté moi. J'ai été malade pendant dix ans. Dix ans il m'a réconfortée jour après jour. Surmonter chez soi la tristesse quotidienne, distribuer sans relâche, autour de soi, la force de vivre, rien au monde, vois-tu, Pascal, n'exige plus de courage, plus d'oubli de soi.

Elle qui ne cherchait qu'à s'effacer, en parlant s'était exaltée. Une flamme de tendresse et de fidélité d'outre-tombe rayonnait sur son visage émacié. L'oubli de soi, Pascal ne pouvait entendre l'éloge de cette soi-disant vertu sans révolte.

— Et comme il était fier de toi ! ajouta-t-elle.

Il se rappela la dernière lettre qu'il avait reçue de lui et qui l'avait froissé deux fois, et il objecta :

— Ma thèse ne lui avait pas été agréable.

— Si ; mais il estimait, je ne sais pas, moi, que, dans les maladies nerveuses, tu ne tenais pas assez compte de la différence des malades, ni des causes morales.

— Ce n'est pas l'objet d'une thèse.

— Je ne sais pas. Il avait plus vécu que toi, il voyait plus loin.

A quoi bon discuter un point dont il se croyait sûr, mais dont il ne pouvait parler en ce moment sans blesser les sentimens de sa mère, sans se blesser lui-même dans son respect filial, encore trop douloureux et susceptible? Restait l'autre observation de la lettre.

— Et mon mariage? comment en avait-il accueilli la nouvelle?

Mme Rouvray se tut. Ce rappel des fiançailles renouvelait en elle un autre chagrin. Toute mêlée à l'âpre lutte qu'exigeait la situation de famille, elle avait souffert de la détermination inattendue de Pascal au sujet de laquelle il n'avait même pas consulté ses parens, et qu'il leur signifiait comme l'événement le plus naturel du monde, après leurs persistans efforts pour lui élargir la vie. Il ne songeait qu'à lui-même et ne regardait pas en arrière vers son père vieillissant, vers ses cadets dont la route ne serait peut-être pas aussi aplanie. Pour la première fois le docteur s'était senti ébranlé dans sa confiance paternelle.

Tout cela, elle n'osa pas le prononcer à haute voix. Pascal s'affecterait davantage sans doute, s'il apprenait qu'il avait attristé son père quand déjà la mort entrait dans la maison. Mais, comme elle s'obstinait dans le silence, il insista. Dans son égoïsme inconscient, il escomptait au contraire la dernière joie qu'avait dû répandre chez lui l'annonce de son mariage. Elle finit par lui donner cette réponse évasive :

— Nous ne connaissions pas encore ta fiancée. Nous désirions ton bonheur.

Il s'empressa d'en tirer parti :

— Voulez-vous que je lui demande de venir ici quelques jours, avec M. et Mme Avenière? Ainsi vous la connaîtrez mieux. Vous l'aimerez.

Le front de Mme Rouvray s'obscurcit. Devait-elle déjà recevoir ces étrangers, cette jeune fille inconnue? Fallait-il, si tôt, se soustraire aux souvenirs qui l'absorbaient, où elle se complaisait comme dans un suprême rapprochement? Son fils l'exigeait d'elle. Il pouvait, il devait, lui, se reprendre à vivre. Elle ne refuserait point. Mais une autre obligation qu'il ignorait pesait encore sur elle.

— C'est cela, approuva-t-elle sans lui dévoiler le chagrin qui l'accablait. Tu les prieras pour moi. Tante Sophie attendra. Elle pensait venir de Grenoble à la fin de la semaine.

C'était une sœur plus âgée qu'elle et qui, de fondation, passait les mois d'été à Colletière.

— Oh ! répliqua-t-il de mauvaise humeur, elle peut attendre. Elle reste assez longtemps chaque année.

— Si elle vient chaque année, elle en a besoin. Son fils Édouard l'a ruinée. Ne le sais-tu pas ?

— Ah ! murmura-t-il simplement.

Il n'avait jamais réfléchi à cet état de choses. Voici qu'il prenait connaissance, tardivement, de toute une existence surchargée dont il n'avait pas soupçonné les charges et que la mort lui révélait. N'avait-il pas, l'avant-veille, trouvé dans le courrier deux lettres de parens pauvres, une cousine malade, un arrière-cousin misérable, qui sollicitaient, qui revendiquaient même, comme un droit acquis, le secours qu'ils recevaient du défunt ? Le deuil ne les arrêtait pas : la vie a d'autres nécessités que la mort. N'avait-il pas été appelé, sans qu'il pût se dérober, à donner ses soins gratuits, et aussi des remèdes, à un ouvrier de Charavines, employé dans une papeterie, qu'une machine avait endommagé. Les paysans du voisinage le venaient consulter, comme au temps du père on accourait. Il avait la vision d'un arbre puissant qui, de la protection de ses branches, recouvrait toute une terre. Les vaincus, les malheureux cherchaient son ombre, se mettaient à l'abri, comme une clientèle se range sous le patronat. L'arbre miné était tombé. Un rameau prendrait-il sa place? Toute cette clientèle qui en sentait le besoin l'espérait, le réclamait impérieusement. Alors, parce qu'il était le fils d'un tel homme, Pascal se devait à ces gens-là pour qui il n'éprouvait que la plus profonde indifférence? Le pays avait longtemps vécu des Rouvray. Mais ses aïeux pouvaient distribuer leur fortune : elle existait. Son père, lui, on l'avait exploité, et par faiblesse ou faux point d'honneur il avait subi cette mise en coupe réglée. Non, non, il ne continuerait pas une tradition si absurde. Une race que le succès dans les entreprises plaçait au premier rang social, il ferait beau voir qu'elle gardât ses obligations quand les ressources lui manquaient ! Chacun sa vie. Il avait plu au mort de s'imposer des sacrifices exorbitans : lui, du moins, n'accepterait aucune charge inutile. Son propre but lui commandait de rejeter ces embarras. Il ne s'affaiblirait pas en se dispersant. Il serait lui-même, non un reflet du passé. Il se l'était juré, et ce serment, il le tiendrait coûte que coûte.

Ainsi s'exaltait-il dans une résolution de défense personnelle quand sa mère le croyait frémissant de piété filiale. Il en fut tiré par cette interrogation toute simple :

— Que vas-tu faire ?

Il répondit avec amertume :

— Mais j'irai à Paris, pour laisser la place à tante Sophie.

Comme ils étaient loin de se comprendre !

— Ce n'est pas cela que j'ai voulu dire, reprit sa mère avec tristesse. J'aimerais au contraire connaître ta fiancée.

— Il vaut mieux que j'aille à Paris. J'ai des affaires à y régler.

— Pour le quitter ?

Surpris, il regarda la pauvre femme :

— Pour le quitter? que voulez-vous dire, maman ? Pour m'y installer. Je suis nommé chef de clinique. Il faut que je choisisse un appartement avec Laurence, un mobilier.

— Ah ! fit-elle.

Et prenant son courage à deux mains, elle, si réservée, si timide d'habitude, se décida à livrer enfin l'idée qui l'obsédait et qu'elle n'osait avouer depuis le commencement de leur conversation :

— J'avais espéré que peut-être tu te fixerais à Lyon après ton mariage. Sans doute aurais-tu retrouvé en peu de temps la meilleure part de la clientèle de ton père. On l'estimait beaucoup, et l'on est très fidèle chez nous. Tes succès à Paris t'auraient servi, et tu n'aurais pas tardé à réussir. Alors tu aurais pu achever ce règlement que nous avons poursuivi tant d'années. Si tu reviens, ce serait possible. Si tu ne reviens pas...

Elle n'acheva pas la phrase. Ce projet, formulé d'une voix assourdie, qui l'avait traversé lui-même, auquel il ne s'était pas arrêté, — car son ambition de carrière en serait contrariée et, il le devinait, les goûts de Laurence en souffriraient, — il s'empressa de le rejeter avec dédain :

— J'ai ma vie à moi.

Comme ces syllabes sonnaient résolument sur ses lèvres ! Pour en atténuer le dur effet, il ajouta, par commisération :

— Ne vous inquiétez pas, maman. De loin je veillerai sur vous, sur Claire et Gérard. Je ne vous abandonnerai pas.

Mais elle entendait encore sa déclaration si tranchante :

— Oui, tu as ta vie. Ton père aussi avait la sienne.

Il voulait bien s'affirmer, non froisser la pauvre femme qui pensait s'appuyer à lui :

— Écoutez. Je réfléchirai, j'en parlerai à Laurence.

— A Laurence, répéta-t-elle d'un air de doute. Peut-être ne convient-il pas de révéler nos ennuis de famille. Ton père en gardait le secret.

— Cependant, je dois avertir M. Avenière. C'est loyal.

— Explique-lui bien alors l'origine de nos dettes.

Elle pensait à sauvegarder la mémoire de son mari.

— Rassurez-vous, maman, Laurence est généreuse. Sans doute ses parens tiennent à leurs habitudes. Mais elle est appelée à une grande fortune, pas maintenant, pas en commençant, plus tard. Cela aussi, pour notre maison, aura de l'importance.

Pleine d'appréhension, Mme Rouvray n'insista pas. Un peu plus qu'avant cette conversation où elle ne rencontrait pas chez son fils aîné ce qu'elle attendait de l'exemple du père, de la nécessité de protéger les cadets, elle sentait son veuvage, le poids de la solitude où l'on entre sans préparation et après tant d'années vécues à deux, et dont on n'a pas imaginé la cruauté. Pascal, volontaire, conclut :

— Le mieux est d'en finir tout de suite avec l'incertitude. J'irai demain à Paris. Nous fixerons la date de notre mariage. Dès mon retour, nous déciderons comment assurer votre avenir.

— Attends quelques jours, dit-elle. N'avons-nous pas besoin de nous appuyer les uns aux autres? Il semble que maintenant nous sommes si faibles.

Mais il sentait, lui, sa jeune force.

— Pourquoi attendre, maman?

— Tu es libre, convint-elle, libre de choisir. Que Dieu te guide dans ton choix. A demain, Pascal. Il est tard, et je veux prier encore.

Elle lui souhaita le bonsoir, l'embrassa et sortit de la pièce. Après qu'elle fut partie, il entendit mieux dans son cœur, malgré lui remué, le mot qu'elle avait prononcé en dernier lieu : *choisir*. Mais son choix n'était-il pas fait?

Pour s'alléger en respirant mieux, il poussa la porte-fenêtre à demi fermée, qui donnait sur le jardin. C'était un enclos assez peu soigné qui de sa culture d'autrefois gardait quelques plantes de prix, toutes chargées de parfums à cette saison : seringas, tubéreuses, magnolias aux lourdes fleurs blanches, pareilles à

des colombes posées. Sous la lune, le paysage pâle maintenait, quoique affaibli, son caractère du jour, à cause du petit lac qui, percé de lueurs, brillait, des lignes estompées du vallon, et des bois de la Sylve-Bénite et du Pin dont les masses confuses s'opposaient en ombre. Pas un mouvement de branches, pas un frisson d'eau ne trahissaient la vie. Une paix profonde, une paix infinie, qui n'était pas la mort et qui lui empruntait son calme et un peu de sa majesté, venait de cette campagne en sommeil, de ce vieux jardin délaissé.

Il y avait un banc devant la maison. Pascal s'y assit. Dans ce silence, il eût entendu pousser l'herbe si l'on pouvait l'entendre. Là, son père, aux vacances, aimait à goûter le soir et le commencement de la douceur nocturne. Son père? là, peut-être, il avait dû, lui aussi, choisir, vingt ans auparavant, quand il avait mesuré le désastre de famille. C'était peut-être en face de la même tranquillité des prairies, du lac et de la forêt. Les mêmes fraîches caresses de l'air, il les avait pu sentir sur son visage.

Choisir? De quelles influences amollissantes son père avait-il donc pris conseil en ce jour lointain? Le but pour lui-même ne s'imposait-il pas en toute évidence? Suivre le destin personnel qui l'appelait, qui lui souriait, se marier, pour s'agrandir, selon son cœur et son ambition unis, se fixer à Paris, y réussir, parvenir, par ses études de laboratoire et son enseignement, à la réputation, aux honneurs: cela seul importait. Les siens recueilleraient à leur tour le bénéfice de cette marche en avant. Mais ils ne devaient pas l'arrêter, ni la ralentir. Cette succession, qui, par avance, pesait à ses épaules, pourquoi ne pas en décliner le fardeau? N'avait-on pas suffisamment payé pour éteindre les anciennes dettes des Rouvray? A quoi bon se saigner encore, se mettre en souci? Qui lui saurait gré de cette immolation? Oui, sa mère retirerait intégralement ce qui lui appartenait. On vendrait Colletière, cette maison qui avait besoin d'être réparée, cet enclos délabré, envahi par la mauvaise herbe, ces prés, ces champs là-bas, pour obtenir un revenu plus satisfaisant avec quoi l'avenir serait assuré, et l'éducation de Claire et de Gérard. Mais... consentirait-elle? N'était-elle pas, elle aussi, dévorée de la soif du sacrifice? Là était le point noir, là l'obstacle. Cependant il était l'aîné : son avis devait prévaloir.

En même temps qu'il prenait ces résolutions, des souvenirs de son enfance s'éveillaient, montaient vers lui avec l'odeur trop

forte des fleurs. Elle avait été si heureuse, de ce bonheur salubre connu de ceux-là seulement qui, tout petits, ont vécu à la campagne. Le génie de ses parens l'avait entourée sans la restreindre, comme cette ligne à peine visible de buissons contenait le jardin sans en avoir l'air et se mêlait au reste de la verdure. Que lui voulait-elle à cette heure? Pourquoi s'élargissait-elle, s'évaporait-elle, plus subtile, dans tout le calme ingénu des eaux, des bois, de l'horizon, se fondait-elle avec la longue nuit bleue pour mieux pénétrer dans son cœur?

Comme ces chemins, d'abord vagues sous la lune, qui, pendant qu'on les regarde, se précisent, une autre voie, peu à peu, s'offrait : revenir s'enterrer à Lyon, y retrouver la clientèle paternelle, marcher dans le sillage tracé, n'être qu'une suite, un successeur, achever la liquidation, soutenir sa mère si éprouvée, élever Gérard, marier Claire. C'était un autre sort, peu reluisant, peu tentant. Une déchéance en somme. Et Laurence l'accepterait-elle? Elle n'était pas venue aux obsèques, elle n'avait pas saisi cette occasion d'occuper son poste de fiancée. De loin ses lettres le consolaient, le rassuraient, le fascinaient. Comment lui imposer un tel changement d'avenir, si peu conforme à ses goûts, aux promesses échangées? Non, non, il n'y fallait pas songer davantage.

Mais cette place était mauvaise pour affermir une décision de cette nature. N'était-ce pas le berceau des vieux Rouvray ? Le conseil de la terre venait inopinément contrarier un destin si bien organisé, combattre l'éloignement, la désertion. Là les saisons se succèdent, les hommes se suivent, et, pas plus que graine des champs, l'individu n'a d'importance isolément. Seule, la race compte, comme l'assemblée des épis...

Pascal se leva brusquement du banc, comme s'il sentait le froid. Quelle fâcheuse inspiration de rester si longtemps à la fraîcheur? Il rentra en hâte, vérifia la fermeture des portes comme pour bien se séparer de la campagne, et gagna sa chambre. Entre quatre murs, à l'abri des suggestions, des sortilèges naturels, on croit se retrouver mieux soi-même...

HENRY BORDEAUX.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE

AVRIL-MAI 1909

II [1]

25 avril 1909.

Le canon macédonien n'a pas troublé le paisible sommeil de la ville. Par ce beau matin dominical, Péra délivrée prend son aspect des jours de fête. Dans la Grande Rue, où tombe tout droit le soleil d'onze heures, les familles reviennent de la messe, et s'arrêtent pour commenter les événemens. Il y a beaucoup de figures et de tournures qui me rappellent notre Marseille, beaucoup d'hommes aux yeux charbonnés, aux moustaches de Tartarins pacifiques, beaucoup de dames dont l'aimable embonpoint gonfle et tend les robes fourreaux un peu trop claires ; et aussi beaucoup de jolis visages jeunes, très arrondis, très pâles, avec des yeux noirs énormes, comme on en voit dans les portraits en mosaïque de l'époque alexandrine.

Aux angles des ruelles, les marchands de fleurs ont disposé leurs éventaires, et le safran vif des jonquilles, les blancs purs

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

des narcisses et des juliennes, les roses violacés des anémones, éclairent l'ombre bleuâtre. Les chiens rassurés sont sortis de leurs cachettes ; les petits vendeurs de journaux courent en agitant les feuilles imprimées; les voitures recommencent à circuler, et presque toutes sont pleines de soldats réguliers ou volontaires, — les vainqueurs d'hier.

Coiffés du fez ou de la calotte albanaise en feutre blanc, ceinturés de cartouchières, ils ont l'air mal débarbouillés, mal brossés, et leurs uniformes gardent encore la poussière de la route, du camp et de la bataille. Ils déambulent par cinq ou six, et parfois s'entassent, leurs fusils entre les jambes, dans les fiacres réquisitionnés. La plupart, venus des plaines de Thrace ou des montagnes d'Albanie, ont, devant les splendeurs européennes de Péra, le même étonnement respectueux qu'ont nos conscrits de province devant les monumens et les boulevards de Paris. Mais, au contraire des troupiers français, ils s'abstiennent de lazzis et de plaisanteries, et s'ils racontent leurs exploits aux badauds, ils les racontent brièvement, sans fanfaronnade et sans gaîté. Je ne sais si cette réserve est naturelle au caractère oriental, ou si elle cache une certaine émotion pénible, le regret d'un devoir douloureux bravement accompli, la tristesse de la guerre fratricide... Peut-être ce sentiment est-il trop compliqué pour ces âmes très simples. Quant aux citoyens de Constantinople, leur seule inquiétude persistante, c'est le maintien possible du Sultan.

Que fera-t-on du Sultan? Lui-même a conseillé la soumission à ses derniers défenseurs, et la garnison d'Yldiz, désarmée, est envoyée, par petits paquets, à Stamboul. Une partie a pu s'enfuir sur la côte asiatique du Bosphore, dans cette caserne Sélimié qui domine Scutari. Là, peut-être, les Macédoniens trouveront-ils encore quelque résistance. Le pont de Galata est toujours barré, et l'on suppose que l'Assemblée nationale se réunira au Palais du Parlement, sous la protection des troupes libératrices. Mais ce qu'elle décidera, nul ne le sait, et l'idée d'une *combinazione* recommence à hanter les esprits.

Pourtant, aux étalages des photographes, Son Altesse Impériale Réchad Effendi, héritier présomptif du trône, est apparu ce matin. Il a une bonne figure fatiguée, résignée, passive, que ses futurs sujets examinent curieusement. D'autres portraits, qu'on ne voyait pas ou qu'on ne voyait plus la semaine dernière,

occupent les places d'honneur autour de celui de l'héritier. Les soldats se montrent la belle barbe philosophique et les yeux très doux d'Ahmed-Riza bey, l'énergique figure osseuse de Chevket Pacha, les images, presque partout jumelles, d'Enver bey et de Niazi bey, « héros de la liberté, » figures romantiques qui doivent troubler les cœurs féminins et qui font la fortune des marchands de cartes postales.

A l'ambassade de France, toujours gardée militairement, je trouve M. Constans assis devant le perron, entouré de gens qui demandent ou apportent des nouvelles. Les dames et les enfans qui ont profité de l'hospitalité diplomatique resteront jusqu'au soir. D'ailleurs, nous sommes tous invités à dîner. L'ambassadeur, qui a veillé tard dans la nuit, semble très fatigué, et M. Ledoulx, premier drogman, succombe sous le poids du devoir professionnel. Le commandant du stationnaire raconte la belle cérémonie de la béatification de Jeanne d'Arc, qui a été célébrée la veille à l'église catholique. La bonne Lorraine glorifiée en pays infidèle, à quelques pas du Grand Turc que ses propres soldats assiègent dans son palais, le canon sarrasin couvrant la voix des orgues chrétiennes, ne dirait-on pas un épisode des chansons de geste? Les os des croisés qui furent ensevelis près des murs de Constantinople ont dû tressaillir de joie...

Le docteur de Lacombe apporte des nouvelles des blessés. Les deux journalistes américains vont mieux. Je pense aux propos entendus la veille à l'hôtel, au récit très circonstancié que l'on avait fait de l'agonie et de la mort de M. Moore dont on rapportait même les dernières paroles! Nous en étions tous attendris... Par bonheur, M. Moore n'est ni mort ni mourant. Il est seulement blessé, immobilisé pour des semaines, et son accident le met de très mauvaise humeur... Rater un si beau reportage, quelle malchance! Aussi, quand un journaliste français est venu, ce matin, par courtoisie confraternelle, serrer la main de M. Moore, il a été bien reçu!...

M. Ledoulx m'a emmenée déjeuner chez lui, avec sa jolie fillette qui a un air de couventine française, de petite demoiselle d'autrefois, timide et blonde. Au dessert, deux religieuses de Saint-Vincent de Paul sont arrivées, et ont raconté les aventures tragi-comiques de leur jardinier qui a failli être tué par une balle perdue en allant chercher du lait pour la communauté. Les projectiles égarés ont fait ainsi beaucoup de victimes. Une

infirmière grecque, à l'hôpital Hamidié de Chichli, un matelot sur le stationnaire italien, ont été frappés mortellement. A l'hôpital français, la sœur supérieure et le professeur Isoard entraient dans le cabinet de radiographie, quand une balle, perforant la vitre, passa entre eux, effleura sans les briser des instrumens précieux et fragiles, et filant, avec une précision élégante, parmi l'encombrement des tubes et des flacons de cristal, s'enfonça dans la muraille où elle est encore...

Après déjeuner, M. Cuinet, avocat et correspondant du *Matin* à Constantinople, m'a fort obligeamment proposé de m'accompagner à Stamboul, pour la séance du Parlement. Mais le pont de Galata était barré... Les soldats de Salonique occupent toute la place de Karakeuy et le petit *caracol* qui ressemble à un café-concert de province, — genre oriental! — est rempli de prisonniers. Ce *caracol* a fait une belle défense, et très meurtrière. Faute de mieux, nous remontons à Péra, et nous allons voir les casernes bombardées.

La plus importante, celle qui supporta le plus rude assaut, est la caserne d'artillerie du Taxim, un vaste bâtiment jaunâtre, construit sur la hauteur qui domine Péra et le Bosphore. Les bourgeois pérotes, endimanchés et placides, traînant des mioches et des bonnes, envahissent les trottoirs et débordent sur la chaussée, malgré les voitures lancées au grand trot, les voitures où des fusils brillent, où se serrent des uniformes gris, bleus ou bruns, où parfois on devine, entre les soldats, la face impassible, les bras enchaînés d'un prisonnier qu'on emmène. Chemin faisant, nous regardons la caserne des pompiers dont les écuries touchent presque l'hôpital français... Dans ces mêmes écuries, des mutins se réfugièrent qui furent cernés, jetés contre le mur, fusillés et achevés à coups de crosse, avec une fureur sauvage, sous les yeux des religieuses épouvantées... Plus loin, — pendant la seconde attaque, — d'autres mutins, échappés du Taxim, essayèrent de s'enfuir du côté de l'église grecque en escaladant des murs. Mais les soldats macédoniens les pourchassèrent comme des bêtes forcées. A peine un de ces malheureux se hissait-il sur la crête de pierre, qu'une balle l'abattait, et les corps qui ne glissaient pas demeuraient suspendus, jambes et bras ballans, misérables marionnettes disloquées...

C'est la guerre... Les témoins de ces scènes les rapportent sans surprise et presque sans émotion. Ils en ont vu bien d'autres, en ce pays où l'on brûle, égorge, dépèce des milliers d'Arméniens, tous les deux ou trois ans. La vie humaine ne paraît pas une denrée précieuse et qu'il faille ménager. Les attendrissemens philanthropiques, les déclamations pacifistes ne sont pas de mode en Orient. Quatre mille hommes, jeunes, robustes, se sont entre-tués, hier, dans ces rues où passe une foule joyeuse et curieuse. S'ils étaient morts victimes d'une catastrophe, — incendie ou tremblement de terre, — il y aurait peut-être, dans la ville, une ombre de deuil. Mais qui songe aux morts? Ils n'étaient pas frères par la race de ces Arméniens et de ces Grecs de Péra. Les volontaires d'origine hellénique, qui combattirent vaillamment, étaient venus de Macédoine et ne représentaient dans l'armée qu'une faible minorité. Il n'est pas surprenant que la population levantine n'éprouve pas, aujourd'hui, la tristesse qui suivrait, ailleurs, une guerre civile et l'horreur du sang fraternel versé. Elle est toute à la joie, et elle ne pense qu'à fêter ses libérateurs. Elle leur sait gré d'être venus sans être appelés, et si vite, avant qu'elle fût contrainte à la résignation, à l'acceptation passive de la vieille tyrannie renouvelée; elle leur sait gré de n'avoir pas abusé de leurs privilèges de victorieux, d'avoir respecté les biens et les personnes. Elle se sent libre, et en sécurité parfaite, depuis qu'ils sont là, chargés de la police de la ville, impitoyables aux mouchards et aux malandrins.

Jamais des soldats européens n'ont montré plus de correction et de politesse que ces Rouméliotes si bien disciplinés, si sobres, si graves. On leur offre de l'argent; ils refusent et n'acceptent que des vivres et des cigarettes. J'ai entendu dire qu'un des leurs, ayant un peu... bousculé une femme dans la prairie des Eaux-Douces d'Europe, fut saisi et déshabillé par ses propres camarades qui lui appliquèrent vingt-cinq coups de bâton, pour l'exemple... Si par momens, dans l'ivresse du combat et de la poursuite, ces soldats se sont laissé entraîner à des représailles brutales, c'est que la résistance des réactionnaires les avait exaspérés ; mais, la lutte finie, la victoire acquise, tous mettent un très noble orgueil et une sorte de coquetterie à prouver qu'ils ne sont pas des barbares, à mériter la confiance de la population, l'estime des étrangers. Ils laissent à l'Assem-

blée nationale, aux juges compétens, le soin de rechercher et de punir les coupables. Leur rôle actif est terminé. Ils demeurent à Constantinople comme des protecteurs et les défenseurs des lois.

Le jardin du Taxim où l'on entassa, hier, les cadavres, est débarrassé de ses hôtes funèbres et sert de refuge à quelques chevaux blessés. Les pauvres bêtes s'en vont sur trois pattes, le flanc éraflé, la tête basse, l'œil craintif. Le pavillon des musiciens n'a plus une vitre; les balles ont tailladé l'écorce des platanes et coupé mille brindilles des rameaux. On sent qu'une calamité anormale a passé là, qu'une mélancolie est restée sur les choses. L'herbe foulée garde-t-elle le froissement des agonies? L'ombre des jeunes feuilles est-elle plus froide d'avoir tremblé sur les faces livides des morts? Les jardiniers qui fouillent le terreau des plates-bandes ne font-ils pas des gestes de fossoyeurs?... Sensations réelles ou caprices de l'imagination, tout ce qui assombrit un instant notre âme, s'évanouit dans la lumière vaporeuse et la tiédeur légère de l'air. Avril enchante le jardin, comme une promesse d'amour, comme un pressentiment de bonheur, et tout dit la douceur de vivre : les premières pervenches qui ouvrent leurs yeux bleus dans le sombre feuillage rampant, les premiers boutons des rosiers qui demain seront lourds de roses; et, à travers le filigrane des rameaux, le Bosphore bleu, les collines d'Asie, vertes et violacées, la molle écume lumineuse des nuages...

Et, tout ocreuse, dans le soleil, ses fenêtres crevées encadrant des morceaux d'azur, voici la grande caserne vide qu'entourent les promeneurs. Les obus ont ravagé les murs et les plafonds, et des soldats, grimpés au second étage, achèvent de desceller de grosses pierres branlantes qui cèdent tout d'un coup, et tombent, avec un bruit sourd, dans un tourbillon de poussière soulevée.

Soldats bleus ou gris, marchands de noisettes grillées, pauvresses en tcharchaf d'étamine écrue, dames grecques en fourreaux Empire, petites filles en mousseline, servantes qui poussent des voitures de bébés, tous s'écartent un moment, le nez en l'air, puis reprennent leur promenade flâneuse. Des gens, munis de lorgnettes, regardent de l'autre côté du Bosphore, sur le revers de

la montagne où se dressent des coupoles blanches et des cyprès obscurs... La caserne Sélimié, bâtisse jaune comme le Taxim, domine Scutari. C'est le dernier asile des troupes réactionnaires.

Que se passe-t-il, là-bas? Et là-bas, à notre gauche, dans ce pli de vallon moutonnant d'épaisses verdures, qui recèle les kiosques mystérieux d'Yldiz?

On regarde... On attend... Quoi?... La fumée blanche, le fracas d'une canonnade?... Mais tout est calme, sous le ciel infini, dans l'immense paysage panoramique. Et la seule clameur qui s'élève, c'est, dans un petit café, parmi les figuiers et les vignes, l'hymne de la Constitution, cuivré, nasillard, déchiqueté par un phonographe.

26 avril.

Yldiz s'est rendu. L'Assemblée nationale délibère en secret, et Abdul-Hamid règne encore. L'état de siège a été proclamé hier soir. Les invités de M. Constans ont dû rentrer chez eux, sans dîner, parce que Mahmoud Chevket Pacha, — le seul maître actuel de la ville, — oblige les bons citoyens à s'enfermer, dès huit heures, dans leurs maisons. Plus de dîners, plus de réceptions, plus de théâtre. Vainement, les journaux annoncent l'arrivée de Suzanne Desprès et de sa troupe, qui joueront *Phèdre* et *la Rafale*... Si la rigueur de la consigne ne s'adoucit pas, dans quelques jours, il nous sera bien difficile d'applaudir la célèbre actrice française. Nous nous consolerons en jouant aux jeux innocens des prévisions et des prophéties, au *corbillon* politique :

« Où est le Sultan?... Qu'en fait-on?... »

Et parfois, nous entr'ouvrirons la fenêtre ; nous jetterons un regard dans la rue déserte où brillent les baïonnettes des sentinelles, où rôdent les patrouilles silencieuses... La rue appartient aux soldats seulement, et auxgrands chiens jaunes, qui fouillent les détritus amoncelés devant les portes. Les patrons des cafés se désolent, et l'on prétend que les demoiselles fardées, à jupes courtes et à chapeaux extravagans, fleurs nocturnes des trottoirs de Péra, protestent contre l'état de siège...

Les communications entre Péra et Stamboul sont rétablies, et je suis allée aujourd'hui au Vieux-Sérail pour visiter les deux musées.

Ce Vieux-Sérail, à l'extrême pointe de la ville, baigné par la Corne d'Or et la Marmara, contient presque toute l'histoire de l'ancienne Turquie, du XVe siècle au XIXe siècle, de Mahomet II à Mahmoud II. C'est, dans une enceinte flanquée de tours carrées, sur l'emplacement de l'acropole de Byzance, un chaos de palais, de jardins et de terrasses, où l'on peut évoquer, sans sourire, la Turquie de Byron et de Hugo. Les événemens actuels rendent plus émouvant ce pèlerinage.

Près d'une fontaine charmante, en marbre ciselé dans le style de Versailles, au toit presque japonais, aux grilles d'or, s'élève la terrible porte Auguste (Bab-i-Houmayoun) que domine une inscription sur un cartouche noir, une sorte de dédicace faite à Allah par le Conquérant. Et de chaque côté, dans les niches ogivales, on accrochait les têtes des vizirs qui avaient cessé de plaire... Mais quand l'on franchit cette porte, la « sensation d'Orient » s'évanouit... Au fond de la cour des Janissaires, qui est une sorte de terrain vague, entre les bâtimens de la Monnaie et l'église byzantine de Sainte-Irène, on aperçoit des murs crénelés, deux tourelles à poivrières, en pierres rousses sous le ciel d'un bleu de bluet... C'est presque une cité moyen-âgeuse de notre Midi, un fragment non restauré de Carcassonne. Dans cette cour, le fameux platane des Janissaires, fendu par la foudre et demi-mort, se couvre de tendres feuilles naissantes. Des soldats campent autour, dorment, fument, ou font leur *kief*, assis sur leurs talons croisés, dans l'herbe où les fleurettes jaunes se flétrissent. Verra-t-il d'autres révolutions, avant de sécher tout à fait, le vieil arbre témoin de massacres innombrables? Tant de fois, des soldats se sont reposés à son ombre, après avoir chassé, étranglé, décapité des sultans!... On comprend trop bien que Mahmoud ait quitté en 1808 cette résidence féconde en sinistres images, pour le palais de Tcheragan où fut assassiné plus tard Abdul-Aziz, où Abdul-Hamid vint au monde.

J'ai passé une heure au musée de sculpture, à regarder les beaux sarcophages de Sidon, les sphinx pensifs aux ailes d'épervier, aux seins de femme, les pleureuses drapées, les enfans joufflus chargés de guirlandes, les chevaux cabrés, et les beaux chasseurs, sculptés dans un marbre presque transparent, nuancé de colorations amorties.

Il n'y a personne, dans le musée, et personne à Tchinili Kiosk, le musée de l'art musulman, le « kiosque aux faïences, » qu'on est

en train de réparer. Pour moi seule, visiteuse ignorante et profane, chatoient, dans la pénombre des salles voûtées, les fleurs de jade et de turquoise, les aiguières, les armes, les reliures de cuir fauve et doré, les tapis splendides comme le col des faisans, trésors d'un art oublié, orgueil et plaisir d'anciens califes dont je ne connais même pas les noms. Le gardien qui me conduit serait bien empêché de m'instruire, car de toutes les langues européennes, il ne sait que trois mots : *oui*, *yes* ou *ya*. Devant chaque objet intéressant, cet homme plein de zèle se livre à une mimique laborieuse qui remplace le discours explicatif, et, quand il a terminé ses gesticulations, il dit *oui*, *yes* ou *ya*, au hasard, avec un bon sourire.

Après la fraîche solitude, le silence recueilli, les belles formes immobiles, l'enchantement du passé légendaire, voici le mouvement et la vie. De Sainte-Sophie au Parlement, du Parlement au Séraskiérat, les rues regorgent de peuple. Ma voiture est arrêtée, à chaque instant, et doit se ranger pour laisser défiler des bataillons réguliers ou des bandes de volontaires. Dans les petites rues, les maisons de bois, accotées l'une à l'autre, et dont toutes les lignes semblent de travers, gardent leur physionomie de vieilles, sourdes, aveugles, closes sur des secrets. Mais les stores blancs, derrière les *caffess* ajourés, palpitent parfois comme des paupières. Toutes les dames de Stamboul sont aux aguets. Leurs yeux invisibles qui voient, aimantent mes yeux qui les cherchent et les devinent. Mères, épouses, filles de musulmans, elles ont ressenti plus que toutes les autres dames de Constantinople les répercussions tragiques du grand drame national. Elles ont perdu des êtres aimés ; elles tremblent pour des coupables très chers ; elles bénissent le retour d'exilés qu'elles croyaient perdus. Sous ces milliers de regards féminins, les hommes armés, les chevaux, les canons, les baïonnettes, les drapeaux déployés coulent, masse pressée, ondoyante, lente, aux remous de fleuve.

L'énorme place, entre le Séraskiérat et la mosquée Bayazid, est comme une mer où ces fleuves humains s'unissent et se confondent. L'îlot marmoréen de la mosquée émerge, pâle dans les vibrations diamantées de la lumière, et les minarets montent ainsi que des mâts et des phares où les muezzins perchés ont

des voix lointaines d'oiseaux. Au fond de la place, le Séraskiérat ouvre sa porte en arc de triomphe, flanquée de pavillons mauresques. Et sur l'esplanade, parmi les grêles petits arbres verdissans, c'est un fourmillement inouï de fez rouges, de turbans verts, de calottes blanches, d'uniformes, de guenilles, de redingotes. Pas de cris, pas de chants. Les pieds feutrés glissent, les voix se mêlent en une monotone rumeur, les couleurs seules font tapage. De loin en loin, un commandement bref, un galop scandé, une voiture qui roule, un train d'artillerie qui tressaute...

Dans le double flot militaire qui coule et reflue sans cesse de la place à la cour intérieure du Séraskiérat, les prisonniers sont entraînés. Personne ne les insulte. Ils vont, calmes, vers leur destin. Beaucoup de hodjas et de softas, parmi eux, et aussi un vieil uléma, à barbe fleurie, à turban vert, très vénérable et si vieux, si vieux qu'il peut à peine marcher. Les soldats le soutiennent par les coudes, règlent leurs pas sur le sien, et le portent presque, avec déférence... On ne le fusillera pas, ce vieux! Ce n'est pas possible! Il est plus qu'octogénaire, et, dans un âge si avancé, il a mille excuses de n'être pas libéral... Mais les autres, les jeunes, ne trouveront au conseil de guerre que la justice stricte et non pas l'indulgence. Ils ont fait trop de mal aux Jeunes-Turcs, ces prêtres engraissés par la camarilla d'Yldiz... On dit, tout bas, que, pour eux, la première répression a été terrible, que des centaines ont été tués autour de la mosquée Mehmed, et jusque dans la cour sacrée... Si le fait est vrai, il ne manquera pas de fanatiques pour canoniser spontanément ces softas et les glorifier comme des martyrs.

Des prisonniers, et d'autres prisonniers encore, hodjas, officiers, espions, simples suspects... A pied, les poignets reliés par des chaînes, voici des imprimeurs de pamphlets clandestins. Les soldats qui les suivent portent des liasses de papiers attachés tant bien que mal avec des ficelles. A voir ces malheureux passer, tout près de moi, et disparaître sous l'arc de la grande porte; à distinguer sur leurs visages les expressions fugitives de l'angoisse et de l'ironie ou le masque de la résignation hautaine; à penser que beaucoup d'entre eux, qui sont là, vivans, au soleil, vont mourir, j'éprouve non pas de la sympathie, mais du malaise, la gêne d'être venue en curieuse, et l'intérêt apitoyé qu'inspirent toujours les vaincus.

Soudain, dans la foule qui se replie et livre passage, un dra-

peau vert surgit, puis un drapeau rouge, et l'on entend le frottement caractéristique des sandales en peau de buffle sur le pavé, le bruit étouffé, glissant d'une troupe en marche. Quelques applaudissemens s'égrènent, suivent le sillage de cette troupe, dans la houle bariolée de l'esplanade. Et la voilà, enfin, tout près... C'est une bande albanaise ou bulgare, une de ces bandes qui sont venues de Macédoine avec Panitza et qui ont une renommée un peu effrayante... Les cultivateurs, les artisans, les jeunes hommes riches et bien éduqués, d'Uskub et de Monastir, les pères avec les fils et les grands-pères avec les pères, sont partis, spontanément, pour défendre la Constitution et la liberté. Mais avec eux sont partis ces demi-brigands qui font la guerre de guérillas depuis leur enfance, Bulgares contre Grecs, et Grecs contre Bulgares, animés par des rivalités de race, de religion et de famille. Ils n'ont commis aucun méfait, ils se sont tenus aussi correctement que les soldats réguliers, mais ce ne sont pas des gens de caserne; on risquerait beaucoup à exiger d'eux, trop longtemps, la discipline militaire, et, quand ils auront cueilli leur branche de laurier et entendu bien des louanges, bien des remercîmens, bien des bravos, on leur conseillera le retour au pays et la liberté sur la montagne.

O romantiques! vous les aviez rêvés, vous les aviez aimés, ces bandits superbes devenus les soutiens de l'ordre et des lois, A ces cousins de vos Klephtes, vous prêtiez des costumes éclatans, de longs fusils, des pistolets damasquinés, et des « profils d'aigle »... O romantiques, ce n'est plus ça, plus du tout! Mais la réalité d'aujourd'hui, si différente de vos imaginations, conserve le caractère héroïque. Le porte-drapeau, tout jeune, est un admirable garçon, aux yeux bleus, aux moustaches blondes dans un teint bruni par le soleil. Ses boucles de pâtre grec foisonnent autour de la calotte en feutre brodée de jaune. Il porte un uniforme fantaisiste d'un bleu passé, des jambières blanches lacées par des courroies et des sandales pointues. Derrière lui, marche un sexagénaire à grande barbe, qui a deux cartouchières croisées sur la poitrine, deux pistolets à la ceinture, un couteau pendant à l'épaule, un fusil, et un étrange sabre recourbé. Et d'autres suivent, gens de cinquante ans, de trente ans, de vingt ans, hommes mûrs et jeunes hommes, et même un gamin de quatorze ans, qui n'est pas le moins fier de la troupe et le moins bien armé.

Avant de remonter à Péra, je vais voir le Konak de la Légation de Perse dont toutes les vitres ont été brisées par le contrecoup de la canonnade, le Club militaire assailli le 13 avril et presque entièrement ruiné; et, dans une petite rue, le cercle des dames turques dont les *caffess* pendent lamentablement sur des fenêtres défoncées.

Ce soir, les supplémens des journaux font connaître que la décision de l'Assemblée sera prise demain. Nous sommes tous bien assurés qu'Abdul-Hamid ne restera pas sur le trône, mais il y a, malgré tout, un malaise, un reste d'inquiétude dans les esprits. La présence du Sultan, même vaincu, même captif, opprime Constantinople, et ce peuple qui a tremblé si longtemps devant le Barbe-bleue d'Yldiz, redoute, jusqu'à la dernière minute, un tour de passe-passe, une combinaison machiavélique, l'intervention invraisemblable d'une puissance occulte... Dans le salon de l'hôtel, après dîner, les familles grecques qui n'osent pas encore rentrer chez elles, deux ou trois Arméniens, un avocat juif de Salonique, répètent les anecdotes fausses ou vraies qui composent la légende du Sultan.

Que sera l'Abdul-Hamid dont les historiens fixeront un jour, — avec des documens irréfutables et une tranquille impartialité, — la figure définitive? Névropathe sanguinaire ou politique de génie? Peut-être l'un et l'autre, et à coup sûr un tyran. Mais ce tyran différera sans doute, par la constitution mentale et le caractère, du tyran grossièrement simplifié, du croquemitaine féroce qui demeurera, dans l'imagination populaire, le seul Abdul-Hamid véritable, — aussi fabuleux, aussi déformé, aussi lointain que Sardanapale ou Néron. Dans quelques dizaines d'années, les conteurs assis devant les petits cafés de Stamboul, sous les franges de glycines, dépeindront le calife maudit avec les mêmes traits qu'on lui prête déjà, et qui s'affirmeront par l'exagération poétique jusqu'à composer un être de légende, un personnage des *Mille et une Nuits*... Il sera le monstre tout-puissant, doué d'une prescience surnaturelle, ayant mille yeux, mille oreilles, mille mains, prolongé et multiplié en tous les points de l'Empire par les *hafiés*, ses espions. D'innombrables ruisseaux de sang, d'innombrables ruisseaux d'or, coulent, du Hedjaz à la Roumélie et du Yémen au Caucase, et se confondent

en un lac immense autour de son palais d'Yldiz. Là, au centre des jardins enchevêtrés, il y a un kiosque de marbre dont nul n'approche, et que défendent plusieurs enceintes. Et dans ce kiosque, il y a cent chambres d'or, comme les alvéoles d'une ruche, et une chambre élue, où le soleil entre à peine, où nul regard humain n'a pénétré. Le calife maudit s'y tient, tapi dans l'ombre, telle une araignée, tisseuse de ruses et de deuils. Autour de lui, dans les jardins de roses, tous les animaux de la création s'ébattent, pour le plaisir des plus belles femmes de l'univers. Ces houris impériales, perles cachées, fontaines closes, urnes scellées, que garde une armée de géans noirs, attendent le désir ou la curiosité du maître. Huit cents cuisiniers préparent les festins qu'il ne goûtera jamais. Dans les salons, les merveilles occidentales voisinent avec les trésors de l'Orient. Aux lustres, aux faïences persanes, aux tapis veloutés de Boukhara, se mêlent les pendules fabriquées par les Infidèles, les armoires qui ont des glaces comme des étangs, et les machines à voix humaine, qui parlent et chantent, et qu'habite sans doute quelque génie fallacieux. Une pièce est toute pleine de bijoux, rubis et saphirs gros comme des œufs de pigeon... On raconte qu'un empereur du Nord et son épouse, introduits dans cette cellule de splendeurs et priés d'y choisir quelques pierreries, furent tellement émerveillés qu'ils perdirent le sens de la mesure, et se firent donner des bagatelles étincelantes qui valaient bien deux millions de francs; mais le Sultan pourrait vêtir de diamans et de perles toutes les impératrices infidèles, sans que son trésor fût appauvri. Un nécromant, appelé ministre des Finances, fait renaître l'or, à volonté, dans les caisses profondes où puise le maître, où puisent les amis du maître... Cependant, isolé dans la chambre mystérieuse, maigre et chétif, le visage fardé, la barbe teinte, Abdul-Hamid tremble de peur, et cherche, dans la poche de sa stambouline, un revolver toujours chargé. D'autres revolvers gisent, à la portée de sa main, sur la table, sur le divan, près du lit mobile que lui-même déplace chaque soir. De temps en temps, un soupçon saisit l'âme malade du calife. Il regarde le familier qui le sert, la femme qui le caresse, l'enfant qui joue près de lui, et que son caprice appela... Il croit surprendre un geste imprévu, menaçant. Il tire... Jamais plus on ne reverra le serviteur, la sultane, l'enfant... Des espions apportent des papiers volés et remportent des bourses d'or; des

eunuques tourmenteurs brûlent les pieds et les aisselles des prétendus conspirateurs; des généraux, des savans, des saints partent pour l'exil: les jeunes hommes des écoles, fleur de la Turquie, sont décimés par une fatalité inexplicable, et l'on retrouve leurs squelettes enchaînés dans le Bosphore...

Telle sera, telle est, dès maintenant, la légende d'Abdul-Hamid... Et, par bien des côtés, elle ressemble terriblement à l'histoire.

27 avril.

Dans le salon, aux fenêtres ensoleillées, une Américaine, qui a beaucoup de fausses boucles dans ses cheveux blonds et beaucoup de fausses turquoises à sa ceinture, chante une chanson nègre, et l'accompagnement saccadé, à contretemps, imite le *banjo*.

Près d'elle, un Arménien blondasse et câlin fredonne et fait des grâces. Les familles grecques, éparses dans les fauteuils profonds, boivent le café médiocre et boueux, et soupirent.

Les journaux du matin nous ont donné l'espérance du grand événement qu'on ne peut plus retarder. Nous savons que l'Assemblée nationale délibère à huis clos... D'un instant à l'autre, le canon peut tonner sur la ville.

A deux heures et demie, rien encore. L'Arménien cesse de chanter. Il paraît furieux. Il crie:

— Mais qu'est-ce qu'*ils* attendent, là-bas?... Est-ce qu'*ils* vont trahir la nation ottomane?... Est-ce qu'*ils* vont garder le vieux?... Si je le tenais, moi, je lui couperais les mains et les pieds, je l'empalerais, je l'écorcherais et je le ferais rôtir... Quand il serait rôti d'un côté, je le laisserais passer un jour... et puis je le ferais rôtir de l'autre côté...

Une dame grecque de Prinkipo, très jolie femme, mince et châtaine, lève ses mains aux belles bagues, dans un geste de protestation:

— Oh! quelle barbarie!... Parce que le Sultan a été féroce, faut-il être aussi féroce que lui?... Moi, je ne souhaite pas qu'on le tue... Il me suffirait de le savoir bien loin, sous bonne garde.

Cette indulgence féminine exaspère l'Arménien.

— Vous ne savez donc pas que cet homme a tué cent mille

hommes en trente ans?... Est-ce que l'exil et la prison ne sont pas des châtimens trop doux?... Je voudrais, moi...

Il énumère de nouveau les tortures qu'il voudrait infliger au Sultan. Il serre les poings. Il voit rouge. Le sang de sa race lui monte à la gorge et aux yeux. Mais l'Américaine, virant sur le tabouret de piano, dit avec un petit rire :

— Oh! vous autres Arméniens, vous savez bien haïr; vous savez même mourir... Mais vous ne savez pas vous défendre... Il fallait tuer les Turcs, beaucoup de Turcs... à Sivas, à Adana, partout...

Discussion générale et violente. L'Arménien déclare:

— Quand la population turque s'arme contre nous, nous ripostons, oui, quand bien même nous sommes un contre cinq; — mais quand la troupe s'en mêle, avec les fusils, nous devons mourir... Les Arméniens ont tué mille Turcs à Adana, plus de mille... Ils se sont défendus bravement... et à la fin, on les a décimés. Les soldats envoyés contre les massacreurs se sont faits massacreurs eux-mêmes...

— Tout cela va changer... Les Jeunes-Turcs puniront sévèrement les meurtriers...

C'est l'avocat israélite de Salonique qui parle. L'Arménien hausse les épaules:

— Vous croyez?... Ils sont nationalistes, les Jeunes-Turcs. Nous autres Arméniens, et vous Grecs, et vous Juifs, ils ne nous aiment guère... Ils nous refusent toute influence... Ils ne nous acceptent même pas dans l'armée... Mais quand ils ont besoin d'un homme habile, d'un homme d'affaires, c'est chez nous qu'ils viennent le chercher...

— Vous avez raison, sur ce point, — concède l'homme de Salonique; — mais quant aux massacres, les Jeunes-Turcs ont intérêt à les réprimer, à les prévenir!... Autrement, ils perdraient les sympathies de l'Europe... et de la France en particulier, n'est-ce pas, madame?

Je réponds:

— Nous n'étions pas étonnés qu'Abdul-Hamid fît massacrer des gens. Il était dans son rôle de tyran. Mais les Jeunes-Turcs, que nous avons aimés et admirés, doivent clore la série rouge... Ou bien, nous ne les aimerons plus du tout.

Du bruit dans la rue... C'est une batterie qui passe... Des gamins courent en agitant les derniers supplémens des jour-

naux... Déception... On déclare que rien n'est fait, que l'Assemblée délibère toujours, et qu'aucune décision ne sera prise avant demain midi...

Alors, l'Américaine se remet au piano, l'Arménien fredonne tristement le refrain de la chanson nègre, les familles grecques déplorent les retards qui les obligent à vivre la coûteuse vie d'hôtel ; la jolie dame de Prinkipo remonte surveiller ses quatre enfans, et je m'en vais faire la sieste dans ma chambre.

Mais, à peine m'y suis-je installée, que je reconnais le grand fracas sourd, la voix déjà familière du canon... Un coup... deux coups... Au sixième, plus de doute! C'est la salve annonciatrice. Vite, je prends un chapeau, une écharpe, je sors, par la rue de Péra où des gens arrêtés écoutent, osant à peine croire leurs oreilles.

Il n'y a personne à l'ambassade, personne au consulat. Les terrasses sont inaccessibles. Mlle Ledoulx m'invite à monter... au grenier, où sont déjà réunies les servantes et une aimable demoiselle de Péra. Nous apercevons des morceaux du Bosphore, des coins de ville, une fumée blanche qui se mêle aux fumées noires des vapeurs...

Je propose de prendre une voiture et d'aller à Stamboul. La demoiselle de Péra se laisse tenter. Nous redescendons ensemble. Dans la ruelle en pente qui conduit à l'ambassade, les *bleus* de Salonique, les cadets de Pancaldi, les matelots du stationnaire, crient de joie et s'embrassent... Il y a un petit cadet de dix-sept ans, assis sur une chaise, qui tient son fusil entre ses genoux et le tapote amoureusement, comme une bête vivante, un bon chien. Il nous regarde, rit, et dit en français :

— C'est avec ça, avec ça!...

Une vieille dame vénérable s'approche du garçon. Elle le félicite, attendrie, et le regarde avec des yeux de grand'mère... Est-ce qu'elle va l'embrasser? Elle lui demande s'il est content, et ce que l'on va faire du souverain déchu. Alors, le petit cadet redresse sa tête ronde, rasée, aux pommettes saillantes de Mongol, et sans cesser d'étreindre son fusil, il répond, d'une voix rauque :

— Au tombeau... Il ira au tombeau...

La rue, banale et grise malgré le soleil, est devenue en quelques minutes un éblouissement de couleurs, une floraison de soies et d'étamines éclatantes. Les drapeaux ont semblé

jaillir des balcons, drapeaux rouges portant le croissant et l'étoile, drapeaux verts, drapeaux hellènes à raies et à croix bleues sur fond blanc. Les impasses mêmes et les passages qui vont à la rue des Petits-Champs, et qui sont tour à tour des fondrières ou des cloaques, se sont pavoisés aux couleurs turques et grecques. Les hôtels hissent des pavillons français, anglais, allemands, américains. Le canon ébranle les nerfs tendus par l'anxiété, fait tressaillir et rire les femmes, anime les hommes de velléités héroïques...

En passant à l'hôtel, nous prenons la jolie Grecque de Prinkipo qui, depuis des semaines, n'a pas osé franchir le pont. Elle perd une demi-heure à s'habiller, et descend, en robe de taffetas à jaquette longue, navrée parce que son chapeau n'est pas à la mode. Elle avoue qu'elle a très peur d'aller à Stamboul. Peur de quoi?... Elle n'en sait rien elle-même... Elle a pris l'habitude d'avoir peur. La demoiselle pérote est moins timide. Elle craint seulement que le pont ne soit barré...

Moïse, grimpé à côté de l'*arabadji*, dirige l'expédition. Nous voilà, toutes trois, bien secouées par les ressauts de la voiture, jetées l'une contre l'autre, et follement amusées par la fièvre de la ville et le canon qui nous assourdit. Nous arrivons au pont de Galata, à la minute même où la ligne des soldats fléchit, sous la ruée des gens, et nous passons, dans un flot de voitures, de cavaliers, de piétons. De la mosquée Validé à Sainte-Sophie, il n'y a que des soldats, de toute arme, pêle-mêle, qui ne crient pas et ne chantent pas, mais qui rient, se saluent, s'appellent, arrachés à leur apathie orientale, et si débordans d'orgueilleuse joie qu'ils nous font, au passage, des signes amicaux. Ils sentent que l'énorme événement accompli est leur œuvre : ils sont les maîtres de l'heure, l'âme et le bras de la nation. Des officiers qui se rencontrent se donnent l'accolade... D'autres, dans une voiture qui croise la nôtre, nous crient :

— Eh bien! mesdames, vous êtes contentes comme nous!... Vous n'avez pas eu de mal... personne n'a eu de mal... Nous sommes venus pour vous protéger, pour punir les traîtres... Ça s'est bien passé...

Devant Sainte-Sophie, au milieu des cavaliers vert sombre et des fantassins bleus, notre voiture s'arrête, hésite... Puis, je ne sais comment, la voilà lancée dans la grande rue Divan-Yolou, entre deux haies de soldats. Les trottoirs grouillent de peuple.

Sur les terrasses des maisons, derrière les grilles des petits cimetières, autour des fontaines, sont accourus les tcharchafs noirs, violets, marrons, qu'on ne voyait guère à Stamboul, ces jours derniers, et des musiques jouent. Le canon, qui a interrompu ses salves, gronde encore, là-bas à Top-Kapou, au Vieux-Sérail...

Et soudain, des cavaliers, en un galop furieux, balaient la rue... « *Destour!... destour!...* (1) » Les queues et les crinières flottantes fuient, éperdument; d'autres arrivent : « *Destour!... destour!...* » Il faut faire place, reculer... Sans doute, un personnage, le grand vizir ou le Cheik-ul-Islam, va passer avec un cortège militaire... Moïse, qui met son honneur à ne rien perdre du spectacle, quel qu'il soit, fait ranger la voiture dans une rue transversale, juste derrière la haie des soldats.

Au loin, une clameur indistincte s'élève, se rapproche, comme une vague qui court, depuis le Séraskiérat, vers nous. Elle suit le cortège qui défile rapidement, au trot, cavaliers et voitures... C'est une vision de cinématographe, j'entends des noms connus, respectés et redoutés, — Ahmed-Riza bey... Mahmoud-Mouktar Pacha... Chevket Pacha... Et quand passe une voiture à quatre chevaux, les soldats portent les armes, un cri formidable retentit :

— *Padischachim tchok yacha!*

A peine avons-nous entrevu, dans la voiture fermée, la figure lourde et bénévole, le fez, la stambouline noire... Mahomet V, sultan depuis une heure, a passé...

Ce soir, les journaux nous avisent que la population est autorisée à circuler dans les rues jusqu'à dix heures, et à illuminer le mieux qu'elle pourra. Mais il est interdit de tirer des coups de fusil en signe de réjouissance.

Les Grecs et les Arméniens de l'hôtel sont tout heureux. L'Américaine, qui ne s'étonne de rien, continue à imiter le banjo pendant que les hommes lisent tout en haut les derniers supplémens du *Stamboul* et de la *Turquie*.

La séance de l'Assemblée avait commencé ce matin, à dix heures, par la lecture de dépêches innombrables, venues de tous les coins de l'Empire et réclamant la déposition d'Abdul-Hamid.

(1) Gare !... gare !...

La question de la déchéance fut mise aux voix ; mais pour conserver à l'acte toute sa valeur légale et le rendre conforme aux prescriptions du Chériat islamique, une délégation fut envoyée au Cheik-ul-Islam. Cette délégation ramena le Cheik-ul-Islam lui-même, accompagné de son chancelier qui apportait le décret de déchéance.

Le mécanisme même de la déposition explique les retards étranges qui nous avaient inquiétés. Le Sultan, ayant une double autorité de souverain et de chef religieux de l'Islam, ne peut être détrôné par un simple vote du Parlement. Si la nation rejette le souverain, il faut d'abord que le clergé mahométan ait rejeté le calife pour des raisons d'indignité ou d'incapacité. C'est ainsi qu'en août 1876, le sultan Mourad V fut déposé par un *fetva* « parce qu'il souffrait depuis son avènement au trône, d'une maladie sans espoir de guérison. » Cette maladie prétendue devint en effet, par suite d'une longue détention, un mal réel et incurable : la folie...

Le temps réservait une singulière revanche au fantôme irrité de Mourad V, puisqu'un autre *fetva* dépossède Abdul-Hamid. Ce *fetva* est une sorte de questionnaire, auquel le Cheik-ul-Islam doit simplement répondre par *oui* ou par *non*.

Voici le texte officiel qui résume, d'une manière caractéristique, les griefs de la Jeune-Turquie (1) :

« Lorsque le Commandeur des Croyans supprime certaines questions importantes, légales, des livres sacrés; qu'il interdit, déchire, brûle ces mêmes livres; qu'il dépense et dilapide le trésor public ou s'en empare illégalement; que, sans motif légitime, il tue, emprisonne et exile ses sujets, et prend l'habitude de commettre toutes sortes d'autres tyrannies ; puis, après avoir juré de revenir à la vertu, violant son serment, persiste à provoquer de violentes révolutions capables de troubler complètement la situation et les questions islamiques, et fomente des massacres...

« Lorsque, pour faire disparaître cette tyrannie, de tous les points des pays musulmans arrivent des demandes de déposition...

« Lorsque son maintien offre un danger certain, tandis que sa chute ne peut être que favorable...

(1) *Stamboul*, 27 avril 1909.

« Faut-il, si les hommes compétens le jugent nécessaire, lui proposer d'abdiquer le Sultanat et le Khalifat ou le déposer?

« Réponse : — *Oui.*

« Le Cheik-ul-Islam

MEHMED ZIAEDDINE. »

Vers une heure et demie à la franque, l'Assemblée nationale, repoussant l'hypothèse d'une abdication, prononça la déchéance d'Abdul-Hamid. Deux délégations partirent, l'une pour notifier au Sultan le décret de déposition, l'autre pour aller chercher Réchad Effendi et le conduire au Séraskiérat où s'accomplirait la cérémonie du Béiat ou allégeance.

Déjà le chef d'escadron Habib-bey, député de Bolou, s'était rendu en toute hâte au palais de Dolma-Baghtché, afin de s'assurer du consentement de Réchad. Le prince, qui terminait sa toilette, reçut le mandataire du Parlement qui lui recommanda de « conserver tout son calme, » ce à quoi Réchad Effendi répliqua, non sans à-propos, qu'il « conservait son calme » depuis trente-trois ans!

Depuis trente-trois ans, en effet, il vivait dans une réclusion presque complète, entouré d'espions, surveillé jusque dans l'intimité du harem. Il ne pouvait prononcer une parole qui ne fût aussitôt rapportée à Yldiz; il ne pouvait témoigner à quiconque un sentiment de bienveillance sans le signaler à la vindicte du Sultan. Aucun habitant de l'Empire n'eût osé le nommer tout haut; et il n'y a pas d'exemple qu'un enfant nouveau-né eût reçu ce nom de Réchad, assez répandu naguère dans le peuple. Quand le prince sortait en voiture, — après autorisation, — les bonnes gens qui apercevaient l'équipage, encadré de policiers, détalaient à force de jambes, car il était malsain de regarder Réchad Effendi. Ignoré de tous, sans influence, sans amis, le mélancolique héritier se consolait comme il pouvait avec le jardinage et la musique, plaisirs peu coûteux, les seuls à sa portée, puisqu'il manquait d'argent, et que ses fournisseurs lui devaient faire crédit.

L'excellent frère Abdul-Hamid laissait d'ailleurs entendre que Réchad Effendi n'était pas bien malheureux, et que, malgré les prescriptions coraniques, les bons vins et les chauds alcools lui faisaient trouver en ce monde le paradis de Mahomet. On disait aussi que les belles femmes, en trop grand

nombre, avaient apaisé jusqu'à les engourdir les révoltes d'une intelligence comprimée... Que ne disait-on pas?... Aujourd'hui, Mahomet V a toutes les qualités intellectuelles qu'on refusait à Réchad Effendi : on affirme que son esprit naturel lui a permis de réagir contre le régime démoralisant et même contre l'apathie, plus dangereuse que les vices.

Le soleil levant est toujours beau. Il y a, sans doute, une grande part de flatterie et d'hyperbole dans les portraits qu'on trace du nouveau sultan; mais, à travers les exagérations et les embellissemens courtisanesques, Mahomet V apparaît comme un simple et brave homme, plein d'inexpérience et de bonne volonté. Il a soixante-cinq ans, une santé compromise, des goûts modestes. Il ne ruinera pas le pays et ne cherchera pas les aventures militaires. Il ne massacrera personne et respectera les lois. Comment refuser une sympathie apitoyée à ce prince qui connut le malheur et ne connaît pas la rancune, qui porte ce titre formidable de Sultan calife et qui ne fera jamais, jamais sa volonté propre, trop content de régner à l'ombre de la Constitution sous la protection du grand sabre de Chevket-Pacha! Que les Jeunes-Turcs le gardent bien! Ils ne trouveraient pas mieux. *Yachassin!* Qu'il vive!

Maintenant, rentré dans son palais de Dolma-Baghtché, il doit revivre comme en rêve les incidens précipités de ce jour : la cérémonie du Béiat où députés et ministres, répudiant le vieux protocole turc, et sans le moindre *salamalec,* serrèrent la main du Sultan, *alla franca;* le retour, parmi les salves et les acclamations, jusqu'au Vieux-Sérail, où il fit ses prières de l'après-midi et baisa le manteau du Prophète...

Tout à l'heure, de la haute terrasse qui domine la Corne d'Or, j'ai vu Constantinople, tout obscure, piquée de feux épars, se couronner de fines lignes lumineuses. Quelques monumens ont allumé des rampes de gaz ; quelques lampions, quelques lanternes, ont brillé çà et là. Les bateaux se sont dessinés, en figures géométriques, en triangles de feux, doublés par l'eau noire... Demain, ce sera la grande fête officielle, la magnifique illumination... Ce soir, c'est un essai, une répétition pas même générale... Malgré les défenses formelles, des coups de fusil éclatent partout, dans la profondeur ténébreuse. Et la véritable fête est là-haut, dans le ciel bleu vert, où les étoiles se suspendent comme des lampes de mosquée, dans le ciel arrondi

conme un dôme, brodé comme un étendard, où luit le croissant islamique.

28 avril.

Le petit jeu de société qui occupa nos soirées est fini. L'Arménien, l'avocat de Salonique, les dames grecques et moi-même nous ne demanderons plus :

« Que va-t-on faire d'Abdul-Hamid? »

Abdul-Hamid est parti, non pas sous un déguisement, pour Corfou, chez son ami Guillaume II, ou pour l'Asie Mineure, qu'agite son cher fils Burnaheddine... Abdul-Hamid est parti, cette nuit, sous bonne escorte, avec un petit nombre de femmes, d'enfans et de serviteurs. Il ira vivre à Salonique, en pays non suspect, sous l'œil vigilant du Comité. En même temps que son départ, nous apprenons des détails curieux sur sa vie intime, pendant ses derniers jours de règne, et les circonstances lamentables de sa chute.

Depuis que la victoire des libéraux semblait assurée, les courtisans, les fonctionnaires, les domestiques, avaient abandonné Yldiz. Quand l'armée de Macédoine approcha, les femmes du harem impérial crurent qu'elles seraient livrées à des ogres dont elles ignoraient tout, la veille encore, — et qu'on appelait Jeunes-Turcs. Certaines d'être violées, torturées et tuées par les diables de Roumélie, elles poussaient des cris terribles que l'on entendait, la nuit, jusqu'à Béchibtache... Les gardiens des ménageries, prudens comme des ministres réactionnaires, s'étaient mis en sûreté, ainsi que les seigneurs des cuisines. Bêtes et gens, et Sa Majesté même, risquaient un jeûne sévère, plus sévère qu'en plein Ramadan... Quelques serviteurs fidèles s'avisaient pourtant de prévenir les perquisitions et les confiscations possibles, et commençaient un laborieux emballage que la défaite de la garnison interrompit...

Le Sultan espérait encore. Pendant que ses femmes criaient, que ses eunuques rassemblaient les pierreries et l'or, que les perroquets pâlissaient de faim dans leurs volières, et que les panthères mélancoliques bâillaient sinistrement, pendant que les bateaux languissaient sur le lac et que les chevaux oubliés piaffaient dans les écuries, le Sultan rêvait une combinaison ultime, un bon petit arrangement.

Il savait que beaucoup de gens, vivant de lui en parasites, redouteraient de le voir tomber à jamais et demeureraient ses partisans. Ceux-là, sans doute, par intérêt plus que par reconnaissance, interviendraient pour faire respecter la personne sacrée du Calife... Ils insinueraient qu'une déposition, arrachée par la force des armes au Cheik-ul-Islam, serait sacrilège et non avenue devant Allah. Au besoin, ils irriteraient le fanatisme des paysans d'Anatolie, musulmans dévots, d'une ignorance absolue, et que n'ont pas contaminés les idées européennes...

Mais le 27 avril, au moment où la délégation du Parlement conduisait Réchad Effendi au Séraskiérat, trois officiers de Salonique, précédant trois députés, se rendirent à Yldiz. Le secrétaire du Sultan, Djevad bey, qui avait eu le courage de rester à son poste, — et qui fut l'ami loyal de la dernière heure, — reçut les officiers et les délégués à la porte des appartemens impériaux. Puis, ayant averti son maître, il introduisit les trois députés dans un salon vide, contigu au salon d'Abdul-Hamid.

Il y avait, parmi ces trois députés, un Arménien, Carasso Effendi, et deux musulmans, Rassim Effendi et Eszad Pacha. Furent-ils sensibles au caractère tragique de la scène, du lieu, de l'heure, à cette espèce de grandeur qui ennoblit les infortunes impériales? Les deux musulmans prièrent l'Arménien de parler le premier. Mais Carasso Effendi fit observer que la déposition du calife étant un acte religieux, il était plus convenable qu'un musulman prît la parole.

Un peu émus, ils entrèrent dans une pièce assez sombre, où ils virent Abdul-Hamid, en redingote, très pâle, le regard dur. Il avait la barbe mal teinte, d'un noir rougeâtre, les bras ballans, les épaules plus basses et arrondies qu'à l'ordinaire, ce qui lui donnait une piteuse attitude d'humilité. Djevad bey se tenait près de lui, et sur un divan, un de ses plus jeunes fils, étendu, gémissait et pleurait.

Le Sultan demanda :

— Que voulez-vous?... Est-ce que vous allez me tuer?

Ses mains tremblaient. Le général Eszad Pacha répondit que l'Assemblée nationale avait prononcé sa déchéance.

Le Sultan dit :

— Que faire?... C'est le destin.

Sur le divan, le petit prince sanglota plus fort. Tremblant toujours, et devenu livide, Abdul-Hamid commença une sorte

de plaidoyer. Il rappela qu'il avait fait tout son possible pour assurer, pendant trente-trois ans, la paix et la liberté du pays, et *qu'il n'avait fait de mal à personne.*

— Je ne suis pas la cause des derniers événemens survenus, dit-il ; j'ai sauvé la patrie par la guerre contre la Grèce. Pourquoi voulez-vous me tuer?... Et mon frère Mourad qui a été malade si longtemps, ne l'ai-je pas entouré de soins? Je l'ai nourri avec du *lait d'oiseau*... Tout autre sultan l'aurait fait mettre à mort. Pourquoi voulez-vous me tuer?

Les députés déclarèrent :

— Vous dépendez de la nation. La nation est grande et généreuse...

Mais cette affirmation, un peu trop vague, ne rassura pas Abdul-Hamid. Il s'écria :

— Épargnez ma vie!... Que mon frère épargne ma vie... Laissez-moi me retirer au palais de Tcheragan. Que j'aie la vie sauve ! Je donnerai ma fortune. Je ferai tout ce qu'on voudra.

Mais il n'obtint que des promesses évasives, et les délégués le quittèrent complètement effondré. Le jour même, il fut conduit à Tcheragan, d'où il put entendre les salves d'artillerie qui saluaient l'avènement de Mohamet V. Et dans la nuit, — exactement à deux heures, — il fut amené à la gare de Sirkedji.

Les officiers qui l'escortaient, les employés de la gare, ont raconté cette arrivée, dans le froid léger et le frisson gris d'avant l'aube. Quelques serviteurs et eunuques firent descendre des voitures onze femmes, — *cadines* et odalisques, — ainsi que le petit prince, à moitié endormi, curieux déjà et consolé. Les dames, voilées du yachmak blanc, étaient enveloppées de manteaux du soir, en dentelle et en soie claire, vêtemens peu commodes pour voyager, mais les waterproofs et les carricks anglais ne sont pas prévus dans le trousseau d'une sultane... Abdul-Hamid, très paternellement, fit monter ses épouses et son fils dans le wagon du train spécial, et demanda pour eux des limonades qu'on ne put trouver à la buvette de la gare.

Pendant que la locomotive chauffait, les dames aux manteaux de dentelles s'amusaient follement dans le wagon transformé en *haremlike*. Achetées toutes petites dans la sauvage Circassie, elles ne connaissaient de l'univers que les jardins réservés du palais, les kiosques de marbre remplis de trésors et de came-

lote allemande, les ménageries, les volières, et les bateaux du lac. Quelques-unes, paraît-il, montaient à bicyclette et se promenaient en automobile dans les allées bien surveillées du jardin, mais aucune d'elles n'avait traversé Stamboul; aucune n'imaginait ce que peuvent être une gare, des wagons, et cette bête bizarre : la locomotive !

Les prodiges de la civilisation leur étaient brusquement révélés, par ces Rouméliotes épouvantables dont elles avaient eu si grand'peur, et qui ne les avaient ni violées, ni maltraitées... Elles devaient à ces ennemis de leur maître cette surprise délicieuse de l'évasion, cette révélation d'une liberté relative... Pourquoi l'on partait ainsi, où on allait, ce que serait l'avenir, quelles mornes pensées couvaient sous le front las du vieillard, hier souverain tout-puissant, aujourd'hui captif qu'on escamote, — les épouses impériales n'en avaient pas la moindre idée... Elles essayaient les fauteuils du sleeping, jouaient avec les stores bleus, causaient, fumaient, riaient, et oubliaient même de cacher leurs visages... Indulgent, l'homme déchu s'inquiétait de leur bien-être et réclamait, pour elles, la limonade qu'on ne trouvait pas. De temps en temps, repris par l'inquiétude obsédante, il se tournait vers ses compagnons, ses geôliers :

— Ma vie ! — disait-il, — épargnera-t-on ma vie ?

... Maintenant la ville se pare, pour la fête qui durera trois jours, et mes compagnons d'hôtel me font, cordialement, leurs adieux.

La famille aux huit enfans va regagner sa maison d'Ortakeuy; la jolie Grecque retourne à Prinkipo; et l'Arménien s'en va, je ne sais où, peut-être du même côté que l'Américaine. Une dernière fois, nous buvons ensemble le café boueux, l'eau très pure qu'on sert avec la confiture de pistaches...

Je partirai pour Andrinople, ce soir, et je reviendrai ici dans quelques jours, ou dans quelques semaines, peut-être pour l'investiture du Sultan.

Andrinople, 29 avril.

Je suis arrivée, hier soir, à Andrinople, après un voyage que l'extrême chaleur rendit pénible, et que les circonstances rendirent amusant.

Il n'y avait pas beaucoup de voyageurs, quatre tout juste : un jeune Anglais, une vieille Anglaise, M. Fernand Sarrien, courrier de cabinet, et moi. Le train nous appartenait, le train aux sleepings étouffans, aux couloirs étroits, qui fuit, comme un serpent sombre, à travers toute l'Europe, et que guettent les douaniers de toutes couleurs et de toutes langues...

Tant qu'il est en pays ottoman, il va cahin-caha, avec une modération bien orientale ; il fait, sans raison apparente, mille détours dans la plaine de Thrace, et semble aspirer à revenir en arrière, vers Stamboul. C'est le baron de Hirsch qui a construit la ligne paradoxale où le train dessine à plaisir des méandres, des boucles, des demi-cercles. Vingt-trois kilomètres à l'heure !... C'est charmant... On a le temps de voir, et de revoir les paysages; mais partis de Sirkedji à trois heures, nous serons à Andrinople après onze heures du soir.

Nous avons franchi les faubourgs de Stamboul, Yédi-Koulé, Psammatia aux maisons sordides, aux vieilles tours démantelées et croulantes parmi les glycines et les figuiers. Une lumière blanche, radieuse, une pluie de flamme argentée, incendie le château des Sept-Tours, forteresse moyen-âgeuse, où fusent des cyprès noirs. Ils envahissent la plaine, au delà des murailles, ces cyprès décharnés, ascétiques, gardiens des stèles funéraires ! Mais, du côté de la Marmara, la vie intense grouille dans les petits ports de pêche. Les maisons arborent des drapeaux. Des hommes, devant les cafés, étalent des bandes de satinette à inscriptions, et accrochent des lanternes pour la fête du soir. Elle est déjà commencée, la fête, et il y a des buveurs, des danseurs même, dans les jardinets poussiéreux, sous les tonnelles de roseaux, où résonnent les notes claires et plaintives des *lanternas*, ces pianos mécaniques, ornés de miroirs, de dentelles et de roses en papier, qui déversent par tout Constantinople des musiques napolitaines. Et les maisons, les cafés, les jardins, sont comme le premier plan d'un décor sans profondeur, une frise découpée contre le fond bleu de la mer qui réverbère le ciel éblouissant, et semble monter en hauteur, emplir tout l'espace. Je devine à peine l'horizon, à un vague frottis de neige qui est la crête lointaine du mont Olympe, là-bas, dans cette Bithynie dont la rive est comme évaporée... Voici Makrikeuy où habite Ahmed-Riza bey, et San-Stefano, « village historique, » très à la franque et très laid... La banlieue de Stamboul est

navrante. Les maisons turques traditionnelles sont remplacées par des constructions en pierre, plus coûteuses, peut-être plus confortables, mais d'un effroyable style « art nouveau. » Car ce prétendu « art nouveau » sévit en Turquie, et il menace d'y devenir populaire. N'avons-nous pas entendu, sur le port de Galata, une bohémienne effrontée, connue de tous les voyageurs, étaler son vocabulaire français, restreint, mais énergique :

« Dix paras, madamiselle... Merci bien... f...-moi la paix... art nouveau?... »

Et il fallait voir comme elle était contente de parler si bien français !... Les architectes qui ont bâti ces maisons biscornues et bêtes, les gens qui les habitent, doivent éprouver la même fierté.

La chaleur et la clarté nous accablent, pauvres voyageurs emprisonnés dans les parois de drap et de velours. Nous essayons de nous *rafraîchir* avec du thé brûlant. Passé Kutchuk-Tchekmedjé, les villages se font rares, la mer s'éloigne, et les grands plateaux de Thrace ondulent sous l'implacable soleil.

Il n'est pas beau, ce pays de Thrace, mais au déclin du jour, une espèce de charme triste se révèle dans ces étendues infinies, faiblement vallonnées, couvertes de broussailles, et de tout petits chênes, qui ont encore leur feuillage d'automne, couleur de cuivre. Aussi loin que voient nos yeux, sur les pentes indécises et les vagues plateaux, c'est toujours la même broussaille, toujours les mêmes petits chênes, la même nuance uniforme de cuivre fané où, parfois, s'effeuille le bouquet pâle et rose d'un arbrisseau, d'une aubépine fleurie.

Pendant des lieues et des lieues, pas une maison, pas un être humain, le désert, le silence, les nuages du soir qui sont venus, on ne sait comment, dans le ciel pur, et qui traînent des ombres violettes. Le soleil les frappe à revers, et cerne leurs crêtes grises d'un fil écarlate... Les seules créatures animées sont les bêtes tapies, qu'on ne voit pas, et l'aigle qui plane, contre le couchant, et décrit des cercles, avec ses larges ailes... Enfin, des chaumes se lèvent, aux plis du sol moins aride, que féconde un petit ruisseau, et qui nourrit un peu d'orge verte et de maïs. C'est presque un hameau de France, un hameau perdu dans les landes, sur les hauts plateaux limousins, et le minaret de la mosquée est humble et touchant comme un clocher de vil-

lage... Des troupeaux se hâtent vers le bercail, mais le berger qui s'arrête, pour regarder le train, ne ressemble pas du tout à nos bons pastours, engoncés dans leur limousine. Il est un peu brigand d'aspect, ce berger, avec son turban noir, sa ceinture, ses jambières, et son grand fusil.

Et les passans qu'on aperçoit, très rarement, sur les chemins aux terribles ornières, ont, comme les bergers, un fusil sur l'épaule... Le pays n'est pas sûr. Des postes de gendarmes, échelonnés, gardent la voie. C'est par ici qu'une bande audacieuse arrêta l'Orient-Express, naguère, et enleva deux voyageurs, dont une vieille demoiselle américaine, qu'elle rendit sains et saufs contre rançon.

Il fait nuit. La Thrace est noire sous le ciel noir, et les nuages cachent les étoiles, le croissant rougeâtre, qui a perdu sa belle courbure fine. Une rivière sinueuse, qui languit dans les marais, reflète un peu de lueur, et dessine, dans la plaine obscure, comme une inscription turque, un beau *toughra* de sultan. Et soudain, dans ces ténèbres, trois petits points de feu paraissent. Ce sont des lanternes que les gendarmes d'un poste ont allumées. Seuls, loin de toute ville, en plein désert, ils font leur petite illumination patriotique, en l'honneur de Sa Majesté Mahomet V.

Et plus loin, il y a un autre poste encore, qui s'éclaire de globes lumineux, et un pauvre village qui a fait de grands frais et qui déploie un luxe incroyable : vingt lampions, au moins, et douze lanternes suspendus à des cordes, entre les platanes de la place. Il y a même un soleil tournant... qui rate! Ça ne fait rien. Il a produit un grand effet. Nous entendons des clameurs d'admiration...

Pavlo-Keuy. Un arrêt. La gare, si petite, a des lampions et des drapeaux. Une foule énorme, — quinze ou vingt personnes ! — guette le passage de l'express qui stationne quelques minutes. Attirés par l'éclairage intense du wagon-restaurant, les curieux voudraient bien regarder à travers les vitres. Nous descendons. Ils s'approchent... Des bergers, encore ! Leur front farouche est ceint de turbans noirs, largement drapés, et qui retombent de côté sur l'épaule. Ils tiennent de grandes houlettes, comme on en voit dans les bas-reliefs antiques. Leurs yeux, leurs dents brillent dans la nuit... Ils sont très nobles, de visage et d'allure, avec leurs coiffures funèbres, et l'on dirait les pasteurs des morts, les gardiens des ombres...

Une intense curiosité les pousse vers nous... Ils murmurent :

— Stamboul?...

Alors, M. Sarrien essaie de leur faire comprendre que nous venons de la ville merveilleuse, que nous avons vu l'armée, la bataille, la victoire, le Sultan !

Mais les quelques vingt mots turcs que nous savons, à nous deux, et les gestes que nous faisons ne suffisent pas... J'imagine que notre prononciation déconcerte nos auditeurs. Il y en a un pourtant qui devine et qui dit :

— *Boum!... boum!... Stambout... Soultan Mehmed...*

Et un autre :

— *Abdoul Hamid... bourda... Kouléli-Bourgas...*

Ah! comme la conversation devient intéressante! Si nous restions une heure ici, nous saurions des tas de choses!... « *Abdoul-Hamid... bourda... Kouléli-Bourgas.* » Rien de plus clair!... Abdul-Hamid a passé ici, ce matin, allant vers la prochaine station, Kouléli-Bourgas, où se détache le tronçon de ligne Dédéagatchs-Salonique...

Mais le sifflet retentit... Adieu, bergers!... Le train ne s'arrêtera plus qu'à Andrinople.

MARCELLE TINAYRE.

(*A suivre.*)

L'INDE AUX INDOUS

Le 1er juillet dernier, un crime odieux a causé à Londres et dans toute l'Angleterre une émotion profonde. Un étudiant indou nommé Dhingra, élève depuis trois ans de l'*University College*, a tué à coups de revolver le lieutenant-colonel sir William-Hutt Curzon Wyllie, aide de camp et adjudant politique de lord Morley, secrétaire d'État pour l'Inde. Sir W.-H. Curzon sortait de l'Imperial Institute, où il s'était rendu sur l'invitation de l'*Indian Association*, lorsqu'il a été frappé de plusieurs balles à la tête : un médecin parsi, le docteur Carvas Lalcala, qui s'est précipité pour lui faire un rempart de son corps, a été tué sur son cadavre. Le caractère politique de l'assassinat n'a, dès le premier moment, fait doute pour personne. On savait qu'une grande agitation existait dans l'Inde; mais le mal est apparu plus grave encore qu'on ne le croyait, lorsqu'un fanatisme meurtrier est venu frapper, en plein Londres, un homme connu de tous pour son caractère sympathique et conciliant. L'événement a rendu plus actuelles, plus pressantes, plus angoissantes aussi les questions qui se pressaient déjà dans les esprits au sujet de la situation de l'Inde, et, puisque tout le monde en parle en Angleterre, nous en dirons un mot à notre tour, en remontant en arrière, à quelques années seulement.

En 1905, pour la première fois dans les temps modernes, l'Asie triompha de l'Europe. La victoire des Nippons, éclatant comme un clair coup de gong dans la nuit calme, a secoué la torpeur asiatique. Jaunes et noirs se sont frotté les yeux en criant : « La Chine aux Chinois! » « La Perse aux Persans! » « L'Inde aux Indous! »

Dans l'Inde, cette exclamation répond à un mouvement d'une gravité singulière, parce que l'agitation, loin d'être l'œuvre de propagandistes isolés et quelconques, obéit au mot d'ordre d'hommes influens, de *Babous*, disciples des maîtres occidentaux. A Bombay, c'est le brahmane Tilak et l'avocat indou Crowdhurry *leader* du *Swadeshi Movement:* à Calcutta, ce sont : Arabinos Ghose, ancien élève de l'université de Cambridge, le fanatique Banerjee, Dadabhaï Naoroji, ancien député aux Communes, le journaliste Bepin Chandra Pal; à Lahore, c'est l'avocat Lapjat Raï, principal instigateur des troubles.

Que demandent ces intellectuels mécontens, qui recrutent chaque jour des adhérens nouveaux? Les plus hardis voudraient tout supprimer: les castes, les religions, mais surtout les Anglais. Les modérés réclament pour aujourd'hui le *self government* et pour demain l'affranchissement intégral de l'Inde. Depuis Moukden et Tsushima, ces révolutionnaires savent que les Européens ne sont pas invincibles. De là à vouloir les chasser pour vivre sans eux, il n'y a pas loin. Cette expulsion leur paraît réalisable : Nous sommes 300 millions, disent-ils, sur le sol natal; les Anglais ne sont que 150 000. Pourquoi 2000 contre 1 ne feraient-ils pas ce qu'ont fait les Nippons?

On pourrait leur répondre que l'Inde ne constitue pas une nation, pour le moment. Sa population hétérogène, loin de former un bloc cohérent comme celle du Japon dont les *Babous* parlent si volontiers, n'est qu'un mélange de groupes aussi dissemblables parfois que les Espagnols et les Norvégiens, avec une infinie variété d'idiomes, de religions et de coutumes. La « jeune Inde » a beau citer les Suisses comme peuple à plusieurs langues, elle ne convaincra personne. On ne saurait comparer un État, quel qu'il soit, d'Europe ou d'Amérique à une multitude ignorante, sans aucune notion de politique intérieure et extérieure, dénuée de toute expérience, incapable d'organiser le chaos, plus encore d'appliquer les règles du *self government*.

Au point de vue politique, les Indous sont sujets ou protégés anglais. Au nombre de 65 millions, ils conservent leurs chefs héréditaires, ombres de souverains, qui, sous une tutelle rigoureuse, exercent un pouvoir apparent, comme le bey de Tunis ou Sisowath. Défense de voyager en Europe sans l'autorisation du vice-roi, ni de conclure entre eux des rapprochemens par coalition ou par mariage. Ainsi, le réseau des 690 États in-

digènes qui occupent les 3/7 de la superficie totale, habilement enchevêtrés dans l'Inde anglaise comme les pièces d'un ouvrage de marqueterie, constitue, au profit des suzerains, une assurance contre une révolte généralisée. C'est la digue qui détourne un torrent, ou le brise-lames qui sépare le large où gronde la tempête du port calme comme un miroir.

Actuellement, souffle sur le pays un vent de révolte, aux rafales lourdes comme un ouragan des tropiques. Les ondes que soulève cette agitation se propagent à la fois par les journaux, très répandus, par le pamphlet qui s'insinue partout, par les sociétés secrètes multipliées à l'infini, par les meetings et les congrès qui agitent de vagues remous les masses populaires illettrées.

Le vice-roi combat la propagande révolutionnaire, sous ses formes diverses. D'abord, les journaux, avec leurs appels directs à la rébellion, sont l'objet de poursuites rigoureuses. On suspend de nombreuses feuilles indigènes, pour théories séditieuses et propagande anti-anglaise; par exemple, la *Sandhia*, dont le directeur refusa nettement de prendre part aux débats du procès : « Je n'ai point de compte à rendre, déclara-t-il, au sujet d'une mission divine pour le relèvement de l'Inde, à des étrangers dont la domination entrave le développement normal du pays. »

Quelques jours après, le tribunal infligeait cinq ans d'exil au propriétaire du journal indigène *India*, de Madras.

Ceci se passait à la fin de 1907. Mais, les délits de presse et d'opinion n'étaient point chose nouvelle. Auparavant, Tilak, anarchiste militant, audacieux combatif, publiait une feuille indoue, le *Kesari*, et une autre en anglais, le *Mahratte*. A la fois brahmane et érudit en choses de l'Occident, persuadé que, seule l'indépendance complète satisfera les aspirations de ses compatriotes, cet homme rêve d'une confédération autonome. Les moyens d'arriver au but? Le boycottage des marchandises britanniques et la résistance passive. Ce programme, répandu à des milliers d'exemplaires, lui valut dix-huit mois de prison.

Vers le même temps, un journal de Calcutta, le *Bande Mataram* (1), écrivait en termes modérés, mais péremptoires : « Le moment est venu de dire nettement aux Anglais, nos amis, que, malgré toute notre reconnaissance pour eux, nous souhaitons

(1) « Salut à la Patrie ! »

l'autonomie du gouvernement de l'Inde et son affranchissement de tout contrôle britannique. » Les Bengalais commençaient par des conseils ironiquement affectueux et ils finissaient par des bombes. Le 1er mai 1908, à Mouzaffarpore, une bombe lancée contre l'habitation d'un magistrat tue deux dames anglaises et leur cocher ; au mois de novembre suivant, nouvelle bombe sur un train rempli de voyageurs anglais. Puis, deux engins éclatent près d'un convoi où se trouvait M. Hume, avocat général. Tilak sépare nettement ces *patriotes* de la tourbe des anarchistes vulgaires : « L'anarchiste américain qui assassine un millionnaire par la seule raison qu'il est millionnaire, est un homme, tandis que le patriote russe exaspéré, qui, dans son désespoir, lance une bombe parce que les fonctionnaires du Tsar refusent la Douma à son pays, est un être bien différent. Nul ne devrait ignorer que les bombes bengalaises n'appartiennent pas à la première catégorie, mais à la deuxième. » La police, perquisitionnant chez cet agitateur, trouva plusieurs listes de matières explosibles avec leurs modes de fabrication.

Il est peu probable que ces gestes criminels restent isolés, car les excitations continuent. Le journal *Yugantar* (l'Ère nouvelle), dûment suspendu, prêche encore, sous forme de brochure, le massacre des blancs. Son directeur, vétéran de l'anarchie, a déjà fait un an de *hard labour*, pour incitation à la révolte à main armée (1907). La police a découvert, dans les bureaux de ce périodique, les épreuves d'un manuel de maniement d'armes, à l'usage des Bengalais.

Moins saisissables sont les pamphlets, œuvres de sociétés secrètes, anonymes, d'un format réduit, à circulation mystérieuse. Ces feuilles volantes, monocordes, publient des variations sur le « départ » des Anglais : « Les tyrans devraient savoir que, lorsque les Indous sortiront vainqueurs de leur lutte contre le despotisme, ils auront à peine le temps de quitter le pays sains et saufs. Aussi, dans leur intérêt, nous leur conseillons de se tenir prêts à décamper avec armes et bagages. » L'administration anglaise est-elle juste ou injuste? Peu leur importe. Elle n'est pas indigène. Il faut qu'elle disparaisse.

D'insaisissables émissaires affichent des placards séditieux, que la police arrache avec plus d'ardeur que de rapidité. Des commentateurs les paraphrasent devant la foule crédule, le long des ruelles bordées de paillottes, sous les figuiers banians, quand

une fraîcheur relative, succédant à la chaleur accablante du jour, réveille les villages endormis.

Depuis vingt-cinq ans, à date fixe, les Indous des premières castes assemblent chaque année, en « Congrès national, » des groupes indigènes, moins pour discuter leurs intérêts en commun, que pour préconiser devant eux la violence et la révolte. Obéissante, silencieuse, immobile, la foule noire aux turbans blancs écoute les orateurs qui tonnent contre le régime anglais, en réclamant pour l'Inde une liberté sans limite. Savez-vous qui sont ces agitateurs si libéraux et si patriotes? Très souvent des brahmanes, qui, par leur caste et leurs fonctions, incarnent un despotisme tyrannique. Bien que les Anglais leur aient rogné les ongles et malgré des prohibitions formelles, ces barbares, à l'occasion, poussent encore une veuve sur le bûcher de son mari. En cachette, bien entendu, loin de la police, dans les districts sauvages et les coins ignorés. Ces hommes sont-ils mûrs pour la liberté?

La première de ces réunions, tenue à Bombay en 1885, véritable assemblée pour rire, ne comptait que 70 délégués, soit un représentant pour 4 millions d'indigènes. Depuis, le nombre des députés suit une courbe ascendante. Le deuxième congrès en réunissait 463; le troisième, 2000; enfin, en 1906, ils étaient 10000. Alors, au lieu de sourire avec indulgence comme vingt ans auparavant, l'autorité songea.

Le Congrès de 1906 s'ouvrit à Calcutta, sous la présidence du parsi Dadabhaï Naoroji. Ce patriarche octogénaire dirigea les débats avec l'autorité que donne un long passé politique. Fondateur, dès 1855, d'une maison de commerce à Londres, il fréquenta plus tard assidûment les Communes, où l'envoyèrent, en 1893, les libéraux de Finsburg. Rentré dans son pays, très expert en affaires, anglophobe, plus indou que jamais, il prit une part active aux manœuvres anti-européennes, préconisant une action énergique en faveur de l'autonomie par le *Swadeshi Movement*. Aux yeux des intransigeans, ces deux mots résument le boycottage intégral. Non seulement la mise en interdit des importations du Royaume-Uni, mais le refus de toute assistance aux Anglais: les soldats désertant le drapeau suzerain; les nombreux domestiques indigènes fuyant le *home*, avec impossibilité pour les maîtres de trouver des remplaçans. C'est le vide organisé autour des dominateurs. Voilà la théorie. Mais, établir un

plan de campagne et en assurer la complète exécution, sont deux choses fort différentes. L'heure de la réalisation n'a point encore sonné.

Dédaignant de cacher son jeu, Naoroji *travaille* en pleine lumière, non sans ostentation, devant la foule idolâtre. Un carrosse à quatre chevaux le conduisit au Congrès, avec un roulement de grande marée déferlant sur une plage. A l'entour, des groupes hurlant agitaient des bannières avec cette inscription : « Vive le boycottage des marchandises anglaises ! » Dans son discours d'ouverture, Naoroji compara l'Inde aux autres colonies britanniques, insistant sur « la misérable condition politique où les dominateurs l'ont réduite. » On parla pendant trois jours, et, le lendemain de la dernière séance, des délégués remirent une liste de revendications à lord Minto.

Le congrès suivant (1907) fut marqué par la scission des deux groupes, intransigeans et modérés, qui se partagent ces assemblées. Sous la menace et les violences de Tilak, chef des intransigeans, la réunion se sépara sans avoir pu nommer son président.

Les *Babous*, les Indous des premières castes, les parsis qui conduisent le mouvement, ne cherchent point à infuser dans les cœurs « le paisible amour de la loi; » ils s'efforcent au contraire de fixer les idées d'indépendance qui flottent dans l'air, et, pour être compris, ils intercalent un verre grossissant entre les faits et leurs auditeurs. Dans quelle mesure ces avocats populaires réussissent-ils à convaincre? Quelle action exercent-ils sur ces artisans paisibles, d'allure indifférente, si grossiers par leur instruction, leur éducation, leur manière de vivre? Malgré les bagarres, le boycottage, les théories révolutionnaires et le fracas des bombes, les escamoteurs continuent, avec flegme, devant la foule ébahie, à tirer de petits tas de sable des manguiers en fleur; d'autres dressent des cobras et disent la bonne aventure; des femmes, aux attitudes hiératiques, circulent à pas lents, avec un vase de cuivre poli en équilibre sur la tête. Parquées entre de hautes cloisons, les castes résignées, sourdes aux appels claironnans, suivent des sillons parallèles. Rien ne paraît changé. Cependant, les soldats qui ont combattu pour l'Empire dans le Sud-africain, les coolies retour de Panama, ceux qui rentrent des sucreries des Antilles et des placers de la Guyane, racontent leurs impressions aux campagnards qui repiquent le riz et à ceux qui viennent vendre leurs produits au marché. De rares éclairs

traversent la nuit de ces intelligences; peu à peu, le niveau intellectuel s'élève; le milieu est moins mal préparé à concevoir les théories réformistes. Mais ce mouvement, très lent, s'exerce, on peut le dire, en spirale, comme le progrès de l'esprit humain.

Entourés du prestige de leur caste comme d'une auréole, ces *leaders* possèdent assez d'autorité pour canaliser les théories nouvelles; ils ont la souplesse et l'éloquence diffuse nécessaires pour les mettre à portée de leurs auditeurs. Ils ont l'imagination de leurs compatriotes, fantastique, désordonnée, sans frein. Aussi les orateurs enflent-ils démesurément leurs récits, en faisant miroiter aux yeux de la foule un enchevêtrement de pensées et d'images, « s'émerveillant eux-mêmes sous le fourmillement de leurs propres créations. » Les Indous des premières castes, — exerçant sur ces êtres simples une influence très réelle, — leur inculquent à la longue des notions sommaires sur la patrie indienne, l'unité désirable de ses peuples et le dommage que cause à l'Inde la toute-puissance dominatrice. D'où, nécessité pour la collectivité d'agir en vue de chasser les Européens et de reprendre la direction de ses destinées.

D'abord, les vice-rois ne prêtèrent qu'une attention distraite à ces assemblées, sans influence, croyaient-ils, sur l'exercice de la suprématie, mais qui entretenaient, en réalité, un esprit de révolte, origine de toutes sortes de manifestations bruyantes. Chauffée à blanc, la jeunesse chantait à pleins poumons l'hymne national, les grèves se multipliaient, les émeutiers distribuaient des proclamations, les pamphlets circulaient. Des agitateurs fanatiques déposaient çà et là le virus de la rébellion. Des troubles éclataient en des points si éloignés les uns des autres, que l'on crut à une agitation préparée de longue main, à l'explosion concertée du mécontentement général. Signalé à Madras où des patrouilles parcouraient les rues, le mouvement xénophobe gagna Cachemire, où les Indous des castes supérieures achetèrent par souscription tout le sucre de betterave disponible, pour le détruire à loisir. A Delhi, les révolutionnaires se contentèrent de dévaster quelques magasins, et, en manière de protestation, de découronner la statue de la reine Victoria. L'émeute, intense à Lahore, fut renforcée par une grève de chemin de fer. Des bandes de paysans, que les rebelles armaient de gourdins, fourmillaient dans la ville et les faubourgs. L'agitation atteignit

son maximum au Bengale (1905), à la suite du morcellement en deux fractions de ce très important district, où vivaient 75 millions d'habitans. Ce remaniement territorial, destiné à faciliter l'administration, amena dans l'une des divisions la supériorité numérique des musulmans sur les Indous. Résultat: *meetings* monstres, protestations, désordres graves à dominante anti-anglaise.

Banerjee, fauteur des troubles, couronné roi du Bengale en septembre 1906, enracina, par ses imprécations, au cœur du peuple, une aversion profonde pour les étrangers. Cet agitateur, qui connaît les replis intimes de l'âme indigène, frappa le but, en touchant la corde religieuse:

« La graisse, le sang, les os des vaches, des porcs et autres animaux, sont employés dans les usines étrangères. On raffine le sucre avec du sang de porc (pour en dégoûter les musulmans) et du sang de vache (pour les Indous). Indous et musulmans, abstenez-vous, par sentiment religieux, de toucher aux produits de ces usines. » C'était l'exhortation non déguisée au boycottage.

A la fin de la cérémonie, on distribua aux assistans la poussière des sandales de Banerjee, au cri mille fois répété de: « Vive notre pays natal! »

Sans prendre au tragique le fond ni la forme burlesque de cet incident, les détails dénotent, parmi les Bengalais, un état d'âme très particulier.

Les troubles augmentèrent quand le tribunal condamna Bepin Chandra Pal, journaliste d'avant-garde (septembre 1907). Sir Fuller, lieutenant gouverneur, tenta d'étouffer ces manifestations par la « manière forte. » Vainement il proscrivait l'hymne bengali: « Avec 140 millions de mains pour tenir l'épée, le Bengale est-il impuissant? » Le gouvernement l'appela « à d'autres fonctions, » et le mouvement révolutionnaire poursuivit son cours avec âpreté. Au milieu de cette agitation politique, seuls, les musulmans sont restés inébranlables. Ces 80 millions d'hommes, pépinière d'excellens soldats, considèrent Édouard VII comme leur propre souverain. Le gouvernement met à profit ces bonnes dispositions. Par un procédé vieux comme le monde, il s'efforce de diviser pour régner, en opposant les Indous désunis par les castes au bloc compact des musulmans. De leur côté, les Indous font des avances aux sectateurs de Mahomet. Pour

chasser les Anglais, Banerjee prône sans cesse la coopération indo-musulmane. Or, les mahométans, qui sont les moins nombreux, n'éprouvent point un désir immodéré de tomber sous la férule indoue. Ils restent à l'écart du mouvement xénophobe et s'opposent au boycottage des produits britanniques, sans aucune raison de manifester de l'enthousiasme pour l'Angleterre, qui a, jusqu'ici, négligé de les combler de faveurs. Si bien que récemment ce groupe a réclamé de lord Minto la même participation que les Indous aux emplois publics. Mais l'autorité est désarmée, car les examens servent de criterium, et les Indous les passent mieux que les mahométans.

Au commencement de 1909, l'antagonisme indo-musulman a pris un réel caractère d'acuité. Les uns sacrifient des vaches que les Indous révèrent; les Indous profanent les mosquées. D'où, scènes de pugilat, coups de revolver et bagarres à étendue limitée. Pendant ce temps, on oublie les théories séparatistes. La police et la troupe remplissent un rôle plus aisé: réprimer l'ardeur dans les deux camps. Ces troubles prendraient un caractère très grave, si les indigènes possédaient des fusils et des balles. Aussi l'autorité réprime-t-elle sévèrement l'importation clandestine des armes. Assez souvent, elle saisit en douane des caisses de fusils, étiquetées « machines à coudre, » et des boîtes de dynamite avec la marque « lait condensé. » Mais, combien de ces envois échappent à sa surveillance! Parfois, les contrebandiers débarquent les colis suspects à Chandernagor, d'où ils passent aisément la frontière. A la demande de la Grande-Bretagne, le gouvernement français a renforcé les mesures restrictives de l'achat et de la détention des armes par les indigènes.

Cet ensemble de faits caractérise l'agitation tumultueuse qui désole, par accès, ce vaste pays. Ce mouvement a des causes; il a aussi des remèdes.

*
* *

Les causes du mécontentement et des aspirations séparatistes des Indous sont multiples.

Depuis longtemps, les intellectuels modérés demandent que les indigènes soient traités sur un pied d'égalité avec les Européens, surtout en ce qui concerne la répartition des emplois. Ils réclament en outre une part équitable dans l'administration

de leur pays ; car on ne consulte jamais que les Anglais et, dans les affaires qui touchent de plus près les Indous, l'opinion des intéressés ne pèse pas une once. Ils souhaitent la réduction du temps de service dans l'armée et la création d'écoles militaires pour les jeunes indigènes qui pourraient prétendre, plus tard, à tous les grades, aussi bien que les Anglais. Ils ajoutent quelques autres vœux : développement de l'enseignement scientifique, agricole, industriel ; dégrèvement des impôts parallèlement aux excédens de recettes (1) ; amélioration des voies de communication ; cessation de l'abus qui consiste à payer sur le budget de l'Inde les expéditions militaires à l'extérieur, en Chine, au Transvaal, en Égypte, et ailleurs ; droit d'émigrer dans les colonies britanniques, suivant la loi de l'offre et de la demande. Sur ce point particulier, les colonies font des objections, surtout l'Australie qui dirige une croisade contre les hommes de couleur. Enfin, les Indous voudraient pouvoir exposer leurs vœux au gouvernement.

Ces réclamations paraissent logiques, dans leur ensemble. A titre d'exemple, voici quelques explications sur le premier point. L'autorité nomme volontiers les indigènes cantonniers, mais non pas juges. Elle leur abandonne, comme une aumône, les trois cinquièmes des emplois inférieurs, en les écartant résolument des charges élevées. Ainsi, 1 370 fonctionnaires, au traitement de 20 000 francs, ne comptent que 92 Indous (6,6 p. 100). Mais, sur 27 000 agens dont la solde varie entre 1 500 et 2000 francs, 16 283 (60,5 p. 100) sont Indous. Ces proportions appellent un remaniement. Lord Morley l'a compris : dès 1904, il se prononçait pour l'admission des natifs aux charges importantes.

En faisant tête à l'orage, le gouvernement cherche à donner quelques satisfactions aux intellectuels. Mais, dans sa course à la recherche du mieux, ses fonctionnaires ne le secondent pas avec tout le zèle, ou du moins toute l'efficacité désirable. Il n'y a pas plus de mélange, a-t-on dit, entre les Anglais et les Indous, qu'entre l'huile et l'eau. C'est l'exactitude même. La société blanche vit en marge de la population noire. Chaque ville possède un club, qui, théoriquement, admet les Indous parmi ses membres. Y rencontre-t-on par hasard un magistrat indi-

(1) Le budget de 1902-1903 accusait un excédent de recettes de 115 millions de francs.

gène ? C'est une exception surprenante. Un *bowling*, où Anglais et Indous, les pesantes boules en main, rivaliseraient de force musculaire, constituerait un exemple rarissime. Un *tennis* où ils se renverraient les balles, serait chose inouïe, surtout si des Européennes tenaient en main la raquette.

Fidèles à cet esprit, les administrateurs dédaignent ouvertement les indigènes, malgré le problème compliqué qui se dresse devant eux : maintenir, parmi la mosaïque de ces peuples, le calme et le prestige britannique. Comment trouver la solution? Comment même poser une équation, si l'on n'a que des quantités inconnues à y faire entrer, si l'on ignore tout des habitans, leurs coutumes, leurs aspirations, leurs besoins? Le général Gordon comprenait autrement ce rôle : « Pour gouverner les hommes, disait-il, il n'y a qu'un moyen qui soit éternellement vrai. Mettez-vous dans leur peau. Essayez de comprendre leurs sentimens à fond. C'est le secret du gouvernement. » On ne saurait mieux dire.

Lord Curzon (1) se demandait : « Qu'y a-t-il au cœur de ces millions d'êtres? Où les menons-nous? Que deviendra tout cela? Où est le but? » Ces quatre questions, lord Curzon les a transmises à ses successeurs. Il en chercha pourtant les réponses, parcourant le pays, s'inquiétant des besoins des natifs et veillant lui-même à l'exécution de ses décisions. Il réforma la police, améliora l'enseignement, les routes, les canaux d'irrigation. Mais l'extérieur l'absorbait. Impérialiste ardent, homme aux initiatives hardies, doué d'une opiniâtreté peu commune, persuadé que « l'Inde deviendra de plus en plus la frontière stratégique de l'empire britannique, » il s'occupa beaucoup de politique extérieure. Il assura la sécurité des frontières; il l'assura même fort loin, du côté de l'Arabie, du golfe Persique, du Thibet. On connaît sa théorie des glacis de l'Himalaya et ses manœuvres auprès des scheiks influens du golfe Persique pour établir la priorité de l'Angleterre et empêcher les Allemands d'adopter sans négociation préalable Koweït comme point terminus de la ligne de Bagdad.

Comme les commerçans anglais qui cherchent seulement à brasser des affaires, sans souci de ce qui se passe autour d'eux, les fonctionnaires se désintéressent du pays. Ils ne conservent

(1) Vice-roi de l'Inde, de 1898 à 1905. Il donna sa démission (août 1905) à la suite de démêlés retentissans avec lord Kitchener, commandant en chef de l'armée des Indes.

pas, comme autrefois, longuement le contact; ils ne cherchent plus, sur les contreforts de l'Himalaya, parmi les rhododendrons en fleur, un lieu en harmonie, par son altitude, avec leur tempérament, pour en faire un centre principal.

La saison chaude réunit la plupart d'entre eux dans les montagnes du Nord, comme l'été réunit les diplomates de Rome sur les hauteurs de Camaldoli. Mais, s'ils obtiennent un congé, vite ils partent pour l'Europe. Circonstance aggravante, ces agens manquent de souplesse; leur raideur envers les Indous, vieux reste d'un passé disparu, contraste avec la marche des idées. Au lieu de se rapprocher tout au moins de ceux qui offrent une certaine surface par des examens passés avec succès, et une influence réelle comme journalistes ou littérateurs, ils se contentent de répéter le mot de lord Curzon : « L'Inde est un réservoir de troupes et de main-d'œuvre, » en ajoutant tout bas, en guise de commentaire : Cette région, quatorze fois grande comme le Royaume-Uni, n'est qu'une propriété de rapport, une simple ferme à exploiter. Seulement, il ne faut pas que la révolte des fermiers amène la fin de l'exploitation.

Lord Morley ne pense point ainsi : « Les mauvaises manières et une supériorité injurieuse sont, dit-il, désagréables en tout pays; mais l'Inde est la seule région où des manières mauvaises et trop supérieures constituent un crime politique. »

L'attitude glaciale des administrateurs a une part indéniable dans le mouvement anti-anglais. En tout cas, le prestige de ces agens a fléchi : sous l'impassibilité coutumière, perce l'animosité indigène. Certains Indous, paraît-il, ne gardent même plus, devant les dominateurs, le respect extérieur, demeuré si longtemps une règle inflexible.

Entre les administrateurs et les administrés, reste donc béant un ravin profond, que le gouvernement ne cherche point à combler. Absorbé par des préoccupations multiples, le vice-roi n'a ni le temps, ni la volonté de diriger l'opinion. Telle est la situation véritable que le secrétaire d'État caractérise en quelques mots : « Le gouvernement connaît peu l'esprit public; le public ignore les intentions du pouvoir. » D'où, malentendus sans issue.

Reste à examiner l'éducation, ce « puissant levier capable de soulever le monde. » L'éducation des Indous pour laquelle l'Angleterre dépense avec sollicitude des millions de *lacks* de rou-

pies, a fait, de l'aveu des Anglais, une lamentable faillite, que les indigènes sortent des universités de la métropole ou simplement des écoles du pays. En 1901, d'après la statistique officielle, un million d'Indous écrivaient et parlaient l'anglais. Les nombreux généraux de cette armée, diplômés des universités anglaises, citent Shakspeare, Locke et Macaulay. Ils ont coudoyé *at home* leurs futurs administrateurs; ils ont assisté, d'un peu loin, à des *matches* interminables de *football*, de *golf* et de *polo*. Leur esprit subtil a discerné promptement chez ces pseudo-condisciples, la « satisfaction intense de soi-même, » la morgue, le parfait dédain de tout ce qui n'est pas britannique, *a fortiori* des sujets de l'Empire, aux cheveux plats, mais à l'épiderme teinté de pigment. Réfractaires à l'influence du milieu, ces transplantés observent, examinent, réfléchissent. Tout leur donne d'étonnantes leçons de choses : les discussions politiques, la lecture attentive des journaux, les événemens les plus ordinaires de l'existence européenne, si différente de la leur, qu'ils croient la voir se dérouler dans une autre planète. Ils constatent sans peine qu'en Occident le peuple s'est imposé comme puissance redoutable et que le bulletin de vote confère à chaque électeur une parcelle de pouvoir. Comme conséquence logique, le souverain de l'empire britannique « ne peut toucher un sou sans un vote des mandataires du peuple, lui qui, dans l'Inde, fait et défait les rois. » Cette prépondérance de la démocratie est pour eux une révélation. Séduits par les théories égalitaires, ces jeunes étudians conçoivent l'idée d'une patrie commune aux peuples indous qui peinent du cap Comorin aux monts Himalaya. Gavés de philosophie, de littérature et d'histoire, après avoir « bu longuement aux sources occidentales, » ils rentrent chez eux, nationalistes, avec, au cœur, au lieu d'une vive reconnaissance pour l'*Alma mater* qui leur a généreusement ouvert tant d'horizons, la haine de l'Angleterre et du nom anglais, une haine implacable, féroce, anarchique, assoiffée de destruction et de liberté.

Que trouvent-ils dans l'Inde? Le despotisme pur, des fonctionnaires altiers, dédaigneux, dans une sphère supérieure et inaccessible. Alors, leur idéal est l'abolition du pouvoir existant : objectif à atteindre par tous les moyens, même par les bombes, si les bombes peuvent hâter le « départ » des Anglais. Ainsi, plusieurs auteurs l'ont déjà remarqué, les idées occidentales que

les Indous absorbent par larges tranches et qu'ils digèrent fort mal, accroissent l'antagonisme des deux races, au lieu de rapprocher les deux camps.

Passons aux écoles indigènes que fréquentent quatre millions d'enfans. Certains maîtres, imbus d'idées très avancées, y enseignent une morale particulière. En décembre 1908, on a saisi des bombes chez l'un d'eux, à Chittagong. Ces pédagogues, peu surveillés, contribuent à entretenir l'effervescence et préparent des générations de révoltés, en pétrissant d'idées révolutionnaires l'argile molle des jeunes cerveaux. Ils sèment en bon terrain. Déjà indisciplinés par nature, ces adolescens considèrent la rébellion comme héroïque, qu'elle s'appelle désobéissance aux lois, mépris des institutions, ou résistance au pouvoir établi. Tout révolté leur est sympathique. Ces jeunes frondeurs, les yeux remplis d'éclairs, dévorent les hauts faits des rebelles, qu'ils soient anglais, américains, japonais, persans ou russes. Ils font des vœux pour le triomphe définitif des émeutiers persans; les attentats terroristes, qui ensanglantent les villes russes, les comblent d'aise. En fouillant dans le passé, les péripéties de l'indépendance américaine les émerveillent. Ils ne rêvent que bandes armées, coups de revolver, embuscades, poursuites échevelées, luttes sauvages, et, finalement, évacuation de l'occupant, qui, en l'espèce, est Anglais.

Quelques-uns des étudians qui suivent, à l'étranger, des cours de droit et de médecine, prennent aussi des leçons « d'action directe. » A Whitechapel, à Patterson, à Paris, ils étudient les *high explosives*, leur mode de conservation et d'amorçage, la façon d'obtenir un effet maximum. Tilak répète à ces jeunes propagandistes : « Un tout petit matériel suffit pour préparer les quelques bombes nécessaires à une poignée d'hommes déterminés. »

Il vint un jour où l'anarchie, jugeant superflu d'aller chercher des enseignemens au loin, ouvrit à Calcutta même une école. Des « professeurs » experts inculquaient aux agens les principes indispensables. Une autorité occulte avait délimité des champs d'action où ces émissaires répandaient la doctrine. Bien entendu, la police a dispersé l'école; mais a-t-elle extirpé le germe?

Les *Babous* appuient leurs revendications sur les événemens intérieurs de la Russie, et, chose à peine croyable, ils trouvent des encouragemens chez quelques Anglais eux-mêmes. Comme

un chien qui se secoue avec vigueur au sortir de l'eau, le peuple russe a secoué l'autocratie; il a conquis sa Douma. Par quels moyens? Par le boycottage, par la grève, par la bombe. Pourquoi l'Inde n'aurait-elle pas aussi son Assemblée nationale? Pourquoi ce qui est bon pour les Russes ne vaudrait-il rien pour les Indous? D'autre part, le ministère libéral encourage les audaces réformistes. Avec grand soin, les intellectuels ont noté le mot de sir Henry Campbell Bannermann : « Un bon gouvernement ne vaudra jamais le gouvernement du peuple par lui-même. » En citant cet aphorisme, ils exigent impérieusement que l'on mette d'accord les actes avec les paroles.

Le Congrès national indou de 1904 était présidé par un ancien fonctionnaire anglais, sir Henry Cotton, adversaire résolu des procédés administratifs actuels. Ce fut un stimulant pour les réclamations indigènes, malgré le geste de lord Curzon, qui refusa de recevoir sir Henry Cotton comme président du Congrès, quand celui-ci vint lui présenter un cahier de revendications.

Enfin, M. Keir Hardie, chef socialiste à la Chambre des communes, le même qui, en janvier 1909, dressa le programme du parti ouvrier anglais, a excité les Indous contre la domination britannique. A peine débarqué au Bengale (1907), au moment où l'effervescence battait son plein, il prononça devant des indigènes quelques paroles imprudentes : « Les atrocités anglaises au Bengale égalent en horreur celles d'Arménie... Moi, député anglais, j'ai voulu voir par mes propres yeux; aussitôt rentré à Londres, je demanderai la nomination d'une commission spéciale pour étudier la question. » La presse indigène couvrit de fleurs cet auxiliaire inattendu : « Dieu a envoyé M. Keir Hardie pour démolir la conspiration gigantesque tramée contre les Indous. »

Un journal anglais lui demande par le télégraphe des indications sur le résultat de son voyage. Voici sa réponse : « Toutes les classes de la population bengalaise m'ont accueilli avec courtoisie. Je n'ai fait aucun discours public. J'ai interrogé les radjahs, les musulmans, les magistrats, les instituteurs et les paysans. Conclusion : il n'existe pas un véritable mouvement de révolte. Une police hostile remplit les districts. Le mouvement organisé pour boycotter le commerce anglais et essayer de développer l'industrie indienne se répand avec rapidité... Les conditions économiques des paysans sont absolument déplorables.

Une organisation aiguillée vers de légitimes réformes et l'application du système représentatif apaiseraient promptement l'agitation. »

Indignée, la presse londonienne accusa le député socialiste d'avoir tenu aux Indous des propos anti-anglais. Il est certain qu'à son arrivée à Calcutta, la veille des émeutes, M. Keir Hardie, dès son premier discours, mit en cause le gouvernement métropolitain. De retour à Londres, il parla encore, et l'écho de ses déclarations retentit jusqu'au Bengale, où la presse réformiste les répandit à profusion. L'impartialité de cette enquête est pourtant douteuse. M. Keir Hardie n'a pas sondé le fond des choses ; vu son bref séjour au Bengale, il n'a pu recueillir que des appréciations de surface. Aussi, l'*Indian Secretary* réfuta-t-il sans peine ses théories.

*
* *

Quels sont les remèdes capables de ramener le calme? L'Angleterre en poursuit la recherche avec méthode, sans interrompre ses études pour l'accroissement du bien-être général. Il serait injuste de ne point rappeler brièvement ses efforts patiens et coûteux.

A son arrivée dans le pays, la guerre, la peste, la famine, désolaient les campagnes et dépeuplaient les villes. Le gouvernement a mis fin à la guerre; mais, malgré d'énergiques mesures, il demeure impuissant contre les deux autres fléaux. La peste fait, dans l'Ouest, des milliers de victimes; la famine menace constamment la partie Nord-Ouest.

Depuis 1896, la peste a fait périr 5 millions d'Indous, malgré toutes les précautions : destruction des rats, hygiène des habitations mieux comprise, protection des moissons et des grains, afin d'affamer les rongeurs, isolement des malades, emploi de la sérothérapie. Au plus fort de l'épidémie, on colporte des bruits invraisemblables. Un jour, on accuse le gouvernement d'empoisonner les puits, les rivières, les sources. L'audacieux propagateur de ce bruit criait à la foule, en jetant dans les puits des substances inconnues, qu'il agissait par ordre des autorités.

La famine tient à plusieurs causes. D'abord, la sécheresse résultant de l'absence de mousson. Puis, les ressources ultramodiques des paysans, provenant d'impôts trop lourds et de fermages trop élevés. S'il faut en croire M. Digby, le revenu jour-

nalier moyen de l'Indou atteindrait 2 *pence* et serait huit fois plus faible dans certains districts. Survient-il une mauvaise récolte ? le paysan, qui vit au jour le jour, ne peut payer l'impôt et le rôle de l'usurier commence. Mais si l'usurier refuse ses bons offices, le laboureur ne peut même acheter les vivres que les Anglais importent à grands frais dans les districts éprouvés. Alors, il se résigne à mourir. Des bandes faméliques de squelettes ambulans errent sur les routes, éparpillant çà et là ceux qui tombent pour ne plus se relever.

Et pourtant, le gouvernement lutte avec vaillance pour assurer au paysan le riz quotidien. Sous le nom de *Famine Fund*, il a créé des ressources particulières pour atténuer cette calamité; il améliore les routes, les voies ferrées, les canaux d'irrigation. En 1864, les canaux irriguaient 625 000 acres; en 1900, 6 millions d'acres. Depuis le commencement de l'occupation, plus de vingt famines ont désolé le pays, et, chiffre tristement éloquent, en 1899, un million d'Indous sont morts de faim.

Aujourd'hui, de nouveaux soucis se greffent sur les anciens. Il faut refréner la révolte et modifier l'administration, en commençant par un recrutement plus rationnel des fonctionnaires. Lord Cromer « déplore que la porte ouverte au concours soit assez large pour démocratiser le *Civil Service*. Des emplois importans sont assignés à des Européens de deuxième ou de troisième ordre, qui font plus de mal que de bien. Aussi longtemps que l'Inde a été administrée par des fils de *gentlemen*, l'agitation ne s'étendit pas. » Lord Cromer pourrait ajouter que cette colonie n'est plus l'Eden d'autrefois et que les meilleurs élèves d'Oxford et de Cambridge, qui s'en disputaient les places, vont aujourd'hui chercher fortune dans d'autres coins de l'Empire.

Inquiète de l'agitation actuelle, la métropole trace en toute occasion des règles propres à rétablir la tranquillité. Le 1er novembre 1908, cinquantième anniversaire de l'incorporation de l'Inde à la couronne britannique, Édouard VII, dans son message aux princes et aux peuples de l'Inde, signale la nécessité de réprimer sans pitié les conspirations ourdies contre la domination anglaise. En revanche, il fait miroiter dans le lointain une extension du régime représentatif, une plus large collaboration des princes, une augmentation de solde pour les troupes indigènes et l'admission des Indous à exposer leurs desiderata.

Peu après la lecture du message impérial, le Conseil législatif de l'Inde vota une loi d'exception (déc. 1908) qui a pour but : 1° la simplification de la procédure pour les crimes anarchistes ; 2° l'application de la prison et de l'amende aux membres des associations anarchistes ; les administrateurs et directeurs seront frappés de trois ans de prison, et, en outre, passibles d'amende. Le tribunal (trois juges sans jury) fonctionnera d'abord au Bengale, avec faculté, pour le vice-roi, de l'étendre à d'autres provinces.

Le chapitre des réformes politiques n'est qu'entr'ouvert. Malgré l'affirmation de M. Keir Hardie : « les Bengalais peuvent se gouverner eux-mêmes comme les Canadiens, » lord Morley n'est pas disposé à donner aux *Babous* des satisfactions immédiates et complètes. C'est en vain qu'un député radical, M. Rutherford, a réclamé pour ce pays des assemblées provinciales et une Douma. Lord Morley, peu enthousiaste, tança l'auteur de cette proposition : « Impossible, dit-il, d'appliquer à l'Inde les méthodes européennes. La bureaucratie de ce pays est un mécanisme merveilleux fait pour opérer la tâche la plus splendide qui ait été confiée à une nation. » Cette phrase pompeuse ne résolvait rien. Fort heureusement, depuis cette époque, le secrétaire d'État a laissé le dithyrambe pour étudier sérieusement les réformes. Il a reconnu que la situation actuelle constitue un chapitre important des relations anglo-indiennes : « Le gouvernement a devant lui une tâche formidable ; il importe de l'envisager avec un grand sang-froid. » Comme sanction, il recommandait aux Communes plusieurs réformes : organisation d'un comité consultatif des notables ; élargissement des pouvoirs du Conseil et des pouvoirs législatifs provinciaux ; nomination par le secrétaire d'État de deux indigènes, membres du Conseil de l'Inde ; représentation plus effective de l'élément indou dans les conseils des provinces actuellement envahis par les intellectuels, qui ne sont que les délégués d'une infime minorité. C'est le Conseil de l'Inde qui a reçu la première amélioration. Créé après l'insurrection de 1857, ce conseil, qui siège à Whitehall, comptait 12 membres choisis parmi les hauts fonctionnaires du pays. En 1907, les Chambres anglaises ont porté ce nombre à 14, par l'adjonction de deux membres indigènes, un musulman et un Indou. Puis, en 1909, lord Morley, continuant à passer des promesses aux actes, a fait voter par le parlement un projet de réforme administrative, aux

termes duquel plusieurs membres des conseils législatifs seront désormais élus par le suffrage direct.

En résumé, après le vote des lois d'exception contre les anarchistes, le gouvernement a étudié une série de mesures en vue d'initier peu à peu les Indous à l'administration du pays.

*
* *

La métropole, qui prend d'énergiques décisions pour enrayer le mouvement nationaliste, doit, si l'on en croit lord Salisbury, s'armer de patience : « Il est plus aisé de combattre la peste ou le choléra, qu'un sentiment populaire. » Sans doute ici, l'esprit réformiste, loin d'être populaire, n'est encore que le privilège d'une infime minorité d'intellectuels qui s'intitulent la « Jeune Inde. »

Du jour au lendemain, la métropole ne saurait évidemment accorder en bloc les satisfactions chères aux plus modérés. L'Inde ne peut encore aujourd'hui se passer des Anglais. Écoutez sir Henry Cotton : « Évacuer l'Inde immédiatement et sans précautions correspondrait à l'acte d'un homme qui s'emparerait d'un enfant pour l'abandonner dans une jungle pleine de tigres. » Toutefois, les Anglais tiennent compte de l'esprit nouveau qui fermente du Nord au Sud. Ils sentent qu'une action s'impose en faveur de cette riche colonie, même à ne considérer que son rôle commercial : les échanges anglo-indiens ont atteint 5 milliards et demi en 1907.

L'évolution se poursuit lentement parmi ces peuples. Déjà, l'enseignement occidental a porté quelques atteintes au système des castes. On rêve en songeant qu'avant la révolte de 1857, les Indous ne pouvaient, sans souillure, toucher aux produits européens, ni voyager sur mer sans encourir les foudres des brahmanes. Tout cela est de l'histoire ancienne ; mais nous sommes encore fort éloignés de la fusion si désirable. Seuls, des rêveurs entrevoient dans les brumes de l'avenir l'abolition de cette hiérarchie surannée, qui entraînerait l'esprit d'entreprise, la fondation d'associations financières, de sociétés de bienfaisance et de secours, de mutualités si fécondes en résultats ; qui, enfin, mettrait en circulation pour des travaux d'intérêt public les millions de *lacks* de roupies accumulés dans les cachettes. Ce serait une révolution.

Quelle politique l'Angleterre doit-elle adopter à l'égard des indigènes? L'aphorisme: « Nous avons conquis l'Inde par l'épée, nous la conserverons par l'épée, » a fait son temps. Il faudrait, semble-t-il, donner plus d'élasticité à la machine administrative et, avec toutes les gradations nécessaires, substituer, à l'autorité inflexible, l'assimilation.

La métropole entre avec prudence dans cette voie, où l'Égypte l'a précédée. A la fin de 1908, sir Eldon Gorst a autorisé la formation du ministère Boutros Pacha, pour donner satisfaction à l'opinion égyptienne et changer le système administratif purement anglais, qui n'a donné que des mécomptes. Cette audacieuse combinaison semblait renverser les rôles, les nouveaux ministres devenant, pour ainsi dire, les inspirateurs des occupans. Il ne s'agit point pour l'Inde d'une réforme aussi radicale, la population de ce pays étant beaucoup moins avancée que celle de l'Égypte.

Avant de songer à toute assimilation partielle, une première tâche s'impose: préparer les natifs par l'éducation. Malgré les déconvenues dont nous avons parlé plus haut, l'enseignement toujours plus largement développé apparaît comme le pivot de la politique anglo-indienne.

Question des plus délicates, qui consiste à prendre corps à corps ce problème si complexe: adapter les méthodes à la mentalité indigène, dans les trois cycles, primaire, secondaire et supérieur. C'est une véritable énigme à déchiffrer, comprenant: la constitution des programmes, l'inspection très stricte des écoles, la sélection des professeurs et des maîtres; mais, d'abord, la fixation d'une limite, puisque ces intelligences n'assimilent pas convenablement ce que nos cerveaux d'Occident absorbent sans difficulté: tout ce que les jeunes Indous apprennent à l'étranger se superpose à leurs propres idées. Cette question réclame beaucoup de tact et de doigté.

Nous savons par expérience quelle prudence exige l'initiation des Extrême-Orientaux aux civilisations européennes, combien il est difficile de réaliser l'*Entente cordiale*, à ce point de vue, entre des régions si différentes. Chaque année, un groupe d'Indo-Chinois débarquait à Marseille, pour étudier notre commerce, notre industrie, nos finances, et l'on attendait de cette mesure les plus heureux résultats. C'est le contraire qui s'est produit. Ces privilégiés, n'apercevant que la surface des choses,

laissaient leurs illusions en Europe, et, rentrés en Annam, ils prenaient sur leurs compatriotes une si détestable influence qu'il fallut modifier les règlemens. Désormais, au lieu d'envoyer en France des hommes faits, à peu près quelconques, on n'y expédiera plus que de tout jeunes gens présentant des garanties. Avec ces règles nouvelles, le choc brusque des deux civilisations produira-t-il de meilleurs résultats? On ne peut que l'espérer.

Dans l'Inde, le temps presse. Certains pessimistes, auxquels le meurtre de sir W. H. Curzon Wyllie fournira des argumens nouveaux, considèrent la situation comme tellement grave qu'ils se demandent si, par une cruelle ironie, les victoires des alliés nippons n'auraient pas sonné le glas de l'empire britannique. Déjà, l'Égypte remuait; aujourd'hui, l'Inde s'insurge. Faut-il voir dans ces mouvemens des prodromes de l'écroulement final? Ce serait l'Angleterre frappée au cœur, si « l'Inde n'est pas un simple appendice, mais le pivot de l'Empire lui-même. »

Nous ne croyons pas à ces sombres pronostics. Au lieu de se laisser acculer, l'Angleterre fera les concessions nécessaires. Elle voudra diriger le mouvement pour le conduire et réaliser la prophétie de sir Henry Cotton : « Tôt ou tard, l'Inde reprendra son rang parmi les peuples de l'Orient. »

A. Davin.

GEORGE SAND

LETTRES A PONCY

I

LA LITTÉRATURE PROLÉTAIRE. — VERS LA RÉVOLUTION (1842-1848)

George Sand vient d'être de nouveau rappelée à l'attention du grand public. Dix semaines consécutives, un conférencier de talent, à la parole aussi spirituelle qu'indépendante, a entretenu de George Sand un auditoire nombreux, chaleureux, qui ne se lassait pas de l'écouter (1). Presque en même temps, en Belgique, une femme distinguée, versée depuis longtemps dans ce grand sujet, l'abordait, — moins amplement il est vrai, — devant le grand public, avec un succès complet (2). D'autres études se préparent, nous le savons, qui étendront aux « idées » de George Sand l'attention qu'il était jusqu'ici convenu de n'accorder qu'à la femme ou à la romancière. Tant il est vrai que George Sand n'est pas, comme on l'a trop répété, un sujet épuisé. Ce n'est même pas un paradoxe de prétendre qu'à peine commence-t-on à l'étudier comme il mérite de l'être, dans l'ampleur de sa multiple harmonie, et dans la bienfaisance de sa générosité foncière. Celle qu'on a parfois justement appelée la « bonne socialiste » a récolté jusqu'ici, pour ses utopies soi-disant dangereuses, sur-

(1) Leçons professées à la Société des Conférences, par M. René Doumic (*George Sand*, 1 vol. in-16, Perrin).

(2) Conférences de Mlle A. de Rothmaler à Luxembourg, et au Cercle artistique de Bruxelles (Voyez l'*Art moderne*, 31 janvier et 7 février 1909).

tout des injures ou des dédains. Nul doute qu'une étude attentive et impartiale ne lui fasse sur ce point capital la juste part qui lui revient dans l'évolution générale des sentimens et des idées au cours du dernier siècle. Nul doute aussi que, — en attendant la suite du grand ouvrage de Vladimir Karénine, — George Sand n'apparaisse de plus en plus, à des yeux non prévenus, non point comme un reflet de certains hommes de son temps, mais comme un des foyers de son temps ; non pas comme un écho, mais comme une voix, une des grandes voix du XIXe siècle. La puissance de son appel, la répercussion profonde de son cri sont choses qui nous saisissent aujourd'hui d'étonnement, et qu'il serait vain d'expliquer par une vogue passagère : c'est bien, à certaines heures, une conscience qu'elle a donnée à l'inconscient, une âme à l'obscur instinct des foules, une étoile à la marche tâtonnante du peuple en quête non plus de pain et de travail seulement, mais de foi sociale, de bonheur et d'idéale fraternité.

Cette vertu cachée de puissance continue, cette force d'« élément, » mais d'un élément qui serait humain, on la trouve et on la capte en quelque sorte à sa source dans l'inépuisable correspondance de George Sand. Là elle s'est versée encore plus complètement que dans ses œuvres, quoique partout elle se soit « versée, » et que s'épancher fût en quelque sorte sa fonction naturelle. On en peut juger par ce qui a paru jusqu'ici de ses lettres, soit dans les six volumes publiés par son fils, soit par quelques correspondances particulières, telles que celle avec Flaubert. Encore ce qui a paru est-il peu de chose auprès de ce qui reste à paraître. Nous avons pu naguère, nous-même, à l'occasion d'une des correspondances inédites qui sont entre nos mains, faire la preuve, jusque dans sa famille, de cette constante sûreté de sa direction morale, de la bonté tonique de son perpétuel conseil (1). Et il s'agissait là d'une fille aussi dissemblable que possible de la mère, et des conjonctures les plus délicates, où la mère la plus prévoyante, la plus expérimentée, peut elle-même, en dépit du génie, se trouver en défaut. Mais George Sand était cœur encore plus que génie. Et c'est ce cœur, dans ses lettres, qui guide sa plume, plus sûrement encore que son bon sens et sa raison, qui sont souvent eux-mêmes admirables. A

(1) *George Sand et sa fille.* Voyez la *Revue* des 15 février, 1er mars et 15 mai 1905.

cette preuve plusieurs autres pourraient s'ajouter, qui sans doute se produiront à leur heure. Ce que l'on connaît jusqu'ici seulement par échantillon apparaîtra bien plus riche et plus beau, lorsqu'on pourra manier l'étoffe à pleines mains. Et ni la correspondance avec Dumas fils, ni celle avec Rollinat père, ni celle avec Fromentin, ne démentiront sans doute ce que l'on peut attendre d'amitiés aussi grandes, aussi consacrées. Même dans le cercle de la famille moins immédiate, de la demi-famille, si l'on peut s'exprimer ainsi, plus d'une découverte intéressante demeure à faire. Mais, pour nous borner à un exemple sans doute moins attendu, c'est peut-être dans sa correspondance avec un ouvrier, qu'elle ne connaissait pas lorsqu'elle lui écrivit la première, que George Sand a prodigué bénévolement, avec une plénitude qu'elle n'a nulle part égalée, les plus admirables trésors de son âme maternelle et de sa plume fervente. En cet inconnu à qui elle prêtait du génie, elle saluait l'ascension du peuple vers la littérature et l'art. Si elle se fit quelque illusion sur ce point, — et peu importe quant au fond des choses, — elle ne se trompait point en tirant de la foule ce cœur digne du sien, et en l'élevant au privilège d'une intimité qui fut toujours aussi noble que complète. Et tout cela forme un chapitre très attachant, ignoré à peu près, de la vie de George Sand ; et cet épisode lui-même, par sa signification, a une valeur d'histoire qu'il ne faut certes pas surfaire, mais qu'on aurait tort de diminuer. A côté de l'homme, objet de cette correspondance, ou plutôt en lui et à travers lui, il y avait une question. L'homme, lui, s'appelait Charles Poncy, était ouvrier maçon, et habitait Toulon. La question se désignait, alors, sous ce nom : la « littérature prolétaire. »

Peut-il y avoir une littérature des ouvriers ? et les ouvriers sont-ils capables à la rigueur de la faire par eux-mêmes ? Sur le premier point, les esprits libéraux, au lendemain de 1830, répondaient nettement : Oui. Et sur le second, George Sand la première, et à peu près la seule, répondit : Pourquoi pas ? Tout ce débat, conséquence logique d'une première révolution accomplie par le peuple et dont le peuple aurait dû d'abord bénéficier, se rattache à l'idée que les conducteurs d'âmes se faisaient alors du peuple, à la question de l'instruction populaire qui passionnait alors les esprits (loi Guizot, 1833), enfin à la politique elle-même sous le couvert de l'égalité. Tandis que la première loi primaire renver-

sait la plus haute barrière des classes en retirant à l'instruction son caractère de privilège, les publicistes répandaient à pleines mains la semence dans les sillons frais, en appelant la masse qui sait lire à la connaissance des questions sociales, avant de l'appeler à leur discussion. C'était le mouvement inauguré par la Convention, qui reprenait sous la monarchie de Juillet. Et ni l'*Encyclopédie à deux sous*, de Leroux et Reynaud, ne faisait sourire personne, ni le *Livre du Peuple*, de Lamennais, ne soulevait lui-même les mépris et les colères que le parti conservateur exhalera plus tard. Lerminier, il est vrai, esquissera dès lors (1838) une évolution semi-bourgeoise qui sera celle de la *Revue* même dont il est le porte-parole, et, de ce fait, il s'attirera une réplique de George Sand (1). Mais ces escarmouches, courtoises dans les formes, vives dans le fond, n'en acheminent pas moins la question en la faisant passer du terrain politique au terrain intellectuel, et en donnant à la discussion sur l'égalité sociale, sinon l'égalité littéraire, du moins l'avènement littéraire pour couronnement. Si l'ouvrier, inculte, ne peut rien produire dans le domaine de la pensée et de l'art, ne pourra-t-il produire dès qu'il sera cultivé, même sommairement cultivé? La lourde terre vierge du cerveau populaire, dès le premier labour, ne projettera-t-elle pas à la lumière des moissons inattendues? Le grain en pourra être âpre et sauvage, la pâte inégale et amère. Mais cette saveur, cette rudesse, ne seront-elles pas un bienfait? Ne manque-t-il pas à la littérature artistique des purs intellectuels cette sève naturelle et cette simplicité sans lesquelles l'œuvre populaire n'existe pas? Peut-on dire que nos plus beaux ouvrages littéraires, soit classiques, soit surtout romantiques (et l'on est encore en plein romantisme), aient une véritable popularité en France, et touchent le cœur de la foule? Ainsi les chefs-d'œuvre sont le produit d'une élite, ne s'adressent qu'à une élite. Ils peuvent même avoir plus d'action à l'étranger que dans leur pays d'origine. N'y a-t-il là aucun paradoxe? N'est-ce même point pour la France, si glorieuse de ses œuvres « européennes, » une infériorité notoire, et un danger intellectuel capital? Eh quoi! Schiller et Gœthe sont non seulement nationaux, mais « populaires » en Allemagne; et un ouvrier, Hans Sachs, put y être à la fois populaire et classique. Un Racine, un Lamartine, sont-ils

(1) *Revue des Deux Mondes*, année 1838.

chez nous « populaires ? » Çà et là, tel classique ou tel moderne peut s'adresser à tous, être compris de tous, sans que l'art y perde rien. Mais c'est l'exception. En France, à dire le vrai, il n'y a pas de littérature pour le peuple. Les grands écrivains, en général, ne le connaissent pas, ne s'adressent pas à lui. Il a pourtant, ce peuple, ses joies et ses peines, ses travaux, ses passions, ses instincts confus d'art et de poésie. Il sent, et même il pense, et surtout il veut. Pourquoi ne parlerait-il pas lui-même? Pourquoi ne s'exprimerait-il pas dans son langage? Ce langage lui-même, incertain ou impropre au début, sera bientôt viril, fort, et neuf. Car il dira toujours quelque chose, et l'art pour l'art lui sera inconnu. Et il parlera de ce qu'il connaît bien. Qui peindra mieux l'homme du peuple que lui-même? Et qui sait si, de cette néo-littérature, comme du néo-christianisme annoncé par Lamennais, ne naîtra point la révélation propre à remettre dans la grande voie de la nature ici l'art, là la religion ?

Ainsi s'enchaînent les questions aux questions. Et George Sand, conquise déjà à la *palingénésie* sociale, ajoute la foi littéraire à la foi politique, espérant toujours voir luire sur la nuit de la foule l'aube de la littérature nouvelle. Au moment précis où le premier échauffement de l'instruction populaire va provoquer quelque éclosion de poésie, elle écrit dans la préface du *Compagnon du Tour de France*, — de ce roman qui devait lui fermer pour de longues années la *Revue* où son talent avait pris un si magnifique essor, — ces lignes sous la date de 1840 :

« Il y aurait toute une littérature nouvelle à créer avec les véritables mœurs populaires, si peu connues des autres classes. Cette littérature commence au sein même du peuple ; elle en sortira brillante avant qu'il soit peu de temps. C'est là que se retrempera la muse romantique, muse éminemment révolutionnaire, et qui, depuis son apparition dans les lettres, cherche sa voie et sa famille. C'est dans la race forte qu'elle trouvera la jeunesse intellectuelle dont elle a besoin pour prendre sa volée. »

C'était là une affirmation intrépide. Néanmoins, les faits parurent, dans une certaine mesure, ne pas trop démentir une prophétie à ce point optimiste. Justement, l'apparition des *Poésies* de Magu, le tisserand de Lizy-sur-Ourcq, venait d'attirer l'attention (1839). Ce n'était point le premier poète ouvrier, puisque Reboul de Nîmes, Jasmin d'Agen, et d'autres, étaient déjà connus. Mais sa publication tombait trop à point pour ne pas exalter la dis-

cussion. Le livre de Magu en prit une importance qui l'effara lui-même, et sa personne inspira une énorme curiosité. Béranger recevait le poète; George Sand accourait le féliciter; David d'Angers se déplaçait pour briguer l'honneur de faire son médaillon; cadeaux et souscriptions pleuvaient dans sa chaumière; 2 000 volumes à 4 francs s'enlevaient en quelques semaines : c'était la gloire, et presque la fortune. Aussitôt Olinde Rodrigues, secondant l'effort de Buchez à l'*Atelier* et de Vinçard à la *Ruche populaire*, publiait, en 1841, un recueil des poésies éparses des poètes-travailleurs, sous le titre « un peu prétentieux, mais juste au fond, » dira George Sand, de *Poésies sociales des ouvriers*. Parmi les noms nouveaux que révélait ce recueil, se trouvait celui du cordonnier Savinien Lapointe. Mais déjà ils sont trop, et notre dessein n'est pas ici de les nombrer.

Ces poésies furent épluchées, et ne pouvaient manquer de l'être par ceux que la manifestation soudaine du génie poétique dans le prolétariat laissait incrédules. Ni Cuvillier-Fleury aux *Débats*, ni Lerminier à la *Revue des Deux Mondes*, ne parurent convaincus. Ce dernier donnait quelques bonnes raisons. Il lui paraissait, et à bon droit, que ce qui manquait le plus à ces poésies d'ouvriers, ce fût « le cachet de l'originalité populaire. » Il croyait ces cris de victoire, ces chants de triomphe anticipés. Il ne pensait pas que l'axe de la civilisation intellectuelle pût se déplacer aussi facilement. Il disait, non sans mordant : « Aujourd'hui on se fait écrivain avec une facilité admirable. » Et, voyant Chateaubriand, Béranger, Lamartine, Lamennais, renchérir d'éloges et d'encouragemens, il s'apitoyait sur l'ouvrier, qu'il voyait déjà « tomber de son trépied de gloire mal assise. » C'étaient là de sages paroles. Pourtant, il est juste de dire que les coryphées si illustres et si généreux de la littérature prolétaire fêtaient une espérance beaucoup plus qu'un résultat. Et ce qu'il y eut de naïf et de persévérant dans cette espérance qui, aidée des événemens publics, eût sans doute abouti à des résultats appréciables, est précisément ce qui les honore. Tout n'était pas illusion dans ce rêve, et le rêve lui-même avait un point d'appui dans la réalité. En provoquant l'artiste populaire, on forçait le peuple à l'instruction. Et, si l'on peut ainsi dire, en attendant, le moyen passait le but. Aussi George Sand, avec son dévouement inlassable, creusait-elle sans discontinuer son sillon, non plus dans la *Revue des Deux Mondes*, mais dans cette

Revue Indépendante. Tantôt, sous le pseudonyme de Gustave Bonnin, elle y écrit *Sur les poètes populaires;* et tantôt, sous son nom, un premier et un second *Dialogue familier sur la poésie des prolétaires* (1). On dirait qu'insensible aux railleries elle guette à l'horizon, comme une vigie, l'apparition d'un enfant du peuple qui porte au front le sceau du génie. Elle attend mieux que Magu et Savinien Lapointe. Elle n'espère pas seulement, elle est sûre. Or, en cette même année 1842, paraît un volume de vers intitulé simplement *Marines*, signé d'un nom inconnu : Charles Poncy. Elle le lit avidement. La préface, signée d'Ortolan, dit que l'auteur est très jeune, pauvre, ouvrier; il habite Toulon. C'est lui! Son cœur bondit, sa plume vole. Et, d'inspiration, elle lance à l'inconnu la première lettre d'une correspondance qui devait durer trente-quatre ans, et ne s'arrêter que deux mois avant sa mort (2).

*
* *

« Mon enfant, lui écrit-elle, vous êtes un grand poète, le plus inspiré et le mieux doué parmi tous les beaux poètes prolétaires que nous avons vus surgir avec joie dans ces derniers temps. Vous pouvez être le plus grand poète de la France un jour, si la vanité, qui tue tous nos poètes bourgeois, n'approche pas de votre noble cœur, si vous gardez ce précieux trésor d'amour, de fierté et de bonté qui vous donne le génie. On s'efforcera de vous corrompre, n'en doutez pas; on vous fera des présens (justement, le ministre Villemain venait de lui envoyer un choix de livres, et le geste ne laissait pas d'avoir son élégance); on voudra vous pensionner, vous décorer peut-être!... Prenez donc garde, noble enfant du peuple! Vous avez une mission plus grande peut-être que vous ne croyez (3)!... »

Tel est le thème. Cette lettre lyrique, qui tient de l'hymne et de la thèse, et qui risquait d'être plus « corruptrice » pour un jeune homme que la bibliothèque offerte par Villemain, s'explique par le diapason auquel les âmes étaient alors montées. Et puis, elle s'adressait à un homme du Midi, à un poète. Les risques étaient moindres. Le jeune Toulonnais semble avoir

(1) *Revue Indépendante*, n° 1, novembre 1841, janvier 1842, septembre 1842.

(2) Du 27 avril 1842 au 3 avril 1876. La correspondance entière contient 226 lettres. Il en a paru 39 seulement, dans les six volumes de la *Correspondance* de George Sand.

(3) Paris, 27 avril 1842 (*Corresp. de George Sand*, t. II, p. 198).

compris que ces éloges enthousiastes s'adressaient moins à sa personne qu'à l'idée que George Sand incarnait en lui, à cet homme de douleur qu'était le peuple pris en soi, à cette sorte de Christ collectif qu'il sentait en lui-même, ce qui l'avait fait s'écrier, dans un très beau vers :

Pourquoi me brûles-tu... ma couronne d'épines?

Et dès lors le dialogue s'engagea entre l'écrivain de génie et l'ouvrier maçon.

Mais un beau vers ne fait pas un beau volume, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps. Y avait-il dans les *Marines* de quoi autoriser de grandes espérances, sinon justifier le dithyrambe dont les avait saluées George Sand? Oublions les éloges dont il fut alors écrasé; et reconnaissons un certain souffle chez ce jeune homme qui, n'ayant pas vingt et un ans, écrivait des strophes comme celles-ci au retour du chantier : *A un vaisseau de cent-vingt en démolition :*

Colosse, à ton aspect j'ai vu pleurer mon père.
Dans ton sein s'écoula sa jeunesse prospère,
Féconde en beaux élans;
Il aime à me conter que souvent, pauvre mousse,
Sur un fragile pont il a gratté la mousse
Attachée à tes flancs.

Bientôt de ce vaisseau, qui fouilla les entrailles
Des plus lointaines mers, du géant des batailles
Il ne restera rien,
Rien qu'un nom admiré dans nos gloires navales,
Un nom qu'à l'avenir légueront nos annales,
Et ce nom, c'est le tien!

Tout n'était donc pas illusion dans la louange excessive adressée au débutant par George Sand. D'ailleurs, le premier hommage, c'est elle qui l'avait reçu. Une pièce lui était dédiée dans les *Marines*, où Poncy l'appelait « sa sainte patronne, » et « la mère de son cœur. » Comment ne lui eût-elle pas répondu: « Mon enfant! »

Si le poète était déjà intéressant, l'homme l'était encore davantage. Le secret instinct de George Sand, en ceci, ne l'avait pas trompée. Fils d'un maçon entrepreneur, enfant du chantier, Poncy, à neuf ans, était manœuvre et servait les ouvriers. Vers la première communion, il avait suivi quelque temps l'école

mutuelle, celle des Frères, enfin l'école communale supérieure. Et c'est tout. Je me trompe. Même revenu au plâtre, le goût de l'étude l'avait suivi. Il était liseur ; il dévorait. Il a conté lui-même, en gentils vers, qu'il dévalisait les bouquinistes du quai. Ses économies d'apprenti passaient au *Magasin pittoresque*. Il s'enchantait de poésie ; il griffonnait des vers. Le médecin de la famille, Ortolan, en découvrit sur la table en cherchant du papier pour faire une ordonnance : il questionna le jeune homme, l'encouragea, l'aida à se faire imprimer. Poncy, qui devait plus tard s'achalander, s'enrichir, devenir fonctionnaire de la Chambre de Commerce et laisser une belle fortune, était alors un adolescent pauvre, ardent et ingénu : couturé de petite vérole au point d'en être presque défiguré, il attirait par ses yeux intelligens et chauds. Il aimait une belle jeune fille de son rang, qui lui rendait sa tendresse, et qu'il épousa après le succès éclatant du livre où il l'avait chantée : à eux deux, en 1843, ils avaient quarante ans. Elle répondait au nom de Désirée, un nom de roman ; et tout paraissait romanesque dans cette aventure, et rien n'y manquait de ce qui pouvait ravir une George Sand, la fougueuse démocrate, l'admiratrice de Lamennais, l' « élève, » comme elle se disait alors, de Pierre Leroux.

Aussi avait-elle assumé, et de quel élan ! la charge morale de l'ouvrier poète. Ce talent naissant, elle voulait l'amplifier et l'affermir ; ce caractère aimable, le viriliser ; cet esprit curieux, le meubler, l'ouvrir, le féconder ; ce goût parfois douteux, l'épurer. Surtout, il fallait mettre cette âme fragile en garde contre les séductions de la flatterie et lui répéter sans cesse : *excelsior*, en lui montrant le but, à savoir l'homme du peuple idéal. Grande tâche, à laquelle elle se dévoue avec son énergie coutumière, secondée d'ailleurs par la nature très réceptive de Poncy :

« Mon cher Poncy (1), il faut plaindre profondément et non pas condamner ceux qui ne voient pas cette lueur céleste pointer à l'horizon de l'humanité. Voyez comme ils sont malheureux, ces hommes dont plusieurs ont de la droiture et de la bonté dans leur aveuglement, de ne pas apercevoir dans un avenir prochain l'issue providentielle de l'abominable société où nous languissons. Quelle souffrance pour les cœurs honnêtes, de voir régner dans toutes les institutions, dans les préjugés, dans les

(1) Toutes les citations qui ne portent pas de renvoi à la Correspondance imprimée sont empruntées aux lettres inédites.

actes législatifs, le mensonge, l'égoïsme et l'impudence! Le monde livré aux pédans, aux viveurs et aux sabreurs!...

« ... Vous aurez lu sans doute l'article que Pierre Leroux a fait sur vous dans le numéro de ce mois. Il n'est pas assez louangeur, à votre gré, m'a-t-il dit. Mais la louange gâte les hommes, et la plus tendre, la plus ardente des louanges, la plus méritée des couronnes pour les nobles cœurs et les vraies intelligences, c'est un bon conseil. Il a raison après tout, et vous le sentez déjà, sans que je vous le dise.

« Continuez, mon noble enfant, et restez peuple. J'entends cela comme mon ami et mon maître Pierre Leroux : peu importe que vous gardiez la truelle et la pipe. Si elles vous inspirent toujours, gardez-les toujours. Si un autre milieu, si d'autres occupations deviennent nécessaires à votre développement, ne vous laissez pas effrayer par ceux qui vous diront que votre devoir est la souffrance et la fatigue du corps. Votre seul, votre véritable devoir est de rester prolétaire dans votre cœur, dans votre inspiration et dans vos entrailles, que vous soyez maçon ou toute autre chose dans la société des hommes...

« Travaillez, faites encore mieux que le dernier volume. Il le faut. Je serai très sévère avec vous, parce qu'un début comme le vôtre impose l'obligation d'un grand progrès. Si vous voulez m'envoyer quelques pièces, je les analyserai attentivement, et vous écrirai tout ce que j'en pense, avec la plus grande sincérité et la plus grande sollicitude.

« A vous de cœur, mon cher Poncy. *A Dieu!* » (14 mai 1842.)

Sincérité, sollicitude, c'est bien le caractère que revêtent les lettres suivantes de George Sand. Il y avait à défendre Poncy de tant de défauts! Maintenant qu'elle l'examinait avec les yeux clairvoyans de l'amie, George Sand s'attachait à séparer l'ivraie du bon grain. Tâche difficile, où elle apporta toujours une main ferme et délicate. Il y aurait un très intéressant chapitre à écrire sur George Sand conseiller littéraire. Elle voit à merveille chez les autres le bien et le moins bien, et, à côté du mal, elle indique le remède avec une infaillible justesse. Solange fit l'épreuve de cette magistrale perspicacité, qui embrassait à la fois le dehors et le dedans, l'envers et l'endroit. Poncy la ressentit également pour son bien, mais son instruction et son goût y profitèrent plus que son talent. Il n'était pas susceptible, en effet, d'un développement indéfini; il touchera bientôt ses limites. George

Sand, qui ne pouvait tarder à s'en apercevoir, n'en continua pas moins à le cultiver, à l'élever jusqu'à elle partous les moyens.

Elle s'en prend d'abord à ses travers littéraires : car il en a, étant, au fond, plus imitateur ou « assimilateur » que créateur. Tantôt c'est un dandysme de pacotille que Poncy a emprunté de Musset, tantôt des « hugotismes » qui détonnent sous la plume d'un prolétaire. Qu'est-ce que cette « Juana l'Espagnole, » chantée par le très récent époux de Désirée? « Voulez-vous être un vrai poète? soyez un saint! » Qu'il aime sa femme et non toutes les femmes. « Aimez-la, aimez-la ! et vous verrez qu'on aime toujours plus, quand on n'aime qu'une seule femme. L'amour ne se consume et ne s'appauvrit que dans les faibles cœurs. Les organisations fortes le nourrissent fortement et l'alimentent toujours d'une flamme nouvelle. Quand j'ai voulu peindre un homme plus fort que tous les autres, j'ai fait Bernard Mauprat à l'âge de quatre-vingts ans, n'ayant jamais connu le baiser que d'une seule femme, et j'ai connu des hommes rares qui ressemblaient à celui-là. Leur intelligence était plus puissante que toutes les autres. » (10 février 1843.)

Cependant Poncy achemine vers Nohant ses nouvelles poésies, en vue d'un second volume. George Sand lui a demandé d'en faire la Préface. Ce sera le *Chantier*, titre proposé par l'auteur, adopté par George Sand et accepté par Béranger. Voilà donc le *Chantier* sur chantier. On y travaille à Toulon. On corrige à Nohant, on revise à Paris. Il faudra trouver éditeur, faire les fonds nécessaires, trouver des souscripteurs, puis des acheteurs. Et George Sand négociera avec son propre éditeur Perrotin, obtiendra du crédit, fera ou fera faire des articles, souscrira, achètera, placera. Ce n'est plus seulement la « patronne » et la maman de Poncy, c'est son universelle Providence. Car elle pourvoit à tout. Et elle redresse, épluche, critique chaque pièce, sans perdre d'ailleurs de vue les idées sociales, sans ralentir son prosélytisme enflammé. Au passage, elle s'exprime avec une entière franchise sur les célébrités du jour, et ceci n'est pas le moins piquant de l'histoire :

« Mon cher enfant, comme il est convenu que vous ne montrerez jamais mes lettres, je puis vous écrire tout ce que je vous dirais. Béranger est un peu *politique*. Il a lu vos vers et les a corrigés avec retenue et contrainte. Il ne veut pas croire à la modestie d'autrui, parce que la sienne est un peu jouée. Du

reste grand poète et homme de bien, mais chacun a son défaut. Il vous a fait de petites observations, avec un crayon qui ne marque guère, et en effaçant une minute après un conseil qui vous eût été précieux. Je vous envoie sa lettre, qui est plus franche et plus sévère. Mais je ne pense pas qu'il serait content d'apprendre que je vous l'ai envoyée sans plus de façon. C'est un brave homme, qui ne veut prendre la responsabilité de rien, qui craint de fâcher, et qui n'a d'*imprudence*, c'est-à-dire d'entraînement pour rien ni pour personne. Profitez toujours de sa lettre, qui est juste quant au présent, mais qui est peut-être un peu sévère pour l'avenir. Qu'elle vous soit utile, et ne vous décourage pas. » (8 mars 1843.)

Voilà Béranger peint au vif. Ailleurs c'est Victor Hugo qui est jugé et critiqué, à l'occasion d'un mauvais vers de son maladroit émule :

« Mon cher enfant, tous vos vers sont examinés avec soin, avec une sévérité que vous trouverez peut-être excessive, mais dont je ne chercherai pas à me justifier, vous savez bien pourquoi. Corrigez avec le même courage que vous avez eu déjà... Je ne vous renvoie pas quelques pièces auxquelles je n'ai rien trouvé à redire ; si ce n'est dans l'*Ange et le poète*, un hémistiche seulement :

Et la mer encensait, *immense cassolette*,
Les pieds divins de l'ange et le front du poète.

« La cassolette me déplaît. Évitez, je vous le conseille, quand vous peignez les grandes scènes de la nature, de comparer les grandes choses aux petites, et surtout à des meubles, à des objets qui ne présentent qu'une idée burlesque, tant l'objet comparé leur est supérieur en étendue, en beauté, en grandeur idéale. C'est le défaut capital de ce sublime et absurde Victor Hugo, composé de magnifique et de mesquin, de grandiose et de ridicule, homme de génie que la louange a perdu, et qui s'en va droit à l'hôpital des fous, monté sur un Pégase débridé qui a pris le *vertigo*. Ce malheureux poète vous a terriblement influencé. Il vous a fait du bien et du mal. N'en gardez que le bien, jugez ses défauts, et surtout son insupportable vanité qui l'a détourné de tout examen de lui-même, de toute conscience, de tout respect pour la logique et le bon sens. — Ne croyez pas que je sois de ses ennemis : *je ne l'ai jamais vu*, je n'ai jamais eu à me plaindre de lui en aucune façon, je l'ai beaucoup

admiré, et sa folie me fait grand'peine, ainsi qu'à bien d'autres, et à Béranger tout le premier. » (Paris, 7 mai 1843, deux mois après les *Burgraves*.)

Éperonné et tenu en main de la sorte, le facile Poncy donne maintenant tout son effort. Dix-huit mois s'écoulent, dans le labeur intelligent et bienfaisant ; il obtient toute la maturité dont sa nature poétique est capable. Il aime, il étudie, il s'enthousiasme, il pleure aussi. Car la douleur le visite, et son âme sensible est atteinte par la mort presque simultanée de sa mère et de son premier enfant. Bientôt une autre espérance lui sourit ; et George Sand, avant que le second enfant soit au monde, lui demande de donner à cet enfant le nom de l'un des siens. Ce fut une fille : Solange fut son nom, et sa marraine fut Solange Sand.

Les poèmes du *Chantier*, qui parurent en volume en 1844, trahissent l'impulsion vigoureuse qui partait de Nohant. Non seulement les idées, mais les sujets parfois (*Vérité et Réalité*), le ton général, çà et là l'éloquence véritable, relèvent de cet idéal humanitaire que George Sand soufflait à Poncy avec sa tendresse. Il y a de beaux élans dans la pièce intitulée *Aspiration*. Dans l'*Union*, un chaleureux appel à la concorde des peuples :

Mes frères, il est temps que les haines s'oublient,
Que sous un seul drapeau les peuples se rallient ;
Le chemin du salut va pour nous s'aplanir :
La grande liberté que l'humanité rêve,
Comme un nouveau soleil, radieuse se lève
Sur l'horizon de l'avenir.

Afin que ce soleil de clartés nous inonde,
Afin que chaque jour son feu divin féconde
Nos cœurs, où l'Éternel sema la vérité,
Il nous faut achever l'œuvre que Dieu commence ;
Il faut que nos sueurs et notre amour immense
Enfantent la fraternité.

D'autres morceaux, *Byron à Albano*, *Une nuit sur l'Atlas*, visent au poème, ou à la méditation, et y atteignent presque. Poncy est dans le *Chantier* sensiblement au-dessus de ses *Marines ;* mais, quoiqu'il n'ait que vingt-trois ans, il touche son zénith. Il n'ira pas plus haut ; voire il retombera. Mais cet essor appréciable suffit à George Sand. Il progresse, donc il montera toujours ! Et, dans sa joie, elle part en effusions prophétiques, elle transfigure son cher poète, sans se demander si, elle aussi,

n'enfourche pas quelque Pégase qui prend à sa manière le *vertigo :*

«... Je ne m'étais donc pas trompée, vous serez et vous êtes déjà un grand poète ! Bien des gens, malgré une approbation prononcée pour votre premier volume, me raillaient de *mon engouement pour mon maçon*. Eh bien ! *mon maçon* a très bien justifié mon engouement. Tous ceux à qui je lis vos nouveaux vers, Victor Laprade, François, Pernet (1) lui-même, l'intraitable et *incontentable* Pernet, Bocage et d'autres encore sont dans l'enthousiasme... C'est le peuple qui éclate par votre voix, vous êtes sa gloire. Oh ! représentez donc toujours son âme et son esprit, non tel qu'il est encore en grande partie, mais tel qu'il doit être, tel qu'il sera grâce à ses beaux types, à ses poètes, à ses révélateurs du feu sacré qui couve en lui depuis six mille ans, grâce à vous qui êtes le premier de ceux-là aujourd'hui... »

Elle le loue ensuite, et avec raison, d'avoir si bien accepté et suivi ses critiques, d'avoir « repris en sous-œuvre son intelligence et son cœur à la fois. » Il a compris qu'il y avait des poètes de forme et des poètes de fond, il a voulu avoir la forme et le fond à la fois. Et elle repart, avec une éloquence qui croît de page en page (la lettre en a douze) :

« Ce que vous avez composé depuis que la douleur — hélas ! triste maître, — est venue vous frapper au cœur, est de dix coudées plus grand que tout ce qui a précédé. Mon pauvre enfant, Dieu vous préserve de boire toujours à cette source amère ! Mais il est une religieuse tristesse, mêlée d'éclairs d'enthousiasme, d'espoir et de foi, que longtemps encore ni vous, ni moi, ni aucun de ceux qui ne sont pas d'infâmes égoïstes porteront pour conseil et pour stimulant au fond de leurs âmes navrées : c'est la tristesse de voir tant de malheurs dans le monde, tant de misères écraser, corrompre, avilir nos frères.

« Je dis mes frères, car moi qui suis née en apparence dans les rangs de l'aristocratie, je tiens au peuple par le sang autant que par le cœur. Ma mère était plus bas placée que la vôtre, dans cette société si bizarre et si heurtée. Elle n'appartenait pas à cette classe laborieuse et persévérante qui vous donne à vous un titre de noblesse dans le peuple. Elle était de la race vagabonde et avilie des Bohémiens de ce monde. Elle était danseuse ; moins que danseuse, comparse sur le dernier des théâtres du

(1) Directeurs-propriétaires de la *Revue Indépendante*.

boulevard de Paris, lorsque l'amour du riche vint la tirer de cette abjection pour lui en faire subir de plus grandes encore. Mon père la connut lorsqu'elle avait déjà 30 ans, et au milieu de quels égaremens ! Il avait un grand cœur, lui ; il comprit que cette belle créature pouvait encore aimer, et il l'épousa contre le gré et presque sous le coup des malédictions de sa famille. Longtemps pauvre avec elle, il aima jusqu'aux enfans qu'elle avait eus avant lui. Née dans leur mansarde, j'ai commencé par la misère, la vie errante et pénible des camps, le désordre d'une existence folle, aventureuse, pleine d'enthousiasme et de souffrances. Je me souviens d'avoir fait la campagne de 1808 en Espagne sur une charrette, ayant la gale jusqu'aux dents. Après cela, ma grand'mère, qui était bonne comme un ange au fond, pardonna, oublia, et reçut dans ses bras son fils, sa femme et les enfans. Je fus faite *demoiselle* et héritière. Mais je n'oublierai jamais que le sang plébéien coulait dans mes veines ; et ceux qui m'ont inventé de charmantes biographies, me faisant gratuitement comtesse et marquise, parlant de mon bisaïeul le maréchal de Saxe et de mon trisaïeul le roi de Pologne, ont toujours oublié de faire mention de ma mère la comparse et de mon grand-père le marchand d'oiseaux. Je le leur apprendrai si jamais j'écris des mémoires, ce dont je doute (1), parce que je n'aime pas à parler de moi : c'est si inutile ! Mais je devais vous dire tout cela, mon cher enfant, pour que vous ne me croyiez pas si *intrue (sic)* dans le peuple, ni si *méritante*, moi *grande dame*, comme certains bourgeois m'appellent, de vous regarder comme mon égal. Vous voyez que, quand même j'aurais les préjugés de l'*inégalité*, j'aurais mauvaise grâce à m'en targuer. Et je rends grâce à Dieu d'avoir de ce sang plus chaud que le leur dans les artères. Je sens que je ne suis pas obligée de faire des efforts de raison et de philosophie pour me détacher de cette caste, à laquelle mes entrailles tiennent beaucoup moins directement qu'au ventre de ma mère. C'était bien la vraie mère de *Consuelo* (2), battant d'une main et caressant de l'autre, portant ses enfans sur son dos, tendre et violente, terrible dans sa colère

(1) C'est ici, pourtant, que se trouve le germe de l'*Histoire de ma vie*, commencée quatre ans plus tard.

(2) *Consuelo* venait de paraître dans la *Revue Indépendante*, de février 1842 à mars 1842. George Sand écrivait alors la fin de la *Comtesse de Rudolstadt*, qui paraissait dans le même recueil depuis le 25 juin 1843, et dont la fin est sous la date du 10 février 1844.

et généreuse dans son amour. Depuis le jour où elle a aimé mon père, elle a été exemplaire dans sa conduite, et ma grand'-mère avait fini par l'aimer.

« Mais c'est assez vous parler de moi. Pardonnez-moi ce mouvement d'orgueil, et croyez que je comprends bien les tentations de l'homme du peuple devant les enivremens que le riche et l'oisif présentent à sa soif d'émotion et de bonheur. Mais je les connais bien aussi, ces classes perverses et dangereuses qui ne caressent que pour étrangler. Les exceptions y sont si rares, que nous devons y avoir peu d'amis; et, quelque avilis, quelque corrompus et abjects que nous voyions nos frères, nous devons nous dire que c'est *nous*, nous-mêmes, la moelle de nos os, la chair de notre chair et le sang de notre sang, qui gémit là dans la fange. Vous écriviez à Jourdan (1) que vous ne pouviez voir cela sans rougir et sans désespérer de la bonté de Dieu. Eh bien! est-ce que vous ne portez pas un reflet de la bonté de Dieu dans votre âme, vous? et aussi un rayon de sa force et de sa puissance? S'il vous a donné cette force et cette pitié, ces moyens souverains d'agir pour la réhabilitation des autres, apparemment que Dieu n'abandonne pas la race humaine à ses propres désastres. Il l'appelle par votre voix. Il la stimule par votre exemple, et bientôt elle se relèvera. Car Dieu se révèle chaque jour davantage à des poètes et à des philosophes plébéiens. Proudhon, simple ouvrier, est un penseur bien remarquable; et je ne sais pas trop ce que nos philosophes patentés, nos hommes d'État doctrinaires et autres trouveront à lui répondre.

« Ayez donc courage! Le genre humain est soumis à une longue et pénible éducation. Le temps ne paraît long qu'à nous. Aux yeux de Dieu, il n'existe pas. Nos siècles ne comptent pas dans l'éternité; car nous mourons pour renaître et progresser. Chaque existence est la récompense ou le châtiment de celle qui l'a précédée. Chaque vertu amasse pour notre prochaine réapparition sur la terre un trésor de dédommagemens et de force nouvelle. Soyez sûr que vous avez déjà vécu de tout temps sur la terre, et que votre génie poétique est la récompense de quelque belle action, de quelque noble dévouement dont vous ne vous souvenez pas. Faites-en donc un noble usage, afin de vous réveiller *apôtre* ou *héros* après le sommeil de la mort. Et main-

(1) Ami de Poncy à Paris, qui secondait George Sand de son zèle en faveur du poète.

tenant ne doutez pas et ne désespérez pas ; vous qui êtes un des sanctuaires de l'action divine, vous n'avez pas le droit de douter de cette action sur le monde. Priez toujours ! Dites toujours : *Seigneur, Seigneur, la vérité!* La foi vous viendra. C'est alors seulement que vous serez un poète complet, un grand poète.

« Et maintenant que je vous couronne avec tant de joie et de tendresse, ne soyez pas enivré. Restez *modeste*. La modestie n'est pas, comme on le prétend, une hypocrite vertu. Telle que je l'entends, c'est un sentiment profond de notre devoir. Du moment que nous sommes plus contens de nous-mêmes qu'il ne faut, nous perdons nos forces, la conscience s'en va, nous travaillons mal, follement et inutilement. Quand les hommes (faciles à l'enthousiasme autant qu'au dénigrement) nous portent bien haut, interrogeons Dieu, et demandons-lui si nous avons fait autant qu'il attendait de nous. Voyons le but de nos efforts : il est immense ! Voyons la sainteté de notre cause : elle est sublime ! Voyons l'aspiration que Dieu nous a donnée pour l'idéal : elle est infinie ! or, rien de ce que nous faisons jour par jour n'est à la hauteur de notre but et de notre désir. Si nous croyons avoir atteint ce but, apparemment il cesse de nous paraître infini et divin. Ce sentiment, cette foi perdus, par quoi serons-nous inspirés ? Par l'amour de nous-mêmes ? Mais nous sommes des êtres finis, bornés, impuissans, mobiles, soumis à la défaillance, au caprice, à l'ennui, à la fatigue, à la maladie. Quand nous créons quelque chose de grand et de beau, savez-vous que c'est un miracle ? oui, c'est un miracle d'en haut. C'est Dieu qui vibre, qui parle, qui agit en nous. N'est-ce pas le moment d'être humbles et reconnaissans ? Que deviendrions-nous s'il nous retirait le feu sacré ? Et il nous le retire, à coup sûr, aussitôt que nous le cherchons en nous seuls.

« Il se fait tard. Bonsoir, mon enfant... » (Paris, 23 décembre 1843.)

Ainsi monte, monte, dans le silence de la méditation nocturne, la pensée du grand écrivain. Son âme, toute gonflée des aspirations indistinctes de l'âme populaire, prend l'essor. Elle montre à Poncy la route sublime, et l'invite à la suivre. Mais Poncy n'est plus ici l'ouvrier de Toulon, c'est l'être collectif qui souffre et qui espère, c'est un symbole. De telles pages, qui ne dépassaient peut-être pas son intelligence, dépassent infiniment sa personne. C'est une voix d'en haut qui

répond à une voix d'en bas (1). Fierté à rebours que cette véhémente revendication plébéienne chez l'arrière-petite-fille de Maurice de Saxe, soit! « confidences horribles et inutiles! » s'écriera Solange, qui balafrera cette lettre d'un crayon irrité (2). Solange s'exprime souvent en personne un peu trop sûre d'avoir recueilli dans ses veines tout le sang bleu de la famille. Horribles à ses yeux, ces confidences sur la fille du marchand d'oiseaux peuvent paraître très attachantes à des yeux moins filiaux. Quant à leur utilité, elle est péremptoire pour ceux qui cherchent à pénétrer l'âme passionnée de l'amie de Leroux, de la future collaboratrice de Ledru-Rollin. Et puis, tout cela devait demeurer secret entre elle et Poncy. « Ne montrez ces lettres à personne! » lui recommande-t-elle à tout instant. Et Poncy fut fidèle, en ceci comme en tout le reste. C'est cette condition du secret qui explique les jugemens très libres de George Sand sur les hommes et les choses de ces années d'attente. Et, l'un corrigeant l'autre, elle autorisait les mercuriales qu'elle devait parfois infliger à son « enfant » par des sévérités non moins justes qui tombaient à plomb sur ses contemporains les plus notoires.

On en jugera par ces extraits d'une lettre qui ne compte pas moins de quatorze pages serrées :

« Mon enfant, ne vous fâchez pas après nous, et croyez que nous faisons tout ce qui nous est possible... Nous ne regrettons pas notre peine, si vous ne nous en voulez pas trop. Je ne sais pas si M. Jourdan vous annonce toutes les petites modifications que nous nous permettons. Je vous déclare, bien que vous ayez pensé le contraire, qu'il est beaucoup plus sévère que moi. Mais peut-on l'être trop, quand on est en même temps respectueux et enthousiaste admirateur? Si vous ne vous fiez point à nous deux, et si votre orgueil vous fait regretter de mauvaises choses justement sacrifiées, vous ne vous fierez à personne, et vous caresserez vos défauts avec amour comme les maîtres de l'école romantique. Il leur en cuit, et il vous en cuira, à moins que vous ne soyez entouré de flatteurs aveugles, qui vous brûlent sous le nez un encens grossier en vous persuadant que vous ne pouvez faillir. La vanité est l'ennemi intérieur que les poètes portent en

(1) *Une voix d'en bas*, titre du premier recueil de vers de Savinien Lapointe 1844.

(2) Les lettres de George Sand à Poncy ont longtemps été entre les mains de Solange avant de passer dans les nôtres.

eux. Vous en avez, et je ne cesserai pas de vous dire que pour être un grand poète il faut être un bon enfant. Le génie ne grandit qu'à la condition d'être modeste. Il est vrai que vous avez corrigé admirablement et avec courage. J'ai donc plus de complimens que de sermons à vous faire. Mais je vous gronde et je vous blâme de regretter le *tonnerre taille*, et autres âpretés de langage ou métaphores exagérées que le goût proscrit. Je ne me pique pas d'être *classique*, je m'en défends au contraire. Mais je me défends aussi de l'excès romantique, et je crois que le beau est à la limite de l'un et de l'autre. A preuve que vous êtes, sauf quelques cas signalés, à cette limite excellente. Quand vous êtes vraiment grand, vraiment inspiré, vous êtes aussi romantique que possible, et en même temps aussi classique que possible, c'est-à-dire que vous ne tombez ni dans le stupide de l'un, ni dans l'absurde de l'autre, et que vous avez pourtant toutes les forces vives de l'école de Hugo et toute la pureté majestueuse de l'école de Racine. Cultivez l'une et l'autre, sans être le copiste d'aucune. Quand vous entendrez dire à vos *courtisans :* « Voilà du Hugo ! » soyez sûr que vous avez lâché une folie; de même que si l'on vous dit : « Voilà du Racine ! » vous aurez lâché une platitude. C'est que ce qui est l'imitation servile des modèles est toujours mauvais, quelque grands que ces modèles soient...

« Je ne voudrais pour vous corriger que vous montrer le ridicule amer et déplorable de la plupart de nos *grands hommes :* ils vous sembleraient petits et bêtes; et pourtant ils ne sont qu'un peu fous, et enivrés de flatteries. Moi, je vous dis : vous avez du génie et de l'esprit; faites servir votre esprit à empêcher votre génie de vous rendre bête.

« Je blâme une petite partie de vos dons. Un exemplaire à de Musset! Il méprise profondément les ouvriers poètes, et, à moins qu'un miracle ne se fasse en lui, il crachera sur votre volume. Il est devenu *talon rouge* et *conservateur*, à la fois *marquis* et *juste milieu*. Aussi n'a-t-il plus le feu sacré qui lui inspirait autrefois des chants sublimes. Il est mort. Un exemplaire à Lerminier !... C'est donc pour qu'il vous étrille et que je sois forcée encore de défendre votre cause contre lui (1) ? Mais pourquoi s'humilier devant ses ennemis et leur faire la révérence ?... Un Lerminier ! Je ne vous le passe pas ! ou bien, si

(1) Allusion à ses deux *Lettres à Lerminier* à propos du *Livre du Peuple*, de Lamennais.

vous ne savez pas ce que c'est que Lerminier, à la bonne heure! *sancta simplicitas!* J'ajouterai à votre liste quelques noms que vous avez oubliés : Magu, Le Breton, Beuzeville, Ponty, Perdiguier, etc. (1). Mais tout cela me regarde. Je compte en acheter un certain nombre à Perrotin pour les répandre. J'en enverrai douze à Lyon, à de braves canuts, meilleurs juges, croyez-moi, et admirateurs plus dignes que vos hommes de lettres. Soyez tranquille pourtant. Presque tous ceux que vous me désignez auront leur tribut; et, quand aux autres, j'en chargerai Jourdan si vous y tenez, quoiqu'il me déplaise fort de voir mettre ma préface aux pieds de M. Lerminier, et de ce pauvre Alfred qui se croira obligé d'allumer son cigare avec, s'il ne fait pis. — Votre livre s'appelle *le Chantier*, comme vous l'avez voulu. Le titre me paraît fort bon. Vous êtes dans une grande erreur de croire tant à l'importance d'un titre. Quels imbéciles vous ont mis cela dans la tête? Dites-leur que je sais mieux qu'eux que les livres ne signifient que par ce qui est dedans, et non par ce qui est dessus. J'aurai soin de votre lettre pour Lamennais, quoiqu'il ne m'approuve pas beaucoup de vouloir tant civiliser et glorifier le peuple.

« ... Ce n'est point une utopie : l'avenir du monde, l'idéal de l'égalité future est là, et non ailleurs. Si bon, si beau, si grand que soit un homme, du moment qu'il est né dans la noblesse ou dans la bourgeoisie, et qu'il s'y est développé, il ne comprend pas le peuple. Arago, Lamennais, Béranger, Lamartine, oui certes, grandes gloires, grands génies, grands et beaux caractères! Et cependant la prédication de l'égalité est à leurs yeux une folle et dangereuse utopie. Ils aiment le peuple et l'honorent autant qu'ils peuvent; mais ils ne croient point en lui, ils ne le connaissent pas, ils ne le comprennent pas. Ce n'est pas leur faute! Je ne connais qu'un bourgeois qui porte réellement le peuple dans son cœur : c'est Louis Blanc, jeune homme d'un admirable talent et d'une haute capacité... Le grand Reynaud lui-même, cette admirable intelligence, croit et pousse un peu maintenant à la conservation des castes. Cette mortelle erreur a atteint les plus nobles esprits de notre temps. Le réveil

(1) Les quatre premiers sont quatre poètes-ouvriers (voyez François Gimet, *les Muses prolétaires* (1856); — Eugène Baillet, *De quelques ouvriers-poètes* (1898), etc — Agricol Perdiguier, dit *Avignonnais la Vertu*, auteur d'un ouvrage sur le compagnonnage dont George Sand s'est servie pour écrire *le Compagnon du Tour de France*.

viendra sans doute. Mais, en attendant, le peuple doit faire son œuvre et compter sur lui seul. Votre Flora Tristan est une comédienne, votre Eugène Pelletan un farceur. Jean Aycard, Charton, braves jeunes gens, mais bourgeois! Envoyez-leur des exemplaires. Acceptons le peu que font ceux-ci, et tout ce dont ceux-là font le semblant; mais quand vous rêverez à l'avenir du monde, à la régénération de la foi et de la vertu, inspirez-vous du peuple, mon enfant...

« Jourdan m'a fait voir une ancienne lettre de vous, où vous étiez aussi sceptique que les plus sceptiques. Vous étiez blessé des mauvaises rimes de Savinien (Savinien serait un grand poète s'il n'avait déjà pris les vices de cœur de la bourgeoisie littéraire qu'il fréquente et qu'il singe. Il ne fera pas de progrès, je vous le prédis; il est perdu d'orgueil, d'ambition et de vanité). Vous étiez désespéré de voir l'abjection et les vices du pauvre peuple! Mon enfant, vous regardiez la réalité. La *réalité* n'est pas la *vérité*. Il y a là une grande distinction à faire. Tenez, vous pourrez la faire en termes poétiques et en beaux vers. C'est un sujet digne de vous. Moi, je vais vous l'indiquer en vile prose. La réalité, c'est le spectacle des choses matérielles; c'est changeant, mobile, transitoire, transformable, éphémère comme elles. Ce n'est donc pas la vérité. La vérité est immuable et éternelle. C'est quelque chose d'abstrait et d'éternellement pur et beau comme Dieu, car c'est Dieu même... »

(Suit une page sur ce thème, que Poncy a médiocrement versifiée dans son recueil.)

« Voyez donc la réalité pour souffrir et pleurer sur les maux de la terre. Voyez la vérité pour avoir confiance en Dieu et lire dans l'avenir du monde.

« Et puis, quand vous pensez à notre monde de lettrés et d'érudits, ne vous figurez pas que Dieu leur parle plus qu'à vous, noble poète ignorant des choses d'ici-bas, plus qu'à Désirée, cette simple fille de la nature et de l'amour. Ne vous faites pas des idoles de chair et de sang, car tout cela c'est de la boue si Dieu ne l'échauffe et ne le transforme. Ne vous préoccupez pas de comprendre ce que veut celui-ci, et ce que cache celui-là. Tout cela, c'est le chaos de la dissolution qui se fait dans les intelligences avant de se faire dans les institutions. Ce miracle sortira du peuple; et vous, poète prolétaire, vous êtes un des prophètes du miracle, le plus inspiré jusqu'à présent! Ayez grande idée de

votre mission, et pas plus d'amour pour vous-même que pour le vase où brûle l'encens, l'autel où descend la flamme. Ne cherchez pas votre gloire en ce monde. Ne perdez pas votre temps à écrire à tous ces gens de lettres, à tous ces faiseurs de systèmes plus ou moins étroits. Lisez quelques bons livres, peu et bien; et puis, allez toujours en avant de ces livres, et cherchez en Dieu qui vous parle tout ce qui manque encore à l'œuvre des hommes.

« Cette lettre de sermons est tout à fait *secrète*. J'y parle des hommes les plus illustres de notre temps avec un peu de franchise. Il ne serait pas utile, il serait même nuisible à des hommes faibles, de les désenchanter de ces types qui matérialisent à leurs yeux tout ce qui reste de grand sur la terre. Mais vous comprendrez, vous, ma distinction : vous verrez le respect qu'on leur doit, mais le respect plus grand encore qu'on doit à ce qui est au-dessus d'eux, la *vérité*. Leurs doutes, leurs incertitudes, leurs méfiances, leurs découragemens, n'entament point l'armure de l'immortelle beauté... » (26 janvier 1844.)

Cinq semaines après, le 2 mars 1844, paraissait chez Perrotin *le Chantier*, avec la copieuse *Préface* de George Sand. Satisfaction et fierté. « Savez-vous que vous êtes le seul (poète ouvrier) qui puisse trouver un éditeur à Paris, par le temps qui court? » On ne lit plus de vers. « Tel est le triste état des choses. » Cependant, parmi ceux qui lisent, certains ne sont pas favorables à Poncy. Quelques juges sévères font même des restrictions graves. Qui sait si George Sand elle-même, devant l'ouvrage imprimé, n'en fait pas ? Car dans ce cas, suivant le joli mot de La Bruyère, « l'impression est l'écueil. » Il faut qu'elle ait vu plus clair après coup, — un peu tard, — pour faire au poète un résumé aussi impartialement fidèle desdites critiques :

« Ils trouvent que je suis trop *engouée* de vos vers, que j'en ai trop dit de bien, et qu'il est à craindre que vous n'en preniez trop de confiance en vous-même. Ils disent que vous avez énormément de talent, et pas encore de véritable génie. Ils vous admirent en tant qu'ouvrier poète et enfant poète : mais ils ajoutent que pour être vraiment un grand poète il faut avoir plus vécu, plus senti, plus appris, plus médité, plus souffert des maux généraux que vous n'avez pu encore le faire. Ils demandent que vous ne vous pressiez pas de faire d'autres vers, que vous laissiez mûrir en vous de mâles et fortes pensées, que vous viviez à fond avec les hommes, avec l'humanité abstraite et

réelle ; enfin ils disent qu'il faut que l'*enfant se fasse homme...* »

Et elle, que dit-elle ? « Moi, je dis qu'il y a du vrai dans tout cela, quoique ce soit bien sévère ; et, si quelqu'un doute que vous ayez la force de suivre de pareils conseils, moi je n'en doute pas. Je ne pense pas que vous deviez vous abstenir de faire des vers quand il vous en vient, mais je dis qu'il n'en faut pas chercher quand il n'en vient pas... » (19 mars 1844.)

Poncy comprit-il? Un peu, sans doute. Car nous le voyons essayer de la prose. Or, comme tous les rimeurs sans études, il écrivait moins bien en prose qu'en vers. Il envoie une « nouvelle » à George Sand, qui la trouve « étriquée » et de style insuffisant. Mais, dit-elle, je suis toujours « la mère grognon et ne laisse rien passer. » Heureusement la naissance de l'enfant attendu vient faire diversion. Vers et prose sont oubliés auprès du berceau de la petite Solange.

Il reprend bientôt la plume, pour s'exercer sur un sujet nouveau que George Sand lui propose : la chanson de chaque métier. Ce sera, entre parenthèse, son plus faible ouvrage, d'autant plus qu'il est presque de commande : mais Poncy a tant de docilité ! C'est la plus grande qualité de son caractère ; c'est sans doute en littérature son plus grand défaut. Il rime, il envoie des spécimens de ses chansons, et George Sand recommence à être enchantée. Les lettres recommencent à couler de Nohant, mais plus familiales, comme patriarcales. Poncy est initié peu à peu à cette paisible et exquise vie berrichonne que mène sa protectrice, entre son fils, parfois sa fille, son frère Hippolyte et son travail. Cependant on continue à parler de lui dans les feuilles avancées. Un sourd désir s'empare de l'ouvrier toulonnais, que les lauriers de Reboul, reçu en 1839 à Paris en triomphe, empêchent de dormir. Voir Paris ! parler à ces hommes célèbres qui lui ont écrit, qui ont chanté ses louanges ! Voir George Sand surtout, recevoir son accolade maternelle après ses lettres ! Rien n'était plus naturel.

Et George Sand lui écrit aussitôt : « Venez ! » Elle aussi a le désir de connaître son poète, son fils spirituel. Ne doutons pas cependant qu'à sa joie ne se soit mêlée quelque appréhension. Répondrait-il, l'homme, à l'idée qu'elle s'en était faite d'après ses vers ? Cette fois, la connaissance pouvait être l'écueil. Et puis, elle savait qu'ils s'apprêtaient à Paris, les autres, pour une manifestation en l'honneur du poète ouvrier. Après ces hommages

bruyans et trop publics, Poncy serait-il encore *son* Poncy? Enfin, le Paris corrupteur qu'elle détestait, qu'elle détesta toujours, n'allait-il pas le lui dépraver? Toute sa bonté de maman s'atteste dans le billet de 100 francs qu'elle mit sous enveloppe pour lui faciliter le voyage, et tout son cœur dans les recommandations dont elle accompagne le billet. Elle lui traçait son itinéraire, détaillait les changemens de diligence, les correspondances, les arrêts. Elle l'attendrait à Nohant, à son retour de la capitale. Elle ajoutait, comme résignée : « Voyez donc Paris, puisque vous l'avez tant rêvé. Je crains pour vous une grande déception. Moi, je hais cette ville de boue et de vices. Mais enfin c'est la capitale du monde pour les arts et pour l'esprit. Adieu, et au revoir! Bientôt, j'espère! » (1er nov. 1845.)

Poncy roulait aussitôt vers Paris; et, à Alfort, il tombait dans les bras de cinquante compagnons, ouvriers ou rédacteurs de la *Ruche populaire*, souscripteurs et admirateurs du poète maçon. L'épreuve redoutée par George Sand commençait.

*
* *

Disons vite qu'elle se termina tout à l'honneur de Poncy.

Mais, au début, la manifestation faillit mal tourner. Un grand banquet attendait à Alfort notre poète. C'était déjà le cérémonial obligé: salle de restaurant, drapeaux, toasts. Vinçard le harangua. On s'était bien promis d'être sages, dignes et seulement « fraternels. » Mais les têtes peu à peu s'échauffèrent. « On récrimina contre la bourgeoisie, le veau d'or, les habits noirs. Et, renchérissant encore, un orateur, mouchard ou imbécile, s'écria : « Marchons sur Paris! enlevons-le d'assaut (1)! » Tumulte. Le commissaire obligea le président à dissoudre la séance, et interdit le banquet qui devait avoir lieu le soir même.

On le vit alors dans les salons, comme Reboul. Comme Reboul, il fut reçu par Béranger, par Lamennais, par Alfred de Vigny, Sainte-Beuve, Lamartine, Étienne Arago, etc. Et, comme Reboul, il se fatigua vite d'être exhibé comme un phénomène. Le maçon de Toulon regrettait la truelle comme le boulanger de Nîmes avait la nostalgie de sa boutique. Cependant, bien lui en prit, dans une circonstance qu'il contait volontiers plus tard, de savoir gâcher du plâtre. Le Méridional grelottait dans son

(1) Eug. Baillet, *De quelques ouvriers-poètes*, p. 104.

petit hôtel de la rue Rambuteau. Il voulut faire du feu. La cheminée fumait, à l'asphyxier. Il s'en plaignit au propriétaire. La réponse fut qu'il n'y avait rien à faire, les fumistes ayant inutilement besogné le matin même. Au reste, leurs outils étaient encore là. « Passez-moi une auge et du plâtre. » Et Poncy enlève sa redingote pour endosser la blouse. Le voilà sur le toit, démolissant, rebâtissant. Une heure après, la flamme pointait droit dans la cheminée aux yeux du propriétaire ébahi, « bien convaincu qu'il était en présence du premier fumiste du monde. »

Poncy s'esquiva donc de Paris au plus vite. Il dut n'y demeurer qu'une douzaine de jours, puisque, le 24 novembre, il était déjà en route pour Toulon, après avoir fait une étape de quelques jours à Nohant. Là était pour lui l'intérêt sérieux du voyage, et son émotion. Ce que fut pour lui l'amie maternelle, dans le patriarcal Nohant, on le devine. Ce qu'il y montra, lui, de qualités morales et de charme de caractère, paraît au grand jour dans une lettre dont George Sand escorta son départ. Il dut la recevoir à Toulon à son arrivée. Peut-être même Désirée la lut-elle avant lui, car elle savait lire, et même elle écrivait à George Sand des billets ingénus, dont George Sand exigeait que son mari respectât l'orthographe :

« Je vous ai trouvé en tous points selon mon cœur, et j'en suis si heureuse qu'il me semble que ma vie en est augmentée ou renouvelée. Vous savez? on cherche le vrai dans les idées, dans l'abstraction, dans l'absolu, et c'est la vie de l'intelligence. Mais le cœur a besoin de chercher sa vie dans le cœur de ses semblables, et quand on en est arrivé comme moi à la vieillesse avec de si tristes expériences, quand, sur un si grand nombre d'êtres que l'on a rencontrés et observés, la liste de ceux qu'on peut vraiment estimer et chérir est si courte, c'est une immense satisfaction que de pouvoir encore joindre une affection sans ombre et sans mélange d'alliage aux rares trésors qu'on a découverts et conservés. Vous voilà arrivé, mon enfant, à cet âge de maturité où l'on est encore dans toute la fraîcheur de ses impressions, mais où le jugement et ce que Leroux appelle la *connaissance* éclairent les sentimens et les instincts. Eh bien, vous avez vraiment votre âge, et c'est le meilleur éloge que je puisse faire de vous : car les hommes élevés dans le *monde*, au sein des lumières et des jouissances, sont toujours ou en avant ou en arrière de la phase qu'ils traversent. Vous me faites

l'effet, auprès d'eux, d'une note juste au milieu d'un charivari.

« Je savais bien que cette note juste devait se trouver dans l'âme d'un homme du peuple, le jour où l'intelligence viendrait à se mettre en rapport avec le cœur dans un tel homme. Quand j'ai tracé le caractère de Pierre Huguenin (1), je savais bien que la bourgeoisie et la noblesse l'accueilleraient avec un immense éclat de rire, parce que je savais bien aussi que Pierre Huguenin ne s'était pas manifesté encore. Mais j'étais sûre qu'il était né, qu'il existait quelque part; et, quand on me disait qu'il fallait l'attendre encore deux ou trois cents ans, je ne m'inquiétais nullement. Je savais que ce serait l'affaire de quelques années seulement, et qu'un prolétaire ne tarderait pas à être un homme complet, en dépit de tout ce que les lois, les préjugés et les coutumes apporteraient d'obstacles à son développement. Maintenant, je ne dis pas que vous soyez un personnage de roman nommé Pierre Huguenin. Vous êtes beaucoup plus que cela, et je ne cherche pas à vous embellir en vous appliquant la forme d'une de mes fictions. Je n'y songe pas. Vous savez que je me souviens peu de la forme et du détail de mes compositions. Mais ce que je me rappelle, c'est la conviction que les a fait naître. C'est que j'ai regardé comme certaine la possibilité d'un prolétaire égal par l'intelligence aux hommes des classes privilégiées, apportant an milieu d'eux les antiques vertus, et la force virtuelle de sa race. Jusqu'ici j'avais vu des éclairs traverser l'horizon, et s'obscurcir sous de gros nuages, parfois fort vilains, comme notre ami Savinien par exemple. Mais ce qui consternait l'âme délicate et exquise de C... (2) ne m'ébranlait nullement. Depuis longtemps j'ai appris à attendre, et je n'ai pas attendu en vain. Pierre Huguenin est resté parmi les fictions, mais l'idée qui m'a fait rencontrer Pierre Huguenin n'en était pas moins une conception de la vérité. Vous êtes autre, et vous êtes mieux. Vous êtes poète, donc vous êtes plus richement doué, et vous êtes bien plus homme que lui. Vous n'avez pas cherché l'idéal de l'amour dans une caste ennemie. Tout jeune, vous avez aimé votre égale, votre sœur, et vous n'avez pas eu besoin du prestige des faux biens et de la fausse supériorité pour vous

(1) Dans *le Compagnon du Tour de France.*

(2) Solange écrit ici, de son crayon documentaire : *Chopin.* — Une autre annotation nous le montre aristocrate dans l'âme, et nous donne à penser que, tant qu'il était à Nohant, George Sand craignait des froissemens en invitant Poncy.

éprendre de la simplicité, de la candeur, de la beauté vraie. Vous voyez aussi loin que lui, et vous puisez vos joies, vos émotions, votre force dans un milieu plus réel et plus sain.

« Voilà comment les utopies se réalisent. C'est toujours autrement, et mieux. C'est là une magnifique preuve de Dieu, que nous pouvons constater à chaque phase de la vie de l'humanité quoique le vulgaire n'y prenne pas garde. Quelqu'un conçoit un idéal, on en rit, et on lui pardonne, en disant : C'est beau, mais trop beau. Puis les temps marchent, les faits s'accomplissent, et il arrive que l'idéal est dépassé. Les hommes alors comparent, et se retournent en souriant vers la prédiction. Ils s'étonnent de la trouver si timide, et pardonnent alors à son peu d'ampleur, à cause de la bonne intention : ce qui ne les empêche pas, les enfans qu'ils sont, de recommencer à railler toute prédiction nouvelle. Cela est vrai pour les plus grandes choses comme pour les plus petites. Mais quiconque regarde l'histoire intellectuelle et morale du genre humain arrive à un grand calme et à une foi inébranlables. Alors vient le courage de rêver tout haut, et c'est un courage qui demande plus d'humilité qu'on ne pense, car le croyant sait bien que son rêve sera pauvre et borné au prix de l'*invention* infinie du grand *artiste* qui réalise : *Dieu!* J'en ai bien davantage à vous dire, sur vous et sur le temps où nous vivons ; mais je veux que vous receviez ma bénédiction maternelle, en recevant les caresses de votre femme et de votre enfant. L'heure passe ; je ferme ma lettre pour la reprendre bientôt. Donnez-leur un tendre baiser pour moi, et pour tous les miens. Je vous aime, mes enfans, je ne puis vous rien dire de mieux et de plus vrai. » (24 nov. 1845.)

Noble et tendre lettre, deux fois attachante, et par l'élévation des sentimens qu'elle respire, et par la pleine lumière qu'elle verse sur la conception même des romans socialistes de George Sand. L'amour du peuple, devenu chez elle passion, crée une émotion intellectuelle qui, à son tour, met en branle sa riche imagination et la lance sur les routes de l'humanité future, idéale. Elle anticipe cette félicité par les créations de son généreux cerveau ; ses personnages, rêvés, non réels (elle le confesse), marchent en avant de leur siècle, comme les modèles lumineux propres à éclairer les générations tâtonnantes : ce sont des annonciateurs plus que des hommes. Et voici que, le rêve à peine tracé dans l'infini devenir, la réalité tout à coup le

formule ; même, s'il faut en croire George Sand, — un peu trop intéressée à cette interprétation, — elle le dépasse. Qu'est-ce à dire, sinon que rêve et réalité, vérité et poésie, apparaissent à cette heure de l'âme française comme magnifiquement confondus, et que nulle part ils ne se confondent en une plus pleine harmonie que dans le cœur, dans l'esprit, dans les romans de George Sand? D'ailleurs, il faudrait se garder, dans les œuvres les plus étranges de cette période, de réduire la part de réalité qu'elles renferment. Ce serait leur méconnaître une valeur de « témoins » qu'elles ont à un très haut degré. George Sand, comme son maître Rousseau, est profondément imprégnée de la réalité ambiante quand elle écrit le *Compagnon du Tour de France;* la *Nouvelle Héloïse* n'en est pas plus pénétrée. Et cette réalité même, ici comme là, est le ferment actif qui, déposé dans un cerveau naturellement idéaliste et dans une âme naturellement passionnée, y produit cet enfantement chaleureux et splendide qui est celui du pur amour.

D'ailleurs, l'exaltation tombée, reste la vue nette des choses. Dans ce passage, empreint du calme attendri qui est au fond la vraie George Sand, il est remarquable de voir avec quelle précision elle définit son espérance, même sa foi : « *J'ai regardé comme certaine la possibilité d'un prolétaire égal par l'intelligence aux hommes des classes privilégiées, apportant au milieu d'eux les antiques vertus, et la force virtuelle de sa race.* » Et la production rapide de ce prolétaire homme complet, spécimen parfait d'humanité future, fortifie sa foi en Dieu, en un Dieu qui n'est point simplement, — ce qu'on a trop dit, — le Dieu de Béranger et des bonnes gens. Patience, calme, croyance inébranlables, voilà ce qu'elle professe, ce qu'elle professera toujours. « Depuis longtemps j'ai appris à attendre. » Ce dont elle est sûre, c'est que, lorsqu'on attend dans un certain état de ferveur, on n'attend pas en vain. Elle aussi, comme le vieil Homère, pense que les prières boiteuses des mortels atteignent un jour la divinité et l'inclinent vers nous ; et, sereine, elle attend, elle attendra toujours, parce qu'elle croit.

Poncy était-il donc supérieur à son Pierre Huguenin? Elle affirme, il est vrai, que, quand les utopies se réalisent, c'est toujours « autrement, et mieux. » Mais ne comparons pas cet ouvrier déjà très frotté de littérature à un personnage de roman. Il était lui-même un composé sympathique et charmant tel que

le Midi en fait éclore, de préférence par une journée de soleil sans mistral. Une âme gracieuse et vibrante, une conversation animée, spirituelle; un tact exquis; une absolue délicatesse en toutes choses et des manières à la fois populaires et instinctivement distinguées, qui le faisaient trouver partout à sa place. Solange, juge parfois acerbe des illusions de sa mère, note ceci, de ce crayon qui visait probablement un peu la postérité : « Dévouement cette fois bien placé (*cette fois* est une perle). Poncy était un cœur d'or, un esprit d'élite, — et l'homme le plus honorable, l'ami le plus sûr, l'âme la plus pure. Fidèle, dévoué, *intact.* »

Intact. Le mot doit rester. Et c'est parce qu'elle le sentait tel, que George Sand, à cette première lettre tranquille et sereine, en ajoute dès le lendemain une seconde, plus polémique, écho des luttes déjà soutenues, et symptôme de celles qui se préparent :

« Nous vivons encore dans le temps où les races sont comme distinctes, où elles se craignent et se jalousent quand elles ne se haïssent pas. C'est bien étrange après 93, et c'est pourtant comme cela. A Venise, le peuple dit encore dans son dialecte, en parlant des nobles, *el sangue blù.* En Espagne, presque tout le monde se dit noble; et je ne sais si l'on trouve un paysan qui comprenne où serait sa vraie noblesse de race. En Angleterre, où l'on a parlé de liberté avant nous, on pratique encore assez tranquillement le régime féodal. Ailleurs, l'homme sans aïeux et sans fortune est serf. Ici, nous n'avons plus que la chimère de la noblesse en général; l'aristocratie nouvelle se dit sans préjugés; mais elle se retranche dans la vanité de sa prétendue éducation, et, quand elle caresse l'homme du peuple, c'est encore avec un sentiment de protection, quand ce n'est pas avec un secret instinct de crainte.

« Et c'est tout simple, au fond. Elle sent sous sa main un être plus faible et plus fort; plus faible en général par le raisonnement; plus énergique et plus violent par les instincts. Et le bourgeois, qui ne sent pas au fond de son cœur un amour brûlant pour l'humanité ou un courage héroïque pour se dévouer à elle, souffre d'une certaine honte à la vue de cet être dont les défauts, l'ignorance et le malheur condamnent ses théories d'égalité *sagement progressive*, comme ils disent. Tout ce que P. Leroux disait l'autre soir à propos du *National* et des politiques sans idées sociales était profondément vrai. Ces bourgeois libéraux n'ont pas les entrailles qu'il faudrait, et leur prétendue démocratie est

un système de tutelle et de conservation mal fardée du passé.

« Mais laissons-les ; que nous importe ? Leur règne n'est pas destiné à durer aussi longtemps que celui de l'ancienne aristocratie. Ils n'ont pour eux qu'un fait prêt à disparaître, puisque le peuple s'éveille vite, que, malgré la torpeur de ses prétendus tuteurs, il commence comme un aigle au bord du nid à agiter ses fortes ailes et à en secouer la poussière. Maintenant, les bourgeois reconnaîtront peu à peu qu'il faut faire place, non pas seulement à quelques parvenus dont l'intelligence a effacé l'origine et qui viennent s'asseoir à leur banquet, mais à des hommes plus fiers et plus forts qui, sans se déguiser en bourgeois et sans chercher à donner à leur sang la teinture bleue, auront autant de valeur et d'influence véritable sur les esprits que les rhétoriciens et les gradués sortis des collèges. A ceux-là il faudra de plus larges et de plus nobles places que les distinctions et les traitemens pécuniaires. Il leur faudra place au soleil de la renommée sérieuse et de l'estime publique. Il ne sera pas toujours si facile, ni si *joli* de s'en moquer ; et quand un de ces hommes touchera aux idées de son temps, il y laissera une empreinte plus franche et plus profonde que tous ces beaux discoureurs qui prétendent savoir tant de choses, mais qui, apparemment, n'en savent on n'en veulent aucune bonne.

« Vous êtes le premier de ces hommes nouveaux, mon cher enfant. Vous voilà arrivant, en éclaireur véritable et ouvrant un chemin... » etc. La lettre entière a neuf pages, et celle de la veille en avait cinq ! (25 nov. 1845.)

Ici apparaît l'illusion. Poncy n'ouvrait aucun chemin. Poncy n'était pas à vrai dire un « homme nouveau, » le rôle de porte-flambeau ne lui convenait guère. On ne pouvait le voir ainsi qu'à travers un persistant mirage, ou par ces veillées de travail qui transfigurent toutes choses : « Ma lampe s'éteint, et le jour approche... Je ne peux pas dater, je ne sais ni le jour, ni l'heure. » Le Poncy auquel s'adressent de telles lignes est, comme elles, en marge du temps et de l'heure ; ce n'est pas le vrai Poncy, lequel était plus modeste d'envergure, et « représentatif » à un degré simplement moyen. Mais ce n'était nullement « l'éclaireur » attendu. Le mirage de George Sand n'en est pas moins à noter, puisqu'on voit grâce à lui que, pour elle, autre chose qu'une question littéraire était en cause. La poésie, c'est l'occasion. Ce que voit George Sand à travers Poncy, c'est

d'abord et avant tout la propagande. Et, si elle a jeté les yeux sur lui de préférence, c'est qu'il lui a semblé le plus digne jusqu'ici, le plus indemne, le plus « intact, » des fils du peuple que la littérature prolétaire (le seul véhicule alors connu) lui eût révélés. Dès qu'elle l'a vu, dès qu'elle a eu le contact à Nohant, elle le charge d'être le missionnaire de la bonne parole. Ne connaît-il pas, à Toulon, quelques jeunes officiers de marine gagnés aux idées libérales? Ne peut-il, sur son chantier d'entrepreneur, — car sa situation commence à s'agrandir, — ou sur les chantiers voisins, faire pénétrer les idées de Pierre Leroux et de Louis Blanc dans le cerveau des travailleurs? Et elle lui envoie dissertations sur brochures, livres sur revues, programmes sur prospectus. Le chantier socialiste chômait moins encore que l'autre. Et cette activité infatigable de George Sand serait admirable, si elle n'était illusoire. Car Poncy, malgré tout son zèle à suivre le mouvement, semble avoir été un apôtre médiocre, et n'avait, en tout cas, rien d'un révolutionnaire. Même, ô ironie des choses! Solange, qui l'a beaucoup connu et beaucoup aimé, le taxe quelque part de « conservateur. » Des deux, le bourgeois aurait-il donc été l'ouvrier? La question, si bizarre qu'elle paraisse, peut cependant être posée.

Quoi qu'il en soit, depuis qu'elle a vu Poncy, George Sand ne rêve plus que de le rattacher, peu ou prou, à l'orbite de Nohant. C'est un élément nouveau de vie qu'elle voudrait verser dans ce microcosme d'art et de nature qui l'entoure, et qu'elle règle, anime, enrichit, diversifie à son gré, suivant les lois secrètes et les instincts de son pouvoir de création. Nohant, dès lors, est bien un petit univers en abrégé, une ruche artiste, une sorte de laboratoire social, et l'on y respire une atmosphère spéciale, celle qui est nécessaire au génie de George Sand pour qu'il soit fécond. Sans doute Toulon est loin, et Poncy ne peut être un satellite habituel de la pléiade berrichonne. Cependant il y a des mortes-saisons, qui seront vivantes à Nohant, si Poncy le veut; et même productives, ou du moins capables d'indemnités, si Poncy veut y consentir. Car George Sand, avec sa bonté maternelle, sait bien qu'on ne déménage point un travailleur avec femme et enfant sans lui offrir au moins l'équivalent de son gagne-pain. Mais justement! Nohant a besoin de réparations : c'est le cas d'ajouter une aile à la bâtisse! Et voilà George Sand faisant des plans admirables, en dépit de son budget. Un certain

projet de calorifère, surtout, qui broche à tout instant sur le sérieux et le lyrique de la correspondance, a une beauté qu'en tout sens on peut qualifier d'homérique. C'est déjà la bonne dame de Nohant, et il y a de la grand'mère dans cette femme de quarante ans. Voici cependant la félicité qu'elle se forge, si Poncy venait à Nohant :

« On courra les champs le dimanche et les jardins le soir. On dînera ensemble, chacun ayant fait sa tâche; Maurice, en blouse berrichonne, apportant des croquis d'après nature; moi, ayant fait mon chapitre de roman ; vous, ayant remué des pierres et des hémistiches ; Chopin ayant composé des mazurkes et des mélodies déchirantes ou mélancoliques, selon l'intensité du soleil; Désirée ayant soigné son petit amour; et ma Solange à moi, la plus paresseuse de tous, ayant éreinté son cheval noir ou déchiré son voile aux buissons. Voyons, est-ce que nous n'aurons pas une heureuse vie, nous complétant les uns par les autres, et ne serez-vous pas le plus utile de la famille, vous qui nous bâtirez une demeure matérielle, en nous donnant aussi les jouissances du cœur et les délices de la poésie? Je crois bien que vous serez proclamé le chef de notre république, puisque vous serez à la fois la pensée et le pouvoir exécutif du gouvernement.

« Dites-moi que vous acceptez... » (6 janvier 1846.)

Mais Poncy soulevait objection sur objection. « Poncy, trop délicat pour accepter, » note le crayon de Solange, décidément lapidaire. Et, à vrai dire, bien des obstacles se dressaient. George Sand, d'ailleurs, abondait avec ses amis en invitations inacceptables, et qu'elle était parfois embarrassée de tenir, vu les multiples exigences de son travail. Poncy devait bientôt en faire l'expérience. Aussi ses visites à Nohant furent-elles forcément espacées. Les événemens vont d'ailleurs mettre à ces projets de réunion plus d'une barrière, sans parler des soucis domestiques, côté Nohant et même côté Toulon.

Côté Toulon, les années 1846 et 1847 furent marquées par deux accidens : en mai 1846, Poncy reçut dans la mâchoire la ruade d'un cheval de soldat, et tout son organisme fut longtemps ébranlé. En août 1847, il fut mordu par un chien qu'on crut enragé. George Sand calma de son mieux ses transes. Heureusement, le chien fut reconnu non hydrophobe.

Côté Nohant, les préoccupations furent tout à fait sérieuses, et de tout ordre : maternelles, intimes, morales, physiques, en

attendant de devenir financières. Nous en avons touché un mot ailleurs (1). Ce furent deux années très cruelles, dont George Sand garda longtemps la brûlure au cœur. Au printemps de 1846, Chopin était malade, et une amie fidèle, Mme Marliani, en danger de mort. George Sand, alors à Paris, se multipliait. « Chopin a été malade, peu dangereusement, Dieu merci, mais ayant toujours besoin de beaucoup de soins. Et pendant ce temps, une excellente amie à moi était à l'agonie. Nous avions perdu tout espoir, j'étais navrée ; j'y passais les nuits ; le jour, j'allais d'un malade à l'autre. Enfin, mon amie est sauvée, et Chopin est guéri. J'ai été malade moi-même à la suite de tout cela. » (22 avril 1846.)

Puis ce sont d'autres alertes : Solange tombe dans un état de langueur inquiétant. Sa mère la soigne, la guérit. Là-dessus elle se fiance avec Fernand de Preaulx, pour rompre presque aussitôt ce mariage. Elle s'est éprise sur ces entrefaites de Clésinger, et force la main à sa mère que ce projet alarmait à juste titre. George Sand est si troublée (son écriture agitée en témoigne) qu'elle tutoie subitement Poncy :

«... J'ai du chagrin moi-même, beaucoup de chagrin, Solange n'a plus voulu épouser l'homme qui l'aimait. Elle a été inconséquente, et un peu *dure*. J'ai respecté son indépendance comme une chose sacrée, mais je n'aurais pas agi comme elle ; j'ai souffert, je souffre encore. Je crains que l'orgueil ne joue un plus grand rôle dans sa vie que la tendresse et le dévouement. Quelle qu'elle soit, sa force et sa volonté sont œuvres de Dieu, et je ne chercherai jamais à les briser. Je te conterai tout cela, ce serait trop long dans une lettre... Je m'aperçois en finissant ma lettre que je vous ai tutoyé contre mon habitude. Cela m'est venu naturellement, comme si j'écrivais à mon fils. Et je ne t'en demande pas pardon. » (5 avril 1847.)

Ce tutoiement devait d'ailleurs disparaître quelques mois après, comme il était venu. Ce qui ne disparaissait pas, c'était le chagrin. Il avait fallu rompre avec Chopin, devenu désormais un obstacle à la paix domestique. Et un second mariage, dans l'entourage immédiat de George Sand, avait été brusquement et cruellement rompu. La filleule de George Sand, Augustine Brault, qui avait dû épouser le grand artiste Théodore Rousseau,

(1) *George Sand et sa fille*, chap. II.

s'en vit subitement abandonnée. L'émotion fut profonde à Nohant, et le contre-coup en atteignit Maurice lui-même. Peu après, heureusement, Augustine fut fiancée à M. de Bertholdi; George Sand la dota. Le mariage de Solange avait fortement entamé ses finances, celui d'Augustine les épuisa. Poncy, invité sur ces entrefaites, dut rebrousser chemin sur un contre-ordre arrivé trop tard. Il se plaignit. George Sand s'excuse, en lui faisant le bilan de cette triste année :

« Avec toi, comme avec presque tout, cette année, je joue de malheur; car ce chagrin (la rupture du mariage d'Augustine) n'a pas été le seul, et ta lettre d'aujourd'hui a été la dernière goutte dans cette coupe d'amertume que je savoure. Il semble que tout ce que j'aime doive souffrir à cause de moi, ou que j'aie perdu l'étoile qui me faisait les guider vers le succès. Ce n'est pas faute de les chérir, mon Dieu! et d'offrir à la destinée ma vie et mon âme pour eux, pour toi comme pour mes enfans, mon cher poète!... — Nous y avons tous passé. En sortirons-nous? mes enfans, vous voyez! Plaignez-moi un peu, et aimez-moi beaucoup : j'en ai grand besoin! » (15 juin 1847.)

Même note, deux mois après, tant la crise fut longue, aiguë. Elle récapitule ses tristesses récentes, et insiste sur l'attitude de Solange vis-à-vis d'elle : « Le mal l'a emporté dans une âme dont j'aurais voulu faire le sanctuaire et le foyer du beau et du bien.

« A présent, je lutte contre moi-même pour ne pas me laisser mourir (1). » (9 août 1847.)

Elle lutte de toute la force morale de son viril courage; elle lutte par le travail aussi, son spécifique souverain. Non qu'elle puisse en ce sens aller aussi loin que Montesquieu, qui écrit : « L'étude a été pour moi le souverain remède contre les dégoûts de la vie, n'ayant jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture n'ait dissipé! » Mais la passion du travail, qu'elle a toujours pu satisfaire au sein des pires épreuves, lui est un cordial puissant. Malgré tant de traverses, elle écrit en 1846 : *la Mare au Diable*, *les Noces de Campagne* et *Lucrezia Floriani;* le charmant *Piccinino*, le tendre *François le Champi*, se composent et se « brodent, » en quelque sorte, parmi les désespoirs de l'année 1847, et elle entame l'*Histoire de ma vie*. Poncy, désormais spectateur intime,

(1) *Corresp.*, t. II, p. 372.

quoique lointain, de cette extraordinaire existence, en suit les événemens au fil des jours, car c'est un besoin pour George Sand de se raconter à ses amis éprouvés : sans doute parce qu' « à raconter ses maux souvent on les soulage, » mais aussi parce qu'elle est née conteuse, que sa vie est le roman même, et qu'entre son existence, à elle, et celle des romans qu'elle imagine, elle ne voit pas de différence essentielle. Et, de fait, il n'y en a pas.

Tous ces accidens domestiques la tiennent plus éloignée de Paris que de coutume. « J'ai un peu perdu l'air qui souffle sur Paris et sur le public. Je vis dans une coquille, » écrit-elle à Poncy, le 14 décembre 1847. Cependant, à Paris, les événemens se précipitaient. L'orage, longtemps couvé, menaçait d'éclater. C'était, en juillet 1847, la propagande réformiste des banquets ; puis le discours radical de Ledru-Rollin à Lille ; bientôt après, la retraite du maréchal Soult, et la présidence du Cabinet dévolue à Guizot. Dès le début de la session (28 décembre 1847), le discours du trône accuse « les passions aveugles ou ennemies. » Les événemens d'Italie surexcitent les passions réformistes. La discussion sur le droit de réunion, l'affaire du banquet du XIIe arrondissement, sont la première étincelle. Et tout à coup, le 9 mars 1848, Poncy reçoit une fulgurante lettre avec cette suscription : *Au citoyen Charles Poncy :*

« Vive la République !... on est fou, on est ivre, on est heureux de s'être endormi dans la fange, et de se réveiller dans les cieux ! » etc. (1). Les temps sont accomplis. C'est la trompette de la révolution de Février.

Ressuscitée, galvanisée, George Sand est accourue auprès de ses amis, pour les seconder. C'est de Paris qu'elle envoie à son poète, — pardon ! au « citoyen » Poncy, — des lettres enflammées qui ressemblent à des Bulletins de la grande armée démocratique. Elle peut se mettre aujourd'hui à la fenêtre : que voit-elle dans la rue ? ses romans qui passent. Même elle y descendra un instant, pour se mêler aux rangs du peuple, et de la « sainte canaille. »

SAMUEL ROCHEBLAVE.

(1) *Corresp.*, t. III, p. 9.

FIGARO ET SES DEVANCIERS

III[1]

VERS LA RÉVOLUTION

XI. — LA PAROISSE

Au milieu du quadrilatère formé par la rue Notre-Dame-des-Victoires, la rue Neuve-des-Filles-Saint-Thomas, la rue Feydeau et la rue de Richelieu, dans l'encadrement de somptueux hôtels, dont le temps avait noirci les larges pierres, s'élevait, avec son église et ses jardins, le cloître des Filles-Saint-Thomas. Le couvent lui-même avait comme dépendances plusieurs hôtels, où quelques gentilshommes et de riches bourgeois venaient faire leur résidence. Un de ces hôtels était attenant à l'église sur la droite, dans le fond de la cour ; la porte principale en donnait sur la rue Neuve-des-Filles-Saint-Thomas. Le 11 avril 1716 étaient venus s'y établir M. et Mme Doublet de Breuillepont.

Louis Doublet, trésorier général du duc d'Orléans, avait épousé, en 1693, Marie-Anne Legendre, fille du fermier général. Quand il mourut, en 1722, sa femme avait quarante-cinq ans. C'était une nature exquise, toute de sentiment. Son esprit orné et bienveillant retenait autour d'elle les personnalités les plus éminentes du monde des lettres et des arts ; elle aussi dessinait et gravait ; mais c'était sa bonté gracieuse qui captivait et groupait en une cour charmante de grands et de nobles esprits.

Parmi ces derniers, un jeune homme, nature rare par les

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juillet 1909.

qualités du cœur et une admirable culture, Louis Petit de Bachaumont. Il était né à Versailles le 2 juin 1690, comme l'indique l'acte de baptême publié par Paul Bayle et Jacques Herblay, en une charmante étude consacrée à la Paroisse. Bachaumont avait donc douze ans de moins que la femme qui allait devenir pour lui une amie fidèle jusqu'à la dernière heure de sa vie.

Sur la longue intimité qui s'établit entre Bachaumont et Mme Doublet, on a jeté la médisance. Par son testament même, Bachaumont y a répondu à l'heure où la vieillesse inclinait cet honnête homme vers la tombe :

« Ayant de grandes obligations à Mme Doublet qui a bien voulu me servir de mère depuis que j'ai eu le malheur de perdre la mienne... »

Mme Doublet vivait seule dans l'hôtel de l'enclos des Filles-Saint-Thomas, où l'abbé Legendre, son frère, et Petit de Bachaumont l'aidaient dans ses devoirs de maîtresse de maison. Elle y recevait écrivains, historiens, philosophes, artistes. Bachaumont gravait les dessins de son amie; enfin, en 1730, il vint aux Filles-Saint-Thomas demeurer au second étage de l'hôtel dont elle habitait le premier.

Bachaumont était magistrat, un magistrat que ses fonctions ne préoccupaient guère. Ses amis l'avaient baptisé « le cher paresseux ; » mais, dès qu'il s'agissait de sauver une œuvre d'art, de protéger un artiste, de faire adopter par l'édilité parisienne les projets d'un architecte de talent, de donner de bons conseils à Boucher ou à Bouchardon, il secouait sa nonchalance. Quant à l'abbé Legendre, de trois ans plus jeune que sa sœur, c'était un joyeux compère, franc buveur et gentil camarade, grand ami de Piron qui le célèbre en ses vers :

Vive notre vénérable abbé
Qui siège à table mieux qu'au jubé !

Avec sa sœur et Bachaumont, il formait, dans la grande « salle de compagnie » de l'hôtel des Filles-Saint-Thomas, ce qu'on appelait « la Sainte-Trinité; » autour d'eux les « Paroissiens. » C'est l'abbé de Bernis qui devint cardinal, l'abbé de Voisenon qui entra à l'Académie, l'abbé de Chauvelin qui était laid à faire peur :

Quelle est cette grossière ébauche ?
Est-ce un homme, est-ce un sapajou ?

l'abbé Xaupy, docteur de la Faculté de médecine, et trois autres médecins encore, Falconnet, Firmin et Devaure; les deux Sainte-Palaye, frères jumeaux; trois académiciens, Mairan, Foncemagne et Mirabaud; des gentilshommes gens de lettres, Pont de Veyle et d'Argental, ce dernier ministre du duc de Parme. Tout ce monde avait beaucoup d'esprit, au point d'en effrayer Piron. « Annoncez bien une bête à Mme Doublet, écrit-il à l'abbé Legendre, et j'y serai bon. »

Au début les femmes étaient exclues de la Paroisse. Mme Doublet obtint qu'elles y fussent admises : Mmes du Bocage, Rondet de Villeneuve, de Besenval et d'Argental. Mme d'Argental était charmante, vive, active, avec une petite tête d'homme d'État et... d'homme d'affaires. « Mes anges, » disait Voltaire en parlant d'elle et de son mari.

Les initiés arrivaient à la même heure dans la grande « salle de compagnie. » Ils y trouvaient vingt-neuf chaises couvertes de panne cramoisie, rangées le long du mur, chacune sous un portrait : les portraits des vingt-neuf paroissiens. Celui de Bachaumont était un pastel de Latour, celui de Mme Doublet la représentait avec sa sœur, Mme Crozat, il était l'œuvre du vieux de Troy. Les Paroissiens prenaient place, chacun sur le siège posé sous son image. Au milieu de la salle, une table de marbre et, près de la porte d'entrée, un bureau sur lequel s'ouvraient deux grands registres : les deux fameux registres de Mme Doublet. Et chacun, par ordre, de produire ce qui était venu à sa connaissance. Toutes les nouvelles étant mises sur le bureau, comme disaient les « nouvellans » des Tuileries, on les examinait. Et, après que ces informations avaient été passées au crible de la critique, elles étaient mises par écrit sur les registres, réservés, l'un aux nouvelles reconnues certaines, l'autre aux nouvelles douteuses. De là s'envolaient ensuite des copies, pour se répandre dans Paris, dans les provinces, par delà les frontières. Et si grande ne tarda pas à être l'autorité acquise par ce bureau d'informations, que les gens demandaient, par manière de précaution, quand on leur apprenait quelque événement :

— Cela sort-il de chez Mme Doublet?

La séance terminée, les Paroissiens passaient dans la salle voisine, où leur était servi un souper de choix, par les soins du président de Bachaumont. Les lettres de Mme Doublet à Mme de Souscarrière nous montrent les gais Paroissiens tumultueusement

groupés autour de la longue table, faisant honneur aux lapereaux de Breuillepont « saupoudrés de serpolet du pays, » que leur présentait La France, laquais de Bachaumont.

Ces « cabinets » de nouvellistes existaient dès le XVIIe siècle. La Bruyère en parle dans ses *Caractères*. L'Académie française elle-même est née d'une société de nouvellistes que Richelieu couvrit de son manteau rouge, et cela est si vrai que, à l'origine, on la nommait l'« académie gazétique. »

Les premières feuilles de nouvelles, qui sortirent du « cabinet » de Mme Doublet, datent de 1737. Ce ne furent d'abord que de simples lettres adressées à des parens, à des amis et contenant des nouvelles, les nouvelles recueillies et commentées dans les réunions des Filles-Saint-Thomas. Correspondance qui prit progressivement un caractère plus régulier, si bien que, en lançant sa fameuse circulaire, par laquelle il annonçait la création d'un service régulier de gazettes manuscrites, Bachaumont ne fit, en 1740, que consacrer la publicité et assurer la fixité d'une organisation qui fonctionnait depuis plusieurs années :

Un écrivain connu entreprend de donner, deux fois chaque semaine, une feuille de nouvelles manuscrites... Un recueil suivi de ces feuilles formera proprement l'histoire de notre temps. Il sera de l'intérêt, à ceux qui la prendront, de n'en laisser tirer de copie à personne et d'en ménager même le secret, autant pour ne pas les avilir en les rendant trop communes, que pour ne pas se faire de querelles avec les arbitres de la librairie. A chaque ordinaire, à ceux qui voudraient la prendre, elle sera payée sur-le-champ par le portier, afin qu'on ait la liberté de l'abandonner quand on n'en sera pas satisfait.

L'« écrivain connu, » de qui parle Bachaumont, paraît bien avoir été l'abbé Prévost ; mais le célèbre romancier ne put se consacrer longtemps aux « manuscrits » de Mme Doublet, ayant été obligé, en décembre 1740, de mettre la frontière entre la police et lui, et précisément pour cause de nouvelles.

Pour compléter leurs informations, les Paroissiens avaient des correspondans en province, voire à l'étranger. Du camp du Roi arrivaient des dépêches signées de MM. de Montesquiou et de Voisenon. Peut-être même Bachaumont et ses amis avaient-ils noué des relations avec les cercles de nouvellistes, semblables au leur, qui, à la même époque, se tenaient dans les provinces, notamment à Dijon.

Des valets recopiaient tout ou partie du grand registre réservé

aux nouvelles reconnues certaines, en cédant parfois, quand les quatre pages de la feuille n'étaient pas pleines, à la tentation de puiser dans le registre d'à côté; puis les paquets étaient portés aux abonnés de Paris, ou mis à la poste pour la province.

Les diverses catégories de souscripteurs recevaient des feuilles différentes : les uns, les informations politiques, celles qui concernaient le Parlement, les « affaires du temps ; » les autres, les informations littéraires et artistiques ; d'autres, les échos mondains, les « on-dit » de la ville, du théâtre et de la Cour.

Voltaire s'adresse à cette agence accréditée pour faire démentir de faux bruits répandus sur son compte :

« Protestez donc, je vous prie, écrit-il à d'Argental, protestez dans le grand livre de Mme Doublet contre les impertinens qui m'attribuent ces impertinences. »

Cette vogue et cette prospérité n'allaient pas sans revers, et le revers du nouvellisme, nous le connaissons, un gouvernement qui fronce les sourcils et mobilise ses estafiers.

Sur l'ordre du ministre de Paris, Berryer, lieutenant général de police, se rendit aux Filles-Saint-Thomas, pour faire à Mme Doublet, au nom du Roi, de sérieuses observations. Mme Doublet le reçut avec une exquise politesse ; mais vingt-cinq ans s'étaient écoulés depuis que les Paroissiens s'étaient réunis pour la première fois, Bachaumont était président au Parlement, Bernis cardinal, Mirabaud, Foncemagne, Mairan étaient de l'Académie, Sainte-Palaye des Inscriptions ; la famille de Mme Doublet arrivait au pouvoir. Berryer fit des représentations que Mme Doublet accueillit avec la bonne grâce la plus séduisante ; les Paroissiens continuèrent de tenir leurs assemblées et les bulletins de circuler ; et avec une activité nouvelle, à partir du moment où Choiseul, neveu de Mme Doublet par son mariage avec la fille de Crozat, fut placé, en 1758, à la tête du ministère.

Bien mieux, sur le tronc principal, vint se greffer un rameau qui grandit, se développa et fut bientôt d'une égale importance.

Nous avons relevé sur la liste des Paroissiens le nom du comte d'Argental, représentant en France de l'infant, duc de Parme. Il avait épousé une amie de Mme Doublet, Jeanne Bosc de Boucher, laquelle ne tarda pas à devenir pour la Paroisse une collaboratrice active.

Bachaumont et Mme Doublet récoltaient et répandaient leurs

nouvelles avec désintéressement. A peine les abonnemens qu'ils faisaient payer suffisaient-ils à couvrir les frais de copie et de distribution. Mme d'Argental établit à son tour, dans son hôtel, un bureau de nouvelles, reproduction des nouvelles de la Paroisse, mais dont elle tirait de sérieux profits, grâce au sens pratique dont sa jolie petite tête était pourvue.

Toute cette organisation nous est révélée par un bulletin devenu célèbre dans l'histoire littéraire du XVIIIe siècle, bulletin rédigé en date du 9 mars 1722, pour l'édification du lieutenant de police, par le chevalier de Mouhy.

De nombreux historiens déjà en ont fait usage et tous ont cru devoir placer Mouhy parmi les habitués de la Paroisse. Ce bulletin même y contredit. C'est à peine si Mouhy, en circonvenant les domestiques, parvient à se procurer des renseignemens, très précieux pour l'histoire, mais incomplets.

« Il faudrait avoir, écrit-il, des gens qui bussent avec des domestiques de confiance ou mécontens. Mais ce qui est certain c'est que Mme d'Argental tient aussi un même bureau de nouvelles, qu'elle est l'intime amie de Mme Doublet comme M. le chevalier de Choiseul; qu'un nommé Gillet, son valet de chambre, est à la tête du bureau tenu par les laquais, que l'on paye à la feuille; que ces bulletins sont bons parce que c'est le résultat de tout ce qui se dit dans les meilleures maisons de Paris; qu'ils s'envoient en province pour 12, 9, 6 francs par mois... S'il me revient d'autres renseignemens, ou que j'apprenne des choses utiles, je me croirais heureux de vous donner les preuves de mon respectueux et parfait attachement. »

La note rédigée par Mouhy, à la demande de Sartine, avait été provoquée par une fausse nouvelle que les gazetins d'Argental avaient lancée le 1er mars 1762 et dont le prince de Beauvau avait eu à se plaindre.

En juillet suivant, autre alerte. Les bulletins de Mme Doublet ont répandu que l'escadre commandée par M. de Blénac aurait été capturée. Choiseul se fâche. Il en écrit à Sartine : « La nouvelle de Mme Doublet est fausse et ne fait de tort à l'escadre du Roi, mais elle fait tort aux papiers publics qui varient suivant de semblables nouvelles. Je n'ai pu m'empêcher de rendre compte au Roi de ce fait et de l'impudence intolérable des nouvelles qui sortent de chez cette femme, ma très chère tante. » En conséquence, le lieutenant de police se transporta de nouveau

aux Filles-Saint-Thomas pour notifier à Mme Doublet que, si de pareilles nouvelles s'échappaient encore de son salon, le Roi la ferait renfermer dans un couvent.

Sartine trouva dans l'hôtel des Filles-Saint-Thomas le même accueil aimable et sceptique que son prédécesseur Berryer y avait trouvé dix années auparavant et le commerce des nouvelles se poursuivit; si bien que, de 1762 à 1766, il fut question, plus d'une fois encore, d'inquiéter Mme Doublet, ainsi qu'en témoigne la présence de son nom sur les listes des individus poursuivis comme nouvellistes, que la police faisait dresser; mais, par protection ou par bonne grâce, la charmante femme fut constamment préservée du péril.

Une troisième branche ne tarda pas à se greffer sur la branche d'Argental, comme celle-ci s'était greffée sur la branche Doublet; l'inspecteur d'Hémery la signale au magistrat :

« Ce n'est point le nommé Lejeune, valet de chambre de M. d'Argental, qui fait les nouvelles à la main; c'est le nommé Gillet, valet de chambre de Mme d'Argental, qui lui permet d'en faire seulement pour la province et non pour Paris, sur une copie que Mme Doublet donne à Gillet, qui retire six livres par mois de ceux qu'il fournit. »

Gillet emploie un commis, Bassan de Beaumont, qui bientôt en profite pour tirer, des « mémoires » qui lui passent sous les yeux, d'autres nouvelles dont il est seul à avoir le profit. Bureaux de gazettes à la main qui sortent les uns des autres — telle une règle à coulisses. Bassan de Beaumont a donc un nouveau groupe d'abonnés — de la première distinction comme toujours. Gillet découvre l'infidélité de Bassan et le congédie; mais celui-ci, fort des abonnés qu'il a réunis, s'adresse à un autre fournisseur de « mémoires, » un moine de Saint-Denis, auquel il donne douze livres par mois et qui tient lui-même ses originaux de Gillet; et Bassan continue son commerce dont les sources sont toujours les registres de Mme Doublet. Il occupe trois copistes et s'abrite sous la protection du commissaire Laumônier, auquel il fait un « service gratuit. » Rien ne manque au tableau. Duval, premier secrétaire de la lieutenance de police, en fait un croquis d'ensemble :

« M. d'Argental, ministre de l'infant duc du Parme, continue toujours la distribution des nouvelles à la main. Les personnes employées dans son bureau les distribuent en sous-ordre...

L'abus est porté au point que les abonnés eux-mêmes en font commerce et que les bureaux de ces nouvelles se multiplient dans Paris... »

En janvier 1766, Bachaumont s'adjoignit comme collaborateur, pour la rédaction des bulletins, Pidansat de Mairobert. C'était un curieux esprit, né à Chaource, en 1727. On le disait fils de Bachaumont et de Mme Doublet, une absurdité. Le 2 juillet 1749, il avait été conduit à la Bastille pour avoir récité dans les cafés et les promenades de Paris des vers séditieux. A cette époque, âgé de vingt-deux ans, Mairobert nous apparait comme un jeune homme épris de littérature, d'indépendance, très frondeur, attaquant les ministres, Mme de Pompadour, le Roi lui-même; il est très fier de nouer des relations avec les écrivains en renom; il colporte leurs œuvres, dont il lit ou récite des fragmens inédits à qui veut les entendre : nouvelliste de Parnasse, poète sans éditeur, écrivain dramatique sans théâtre. Il se prend d'une vive admiration pour Retif de la Bretonne; quant à sa famille, il la fuit : des bourgeois qui voudraient faire de lui un magistrat ou un financier.

L'inspecteur d'Hémery l'a suivi au café Procope : « Ce Mairobert, écrit-il, est un des garçons de Paris, qui aient la plus mauvaise langue. » L'auteur de l'*Histoire privée du règne de Louis XV*, Moufle d'Angerville, le dépeint ainsi :

« Pidansat de Mairobert, vif et souple, intrigant et hardi-parleur caustique, oracle des foyers de la Comédie, courtisan des lieutenans de police, habile à changer de masque et à se faufiler chez les grands, nous figure assez bien un diminutif de Beaumarchais. Remuant comme ce modèle, il lui manque cependant la verve étincelante, le turbulent génie du grand charlatan. »

Mairobert conserva jusqu'aux derniers jours l'esprit critique qui l'avait caractérisé dans sa première jeunesse. C'est sous son influence que l'œuvre collective, dirigée par Bachaumont, prendra bientôt un tour agressif. En lui aussi le nouvelliste se double d'un pamphlétaire. Il est l'auteur des *Anecdotes de Mme du Barry*, qui eurent tant de retentissement sur la fin de l'ancien régime, anecdotes dont un grand nombre avaient circulé comme nouvelles à la main. Enfin, non content de poursuivre l'œuvre de Bachaumont, après la mort de ce dernier, il rédigera pour son propre compte un service de nouvelles à la main, âpres, satiriques, animées déjà de l'esprit révolutionnaire, qui se répandront en se

multipliant, car d'autres nouvellistes y puiseront à leur tour informations et idées. Mairobert est un des écrivains qui ont le plus contribué à frayer les voies à la Révolution; des hommes, de qui la mémoire s'entoure aujourd'hui d'une renommée éclatante, ont eu sur la fin de l'ancien régime beaucoup moins d'action que lui.

En octobre 1770, en présence du flot de nouvelles à la main dont Paris était inondé, Sartine se décide à sévir. Il ordonne des arrestations, mais, comme précédemment, se voit contraint de respecter le ministre de Parme et ses gens, couverts par l'immunité diplomatique; il s'en prend à des sous-ordres, notamment à Lamy de Joursan.

C'était un moine qui, après avoir jeté sa robe de bure, s'était sauvé avec une demoiselle Lenormand de Bonnétable jusqu'en Hollande, où il l'avait épousée. Outre la demoiselle, il avait emporté 6 000 livres, que la petite avait prises à son papa. En Hollande, les villes sont tranquilles, industrieuses, tout en briques; leurs maisons basses et propres se mirent dans des eaux immobiles. Nos amoureux y connurent un bonheur sans mélange, tant que durèrent leurs 2000 écus; puis il fallut rentrer en France, où le galant fut mis en prison, au violent désespoir de sa mie, qui, après avoir beaucoup pleuré, trouva de l'argent, on ne sait comme, corrompit le geôlier et fit évader le prisonnier. Pour vivre, Lamy de Joursan entra au service d'un certain Kauffmann, « interprète de la police pour l'allemand, » et, par surcroît nouvelliste à la main. Il se disait autorisé et, de fait, Lamy de Joursan allait chaque jour porter les feuilles de Kauffmann chez l'inspecteur Buhot, qui les soumettait à l'estampille du magistrat. Kauffmann ne tarda pas à découvrir que son secrétaire, — les secrétaires de nouvellistes se suivent et se ressemblent, — rédigeait des feuilles pour son propre compte et lui détournait des abonnés. Le 20 octobre 1770, il le fit donc mettre à la Bastille, où, pour se venger, Lamy dénonça son patron qui ne se contentait pas, disait-il, de rédiger les feuilles soumises à l'inspecteur Buhot, mais d'autres gazettes secrètes, où le gouvernement était attaqué et qui étaient puisées en grande partie dans les « manuscrits » de Mairobert. Voilà donc Kauffmann mis à la Bastille à son tour et qui, lui aussi, pour s'attirer l'indulgence de ses juges, dénonce ses confrères. Il fait des révélations complètes sur les nouvellistes de Paris.

La souche en est toujours la Paroisse et la « branche principale, » le bureau d'Argental ; puis à côté de cette branche principale, des rejetons : Carsel, maître d'hôtel de Mme Doublet, trafique lui-même de ses nouvelles, qu'il fait transcrire par les six domestiques de la maison, lesquels ensuite les exploitent chacun à son profit. « Il appert par ce qu'on vient d'exposer, dit Kauffmann, qu'il existe actuellement huit bureaux de nouvelles à la main qui, dans le fond, sortent tous par le même canal (la Paroisse), savoir : le bureau de Gillet et de Paul (ce dernier était, comme Gillet, valet de chambre chez les d'Argental), celui de Paul en particulier, et ensuite, celui de chaque scribe en particulier. » Cela faisait même neuf.

Les feuilles publiées par ces derniers bureaux se vendaient bon marché, trois livres, voire deux livres par mois. On les lisait partout. Un certain Jacquinet, « mouche » de la police, se trouve chez trois marchandes de toile associées dans l'enclos du Temple. Plusieurs autres femmes sont encore là. Jacquinet ignore leurs noms. L'une d'elles, âgée d'environ cinquante ans, est coiffée à la paysanne. Elles sont toutes curieuses d'écrits prohibés et, après le dîner, quand les plats ont été reportés à la cuisine, elles se mettent, les coudes sur la table, à lire les feuilles de nouvelles. Kauffmann cite non seulement des marchands, mais des ouvriers de la rue Montmartre qui s'y abonnent et les lisent avec avidité.

La Révolution approche. Les nouvelles à la main descendent dans la rue et montent aux mansardes. Les « Paroissiens » n'auraient pu rêver plus grand succès ; mais il se produisait à leur déclin. En 1768, des opérations hasardeuses ont ruiné Bachaumont ; la même année, les feuilles de la Paroisse annoncent la mort de l'abbé Legendre, le frère de Mme Doublet, l'un des trois membres de la Trinité. Mme Doublet, toujours délicieuse, était devenue une petite vieille ratatinée ; elle était ridée comme une pomme de reinette, coquette encore. Et les autres Paroissiens ? L'abbé de Chauvelin était mort, ainsi que l'ami Falconnet. Comme on demandait à Voisenon :

« Que faites-vous ?

— Je suis en train de mourir. »

Piron disait :

« Dame Nature m'a crevé les yeux, arraché les dents, creusé la poitrine, affaibli l'estomac. »

Bachaumont s'éteignait le 28 avril 1771, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il mourait comme il avait vécu, sceptique, aimable et bienveillant. On lui parla, sur ses derniers momens, des consolations de l'Église :

« Je ne me sens pas affligé. »

Ses entours n'en firent pas moins venir un prêtre, qui ne put pas tirer autre chose du mourant que :

« Monsieur, vous avez bien de la bonté. »

Mais quand on lui donna l'extrême-onction :

« Fi! quelle horreur! »

Car l'huile sentait mauvais.

Personne n'eut le courage d'annoncer cette mort à Mme Doublet.

« On voulut épargner un coup trop rude à la pauvre créature de quatre-vingt-quatorze ans qui, depuis un demi-siècle, n'avait jamais quitté cet ami. On lui cacha la mort de Bachaumont. On lui dit qu'il avait dû partir brusquement. La pensée qu'il venait de s'éloigner, sans prendre congé d'elle, lui causa un chagrin... » dont elle mourut.

Ces dernières lignes sont encore empruntées à la charmante étude que Paul Beyle et Jacques Herblay ont consacrée à la Paroisse.

Pidansat continua l'œuvre de Bachaumont et en commença l'impression sous le titre : *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres en France, depuis 1762 jusqu'à nos jours*. On sait l'importance de ce vaste recueil, généralement nommé *le Bachaumont*, non seulement pour l'histoire littéraire de son temps, mais encore pour l'histoire générale.

Après que Pindansat de Mairobert se fut suicidé, le 27 mars 1779, sa tâche fut reprise et achevée par Moufle d'Angerville.

En regard des *Mémoires secrets*, il importe de signaler un autre grand recueil de nouvelles à la main, qui, à peu d'années près, date de la même époque : *La Correspondance secrète, politique et littéraire ou Mémoires pour servir à l'histoire des Cours...*, connue généralement sous le nom du plus célèbre « nouvellant » de ce temps, le bonhomme *Métra*.

Métra n'eut rien de commun avec la *Correspondance secrète*. Celle-ci est l'œuvre d'un bureau de nouvellistes semblable à la Paroisse, mais qui est parvenu à se soustraire aux investigations des policiers et à celles des historiens.

MM. Paul d'Estrée et Maurice Tourneux ont démontré que

les nombreux recueils de nouvelles manuscrites qui ont été publiés, ainsi que ceux qui sont encore signalés comme inédits dans les dépôts d'archives, ont eu tous pour source, soit les nouvelles de la Paroisse, soit les nouvelles dites de Métra.

Cinq années après la mort du président de Meynières, le dernier survivant des Paroissiens, se tenaient dans l'enclos des Filles-Saint-Thomas, dont le couvent était supprimé (1790), des séances autrement orageuses que celles de l'aimable Paroisse : c'étaient les grands jours de la section révolutionnaire. Admis au seuil d'une pareille assemblée, la gracieuse Mme Doublet et le bon président de Bachaumont auraient reculé d'effroi ; — rien n'avait cependant contribué plus que leurs jolies causeries de dilettantes raffinés à produire cet épouvantable vacarme.

*
* *

Nous voici arrivés à la fin de cette étude, et nous n'avons pas encore parlé de ceux qui ont donné à l'industrie gazétique, — dont nous avons essayé d'indiquer les origines et le mécanisme compliqué ,— son éclat et sa renommée. C'est l'abbé Raynal, auteur célèbre de l'*Histoire philosophique des Indes*, qui fonde la correspondance littéraire, bientôt nommée *Correspondance de Grimm*. Il a pour abonnés MM. de Saint-Séverin et de Puysieulx, la duchesse Dorothée de Saxe-Gotha. Son œuvre est identique à toutes celles que nous avons étudiées. Vers 1754, il cède son entreprise au baron Grimm. Celui-ci ne tarda pas à se mettre au premier rang parmi ses confrères de la chronique manuscrite. Il est le prince des nouvellistes. Outre la duchesse de Saxe-Gotha, il compte au nombre de ses « chalands, » comme il dit, la grande Catherine, le grand Frédéric, Caroline, landgrave de Hesse, Stanislas-Auguste, roi de Pologne, le grand-duc de Toscane. Il a pour collaborateurs Diderot, Meister, Mme d'Épinay. Les Salons de Diderot étaient, comme il a été dit, des nouvelles à la main pour le recueil de Grimm. Citons encore les nouvelles à la main de Crébillon fils, celles de Favart, celles de Fréron, sans oublier la correspondance que Mme de Staël adressait sous le titre de « Bulletin de nouvelles » à Gustave III, roi de Suède ; enfin La Harpe. Voltaire avait songé, en 1773, à le donner pour successeur à Thiériot, comme correspondant du grand Frédéric. En 1774, La Harpe commença d'envoyer des gazetins au grand-

duc Paul de Russie, plus tard empereur, service qu'il continua jusqu'au seuil de la Révolution — 1789.

XII. — FIGARO

Significative coïncidence : en 1785, l'année même où disparaissait le dernier membre de la Paroisse, Beaumarchais, digne d'occuper un fauteuil dans cette académie gazétique, expiait, au fond d'une cellule de Saint-Lazare, *le Mariage de Figaro*, où il avait donné l'apothéose et la synthèse du nouvelliste, sous les traits du génial barbier. Le talent de l'écrivain a fini par nous habituer à son personnage ; il nous l'a imposé à force de verve, d'esprit et de gaîté. Et nous ne nous demandons pas ce qu'il peut y avoir d'étrange dans ce valet de chambre, barbier et chirurgien, qui fait des vers et, au moment même où le rideau se lève, *chantonne gaîment, un papier et un crayon à la main :*

Le vin et la paresse
Se partagent mon cœur,
Si l'un a ma tendresse...
L'autre fait mon bonheur,

« Fi donc ! c'est plat. Ce n'est pas ça... Il me faut une opposition, une antithèse :

Si l'une est ma maîtresse,
L'autre est mon serviteur.

« Hein ! hein ! quand il y aura des accompagnemens là-dessous, nous verrons encore, messieurs de la cabale, si je sais ce que je dis... »

Car Figaro est auteur dramatique. Bien avant M. Henri de Bornier, il a mis Mahomet sur la scène, et, bien avant M. Henri de Bornier, il voit sa comédie interdite par égard pour le Grand Turc :

« ... A l'instant, un envoyé se plaint que j'offense dans mes vers la Sublime Porte, la Perse, une partie de la presqu'île de l'Inde, toute l'Égypte, les royaumes de Barca, de Tripoli, de Tunis, d'Alger et de Maroc ; et voilà ma comédie flambée... »

Si bien que la Muse, non plus que la lancette et le plat à barbe ne parvenant à l'enrichir, Figaro ne sait où dîner le soir :

« Mes joues creusaient ; mon terme était échu : je voyais de

loin arriver l'affreux recors, la plume fichée dans sa perruque; en frémissant je m'évertue. Il s'élève une question sur la nature des richesses, et, comme il n'est pas nécessaire de tenir les choses pour en raisonner, n'ayant pas un sou, j'écris sur la valeur de l'argent et sur son produit net... »

Figaro est mené à la Bastille.

Puis « las de nourrir un obscur pensionnaire, » on le remet dans la rue. Le voilà nouvelliste.

« Comme il faut dîner, quoiqu'on ne soit plus en prison, je taille encore ma plume et demande à chacun de quoi il est question. »

Figaro va se mettre nouvelliste « privilégié : »

« Pendant ma retraite économique, il s'était établi un système de liberté sur la vente des productions, qui s'étendait même à celles de la presse... Pourvu que je ne parle, dans mes écrits, ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement sous l'inspection de deux ou trois censeurs... »

Et Figaro de lancer sa feuille hebdomadaire. Aussitôt surgissent les confrères et toutes les vilenies professionnelles que nous avons racontées :

« Pou-ou! je vois s'élever contre moi mille pauvres diables à la feuille ; on me supprime... »

Le malheureux pense à se suicider, lorsqu'un dieu bienfaisant le rappelle à son premier état.

« Je prends ma trousse et mon cuir anglais, puis, laissant la fumée aux sots qui s'en nourrissent et la honte au milieu du chemin comme trop lourde à un piéton, je vais, rasant de ville en ville et je vis enfin sans souci... Un grand seigneur passe : il me reconnaît... »

En dépit des décors et des costumes, la scène est en effet à Paris. Beaumarchais a soin de nous en avertir. Il a « sorti » son héros de la réalité. Au fait, combien en avons-nous déjà rencontré de Figaros, au cours de ce récit, ne fût-ce que dans la « société » de Rambaud? C'est Tollot, Sarazin, Lacroix, La Pierre, tous domestiques, tirant l'épée, maniant la plume, courant les spectacles.

« Depuis deux mois, dit Sarazin, j'errais, vagabond, sans rien

faire que donner quelques leçons de musique pour subsister et continuer la théologie pour embrasser l'état ecclésiastique, dégoûté du monde, — on croit entendre Figaro, — quand je fus rencontré, rue Saint-Denis des nommés Tollot et Felmé qui me proposèrent d'aller en Hollande pour leur envoyer des nouvelles... »

C'est ce Tollot lui-même, de qui l'on a déjà indiqué la parenté étroite avec celui que Bazile appellera un « potillon de gazette. »

Et combien d'autres nous passent sous les yeux en feuilletant ces Archives de la Bastille, qui sont en quelque sorte les états de service des nouvellistes. Pierre Brunel fut écroué le 12 septembre 1722 dans le sombre château du faubourg Saint-Antoine, comme Figaro, pour délit de nouvelles. Il était cuisinier de son état et, comme Figaro, nouvelliste par occasion; et si, entre temps, il ne faisait ni barbes ni saignées, à l'instar du valet du comte Almaviva, « il montrait le flageolet et apprenait à chanter aux serins. »

Il est de ces gazetiers qui ont jusqu'au style du barbier de Séville. Dubreuil avait servi l'abbé Antonio Conti à Venise. Après avoir quitté son maître, il se fit nouvelliste à Paris et sut assez se souvenir de son ancien maître pour venir lui demander de s'inscrire comme abonné :

« Le parti que j'ai pris, lui écrit-il en 1727, vous surprendra peut-être. N'ayant pu me résoudre, après avoir perdu un si bon maître, à en prendre un autre, auprès duquel je n'eusse jamais trouvé les mêmes agrémens, j'ai cru ne pouvoir mieux faire que d'en servir plusieurs à la fois. Je me suis fait à la Cour et à la Ville des relations fidèles, que je donne pour dix et douze livres par mois, et comme ce commerce demande un secret inviolable, et que la crainte d'être puni me retient, il ne m'est pas jusqu'ici fort avantageux. Si vous acceptez mes services... »

Ce serait une énumération interminable que la liste de tous les domestiques, maîtres d'hôtel, laquais, valets de chambre, mirebalais, suisses, portiers, cuisiniers, jocqueys, haut-le-pied, qui furent poursuivis et incarcérés, souvent à la Bastille, comme nouvellistes à la main. Tel Louis Lecomte, maître d'hôtel de la présidente de Barillon, à la Bastille en 1659. Il dirigeait un bureau de nouvelles, avec la collaboration d'un laquais, Pierre Gagneron, d'un fruitier nommé Leclerc et du « gargotier » Rémy.

Jean Mocque, colporteur de profession, distribuait leurs feuilles dans Paris, et Nicolas Dupin, « domestique sans condition, » en faisait l'expédition pour la province. Tel encore Claude Chabot, étudiant en théologie et valet de chambre de M. de Laage, à la Bastille le 5 octobre 1669, condamné aux galères le 30 décembre pour gazettes contre le Roi ; ou bien Jacques Coquaire, valet de chambre et maître de latin, embastillé à deux reprises, en 1712 et en 1715, pour nouvelles à la main.

Par ordre du 8 mars 1757, est enfermé Jean Champclos, cuisinier de l'abbé de Guillerin, comme entrepreneur de nouvelles et chef d'une imprimerie clandestine. De la Bastille, il fut transféré à la Conciergerie le 12 juin 1757. Il satirisait l'archevêque de Paris et le comte d'Argenson, ministre de la Guerre. Celui-ci ne tarde pas à tomber en disgrâce. Il est exilé en sa terre des Ormes, où il s'entoure de nouvellistes et devient le modèle qui pose devant Beaumarchais pour la figure du comte Almaviva. Au reste, c'est à l'époque même où Beaumarchais entre en scène que le type du nouvelliste atteint tout son éclat.

Les débuts dans le journalisme d'Antoine-Joseph Gillet, valet de chambre dans la maison d'Argental, remontent à 1764. En 1770, il a groupé comme collaborateurs : Domanges, fils du cocher de Mme Doublet, Thomas, ancien valet de chambre de Bachaumont, Cabirol, valet de chambre du marquis de Montesquiou, Alphonse Landrieux, ci-devant laquais. Un joli bureau de rédaction. Gillet a soixante-trois souscripteurs. Il n'est aujourd'hui journal du high-life qui ne les lui enviât : le comte d'Argenson aux Ormes, le duc d'Harcourt à Caen, le vicomte de La Rochefoucauld, le comte de Biré, le marquis de Gouffier, les comtes de Narbonne, de Diesbach, de Toustain, de Sesmaisons, le prince de Chimay à Bruxelles et le prince Emmanuel de Salm à Madrid, plusieurs évêques, le premier président Molé, plusieurs intendans, — le reste à l'avenant.

Cet Antoine-Joseph Gillet, valet de chambre de la comtesse et secrétaire du comte d'Argental, était d'ailleurs seigneur d'importance et son camarade Figaro n'eût pas dédaigné de se dire son cousin.

Il avait qualité de « bourgeois de Paris. » Sa fille, Marie-Sophie, le seconda, le remplaça bientôt comme secrétaire du représentant du duc de Parme à Paris. En 1767, Sophie Gille épousa René-Charles de Vimeux, qui accepta, pour lui et pour

sa jeune femme, la table et le couvert à l'hôtel du ministre de Parme. Mme de Vimeux anima par son esprit et par sa grâce le salon du comte d'Argental, et quand celui-ci fut devenu veuf et eut été frappé de cécité, l' « aimable Sophie » devint l'Antigone du vieux diplomate. Argental mourut le 5 janvier 1788 en laissant à « M. Gillet, son secrétaire depuis trente-trois ans, » 995 lb. de rentes perpétuelles, plus 1 000 lb. de rentes viagères, et à Mme de Vimeux, outre 1 000 lb. de rentes, le portrait d'Adrienne Lecouvreur et le buste de Voltaire par Houdon. Mais le fidèle serviteur ne put survivre à son maître : huit jours après, il était mort. Ici du moins il diffère de Figaro, qui n'eût sans doute pas permis que le décès du comte Almaviva troublât si gravement son existence.

Au reste, dès le XVIIe siècle, le théâtre avait connu le valet de chambre nouvelliste. Tel Merlin dans la *Comédie sans titre*, où Boursault met en scène la rédaction du *Mercure*.

> Tant que dure le jour, j'ai la plume à la main :
> Je sers de secrétaire à tout le genre humain.
>
> . . . . . .
>
> Fable, histoire, aventure, énigme, idylle, églogue,
> Noces, concerts, cadeaux, fêtes, bals, enjoûmens,
> Soupirs, larmes, clameurs, trépas, enterremens,
> Enfin quoi que ce soit que l'on nomme nouvelle,
> Vous m'en faites garder un mémoire fidèle...

Cette situation accordée au valet dans l'ancien régime répondait à la conception sociale de nos pères. Les plus grands seigneurs de la Cour y recherchaient les fonctions domestiques. Un commerçant dérogeait, un laquais ne dérogeait pas.

L'Anglais Sacheverell Stevens, visitant Paris sous Louis XV, est surpris de voir seigneurs et laquais vêtus avec une égale magnificence. « Ordinairement un laquais du bon ton, dit Mercier, prend les mœurs de son maître, son geste, ses manières ; il porte la montre d'or, des dentelles... » Le maître, dit le même Mercier, entretient une comédienne, le laquais une petite marchande de modes : le laquais est mieux partagé.

« Le valet de chambre d'un homme en place, observe encore Mercier, jouit quelquefois de 40 000 lb. de rente. Il a lui-même un valet de chambre, lequel en a un autre sous ses ordres. » Un des valets du duc de Valentinois était collectionneur, amateur des « moindres bagatelles élégantes. » C'est lui qui acheta la fa-

meuse tabatière de Saxe garnie d'or que Fréron tenait de Piron.

Ces laquais, de qui les fonctions n'étaient souvent que décoratives, passaient des heures entières dans les antichambres avec les domestiques d'autres personnages. Quelles longues causeries et, soit dit en passant, quelle favorable occasion à s'approvisionner de nouvelles! Le valet de chambre est attaché à la personne du maître et pénètre dans son intimité. Il emploie ses loisirs à lire des romans, les livres nouveaux. La comédie de château était florissante. Lafleur et Manette jouent les rôles de Frontin et de Lisette, ou d'Annette et de Lubin, dans les pièces où Monsieur, Madame et Mademoiselle jouent les Léandre, les Clorinde et les Phylis.

Au reste, Frontin est souvent plus instruit que Léandre, Figaro est plus lettré que le comte Almaviva. Dans les *Précieuses ridicules*, les personnages du marquis de Mascarille et du vicomte de Jodelet sont poussés à la charge, mais est-il bien certain que les jeunes muscadins, leurs maîtres, eussent été capables de tenir leurs rôles? Une parade du XVIIIe siècle met en scène un de ces petits-maîtres qui veut prendre un valet : « Un jeune gentilhomme, dit-il, ne peut décrotter ses souliers tout seul, et surtout, quand il veut envoyer une lettre à un ami, il faut bien avoir quelqu'un pour l'écrire. »

Gourville dictait ses *Mémoires* à ses domestiques. « Le plus ancien d'entre eux, dit-il, se nomme Belleville. Il est avec moi depuis trente-deux ans. Il est devenu fameux nouvelliste, fort accrédité dans l'assemblée du Luxembourg. » Gourville était très mal avec La Bruyère, qui s'en prend à Belleville : « Le devoir des nouvellistes est de dire : « Il y a tel livre qui court et qui est imprimé chez Cramoisy ou chez Michallet, en tels caractères; il est bien relié et en beau papier; il se vend tant. » Il doit savoir jusques à l'enseigne du libraire qui le débite. Sa folie est de vouloir en faire la critique. » Mais Belleville faisait la critique des *Caractères*.

Il avait suivi son maître dans ses voyages et ambassades ; et souvent avec lui, tout en lui accommodant sa perruque, il s'était entretenu des secrets du Cabinet. De là des connaissances spéciales qui l'avaient mis en valeur parmi les « pelotons » du Luxembourg.

Voltaire estimait que les *Mémoires* de Dangeau n'étaient pas du marquis, mais un recueil de nouvelles écrites par un de ses

domestiques. Et Voltaire lui-même n'eut-il pas plusieurs valets de chambre pour secrétaires, notamment Longchamp que lui avait cédé Mme du Châtelet?

Un grand nombre de ces laquais étaient également chirurgiens et, comme les chirurgiens étaient barbiers, ils étaient barbiers. Cette réunion du plumeau, de la lancette et de la savonnette dans une même main apparaît souvent dans la correspondance de Gui Patin. Les Archives de la Bastille abondent en dossiers relatifs à ces valets de chambre barbiers et chirurgiens, désignés sous le nom de « chamberlains. » Ils en arrivaient à faire de la médecine et, — comme Figaro, — les docteurs de la Faculté les poursuivaient pour exercice illégal.

Edmond Ranquet, valet de chambre et barbier du maréchal de Luxembourg et son chirurgien, fut mis à la Bastille le 20 mai 1670 pour nouvelles à la main; c'est Figaro au grand complet.

Figaro, au reste, ne se contente pas de rédiger des nouvelles, il écrit ses mémoires. Le voici au service du grand Mirabeau. Il s'appelait Legrain, né en 1752, de pauvres paysans, dans un petit village du futur département de l'Aisne. « L'hiver on allait à l'école jusqu'à douze ou quatorze ans. » Il entra d'abord comme domestique chez les Bénédictins; puis il passa parmi les quarante domestiques de l'abbé de Vauclair. A la table de l'abbé de Vauclair, il servit Mesdames de France, ce qui ne laissa pas que de lui monter la tête. Enfin, en 1780, il vint à Paris. « Il avait de la probité, dit M. Dauphin-Meunier, de la probité sans excès de scrupules et de l'honneur même. » Legrain parvint à faire agréer ses services de la marquise de Tourzel. Le marquis était honnête homme.

« Son valet de chambre me dit un jour :

« — J'ai pris M. le marquis au berceau; voici trente-cinq ans que je suis avec lui. Je parierais ma tête contre douze sols qu'il n'a jamais vu d'autre femme que la sienne et Mme la marquise la même chose.

« Je lui réponds :

« — Chose bien rare, surtout dans le grand. »

Mais Legrain ne voulait pas demeurer au service d'une femme. En 1781, Mirabeau sortait du donjon de Vincennes, nu comme ver et décrédité :

« Mes profits ne seront pas grands, » pensait Legrain.

« Votre maître n'est pas trop aisé, » lui dit un camarade « si vous restez trois semaines, vous serez un bon garçon.

« — Il est donc possible que je reste un mois. »

Le marquis de Mirabeau, le père de son nouveau maître, était le premier à le décourager :

« — Si tu as un peu d'argent, qu'il t'en demande quelque chose, dis-lui que tu n'en as pas. »

Cependant Legrain tint bon et s'attacha à la fortune du futur tribun.

En plein hiver, brusquement, Mirabeau l'informe qu'on part pour la Franche-Comté. Ce qu'il ne lui dit pas, c'est qu'il s'agit d'aller faire annuler la condamnation capitale prononcée naguère contre lui pour rapt de Sophie de Monnier, — exactement l'histoire du marquis de Mirabel et de Nicolas Tollot notée plus haut.

Un avocat est du voyage. L'oncle de l'avocat affirmait à Legrain qu'on allait en ambassade. Legrain n'en doute pas, et déjà il voit sa fortune faite. A Brinon, charmant intermède. « La cuisinière de la dame du frère de M. l'avocat » se met avec notre domestique du dernier bien. Elle avait dix-sept ans, gorge rondelette et minois fripon. Notre valet conte cette anecdote d'une plume alerte.

« Je vois que le temps presse, je me dis : — Il ne faut pas perdre de temps. »

Effectivement, le temps ne fut pas perdu. Mais il n'est bonheur qui dure. Il fallut se remettre en route. « L'on monte en voiture. Je dis au postillon :

« — Partez.

« Elle veut absolument que je prenne un peu de liqueur. Je me dépêche, nous nous embrassons, je monte à cheval, elle m'éclaire.

« — Faut-il que vous partiez par ce temps-là et si vite ?...

« Je lui donne la main, je pars ventre à terre. »

A une journée de là, l'essieu de la voiture vint à se rompre.

« — Monsieur, dit Legrain, j'aurais mieux aimé qu'elle se brise à Brinon, chez le frère de M. l'avocat, que de se faire une égratignure ici !

« — Oh ! je t'entends, » fit Mirabeau.

C'est à l'auberge de Salins que Legrain découvre dans quelle sorte d'ambassade il est embarqué.

« — Legrain, lui murmure à l'oreille son maître, ne prononce pas le mot de Mirabeau, que je ne te le dise.

« — Cela suffit, monsieur.

On se dirige vers Pontarlier. Deux pieds de neige. Les arbres découpent leurs branches noires sur le ciel gris : de rares vols de corbeaux ; puis rien. Enfin un homme sur la route ; il approche, croise la voiture :

« — Qu'on arrête, voilà Bourrier ! s'écrie Mirabeau.

— Ma foi, monsieur, on voit bien que la neige vous éblouit, car c'est un perruquier.

« — Précisément, appelle donc !

Le témoignage de ce Bourrier, logeur et traiteur du comte à Pontarlier, lui avait fait trancher la tête, — en effigie. Mirabeau le secoue, l'embrasse.

— Voilà une belle ambassade ! pensait Legrain.

A Pontarlier, l'avocat descend. On arrive aux Verrières-Suisse.

« — Pardon, monsieur le comte, si je vous interromps, fait Legrain.

« — Parle.

« — Monsieur, quand je suis parti de Bignon, l'oncle de votre avocat m'a dit que vous étiez nommé ambassadeur et que j'allais faire mon chemin avec vous. Il paraît que ce soit possible en fait de chemin, mais pas en fortune... Quoi qu'il en soit, soyez sûr de moi. Ayez tort ou raison, je ne vous quitte pas que vous ne soyez débarrassé...

« — Je puis donc compter sur toi?

« — Oui, monsieur le comte, en service et en probité. D'ailleurs, monsieur votre père m'a dit qu'il se reposait sur moi. Je lui ai donné ma parole.

Et voilà Legrain qui part en qualité de négociateur, tantôt à Pontarlier, tantôt à Neuchâtel, visitant le chancelier, visitant les juges. Il s'agissait d'obtenir du Conseil de Neuchâtel d'interdire aux témoins suisses de venir déposer en France. C'est Legrain qui mène l'affaire. Il ne débride pas, brûlant les étapes, par des chemins où le cheval enfonce dans la neige jusqu'aux jarrets.

— Te voilà déjà revenu, lui dit Mirabeau.

— Je n'ai pu revenir plus tôt.

— Je le crois bien, comme te voilà fait !

Mirabeau avait dû se constituer prisonnier à Pontarlier. Le concierge de la geôle lui céda son propre logis et s'installa lui-même avec sa famille dans la prison.

Cependant Legrain avait pris à cœur les affaires de son maître, auquel l'avocat du Roi à Pontarlier, un nommé Pion, était hostile. Legrain traversait la grande place à cheval. Arrive toute une meute. « Parmi ces chiens il se trouva M. Pion... Comme j'avais un bon fouet de poste, que je savais bien le manier, je n'ai pas voulu lui couper les yeux ; je lui ai seulement coupé la figure, avec les deux oreilles. »

On imagine la belle rumeur : Legrain fut traduit en justice à Besançon, mais à force de parler, d'expliquer, de poster adroitement de menues inexactitudes aux bons endroits, — ô Figaro ! — le rusé compère parvint à se tirer d'affaire. Mirabeau aussi.

Legrain est devenu le conseiller et le mentor de son maître ; il lui fait payer une partie de ses dettes, celles qui sont dans la basse classe, « parce qu'elles sont criardes. » Survient le fameux procès de 1783, de Mirabeau contre sa femme, — « contre » est mal dit, puisqu'il plaidait en « réunion. » Mirabeau se révèle le premier orateur de son temps. Il a publié son livre sur les lettres de cachet. Il est célèbre et les éclats de sa renommée mettent en lumière le fidèle Legrain. De la gloire, mais peu d'argent. Faute d'argent, les chevaux se mordent. Mirabeau et Legrain voulurent régler leurs comptes ; ils en vinrent aux coups.

« Monsieur le comte, nous avons raison tous les deux. Vous pouvez prendre un domestique si vous n'en avez pas, et moi un autre maître. Vous aurez plutôt trouvé un mauvais domestique, que moi un bon maître.

« — Eh bien ! en attendant, voilà des commissions, il faut les faire ; et voyez que ma chambre est tout sens dessus dessous.

« — J'ai une place, je suis sûr d'être reçu, je sais les prix de la maison, tout cela me convient. Je suis sûr, en n'entrant pas là, que je ferai une sottise. Enfin, je me détermine à rester avec vous, monsieur. »

Legrain demeura auprès de Mirabeau jusqu'à l'heure de sa mort. Entre temps, il se marie, et sa femme, qu'il avait connue servant Mme de Nehra en qualité de femme de chambre, sous le nom d'Henriette, s'attacha au grand tribun comme son mari. Bien qu'enceinte, elle le soigna durant sa dernière maladie avec un admirable dévouement.

Les derniers momens du puissant orateur sont contés par Legrain en termes émus :

« Le matin, il aperçut la verdure des arbres de son jardin et dit :

« — Menez mon lit auprès de la croisée, que je la voie avant de mourir. »

« Et il dit, étant arrivé auprès :

« — Belle verdure, tu parais à l'instant que je m'en vais. »

Le récit est très beau, très simple. Figaro écrit de sa meilleure plume ; mais l'émotion devient trop forte, ce sont des phrases heurtées, inachevées, on les lit entrecoupées de sanglots :

« Quelque temps toujours parlait, tout à coup baisse tout à fait ; la parole lui manque. Toujours connaissance jusqu'au dernier soupir, fait signe que l'on lui donne une plume et dit adieu, pour toujours, à tout le monde qui était dans les chambres et à tous les Français, fait signe à sa garde-malade (Henriette), qui le soutenait, de se détourner pour ne pas le voir passer.

« C'était une fière révolution dans la rue.

« Comme tout le monde était dans le plus morne silence pendant trois jours... »

On était en avril ; une matinée de printemps, fraîche, baignée de lumière claire, sans soleil ; des brumes légères estompaient de buée humide, argentine, la « belle verdure » du jardin.

Là s'arrête le manuscrit. Legrain s'était retiré, avec la bonne Henriette, à Pontarlier ; mais on y dépanthéonisait Mirabeau comme à Paris. Les fidèles serviteurs retournèrent dans la capitale, où le fils adoptif du grand tribun, G. Lucas de Montigny, les entoura d'égards affectueux.

Et Legrain « en se mettant en écrit, » mit en écrit son maître.

Une belle fin pour Figaro.

Car la Révolution, en proclamant la liberté de la presse, devait clore l'histoire des nouvellistes à la main.

FUNCK-BRENTANO ET PAUL D'ESTRÉE.

GRUNDTVIG

ET LE

RELÈVEMENT DU DANEMARK AU XIXe SIÈCLE

La renaissance d'un petit pays, ou plus particulièrement d'une population de paysans, par l'école, et, pour préciser, par l'école supérieure populaire, libre, privée : le cas de nos jours a de quoi surprendre et mérite qu'on s'y arrête un moment! C'est le cas, c'est l'exemple que nous offre une petite nation chère à la France et à qui chère est la France, une nation qui, comme la France, a subi depuis un siècle les plus cruels revers, et qui, du milieu de ces revers, a su se relever, se régénérer de la façon la plus virile et la plus méritoire : je veux dire le Danemark. Il y a près de cent ans, le Danemark émergeait à peine, meurtri et démembré, d'une terrible crise où son existence politique avait failli sombrer. La conscience de la nation s'était obscurcie; le pays semblait avoir perdu jusqu'au désir de vivre. Or voici que bientôt, sous l'influence d'une élite de penseurs, de poètes, d'hommes d'Église ou d'école, en tête desquels il faut placer l'éminent évêque et écrivain Grundtvig, le « prophète du Nord, » la nation se ressaisit, elle retrouve son âme, et, l'organisme national réagissant avec vigueur sous l'influence des idées nouvelles, le peuple danois se redresse de toute son énergie pour reprendre peu à peu par le caractère et le travail, malgré les épreuves nouvelles qui l'attendent au milieu du siècle, l'une des premières places parmi les plus prospères des États. Retracer brièvement les lignes générales de ce relèvement, et la physionomie de son principal protagoniste, étudier ensuite co

qui en a été le facteur le plus puissant, l'organe le plus efficace, c'est-à-dire l'école populaire appelée, du nom de son créateur, l'École Grundtvig, tel est l'objet des pages qui suivent. Mais esquissons d'abord, d'après des notes de voyage et des documens récens, quelques traits du caractère national danois au temps présent (1).

I

Petite nature simple, douce et mesurée : telle est l'impression que laissent au passant les paysages danois, îles ou presqu'îles, terres basses coupées de bras de mer, plaines vertes à la surface à peine ondulée, avec, çà et là, de frais vallons de rêve. Rien qui fasse saillie : point de montagnes, de lignes élancées et hardies, point de grandeur ni d'abîme, mais des dunes mouvantes et des tourbières, des landes, comme en Jutland, quelques fjords pittoresques, de grands lacs tristes cernés de hêtres comme le lac de Skerrit en Sélande. De même, point de grands contrastes dans les saisons : le climat est tempéré, peu excitant ; la lumière douce, souvent vaporeuse et mélancolique ; il n'y a pour frapper l'imagination ni soleil de minuit, ni aurores boréales. Partout les horizons sont bornés par la mer, « l'élément libérateur dans la nature comme dans la civilisation, » qui « relie et rattache plus qu'il ne sépare (1). » Ciel et mer, vagues et vents, sont seuls à changer ici, dans leur variété incessante, l'aspect uniforme des choses.

Cette nature calme et un peu grise a son reflet dans l'âme des paysans, comme elle l'a dans leurs yeux : elle a fait cette âme à son image. Simplicité, douceur, bonhomie, telles sont, avec une saine pondération dans une intelligence d'ailleurs vive et mobile, les qualités typiques du caractère populaire en Danemark. D'instinct, on est bienveillant pour le prochain, prévenant pour l'étranger, sans rien de la rudesse coutumière aux voisins allemands, ni de la roideur, du quant à soi, des frères norvégiens. La vie sociale même est empreinte d'un heureux

(1) *Le Danemark, État actuel de sa civilisation et de son organisation sociale*, par J. Carlsen, H. Olrick et C. U. Starcke, Copenhague, 1900. — *Le Danemark, histoire et géographie, situation sociale et économique*, par H. Weitemeyer, Copenhague, 1889. — Rapports consulaires et enquêtes étrangères diverses.

(2) *Le Danemark*, p. XXVII et XXVIII.

caractère d'intimité, « qui sent la famille. » L'individu « est beaucoup plus *lui-même* que citoyen d'un État... L'idée de l'État joue chez nous un rôle beaucoup moins imposant que chez nos voisins du Sud, et, par compensation, le sentiment de la liberté individuelle est bien plus vif en nous... Nous regardons encore le roi comme le père du pays (1). » Pierre le Grand se vantait, dit-on, auprès de Frédéric IV : « Je puis ordonner à n'importe lequel de mes gens de se jeter du haut de cette tour, et il le fera. — Et moi, lui répondit le roi Frédéric, je puis me mettre à dormir la tête sur l'épaule du premier venu de mes sujets ! » Du haut en bas de l'échelle sociale, chez l'« alerte » Fionien, chez le « joyeux » Sélandais comme chez le Jutlandais « lourd et sérieux, » on retrouve, avec une façon sereine et facile d'envisager la vie, cette bonhomie et cette bonne humeur qui égaient et allègent la tâche quotidienne. Écoutez causer deux ouvriers de village, occupés à blanchir une église : « Crois-tu que Dieu ait créé le monde en six jours? — Oui ; mais aussi le monde est fait en conséquence ! » Dans les tranchées de Dybbel, sous le feu des Prussiens, les soldats du roi Christian IX ne se refusaient pas à des facéties analogues. Laborieux et persévérant, très attaché au sol natal, à son environnement familier, aimant l'intimité, la vie patriarcale, le paysan danois a quelque chose d'heureux dans sa modération calme, et ce n'est pas, paraît-il, sous des couleurs exagérées que le romancier H. Pontoppidan a peint cette jolie petite scène de la vie rurale : « Par un calme soir d'été, alors que le soleil s'efface et jette comme un glacis doré sur chaque petite mare d'eau, que les filles aux joues potelées suivent en chantant les sentiers des prairies, leurs fortes épaules chargées du joug d'où pendent les jarres à lait, que les garçons aux cheveux roux sortent des villages en se dandinant sur de lourds chevaux et laissent leurs sabots pendiller à plaisir au bout du gros orteil, que les marais commencent à bouillonner et les prés à tendre leur voile, c'est alors qu'on peut se croire transporté vraiment au pays de Cocagne où tout respire la paix et un bonheur sans fin (2). »

Mesuré en tout, le Danois apporte dans la vie un extrême bon sens, mais aussi un peu d'étroitesse, de froideur, de terre à terre. Dans l'ordre intellectuel, c'est par la clarté et la sûreté

(1) *Le Danemark*, p. LXII.
(2) H. Pontoppidan, *Ilium Galgebakke*. — Cf. *Le Danemark*, p. LXI.

du jugement qu'il brillera plutôt que par une imagination que ne fécondent ni les grands drames de l'histoire ni les grands spectacles de la nature. « Notre poésie, dit un Danois, doit sa force à la finesse de ton de son lyrisme, mais le drame grandiose dépasse notre puissance; notre musique est riche en sentimens, mais elle n'est ni impétueuse ni sauvage;... nos savans sont infatigables, mais ils ne bouleversent pas le monde. Nous connaissons nos bornes, et qui cherche à les forcer s'en tire rarement avec avantage (1). » Adam de Bremen avait déjà signalé l'empire du Danois sur ses sentimens comme un trait caractéristique de la race, et faisait ressortir le contraste frappant qui sépare, en matière sentimentale, la « retenue » danoise de la « superlativité » germanique. L'enthousiasme, l'impétuosité effraient; on redoute ce qui est puissant et violent, on jalouse ce qui saille ou domine : c'est un peu l'effet de la petitesse du pays et des difficultés de son existence politique et économique... Dans la vie privée, chacun préférera, aux vastes poursuites d'avenir, la sécurité dans la médiocrité. Habile, circonspect, volontiers opportuniste, le *Danus astutus* des vieux auteurs joint à son bon sens un sens pratique de premier ordre, mais il déploie en toutes choses plus de ténacité que de témérité, plus d'industrie que d'ambition; son caractère le porte à la défensive plutôt qu'à l'offensive; il est, par nature, conservateur. L'histoire danoise a comporté peu de révolutions; le socialisme danois ne fraie pas avec l'anarchie, et rien n'égale le calme avec lequel les travailleurs danois ont dirigé et supporté leurs grandes luttes ouvrières de la fin du XIXe siècle.

« Un peuple qui a assez à faire de s'endiguer contre la mer et de protéger ses champs contre les sables mouvans, voilà le Danois (2) : » il a les qualités qu'il faut pour cette œuvre, et laisse à d'autres les rêves de grandeur et les châteaux en Espagne.

II

Ce n'est pas qu'en d'autres temps il ne se soit laissé tenter par l'ambition d'un rôle à jouer dans le monde, mais la fortune refréna cruellement ses ardeurs aventureuses au cours de ces

(1) *Le Danemark*, p. LXI. — Cf. p. LX.
(2) Ibid., p. LXV.

longues guerres du XVIIe siècle où pâlit l'étoile du Danebrog. A la fin du XVIIIe siècle, après quatre-vingts ans de paix ininterrompue, le Danemark jouissait, à l'intérieur, d'une remarquable prospérité économique, sous un gouvernement absolu, mais « éclairé, » selon la mode du temps, ami des « lumières » et ennemi des « préjugés. » Endormi dans un bien-être insouciant, le peuple avait laissé sa foi religieuse se fondre en un vague rationalisme, et sa foi patriotique se dissoudre en un cosmopolitisme qui, pour le petit voisin de la grande Allemagne, devait naturellement se présenter sous les espèces du germanisme. Après l'extraordinaire aventure du tout-puissant ministre Struensée, Allemand d'origine, contempteur à la fois du danisme et de la religion, et dont la chute tragique ne suivit que de seize mois la coupable élévation, le Danois Guldberg avait bien entamé la lutte contre le germanisme, chassant les fonctionnaires allemands de leurs postes comme les commandemens allemands de l'armée. De même, après 1784, le prince royal Frédéric avait bien inauguré, avec l'aide de Reventlow, de Bernstorff, tout un travail de réformes destinées à affranchir le paysan, à libérer le commerce, à améliorer la justice. Mais l'effort tardif devait échouer et se perdre dans les épreuves terribles qui, soudain, allaient frapper le Danemark, depuis la glorieuse, mais désastreuse bataille navale livrée le 2 avril 1801 contre la flotte de Nelson, jusqu'au bombardement et à la prise de Copenhague par les Anglais en 1807. Avec la paix de Kiel, en 1814, le Danemark sortit de la crise non seulement humilié et démembré, — il perdait la Norvège, — mais moralement et physiquement anéanti : le Trésor était vide, le commerce détruit; le pays perdait un tiers de sa population, et à la ruine économique s'ajoutait un désastre plus grand encore, l'effondrement de toutes les espérances, le naufrage du patriotisme et la destruction du sens national.

L'épreuve était de celles qui tuent ou qui guérissent un peuple. Le peuple danois allait-il mourir? N'allait-il pas chercher, au contraire, dans son désastre même, des facteurs de renaissance et de nouvelles raisons de vivre? Plus grand était le mal, plus difficile le relèvement : il fallait ranimer la conscience publique, restaurer la foi religieuse, refaire l'éducation du pays ; l'âme de la nation était comme morte, il fallait la ressusciter. L'élite des Danois comprit la grandeur et la nécessité de l'œuvre de la régéné-

ration intérieure, elle se mit à la besogne, et s'il lui fallut plus d'un demi-siècle pour réussir, on ne peut nier du moins qu'elle n'ait réussi, sous la conduite d'un *leader* éminent dont la figure domine et dont le génie semble diriger toute l'histoire psychologique du Danemark au XIXe siècle.

Fils d'un modeste pasteur rural, Nicolas-Frédéric-Séverin Grundtvig naquit à Udby (Sélande) en 1783. D'abord professeur de collège, puis ministre luthérien, décoré sur la fin de sa vie du titre honorifique d'évêque, prédicateur attitré de l'église de Vartou à Copenhague où, jusqu'à sa mort en 1872, une foule d'admirateurs enthousiastes venait l'écouter chaque dimanche, Grundtvig consacra le meilleur de lui-même à sa religion et à son pays. Théologien orthodoxe, et en théologie adversaire ardent du rationalisme à la mode, historien de l'antiquité danoise, admirateur et restaurateur de la vieille littérature nordique où, en fidèle patriote, il cherchait à retrouver l'esprit et la tradition de sa race, poète, orateur, enfin et surtout éducateur, il fut tout à la fois, même homme politique, et fit sentir son action maîtresse dans toutes les directions où s'exerça au cours du siècle le mouvement du relèvement national danois.

C'est dans le domaine politique, disons-le tout de suite, que son action fut la moins heureuse. On sait que dès 1830, sous l'influence de la Révolution de Juillet, la vie politique s'était ranimée en Danemark, et qu'un mouvement libéral était né qui avait abouti en 1834 à la création de quatre États provinciaux, grandes assemblées consultatives où se formèrent les premiers « partis : » le parti conservateur, le parti libéral ou bourgeois (dit national-libéral en raison de ses vues irrédentistes sur la question du Slesvig-Holstein), enfin le premier embryon du grand parti de l'avenir, du parti radical ou paysan. Après une féconde période de réformes législatives (1835-1842), le pays obtint enfin en 1849 une Constitution qui, revisée en 1866, lui donna deux Chambres, un *Folkething* élu au suffrage quasi universel, et une Chambre haute (ou *Landsthing*) élue à un suffrage à deux degrés (1), avec un gouvernement constitutionnel, mais non proprement parlementaire, sous la suprématie de la Couronne. Rendre parlementaire ce gouvernement, obliger la Couronne à choisir le ministère dans la majorité de la Chambre basse, tel fut dès lors

(1) Douze membres, sur soixante-six, sont nommés à vie par la Couronne.

le but du parti radical ou paysan qui, à partir de 1872, se rendit maître du *Folkething*, appuyé par une partie de la bourgeoisie intellectuelle et flanqué à gauche d'un petit groupe de socialistes. Et tout le dernier quart du XIXe siècle fut occupé, comme on le sait, par le conflit tantôt aigu, tantôt latent, entre la majorité radicale de la représentation populaire et les gouvernemens conservateurs appuyés sur la minorité de droite, sur le *Landsthing* et sur la Couronne. Dès l'origine, le mouvement libéral avait trouvé en Grundtvig un champion ardent. Grundtvig prit une part active à l'élaboration de la Constitution de 1849, et siégea jusqu'à sa mort dans la gauche du *Folkething*. La flamme radicale, si vive fût-elle, était tempérée en lui le plus souvent par son sens patriotique et sa foi religieuse ; ses amis, ses successeurs n'eurent pas, à vrai dire, la même modération, et ne laissèrent pas de pousser le parti paysan, dont Grundtvig ne vit d'ailleurs pas l'apogée, dans des fautes et des excès que le maître eût réprouvés de toutes ses forces. Mais l'aspect politique n'est après tout qu'un aspect secondaire de l'action de Grundtvig, dont le principal effort, et le plus fécond, se porta sur une double œuvre de restauration, la restauration du sentiment national et celle du sentiment religieux.

Le germanisme, nous l'avons dit, dominait encore la pensée danoise à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe. Ce n'est qu'après les désastres de 1807, et sous l'influence de ces désastres mêmes, qu'une réaction « nationale » commença à se dessiner. La littérature, dans le deuil du pays, passe alors au premier plan ; on s'y absorbe, on s'enfonce dans les souvenirs glorieux du passé pour y chercher une consolation et un enseignement ; un souffle d'inspiration proprement danois ranime la poésie qui, jusqu'alors n'était influencée que par le romantisme allemand ou le classicisme français. Déjà le grand poète Œhlenschlæger, qui sous bien des rapports, était encore l'homme du XVIIIe siècle, recherchait par instinct d'artiste les sujets tirés des vieilles légendes du Nord ou de la mythologie scandinave ; son *Hakon Jarl*, où il évoque la lutte du paganisme contre le christianisme, marque une date dans l'évolution de la littérature danoise. Grand admirateur d'Œhlenschlæger, Grundtvig fouille avec plus d'ardeur et de méthode les richesses du passé. Dès sa jeunesse, il a été attiré par les recherches historiques, il est allé recueillir en Angleterre les vestiges littéraires des ancêtres de sa race,

il a publié plusieurs ouvrages d'érudition, dont le plus important, *Nordens Mythologi* (1808), lui vaut la célébrité. L'antiquité « s'est emparée de lui, » elle imprègne ses croyances et lui inspire, dans une série de poèmes nationaux (1), les accens du plus noble lyrisme. Il n'est pas un pur artiste ; il n'a ni l'oreille délicate, ni le goût infaillible ; mais il excelle à faire revivre le passé dans ses vers vigoureux et rudes et à en dégager les traditions et l'esprit. Sa poésie est « au service de la religion et de l'éducation nationale. » Moins classique que son prédécesseur, il est plus puissant : « Ses poésies nordiques, dit un Danois, sont de granit auprès du marbre d'Œhlenschlæger ; sa harpe a des cordes d'acier. » L'un et l'autre font école ; à partir de 1825, on voit s'épanouir en Danemark toute une floraison poétique qui, sortie d'Œhlenschlæger et de Grundtvig, prend son inspiration dans le vieux fonds des légendes scandinaves et prêche au pays, avec l'amour du passé, le sens de l'unité de la race, le respect du patrimoine ancestral et le culte des gloires danoises. L'âme populaire, encore ébranlée des récens désastres de la patrie, vibre avec émotion à la voix enflammée des oracles qui lui montrent le chemin ; les consciences se recueillent, le sentiment national se régénère et avec lui renaît tout ce que ce sentiment comporte de légitime orgueil, d'espérance et d'énergie féconde : et, dès le milieu du siècle, on pourra voir le peuple danois, redevenu lui-même, forcer l'admiration de ses adversaires, dans une lutte inégale, par sa fière hauteur d'âme et son héroïque intrépidité.

La réaction « nationale » s'accompagna d'une réaction religieuse, dirigée contre le rationalisme du XVIIIe siècle comme la première l'avait été contre le cosmopolitisme. Le rationalisme, en effet, régnait presque souverainement dans l'église officielle danoise il y a une centaine d'années ; ce n'est que chez les Piétistes, épars dans le pays, exclus de l'église officielle, en butte à ses vexations comme à celles de l'autorité civile, qu'on pouvait encore trouver des signes d'une vie religieuse ardente : leurs « réunions dévotes » ou *collegia pietatis* devaient plus tard donner naissance à un mouvement destiné à prendre une influence considérable en Danemark, à ce qu'on appelle aujourd'hui la « Mission intérieure. » Contre le rationalisme dominant, deux

(1) Le plus connu a pour titre : *Les derniers exploits des héros du Nord* (*Optrin af kæmpelivets Undergang i Nord*), 1809.

hommes surtout luttèrent, représentant deux tendances distinctes. Ce fut d'abord Jacob Peter Mynster (1775-1854), prêtre de la Cour, puis évêque en Sélande, le Pusey danois, qui, par sa belle culture et sa haute piété, contribua d'une façon remarquable à rétablir dans l'Église danoise l'orthodoxie luthérienne, et dont le successeur, Martensen, poussant à l'extrême la réaction conservatrice, devint le chef de ce qu'on nomma en Danemark, par une analogie avec la *high church* anglaise, « l'école de la haute Église. » Ce fut d'autre part Grundtvig, véritable « génie religieux, » non moins croyant, non moins décidé que Mynster dans son luthéranisme, — « vrai brûlot du fanatisme, » disait-on de lui dans sa jeunesse, — mais moins « officiel, » plus libéral, plus polémiste, plus *low church*, si l'on veut. Religieuse autant que patriotique, sa muse lui inspire des chants sacrés qui font de lui, paraît-il, l'un des premiers « psalmistes » de l'église danoise (1). Pour combattre l'ennemi commun, le rationalisme, il s'attache non pas tant à la Bible, bien qu'on l'ait appelé le « géant solitaire de la Bible, » qu'au symbole des apôtres, « comme au témoignage primitif du véritable christianisme, à la parole sortie de la bouche même du Seigneur, au verbe vivant, par opposition aux livres qui, comme écrits, sont morts. » Il se sépare de Mynster pour réclamer au sein de l'Église nationale la liberté. « Foi et liberté » est la devise que les grundtvigiens, dans leurs réunions d'amis, s'efforcent de répandre et de pratiquer. Grundtvigiens libéraux, orthodoxes de la haute Église, et piétistes de la « Mission intérieure, » — ces derniers, propagandistes et réformateurs, s'attaquant à toutes les plaies morales de la société, rappelant par certains côtés les méthodistes anglais, mais avec une foi plus positive, plus sacramentelle, — tels sont aujourd'hui encore les trois grands partis religieux qui se partagent le luthéranisme danois. Et en face d'eux, si la pure négation, l'incrédulité, a progressé, là comme ailleurs, le rationalisme religieux, cet hybride de la foi et de la libre pensée, a du moins disparu presque entièrement de la carte morale du Danemark.

(1) Il publia tout un recueil de psaumes : *Sangværk til den danske kirke.*

III

Patriotique, religieuse, voilà donc la double base sur laquelle devait se faire le relèvement du Danemark au cours du XIXe siècle; là sont les deux axes de ce relèvement. Mais, de ce relèvement national, quel devait être l'instrument, le facteur pratique, l'organe de pénétration populaire? L'école, puisqu'il s'agissait de refaire l'éducation de l'individu. L'école publique, l'école d'État? Sans doute; mais bien plus encore l'école privée, l'école indépendante.

L'école primaire publique, c'est peut-être le Danemark qui, de tous les États modernes, a fait depuis un siècle, pour la développer, les efforts les plus larges et les plus féconds. Grundtvig, que nous retrouvons ici, et qui fut l'un des grands « éducateurs » danois, travailla de toutes ses forces à cette œuvre pédagogique, s'efforçant particulièrement d'associer l'instruction en commun à l'éducation dans la famille, et d'imprimer à l'enseignement une direction locale en vue de rendre essor à la vie populaire. Il n'y a guère moins d'un siècle que la loi danoise a décrété l'obligation scolaire pour les enfans de sept à quatorze ans (1814). Aujourd'hui, on compte en Danemark, dans les campagnes seulement, pour 1 million et demi d'habitans environ, 2936 écoles principales, 300 écoles préparatoires et 200 écoles dites ambulantes ou accessoires, toutes écoles d'État (1). Nulle classe ne doit compter plus de 35 élèves. Le taux de la fréquentation scolaire est particulièrement élevé : 94 pour 100 à la campagne, 98 pour 100 à la ville. L'enseignement religieux, n'en déplaise à M. Homais, est obligatoire : enseignement luthérien bien entendu, avec exemption pour les enfans non luthériens, dont les parens sont astreints à assurer la formation religieuse par ailleurs. Les 4 658 instituteurs publics danois, et les 1 798 institutrices, sont mieux payés que ne le sont les nôtres : en revanche, le croirait-on? ils ne font pas de politique! Ajoutons enfin qu'en outre des écoles primaires supérieures ou de « persévérance, » il y avait aux dernières statistiques (1897) 822 écoles du soir avec plus de 8000 élèves. Ces quelques chiffres, ces

(1) A ces chiffres il faut ajouter environ 200 écoles élémentaires privées, avec 6 ou 7 000 enfans (*Privatskoler*). — Voyez pour tout ceci *Le Danemark*, p. 119 et suivantes.

brèves indications, témoignent suffisamment et du goût du peuple pour l'instruction et de l'état avancé de l'enseignement public élémentaire en Danemark.

Aussi bien cet enseignement a-t-il pu faire beaucoup, et a-t-il en vérité fait beaucoup, pour le développement national danois. Mais pouvait-il, avec son cadre limité, ses formes nécessairement rigides, son caractère officiel et systématique, servir d'instrument à l'œuvre profonde, immatérielle et tout intérieure de rénovation psychologique entreprise par Grundtvig et ses amis? L'école publique donne l'instruction, l'éducation lui échappe en grande partie : elle apprend les élémens, elle ne forme pas l'esprit, même lorsque, par les cours du soir et la « persévérance, » elle s'adresse spécialement aux adultes ou aux jeunes gens. Organisme d'État, elle n'est pas faite pour une pareille œuvre, elle n'est pas armée pour un pareil combat.

Le vrai facteur du relèvement, c'est Grundtvig lui-même qui l'inventa et le créa de toutes pièces, en dehors de l'intervention de l'État et par les seuls moyens de l'initiative privée. Ce fut l'« École supérieure populaire, » la *Folkehœjskole*, que les Danois eux-mêmes caractérisent aujourd'hui encore comme « la partie la plus originale de la civilisation danoise : » école « populaire, » et surtout paysanne, puisque le Danemark est avant tout un pays rural; école « supérieure, » qui s'adresse non plus aux enfans, mais aux jeunes gens et aux jeunes filles, car, selon Grundtvig, « le temps de la jeunesse proprement dite (de dix-huit à vingt-cinq ans) est la période de la vie où l'individu est le plus impressionnable et le plus instruisable (*sic*). » Par cette école, Grundtvig visait à un but non d'instruction, mais d'éducation populaire, il voulait travailler non pas, — ou non pas seulement, — le cerveau, mais l'esprit et le caractère de chacun, il voulait donner à la classe rurale un certain degré de culture mentale et morale *sans la déclasser* (nous verrons plus loin comment il y a réussi). L'école Grundtvig devait avoir, comme avait la vie de Grundtvig lui-même, une base tout ensemble religieuse et nationale. Elle devait susciter « un esprit d'héroïsme chrétien, » selon le mot du maître; elle devait, par l'étude du passé, de la langue maternelle et des trésors littéraires de la race, nourrir le plus pur sentiment patriotique, elle devait « tourner le cœur des enfans vers leurs pères et celui des pères vers leurs enfans, » pour aider les uns et les autres à « préparer, sur la base

des expériences accumulées par les générations passées, l'avenir des générations futures. » Grundtvig ne cherchait pas à remplir d'un vain savoir les têtes paysannes, mais à « éveiller » les esprits (rappelez-vous la « maïeutique » de Socrate), à développer dans l'âme de chacun l'imagination et le jugement en même temps que la conscience et l'effort : le caractère national étant un peu étroit et terre à terre, il voulait fortifier à la fois « le cœur, l'esprit et la volonté. » Donc, point d'enseignement pratique ou technique, en vue d'un but utilitaire (notez que c'est exactement l'opposé de notre enseignement professionnel ou primaire supérieur); c'est en cultivant les caractères, en faisant « de ces jeunes hommes et de ces jeunes filles d'honnêtes et fidèles Danois, » qu'on les préparera le mieux à la lutte pour la vie. L'essentiel n'est-il pas de former, selon l'expression du poète Frederik Paludan Müller, « une génération d'hommes au cœur ferme et de femmes fortes et pieuses ? »

La première école supérieure populaire fut créée en 1844, sous les auspices de Grundtvig, sur contributions privées, à Rœdding, dans le Slesvig, par Christian Flor, professeur à l'Université de Kiel, qui abandonna à cet effet sa chaire officielle; peu d'années après, on vit surgir, en Jutland, les écoles d'Uldum (1848) et d'Oddensée (1851), et, en Sélande, celle de Hindholm (1852). Les débuts furent des plus pénibles. L'argent manquait. Mais les critiques abondaient. La « Haute Église » accusait Grundtvig d'ébranler l'ordre social. Les esprits « supérieurs » raillaient l'idée de faire goûter les vieilles Sagas aux oreilles populaires. Les gens « pratiques » blâmaient cette « folie » d'enseigner à des paysans à se cultiver eux-mêmes au lieu de leur apprendre à mieux cultiver leur lopin de terre. Notons qu'aujourd'hui encore il est de mode, dans certains milieux « intellectuels » avancés du Danemark, de blâmer le caractère « nationaliste » de l'enseignement dans les *Folkehœjskoler*, l'abus qui y est fait du sentiment patriotique, l'orgueil développé par un étroit amour du pays... : nous-même avons surpris un jour avec tristesse ce reproche sortant des lèvres de l'éminent critique danois, M. Georg Brandès. Quoi qu'il en soit, le succès eut raison des objections, et, à partir de 1865, le nombre des écoles grundtvigiennes s'accrut avec rapidité. Il y en a actuellement près de 80, réparties sur tout le territoire, avec plus de 6 000 élèves; on calcule que 10 pour 100 de la population totale passe effectivement

sur leurs bancs. Des établissemens analogues, basés sur les mêmes principes avec quelques variantes dans l'application, ont été créés par la « Mission intérieure, » et plus anciennement par Kristen Kold (1816-1870), par Bjœrnbak. La Suède et surtout la Norvège ont dans une certaine mesure suivi le mouvement. Enfin l'État danois a officiellement consacré l'utilité sociale des écoles supérieures populaires en accordant, depuis 1851, à un certain nombre d'entre elles une subvention annuelle en argent (au total 168000 francs par an); depuis 1869, il donne aussi des allocations à leurs élèves pauvres (au total 256000 francs annuellement). Ces écoles, bien que placées sous la surveillance de l'État, restent d'ailleurs absolument indépendantes et libres.

Le régime de rigueur est l'internat, et dans une certaine mesure, la vie commune entre les élèves et les maîtres. Pourquoi cette règle stricte? C'est que l'un des buts et des moyens à la fois de l'école Grundtvig est de placer l'élève sous l'influence personnelle du maître, sous l'influence directe d'un milieu cultivé; c'est encore que, pour profiter de la formation méthodique, de la discipline intellectuelle et morale de l'école, il faut que l'élève s'y donne tout entier pendant le temps voulu; c'est enfin que, la plupart des élèves appartenant à la classe rurale, il n'y a pratiquement, en raison des distances, d'autre régime possible que celui de l'internat. — Qui sont les maîtres? De jeunes gens, engagés souvent dans les ordres, de jeunes femmes, toujours d'une culture sérieuse, et qui, séduits par l'idéal grundtvigien, consacrent leur carrière et leur vie à cet apostolat, encadrés par un état-major de directeurs et directrices et aidés par des auxiliaires. Beaucoup d'entre eux ont été formés à l'école supérieure d'Askov en Jutland, laquelle occupe dans la liste des écoles Grundtvig une place à part, servant de modèle aux autres. Les hommes éminens n'ont pas manqué parmi eux, tels autrefois Kristen Kold et Ernest Trier, tels aujourd'hui le littérateur L. Schrœder, directeur de l'école d'Askov, le physicien Poul La Cour, le docteur Nœrregaard. Quant aux élèves, la grande majorité sort des familles paysannes ou villageoises, métayers, petits propriétaires, artisans ou commerçans, etc.; il n'y en a guère plus de cinq pour cent qui soient originaires des villes. Dans l'idée du fondateur des écoles, les diverses classes de la société devaient y être representées; en réalité, ce résultat n'est obtenu, et encore imparfaitement obtenu, que dans un très petit

nombre d'écoles, par exemple à l'école supérieure d'Askov (jeunes filles), où l'on trouve bon nombre de filles de commerçans et de bourgeois de Copenhague mêlées à celles du petit peuple rural. Mais cela changera peut-être : l'école Grundtvig serait, dit-on, en passe de devenir à la mode dans la bourgeoisie danoise.

L'enseignement, dans chaque école, comporte deux sessions : la session d'hiver (cinq à six mois) est réservée aux jeunes gens, la session d'été (trois mois) aux jeunes filles; quelques écoles font l'expérience de sessions mixtes, tandis que d'autres sont exclusivement réservées aux élèves de l'un ou de l'autre sexe; on voit d'ailleurs souvent des élèves suivre deux années de cours. L'école est payante, ne serait-ce que par application du principe que l'homme n'attache de prix qu'à ce qui lui coûte : neuf *kroner* (douze francs soixante) par semaine et par élève ; l'État, nous l'avons dit, et aussi les conseils de comté, accordent des bourses aux sujets méritans. En fin d'études, il n'est ni délivré de diplôme, ni décerné de titre ouvrant droit à un privilège quelconque : l'utilité de l'école Grundtvig n'est autre que morale, aucun bénéfice matériel n'y est recherché, du moins directement; c'est ce qui ressort d'ailleurs des méthodes d'instruction comme des programmes. L'histoire générale, et particulièrement l'histoire scandinave, la langue et la littérature danoise, voilà ce qui fait le fond de l'enseignement; quelques élémens de sciences (mathématiques, physique, chimie), un peu de géographie, parfois une langue vivante (anglais ou allemand), voilà l'accessoire; une place assez large est faite au dessin, à la lecture à haute voix, au chant, et, ce qui n'étonnera pas chez des Scandinaves, à la gymnastique d'ensemble, considérée comme entraînement physique et école de discipline. L'enseignement, méthodique et progressif, est surtout oral; la parole vivante, l'échange direct d'idées entre maître et élève, l'action immédiate et personnelle d'un individu sur un autre, sont ici considérés comme les moyens essentiels d'éducation, les plus propres à éveiller les esprits en formant les caractères, ce qui était le but de Grundtvig. Dans ces conditions, il est évident que la personnalité propre du maître constitue l'élément primordial de succès des *Folkehœjskoler :* « Toute la difficulté, disait naguère un directeur d'école, se concentre en ce point précis où la capacité du professeur doit coïncider avec les besoins de l'élève. » Ajoutons enfin que chaque leçon s'ouvre et se clôt par le chant

de vieux airs nationaux ou patriotiques, et qu'un profond sentiment religieux pénètre l'enseignement tout entier : nous aurons ainsi un aperçu du fonctionnement de l'école Grundtvig.

Faut-il insister maintenant sur les différences fondamentales qui séparent l'école supérieure paysanne du Danemark de cette autre institution qu'on a pu essayer de lui comparer, l'université populaire, telle qu'elle existe en France? D'un côté, un enseignement systématique, portant sur des matières fondamentales, les plus aptes à former les esprits et à élever les cœurs ; de l'autre, une succession d'aperçus rapides sur des questions disparates et dépassant le plus souvent la mentalité des assistans. Ici, un corps de doctrines homogènes, un esprit commun, et une culture des âmes en même temps que des intelligences ; là, un kaléidoscope littéraire ou scientifique, qui éblouit sans éclairer. Ici encore, un groupe d'étudians vivant au contact et sous l'influence de maîtres de carrière ; là, un personnel de conférenciers amateurs et d'auditeurs de passage. Si l'école Grundtvig a réussi, c'est qu'elle ne prétend pas donner à des « primaires » un enseignement « supérieur, » c'est qu'elle ne cherche pas à amuser au risque de griser des cerveaux sans culture, mais qu'elle s'efforce et qu'elle parvient à faire, ou à compléter, au vrai sens du mot, des « éducations. » Et c'est pourquoi, — résultat essentiel entre tous, — *elle ne fait pas de déclassés :* la session finie, le paysan retournera au champ, l'artisan à l'atelier, sans regret ni dépaysement, mais il y retournera l'âme fortifiée, l'esprit élargi, mieux armé pour la lutte et la vie. Il gardera toujours, pour son « école, » affection et reconnaissance. « Emmanuel, — on nous permettra de citer ici ce passage d'une nouvelle de Pontoppidan, — comprenait maintenant ce qui faisait briller les yeux des jeunes gens quand on leur parlait de l'école de Sandinge. Il était frappé de tout ce qu'il avait vu comme d'un rêve : ces jolies maisons de brique rouge, couvertes de lierre et de chèvrefeuille ; la grande salle de cours, du vieux style norvégien, avec sa voûte de bois et ses solives à têtes sculptées; les élèves, ces quatre-vingts jeunes filles aux fraîches joues colorées ; cet enseignement si singulier, fait de leçons, de lectures, de conversations et de chants ; et puis ces réunions du soir où tout le monde se presse, la journée finie, les paysans en blouses et les ouvriers en manches de chemise : du premier coup, tout l'avait enchanté... »

IV

Il nous reste à savoir quelle a été l'influence effectivement exercée par l'école Grundtvig. Au dire des juges compétens, on ne saurait l'estimer trop haut, ni rendre assez justice à ses résultats psychologiques, sociaux et économiques. C'est une opinion générale en Danemark (1) que « l'échelon intellectuel du paysan danois est supérieur pour la portée, la profondeur, à celui du citadin. » Or ce sont les écoles supérieures populaires qui ont ouvert à la vie mentale cette classe paysanne que Bjornson, l'illustre poète norvégien, caractérise comme « la plus cultivée de toutes les campagnes d'Europe ; » ce sont elles qui « éveillent l'intérêt dans le pays et y soufflent la vie ; elles élargissent le cercle des idées de la population, cultivent son esprit et lui inspirent un sentiment plus ardent pour l'idéal, un enthousiasme actif pour l'instruction (2). » Vivifiée par ce ferment, le sentiment national joint au sentiment religieux, fécondée par le contact avec un milieu cultivé, l'intelligence paysanne trouve ensuite aisément l'aliment à s'assimiler et la carrière où s'exercer. La preuve en est qu'il n'y a pas en Europe un paysan qui ait, au même degré que le paysan danois, l'habitude de la lecture, avec les moyens de la satisfaire. Les livres sont nombreux dans les fermes de Laland, de Fionie, de Sélande, et parfois même les véritables petites bibliothèques. Tel métayer de Fionie, adepte ardent de Holberg, en possède les ouvrages complets, et débite par cœur de longues tirades des comédies ou satires, *Peder Paars* et *Niels Klim;* un métayer, son voisin, possède quatre-vingts volumes de la période littéraire d'Œhlenschlæger, avec bon nombre d'ouvrages concernant la mythologie grecque et scandinave, la flore danoise et les sciences. Dans le Jutland, les collections de 40 à 50 volumes ne manquent pas : comédies de Holberg et de Hostrup, œuvres d'Œhlenschlæger, d'Ingemann, de Bjornson, d'Ibsen, etc., parfois de Walter Scott et de Dickens, sans parler des ouvrages d'histoire (3). Et toujours ces paysans liseurs sont d'anciens tenans des *Folkehœjskoler*.

Au point de vue moral et social, l'effet de l'école Grundtvig

(1) *Le Danemark*, p. 251.
(2) *Ibid.*, p. 125.
(3) *Ibid.*, p. 246, 247.

mérite également d'être signalé : elle est à la fois une « discipline » et un « foyer d'idéal, » et, comme telle, elle a relevé le niveau moral non moins que le niveau intellectuel du peuple rural, tandis que le sentiment national ressuscité réveillait dans l'âme individuelle ces fortes qualités d'énergie, de dignité, de respect et de maîtrise de soi qui sont la marque des races vigoureuses. De fait, le niveau et l'état des classes rurales sont sans conteste supérieurs en Danemark à ce qu'ils sont dans les pays voisins, notamment en Allemagne. Le passant est frappé, dans chaque village, de l'apparence confortable des maisons, de la tenue des habitans, de la propreté des enfans; l'ordre, la diligence, le soin, se sentent partout. Très peu de cabarets, l'ivrognerie est presque inconnue; la police, pour tout le pays, ne compte pas 300 hommes. Rares sont les pays où, comme en Danemark, la natalité n'a pas baissé au cours du dernier siècle. Non moins rares ceux où, encore comme en Danemark, les campagnes ne se dépeuplent pas : la population rurale danoise a doublé de 1800 à 1900. La pauvreté, enfin, ne se voit guère à la campagne : « l'instruction populaire supérieure, écrit un enquêteur étranger, a affranchi le Danemark de l'existence de ce qu'on peut appeler une « basse classe, » j'entends une classe d'individus sans intérêt dans l'existence et coupés de la vie morale du pays (1). » Ajoutons que nulle part en Europe il n'y a moins de fossé entre les classes, nulle part la démocratie n'a pénétré plus effectivement dans les mœurs : les classes, pour mieux dire, n'existent plus.

Les résultats économiques de l'école Grundtvig, pour n'être pas directement recherchés dans les programmes, ne sont pas enfin les moins remarquables. Pays agricole avant tout, où la grande industrie n'occupe que peu de place, pays de petite propriété, pays de liberté douanière (depuis 1863) en ce qui concerne les produits du sol, le Danemark devait souffrir, — et a souffert en effet de la façon la plus aiguë, — de la crise qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, a atteint l'agriculture en Europe. La culture principale du pays, celle des céréales, qui rapportait bon an mal an une somme nette de 50 millions de francs, dut être abandonnée et remplacée par l'exploitation des produits animaux. L'industrie du lait et des œufs se développa bientôt de façon

(1) *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark* (*Department of agriculture and technical instruction for Ireland*), Dublin, 1905, p. 115.

intensive; l'élevage progressa dans des proportions considérables, en quantité et, ce qui est plus important encore, en qualité. A la suite de l'interdiction de l'entrée des porcs danois en Allemagne (1887), on vit se créer ces grands abattoirs coopératifs qui font aujourd'hui l'admiration des techniciens, dépassant de bien loin la comparaison avec les *packing houses* de Chicago, et qui, au nombre de 27 (1), avec 65000 membres coopérateurs, font chaque année pour plus de 63 millions d'affaires. En Angleterre seulement, le Danemark exporte aujourd'hui pour 100 millions de francs de jambons et viande de porc, pour 225 millions de beurres et pour 40 millions d'œufs; il exporte pour 85 à 90 millions d'animaux de ferme en Allemagne (2). S'il importe actuellement pour 70 millions de francs de céréales de plus qu'il n'en exporte, il exporte pour 246 millions de francs de produits animaux de plus qu'il n'en importe. « Il y a cent ans, lit-on dans un récent rapport d'enquête officiel, le Danemark était l'un des pays les plus pauvres de l'Europe; il est aujourd'hui l'un des plus riches, et ce progrès en richesse a consisté presque exclusivement en un progrès dans l'agriculture danoise (3). »

Or à quoi faut-il attribuer ce progrès si remarquable? Pour une part, à l'action efficace de l'État qui a savamment organisé l'enseignement agricole tant pratique que scientifique, qui assiste utilement les agriculteurs par l'intermédiaire de ses experts et au moyen de ses stations d'essai, de ses services d'analyse, de contrôle, de renseignemens, de ses informations à l'étranger et de ses encouragemens pécuniaires, tous services supérieurement organisés et où l'étranger trouverait beaucoup à imiter (4). Pour une autre part, le développement de l'agriculture en Danemark est lié à celui de l'association et de l'organisation agricole. Nulle part la coopération rurale n'est, on le sait, plus avancée qu'en Danemark. Sans parler des abattoirs coopératifs, la terre danoise

(1) Chiffres extraits du *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark*. Il y a en outre vingt-quatre abattoirs appartenant à des particuliers.

(2) *Report of the Recess Committee, new edition*, Dublin, 1907, p. 141.

(3) *Ibid.*, p. 141. — Le statisticien Mulhall évaluait, il y a peu d'années, de la façon suivante la richesse par tête d'habitant dans les grands pays d'Europe : Angleterre 247 livres sterling; Danemark, 230; France, 224; Hollande, 216; Belgique, 215; Suisse, 165; Espagne, 148; Allemagne, 140; Italie, 100; Autriche, 99; Russie, 55.

(4) Une enquête des plus pénétrantes sur tous ces points a été publiée dans le *Report of the Recess Committee* sous la signature de M. T. P. Gill, ancien membre irlandais au Parlement de Westminster, aujourd'hui secrétaire du Département de l'Agriculture et de l'Instruction technique à Dublin.

compte 1 050 laiteries coopératives qui emploient 5 000 personnes, groupent 150 000 cultivateurs et fabriquent 140 millions de livres de beurre, plus un nombre considérable d'associations agricoles diverses, syndicats de vente ou d'achat, sociétés d'élevage, etc., avec vingt et une « fédérations » (1). L'union fait ainsi la force commerciale des paysans danois, tandis que l'assistance de l'État a pourvu à leur compétence technique. — Mais l'aide de l'État, fonctionnant à vide, fût restée inopérante, et la force même de l'association, d'avance paralysée, n'eût pu seulement parvenir à s'organiser, si, à la base du système, ne s'étaient trouvées réunies, en solides fondations, les fortes qualités mentales et morales du paysan danois, son intelligence ouverte, consciente, cultivée, son esprit de ressources et d'adaptabilité, son bon sens et son jugement, son énergie et sa ténacité, et ces qualités primordiales, les juges les plus éclairés du Danemark comme les critiques les plus perspicaces de l'étranger n'hésitent pas à les attribuer à l'influence des écoles Grundtvig. Interrogez un Danois instruit, dit un enquêteur officiel irlandais (2), « il affirmera tout de suite que c'est à ces institutions que sont dus en grande partie les beaux résultats économiques obtenus par la nation. » Un témoin écossais écrit : « C'est l'opinion des Danois de toute classe que l'école Grundtvig, avec son effet général sur l'esprit et sur le caractère, exerce en réalité plus d'influence dans la sphère de la pratique que toutes les écoles d'enseignement technique (3). » Écoutons le professeur H. Olrik (4) : « Tout en élevant l'intelligence de l'individu et en donnant plus de liberté à ses conceptions, à sa manière d'envisager la vie, elle a préparé les jeunes agriculteurs aux problèmes pratiques... Sans elle, l'agriculteur danois n'aurait pas pu modifier le genre d'exploitation qu'il avait hérité de ses ancêtres... et arriver à marcher à la tête du développement de l'agriculture dans le monde entier. » Le résultat matériel, utilitaire, bien qu'il ne soit pas visé directement par l'École supérieure populaire, n'en est donc que plus sûrement atteint, car c'est en cultivant l'individu, en développant sa vigueur morale et intellectuelle, en élevant

(1) *Report on cooperative agriculture and rural conditions in Denmark* ,p. 47 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 115.

(3) *Farming in Denmark, A report by the scottish agricultural commission of* 1904, Edinburgh and London, 1905.

(4) *Le Danemark*, p. 125.

en un mot la valeur de sa personne, qu'on élèvera le plus sûrement celle de son œuvre. Quand on demandait à Grundtvig ce qu'il voulait faire, il répondait : « des serviteurs de Dieu et des maîtres de leur tâche ! » C'est une pensée du même ordre qu'exprimait par ailleurs un Danois sous cette forme typique (1) : « Nous apprenons à nos enfans nos vieilles *Sagas* à l'école ; *nous faisons d'eux de bons Danois*, et ils deviennent ensuite de bons agriculteurs. »

Faut-il à ces courtes pages une conclusion? Nous aurions scrupule à insister trop lourdement sur la comparaison qui s'établit d'elle-même entre les résultats de l'école Grundtvig et ceux de l'école publique « neutre, » telle qu'elle fonctionne chez nous, avec ses tendances a-patriotiques et a-religieuses, pour ne pas dire davantage. Remarquons seulement que si les petits pays, qui souvent sont ceux dont l'organisme est le plus sain et le plus vigoureusement constitué, nous offrent de nos jours les enseignemens les plus précieux dans l'ordre du progrès individuel ou social, leurs exemples ou leurs modèles ne sont pas toujours aisément imitables ou adaptables dans les grands États, dans les sociétés plus larges, dont les mœurs et les lois sont trop différentes, et où l'initiative privée, même localisée par provinces, rencontre trop d'obstacles du fait même de l'étendue du territoire et de l'administration centralisée. C'est l'esprit d'une institution qui importe plus que ne le fait l'institution elle-même. Et c'est sous cette réserve que nous laissons à nos lecteurs de tirer la leçon que nous paraît comporter l'étude des *Folkehœjskoler* danoises, de leur organisation, de leur méthode, de leur influence, et de la place qu'elles ont occupée dans le relèvement matériel et moral du Danemark au cours du XIXe siècle.

L. PAUL-DUBOIS.

(1) Mot cité par le Dr Douglas Hyde dans *Ideals in Ireland*, Londres, 1891, p. 57.

UNE AMBASSADE DU PAPE ALEXANDRE VI

AU

ROI CHARLES VIII

LE CARDINAL FRANÇOIS PICCOLOMINI

I. — AU VATICAN

Depuis le commencement de septembre 1494, les alarmes se succédaient sans interruption au Vatican, et la bonne humeur habituelle du Très Saint-Père Alexandre VI en était fort altérée.

Dans les premiers jours du mois, ç'avait été la nouvelle fâcheuse de l'entrée en Italie du Roi Très-Chrétien, marchant à la conquête du royaume de Naples; et, tout de suite après, le Pape apprenait la victoire du duc d'Orléans à Rapallo, où les Suisses, disait-on, « avaient tout tué. » Et depuis, chaque jour, presque, apportait quelque sujet d'inquiétude au Pontife, troublant ses plaisirs et sa joie de vivre.

Mais, plus que toutes les précédentes, la nouvelle que Rodrigue Borgia reçut le 18 septembre, dut le mettre dans une de ces terribles colères dont il était coutumier : le matin même, les gens de Fabrice Colonna s'étaient emparés du château d'Ostie, et avaient arboré sur les tours les étendards du Roi de France et de Julien de la Rovère (1), le cardinal rebelle de Saint-Pierre-

(1) Julien de la Rovère, neveu de Sixte IV, cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, évêque d'Ostie, d'Albano, de Carpentras, archevêque d'Avignon, etc., etc., devint le pape Jules II.

aux-Liens; et cela était grave, car jusqu'alors, malgré les sinistres projets prêtés à Charles VIII de réunir un concile pour le déposer, le Pape avait pu paraître convaincu que la protection de Dieu ne lui manquerait pas, et, avec son éloquence persuasive, faire partager cette croyance aux Romains et même à ses cardinaux. Mais cette prise d'Ostie était une première atteinte à sa sécurité, la menace d'affamer Rome en coupant les arrivages par le Tibre; ce n'était plus seulement sa tiare qui était en jeu, mais sa vie, à la merci d'une émeute produite par la famine; et une grande crainte dut pénétrer son âme, en même temps qu'il donna cours à sa haine contre ce Julien, traître et vendu, cause de toutes ses inquiétudes, le maudissant avec d'autant plus de fureur qu'il se sentait impuissant à l'atteindre, sous la sauvegarde du Roi de France chez qui il s'était réfugié; et il exhalait aussi sa colère contre les Colonna, et les Savelli, qui les avaient aidés à ce coup; il donna ordre de rédiger immédiatement un bref à tous ces seigneurs pour les sommer de restituer immédiatement la citadelle, sous peine de voir leurs demeures détruites et leurs biens confisqués, puis il commanda à son chapelain Burckhardt de convoquer le Consistoire dès le lendemain matin, et de faire appeler le cardinal de Sienne qu'il voulait charger de se rendre immédiatement auprès du Roi de France pour protester contre cette injure d'Ostie, car il pensait bien que, pour une telle hardiesse, les Colonna avaient dû être inspirés par ceux de ses ennemis qui entouraient le Très-Chrétien.

Le lendemain vendredi, 19 septembre 1494, le Consistoire se réunit à six heures du matin, et dura jusqu'à trois heures après midi : « Il fut secret; je ne sais donc pas ce qui s'y passa (1), » écrivit ce soir-là Burckhardt en son journal.

Malgré le silence de ce vieux chapelain bavard, fort contrarié, sans doute, de n'avoir pas pu, cette fois, écouter aux portes, il nous est facile de nous rendre compte de ce qui se passa dans cette longue séance, par les résultats que nous en connaissons : outre le bref aux Colonna, et l'organisation d'un corps de troupes, pour parer à la défense de Rome, on y décida l'envoi du cardinal de Sienne en ambassade extraordinaire au Roi de France.

Si on en juge par le temps qu'il mit à la préparer, et par la

(1) *Diario* de Burckhardt (1483-1506).

pompe dont il entoura le départ de son légat, Alexandre VI avait fondé de grandes espérances sur cette ambassade, et y attachait une haute importance. Elle a pour nous cet intérêt de bien représenter la conduite très hésitante du Pontife vis-à-vis du Roi de France pendant toute cette première partie de son expédition. Durant les deux mois qu'il met à traverser l'Italie, de Rome à Lucques, par Sienne et Florence, et à solliciter une entrevue du monarque français, le cardinal écrit (1) au Pape pour le tenir au courant des événemens qui viennent modifier du tout au tout la ligne de conduite convenue, et enfin lui décrire le désespoir qu'il ressent d'un échec définitif. Le récit de ses vicissitudes, fait par lui-même au jour le jour, nous résume l'évolution de l'Italie au cours de cette crise : nous la voyons descendre de l'arrogance à la bassesse, en ces quelques semaines de la marche triomphale de Charles VIII sur Rome ; et les changemens de front de l'envoyé du Pape reflètent les états d'âme successifs de tous les tyranneaux et des seigneuries républicaines de la Péninsule, mettant à nu leurs craintes, leurs espérances, leurs ambitions, leurs rivalités, leurs roueries ; et nous sommes forcés de reconnaître que tous ces Italiens, réputés si profonds, n'avaient en somme qu'une piètre politique au jour le jour.

Tout d'abord, emporté par sa fureur contre le Roi, le Pape voulait l'excommunier.

Mais, peu à peu, la colère fait place à la peur, l'artillerie de France, qui est l'épouvante des Italiens, lui paraît plus immédiatement redoutable que les foudres de l'Église, et voilà l'indécision qui pénètre son esprit ; il semble qu'il commence peut-être à sentir qu'il s'est trop nettement prononcé pour la maison d'Aragon contre les droits du Roi de France, et que le premier péril à conjurer est celui qui menace ses États et sa tiare.

Et, dans ces nouvelles salles du Vatican qu'il vient de faire splendidement décorer pour sa résidence, sous les portraits de sa fille Lucrèce en sainte Catherine et de sa maîtresse Giulia Farnèse en sainte Barbe, le Pape confère longuement avec le cardinal de Sienne sur le langage à tenir au Roi.

Une combinaison fixe un instant son esprit, c'est celle qu'a

(1) Ces lettres proviennent de la collection Podocataro, bibliothèque Saint-Marc, à Venise.

récemment proposée le cardinal de Gurck (1) : détourner Charles VIII de Rome en le sacrant empereur de Byzance, sous la condition de mener immédiatement contre les Turcs cette croisade qu'il disait à l'origine être le but principal de son entreprise. A ce monarque chevaleresque et plein de foi, il serait facile de montrer le péril permanent de la chrétienté, l'urgence de chasser les infidèles de Grèce, et, dans cette guerre sainte, un but vraiment digne de sa bravoure et des traditions de ses ancêtres : on sait, dans l'entourage du Roi, d'influens seigneurs qu'on amènerait aisément à cette idée, et l'oncle lui-même du Roi, Philippe de Bresse, et le maréchal de Gié, et Mgr de Ligny, et tant d'autres, qu'on pourrait intéresser à ce plan ! Et quant à l'évêque de Saint-Malo (2), le conseiller écouté de Charles, il a trop laissé voir que le chapeau de cardinal est le vrai objet qu'il poursuit en poussant son maître à Rome; une bonne promesse le ferait changer d'opinion.

Déjà, pour cet objet, le terrain est tout préparé, — du moins à Rome ! — on a sous la main l'héritier des empereurs d'Orient, qui vit à la Cour même du Pape, entouré des honneurs souverains : c'est André Paléologue, despote de Serbie, dont le portrait s'étale sur la muraille, devant les yeux du Pontife. Et Gurck a obtenu de lui la renonciation de ses droits héréditaires sur Byzance et Trébizonde. Cette couronne impériale, autrement glorieuse pour le Très-Chrétien que celle de Naples, le Pape la lui reconnaît d'avance, et, oublieux dans ce cas de l'aventure d'Ostie, arrangera un accommodement avantageux pour le Roi de France avec Alphonse d'Aragon. Mais, à la réflexion, ce moyen, où s'est complu l'ingénieuse diplomatie de Gurck, doit sembler au Pape un peu naïf; il n'ose s'y attacher. Et pourtant, le temps presse : le Roi, atteint de la petite vérole, a été retenu à Asti pendant quelques semaines; et, peut-être, le Pape a-t-il espéré que cette maladie, malignement qualifiée à Rome *mal francese* mettrait fin à ses angoisses. Aujourd'hui, Charles est guéri, et le bruit court qu'il va se remettre en marche, plus passionné que jamais pour son « entreprise. »

Pendant un long mois que le Pape et le cardinal mettent à étudier cette ambassade, aucun événement favorable ne permet

(1) Raymond Perault, évêque de Saintes et cardinal de Gurck, né en Saintonge.

(2) Guillaume Briçonnet, évêque de Saint-Malo et de Nimes, cardinal en 1495 du titre de Sainte-Pudentienne.

de prendre une décision nette, et le Pontife se résout à laisser à peu près à son légat la liberté de s'inspirer des circonstances qui pourront se produire d'ici à son entrevue avec le Roi. Il sait qu'en lui confiant cette cause, c'est la sienne propre que défendra le cardinal, car personne, plus que lui, n'a intérêt à la politique aragonaise : François Piccolomini, cardinal archevêque de Sienne, neveu du pape Pie II, est allié à la maison de Naples, par son frère Antoine, duc d'Amalfi, qui a épousé une sœur d'Alphonse, le roi actuel ; et son autre frère, André, est à Sienne l'âme de la résistance à l'influence française.

Malgré tout, le Pape veut se rattacher encore à l'espoir d'un soulèvement général de l'Italie contre le Très-Chrétien : à Florence, Piero de Médicis tiendra sa parole et s'opposera à la marche de l'ennemi ; le Pape sait bien que ce peuple de marchands, en relations commerciales avec la France, ne voudrait pas perdre ses lucratifs avantages en mécontentant le Roi ; et qu'à Florence, le plus dangereux adversaire est ce moine ferrarais dont les sermons entraînent toute la ville contre Piero, ce Fra Girolamo Savonarole qui ose élever la voix contre le Saint-Père lui-même et ses cardinaux.

Mais le « Magnifique Piero » peut beaucoup pour le salut de l'Italie, et le cardinal, en passant à Florence, le réconfortera dans son attitude en lui montrant l'armée du duc de Calabre toute prête à le soutenir contre l'ennemi commun.

Le cardinal ira d'abord à Sienne, et le Pape connaît sa grande influence sur cette République : à quelque parti, à quelque « *mont* » qu'ils soient inscrits, les turbulens citoyens de Sienne aiment tous leur archevêque, qui, depuis longtemps, dans tous les troubles, dans les émeutes les plus sanglantes, est allé lui-même calmer les passions, empêcher les meurtres politiques, et tâcher de pacifier cette remuante cité. Sienne ne s'est pas encore prononcée, un mot suffit, peut-être, pour la tourner contre le Roi de France, la décider à refuser à l'armée le passage et les vivres demandés instamment par les ambassadeurs français, — ce mot, le cardinal le prononcera, ne serait-ce qu'à voix basse.

Et il y a encore le Bentivoglio, à Bologne, qui se réserve, attendant, lui aussi, les événemens ; celui-là, le cardinal ira le trouver, et le Pape lui enverra, en route, les instructions nécessaires à ce sujet... Il y a aussi la dame de Forli (1)...

(1) Catherine Sforza, veuve de Jérôme Riario, dame souveraine de Forli et d'Imola.

. . . . . .

Et le Pape, certainement pris à sa propre éloquence, se laisse aller à espérer en la résistance de tous ces princes italiens, intéressés à s'unir pour se défendre, et aussi, — peut-être, — en l'aide de Dieu, auquel, malgré tout, il croit fermement!

Et pendant que Roderigue Borgia se rassérène, et, oubliant un instant la situation critique, poursuit son rêve de vie voluptueuse, le cardinal, convaincu lui-même, songe de son côté: par la parole magique du Pape, tous les obstacles semblent écartés; François Piccolomini se voit prêchant au Roi de France la croisade, comme son oncle le Pape Pie II la prêcha à l'Europe; et, s'il réussit dans sa mission, l'Italie, le Saint-Siège sont sauvés, grâce à lui! et alors, tout au fond de sa pensée, il voit ce pape luxurieux, au cou puissant, au sang trop chaud, brusquement enlevé par sa vie de plaisir; il se voit lui-même, la tiare en tête, sur ce trône pontifical déjà possédé par sa famille! Homme pieux et croyant, peut-être n'ose-t-il pas se l'avouer à lui-même, mais il ne peut chasser cette idée, autour de laquelle tourne sa vie entière.

II. — LE VOYAGE DU CARDINAL

(Octobre-Novembre 1494)

« Ce jour-là (17 oct. 1494), — dit Burckhardt (1), — avant l'heure du consistoire, Sa Sainteté, au moment de sortir de sa chambre, me demanda s'il ne convenait pas de dire Elle-même quelques prières et d'accomplir quelque cérémonie à l'occasion du départ du révérendissime seigneur le cardinal de Sienne?

« Je répondis à notre Très Saint-Père qu'il n'y avait pas lieu; mais, lorsque le consistoire eut pris fin, il se fit pourtant accompagner par tous les cardinaux, et envoya son courrier Guillaume Bosco, prévenir MM. les auditeurs du Tribunal de la Rote qu'ils pouvaient lever la séance en l'honneur du cardinal et de son ambassade.

« Ainsi fut-il fait.

« Donc, lorsque sa très haute révérence le cardinal de Sienne sortit du consistoire, il fut accompagné par tous ceux de nos seigneurs qui y avaient assisté... »

(1) *Diarium Johannis Burckhardi* (1483-1506), édition Thuasne, Paris, 1884, 3 vol.

Et Burckhardt énumère, un par un, avec leurs titres pompeux, tous les cardinaux évêques, et les cardinaux prêtres, et les cardinaux diacres, et César lui-même, fils du Pape, alors cardinal de Valence, qui, à cheval, font au cardinal de Sienne une brillante escorte, et le conduisent jusqu'au delà de la porte des jardins du Vatican, hors la ville, où ils lui donnent le baiser d'adieu.

« Et le samedi 18 octobre, vers la treizième heure, il se mit en route pour aller remplir la grave mission que le Pape lui avait confiée.

« A la grâce de Dieu (1). »

Précédé de son porte-bannière, avec la croix d'azur chargée des cinq croissans de lune des Piccolomini, le cardinal marchait à grandes journées, suivi d'une petite cour de familiers, d'une escorte de secrétaires et de domestiques, et d'une centaine de chevaux et de mules portant les bagages. Pour faire son entrée dans les villes et les villages aux portes desquels l'attendaient le clergé et les délégations des seigneurs et des bourgeois, il montait sur sa haquenée à tous crins frisés; partout il était somptueusement traité et hébergé par les habitans, comme c'était la coutume.

En route, et pour se reposer, il s'étendait dans sa litière menée par deux mules blanches, toutes harnachées et fanfreluchées de cuir rouge et de franges pendantes, où des croissans d'argent se plaquaient aux poitrails et aux têtières.

Il avait ainsi traversé les États de l'Église par Viterbo et Orvieto, et à Chiusi était entré dans cette belle Toscane aux horizons bleus, où tous les châteaux, perchés aux sommets des collines, lui étaient familiers : Sarteano, le berceau de sa famille, et Pienza, du nom de son oncle Pie II (2), où le seul palais des Piccolomini était aussi gros que toute la cité, où tout rappelait l'illustre Pontife.

La nature elle-même et son air « *lieto*, » la vallée de la Chiana, argentée d'étangs, les cimes bleutées et les forêts sombres du Mont Amiata, entrevues à travers la brume transparente de l'automne toscan, doré et azuré, lui remettaient en mémoire les poétiques descriptions qu'en avait faites cet Enea

(1) *Diarium*..., vol. II, p. 193, édition Thuasne.
(2) Enea Silvio Piccolomini, pape sous le nom de Pie II (1458-1464).

Silvio, humaniste élégant en même temps que pape zélé. Et sous ses rideaux entr'ouverts, pendant les longues heures de marche, il rêvait, bercé par le pas allongé des mules.

Bibliophile au goût délicat, passionné comme l'était son oncle pour les beaux « *codici,* » le cardinal, parfois, feuilletait pour passer le temps un livre aux brillantes enluminures, se complaisant devant quelque couronnement de Vierge, quelque éclatante ascension d'un Christ éblouissant dont le corps émanait de longs rayons d'or; le chatoiement des couleurs, les infinis détails ravissaient le cardinal, minutieuses dentelures de cyprès rigides et d'arbres grêles, aux feuilles séparément peintes par un moine patient; et, dans les fonds des paysages diaprés de ces précieuses miniatures, des villes irréelles aux innombrables tours crénelées, Jérusalem aériennes, ressemblaient à ces chers villages toscans aperçus à travers la pourpre adoucie d'un soleil couchant. Là, c'était un Père Éternel, barbu, longuement vêtu d'une robe lilas, qui planait dans une immensité de bleu d'outremer, et les nuages s'entr'ouvraient à son geste, soutenus par des légions d'anges bien ordonnées, aux féminines figures cerclées de nimbes, en bas, devant un groupe de cardinaux agenouillés, un pape en contemplation, les yeux au ciel, le trirègne en tête, attirait invinciblement le regard du Piccolomini, et aussitôt son rêve prenait corps, sa pensée se concentrait sur cette tiare, permanent objet de ses aspirations, aboutissement secret de tous ses actes.

III. — A SIENNE. — LES PICCOLOMINI. — TIZIO

Posée comme un lourd diadème sur la tête des collines, avec ses hautes tours, si nombreuses et si sveltes qu'elle semblait « une forêt de roseaux, » Sienne apparaissait dans la limpidité du ciel toscan. Déjà André Piccolomini et ses fils Alexandre, Giovanni et Pierfrancesco et leur précepteur, Sigismond Tizio, avaient rejoint le cardinal, au-devant duquel s'avançaient sur la route les députations de la ville, le clergé tout entier en une imposante procession, et les délégués de la Seigneurie, suivis de pages aux costumes mi-partie noir et blanc, et ceux des confréries laïques, des académies, et des corporations, portant leurs bannières emblématiques, et une belle troupe de jeunes gens des premières familles de Sienne, précieusement habillés et

montés sur leurs plus beaux chevaux. Et lorsque le cardinal franchit la Porte Romaine, les cloches se mirent à sonner et toute la population, massée sur son passage pour recevoir sa bénédiction, l'accueillit aux cris de : « Lune ! lune ! » qui était la devise des Piccolomini, par allusion aux croissans dont leur *stemma* était chargé.

Dans son palais de San Vigilio, où le cardinal s'était rendu, eurent certainement lieu de graves conversations au sujet de cette ambassade et de la conduite à conseiller aux Siennois vis-à-vis du Roi de France ; les interlocuteurs obligés en devaient être André, frère du cardinal, et aussi le précepteur Tizio, qui, vivant depuis plus de dix ans dans la famille, y avait son libre parler, et était non moins attaché à la fortune de la maison que s'il en eût fait réellement partie.

André, non moins ambitieux que son frère de voir la tiare pontificale orner encore une fois la famille, était un prudent personnage qui cherchait à maintenir à Sienne le crédit des Piccolomini par sa richesse, les constructions grandioses qu'il entreprenait, et ses idées conciliatrices ; mais, se tenant le plus possible en dehors des querelles des partis, il prenait à tâche de les modérer par ses conseils. Il fut peut-être, à cette époque, et dans cette cité, l'unique Siennois à ne pas faire de politique, et capable de refuser, — comme il fit, — les très hautes fonctions de capitaine du peuple, pour ne pas se compromettre par les inévitables exécutions auxquelles elles l'eussent contraint.

Sigismond Tizio, *doctor ac presbyter*, et « mauvaise langue, » ainsi qu'il se qualifie lui-même, est surtout un bavard ; à l'affût des nouvelles du monde entier, il les traduit chaque jour dans un latin de cuistre, pour en composer une histoire de son temps, précieuse par ses caquetages sur toutes choses (1).

Grâce à ce que nous savons du caractère des trois personnages, et aussi à ce « diaire » de Tizio, le thème de la conversation n'est pas difficile à reconstituer :

Oh ! si le cardinal pouvait la mener à bien, cette délicate ambassade ! détourner de l'Italie ce fléau, ce conquérant barbare, sauver le Saint-Siège de cette affliction ! quel éclat nouveau sur le nom des Piccolomini ! quel chemin franchi vers le trône pontifical !

(1) *Historiæ Senenses*, 7 vol. in-fol. mss. Bibliothèques de Sienne et Chigiana à Rome.

Ils n'osent s'avouer que cette tiare est pour eux tous le rêve caressé, mais ils résument ainsi le vœu ardent de la ville de Sienne tout entière; car c'est non seulement un honneur pour une cité, mais un tel profit, que de produire un pape! Et qui ne se souvient à Sienne que Pie II a appelé à Rome tous ses amis, tous les cliens de la famille, et tant de Siennois, de quelque parti qu'ils fussent! ç'avait été une véritable émigration vers la Ville éternelle! et que de charges, de places rétribuées, et de sinécures, de dignités ecclésiastiques, de fiefs, de titres et de fonctions honorifiques! Les morts eux-mêmes y avaient trouvé leur part : Catherine et Bernardin, compatriotes du Pape, avaient été canonisés par lui! Grâce à lui, Sienne avait deux saints de plus!

Hélas! à Sienne, en ce moment, la situation était difficile! non que le cardinal pût douter du dévouement des Siennois! mais la tranquillité même de la cité, si remuante d'ordinaire, était un indice grave : calme apparent! dû à l'indécision craintive dans laquelle on se trouvait à l'approche de ce formidable événement. On souhaitait et on redoutait, à la fois, l'arrivée des Français. Les partis semblaient pacifiés, mais, en réalité, ils se recueillaient, espérant tous la ruine du premier qui se déciderait, — pour ou contre le Roi, — escomptant des troubles à la faveur desquels ils pourraient renverser le « mont des Neuf » alors au pouvoir, et se partager ensuite le gouvernement. Pandolfo Petrucci et son frère, chefs des « Neuf, » penchaient visiblement du côté du Très-Chrétien, dans l'espoir de s'appuyer sur son autorité pour devenir définitivement les maîtres de la République en écrasant leurs adversaires. Et, de ce nombre, par leur inscription au « mont du Peuple, » étaient les Piccolomini, dont l'influence devenait chaque jour plus suspecte aux Petrucci. Là était l'écueil, et il pouvait être en ce moment dangereux de s'élever contre le secret désir de tous les partis, et d'engager la République dans une voie qui risquait de la mener à sa perte.

Quant au Roi de France lui-même, peu de chose! le cardinal en viendrait facilement à bout! — et Tizio en a long à raconter sur le compte de Charles VIII! tous les jours, le précepteur va chez son ami, le droguiste, où se tient la réunion des nouvellistes, — car, à cette époque déjà, par toute l'Italie, les boutiques des *speziali* sont les rendez-vous des bavards désœuvrés et

des politiciens; le Roi, raconte-t-on, est petit et mal fait, plus semblable à un monstre qu'à un homme, laid de visage avec de gros yeux blancs plus aptes à voir mal que bien, un long nez, crochu comme un bec, et les lèvres toujours ouvertes; il en sort un langage grossier, embarrassé et nullement royal; continuellement occupé à la chasse et aux joutes d'armes, il laisse à ses conseillers le soin des affaires; mais on dit pourtant qu'il décide à sa volonté, et que tous obéissent.

Le seigneur de Beaucaire [Étienne de Vesc, sénéchal de Beaucaire] et l'évêque de Saint-Malo, Briçonnet, ce vieux veuf que l'ambition des dignités de l'Église a pris sur le tard, ont pourtant l'oreille et la confiance du Roi, ce sont eux surtout qu'il faut se concilier.

Ah! malheureuse époque, où l'on peut voir une armée de barbares troubler la précieuse civilisation de l'Italie, menacer même le royaume de l'Église! Ah! pourquoi Dieu vient-il de les rappeler tous, les héros italiens, et Ferdinand de Naples, et Frédéric d'Urbin, et Laurent le Magnifique, dont le génie politique et le courage n'eussent jamais permis cette insolence des ultramontains (1)...

Mais tous ces bavardages n'étaient pas pour faire douter le cardinal, ni André, ni même Tizio, du succès de la mission. Et d'abord, le Roi n'était pas encore arrivé au territoire de Florence, et il trouverait là une dure partie à jouer, manquant sans cesse d'argent pour solder ses troupes. Les Français allaient s'engager dans un pays difficile, la Lunigiane, montagnes stériles, et dans la plaine, des marécages marins, profonds, traversés seulement par une chaussée, tellement étroite, qu'une charrette en travers, une pièce d'artillerie et quelques soldats, suffiraient pour arrêter toute l'armée. Et les citadelles de Sarzane et de Pietra Santa, perchées sur la montagne, défendent les passages de la route. Quant à Piero, tout acquis au parti aragonais, on savait de source certaine qu'il venait d'appeler Paolo Orsini avec de la cavalerie et trois cents fantassins pour garnir ces forteresses; et d'autre part, les vaisseaux de Naples tenaient la mer.

Et puis, n'y avait-il pas encore toute l'armée du duc de Calabre pour prendre à gauche l'armée du Roi? et les seigneurs de Bologne et des Romagnes attendant le premier succès du duc de

(1) Tizio, *Historiæ Senenses*, t. IV, f° 218 et 209-10.

Calabre pour tomber, eux aussi, sur les Français. Ce serait alors le réveil de l'Italie, la déroute des Barbares!

Certes, le Très-Chrétien, si on pouvait lui bien montrer ces choses, et la volonté arrêtée du Saint-Père de faire cause commune avec Naples, réfléchirait et accepterait les propositions du cardinal!...

Et tous trois se reprennent à espérer, escomptant en eux-mêmes le trésor de bénéfices qui jaillit de la tiare, inépuisable! André voit pour son fils Giovanni le chapeau de cardinal, et de belles principautés pour les autres, et Tizio, malgré ses sinistres augures, se voit abbé, chanoine, peut-être évêque.

IV. — A FLORENCE. — LA FUITE DE PIERO

Le 29 octobre, comme le cardinal venait de quitter la Chartreuse d'Ema, et se mettait en route vers Florence qui n'était plus éloignée que de quelques milles, un seigneur le rejoignit : c'était don Aloysio, agent du roi Alfonse d'Aragon. Il apprit au Légat que Piero de Médicis avait subitement quitté la ville, le 26 octobre, et s'était rendu auprès du Roi de France. Il ne put guère ajouter d'autres détails, car on venait à peine d'être fixé sur le but suspect du voyage de Piero.

L'annonce de ce coup de théâtre consterna le cardinal.

Il gravissait les dernières hauteurs qui cachaient encore Florence : au sommet de la montée était le monastère de San Gaggio, et, tout d'un coup, l'horizon s'ouvrait démesurément, les lignes sinueuses de montagnes lointaines s'allongeaient en un immense cercle bleuâtre en avant duquel se détachait la double colline de Fiesole; en bas de toutes ces pentes, dans la concavité de cet harmonieux amphithéâtre, Florence, blanche de l'éclat de ses marbres, rose des teintes rousses de sa coupole et de ses murs d'enceinte, dressait dans le ciel cendré de l'automne ses 284 tours et clochers; et, par places, comme des écailles d'argent miroitantes, l'Arno brillait au milieu des prairies encore vertes ou disparaissait entre des masses de palais et de maisons.

A San Gaggio, une multitude de peuple attendait le Légat pour lui faire honneur; un des Médicis (1) était venu au-devant

(1) Lettre du cardinal de Sienne au Pape (Florence, 29 octobre 1494).
Ce Médicis est qualifié dans la lettre « Reverendissima Dominatio et Magnifici

de lui, et, pendant que le clergé et les confréries déroulaient leur procession, tous deux entrèrent dans le monastère. Après les saluts d'usage et les bénédictions dont le Pape l'avait chargé pour le Magnifique, les Médicis et la ville elle-même, le cardinal ne put s'empêcher de témoigner la stupéfaction que lui causait le revirement de Piero.

Le Médicis tenta d'excuser son cousin : le péril qu'il courait était en ce moment si grand ! A Florence, non seulement ses richesses, mais sa vie, menacées à chaque instant ! partout des traîtres, même dans la famille ! Jean et Lorenzino n'avaient-ils pas déjà été solliciter contre leur cousin la protection du Très-Chrétien ? Piero n'avait plus, sur la ville, l'ombre d'autorité, et chaque jour, frère Gérôme travaillait à le rendre odieux. Le vrai maître de Florence, à l'heure actuelle, c'est ce moine fanatique. Depuis qu'il a « fermé la porte de l'arche de Noé, » tous sont ici frappés de terreur ou de folie, par crainte de n'y pas avoir trouvé place. Quand il prêche à Sainte-Marie de la Fleur, la cathédrale est trop petite, et le jour où il a crié, en chaire, qu'il allait bientôt déchaîner le déluge du ciel, tous les Florentins se sont mis à trembler comme des enfans. Ce frère a un pouvoir diabolique... il prêche contre l'Église elle-même ; peut-être est-ce l'Antechrist ?

Quant à Piero, aussi longtemps qu'il a pu compter sur le secours du duc de Calabre, il n'a pas perdu courage, et même, il n'a pas craint d'écrire une lettre très fière au Roi de France. Mais, que peut maintenant l'armée du duc, acculée à Faenza par les Français ? et le pays lui-même se prononce en leur faveur. Dans de telles conditions, menacé à l'intérieur, sans espoir de secours extérieur, que pouvait faire le Magnifique ? Dans le parti qu'il vient de prendre est peut-être le salut de Florence, en tout cas le dernier espoir de la sauver du massacre et du pillage ! car ce serait folie que de tenter de résister à une armée tellement supérieure, à une aussi formidable artillerie ! La preuve est faite !...

. . . . . .

Telles furent, vraisemblablement, les raisons que donna le Médicis à l'excuse de Piero ; raisons justes et qui se plaidaient d'elles-mêmes ; et aujourd'hui, en considérant les choses avec

Petri *germanus*. » Il semble donc que ce soit Jules de Médicis [le futur Clément VII], alors âgé de 17 ans, fils posthume de Julien, oncle de Piero.

l'impartialité qu'apporte le recul du temps, il semble bien que Piero, par ce mouvement spontané, — peut-être intéressé, — a sauvé la Toscane de la guerre et des massacres; il a été le meilleur politique du moment, celui qui se plie aux circonstances qu'il sait ne pouvoir dominer: et l'on peut le relever de cette accusation de trahison, avec laquelle les peuples malheureux sont toujours prêts à rejeter leurs fautes sur leurs dirigeans.

Cette conversation dura longtemps; puis, tous deux remontèrent à cheval, au milieu de leurs brillantes escortes, et d'une de ces pompes comme les Florentins excellaient à en organiser. Ils descendirent la pente qui dévale vers la porte Romaine, pendant qu'à ce spectacle de fête s'ajoutait celui, plus imposant encore, de Florence étalée à leurs pieds, dans l'encadrement splendide de ses douces collines, offrant aux yeux ses monumens, sa Seigneurie et son Dôme, baignés de lumière d'or, dans des fonds d'azur semblables à ceux des enluminures auxquelles se plaisait tant la fantaisie artistique du neveu de Pie II. Mais cette terrible nouvelle l'avait tellement consterné qu'une douloureuse préoccupation se lisait sur sa figure, et que toute cette magnificence de la nature et du peuple en fête n'avait plus, à ce moment, le moindre charme pour lui (1).

Le cardinal passe la nuit à écrire au Pape ses embarras, et à conférer avec l'agent royal de Naples.

Le lendemain, il fut reçu pompeusement par les Prieurs dans le palais de la Seigneurie; il avait à leur exposer les désirs de Sa Sainteté; mais ce changement subit des événemens le force à changer lui-même la ligne de conduite si longuement combinée avec le Saint-Père (2). Il eût voulu représenter aux Prieurs que la cause du roi Alfonse était de toute justice, que le Pape l'avait prise à cœur pour ce motif d'équité, et aussi parce qu'Alfonse était feudataire de la Sainte Église; que jamais Il n'abandonnerait la défense du roi de Naples, et qu'Il aimerait mieux perdre l'État, — le cardinal le tenait du Pape lui-même (3), — et la tiare, et quitter l'Italie, vivre en exil, mourir même, que de céder sur ce point; qu'au reste, quelque puissant que fût le

(1) Lettre du cardinal, Florence, 29 octobre 94.

(2) Même lettre.

(3) Cette déclaration fut faite en propres termes par le Pape, devant les cardinaux réunis, au cardinal Ascanio Sforza, envoyé par le roi de France pour engager le Pape à rester neutre dans son différend avec le roi de Naples.

Roi de France, le Pape ne manquait pas non plus de forces à lui opposer, sans compter l'aide de Dieu, qui ne lui ferait point défaut.

Ces belles raisons n'arrivaient point à convaincre la Seigneurie ; plusieurs de ces avisés Florentins avaient dans l'idée que, si le Pape continuait à tenir pour le roi de Naples, c'était pour garder par ses fils un pied en Espagne et l'autre dans le royaume (1), et quant à la bonne foi du Saint-Père, la plupart se demandaient s'il ne finirait pas par s'entendre avec le Roi de France, et si ce n'était pas la combinaison qu'il tramait en ce moment même avec Mgr Ascanio Sforza, venu brusquement à Rome.

Quant à l'intérêt de la ville de Florence, qui avait de nombreuses banques et maisons de commerce en France, il était évidemment de se montrer agréable au Roi Très-Chrétien, et là-dessus, tous étaient d'accord.

Mais ces raisons vraies, les Prieurs se gardèrent certainement de les exposer ; ils se contentèrent de déplorer avec le cardinal la trahison de Piero, qui, mettant ses intérêts propres avant ceux de la ville, les livrait au Roi. Et ils purent lire au Légat la lettre qu'ils venaient de recevoir, et dans laquelle le « Magnifique » prétextait qu'il agissait pour le salut de Florence : « J'espère,— écrivait-il, — en livrant ma personne à Sa Majesté Très-Chrétienne, apaiser la colère qu'Elle a contre notre cité. » — Mais tous prétendaient que Piero mentait en disant cela.

Ils étaient eux-mêmes dans la plus grande incertitude de la conduite qu'ils allaient tenir, se rendant bien compte que Florence ne pouvait résister aux Français, maintenant qu'ils étaient sur le territoire, car Montpensier, guidé par les bandes de Malaspina, avait déjà enlevé le château de Fivizzano, passé au fil de l'épée ses garnisaires et massacré les 300 hommes envoyés pour défendre Sarzane. C'était bien une guerre « inouïe (2) ! » jamais on n'avait entendu, en Italie, parler de semblables tueries.

Le cardinal comprit que, de ce côté, la partie était perdue et qu'en cette ville, tous, du plus grand au plus petit, bien que pour des motifs différens, en tenaient pour les Français (3).

(1) Un fils du Pape, Gioffré, avait épousé récemment Dona Sancia, fille d'Alphonse d'Aragon ; un autre, César, était cardinal de Valence en Espagne.

(2) Guichardin.

(3) ... « A minimo usque ad maximum Gallos in ore habent. » (Lettre du cardinal.

Et ce qu'il put voir et entendre le 1er novembre à Florence acheva de l'accabler.

Le mot de trahison, prononcé jusque-là à voix basse, courait maintenant la ville; le bruit s'était répandu que Piero avait spontanément offert au Roi les forteresses de la Lunigiane (1). On racontait que le nombre des soldats du Très-Chrétien était infini, qu'il y avait parmi eux des géans féroces (les Suisses) armés d'armes invincibles, et comme on savait qu'à Rapallo ces barbares avaient passé au fil de l'épée non seulement la garnison, mais tous les habitans, les femmes, les enfans, les malades de l'hôpital, Florence s'imagina qu'elle allait subir le même sort; une terreur folle s'empara d'abord des riches qui s'enfuyaient dans leurs villas, cachant en hâte leurs trésors, et leurs femmes et leurs filles dans les monastères. Et pendant que les marchands se sauvaient, que les boutiques se fermaient au Marché Vieux et à Vaccherecia, les plus sinistres individus, sortis des ateliers de la laine et de la soie, circulaient par les rues et se groupaient sur la Place aux cris de « Popolo » et « Libertà, » et les politiciens se pressaient le long de la « ringhiera » du Palais, tout prêts à donner leur avis, malgré les lois formelles de la République. L'émeute grondait, Florence se trouvait dans une de ces angoissantes journées où, d'un moment à l'autre, le sang pouvait couler et la populace se porter aux pires excès. On jetait des pierres aux écussons des Médicis, et aucun des partisans de ceux-ci n'osait se montrer, de peur que le premier cri de « palle ! » (2) ne fût le signal d'un massacre. Il n'y avait plus, dans la ville, ni autorité, ni direction; seule, la parole de frère Gérôme dominait dans cette tourmente; Florence, affolée, se pressait au Dôme pour l'entendre; mais il avait maintenant déchaîné le fléau, promis la vengeance divine contre les crimes de l'Italie et du Saint-Siège, et c'est à lui que les Florentins, et les Prieurs eux-mêmes, couraient demander conseil.

Démonté par tous ces événemens, terrifié par ce qui se passe sous ses propres yeux à Florence, le cardinal de Sienne n'a plus qu'une idée : aller au plus vite trouver le Roi de France; très abattu, il ne voit plus sa mission comme il l'avait précédemment

(1) Ce fut le 30 octobre que Charles VIII reçut Piero de Médicis à son camp à San Stefano.

(2) Cri de ralliement des Médicis, par allusion aux tourteaux (*palle*) qui chargeaient leurs armes.

envisagée avec son frère André ; chaque jour causant un nouvel échec à la politique aragonaise, il ne se sent plus l'ambassadeur d'un maître presque divin, allant porter des paroles graves à un monarque qui lui a manqué de respect; il comprend qu'il faut baisser le ton, et nous verrons, par une de ses prochaines lettres au Pape, celui qu'il va adopter.

Mais, ce jour-là, il se décide à quitter Florence, où il craint des émeutes qui pourraient porter atteinte à sa dignité de légat de l'Église ; il se dépêche de gagner Lucques, où il se figure qu'il sera en sûreté, pour attendre la réponse à une demande d'audience qu'il vient d'adresser au Très-Chrétien, et qu'il fait porter en hâte, par un secrétaire, à Monseigneur de Saint-Malo, se recommandant, lui cardinal ambitieux de la tiare, à cet évêque ambitieux du chapeau.

V. — LE ROI DE FRANCE A SARZANE. — LE VOULT DE LUCQUES

Dès le 1er novembre, le Roi était à Sarzane. Il s'y était rendu aussitôt que cette forteresse avait été livrée par Piero, car, depuis Pontremoli, il marchait avec l'avant-garde de son armée; et il était tout joyeux que ce nid d'aigle, aux belles murailles, fût ainsi tombé en son pouvoir sans coup férir, alors qu'il eût été si dur de l'enlever de force. Décidément, « Dieu montrait conduire l'entreprise (1). »

Encore mal remis de la grave maladie qu'il venait de faire, le Roi comptait se reposer pendant quelques jours, et, comme passe-temps, dans l'intervalle de ses conseils, il faisait venir les gens renommés pour leur bon esprit et leur religion, et se plaisait à leur faire raconter les pratiques de dévotion aux saints et aux reliques du pays, et aussi les prophéties locales, espérant toujours en trouver une qui s'appliquât à son « entreprise. »

Parmi les images miraculeuses dont cette Italie était remplie, on lui en avait cité une qui excitait vivement sa curiosité; il en avait déjà entendu parler en France où elle était connue sous le nom de « Saint Voult de Lucques : » c'était en réalité une statue du Sauveur.

Un chanoine du chapitre de Sarzane, très expert en ces choses, avait été convoqué pour en instruire le Roi, et comme il n'était

(1) Comines.

pas aussi entendu au langage français qu'aux histoires pieuses, c'était Galeas de Sanseverino, le favori du moment, qui interprétait ses discours. Galeas avait conquis Charles par sa bonne grâce à monter et à dresser des chevaux et à jouter mieux que quiconque d'alors.

On savait, — disait le chanoine d'une voix convaincue, — qu'aussitôt après le dernier soupir du Christ sur la Croix, un ange était apparu à Nicodème et lui avait ordonné de tailler dans le bois l'image du Sauveur avant sa mise au tombeau...

Le Roi écoutait, les yeux fixes, la bouche entr'ouverte, comme un enfant à qui on raconte des merveilles. Et devant les gentilshommes qui entouraient le monarque et avaient interrompu leurs causeries et leurs jeux bruyans, intéressés eux-mêmes par le pieux récit, le chanoine continuait: il montrait Nicodème montant au Cédron, y coupant un arbre, et, en face de Jésus pendu à la Croix, sculptant dévotement son image, qui, par conséquent, était la plus fidèle qui existât; elle représentait le Christ, non plus ignominieusement nu et ensanglanté, mais déjà entré dans la gloire céleste; vêtu d'une splendide robe, il avait la tête couronnée d'un diadème étincelant, au lieu de la douloureuse couronne d'épines, et les bras étendus, tels que sur la Croix; mais le bois du supplice disparaissait, car un nimbe lumineux rayonnait autour du corps divin, et aux extrémités de ces rayons s'épanouissaient des lys...

Le Roi était charmé au plus haut point, et cette floraison de lys aux mains ouvertes du Christ le ravissait.

Le chanoine termina en racontant comment, perdu pendant de long siècles, le « Volto Santo » avait été retrouvé miraculeusement, et transporté avec une grande pompe à Lucques où, dans le « Duomo, » il était l'objet d'une particulière vénération.

Que de miracles il avait fait, ce saint Voult! que de guérisons accomplies! Et il protégeait si efficacement la cité que, dans ces dernières années, le seigneur Dominique Bertini, comte du Saint-Empire et secrétaire du Saint-Siège apostolique, homme réputé dans toute l'Italie par sa piété, avait consacré sa fortune à élever, sous la voûte principale de la cathédrale, un petit temple dont la coupole faite d'écailles émaillées reposait sur des colonnes d'or, appuyées elles-mêmes sur une « ringhiera » de marbre blanc et rouge: la frise en était décorée de fins ornemens et de bas-reliefs d'or, dont on avait confié l'exécution au plus renommé

sculpteur et ciseleur de l'époque, maître Matteo Civitale. Ce temple se fermait, de façon que la Sainte Image ne risquât pas d'être volée aux Lucquois, comme l'anneau d'or de la mère de Jésus, enlevé par les gens de Pérouse, au doigt même de la Vierge, dans la cathédrale de Sienne!...

Le Roi n'écoutait plus que vaguement, car il songeait maintenant à aller à Lucques, voir cette précieuse effigie, aux rayons de laquelle fleurissaient les lys de France. Et il pensait aussi qu'il avait promis aux députés des Pisans de se rendre dans leur cité pour examiner leurs démêlés avec les Florentins, et faire justice, car il se considérait dès lors comme le grand justicier de l'Italie, et son devoir était d'y réformer les mauvaises choses et d'y faire naître le droit.

Il demanda alors si l'on pouvait gagner Pise en passant par Lucques, et on lui répondit que ce n'était pas un long détour. Il voulut cependant s'en convaincre et dit à Guillaume Bougier, son secrétaire, de lui montrer cette carte d'Italie que son agent à Ferrare, Jacques Signot, avait dressée pour l' « entreprise. » Les villes et les forteresses y étaient marquées par leurs maisons, tours et murailles, ainsi que les montagnes entre Gaule et Italie avec leurs principaux passages, et aussi les grands fleuves et la chaîne des Apennins. Tout cela figurait une longue et mince bande encadrée par deux mers, et dans un coin, Venise formait une île aussi grosse que la Corse ou la Sicile dans leurs eaux respectives.

Le Roi y jeta un coup d'œil, ne put se rendre compte de l'itinéraire, car la confusion des noms et des choses rendait cela impossible; mais, en lui-même, sa décision de se rendre à Lucques était bien arrêtée.

Pendant que Charles se délassait ainsi des graves préoccupations de l'expédition, Mgr de Saint-Malo lui annonça qu'un messager avait remis des lettres du cardinal de Sienne, sollicitant une audience au nom du Pape dont il était le légat.

Le Roi eut recours, — comme chaque fois qu'il était question des choses du Saint-Siège, — au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, et le fit demander. Et tout de suite, celui-ci, sans respect pour la Majesté Royale, et comme s'il eût été en face d'un de ses égaux (1), se mit à s'emporter contre le Borgia, ce scélérat qui

(1) Tizio, *Historiæ Senenses* (t. VI, f° 229) raconte la façon dont le cardinal de la Rovere parle au Roi : « Julianum vidi regem fenestræ incumbentem ita auden'er in faciem, quasi ad aurem, alloqui, ut non videretur ipsum regem multifacere. »

souillait le trône apostolique, ce *marran*, ce juif! Le Roi de France n'avait pas à traiter avec lui, car il serait dupé, s'il se laissait aller à l'entendre; le Borgia n'avait jamais su que mentir et tromper tout le monde; et il n'y avait, une fois à Rome, qu'à réunir un concile général pour déposer ce simoniaque et élire un autre Pape!...

La figure glabre, osseuse, toute en creux et en saillies, du cardinal de la Rovère, devenait terrible, pendant qu'il parlait de son ennemi, et, sous les arcades proéminentes de ses sourcils, ses yeux semblaient foudroyer le Pontife absent.

Quant au cardinal de Sienne, — continuait-il, — c'était un Aragonais! le Pape l'avait sûrement envoyé à l'instigation du roi de Naples qui était son parent! tous ces Piccolomini! ces « Pientins » (1) étaient les pires ennemis du parti français, neveux adoptés par Pie II, celui-là même qui avait donné aux Aragonais l'investiture du royaume de Naples; il ne fallait pas le recevoir, cet ambassadeur, car il avait certainement une mission secrète contre le Roi, et le Pape ne l'avait pas désigné sans arrière-pensée!...

Influencé par l'énergique apostrophe de Julien de la Rovère, le Roi avait donné ordre de congédier le messager.

Pendant ce temps, le cardinal Francesco Piccolomini, logé à Lucques au palais de l'archevêché, s'impatientait de n'avoir pas de réponse; la réussite de sa mission lui semblait désormais bien incertaine; il commençait à craindre un échec et se désespérait du discrédit que cela allait causer à son influence; les rêves ambitieux s'envolaient de son esprit, et il écrivait au Pape les lettres suivantes:

VI. — LETTRES DU CARDINAL

Lucques, 5 novembre 1494 (2).

Beatissime Pater post pedum oscula beatorum humilem commendationem...

« J'ai écrit à Votre Sainteté que j'avais adressé mon secrétaire au Roi Très-Chrétien, disant que j'attendais Son bon plaisir pour me rendre à l'endroit qu'Il voudrait bien me fixer. Aujourd'hui, mon messager n'est pas encore de retour, et je me suis

(1) « Gens de Pienza » et « neveux de Pie. »
(2) Cette lettre est la troisième en date, dans la collection Podocataro.

décidé à envoyer à Sarzane un chanoine de Lucques, tout dévoué à ma famille; il y remettra au révérendissime évêque de Saint-Malo une lettre par laquelle je le prie de me faire savoir les intentions du Roi; et de me dire où il convient que j'aille, car Sarzane est une citadelle, la place est resserrée entre des murailles, et tout occupée par d'énormes masses de soldats.

« Des gens très dignes de foi m'ont affirmé qu'ils avaient entendu de leurs propres oreilles un des familiers du Très-Chrétien s'exprimer ainsi : « Le cardinal de Sienne a écrit au Roi pour demander audience, mais on sait qu'il a favorisé le parti de nos ennemis, aussi Sa Majesté ne le veut recevoir ni entendre! Et il aurait tenu sur mon compte des mots encore plus durs...

« La fortune en ce moment sourit aux Français, tout leur réussit, tout s'ouvre devant eux : Sarzane, Pietrasanta sont en leurs mains; on dit que le Roi va bientôt partir pour Florence, et qu'il y veut changer le gouvernement.

« Et l'on se vante journellement aussi, dans le camp étranger, que le Roi viendra à Rome, et qu'il veut réformer l'état de l'Église; et dans un grand conseil tenu à Sarzane, il a décidé formellement l'expédition de Naples...

. . . . . .

« Ici, dans tout ce pays de Lucques, ce sont les Français qui commandent et tout se fait à leur guise.

« Et moi, — comme le bruit s'est déjà répandu que je n'ai pas la faveur du Roi, — je n'y puis rester désormais sans péril, d'autant plus que tout est occupé par l'armée royale, et que, même à prix d'argent, on ne saurait trouver à se loger ni à vivre; depuis trois jours déjà, mes quatre-vingts chevaux et bêtes de somme manquent de fourrage et broutent des branchages; encore n'en ont-ils pas tout leur saoul...

. . . . . .

Felicissime valeat Vestra Sanctitas.
Ejusdem V. S. humilis servitor,

Card. Senensis. »

Nous ne possédons malheureusement pas les réponses que fit le Pape à ces jérémiades; mais le monologue a son intérêt, le cardinal le continue le lendemain.

Lucques, 5 novembre 1494.

. . . . . .

« ... Hier, vers l'heure des vêpres, un chambellan du Roi Très-Chrétien, M. de la Volta (?), est venu m'apporter des lettres de son maître. Sa Majesté aurait, — paraît-il, — récemment écrit à Rome pour demander à Votre Sainteté de ne pas me maintenir comme ambassadeur auprès d'Elle, car Elle connaîtrait mes attaches et celles de ma famille avec le parti de ses adversaires, et saurait que je suis personnellement partisan du roi de Naples. Elle aurait, en outre, été informée que j'étais chargé de missions secrètes hostiles à sa cause ; je pouvais donc, — me fut-il dit, — vaquer à ma guise à ces dernières, mais Sa Majesté ne me recevrait pas; et enfin, il Lui serait parvenu de Sienne avis que j'avais conseillé aux Siennois de ne pas accorder de vivres à sa flotte! Tout cela, M. de la Volta me l'insinua avec la plus grande discrétion, se montrant excessivement réservé dans ses paroles.

« Je lui répondis que, tout d'abord, je n'avais nulle connaissance des lettres écrites à Rome par Sa Majesté Très-Chrétienne; quant au soupçon dans lequel Elle me tenait, je lui représentai que j'étais un simple cardinal et bien indigne d'un si haut titre, et que, dans les consistoires, missions, et toutes autres circonstances où il s'était agi des intérêts de l'Église, j'avais toujours parlé ouvertement, pour l'honneur et la bonne cause du Saint-Siège apostolique, et en m'en remettant humblement à l'avis de mes très révérends collègues du Sacré-Collège.

« Quant à ma famille et aux miens, j'avais plus à m'en glorifier qu'à en rougir, et à rendre grâce à Dieu qu'il m'ait donné d'être neveu d'un Pontife tel que fut Pie II, et d'avoir les très chers neveux que j'ai dans le royaume de Naples.

» J'affirmai n'avoir été chargé par Votre Sainteté d'aucune mission contraire à la cause française, mais uniquement de me rendre à Asti, où l'on disait qu'était Sa Majesté à l'époque de mon départ, pour La visiter, La saluer, La bénir, en votre nom. J'avais à Lui porter tous les sentimens d'affection dont L'entoure Votre Béatitude, et à Lui représenter avec quel absolu désintéressement Votre Sainteté voudrait détourner et apaiser tout ce tumulte guerrier en Italie, alors que les Turcs sont à nos portes ; à La supplier et à tâcher de La convaincre de remettre sa cause non aux armes, mais à l'équitable juridiction du Très Saint-Père,

disposé à tout examiner et juger avec bienveillance, en s'inspirant de l'Esprit de Dieu. Que le Roi Très-Chrétien veuille bien considérer en Sa haute sagesse la situation infortunée de l'Italie et tous les périls qui peuvent surgir de ces guerres, et l'avantage qu'en tireront les Infidèles!...

« Quant aux avis émanés de Sienne, s'ils avaient quelque attache officielle, j'étais tout prêt à Lui donner l'explication de mes actes, mais j'affirmai que jamais Votre Sainteté ne m'avait chargé de me mêler de la question du ravitaillement à fournir aux flottes royales par les Siennois; au cas où de pareilles insinuations eussent été faites par des particuliers, Sa Majesté devait savoir que les Siennois sont en permanence travaillés par des discordes civiles, et qu'il n'y a aucune sincérité à attendre de paroles ou de lettres dictées par la passion politique... »

. . . . . .

Après le départ de ce gentilhomme français, le cardinal tint conseil avec les prélats et familiers de sa suite; on lui représenta que les mœurs indisciplinées de cette soldatesque étrangère faisaient craindre aux Lucquois quelque atteinte à sa dignité. Effrayé, il donna subitement l'ordre du départ.

Adieu toutes les ambitieuses pensées!

Mais pendant qu'on se prépare, arrive le chanoine qu'il avait adressé à Briçonnet pour solliciter son appui auprès du Roi; il apporte une lettre de Monseigneur de Saint-Malo. Une lueur d'espoir traverse l'esprit du Piccolomini; peut-être, sur l'instance de son conseiller, le Roi reviendra-t-il sur sa décision; peut-être le recevra-t-il?

Le Légat donne contre-ordre au départ. Malgré ses craintes, il attendra encore. Il s'est repris à espérer! mais il ne connaît pas l'entêtement du Très-Chrétien, de celui que ses compatriotes appelleront bientôt « Cabezzucco, » le Cabochard! car, pendant qu'il se leurre ainsi, voici deux courtisans de Charles VIII qui arrivent au palais où loge le cardinal : l'un d'eux est encore M. de la Volta, et l'autre, un « chevalier tout doré (1). » Ils lui répètent les mêmes paroles et les mêmes griefs du Roi contre sa personne, et l'exhortent à quitter Lucques, car Sa Majesté va y faire son entrée et lui accorde quatre heures pour s'en aller.

Le cardinal veut encore discuter; on lui montre l'ordre écrit

(1) « Quemdam auratum militem. »

du Roi ; et alors, pour ne pas risquer une nouvelle et plus grave insulte à sa qualité d'ambassadeur, en moins d'une heure il s'enfuit, plutôt qu'il ne s'en va.

Toutes ces alternatives, toutes ces humiliations, il les écrit (1) fidèlement au Pape, en se lamentant, et il lui confie, avec son chagrin, son intention d'aller se retirer dans un monastère, pour y déplorer l'injure faite au Saint-Siège en sa personne.

VII. — L'OBSERVANCE

En face des hauteurs enfermées dans la ceinture des murailles de Sienne, la colline de la Capriola s'isole comme un désert de verdures; à son sommet pointe un campanile, et, sous un bosquet de pins, au travers d'un rideau de cyprès, on apercevait l'église et les bâtimens de briques, — alors tout neufs, — de l'Observance. Mais un profond ravin, masqué par d'épaisses broussailles, creuse un abîme entre la ville et les pentes rapides que couronne le monastère, paraissant mettre une barrière entre le monde et cet asile de recueillement.

C'est là que le cardinal cachait sa déconvenue. De Lucques, il y était arrivé après bien des angoisses, marchant jour et nuit sur des routes encombrées par les avant-gardes et les coureurs du Roi, tremblant à chaque instant de se voir insulté, lui, prince de l'Église, ou quelqu'un de sa suite, par cette soldatesque dont il avait une si grande frayeur. Là, au moins, sa personne serait entourée du respect habituel, il pourrait méditer sur les moyens de réparer cette atteinte au crédit de son nom, et attendre les événemens dont il apprendrait les premières nouvelles. L'état de son âme se révèle dans ces quelques lignes qu'il écrit, le 13 novembre, à Podocataro, son collègue au Sacré-Collège, par lequel il se fait tenir au courant de ce qui se passe au Vatican : « Me voici dans ma patrie, où je tâche de parer au salut de ma famille, car moi et tous les miens avons été signalés au Très-Chrétien comme Aragonais et *pientins*.

« Espérons en Dieu ! qu'Il nous fasse la grâce de nous arracher aux mains de nos ennemis ! »

Il avait appelé auprès de lui son neveu Giovanni, pour lequel on ambitionnait déjà le chapeau de cardinal. Quant à son frère

(1) Lettre du 8 novembre, de Fucecchio (Toscane).

André, il avait déjà quitté Sienne, et, avec sa prudence ordinaire, cherché une retraite plus sûre, pour lui et ses trésors. Au palais Piccolomini, à Sienne, pour recevoir les hôtes maudits que l'invasion allait déverser, il avait laissé le précepteur Tizio : celui-ci, qui n'était pas précisément très courageux, et avait plusieurs fois, dans les troubles civils, donné de hautes preuves de couardise, se trouvait, dans cette ville envahie, partagé entre sa curiosité de nouvelliste et sa peur naturelle des coups. Il est probable que souvent, pendant cette période agitée, il dut gravir avec sa mule le chemin rocailleux qui, traversant le torrent au milieu des cailloux et des buissons, montait à l'Observance. Il apportait au cardinal les nouvelles de la cité, le renseignant sur les menées tortueuses des partis, ou lui contait les passages des troupes françaises, car chaque jour, depuis le 9 novembre où l'avant-garde avait franchi la porte Camollia, Sienne voyait les sergens et les valets étrangers parcourir ses rues et marquer à la craie les logemens pour leurs maîtres, et ceux-ci s'installer dans les maisons aussi privément et familièrement qu'ils eussent fait chez eux.

Tout ce qu'apprend le cardinal n'est pas fait pour lui donner espoir, car c'est de plus en plus la déroute de sa politique de famille : Florence, révoltée contre les Médicis, a chassé Piero et envoyé des ambassadeurs au Roi pour se mettre à sa discrétion, et Sienne, jusqu'alors hésitante, se déclare maintenant pour Charles VIII : les partis, — chose extraordinaire et qui se voit pour la première fois dans cette ville divisée, — tombent d'accord pour souscrire à toutes les demandes du Très-Chrétien, « puisque aussi bien on n'est plus maître de les refuser. »

Puis, c'est l'entrée du bâtard de Bourbon, escorté de 3 500 cavaliers, des gendarmes, montés sur de puissans chevaux, des arbalétriers, des archers avec leurs arcs bandés et leurs trousses garnies, et des escouades de trompettes et de tambourins menant, par les rues étroites, entre les maisons rapprochées, un vacarme à ébranler les murailles.

Le 20 novembre, le cardinal écrit au Pape que, la veille, 3 000 Français sont encore arrivés à Sienne : c'était Montpensier (1), le général en chef, dont l'infanterie défile pendant plusieurs jours par la grande rue de Sienne, se dirigeant sur les États de l'Église.

(1) Gilbert de Montpensier, dit le comte Dauphin, capitaine général de l'armée de terre.

Puis on apprend la continuation de la marche triomphale du Roi, pompeusement reçu à Pise, et salué par Savonarole du titre de « grand exécuteur de la justice divine! » puis, la nouvelle de l'entrée à Florence, et les fêtes splendides données par la Seigneurie. Et ici, à Sienne, le peuple, avide de fêtes et de jeux, désire maintenant cette représentation extraordinaire dans ses murs, et la prépare, un peu ému, cependant, par les bruits qu'on répand de pillages à Florence, et aussi par l'installation, sur le « Prato, » de trente bombardes de bronze, avec des approvisionnemens de boulets de fer, et un millier de cavaliers pour le service de ces engins!

Et Tizio rapporte une nouvelle qui maintenant court la ville, égayant aussi bien les seigneurs français que les Siennois, par sa gaillardise, mais qui dut, par les conséquences qu'elle pouvait avoir, provoquer d'inquiètes réflexions chez le cardinal. L'armée de Montpensier avait marché si vite qu'elle était déjà entrée à Viterbe, ville du Pape. Le duc de Calabre, propre fils du roi de Naples, avait battu en retraite sans même essayer de défendre la place, close pourtant de bonnes murailles. Malgré ses appréhensions, le Pontife était loin de s'attendre à une si rapide débâcle, à tel point que la belle Giulia Farnèse, qui était « le cœur et les yeux du Saint-Père, » était allée avec une suite de dames, de demoiselles d'honneur, et une escorte d'une trentaine de personnes, assister à la noce d'une parente, dans la campagne de Montefiascone. Elle venait de quitter le château des Farnèse, Capodimonte, et retournait paisiblement à Viterbe, auprès de son frère, le cardinal (1). Sur une des éminences qui dominaient la route, on aperçut tout à coup un gros de cavaliers; on les prit pour des partisans de Mgr le duc de Calabre, venant saluer la favorite : c'étaient les coureurs de M. d'Alègre (2), gentilhomme de l'avant-garde de Montpensier, et qui, sans respect, s'emparèrent de tout ce brillant cortège. Et quand le baron d'Alègre apprit quelles étaient ces belles dames, il leur imposa une rançon de 3 000 livres et informa immédiatement le Roi, tandis que la Giulia écrivait au Pape, pour demander l'argent exigé.

(1) Alexandre Farnèse, nommé cardinal par la faveur de sa sœur, et surnommé pour cette raison « Cardinale della Gonella » (le cardinal du jupon), devint le pape Paul III.

(2) Yves II d'Alègre devint, après la conquête de Charles VIII, gouverneur de la Basilicate.

Les choses en étaient là le 27 novembre, et toute l'Italie, en l'apprenant, en fut en émoi, bien aise au fond de ce scandale, et se gaussant du Saint-Père, que les tyranneaux de la péninsule considéraient comme leur tyran à tous.

Le précepteur Tizio avait été, à Sienne, des premiers à l'apprendre, par les seigneurs français qu'il hébergeait au palais Piccolomini : l'un d'eux, le principal de ces hôtes de passage, était un haut officier, ami de Montpensier, et Tizio, à contre-cœur, tâchait de le distraire, lui montrant, après souper, les beaux *codici* de la *libreria*, lui en faisant admirer les scènes richement peintes et enluminées. Autour de la table, de grossiers gentilshommes bretons (1) l'interpellent : « Et dans lequel de ces livres voit-on le portrait de la p....n du Saint-Père? » Et les voilà racontant en termes crus la capture de la Giulia et riant à pleine gorge, au nez du pauvre prêtre scandalisé.

Quand il apprit l'aventure de Madame Giulia, le cardinal, sachant que son maître ne pouvait vivre sans elle, put immédiatement préjuger quelle fureur allait s'emparer de lui. Il prévoyait aussi quel coup lui porterait bientôt l'arrivée désormais certaine du Roi à Rome, et les alternatives d'angoisse et de rage par lesquelles devait passer le Borgia. La complexion sanguine du Pape allait-elle résister à ces colères continues? Le Roi le ferait-il déposer? L'un ou l'autre de ces deux cas semblait probable ; et, dans l'un comme dans l'autre, le cardinal voyait se fermer devant lui les voies au trône pontifical.

Les temps, décidément, étaient bien durs à la politique des Piccolomini !

VIII. — L'ENTRÉE DU ROI DE FRANCE A SIENNE. — L'AUDIENCE

Pendant que le cardinal passait de mélancoliques journées dans sa retraite de l'Observance, en face de lui, à Sienne, on vivait dans une agitation fébrile : tous les services gouvernementaux du « Comune » étaient suspendus, la « Balia » avait, dès le 6 novembre, donné congé à tous les offices, car il fallait que chacun pût vaquer à cette lourde servitude du logement et de la subsistance des hordes qui se renouvelaient chaque jour.

(1) Tizio dit « bretons, » mais ce sont probablement des Écossais, dont un grand nombre se trouvait dans les troupes à cheval, indépendamment de la garde royale qui en était composée.

Les Petrucci et le parti des « Neuf, » depuis leur résolution prise de ne rien refuser au Roi, avaient déployé le plus grand zèle pour sa réception, et n'avaient rien épargné pour flatter sa vanité, craignant que la ville lui restât suspecte pour sa politique jusque-là douteuse et sa réputation de vieille ennemie de la maison d'Anjou.

Et comment ne pas se montrer prévenans vis-à-vis de gens qui ont installé une si effroyable artillerie dans vos murs?

Par honneur on avait jeté bas les battans de la porte Camollia, et tout un pan de muraille, afin que le Roi ne pût conserver une arrière-pensée sur la soumission des habitans; et, à l'entrée, on avait apposé cette inscription: *Venite tandem, Rex Franciæ Christianissime, cui nostræ ultro patent januæ.* (Entrez donc, ô Roi Très-Chrétien, nos portes tombent d'elles-mêmes devant vous.) Des arcs de triomphe avaient été dressés sur le parcours que le cortège devait suivre pour se rendre à la cathédrale : le premier portait deux statues, l'une de Charlemagne, l'autre de Charles VIII lui-même, faisant face au grand empereur.

On était en hiver, mais le temps, très beau, favorisait la marche du Roi : il s'était arrêté toute la journée du dimanche 1er décembre à San Casciano, pour y entendre les offices, et en repartit le lendemain pour Sienne. Il arriva à la porte Camollia un peu avant la nuit. Il était précédé de hérauts, du grand prévôt et du grand écuyer qui tenait l'épée royale, et entouré de pages en livrées ornées de ses initiales entrelacées à celles de la Reine; sous un dais superbe, chargé d'écussons aux armes de France et de Bretagne, il s'avançait majestueusement, monté sur un magnifique cheval noir; il portait une armure resplendissante d'orfèvrerie, de perles et de pierreries, et, par-dessus, une jaquette de brocart d'or, et un manteau de velours bleu; sur la tête, un grand chapeau blanc à plumes noires, surmonté de la couronne royale.

Sur le « Prato de Camollia, » entre l'avant-porte et celle de l'enceinte, le capitaine du Peuple, la Balia, et toutes les magistratures attendaient le souverain, et les plus belles tentures avaient été déployées pour parer cette première halte. Partout on voyait la Louve siennoise, emblème de la Cité, et l'inscription rappelant que la vieille république était sous la protection de la Vierge : *Sena Vetus Civitas Virginis!*

Et au-dessus de la porte, au milieu d'un groupe d'anges et

des saints protecteurs de la ville, se voyait en effet la Vierge elle-même. Une musique se fit entendre, et voici qu'Elle descendit de son trône, s'avança vers le Roi pour lui souhaiter la bienvenue, et, en des vers latins, — d'une pauvre poésie, du reste, — remit la cité à sa merci, en lui rappelant que Sienne avait été fondée par des Gaulois *Senons*, et que, par ces ancêtres communs, Français et Siennois étaient frères (1).

Entre les façades galamment décorées des maisons de Camollia et de la Cité, au fracas de ses tambours gros comme des tonneaux et que de vigoureux gaillards frappaient à deux mains, au son des fifres de la Seigneurie et des cloches sonnant *à gloria*, le Roi fut conduit à la cathédrale. Le peuple se pressait sur son passage, admirant que, sous son baldaquin monumental, il parût si à l'aise qu'on l'eût cru dans une salle de son palais. Mais à tous déplaisait sa figure, avec son nez démesuré, ses petits yeux et sa bouche entr'ouverte, et ceux qui le voyaient de plus près s'étonnaient de la forme de ses chaussures, très larges à l'extrémité et toutes plissées, et les mieux informés expliquaient que le Roi avait aux pieds un sixième doigt, greffé à côté du plus petit, et que, pour cette raison, il devait employer de pareilles pantoufles; que, du reste, tous les Français, par flatterie, avaient adopté cette mode.

Comme il faisait nuit, la place du Dôme était éclairée de torches et de feux qui flambaient dans les torchères, les lanternes et les boîtes appliquées aux façades des palais et de l'hôpital de la Scala. Au milieu du vacarme assourdissant des cloches, on eût cru à un immense incendie, et ce fut une admiration générale de voir rougeoyer sous toutes ces lueurs les belles bannières de soie blanche qui flottaient au vent, avec leurs fleurs de lys d'or sans nombre, les couronnes royales et les devises *Missus a Deo* et *Voluntas Dei;* mais, quand le Roi descendit de cheval, sa petitesse, et ses jambes grêles bardées de cuir causèrent une déception, car cette exiguïté ne paraissait pas compatible avec la majesté d'un si puissant monarque.

(1) Inclyte Francorum Rex, invictissime Regum
Unica christicolæ spes et fiducia gentis!
Ingredere! et felix subeas mea tecta secundis
Auspiciis : nam te ipsa libens vultuque sereno
Urbe mea accipio. Felicibus annuo cœptis
Committoque tibi veteres mea mœnia Senas :
Senas, Gallorum Senonum ex nomine dictas!

Et tout en criant : « Vive France! » volontiers ces Siennois ridiculisaient le Roi, mais de loin, et à voix basse, car ces jurisconsultes, ces docteurs, ces commerçans, banquiers et boutiquiers tremblaient en sa présence, gagnés eux-mêmes au respect dont ils le voyaient entouré par tous ces princes qui formaient sa suite. On se les montrait avec curiosité : c'était Mgr Philippe de Bresse, oncle de Charles VIII, et le comte de Foix, roi de Navarre, et Mgr de Luxembourg de Ligny qui était son « camérier secret » et couchait dans sa chambre, et le maréchal de Gié; parmi ses conseillers, plusieurs étaient connus déjà des Siennois qui les avaient vus passer à Sienne, dans les premiers mois de cette même année, se rendant à Rome en ambassade : c'étaient Beraud Stuart, seigneur d'Aubigny, et Mgr de Saint-Malo, que le Roi avait juré de faire nommer cardinal par le Saint-Père, en sa présence; et le sénéchal de Beaucaire, Étienne de Vesc, Antoine de Guimel et Guillaume Bougier, ses secrétaires; puis venaient les princes italiens, parmi lesquels les Napolitains bannis du royaume tenaient les premières places : toute la maison de San Severino, avec son chef le prince de Salerne, qui amenait à l'armée royale des troupes levées par lui, et Galéas, le favori du Roi, que les Siennois, par une louche intrigue des Petrucci, avaient failli avoir pour maître, et François San Severino, le cardinal-évêque de Maillezais; et don Ferrand, fils du duc de Ferrare. Tout cela formait une imposante escorte, comme jamais les Siennois, si avides de fêtes, n'en avaient vue!

Dans la cathédrale, le Roi avait voulu aussitôt offrir à la Vierge le baldaquin sous lequel il avait fait son entrée; puis, il était passé dans le palais épiscopal qui était attenant; on y avait préparé ses logemens et une splendide réception.

Pendant les deux jours qu'il passa à Sienne, ce ne furent, pour Charles VIII, que fêtes et réceptions d'ambassadeurs.

Au milieu de toutes ces cérémonies dont il se voyait exclu, le cardinal de Sienne isolé dans sa retraite de l'Observance, avait, avec une ténacité extraordinaire, poursuivi son plan d'être enfin reçu par le Roi, et de se relever, dans sa ville même, de cette disgrâce qui discréditait sa personne et sa famille.

Or, pendant que Charles VIII était à Florence, le Pape, qui passait d'un jour à l'autre de l'espérance au pire découragement, s'était décidé, après avoir appris l'échec de son légat, à envoyer un autre ambassadeur qui fût *persona grata* au Roi de France,

et avait désigné Raymond Péraulť, cardinal de Gürck. Dans les derniers jours de novembre, Gürck était passé par Sienne, et le Piccolomini, réfugié dans son monastère, n'avait pas osé venir à sa rencontre. Est-ce dépit de se voir remplacé, peur de se montrer en public en cet instant? il envoie, pour rendre les honneurs dus à son collègue, son parent, Thomas, évêque de Pienza, mais lui-même s'abstient. Puis, subitement, il change de conduite, et vient s'excuser auprès de Gürck, et tout en le mettant au courant de sa mission manquée, et des recommandations reçues récemment du Pape, il le prie d'intervenir auprès de Charles VIII, pour que celui-ci lui accorde une audience privée, lorsqu'il passera à Sienne (1).

Cette dernière négociation réussit enfin, et le cardinal put, un instant, se bercer de l'espoir que les apparences seraient sauvées! Mais quel piètre accueil! et quel résultat! c'est ce que nous percevons de la lettre qu'il écrit au Pape, après l'audience, et sous les phrases pompeuses de laquelle il faut voir la simple courtoisie du Roi, qui ne peut refuser de recevoir le possesseur du palais dans lequel il a logé, et qui attend le moment de son départ pour lui permettre de le saluer, mais ne lui adresse même pas la parole.

Sienne, 4 décembre 1494.

. . . . . .

... « le révérendissime évêque de Saint-Malo est venu me trouver, il était accompagné du magnifique seigneur *de Boni* (d'Aubigny). Ils m'annoncèrent que le Très-Chrétien voulait bien m'admettre à lui parler aujourd'hui, n'ayant pas eu le temps plus tôt. Sa Majesté était sur le point de partir, et, à l'issue de la messe, je fus reçu. Je La saluai au nom de Votre Sainteté et profitai de l'occasion pour Lui dire que l'on avait calomnié Votre Béatitude et moi-même auprès d'Elle. Devant un cercle de princes, groupés autour du Roi, j'exposai le but de ma mission, qui avait été exclusivement d'apporter les souhaits de Votre Sainteté pour la gloire, l'honneur et la santé de Sa Majesté. Je manifestai que le Très Saint-Père ne désirait que le bonheur du Roi, et le triomphe de notre Foi, surtout en ce triste moment où elle est insultée par les continuelles incursions et dépréda-

(1) Lettre au Pape, 20 novembre 94.

tions des Infidèles. J'ai exhorté le Très-Chrétien à se montrer le défenseur de la religion, à l'exemple de ses aïeux.

« Lorsque j'eus terminé, Il s'entretint quelques instans avec deux personnages qui se tenaient à ses côtés, et me fit répondre par l'un d'eux qu'on avait fortement prévenu Sa Majesté Royale contre ma personne, en Lui affirmant que j'avais toujours été l'adversaire de son entreprise, mais que, malgré tout, Il voulait bien admettre de bon cœur mes excuses.

. . . . . .

« Pendant cet entretien survint le révérendissime cardinal de San Severino, et le Roi, terminant mon audience, l'entraîna à l'écart pour l'écouter. Je me retirai donc... »

. . . . . .

Et c'est ainsi que finit cette ambassade, lamentable pour le cardinal de Sienne au point que, quand il rentrera à Rome, quelques mois plus tard, personne ne viendra à sa rencontre : cruel retour après un si brillant départ !

Le dernier espoir des Piccolomini semble perdu ; accablé, le cardinal pense que c'en est fait, désormais, de son rêve grandiose, dans lequel le berçaient et son propre désir, et celui de sa famille, de sa ville, de son pays entier.

Et pourtant, les événemens ont d'extraordinaires reviremens : lorsque mourra Rodrigue Borgia, telles seront les rivalités entre les deux cardinaux le plus en vue, La Rovère et Amboise, concentrant dans leurs personnalités respectives l'antagonisme de la France et de l'Italie, tel sera l'imbroglio des intrigues, que le conclave aura peur des conséquences, et le Piccolomini atteindra enfin cette tiare tant désirée : figure bien effacée alors, à côté de ces deux redoutables jouteurs, mais vainqueur justement pour cette raison qu'il n'inspirera de craintes à personne.

CH. MAUMENÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tant d'événemens se sont succédé depuis notre dernière chronique qu'il est impossible de parler de chacun d'eux avec les développemens qui seraient dus à son importance. Le prince de Bülow n'avait pas plutôt donné sa démission que M. Clemenceau donnait la sienne. Quelques jours après, M. Théotokis, premier ministre de Grèce, disparaissait à son tour du pouvoir pour des motifs qui se rattachent à la question crétoise et qui ne la simplifient pas. Les quatre puissances protectrices adressaient, sur cette même question, une note à la Porte, et la Porte y faisait une réponse : de part et d'autres on se réfugiait dans l'équivoque pour avoir l'air de s'entendre, et on laissait à l'avenir le soin de résoudre le problème. Si nous sortons de l'Europe, les Espagnols s'engageaient au Nord du Maroc dans une expédition où ils ont déjà rencontré et où ils rencontreront sans doute encore plus de difficultés qu'ils n'en avaient prévu : leur situation intérieure en est troublée. Enfin la révolution persane a abouti à la chute du Chah Mohammed Ali et à son remplacement par son fils Ahmed Mirza, un enfant de dix ans. Voilà beaucoup de choses en quinze jours. Ne pouvant pas parler de toutes en même temps, nous nous contentons de les énumérer, sauf à y revenir plus tard.

Rien n'a été plus imprévu que la chute de M. Clemenceau. On savait bien que son ministère n'était pas solide ; mais on s'était habitué à le voir durer, ce qui lui donnait une apparence de force, surtout en province et à l'étranger. Il avait doublé plusieurs caps dangereux, traversé plusieurs passages difficiles ; il venait d'obtenir un dernier vote de confiance à la suite d'une interpellation qui, à la vérité, n'avait jamais paru très menaçante, et dont il s'était bien tiré, à peu de frais ; les derniers nuages s'étaient donc dissipés à l'horizon, et M. Clemen-

ceau, comme à la fin et dans le calme d'un beau jour, avait fait à son auditoire quelques confidences sur son état d'âme. Il avait pris, disait-il, le pouvoir sans l'avoir demandé, ni désiré, voulant consacrer à la démocratie, à la République, à la France, les dernières années de sa vie. Il s'était « donné » avec désintéressement, et avait pris pour tâche de faire l'éducation du peuple. Tout en instruisant le peuple, M. Clemenceau s'instruisait lui-même, et s'apercevait qu'il était plus difficile qu'il ne l'avait imaginé de gouverner les hommes. M. Clemenceau s'est demandé alors s'il n'avait pas été injuste pour quelques-uns de ses prédécesseurs, ou même pour tous, car il n'avait guère ménagé ceux-ci plus que ceux-là. Que voulez-vous? Il ne savait pas, il n'avait pas encore fait son apprentissage, il n'avait pas été à la rude besogne dont la charge lui incombait maintenant. Dans ce retour sur lui-même, il n'y avait probablement pas une grande dose de contrition; mais enfin, les confidences faites à la Chambre n'étaient pas exemptes de quelque mélancolie qui les rendait intéressantes. Il semblait que M. Clemenceau, sentant bien qu'il n'échapperait pas au sort commun et qu'il tomberait un jour lui aussi, voulait assurer à sa mémoire ministérielle un peu de cette équité rétrospective qu'il avait longtemps refusée aux autres et qu'il leur accordait sur le tard. Mais, certes, lorsqu'il tenait ce langage, si nouveau dans sa bouche, il ne se doutait pas qu'il fût tout près de sa fin, et ce n'étaient pas des adieux qu'il croyait faire à la Chambre. Loin de là! il lui demandait sa confiance pour la conduire à la prochaine campagne, à la prochaine victoire électorale, et le contrat était signé, la confiance était accordée. A dater de ce jour on a regardé la session comme close, et un grand nombre de parlementaires ont quitté Paris pour se rendre dans leurs circonscriptions. Ce n'était pas la discussion sur la marine qui aurait pu les retenir à Paris.

Cependant, avant de partir, ils ont donné au pays un triste spectacle, bien peu propre, quoi qu'ils en aient pensé, à leur ramener l'opinion qui s'éloigne d'eux de plus en plus. Une préoccupation continue de les ronger, celle des 15 000 francs qu'ils se sont adjugés par un tour de passe-passe dont le pays a été révolté. L'impression a été si vive qu'elle dure encore. Elle jouera certainement un rôle aux élections de 1910, d'autant plus que ces députés, qui se sont montrés si âpres au gain, sont accusés de remplir leurs fonctions avec une négligence toute cavalière et que, même au cours des discussions les plus importantes, même au moment des votes les plus graves, les bancs de la Chambre sont déserts. Contre ce mal, un député de la

droite, M. Lasies, a cherché un remède. Il n'a pas eu la prétention de guérir le mal tout entier, sachant bien que ce n'est pas possible, mais il a essayé de l'atténuer en imposant l'obligation du vote personnel pour un certain nombre de scrutins, ceux par exemple qui doivent augmenter les charges financières du pays, ou ceux qui, en accordant ou en refusant la confiance de la Chambre à un ministère qui la demande, le maintiennent ou le renversent. La majorité a été très émue qu'une proposition pareille eût été faite par un membre de la minorité, et elle a essayé aussitôt de la noyer dans des surenchères. Les surenchères se sont multipliées : au bout d'un moment, le spectacle a été tel que les vieux parlementaires, restés fidèles à certaines traditions de dignité et de décence, en ont été écœurés. Quelques-uns d'entre eux ont protesté avec émotion, avec indignation. Rien n'y a fait, et la Chambre a voté une modification du règlement, en vertu de laquelle les députés devront signer à chaque séance une feuille de présence. Si leur signature manque pendant six séances consécutives, ils seront réputés absens sans congé, et privés de leur indemnité. M. Jules Roche, honteux d'une pareille manifestation, a déclaré qu'il ne signerait jamais la feuille, ne voulant pas être traité comme un écolier, et d'autres ont imité son exemple. Au surplus, la feuille de présence ne prouve rien du tout, puisqu'un député, après l'avoir signée à un moment quelconque de la séance, peut s'en aller bien tranquillement et charger un collègue de voter à sa place. Nous attendons que quelqu'un propose que la liste soit signée et resignée toutes les heures : alors seulement la garantie deviendra sérieuse. Pour le début de l'institution nouvelle qu'est-il arrivé ? Un très grand nombre de députés, qui étaient absens et qui ont cru inutile de revenir pour assister à une fin de session insignifiante, se sont fait mettre en congé régulier. Aussitôt après, une de ces bourrasques, qui s'élèvent parfois de la manière la plus inopinée sur des eaux tranquilles et sous un cie serein, a assailli la barque gouvernementale et en quelques minutes l'a submergée. Que serait-il arrivé si les absens avaient pu voter comme autrefois? La secousse a été si violente que les absens, s'ils avaient été présens ou s'ils avaient pu voter par procuration, auraient été, eux aussi, divisés, disloqués aux quatre vents de l'orage. On peut toutefois conserver un doute à ce sujet, et qui sait si, comme M. Lasies s'en est dit-on vanté, la proposition qu'il a faite, ou plutôt celles qui en sont sorties, n'ont pas été pour quelque chose dans la chute de M. Clemenceau ?

Mais l'auteur véritable de la catastrophe a été M. Clemenceau lui-

même. Doué d'une intelligence brillante, d'une éloquence pleine de verve et d'esprit et d'une rare facilité à faire des mots qui partent de lui comme des fusées, frappant indifféremment amis et ennemis, et ne l'épargnant pas quelquefois lui-même, — car M. Clemenceau se moque de lui comme des autres, — ce dilettante est beaucoup mieux placé dans l'opposition qu'au gouvernement, et nous sommes beaucoup moins surpris de la soudaineté de sa chute que du long temps qu'elle a mis à se produire. Lorsqu'on l'a vu, il y a près de trois ans, attelé au char de l'État, tout le monde a cru qu'il ne tarderait pas à ruer dans le brancard et à renverser tout ; mais il a été secondé par les circonstances, par la médiocrité de ses adversaires, — nous parlons de ceux qui avaient quelque chance de le remplacer, — et aussi par la répulsion qu'inspiraient certains d'entre eux. Tout est relatif. Sans avoir un goût prononcé pour M. Clemenceau, on pouvait le préférer à d'autres, et lui-même, parlant du concours que lui donnaient quelquefois des hommes fort éloignés de ses idées, disait en ricanant à ceux qui en montraient de la surprise, mêlée de déception : « Ils m'aiment contre vous. » Nous avons dit qu'il lui arrivait de faire des mots contre lui-même. Celui d'incohérence qu'on lui a si souvent appliqué est du nombre. Un jour, tout au début de son ministère, il lui est échappé de s'écrier en pleine Chambre : « Nous sommes dans l'incohérence, restons-y. » L'expression a paru caractériser si justement sa manière, qu'on en a été frappé comme d'un trait lumineux. M. Clemenceau a donc été incohérent; mais, précisément pour ce motif, tout n'a pas été mauvais en lui; il a eu des parties de gouvernement heureuses; il a montré dans de certains momens de la fermeté; il a été presque toujours bien inspiré dans notre politique extérieure où il nous a valu des succès très honorables. Ce serait le calomnier que de le comparer, par exemple, à M. Combes qui n'a jamais regardé qu'en bas, très bas. Il lui arrivait, à lui, de regarder en haut. Mais il manquait de logique et de suite, et surtout de sérieux. « Le caractère des Français, a dit La Bruyère, demande du sérieux dans le souverain. » M. Clemenceau n'en avait pas. Il a cru, dans la situation qu'il occupait, avoir conservé le droit de se livrer à toutes les frasques de son esprit et à toute l'intempérance de sa parole, convaincu que ce qu'il avait de mieux à faire était de rester lui-même, et que, pour gouverner les autres, il n'avait nullement besoin de commencer par se gouverner lui-même. En quoi il s'est trompé.

Il est venu se heurter à M. Delcassé dans la discussion de l'interpellation sur la marine, et ce choc lui a été funeste. M. Delcassé,

depuis qu'il a quitté le pouvoir, s'est consacré de la manière la plus estimable à l'étude des questions maritimes, et il connaît aujourd'hui son sujet tellement à fond qu'il est difficile de lui en remontrer. Déjà, dans une circonstance récente, un discours d'une demi-heure lui a suffi pour renverser le ministre de la Marine, qui était alors M. Thomson. Cette première discussion, les faits qui l'avaient provoquée, ceux qui l'ont suivie et qui n'ont pas dissipé l'inquiétude publique, ont rendu nécessaire la nomination d'une Commission d'enquête dont M. Delcassé a été élu président. Les travaux de la Commission ont duré deux mois : puis un nouveau débat s'est ouvert devant la Chambre. Aucun des soupçons qu'on avait fait ou laissé naître sur la parfaite probité de notre administration maritime et sur celle des administrations privées qui sont en rapport avec elle, n'a été confirmé ; mais il a été évident que le désordre règne dans les services de la marine ; que les efforts les plus méritoires y sont inefficaces, parce qu'ils manquent de concentration et de direction ; que l'autorité, étant partout, n'est nulle part. Divers orateurs en ont donné des preuves frappantes, et M. Delcassé, qui a parlé le dernier, les a réunies en faisceau avec une habileté et une force qui ont produit une grande impression. Il n'a pas hésité à prendre à partie M. Clemenceau lui-même, qui, ayant, lui aussi, présidé autrefois une enquête sur la marine, connaissait l'état des choses. Ni cette connaissance qu'il en avait, ni sa responsabilité de chef du gouvernement ne lui permettaient de s'en désintéresser : il l'a fait cependant avec une étrange désinvolture. M. Delcassé a rappelé son mot : « Je ne me sens nullement responsable du désastre de l'*Iéna*. » M. Clemenceau n'aurait eu le droit de prononcer un pareil mot que si, une fois arrivé au pouvoir, il avait fait quelque effort pour parer au mal ; mais qu'a-t-il fait ? Rien.

Ainsi mis en cause, M. Clemenceau a vu rouge et, comme le taureau, s'est précipité sur l'adversaire ; il a cru, le système lui ayant assez souvent réussi, qu'il lui suffirait de foncer sur l'homme pour se dispenser de lui répondre. « M. Delcassé, a-t-il dit, a rappelé à la tribune que j'avais été président de la Commission d'enquête de 1904, mais il me semble qu'en ce temps-là M. Delcassé était ministre et qu'il ferait très bien de s'appliquer les excellens conseils qu'il a bien voulu me donner. Cela eût été d'autant plus nécessaire qu'il nourrissait déjà dans sa pensée les grands projets de politique européenne qui devaient nous conduire à Algésiras. Rappelez-vous ce temps, et dites s'il est acceptable que l'homme qui nous a conduit à Algésiras mette

en cause des ministres et les accuse d'incurie dans la préparation de la défense nationale. » Après ces quelques paroles, M. Clemenceau s'est tu. L'*Officiel* n'indique pas qu'il se soit produit aucun de ces mouvemens par lesquels la Chambre accueille d'ordinaire un discours qui l'a impressionnée. C'est que, en effet, la stupeur générale se traduisait par un silence glacial. M. Delcassé est remonté à la tribune et, dès les premiers mots, il a traduit le sentiment de tous en disant : « M. le président du Conseil abuse vraiment du privilège singulier de tout dire et de tout faire — impunément. » Au tressaillement de l'Assemblée, on a senti que cette impunité allait cesser. M. Delcassé a été très éloquent dans la défense de sa politique inopportunément attaquée, très éloquent aussi dans les accusations qu'il a renouvelées et accentuées contre les négligences de M. Clemenceau. Alors, celui-ci a tout à fait perdu la tête. « Qu'ai-je dit à M. Delcassé ? s'est-il écrié. M. Delcassé m'avait pris personnellement à partie... Je lui ai répondu : — Pendant que j'étais président de la Commission d'enquête, vous étiez ministre et vous prépariez une politique qui devait nous conduire à la plus grande humiliation que nous ayons subie. Vous nous conduisiez aux portes de la guerre et vous n'aviez fait aucune préparation militaire. Vous savez bien, tout le monde sait, toute l'Europe sait qu'à ce moment-là les ministres de la Guerre et de la Marine interrogés ont répondu que nous n'étions pas prêts. » En entendant ces paroles, la Chambre sortait, par des explosions successives, de ce silence précurseur des tempêtes dont nous avons parlé et dans lequel elle s'était enfermée d'abord. Elle se sentait atteinte et meurtrie dans ces blessures secrètes que le temps seul peut guérir et qu'une main imprudente et brutale ravivait comme à plaisir. Un chef de gouvernement a-t-il le droit, pour accabler un contradicteur, de commettre un pareil acte? Les cris partaient de tous les bancs de la Chambre sous le coup de la douleur et de l'indignation. « Je n'ai rien dit, continuait M. Clemenceau, qui justifie ce semblant d'indignation... Je n'ai jamais humilié la France, M. Delcassé l'a humiliée. » Quoi ! nous n'avons pas été prêts un jour et un président du Conseil vient le crier à la tribune ! Quoi ! la France a été humiliée et un président du Conseil se fait, contre un homme, une arme de cette humiliation ! Quand même cela aurait été vrai, aurait-il eu le droit de le dire ? Et que penser de lui si ce qu'il a dit n'est pas vrai ? Or il n'est pas vrai que M. Delcassé ait humilié la France et que cette humiliation se rattache à Algésiras. Le seul jour où nous ayons éprouvé quelque humiliation est celui où M. Delcassé a été renversé, sacrifié, dans des con-

ditions que, plus réservé que M. Clemenceau, nous aimons mieux ne pas préciser davantage. Il a pu y avoir des erreurs et des fautes dans sa politique, mais il n'en est résulté pour nous aucune humiliation. Nous sommes allés à Algésiras la tête haute, et nous en sommes revenus de même avec tous nos intérêts saufs : pourquoi? parce que la politique de M. Delcassé nous avait assuré des concours et des appuis dont aucun ne nous a manqué dans les momens difficiles. Mais laissons cela. M. Clemenceau n'a pas tardé à s'apercevoir que la colère l'avait égaré, et que l'indignation de la Chambre n'était pas feinte. Il a été renversé par 212 voix contre 176. Singulière destinée d'un homme qui a été longtemps puissant par sa parole et qui, au déclin de sa carrière parlementaire, est trahi par elle !

Sa chute, au premier moment, a fait naître plus de préoccupations au dehors qu'au dedans, ce qui aurait fort surpris si on l'avait annoncée lorsque M. Clemenceau est arrivé au ministère. On l'a surtout regretté en Allemagne et en Autriche : on l'a regretté aussi en Angleterre, mais on l'y aurait regretté encore davantage s'il n'était pas tombé en attaquant M. Delcassé. Au surplus, tout le monde s'est rassuré quand on a vu que M. Pichon restait dans le nouveau ministère et qu'il y avait dès lors lieu de croire que la politique générale ne serait pas changée. A l'intérieur, la situation était plus confuse. M. Clemenceau avait été victime d'un accident tout personnel, le lendemain même du jour où sa politique avait été approuvée par la Chambre : dès lors, l'opinion a été exprimée dans les milieux parlementaires que la crise devait être réduite au minimum et que, en somme, il suffirait de remplacer M. Clemenceau à la tête du Cabinet. Deux noms ont été mis en avant tout de suite, l'un pour la forme, et c'est celui de M. Léon Bourgeois, l'autre pour tout de bon, et c'est celui de M. Briand. Lorsqu'un ministère tombe, il paraît qu'on doit offrir sa succession à M. Bourgeois, sachant d'ailleurs très bien qu'il la refusera pour des raisons de santé : c'est un rite établi, on manquerait à toutes les traditions si on ne l'accomplissait pas. L'inconvénient est que cela fait perdre du temps. La fois précédente, M. Bourgeois était en Sicile, d'où il a envoyé un télégramme pour supplier qu'on ne l'obligeât pas à faire un voyage inutile. Cette fois, il était dans les pays septentrionaux, ou plutôt en voie d'en revenir, sans qu'on sût exactement où le prendre. Après avoir attendu, pendant un temps décent, sa réponse à une proposition qu'on n'avait d'ailleurs pas pu lui faire parvenir, M. le Président de la République a passé outre et s'est adressé à M. Briand. Il l'a chargé de former un Cabinet. Aussitôt les radicaux et radicaux-socialistes ont

manifesté une grande agitation, et se sont livrés à des manœuvres de groupes pour faire échouer la combinaison. Étant la fraction la plus importante de la majorité, ils ont revendiqué pour l'un d'entre eux la présidence du Conseil. Mais pour lequel? C'est là que commençait la difficulté, les radicaux et radicaux-socialistes étant incontestablement très nombreux, mais n'ayant pas d'autre qualité. M. le président de la République, s'il a voulu leur donner satisfaction, a dû éprouver un grand embarras pour faire un choix parmi eux : il en est sorti en ne le faisant pas. Les radicaux et radicaux-socialistes pourraient seuls lui en faire un crime; ils ne sont pas allés tout à fait jusque-là et se sont contentés de lui en faire un reproche. Toutefois, à peine le ministère était-il formé, que M. Lafferre a annoncé l'intention de l'interpeller. M. Lafferre, grand maître de la franc-maçonnerie, — ce n'est peut-être pas son titre officiel, mais c'est sa fonction, — est un représentant autorisé du parti radical et radical-socialiste. Au cours de l'interpellation sur la politique générale du cabinet Clemenceau, un discours prononcé par lui l'avait mis en relief, discours à la fois ministériel et indépendant qui concluait à la conservation du ministère après lui avoir adressé un certain nombre d'observations critiques, dont quelques-unes, il faut le dire, ne manquaient pas de justesse. M. Lafferre, porte-parole de son parti, éprouve des appréhensions qui sont en partie les nôtres. Il nous est beaucoup plus indifférent qu'aux radicaux que la présidence du Conseil appartienne à tel ou tel groupe de la majorité; mais les socialistes étaient déjà deux dans l'ancien ministère, et l'entrée de M. Millerand dans le nouveau en porte le nombre à trois. Enfin M. Briand, socialiste lui aussi, devient le chef du gouvernement. Il est très probable que la force du parti en sera accrue. Les radicaux s'en inquiètent au point de vue électoral, ayant déjà vu un certain nombre de sièges leur échapper pour passer à des socialistes : ils estiment qu'avec la composition du nouveau ministère, ce mouvement s'accentuera. C'est aussi notre crainte, mais nous y en ajoutons d'autres, notre vue n'étant pas aussi étroitement bornée que celle des radicaux aux perspectives électorales de l'année prochaine.

Il serait facile d'être très sévère pour M. Briand. Il a un passé qui ne le recommande pas aux hommes d'ordre et qui pèserait très lourdement sur lui si nous n'étions pas dans un de ces momens de trouble moral où tout est confondu. Mais peut-être ne serait-il ni généreux ni politique de le condamner à ne jamais se dégager de ses origines. M. Briand est un homme de sens pratique, doué d'une grande sou-

plesse d'esprit et d'un remarquable talent de parole, enclin d'ailleurs à quelque scepticisme, car il est déjà revenu de bien des choses, et capable, pour tous ces motifs, de se prêter successivement à des combinaisons assez différentes. On voit par là que, s'il serait imprudent de lui accorder une confiance qu'il n'a pas encore justifiée, on ne saurait pourtant la lui refuser *a priori;* il faut attendre; nous verrons ce que sera sa politique. La composition de son ministère ne suffit pas à elle seule pour nous renseigner à ce sujet : il y a là du bon et du mauvais. C'est une idée excellente d'avoir mis un général à la Guerre et un amiral à la Marine. Depuis longtemps on n'avait pas vu un marin à la rue Royale, et les derniers essais qu'on avait faits de ministres civils n'étaient pas encourageans : nous faisons une exception pour M. Picard qui n'a pas assez duré pour donner sa mesure. Un général et un amiral, c'est donc fort bien; mais pourquoi les avoir doublés de sous-secrétaires d'État civils qui semblent chargés de les surveiller et de les limiter? On a appliqué le même système aux Finances. M. Caillaux s'en va sans laisser de regrets, car il avait alarmé chez nous tous les intérêts. Son remplacement par M. Cochery a été accueilli avec satisfaction. Mais pourquoi avoir flanqué M. Cochery de M. René Renoult, sinon parce que ce dernier a été le rapporteur de l'impôt sur le revenu, et qu'on a voulu rassurer par là les partisans de cette réforme, en la présentant comme intangible? Enfin, M. Millerand remplace M. Barthou aux Travaux publics et aux Postes. M. Millerand est à coup sûr homme de mérite, actif et laborieux; mais sa tête est pleine de projets qui, sous prétexte d'organisation du travail, ont pour objet de développer le syndicalisme, de l'introduire partout, et de lui donner pour corollaires la grève et l'arbitrage obligatoires. On n'a pas assez remarqué, dans la précipitation de cette fin de session, la part qu'il a prise à la rédaction de la loi qui institue un tribunal permanent d'arbitrage entre les inscrits maritimes et les armateurs. Il aurait voulu, et on le lui a presque concédé, que les arbitres se saisissent d'office des conflits qui viendraient à s'élever, sans attendre que les parties les leur soumissent. M. Jaurès, réconcilié pour la circonstance avec lui, l'aidait dans ses efforts, dont le succès était assuré par la faiblesse du gouvernement. Il y a, en tout cela, des symptômes dont il est difficile de n'être pas préoccupé; peut-être se dissiperont-ils; nous ne demandons qu'à être rassuré. Y a-t-il lieu de l'être, non pas après les premiers actes du gouvernement, mais après ses premières paroles? Laissons de côté la déclaration ministérielle qui n'a pas échappé à la banalité habituelle à ces productions littéraires, pour en venir au dis-

cours prononcé par M. Briand, en réponse aux questions que lui ont posées MM. Lafferre et Lauraine. Amis réservés sans doute, mais adversaires plus réservés encore, les deux interpellateurs ne lui ont tendu qu'un fleuret moucheté. Les ardeurs radicales s'étaient quelque peu épuisées dans les conciliabules qui avaient accompagné la formation du ministère et précédé la séance. En présence du fait accompli, qui coupe court à tant de velléités préalables, les mécontens de la veille se sont transformés en questionneurs presque bienveillans.

M. Briand s'est appliqué à rassurer tout le monde. C'est un orateur parlementaire, dans toute l'acception du mot. Il change de M. Clemenceau dont le verbe tranchant, insolent, offensant, opérait sur l'Assemblée comme des coups de lanières. La parole de M. Briand est, tout au contraire, caressante et veloutée; elle est pleine de ménagemens pour les personnes aussi bien que pour les idées, et on est tenté de s'écrier en l'écoutant :

Ah! qu'en termes galans ces choses-là sont dites!

La Chambre a témoigné qu'elle aimait mieux cette manière qui, en effet, est reposante, mais elle est en revanche un peu fluide, un peu fuyante, et si elle n'a pas les arêtes pointues de celle de M. Clemenceau, elle n'en a pas non plus la netteté et la précision. Nul n'égale M. Briand dans l'art d'éluder les difficultés, et de passer entre les écueils comme le plus adroit des nageurs; mais peut-être est-il plus facile, quand on a sa souplesse oratoire, de se livrer à cet exercice en parole qu'en action, et c'est aux actes qu'on le jugera définitivement. Il a remercié ses interlocuteurs de ne l'avoir pas trop taquiné sur son passé, auquel il a fait lui-même une allusion discrète; mais il a ajouté tout de suite qu'il n avait désormais d'autre ambition que de se rendre apte à ses fonctions nouvelles et qu'il sentait naître en lui un homme nouveau. N'est-ce pas ce que les théologiens appellent « dépouiller le vieil homme, » et ce que M. Clemenceau exprimait plus drôlement en disant qu'il passait de l'autre côté de la barricade? Ses opinions d'autrefois, M. Briand n'en a renié aucune; il a même avoué qu'il avait une audace de pensée qui ne reculait devant rien; mais il a aussitôt tranquillisé son auditoire, en expliquant que, comme homme de gouvernement, il ne voulait que des choses immédiatement réalisables; « je suis, a-t-il dit, un homme de réalisation; » et c'est bien là, ce nous semble, cette politique opportuniste qui a été autrefois pratiquée par Gambetta et par tous ceux qui se sont inspirés de sa méthode. Dans plusieurs passages de son discours, M. Briand a revendiqué, à

côté des Chambres dont il a défini et restreint les fonctions, la plénitude du pouvoir gouvernemental. Il a fait sonner très haut le principe d'autorité dont il a désormais la garde, et a émis l'avis que le parlement et le gouvernement ne devaient pas être des vases trop facilement communicans, en quoi il a parlé comme le faisait autrefois M. Waldeck-Rousseau, dans sa première manière. Il a déclaré très haut qu'entre les intérêts particuliers, ou même ceux des grandes collectivités d'une part, et ceux du pays lui-même et de l'universalité des citoyens de l'autre, il n'hésiterait jamais et subordonnerait toujours les premiers aux seconds, car cela importe au maintien de l'ordre qui est la condition de tout progrès : n'avons-nous pas entendu cela dans d'autres bouches que la sienne ! Enfin il a déclaré que le premier devoir du gouvernement était de garantir à chacun la sécurité dans son travail, afin de lui permettre de s'enrichir. Enrichissez-vous, avait dit autrefois M. Guizot ; mais combien cette déclaration est plus piquante dans la bouche d'un socialiste ? En écoutant M. Briand, mille réminiscences du même genre venaient à l'esprit, et on se disait que son discours aurait pu être prononcé par un républicain modéré et progressiste. La seule différence est que, si ce républicain le prononçait aujourd'hui, il serait hué, tandis que M. Briand a été applaudi comme il méritait de l'être par la majorité de l'Assemblée et que les socialistes restaient à leurs bancs silencieux et renfrognés. Quand on en est venu au vote, 306 voix contre 46 ont accordé leur confiance au gouvernement, ce qui est sans doute une belle majorité. Mais il y a eu, on le voit, de nombreuses abstentions.

Nous n'entrerons pas dans le détail du programme ministériel. M. Briand a promis de faire voter les retraites ouvrières avant la fin de la législature. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la déclaration ministérielle contient un mot mal venu, qui a produit sur le Sénat une impression désagréable et a contribué sans nul doute à l'accueil très froid qui lui a été fait. « Aucun effort ne nous coûtera, dit la déclaration, pour défendre devant la Haute Assemblée la volonté exprimée par la Chambre. » La volonté ! Une assemblée a-t-elle le droit d'exprimer une volonté en face de l'autre ? N'en faut-il pas deux pour faire une loi, et ne sont-elles pas également libres ? Ce mot semble plutôt de la façon de M. Clemenceau que de celle de M. Briand. Il y aurait beaucoup à dire sur les lois scolaires qui sont annoncées dans des termes assez menaçans ; mais nous y reviendrons. Enfin, une chronique tout entière, — et nous sommes à la fin de celle-ci, — ne serait pas de trop pour traiter de la réforme électorale. On en parlera

à la rentrée ; l'Assemblée l'avait décidée avant la chute de M. Clemenceau, et un peu contre lui ; M. Briand a déclaré qu'il serait fidèle à ce rendez-vous. Toutefois le mot d'« aventure, » qui avait déjà été prononcé par M. Clemenceau, a été repris par lui, et M. Charles Benoist n'a aucune illusion à se faire, — aussi ne s'en fait-il certainement aucune, — sur le peu de concours qu'il trouvera auprès du gouvernement. Heureusement, il n'est pas homme à se décourager pour si peu. Avant de s'adresser à la Chambre, il s'est adressé au pays. Qu'il continue. Les Chambres trouvent généralement très bon le système électoral dont elles sont sorties, et c'est seulement par une forte pression venue du dehors qu'on obtient qu'elles le changent. Les vacances de la Chambre n'en seront probablement pas pour M. Charles Benoist.

Elles n'en seront pas non plus pour le ministère qui aura à préparer la session prochaine. C'est alors qu'on le verra à l'œuvre. On savait déjà que M. Briand était un orateur habile et il n'a pas démenti, sous ce rapport, l'opinion qu'on avait de lui. Mais est-il, autrement qu'en paroles, un homme de gouvernement ? Échappera-t-il à l'illusion, que se font souvent les orateurs, de croire qu'ils ont rempli toute leur fonction quand ils ont fait un discours ? Étendra-t-il ses vues et son action au delà du Palais-Bourbon ? S'il le fait, nous dirons de lui une fois de plus qu'il est très différent de son prédécesseur, car M. Clemenceau a laissé le pays en proie à la décomposition morale, à l'anarchie administrative, à la corruption politique dont M. Combes avait ouvert chez nous cette ère que M. Millerand a un jour qualifiée d'« abjecte. » A ce point de vue, rien n'a été fait, tout est à faire, et nous nous demandons ce que fera M. Briand.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA
CROISÉE DES CHEMINS[1]

DEUXIÈME PARTIE [2]

IV. — LA MARCHE EN AVANT

— Mademoiselle est au jardin.

Les Avenière habitaient rue Desbordes-Valmore, dans le provincial et doux Passy, une de ces villas en retrait que protège une grille recouverte de lierre. Celle-là se distingue à son perron, où grimpent des clématites, à ses fenêtres cintrées et divisées en petits carreaux. En arrière, elle jouit d'un jardin où l'on n'entend pas de bruit, où des oiseaux chantent. On peut s'y croire loin de la ville, et cependant on y sent Paris : les arbres sont chétifs, sous la verdure on devine des murailles, les maisons sont trop rapprochées, et les oiseaux mêmes, trop bien nourris, ne s'égosillent pas volontiers. C'est un simulacre de campagne, une solitude fardée.

Pascal traversa le corridor pour retrouver sa fiancée. Il était arrivé le matin du Dauphiné, meurtri encore du premier assaut qu'il avait livré à la volonté de sa mère pour aboutir au refus de la succession paternelle, et il accourait vers son amour, vers

(1) *Published, August fifteenth, nineteen hundred and nine. Privilege of copyright in the United States reserved, under the Act approved March third nineteen hundred and five, by* Plon-Nourrit.

(2) Voyez la *Revue* du 1er août 1909.

son refuge. La jeune fille, en robe claire, assise sur un fauteuil de paille, s'entretenait avec Félix Chassal qui, debout en face d'elle, prenait congé. Elle souriait, montrait à demi ses dents luisantes, semblait heureuse de vivre par ce beau temps chaud de fin de juin qui répandait comme une vapeur moite dans l'air avant le desséchement de l'été. Pascal, qui la voyait en profil perdu, la considéra un instant avec un serrement de cœur, et sa nuque lumineuse et son teint qui lui rappelait les magnolias de Colletière. Comme nous paraissons oubliés quand on ne se doute pas de notre présence ! Chassal, absorbé dans ses adieux, ne le voyait pas. Ce fut elle qui l'aperçut la première, et sans manifester la moindre surprise, avec cet art accompli de se plier aux circonstances, elle prit instantanément une expression de tristesse et de compassion en se levant pour marcher à lui :

— Mon ami. Mon cher ami.

Félix rougit comme s'il était en faute et crut devoir expliquer sa présence :

— Je venais justement chercher de tes nouvelles. Je pensais bien en recevoir ici.

Et, avant de se retirer, il ajouta :

— Quand te reverrai-je? Accepte de déjeuner ce matin avec Hubert et avec moi.

— Et moi? réclama Laurence.

Aussitôt, se tournant vers son fiancé, elle improvisa un arrangement.

— Vous nous reviendrez de bonne heure cet après-midi, et vous resterez à dîner. Ainsi nous vous garderons plus longtemps.

Désemparé, Pascal laissait organiser sa journée. Chassal parti, elle l'installa près d'elle, pénétra dans sa peine, sut le plaindre tendrement, le consoler avec sa tristesse même. Comment, à vingt ans, pouvait-elle montrer tant de perspicacité, tant de bonheur dans le choix des mots? Au milieu de l'alanguissement que cette douceur lui versait, il en éprouvait une admiration étonnée. Et il regardait Laurence avec des yeux plus sensibles. La douleur nous désarme, nous livre sans défense aux charmes de la beauté, de la grâce. Les vaincus seuls attribuent à l'amour tout son prix, s'abandonnent à lui sans retour, éperdument, désespérément. Les vainqueurs aiment avec insolence, n'ont pas à redouter ces faiblesses de la chair et du cœur.

Ainsi, il la contemplait, comme en extase. Elle, se reconnaissant adorée, en recevait cette joie de domination, si recherchée de ceux pour qui l'orgueil est une source de vie. Elle murmura :

— Vos yeux me sont plus chers depuis qu'ils ont pleuré.

Elle y distinguait mieux le reflet de la passion qu'elle inspirait. Il lui reprocha affectueusement son absence :

— Pourquoi n'êtes-vous pas venue à Lyon?

Elle ne fut pas embarrassée de le lui expliquer :

— Nous n'étions pas encore fiancés officiellement. Je ne pouvais prendre place dans votre cortège de famille. Et ne valait-il pas mieux laisser votre mère toute à son deuil, sans lui imposer si tôt une présence nouvelle? Je vous attendais. J'ai retardé pour vous notre installation à la mer. Vous nous y accompagnerez, n'est-ce pas?

Prononcées par elle, ces phrases représentaient la sagesse, la prudence, la délicatesse même. Son abstention devenait toute naturelle. N'est-il pas un amour, pourtant, qui fasse bon marché des convenances et des considérations du monde, pour apporter le soulagement dont il dispose? Mais Pascal n'était pas en état d'y réfléchir. Laurence, s'étant rapprochée, lui avait pris la main et l'avait portée à sa joue dans un geste opportun. Il allait la remercier de l'avoir attendu à Paris, quand M. et Mme Avenière, avertis de son arrivée, les rejoignirent au jardin.

M. Avenière était un bel homme d'une cinquantaine d'années, au teint frais, à la barbe bien taillée qu'il étalait complaisamment. Cette barbe, déjà blanche, amenuisait les traits sans les vieillir. Il portait physiquement l'aisance qui, dans les conseils d'administration dont il faisait partie, lui fournissait des solutions élégantes, pratiques et persuasives dès qu'il les présentait. Il attirait la confiance, et l'on augurait bien des affaires où il entrait. Les sens aiguisés, Pascal, en le saluant, le comparait à son père. Du docteur Rouvray aussi se dégageait cette impression de sécurité, mais c'était la sécurité que donne la présence d'un chef qui prend à sa charge la responsabilité et la direction, tandis que l'autorité de M. Avenière se composait de plus d'artifice et de souplesse, et s'insinuait plutôt qu'elle ne s'imposait.

— Mon pauvre ami, dit-il, en se composant avec rapidité, et pour un court instant, une figure de sympathie attristée.

Ces trois mots ne transmirent au jeune homme qu'une pitié banale. Mme Avenière, peu inventive, se servit des mêmes, avec

son cœur. Elle s'effaçait en toute occasion derrière son mari et aussi derrière sa fille. On la consultait peu, sauf sur les détails domestiques dont on lui abandonnait le gouvernement. Elle était de ces femmes qui passent inaperçues, et que personne ne songe à approfondir. Par leurs soins inappréciés tout marche à souhait dans une maison, et jamais une maladresse ne peut leur être reprochée. On ne l'entendait guère plus parler que marcher. Elle avait dû être jolie, d'une joliesse de pastel dont le temps a secoué l'éclat comme une fine poussière. Pascal fut touché de l'élan inaccoutumé qu'elle montrait.

Sans retard, tout de suite après les condoléances, M. Avenière se renseigna :

— Ce malheur ne change rien, n'est-ce pas, à votre carrière ?

Une intrusion aussi rapide dans sa vie nouvelle froissa le jeune homme, bien qu'il se fût préparé à parler. L'entretien qu'il se proposait d'avoir avec son futur beau-père, le lui faudrait-il soutenir devant Laurence ? Oui, en somme, il le devait. C'était même à elle, non à ses parens, d'après leur pacte de liberté, qu'il apportait ses explications. Elle seule estimerait si leur avenir en serait modifié.

Sur la ruine des Rouvray il n'avoua que le nécessaire : l'acceptation par son père d'une succession obérée, le passif qui subsistait et qui, sauf Colletière, égalait l'actif. Sans doute la situation ne ressemblait pas à ce qu'il avait toujours imaginé. Il l'accusait, mais d'un ton cassant qui lui réservait, à lui seul, le droit d'apprécier ce drame de famille. Et contrairement à tous ses projets, malgé lui-même, uniquement peut-être à cause de l'intervention trop directe de M. Avenière, ou parce que, dans les momens de crise, nous entendons en nous des voix inconnues, il conclut que le plus sage, comme le plus profitable, était de se fixer, après le mariage, à Lyon où il retrouverait immédiatement la clientèle paternelle. On faisait son chemin partout. Il cita des noms de médecins qui avaient conquis la réputation en province. Il les cita sans conviction. Il ne songeait qu'à Paris et plaidait contre lui-même par un esprit d'opposition inexplicable dans une entrevue aussi décisive. Et il leva enfin les yeux sur Laurence qu'il n'avait pas osé regarder pendant cet exposé, comme pour s'excuser de mettre leur tendresse à l'épreuve.

— Me suivrez-vous là-bas ? lui demanda-t-il.

Le visage grave de la jeune fille n'exprima ni enthousiasme, ni contrariété :

— Sans doute, mais est-ce bien indispensable?

Il n'avait pas dit ce qu'il avait préparé, et ce qu'il avait dit ne provoquait pas l'effet auquel il s'attendait. Ainsi la disproportion s'accentue entre nos sentimens intimes et ceux d'autrui. La différence des lieux sert à l'accroître. Dans ce jardin calme, sans histoire, à Paris, le lien d'une génération à l'autre, le sens de l'honneur familial ne revêtaient pas l'importance qu'ils prennent dans un domaine de campagne. Pourquoi les révélations du manuscrit, les préjugés de sa mère l'avaient-ils affecté à Colletière, alors même qu'il se décidait à leur résister? Ici les choses, il s'en rendait compte, se seraient passées plus simplement s'il n'avait ressenti le singulier désir, ou l'impérieuse nécessité, de déplaire à M. Avenière qui lissait sa belle barbe d'un air pénétré comme s'il préparait un rapport, et d'inquiéter Laurence, qui gardait une expression énigmatique, en la menaçant dans ses goûts d'avenir. Mme Avenière fixait tour à tour anxieusement sa fille et son mari. Celui-ci, dès les premiers mots, allégea le fardeau que chacun sentait sur son cœur :

— Voyons, voyons, mon ami, il ne faut rien exagérer. Quelques éclaircissemens nous permettront une appréciation plus exacte. Voulez-vous m'accompagner dans mon cabinet de travail?

Pascal répliqua, plutôt sèchement :

— Je n'ai rien à cacher, surtout à Laurence.

— Sans doute, concéda M. Avenière avec une amabilité de plus en plus conciliante. Mais les hommes saisissent mieux les questions d'affaires. J'expliquerai ensuite, nous expliquerons à ma fille.

Pascal, toujours froid, acquiesça néanmoins à cette proposition. Ils laissèrent au jardin ces dames, et montèrent au bureau de M. Avenière qui donnait sur la rue. Le jeune homme y subit un interrogatoire très précis, au cours duquel son interlocuteur prit quelques notes. Les questions n'étaient pas posées d'une façon blessante ; au contraire, avec un tact exquis, une urbanité parfaite. Cependant, il sortit meurtri de cette séance, encore que son futur beau-père le frictionnât de bonnes paroles :

— Je ne vois rien de perdu, rien de compromis, assurait ce

dernier. Méfiez-vous, mon ami, des mouvemens irréfléchis. Ils ne nous permettent pas d'apprécier nos propres obligations avec la perspective indispensable. Quels sont vos projets aujourd'hui?

— Je déjeune avec mes amis.

— M. Chassal a beaucoup d'esprit et de bienséance. Il me plaît, M. Chassal. Consultez-le. Vous nous reviendrez avant le dîner et nous causerons mieux. Nous serons alors en état de trouver une solution, une solution agréable à tous.

Pascal fut soulagé par cette offre de temporiser. L'éloge de Chassal lui parut néanmoins inutile, presque déplaisant. Il ne consulterait personne. Il saurait bien choisir lui-même sa route. Ne l'avait-il pas choisie définitivement à Colletière, et dans une direction tout opposée à celle que visiblement redoutait sa nouvelle famille, sur ses fausses indications? Mais il prenait un air avantageux de sacrifice et se ferait prier. Goût de la contradiction, cruauté amoureuse, inconscient cabotinage, ou brusque retour à la surface de sentimens enfouis tout au fond de son cœur, qu'y avait-il au juste dans cette attitude à quoi lui-même ne s'attendait pas?

Dès qu'ils reparurent sur le perron, Laurence se leva pour venir à leur rencontre :

— Eh bien? interrogea-t-elle avec un sourire endeuillé et ce calme qui ne trahissait point ses émotions intérieures.

M. Avenière prit les devans :

— Ce soir, quand Pascal sera de retour, nous arrêterons une décision. Tout se conciliera.

— Je l'espérais, approuva-t-elle simplement.

Et s'approchant de Pascal :

— Notre bonheur, rien au monde ne peut l'atteindre, n'est-ce pas?

— Rien au monde, reprit-il, réconforté par cette affirmation qui effaçait toutes les tristesses de la matinée.

Elle traversa avec lui la maison pour l'accompagner jusqu'à la grille. Comme il voulait profiter de leur court tête-à-tête pour l'appuyer à sa poitrine et lui effleurer les lèvres, elle se déroba avec une pudeur adroite qui ne se refusait qu'à demi :

— Ce soir, mon ami. Ce soir, je vous promets.

— A ce soir.

Tandis qu'il ouvrait la porte de fer, elle posa la main sur son bras :

— Vous penserez à moi toute la journée?

— Je pense toujours à vous.

Mais elle répéta avec une étrange insistance :

— Pensez à moi.

Pourquoi une aussi vaine recommandation? N'entrevoyait-il pas distinctement qu'il ne pouvait pas lui proposer sérieusement l'exil, et qu'à tous deux Paris s'imposait, comme s'impose, dans la vie, la force de la jeunesse?

Au quartier Latin où il rejoignait ses amis, il se heurta à ce mouvement tapageur qui accompagne l'été et l'approche des examens. Sur le boulevard Saint-Michel que ses arbres protégeaient contre la lumière, allaient et venaient des groupes de toutes Facultés, qui flânaient avant le déjeuner. Les femmes, peu pressées de sortir, et plus fraîches la nuit que le jour, étaient rares. On perdait un peu de temps à s'étirer au soleil. Pascal suivait des yeux ces passans avec envie ; ils marchaient au petit pas, sans préoccupation, sans pensées même ; ils étaient libres. Un instant avait suffi pour que lui-même cessât de l'être. Mais il saurait le redevenir. L'un ou l'autre le reconnaissant lui serrait la main. On le voyait en noir, on hésitait à lui adresser des condoléances que son air distant écartait. Il ne désirait pas être plaint, et ces rencontres l'énervaient. Il eût préféré ne connaître personne, ne rencontrer que des visages étrangers qui l'eussent laissé, malgré la foule, dans un désert comparable à la solitude de Colletière où il s'enfiévrait à l'aise dans la révolte de son ambition contre les chaînes dont le sort avait osé le menacer. Toute cette agitation indifférente l'irritait.

Chassal avait averti Epervans. Ses amis l'emmenèrent dans une taverne de la rue des Écoles, mal éclairée, où ils prenaient souvent leurs repas ensemble pour la cuisine simple et saine, et pour la tranquillité de la salle. Ils s'installèrent tous les trois à une table écartée où ils causeraient sans dérangement. Dès les hors-d'œuvre, Hubert crocheta le silence où Pascal s'enfermait, avec un manque de tact et de patience qui choqua le correct Félix, mais aussi avec cette cordialité qui, si elle était un peu vulgaire, détendait les nerfs et les physionomies. Une lettre reçue de Bourgoin avait piqué sa curiosité.

— Alors tu reviens à Paris, n'est-ce pas?

Il tranchait le débat d'un mot. Pascal, qui vivait dans cette

pensée, ne s'étonna pas au premier abord de l'indiscrétion. Il se contenta d'éluder :

— Je ne sais pas.

— Comment! tu ne sais pas? Il n'y a pas à hésiter.

Pourquoi, alors, cette obsédante question? Sa mère, en parlant de *choix*, avait donc employé le terme exact? Et ce choix s'imposait pour lui, non pas entre deux situations, mais entre sa famille et lui-même. L'un ou l'autre serait inévitablement frappé. Le retour à Paris, c'était la renonciation forcée à la succession, afin d'assurer l'avenir de ses cadets qu'il lui serait impossible d'aider pendant les premières années de son ménage, et par suite la diminution du nom dans toute la province natale. S'établir à Lyon, c'était reprendre sans interruption la dure existence paternelle, abandonner ses ambitions, le cours de ses succès scientifiques, peut-être son bonheur. Ah! pourquoi subissait-il, des circonstances, une si brutale mise en demeure? « Personne, songeait-il, personne ne rencontre de ces obstacles sur sa voie. C'est injuste, je n'en veux pas... »

Et il répliqua pourtant :

— Je ne puis pas le savoir. Des obligations. Des charges.

Il continuait de parler comme s'il n'était pas décidé. Un autre qu'Hubert, devant la sécheresse de sa réponse, se fût arrêté. Mais celui-là ne se laissait pas déconcerter, et les audaces revêtaient chez lui une sorte de bonhomie qui les atténuait.

— Notre première obligation, c'est nous, reprit-il. Le cadre de ta vie est prêt : tu dois le remplir. Tout le reste n'est rien.

Et Pascal se laissa prendre à la discussion. Puisque son ami soutenait sa propre cause, avide de lui suggérer des argumens, il présenta des objections :

— A Paris, j'ai mes titres, mais pas de clientèle. Je retrouve à Lyon celle de mon père.

— Il ne s'agit pas d'un résultat immédiat. Paris seul, en France, consacre les réputations, les scientifiques et les littéraires. Je n'examine pas si c'est un bien ou un mal. Il me suffit de constater le fait. A Lyon, tu ne seras qu'un bon médecin. A Paris, tu pourras continuer tes recherches, ton enseignement te donnera l'influence, l'autorité, un public, et non plus seulement une clientèle. Tes ouvrages t'ouvriront un jour l'Académie de médecine. Quand on est taillé pour réussir au premier plan, on ne s'installe pas délibérément au second. Ce serait là une fai-

blesse, une forme de la lâcheté. Il faut, entends-tu, vivre sa vie. Tant pis pour les vaincus ! C'est le déchet inévitable.

— Et si ces vaincus sont votre chair ?

— Eh ! mon Dieu, je ne t'engage pas à les piétiner. Mais ce dont je suis certain, c'est que, dans aucun cas, sous aucun prétexte, tu ne dois retrancher quoi que ce soit de tes espérances. On emploie les moyens nécessaires. On vend des terres : elles ne rapportent que de l'ennui. On prend garde à l'attendrissement, à la sentimentalité. Au besoin, on refuse une succession.

L'attaque, cette fois, était directe. Pascal sursauta, se demandant enfin comment, sans confidences de sa part, on portait la main sur ses secrets intimes.

— Qui t'a parlé ?

— Personne.

— Allons donc !

— Mais, mon pauvre ami, les Rouvray sont trop connus à Voiron et dans tout le Dauphiné pour que les bonnes gens ne s'intéressent pas à leurs affaires.

— Ah !

On savait donc, on avait toujours su les embarras de sa famille, quand lui-même ne s'en doutait pas. Le chœur, toujours présent et souvent invisible dans nos tragédies, suivait les phases de cette lutte domestique comme un spectacle. Eh bien ! il montrerait comment on la dénoue le plus facilement du monde. Déjà Hubert lançait en guise d'axiome :

— On n'est pas lié par les vivans. A plus forte raison, par les morts.

— Ils ne réclament pas, observa doucereusement Chassal.

— On commence par réussir. Après, on tire à soi les siens si l'on a le temps. Aucune vie importante ne s'est passée de cet ordre logique. Sachons consentir les sacrifices nécessaires.

— Celui des autres ?

— Justement, c'est le seul qui ne nous diminue pas.

Lui-même dévorait sans remords ses parens qui s'usaient à entretenir ses coûteuses études. « Ça les amuse, » assurait-il. D'ailleurs, il atteignait le but, mais comptait bien encore leur arracher un capital dont il avait besoin pour diverses affaires en projet.

Félix, presque silencieux pendant cette discussion, intervint à son tour dans le même sens qu'Hubert, avec cet art de suppri-

mer les angles, d'arrondir les phrases, de recouvrir de belles théories les actes humains, qui devait le rendre un jour un orateur dangereux. Sans doute il comprenait la tentation, pour son ami, de reprendre à Lyon une clientèle toute prête. Mais n'était-ce pas une abdication, un renoncement? Pascal se devait à la science, à la confiance de ses maîtres qui, déjà, voyaient en lui un continuateur. Aucune allusion à des charges de famille dont il eût été indélicat de se mêler. Enfin Mlle Avenière, — avec quelle prudence ce nom fut-il prononcé ! — Mlle Avenière s'était engagée à partager une destinée qui s'annonçait brillante. S'accoutumerait-elle à vivre ailleurs qu'à Paris ? Son bonheur, l'avenir de Pascal s'accordaient pour les retenir.

Pendant qu'il prenait en main la cause de Laurence avec des ménagemens infinis, Pascal l'observait, le dévisageait. Il lui était extrêmement désagréable d'entendre parler du caractère, des goûts de la jeune fille. Déjà, le matin, la vue de Félix au jardin l'avait irrité. Une sorte de jalousie inexplicable le tenaillait, inexplicable, puisque son ami lui donnait un avertissement désintéressé.

— Elle me suivra, déclara-t-il péremptoirement, n'importe où.

Cette affirmation termina la consultation qu'il n'avait pas sollicitée, mais que, selon les prévisions de M. Avenière, il avait reçue de ses deux plus intimes camarades, bien qu'elle fût contraire à toutes ses habitudes de direction personnelle. Hubert conclut :

— Voici bientôt dix ans que nous nous connaissons, que nous partageons la même volonté de nous affranchir, d'être libres. Quand le malheur vient, ce n'est pas le moment de l'oublier. Au contraire, il convient alors de tendre toutes ses énergies. Si nous te l'avons rappelé, ne te fâche pas, mon cher.

Et il adressa à Félix plus circonspect un signe bien inutile pour le convier à ne pas insister davantage. Le visage de Pascal s'était assombri. Il paraissait peu disposé à entendre d'autres conseils. Pour le rasséréner, Hubert dressa le plan de sa fortune future. Grâce à un nouveau procédé pour la construction des essieux de locomotives, il allait révolutionner l'industrie de la traction. Lancée par Hirken, cet agent d'affaires qui lui offrait une association, l'entreprise marcherait toute seule : on traiterait avec l'Allemagne, l'Angleterre, l'Amérique. Et les difficultés disparaissaient comme les bosses sur un sol qu'on nivelle, et les

millions, de tous pays, accouraient par chèques, par billets, par lingots d'or, comme les matériaux de la construction qui montait, magique palais de la Bourse, — de la bourse d'Hubert, que ses commanditaires, actionnaires, obligataires, bénissaient par surcroît. Ce diable de garçon bâtissait en l'air avec une dextérité miraculeuse, et sur ses mirages il plantait lui-même, au sommet, le bouquet de fête.

— Si tu le désires, ajouta-t-il à l'adresse de Pascal, j'en parlerai à M. Avenière. Il serait bien aise d'y mettre des fonds.

Félix Chassal constata que M. Avenière était prudent.

— C'est ce qu'il faut, approuva aussitôt Hubert, sans s'apparenter de cette réserve.

Ainsi, dès la sortie de l'École, tandis que ses compagnons de cours descendraient dans leurs trous de mines, lui, au beau soleil, la poitrine bombée, entrerait en ligne, se battrait avec le sort, le poursuivrait, le forcerait à la course comme un gros gibier qui, haletant, épuisé, finit bien par se rendre. Car il entendait parvenir au plus tôt, assez vite pour profiter de tout et posséder cette puissance que distribue l'argent.

Plus fin, plus subtil et retors, Félix Chassal le laissait dépenser sa verve. Mais, piqué d'amour-propre, et dans une de ces minutes d'épanchement où les plus réservés, quand ils sont jeunes, se livrent après un repas, même s'ils n'ont presque rien mangé, lui aussi, par bravade, dévoila ses espoirs. Le barreau lui servait de marchepied. De loin il préparait sa vie politique. Déjà il s'était relié à son pays d'origine, ce La Tour-du-Pin dont il se souvenait à peine, mais dont le député vieillissait, entrait dans la décrépitude. Aujourd'hui, chaque arrondissement de France étant travaillé par une tourbe de petits arrivistes, si l'on ne veut pas consentir à ces basses besognes, il faut imposer d'en haut son élection. C'est l'histoire de l'épervier qui chasse les corbeaux et emporte leur proie. Me Hervé-Renard, son grand patron, combinait une rentrée en scène. Il s'accrocherait à lui, serait nommé chef de cabinet, au cas probable d'un ministère. Alors les gens de La Tour-du-Pin, fascinés ou craintifs, cupides ou serviles, — comme tous les électeurs, — s'inclineraient devant sa candidature. Ce serait le commencement. Après, on verrait.

— Quelle couleur prendras-tu? interrogea Pascal, assez étranger à la chose publique, ainsi que la plupart des jeunes gens de sa génération.

— Tiens, répliqua Hubert, celle qui le fera nommer.

Félix, qui avait des convictions et de la bienséance, rectifia :

— Celle qui servira le mieux la nation.

L'un, sous la couverture de ses théories sociales, l'autre plus grossièrement et plus nettement, ils avaient discerné, avant même de partir en guerre, les deux points faibles de toute démocratie, par où les audacieux entrent dans la place et s'installent en conquérans : la politique et les affaires. Ils employaient une méthode qu'ils croyaient infaillible pour la culture intensive de leur *moi*. Chez tous les deux, elle impliquait une volonté toute droite, implacable, tendue devant eux comme une corde qui avance en faisant le vide, belle à voir manœuvrer en somme.

Pascal, qui les écoutait, en recevait une excitation qui achevait de le convaincre. Il avait honte de ses hésitations, venues des parties inconscientes de lui même sans doute, comme d'une faiblesse. Non, certes, il n'abandonnerait pas la partie. Et son destin, à lui, ne s'annonçait-il pas le plus beau, puisqu'il s'appuyait orgueilleusement sur une science, et sur une science bienfaisante, puisqu'il se confondait avec elle et comptait bien l'entraîner dans sa marche en avant?

Ainsi, pour les trois jeunes gens, cet échange de vues, avant la bataille de la vie, revêtait l'enthousiasme d'une veillée des armes. Ils étaient leurs propres mercenaires. Ils s'enflammaient sur la poursuite du succès, et leur propre cause leur paraissait la plus noble à servir, la seule...

Au sortir de la taverne, Pascal se rendit à la Faculté de médecine. Dans la cour intérieure, dans les corridors, c'étaient les allées et venues des examens : là grouillait l'avenir en préparation. Il alla voir le professeur Arnaud, médecin de l'hôpital de la Salpêtrière, à qui le rattachait son service de clinique des maladies nerveuses. Celui-ci, après de rapides condoléances, se mit à l'entretenir de nouvelles observations que lui avaient suggérées ses malades sur la moelle épinière et les méninges; il prenait son aide à témoin, lui montrait le champ indéfini des hypothèses, des découvertes scientifiques, le conviait à le parcourir sans retard. Le jeune homme se laissait reprendre à la joie du travail en commun, sous la direction d'un maître ardent et aventureux. Quand il redescendit l'escalier de l'École, son visage détendu souriait. Il s'achemina vers le Luxembourg pour

passer chez lui avant de retourner rue Desbordes-Valmore. Dans le jardin, la chaleur s'atténuait, s'allégeait. Elle enveloppait les promeneurs de souffles tièdes. Pascal, qui marchait vite, fut comme obligé de ralentir le pas. Subissant la contrainte de l'heure douce, il regarda la grande vasque, les parterres, la perspective des arbres, et ces spectacles connus ne visaient qu'à lui verser le plaisir, non, comme les campagnes de Colletière, à lui remuer le cœur avec des souvenirs d'enfance et tout un passé persistant. Comment se refuser au contentement qui de partout jaillissait comme une eau vive? Pour la première fois depuis la mort de son père, il respirait à l'aise. Paris, ses camarades, l'air ambiant, lui restituaient le sens de sa vie. Il perdait la vision directe des tristesses oppressantes, des irritantes réalités qui rabaissent, de la famille qui confisque les forces. Il pouvait enfin, sans inquiétude, ne penser qu'à lui, à Laurence, à l'amour qui s'accordait si bien avec son ambition : il était libre.

V. — LA VICTOIRE

Ces dames étaient au jardin. Elles attendaient Pascal, et celui-ci brûlait d'informer sa fiancée de son affranchissement définitif. Rien ne serait changé à leur bel avenir : Paris les garderait comme il convenait. On consentirait, pour cela, les sacrifices nécessaires, on vendrait Colletière au besoin. Laurence, récompensée de son offre généreuse, ne s'exilerait pas, ne porterait pas le poids injuste et cruel d'anciennes obligations périmées. Il accourait pour l'en avertir.

Ces journées de fin de juin, les plus longues de l'année, retiennent interminablement la lumière. Bien qu'il fût déjà sept heures du soir, elle laissait encore sur le sable, entre les branches, des teintes d'or atténué, de pâleur délicate. Comme le matin, mais dans un autre état d'esprit, le jeune homme demeura un instant sur le perron avant de descendre, embrassant du regard le groupe des deux femmes qu'une conversation absorbait et qui ne le distinguaient pas. Que Mme Avenière, toujours en toilette sombre, paraissait une petite chose effacée auprès de la jeune fille ! A n'en pas douter, celle-ci aidait à maintenir un peu de clarté dans le jardin avec sa robe ivoire, si légère, flottante comme une tunique, avec son cou et ses avant-bras que découvraient largement l'échancrure du corsage et

l'arrêt des manches, surtout par le resplendissement du visage sur le fond d'ombre qui, derrière elle, montait.

— A ta place, lui disait sa mère, je le suivrais.

Il entendit très distinctement ces quelques mots. La question ne se posait plus. Mais Laurence n'avait-elle pas accepté de partir ? Elle fut privée de donner cette réponse une seconde fois, car elle avait aperçu son fiancé. D'un élan souple, elle se leva pour aller à lui. Elle lui souriait, de ce sourire ambigu qui provoquait une incertitude dont elle-même ne semblait pas atteinte :

— Je vous espérais, dit-elle.

Et il sentit que le regard de la jeune fille l'interrogeait, le pénétrait. Il portait haut la tête, sa taille s'était redressée, l'inquiétude du matin avait disparu.

— Laurence, murmura-t-il simplement.

Ni l'un ni l'autre ne se livra davantage. Ils avaient l'impression que c'était inutile, que chacun savait ce qu'il fallait penser. Leur accord inexprimé ne leur apportait pas la joie qu'ils escomptaient. Ils en gardaient le secret, comme deux complices. Mme Avenière vint se mêler à leur groupe avec une figure de commisération qui retardait. Laurence éluda toute explication immédiate, comme pour éviter le risque d'une méprise.

— Mon père vous attend, Pascal. Voulez-vous le rejoindre et vous redescendrez bien vite.

— Mon ami, recommença tristement Mme Avenière comme s'il devait recevoir encore une mauvaise nouvelle.

— C'est juste, reconnut-il. J'y vais sans retard. Il faut que je lui parle.

M. Avenière l'attendait en effet dans son cabinet aux tapisseries claires, aux meubles anglais minces et résistans. Pascal n'avait pas encore apprécié à son mérite l'agrément de cette pièce confortable, peu propice aux affaires embrouillées ou pesantes. Il n'y apportait plus une mine disparate. Son futur beau-père l'accueillit affectueusement et, malgré une amabilité qui se croyait contagieuse, il se sentit glacé par cet air trop assuré, par ces gestes trop concilians qui promettaient à l'avance de tout arranger.

— Nous avons le temps de causer avant le dîner, lui dit son hôte. Nous mangerons ensuite de meilleur appétit.

Dans une existence bien réglée, le travail ne doit-il pas s'arrêter au repas du soir ?

— Je suis à vos ordres, monsieur, déclara Pascal, déjà replié.

Au fait, qu'allait-on lui proposer? Il ne serait pas fâché de l'apprendre. La diminution de sa situation matérielle, l'éventualité d'une installation à Lyon contrariaient-elles trop ouvertement M. Avenière qui ne devinait pas encore à quel point il avait changé, et qui déjà reprenait avec rondeur :

— J'ai examiné, sous toutes ses faces, votre communication de la matinée. Certes, il est toujours préférable d'apprendre ces choses-là avant qu'après le mariage, et je rends témoignage à votre parfaite loyauté.

Pascal fut blessé de ce certificat. Il voulut se rebiffer, mais son interlocuteur continuait déjà :

— Voyez-vous, mon cher ami, il y a deux excès à éviter dans la vie : méconnaître son devoir et l'exagérer. N'exagérez pas le vôtre. Contentez-vous de le remplir simplement, sans forfanterie d'héroïsme.

— C'est mon intention, approuva le jeune homme qui s'apercevait enfin d'une entente dont il ne ressentait aucune vanité.

Ses pensées, exprimées par M. Avenière, perdaient brusquement l'éclat dont son exaltation et son orgueil les doraient. Ainsi nous accusons volontiers de nous trahir ceux qui résument nos belles théories en formules positives.

Calmement, la voix grave tranchait avec une aimable autorité :

— Et tenez : vous n'avez pas besoin d'accepter la succession de votre père.

Que pouvait souhaiter de mieux Pascal? On lui servait ses propres résolutions, on prenait à sa place une initiative qui devait le satisfaire. Et pourtant, c'était le supplice du matin qui, pour lui, recommençait. Au quartier Latin avec ses amis, au Luxembourg avec les mille voix éparses de la jeunesse qui s'y trouve répandue, et même dans les rues chantantes de Paris, il avait oublié facilement l'effroyable lutte paternelle, et la confiance des siens, et la vieille maison de campagne avec son horizon immuable et le cimetière rapproché. Dans cette chambre étroite, voici que toute cette vision tenait, rien que parce que M. Avenière ne lui plaisait pas. Celui-ci, à un mouvement qui échappa au jeune homme, se méprit. Il crut à une révolte, et s'efforça de la réprimer à force d'adresse et même de flatterie :

— Mais non, mais non, je vous assure. Vous vous emballez déjà, vous êtes prêt à m'estimer intéressé ou indifférent. Votre

père n'a-t-il pas dépassé la mesure en se chargeant d'un passif aussi lourd dont il n'était pas responsable ? Certes, nous ne saurions le blâmer d'une si magnifique générosité, bien que ces générosités-là, voyez-vous, ne servent généralement qu'à enrichir des créanciers souvent peu recommandables. Désirez-vous que son sacrifice soit perdu ?

— Comment ? demanda Pascal que toute allusion à son père froissait.

— A coup sûr il le serait, si vous-même en receviez le fardeau. Avez-vous observé que vous aviez été systématiquement tenu dans l'ignorance, que M. Rouvray n'a pas voulu que vos études fussent entravées par la perspective de la gêne ? Il avait reporté sur vous toute son ambition paternelle, il entendait que vous fussiez libre.

— Ce renoncement...

— Serait inefficace si vous étiez, à votre tour, accablé de l'une de ces charges qui diminuent, qui écrasent l'existence, qui entravent l'aisance dans la production, la facilité du succès, qui transforment l'homme des professions libérales en une véritable bête de somme. Vous remplirez le vœu de votre père..

— En refusant quand il a accepté ?

— Il n'a pas accepté pour vous. Et d'ailleurs, ce n'est pas cette solution rigoureuse, si juste soit-elle, que je préconise. J'admets vos scrupules, votre délicatesse. Ils vous honorent et me tranquillisent sur l'avenir de ma fille, sur son avenir moral, sinon sur son avenir matériel.

M. Avenière, qui lissait sa belle barbe en parlant, fit une pause avant de revenir enfin au but que par tactique il avait dépassé pour être plus certain de l'atteindre. Pascal, le cœur à vif, attendait.

— Ne renoncez pas immédiatement. Tentez une démarche bien simple, et qui réussira. Convoquez les créanciers, offrez leur un tant pour cent, le vingt pour cent par exemple, — et c'est déjà très beau, — en échange d'une quittance entière et définitive, sans quoi vous les menacerez de renoncer purement et simplement à la succession de votre père. Vous êtes l'aîné, et le seul majeur. Les mineurs, remarquez-le, eussent difficilement obtenu l'autorisation d'accepter sans réserve. Les créanciers, sur un demi-million, auront touché plus du quatre-vingts pour cent, et je ne compte pas les intérêts. C'est, pour eux, une excellente affaire. A mon avis, ils s'empresseront de s'incliner, de recevoir

ce dernier dividende. Ainsi vous aurez la satisfaction, puisque vous y tenez, d'une situation absolument nette.

Pascal n'était pas dressé à ces sortes de transactions adroites qui terminent heureusement des affaires embrouillées par le moyen de concessions mutuelles. Elles ne sont pas sentimentales, mais pratiques. Elles accommodent l'honneur et l'intérêt, les dosent, les pilent ensemble, en font un succédané bien convenable encore pour notre temps. De sa voix persuasive M. Avenière, qui le jugeait ébranlé, continuait sa consultation :

— La fortune de madame votre mère, m'avez-vous confié, est représentée par le montant d'une assurance sur la vie qui ne sera écornée que des vingt mille francs dont nous avons prévu l'usage, et par la propriété de Colletière dont les revenus annuels sont de trois mille francs environ. Ce sont là de maigres revenus. Néanmoins on peut en vivre, modestement j'en conviens. Mais Mme Rouvray n'exigerait-elle pas elle-même ce train réduit après la cruelle épreuve qu'elle a traversée ? N'est-ce pas aussi votre avis ?

Le jeune homme était naturellement invité à organiser la nouvelle vie de sa mère. Tout l'après-midi il avait trouvé de la grandeur à sa résolution de liberté. On lui en montrait le résultat pratique: pourquoi en recevait-il une impression si désagréable? Son hôte n'avançait rien d'extraordinaire cependant: il était insinuant, cordial, logique. Alors, pourquoi le détester si fort?

— Ma mère, déclara-t-il, n'a jamais aimé que la simplicité.

M. Avenière ne s'apparenta pas de cette mine renfrognée qu'il ne jugeait qu'attentive :

— Votre sœur a-t-elle achevé son éducation ?

— Pas encore.

— Elle a seize ans, n'est-ce pas? A seize ans, une jeune fille est quasi élevée. Il n'est pas bon qu'elles soient trop savantes. Elles prennent si vite un petit air pédant qui écarte les maris. Car les hommes ne jouissent pas d'être dépassés par leurs femmes. D'ailleurs, il doit exister à Lyon comme à Paris des cours gratuits très bien faits, très soignés. On a tant dépensé depuis quelques années pour l'instruction. Reste votre frère: quel âge a-t-il ?

— Bientôt quinze ans.

— Parfait : nous obtiendrons pour lui une bourse dans un grand lycée. On les distribue à la faveur. J'ai des relations dans

le monde universitaire. S'il est doué comme vous, il réussira dans ses études. Plus tard, nous aviserons. Les Grandes Écoles, par exemple, toujours avec une bourse. C'est moins coûteux que les Facultés. Mais il ne faut pas prévoir trop longtemps à l'avance. Et dans tout cela, si vous pratiquez l'oubli de soi, je ne saurais vous imiter sur ce point. Vous m'excuserez de penser à vous, mon cher ami, de penser à vous surtout, j'allais dire mon cher fils.

— Je vous remercie, monsieur.

Monsieur rétablissait la distance que ce *mon cher fils*, trop calculé, avait tenté de supprimer. Content de ses manœuvres, M. Avenière n'y prit pas garde.

— Quand vous nous avez demandé la main de ma fille, — à elle-même d'ailleurs : il paraît que c'est la mode, — avec l'insouciance de la jeunesse elle n'a vu que le sentiment que vous lui inspiriez. Connaissant votre valeur personnelle, vos succès passés, l'annonce de votre brillant avenir, elle se fiait à vous. Elle avait toujours résolu d'épouser un de ces hommes qui marchent en tête de leur génération. Vous pouvez être fier de son choix. Mais vous deviez vous fixer à Paris, réussir à Paris, dans une carrière scientifique où l'on récolte des honneurs. Elle est notre fille unique ; elle ne nous quittait pas. Ainsi, dans ce projet, tout l'attirait, tout lui plaisait.

Il n'avait pas songé en effet qu'elle était fille unique. Et tandis qu'il secouait pour lui-même les liens et les influences de famille, il s'adressa des reproches pour n'avoir pas envisagé sous ce jour la sensibilité de Laurence.

— Vous nous plaisiez aussi, reprenait M. Avenière. Votre installation à Paris, pas trop loin de la rue Desbordes-Valmore n'est-ce pas? nous étions disposés à en prendre tous les frais. Ma fille, qui le savait, en avait préparé les plans. A Paris, il importe de paraître avant d'être, paraître le médecin, le savant à la mode avant de l'être en effet. Nos relations devenaient les vôtres. Notre voiture était à votre disposition. Enfin la rente que nous eussions servie à Laurence vous eût permis de parvenir rapidement, et sans trop de soucis journaliers, à la Faculté de médecine, votre but. Tandis que, si vous choisissiez Lyon, dame! les conditions ne seraient plus les mêmes. Nous demandons, ma femme et moi, à réfléchir.

On déroulait devant Pascal, comme un tapis moelleux, la

confortable existence qui s'offrait à lui. Son but, c'était bien celui-là. On le lui montrait si aisé, si normal, au bout d'un petit nombre de mois, comme une demeure illuminée sous la voûte d'une avenue. Et la politesse des phrases ne recouvrait-elle pas l'indication très précise, menaçante même, que cette générosité pourrait bien se désagréger, se fondre, se volatiliser au cas d'un établissement hors de l'enceinte des fortifications? Cependant, le jeune homme objecta:

— A Lyon, avec le nom de mon père, j'aurais immédiatement réussi.

— Sans doute, sans doute. Mais à quoi? Un peu comme un médecin de quartier.

— Mon père était connu, apprécié dans toute la région.

— Sûrement. Il jouissait de l'estime publique; mais, vous êtes trop intelligent pour l'ignorer, en France, de plus en plus, c'est Paris qui distribue, qui impose les réputations, je veux dire les vraies réputations, celles qui vont au loin, à l'étranger même.

— Pas en médecine.

— Mais si, mais si, en tout. Un spécialiste à Paris, — il faut toujours se spécialiser, — jouit, pour ses recherches, de plus de facilités, de plus de publicité pour ses découvertes. Une chaire, un enseignement y revêtent plus d'autorité. La renommée scientifique y est décuplée.

Chassal et Epervans ne tenaient-ils pas le même langage? Enfin, dernier argument, M. Avenière ajouta:

— C'est l'avenir cher à Laurence. A elle aussi Paris est nécessaire. L'imaginez-vous en province? Ses dons, ses charmes y seraient-ils appréciés tout leur prix? Elle y étoufferait. La vie parisienne crée des habitudes; elle est d'une douceur, d'une diversité singulières. Ne le sentez-vous pas?

— Laurence est-elle d'accord avec vous, monsieur?

— Évidemment.

Oui, Paris était le cadre naturel de la jeune fille, de sa femme. Il le savait. Il n'avait pas besoin de l'apprendre par la bouche de M. Avenière ou par celle de Félix Chassal. Pourtant, elle avait accepté de partir. Ou bien n'y était-elle pas décidée? Cette pensée lui traversa l'esprit, mais il ne s'y arrêta pas. L'entrevue touchait à son terme, heureusement. Les raisons de son futur beau-père, le désir secret de sa fiancée, son propre mouvement intérieur, sa volonté, tout convergeait donc vers la même

solution. Par quelle inconséquence cette solution, en ce moment même, le remplissait-elle d'amertume? Pourquoi ses nerfs se tendaient-ils si violemment? M. Avenière, patient, sollicitait une réponse. M. Avenière ménageait l'avenir au gré de sa fille, de sa fortune. M. Avenière ne prenait point souci de Mme Rouvray, ni de Claire, ni de Gérard, tout petits points noirs perdus là-bas, en Dauphiné : c'était bien son droit. Mais lui-même oubliait-il son serment : avant tout, remplir sa vie? Des lambeaux de phrases, de celles qu'Hubert avait prononcées, lui revinrent à la mémoire : *tant pis pour les vaincus, le sacrifice des autres, le seul qui ne nous diminue pas...* Il fallait se décider, ne plus regarder en arrière. Et il se taisait.

— N'en parlons plus pour l'instant, accepta M. Avenière, un peu surpris de son hésitation. Il n'y a pas lieu de vous tourmenter. Soyez assuré, mon cher ami, que votre bonheur seul nous préoccupe. Votre bonheur, et celui de Laurence. Réfléchissez et vous me donnerez raison. Vous ne pouvez pas vous lier les mains, avec des chaînes inutiles.

Toujours cette comparaison ! Oui, certes, il ne porterait pas de chaînes, il voulait être libre. Et cette liberté, comme il la respirerait au jardin tout à l'heure !

— Monsieur, commença-t-il, enfin décidé...

Mais son hôte, redoutant un échec et s'assurant une alliée, l'arrêta :

— Ce soir, après dîner, vous parlerez de toutes ces choses avec Laurence. Vous prendrez ensemble une détermination. N'est-ce pas le plus équitable, puisqu'il s'agit de votre mariage, de votre avenir? Je m'en rapporte à vous deux.

— C'est cela, dit Pascal. Nous prendrons ensemble une détermination.

— Et maintenant, rejoignons ces dames. Elles ne me pardonneraient pas de vous confisquer plus longtemps.

La nuit avait daigné venir, une nuit bleutée, diaphane, à peine fraîche. La robe de Laurence au jardin, son profil perdu, se détachaient en clair. Comme dans sa vie, Pascal ne voyait qu'elle.

On annonça le dîner servi. La chère était fine chez les Avenière, et ce soir-là particulièrement soignée. Un surtout de roses rouges, des candélabres aux petits abat-jour roses, donnaient à la table des tons délicats dont les yeux se trouvaient reposés.

Par la fenêtre ouverte les arbres rapprochés, que l'obscurité mêlait, prenaient une vague importance de parc. Baigné dans cette atmosphère sympathique et amollissante, Pascal entrait peu à peu dans une bienfaisante torpeur où se cicatrisait sa blessure, qui le délassait, à quoi il s'abandonnait voluptueusement. Comme au Luxembourg l'après-midi, il jouissait de l'heure sans arrière-pensée.

— Si nous prenions le café en bas? proposa M. Avenière. Le soir est si doux!

Laurence battit des mains. Sa mère n'avait pas d'avis, ou n'en recevait pas la demande. On redescendit les quelques marches. Sur un guéridon, le valet de chambre posa l'un des candélabres de la salle à manger. L'air apaisé n'agitait même pas la flamme des bougies. Cet éclairage discret laissait les visages à demi dans l'ombre. Celui de Laurence, au teint si pur, semblait immatériel. L'intervalle des branches contenait un coin de ciel étoilé. Le parfum du jasmin qui, de ce côté, grimpait au perron, celui, plus fort, d'un chèvrefeuille appuyé au mur, remplissaient l'étroit espace. Sauf le pas, assez rare et peu bruyant, d'un cheval dans la rue qui n'est pas pavée, comme on se serait cru loin de Paris!

Pourtant, ce n'était pas la nuit du lac de Paladru dont le calme a tant de majesté, s'épanouit sur tout le large horizon, entre dans toutes les demeures comme un rameau d'olivier. La grande ville invisible, de ses désirs, de ses fièvres cernait ce jardin comme les bois et les eaux la vieille maison de Colletière. Le ciel même en recevait une lueur spéciale, pareil au reflet tamisé d'un incendie éloigné, qui suffisait à porter atteinte à l'éclat des étoiles. Laurence, toute blanche, immobile et sereine comme une déesse de marbre, communiquait, à quelqu'un du moins, ces désirs, ces fièvres qu'elle ne paraissait pas ressentir.

Après qu'il eut vidé sa tasse et fumé une cigarette, M. Avenière déclara en riant que ces jeunes gens, ne s'étant guère vus de toute la journée, devaient avoir mille choses à se dire. Et se tournant vers sa femme :

— D'ailleurs, chère amie, l'air du soir ne vous vaut rien.

D'habitude, il ne traitait pas avec autant de prévenance la santé de Mme Avenière. Obéissante, elle se leva pour le suivre :

— Comme il vous plaira.

Elle posa tour à tour son regard sur sa fille et sur Pascal

avec une infinie tristesse que personne ne pouvait remarquer, que du reste personne, même en plein jour, n'eût remarquée, et remonta l'escalier devant son mari.

Pascal et Laurence, demeurés seuls, restèrent un instant sans parler. Elle se pencha et souffla les bougies une à une, lentement. Ainsi inclinée et éclairée, il voyait les détails de sa figure qui lui causait, à chaque fois, trop de plaisir pour qu'il eût jamais consenti à l'analyser. C'était une découverte nouvelle, comme, en art, les causes multipliées de la perfection. Quand la dernière flamme fut éteinte, la jeune fille devint presque un fantôme. Puis il revit, s'accoutumant à l'incomplète obscurité, les lignes indécises de sa robe, ses joues claires, ses yeux qui luisaient. Il se rapprocha pour ne rien perdre d'elle.

— Je ne vous vois pas assez, jamais assez.

— La lune se lèvera tout à l'heure. Approchez-vous encore.

Et tout de suite elle dirigea l'entretien :

— Pourquoi ne m'aimez-vous pas davantage?

Ce reproche était bien inattendu, après la résolution qu'il avait prise.

— Je ne puis vous aimer davantage, Laurence. Je vous aime plus que tout au monde.

— Plus que tout au monde? répéta-t-elle d'un air de doute. Moins que votre famille cependant. J'étais ambitieuse pour vous, et vous renoncez à vos ambitions. J'étais plus soucieuse que vous de votre avenir, et c'est moi, Pascal, que vous sacrifiez.

— Pouvez-vous dire, Laurence, que je vous sacrifie?

Et s'excusant de l'avoir laissée dans l'incertitude, il lui confia enfin ses projets, sa détermination. Elle n'essaya pas de l'interrompre, elle ne l'approuva pas lorsqu'il eut cessé de parler, elle affirma simplement :

— Vous savez, mon ami, que je vous eusse suivi n'importe où.

— Je le sais, murmura-t-il, prêt à l'adorer.

Et n'y avait-il pas de quoi l'adorer en effet? La lune qui s'était levée entrait furtivement dans le jardin, glissait entre les branches, répandait ses rayons comme une urne son contenu sur les épaules, sur les cheveux de la jeune fille. Bientôt le visage même fut en pleine lumière. Pascal, qui suivait les progrès de cette apparition, en attribuait à Laurence tout le mérite, comme si le cours même des astres pouvait dépendre d'elle. Le

chagrin qui l'avait ébranlé le rendait plus accessible aux influences de la tendresse, à tout l'alanguissement de l'amour. Le devina-t-elle, avec cette prescience qui harmonisait si naturellement aux situations ses gestes? Elle se leva devant lui, et l'effleurant des lèvres :

— Sur vos yeux, dit-elle, sur vos yeux qui ont pleuré.

Il reçut, étonné et ravi, sa caresse. Et dans cet abandon même elle introduisait une sorte de chasteté dramatique, comme si elle en réglait avec soin la mise en scène. Il chercha à son tour à l'embrasser. Elle se déroba doucement, dans la crainte d'être décoiffée.

— Vous le voulez? demanda-t-elle.

— Laurence, ma bien-aimée!

Elle lui prit les mains et leurs bouches se joignirent sans leurs corps, comme si elle savait exactement ce qu'elle accordait d'elle-même, comme si elle en fixait les limites avec une tranquillité déconcertante. Quand elle s'écarta, il la vit sourire sous la lune, de ce sourire qu'il redoutait un peu à cause de son expression ambiguë, mais cette fois c'était une expression toute simple, triomphante.

— Vous avez parlé à mon père? s'informa-t-elle.

— Pas encore. Je désirais vous avertir. Vous le lui direz ce soir.

— Pourquoi pas vous?

— Ce soir je ne verrai plus personne. Je ne le supporterais pas. Je veux emporter votre image intégrale.

— Vous reviendrez demain?

— Demain, oui, je reviendrai. Le soir, comme aujourd'hui.

— Plus tôt?

— Oui, plus tôt.

Autour d'eux le jardin blanchissait. L'odeur de jasmin et de chèvrefeuille les enveloppait comme la douceur nocturne.

— Maintenant, il faut nous séparer, dit-elle.

— Vous resterez là jusqu'à ce que je sois parti...

Elle demeura en effet, même après son départ, longtemps, assise à la même place, les deux mains longues croisées sur la poitrine comme si elle contenait le trésor le plus cher à une femme : la volonté d'un homme.

VI. — UN CŒUR DE JEUNE FILLE

Le lendemain, les Avenière attendaient Pascal. Leur accord sur la nécessité de l'installation à Paris commandait tant d'autres questions qu'il importait de résoudre sans retard : la date de la cérémonie qui serait célébrée dans l'intimité, le choix d'un quartier et d'un appartement, les frais de l'entrée en ménage, la fixation de la rente que Laurence recevrait en dot.

La veille, après le départ de son fiancé, la jeune fille avait annoncé à ses parens sa victoire définitive.

— Nous n'aurions pu te laisser partir, proclamait son père rayonnant, et qui attribuait une bonne part du succès à l'habileté des négociations menées par lui-même.

Seule, Mme Avenière ne témoignait aucune joie. A cette interrogation de Laurence : « N'êtes-vous pas contente de me garder près de vous? » elle avait osé répondre :

— Si j'étais sûre que ton bien soit là?... Vois-tu : mieux vaudrait accompagner Pascal à Lyon. Son devoir à lui est là-bas. Oublie-nous au besoin...

— Allons, allons ! avait grondé son mari aussitôt. N'allez pas gâter notre plaisir. Votre gendre est taillé pour réussir à Paris, et il le sait. Dans mon cabinet, il a peut-être hésité. Près de votre fille il s'est reconquis, il a reconnu sa faiblesse, et il en a triomphé.

— Maman, un homme comme lui, sans son ambition, serait malheureux comme les pierres.

La pauvre femme, effrayée de son audace, battit en retraite et cessa de défendre une idée aussi chimérique, aussi contraire au bon sens. Pour un peu, elle eût été accusée de manquer de cœur.

« Il m'a promis de venir tôt, » songeait Laurence au jardin. A sept heures elle l'attendait encore, malgré sa promesse. On apporta enfin une carte-télégramme. Il s'excusait brièvement, sans donner de raisons, de son absence qu'une lettre expliquerait. Mme Avenière s'informa s'il était malade.

— Non, répondit la jeune fille qui, pour cette fois, ne sut pas dominer sa nervosité. Il se servirait de ce prétexte, et il n'en parle pas.

— Il n'a peut-être pas voulu t'inquiéter. C'est généreux.

Laurence comprenait qu'il se passait quelque chose de grave : des nouvelles de Colletière sans doute, à la suite desquelles tout se trouvait remis en cause. Sa présence confondrait le fugitif. Elle proposa à sa mère d'aller chez lui le chercher.

— Ce ne serait pas convenable, objecta celle-ci.

La jeune fille ne se fût pas souciée des convenances en face d'un but à atteindre. Avec une tranquille audace, elle eût couru à l'avenue de l'Observatoire. Mais elle pensa qu'à pareille heure elle rencontrerait difficilement Pascal, et que sa démarche ébruitée risquerait d'affaiblir son influence : l'amour qui poursuit son objet n'est plus sûr de lui-même. Elle renonça donc à cette fugue indiscrète, et passa une mauvaise soirée, une mauvaise nuit dans l'incertitude, imaginant tantôt comment elle se vengerait de l'ingrat qui s'était permis de la tourmenter après la douceur de la veille, et tantôt étouffant de son mieux ses craintes et ses larmes. Car, pour être enflammé de réussite et calculateur, on n'est pas préservé d'aimer, et quand la passion se heurte à toutes sortes de disciplines, de sentimens, de raisons ou de vanités et ricoche de l'un à l'autre, toute contrainte lui devient douleur, et de ses blessures mêmes elle s'exalte, qu'elle doive triompher ou mourir.

Le matin vint à la longue. Elle s'imposa, comme une pénitence, comme un dressage, de ne pas se lever plus tôt que d'habitude malgré son impatience, surtout de ne pas réclamer le courrier. La femme de chambre lui porta une lettre, *sa* lettre, dans le lit où elle s'immobilisait fiévreusement. Enfin, elle saurait contre quoi il lui faudrait combattre ; d'un obstacle nouveau, inconnu, dangereux, par avance elle ne doutait pas. Elle décacheta l'enveloppe comme un éclaireur en campagne scrute un bois, avec précaution, et tous ses instincts sur la défensive. Elle fut bientôt renseignée : Pascal se déployait sur le grand chemin, en pleine lumière. Mais c'était si inattendu !

« Laurence, ma Laurence d'hier soir, j'ai passé une journée désespérée, et cependant je ne puis aller à vous. Dans votre jardin, tout s'oublie, qui n'est pas mon amour. Déjà en vous quittant, le long de la Seine, je cherchais en moi cette perfection de bonheur que vous m'aviez donnée, et je ne la trouvais plus. Ce ne pouvait être de vous avoir quittée que me venait ce désenchantement. Depuis que je vous aime, chaque fois que je

vous avais vue, je me réjouissais ensuite, avant de brûler d'un revoir, que vous ne fussiez plus là, comme si je me reposais d'une trop grande joie dans une autre que je savourais plus paisiblement et que je prolongeais à ma guise puisqu'elle ne dépendait plus que de moi. Et hier, ma tendresse me laissait un goût amer et trouble tout nouveau. J'en recherchais la cause, mais le diagnostic m'échappait.

« Ce matin, en rangeant mes papiers, j'ai relu des lettres, j'ai trouvé des photographies de chez moi, et j'ai compris, j'ai su d'où me venait ce goût de cendre qui me gâtait mon amour. Je suis atteint d'une faiblesse que je ne puis vaincre. Je suis lucide, je vois mon mal et je n'en guérirai pas. J'ai beau, pour recouvrer la santé, rassembler toutes mes idées, toutes mes convictions, exalter en moi, et c'est le pire, toutes les forces, oui, toutes les forces de mon amour, je ne passerai pas outre. Je me heurte à un mur. Je ne puis pas, et c'est tout.

« Je ne puis pas séparer ma vie de celle des miens. Je me suis cru libre, et je suis enchaîné. Je ne crois pas aux obligations qui lient entre elles les générations. Je n'admets pas le rétrécissement qu'imposent les charges de famille. J'ai du devoir une notion plus personnelle : c'est envers nous-mêmes qu'il existe, c'est en nous développant contre tous les obstacles que nous le réalisons complètement. Je me dis, je me répète ces axiomes dont mes amis et moi avions fait le catéchisme de l'existence humaine, de la nôtre du moins. Et ces vérités mathématiques n'agissent pas, n'agissent plus. Je les vérifie et je les trahis. Une force que je ne mesure pas, qui me vient de profondeurs inconnues et qui, hier déjà, me dictait malgré moi mes paroles avant que je fusse près de vous, une force ou une misérable pitié me gouverne contre mon intelligence, contre ma volonté, contre mon amour même. Je lui obéirai à n'en pas douter. Un jour ou l'autre, quand j'en aurai le loisir, il faudra bien que je l'analyse. Nous sommes plus complexes que je ne l'imaginais.

« A Paris, ma carrière, si j'en dois retirer un résultat pratique immédiat, est tout entière à créer. Il est probable que, de longtemps, je n'y pourrai rendre les services qui s'imposent à moi sans délai. Je retournerai donc à Lyon, je reprendrai la clientèle de mon père, j'accepterai sa succession, je paierai les dettes d'ancêtres qui me sont indifférens, j'allégerai les jours de ma mère, j'élèverai mon frère, je marierai ma sœur. Voilà une

tâche bien sage et bien méritoire. Je suis l'aîné : je tendrai mes épaules au harnais, je m'attellerai à ce char.

« Je m'y attellerai la rage au cœur, et je le traînerai si vite que je ne veux pas abandonner mes ambitions, que je ne veux rien abandonner. Dans dix ans, j'aurai trente-sept ans. Je reprendrai alors ma vie dans le sens où je la laisse maintenant. Ces dix années, je les utiliserai pour mon expérience, pour mes études. Interrompu dans les généralisations que je pensais entreprendre, je procéderai autrement. Mais je reviendrai à la science pure, je lui garde une part de mon avenir.

« Vous, Laurence, vous, mon aimée, comme vous m'inquiétez davantage ! Ce n'est pas le destin que j'avais rêvé pour vous. Ce n'est pas celui que désire, qu'exige votre père. Il me l'a donné à entendre avec courtoisie. Votre dot même est soumise à mon installation à Paris ; comment n'en seriez-vous pas informée ? Il ne juge pas les choses à la manière de mon père à moi. Je pense comme l'un et j'agis comme l'autre. Après tant de travaux scientifiques, après tant d'efforts vers l'affranchissement intellectuel, être le théâtre d'une telle contradiction !

« L'honneur m'ordonne de vous rendre votre parole. Les circonstances ne sont plus les mêmes que du temps, si rapproché et déjà si lointain, où je vous demandais votre vie. Nous nous sommes promis la franchise, la vérité. Je ne vous offre plus ni Paris, ni le voisinage de vos parens, ni le même avenir, ni le même genre d'existence. C'est une carrière plus modeste qui a ses charges, qui n'a pas de beauté. J'entends encore votre voix, votre chère voix me dire : *Vous savez que je vous eusse suivi n'importe où...* Je l'entends et je me rassure, et puis j'ai peur. Laurence, vous êtes libre, je dois vous assurer que vous êtes libre...

« Ou plutôt non, on n'est pas libre. Moi aussi, je me croyais libre de choisir, et mon choix s'est fait sans moi. Le vôtre, il est en vous, il est fait et j'ai peur...

Demain matin je porterai ma démission à la Faculté de médecine, et je m'occuperai de mon petit déménagement que j'ai déjà commandé. Je prendrai le rapide de neuf heures du soir. A sept heures et demie, je quitterai l'avenue de l'Observatoire. Si je n'ai rien reçu de vous, ou si vous n'êtes pas venue, comme vous étiez venue un jour, m'apporter votre réponse, alors je connaîtrai que vous ne m'avez pas choisi.

« Laurence, Laurence, je ne puis terminer cette lettre ainsi.

Tout mon cœur déchiré vous appelle. Je vous aime et je vous attends. Il ne se peut pas que vous m'abandonniez...

« Ah! Laurence, quoi que vous décidiez, je sens bien que je vous aimerai encore. Vous avez été la lumière de ma jeunesse, et il me semble que cette lumière va s'éteindre. J'ai peur, et ma peur ne peut rien sur une décision qui s'est prise en moi, sans moi-même...

« PASCAL. »

Les huit pages de papier pelure grésillaient entre les doigts de Laurence. Quand elle eut fini de lire, elle rejeta la lettre sur sa couverture, s'allongea, les bras nus repliés au-dessus de sa tête, et ferma les yeux comme pour mieux concentrer sa pensée sans accepter la distraction du soleil qui, par la fenêtre à demi ouverte, pénétrait dans la chambre. L'air frais invitait à descendre au jardin. Elle n'entendait pas son appel. Elle eût désiré de s'engourdir dans le refus momentané d'une décision, quand, de son cœur obscur, toutes sortes de sentimens se levaient. La palpitation des cils et quelquefois un imperceptible afflux de sang aux joues blanches, aux joues d'habitude si unies, si lisses, trahissaient, dans cette pose d'abandon, la lutte que, malgré son empire, elle subissait.

Comment avait-elle pu réprimer à l'extérieur son premier mouvement, tout d'orgueil et de colère, contre l'audacieux qui trompait sa confiance, quand elle l'avait cherché, découvert, désigné elle-même? De bonne heure initiée au monde, gâtée, courtisée, adulée, que d'hommages, que de flatteuses demandes elle avait dédaignés et écartés! Celui qu'elle accepterait, elle le voulait supérieur à tous les autres, moins mesquin, plus large d'esprit, apte à dominer. Il était venu, elle l'avait reconnu. C'était elle qui, se pliant aux avances, lui avait insufflé plus d'ambition, plus de hâte au but. A eux deux ils édifieraient une destinée de succès. Et brusquement il se dérobait, sous de prétendues charges de famille auxquelles il ne croyait même pas, auxquelles il avouait ne pas croire. Il laissait Paris, la Faculté de médecine, les travaux de laboratoire, la science, l'enseignement, la réputation, toutes ces choses auxquelles elle avait accoutumé d'attribuer avec lui une réalité vivante, pour se sauver en province, se condamner à un esclavage de tous les instans, à une existence sans ouverture, sans honneurs, sans plaisir. Et c'était

cela que, d'un geste généreux, il lui offrait ! Non, non, elle ne prendrait pas sa part de cet héroïsme familial. Et quel jour cet événement jetait sur le caractère de son fiancé ! Au premier choc du sort, il pliait les genoux au lieu de se dresser à la résistance. Il n'était donc point le vainqueur qu'elle avait imaginé. A l'usage il se révélait lâche, pusillanime, incapable de combattre les superstitions, les scrupules par quoi il se sentait envahi, comme tous les faibles. Non, elle ne l'accompagnerait pas dans sa désertion. Et elle s'exerçait à le mépriser.

Une seconde voix protestait contre une condamnation aussi sévère. La faiblesse, la lâcheté ne se trouvaient peut-être pas du côté où elle les prétendait voir. Et puis, à vingt ans, même si l'on s'est davantage attaché à développer son intelligence que sa sensibilité, quand on aime, ce sont des ondes brûlantes qui sans cesse passent sur le cœur. Laurence se souvenait de la rapidité de vivre que la présence de Pascal lui communiquait. L'avant-veille, au jardin, ne l'avait-elle pas tenu à sa merci ? La lune, obéissante, était venue favoriser sa victoire. Et quelles dépouilles elle avait exigées de ce vaincu déjà brisé ! Quand de ses lèvres elle lui avait effleuré les yeux, les yeux humiliés, n'avait-elle point senti une humidité dont, maintenant, elle avait honte pour lui et qui, de mémoire, la troublait toute délicieusement, — dans son orgueil ou dans sa chair ? Mais ne s'attribuait-elle pas un rôle qu'elle n'avait pas joué ? L'amour de Pascal s'était simplement accordé avec son ambition. Il s'était rendu de lui-même. Elle n'avait fait que l'affermir dans une volonté déjà prise. Et elle n'avait même pas le pouvoir de l'y maintenir. Peut-être, s'il la revoyait, changerait-il encore ? Non, il s'abandonnait à un instinct de pitié ou de race contre quoi elle devinait toute autre force vaine. Et il ne lui demandait pas conseil, il ne la suppliait pas, il décidait sans elle et contre elle. Tout au plus, à la fin, jouait-il l'émotion pour l'attendrir. Et de nouveau se raidissant, Laurence se livrait au mépris, au dépit, à toutes les rancunes que soulève, comme un vent d'automne les feuilles mortes, la fureur amoureuse.

L'instant d'après, elle imaginait que, dans l'immolation de soi-même à l'être aimé, dans le sacrifice à une volonté chère, se peut rencontrer une sorte de satisfaction, de volupté inconnue. D'anciennes lectures de piété, d'anciennes effusions religieuses, bien délaissées, mais qui gardaient une douceur lointaine, ne

le garantissaient-elles pas? Déjà elle rédigeait en pensée le télégramme qu'elle enverrait: *Avez-vous pu douter de moi, mon ami?* Puis, elle repoussait une telle défaillance comme un amoindrissement.

Ces allées et venues, ce flux et ce reflux de sentimens contraires la fatiguaient, l'épuisaient. Elle aurait voulu ne plus réfléchir, oublier, se jeter dans le sommeil comme dans une eau bienfaisante. Et ce soleil qui touchait le lit, qui approchait peu à peu du visage, qui de son éclat la gênait! Deux ou trois fois elle eut la velléité de se lever pour fermer les rideaux ouverts, et ne se décida pas au moindre geste, comme si le tumulte de son cœur, bien suffisant pour l'agiter, la contraignait à une immobilité absolue du corps.

Vers onze heures, sa mère, inquiète de ne point la voir descendre, vint frapper à la porte deux ou trois coups discrets auxquels la jeune fille ne répondit pas. Ils se renouvelèrent timidement, et Mme Avenière, sur un hostile: *Entrez*, pénétra dans la chambre avec une figure toute décontenancée.

— Qu'as-tu, ma chérie?

— Je n'ai rien.

Je n'ai rien: aucun aveu, plus que ces quatre mots dans leur insignifiance, n'a jamais tourmenté les mères, les amans, ceux qui se penchent sur la vie profonde. Ils abritent toutes les angoisses, toutes les agonies intimes, ce qu'il faut taire, ce qu'on ne sait pas encore, ce qu'on n'ose pas deviner, ce qui traîtreusement s'introduit dans le bonheur comme le ver dans un fruit. Mme Avenière, prudente et peureuse, s'alarma de ce manque de confiance qui l'écartait du chagrin de sa fille. Elle insista de sa voix la plus caressante, sans se décourager.

— Tu ne te sens pas malade?

— Non.

— Cependant tu restes au lit. Il fait si beau dehors.

— Je me repose.

— Ne veux-tu pas venir au jardin avec moi?

— Pas ce matin. Merci.

— Ton père doit s'absenter pour ses affaires. Il déjeunera en ville et ne rentrera que ce soir, tard. Ne le verras-tu pas?

— Vous lui direz que je suis un peu lasse. Ce soir, peut-être l'attendrai-je.

— Tu t'habilleras pour déjeuner?

— Je n'ai pas faim.

— Et si Pascal, pour expliquer son absence d'hier, s'invitait?

— Il ne viendra pas.

— Tu as reçu une lettre de ton fiancé?

— Je n'ai plus de fiancé.

Elle-même s'étonna de cette affirmation catégorique. Pascal avait-il donc raison, dans sa lettre, de prétendre qu'aux heures décisives nos choix se font en nous, sans nous, ou que d'obscurs élémens de notre sensibilité, auxquels nous n'avons pas adressé d'appel, interviennent dans nos déterminations? Toute la matinée elle avait parcouru, tour à tour, et tant de fois, les deux chemins qui s'offraient à elle, celui de l'orgueil et des libres puissances de vivre, celui de l'amour et du sacrifice. Elle avait paru détester le second, mais, en somme, elle avait regardé de son côté aussi souvent que de l'autre. Tout à coup, elle s'en détournait définitivement.

— Ah!... ma pauvre enfant! soupira Mme Avenière.

Et, sans bruit, elle versa des larmes. Laurence ne voulait pas être plainte :

— Maman, pourquoi pleurez-vous? Est-ce que je pleure? Il me rend ma parole, il rentre à Lyon. C'est très bien ainsi.

— Ma pauvre enfant!.., répétait sa mère, qui ne voyait pas l'effet d'agacement provoqué par cette exclamation.

Quand elle put s'exprimer plus longuement, elle expliqua :

— Hier, avant-hier, je suppliais ton père de te laisser partir avec lui, loin de nous.

— Il ne s'agit pas de père. Si je voulais partir, je partirais.

— Toi, je pensais que tu l'aimais.

Laurence, comme pour la défier, déclara :

— Oui, je l'aimais. Je l'aime encore.

— Et tu le laisses partir?

— Évidemment.

L'âme simpliste de Mme Avenière ne concevait pas ces contradictions. Laurence le lui signifia sans ménagement, pour couper court à son interrogatoire :

— Vous ne pouvez pas comprendre.

— De mon temps...

— Tout est changé. Les femmes d'aujourd'hui me comprendraient.

— Que vous devez être malheureuses! s'écria Mme Avenière.

La jeune fille avait envie de dire: « Vous le voyez. » Mais elle repoussa les caresses qui s'approchaient d'elle:

— Maintenant, voulez-vous être bonne, maman? Vous tireriez les rideaux. Je désire dormir, je ne déjeunerai pas.

Et quand sa mère eut repoussé le soleil dehors et rétabli dans la pièce l'ombre pitoyable où l'on peut jeter sa peine librement, seule et désespérée comme une petite fille qui se découvre abandonnée, elle se tourna contre le mur et sanglota éperdument. Personne ne la verrait, aucune glace ne lui montrerait à elle-même son image. Elle se livrait à son amour qu'elle brisait. Elle se mettait le cœur en lambeaux avec une douleur qui venait d'elle, comme un soldat déploie plus de courage pour se mutiler qu'il n'en faut pour aller à la guerre. Toute gémissante et meurtrie, elle ne songeait pas à changer de résolution.

Mme Avenière, plus tard, remonta vers elle, mais elle fit semblant de s'être endormie. Vers deux heures elle se leva, s'habilla lentement et minutieusement, usant de toutes sortes de procédés pour effacer la trace des larmes, et une heure après, elle apparaissait au salon où sa mère recevait quelques visites d'adieu. Elle portait cette robe ivoire dont Pascal, l'avant-veille, avait tant goûté l'harmonie. La blancheur de son teint ne pouvait s'appeler de la pâleur. Coiffée à ravir, ses cheveux blond doré moussant sur le front, elle souriait avec cette grâce qui se savait enchanteresse. On la complimenta sur sa mine, on la cajola, elle reçut des *ma toute belle* et des *ma mignonne* de cet air tranquille, sûr de soi, qui, dans le monde, était fixé comme un masque sur son visage. Sa mère n'en revenait pas, la suivait dans tous ses gestes, dans tous ses propos indifférens, avec consternation, ne la reconnut que lorsqu'elle la vit jeter sur l'horloge à la dérobée un regard de misère qui lui serra le cœur.

Le temps passait, inexorable et si lent.

« Là-bas, sans doute, songeait Laurence, *il* compte les heures, lui aussi. Il m'espère, il m'invoque, il m'attend... Non, il savait d'avance que je ne viendrais pas. Sa lettre me l'indique clairement. Alors, pourquoi ne vient-il pas, lui? C'est à lui de venir me réclamer, d'exiger mon départ, de m'enlever de force au besoin. Il faut qu'il vienne. Je veux qu'il vienne... »

Elle tendait sa volonté à distance pour l'attirer, l'envoûter, le contraindre à se mettre en route vers elle. Un jeune homme entra. Elle tressaillit. C'était Chassal. Rien de plus naturel qu'une

dernière visite avant le départ pour les vacances. Celle-ci parut à la jeune fille étrange et un peu suspecte. Les nerfs vibrans sous son calme, elle épiait le jeune homme qui se rapprocha et qui finit par lui demander :

— Pascal part toujours ce soir?

— Mais oui.

— Il m'a annoncé qu'il s'installait à Lyon. C'est insensé. Ne trouvez-vous pas, mademoiselle? Vous saurez l'en empêcher.

— M. Rouvray est libre.

Monsieur Rouvray : c'était le reniement. Félix Chassal avait trop de finesse pour ne pas l'entendre.

« Pour qui est-il là? cherchait Laurence. Pour Pascal ou pour lui-même? Pour lui. C'est pour lui. Je sais... »

Ils échangèrent un seul regard qui ne dura pas, car tous deux, aussitôt, détournèrent la tête. Chacun avait honte de trahir, lui l'amitié, elle l'amour, et de savoir que l'autre savait. Se découvrant pareils, ils se méprisèrent.

« Jusque dans sa cruauté, pensait-il, elle me plaît. »

« Il inventorie la succession de Pascal, » pensait-elle.

Ils cessèrent de parler. Et bientôt il s'en alla, ce dont elle fut soulagée.

Elle dîna avec sa mère, étonnée d'avoir si faim quand elle n'avait pas mangé depuis la veille. Sa jeunesse, déjà, lui versait le réconfort de la résistance physique. Après, elle descendit au jardin, en défendant jalousement sa solitude :

— Pour vous, maman, l'air est trop vif. Restez au salon. Tout à l'heure je rentrerai, et nous attendrons père ensemble. Tout à l'heure, n'est-ce pas?

Car il fallait à tout prix qu'elle fût seule, pour quand neuf heures sonneraient.

La lune n'était pas encore levée. Elle s'en réjouit, préférant l'obscurité. C'était le même silence que l'avant-veille, le même parfum de jasmin et de chèvrefeuille, le même coin de ciel étoilé entre les branches, la même paix nocturne. Pascal manquant, toutes ces douceurs unies devenaient peu de chose. Il n'était plus là, apportant sa belle vie chaude que, vaincu, il lui soumettait. Le vainqueur de la journée, c'était lui. Triste vainqueur, il lui échappait et courait, hors Paris, se constituer prisonnier de la province, de la famille, de la pauvreté, de toutes les geôles qui garrottent notre ardeur de jouir et de dominer.

Ah ! le misérable fou ! La beauté, l'intelligence qu'elle avait cultivées pour lui, il les dédaignait! Surtout, il lui courbait le front vers la terre sous la honte de préférences secrètes pour des vanités matérielles, mondaines, égoïstes, quand on ne discerne pas si nettement d'habitude les mobiles de ses actes, car on n'a pas l'occasion de descendre aussi bas en soi-même. Eh bien! non, elle redresserait la tête : elle aurait la franchise de s'aimer ouvertement plus que tout au monde, plus que son amour.

Elle en était à ce troisième reniement quand, de la fenêtre ouverte, lui parvinrent, à demi étouffés, les neuf coups sonnés par l'horloge de la salle à manger. Pascal la quittait pour toujours.

Deux larmes, les dernières, coulèrent de ses yeux qu'elle n'essuya pas. L'air de la nuit les sécherait. Déjà, à travers son amour agonisant, son amour égorgé, elle songeait à la vengeance. D'autres paieraient cher au cours de sa vie le choix dont elle se sentait marquée comme d'un soufflet, et dont elle voulait s'enorgueillir: d'autres, et Pascal lui-même, si jamais le destin les confrontait à nouveau...

— Laurence, ne rentres-tu pas?

— Je rentre, maman.

Elle se leva, toute raidie, comme une ressuscitée qui n'a pas encore bien repris l'usage de ses membres. Et la jeunesse de son cœur était morte en effet.

HENRY BORDEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES ÉCOLES D'ORIENT

ÉCOLES CHRÉTIENNES ET ISRAÉLITES

I

Généralement, quand nos politiciens dissertent sur les écoles orientales, on croirait, à les entendre, que l'enseignement tout entier est à créer dans les régions soumises à l'Islam. Ils en parlent comme de pays nègres, où il est urgent d'expédier des cohortes de missionnaires laïques, pour combattre à la fois l'obscurantisme musulman et l'obscurantisme catholique qui s'y disputent les cerveaux débiles d'une humanité inférieure. Ils oublient trop, — ou ils ignorent, — que dans tout l'Empire ottoman, comme en Égypte, fonctionne un service complet d'instruction publique, plus ou moins calqué sur le nôtre. Sans doute, ce service vaut ce qu'il vaut, et, en ce qui concerne la Turquie, il arrive souvent que les écoles mentionnées ou annoncées dans les rapports officiels n'existent guère que sur le papier. Mais, en dépit de toutes les lacunes, le collège turc n'est pas un mythe, pas plus que le collège égyptien. Il suffit de se promener dans Stamboul ou dans Péra, pour y rencontrer une population scolaire qui ne différera pas sensiblement, du moins à l'extérieur, de celle de nos lycées et de nos gymnases européens.

Un voyageur non averti pourrait s'imaginer, à première vue, que les choses s'y passent absolument comme chez nous. Au lycée impérial de Galata-Séraï, l'uniforme des élèves était à peu

près semblable, sauf la coiffure, à celui de nos collégiens. Lorsque ces jeunes gens défilaient dans la rue, en rangs, sous la conduite d'un maître d'études, j'avais un instant l'illusion de me retrouver dans une de nos villes françaises. Cette illusion est bien plus déconcertante dans les quartiers musulmans de Constantinople. Brusquement, en quittant le Grand Bazar, où se perpétue en partie le décor oriental traditionnel, on tombe sur une sortie de classes, toute moderne d'aspect. Des enfans et des adolescens vêtus à l'européenne se précipitent au dehors, avec des bousculades et des cris. Ils tiennent des serviettes sous le bras, d'autres balancent un petit paquet de livres attachés par une courroie de cuir. Il en est qui enfourchent des bicyclettes déposées dans le vestibule de l'établissement. Quelques-uns ont leur coupé qui stationne à la porte : c'est une sortie de Janson-de-Sailly, ou d'un lycée parisien des quartiers riches.

En Égypte, — au Caire ou ailleurs, — la similitude se poursuit plus exacte et plus saisissante. Vienne seulement l'époque des examens, une sorte de fièvre pédagogique s'empare de la jeunesse cairote ou alexandrine. On se croirait au quartier Latin, lorsque la saison des licences et des baccalauréats bat son plein. Comme sous les marronniers du Luxembourg, on ne croise, sous les ombrages de l'Esbékieh, que des adolescens au teint pâle qui repassent fébrilement leurs manuels ou leurs cahiers de cours. Les murs du ministère de l'Instruction publique sont tout bariolés d'affiches et de placards : ouvertures de sessions, listes d'admis ou d'admissibles, programmes d'écrit et d'oral. L'antique Sorbonne ne nous offrait pas, en juillet, un plus édifiant spectacle. Et l'agitation des maîtres ne le cède point à celle des élèves. D'un bout à l'autre de l'Égypte, on mobilise des jurys. Ce professeur, qui vous salue en coup de vent, n'a pas le temps de vous écouter : il part, le soir même, pour Minieh, faire passer le certificat d'études primaires. Son collègue, que vous essayez vainement de retenir, se dérobe avec la même hâte trépidante : il part pour Alexandrie, où il va fabriquer des bacheliers.

Ce beau zèle de l'enseignement officiel serait, à coup sûr, moins fervent, s'il n'était stimulé par la concurrence de l'enseignement libre. Or celui-ci rayonne et se diffuse à travers tout l'Orient. Sans parler des écoles grecques qui sont innombrables, les écoles religieuses fondées par les Occidentaux se sont extraor-

dinairement multipliées en Orient, depuis un demi-siècle. Au lieu de gémir sur l'absence des lumières en ces heureux pays, il faudrait plutôt se plaindre qu'il y en eût trop, au moins en certains centres. Quoi qu'il en soit, ces écoles ont formé des milliers d'élèves; elles ont travaillé plus ou moins à transformer l'esprit et les mœurs des Orientaux. Y ont-elles réussi? Que sont-elles et que valent-elles au juste? Qu'est-il permis d'en attendre pour l'avenir? Je ne me flatte pas, après tant d'autres (1), de répondre péremptoirement à ces questions. Je voudrais seulement montrer qu'il les faut envisager non pas du point de vue des grands principes, mais du simple bon sens, et qu'on ne peut se flatter de les résoudre, sans y mettre beaucoup de tolérance, d'équité et de sympathie.

Je commencerai par les écoles religieuses, — catholiques, protestantes, israélites : elles sont, en général, les plus anciennes; elles ont servi de modèle à l'enseignement public; elles sont enfin les plus nombreuses, et, pour l'instant, les plus puissantes et les plus capables d'agir sur la mentalité orientale.

II

Évidemment, je n'ai pas l'intention de donner, dans cet article, une nomenclature détaillée de toutes ces écoles : il ne s'agit point d'un rapport encyclopédique sur l'enseignement libre en Orient. La vie d'un homme suffirait à peine à une tâche pareille. On ne peut pas avoir tout vu, et même si on le pouvait, on ne jugerait encore que d'après une inspection forcément sommaire. Il n'est d'ailleurs pas commode de voir, — qu'il s'agisse des Musulmans ou des Congréganistes catholiques, des Protestans ou des Juifs. La porte de leurs maisons vous est tout juste entre-bâillée. Et je m'émerveille, à ce propos, de l'intrépidité de certains enquêteurs français, qui, sans préparation aucune (sinon purement livresque), sans s'être familiarisés par un long séjour avec les âmes et les intelligences de là-bas, — après avoir traversé en personnages encombrans une demi-douzaine de classes, — se permettent de formuler un verdict définitif et sans appel sur une cause qu'ils ont si mal entendue!

(1) Voyez, en particulier, le bel article de M. Anatole Leroy-Beaulieu : *la Langue française et les révolutions de l'Orient*, paru ici même, dans la *Revue* du 15 avril 1909.

Pour moi, je me bornerai à raconter les quelques visites qu'il m'a été accordé de faire dans les plus hospitaliers de ces établissemens libres. Je n'essaierai pas de dissimuler l'intérêt toujours très vif ou très amusé que j'y ai pris; et, puisqu'il faut bien conclure, je m'appuierai moins, dans mes conclusions, sur ce que j'aurai entrevu ou entr'écouté, au cours de ces visites, que sur les observations quotidiennes que j'ai accumulées, en conversant avec les jeunes gens ou les hommes mûrs élevés dans ces écoles. En somme, ce n'est pas précisément au collège ou dans les examens qu'une éducation fait ses preuves, c'est plus tard, dans la pratique de la vie.

Très nombreuses, — nous l'avons dit, — les écoles libres d'Orient se répartissent en une foule de catégories et s'abritent sous les pavillons les plus divers. Il en est de riches et de pauvres, de très vivantes et d'à moitié mortes, de très médiocres et de fort bonnes. Comment se reconnaître au milieu de cette multitude? Comment les classer? On ne peut même pas, comme chez nous, les diviser en primaires, secondaires et supérieures, — attendu que beaucoup d'établissemens, par exemple celui des Jésuites de Beyrouth, comprennent les trois degrés d'enseignement. Tel collège des Frères donne à la fois l'enseignement primaire, primaire supérieur, secondaire moderne et secondaire classique. Cependant, cette réserve admise et pour la commodité du langage, j'adopterai notre classification traditionnelle; je suivrai l'ordre ascendant des trois étages pédagogiques, et, afin de ne pas noyer le lecteur dans l'infini détail des notations, je m'en tiendrai à celles de ces écoles qui m'ont paru, en leur genre, vraiment typiques et représentatives.

Dans l'ordre primaire donc, il sied de consacrer une mention toute spéciale au collège des Frères de la Doctrine chrétienne du Caire. J'eus l'honneur d'être reçu dans leur établissement de la rue Khoronfiche, où toute la gamme de l'enseignement primaire est représentée : on y prépare même, paraît-il, au baccalauréat moderne et classique. Les Frères sont de hardis et entreprenans pédagogues : outre cette maison et leur collège de Faggala, ils possèdent encore, en ville, des écoles élémentaires. Nul groupement plus actif et plus prospère que celui-là! — Je fus accueilli au parloir, par le directeur, dont l'esprit très large et très tolérant m'eut bientôt frappé. Nous débutâmes par les politesses d'usage : cigarettes offertes, rafraîchissemens apportés

tout de suite sur un plateau. J'avoue que, les premiers complimens échangés, je ne songeai même pas à solliciter la faveur d'assister à quelques classes : il est probable d'ailleurs que ma demande eût été courtoisement éludée. Je m'en serais, au surplus, consolé sans peine. J'ai subi assez d'inspections, lorsque j'étais dans l'Université, pour savoir quelle formalité vaine et trompeuse est l'enquête d'un inspecteur. En conséquence, je préférai de beaucoup interroger le Frère directeur et causer avec lui.

Spontanément et de très bonne grâce, il me renseigna sur le nombre et la nationalité des élèves de la maison. Le gros du contingent se compose de Grecs, de Maltais, d'Italiens. Il y a aussi des Autrichiens et quelques Français. Les Musulmans et les Juifs sont une minorité assez restreinte. Comme je m'en étonnais, au moins pour les Musulmans, le Frère me déclara :

— Oui! c'est ainsi ! nous avons beau éviter même l'apparence du prosélytisme religieux, le préjugé des Musulmans et des Juifs à notre égard est invincible. Encore une fois, je proteste contre la légende calomnieuse, qui veut que nous forcions nos élèves mahométans à suivre les offices catholiques. C'est le contraire qui est la vérité. Ceux d'entre eux qui fréquentent nos cours le savent bien. Ils sont relativement peu nombreux, je vous l'ai dit, mais nous ne cherchons pas à en attirer davantage...

— Pourquoi donc? fis-je, un peu surpris.

— Mon Dieu ! me confessa le Frère, avec une certaine hésitation... pour des raisons de moralité ! Comprenez-moi bien ! Je n'accuse pas les jeunes Israélites ou les jeunes Musulmans d'être des enfans ou des adolescens corrompus. Il n'en est pas moins certain qu'à âge égal ils sont beaucoup plus précoces, beaucoup plus développés, physiquement, que nos Européens. Alors, il y a danger, — vous le devinez, n'est-ce pas, — à les laisser ensemble.

Qu'on ne voie pas là un trait de noirceur cléricale ! Si je reproduis cette appréciation, c'est que je l'ai entendu formuler maintes fois, non seulement par des prêtres chrétiens, mais par des éducateurs laïques. Sans aller jusqu'en Orient, il n'est que d'interroger à ce sujet nos proviseurs et nos censeurs algériens, ils répondront exactement comme ce religieux du Caire. D'ailleurs, il n'insista pas. Il se hâta de m'entretenir, ce qui est trop naturel, des succès de ses élèves.

Ces succès seraient fort brillans, d'abord dans les examens,

puis dans les carrières où ils entrent. Les anciens élèves des Frères sont, paraît-il, très recherchés aussi bien par l'administration anglaise que par l'administration khédivale. On les emploie en qualité d'arpenteurs, de contremaîtres, de comptables, de commis de banques, de rédacteurs de ministères. Partout ils font prime! Ce n'était point jactance de la part du directeur. Je m'en convainquis quelque temps après. Lord Cromer, ayant bien voulu me recevoir, me parla aussi de ces jeunes gens dans les termes les plus flatteurs. Le meilleur éloge qu'il décernait à l'éducation des Frères de la Doctrine chrétienne, c'est qu'elle fût, avant tout, *pratique*. Compliment précieux dans la bouche d'un Anglais et d'un grand administrateur! Plus tard, à Beyrouth, à Smyrne, à Jérusalem, on me tint des propos identiques. Les boutiquiers syriens portaient aux nues les écoles des Frères, me répétaient que c'étaient les seules vraiment utiles pour leurs enfans; et, à ce propos, ils ne manquaient jamais d'établir une comparaison désobligeante entre ces écoles et les collèges secondaires des Jésuites. Ils n'oubliaient qu'une chose, c'est que les collèges des Jésuites ne s'adressent pas précisément à leur clientèle et que, si tout le monde a droit au latin, nul n'est tenu de l'apprendre, qui ne se destine point aux fonctions libérales. Dans tous les cas, il est vraiment bien curieux de confronter avec l'opinion locale celle de certains touristes universitaires qui reprochent précisément à nos congréganistes le caractère *formel* et, en quelque sorte, scolastique de leur enseignement. On comprendra qu'en matière de pratique, je préfère le témoignage de lord Cromer et des boutiquiers de Beyrouth à celui de MM. Aulard et Charlot, théoriciens sans doute admirables, mais un peu éblouis par la lumière crue des réalités.

... Nous sommes toujours au parloir de la rue Khoronfiche. Le Frère directeur, après avoir épuisé le chapitre des études et des triomphes scolaires, me parle maintenant de l'éducation physique, qui, certes, est bien loin d'être négligée. Tout à l'heure, il va me montrer la salle de gymnastique, les barres parallèles, les trapèzes et les perches qui garnissent les cours. Enfin, il y a la série variée des divertis emens : le collège possède un orphéon; il s'y donne des concerts, des représentations théâtrales. La dernière fois, on a joué *La Grammaire* de Labiche...

— Vous voyez! me dit le Frère, on ne s'ennuie pas trop chez nous!... Mais venez, que je vous montre la maison!

Je n'en demandais pas tant! J'avoue même que cela m'ennuyait un peu. Car cette tournée du propriétaire ne pouvait rien m'apprendre : j'en prévoyais avec précision les moindres incidens et les plus infimes détails. J'acceptai néanmoins, par politesse... Et nous voilà déambulant à travers les salles d'études, les classes vides. Nous tombons même, par hasard, dans une classe où le professeur fait une leçon de géométrie. Nous rebroussons chemin vers les réfectoires, — très propres, très aérés, exempts de ces odeurs invétérées de mangeailles, qui, au lycée Henri IV, nous poursuivaient jusque dans la cour d'honneur. Et puis, nous montons un étage, deux étages, — et ce sont les chambres des Frères, les dortoirs des élèves, qui ressemblent à tous les dortoirs possibles. Le directeur me fait remarquer les larges baies des fenêtres pour la ventilation, les rideaux et les stores qui protègent contre le soleil :

— Rien n'a été omis pour l'hygiène! me dit-il, avec insistance.

Cette constatation me laisse à peu près indifférent. Un collège est toujours un collège, quoi qu'on fasse pour en adoucir l'horreur. On aura beau en expulser les miasmes, ces agglomérations d'enfans ne seront jamais bien saines. Je frémis, en songeant à ce que doit être un tel séjour, au Caire, par les chaleurs suffocantes de l'été.

— C'est épouvantable! me dit le Frère. Aussi ne peut-on trop demander à nos élèves, qui en sont souvent accablés... Nous-mêmes nous souffrons cruellement. Certains de nos professeurs ne peuvent résister au climat : il faut les renvoyer en France!... Mais, nous avons la terrasse!

Sur ces mots prononcés avec une bonhomie naïve, il m'entraîne vers les combles. Nous grimpons une espèce d'échelle, qui aboutit à un trou carré, découpé dans la charpente... Alors, un spectacle merveilleux surgit tout à coup! un spectacle, devant lequel s'éclipsent instantanément les visions de dortoirs et de réfectoires que je viens de traverser!... Le Caire est là, étalé sous mes pieds, avec ses minarets et ses coupoles de mosquées, avec ses faubourgs aux maisons peintes, éclatantes de carmin, de bleu-turquoise, de jaune d'or. Derrière moi, déferlent les dunes arides du Mokattam et de la vallée des Khalifes;

de l'autre côté, le fleuve fume sous ses brouillards, et plus loin que la ligne frêle des palmiers, dans la désolation des sables et de la chaîne libyque, les profils triangulaires des Pyramides se dessinent faiblement sur le ciel de nacre.

Le Frère, qui jouit de mon émerveillement, me dit, d'un ton que je ne lui soupçonnais pas :

— N'est-ce pas?... C'est la ville d'Orient dans toute sa beauté!

Puis, après un silence :

— N'importe! Tout cela ne vaut pas la France!... Voilà dix ans que je n'y suis retourné! Ah! c'est dur, monsieur!...

Et, par l'échelle si roide, nous redescendons, plus amis, en causant du pays lointain.

... Me voici maintenant dans une autre « Ville d'Orient, » plus orientale peut-être : Damas! La « perle du désert! » Comme dans les centres importans de la côte, les écoles y foisonnent : il y en a de protestantes, de catholiques et de juives, sans préjudice des écoles officielles musulmanes. Les Anglais, les Américains, les sœurs de Saint-Vincent, les Lazaristes, les Franciscains et les Jésuites s'y disputent les élèves. Je ne pus guère que constater l'abondance de ces foyers civilisateurs. La plupart des portes me restèrent impitoyablement closes. Et, franchement, je n'ai pas le courage d'en vouloir à ceux de nos religieux qui ne me permirent point de dépasser le seuil de leurs parloirs. S'ils ouvraient trop facilement leurs classes, ce serait un perpétuel va-et-vient d'étrangers et de curieux, un véritable envahissement. Ces visites, qui n'apprennent rien aux visiteurs, ont encore l'inconvénient de désorganiser les cours, de déranger inutilement les maîtres et les écoliers. Et puis enfin, il faut être bien sûr des intentions du passant qui se présente. Étant donné la façon dont nos inspecteurs les jugent d'ordinaire, les congréganistes ont mille fois raison de leur condamner l'entrée de leurs établissemens. Ces messieurs ont la candeur de s'en plaindre. Ils arrivent là comme le loup dans la bergerie, et ils s'étonnent que les brebis ne tressaillent pas d'allégresse à leur arrivée. La plus élémentaire prudence conseille, au contraire, de leur fermer le bercail.

La seule école de Damas, où l'on consentit à me recevoir, fut celle de l'Alliance israélite. Je m'y rendis en tâtonnant, à

travers le dédale des petites rues arabes. Ce fut pour moi le chemin des écoliers, une course vagabonde, fertile en spectacles imprévus et pittoresques. Dans cette vieille ville syrienne, où se réfugièrent maintes familles algériennes, au lendemain de la conquête française, je retrouvai presque le décor et la figuration de nos casbahs africaines : les ateliers des tisserands, les brodeurs accroupis sur le seuil des échoppes et dévidant leurs bobines de soies, les enlumineurs de coffres, les selliers à demi dissimulés derrière l'étalage de leurs cuirs historiés, de leurs laines teintes en couleurs vives et de leurs verroteries. Les ruelles se resserraient en longs couloirs obscurs, tantôt voûtés, tantôt recouverts de toiles ou de légers abris en feuilles de palmiers... Et puis, soudain, au sortir de cette pénombre, la lumière brusque d'un étroit carrefour, où il y a tout juste la place pour un jet d'eau qui fuse vers un pan de ciel bleu. J'étais à cent lieues de la pédagogie française et je finissais par perdre de vue le but austère de ma promenade.

Après bien des détours, on m'indique enfin la maison de l'Alliance. Elle est à peu près aveugle au dehors, comme toutes les bâtisses indigènes. Mais elle cache, à l'intérieur, un patio qui est une merveille, une cour dallée de marbre, avec une vasque au centre, un promenoir à colonnade, un *liwan* recouvert de faïences et de boiseries compliquées et délicates. Il y fait grand jour et il y fait sombre. Partout des coins d'ombre bleue, et des espaces miroitans où rit le soleil ! Cette maison délicieuse et fraîche est une école de jeunes filles.

La directrice, très aimable, me fait les honneurs de ce lieu d'enchantement. Sans doute, elle est aussi instruite qu'aimable : car elle est ancienne élève d'Auteuil, si j'ai bonne mémoire. En tout cas, elle a étudié en France. Tout de suite, elle gémit sur l'incommodité du local, si mal approprié aux exigences du confort et de l'enseignement modernes. Moi qui étais encore sous le charme de ma première impression, j'eus la lâcheté de ne pas défendre le vieux logis, et, par galanterie, je m'associai aux doléances de l'institutrice... Mais, sans plus tarder, la voici qui m'emmène dans la classe des grandes, — des fillettes de douze à quatorze ans. Et ce fut la séance d'inspection dans tout son sérieux. Sur l'injonction de la maîtresse, une des fillettes nous lut un morceau de prose française. Elle s'en acquitta avec beaucoup d'intelligence. Cette petite Juive de Damas avait une pro-

nonciation et un accent presque irréprochables. Je l'en complimentai chaleureusement.

— Notez, me dit la directrice, que cette enfant n'apprend le français que depuis trois ou quatre ans et que, chez elle, elle ne parle que l'arabe!...

C'était évidemment un fort beau résultat, et qui méritait tous les éloges. Pourtant, on se réservait de m'édifier davantage encore. Une autre élève, priée de faire l'analyse grammaticale du morceau, s'en tira également à son honneur. Une troisième nous commenta le passage. C'était, si je ne m'abuse, un développement sur l'économie domestique et sur le rôle de la femme dans une maison. Après quelques phrases, la directrice intervint:

— Je me permets, dit-elle, de vous signaler l'importance de ce commentaire. Nous sommes ici en Orient, dans un pays où l'incurie des femmes est inimaginable. Vous le voyez: nous essayons de réagir! Nous tâchons que ces fillettes deviennent plus tard des ménagères économes, ingénieuses et prévoyantes, *pratiques* surtout!...

Pratiques! voilà le grand mot lâché! Ils veulent tous être pratiques, — aussi bien les Frères de la Doctrine chrétienne que les professeurs de l'Alliance israélite! C'est la marotte du monde oriental, persuadé que, si les Européens sont les maîtres de l'Heure, c'est parce qu'ils s'évertuent à être pratiques avec persévérance... Peut-être bien que l'institutrice, en attirant mon attention sur ce point, entendait caresser en moi une manie très française et très à la mode: elle me prenait pour un universitaire affolé d'enseignement pratique. Mais je sentais bien qu'au fond son œuvre était louable: les petites Juives de Damas ont assurément besoin d'apprendre à tenir un ménage. Et, quoique la pratique leur en fût enseignée par la théorie, cette pensée me consola d'avoir écouté une page d'économie domestique, dans ce harem désaffecté, où j'aurais préféré les beaux contes de Shéhérazade!

Nous terminâmes par une brève apparition dans la classe enfantine. Là, sous la direction d'une adjointe, une quarantaine de bébés balbutient des syllabes françaises:

— Ceux-là ne font encore que d'épeler! me dit la directrice. Mais, vous verrez! Dans deux ou trois ans, ils parleront presque aussi correctement que les jeunes filles de la grande classe!

J'en avais la ferme conviction, et je le lui dis. Cependant, elle continuait à déplorer l'incommodité du local, qui, effectivement, était un peu obscur pour une salle de classe. Je l'examinai, par complaisance, et mes yeux s'arrêtèrent sur des inscriptions en caractères hébraïques qui se déployaient tout le long des murs : c'étaient des sentences pieuses, comme il y en a chez nos congréganistes et chez les protestans. Vivement, la directrice s'empressa de s'excuser :

— Que voulez-vous! me dit-elle : ici, ils sont très arriérés ! Il faut bien tenir compte, n'est-ce pas...

De nouveau, j'eus le sentiment que ces propos s'adressaient au Français anticlérical, qu'elle me supposait être. J'en fus positivement navré et je me hâtai de lui témoigner combien je trouvais légitime la présence de ces inscriptions bibliques dans une école israélite... C'est égal ! Cette tendance honteuse, — au moins devant les étrangers, — à cacher prudemment ce que l'on devrait étaler avec orgueil; cette rage qu'ils ont, en Orient, de réduire l'éducation à son matériel strictement pratique, — tout cela m'induisait en des réflexions chagrines touchant la mentalité future des Orientaux et aussi de nos jeunes Français, qui, davantage encore, sont soumis à ce genre de discipline. Je me disais: Enseigner l'économie domestique est fort bien ! Mais il y a de si belles histoires dans la Bible et dans l'Évangile ! Pourquoi les proscrire, sous prétexte de neutralité de conscience? Quand on songe à tout ce que l'éducation chrétienne avait mis de délicatesse, de générosité et de poésie dans les âmes de la Vieille France, on ne peut que maudire les tristes pédagogues qui ont tari ces sources vives, et qui, avec leurs manuels grossièrement utilitaires ou inefficacement altruistes, ne propagent que la platitude et ne préparent que la brutalité et la barbarie.

Quoi qu'il en soit de ces réserves, je sortis enchanté de cette école de Damas. Les autres sont, paraît-il, de valeur égale ou supérieure ; et, puisque j'ai cité l'opinion locale en faveur des congréganistes, ce n'est que justice de la citer aussi en faveur des Israélites. Il n'y a qu'une voix à ce sujet : les écoles de l'Alliance sont excellentes. Je regrette seulement de n'avoir pu y pénétrer davantage.

A Jérusalem, je fus plus heureux qu'ailleurs. Grâce à la courtoisie du directeur, j'eus la bonne fortune de visiter l'École professionnelle israélite, qui est peut-être la plus importante, la

mieux organisée et la mieux outillée de toutes les écoles de l'Alliance en Orient. Outre l'enseignement professionnel, l'enseignement primaire à tous ses degrés y est distribué à des élèves de toute nationalité et de toute confession. Naturellement, on commença par une promenade à travers les classes, les dortoirs et les réfectoires, qui étaient parfaitement tenus. On me mit en main des copies qui étaient fort honorables, on interrogea devant moi des jeunes gens qui répondirent fort bien. Faut-il répéter que je n'attribue pas une importance extrême à ces formalités? Qu'un maître fasse une leçon brillante devant un inspecteur, qu'un élève réponde bien ou mal, cela ne prouve pas grand'chose. Je m'en rapporte, sans hésiter, à la bonne réputation dont l'école jouit dans toute la Palestine et à l'agréable souvenir que j'ai gardé de mes conversations avec les professeurs (il en est de chrétiens dans le nombre). Ceux avec qui j'ai causé m'ont paru des esprits très ouverts, très modernes,—trop modernes peut-être.

Mais ce qui me frappa et m'intéressa le plus, ce sont les ateliers où on initie de jeunes Orientaux au travail industriel européen. Les ressources pécuniaires dont l'établissement dispose ont permis de les installer avec un grand luxe. Il y a des salles de tissage, de moulage, de serrurerie. Il y a des cours de dessin et de sculpture ou de peinture décorative. Il y a des ateliers de teinturerie, d'autres où l'on fabrique des résilles de cheveux. J'aperçois des apprentis mécaniciens en bourgerons bleus et cottes de travail. On m'assure que leurs pièces se vendent déjà dans la région et l'on escompte le moment où l'on pourra se passer complètement des fournitures d'Europe. J'examine de plus près les auteurs de ces merveilles. Certains sont roses et blonds, d'un blond pâle d'albinos: ce sont des Juifs du Nord, des immigrans polonais, aussi dissemblables qu'il est possible, comme types et comme allures, de leurs coreligionnaires du Sud, Égyptiens ou Tripolitains. On me signale aussi quelques Chrétiens dans cette foule d'élèves cosmopolites. Mais la majorité est orientale : c'est ce qui rend si intéressant l'effort tenté, dans cette maison, par l'Alliance israélite. Les jeunes Juifs de là-bas, comme d'ailleurs tous leurs compatriotes, n'ont qu'un goût médiocre pour le travail manuel. Parviendra-t-on à le leur inculquer? La tâche, évidemment, sera longue et difficile. Ce qu'il y a de sûr, c'est que rien ne saurait être plus profitable et plus salutaire à ces jeunes gens qu'un enseignement

de ce genre. Cela vaut mieux que de leur seriner nos immortels principes et de les bourrer de notions abstraites qui ne leur serviront à rien.

A cet égard, j'ai beaucoup admiré, — à Jérusalem encore, — l'école professionnelle des Sœurs de Saint-Vincent de Paul. Leur établissement est, sans comparaison, le plus considérable de toute la ville, — et c'est même une petite ville dans la grande. La masse et l'étendue des bâtisses, qui se développent en bordure le long de la route de Jaffa, vous saisissent l'œil dès l'arrivée. Ces constructions immenses sont de date relativement récente. Elles sont, pour ainsi dire, sorties de terre par la volonté d'une religieuse, la sœur Sion, une vaillante fille de nos faubourgs parisiens. Un tel résultat, — et si rapide, — tient presque du prodige : il est héroïque, si l'on songe à toutes les difficultés d'une aussi énorme entreprise. Réunir les fonds n'était rien (Dieu sait pourtant ce qu'une telle installation a coûté !) le plus malaisé fut d'obtenir du gouvernement turc l'indispensable autorisation de bâtir. Sœur Sion se révéla, en cette occurrence, un véritable diplomate, elle sut profiter très intelligemment de la faveur dont jouissait son Ordre auprès d'Abdul-Hamid. A Jérusalem, on vous racontera là-dessus maintes anecdotes qui prouvent que sœur Sion avait autant d'esprit que de bonté et d'audace.

La propre sœur de la fondatrice défunte, qui lui a succédé dans les fonctions de supérieure, eut la complaisance de me guider à travers le vaste labyrinthe de la maison. Le premier être humain que nous croisâmes fut un pauvre fou inoffensif, qui vaguait par les corridors, en bredouillant des paroles sans suite et en se livrant à toute une gesticulation effarante. Il nous poursuivit avec obstination :

— Un de nos pensionnaires ! me dit la supérieure. Notre maison est le rendez-vous de toutes les misères, même des pires, de celles qui rebutent la charité ! Outre un hospice pour les vieillards aveugles, nous avons aussi un refuge pour les incurables de tout âge et de tout sexe, hommes, femmes et enfans ! Vous ne pouvez pas vous imaginer les infirmités, les monstruosités que nous abritons ici...

Elle n'ajouta point un détail plus touchant et plus beau, que je savais déjà : c'est qu'à tour de rôle, ses compagnes se dévouent pour aller soigner, dans leurs repaires, les lépreux de

Jérusalem. Une telle abnégation concilie aux sœurs de Saint-Vincent de Paul le respect des Musulmans eux-mêmes.

Et, bien entendu, à côté de ces œuvres de bienfaisance, elles soutiennent des œuvres d'éducation et d'instruction. Dans ce grand bercail des abandonnés, des infirmes et des désespérés, il y a place pour des écoles primaires. Mais, comme chez les Israélites, c'étaient les ateliers surtout qui attiraient ma curiosité. Nous vîmes donc des salles entières, où l'on enseigne aux pupilles de l'hospice la cordonnerie, la menuiserie, le tissage.

— Bientôt, expliqua la supérieure, nous nous suffirons à nous-mêmes, grâce aux produits de nos élèves. Ce sont eux qui ont fabriqué les souliers qu'ils ont aux pieds, qui ont tissé les étoffes qui les habillent. Nos meubles, nos portes et nos fenêtres, tout cela est leur œuvre... Mais je vais vous montrer des travaux plus délicats !

Nous entrâmes alors dans un atelier de repassage, où l'on chantait et où l'on bavardait ferme : une vraie blanchisserie française, où d'ailleurs on apprête aussi bien la lingerie indigène que la lingerie européenne ! On s'y évertue, pour les amidonnages, à imiter le « glacé » parisien, et l'on réussit également les tuyautages, le neigeux et le vaporeux des dessous féminins. La sœur n'avait pas besoin de me faire remarquer ces raffinemens de zèle chez ses élèves. J'avais été leur client pendant mon séjour à Jérusalem et je savais à quoi m'en tenir sur les talens de ces jeunes personnes. Je n'ignorais pas non plus qu'elles sont aussi habiles couturières que repasseuses distinguées. Néanmoins, ma surprise fut vive de constater, chez les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, un atelier de coupe et de couture, où l'on ne se borne point à la grosse confection courante, mais où l'on entreprend des toilettes, — voire de grandes toilettes à la dernière ou avant-dernière mode de Paris. La cornette blanche de la religieuse, qui préside à ces prouesses, met une note imprévue parmi tant de mondanités. On a confiance, paraît-il, dans la sûreté de son goût. Les dames musulmanes de Jérusalem, femmes de fonctionnaires ou d'officiers, lui commandent leurs robes d'apparat. Les Européennes elles-mêmes recourent à ses élèves pour des travaux moins importans. Lorsque je visitai l'ouvroir, ces demoiselles étaient fort occupées à la bâtisse d'un trousseau destiné à la fille d'un consul, qui allait se marier.

En somme, il n'est guère possible de procurer un meilleur gagne-pain à ces jeunes Palestiniennes : une éducation plus ambitieuse serait au moins inutile, sinon déraisonnable et dangereuse. La supérieure me l'affirme, et elle ajoute :

— Nous avons aussi des Bédouines, — des Bédouines chrétiennes!... Nous les marions le mieux que nous pouvons. Elles s'en retournent dans leurs montagnes de Moab. Mais nous ne les perdons jamais de vue. Quand elles ont des enfans, nous leur envoyons des langes, des berceaux... Quelques-unes nous reviennent de temps en temps. Elles nous disent qu'elles sont heureuses... Que voulez-vous? Il est certain que ce qu'elles ont appris ici ne leur sert pas beaucoup dans leurs pays perdus. Mais elles essaient de civiliser un peu leurs maris, leur entourage!

Malgré la modestie de la restriction, je pensais : « Vraiment, cela est admirable! » Et, me rappelant qu'il existe une foule d'autres maisons semblables à Jérusalem et dans la banlieue, — que dis-je! dans toute la contrée, depuis Nazareth jusqu'à Gaza, je ne doutai plus que la Palestine ne fût à la veille d'une transformation et d'une régénération complètes.

Hélas! je suis bien forcé d'en rabattre. Il en est à Jérusalem, comme dans le reste de l'Orient, comme aussi dans cette Algérie française, où des méthodes analogues sont appliquées pour le relèvement de nos Arabes. Enseigner une langue, quelques formules d'examen, la pratique de la couture ou du repassage, cela est, en général, facile. Mais changer le caractère, améliorer ou redresser les mœurs d'un pays, quelle entreprise écrasante et décourageante! Je ne sais trop ce que deviennent les petites malheureuses éduquées dans les écoles primaires et les orphelinats de Judée. Mais, ce qui m'a donné à réfléchir, — aussi bien à Jérusalem que dans les autres villes circonvoisines, — c'est le pullulement du voyou levantin. Ces enfans adoptifs de la civilisation européenne ne sont même pas toujours respectueux pour leurs maîtres. Il faut entendre de quel ton ils lancent à tout personnage en soutane : « Eh! bonjour, mon Père! » et il faut voir de quelles familiarités indiscrètes et de quels quolibets ils les poursuivent. Devenus grands, ils ne font rien, ou si peu que rien : cireurs de bottes, camelots ou pisteurs d'hôtels, voilà pour le plus grand nombre. C'est une tourbe de déclassés. Les meilleurs sont drogmans, domestiques, brocanteurs d'objets

pieux. On ne voit pas que, chez eux, le travail prenne un essor bien extraordinaire, comme par exemple en Égypte. Remonter le courant des habitudes acquises est peut-être au-dessus de leurs forces. La paresse ancestrale est mauvaise conseillère. Et puis, la flânerie est si tentante dans un pays où il est si commode d'exploiter les touristes, où d'ailleurs il n'y a ni commerce, ni industrie, rien qui provoque ou qui réveille l'activité!

Et pourtant, l'œuvre entreprise par les éducateurs occidentaux n'est pas vaine, puisque cet enseignement, si rudimentaire qu'on le suppose, donne, à ceux qui le reçoivent, le désir du changement, d'un autre état de choses que celui qui existe. Ce n'est pas seulement pour des motifs religieux que les Chrétiens et les Juifs d'Orient ont été parmi les plus résolus adversaires du régime hamidien. Supposons même que cet esprit de nouveauté, ils ne l'aient point : le seul fait que l'élève des écoles européennes sort du commun, de la plèbe misérable, qu'il est plus ou moins protégé, qu'une autorité étrangère et puissante a l'œil sur lui, — cela suffit pour lui donner une humble prérogative qui le distingue, une sorte de dignité extérieure. L'indolence musulmane en est alarmée, stimulée par contre-coup. Et ainsi, dans toute la masse orientale, s'insinue cette idée confuse : qu'on se libère par l'instruction.

Quant à compter sur la reconnaissance et l'attachement de cette clientèle scolaire, ce serait une illusion. Chrétiens, Juifs et Musulmans acceptent comme un dû tout ce que nous leur apportons. L'Europe est pour eux une vache à lait, qui ne demande qu'à se laisser traire. Jusqu'ici du moins, elle a tout fait pour leur persuader qu'elle n'avait pas d'autre ambition.

III

La munificence presque toujours désintéressée des nations occidentales a donc répandu à profusion, par tout l'Orient, les écoles primaires. Il va de soi que les écoles secondaires et supérieures créées par elles sont en plus petit nombre, comme répondant à des besoins plus limités. Néanmoins, l'enseignement des humanités a ses collèges dans toutes les grandes villes orientales ; et, quant aux centres moins importans, il est bien rare que cet enseignement ne s'y donne point à côté de l'autre.

Certaines villes comme Beyrouth et Jérusalem sont dotées

de facultés de médecine, d'écoles de pharmacie et d'écoles spéciales pour les hautes études d'exégèse, d'archéologie et d'histoire. Et je ne parle point ici de l'Égypte, qui est soumise à un régime particulier.

Dans cette abondance, choisissons encore. Sans prétendre jeter le blâme du silence sur des établissemens de premier ordre, comme le lycée français de Salonique, les collèges des Lazaristes, celui d'Antourah et celui de Constantinople, mais uniquement parce qu'il faut bien se borner et qu'encore une fois je n'ai pu tout voir, — je restreindrai ma description à l'Université Saint-Joseph et au collège américain de Beyrouth, — enfin à l'École biblique dominicaine de Jérusalem.

Beyrouth est, par excellence, la ville universitaire de l'Orient. Plus qu'ailleurs, les écoles y foisonnent : grecques, maronites, israélites, allemandes, anglaises et françaises. Mais tout cède devant les deux collèges rivaux : *Saint-Joseph* et *Les Américains*.

Le premier a été construit par les Jésuites au cœur même du quartier chrétien : véritable forteresse catholique dressée en pays d'Islam, lieu de refuge pour la population chrétienne, en cas de massacre. Ce n'est pas seulement l'étendue, la hauteur et l'épaisseur des murs, l'appareil imposant de la bâtisse qui commandent le respect, mais c'est aussi le prestige dont la maison est environnée. Rien qu'à entendre les drogmans et les hommes du peuple prononcer le nom de *Yessouïehs* (Jésuites), on sent que l'Université Saint-Joseph est le siège et comme le chef-lieu d'une grande puissance : puissance à la fois matérielle, intellectuelle et morale.

Dès le seuil, on en éprouve l'impression très nette : on reconnaît l'endroit le plus vivant et le plus actif peut-être de toute la ville. Les mendians et les solliciteurs assiègent le portail ; les pauvres, les petites gens y affluent, en quête d'un secours ou d'un conseil. Et l'on y rencontre de belles dames syriennes, en toilettes élégantes, qui viennent voir leurs enfans ou requérir l'assistance d'un confesseur. Il y en a tout un groupe, très agité et très volubile de langues, dans le vaste parloir où l'on m'a introduit. En attendant qu'on veuille bien s'occuper de moi, j'examine le local, j'y salue l'habituel mobilier et la coutumière décoration des parloirs ecclésiastiques : les images de piété, les portraits du Saint-Père et des gloires de l'Ordre, les tableaux

d'honneur dans leur cadre de bois doré, et aussi, en belle place, la lithographie patriotique bien connue : *le Cuirassier mourant!* Un soldat français qui meurt au pied de la croix, enveloppé dans les plis d'un drapeau tricolore... Mais voici mon guide qui s'avance, le vénérable Père Ray (je lui dois trop pour ne pas le nommer). Il ne me cache pas qu'il me sera tout à fait impossible d'assister aux classes de l'établissement: les règlemens s'y opposent. Et d'ailleurs, on est encore trop près d'une récente inspection qui a causé le plus fâcheux esclandre dans Beyrouth et toute la province. Je proteste que cela m'est indifférent, que je désire seulement causer avec lui et les personnes compétentes, de tout ce qui touche à l'instruction et à l'éducation des indigènes.

— Cela ne vous empêchera pas, me dit le Père en riant, de voir notre collège !

Je n'en ai aucune envie ! Enfin ! c'est une politesse qu'il entend me faire et que je dois lui rendre. Je me résigne.

Rapidement, nous traversons la chapelle, qui est le centre et l'âme de cette vaste agglomération, puis des cours, où nous surprenons des séminaristes syriens en train de jouer au foot-ball. Le Père s'arrête avec complaisance et me fait admirer la scène. J'ai peine à garder mon sérieux, à la vue de toutes ces soutanes qui s'envolent comme de grandes ailes noires, ou qui se retroussent sous le coup de pied envoyé à l'énorme ballon... Nous franchissons une clôture : nous voici maintenant dans les gymnases, dans les salles de bains et dans les salles de douches : les appareils, m'assure-t-on, sont ultra-modernes et ont été fournis par les meilleures maisons de Paris. Qui donc soutiendra qu'on ne se lave pas chez les congréganistes?... Encore une clôture, et c'est le préau, où ont lieu les distributions de prix, les concours littéraires et les représentations théâtrales. De là, une incursion à la Faculté de médecine qui est contiguë au collège. Les étudians sont, en ce moment-là, à l'amphithéâtre. Que ferais-je, moi profane, dans cette docte assemblée? Je me contente d'aller présenter mes devoirs au chancelier. En sortant, j'avise, près de la porte, l'affiche des conférences. J'y lis l'annonce d'un cours de *déontologie médicale*. Le Père Ray me dit incontinent :

— J'en suis le professeur !

Et il m'explique que ce vocable rébarbatif de « déontologie »

désigne la plus douce et la plus humaine des sciences : celle des devoirs particuliers qui incombent au futur médecin dans l'exercice de sa profession. On lui rappelle que le savoir et l'habileté de main n'y sont pas tout, qu'il y faut encore de la conscience et de la charité; qu'il y a des pudeurs qu'il ne doit pas inutilement blesser et qu'enfin, dans toute chair souffrante, il ne doit voir que la chair du Christ. J'applaudis à la pensée généreuse et si profondément chrétienne qui inspire cet enseignement, et je déplore avec le Père qu'il n'ait pas son analogue, — même purement laïque, — dans nos Facultés de France.

Comme nous venons de rentrer dans le collège, je le supplie de m'épargner la visite fastidieuse des dortoirs et des réfectoires. Cependant, je ne puis me dispenser de jeter un coup d'œil à la Bibliothèque, qui est une des plus considérables de l'Orient, où je trouve toutes les revues savantes et la plupart des ouvrages spéciaux. Mon guide me confie que l'Université Saint-Joseph possède non seulement cette riche bibliothèque, mais une imprimerie, munie de caractères latins et arabes. Outre un journal, *El Bachir*, une revue, *El-Machriq*, des *Mélanges de la Faculté orientale*, elle édite une multitude de livres de classe et d'érudition. C'est une occasion pour le Père Ray de m'énumérer les différentes écoles et les divers genres d'enseignement que centralise l'Université : d'abord le collège, qui se divise en internat et en externat, et qui comprend tout le cycle des études secondaires ; puis le séminaire, qui forme des prêtres indigènes pour tous les rites orientaux ; la Faculté de Médecine, où les cours sont confiés à des professeurs français, où les examens se passent devant un jury venu de la métropole et qui confère les mêmes grades que nos Facultés de France ; enfin une Faculté de hautes études, pour l'enseignement des spécialités orientales. Les maîtres chargés de cet enseignement rédigent une revue, — ces *Mélanges*, dont il était question tout à l'heure, — où sont exposés les résultats de leurs travaux ; enfin, ils donnent des conférences publiques de vulgarisation... Les Jésuites ont donc créé à Beyrouth une véritable Université moderne, qui peut rivaliser avec celles d'Europe, pour l'intensité et l'ampleur du mouvement intellectuel.

Tandis que le Père m'instruit de tous ces détails, nous traversons de larges terrasses très ventilées, où des religieux lisent ou récitent leur bréviaire, puis d'interminables corridors décorés de

photographies qui représentent les monumens et les ruines les plus célèbres de l'antiquité gréco-latine: l'Acropole d'Athènes, le Parthénon, les temples de Baalbek et de Palmyre. Enfin, nous voici dans la cellule de mon compagnon, une pauvre chambre blanchie à la chaux et au mobilier sommaire: un petit lit entouré de rideaux, une table de bois blanc, quelques livres sur des planches, un pot à eau sur un guéridon. Le crucifix pendu au mur répand comme une beauté austère sur ces humbles choses.

Nous allumons des cigarettes, et j'écoute le Père:

— On nous accuse, me dit-il, d'être arriérés, encroûtés dans nos vieilles méthodes et dans nos vieilles habitudes. La simple vue de notre maison et la simple lecture de nos programmes suffiraient, je pense, pour réfuter ces calomnies. On attaque surtout notre enseignement classique, auquel on reproche d'être une superfétation dans un pays comme celui-ci. Mais nous ne saurions trop répéter que cet enseignement n'est réservé qu'à une élite, à ceux de nos jeunes gens qui se destinent à la médecine, ou qui veulent suivre, plus tard, des cours de droit. Nous avons d'ailleurs une section moderne, où on enseigne les langues vivantes: l'arabe, le français, l'anglais et l'allemand. Nos élèves de la section classique y participent avec leurs camarades! De plus, nous allons fonder une école de commerce, pour satisfaire à des exigences nouvelles... Et puis, quoi? Ces élèves réussissent, — quelquefois brillamment, — dans leurs examens. Nous fournissons de fonctionnaires tous les emplois publics; les professions libérales se recrutent, en majorité, parmi les nôtres. La faveur et l'opinion publiques sont pour nous. Notre collège est en pleine prospérité... Quelle meilleure réponse pouvons-nous faire à nos détracteurs?

J'admis le bien fondé de l'argument, et, pour la dixième fois, je posai mon éternelle question:

— Avez-vous beaucoup d'élèves musulmans?

— Peu! me dit le Père: vous en savez la raison!

Et, comme le Frère-directeur de l'école du Caire, il crut devoir protester énergiquement contre l'accusation de prosélytisme, d'attentat à la liberté de conscience:

— D'abord, me dit-il, veuillez considérer que nous sommes ici dans un collège catholique, un établissement qui ne doit recevoir, en principe, que des chrétiens. Notre enseigne est assez

éclatante pour qu'on soit averti dès l'entrée. Les Musulmans qui viennent chez nous savent donc à quoi s'en tenir. Mais, du moment qu'ils y sont, nous avons assez de prudence et de bon sens pour n'exercer sur eux aucune pression. N'assistent à nos offices que ceux qui le veulent bien. D'ailleurs la Congrégation de la Propagande nous interdit formellement d'imposer à nos élèves non catholiques la présence aux cérémonies du culte !

Ces déclarations étaient superflues, du moins pour moi. J'abrégeai le plus possible la défense du Père, et, discrètement, j'essayai de l'interroger sur les méthodes pédagogiques de la Société :

— Oh ! me répondit-il impétueusement, nous ne nous piquons pas de suivre la pédagogie universitaire à travers ses... évolutions. Nous avons la nôtre, qui a fait ses preuves et que nous conservons, quitte à l'adapter de temps en temps aux nécessités du siècle !...

Je sentis qu'il était inutile de pousser davantage mon interlocuteur sur ce point. Peut-être n'avait-il pas toute la compétence requise pour aborder un tel sujet : la prédication et les œuvres sociales l'occupaient beaucoup plus que l'enseignement. Mais enfin, je la connaissais, cette pédagogie des Jésuites, pour y avoir été soumis autrefois... dans l'Université ! Et, quant aux griefs qu'on peut formuler contre elle, je les avais recueillis à Beyrouth même et dans toutes les autres villes d'Orient, où la Compagnie de Jésus a des concurrens et des ennemis. Que ne m'avait-on pas dit que je n'eusse entendu déjà et que je n'eusse pu moi-même formuler d'avance ? « Éducation toute verbale ! Culte de la vieille rhétorique cicéronienne, avec ses définitions, ses partitions, divisions et subdivisions ! Théorie de la synecdoque, de la métonymie et de l'antonomase !... » Mon Dieu ! je l'accorde : il est des nourritures plus substantielles pour l'esprit que toute cette paille de la rhétorique gréco-latine ! Mais la théorie des figures oratoires, est-ce plus absurde, en somme, que la théorie de la multiplication, dont on nous abrutissait jadis, dès la quatrième ? Il est trop évident d'ailleurs que les Jésuites ne limitent pas leur enseignement des humanités à cette médiocre scolastique. Chez eux, comme chez leurs rivaux, on étudie, on commente et on apprend les textes de nos grands écrivains. — Tout, me dira-t-on, dépend de la manière ! — Je l'accorde encore. Mais cette « manière, » j'en ai pu juger très favorablement. Je n'ai eu

pour cela qu'à me souvenir de mes conversations et de mes rapports avec les élèves orientaux des Jésuites. Leur éducation ne les a ni déprimés ni endormis. Ce sont des gens très actifs, très entreprenans, et, en général, d'une belle indépendance d'idées. Si beaucoup sont restés croyans, il y en a d'autres qui sont libres penseurs. Chez les mieux doués, j'ai constaté un sens littéraire, un souci du bien-dire, une élégance d'esprit et, parfois, une curiosité intellectuelle qui ne se rencontre pas déjà si souvent, même en France, chez les anciens élèves de nos lycées. Pardessus tout, ce sont, d'habitude, des gens bien élevés : ce qui ne les empêche pas de faire parfaitement leurs affaires, et même « des affaires ! »

Leurs femmes, sans avoir leur culture, ne leur sont point inférieures. Presque toutes ont passé par les couvens de nos religieuses. Il en est de fameux, en Orient, comme l'étaient autrefois, dans nos chefs-lieux, tels couvens de l'Assomption ou du Sacré-Cœur. D'y avoir été élevée, cela confère une sorte de lustre à une jeune fille. Par exemple, on reconnaît tout de suite une ancienne élève de Pankaldi, le pensionnat élégant de Constantinople, ou de Ramleh, le grand pensionnat d'Alexandrie, qui est dirigé, comme l'autre, par les Dames de Sion et qui a pour supérieure une Française de la plus haute distinction, la fille de Prévost-Paradol. Évidemment, ces Levantines n'ont pas le brillant de nos Parisiennes, ni leur liberté d'allures ou d'opinions, et il est clair que le bagage de leurs connaissances n'est pas toujours très considérable, ni très varié. Mais, pour l'instant du moins, cette éducation est très exactement adaptée aux mœurs d'un pays où le féminisme est inconnu et où des doctoresses et des propagandistes révolutionnaires feraient scandale. Aux yeux de ces jeunes femmes, comme à ceux de leurs maris, il suffit bien qu'elles soient des mères de famille et des maîtresses de maison irréprochables. J'ai eu l'occasion d'être reçu par quelques-unes d'entre elles, mariées à des Français qui occupaient, en Orient, de hautes situations : ces anciennes couventines de Beyrouth ou d'Alep faisaient très honorable figure parmi les dames européennes qui, dans leur salon, parlaient musique ou littérature. Enfin, leurs ménages étaient exemplaires. N'est-ce point l'essentiel ? Et, si l'on songe à ce qui reste, chez nous, d'une instruction complète, — les licences, les baccalauréats, ou les brevets supérieurs une fois obtenus et enterrés ; — si l'on

ajoute que l'éducation morale y est presque nulle, tandis qu'elle est, au contraire, très développée dans les écoles congréganistes d'Orient et que les résultats en sont les seuls qui demeurent, — on conviendra qu'il y a des raisons plausibles pour hésiter entre les deux systèmes.

Je ne communiquai point ces réflexions au Père jésuite qui m'entretenait : nous étions trop du même avis. Mais j'eus soin de revenir fréquemment l'interroger, pendant mon séjour à Beyrouth. Il causait volontiers des nombreuses œuvres qu'il dirigeait : confréries d'étudians, cercles catholiques de jeunes gens et d'ouvriers. Il y était très aimé :

— En général, me dit-il, ceux que nous avons élevés, ou secourus, nous restent fidèles ! Ils se souviennent. Nous avons une association d'anciens élèves, éparse à travers tout l'Orient et même le monde entier. Cela forme un bloc de solidarités... Mais nous avons à lutter, ici même, contre de rudes adversaires : les Américains ! Leur collège a été créé et organisé par un homme de haute valeur, M. Bliss. Nous étions au mieux avec lui, comme nous le sommes encore avec ses collaborateurs. Cela n'empêche pas que, quand nous fondions une école quelque part, M. Bliss s'empressait d'en bâtir une autre en face : collège contre collège, chapelle contre chapelle, dispensaire contre dispensaire !... Aujourd'hui, c'est son fils qui est à la tête de l'établissement. Allez le voir ! Cette installation des Américains est admirable !... Ils sont plus riches que nous, hélas !...

Je suivis le conseil du Père : j'allai voir le collège protestant des Américains.

Les Jésuites se sont logés à l'Est de Beyrouth. Les Américains occupent l'extrémité opposée de la ville. Selon la méthode anglo-saxonne, ils ont construit leur université en pleine campagne, sur une éminence, d'où l'on domine la Méditerranée et la chaîne du Liban. Le lieu, très salubre, est rafraîchi, même en été, par la brise de mer. A travers les fanges des faubourgs, je gagne cette oasis de propreté et de confort. Je distingue les murs des premières bâtisses : c'est encore plus imposant que chez les Jésuites ! D'abord, de vastes jardins fermés de clôtures en pierres de taille ; puis, tout un quartier qui s'est groupé autour du collège et qui en est une véritable dépendance : boutiques de papetiers et de coiffeurs, restaurans et cafés pour les étudians. J'aperçois, plus loin, un hôpital de bébés, toutes

fenêtres ouvertes. De petites figures pâlottes se montrent derrière les moustiquaires des couchettes. Des *nurses* en tabliers à bavettes circulent entre les rangées de lits. Partout, on sent l'iodoforme et les dégagemens chimiques des laboratoires : une bonne odeur de science et de pédagogie environne cette autre cité universitaire.

Un domestique me conduit chez le directeur M. Daniel Bliss, qui habite un élégant cottage, à l'extrémité des jardins, bien en vue de la mer. Je suis reçu dans une sorte de salon-bibliothèque : des rayons chargés de livres font tout le tour de la pièce ; des photographies d'art, des fleurs sont très esthétiquement disposées sur les meubles. On devine, dès le seuil, que le maître de ce *studio* est un homme de culture et de goût, habitué à la large existence américaine, et l'on reconnaît la présence et les soins d'une maîtresse de maison accomplie à tout ce qu'il y a de net, de poli, d'agréable et de sérieux dans l'arrangement de ce salon : cela me change de la pauvre cellule de mon jésuite. Mais je ne puis m'empêcher de songer que, là-bas, on est sans doute plus près qu'ici de l'esprit de l'Évangile...

M. Bliss commence l'entretien par une très libérale déclaration de principes et par un éloge de Renan. (Décidément, l'auteur de la *Vie de Jésus* est l'homme des Anglais ! Déjà, lord Cromer me l'avait vanté !) Par malheur, mon hôte s'exprime assez difficilement en français, et moi-même je sais trop mal sa langue pour essayer de m'en servir. J'ai donc peur, sinon de trahir, du moins de déformer sa pensée, en m'efforçant de la reproduire. Pourtant, il me semble bien qu'elle se ramenait à ceci, en ce qui concerne la propagande religieuse de la Mission Américaine : « Ne retenir du christianisme que ses préceptes les plus généraux et les plus accessibles à tous, afin que Musulmans, Juifs et Chrétiens orientaux y trouvent une règle morale qui ne contredise pas l'essentiel de leurs croyances antérieures. S'attacher moins à la personne qu'à l'esprit du Christ ; et, ainsi, dégager de sa doctrine une conception d'ensemble qui satisfasse toutes les aspirations vers l'Idéal, sans heurter les principes directeurs de la science moderne. » En d'autres termes, ce serait une religion sans dogmes, et moins une religion proprement dite que le culte du sentiment religieux.

Il est certain qu'une propagande ainsi conçue est fort ingénieuse. Mais je crains qu'elle ne soit aussi bien subtile pour des

intelligences orientales. Ce sont là façons de penser européennes, qui ne les choquent pas moins que le catholicisme le plus dogmatique et le plus autoritaire. La preuve en est que les protestans, malgré toutes leurs concessions, ne convertissent pas plus que nos congréganistes avec toute l'intransigeance de leur orthodoxie.

Nous quittâmes vite ce terrain brûlant, où nous marchions d'ailleurs d'un pas mal assuré, et nous abordâmes les questions d'ordre matériel. Je sus bientôt que le collège américain compte environ huit cents élèves, un peu plus que celui des Jésuites. Ces élèves sont, en majorité, des Syriens, des Arméniens, des Grecs, même catholiques. Il faut y ajouter une centaine de Musulmans, Persans, Hindous et surtout Égyptiens ; ces derniers sont attirés en assez grand nombre vers le collège protestant par la facilité qu'ils y ont d'apprendre l'anglais. Quant à l'enseignement, il comprend des études classiques qui conduisent au grade de bachelier, puis des études secondaires modernes, avec une école de commerce. Enfin, une Faculté de médecine et de pharmacie, une école d'archéologie et de philologie biblique couronnent cet édifice universitaire. On le voit : le Collège des Américains, dans sa structure pédagogique, ressemble, à peu de chose près, à celui des Jésuites.

Ces renseignemens épuisés, M. Bliss me propose gracieusement de visiter la maison. Cette fois, j'accepte avec plaisir, puisqu'un établissement de ce genre, c'est l'inconnu pour moi.

D'abord, mon guide, sous prétexte de me faire admirer le paysage, me conduit dans les dortoirs, qui occupent les étages supérieurs et d'où la vue est effectivement très belle. Il m'entr'ouvre, en passant, deux ou trois chambres de maîtres. Décor prévu : photographies, bibelots, tentures orientales. Cela rappelle tout à fait les splendeurs de nos « turnes » d'étudians. Il n'y manque même pas les haltères, qui traînent sur le plancher. Et, encore une fois, je songe à la cellule de mon Jésuite. Quelle différence ! Rien que ces menus détails m'avertiraient tout de suite que l'atmosphère de cet endroit-ci est tout autre, si je n'en avais été prévenu, dès l'entrée, par le spectacle significatif de ces vastes parcs et de tous ces *buildings* de style oxfordien... Mais voici un local, qui est peut-être le plus anglo-saxon de tout le collège, — l'école de commerce ! En y pénétrant, j'entends tinter

de la monnaie qu'on remue, qu'on échange et qu'on aligne en piles égales. Jamais le réalisme de la « leçon de choses » n'a été poussé plus loin. Des cages vitrées ont été aménagées pour les futurs caissiers, des bureaux et des comptoirs pour les futurs commerçans. Rien n'y manque, ni les casiers encombrés de gros livres à dos verts, ni les fauteuils de moleskine, ni les coffres-forts. Enfin, l'illusion est complète. Non seulement, les jeunes gens s'y familiarisent avec la théorie de leur profession, mais ils en exécutent déjà tous les gestes. C'est ce que j'ai vu de plus fort comme éducation *pratique!*

Et, — je n'ai pas besoin d'y insister, — les exercices physiques, voire athlétiques, ne sont pas moins en honneur au collège que l'enseignement réel! Je vous fais grâce des gymnases, des pistes de tennis et de croquet, dont les cours sont généreusement pourvues. Le foot-ball y triomphe comme chez les Jésuites. Seulement, ici, ce ne sont pas des séminaristes en soutanes qui lancent le ballon, mais de jeunes Musulmans, coiffés du tarbouch écarlate.

Tout cela n'est rien : la partie maîtresse, et, comme qui dirait, le joyau du collège, c'est la Faculté de médecine. Avec une légitime fierté. M. Bliss m'y entraîne. Je me recule pour mieux contempler cet édifice fastueux. Puis nous nous approchons : au fond du vestibule, sur un piédestal, trône une statue de marbre blanc, qui représente un pasteur, revêtu de sa toge. Mon compagnon se découvre respectueusement :

— Monsieur mon père! me dit-il, d'un ton bas et pénétré.

Je salue, moi aussi, cet illustre mort; et, me souvenant des paroles louangeuses du Père Ray, à propos du fondateur de la maison, je songe en moi-même : « Décidément, c'est plus que la gloire, c'est l'apothéose! » Un sentiment de vénération se mêle à mes éblouissemens, tandis que je parcours l'enfilade des salles de conférences, des laboratoires et des musées.

Énumérerai-je les richesses des collections qui défilent sous mes yeux? Il y en a d'archéologie, de géologie, de paléontologie, d'histoire naturelle et de botanique. Je m'extasie devant des raretés végétales venues de tous les pays du monde, devant des échantillons incomparables de la flore indigène. Je crois bien que toutes les espèces de cèdres du Liban sont ici, identifiées et cataloguées... Nous nous hâtons, — il faudrait des journées pour examiner chaque chose en détail! Dans une des salles que

nous traversons, le directeur, d'un geste discret, me désigne un portrait sobrement encadré :

— Monsieur mon père! me dit-il encore.

Il soulève son chapeau. Je me découvre, à son exemple, — et nous sortons. Mon compagnon, qui a tiré sa montre, me confie :

— Maintenant, c'est l'heure de la prière! Si vous voulez y assister, vous verrez, c'est très impressionnant!...

Nous nous acheminons vers la chapelle. Devant une des portes latérales, j'aperçois un petit homme aux gestes vifs, à la physionomie spirituelle, qui cause avec un vieillard pâle, long et maigre, en tenue de clergyman. Le directeur me présente, et, se tournant vers le petit homme :

— Monsieur mon père! me dit-il, avec un accent plein de déférence.

Stupéfait, je fus à deux doigts de lâcher : « Comment! il n'est donc pas mort? » C'était presque une désillusion pour moi. Mais je fus bien heureux, tout de même, après l'avoir contemplé en marbre et en peinture, de voir, en chair et en os, le célèbre M. Bliss!

Ensemble, nous prenons place sur l'estrade qui s'élève au fond de la chapelle. Des rangées de chaises y sont disposées pour les professeurs. Au milieu, le vieillard maigre, la toge aux épaules, se tient debout devant un pupitre où une gigantesque bible est ouverte... Un piétinement nombreux, une rumeur d'écoliers lâchés : ce sont les élèves qui arrivent. Ils s'installent au petit bonheur, sans ordre apparent, et, dès que le silence s'est établi, toute l'assemblée entonne un cantique, que l'orgue accompagne. Puis, le pasteur prononce une brève exhortation. L'exhortation finie, nouveau silence! on se recueille et on médite pendant quelques minutes. Je regarde ces jeunes gens : quelques-uns, la tête entre les mains, ont pris l'attitude de l'oraison. La plupart se bornent à observer une contenance correcte. Sitôt que la décence le permet, des groupes entiers quittent leurs bancs, d'autres les suivent, et c'est, en moins de rien, une débandade générale vers les cours de récréation. Sermon compris, la prière n'a pas duré un quart d'heure.

Je suis un peu déconcerté par ce sauve-qui-peut si rapide. Mais le directeur m'explique, qu'afin de développer chez ces jeunes Orientaux le sens de la responsabilité morale et du *self-government*, on ne leur donne, à la chapelle, aucun signal qui

les puisse contraindre. Ils sont libres de s'en aller quand ils le jugent à propos.

— Tous vos élèves, lui demandai-je, assistent-ils au service?

— C'est une obligation stricte, me dit-il. Notre collège n'aurait plus sa raison d'être, s'il n'était chrétien. Matin et soir, nous avons des prières tous les jours de la semaine, et le dimanche explication de la Bible; enfin, chaque dimanche, culte et sermon. Nos étudians, sans exception, doivent participer au moins à l'un ou l'autre de ces exercices!

Je ne sais trop comment les Musulmans, en particulier, s'accommodent de ce pieux régime. Toujours est-il qu'ils manifestent moins de défiance à l'égard du Collège américain qu'à l'égard de l'Université Saint-Joseph, bien que cependant, chez les Jésuites, l'assistance aux offices soit facultative.

Grâce au caractère pratique de son enseignement, et, — il faut bien le dire aussi, — grâce à l'énorme budget dont elle dispose, l'Université protestante est, comme l'autre, en pleine prospérité. Ses gradués sont répandus un peu partout, soit dans l'armée et l'administration ottomane, ou égyptienne, soit dans le commerce et les professions libérales. Ces deux établissemens se complètent plutôt qu'ils ne se nuisent. Chacun a sa clientèle : les jésuites ont les catholiques, les protestans ont les orthodoxes; et, ainsi, tout est pour le mieux.

Mais ces différentes écoles, si largement ouvertes qu'elles soient à l'enseignement supérieur, sont avant tout professionnelles et non spéculatives. Il n'existe, dans tout l'Orient, qu'une seule maison exclusivement consacrée à la science pure, — à la fois séminaire intellectuel et laboratoire de découvertes : c'est l'École biblique de Jérusalem, actuellement dirigée par des Dominicains français.

Édifié sur le lieu traditionnel du martyre de saint Étienne, leur établissement est un des plus considérables et des plus beaux de cette Palestine, où, pourtant, toutes les nations occidentales rivalisent de magnificence dans leurs bâtimens. Ici encore, il faut admirer le génie constructeur de l'Église, vraiment romaine en cela. Il n'y a guère plus de vingt-cinq ans, on ne voyait en cet endroit, voisin de la Porte de Damas, que des terrains vagues et un abattoir. Aujourd'hui, on y voit une superbe basilique de style romano-byzantin, un cloître entouré de vastes

jardins et de multiples dépendances, enfin un collège qui comprend des salles de cours et des chambres pour les étudians étrangers à l'ordre des Dominicains.

Grâce à l'affectueuse obligeance du Père Séjourné, alors prieur du couvent, j'obtins la faveur d'être logé dans une de ces chambres, pendant toute la durée de mon séjour à Jérusalem. J'en ai gardé le plus délicieux souvenir. L'exquise retraite que cette cellule, ouverte sur une cour intérieure ombreuse et fraîche, — et combien propice à la méditation, combien exaltante pour quiconque y apporte une autre disposition d'âme que la vaine curiosité du touriste! De ma fenêtre, j'apercevais presque toute la Ville Sainte : le dôme surbaissé du Saint-Sépulcre, la flèche aérienne des Franciscains, la grosse tour trapue de l'église protestante du Rédempteur, puis des minarets de mosquées émergeant parmi les blancheurs laiteuses des maisons, les lilas et les mauves des lointains. Au coucher du soleil, le spectacle avait une grandeur religieuse. Je montais, à cette minute-là, sur la terrasse : les créneaux des remparts, dorés par le crépuscule, dévalaient avec une lourdeur puissante vers le creux sombre de la vallée de Josaphat et la grande face blême du mont de l'Agonie. Derrière un bois d'oliviers, le soleil couchant enflammait de rougeurs sanglantes la coupole monstrueuse de la cathédrale russe. Mais, vers le Nord, rayonnait une suavité divine. Le ciel livide se fondait dans des transparences cristallines, les brindilles fuselées des oliviers tout proches se découpaient sur ce fond mélancolique, comme des nervures de plomb sur le fond splendide et doux d'un vitrail.

Dans ce cadre composé par la plus pure des lumières et par la plus émouvante et la plus grandiose des histoires, se déroulait sous mon regard toute la calme beauté de la vie monastique. Cette paisible existence, partagée entre le travail, la prière et les chants, — c'est déjà le rêve paradisiaque...

Et cependant, nulle part ailleurs, je n'ai trouvé un milieu plus moderne, plus chaud, plus vibrant d'enthousiasme, plus épris de science et de libre discussion. Lorsque j'entrais dans la bibliothèque, je pouvais me croire de retour à l'École normale d'autrefois, parmi mes anciens condisciples. Le scapulaire et la robe de laine blanche n'ôtaient rien de leur gaîté, de leur franchise et de leur vivacité d'allures aux jeunes Dominicains qui venaient là pour vérifier une référence, consulter un texte,

ou lire les derniers articles des journaux et des grandes revues européennes. A la fusée brusque des rires, au bourdonnement perpétuel des conversations, à la ferveur studieuse des isolemens, on sentait tout de suite, que, dans cette Thélème orthodoxe, on fait sa joie de la science et de l'intrépide examen de tout ce qui touche à la science.

Bien que l'Ordre des Frères prêcheurs ait des devoirs stricts qui passent avant le reste, leur maison de Jérusalem est, dans sa destination première, une maison savante.

En ce moment, elle compte une quarantaine d'étudians, venus à peu près de tous les pays occidentaux. Son but, très nettement défini, est de « former des professeurs d'Écriture sainte, des conférenciers et des écrivains qui soient au courant de l'état actuel des controverses bibliques (1). » Pour se convaincre que ces généreuses ambitions se sont, autant que possible, réalisées, il n'est que de consulter la liste des cours professés à l'École Saint-Étienne. En voici un aperçu, dont j'emprunte l'essentiel au programme des études pour l'année scolaire 1907-1908 : outre les obligatoires leçons de théologie, conférences sur *Les Évangiles synoptiques*, sur *Le deuxième livre de Samuel;* conférences de géographie sur *Le Sinaï et le pays à l'Est du Jourdain*, sur *La topographie de Jérusalem dans l'Ancien Testament;* conférence d'archéologie sur *La Mosaïque de Madâba;* conférence d'histoire sur *Les usages et les mœurs des Bédouins et des Fellahs;* leçons d'*épigraphie sabéenne*, de *langue hébraïque, arabe, araméenne, assyrienne* et *copte*. En plus de ces cours, des promenades archéologiques ont lieu toute la semaine, et, une fois par mois, des excursions qui durent la journée entière. Enfin, chaque année, l'École entreprend des explorations d'étude, sous la conduite de ses maîtres les plus autorisés.

Parmi ces maîtres, il en est d'éminens, dont la compétence est appréciée par tous les corps savans d'Europe. Si désireux que je sois de ménager leur modestie, je ne puis me dispenser, du moins, d'apporter ici mon hommage au R. P. Lagrange, actuel prieur du couvent de Saint-Étienne et membre correspondant de l'Institut de France. A mon grand regret, je suis trop peu versé dans les doctes matières où il excelle, pour oser parler de ses

(1) J'emprunte ces lignes à un article publié dans la *Revue de Jérusalem* par le P. Rouillon, un des plus brillans élèves de l'École, à qui je ne saurais trop exprimer ma reconnaissance pour tous les services qu'il m'a rendus.

nombreux ouvrages et mémoires spéciaux. Mais j'ai lu, comme beaucoup d'autres, un livre de lui dont l'accès est moins difficile et dont la réputation est mondiale : *La méthode historique*. Si des esprits timorés craignent de perdre, avec la foi, l'indépendance de leur pensée, qu'ils méditent cette vigoureuse démonstration de la thèse contraire : ils verront tomber toutes les objections accumulées par la critique rationaliste contre une apologétique trop naïve ou trop imprudente, mais rendues vaines contre une exégèse plus circonspecte et plus pénétrante, dans son accord fondamental avec l'enseignement de l'Église.

Je n'ai pas seulement lu, j'ai eu l'occasion d'entendre le Père Lagrange. Pendant le semestre d'hiver, des conférences de vulgarisation ont lieu, plusieurs fois par semaine, dans la grande salle de l'École. J'ai pu constater qu'elles attiraient une nombreuse assistance. Ce jour-là, le conférencier nous entretint des récentes fouilles de Crète. Il le fit, non en pédant qui disserte d'après des livres, mais en voyageur qui raconte bonnement ce qui est tombé sous ses yeux et ce qui l'a frappé. Des photographies, qu'il faisait circuler dans l'auditoire, précisaient le sens de certaines explications un peu techniques. C'était un charme de l'écouter. Mon attention allait constamment de sa chaire aux figures des auditeurs, et j'étais surpris vraiment qu'à Jérusalem on pût réunir un public aussi complaisant, autour d'un religieux dominicain qui décrit le palais du roi Minos ou les toilettes et les bijoux de Pasiphaé, fille du Soleil. Il y avait là des Musulmans et des Israélites, — professeurs ou fonctionnaires, — des congréganistes appartenant aux autres ordres, des médecins étrangers, des directeurs d'écoles protestantes, le receveur de la Poste française, le fondé de pouvoirs du Crédit lyonnais, et enfin le personnel et les dames des consulats, qui, à Jérusalem, représentent le monde *select* des ambassades. Les conditions, les religions et les races les plus diverses se rencontraient ainsi, momentanément réconciliées, au pied de cette chaire, où un prêtre catholique leur exposait les dernières découvertes de la science moderne.

IV

A quelque confession qu'elles appartiennent, il est incontestable que toutes ces écoles contribuent à maintenir, en Orient,

le bon renom de la culture occidentale, sans parler des autres services plus immédiats et plus positifs qu'elles y rendent. Mais la grande objection qu'on formule contre elles, — et spécialement contre celles de nos congréganistes, — c'est qu'elles ne réussissent guère à se faire une clientèle parmi les Musulmans.

Les adversaires de ces écoles en tirent un argument décisif. Il n'en serait pas ainsi, prétendent-ils, si ces établissemens, au lieu d'être confessionnels, étaient purement laïques. Qu'on m'entende bien : je ne prétends point, à mon tour, condamner l'enseignement laïque, en Orient. Il est certain qu'il y doit avoir sa place, partout où il lui est possible de recruter un nombre suffisant d'élèves. L'erreur est de vouloir supprimer les écoles catholiques, au bénéfice des autres. Les deux enseignemens peuvent très bien coexister dans les mêmes villes. Quand il y aurait concurrence entre eux, où serait le mal? Actuellement, en France, l'Université voit tomber le niveau de ses études au-dessous du médiocre, parce qu'elle n'a plus de concurrens. Mais je soutiens que le caractère religieux des collèges et des écoles congréganistes n'est point la vraie raison qui en écarte la grande majorité des Musulmans. Sans doute, quelques-uns répugnent à y entrer pour ce motif. En réalité, les vrais motifs, ceux qui agissent sur la masse, sont tout différens : ils sont d'ordre national.

Qu'on y réfléchisse un instant! Si les Chrétiens orientaux entrent si facilement dans les écoles européennes, quelles qu'elles soient, c'est qu'ils vivent, si l'on peut dire, en marge de la nationalité ottomane. (La révolution récente ne changera pas de sitôt cet état de choses!) On conçoit au contraire que les Turcs et les Égyptiens musulmans, qui se considèrent comme les vrais et seuls fils de leurs patries, se montrent beaucoup plus réservés. C'est toujours une aventure bien périlleuse que de livrer l'instruction et l'éducation d'un peuple à des étrangers : les Musulmans n'ont pas besoin d'être avertis par nous, pour s'en rendre compte. Ils le sentent avec une extrême susceptibilité. En vain, nos écoles congréganistes sont-elles étiquetées *confessionnelles* et non *nationales*, il n'en reste pas moins que l'enseignement y est donné par des Français, et que ceux-ci, quand ils le voudraient, ne peuvent faire abstraction de leur nationalité : aux yeux des patriotes ardens, le danger est là. Leurs suspicions seraient bien autrement légitimes, s'il s'agissait de confier leurs enfans, non

plus à des religieux qu'aucun lien de dépendance ne rattache à un gouvernement étranger, mais à des fonctionnaires entièrement payés, inspirés et conduits par ce gouvernement. Ni les Turcs, ni les Égyptiens ne sauraient admettre une intrusion semblable. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de nous emprunter momentanément des professeurs pour leurs collèges, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de se passer d'eux, et encore à condition de garder la haute main dans cette catégorie d'établissemens mixtes.

Donc, pour cette raison capitale : parce que la masse musulmane est hostile en principe à l'éducation par les étrangers, il est au moins inutile de réclamer à cor et à cri l'inauguration de tout un système d'écoles laïques en Orient : c'est se tromper grossièrement sur la clientèle possible de ces écoles. On risque d'en éloigner les Chrétiens qui forment le gros du contingent scolaire, et de n'y attirer qu'une infime minorité de Musulmans, des brebis galeuses, ou les enfans d'une élite assez sûre de son prestige pour rompre en visière avec le préjugé.

Mais l'entreprise est sujette à bien d'autres difficultés. Du moment que nous ne sommes pas en pays conquis, ni dans une colonie française, nous sommes obligés de nous soumettre à la législation ottomane ou égyptienne. Or, à ce sujet, le texte des *Capitulations* est formel : les étrangers à l'Empire n'y peuvent ouvrir que des écoles religieuses et non des écoles d'État. En fait, il est possible de tourner la loi. Néanmoins, l'échec des écoles laïques italiennes de Smyrne est là pour prouver que, même en tournant la loi, on s'expose à de graves mécomptes. Un iradé impérial défendit aux sujets ottomans de fréquenter ces écoles. Dès lors, il fallut les rétrocéder à une société *catholique* et placer à la tête de chacune d'elles des Pères salésiens. Aujourd'hui, il est vrai, le gouvernement Jeune-Turc semble annoncer des dispositions plus libérales. Mais combien de temps ces bonnes dispositions dureront-elles? Ce serait donc un énorme aléa que de se lancer dans la voie des laïcisations à outrance. Si l'on veut « faire grand, » où s'arrêtera-t-on? Que de millions ne faudra-t-il pas pour mettre debout des collèges comme celui des Lazaristes à Antourah, ou ceux des Jésuites à Alexandrie, au Caire, à Beyrouth!... Je passe : l'objection a été cent fois présentée.

Si, au contraire, on procède petitement, alors qu'arrivera-t-il?

Les écoles françaises laïques ne payant pas de mine et d'ailleurs ne jouissant que par exception de la faveur publique, ce sont les Franciscains italiens, les Américains surtout, qui recueilleront notre clientèle, une fois que nos congréganistes auront fermé leurs portes. C'est pure folie! A quoi bon remplacer, pour un bénéfice problématique, des écoles qui fonctionnent depuis longtemps, qui enseignent très bien notre langue, qui propagent notre influence, et qui ne nous coûtent, pour ainsi dire, rien? Quelques centaines de francs y suffisent. Que veut-on que devienne un laïque avec de si faibles subsides, surtout dans un pays où la vie européenne est hors de prix? La plus forte allocation est celle qui est attribuée à la Faculté de médecine catholique de Beyrouth; elle s'élève à 100 ou 200000 francs. Mais, comme me le disait un des professeurs, presque tout cet argent revient en France sous forme d'achats : livres d'études, instrumens de chirurgie, médicamens de marque française. Outre ces avantages matériels, n'avons-nous pas intérêt à soutenir, devant l'étranger, nos congréganistes, bien loin de leur déclarer une guerre absurde? En réalité, il est d'une politique détestable de jeter ainsi la suspicion sur toute une classe de nos compatriotes, de les désigner à la méfiance et à la haine des Orientaux, qui, souvent, n'y comprennent rien. Ceux des nôtres qui vivent en pays d'Islam auraient honte de s'associer à de pareils procédés : ils sentent trop bien que ce serait faire œuvre de mauvais Français.

En dépit de toutes ces raisons, il y a pourtant des sectaires que rien ne touche. Pour eux, c'est une question de principes qui est en jeu. En vain, leur répète-t-on : « Il y a un fait : le français est parlé dans tout l'Orient, c'est à nos congréganistes que nous en sommes redevables! On y aime la France, et, si les congrégations n'ont pas tout fait pour cela, il est certain qu'elles ont contribué et contribuent à répandre cet amour de notre pays. Que voulez-vous de plus? » Les sectaires ergotent, posent des *distinguo*. A les en croire, il y a français et français, science et science, patriotisme et patriotisme. Celui qui porte soutane ne vaut rien du tout. Au fond, c'est l'éternel débat entre la foi et la libre pensée! Ne nous perdons pas dans ces nuages, et, puisque les adversaires de l'enseignement congréganiste oriental essaient de préciser leurs griefs, suivons-les pas à pas.

Que lui reprochent-ils donc, à cet enseignement? Nous le

savons déjà : « abus de la mémoire, verbalisme, altération systématique de la vérité, et, pour tout dire, méthodes défectueuses et surannées ! » Pour ce qui est de l'utilisation de la mémoire par les pédagogues orientaux, nous nous sommes déjà expliqué à ce sujet. Nos universitaires ne se décident pas à comprendre qu'une pédagogie, sans doute excellente à Paris, a des chances pour être mauvaise à Constantinople ou à Damas. Ici et là, on ne peut pas apprendre le français de la même façon. Le pur psittacisme est encore le meilleur moyen de l'enseigner à de jeunes Arabes qui en ignorent le premier mot. Et, lorsque, dans l'Université elle-même, on en vient au système Berlitz pour l'enseignement des langues, il est bien étrange, en vérité, d'entendre ses représentans critiquer ce même système, dès qu'il est employé par des congréganistes.

Mais ces critiques sont spécieuses : elles cachent une accusation plus grave dans l'esprit de ceux qui les font. Par la mnémotechnie, disent-ils, on tue le raisonnement. Le grand crime des Jésuites et des Frères de la Doctrine chrétienne, c'est de détourner leurs élèves de raisonner, c'est de ne point développer en eux l'habitude du libre examen !... La bonne plaisanterie ! D'abord, il conviendrait de savoir si ce n'est pas la plus pernicieuse des duperies que de persuader à des enfans ou à des hommes mûrs qu'ils sont aptes à raisonner par eux-mêmes ; ensuite, je me demande si c'est bien le sens critique qu'il convient de stimuler, chez des écoliers, plutôt que la volonté, le sens et le goût de l'action ! Mais il est trop facile de renvoyer dos à dos les accusateurs et leurs victimes. Si, chez les premiers, il est permis de penser librement, c'est à condition que l'on pense d'une certaine manière, — bien entendu ! — sinon la permission vous est retirée. Ils vous autorisent sans doute à professer que la Révolution française fut un bienfait pour le genre humain, mais ils se fâchent si l'on est d'avis qu'elle fut une calamité pour la France... Sujet brûlant ! dira-t-on. Soit ! Voici un exemple purement littéraire. Il y a quelque douze ans, j'eus la naïveté de soutenir, devant un jury de Sorbonne, que le classicisme archéologique de David conduisait tout droit au romantisme historique. Je croyais que toutes les opinions sont libres. On me le fit bien voir. Feu Larroumet me signifia qu'une idée aussi contraire aux saines doctrines ne méritait même pas la discussion. Ma proposition fut condamnée sans examen, attendu que lui, Larroumet,

et vingt autres professeurs, dans leurs cours ou dans leurs manuels, avaient établi la thèse contraire. La mienne fut donc tenue pour hérétique, et elle le sera jusqu'à refonte complète desdits manuels ou renouvellement des cadres sorboniques.

Ce dogmatisme routinier, cet attachement à l'opinion régnante ou à la lettre des théories consacrées n'empêchent pas les mêmes gens de dénoncer à grands cris le verbalisme des congréganistes. Ceux-ci, s'en vont-ils répétant, ont horreur des réalités! Nul contact direct avec la vie, la littérature ou l'art! Ainsi, pour l'étude d'un écrivain, ils se contentent de mementos, de jugemens tout faits! Eh quoi! ne voyez-vous pas que vous instruisez vous-même votre procès? L'Université, elle aussi, se dispense d'abreuver ses nourrissons aux sources vives! Elle n'a pas le temps, voilà la vérité! Elle n'a pas le temps, parce que ses programmes sont trop chargés, et ses programmes sont trop chargés parce qu'il faut bien vendre les éditions de messieurs Tels et Tels qui en encombrent le marché. Il y a aussi d'autres raisons. J'ai connu un professeur de lycée qui, tous les ans, faisait traduire à ses élèves trente vers de Sophocle, trente vers sans plus, et toujours les mêmes! Il avait remarqué que leur examinateur, professeur d'anglais de son état, ne poussait jamais ses interrogations en dehors du périmètre de ces trente vers. Les candidats, par ses soins, y étaient ferrés à glace. C'était là ce qu'il appelait expliquer Sophocle. Mais, en revanche, il obtenait, chaque année, des succès éclatans au baccalauréat et il était très bien noté. Comment blâmer de tels procédés, quand on réfléchit qu'il est impossible à un fonctionnaire soucieux de son avancement de ne s'y point plier? J'en appelle à quiconque a préparé des examens universitaires, baccalauréats, licences ou agrégations. Étudier un auteur en lui-même et pour lui-même vous est interdit. Il faut d'abord dévorer l'effroyable charretée de gloses entassées autour de lui par les professeurs et critiques du cru. Quand on arrive enfin à l'œuvre, il est trop tard pour s'en occuper. On n'a que le temps de passer à un autre article du programme et de recommencer le dépouillement des cahiers de cours et des manuels (1).

Le manuel, la leçon écrite, en d'autres termes, le commen-

(1) Tout a été dit sur cette question par M. Abel Faure, dans son courageux livre : *l'Individu et les diplômes* (Stock, éditeur). C'est la critique la plus vigoureuse et la plus pénétrante que je connaisse, de la pédagogie universitaire.

taire impersonnel et stérilisant, voilà la plaie de l'enseignement universitaire. On disait autrefois que l'antiquité était le pain des professeurs. Aujourd'hui, il convient de changer la formule : ce n'est plus précisément l'antiquité, c'est le manuel qui est le pain des professeurs, — et qui est quelquefois la dot de leurs filles. La leçon parlée n'est pas plus vivante. D'abord, il y en a trop ! Qu'on parcoure seulement les affiches de l'actuelle Sorbonne, on sera épouvanté par le débordement des matières. Ce n'est plus un laboratoire, c'est une Babel, voire une pétaudière de science. Comme au beau temps de la scolastique, chaque science se divise en sous-sciences et en quarts de sciences, en spécialités abstruses, où des malheureux sont emmurés pour la vie. Les chaires pullulent comme des champignons. Un étudiant qui voudrait suivre non pas tous ces cours, mais seulement deux ou trois, en serait écrasé. N'ai-je pas vu annoncées des conférences de *germanistique*, qui doivent durer un an et qui n'en sont encore qu'à l'introduction ? Outre que je me perds en conjectures sur ce que peut bien être la *germanistique*, je frémis à l'idée de son ampleur et de sa masse, puisque deux semestres suffisent tout juste pour en épuiser les prolégomènes.

Ensuite, ces cours sont quelque chose d'accablant pour l'âme et pour l'intelligence. Qui donc a parlé de ces tristes esprits en qui l'univers vient s'éteindre ? J'ai eu la sensation très nette de cette catastrophe dans la salle d'une de nos Facultés. On y discourait du *Miles gloriosus*, du soldat mercenaire au siècle d'Alexandre : admirable figure, prodigieuse de relief et de couleur ! Comme j'aurais aimé qu'on le fît marcher devant moi, ce soldat fanfaron ! Au lieu de cela, analyse de tous les textes relatifs au personnage, puis timide déduction des « qualités morales » y afférentes : d'après les textes et rien que d'après les textes, voilà ce que fut le *Miles gloriosus*, — ni plus, ni moins ! C'est ce qui s'appelle proprement changer les écus en feuilles sèches.

Le triomphe du genre, c'est l'érudition à côté, l'érudition à l'allemande. Cela consiste à supprimer un sujet ou un écrivain par l'accumulation des notules : petits faits, discussions de dates ou d'authenticité, catalogues bibliographiques ! Des terrassiers sont tout désignés pour cette besogne. On arrive ainsi à dresser d'énormes machines qui semblent recéler des mondes dans leurs flancs et qui n'abritent même pas une pauvre petite idée géné rale. Ces gros livres universitaires, avec tout leur arsenal de réfé

rences, ce sont des catapultes pour lancer un caillou. Et l'on n'est même pas sûr de la qualité de leurs références! Ces livres, dont le seul mérite devrait être l'exactitude, sont bien loin d'être toujours exacts: continuellement, les auteurs se trompent par négligence ou par paresse d'esprit. Ils allèguent pour leur excuse qu'ils se bornent à « préparer des matériaux: » un grand génie viendra qui vivifiera ces ossemens!... Mais, justement, le grand génie, parce qu'il aura du génie, commencera par ignorer vos compilations; et s'il pense quelque chose sur le sujet de vos travaux, ce sera probablement le contraire de ce que vous en pensez vous-mêmes. Et ainsi il n'y a pas de tâche plus vaine que celle où vous vous consumez!

Comme au moyen âge, le grand mot de science recouvre ce dilettantisme de l'inutilité. Il finit par abuser ceux mêmes qui sont payés pour n'y pas croire. Au nom de la science et de la vérité scientifique, ils accusent d'erreur les congréganistes. Le congréganiste altère la vérité de l'histoire, il la présente dans des livres qui en sont la contrefaçon perpétuelle! Voilà qui est abominable à coup sûr! Mais je crains qu'il n'y ait au fond de tout cela qu'une querelle de boutiques. Le seul tort des congréganistes est peut-être de ne pas acheter les manuels universitaires. Si les manuels congréganistes ne valent pas grand'chose, — ce que j'ignore, — ceux de la concurrence ne valent pas mieux, — et cela, je le sais! Tel petit livre qui circule dans nos classes primaires enseigne aux enfans que les rois de France ne faisaient *jamais construire d'écoles*, afin de maintenir plus sûrement les petits Français dans l'ignorance. Et il y est enseigné aussi que, le matin du 14 juillet 1789, chaque Parisien entendit une voix qui lui disait: « Va! et tu prendras la Bastille!... » Dans leur intérêt, je supplie les auteurs de ces « vérités historiques » de laisser en paix les mânes du Père Loriquet.

Quoi? Pas même le respect des faits? Alors, de quel front osent-ils attaquer autrui? Critiquer, après cela, les méthodes congréganistes comme défectueuses et surannées, dénote une belle naïveté. A supposer que les deux enseignemens soient aussi creux l'un que l'autre, celui des Jésuites aurait du moins, sur son rival, l'avantage d'être un jeu exécuté avec grâce. La vieille rhétorique cicéronienne est une école d'élégance et d'ingéniosité. Si ses amplifications oratoires ne conduisent point à la vie pratique, elles ne dépravent pas les intelligences, elles ne poussent

pas le moindre bachelier à *faire de la littérature*. Le pullulement des écrivailleurs vient de l'abus de la critique littéraire sur les bancs du collège, — du culte exclusif qu'on y voue à l'écrivain. Du haut en bas de l'échelle, depuis la Sorbonne jusqu'au dernier collège de jeunes filles, nos professeurs semblent ne s'occuper qu'à fabriquer des *gendelettres*.

Et puis enfin, il y a la grande affaire de l'éducation. Tout le monde sait que, si l'Université instruit, elle n'élève pas. Or la vieille éducation française, quelles qu'en soient les lacunes, est encore préférable à tout le fatras pédagogique d'aujourd'hui. La civilisation n'est ni une question de science, ni une question d'application scientifique. Le téléphone et les automobiles ne sont point des adjuvans contre la barbarie, et il est certain que la politesse cléricale d'un bon Frère *civilise* davantage, même les prétendus civilisés, que tout le fourniment de nos manuels d'instruction civique.

Le dernier argument des sectaires, c'est la haine contre la France, qu'ils attribuent à nos religieux d'Orient. Entendez bien qu'il s'agit, dans leur pensée, de la France révolutionnaire et persécutrice! Cette France-là, les congréganistes peuvent lui pardonner chrétiennement, mais comment l'aimeraient-ils, eux qui en sont les parias et les exilés? Comment oublieraient-ils pour elle la grande France glorieuse d'autrefois? D'ailleurs, ces distinctions entre le présent et le passé, familières à nos esprits, sont, la plupart du temps, lettre close pour les Orientaux. Il faut être vraiment de son quartier Latin pour s'imaginer qu'elles ont une importance en dehors de nos frontières. Là-bas, on aime la France, sans phrases, — et il n'y a pas deux façons de l'aimer. Qu'on me permette, à ce propos, un souvenir personnel, celui d'une des émotions les plus profondes de mon voyage.

C'était dans une bourgade du Liban, où les Sœurs de Saint-Vincent de Paul possèdent un orphelinat. Je me présente à la grille de la maison, et je demande à saluer la supérieure. Dans le parloir, où je l'attends, je vois s'avancer une petite vieille ratatinée, à la bouche édentée et molle, qui fait une bouillie des mots. Pourtant, si mal qu'elle articule, il me semble reconnaître, dans ses phrases, l'accent messin :

— Est-ce que vous êtes de Metz, ma sœur? lui demandai-je.

— Mais oui! Vous aussi, sans doute?...

De quel ton elle a dit cela! Toutes les rides de sa figure se

sont illuminées brusquement, à cette évocation du pays. Et voilà sa langue qui se dénoue. Vite, vite, elle fouille dans sa mémoire ; elle jette pêle-mêle les noms et les menus faits locaux. Son Metz à elle, c'est le Metz français, celui d'avant la guerre!...

— Pensez! me dit-elle : il y a plus de quarante ans que je n'y suis revenue! Je n'y reviendrai jamais!... Mais vous, monsieur, qui y retournerez sans doute, souvenez-vous de moi quand vous entrerez dans notre vieille cathédrale, et, si vous êtes chrétien, priez pour moi dans la chapelle du Rosaire, où j'avais coutume de prier, quand j'étais jeune fille!

Sa voix cassée se brise tout à fait, des larmes rougissent ses paupières. Elle me prend les mains. Nous sommes sur le seuil de la porte, et elle ne me laisse pas partir. Je sens bien que, pour elle, je suis le dernier passant avec qui elle aura pu, avant de mourir, parler de la terre natale. Je sens que, dans une minute, quand j'aurai franchi cette porte, le dernier lien se sera rompu avec tout ce qu'elle aima. Par pitié, je prolonge notre entretien. Et puis, un attendrissement me gagne devant ces larmes qui ne se contiennent plus, et je m'en vais, pour ne pas la faire éclater en sanglots.

LOUIS BERTRAND.

DE LA DÉMOCRATIE DANS LA BRUYÈRE

M. Maurice Lange vient de publier un intéressant volume sur *La Bruyère critique des conditions et des institutions sociales* (1), c'est-à-dire sur La Bruyère démocrate et un peu sur La Bruyère socialiste.

Les conclusions qui en ressortent le plus lumineusement, c'est que la Révolution française a été préparée par les prédicateurs du XVIIe siècle, — et que La Bruyère était surtout un envieux. Arrêtons-nous un instant sur ces deux paradoxes.

La Révolution française a été préparée par les sermonnaires catholiques du XVIIe siècle ; car elle l'a été par La Bruyère, et La Bruyère n'a guère été que le vulgarisateur ou le propagateur laïque des sermonnaires catholiques du XVIIe siècle. Que disent en effet ces sermonnaires? Ils sont réformistes, ils sont démocrates, ils sont anticléricaux, ils sont socialistes.

Ils sont réformistes. Contre l'hérédité des charges de la magistrature ils disent; le Père Dorléans: « Qui a mis cette charge de judicature sur les épaules de ce juge ignorant, qui y fait tous les jours tant de fautes? L'avarice d'un père et d'une mère. Il y avait une charge dans la maison ; on ne savait peut-être pas trop bien que faire de l'homme, ni de la charge : on a chargé le public de l'un et de l'autre. »

Le Père Bourdaloue: « Ce jeune homme est de telle famille où telle dignité est héréditaire: de là son sort est décidé; il faut que le fils succède au père. Et de cette maxime que s'ensuit-il? Vous en êtes tous les jours témoins : c'est qu'un enfant, à qui

(1) Un vol. in-8°; Hachette.

l'on n'aurait pas voulu confier la moins importante affaire d'une maison particulière, a toutefois dans ses mains les affaires de toute une province et les intérêts publics... On en souffre, on en gémit, le bon droit est vendu, la justice est renversée... »

Contre la magistrature elle-même, ses mœurs, ses habitudes d'esprit, ses vices, sa servilité, ils disent; le Père de la Rue: « Qu'a-t-on vu quelquefois dans une jeunesse parée de la pourpre, mais ennemie de toute occupation sérieuse? Que savaient-ils et, dans la conduite qu'ils tenaient, que pouvaient-ils savoir? Ils savaient se divertir et se réjouir; ils savaient se répandre dans le monde, parcourir les compagnies et s'y distinguer par les agrémens de la conversation; ils savaient tenir leur place dans les jeux..., ils savaient fréquenter les théâtres,... mais ils ne savaient rien de leurs obligations les plus étroites et de ce qu'ils ne pouvaient ignorer sans crime. »

Le Père Bourdaloue : « Maintenant, c'est le crédit qui l'emporte et qui a, presque partout, gain de cause. Le plus fort a toujours raison, quoi qu'il entreprenne... Combien de familles ruinées parce que le bon droit, attaqué par une partie redoutable, n'a point trouvé de protection !... Malgré la justice et les lois, le faible succombe presque toujours. »

Le Père Bourdaloue encore, touchant une matière un peu plus délicate : « Combien de juges ont été pervertis par le sacrifice d'une chasteté livrée et abandonnée; et pour combien de malheureuses la nécessité de solliciter un juge impudique n'a-t-elle pas été un piège et une tentation ! »

Contre le *fait du prince*, qui, s'il n'a pas disparu avec les princes, avait, même du temps des princes, une assez grande autorité, ils disent; Bossuet : « Cette justice qui fait semblant d'être rigoureuse à cause qu'elle résiste aux tentations médiocres et peut-être aux clameurs d'un peuple irrité; mais qui tombe et disparaît tout à coup lorsqu'on allègue, sans ordre même et mal à propos, le nom de César. Que dis-je, le nom de César ! Ces âmes, prostituées à l'ambition, ne se mettent pas à si haut prix; tout ce qui parle [au prince], tout ce qui approche du [prince], ou les gagne, ou les intimide; et la justice se retire d'avec elles. »

L'abbé Boileau : « *Le crédit est une espèce de jurisprudence dont on n'a garde de s'écarter;* et qui n'aurait pour toute protection que la bonté de sa cause serait fort en danger de la perdre. »

Contre les lois du clergé, contre ces lois qui permettent de donner des bénéfices ecclésiastiques à des jeunes gens aussi peu doués de vocation et aussi peu préparés que possible à la vocation et qui permettent qu'il existe des abbés qui ne sont pas prêtres et des ecclésiastiques qui ne sont nullement d'Église, ils disent; le Père Lejeune : « ... le grand mal que font les pères et les mères quand ils obligent leurs enfans à l'état ecclésiastique sans vocation...; » le Père Cheminais : « ... des enfans mal nés, esclaves des passions les plus vives et les plus déréglées, insensibles à tous les mouvemens de piété et plus mondains que ceux qui vivent dans le monde... »

Fromentières : « Dans la distribution des charges et des dignités séculières la politique et le bon ordre des États demandent qu'on ne les donne qu'à ceux dont on reconnaît le mérite. Que doit-on dire des dignités ecclésiastiques et avec quelle circonspection ne faut-il pas examiner la vie, les mœurs, la pureté et la capacité de ceux qui prétendent les posséder? » Or, « avant que vos enfans puissent parler, vous les destinez à certaines conditions. Vous dédiez cet enfant aux autels parce que vous espérez que le prince, ou un parent, le chargera bientôt de bénéfices. Vous destinez cette fille à la religion sans la consulter, ou plutôt vous l'y condamnez, vous l'égorgez toute vivante pour décharger votre famille... Voilà une étrange vocation! »

Bourdaloue : « Comment voulez-vous que des gens qui n'ont ni grâce, ni vocation pour un état y soient fidèles à leur devoir? que la même cupidité, la même ambition qui les y a fait entrer ne les porte pas à mille autres désordres?... Il ne faut pas admettre inconsidérément dans les dignités ecclésiastiques des gens dont on n'aura examiné ni la maturité de l'âge, ni la disposition de l'esprit, ni l'assiduité au travail, ni l'exemple d'une bonne vie. »

Sur les abbés commendataires, et le scandale qu'ils donnent, ils disent; le Père Nicolas : « Où trouvera-t-on des bénéficiers qui, pour conserver la foi, renoncent à ces prieurés ou à ces abbayes de commende que la simonie a mis dans leur maison comme un patrimoine et dont la faveur du prince les a chargés sans mérite et sans vocation? »

Le Père de la Roche : « Pour ces bénéfices simples et commodes qui font vivre de l'autel ceux qui ne servent jamais à l'autel, qui lient à Jésus-Christ sans détacher du monde, qui

donnent droit d'être clerc sans cesser d'être laïque, ou plutôt qui font de ceux qui les possèdent un monstre qui tient de l'un et de l'autre et qui n'est ni l'un, ni l'autre... Ah ! pieux fondateurs de ces revenus si mal dispensés, paraissez ici pour combattre ces abus ! »

Ils sont démocrates. La noblesse considérée comme un préjugé, comme un faux principe, n'a jamais été attaquée plus vigoureusement que par les sermonnaires du XVIIe siècle. Contre le principe même de l'aristocratie, ils disent ; le Père Soanen : «... Ces hommes qui se font un mérite de mépriser leurs frères et de vivre en êtres qui végètent, enrichis, et ces grands qui ne vivent que pour surcharger la terre »... qui eût soupçonné aux temps primitifs « qu'un siècle viendrait où la parure et l'oisiveté seraient des titres d'honneur ? »

Bossuet : «... cette différence infinie que l'on a essayé de mettre entre le sang noble et le sang roturier, comme s'ils n'avaient pas les mêmes qualités et n'étaient pas composés des mêmes élémens. »

Le Père Soanen : « Quelles sont donc les marques qui distinguèrent *le prince* et le roturier? Et qui est-ce qui, au milieu d'une foule d'enfans confondus les uns avec les autres, pourrait reconnaître celui qui est noble et celui qui est artisan? Serait-ce à la figure? Mais ne voit-on pas tous les jours que la personne la plus ordinaire a le visage le plus distingué, la taille la plus régulière, l'air le plus imposant?... Avez-vous jamais pensé que cette origine dont vous vous glorifiez avec tant d'insolence et de hauteur ne fût peut-être que le fruit de l'intrigue, de l'intérêt et, ce que je n'ose dire [et il a une singulière manière de ne pas oser le dire], du crime d'une mère infidèle à ses devoirs. » (Comparez Boileau en sa satire sur la noblesse.)

« En quel temps, dit encore le Père Soanen, d'après saint Jean Chrysostome, du reste, le Seigneur a-t-il déclaré qu'il dispensât les nobles, les opulens de la pénitence et du travail? »

Contre l'orgueil des grands et leur dureté et leur cruauté, ils disent ; Bourdaloue : « Oui, Dieu entend les cris de ces domestiques dont vous exigiez si rigoureusement les services et à qui vous en refusiez si impitoyablement la récompense ; les cris de ces marchands qui vous revêtaient, qui vous nourrissaient, qui vous entretenaient de leur bien et qui n'en ont jamais touché le juste prix ; les cris de ces ouvriers qui s'épuisaient pour vous de

travail et qui n'ont jamais eu de vous leur salaire; les cris de ces orphelins, de ces pupilles, de ces familles entières... »

Bourdaloue encore : « Ce qui nous indispose à l'égard des grands et ce qui nous porte le plus souvent contre eux aux murmures et aux mépris, ce sont leurs hauteurs et leurs fiertés, ce sont leurs airs dédaigneux et méprisans ; ce sont leurs façons de parler, leurs termes, leurs gestes, leurs regards, toutes leurs manières ou brusques ou rebutantes ou trop impérieuses ou trop dominantes ; ce sont, encore bien plus, leurs tyrannies et leurs duretés, ce sont leurs injustices, leurs violences, leurs concussions, et si je puis user de ce terme [il paraît qu'il croit pouvoir] leurs brigandages : ce sont les désordres de leur vie, leur débauche, leurs excès, leur irréligion... Voilà, tout grands qu'ils sont, ce qui les rabaisse infiniment dans les esprits et ce qui les avilit. »

Le Père Cheminais : « Quand le mérite manque à ceux que le monde élève au-dessus de nos têtes, on répugne à la soumission ; on sent je ne sais quelle résistance secrète que produit le peu d'estime qu'on a pour eux, et l'on regarde ce renversement de l'ordre naturel comme un attentat à sa liberté. Telle est cependant la destinée des esclaves du monde ; c'est la naissance, la fortune, la faveur, l'argent, qui vous donne un maître ; et presque jamais le mérite. »

Ils vont même jusqu'à attaquer *le Roi*, indirectement, il est vrai, et le tenant pour trompé par des sophistes, mais marquant qu'il peut l'être, qu'il l'est, et lui reprochant de l'être, et le dénonçant, comme plus tard Montesquieu, en tant que prince qui change la monarchie en despotisme. Fromentières : « Il y a de ces gens auprès du prince, « qui lui ôtent tous les scrupules qu'il aurait *d'entreprendre contre les lois anciennes et les libertés publiques* et qui lui font croire que son État est florissant lors même qu'il souffre de très grandes misères..., *intéressés casuistes*, qui lui persuadent qu'il est *le maître absolu de la fortune de ses sujets*, qu'ils ne doivent travailler que pour lui et qu'il peut en faire autant de victimes de l'insatiable avidité de ces voleurs publics, qui, sous prétexte de donner leurs soins à ses finances, ruinent son peuple et s'engraissent de la substance de ses provinces. »

Ils sont *anticléricaux*. J'entends par là que, non seulement ils critiquent certains abus qui se sont introduits dans la législation

ecclésiastique, comme nous avons vu plus haut, mais qu'encore ils fulminent contre une partie du clergé lui-même, contre ses mauvaises mœurs et ses vices et aussi contre les mauvaises mœurs et les vices des mauvais dévots. Contre les mauvais dévots, ils disent; Bourdaloue : « Un dévot intéressé est capable de tout; prenez garde, capable de tout; parce que, quelque dessein que la passion lui suggère, sa piété, ou plutôt l'estime où cette piété fastueuse l'établit, le met en état de réussir. Veut-il pousser une vengeance, rien ne lui résiste; veut-il supplanter un adversaire, il est tout-puissant; veut-il flétrir la réputation du prochain et le décrier, son seul témoignage ferait le procès à l'innocence même... »

Contre les princes de l'Église qui sont beaucoup plus princes qu'ils ne sont d'Église et contre tous les ecclésiastiques mondains, ils disent; Bourdaloue : « Ont-ils satisfait à un office, qu'ils abrègent autant qu'il leur est possible et qu'ils récitent très légèrement, ils se tiennent quittes de tout... Ni pratiques de l'oraison, ni études des sciences divines : visites fréquentes, conversations inutiles, parties de divertissement, vie molle et par là, vie très dangereuse, exposée à tous les écueils où l'oisiveté peut conduire... ; mondains dans les affaires où ils s'emploient, vivant dans une agitation perpétuelle de procédures, de poursuites, de soins temporels; mondains dans leurs habitudes et leurs sociétés, voulant être de toutes les assemblées, de tous les jeux, de tous les plaisirs, de tous les spectacles; mondains dans leurs manières et leurs discours, affectant de se distinguer par des airs dissipés, par des paroles indécentes, par des excès de joie et des libertés dont ils se flattent qu'on les applaudit et dont ils se font un faux mérite; mondains jusque dans leurs vêtemens et par où? par toute la propreté, par tout l'ajustement, par tout le luxe qu'ils peuvent joindre à la simplicité évangélique... Ah! Seigneur, sont-ce là les ministres que vous avez spécialement consacrés? »

Le Père Genault, visant particulièrement les évêques *non ésidens* et les prélats fastueux : « N'appréhendez-vous point que ces longues absences, qui ont pour prétexte quelque intérêt temporel et pour véritable cause un divertissement inutile, ne soient suivies du dérèglement de votre diocèse et n'attirent après elles la licence des ecclésiastiques et le scandale des séculiers? Ne craignez-vous pas que cette pompe qui vous accompagne par-

tout ne justifie les plaintes des pauvres dont vous dissipez le patrimoine, que cette magnificence qui éclate en vos bâtimens, que ce luxe qui paraît en vos meubles, que cet excès qui se voit en votre table, ne vous accusent devant le souverain évêque de vos âmes? »

Et Bourdaloue visant le clergé tout entier, du moins sans acception de degré, tout ce qui dans le clergé se ressentait de ce relâchement général, et se couvrant de l'autorité de saint Bernard et de saint Jean Chrysostome : « Le beau spectacle, disait saint Bernard, de les voir engagés dans l'Église, pourquoi? pour en recueillir les revenus, pour se montrer sous la mitre et sous la pourpre, jamais pour servir à l'autel, jamais pour assister à l'office divin, jamais pour subvenir aux besoins des pauvres... Être prêtre et même, si vous voulez, grand prêtre, et ne paraître à l'autel qu'à certains jours de cérémonie, qu'en certaines occasions d'éclat, que lorsqu'on ne peut s'en dispenser ; être prêtre et s'abstenir des choses saintes pour mener une vie toute profane, pour entretenir dans le monde de vains commerces, pour se dissiper dans les divertissemens du siècle ou plutôt mener une vie dissipée, mondaine, profane; être prêtre et se mettre par sa conduite hors d'état de célébrer les sacrés mystères ; être prêtre de la sorte, ah! mes frères, s'écriait saint Jean Chrysostome, est-il rien de plus opposé à la dignité du sacerdoce? »

Ils sont *socialistes*. Contre l'injuste et funeste inégalité des biens de ce monde, ils disent; Bossuet: « Quelle injustice, mes frères, que les pauvres portent tout le fardeau et que tout le poids des misères aille fondre sur leurs épaules ! S'ils s'en plaignent et s'ils en murmurent contre la Providence divine, Seigneur, permettez-moi de le dire, c'est avec quelque couleur de justice ; car, étant tous pétris d'une même masse et ne pouvant pas y avoir de grandes différences entre de la boue et de la boue, pourquoi verrions-nous d'un côté la joie, la faveur, l'affluence, de l'autre la tristesse, le désespoir et l'extrême nécessité, et encore le mépris et la servitude ? Pourquoi cet homme fortuné vivrait-il dans une telle abondance, et pourquoi contenter jusqu'aux désirs les plus inutiles d'une curiosité étudiée ; pendant que ce misérable, homme toutefois aussi bien que lui, ne pourra soutenir sa pauvre famille ni soulager la faim qui le presse? »

Bossuet encore : « Les murmures des pauvres sont justes. Pourquoi cette inégalité des conditions? Tous formés d'une

même boue, nul moyen de justifier ceci qu'en disant que Dieu a recommandé les pauvres aux riches et leur assigne leur vie sur le superflu, *ut fiat æqualitas*, comme dit saint Paul. »

Bossuet encore : « Ce n'est pas pour vous seul que Dieu fait lever son soleil ni qu'il arrose la terre. Les pauvres y ont leur part aussi bien que vous. Dieu a donné dès le commencement un droit égal à tous ses enfans à toutes les choses dont ils ont besoin pour la conservation de leur vie. Et ce droit si naturel que les hommes ont de prendre dans la masse commune ce qui leur est nécessaire, gardez-vous bien de croire que les pauvres l'aient tout à fait perdu. »

Or toutes ces idées subversives, La Bruyère les a recueillies, et il n'a fait que les rééditer, de 1688 à 1695, sans les exagérer, sans les exaspérer, et, au contraire, en les adoucissant, parce que ce qui est permis à un prêtre dans la chaire l'est moins à un laïque dans un livre. Et ces idées sont devenues celles du XVIIIe siècle et ont fait leur explosion en 1789. On ne saurait croire à quel point les révolutionnaires sont ingrats à l'égard du clergé catholique, et l'on ne saurait imaginer à quel point il serait équitable qu'ils élevassent un monument portant cette inscription : « Au Clergé catholique du XVIIe siècle la Révolution reconnaissante. »

La Bruyère a-t-il ajouté quelque chose aux idées que nous avons diligemment relevées plus haut ? Oui, sans doute, il y a ajouté l'accent personnel. Les ecclésiastiques dont nous avons rapporté les paroles parlent toujours d'une façon générale ; ils ne se disent jamais blessés personnellement par les travers, défauts et vices qu'ils reprochent aux autres ; ils ne disent jamais : *Je*. La Bruyère, s'il ne le dit pas toujours, le dit souvent et toujours il le fait entendre. Il y a dans La Bruyère un peintre avant tout ; puis un psychologue, un critique, un philosophe, un sociologue, un théologien même, *un élégiaque* aussi et quelquefois charmant, — et enfin il y a un ambitieux déçu qui fut envieux.

Il était ambitieux. Nul doute, comme je crois que l'a dit M. Lange, qu'en entrant dans la maison de Condé *à quarante ans*, lui, homme à l'aise, célibataire et pouvant vivre de son bien, il n'ait eu la pensée de se pousser vers quelque grand emploi qu'il n'a jamais obtenu. Il l'a à peu près avoué, trop averti et se surveillant trop pour l'avouer tout à fait. Il a dit : « On ne vole point des mêmes ailes pour sa fortune que l'on fait pour des

choses frivoles et de fantaisie. Il y a un sentiment de liberté à suivre ses caprices et tout au contraire de servitude à courir pour son établissement : il est naturel de le souhaiter beaucoup et d'y travailler peu, de se croire digne de le trouver sans l'avoir cherché. » — Il est presque tout entier dans ces lignes, avec son ambition un peu sourde et secrète, son goût pour la vie de libre curiosité qui le détourne de son ambition et son orgueil qui lui persuade qu'un homme comme lui devrait rencontrer un poste élevé sans courir après.

Il dit encore, cette fois plus mélancoliquement (et avec quelle vérité du reste !) : « Les choses les plus souhaitées n'arrivent point; ou, si elles arrivent, ce n'est ni dans le temps, ni dans les circonstances où elles auraient fait un extrême plaisir. » — Certainement, il a rêvé autre chose que l'Académie française, à quoi du reste il a tenu fort, et ce quelque chose l'a fui d'une fuite éternelle.

De là ce sentiment de jalousie qui perce si souvent dans son ouvrage. Théophraste avait écrit un traité sur les animaux sujets à l'envie. L'homme devait y être; ou au contraire n'y être pas, comme tellement supérieur que, spécialement pour ce qui est de l'envie, il doit former une classe à part; et La Bruyère a montré, à cet égard, que, dans les plus hauts cœurs, il est toujours de l'homme.

Il a horreur en effet de ces grands qui sentent tant de plaisir à se faire prier, presser, solliciter, à faire attendre ou à refuser, à promettre et à ne pas donner; qui ont quelquefois le goût à mettre les sots en vue et à anéantir le mérite quand il leur arrive de le discerner;... qui, si vous les saluez, sont mis par vous dans l'embarras de savoir s'ils doivent vous rendre le salut;... qui, brusques, inquiets, suffisans, bien que sans aucune affaire qui les appelle ailleurs, vous expédient en peu de paroles et, quand on leur parle encore, ont déjà disparu;... qui sont enfermés et occupés à ne recevoir personne quand on vient les voir et sortis quand on revient;... qui vous préviennent par leurs civilités quand ils sont dans la médiocrité et attendent qu'on les salue en un autre temps, ce qui vous instruit suffisamment qu'ils sont mieux logés, mieux nourris et mieux meublés qu'à l'ordinaire;... qui entrent sans saluer que légèrement, marchent des épaules et se rengorgent comme des femmes, prennent la parole et président au cercle, jusqu'à ce que plus grand qu'eux sur-

vienne, qui les réduise à leur naturel;... qui, à la vérité, ne méprisent pas toujours le vrai mérite, mais le laissent sans récompense, l'oublient et ne font rien ou peu de chose pour ceux qu'ils estiment beaucoup;... qui (et non pas eux seulement, mais un peu tout le monde) sont en de telles dispositions à l'égard des sciences et des belles-lettres qu'il n'y a pas d'art si mécanique ni de si vile condition où les avantages ne soient plus sûrs, plus prompts et plus solides; que le comédien, courbé dans son carrosse, jette de la boue au visage de Corneille qui est à pied; que, chez plusieurs, savant et pédant sont synonymes;... qui disent: « il est savant; il est donc incapable d'affaires; je ne lui confierais l'état de ma garde-robe; il sait le grec; c'est un grimaud, c'est un philosophe...; » qui ont cet avantage immense d'avoir à leur service des gens qui les égalent par le cœur et par l'esprit et qui les passent quelquefois;... qui sont, pour la plupart, incapables de ces deux grandes démarches : sentir le mérite et, quand il est connu, le bien traiter.

Il a horreur de ces riches qui, « pourvus de 50 000 livres de revenu, vous disent : « Pour vous, vous êtes riche ou vous devez l'être : 10 000 livres de rente et en fonds de terre, cela est beau, cela est doux et l'on est heureux à moins...; » qui sont laids, de petite taille et ont peu d'esprit; mais que l'on regarde avec d'autres yeux, — quelle sottise! — dès que quelqu'un vous a dit à l'oreille : « Il a 50 000 livres de rente...; » qui, si les pensées, les livres et leurs auteurs dépendaient d'eux, en feraient une proscription; qui prennent ce ton et cet ascendant que vous connaissez sur les savans; qui observent une majesté souveraine à l'égard de ces hommes chétifs que leur mérite n'a ni placés ni enrichis et qui en sont encore à penser et à écrire judicieusement...; qui vous font dire : « Qu'on ne me parle plus d'encre, de papier, de plume. Après vingt ans entiers qu'on me débite dans la place, suis-je mieux nourri, plus lourdement vêtu, suis-je dans ma chambre à l'abri du Nord, ai-je un lit de plumes? J'ai un grand nom, beaucoup de gloire, oui, beaucoup de vent. Ai-je un grain de ce métal qui procure tout?... ; » qui vous font dire enfin, suprême tristesse : « Il est triste d'aimer sans une grande fortune et qui nous donne les moyens de combler ce que l'on aime et le rendre si heureux qu'il n'ait plus de souhaits à faire. »

Il a horreur de ces gens, aussi, qui ne sont pas des grands, mais qui ont réussi auprès des grands, et dont le mérite est

mince et qui vous font songer à « tant d'hommes admirables, doués de très beaux génies, morts sans qu'on en ait parlé, à d'autres aussi, *vivans*, dont on ne parle point et dont on ne parle pas... ; qui vous font songer qu'il y a au monde plusieurs personnes, connues ou inconnues, qu'on n'emploie pas et qui feraient très bien... ; qui vous font vous écrier : « Quelle horrible peine a un homme qui est sans prôneurs et sans cabale, qui n'est engagé dans aucun corps, mais qui est seul, qui n'a que beaucoup de mérite pour toute recommandation, de se faire jour à travers l'obscurité où il se trouve et de venir au niveau d'un fat qui est en crédit... ; » qui ne sont pas grands, mais sont d'après un grand ; qui s'ils sourient à un homme du dernier ordre, à un homme d'esprit, choisissent leur temps si juste qu'ils ne sont jamais pris sur le fait et qui rougiraient s'ils étaient malheureusement surpris dans la moindre familiarité avec quelqu'un qui n'est ni opulent, ni puissant, ni ami d'un ministre, ni son allié, ni son domestique. »

Il a une pointe de jalousie *même contre les orateurs, les prédicateurs :* « Quel avantage n'a pas un discours prononcé sur un ouvrage qui est écrit ! Les hommes sont les dupes de l'action et de la parole, comme de tout l'appareil de l'auditoire. Pour peu de prévention qu'ils aient en faveur de celui qui parle, ils l'admirent et cherchent ensuite à le comprendre... On se passionne moins pour un auteur... On lit son livre, quelque excellent qu'il soit, dans l'espérance de le trouver médiocre ; on le feuillette, on le discute, on le confronte ; ce ne sont pas des sons qui se perdent dans l'air et qui s'oublient ; ce qui est imprimé demeure imprimé... »

Il regarde d'un œil qui semble bien être jaloux *même les régisseurs du théâtre de Chantilly :* « Ils ont fait le théâtre, ces empressés, les machines, les ballets, les vers, la musique, tout le spectacle, j'entends le toit et les quatre murs dès leurs fondemens... J'en juge par le mouvement qu'ils se donnent et par l'air content dont ils s'applaudissent de tout le succès... »

Mon Dieu, oui, il était jaloux ; et ce qui lui fait honneur, c'est qu'il s'en apercevait et se rendait compte très bien de ce que c'était. Juvénal disait : *facit indignatio versus;* et La Bruyère disait, songeant à lui-même : *facit invidia indignationem.* Et s'apercevoir de ses défauts et ne pas les prendre pour des qualités étant la moitié d'en guérir, La Bruyère se ramenait de temps en

temps à une sorte de résignation fière et d'abnégation dédaigneuse, soutenues de la contemplation de son mérite. C'était comme la lance d'Achille. L'admiration qu'il avait de son mérite personnel, d'ordinaire émouvait sa bile contre les heureux de ce monde, et quelquefois le consolait et le guérissait de sa bile. Alors il disait par avance le mot de Montesquieu : « Le mérite console de tout, » tout en sachant bien que, quand il ne réussit pas au gré de l'ambition qui l'accompagne, il console le dimanche et irrite toute la semaine.

Tant y a qu'il disait de temps en temps : « Nous avons pour les grands et pour les gens en place une jalousie stérile et une *haine impuissante* [le mot de Stendhal] qui ne nous venge point de leur splendeur et de leur élévation et qui ne fait qu'ajouter à notre propre misère le poids insupportable du bonheur d'autrui. Que faire contre une maladie de l'âme si invétérée et si contagieuse? Contentons-nous de peu et de moins encore s'il est possible; sachons perdre dans l'occasion : la recette est infaillible et je consens à l'éprouver. J'évite par là d'apprivoiser un suisse ou de fléchir un commis... de demander à un ministre, en tremblant et en balbutiant, une chose juste, d'essuyer sa gravité, son ris amer et son laconisme. Alors je ne le hais plus ; je ne lui porte plus envie ; il ne me fait aucune prière, je ne lui en fais pas ; nous sommes égaux, si ce n'est peut-être qu'il n'est pas tranquille et que je le suis. »

Et il y a encore beaucoup d'amertume dans cette prétendue abnégation ; mais, quand il se réfugie dans l'orgueil, La Bruyère paraît plus assuré et plus calme : « Le sage guérit de l'ambition par l'ambition même ; il tend à de si grandes choses qu'il ne peut se borner à ce qu'on appelle des trésors, des postes, la fortune et la faveur ; il ne voit rien dans de si faibles avantages qui soit assez bon et assez solide pour remplir son cœur et pour mériter ses soins et ses désirs ; il a même besoin d'efforts pour ne les pas trop dédaigner [nous exagérons peut-être un peu]. Le seul bien capable de le tenter est cette sorte de gloire qui devrait naître de la vertu toute pure et toute simple ; mais les hommes ne l'accordent guère et il s'en passe. »

Tel était La Bruyère en son fond intime, que du reste je le féliciterai plutôt que je ne le blâmerai de n'avoir guère voulu cacher.

Où ai-je lu ce portrait que j'ai « extrait » et que je retrouve

dans de vieux papiers? « *Myrice* est plein de mérite. Il sait du grec, du latin, de l'histoire, de la philosophie autant qu'homme de France puisse en connaître. Il sait même le français et il est le seul peut-être parmi nos beaux esprits qui se connaisse au siècle de Ronsard et de Montaigne, sans quoi l'on n'a guère qu'une connaissance mondaine, pour ainsi parler, de notre langue. Il excelle à bien voir les gens et à les bien peindre. Ascagne est statuaire, Hégion fondeur, Œschine foulon, et *Myrice* peintre de portraits. C'est sa profession. Quand il en sort, il est faible, soit en philosophie, quoiqu'il la sache, soit en politique, soit même en critique, quoiqu'il ait dit, en cette affaire, un petit nombre d'excellentes choses. Il a beaucoup d'esprit et du plus fin, quoiqu'un peu cherché et quoiqu'on voie qu'il se travaille à dire de bons mots. Il écrit non seulement « raisonnablement, » comme il a dit qu'il faut faire, mais presque « merveilleusement, » avec une façon inconnue jusqu'à lui, qui étonne les vieillards, qui ravit les jeunes gens et les femmes, qui, selon qu'elle sera acceptée ou rejetée par la postérité, demeurera un accident curieux et intéressant, ou deviendra une manière nouvelle d'écrire en français, un nouveau style, qui remontera à *Myrice* comme à son origine. Il est domestique d'un grand prince qui ne fait pas grande attention à lui, et il n'y a pas de doute qu'il n'ait visé aux grands emplois et qu'il n'y en ait peu dont il ne s'imagine qu'il ne soit en passe. Il n'en a obtenu aucun, dont il enrage en feignant de n'en avoir cure. Il n'en est pas moins qu'il ne peut souffrir ceux qui les ont, ni leurs façons, ni leurs airs. Il souffre de n'être point salué ou de l'être peu, ou de l'être comme en cachette, ou de l'être aujourd'hui quand il ne l'était pas hier, ce qui lui fait appréhender de ne l'être pas demain. Quelque ancien a dit de soi : *Minime omnium salutator;* Myrice pense de soi : *Maxime omnium salutandus*. On ne peut s'empêcher de se demander si Molière n'a pas prévu Myrice quand il a dit :

> Son mérite jamais n'est content de la cour,
> Contre elle il fait métier de pester chaque jour,
> Et l'on ne donne emploi, charge ni bénéfice
> Qu'à tout ce qu'il se croit on ne fasse injustice.

Il a tout désiré, rien demandé, rien obtenu et de tout ce qu'il a souhaité et manqué il se console par en médire. Bon homme au fond, charitable, droit et point adroit, estimé des plus hon-

nêtes gens et digne de leur estime et qui serait heureux s'il était aussi résigné qu'il affecte de l'être et s'il ne redoublait son malheur par l'effort même qu'il fait pour s'y résigner. »

Ce portrait n'est pas dans La Bruyère, où il serait infiniment meilleur. Il est à remarquer qu'il est très faux qu'on ne se connaisse point. On se connaît bien, puisqu'on se déguise. On se connaît donc; seulement, on n'aime point à se connaître, ni à s'appesantir sur cette connaissance jusqu'à se peindre; et on ne trouve dans La Bruyère ni portrait du jaloux, ni portrait du médisant.

Tel nous apparaît La Bruyère quand on ne le prend ni comme peintre, ni comme critique, ni comme philosophe, ni comme *élégiaque;* mais quand on le prend comme homme. C'est lui faire tort, comme à peu près à tout le monde, que de le prendre en soi. C'est ainsi que l'a pris M. Lange, par la nécessité même de son sujet. Il a été amené fatalement à l'amoindrir. Joubert disait : « Quand mes amis sont borgnes, je les regarde de profil. » M. Lange a regardé La Bruyère de profil, aussi, mais du côté où il était borgne.

Son livre pourtant était à écrire; car La Bruyère sociologue n'avait pas été assez étudié. Il l'est maintenant avec pénétration et avec justesse, et l'on saura désormais que La Bruyère, disciple des sermonnaires du XVIIe siècle, peut passer pour le premier des Encyclopédistes. Les sermonnaires du XVIIe siècle se trouvent rattachés aux Encyclopédistes, que peut-être ils auraient peu aimés, par un chaînon étincelant qui fait grand honneur aux uns et aux autres.

ÉMILE FAGUET.

UN POÈTE NATIONAL DE L'ANGLETERRE

ALFRED LORD TENNYSON

L'Angleterre fête en ce moment le centenaire d'un de ses poètes auxquels elle donna le plus de gloire avec le plus d'amour: Alfred Tennyson, né au presbytère de Somersby, dans le Lincolnshire, le 9 août 1809, mort pair du royaume, dans son manoir d'Aldworth, le 6 octobre 1892, enseveli le 12 du même mois, au milieu d'une pompe magnifique et touchante, dans l'abbaye de Westminster. Aujourd'hui que nous pouvons embrasser d'un regard l'ensemble de son œuvre (1), il faut essayer d'en comprendre à la fois l'originalité et la fortune. Nous marquerons le sens de cette commémoration et nous y associerons notre hommage, si nous réussissons à expliquer en quoi et pourquoi Tennyson fut bien vraiment le poète national de l'Angleterre victorienne.

I

Il avait débuté très jeune. Sans parler des *Poems by Two Brothers*, imprimés à Louth en 1827, et où son frère Charles avait

(1) *The Eversley Edition*, Macmillan, 9 vol. Cette édition, publiée par le fils du poète, Hallam, lord Tennyson, est enrichie de notes précieuses de l'auteur et de l'éditeur.

Nous sommes infiniment redevables aux études de nos devanciers dans la *Revue :* MM. E.-D. Forgues (1er mai 1847), J. Milsand (15 juillet 1851), E. Montégut (15 mars 1866), Léon Boucher (15 avril 1876) et Augustin Filon (1er septembre 1885). — Il faut y joindre l'éloquent et pénétrant essai de Gabriel Sarrazin dans *La*

sa part, il faudrait, pour retrouver les premiers aspects de son talent, remonter aux deux recueils de 1830 (*Poems, Chiefly lyrical*) et de 1832 (*Poems*). Ni le public, ni la critique ne leur firent bon accueil. L'élégance en parut froide et le raffinement trop cherché. Les lecteurs n'y virent qu'artifice. Quelqu'un a pu dire, — l'auteur lui même nous le rapporte, — à propos de ces essais, qu'il avait été un artiste avant de devenir un poète. Il répondait par le mot bien connu : on ne devient pas poète. Et sans doute il a raison; mais l'observation à laquelle il réplique, mal présentée peut-être, n'en reste pas moins juste. Disons donc, plus exactement, que son sens poétique, avant de se manifester par les hautes qualités qui devaient le faire éclater plus tard et s'exprimer alors dans un art supérieur, ne se révéla guère d'abord que par une ardente adoration de la beauté, « a strange earnestness in his worship of beauty, » disait son ami Arthur Hallam, un extrême souci de la forme et une versification mélodieuse. Ce sont là plutôt, en effet, des mérites d'ordre esthétique.

Il est très remarquable que Victor Hugo débuta chez nous, — avec toutes les différences de tempérament et de milieu, — d'une manière analogue. Les *Odes et Ballades*, les *Orientales* ressemblent à de brillans exercices de virtuosité, auprès des beaux poèmes où s'exprime, dès les *Feuilles d'Automne*, une inspiration infiniment plus humaine. Mais plus encore que Hugo, Tennyson cherchait, dans les thèmes où trouvaient à se satisfaire les exigences de son sens artistique, une éducation de sa sensibilité elle-même, un perfectionnement de ce privilège mystérieux qui donne au poète le pouvoir de traduire la vie, d'en embrasser les multiples manifestations, d'en saisir et d'en dégager la beauté secrète, le sens caché, l'invisible essence. Avant même de les pénétrer ainsi, il est attiré vers elles; incapable d'en donner sa propre interprétation, il s'arrête aux interprétations des autres. La curiosité n'a rien ici d'une dissipation futile : elle révèle bien plutôt l'ardeur d'une âme mobile encore et qui cherche le point où elle se fixera, le centre d'où rayonnera sa propre lumière. Certains critiques n'ont voulu voir en Tennyson qu'un dilettante (1). Ils ont forcé ainsi jusqu'à le

Renaissance de la poésie anglaise (Perrin, 1889), la belle étude de M. Henry van Dyke : *The Poetry of Tennyson* (Scribner, New-York; E. Matthews, London) et son admirable choix des *Poems of Tennyson* (Ginn and C°, Boston).

(1) Tel est notamment le point de vue de Taine dans son *Histoire de la Littérature anglaise*, t. V, *les Contemporains*, ch. VI.

fausser un trait de son talent, sensible surtout à l'origine ; ils se sont fermé du même coup l'intelligence de tous les autres et condamnés à une vue incomplète, superficielle. Mais à l'origine de leur erreur il y a une vérité. Nous aurons suffisamment caractérisé les premiers poèmes de Tennyson si nous la mettons en lumière.

L'auteur est d'abord un lettré, un « scholar, » comme Swinburne lui-même, le dernier disparu des grands poètes de l'ère victorienne, et tant d'autres poètes anglais, comparables, à cet égard, à ceux de notre Renaissance et aussi aux Elizabethains. Il sait le latin et le grec ; il traduit, il imite. Il montre par un spécimen ce que pourrait être d'après lui une traduction de l'*Iliade* en vers anglais. Un artiste érudit, Savage Landor, un grand poète, Keats, venaient de ranimer le sens de l'antique. A son tour, il puise dans les légendes de la mythologie. Voici *Les Hespérides*, *Œnone*, *Les Sirènes*, *Les Mangeurs de Lotus*, en attendant *Ulysse*, *Tithon*, *Amphion*. Pour cette imagination éprise de beauté, la beauté n'a pas d'âge. Les hommes reprennent et continuent les anciens rêves. Pourquoi l'art, puisant dans les inspirations d'autrefois comme dans les inspirations présentes, ne reproduirait-il pas les plus beaux traits déjà découverts avant d'y ajouter ceux qu'il découvre ? Tennyson ne se propose donc pas, comme un artiste érudit, des reconstitutions fidèles. Il use librement des modèles, s'approprie ses emprunts et, avec les moyens qu'il ne doit qu'à lui-même, les fait servir à ses propres fins. Écoutez les lamentations d'Œnone dans un val vaporeux de sa montagne natale. Nous savons que le décor est un paysage des Pyrénées et que le poète écrivit une partie de son poème dans la vallée de Cauterets. Mais sa mémoire savante embaume les impressions de ses sens d'un parfum d'antiquité. Et c'est aussi sa conception de la vie et de l'amour qu'il place, sans souci de l'anachronisme, sur les lèvres de Pallas. Après Héra et Aphrodite, elle fait sa profession de foi à Pâris, avant le fameux jugement qu'il doit rendre : « Le respect de soi-même, la connaissance de soi-même, la possession de soi-même, voilà les trois seuls guides qui mènent la vie au souverain pouvoir. Encore n'est-ce pas au pouvoir qu'il faut tendre (car il vient quand on ne le cherche pas) ; il faut vivre selon la loi. Si nous suivons la loi, nous vivons sans crainte ; et comme le juste est le juste, suivre la voie de la justice, telle est la sagesse, au mépris des consé-

quences. » Nous figurons-nous ces mots-là dans la bouche d'une déesse païenne, d'une déesse d'Hellade : « Self-reverence, self-knowledge, self-control? » Cela n'empêche pas que le poème ne brille, çà et là, de touches exquises, délicieusement antiques, où nous reconnaissons l'humaniste de Cambridge. Mais la pensée reste moderne et le fond bien anglais. On ne peut se défendre de se rappeler ici, pour peu qu'on les ait vus une fois, ces dignitaires et ces « gradués » des Universités d'outre-Manche qui, dans leurs fêtes, savent poser avec tant de liberté la toge médiévale sur le vêtement d'aujourd'hui.

La curiosité de Tennyson ne se cantonne pas dans l'antiquité. A ce domaine consacré de nos classiques elle ajoute celui de nos romantiques, le moyen âge et l'Orient. L'influence de W. Scott d'une part, de Thomas Moore et de Southey de l'autre, se retrouve, mais non pas leur esprit, ni leur manière, dans des ballades comme *La dame de Shalott*, *Lady Clara Vere de Vere*, *Souvenirs des Mille et une Nuits*. Elles ont déjà l'accent personnel de Tennyson, une certaine résonance profonde du sentiment et la marque de son imagination élégante, riche et de noble goût, comparable à un de ces « studys » anglais ouverts sur un parc dont une glace, encadrée dans une étagère chargée de beaux livres, reflète les verdures.

Enfin, comme les poètes qui chez nous ont succédé au romantisme, comme quelques-uns de nos romantiques eux-mêmes, dès que fut calmé leur premier élan d'inspiration personnelle, et apaisé, si l'on peut dire, cet appétit de confession, ce maladif besoin de parler de soi, Tennyson arrête ses regards sur la réalité toute proche, sur la poésie des humbles existences et des jours ordinaires ; il reprend l'idylle anglaise, la peinture de l'amour honnête dans un paysage tranquille (1). Plus tard il surpassera son maître, et Wordsworth lui rendra ce témoignage : « Mr Tennyson, j'ai essayé toute ma vie d'écrire une pastorale comme votre *Dora*, et je n'y ai pas réussi. »

Mais il n'en est pas encore là. Dans tous les sujets que lui fournissent sa large culture ou sa jeune expérience, il trouve surtout des occasions de fortifier, d'assouplir ses facultés d'artiste épris de perfection, d'étendre la matière de son art et d'y égaler les ressources de sa forme. On peut lui reprocher de

(1) *The Miller's Daughter.*

mettre trop de zèle à cette tâche : le thème disparaît sous les ornemens; nous ne percevons plus l'ensemble, tant nous sommes occupés au détail. L'auteur s'y arrête avec un scrupule excessif : il tombe dans les raffinemens et dans l'artifice. « Il excelle, dit M. Henry van Dyke, dans le délicat travail préraphaélite; il sait peindre les fleurs dans la prairie, les bourgeons sur les arbres, les vagues en mouvement, l'eau qui court, les oiseaux qui volent ou se posent. » Je ne sais si, vingt-cinq ans après les débuts de Tennyson, les théoriciens du préraphaélisme, Ruskin et Rossetti, songèrent à se réclamer des premiers vers du « Lauréat. » Peut-être pourtant n'auraient-ils rien pu trouver dans la littérature anglaise qui répondît mieux à leur idéal.

Et c'est leur idéal aussi, un idéal de rêve, que nous reconnaissons dans ces images de femmes : *Claribel*, *Lilian*, *Isabel*, *Mariana*, *Madeline*, *Adeline*, *Margaret*, *Rosalind*, *Eleänore*, ces apparitions qu'évoque la suave fantaisie du jeune poète. Taine est très sensible à leur charme; il nous conseille de les admirer de loin. « J'ai traduit bien des idées et bien des styles, je n'essaierai pas de traduire un seul de ces portraits-là. Chaque mot y est comme une teinte, curieusement rehaussée ou nuancée par la teinte voisine, avec toutes les hardiesses et les réussites du raffinement le plus heureux. La moindre altération brouillerait tout. » Il y avait donc du vrai dans la remarque du critique : Tennyson est déjà un parfait artiste. Nous voulons bien qu'il soit né poète, mais il ne s'était pas encore révélé grand poète.

II

Un silence de dix années, et Tennyson reparaît transfiguré : il vient se placer au premier rang de la poésie anglaise. A la distance où nous apparaît aujourd'hui cette grande destinée poétique, nous voyons se dérouler les causes et les effets. Le progrès n'est jamais l'œuvre du temps; il s'accomplit en lui, non par lui, qui prête en quelque sorte son étoffe à toutes les créations, mais ne saurait rien créer. Un événement survint, dont on ne put mesurer que plus tard toute la portée, quand le poète sortit plus grand de cette crise, après en avoir fixé l'histoire dans un chef-d'œuvre : *In memoriam*.

En 1833, Alfred Tennyson perd son plus cher ami, Henry Arthur Hallam, le fils de l'historien, son compagnon de Cam-

bridge, le confident de son esprit, le guide de sa pensée. Il y a dans les amitiés entre jeunes hommes une force incomparable de sentiment. Elles trouvent à s'épanouir dans la noble intimité des Universités anglaises, ces séminaires où la vie du cœur et la vie de l'esprit accordent leurs démarches. Peut-être aussi le peu de goût de la race pour les abstractions prédispose-t-il davantage aux attachemens personnels : on aime les liens concrets, on s'enthousiasme moins pour des définitions théoriques du génie et de la vertu que pour des modèles visibles et vivans. Il semble bien qu'il en ait été ainsi d'Alfred Tennyson et d'Arthur Hallam. Le premier, avec sa sensibilité de poète, aimait dans le second son jeune idéal de droiture et de pureté ; il y reconnaissait sa propre conscience, plus radieuse et plus ferme, et s'en reposait sur elle avec un double sentiment délicieux de sécurité et d'admiration. Et, brusquement, le voilà rejeté en lui-même, condamné à achever seul le travail si facile à deux ; le voilà solitaire dans le monde spirituel qui s'ouvre devant lui avec ses trésors et ses énigmes, les aspirations de l'âme et les problèmes de la pensée

Le coup fut de ceux qui ébranlent une jeune âme jusque dans ses profondeurs et la font chanceler. Le monde n'entendit plus la voix du poète ; et si déjà dans le recueil de 1842 on put deviner le travail de ses méditations, c'est huit ans plus tard encore, en 1850, qu'il livra le secret de son recueillement et de sa métamorphose, quand il publia, sans nom d'auteur, sous l'inscription funéraire : *In memoriam A. H. H.* Obiit MDCCCXXXIII, les cent trente et un poèmes d'un mètre uniforme qui nous révèlent l'épreuve mémorable de sa douleur et le triomphe de son amour.

A une première lecture avide, nous risquons, nous autres Français, d'être déçus. Ce ne sont point là les magnifiques épanchemens des *Contemplations*, ces plaintes inspirées et ces chants d'une simplicité déchirante où se lamente la plus grande sensibilité lyrique de la poésie moderne. Nature recueillie et méditative, Tennyson n'a si longtemps vécu sur son intime souffrance que pour la conquérir à sa pensée, et cette lutte obstinée s'est terminée par une sereine victoire. Elle est minutieusement retracée, avec cet admirable sérieux, cette patience, cette lenteur du génie anglais, que ne lasse pas la monotonie. Car, malgré la richesse des variations, la diversité des nuances, cette longue suite de pièces sur le même thème, dans le même rythme, est monotone, inévitablement. Elle lasse une oreille distraite,

ou toute sonore encore des fanfares éclatantes, des musiques aux larges flots. Mais elle est écrite pour des lecteurs posés, attentifs : ils en pénètrent, à mesure qu'ils l'écoutent chanter de plus près, ils en épuisent tout le sens, toute la vérité, toute la beauté. « La plus grande élégie du siècle, » répètent volontiers les critiques de langue anglaise. Oui, sans doute, en dépit de cette précision aiguë, de cette allure calme. Ces petits iambes octosyllabiques, groupés en strophes régulières de quatre vers, à rimes croisées, semblent faits pour l'analyse bien plutôt que pour les effusions, et rappellent les courtes pièces psychologiques d'un Sully Prudhomme:

L'habitude est une étrangère
Qui s'installe dans la maison...

Le poète n'est pas emporté par le flot tumultueux d'un chagrin que rien ne maîtrise : il domine sa douleur, il l'oblige à se tenir devant lui, docile et frémissante ; il l'interroge, il se fait son confident, son conseiller, son consolateur ; il l'apprivoise, il l'apaise ; elle l'écoute, elle lui répond, elle devient, pour le satisfaire, subtile, ingénieuse : lui, ne laisse rien perdre ; il la suit dans ses lentes rêveries et dans ses méditations comme dans ses envolées. Il veut enfin lui prêter un langage digne d'elle, dût-il pâlir sur les propos qu'elle tient et que pieusement il interprète.

On s'y est trompé : cette douleur a paru trop tranquille, trop raisonneuse et trop bien disante. C'est le plus grave des contresens. « Son long poème *In memoriam*, écrit à la louange et au souvenir d'un ami mort jeune, est froid, monotone et trop joliment arrangé. Il mène le deuil, mais en gentleman correct, avec des gants parfaitement neufs, essuie ses larmes avec un mouchoir de batiste, et manifeste pendant le service religieux qui termine la cérémonie toute la componction d'un laïque respectueux et bien appris (1). » L'illustre auteur de la *Littérature anglaise* paie ici la rançon de sa maîtrise et de sa méthode. Il a dégagé le caractère dominateur : Tennyson est un dilettante. Dès lors, cette longue élégie ne saurait être qu'un accident dans sa carrière poétique, un intermède, disons le mot : une erreur. « La grande affaire pour un artiste est de rencontrer des sujets qui conviennent à son talent. Celui-ci n'y a pas toujours réussi. » Il

(1) Taine, *Histoire de la Littérature anglaise*, tome V, ch. VI.

n'est guère possible de se méprendre davantage. On serait plus près sans doute de la vérité en affirmant qu'il n'y a pas d'œuvre dans la poésie lyrique moderne où le poète ait mis plus de lui-même, de sa vie intérieure, de sa vie profonde. C'est là non pas seulement qu'elle s'exprime, mais encore qu'elle se décide : c'est là qu'il faut aller la chercher, si nous la voulons connaître, là qu'il faut l'interroger, si nous voulons qu'elle nous livre son secret.

A l'âge où un jeune « intellectuel » s'éprendrait d'une philosophie ou d'une idée, Alfred Tennyson avait été attiré par une âme. Cette affection était pour lui un grand réconfort. L'ami parti, son appui se dérobait, son modèle devenait invisible. La fidélité du poète réussit à vaincre la mort. Il ferma devant celle qui était venue comme une voleuse les portes de son souvenir, et ce qu'elle avait cru lui soustraire, il ne l'en posséda que mieux. D'une belle vie près de laquelle il avait rêvé de dérouler la sienne, il fit une vie intérieure à sa vie. La mort n'interrompit rien : elle transforma et elle acheva. Elle fit d'une noble entente de deux êtres une communion absolue, une mystique fusion. Henry Arthur Hallam survit dans Alfred Tennyson qui a enrichi son âme de cette âme (1).

Les pièces d'*In memoriam* nous retracent cette longue lutte et cette victoire. L'œuvre écrite ne fait que suivre le progrès, noter les péripéties et les étapes, fixer les résultats d'une œuvre plus originale et plus rare, que la grande affaire du poète fut d'abord de réaliser en soi. Pour se consoler, il fallait croire; pour continuer de vivre, il fallait espérer. Son âme était faite pour la foi et pour l'espérance. Elle s'appuyait sur le sens de la loi et de l'ordre. Dès lors, ses méditations n'expriment pas tant une crise qu'un éveil, un élargissement, un progrès. Elle se repose maintenant dans cette certitude : « Mieux vaut avoir perdu l'objet de son amour que n'avoir pas aimé. » Elle s'y repose, parce qu'elle sait qu'une éternelle séparation des âmes unies par l'amour est inconcevable. Ne lui demandez pas comment elle le sait : les chants d'un poète ne sont pas les spéculations d'un philosophe (XLVII). Mais l'âme peut arriver « à force de rester sérieuse et pensive, » comme dit Vigny, jusqu'à ce haut degré de sérénité religieuse, jusqu'à cette paix supérieure qui est le prix des longs efforts et des patientes élévations.

(1) CXXVIII, Thy voice is on the rolling air.

La foi qu'il a conquise sur les défaillances et les doutes, Tennyson la défendra plus tard contre l'incroyance de son temps ; il en proclamera les articles essentiels : présence, puissance et bonté de Dieu, liberté de l'homme, immortalité de l'âme. Sa poésie montera d'un vol tranquille jusqu'aux cimes où la pensée respire, comme un air du ciel, les révélations de la conscience et de l'extase. De ces hauteurs, le monde matériel n'apparaît plus que comme l'ombre de l'esprit de Dieu. Nous ne connaissons le tout de rien. Le temps n'est qu'une illusion imposée à notre vie consciente. Les misères et les imperfections de l'univers sont des apparences auxquelles est condamnée notre nature humaine. Pour dépasser l'intelligence bornée, pour croire, il faut mériter de croire. Soyons droits, soyons purs, restons libres. La liberté est un mystère, mais elle est un fait. « Nos volontés sont nôtres, nous ne savons pas comment. » Et notre volonté, qui est la plus haute et la plus durable partie de notre être, se rattache à la volonté divine, d'où procède sa signification spirituelle, éternelle. « O vivante volonté qui dureras — Quand tout ce qui est apparence sera brisé, — Dresse-toi sur le roc spirituel, — Coule à travers nos actes pour les purifier. » Enfin, à quoi pourrons-nous trouver encore de l'importance en ce monde, sans une foi absolue dans l'immortalité de l'âme et de l'amour ? Toute la vie n'est qu'une série de renversemens et de contradictions auxquels on ne voit plus ni signification ni importance, si les espérances qui naissent ici ne sont pas destinées à se réaliser ailleurs...

C'est dans *In memoriam* que s'éveille et s'exprime pour la première fois cette pensée morale et religieuse. Bien des poèmes la développent dans la suite ; mais nous la trouvons là à sa source et presque tout entière. En même temps, nous voyons apparaître, pour la première fois aussi, la forme parfaite, celle que Tennyson attendait sans doute d'avoir atteinte avant de se reconnaître un artiste. Il le devint, par le recueillement de sa douleur, par son noble effort pour la dépouiller de tout ce qui n'est pas digne d'elle, pour en dégager la plus pure essence humaine et la rendre, si l'on peut dire, transparente au divin. A cette grande école, il enseigna à son art le secret de la beauté la plus simple, qui est aussi la plus touchante ; il l'amena à ce point de perfection où l'émotion, l'idée, les mots et le rythme intimement unis semblent n'avoir jamais été distincts et ne pouvoir plus jamais être séparés.

III

Ce n'est pas sans raison que le langage appelle les douleurs des « épreuves. » On connaît mieux un homme quand on l'a vu souffrir, et le déchirement de notre être peut seul en montrer le fond. *In memoriam* révèle une âme harmonieuse et forte, capable de retrouver son équilibre, et plus ferme après les assauts contre lesquels se sont déployées victorieuses ses ressources d'ordre et d'énergie. Du haut de l'expérience personnelle qu'elle domine et par conséquent qu'elle dépasse, elle a une vue plus large et plus sereine de la nature et de l'humanité. L'Angleterre reconnut cette grandeur dans la poésie de Tennyson dès le recueil de 1842. Aux témoignages de Dickens, Landor, Rogers, Carlyle, Fitzgerald, Aubrey de Vere, vinrent s'ajouter ceux des plus grands écrivains de l'Amérique: Hawthorne, Emerson, Lowell, Edgar Poë. En 1845, Wordsworth écrivait à Henry Reed, de Philadelphie: « Tennyson est décidément le premier de nos poètes vivans, et j'espère qu'il vivra pour donner au monde des choses encore meilleures. » Les choses que le monde trouvait déjà si bonnes et qu'il allait aimer, — j'entends le monde anglo-saxon, — chaque jour davantage, ce n'était rien moins, sous des formes délicieusement poétiques et avec tous les prestiges de l'émotion et du sentiment, que l'évangile national de la loi et de l'ordre.

Voici d'abord le sentiment de la nature. Il n'y a pas de poésie moderne qui ne l'exprime. Le romantisme lui doit une part, et non la moindre, de son originalité et de sa puissance. Les poètes romantiques se livrent sans réserve à la nature, s'y abandonnent jusqu'à s'y perdre, ou au contraire se reprennent et se révoltent, s'emportent contre elle et l'invectivent. Toujours les jouets de leur mobile humeur, ils maudissent aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier. Ils exècrent une indifférence qu'ils appelaient l'instant d'avant sérénité, et ce qui leur était tout à l'heure un réconfort leur semble maintenant une insulte. Les a-t-on assez souvent cités, ces vers si beaux?

> Mais la nature est là qui t'attend et qui t'aime :
> Plonge-toi dans son sein qu'elle t'ouvre toujours.
> Tout change autour de toi, la nature est la même,
> Et le même soleil se lève sur tes jours.

Mais comment oublier les autres, aussi beaux dans leur indignation et leur colère ?

Je roule sous mes pas sans voir et sans entendre
A côté des fourmis les populations;
Je ne distingue pas leur terrier de leur cendre;
J'ignore en les portant les noms des nations.
On me dit une mère et je suis une tombe;
Mon hiver prend vos morts comme son hécatombe,
Mon printemps ne sent pas vos adorations...

N'attendez point de Tennyson ces chants passionnés, ces transports extrêmes. La nature n'est que le décor et l'ornement de notre vie : elle s'y adapte, et l'homme ne cesse jamais de lui demeurer supérieur. Il en est le maître, sûr de ne trouver en elle que le reflet de ses pensées, l'écho de ses paroles. Nous avons relevé dans les premiers poèmes un sentiment purement esthétique de la nature, et nous l'avons vu se manifester par des finesses et des grâces qu'on appellera plus tard préraphaélites. Il s'humanise peu à peu, et les paysages ne sont plus guère colorés que par l'émotion dominante du poème. Peut-être cet accord est-il la conséquence d'une longue familiarité du poète avec la nature; entre elle et lui il s'est établi une harmonieuse correspondance; elle ne l'enivre pas, ne l'opprime pas; elle n'est pour lui ni mystérieuse, ni formidable. Au contraire, il admire ses grandes lois, il les trouve harmonieuses et belles; il estime que désordres, discordes et désastres viennent de les avoir violées. Confiant et charmé, il peut céder au prestige de la nature sans qu'elle le tyrannise jamais, sans qu'elle lui fasse oublier l'humanité.

Tennyson est largement, profondément humain. Peu de lyriques l'ont été, si je puis dire, avec autant d'étendue. L'homme, ses différens caractères, ses diverses conditions, les luttes, les labeurs et les rêves de l'homme, voilà le vaste domaine de sa poésie. Elle met en scène les enfans et les mères, les marins et les soldats, les paysans et les princes, le philosophe et l'ascète, le réformateur et l'artiste. Nombre de poèmes ont pour titre un nom propre et laissent parler un personnage. Mais ne nous y trompons pas : le personnage ici est un symbole, tout chargé du sens traditionnel et légendaire, un représentant connu et reconnu de la nature humaine, et dont le nom seul évoque telle de ses infortunes, de ses aspirations ou de ses aventures. Ulysse est le

besoin d'aller de l'avant et de braver la bataille de la vie; sir Galahad est la pureté virile comme la nonne de *Saint Agnès Eve* est la virginale pureté. Œnone est la femme abandonnée qui évoque sa disgrâce, maudit sa rivale et se lamente avec fureur sur sa propre destinée. Ce ne sont point tant des caractères particuliers, comme chez Browning, que des types généraux considérés précisément dans ce qu'ils ont d'universel. Ils sont moins destinés à intéresser notre curiosité qu'à éveiller notre émotion. Robert Browning est infiniment plus précis, plus riche, plus divers. Il dresse devant nous un milieu, une époque, une profession; il détaille ses analyses et pousse ses peintures; il y a en lui un psychologue, un historien, un érudit même, et un artiste. Tennyson est tout simplement un poète, un poète à qui rien d'humain n'est étranger, mais qui ne cherche dans l'humanité ni l'exceptionnel, ni l'étrange, et qui s'attache de préférence aux figures où elle se reconnaîtra.

Car il faut qu'elle se reconnaisse et que cette image lui inspire le respect de soi-même, le sens de sa destinée, le désir de réaliser l'équilibre des différens pouvoirs et la plénitude harmonieuse où se déploie la vie « quand l'esprit et l'âme, en parfait accord, — Font entendre leur musique ordinaire — Mais élargie. » C'est à cette inspiration qu'il convient de rattacher les poèmes d'amour de Tennyson. Taine, l'opposant à Musset, dénie toute intensité de passion, toute ardeur de sentiment au noble et calme poète anglais, qu'il voit toujours maître de lui et indifférent à tous ceux qui ne sont pas maîtres d'eux-mêmes. Il serait bien tenté de classer cette partie de son œuvre parmi les produits du puritanisme et des convenances sociales, d'y voir d'excellente littérature « victorienne, » bien faite pour la respectable « veuve de Windsor » et ses fidèles sujets, un chant à la louange des affections honnêtes, des longues fiançailles et des chastes fidélités. Sans doute, il y a de cela dans l'œuvre de Tennyson, et il ne serait pas, sans cette inspiration, le grand poète anglais qui eut la rare fortune de parler pour toute sa race pendant un demi-siècle. Ce n'est pas une raison pour oublier que *Maud* est un des plus ardens et, par endroits, un des plus enivrans poèmes d'amour de la littérature moderne, et que l'anathème de *Locksley Hall*, dans sa violence brutale, n'a jamais été dépassé. Indiquons seulement, — mais indiquons du moins, — ces deux notes extrêmes. Maud et le jeune homme qu'elle

aime sont séparés par la vie, en attendant que bientôt ils soient séparés par la mort. Tragique et fatal amour. Comme il était pourtant follement attendu !

Oh ! que la terre ferme — Ne manque pas sous mes pieds — Avant que ma vie n'ait trouvé — Ce que d'autres ont eu de si doux ; — Advienne alors que pourra, — Qu'importe si je deviens fou, — J'aurai eu mon jour.

Puisse durer le ciel si doux — Et ne pas se fermer ni s'assombrir sur moi — Avant que je ne sois tout à fait sûr — Qu'il y a quelqu'un à m'aimer ; — Advienne alors que pourra — A une vie qui a été si triste, — J'aurai eu mon jour (1).

Et après l'attente de l'amour, voici, quand la certitude est venue, l'attente de la bien-aimée. Il y a grande fête chez elle : il n'est pas invité, et, tandis que les ombres des danseurs passent derrière les vitres étincelantes, il rêve dans le jardin de Maud, lui qui est seul ce soir à ne pas la voir dans toute sa gloire, mais qui sait et qui se répète et qui répète à toutes les fleurs dans la divagation de son ivresse : Elle est mienne, pour toujours, à jamais. Elle va venir; la nuit a pâli ; voici l'aurore. Elle va venir. Elle vient...

Elle vient, ma colombe, ma chère ; — Elle vient, ma vie, mon destin ; — La rose rouge s'écrie : « Elle approche, elle approche ; » — La rose blanche pleure : « Elle tarde ; » — Le pied-d'alouette écoute : « J'entends ; » — Et le lys murmure : « J'attends. »

Elle vient, mon trésor, ma suave ; — Son pas fût-il toujours aussi aérien, — Mon cœur l'entendrait et battrait, — Fût-il terre dans un lit de terre ; — Ma poussière l'entendrait et battrait, — Fussé-je mort depuis un siècle ; — Elle tressaillirait et tremblerait sous ses pas, — Et refleurirait pourpre et rouge (2).

Encore n'est-ce là, pourrait-on dire, qu'un délicieux chant lyrique, un des plus embaumés, un des plus frémissans de la poésie anglaise. Mais la passion a-t-elle jamais laissé éclater plus de douleurs et d'amertume que dans cette plainte où se révèle la souffrance d'une blessure envenimée ?

O ma cousine au cœur sans foi, ô Amy qui étais mienne et qui ne l'es plus... Tu t'abaisseras de jour en jour à son niveau. Ce qui est raffiné en

(1) *Maud*, XI.
(2) *Ibid.*, XXII, x et xi.

toi se dégradera pour sympathiser avec la matière. Tel mari, telle femme. Tu t'es alliée à la vulgarité : elle sera comme un poids pour te courber vers la terre. Sitôt que sa passion aura épuisé sa première fougue, il te tiendra pour quelque chose d'un peu mieux que son chien, d'un peu plus cher que son cheval... Qu'est-ce là ? Ses yeux sont appesantis : ne pense pas qu'ils sont moites de vin ; approche-toi de lui, embrasse-le, prends sa main dans la tienne. Il se peut que monseigneur soit las, qu'il se soit trop fatigué l'esprit. Trouve pour le délasser tes plus fraîches fantaisies, fais jouer autour de lui tes plus légères pensées. Il répondra juste et net à la question, il répondra des choses faciles à comprendre... Mieux vaudrait que tu fusses morte devant moi, t'eussé-je tuée de ma main ; mieux vaudrait que toi et moi nous fussions sous terre, à l'abri des hontes du cœur, roulés dans les bras l'un de l'autre et silencieux dans un dernier embrassement.

Il suffit peut-être de ces deux exemples. D'autres montreraient, comme eux, que Tennyson fut capable des accens les plus passionnés. La vérité est qu'il se méfie de la passion, qu'il en a peur, qu'il s'efforce de la dominer et de la contenir. Il ne revient qu'une certaine place à l'amour dans un monde bien ordonné. Est-ce donc méconnaître son pouvoir que de redouter ses ravages ? Et sont-ils seuls à le ressentir, ceux qui lui abandonnent tout ? C'est une illusion romantique d'adorer dans l'amour je ne sais quel droit sacré, le droit suprême de l'individu, qui a tous les droits, et de bénir ses dévastations. Tennyson ne pouvait se complaire à cet invidualisme exaspéré. Nous le retrouvons devant l'amour, comme nous l'avons vu devant la nature, avec le sentiment de la loi et de l'ordre.

On voit combien il s'oppose, en même temps qu'à notre romantisme, aux Shelley, aux Byron, à ces poètes de la révolte dont l'Angleterre conservatrice et traditionaliste accueillit les chants avec une stupeur mêlée d'indignation et d'admiration Elle allait se reconnaître, au contraire, tout entière et pendant un demi-siècle, dans l'œuvre qui exprimait non plus ses explosions et ses représailles, mais les dispositions normales et habituelles de son âme.

IV

A mesure qu'il prend plus nettement conscience de lui-même et que son talent mûrit, Tennyson se plaît davantage à peindre la vie anglaise, à se faire l'interprète des sentimens anglais :

son œuvre devient plus locale à la fois et plus nationale.

Dès 1842, le titre d' « Idylles anglaises » apparaissait pour désigner ces scènes de la vie familière dont les unes, — les premières, — comme *la Fille du Jardinier* (1833), n'étaient guère qu'un exercice de poésie délicate et savante, et dont les autres, comme *la Fille du Meunier* ou *Dora*, déjà bien supérieure, rappellent encore étroitement Wordsworth, avec plus de souplesse, plus de cette intimité transfigurée par la poésie, de cette simplicité qui laisse une si forte impression de noblesse morale et de grand art. Mais c'est avec le volume de 1864, *Enoch Arden*, etc., que l'originalité du poète s'affirme tout entière. Elle s'est nourrie de la sève même du sol. Les poèmes en dialecte du Lincolnshire, ces poèmes que Tennyson aimait à lire à haute voix avec le « broad accent, » marquent le plus haut degré de précision dans le réalisme concret (1). Les autres, et parmi eux ce chef-d'œuvre populaire, *Enoch Arden*, atteignent à la perfection d'un art qui sait idéaliser, sans rien leur faire perdre de leur vérité, les figures les plus humbles et les situations les plus ordinaires. Annie, devenue grande, a dû choisir entre les deux garçons qui l'aimaient, ses deux compagnons de jeu : elle a épousé Enoch Arden, elle a laissé Philip avec son amour au cœur. Enoch, après des années de mariage, est parti au loin chercher fortune. Il n'est pas revenu. On le croit mort. La misère menace son foyer ; mais Philip veille. Discrètement, timidement, un jour il ose proposer à la mère de s'intéresser aux enfans, de payer pour eux les frais d'école, puisqu'il est riche et qu'il était un ami du père, et qu'il les aime parce qu'ils sont les enfans d'Annie. Elle hésite, elle permet enfin. Et peu à peu, le cœur fidèle de l'homme se reprend à espérer, le cœur désemparé de la femme cède à la noblesse de cette affection, au besoin d'un appui. Annie, après avoir longtemps résisté, enchaînée par sa dette, presque contrainte par l'opinion qui jugerait mal cette situation fausse, Annie se résigne à épouser Philip. Enoch revient. Sa maison est abandonnée et à vendre. Il entre à l'auberge où on ne le reconnaît pas ; il attend, il veut savoir. Dès les premiers jours, les bavardages de l'hôtesse lui rapportent, entre autres histoires, sa propre histoire : comment Annie est remariée, riche et heureuse. Meurtri, perdu, chancelant sous le poids de sa destinée, il

(1) *Northern Farmer. Old style. — Northern Farmer. New Style. — The Northern Cobbler. — Old Rod...*

va rôder dans le soir autour de la demeure de Philip; et voici le tableau qu'encadre la fenêtre claire :

Les tasses et l'argenterie, sur la table reluisante, étincelaient, car l'âtre flamboyait joyeusement. Et à la droite de l'âtre, il vit Philip, le prétendant dédaigné d'autrefois, vigoureux, le teint frais, avec son petit enfant sur ses genoux; derrière son second père, penchée vers lui, était une jeune fille, une autre Annie Lee, plus jeune, mais plus grande, blonde, élancée, et de sa main élevée en l'air elle balançait un bout de ruban et un anneau pour tenter l'enfant, qui étendait ses petits bras potelés, essayait de saisir le jouet, et le manquait toujours ; et tous riaient. Et à la gauche de l'âtre, il vit la mère qui regardait souvent du côté de son petit enfant, mais se tournait de temps à autre pour causer avec lui, son fils, qui se tenait auprès d'elle, grand et fort, et elle lui disait quelque chose qui lui faisait plaisir car il souriait.

Alors, simplement, stoïquement, Enoch décide et accomplit son silencieux sacrifice. Il se loge tout près, cherche des journées d'ouvrier et traîne une vie misérable que les tortures d'aujourd'hui, après les épreuves passées, auront tôt fait d'achever. Pas une plainte, pas une faiblesse ; mais quand il sent sa dernière heure venue, quand tout est consommé, quand il va disparaître, alors, pour alléger son agonie, il dépouille la lourde armure d'héroïsme qui a écrasé son âme douloureuse, son corps usé : il confie son secret à l'hôtesse et lui demande de faire voir mort à ses enfans le père qu'ils ne pouvaient revoir vivant, de leur dire, de dire à Annie qu'il n'a jamais cessé de les aimer.

Faut-il souligner les traits particulièrement anglais de ce poème? Je signalerais la fidélité obstinée de Philip, la force de ce sentiment capable de résignation et de durée, et qui peut persister sans s'exprimer, sans se satisfaire. Il faudrait remarquer surtout cette énergie muette, cette capacité de silence, cette abnégation taciturne. Et il convient d'insister enfin sur la manière même du poète, cette simplicité de ton presque prosaïque, d'où monte, émouvante et pure, comme de la très simple réalité des choses, la poésie. Oui, voilà du réalisme encore, mais combien différent de la vision des choses à laquelle nous avons donné ce nom! Guy de Maupassant a traité le sujet d'*Enoch Arden* dans un conte intitulé *le Retour*. On y retrouve la vigueur décidée de l'admirable écrivain, sa sûreté de touche. Rien de comparable à la grossièreté voulue, à la complaisante déformation, au déplaisant cynisme dont l'école a fait, sous des

vocables prétentieux, les principaux articles de son programme et qui sont restés les principaux instrumens de son succès. Pourtant, c'est bien le même esprit : nous reconnaissons cette sorte de délectation morose à découvrir l'aspect trivial des émotions les plus poignantes, l'envers mesquin des grandes choses, cette coquetterie d'indifférence à l'égard de l'humanité, — voire de dédain. Nos réalistes ne sont pas humains ; ils se piquent à tout le moins d'être impassibles, quand ils ne se flattent pas d'être cruels. Et il se dégage de leurs peintures une impression décourageante ; si l'homme devant elles se sent moins bon et moins fort, c'est pour eux comme un triomphe sur les « poncifs » de la « morale, » une affirmation de l'indépendance et de la suprématie de l'art. Le réalisme anglais a des caractères tout opposés : il ne s'approche de ses humbles modèles qu'avec respect et avec amour ; il cherche la vérité par la sympathie ; il illumine les âmes pour nous en mieux découvrir les profondeurs ; il repose sur cette conviction que le monde subsiste par ses vertus et que l'humanité a quelque chose d'auguste. Ce réalisme-là est celui de très grands romanciers comme les Brontë ou George Eliot. On conçoit qu'à la différence du nôtre, où la poésie n'a jamais eu rien à prendre, il ait trouvé son expression la plus haute chez un grand poète comme Tennyson.

L'Angleterre est, par excellence, le pays de l'esprit public et du sentiment national. Comment le poète qui représentait si éminemment les goûts, le caractère et le génie de son pays, n'aurait-il pas donné une expression poétique de cet esprit et de ce sentiment? Jamais la dignité de poète lauréat ne fut plus heureusement conférée. A partir de 1850, celui qui exprimait déjà la vie intime, l'âme individuelle de ses compatriotes, devient l'interprète désigné et officiel de leur conscience commune. Il parla pour eux dans les circonstances où un sentiment unanime cherchait les mots sur leurs lèvres. Avec la parfaite intuition de son rôle, qui le guida toujours, Tennyson reste indépendant de tous les partis politiques et se défend de prendre position, comme l'ont fait avant lui Dryden, Swift, Addison, voire Southey et Wordsworth. Le poète de la race, précisant et accentuant son caractère national, devient le poète de la patrie, et de la patrie tout entière, dans ce qu'elle a d'aspirations profondes et de sentimens universels. Par une rencontre heureuse et toute naturelle, il ne fut jamais plus ni mieux inspiré que dans les

poèmes où il exerçait sa fonction. Ils n'ont rien d'une poesie de commande. On les a beaucoup trop négligés dans les études françaises consacrées à Tennyson. Ils sont une part significative et durable de son œuvre.

En tête de ses œuvres se trouve, depuis l'édition de 1851, une dédicace *A la Reine :* c'était l'hommage du nouveau Lauréat. Il y exprime son profond respect pour la souveraine qui l'honora de cette dignité et de son amitié. La vénération s'élève au-dessus des formes artificielles d'un respect imposé. Elle unit au sentiment d'une destinée supérieure, d'une mission bénie, la confiance et l'amour :

Puissiez-vous nous gouverner longtemps, — et nous laisser des chefs de votre sang, — aussi nobles jusqu'au plus lointain des jours. — Puissent les enfans de nos enfans dire : — Elle fit à son peuple un bien durable ; — sa cour était pure, sa vie sereine ; — Dieu lui donna la paix ; la terre le repos ; — elle avait tous les titres au respect, — comme mère, comme épouse et comme reine ; — et des hommes d'État se rencontrèrent à son conseil — qui savaient le moment opportun de prendre — l'occasion par la main et de faire — les limites de la liberté plus larges encore — en élaborant quelque auguste décret, — qui maintînt son trône inébranlable — sur les larges bases de la volonté de son peuple — et derrière les remparts de la mer inviolée.

Le sentiment de fidélité prend dans ces vers un accent personnel qui atteste sa force héréditaire. Plus curieuse encore à cet égard est la lettre que Tennyson écrivait à Victoria après sa première visite :

« Chère et honorée Dame, ma Reine, — ... Je ne parlerai pas de « mon loyalisme » ni de « Votre Gracieuse Majesté, » car ce sont de vieilles banalités dont tous les courtisans ont usé et abusé ; mais je veux vous dire que, durant notre entretien, j'ai senti le contact de cette amitié vraie qui est un lien entre les êtres humains, rois ou savetiers... » Une sincérité si familière, loin de diminuer le respect, le fait plutôt participer à la noblesse des plus grands sentimens naturels, immerge en quelque sorte dans la vie même de l'individu le sentiment monarchique et lui donne une place intermédiaire entre les sentimens de famille et le sentiment religieux. Dès lors la poésie de Tennyson est mêlée à la vie de la souveraine ; elle apporte ses consolations aux heures douloureuses, ses paroles de joie dans les jours de fête. Elle est la voix de tous, plus sublime et plus pure ; elle exprime l'union

du peuple et de la Reine, et en même temps elle la resserre, car elle en fait une relation personnelle qui ne garde plus rien d'abstrait, un lien vivant, une « amitié » où l'ordre politique s'identifie à l'ordre naturel et humain.

En 1851, la mort du duc de Wellington offrit au Lauréat l'occasion de sa première grande manifestation publique. Il n'en devait point retrouver une pareille, et cette *Ode* reste le plus noble poème auquel ait jamais donné naissance cette fonction.

M. Henry van Dyke l'a entendu lire par l'auteur en août 1892, et son impression nous aide à mieux goûter le poème. Les deux premières strophes peuvent être regardées comme un prélude où l'on entend la rumeur confuse d'une multitude assemblée : ceux pour qui il a travaillé, ceux pour qui il a bataillé... Puis voici les premières mesures de la marche funèbre, lente, monotone, avec les lourds battemens marqués par la répétition d'une seule rime. La quatrième strophe est un intermède : le poète, regardant le cortège, revoit le héros tel qu'il avait coutume de se promener dans les rues de Londres et rappelle la simplicité et la force de son aspect et de son caractère. Le défilé continue. La musique est dominée par la sonnerie répétée de la grosse cloche de la cathédrale de Saint-Paul, puis par les décharges de mousqueterie quand le corps est porté dans l'église. La fin de la cinquième strophe s'ouvre, comme une avenue de chant, devant l'hymne des strophes VI, VII et VIII. Nelson s'éveille dans sa tombe et demande quel est celui qui vient reposer à côté de lui. La réponse éclate dans les chants de l'orgue et du chœur ; ils célèbrent les glorieux exploits du guerrier, l'homme d'État, sa conduite et ses conseils, le désintéressement de l'homme privé et l'intégrité de son caractère, puis s'éteignent dans une sorte de finale qui, comme une fugue, court de note en note sur le mot « honneur... » Un grand silence, et la neuvième strophe s'élève, calme solo où Tennyson entendait la voix d'une femme, une douce voix qui chante un chant de paix, d'amour et d'immortalité. Tendre et désolée d'abord, elle part d'un grand élan d'espérance, puis se fait solennelle et triste quand la tombe se ferme sur le cercueil, et termine dans le calme et la confiance, sur la victoire de la foi : « Ne parlez plus de sa renommée. — Déposez ici vos terrestres chimères — Et laissez-le dans la vaste cathédrale : — Que Dieu l'accepte, que Christ le reçoive. »

R. L. Stevenson pensait que cette *Ode* n'avait jamais été sur-

passée dans aucune langue ni aucun temps (1). L'art de Tennyson, dont notre analyse, soutenue par les impressions d'un auditeur du poète, ne peut donner qu'une faible idée, a revêtu d'une suprême beauté cette inspiration nationale. On en pourrait dire autant des poèmes qu'il a consacrés à l'armée (2), à la flotte (3) ou à l'Empire (4), et notamment du plus beau de tous, du plus digne d'être cité à côté de l'*Ode sur la mort du Duc de Wellington : Le Vengeur*, *Ballade de la flotte*, où est célébré l'héroïsme de sir Richard Grenville, le fameux marin du XVIe siècle. Il y a dans tous les détails un si tendre amour de la terre des aïeux, un si grand respect de toutes ses gloires, un si fidèle souvenir de tous ses serviteurs; l'inspiration reste toujours si loin du lieu commun patriotique, si près du sol et de la race; tout est si anglais : le sentiment, l'imagination, le tour d'esprit et l'accent des moindres paroles, que cette poésie résonne comme l'hymne même de la nation, capable de faire battre tous les cœurs et de contribuer à l'éducation de toutes les âmes.

V

A mesure que s'épanouissait et s'enrichissait son génie, Tennyson devait être naturellement conduit à en rapprocher et en fondre les divers élémens dans des œuvres plus vastes, où il donnerait la mesure de ses pouvoirs créateurs. Il s'était contenté de sentir et de rêver : il voulait imaginer et construire. Il allait tenter, à côté du chant lyrique, le poème narratif et le drame.

Son premier essai fut *La Princesse* (1847). Le poète n'était pas encore dans la pleine maturité de ses moyens. Le style est trop chargé d'ornemens, trop souvent figuré ou allégorique. Il y a trop de disparates, qui donnent à l'œuvre une bigarrure étrange. Sans doute l'Angleterre est moins sensible que nous à de tels défauts : son goût a moins de mesure, et son luxe moins de discrétion. Elle fut néanmoins un peu déconcertée par cette

(1) *Letters of R. L. S.* vol. I, p. 220.

(2) *The charge of the Light Brigade*, II, 225; — *The Defence of Lucknow*, VI, 138; — *Prologue to general Hamley*, VI, 305; — *The charge of the Heavy Brigade, at Balaclava*, VI, 307.

(3) *The Revenge : a Ballad of the Fleet*, VI, 96.

(4) *Hands all round*, II, 322, VI, 335; — *Opening of the Indian and Colonial Exhibition by the Queen*, VI, 345.

« macédoine » (1) de fantaisie et de pédagogie, d'épopée et de roman, de sérieux, de burlesque et de grâce, de satire et de rêve. C'est l'histoire d'une fille de Roi qui, prise d'un beau feu, rêve pour son sexe une émancipation poussée jusqu'à la rupture avec l'homme. Elle fonde dans ce dessein un collège de femmes tout à fait original. Mais l'entreprise est traversée par les efforts d'un prince amoureux, chevaleresque, légèrement ridicule, qui s'introduit avec une petite troupe sous un déguisement, la courtise en dépit des difficultés, est découvert, livre bataille aux défenseurs de la belle princesse, de ses compagnes et de ses chimères, et la conquiert finalement par la pitié qu'il lui inspire quand elle le voit blessé. Nous avons peine à imaginer un poète français combinant les spéculations de quelque haut traité de l'*Éducation des filles* avec la donnée des *Mousquetaires au couvent*. Tennyson a placé le tout dans le décor d'un moyen âge irréel, et il a écrit là-dessus une œuvre hétéroclite, ennuyeuse et charmante. Les dernières pages du poème s'élèvent jusqu'à une admirable sincérité et splendeur d'éloquence pour traduire la pensée du poète, toute de mesure et de raison. Peu à peu le lyrisme se dégage, avec toute sa puissance d'expression, personnelle et humaine : au-dessus du vain tumulte des idées, il affirme la vérité de la vie et de l'amour ; plus haut que les querelles et les systèmes, il fait entendre son chant :

— Ne blâme pas trop ton passé, lui dis-je, ne blâme pas trop les fils des hommes et leurs lois barbares : elles ont été les erreurs d'un monde encore grossier. A l'avenir, tu auras un compagnon pour t'aider dans ta tâche : tu le trouveras en moi, qui sais que la cause de la femme est celle de l'homme. Ensemble ils s'élèvent ou s'avilissent, rapetissés ou divins, esclaves ou libres. Celle qui sort du Léthé pour gravir avec l'homme les degrés resplendissans de la nature partage avec l'homme ses jours et ses nuits ; avec lui, elle marche à une même destinée. C'est elle qui tient dans sa main la jeune planète : si elle est de nature petite et mesquine, comment les hommes pourraient-ils grandir ? Mais renonce à travailler seule. Autant qu'il est en nous, nous travaillerons à deux, et elle ne sera pas seule à profiter de nos efforts, si nous l'aidons à se dégager des végétations parasites qui semblent la soutenir, et qui ne font que la courber vers la terre. Nous tâcherons de lui donner de l'espace, pour que tous les germes qu'elle porte en elle puissent s'épanouir, pour qu'elle s'appartienne à elle-même en pleine propriété, maîtresse de se donner ou de se refuser, de vivre, d'apprendre, et

(1) L'auteur appelle lui-même son poème « A Medley. »

d'être tout ce que comporte sa nature de femme; car la femme n'est pas un homme ébauché, mais un être différent : si nous la rendions semblable à l'homme, il faudrait voir mourir l'amour et ses suavités. Car cette harmonie n'est pas un même son répété : elle est l'accord de deux sons qui se ressemblent sans se confondre.

Avec le temps cependant et de longues années, le compagnon et la compagne sont destinés à se rapprocher de plus en plus. Lui, il croîtra en douceur et en élévation morale sans perdre les muscles qui se tendent pour lutter; de son côté, elle acquerra plus d'ampleur d'intelligence sans perdre ses instincts de mère, sans que la pensée étouffe en elle les grâces enfantines. Homme et femme toujours, ils iront s'unissant toujours davantage, jusqu'à ce qu'enfin elle s'adapte à lui comme une musique parfaite à de nobles paroles. C'est ainsi que côte à côte je les vois à l'horizon du temps, assis comme deux jumeaux dans la splendeur de leurs facultés, recueillant la moisson du passé et semant l'avenir, distincts dans leur individualité, se vénérant l'un l'autre, et se respectant eux-mêmes... Puissent ces espérances se réaliser!

Elle répondit en soupirant : — « J'ai bien peur qu'elles ne se réalisent pas. » — « A nous du moins de les symboliser dans notre propre vie, et que pour nous périsse cet orgueilleux mot d'égalité, puisque à lui seul chaque sexe n'est qu'à moitié lui-même, et que, dans toute véritable union, il n'y a plus d'égal, ni de supérieur : l'un apporte ce qui manque à l'autre, et tous deux, enveloppés l'un dans l'autre, pensant et voulant l'un dans l'autre, ils produisent à eux deux l'être unique et parfait, le cœur à deux battemens dont la palpitation fait la vie. »

Et soupirant de nouveau, elle reprit : — « Le même rêve que j'ai fait autrefois! Quelle femme a pu vous apprendre toutes ces choses (1)? »

Tout en travaillant à sa grande œuvre, *Les Idylles du Roi*, où une légende à la fois nationale et humaine mettait son génie sur la ligne même du génie de la race et lui offrait les plus beaux thèmes lyriques, Tennyson se tourna vers le drame. Il avait toujours aimé à mettre en scène des personnages, à représenter des situations et des caractères, et son lyrisme, nous l'avons dit, n'était pas, comme celui de nos romantiques, l'expression d'une individualité penchée sur elle-même et incapable de se détacher de sa propre contemplation. Mais il semble qu'à notre époque un grand poète ne puisse pas être un grand dramaturge. La poésie du XIXe siècle, — nous ne savons pas ce que sera celle du nôtre, — était à la fois trop intime, trop inquiète et trop haute. Elle avait à exprimer trop d'émotions et de pensées; elle était tourmentée par trop de problèmes. On la vit tour à tour rêveuse, méditative ou prophétique; elle puisa aux sources de

(1) *The Princess;* a Medley, IV.

la philosophie ou de la science; elle devint religieuse et sociale. Mais, sous toutes ces formes, elle demandait trop de recueillement pour prétendre aux suffrages d'une foule assemblée, avide de sensations agréables ou fortes, curieuse de péripéties, pressée de pleurer ou de rire, et exigeant enfin qu'on lui fît oublier ses préoccupations habituelles plutôt que de l'y entretenir et de l'y enfoncer.

Tennyson n'en conçut pas moins un grand dessein, celui d'évoquer, sinon sur les planches mêmes, du moins sur la scène idéale de son imagination, le passé de sa patrie aux momens les plus décisifs. A tout ce qui revivait en lui de Spenser et de Milton, comment n'aurait-il pas rêvé d'ajouter un peu de Shakspeare? Ses trois grands drames historiques sont comme trois actes de la destinée de l'Angleterre. *Harold* nous fait assister au grand conflit entre les Danois, les Saxons et les Normands: peuple et clergé anglais s'éveillent de leur sommeil, et l'on prévoit la grandeur de cette race composite. Dans *Becket*, c'est la lutte entre l'Église et la Couronne, une lutte qui continua pendant des siècles. Avec *Queen Mary*, nous voyons la chute finale du catholicisme en Angleterre et l'aurore d'un âge nouveau, l'âge de l'anglicanisme et du non-conformisme. Et à côté des personnages illustres qui s'agitent au premier plan de l'histoire, Tennyson a voulu esquisser dans *Les Forestiers* la condition du peuple à une autre période décisive de la formation de l'Angleterre, quand les barons se mirent du côté du peuple et lui conquirent la Grande Charte (1). Un des spectateurs de la pièce en Amérique, où elle fut représentée avec succès (2), l'éminent critique shakspearien, M. Horace Furness de Philadelphie, en donne cette impression: «... L'atmosphère est si réelle et nous nous y faisons si complètement, que, tout Américains que nous soyons, nous sommes tout prêts à chanter en cœur: *Il n'y a pas de terre comme l'Angleterre* et *Il n'y a pas de femmes comme les Anglaises*. Oui, pensez-y bien, ce chant a été bissé. Ce fut charmant, charmant du commencement à la fin... Je me réjouis, je l'avoue, d'une telle preuve qu'il y aura toujours un public pour ce qui est beau et bon, et que la pièce française à effet, nouvelle manière, n'est pas ce qui nous convient (3). »

(1) *Notes to Queen Mary*, VIII.
(2) Au théâtre d'Augustin Daly.
(3) *Notes on the Foresters*, by the editor, IX.

Mais ces pièces anglaises, essentiellement anglaises, convenaient-elles davantage? Irving déclarait que *Becket* était un des trois plus grands succès de sa direction au *Lyceum*. Il est vrai qu'il l'avait adaptée pour le théâtre. Malgré le nom glorieux de l'auteur, *Queen Mary* ne tint l'affiche que trois semaines. *Harold* n'a pas, croyons-nous, été joué. A dire vrai, ce sont moins de véritables drames, avec intrigue, progression de l'intérêt, concentration des élémens autour d'une « crise, » que de grandioses tableaux où se détachent des figures historiques, reconstruites avec le plus grand soin, pièce à pièce, selon toutes les ressources de l'analyse soutenue par l'imagination. Après la publication de son premier drame, George Eliot et Browning pressèrent Tennyson d'en écrire d'autres. Ils avaient raison, et sans doute ne se préoccupaient-ils point de ce qui en pourrait advenir sur les planches. Ils y trouvaient un autre intérêt, et, en effet, en composant ces grandes pièces, Tennyson n'a pas seulement voulu répondre à ceux qui lui reprochaient de manquer de force, de ne pouvoir dépasser la poésie gracieuse, il n'a pas seulement obéi au noble désir de tenter à son tour un effort pour remettre en honneur un genre national et relever le théâtre anglais de sa déchéance : il a surtout suivi l'inspiration de son génie, et il est resté un très grand poète.

Mais c'est à la poésie narrative qu'il faut revenir pour trouver l'imagination de Tennyson dans son domaine et lui voir épanouir pleinement ses plus beaux dons. Les *Idylles du Roi* furent, on peut le dire, le grand dessein du poète. Il en composa d'abord le dernier tableau, comme un poème se présente souvent par son dernier vers, et, dès 1834, il écrivait, d'après le vieux Malory, *Mort d'Arthur*, qui parut dans le recueil de 1842. Mais ce ne fut qu'en 1855 qu'il se décida sur la forme définitive de l'œuvre, et en 1859 qu'il en publia la première portion : *Enid, Vivien, Elain, Guinevere*. L'ensemble n'est achevé qu'en 1889. Cinquante-cinq ans! Encore faudrait-il peut-être remonter plus haut, jusqu'aux années 1830 et 1832, où il touchait pour la première fois aux légendes arthuriennes avec *The lady of Shalott, Sir Launcelot and Queen Guinevere, Sir Galahad*. Le thème que Tennyson appelait « le plus grand de tous les sujets poétiques » ne cessa donc de l'obséder. L'œuvre qu'il lui a inspirée embrasse et résume toute son activité poétique; elle représente son plus grand effort, elle reste la plus ample de ses réalisations. C'est un merveilleux

sujet, en effet, et qui semblait fait pour lui. Il sert à la fois les goûts du poète, sa pensée et son rôle. L'imagination peut se donner carrière dans ce domaine quasi féerique où la poésie des vieux contes accepte et appelle toutes les merveilles. De plus, comme tous les sujets ainsi élargis, et mieux encore, — grâce à la signification profonde de ces vieux mythes : la Quête du Graal et le Retour d'Arthur, — celui-ci est prêt à recevoir les significations les plus vastes, à revêtir le plus ample symbolisme. Il évoque toute une société dont les héros agrandis, éclairés et comme transfigurés par l'idée poétique, peuvent personnifier toutes les forces matérielles et morales. Il propose au poète un héros de sa propre patrie et lui permet de donner en poésie ses propres vues sur l'établissement ou la chute d'un royaume. Enfin cette évocation a pour décor la vieille île bien-aimée, la terre des ancêtres, pour décors ses paysages, pour horizon « la mer inviolée » qui l'isole et la défend. On mesure aisément ce qu'une telle œuvre a de national. Tennyson ne parcourt pas les âges, comme l'auteur de la *Légende des Siècles*, en quête de tableaux où se reflètent les civilisations les plus diverses. Son inspiration s'enroule autour d'une tige unique, profondément enracinée dans le sol du pays. Il ne s'est pas non plus proposé de faire revivre une époque disparue, d'en donner, si l'on peut dire, la sensation au lecteur, ou tout au moins d'y réaliser la vision qu'il en a : cette matière tant de fois remaniée, il en dispose librement à son tour ; il prête à ses personnages les sentimens et les pensées de ses contemporains. Ainsi en avait-on usé avant lui. Arthur et ses chevaliers appartiennent au VIe siècle. Mais Robert Wace et Chrestien de Troyes en firent des personnages du XIIe siècle, et, chez sir Thomas Malory, ils deviennent des contemporains d'Édouard IV. Tennyson, comme tous les poètes épiques, comme Homère, comme Virgile, comme Dante, comme Milton, fait servir à l'expression des idées de son temps les héros et les événemens de son poème.

Il nous a dit lui-même comment il fallait l'entendre. Ce n'est pas un morceau d'histoire en vers, ni un essai pour refaire le récit de Malory ou de Geoffrey de Monmouth, mais un conte « neuf et vieux, où les Sens combattent avec l'Ame. » Chez le Roi, la victoire reste à l'âme : il est toujours fidèle à son noble idéal. Chez le preux chevalier Lancelot et la reine Geniévre, le conflit est incertain : la nature inférieure les détourne, ils ne

sont pas fidèles à leurs promesses et à leurs engagemens. Au-dessous de ces personnages, il y en a de plus vils, en qui les sens l'emportent. Vivien, Ettarre, Tristan, Modred, gouvernés par la nature inférieure, sont volontairement faux en toutes choses. La méchanceté de ces derniers, la faiblesse des autres, ruinent la noble institution de la Table Ronde, le beau rêve d'Arthur. Mais Arthur lui-même triomphe jusque dans la mort, par la force inébranlable de sa foi.

Chacune des *Idylles* reproduit en réduction ce même combat entre les Sens et l'Ame. Arrêtons-nous un instant à la dernière, la *Disparition d'Arthur*. Elle est la suprême expression de l'idée qui domine toutes les autres pièces. Dans l'ordre logique, elle termine l'œuvre. En réalité, c'est par elle que Tennyson avait commencé. Ce poème n'est, en effet, que la réimpression de la *Mort d'Arthur*. Le poète y a ajouté 169 vers au commencement et 30 à la fin. Oui, la voilà bien, l'antique lutte, la lutte éternelle. Elle est figurée ici, d'abord par la grande bataille où les forces du mal et du désordre, sous Modred, combattent contre Arthur et ses loyaux chevaliers. Elle est figurée une seconde fois en sir Bedivere, le dernier de la Table Ronde, à qui Arthur ordonne de jeter son épée Excalibur dans le lac d'où elle était sortie jadis par magie. Bedivere, tenté par la beauté de la garde enrichie de pierreries, ne peut se résoudre au sacrifice : son amour du trésor l'emporte sur sa fidélité, et il cache l'épée dans les roseaux. Mais Arthur découvre sa désobéissance et lui impose enfin sa volonté. La même lutte est figurée une troisième fois dans la conversation entre le Roi mourant et celui qui l'a suivi le dernier, quand la barque noire apparaît sur le lac pour emporter Arthur. Bedivere est un brave homme, franc et loyal, mais il n'a pas la force d'âme nécessaire pour résister aux grands désastres qui ont renversé le royaume. Il juge avec les sens. Le vieux temps est mort à jamais : point d'autre perspective à ses yeux que le chagrin et un monde où tout est ténèbres. La foi d'Arthur et son espérance le soutiennent encore : il juge avec l'âme. L'ordre ancien a disparu, mais un ordre nouveau paraîtra, car Dieu a bien des manières de s'accomplir. Le Roi ne se sent point abandonné ni perdu : il lui reste encore la prière. « On fait plus de choses avec la prière que ce monde n'en peut rêver. » Il lui reste la vision d'un lieu de repos et de guérison dans l'île d'Avalon. C'est ainsi que la barque l'emporte, sur l'eau brillante,

vers l'invisible, au bruit lointain d'une musique victorieuse, « comme si une magnifique cité, tout d'une voix, acclamait un roi qui revient de ses guerres. »

Mais il ne faudrait pas réduire la richesse et la variété des *Idylles* aux limites de cette signification. Sans doute Tennyson l'a voulu mettre dans son poème ; il y a mis beaucoup d'autres choses encore. On pourrait dire de sa poésie ce qu'un héros de Shakspeare disait du ciel et de la terre : c'est un champ plus vaste que celui de notre philosophie. Ils comprennent bien mal les poètes en général, les poètes anglais en particulier, ceux qui, au lieu de leur abandonner toute leur âme, leur demandent des conceptions abstraites, traduisibles en formules. Tennyson leur a répondu lui-même ; il l'a déclaré aux plus scrupuleux de ses exégètes : « Je déteste être astreint à dire : Ceci signifie cela, — parce que la pensée revêtue d'une image déborde infiniment toute interprétation (1). » Croyez-en donc, plutôt que votre faculté raisonnante, les correspondances complexes, éveillées dans les profondeurs de l'être, entre l'intelligence, l'imagination et le sentiment; écoutez les accords de cette musique intérieure : les voiles de l'entendement se déchireront comme un brouillard qui se lève; tous vos sens seront charmés, et l'esprit plus léger, plus subtil et plus pur, avancera derrière le poète dans la lumière...

Est-il besoin de conclure, après ce qui précède, que les *Idylles du Roi* ne sont pas proprement une épopée? L'unité d'inspiration, suffisante à en assurer la grandeur et la beauté, ne saurait remplacer l'unité de sujet, sans laquelle il n'y a pas de poème épique. Le ton même n'est pas celui de l'épopée. Tennyson hésita longtemps sur la forme qu'il donnerait à son œuvre. Il songea même un instant, avant 1840, à un « masque musical, » comme en avaient écrit, sous les Tudors et les deux premiers Stuarts, Ben Jonson, Campion, Browne, Milton. Son fils a retrouvé dans ses manuscrits l'esquisse d'un scénario en cinq actes. Il devait finir par rencontrer la forme qui lui convenait, celle du récit lyrique. Son beau-frère, Edmund Lushington, les appelait ingénieusement *Epylls of the King;* il avait forgé, pour les désigner, un diminutif avec le radical du mot « épopée » et la terminaison du mot « idylle. » On conçoit que Tennyson ait

(1) V, 44.

reculé devant ce barbarisme. Son titre est délicieux et, à l'examiner de plus près, il n'est pas infidèle. Nous avons attaché au terme idylle une idée d'innocence et de « bergerie, » — on pourrait dire, hélas! de fadeur, — qu'il n'a point à l'origine et qui ne lui convient qu'incidemment. Oublions-nous *La Magicienne* de Théocrite, ce monologue ardent d'une amoureuse, et les *Dioscures*, l'*Épithalame d'Hélène*, l'*Héraclès tueur du lion*, l'*Héraclès enfant*, tous ces morceaux épiques et mythologiques, auxquels il faudrait joindre, pour mesurer l'étendue et la variété du genre, *les Syracusaines*, cette charmante comédie? Pourquoi le même nom d'idylles ne conviendrait-il pas à ces beaux épisodes, à ces scènes détachées, à ces tableaux gracieux, colorés ou pathétiques, choisis par le poète dans la plus merveilleuse et la plus riche des légendes nationales, la Légende de la Table Ronde? Et n'est-il pas juste que nous pensions aussitôt à une fraîcheur, à une vivacité, à une perfection renouvelées de l'antique, devant ce génie pourtant si anglais, auquel notre mémoire française serait tentée d'associer les noms de Chénier et de Mistral?

VI

A travers ces manifestations diverses, le génie de Tennyson n'avait peut-être pas trouvé sa suprême expression. Il est une petite partie de son œuvre, une poignée de poèmes immortels, où sa profonde humanité se suffit à elle-même et n'emprunte plus rien ni aux ornemens de l'art, ni aux lumières de la pensée, ni au sens de la vie nationale, individuelle ou collective, ni aux prestiges de l'imagination : elle comble sa mesure et se révèle tout entière dans le plus simple et le plus émouvant pathétique. Pareillement, son lyrisme, dégagé de tout élément adventice, monte au ciel comme une flamme pure, comme un immatériel parfum. Tennyson dépasse alors son temps, son pays, et s'égale dans l'absolu aux plus divins poètes de tous les pays et de tous les temps.

Pour voir jusqu'où peut aller son pathétique, il faut lire *Rizpah* et *A l'hôpital des enfans*. Swinburne disait que, si toutes les autres œuvres de l'auteur étaient détruites, *Rizpah* suffirait à le placer parmi les premiers poètes du monde. C'est la lamentation d'une mère, d'une pauvre vieille femme dont le fils a été

pendu pour brigandage. Elle raconte elle-même, — à quelque charitable bienfaitrice qui vient adoucir ses derniers jours, — elle rapporte dans son simple langage, prolixe et comme tremblant des émotions de son âme, tout coupé d'interrogations et d'exclamations, comment le dernier cri de son enfant continuait de retentir à ses oreilles. « Mère ! ô mère ! » Le geôlier l'avait jetée dehors et le jeune homme avait été attaché si haut « que tous les navires du monde pouvaient le dévisager en passant. » Et elle entendait toujours le cri ; on eut beau l'enfermer, l'attacher sur son lit, la battre :

« Vous comprenez que je ne pouvais pas ne pas entendre ; et à la fin on trouva que j'étais devenue si stupide, si paisible, qu'on me remit dehors ; mais ils avaient fait ce qu'ils voulaient.

« La chair de ma chair était partie, mais il restait les os de mes os ; je les dérobai aux gens de loi. — Dites : appellerez-vous cela un vol ? — Mon bébé, les os qui ont sucé ma poitrine, les os que j'ai vus rire et pleurer — à eux ? Oh ! non, ils sont à moi, non pas à eux ; ils ont remué dans mon flanc... »

Elle a donc attendu les nuits de vent et de pluie, les nuits d'orage ; elle est sortie dans la rafale quand personne ne pouvait la voir ; elle a ramassé un à un chaque ossement tombé ; elle a baisé ces débris, ces reliques : elle les a ensevelis en terre sainte, pas bien profond, car ses vieilles mains ne peuvent pas creuser beaucoup le sol. Maintenant, elle est plus tranquille : son Willy pourra se lever tout entier quand sonnera la trompette du Jugement. Elle a confiance : elle a vu dans sa Bible que « le Seigneur est plein de compassion et de miséricorde. Oui, oh ! oui ; et si l'homme de loi n'est venu au monde que pour mettre à mort, le Sauveur ne vit que pour bénir. » Sa foi la soutient maintenant. Élection, Réprobation, tout cela est très bien, mais elle n'a pas peur de trouver son fils en enfer. « J'ai pris tant de souci de mon enfant que le Seigneur a regardé dans mon souci, et il me fait entendre que je suis sûre d'être heureuse avec Willy, je ne sais pas où. » Qu'on ne lui dise pas qu'il est perdu et qu'elle doit penser à son propre salut : s'il est perdu, lui, que lui importe son âme à elle ? Un peu plus, elle s'indignerait : « Vous n'avez jamais porté un enfant, vous êtes juste aussi dure qu'une pierre. » Comme tout cela est humain, d'une humanité poignante ! La voilà qui se reprend : « Madame, je vous demande pardon ! Je pense que vous parlez pour mon bien ; mais je ne puis entendre

ce que vous dites : le vent m'apporte la voix de mon Willy. » Cette voix vient de l'église maintenant, et non plus du gibet... Il appelle toujours sa mère qui a consommé sa destinée... Elle vient, puisqu'il appelle (1).

Jamais la poésie n'a épuisé plus complètement un sentiment ni pénétré plus avant dans le cœur humain pour en montrer à nu les dernières fibres. Jamais le poète n'a mieux réussi à s'oublier et à disparaître devant la réalité de la vie et de l'amour. Ce n'est plus Tennyson que nous entendons : c'est la tendresse désolée et triomphante d'une mère. L'idée fixe a envahi cette pauvre vieille tête. Radotage et folie, si vous voulez, pour ceux qui la regardent du dehors ; mais la vision intérieure est d'une vérité souveraine. Chaque pensée, chaque parole est ce qu'elle peut être, ce qu'elle doit être ; et, par un miracle du génie, ce langage si simple est immortel.

Lisez *A l'hôpital des enfans :* c'est un chef-d'œuvre du même ordre. Comme pour le précédent, l'auteur n'a pris l'idée ni dans son imagination, ni dans des fictions antérieures. La littérature n'a rien fourni : tout appartient à la vie. Le sujet de *Rizpah* est tiré d'un écho du journal *Old Brighton* qui contait cette histoire de la fin du XVIIIe siècle. L'autre pièce est écrite sur un fait rapporté à Tennyson par miss Gladstone, la fille de l'homme d'État. Il est curieux de rapprocher les deux poèmes parce qu'ils montrent la largeur de sympathie du grand poète, qui embrasse tous les âges, qui fait parler avec une égale vérité la vieillesse et l'enfance. La petite Emmie, sur son lit d'hôpital, a entendu le vieux docteur pitoyable dire à l'infirmière qu'il l'opérerait le lendemain, mais que sans doute, hélas ! elle n'en réchapperait pas. Que faire alors ? Elle le demande à sa voisine Annie. Annie lui conseille d'appeler à son aide le seigneur Jésus, car c'est écrit en toutes lettres sur l'image, là : « Laissez venir à moi les petits enfans. » « Oui, dit Emmie, mais si je l'appelle, comment saura-t-il que c'est moi ? Il y a tant de lits dans cette salle ! » — En effet, c'était un problème. Annie réfléchit, et dit enfin : « Emmie, vous laisserez vos bras hors du lit et vous direz au Seigneur : C'est la petite fille qui a sorti ses bras sur la couverture. » Le lendemain, quand le docteur arriva avec ses instrumens de torture, le Seigneur des petits enfans l'avait entendue et elle était morte (2).

(1) *Rizpah*, VI. 78.
(2) *In the Children's Hospital : Emmie*, VI, 129.

Ces pièces appartiennent à la vieillesse du poète. A sa vieillesse aussi, celles où il atteint au plus pur lyrisme, où s'exhale cette musique intérieure, cette harmonie d'une âme qui a triomphé de toutes les discordances de la vie. C'est la plénitude de sa poésie; c'est, si l'on peut dire, sa poésie à l'état pur. Il semble qu'elle se soit cherchée à travers les raffinemens de l'art, dégagée à travers les interprétations sincères du réalisme, les combinaisons de l'imagination ; elle a tout animé, tout pénétré, tout transfiguré ; et maintenant, elle est libre, victorieuse, comme affranchie de sa matière et réalisée dans son essence. C'est donc en même temps la perfection suprême de son art. Déjà Tennyson l'avait atteinte chaque fois que l'éther subtil où baignent ses vers, consumant toute leur substance, spiritualisait assez les mots et les rythmes pour les rendre en quelque sorte transparens à l'émotion ou à la pensée. Ces beautés se multiplient dans *In memoriam*, où l'art du poète en arrive à s'effacer, afin d'éviter tout ce qui ressemblerait à un artifice : Mieux vaut mourir que d'oublier, « car vivre davantage alors, ce n'est plus vivre : »

In more of life true life no more.

« Mieux vaut avoir perdu l'objet de son amour que n'avoir pas aimé : »

Tis better to have loved and lost
Than never to have loved at all.

Et quelle simplicité encore dans ces émouvantes paroles, un soir que la peine est trop forte, et que, malgré l'effort pour espérer, la volonté de croire, le cœur trop pesant retombe avec un cri :

Considérez que nous ne savons rien ; — Je ne puis qu'espérer dans l'avenir meilleur ; — Tout sera bien, plus tard, peut-être, un jour lointain ; — Et, chaque hiver passé, reviendra le printemps. — Ainsi je vais rêvant, mais que suis-je ? — Un enfant criant dans la nuit, — Un enfant criant après la lumière, — Et qui a tout dit quand il a crié.

Il faudrait lire enfin, pour mesurer la maîtrise, la sûreté du poète, cette admirable pièce CVI, ce carillon de Noël :

Ring out, wild bells, to the wild sky.

A peine en pouvons-nous indiquer ici le thème et le mouvement. O cloches qui sonnez, dit le poète, apportez, emportez...

Emportez avec la vieille année tous nos torts, tous nos tourmens, toutes nos fautes; emportez ma douleur et mes chants désolés; ô cloches, apportez avec l'année nouvelle tout ce qui est un bien pour les hommes, l'amour de la vérité et la vérité de l'amour. Sonnez cloches, sonnez l'avènement du Christ. — Rien ne peut donner, en français, l'impression de ce bourdonnement rythmé qui remplit nos oreilles : « ring out, — ring in, — ring out, — ring in..., » de ce va-et-vient sonore dont chaque battement est une bénédiction, par ce qu'il apporte, par ce qu'il emporte...

A mesure qu'il avançait dans la vie et dans son art, Tennyson excellait davantage dans une poésie tout immatérielle qui a réduit au minimum la part des mots et s'est faite évocatrice. Il donna alors « ces bijoux de cinq paroles qui brilleront à jamais au doigt du temps. » Ils sont, en effet, d'une substance incorruptible, ces diamans d'une eau si pure qui défient toutes les destructions. Ils concentrent en eux les richesses du sentiment et de la pensée; ils y ajoutent le miracle d'un art poussé au point où il s'anéantit lui-même. On conçoit que cette partie de l'œuvre de Tennyson soit celle dont il est le plus difficile de donner l'idée par des traductions. Que resterait-il par exemple de ce petit chef-d'œuvre intitulé *La Grive* (1)? Comment rendre dans notre langue le vers exquis où palpitent ces syllabes si douces dont chacune est un mot qui désigne une des merveilles du printemps : *light*, *leaf*, *life*, *love?* Le poète ne les a pas choisis seulement pour leur sens, mais pour leur son, pour ce qu'ils ont d'ailé, pour tout ce qu'ils évoquent, à côté de tout ce qu'ils disent. Dites à la place : lumière, feuille, vie, amour : le charme est évanoui. Et de même, quand l'oiseau gazouille : *new*, *new*, *new*, *new*, que nous sert d'écrire : nouveau, nouveau, nouveau? Il faut donc se résigner à laisser de tels vers dans le texte. Peut-être restera-t-il davantage de cette pièce d'anthologie :

LE CHÊNE

Vis ta vie, — Jeune et vieux, — Comme ce chêne, — Brillant au printemps, — Or vivant;

Richesses d'été — Ensuite ; et ensuite — Automne changeant, — teintes atténuées, — Or encore ;

Toutes ses feuilles, — Tombées enfin, — Vois, il se tient, — Tronc et ramure, — Force nue (2).

(1) *The Thrush*, VII, 121.
(2) *The Oak*, VII, 122.

Le poète avait quatre-vingts ans. Et à quatre-vingt-un ans, un jour qu'il franchissait le Solent, sa vieillesse sereine exhala ce chant du cygne sur lequel il demanda que se ferment toutes les éditions de ses œuvres, ce chant que toute l'Angleterre répéta après qu'il eut retenti sous les voûtes de Westminster aux funérailles du poète, et dont elle a fait un cantique :

EN FRANCHISSANT LA BARRE

Soleil couchant, étoile du soir ! — J'entends un clair appel. — Puisse la barre ne point gémir, — Le moment venu de mettre à la mer !

Mais que le flot sommeille après la marée haute, — Sans écume et sans bruit, — Lorsque ce qui sortit des profondeurs sans bornes, — Y reviendra, l'exil fini.

Crépuscule et cloche du soir, — Et puis après, la nuit !... — Puisse l'adieu ne pas connaître la tristesse, — Lorsque j'embarquerai ;

Car au delà du Temps, au delà de l'Espace, — Si loin que m'emportent les flots, — Je verrai mon pilote face à face, — Lorsque j'aurai franchi la barre aux larges eaux (1).

VIII

Tel est le dernier terme de la poésie de Tennyson. Des raffinemens esthétiques où elle se cherche, au pur lyrisme où elle s'achève, il y a une marche naturelle et un progrès continu. Nous avons essayé de le rendre sensible et d'en marquer les phases. Cette œuvre est vraiment un chant. L'auteur est vraiment un poète et n'est qu'un poète. Avec moins de curiosité intellectuelle que Browning, il a plus de sympathie et d'émotion ; avec moins de morale que Wordsworth, il a plus de curiosité ; avec moins de ferveur artistique que Keats, il a plus de vie morale. Dans une conclusion fameuse, Taine, qui a beaucoup simplifié Tennyson, l'opposait à Musset. Contraste absolu, en effet. Si au contraire nous lui cherchions des analogies avec nos poètes, il faudrait mentionner plus d'un nom. Nous avons déjà cité Chénier qu'il nous rappelait par son amour des sujets antiques, des vieux thèmes de la littérature grecque. D'autres poèmes nous rappelleraient le Hugo des *Orientales*, le Vigny du *Cor* ou de *La Fille de Jephté;* d'autres encore, le Lamartine du *Dernier chant de Childe Harold*, de *La mort de Socrate* et de *Jocelyn*.

(1) *Crossing the Bar*, VII, 193.

Enoch Arden est une nouvelle en vers où M. Augustin Filon, il le disait excellemment ici même, se plaît à trouver, non pas comme dans nos romans dits réalistes ou naturalistes, l'odeur du peuple, mais son parfum comme dans *Geneviève*. J'ai pensé encore quelquefois, en lisant *In memoriam* par exemple, à l'analyse précise, à la délicatesse savante, à l'élévation morale de notre Sully Prudhomme, à son effort aussi, d'autres fois, pour faire passer la philosophie et même la science dans le domaine de la poésie. Et beaucoup de vers enfin, beaucoup de poèmes, ont évoqué le souvenir de quelques-uns des meilleurs entre les plus nobles ou les plus tendres de nos *poetæ minores :* un Laprade ou un Brizeux.

Mais, si divers que soient les accens de son génie, — et on lui a reproché qu'ils le fussent trop, — ils ne font jamais entendre qu'une seule voix : une voix anglaise. Son élargissement indéfini réussit à embrasser tout entière la tradition poétique de la race. On trouve dans son œuvre des échos de tous les chants qui ont exprimé avant lui le rêve de l'Angleterre, et durant les soixante-cinq années qu'a remplies la composition de cette œuvre, il y recueille toutes les pensées, toutes les aspirations, tous les sentimens, tout les souvenirs qui passent dans l'âme de son pays. Ses compatriotes se sont accoutumés à l'entendre parler pour eux, et ils lui ont emprunté ses paroles; il s'est établi entre eux et lui une communion entière; ses vers sont venus chanter sur toutes les lèvres; il a été le poète de son temps et de sa race, le poète national, le poète officiel, comblé de gloire et tendrement aimé. Et cette œuvre, aussi anglaise que celle d'un Kipling, n'en garde pas moins une valeur universelle et humaine. La poésie de Tennyson, à force de sympathie, pénètre jusqu'à ces profondeurs de la vie intérieure où s'effacent les différences locales et les particularités. Cette « musique tennysonienne, » qui a enchanté l'Angleterre, nous perdrions tous à ne pas l'entendre.

L'humanité demande à ses représentans les plus parfaits de l'aider à vivre. Qui nous fera aimer notre tâche, si ce n'est eux? Qui nous donnera la force, et la foi, et l'espoir? Parlez-nous donc de la vie; parlez-nous de nos labeurs et de nos peines, parlez-nous de nos frères, et de nous-mêmes. Soyez vrais : il faut que nous reconnaissions ces réalités dans vos paroles. Mais il

faut que dans vos paroles elles soient toutes pénétrées de lumière, transparentes et « glorieuses. » Faites ce miracle... Devant son rayonnement, les défauts de votre œuvre disparaîtront. Ils tomberont comme une dépouille dont le corps sortirait plus jeune et plus brillant. Il s'agissait ici de comprendre la grandeur de Tennyson : elle ne s'explique point par ses faiblesses. Oui, la parure est trop chargée : n'y attachez pas vos yeux ; oui, le sens de la beauté tourne parfois au dilettantisme : voyez-y plutôt un effort de l'âme qui veut s'ouvrir davantage et s'assimiler toutes les richesses de l'art ; oui, l'élégance est parfois trop soignée, mais elle trahit tant de respect de soi-même et des autres ; oui, nous sentons ici ou là quelque froideur, mais elle cache tant de gravité...

Un critique illustre écrivait un jour d'un romancier fameux : « Il est de ces malheureux dont on peut dire qu'il vaudrait mieux qu'ils n'eussent pas vécu. » On ne saurait mieux résumer l'impression laissée par une lecture de Tennyson qu'en disant de lui tout le contraire. Il a lentement composé, dans les nobles loisirs d'une belle vie, une œuvre de vraie poésie, une œuvre de vérité, de respect et d'amour. Il a été un grand poète, — national et humain. Pour sa patrie et pour le monde, il vaut mieux qu'il ait vécu.

FIRMIN ROZ.

LA JEUNESSE D'UNE FEMME CÉLÈBRE

MADAME DE GENLIS

C'est une bien extraordinaire et divertissante histoire que celle d'Étiennette-Félicie Ducrest, comtesse de Genlis. Adulée autant que haïe, portée aux nues par les uns, décriée, ridiculisée et peut-être, — qui sait? — calomniée par les autres, elle est, dans toute l'acception du terme, une femme célèbre. Jamais elle ne connut la douceur tranquille du foyer. A tout, elle préféra la renommée : ce ne fut point sans y laisser sa réputation. Du règne de Louis XV à l'avènement de Louis-Philippe, elle vit sans s'étonner dix formes de gouvernement successives et s'assouplit à toutes. Mêlée aux sociétés les plus diverses, elle connut les plus diverses fortunes. Active prodigieusement, elle ne s'arrête devant aucune ambition, ne recule devant aucune singularité. Intrigues de jolie femme, allures puériles de petite maîtresse, austérité prêcheuse de pédagogue, fermeté virile de l'intelligence, dévotion et galanterie, elle réunit tous les contrastes dans le plus singulier, le plus hétéroclite mélange. Mais ce qui semble dominer dans son caractère, et ce qui explique la plupart de ses actes, y compris ses fautes les plus notoires, c'est une opinion démesurée d'elle-même, où se concentrent toutes ses vanités : vanité de femme, vanité de grande dame, vanité d'écrivain.

I

Il semble que sa naissance même l'ait vouée aux aventures. Rien de plus régulier en apparence que cette noblesse bourguignonne à laquelle elle appartenait. Mais on y découvre, à regarder de près, des imbroglios inattendus, pleins de révélations sur les mœurs provinciales d'alors. Si prolixe dans ses *Mémoires* pour tout ce qui la rehausse, Mme de Genlis nous renseigne peu sur ses ancêtres. Elle ne s'arrête pas à l'ancienneté pourtant réelle de sa famille paternelle ; de ses origines maternelles, elle ne dit mot ; et même elle les ignore si bien qu'elle commet, en ce qui touche parentés et fortunes, maintes inexactitudes plus ou moins volontaires. Les documens d'archives et les mémoires du temps nous permettent heureusement de suppléer à cette lacune, de faire connaissance avec quelques originaux de la famille, et surtout de pénétrer dans l'étrange milieu où Félicité Ducrest passa les premières années de son enfance.

Les Minard, à qui elle remontait par sa mère, étaient d'honnêtes bourgeois d'Avallon, de fortune médiocre, tout récemment décrassés par quelque savonnette à vilain. Les modestes fonctions remplies par la plupart d'entre eux, de génération en génération, au greffe ou au grenier à sel de la ville, n'étaient point pour permettre un état de vie somptueux.

Le plus notoire de la famille semble avoir été l'arrière-grand-père de Mme de Genlis, François Minard, conseiller des défauts au bailliage d'Avallon. Le bonhomme avait acquis une sorte d'autorité dans sa ville. Mais il visait plus haut. Ce fut lui qui anoblit la famille par l'achat d'une charge de secrétaire près le Parlement de Dijon. Retors, madré, il s'efforce, avec une âpreté tenace, d'arrondir son bien par ventes, échanges et procès, et de se donner l'allure seigneuriale conforme à son nouvel état. Mais, quoi qu'il fasse, sa fortune modeste et sa noblesse de fraîche date ne lui valent guère qu'une considération toute provinciale. Bien qu'il eût épousé une fille de bonne naissance, Edme-Marie-Josephte de Clugny, on ne parlait point sans sourire des Minard et de leurs prétentions. Combien se fût réjoui ce modeste conseiller secrétaire du Roi, combien il se fût étonné surtout, si on lui eût fait entrevoir l'ascension rapide des

siens et la place privilégiée qu'allaient occuper parmi les plus grandes dames de la Cour, et dans l'affection des premiers princes du sang, sa petite-fille la marquise de Montesson, et son arrière-petite-fille la comtesse de Genlis.

Il ne pouvait guère prévoir de telles destinées, quand, le 7 janvier 1717, il donnait sa fille Marie-Josephte en mariage à un obscur avocat de Paris, Claude-Christophe Mauguet de Mézières. Ce mariage médiocre était pourtant inespéré pour les Minard, riches de nombreux enfans, et peu pourvus d'écus. Le bonhomme Mézières possédait quelque argent. « Toqué, » au dire des contemporains, original pour le moins, il ruine en peu de temps le ménage, « en achetant des manuscrits, en brocantant des curiosités, en meublant, parant, voiturant et présentant partout la femme dont il s'enorgueillissait. » Mézières s'était laissé aller à d'étranges compromis, et y avait mêlé de façon désobligeante Mme de Mézières. Après plusieurs déménagemens causés par le dérangement de leurs affaires, et par le désir d'échapper aux poursuites, le couple s'en était venu loger en dernier lieu dans la maison du marquis de la Haie. Les deux ménages ne tardèrent pas à se lier; et, sans doute, en aidant le mari réduit aux expédiens, le marquis était-il heureux de secourir la femme. De la jeune provinciale que les contemporains nous représentent un peu gauche et naïvement glorieuse de son savoir, Paris avait fait une jolie femme, à l'esprit brillant et dégagé, toute propre au caquetage des salons, experte aux galans propos, formée au ton et au goût du jour. M. de Chastellux disait d'elle qu' « ayant été mariée à dix-sept ans pour son savoir, elle le fut à trente pour sa beauté. » La marquise de la Haie était morte dès l'année 1726. Le pauvre Mézières eut le bon esprit de mourir d'un accès de fièvre chaude à Avallon le 26 août 1734. Ce double veuvage opportun permit aux deux amis de se réunir en légitime mariage dès le mois de décembre suivant, au grand scandale de la société cependant peu farouche du temps. Mais le marquis était riche, sa table succulente, sa femme aimable et spirituelle : on ne leur tint point rigueur. C'était l'entrée définitive de Marie-Josephte Minard dans ce grand monde que François Minard et les siens contemplaient comme une terre inaccessible.

Le nouvel époux, Louis Béraud de Riou, marquis de la Haie, dans sa jeunesse « le beau la Haie, » avait été l'un des amans heureux de la duchesse de Berry, fille du Régent. D'une famille

bretonne ancienne, mais peu fortunée, les bontés de la princesse et d'adroites spéculations dans le système de Law l'avaient enrichi. Il tirait vanité de ses souvenirs, et montrait avec une satisfaction non déguisée de belles argenteries, des diamans, des meubles rares, des tableaux, témoignages positifs de cette princière liaison. Il conservait même dans son cabinet un tableau où la duchesse, méprisant les pudeurs bourgeoises, s'était fait peindre pour lui « sans voiles. » Mme de Genlis, qui le put contempler tout enfant, note ce souvenir dans ses *Mémoires*, et nous entrevoyons que sa curiosité maligne fut éveillée par les confidences que lui fit à ce sujet sa grand'tante Mlle Dessaleux, sœur de Mme de la Haie : « Je m'arrêtai, dit-elle, devant un charmant petit tableau peint à ravir qui représentait l'enlèvement d'Europe; j'y remarquai une jolie idée : le taureau tournait de côté sa grosse tête pour baiser un joli petit pied nu d'Europe. Je dis que je trouvais Europe très belle, mais trop grasse : Mlle Dessaleux sourit, et répondit que c'était non une figure de fantaisie, mais un portrait, et celui de la duchesse de Berry, fille du Régent; alors elle me conta que cette princesse, durant ses amours avec le feu marquis de la Haie, mari de ma grand'mère, s'était fait peindre ainsi pour lui. Je pensai en moi-même, ajoute Mme de Genlis, que si M. de la Haie n'avait eu pour maîtresse qu'une simple particulière, mon austère grand'mère aurait trouvé ce tableau très scandaleux, et qu'elle ne l'aurait pas gardé précieusement dans son cabinet. »

D'esprit peu orné, ne connaissant guère en fait de lectures que des romans, le marquis de la Haie se plaisait à conter aux dames les anecdotes galantes de la cour du Régent, sur lesquelles il était en fonds. Sa femme et sa belle-sœur, la bonne Mme Dessaleux, s'affligeaient souvent de ces propos peu séans. Moreau, historiographe du Roi, qui fréquentait leur maison à Paris et à Verrières, dit même sans ménagement que le marquis « avait l'air et quelquefois le jeu d'un vieux libertin. »

Du ménage Mézières, restaient deux enfans à élever : une fille âgée de seize ans, et un garçon plus jeune. Le marquis était-il le beau-père qui convenait à une jeune fille? Mme de la Haie trancha la question en plaçant la fillette à l'abbaye de la Malnoue ; elle l'y maintint jusqu'à l'âge de vingt-six ans.

Mme de Genlis, dans ses *Mémoires*, nous peint sa grand'mère, Mme de la Haie, qu'elle connut, à travers les récriminations ma-

ternelles, sous des traits qui ne rappellent en rien l'idée que nous en avons pu prendre par ailleurs. Autoritaire, dure, intéressée, elle aurait poursuivi d'une haine tenace la pauvre Mlle de Mézières, qu'elle aurait même dépouillée de son patrimoine. Il est assez vraisemblable qu'éprise de son second époux, Mme de la Haie éloigna sans trop de peine sa fille aînée, tandis qu'elle élevait auprès d'elle avec tendresse sa fille cadette, Mlle de la Haie, la future Mme de Montesson. Il est avéré que les rapports de la mère et de la fille, dépourvus de toute cordialité, furent d'ordre exclusivement procédurier.

On pouvait s'y attendre : cette éducation sans tendresse fit de la jeune fille une révoltée, et ne la disposa que trop à accueillir contre sa mère toutes les défiances, contre sa sœur toutes les jalousies. C'est de sa mère que Mme de Genlis avait hérité cette antipathie dénigrante envers Mme de Montesson, dont elle ne parlait dans le monde qu'en la désignant par ces mots « ma tantâtre. » Aux inconvéniens ordinaires des couvens à cette époque s'ajoutait pour Mlle de Mézières l'éloignement systématique où la maintenait durement l'indifférence des siens. Pour elle, jamais de ces visites au parloir qui sont la diversion et les étapes joyeuses, les éclairs mondains de ces années de vie factice. Mme de la Haie n'apparaissait, au dire de sa petite-fille, que fort rarement; encore était-ce pour répéter à la jeune recluse qu'elle n'avait point à attendre d'autre destinée, et pour prier les religieuses de décider cette vocation rebelle.

Avec quelle joie Mlle de Mézières saisit à vingt-six ans, malgré la volonté maternelle, une occasion de mariage qu'elle n'espérait plus, on le devine aisément. Elle avait dû au hasard d'une amitié de couvent de faire la connaissance d'un jeune gentilhomme bourguignon, Pierre-César Ducrest, cadet de bonne maison. Le fiancé n'était guère plus argenté qu'elle-même, et, dans l'entourage des deux jeunes gens, on ne se gênait pas pour dire bien haut que « c'était marier la faim avec la soif. » Mais on eût en vain démontré à Mlle de Mézières les tracas et les difficultés qu'elle se préparait par un tel mariage : ne représentait-il pas à ses yeux l'affranchissement, et ne lui ouvrait-il pas ces grilles qu'elle avait tant redouté de voir se fermer à jamais?

Une fois mariée, Mlle de Mézières intenta à sa mère, au sujet de ce qu'elle appelait « sa légitime, » un procès que reprendra plus tard Mme de Genlis ruinée contre Mme de Montesson. Il ne

pouvait être question de la fortune de M. de Mézières : le pauvre homme n'avait notoirement laissé que des dettes, et depuis longtemps c'est la générosité du marquis de la Haie qui faisait face aux nécessités pressantes du ménage. Quant au petit avoir partagé entre de nombreux héritiers à la mort de François Minard, en 1754, sa petite-fille n'y avait présentement aucun droit. D'ailleurs, nous venons de le voir, elle s'en exagérait singulièrement l'importance.

Au vrai, c'était une vie d'aventures que commençait la pauvre femme, plus ignorante de la vie qu'il n'est permis à cet âge. Ni elle, ni son époux n'étaient de caractère à se contenter de l'existence mesquine et resserrée qui les attendait dans le coin de Bourgogne où ils étaient appelés à vivre. Mais comment en sortir, sans autres ressources que de joyeux instincts, et un esprit fécond en ingénieuses et romanesques inventions pour les satisfaire? Ni l'un ni l'autre de ces intelligens époux ne semble avoir été gêné par un excès de scrupules. Transplantée, dès la cérémonie (23 novembre 1743), du parloir de Bon-Secours dans le peu riant manoir de Chancery, où l'attend une morose et parcimonieuse hospitalité, la nouvelle épousée paraît n'avoir d'autre souci que d'égayer la vie, et, dix années durant, elle organisa au fond de sa province une fête perpétuelle dans un décor de Watteau. N'avait-elle pas à prendre sa revanche de toutes les sévérités du passé? D'accord en cela avec son époux, qui, lui aussi, cherchait à oublier dans la dissipation présente les privations et les déboires de sa jeunesse besogneuse. Mais, plus qu'elle expérimenté, peut-être songeait-il : Qui paiera lampions et guirlandes?

La pénurie du nouveau ménage avait donné crédit à de singulières histoires dont Moreau s'est fait l'écho dans ses *Souvenirs*. Ce Jacob-Nicolas Moreau était le plus honnête homme du monde, grave, volontiers un peu solennel, frotté de grand monde par ses fonctions d'historiographe du Roi, et bibliothécaire de la reine Marie-Antoinette. Bourguignon d'origine, il connaît tout ce monde de sa province : il est l'ami des la Haie, de Mme de Montesson, de Mme de Chastellux, fille du chancelier d'Aguesseau. Ce qu'il répète, il l'a certainement entendu dire; il se fût fait scrupule d'un mensonge ou d'une inexactitude. Voici la romanesque histoire que lui aurait contée Mme de Chastellux.

Une demoiselle Chaussin, veuve à vingt ans d'un officier du

Roi, Claude Béraut de Bellevaux, mort au siège de Prague en 1742, s'en était venue chercher fortune à Paris. Belle, coquette, elle fit la connaissance de Lenormant d'Étioles, et entreprit de le distraire de ses éclatantes infortunes conjugales. Elle y réussit si parfaitement que naquirent deux petites filles auxquelles il fallut trouver un père. César Ducrest et Mlle de Mézières auraient consenti à reconnaître et à légitimer par leur mariage les deux petites bâtardes, moyennant une somme de 300 000 écus, dont la moitié d'ailleurs serait restée aux mains des intermédiaires. L'une de ces enfans serait Mme de Genlis.

Il est regrettable que cet affriolant récit ne soit vrai qu'en partie. Il nous faut décidément renoncer à ce singulier trait d'union entre Mme de Pompadour et Mme de Genlis, qui est bel et bien née en légitime mariage. Nous avons pu suivre d'archives en archives la famille Ducrest dans tout le pays bourguignon et contrôler les dires de Moreau. Sa bonne foi n'est point en jeu, mais il s'est trompé de Ducrest. Ce n'est pas Pierre-César, c'est son cousin germain Lazare Ducrest, baron de Chigy, et sa femme Phélippe-Julienne de Gayot qui conclurent cet honorable marché. Mais le diable ne perd pas ses droits en ce qui est de Pierre-César et de sa femme. Vraisemblablement, ils négocièrent, et en tout cas, ils patronnèrent la combinaison; après quoi, ils s'efforcèrent d'en tirer tous les avantages possibles. C'est sous leurs auspices, sous leur toit même que se fit la cérémonie et que fut signé le contrat (27 décembre 1753), bien que les fiancés eussent à proximité famille et logis.

De tout temps on s'est demandé d'où vient l'argent, et rien n'était moins explicable, semblait-il, que la richesse soudaine de Pierre-César. L'ascension rapide du ménage Ducrest suffisait à justifier les malignes remarques. Naguère encore, il ne possédait rien; pour faire figure dans les actes officiels, César Ducrest était réduit à emprunter les titres de baron de Chancery et Périgny, qui, par le testament paternel, revenaient à son frère aîné, François. Et le voici en 1752, — la conclusion de l'affaire de légitimation est de 1753, — à même d'acheter le marquisat de Saint-Aubin pour 76500 livres, plus la terre et la baronnie de Bourbon-Lancy. D'une part, on se persuadera difficilement que l'assistance prêtée à Catherine Chaussin et à Lenormant d'Étioles ait été désintéressée; de l'autre, il semble malaisé de ne point établir un rapport entre cette fortune et le service rendu au puissant financier.

Sous quelle forme se produisit la reconnaissance de Lenormant? Fut-ce par un don pur et simple qu'il s'acquitta? Ou se crut-il obligé de ménager la fierté de César Ducrest et de sa femme en lui consentant un prêt à longue échéance et sans intérêt? Quoi qu'il en soit, les relations entre Lenormant et les Ducrest persistèrent, soigneusement entretenues par ceux-ci. C'est chez « la comtesse » de Bellevaux que descendent M. et Mme Ducrest venus à Paris pour y faire baptiser la jeune Félicité; ils choisissent pour marraine Mme de Bellevaux, le parrain est Bouret, l'ami et l'âme damnée de Lenormant, et après un séjour de plusieurs mois à Paris, la fillette est conduite par sa mère à la campagne chez Lenormant lui-même. C'est Ducrest et sa femme qui, avec Mme de Bellevaux, non seulement vont présenter au chapitre d'Alix les deux petites filles reconnues sous le nom de Ducrest de Chigy, mais encore s'engagent, par une hypothèque sur leur terre de Saint-Aubin, à payer, en outre du capital exigé, la rente viagère annuelle prescrite pour chacune des deux chanoinesses, « leurs nièces. » En 1758, moins de six années après l'acquisition du marquisat de Saint-Aubin par les Ducrest, Lenormant le rachète pour 91 000 livres. Cependant les Ducrest continuent à en porter le titre. C'est sous le nom de marquis de Saint-Aubin et de baron de Bourbon-Lancy que César Ducrest est désigné dans toutes les pièces des scellés du commissaire, rédigées après son décès (14 juillet 1763). Enfin, fait plus caractéristique encore, Ducrest intente à Lenormant devant le Châtelet un procès par lequel il se prétend « substitué » à la terre et au marquisat de Saint-Aubin. A quel titre pouvait-il réclamer une telle générosité, si ce n'est en vertu de promesses verbales que Lenormant n'aurait pas tenues, ou par un acte de chantage qui, dans l'histoire d'un aventurier comme Ducrest, n'est point impossible?

Les Ducrest appartenaient cependant à une famille d'authentique noblesse remontant au xve siècle. Ils étaient « de robe » à l'origine. Mais de bonne heure, ils avaient tenté de s'élever en prenant du service dans les armées ou sur les vaisseaux du Roi. Soit que les occasions de se distinguer leur eussent manqué, soit que la chance n'eût pas favorisé leur effort, ils n'étaient point parvenus à la fortune. Restés de petits seigneurs « engagistes, » c'est-à-dire ne possédant pas en fonds leurs terres, dont ils renouvelaient ou non à chaque transmission l'achat temporaire,

ils vivaient noblement, mais pauvrement. Les fiefs de Chancery, la Pleine, Mont, Chalmoux, Chigy, Montcenis, Breuil, se retrouvent dans la famille, à chaque génération, au hasard des rachats et des partages. Leurs alliances et parentés n'ont rien de très brillant. On y relève pourtant en 1588 le mariage de François Ducrest avec Aymée de Vichy, qui apparenterait doublement, de très loin, il est vrai, Mme de Genlis et Mme du Deffand. Ces fils de seigneurs peu fortunés contractent de modestes mariages avec des filles de hobereaux ou de petite noblesse locale, voire des filles de bourgeois ou de marchands. A plusieurs reprises, le nom de Chaussin reparaît dans la généalogie des Ducrest. Or, en 1697, nous trouvons dans les actes un Gilbert Chaussin, acquéreur du petit fief d'Hurly, qui est qualifié tantôt « marchand, » tantôt « bourgeois » d'Issy-Lévêque. Ce Gilbert, père de Mme Ducrest, par conséquent le grand-père de Pierre-César, est aussi le grand-père de Mme de Bellevaux. Les Chaussin et les Ducrest ont été de tout temps étroitement liés. Il y a de tout entre eux : du légitime et de l'illégitime. Ce sont des liens.

Quoi d'étonnant, donc, à ce que, y trouvant leur profit, César Ducrest et sa femme se soient entremis en bons parens, pour assurer la fortune de Lazare Ducrest, en sauvant du même coup l'honneur compromis de leur cousine Catherine Chaussin, dame de Bellevaux?

François Ducrest, le grand-père de Mme de Genlis, avait servi dans la marine avant de se retirer à Chancery. Il mourut capitaine de vaisseau et chevalier de Saint-Louis en 1721. Sa veuve, Catherine Chaussin, éleva du mieux qu'elle put ses trois enfans; les deux derniers, Pierre-César et Marie-Madeleine étaient encore en bas âge.

L'aîné, François, mousquetaire à l'armée du Rhin, mourut prématurément. Quant à Marie-Madeleine, elle épousa en 1731 Jacques de Sercey, comte du Jeu.

Cette tante de Mme de Genlis a une originale physionomie. Elle n'était pas belle, mais agréable et vive. Intelligente, comme tous ces Ducrest, elle a le génie de l'intrigue; elle s'entremet pour les mariages des uns et des autres, et parfois même intervient dans les combinaisons extra-conjugales, comme l'affaire de légitimation des enfans Bellevaux, où elle fut mêlée de très près. Cette singulière personne avait la manie de se présenter dans le monde en faisant la culbute. Moreau raconte, pour l'avoir

entendu dire à Mme de Chastellux, qu'un jour, dans une fête donnée à l'occasion des États de Bourgogne, elle s'en vint ainsi tomber si prestement, la tête la première, aux pieds du prince de Condé, au mépris de toute la suite de nobles personnages qui s'étaient formés en file hiérarchique, que le prince ne put s'empêcher de rire de cette bizarre entrée, et lorsqu'elle se fut relevée avec la même adresse, reçut de fort bonne grâce sa révérence et ses complimens. Je ne sais ce qu'en pensait plus tard Mme de Genlis lorsqu'elle formulait doctoralement les lois de l'étiquette des cours.

Son père, Pierre-César Ducrest, nous apparaît comme un véritable aventurier. Il avait d'abord pris du service. On lui acheta une charge de lieutenant au régiment d'Hostun. Il dut y renoncer à l'âge de trente-deux ans, à la suite d'une aventure demeurée assez obscure. A en croire Mme de Genlis, venu à Paris sans permission, pour quelque intrigue galante, il aurait été attaqué au guichet du Louvre par trois chenapans et en aurait laissé deux morts sur la place. Le duc d'Hostun, son colonel, le tira d'affaire, mais l'obligea, comme il est assez naturel, à rejoindre sur-le-champ son régiment. Cette paternelle exigence aurait paru inadmissible à Ducrest, qui aurait donné sa démission. Quoi qu'il en soit de cet invraisemblable récit, César Ducrest était, en se mariant, sans état et sans argent.

Les premières années du ménage sont assez errantes. C'est Chancery, qui abrite d'abord les époux, puis Cosne, et enfin Saint-Aubin et Bourbon-Lancy. Saint-Aubin, situé au bord de la Loire, était une terre magnifique, à laquelle étaient attachés des droits honorifiques et seigneuriaux importans. Par cette acquisition, Ducrest espérait tirer enfin son nom de l'obscurité, en le relevant du titre de marquis, et asseoir la fortune des siens par un état plus important dans le monde. Peut-être y eût-il réussi s'il eût pu se contenter de l'existence modeste qu'avaient menée ses ancêtres sur leurs terres. Mais très moderne, décidément, il voulait à la fois arriver et jouir de la vie. Endetté de toutes parts, ayant à soutenir de nombreux procès contre ses voisins, et à faire face aux lourdes charges d'une maison dispendieuse, il ne tarde pas à être submergé. En 1757, il avait affermé pour 2830 livres, durant neuf années, la terre de Saint-Aubin. Mais, peu de mois après, il tombait de son rêve brillant et, comme nous l'avons vu, cédait la place à Guillaume Lenormant, qui

apparaît juste au bon moment, comme une sorte de Dieu sauveur. Leurs affaires de Bourgogne liquidées, il restait aux deux époux à peine un morceau de pain, une misérable pension viagère de 1200 livres.

Du moins leurs embarras financiers n'altèrent en rien l'insouciante gaieté de leur vie. Il semble qu'ils se sentent assurés contre la catastrophe finale, et qu'ils aient foi en un secours qui, le moment venu, ne leur peut manquer. Et les fêtes succèdent aux fêtes, toute la Bourgogne conviée. Les sept années durant lesquelles Ducrest vécut joyeusement en seigneur sur son domaine, chassant, recevant, menant l'existence plantureuse des Bourguignons qui aiment le bien-vivre, sont le moment heureux, le point culminant de sa carrière. Quand les embarras d'argent surgissent inextricables, à partir de 1758, l'obscurité se fait sur le brillant personnage. « Mon père alla à Paris six mois pour ses affaires, » dit vaguement Mme de Genlis. Le fait est que cette absence se prolongea fort longtemps, sans que d'ailleurs la fête s'interrompît au logis, et que Ducrest ne reparut en Bourgogne que pour l'adieu définitif, terres et châteaux, marquisat et baronnie ayant passé aux mains de Lenormant d'Étioles. Quand sa femme et ses enfans partent à leur tour pour Paris, ce n'est point pour l'y rejoindre, mais pour séjourner chez les parens et amis qui les veulent bien accueillir. Mme de Bellevaux les héberge ainsi plus d'une année, puis La Popelinière, et d'autres encore. Chose curieuse, les Ducrest et leur cousine se brouillent précisément au moment de l'achat de Saint-Aubin par Lenormant. Dorénavant, c'est surtout par des pièces de procédure qu'il est possible de suivre Ducrest dont la vie se passe à lutter contre ses créanciers. Une de ses dernières aventures fut le voyage qu'il entreprit à Saint-Domingue dans le chimérique espoir de rétablir sa fortune. Toutes les richesses qu'il en rapporta se bornèrent à quelques outres d'un sirop de calebasse que sa fille juge « miraculeux. » Il eut du moins la chance de trouver un gendre dans ses voyages. Mais le malheureux homme ne vécut pas même assez pour voir s'accomplir le mariage qu'il avait préparé. Prisonnier des Anglais, il ne fait que changer de prison en recouvrant sa liberté. De retour à Paris, traqué par les hommes de loi, il est jeté à la prison pour dettes, à la Force. Il n'en sort guère que pour mourir (15 juillet 1763). Détail piquant, parmi les opposans à sa maigre succession, on trouve, à côté de Le-

normant d'Étioles, un procureur dont les honoraires n'avaient pu être soldés. Faire perdre de l'argent à un procureur, voilà, certes, qui n'était pas banal. Ducrest ne laissait en mourant que ses hardes et de nombreux papiers, pièces de procédure et mémoires de créanciers.

Ce diable d'homme, chimérique et débrouillard, robuste, plein d'entrain, était ce qu'on appelle un joyeux compagnon. Il aimait le plaisir, avait la conscience facile; mais quoi! était-il en son siècle une exception? Avec des dons heureux, un esprit plaisant, une intelligence curieuse, il manquait de sens pratique ou plus simplement de sens moral. Né riche, il se fût tiré d'affaire, et eût laissé le renom d'un aimable et galant homme, quoique prodigue. Sans doute, ses opérations financières ne furent pas toujours correctes, et quelques-uns de ses expédiens ingénieux seraient durement qualifiés par notre vertueuse époque. Le XVIIIe siècle et même le XVIIe avaient plus de bonhomie. Qu'on se souvienne de ce fou de Pomenars que prisait tant Mme de Sévigné. Entre autres industries répréhensibles, il se livrait à la fabrication de la fausse monnaie, et il subissait procès et condamnations le plus joyeusement du monde. « Pour peu qu'il lui survienne encore quelques procès criminels, il mourra de joie, » écrit Mme de Sévigné, sans songer à se scandaliser. Soyons indulgens au pauvre Ducrest. Il n'eut point toutes les vertus, et les exemples qu'il donna à sa fille ne furent point de nature à être cités dans les livres de morale qu'elle devait écrire plus tard ; peut-être ne développèrent-ils point en elle des principes de conduite inébranlables, — hormis celui de parvenir. Mais il ne fut pas un méchant homme, et il mérite surtout d'être plaint, pour avoir si mal réussi dans sa course au plaisir.

II

César Ducrest avait bien d'autres soucis en tête que de diriger la fille qui lui était née en 1746. Il ne s'occupa d'elle que pour l'accoutumer à élever des souris, et à toucher sans se récrier araignées, grenouilles et crapauds. C'est là, on en conviendra, une éducation au moins rudimentaire. Pour tout le reste, il s'en remit à sa femme, qui elle-même se déchargea sur une jeune institutrice de dix-sept ans, Mlle de Mars, parfaitement ignorante et inexpérimentée : « Mon père, dit Mme de Genlis, ne se préoc-

cupa de mon éducation que sur un point : il voulait absolument me rendre une femme forte, et j'étais née avec une foule de petites antipathies; j'avais horreur de tous les insectes, surtout des araignées et des crapauds ; je craignais aussi les souris, je fus forcée d'en élever une... Il m'ordonnait sans cesse de prendre avec mes doigts des araignées et de tenir des crapauds dans mes mains, chose qu'il faisait continuellement. A ces commandemens terribles, je n'avais plus une goutte de sang dans les veines, mais j'obéissais. »

Des *Mémoires* de Mme de Genlis, il résulte que l'enfant poussa toute seule, comme elle put, au hasard des soins mercenaires. De sa longue claustration, Mme Ducrest avait gardé une déplorable frivolité. Elle se complaît à des amusemens romanesques et puérils et à des travestissemens de petite fille. La mère semble bien réellement jouer à la poupée avec cette jolie enfant. Nul souci sérieux pour le développement de la petite personne. Il est curieux que la femme qui devait inventer des systèmes d'éducation si compliqués ait été dans sa première enfance si entièrement livrée à elle-même, et, dans les années qui suivirent, victime, pourrait-on dire, de l'éducation la plus bizarre qui fut jamais.

En fait d'études, ce fut bien simple : on ne lui enseigna rien. En revanche, on l'exerça surabondamment à tout ce qui peut faire une petite fille maniérée et importante. Naïveté et sensibilité de commande, voilà ce qu'apprend cette enfant de six ans; et ce sont des leçons qu'elle n'oubliera plus. On l'habitue au manque de naturel comme d'autres à la simplicité. Dès lors, avec ses moyens enfantins, elle vise à ce qui sera l'idéal de toute sa vie : étonner, se faire distinguer entre toutes par des actions singulières.

*
* *

S'il faut l'en croire, tout fut extraordinaire dans son enfance. Les interventions de la Providence se multiplient de façon surprenante pour l'arracher à des dangers de toute sorte. Dès le lendemain de sa naissance, on l'avait déposée toute menue, dans un coussin épinglé aux quatre coins, sur un fauteuil. Voilà le gros bailli de l'endroit qui, venu en visite, s'apprête à s'asseoir, les basques déjà levées; on n'eut que le temps de le tirer par son habit. Elle échappe à l'eau, au feu : on la repêche dans l'étang,

on la retire d'un brasier; elle guérit miraculeusement d'un abcès, qui, à la suite d'une chute, « avait formé un dépôt dans la tête » ; ainsi, conclut-elle, « fut en danger tant de fois, dès ses premières années, cette vie qui devait être si orageuse ! »

Sa nourriture même ne fut point celle des autres enfans ; à ce qu'elle assure, sa nourrice ne lui donna jamais une goutte de lait, mais une sorte de mixture faite de vin mêlé d'eau et de mie de pain de seigle, qu'on appelle en Bourgogne « miaulée. » Il faut croire que ce régime est moins dangereux qu'on ne pourrait penser, puisqu'il ne l'a pas empêchée de vivre plus de quatre-vingts ans.

Vers la septième année, la petite Félicité eut une grande joie ; on l'emmena à Paris, où elle fit à l'occasion de son baptême un séjour de plusieurs mois, tant chez Mme de Bellevaux, sa marraine, que chez Lenormant à Étioles. Ce fut l'occasion d'une double transformation, d'abord en petite Parisienne, puis en demoiselle de qualité à la campagne. Le corps de baleine, le panier, les pieds emprisonnés et les talons surélevés, la petite tête frisée, rien ne manque au déguisement. On y ajoute, plusieurs heures chaque jour, des bésicles pour lui redresser les yeux ; un collier de fer, pour lui ôter l'air de province. La défense de courir, de sauter ; un maître de maintien, pour achever de lui donner une démarche compassée, et le supplice fut complet. Mais les cadeaux et les fêtes de toutes sortes la réconcilièrent avec Paris. L'Opéra surtout, danse et musique, la transporte. A Étioles, parure d'autre sorte : elle quitte le panier pour ce qu'on appelait « un habit de marmotte. » « C'était, dit-elle, un petit juste de taffetas brun avec un jupon court de la même étoffe, garni de deux ou trois rangs de rubans couleur de rose, cousus à plat, et, pour coiffure, un fichu de gaze noué sous le menton. Elle était charmante ainsi, avec son visage délicat et expressif, ses petites mines futées de fillette curieuse. Aussi est-elle cajolée par tous. Enfin, joie suprême, dans une fête en l'honneur du maître de la maison, elle représente le personnage de l'Amitié. C'était préluder au rôle de l'Amour qu'elle devait tenir si longtemps. Elle parade avec une fierté enfantine dans son bel habit, chante vaille que vaille un couplet médiocre. Elle retrouvait, soixante ans plus tard, l'impression d'étourdissement heureux que lui avait laissée ce début : « Cette journée, écrit-elle, me parut glorieuse. »

Après ce séjour à Paris, M. et Mme Ducrest de Saint-Aubin ne retournèrent pas directement en Bourgogne. Ils accompagnèrent à Lyon Mme de Bellevaux, afin de présenter au chapitre noble d'Alix les deux petites filles reconnues par Lazare Ducrest de Chigy, en même temps que la jeune Félicité. Le voyage se fit gaiement, à petites journées, dans une grande berline; et pour l'enfant, ce fut comme une partie de plaisir. Les cérémonies de l'admission dans le chapitre enchantèrent la petite: elle jouait pour de bon à la madame; elle était dorénavant une vraie comtesse, comme les petites filles qu'on mariait à cet âge pour les renvoyer aussitôt après à leur couvent et à leur poupée. Mais elle avait de plus qu'elles la croix d'or émaillée à huit pointes, le ruban ponceau et la ceinture moirée des chanoinesses. Et elle se sentait vraiment l'héroïne de la journée. D'ailleurs, ces cérémonies n'avaient rien de terrible, et garantissaient l'avenir sans l'engager. Si les trois cousines ne trouvaient pas d'établissement convenable, elles étaient assurées de pouvoir être effectivement reçues dans le chapitre, c'est-à-dire admises à prononcer les vœux et à jouir de tous les avantages attachés au titre purement honoraire qu'elles venaient de recevoir.

Le chapitre noble d'Alix était réputé dans la province. Il fallait, pour y entrer, prouver six générations de noblesse dans la filiation paternelle. Bien entendu, à l'examen des preuves, il n'avait pas été question des légitimations. Si sévères que fussent les commissaires, on le voit, il était possible de les tromper. Pour mettre d'accord les actes de naissance des enfans avec ceux du mariage de leur parens légaux, Lazare Ducrest et Julienne de Gayot, on s'est contenté d'une surcharge, encore visible, sur le registre des actes capitulaires d'Alix, qui porte 1743 au lieu de 1753.

Chaque dame avait dans l'abbaye son logis séparé, entouré d'un petit jardin. La famille payait à la communauté le terrain sur lequel devait être bâtie la maisonnette, la construction et l'aménagement, et une rente viagère de 1200 livres. César Ducrest s'engagea à payer les sommes et rentes exigibles, non seulement pour sa fille, mais pour chacune des deux petites Ducrest de Chigy, et cela, moyennant hypothèque sur son marquisat de Saint-Aubin. C'était là une générosité bien inexplicable, en dehors des raisons que nous connaissons, et qui, toute conditionnelle qu'elle fût, était peu en accord avec sa fortune.

De retour à Saint-Aubin, la fête reprit de plus belle. Jusqu'ici l'enfant, livrée aux femmes de chambre, ne voyait sa mère qu'un moment chaque jour. Le reste du temps, elle l'employait à sa guise, à errer dans ce grand château « antique et délabré, » qui ressemblait un peu à un château de Radcliff, se racontant à elle-même de fantastiques histoires sur le thème fourni par les inventions de revenans dont les servantes avaient rempli sa mémoire. Le voyage à Paris ayant éveillé la coquetterie maternelle, on jugea le moment venu d'instruire la petite. Elle savait déjà lire : on lui enseigna donc à danser, à chanter, à jouer du clavecin, à réciter des vers, à faire des grâces. A tout cela elle allait réussir en perfection.

Dans une fête champêtre, sorte d'opéra-comique, composé par Mme Ducrest, avec prologue mythologique, la fillette se tira si bien du rôle de l'amour, elle parut à tous si jolie dans son « habit couleur de rose, recouvert de dentelle de point parsemée de petites fleurs artificielles de toutes couleurs, » avec son carquois et ses petites ailes bleues, que non seulement le nom d'Amour lui resta, mais le costume. Elle dut se promener dans le château et dans le village avec ses « petites bottines couleur de paille et argent, » son carquois, son arc et tout le poétique attirail que nous venons de décrire. Elle eut plusieurs habits d'Amour, un pour les jours ouvriers et un pour le dimanche. Ce jour-là seulement, on ne lui mettait point d'ailes, et pour aller à l'église, on lui jetait sur les épaules une grande mante couleur de capucine qui l'enveloppait tout entière. Cette bizarrerie se prolongea presque une année. Cherchant à l'expliquer, Mme de Genlis écrit : « Dans ce temps, on raisonnait fort peu, on faisait avec une grande simplicité beaucoup d'actions étranges, surtout en province, où la bonhomie du voisinage de châteaux était portée au comble. » Il est vrai qu'il a subsisté et qu'il subsiste encore dans les amusemens de province une certaine naïveté, un goût de mystification enfantine par exemple, qui paraîtrait sans saveur ou même déplaisant à des citadins. Mais autre chose est le divertissement puéril de quelques heures, s'exerçant en brimades inoffensives, et ce cabotinage romanesque introduit de vive force dans la vie ordinaire, mêlé de façon inséparable au tran-tran de l'existence journalière. Et sur l'enfant, quel fâcheux effet, à l'âge où les impressions se gravent, où se contractent les habitudes morales ! Dans la vie, tout lui apparaîtra sous l'aspect

du rôle à jouer, de l'effet à produire. Elle fait sur elle-même à ce propos une confidence significative : « Ce qui me charmait dans cet habillement était la singularité ; car je suis née avec le goût des choses extraordinaires. » Elle joue Iphigénie dans un bel habit cerise et argent garni de martre, posé sur un grand panier. Elle joue encore Zaïre, Agathe des *Folies Amoureuses*. Entre temps, à la même époque, mêlant le sacré et le profane, elle suit habillée en ange les processions de la Fête-Dieu. Pour compléter cette belle éducation, on fit venir d'Autun une danseuse qui lui apprit à danser le menuet et « une entrée seule. » Mais la danseuse s'enivrait ; on la remplaça par un danseur de cinquante ans qui lui montra à faire des armes. Du coup, voilà le costume d'Amour abandonné pour un « charmant petit habit d'homme, » qu'elle ne quitta plus jusqu'à son départ de la Bourgogne. Cette étrange innovation ne scandalisa personne ; elle l'affirme du moins. Et, après avoir paru ainsi devant les amis de sa mère, dans une sarabande, puis dans le rôle de Darviane (*Mélanide*, de La Chaussée), elle put sauter les fossés, traverser les haies comme un enragé garnement. D'ailleurs, ce travestissement, comme toutes choses, tourne, dans son opinion, à son avantage. Elle s'en explique avec une assurance modeste : « J'y ai gagné d'avoir eu dans ma jeunesse les pieds mieux tournés, de mieux marcher que les autres femmes en général, et surtout d'être plus agile qu'aucune que j'aie connue. » Dès lors, elle expérimente son pouvoir de femme. Aux répétitions, elle affole — à onze ans ! — un jeune bourgeois de dix-sept ans, le fils du médecin de Bourbon-Lancy, qui jouait avec elle tragédies et comédies. Puis elle s'indigne de ce que ce garçon de rien ait osé lever les yeux sur elle, et rit sous cape de sa mine d'amoureux déconfit.

Deux années auparavant, elle avait donné une autre preuve de précocité singulière, qui marquait en elle une vocation décidée pour l'enseignement. S'évadant de sa chambre par la fenêtre, elle apprenait aux gamins du village, du haut de la terrasse du château, tout ce qu'elle savait elle-même : des principes de musique, un peu de catéchisme et quelques vers médiocres de Mlle Barbier. Il est vrai que, pour les attirer, elle distribuait à ses petits élèves tout ce qu'elle pouvait trouver de friandises. C'était là encore une de ces actions extraordinaires par lesquelles elle étonnait, en même temps qu'elle satisfaisait un obscur instinct de domination qui déjà naissait en elle.

La majeure partie du temps était consacrée au clavecin, au chant, puis aux armes, à l'étude des rôles ; le reste de la journée, la petite était confiée aux soins de son institutrice, Mlle de Mars. En dehors du catéchisme et des notions d'histoire sainte, l'enseignement de cette jeune personne comprenait presque uniquement la lecture et le commentaire des romans. Elle oublia même l'écriture ; la petite fille était réduite à lui dicter ses enfantines élucubrations, romans et comédies. Car, dès l'âge de huit ans, elle composait des romans, nous dit-elle. Le premier livre que choisit Mlle de Mars pour sa jeune élève, fut *Clélie!* Son excuse est qu'elle n'avait elle-même que dix-sept ans, et que les vertus, la candeur et la piété que lui reconnaît Mme de Genlis ne pouvaient suppléer à un peu de jugement et d'expérience. Il n'est pas douteux que celle-ci exagère, dans ses *Mémoires*, écrits soixante ans plus tard, ses sentimens et ses impressions d'enfant. Mais, en dépouillant les faits de toute rhétorique, il reste qu'elle avait dès lors plus d'imagination que de raison, et une inquiétante disposition au romanesque. Quant à savoir si, en vérité, elle se relevait la nuit, à l'âge de dix ans, pour se prosterner sur le plancher de sa chambre en adorant Dieu ; ou encore, si elle contemplait ou non *avec extase* les arbres, les fleurs et la nature entière, en y cherchant des preuves de l'existence de Dieu, il est trop évident que de telles exagérations de langage écartent d'elles-mêmes toute critique. « Les sentimens religieux sont nés avec moi, » affirme-t-elle. Il le faut croire, et sans doute furent-ils tenaces, puisque, à l'époque même où elle n'avait pas renoncé au diable, elle s'érigera en « Mère de l'Église. » Mais pourtant, souvenons-nous que ses *Mémoires* sont contemporains de la date où toutes ses lettres, celles à Casimir Baecker en particulier, se terminaient par ce refrain : « Travaillons pour la divine religion. » Ce que nous admettrons avec elle, sans conteste, c'est que, « sous ce rapport, aucune éducation ne fut comparable à la sienne. »

Volontiers, à force de parader, de recevoir d'enthousiastes éloges sur ses grâces, et sur des talens qui, en effet, ne sont pas ceux de son âge, elle se considère elle-même comme un jeune prodige. Et déjà se manifeste en elle une vanité ombrageuse de petite comédienne accoutumée aux applaudissemens. Certaines pages de ses *Mémoires* sont à cet égard d'un effet comique irrésistible, pour qui connaît tant soit peu à l'avance la vie de l'hé-

roïne. Elle s'attribue toutes les vertus, les petites et les grandes. Non seulement, elle est « timide, réservée, » ennemie « des rapports, des commérages et des tracasseries, » mais il y avait, nous dit-elle, jusque « dans ses rêveries romanesques, un fond d'amour pour la gloire et pour la vertu qui, surtout dans l'enfance, les rendait remarquables. » Tout cela ne ressemblerait-il pas à d'amusantes contre-vérités, si l'humour n'était ce qui manque le plus à notre personnage?

*
* *

« Elle fut élevée par une mère sans scrupules, » dit Talleyrand, en commençant un portrait de Mme de Genlis, qui est d'une sévérité cruelle.

Jusqu'ici, Mme Ducrest nous est surtout apparue romanesque, singulièrement oublieuse de ses devoirs de mère, auxquels elle échappe avec l'insouciance de son temps, aggravée par la puérilité persistante d'une grande enfant qui n'a connu de la vie que le couvent. Quand vint la misère, elle songea seulement à se dérober à toutes ses conséquences pénibles : elle n'était point de celles qui font face au malheur, les privations n'étaient pas son fait. Aussi allons-nous la voir chercher une vie aisée et facile dans un parasitisme aimable, mais terriblement plein d'embûches pour une enfant aussi précoce que la jeune Félicité. Après avoir été une mère trop négligente, on peut trouver qu'elle devient une mère trop avisée, en livrant au hasard intelligent le soin de tirer un parti avantageux des charmes piquans et des hardiesses ingénues de sa jolie enfant.

Elles s'installèrent d'abord chez Mme de Bellevaux. La jeune femme avait alors vingt-huit ans. Elle était dans tout l'éclat de sa beauté et le brillant de son esprit. Mme de Genlis a tracé d'elle un portrait séduisant : « Une taille majestueuse, des manières nobles et remplies de grâce; un teint éblouissant, des traits réguliers, une conversation spirituelle et piquante, des talens agréables, la rendaient une des plus charmantes personnes que j'aie jamais vues. » Mais la maison n'était rien moins que sévère. De sa liaison avec Lenormant d'Étioles, Mme de Bellevaux avait gardé de nombreuses attaches dans le monde des financiers, des artistes, des gens de lettres. Marmontel, Mondorge, Jelyotte fréquentaient chez elle à Paris et à Saint-Mandé. On imagine bien que les propos étaient de nature à aiguiser l'esprit plutôt

qu'à former aux bonnes mœurs. Le brave Moreau, introduit quelques années plus tard chez Mme de Bellevaux, dans le dessein plus ou moins avoué de lui faire épouser une des chanoinesses, fut effaré de tout ce qu'il vit dans ce monde élégant et dépravé, où se rencontraient petits abbés, financiers, gens de lettres, gens de cour, artistes et philosophes. Tout lui parut suspect. Il faut lire cette page honnête et pudibonde : « De tous les personnages composant cette brillante compagnie, je ne nommerai que Marmontel, et j'ajouterai seulement que les cinq heures que je passai dans cette maison me décidèrent bien à n'y jamais remettre les pieds. Tout m'y parut malhonnête, excepté les propos. Comme les appartemens étaient vastes, les chambres nombreuses et toutes éclairées, on allait, on venait. Tableaux, livres, statues, deux grandes pagodes de cinq pieds de haut et très obscènes, boudoirs, chaises longues élégantes, et jusqu'aux dispositions des glaces, tout me sembla jurer avec le noviciat d'un chapitre et le stage de jeunes chanoinesses. Aujourd'hui que je me rappelle ces détails..., je dirais volontiers que je trouvai là une miniature d'un grand et vaste tableau qui m'effraie encore. Là, en effet, des amusemens de toute espèce réunissaient le haut et le bas clergé, la haute et basse noblesse, et, si j'ose le dire, le haut et le bas tiers-état. »

Mme Ducrest fut moins farouche. Elle demeura près de deux années avec sa fille dans cette maison luxueuse, où le mouvement et les plaisirs de chaque jour lui permettaient d'oublier ses mécomptes. Mme de Bellevaux avait sa loge à l'Opéra et à la Comédie-Française. On y menait tous les soirs la jeune fille, et il est à penser que sa tante, sa mère non plus peut-être, ne renonçaient à cause d'elle à aucune galante conversation. Elle pouvait suivre, en même temps que le jeu des acteurs sur la scène, le jeu bien autrement intéressant des manèges mondains et ses savantes coquetteries. L'élégance, la beauté et l'esprit de Mme de Bellevaux lui imposaient. On admirait autour d'elle le savoir-faire de la jeune femme qui s'était tirée avec adresse d'une situation délicate et difficile, et la vie de cette marraine brillante ne lui était pas proposée comme un exemple à fuir. Ainsi les circonstances poussaient l'enfant vers sa destinée; elle s'accoutumait aux situations fausses ou équivoques. Il est certain que ni la position de Mme de Bellevaux dans le monde, ni celle de Mme Ducrest chez sa parente, ne pouvaient être bien assurées,

et, sans pouvoir s'expliquer ces nuances, l'enfant elle-même dut souffrir plus d'une fois dans sa jeune fierté, fût-ce vis-à-vis de ses cousines dont elle n'était plus l'égale. Les petites filles ont, même sur les choses qu'elles ne peuvent comprendre, bien des intuitions, et celle-ci était fine et perspicace entre toutes. Félicité Ducrest, de bonne heure, sans qu'il fût besoin de l'en avertir, sentit la nécessité de s'assouplir, de s'adapter aux milieux. Elle eut plus qu'une autre le désir et le besoin de plaire. A l'instinct féminin s'ajoutait chez elle le sentiment des dures réalités : elle devait se rendre assez aimable pour qu'on la jugeât indispensable aux amusemens et aux plaisirs. Les talens précoces qui faisaient sa joie et lui avaient valu tant de succès d'amour-propre seront désormais pour elle un passeport, une sorte de droit d'entrée dans la société, où elle ne sera plus que tolérée. Tout cela, elle ne le sait pas encore ; elle ne l'apprendra que peu à peu et par de successives désillusions. Mais elle sent obscurément que toutes choses sont changées pour elle. Il y eut dans sa prime jeunesse, presque au sortir de l'enfance, plusieurs années pénibles dont il faut lui tenir compte, si on veut juger équitablement sa vie. Peut-être alors sera-t-on enclin à lui pardonner quelque esprit de dissimulation et d'intrigue, et pourra-t-on comprendre que, dans sa hâte d'arriver, elle n'eut pas toujours le loisir de suivre la grande route, et prit parfois les sentiers de traverse.

C'est de ces années que datent ses premières velléités littéraires. Les enfantillages qu'elle dictait à Mlle de Mars marquaient quelque disposition. Mais elle ignorait qu'il y eût des règles pour écrire en prose et en vers. Les gens de lettres qu'elle rencontrait chez sa tante le lui apprirent. Mondorge surtout s'intéressa à ses essais et lui témoigna une amitié bienveillante. Le quatrain qui enthousiasma ce financier-poète n'a guère de remarquable, en dehors de l'âge de l'auteur, que les deux rimes sonores : gloire et victoire.

Félicité, Mars et Victoire
Se trouvent rassemblés chez nous.
Est-il rien de plus grand, est-il rien de plus doux
Que de fixer chez soi le bonheur et la gloire ?

Ce jeu de mots sur le nom de la fillette, celui de son institutrice et celui de la femme de chambre de sa mère plongea

M. de Mondorge « dans un enchantement inexprimable. » Mais il fit mieux que de lui donner des louanges ridicules et de montrer à tout venant ces vers mirlitonesques : il lui conseilla de lire les bons écrivains. Il lui offrit, pour la mettre en goût, les poésies de J.-B. Rousseau. Peut-être les *Poésies sacrées* et les *Odes* n'étaient-elles pas les premières œuvres indiquées pour éveiller l'intérêt d'une enfant de cet âge. Elle s'exerça à les dire à haute voix; ainsi elle s'emplissait la mémoire de belles images, de rimes éclatantes, et elle se familiarisait avec la cadence et l'harmonie des vers. L'année suivante, le présent poétique de Mondorge fut plus approprié. C'étaient les *Fables* de La Fontaine. Il est vrai qu'il y ajoutait, pour rester dans l'esprit de son temps, les œuvres de Gresset, y compris *Vert-Vert*. La petite apprit par cœur un bon nombre de fables. Cette fois, c'était bien un véritable commencement d'éducation littéraire.

*
* *

La brouille avec Mme de Bellevaux était, de la part de Mme Ducrest, une impardonnable imprudence. Elle s'en aperçut en se retrouvant en face de tous ses embarras. Il fallut bien chercher un gîte. Félicité et sa mère échouèrent rue Traversière, dans un rez-de-chaussée « triste et humide, » où la ruine leur dut paraître deux fois lugubre. Elles n'y séjournèrent point. La Fortune compatissante se manifesta sous les traits de l'obligeant La Popelinière, qui leur ouvrit toute grande sa maison de Passy. Après la maison de Mme de Bellevaux, il n'en était pas qui pût moins convenir à une éducation de jeune fille. Mme de Bellevaux, qui élevait chez elle ses deux filles, et tenait malgré tout à une apparence d'honorabilité, gardait une certaine bienséance. Quelles raisons eussent pu engager La Popelinière à plus de réserve? — Ses malheurs conjugaux l'autorisaient à vivre librement, en célibataire, avec la galanterie fastueuse des grands financiers de son temps. Quoi que vît Mme Ducrest, quelques fâcheux exemples qu'elle pût craindre pour l'enfant, il lui était difficile de se plaindre et de jouer l'ignorance. Elle savait, comme tout le monde, que La Popelinière était accueillant pour tous, et surtout pour toutes; que ses goûts étaient vifs et passagers; que ce généreux Mécène protégeait plus encore les artistes, danseuses, comédiennes ou chanteuses, que leur art. Les yeux d'enfant de la pauvre petite Félicité virent prématurément bien des choses qui

n'étaient point faites pour leur jeune regard. Ce ne sont pas seulement les *Mémoires* de Marmontel ou de tel autre contemporain qui nous remettent sous les yeux ces existences brillantes, cette corruption élégante et légère. Les Fragonard, les Lancret, les Greuze, et surtout les scènes équivoques ou libertines, représentées par la gravure, sont toute une évocation. Félicité Ducrest, ingénue déjà si éveillée, si curieuse, ne personnifie-t-elle pas en vérité ces fillettes de Greuze, étonnées encore de ce qu'elles viennent d'apprendre, et dont on ne sait au juste à quoi va leur regret, tant il reste, sur leur joli visage, et dans leurs grands yeux, dans la moue enfantine de leurs lèvres, d'attrait pour la faute ou l'étourderie qu'elles viennent de commettre. Leurs petites figures piquantes et mutines, ce mélange inquiétant d'innocence et de rouerie me semble peindre notre jeune héroïne « intéressante » et sensible. N'est-ce pas un joli sujet d'estampe dans le goût du siècle que suggèrent ces quelques lignes de Mme de Genlis : « M. de La Popelinière était enchanté de mes petits talens; il disait souvent en me regardant et en poussant un profond soupir : « Quel dommage qu'elle n'ait que treize ans ! » Je compris fort bien à la fin ce mot si souvent répété, et je fus fâchée moi-même de n'avoir pas trois ou quatre ans de plus, car je l'admirais tant que j'aurais été charmée de l'épouser. » Qui ne voit l'aimable vieillard contemplant avec un attendrissement à demi souriant et attristé, ce frais minois de treize ans et ces grâces en fleur ; et la coquetterie naïve de l'enfant qui ne sait pas encore, et cependant devine? La Popelinière avait alors soixante-cinq ans, mais, au dire de Mme de Genlis, il n'en paraissait pas plus de cinquante. Quoi qu'il en soit, l'enfant est sous le charme. Les *Mémoires*, où tant de choses sont dissimulées, nous le révèlent : « Je me passionnai pour M. de La Popelinière, qui donnait des fêtes d'un si beau genre. Je le regardais avec admiration... J'aurais préféré à tout autre M. de La Popelinière, un fermier général et un vieillard; mais ce vieillard avait subjugué mon admiration. » Marmontel, qui fut longtemps le commensal de l'opulent financier, vante le ton, les manières, et « l'air de civilité libre et simple » de son hôte. « Personne n'était plus aimable que lui quand il voulait plaire, » dit-il. Ses travers et son excessive magnificence ne prêtaient à rire qu'à ceux qui les voyaient du dehors. Dans l'intimité de sa maison les procédés obligeans et la bonne grâce effaçaient ses légers ridicules.

Il semblait toujours vivre un rêve heureux, au sein du luxe, des plaisirs et des voluptés délicates, entouré d'une compagnie nombreuse et brillante, où les grands seigneurs, les hauts personnages, ministres et ambassadeurs, rencontraient les plus jolies femmes de Paris. Ses soupers étaient célèbres. Chanteuses et danseuses de l'Opéra y charmaient l'oreille et les yeux. Pour peu qu'une beauté nouvelle occupât le maître du logis, « on le voyait galant, enjoué, comme épanoui par ce doux rayon d'espérance. C'était alors qu'il était aimable. Il faisait des contes joyeux, il chantait des chansons qu'il avait composées et d'un style tantôt plus libre, tantôt plus délicat, selon l'objet qui l'animait. » Tel sans doute le vit Félicité Ducrest, dont les treize ans, en leur verte fraîcheur, l'enchantaient. Que la dissipation fût grande en ce riant séjour, et même, que l'aimable liberté y confinât parfois à la licence, Marmontel ne se fait point faute de l'avouer. Il eût voulu s'éloigner des tentations, mais il n'en avait pas la force. « Le corridor où je logeais, écrit-il, était le plus souvent peuplé de filles de spectacle. Avec un pareil voisinage, il eût été bien difficile que je fusse économe et des heures de mon sommeil et de celles de mon travail. »

Ce n'étaient pas là les pires dangers pour la jeune Félicité. La pupille de Mme de Bellevaux avait appris de la vie tout ce qu'en peuvent discerner des yeux d'enfant. Pour le reste, heureusement, il y a des grâces d'état ; pour ce qui ne lui est pas positivement révélé, l'innocence d'un enfant est encore le meilleur rempart. La petite Ducrest était éveillée à l'excès, trop préparée à comprendre, le jour venu ; elle n'était point perverse. Le vrai danger, à mon sens, était dans l'air de vertu frelatée qu'on respirait chez M. de La Popelinière. Car cet homme était bon, bienfaisant. Il entretenait des danseuses, et il dotait six jeunes filles vertueuses tous les ans. Il était généreux, « sensible, » comme on disait alors. Vices et vertus se mêlaient si bien dans cette atmosphère, que bons et mauvais fruits ne s'y distinguaient plus sur l'arbre de la science du bien et du mal. Mme de Genlis est peut-être, bien souvent, moins hypocrite qu'il ne nous semble. De si bonne heure, elle prit un attendrissement passager pour un acte de vertu, une larme pour le sentiment, une belle parole pour de l'héroïsme ! Certaines actions, réputées immorales, étaient si peu comptées, dans le milieu où s'écoula son enfance ! Qui donc tenait rigueur à Mme de Bellevaux de son existence lé-

gère et des sources de son opulence? Les apparences n'étaient-elles pas acceptées pour la réalité? S'éloignait-on du marquis de la Haie, et lui-même désirait-il faire oublier ses flatteuses aventures de jeunesse, et les princières origines de sa fortune? Toute la parenté d'Avallon s'était-elle séparée de Marie-Josephte Minard, quand elle avait épousé en secondes noces « le beau la Haie »? Et à présent encore, ceux-là mêmes qui, hors de sa présence, criblaient des railleries les plus piquantes M. de La Popelinière, n'exaltaient-ils pas la sensibilité de son âme, la noblesse de son goût, la générosité de ses actions? A Paris, comme en Bourgogne, chez ses parens ou chez ses hôtes, Félicité n'a connu qu'une existence factice et de parade. Il y a les beaux sentimens, les belles pensées, les actions désintéressées dont tout le monde parle, dont on se pare pour le public, comme l'acteur met pour entrer en scène le fard et le clinquant destinés à déguiser sa véritable figure. Et il reste au fond, ce que tous connaissent et feignent d'ignorer, la vie réelle et ses misères, plaies morales ou plaies d'argent, tares, fautes et mesquineries. Sans doute, cet apprentissage de la vie ne fut point particulier à Félicité Ducrest. Encore faut-il avouer que peu de femmes, même au XVIIIe siècle, furent à ce point favorisées, et durent à un tel concours de circonstances une expérience aussi complète.

Si l'on met en regard de l'amusant récit de Marmontel celui que Mme de Genlis nous a laissé de son séjour à Passy, le contraste est piquant. D'un côté, un tableau où toutes les teintes sont riantes et libres, ont un air de vérité auquel on ne peut se tromper, et qui d'ailleurs s'accorde avec tout ce que nous savons sur les mœurs faciles de la société du XVIIIe siècle. De l'autre, une peinture doucereuse et assez fade d'un paradis de l'âge d'or; couleurs pâles, figures sans relief, qui ne donnent l'impression ni de la sincérité, ni de la vie. « M. de La Popelinière avait les mœurs les plus pures, la condition la plus régulière et la plus décente, » écrit Mme de Genlis. Et tout le portrait est de ce ton. On aurait mauvaise grâce à lui chercher querelle pour s'être laissé surprendre en flagrant délit de reconnaissance : une fois n'est pas coutume. Admettons avec elle que ses souvenirs de Passy ne lui rappellent que la bienfaisance et la vertu à toute heure pratiquées; ne nous demandons pas pour cette fois s'il y a chez elle inconsciente déformation morale ou hypocrisie. Nous

retrouverons plus d'une fois, dans sa longue vie, matière à nous poser cette question, et peut-être à y répondre.

On l'a pu voir, l'éducation de Félicité Ducrest se poursuit, malgré une sorte de brisure apparente, avec une unité rarement réalisée. Talens et caractère, l'enfant se développe dans sa voie. On faisait à Passy de l'excellente musique ; les concerts de M. de La Popelinière étaient réputés. La fillette en profita. Elle entendit les meilleurs maîtres, et reçut leurs directions ; là, enfin, elle connut Gaiffre, célèbre alors, et par lui fut initiée au jeu de la harpe, qui allait lui valoir dans le monde presque autant de succès que sa beauté ou ses écrits. Elle avait acquis sinon un talent, du moins une virtuosité précoce. Elle ne négligeait d'ailleurs aucun moyen de plaire, chantait, jouait la comédie, accourait au salon dès qu'on le lui demandait pour exécuter un air sur le clavecin, sur la guitare ou sur la musette, ou même un pas de danse. « Je jouai un rôle d'ingénue, écrit-elle, et un autre de soubrette, dans deux pièces intitulées *l'Indolente* et *les Joueurs*. Je dansai à ces représentations une danse, seule, qui eut le plus grand succès. Un maître de ballet de la Comédie italienne, nommé Deshaies, m'apprit cette danse, que l'on me fit danser non seulement sur le théâtre, mais continuellement dans le salon. » Rien ne lui coûte de ce qui peut la mener à la fortune ; on le lui redit sans cesse, elle ne peut l'attendre que d'elle-même, de ses grâces et de ses talens ; et il semble bien que, dès lors, par ruse ou par force, elle est décidée à la conquérir.

Mme Ducrest allait trouver dans une autre famille de financiers, chez les de Joui, à Chevilly, quelques mois de tranquillité et de détente. Avec des apparences rustiques, la maison offrait un luxe raffiné. C'était une sorte de Petit-Trianon avant la lettre, caché dans les bois et les fleurs. Les belles dames y jouaient à la fermière en robes à panier et en coiffures poudrées. Plus encore que le merveilleux verger, la laiterie éblouissante, toute en marbre blanc et coquillages nacrés, enchantait Félicité ; en cela, elle était bien de son temps ; toute sa vie, elle aimera la nature et les plaisirs des champs surtout en des arrangemens ingénieux et factices. Mais il fallut quitter brusquement ce séjour aimable ; la ruine de M. de Joui, arrêté et enfermé à Pierre-Encise, chassa tous les hôtes. L'accent des *Mémoires* de Mme de Genlis est ici faux à souhait. Elle narre cet événement sur le

mode pathétique sans rien omettre de ce qu'elle considère comme l'accompagnement obligatoire des grandes douleurs : évanouissemens prolongés de Mme de Joui, crises de désespoir, veillées de larmes, prières en commun, trois jours et trois nuits durant, lectures pieuses et consolatrices, enfin tout le rite solennel du deuil, auquel ne manquent pas même les pleureuses officielles, dont Mme Ducrest et sa fille semblent tenir les rôles. La vérité dut être plus prosaïque, en face d'une ruine préparée par une vie de faste, à laquelle les créanciers et une famille prudente désiraient mettre fin. Bref, Mme de Joui ayant mis ordre à ses affaires, se hâta de quitter Chevilly pour se rapprocher du lieu d'exil de son mari ; Mme Ducrest et sa fille, restées près d'elle jusqu'au dernier jour n'eurent plus qu'à regagner Paris.

Elles furent bientôt rejointes dans le logis qu'elles avaient loué rue d'Aguesseau, faubourg Saint-Honoré, par César Ducrest, revenu de Saint-Domingue plus désargenté que jamais. Pendant des mois, c'est une dure vie d'expédiens ; ce sont les petites dettes payées au moyen d'emprunts, les réclamations des marchands ; c'est le souci dévorant, chaque jour renaissant, de faire face aux nécessités, jusqu'à ce qu'elles atteignent ce hasard heureux qu'en dépit de tout elles espèrent. En attendant, ce sont les catastrophes qui se succèdent. Une lettre de change impayée fit jeter Ducrest au For-Lévêque. L'emprisonnement pour dettes était alors dans la vie des prodigues un accident assez fréquent, et qui n'était pas généralement pris au tragique. La ruine complète des Ducrest, avec ses conséquences journalières, était un bien autre malheur. Mais Mme de Genlis ne saurait manquer une si belle occasion de témoigner sa sensibilité filiale. Elle recourt dans son récit aux grands moyens littéraires : phrases entrecoupées, exclamations, suspensions, mouvement dramatique : « Quel fut mon saisissement en apercevant ce triste séjour !... et comment peindre ce que j'éprouvai en entrant dans la chambre où mon père était enfermé !... Je courus me jeter à ses genoux, j'avais besoin de me prosterner devant lui pour le dédommager, par mon respect et par ma tendresse, de l'humiliation de sa situation ; je baisais ses pieds que j'arrosais de mes pleurs... » Elle eut, à n'en pas douter, le bon et honnête chagrin d'une brave petite fille qui aimait bien son père. Nous apercevons là, en un exemple précis, la sorte de déformation que

son étrange éducation avait produite dans ses sentimens les plus naturels. Sorti de prison, le malheureux Ducrest, déçu de ses rêves de grandeur, désespérant de rétablir jamais la fortune des siens, ne fit plus que languir Ni les visites de son vieil ami, le baron d'Andlau, en qui il se préparait un successeur inattendu, ni celles du jeune comte de Genlis, ni même le séduisant espoir d'assurer brillamment le sort de sa fille, ne purent lui redonner le goût de vivre. Ce gai Bourguignon s'enfonça dans la tristesse et s'abandonna lui-même. Il mourut le 13 juillet 1763. Sa succession fut vite réglée; les créanciers n'y trouvèrent rien à prendre. Tout l'avoir personnel du défunt tenait en deux armoires de linges et de hardes qui furent prisés à rien par le commissaire. Les ressources du ménage étaient si bien épuisées que Mme Ducrest, obligée de renoncer au modeste logis de la rue d'Aguesseau, ne put solder que par son hôtel les deux cents livres qui restaient dues sur le loyer. Elle dut accepter l'appartement que lui offrait une amie compatissante dans le couvent des Filles du Précieux Sang, rue Cassette. Le baron d'Andlau venait fréquemment visiter au parloir les deux femmes. Bientôt son assiduité se fit significative. Un gros paquet arriva à l'adresse de Félicité; il contenait les parchemins et la généalogie de la maison d'Andlau. Cet étrange plaidoyer d'amour fut aussitôt suivi d'une demande en mariage, que le vieux baron fut bien étonné de voir repousser. « Il ne discontinua point ses visites, conte Mme de Genlis, mais il fut beaucoup plus froid envers moi; il ne s'occupa plus que de ma mère, et il s'en occupa si bien que, dix-huit mois après, il l'épousa... »

Retirées ensuite au couvent de Saint-Joseph, elles reprirent dans le monde le train de visites utiles d'où elles attendaient leur salut.

Le séjour chez La Popelinière avait permis à Mme Ducrest de nouer des relations un peu dans tous les mondes: dans celui de la finance, d'abord, qu'elle connaissait déjà par Mme de Bellevaux et par Lenormant; dans celui des gens d'esprit, des littérateurs et des artistes. Qui pouvait savoir à quelle porte la nécessité réduirait Félicité à frapper? Cherchant partout des protecteurs et des répondans, la mère et la fille, douces, polies, insinuantes, se glissèrent tant bien que mal dans diverses sociétés. Des femmes de la finance, comme Mme de La Reynière, entre autres,

se montrèrent accueillantes et généreuses. Ce qui ne veut pas dire que la jeune fille leur sût toujours un gré réel de leurs bienfaits. Mme de La Reynière se montrant offensée d'un portrait assez fielleux tracé plus tard par Mme de Genlis, lui répondait vertement qu'en effet elle avait poussé jadis l'impertinence jusqu'à offrir, elle, femme de financier, des robes à une demoiselle de qualité qui en manquait. Les grandes dames furent moins accessibles. Quelques-unes seulement, plus indulgentes ou moins hautaines, entre-bâillèrent leur porte, et reçurent à de certains jours Mme Ducrest, qui exhibait sa fille, et la produisait partout où elle le pouvait, en tous lieux, en toutes occasions. — Qui saura les déboires, les secrètes amertumes d'une fille de quinze ans, bien née, jolie à ravir, intelligente, fine, pétillante d'esprit et de talens, que la dure nécessité réduit à une souplesse servile, tandis qu'elle se sent faite pour briller au premier plan? Pas plus que Françoise d'Aubigné, elle n'oubliera les robes trop courtes et usées, les fichus défraîchis et les atours misérables qui désolèrent sa jeunesse. Ah! les airs de bonté dédaigneuse des grandes dames qui, sans souci de sa fierté, lui témoignaient une commisération humiliante! Un léger coup d'éventail caressant sous le menton, pour lui faire lever le visage; on la tourne, on la retourne comme une curiosité nouvelle: Voyez comme elle est jolie! comme elle est intéressante! et ces doigts habiles! et cette danse légère! Au départ, on lui remet un présent, affiquet, objet de parure que la jeune fille accepte en rougissant. Deux années durant, Mme Ducrest continue ainsi à la produire, forçant les portes qui résistent ou ne s'ouvrent qu'à peine, s'évertuant à tenter le hasard ou la fortune. Sombres années pour Félicité. On comprend que, par contraste, elle trouve une réelle douceur à évoquer, dans ses souvenirs lointains, les séjours chez La Popelinière, chez les De Joui, ou même chez Mme de Bellevaux. Là, au moins pour quelques mois, c'est une sorte de repos, la vie matérielle assurée, des apparences d'égards, l'oubli des soucis cuisans qui sont pour les deux pauvres femmes l'ordinaire de la vie. Les 1 200 livres de rente viagère de Mme Ducrest ne la pouvaient mener loin; il lui était bien malaisé d'élever ses deux enfans sans déroger; la dignité est une vertu réservée au seul usage des riches, pensait-elle; et elle tendait la main à sa mère, Mme de la Haie, à sa sœur, Mme de Montesson, malgré leurs brouilleries. Toujours demander et solliciter, s'humilier, tel fut longtemps le

rôle de Mme Ducrest; celui qu'elle avait assigné à sa fille était de plaire, d'être complaisante et agréable, de recevoir du même front ingénu dédains ou hommages trop empressés. La rancœur de l'enfant dut être profonde. Elle persiste, tenace, dans ces lignes écrites, vers 1825, par Mme de Genlis, qui cependant en avait vu bien d'autres : « Un instinct de bon goût me faisait sentir que ma mère prodiguait beaucoup trop ma harpe et mon chant, j'étais mal à mon aise dans ces brillantes sociétés, quoique j'y fusse caressée à l'excès. Je pensais deux choses : la première, qu'il ne faut se produire dans le grand monde que lorsqu'on peut y être à peu près comme les autres pour la manière d'être mise, etc. ; la seconde que, sans mes talens, on n'aurait eu aucune envie de m'attirer. Ces idées me blessaient, me donnaient le goût de solitude, et une excessive timidité, que j'ai conservée bien longtemps. »

L'opinion fut sévère à ces démarches et à ce zèle maternel inconsidéré. « C'est en hasardant le matin chez les hommes quelques visites qu'elle trouva un mari, » dit Talleyrand. C'est propos de mauvaise langue, et peut-être d'ingrat. Mais, on le voit, Mme Ducrest aventurait bien à la légère la réputation de sa fille, et peut-être pis encore. Heureusement pour la jeune fille, sa grâce enfantine et piquante fut plus forte que les menées et la « conduite si travaillée » de sa mère, et ce fut un mari qu'elle trouva. Au mois de décembre 1763, elle épousait à dix-sept ans le comte de Genlis. »

*
* *

Nous avons sur ce mariage de très différentes versions, et naturellement, c'est le récit de Mme de Genlis elle-même qui lui est le moins désavantageux. Prisonnier des Anglais en même temps que César Ducrest, le comte de Genlis, sur les récits enthousiastes du père, se serait épris de la jeune fille dont il avait entrevu le portrait, et il l'aurait épousée malgré l'opposition de tous les siens. — Les contemporains parlent d'autre sorte. « Elle épousa vaille que vaille le comte de Genlis, » écrit méchamment Talleyrand. Elle l'épousa très régulièrement au contraire, on s'en peut fier à l'habileté des trois maîtresses femmes qui présidèrent à l'intrigue : le brillant colonel n'en pouvait sortir que pieds et poings liés. Toutes les forces de la famille s'étaient coalisées pour cette importante capture, et

Mme Ducrest n'eut garde de négliger l'appui de sa sœur, Mme de Montesson, et de sa belle-sœur, la comtesse de Sercey. Il est à présumer que Mme de Genlis a raison quand elle affirme que ce ne fut point Mme de Montesson qui la maria. Sans doute aussi les contemporains n'ont-ils pas tort dans leur affirmation contraire. Un rapprochement se fit alors entre les deux sœurs: une parente sérieusement établie atténuait par sa seule présence ce que l'allure et la pauvreté de Mme Ducrest avaient d'aventureux, aux yeux d'un fiancé éventuel. Mme de Montesson n'eût-elle apporté à sa jeune nièce que cet appui d'honorabilité, le secours était précieux. Mais elle la servit d'une manière autrement efficace par sa science innée du monde, sa politesse toute en nuances, à la fois engageante et discrète, son assurance de grande dame qui jamais n'a risqué une fausse manœuvre, sa coquetterie déjà souveraine. Il y a dans le récit de Mme de Genlis un fond de vérité. Encore faut-il ne l'accepter que pour ce qu'il vaut, c'est-à-dire pour un arrangement romanesque, où l'intéressée se présente sous le jour le plus flatteur. Ducrest tendit les premiers rets, et fit habilement miroiter la beauté de la jeune fille, les agrémens de son esprit et de sa personne. Il inspira ainsi à Genlis une vive curiosité. Il fallut bien des manœuvres concertées pour que les attraits de Félicité Ducrest changeassent ce désir d'intrigue en un solide mariage. Genlis avait vingt-sept ans. Il n'était pas un naïf, pas davantage un sentimental. Il savait comment se mènent les aventures. Jusqu'au bout, il se crut maître de conduire à son gré cette amourette. Tout en se jouant au charme et au sourire de la petite Ducrest, il se laissait engager par son oncle, le marquis de Puisieux, dans une sérieuse affaire de mariage. Parmi ces femmes spirituelles et rusées, entre tant d'aguichantes et flatteuses coquetteries, le pauvre colonel perdit la tête, et se laissa, comme un benêt, mener au mariage par une fillette de dix-sept ans, dont la jeune renommée et la beauté provocante avaient quelque chose d'inquiétant. L'affaire fut dirigée et conclue en grand mystère, par les soins de la comtesse de Sercey, chez qui Mme Ducrest et Félicité s'étaient retirées depuis plusieurs semaines. Le mariage se fit secrètement, à minuit, en l'église Saint-Roch, et on ne le déclara que plusieurs jours après.

Ce fut un beau tapage. Le puissant marquis de Puisieux, furieux d'avoir été berné, sa fille, la maréchale d'Estrées, allaient fulminant, et recueillaient avec colère tous les mauvais bruits

que cette chance inespérée avait réveillés sur la famille Ducrest, en particulier sur la mère et la fille. Les qualificatifs de coquettes, de rouées, d'intrigantes ne leur furent point épargnés. Les inconséquences financières de César Ducrest étaient oubliées. Alors comme aujourd'hui, qui se fût souvenu à Paris d'histoires vieilles de deux ans? Mais les légèretés de Mme Ducrest, toutes ses imprudences maternelles étaient savamment retournées contre la jeune femme, à qui on imputait à mal même ses succès si durement achetés. Tout ce qu'il y avait de trouble, d'équivoque dans leur existence fut remué, mis au jour, et il en sortit un mélange compact de médisances et de calomnies, auxquelles, il faut bien le dire, l'existence de Mme de Genlis ne devait point donner un démenti. Jugée durement dès lors, sa jeunesse aventureuse dont, nous l'avons vu, elle n'est certes pas responsable, nuit dans l'opinion de quelques-uns à sa réputation à venir. Pour beaucoup d'autres, comme Talleyrand, ses jeunes années même sont ternies par les intrigues bruyantes de toute sa vie. Et ces jugemens fâcheux se rejoignent si bien qu'ils ne laissent guère de place pour une appréciation plus bienveillante. Souvenons-nous toutefois qu'on ne lui avait enseigné pour réussir que l'art de plaire et l'intrigue. Félicité Ducrest n'était qu'une petite fille pauvre vivant parmi les riches, avide de joies, de plaisirs et de succès. Elle ne se détourna pas de l'occasion qui la pouvait faire riche à son tour. Qui l'en pourrait blâmer trop sévèrement? Elle fut, aux mains de sa mère et de ses tantes, un instrument merveilleusement intelligent et souple. Ce qui lui pouvait rester de naïveté même était une grâce et une habileté de plus. Mais sachant ce que nous savons de sa vie d'enfant, pourrons-nous avoir sur ses années de jeunesse les mots durs et méprisans de Talleyrand? Et pourquoi ne pas supposer qu'au moins à seize ans, elle eut, à défaut d'amour, quelque amitié reconnaissante pour l'homme qui lui apportait, avec un aimable extérieur, un nom honorable, une belle fortune à venir, et surtout la considération et l'assise sociales qu'elle devait souhaiter par-dessus tout? Qui sait même si, en épousant le comte de Genlis, elle ne se promettait pas de lui rester fidèle?

M.-P. Bourgain.

ACHILLE LUCHAIRE

M. Achille Luchaire est mort le 13 novembre 1908. Il avait soixante-deux ans. Frappé en pleine force, par la soudaine attaque d'un mal imprévu et implacable, il venait de recevoir, de l'Académie des Sciences morales, le prix Jean Reynaud, la plus haute de ses récompenses. L'Académie couronnait l'auteur d'*Innocent III;* en réalité, elle consacrait une vie et une œuvre. Cet hommage, le dernier, était bien dû à l'homme qui, par la noblesse du caractère, la probité de la pensée, l'énergie du labeur, fut pour l'Université un grand exemple, au savant qui par vingt-cinq années de recherches, d'enseignement, de publications, laisse à son pays un souvenir et un monument durables. Je voudrais dire ce que furent l'homme et le savant. Nous verrons ainsi ce que nous lui devons et quelle perte a faite l'érudition française en le perdant.

*
* *

Le futur historien de Philippe-Auguste et d'Innocent III était né à Paris le 24 octobre 1846. Sa jeunesse fut rude. Il n'avait pas dix ans, quand il perdit son père, chef de bureau au ministère de l'Intérieur. Cette première épreuve ne fut pas sans influence sur la formation de son caractère et de ses idées. Il n'en comprit que mieux, par la leçon cruelle des choses, cette loi du travail dont sa famille même lui avait prêché l'exemple. A Panissières, chez les Frères de la Doctrine chrétienne, où il débute, aux lycées de Saint-Étienne, de Lyon, puis à Henri IV où il poursuit et achève ses études, l'enfant laisse entrevoir déjà ce que sera l'homme : ce goût du travail, cette conscience, cette rectitude en toutes choses qui formeront les traits dominans de sa

nature. On le préparait à l'enseignement. A vingt ans, il entre à l'École normale. Le voici désormais dans cette Université qu'il ne quittera plus et où il avancera vite. Agrégé d'histoire en 1869, il est nommé professeur au lycée de Pau, puis à celui de Bordeaux, en 1874; trois ans plus tard, dans cette même ville, il entrera à la Faculté des lettres, où, en 1879, ses thèses lui vaudront une chaire magistrale. En avril 1885, il était appelé à Paris. Son avenir universitaire était fixé. A ce moment même s'était révélée sa vocation.

A vrai dire, celle-ci s'était éveillée assez tard. Rien dans le petit écolier studieux de Lyon ou de Paris n'avait trahi ce « démon » mystérieux qui, dès l'enfance, nous pousse vers nos destinées. A l'École, l'influence de M. Zeller l'avait conduit vers l'histoire, sans l'y confiner. Ses premiers travaux furent un tâtonnement. Il s'occupe d'abord d'histoire locale. En 1873, il débute par une notice sur les origines de la maison d'Albret, qui sera comme la préface de sa thèse sur Alain le Grand. Mais notre historien s'aventurait aussi dans la linguistique. Il s'éprend du pays basque et consacre à sa langue deux articles et une thèse latine. Les difficultés d'une telle entreprise, le long noviciat philologique qu'elle imposait lui firent renoncer à ces recherches. En mettant au concours, en 1880, une *Étude sur le pouvoir royal à l'époque des Capétiens*, l'Académie des Sciences morales lui rendit le service de lui montrer sa voie. M. Luchaire prit goût au sujet: il concourut; il eut le prix. Ce fut une indication sûre. Le mémoire remanié devait devenir un livre. En 1883, parut, en deux volumes, l'*Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*. C'était la première grande œuvre historique de M. Luchaire, celle qui devait fonder sa renommée.

Du premier coup, il prenait possession de son domaine, celui qu'il occupera, explorera pendant seize ans, ces trois siècles de vie obscure, où, dans la décomposition de la société créée par Charlemagne, fermente une société nouvelle, et où, du chaos des races pêle-mêle confondues va sortir la France. Sur cette période, rien alors, ou presque rien, que des livres incomplets ou superficiels, des erreurs ou des légendes. Il semblait que l'œuvre des Capétiens commençât avec Philippe-Auguste, que seule, dans cette succession d'ombres falotes et grises qui l'avaient précédé, se dessinât avec quelque relief la figure de

Louis VI, le créateur du domaine royal et des communes. Il est vrai, toujours en éveil, l'Allemagne érudite avait porté son attention sur le xe siècle, et M. de Kalckstein venait de consacrer à l'origine des Capétiens un livre original. Nos historiens, eux, avaient passé. Ces âges sans gloire méritaient-ils un long regard? Et qu'avions-nous à apprendre au spectacle de ces luttes, de ces contradictions, de ces brigandages, agonie d'un régime où une foule de petits seigneurs avides et cruels s'acharnent à dépecer cette proie : la royauté? En cela, nos historiens se trompaient. Ce ne sont peut-être pas les plus brillantes périodes de l'histoire qui sont les plus curieuses, et l'étude des siècles calmes où la vie sociale s'épanouit apprend moins au savant que l'aspect des âges troubles où celle-ci se transforme. Cette conception juste de M. Luchaire a été féconde; elle nous a valu cette suite ininterrompue de recherches qui, de 1883 à 1898, ont jeté la plus vive lumière sur les faits et renouvelé entièrement les théories.

Que nous apportait-il? — Pour juger et comprendre cette série de transformations dont le changement de dynastie est le fait le plus apparent, deux systèmes dominaient alors l'école historique. Le premier, *national*, cherchait dans la révolution de 987 un antagonisme de races. Pour ces érudits, les Carolingiens représentaient l'Allemagne; les Robertiniens, la France. Le duel des deux maisons n'avait pu être que le choc des deux élémens ethniques qui se disputaient notre sol, et la victoire d'Hugues Capet, que la revanche de notre nationalité aspirant à naître et à se séparer. Non moins spécieuse était la théorie *féodale*. Pour celle-ci, contre le système politique de Charlemagne, la force du pouvoir, l'unité de l'État, le duc de France représentait les idées comme les intérêts nouveaux: « l'hérédité des fiefs, le morcellement de la souveraineté, l'indépendance locale. » Contre la monarchie, il est la féodalité; contre le souverain, le premier des seigneurs, et en le couronnant, c'est elle-même que l'aristocratie élève. Ainsi, théorie nationale et théorie féodale expliquaient la révolution de 987, à la moderne, comme une opposition de principes et de systèmes, où, derniers défenseurs des élémens germaniques et des idées romaines, de la monarchie impériale et unitaire, les Carolingiens devaient être vaincus par leurs rivaux, premier symbole de la France naissante et du séniorat triomphant. De ces théories, et malgré l'autorité des noms qu'elles invoquaient, ceux d'un Thierry ou d'un Guizot,

M. Luchaire devait faire justice. Une analyse plus exacte l'amène à des conclusions tout opposées. — « On est obligé de reconnaître, dit-il, que les derniers Carolingiens ont été en somme plus souvent les ennemis que les alliés de la puissance germanique. D'une part, en effet, leur qualité de descendans directs du grand Empereur... cause toujours quelque inquiétude aux ducs de Saxe devenus rois. Enfin leurs éternelles prétentions sur la Lorraine étaient, entre eux et les Allemands, une cause permanente d'hostilité. » Dans cette lutte des deux dynasties, ce sont les Robertiniens au contraire qui recherchent la protection des rois allemands, et c'est avec leur aide qu'ils montent sur le trône. En second lieu, que les rois de la maison de Robert le Fort aient été les représentans de l'aristocratie, il suffit d'étudier leur politique pour se convaincre du contraire. « On les voit tous préoccupés de ramener sous la dépendance du pouvoir central les différentes parties du pays qui tendaient à s'en écarter. » Ils « ont compris et exercé le pouvoir » de la même manière que les princes légitimes. Maîtres de leur trône, ils héritaient de leur politique : ils changeaient d'attitude, en changeant de condition.

Comme Fustel, M. Luchaire réduit donc l'influence des « races » dans notre histoire ; comme lui également, il va étendre celle de la royauté. Et pour la première fois, ce qui est mis en pleine lumière, c'est la permanence d'une tradition monarchique et aussi la force d'action des premiers Capétiens qui l'ont représentée.

Il n'y a pas de différence entre les rois robertiniens du IXe ou du Xe siècle, Eudes ou Raoul, et les derniers princes de la famille carolingienne. Il n'y a pas davantage de fossé entre la monarchie d'Hugues Capet et celle de Charlemagne. — Mêmes doctrines. C'est toujours, en théorie du moins, le pouvoir absolu et tutélaire, qui gouverne et qui protège, qui légifère et qui juge, sacré, presque sacerdotal, recevant de Dieu la mission de maintenir l'ordre et la paix. Mêmes règles de conduite. Comme leurs devanciers, Hugues, Robert, Henri, sont les alliés de l'Église contre les grands, comme eux aussi, partisans de l'hérédité qu'ils cherchent à établir en faisant, de leur vivant, sacrer leurs fils. La révolution capétienne qui a changé le roi, n'a pas changé la royauté ; et si elle s'est faite, c'est précisément qu'en 987, comme en 751, la famille légitime n'avait plus que des titres

sans pouvoir, des prétentions sans ressources; l'impossibilité de se défendre elle-même la rendant incapable de défendre le peuple, elle était déchue de sa fonction. Précisément, les Capétiens avaient cette force qui manquait à leurs rivaux : un domaine. Dans un siècle où la terre est le seul appui, où la possession des villes, des bourgs, des châteaux, des hommes, donne la vraie puissance, ils avaient les uns et les autres : Orléans, Étampes, Paris, Bourges, ce territoire qui les a établis au cœur de la France, à la jonction de la Seine, de la Loire, de la Saône, à ce croisement des grandes régions du pays, d'où ils peuvent voir, commander, agir.

Ce pouvoir royal ainsi défini, l'historien le regarde vivre. On l'avait cru débile et fainéant; il le montre au contraire énergique, actif, habile. Il en analyse les fonctions et les organes, les agens et les ressources, les attributions administratives ou judiciaires, les relations politiques avec les différentes classes du pays : l'Église, les grands, le peuple; allié de l'une, hostile aux autres, tantôt favorable, tantôt contraire aux progrès du dernier; bref, à la fois tenace et souple, maintenant toutes les traditions anciennes de la monarchie, mais se servant de toutes les idées, de toutes les forces nouvelles de son temps, se concentrant sur son propre domaine, en sortant dès qu'il le veut ou qu'il le peut, et sous la diversité des caractères, l'inégalité des mérites, présentant une suite dans les desseins, une fermeté dans la conduite qui va, peu à peu, à la féodalité triomphante donner son maître et son chef. Jusqu'alors, les historiens n'avaient retenu que les annales des plus grands Capétiens, celles d'un Louis VI, d'un Philippe-Auguste, d'un saint Louis. Voici soudés les anneaux de la chaîne qui les rattachent à leurs prédécesseurs. L'œuvre brillante de ces grands fondateurs était inexplicable sans celle, plus modeste, de leurs devanciers. M. Luchaire nous montre que les quatre premiers Capétiens n'ont pas seulement fait vivre leur dynastie : ils ont préparé lentement, mais sûrement, le retour à l'unité.

Ces idées, aujourd'hui, nous sont familières. En 1883, elles étaient une découverte. Et telle est la vérité du tableau tracé alors, qu'il n'a subi, depuis, que très peu de retouches. Ce n'était cependant pour l'historien qu'une partie de sa tâche. Il entendait lui-même reviser, compléter ses recherches. Une série d'études vont achever de nous initier à cette connaissance des premiers siècles capétiens.

Pour ces règnes, en effet, dont il avait d'une main ferme tracé les contours généraux, fait valoir les parties en relief, M. Luchaire sentait le besoin de scruter les détails, de mettre chaque chose ou chaque homme à sa place, et, après avoir montré dans leur ensemble toutes les faces du gouvernement royal, de suivre comme pas à pas les actes des gouvernans. De ces procédés, l'Allemagne nous avait donné l'exemple. Elle avait inauguré ce système des *Jahrbücher*, qui, règne par règne, année par année, enregistraient les documens comme les événemens. M. Luchaire fut entraîné à appliquer aux rois capétiens cette méthode de monographies. En 1885, paraissait le premier de ses grands ouvrages d'érudition, les *Études sur le règne de Louis VII*. L'auteur, qui avait fouillé dans la Bibliothèque nationale et les Archives, pouvait cataloguer 798 actes de ce roi, les classer dans un ordre régulier et, avec leur aide, reconstituer les itinéraires, la date des séjours royaux, la succession des grands officiers, en un mot, toute l'ossature du règne. En 1891, il publiait, sur le prédécesseur de Louis VII, un travail semblable : *Louis VI le Gros, Annales de sa vie et de son règne*. Ici, s'appuyant sur la chronologie des chartes et des documens, il unissait les deux méthodes, celle de la chronologie et celle de l'analyse, étudiant la jeunesse du roi, sa vie, son gouvernement, son action militaire et politique, ses rapports avec Rome, le clergé, les grands vassaux, la société populaire. — Œuvres d'érudition pure... Assurément. Mais qui ne voit les services inappréciables qu'elles ont rendus? En tout cas, elles n'étaient point pour M. Luchaire un simple exercice de critique. Il eût voulu entraîner la science historique vers les grandes monographies, préface nécessaire d'une histoire générale. Sa tentative est restée isolée. Il faudra y revenir si on veut reconstituer toute la trame de notre passé.

Dix années de recherches, en lui donnant la maîtrise de l'histoire politique des XIe et XIIe siècles, l'avaient mis en présence aussi de l'histoire sociale. L'étude de la royauté le conduisait à celle de la féodalité. A vrai dire, aucun sujet plus vaste, plus ignoré, plus difficile, qui ne demande des connaissances plus variées, une préparation plus longue. Ici, l'historien ne se trouve plus seulement en face de quelques hommes ou d'institutions déterminées, mais de la vie collective tout entière. Celle-ci est complexe : le groupe féodal est à la fois un État, un domaine, un atelier, un marché, enclos fermé aussi solidement

par la fiscalité et la coutume que par ses murs de pierre. Comment en comprendre les formes extérieures et apparentes si on n'en étudie d'abord les ressorts internes et cachés?... Celle-ci est instable: jamais société n'a été plus troublée et plus mobile; jamais l'être humain n'a été si peu au repos. Comment en saisir la continuité profonde, si on n'en suit toutes les secousses, et, comme pas à pas, toutes les transformations? Mais voici bien l'immensité de la tâche. Toute cette histoire n'est plus dans les lois, dans quelques centaines de diplômes royaux; elle se dissimule dans des milliers de chartes, de détails, de petits faits. C'est dans ce chaos qu'il faut la chercher, la découvrir, région par région, époque par époque. M. Luchaire a dit de cette période qu'elle présentait d'immenses « hiatus. » Il se trompait un peu. Les textes ne manquent pas, mais les recueillir, les grouper, reconstituer sur leur témoignage, parfois contraire, les formations et les déformations du régime, discerner, sous la diversité des faits, quelques lois simples qui expliquent tout: quel labeur! On comprend que les érudits aient reculé. La féodalité a inspiré d'excellentes monographies : elle attend encore son historien.

M. Luchaire eût-il pu l'être, et, reprenant l'œuvre de Fustel au point où celui-ci l'avait conduite, la souder à ce XIIIe siècle vers lequel il s'acheminait lui-même? Il ne l'a pas cru. « Les travaux originaux, écrivait-il alors, ceux qui font la science, ont pour l'auteur un charme particulier... Mais il est bon aussi que les savans s'assujettissent à vulgariser la science faite. » C'est dans cet esprit qu'il composa, en 1890, ses *Communes françaises*, et, en 1892, son *Manuel des Institutions françaises à l'époque des Capétiens.*

Ces deux livres sont des « synthèses. » L'auteur nous en avertit. « Retracer dans ses lignes générales, d'après les plus récens travaux, l'organisation jurée de la commune du Nord, le type le plus complet de la municipalité indépendante,... montrer la place qu'elle occupait dans la société contemporaine, étudier ses rapports avec la féodalité, l'Église, le Roi... » tel est l'objet du premier. Résumer tout ce que l'on sait du régime féodal; des monographies de détail dégager tout un ensemble de vues précises sur son organisation : celle de l'Église, du fief, de la seigneurie, des villes, des classes populaires, du pouvoir royal, tel est le plan du second. Écrits pour les étudians ou le grand public, ils se présentent, l'un et l'autre, comme une mise au point. Sont-ils vraiment si peu originaux? L'auteur ne voulait qu'offrir

aux lecteurs un résumé de ce qu'ils doivent savoir de ces questions. Il rendait à la science le service plus grand encore de lui montrer ce qu'elle sait, ce qu'elle conjecture, ce qu'elle ignore. Cela, c'était encore faire œuvre de savant. Reprenant, par exemple, les excellentes monographies de MM. Giry et Prou sur Saint-Omer et Lorris, M. Luchaire critique, d'une manière décisive, les théories diverses sur l'origine des communes ; il montre qu'elles ne sont ni une survivance du régime gallo-romain, ni une importation de la Germanie, ni un succédané des associations de la paix : c'est dans l'histoire intérieure de nos villes, leur condition économique ou politique qu'il faut chercher la genèse du mouvement. Étudiant à son tour les chartes communales et les comparant à ces transactions multiples et diverses qui de tous côtés se concluent entre les sujets et les seigneurs, il assigne à la commune son vrai rôle et sa véritable place. On avait trop cru, à la suite d'Augustin Thierry, à son influence décisive sur le progrès des classes populaires ; « forme brillante et éphémère de l'émancipation de la bourgeoisie, elle est peu de chose dans ce grand enfantement du régime nouveau qui donne aux foules des droits et des libertés. » Examinant enfin ses rapports avec les pouvoirs établis et la royauté même, il montre dans le clergé comme dans le pouvoir royal, non ses alliés naturels, comme on l'avait dit, mais ses ennemis. Finalement, imprégnée de l'esprit féodal, née de la guerre, faite pour la guerre, jalouse de ses privilèges, impitoyable pour le petit peuple, et minée par l'anarchie et l'émeute, cette seigneurie urbaine succombe « sous le poids de ses fautes et les empiétemens du roi. » Elle avait été un progrès, elle finissait en tyrannie. L'heure était venue où elle devait disparaître.

Comparons ces idées si nouvelles, si fécondes, aux opinions de l'ancienne école, aux théories enthousiastes des historiens de la Restauration ou de la Monarchie de Juillet ; nous pouvons mesurer les changemens qu'elles consacrent. M. Luchaire n'en était pas l'auteur, mais, en les faisant siennes, il a contribué à les répandre ; en les exposant avec clarté, il leur a assuré droit de cité dans le domaine de la science. Et lui-même leur a dû un autre avantage, celui d'élargir sa méthode et son horizon. De 1895 à 1901, en abordant l'époque de Philippe-Auguste, c'est à la fois vers l'étude générale des institutions et celle de la vie sociale qu'il va se diriger.

On peut dire que ce demi-siècle qui s'étend de 1180 à l'avène-

ment de saint Louis fut pour M. Luchaire un domaine de prédilection. Cette histoire d'une ère glorieuse et tragique, pendant laquelle la royauté, comme la nation, achève de se constituer, lui semblait la conclusion naturelle de ses recherches. Pendant cinq ans, à la Sorbonne, il avait pris le règne de Philippe-Auguste comme sujet de son enseignement. Il songeait à en écrire l'histoire. Peut-être les travaux minutieux que publiait à ce moment même un érudit allemand, M. Cartellieri, lui firent-ils ajourner son dessein. Tout au moins avait-il réuni assez de matériaux pour composer dans la collection de l'*Histoire de France* tout un volume sur Louis VII, Philippe-Auguste et Louis VIII. Quelques aperçus sur la vie sociale parurent dans les revues ou les comptes rendus de l'Académie des Sciences morales. Si achevée enfin était la forme de ses cours, qu'il a suffi de les réunir pour en composer son dernier livre : *la Société Française au temps de Philippe-Auguste*. Ainsi l'œuvre qu'il voulait faire, des mains pieuses l'ont recueillie... Heureusement ! car elle eût manqué à l'ensemble de ses travaux, comme aussi à la définition de sa méthode. Elle se rattache à ses premiers livres ; elle les complète ; combien différente cependant et par le sujet même et par la manière dont l'histoire est traitée. Ici, l'auteur n'analyse plus seulement des institutions, il observe des usages ou des mœurs : il explique moins qu'il ne raconte. Le politique se transforme en moraliste. Qu'est donc cette société française à l'aurore du XIIIe siècle ? Comment vivent ses vilains, ses bourgeois, ses clercs, ses nobles ? Que sont-ils, que pensent-ils ? Si nous voulions savoir comment M. Luchaire comprend le moyen âge, c'est dans ce livre, assurément, que nous pourrions le mieux saisir son opinion. Une société pleine de contrastes, héritière de toutes les tares du passé, livrée à la guerre, au brigandage, à la famine ; des évêques, hommes de cour ou hommes de guerre, plus pénétrés de leurs droits de seigneurs que de leurs devoirs d'apôtres, des curés grossiers et dépravés, buveurs, joueurs, querelleurs ou pis encore, des moines et des écoliers turbulens, des nobles pillards et sanguinaires, violant les lois les plus saintes de la famille et de l'honneur, des rustres superstitieux, malpropres, aux gestes comme aux instincts de brute, et, tel un jet de lumière dans cette ombre, le réveil des sentimens nobles et des idées grandes, le goût des choses de l'esprit, le respect de la femme, le mysticisme de l'amour, les grands Ordres et la chevalerie,

l'Ecole et la cathédrale, un effort général vers la justice et la liberté, le régime de fer des féodaux s'ouvrant au bourgeois et au vilain qui s'y font leur place; tout le siècle de saint Louis, le plus grand, est en germe dans cette France de Philippe-Auguste. — Nous avions la légende révolutionnaire et romantique du moyen âge : l'une, qui en faisait l'enfer de toutes les souffrances, l'autre, le Paradis de tous les héroïsmes. Cette légende, M. Luchaire l'a détruite. Et il nous montre dans la France de nos pères, simplement ce qu'elle fut, une société d'hommes où l'on a beaucoup lutté, mais où la vie, rude et terrible parfois, fut grande, puisqu'elle fut une école de foi, de vouloir et d'action.

*
* *

L'originalité, l'étendue de ces recherches avaient assuré déjà à M. Luchaire une place à part dans l'érudition française. En 1895, l'Académie des Sciences morales consacrait sa réputation en lui ouvrant ses portes. Il n'avait fait cependant qu'une partie de son œuvre. Philippe-Auguste lui avait découvert Innocent III. L'historien des Capétiens va devenir celui du plus grand des papes du XIIIe siècle. C'est à cette direction de son esprit que nous devons l'œuvre magistrale qui, commencée en 1901, sera terminée quelques semaines avant sa mort.

Pour tous ceux qui connaissaient mal M. Luchaire, elle fut presque une révélation. Assurément, il reprenait des voies ouvertes. Innocent III avait déjà trouvé des biographes, dont Hurter avait été le plus illustre. Mais pour lui, ces voies étaient nouvelles, et nouvelle aussi la manière par laquelle il s'y engageait. Plus d'érudition apparente. Hurter avait suivi, année par année, le récit des événemens : lui, préfère de vastes fresques, exposés méthodiques où il série les questions, loin de les confondre. « J'ai dû suivre les matières, écrivait-il plus tard, et non l'ordre chronologique. On me l'a reproché. Mais je tenais à être lu. Il s'agissait pour moi, non d'être utile à quelques douzaines d'érudits, mais de donner, au public soucieux du passé, la claire intelligence de ce que fut, au moyen âge, l'action d'un grand pape. » Partant, il renverse ses procédés, cache ses matériaux, dérobe ses recherches. Des volumes courts, des tableaux larges, où se révèle non seulement le souci de la vérité documentaire, mais de la vie; peu ou point de références; dans la forme même, un mouvement, une souplesse, une verve auxquels l'auteur des

Institutions monarchiques ne nous avait guère habitués, tout contribue à faire des six volumes consacrés à Innocent III une œuvre à part. Ils se rattachent aux travaux précédens par les mêmes qualités, la même méthode, le même esprit. Ils les dépassent par l'art supérieur de la composition et l'intérêt du récit. L'auteur a mis son savoir en forme. En vérité, Innocent III a bien servi son historien : il lui a permis de donner la pleine mesure de son talent.

A vrai dire, M. Luchaire l'avoue lui-même, ce n'était point à une étude complète qu'il avait songé d'abord. De là, dans la succession même de ces six volumes, un certain désordre. Qu'importe ! les hésitations du plan ont disparu dans l'unité de l'ensemble, et cette unité, l'historien la doit surtout à l'homme dont il a été le biographe impartial et l'admirateur convaincu. Aussi bien, le Pape est-il le centre, le lien, l'âme de ces livres. Dès le premier, *Rome et l'Italie*, M. Luchaire nous le présente. Le voici au physique, d'après des monumens contemporains, un fragment de mosaïque conservé à Poli, une peinture de l'église souterraine du Sacro Speco, de Subiaco. « Il a une figure ronde... de grands yeux avec des sourcils bien arqués, un nez droit et une petite bouche. » La taille est « menue » et la voix sonore. Imaginez maintenant le cadre où il a grandi, où il s'est formé. Dans ces pays tourmentés, crevassés du Latium, la race, comme la nature, est rude. Le petit Lothaire de Segni appartient à une de ces familles de seigneurs qui ont construit leur forteresse sur un des tertres chauves, et qui, sous l'alerte continuelle, presque chaque jour, l'épée au poing pour attaquer ou pour se défendre, ont pris l'habitude de commander et d'agir. Quelle école de force d'âme ! Le futur Pape gardera l'empreinte de cette éducation première. Il est un féodal. A sa race, « il doit l'âpreté de l'ambition, l'énergie belliqueuse, les colères, les duretés... » Heureusement aussi, destiné à l'Église, il tempère et affine par l'étude et la piété cette première culture. L'école, où il s'est formé, à Paris et à Bologne, lui a donné surtout la science du droit, l'art de distinguer et de démontrer, le goût des raisonnemens, des subtilités même; la religion a développé en lui toutes ses réserves de mansuétude et de tendresse. Quelle complexité ! Il gronde et il caresse; il menace et il pardonne; il commande en maître et s'humilie lui-même en pécheur; en somme, une nature de feu qui dut toujours se dominer et se tenir en équi-

libre, un esprit ouvert et net, ayant l'intelligence des hommes, le sens des réalités et du gouvernement, l'idée très haute de son rôle, de son pouvoir comme de ses devoirs. Il écrivait, en 1204, à Pierre de Castelnau : « L'action vaut mieux que la contemplation. » Tout le génie d'Innocent III se révèle dans ce conseil.

Qu'un tel homme se fasse l'ouvrier d'une œuvre unique, qu'il mette au service de cette œuvre toutes les richesses de sa nature et toutes les ressources de sa puissance, il changera le monde. Ici, l'idéal est trouvé : la *théocratie*. Quand Innocent III est élevé à la tiare, le 8 janvier 1198, les formules sont prêtes, et son historien nous montre comment il s'empresse de les faire siennes. Dans le sermon qu'il prononce le jour de son sacre, « il définit, avec une sorte d'emportement et d'orgueil, l'immense étendue de la puissance dévolue au Pape. » Le pouvoir qu'il tient est à la fois « évangélique » et « historique, » spirituel et temporel, « divin et terrestre. » Mais ces formules étaient-elles une réalité? Et combien au contraire, après un siècle de luttes, de triomphes apparens, la papauté était loin de cette organisation rêvée d'une Europe chrétienne? On a cru souvent que l'unité de la foi avait créé l'unité de gouvernement et d'obéissance. Qu'on refasse, après M. Luchaire, le tableau de cette société « théocratique ! » En Italie, c'est l'impérialisme qui a reparu, l'aigle allemand tenant dans ses serres la Sicile, la Pouille, la Calabre, la Toscane, une partie des villes lombardes, Crémone et Plaisance, des lambeaux des Romagnes ou des Marches, menaçant, comme jadis, l'indépendance de la papauté. Contre l'envahisseur, celle-ci ne peut que s'appuyer sur les villes; mais aussi jalouse de son indépendance envers Rome qu'envers l'Empire, imprégnée de cet esprit laïque qui s'attaque aux privilèges des clercs et à l'existence de la hiérarchie, la Commune devient une entrave, plus qu'un appui. A Rome même, le séjour n'est pas sûr. Les papes qui dominent l'Europe, défont les empereurs, jugent les princes, ne sont pas « maîtres de leur capitale. » Lucius III y avait séjourné trois mois; Alexandre III en avait été chassé; Urbain III, Grégoire VIII l'avaient fuie; Innocent III lui-même sera obligé de se retirer à Anagni en 1203. « Tout obéissait au pontife de Rome, excepté Rome. » Et par delà la péninsule, dans les provinces, aux frontières de la chrétienté, c'est encore la guerre. Guerre contre les rois et les seigneurs indignes qui profanent la sainteté du

mariage ou attentent à la liberté du sacerdoce ; guerre contre l'esprit national qui s'éveille et qui s'affirme, limitant les appels à Rome, fermant le territoire aux légats pontificaux, revendiquant pour le prince l'élection des prélatures. L'unité même existe-t-elle? Jamais elle n'a été plus menacée. Une partie de la France, de l'Italie du Nord est envahie par les Cathares. Au sein de l'Église se propage, comme un poison, l'hérésie formidable du manichéisme renaissant, tandis qu'aux extrémités, sous la poussée de l'Islam, Jérusalem est perdue et le royaume latin détruit. Telle est l'Europe que va trouver Innocent III. Et voici celle qu'il rêve : une Italie émancipée, une amphictyonie de royautés vassales, groupées autour de Rome, réconciliées entre elles, unies contre le Turc, l'orthodoxie rétablie dans les consciences, l'Église réformée. A cette tâche vont être consacrées dix-huit années de pontificat. On comprend qu'un tel homme et qu'une telle œuvre provoquent l'attention passionnée. Nous allons voir comment M. Luchaire en a été l'historien.

La question italienne était la première qui se posait devant le Pape. C'est la première aussi que traite notre auteur. Dans *Rome et l'Italie*, nous assistons aux efforts tentés par Innocent pour achever l'œuvre d'Alexandre, peut-être la plus belle page, en tout cas, la plus durable du règne. Contre l'Allemand, il reconstitue la ligue lombarde, appuie la ligue toscane, libère Spolète, les Marches, la Romagne et y fait reconnaître sa suprématie. En Sicile, que peut-il craindre de ce petit roi enfant, qu'il protège et qui ne peut faire prévoir Frédéric II? Dans le Patrimoine, à Rome même, dès son élection, il travaille avec vigueur à restaurer sa propre autorité; et quand, après dix années de lutte, à force d'énergie, de souplesse, et aussi de générosité, il a triomphé de ses sujets, il peut intervenir entre les communes du Nord, comme juge ou comme arbitre, et prendre en mains la cause de la paix, ayant défendu celle de l'indépendance. — Cette hégémonie politique ou morale sur la péninsule n'était-elle pas d'ailleurs la condition nécessaire pour triompher de l'éternel compétiteur : l'Empire : « Souci quotidien de sa politique, l'Allemagne était toujours la terre hostile, la pierre d'achoppement. » Et dans un très beau livre, *la Papauté et l'Empire*, M. Luchaire nous montre comment Innocent III va engager la lutte. La mort d'Henri VI avait rejeté en Allemagne ce fléau du schisme qui, pendant si longtemps, avait affaibli la papauté. Deux empe-

reurs, Otton de Brunswick et Philippe de Souabe, deux factions, deux armées, « la guerre de burgs et la guerre d'argent : » quel coup de fortune pour Rome ! Et avec quel opportunisme supérieur se sert-elle des événemens, tout en se prêtant à leurs combinaisons contraires ! Depuis Grégoire VII, le Pape ne prétendait-il pas donner l'Empire ? Occasion unique de trancher en maître ! Mais ce droit reste au fourreau ; en fait, Innocent se réserve ; il ne veut pas devancer la fortune. S'il se prononce enfin pour Otton contre le frère d'Henri VI, ce n'est pas seulement par souci de l'équité, c'est qu'il a pesé les chances de l'élu et ses propres avantages. En 1206, Otton est-il vaincu, le Pape se rapproche du Souabe : il le fait absoudre par ses légats et traite secrètement avec lui. Philippe est-il assassiné, Rome revient à Otton. Mais le jour où, infidèle à ses promesses, Otton veut s'émanciper, il est perdu. Innocent III pouvait lui opposer un rival, Frédéric, et l'épée de la France. — Rome triomphe. La défaite de l'Empire est aussi la victoire de la théocratie et la dictature spirituelle étendue à tous les États européens. Voici donc la diplomatie papale aux prises avec les princes, travaillant à constituer la fédération chrétienne. Tâche ingrate, que nous décrit le volume sur *Innocent III et les royautés vassales*. Nous voyons le Pape intervenir partout, partout où il y a un écart du prince à réprimer, une liberté ecclésiastique à défendre ; partout aussi, ferme sur les principes, souple dans les actes, mesurant l'énergie de l'effort à la poussée des résistances. En Portugal, dans les royaumes espagnols, il a réduit les rois à l'obéissance, fait payer le tribut, couronné l'Aragonais, Pierre II, qui sera l'instrument de sa politique. Là, il a réussi, comme en Hongrie, où il profite des compétitions à la couronne pour faire reconnaître, presque sans résistance, son pouvoir suzerain. Il essaye de dominer les Slaves, de rattacher la Serbie à Rome ; il négocie avec les Bulgares qu'il va tenter, en 1204, de ramener à l'unité. On sait combien brillante fut la conquête de l'Angleterre. Rien ne montre mieux, que cette longue lutte contre Jean sans Terre, les procédés de la politique romaine, ses ménagemens, ses ouvertures, tantôt unie à la nation anglaise et à Philippe-Auguste contre « le tyran, » puis, quand celui-ci s'est humilié, au « tyran » contre ses sujets et contre la France. En Philippe-Auguste, la papauté devait trouver un tout autre adversaire. Sa politique se heurtait sans cesse à la nôtre, et peut-être Inno-

cent III eût-il été entraîné à une lutte ouverte, si, par bonheur pour la royauté capétienne, il ne fût mort à temps.

On peut dire que, rarement, l'histoire politique de la pa pauté a été traitée avec cette ampleur, ce souci du détail, cette vue des réalités, cette intelligence supérieure des faits et des desseins, qui font de ces trois volumes sur le rôle temporel d'Innocent III une esquisse achevée. Et pourtant, plus attachans, plus nouveaux encore sont les deux livres sur la *Croisade des Albigeois* et la *Question d'Orient* consacrés au rôle du chef religieux.

Le premier de ces livres est peut-être le meilleur, le plus vivant, le plus complet de la série. Il n'est pas seulement hors pair par les qualités de l'exposition, mais encore par la clairvoyance de l'historien à discerner dans le grand drame religieux les prétextes et les mobiles, les intérêts divers et opposés, et cette poussée d'ambitions féroces qui, sous le zèle de la guerre sainte, va conduire à l'extermination d'un peuple et à la conquête d'un pays. Toutes ces éventualités, le Pape les avait pesées. Après dix années d'efforts, d'adjurations pacifiques et inutiles, la Croisade n'avait été pour lui « qu'une de ces mesures extrêmes auxquelles on recourt, en désespoir de cause, » quand ont échoué tous les autres moyens. Il avait voulu la confier d'abord aux princes du Midi, plus soucieux sans doute de ménager leurs sujets et d'éviter l'effusion du sang, puis, sur leur refus, au roi de France. Ce dernier se déroba. L'assassinat du légat Pierre de Castelnau, en déchaînant la croisade, et la pire de toutes, celle des barons, la fit, par surcroît, atroce. M. Luchaire rend au moins au Pape cette justice qu'il garda la même attitude de mesure et d'humanité, et qu'il ne tint pas à Rome que l'œuvre de sang ne fût promptement close. Innocent III s'effraye des excès de l'armée, désavoue ses légats, refuse de déposséder le comte de Toulouse et enjoint aux évêques d'absoudre sa capitale. Dès que la croisade prend un caractère politique, il négocie avec Pierre d'Aragon et favorise la réaction contre l'envahisseur. Après Muret, s'il « renonce » à l'opposition ouverte, « sa diplomatie n'abdique pas. » Le comté de Toulouse mis sous séquestre, Montfort seulement reconnu comme administrateur provisoire, la cause des Raimons évoquée à l'assemblée de Latran, toutes ces mesures montrent que le Pape n'entendait pas se faire le complice de la spoliation ou des partis extrêmes. M. Luchaire remarque ailleurs que la même pensée se retrouve dans sa lé-

gislation contre les hérétiques. On chercherait en vain la peine de mort dans les mesures répressives qu'il prend : on n'y trouve que le bannissement ou la prison. « Après tout, n'était-ce par là un progrès sur la justice sommaire du peuple, des rois et de certains prélats qui commençaient par envoyer les hérétiques au bûcher, sans même faire, la plupart du temps, la distinction indispensable entre les convaincus et les suspects ? »

Mêmes préoccupations et mêmes méthodes dans la plus grande croisade, celle dont Innocent parle et s'occupe toujours. Que de cette œuvre libératrice toute pensée politique fût absente, M. Luchaire ne le croit pas et il montre comment le pontife devait concilier « son devoir de chef de religion et ses visées de domination universelle... ses convictions et ses intérêts...» Du moins, dans la préparation de la croisade, les directions données, à la veille comme au lendemain de la victoire, son activité, son tact, son sens politique sont admirables. Les yeux « sans cesse fixés sur le monde musulman, » le Pape s'était fait envoyer, dès le début de son pontificat, des mémoires sur la situation de l'Islam et de ses chefs. Il entre en relations avec les souverains et les évêques d'Orient, s'efforce de souder les derniers débris du royaume latin de Jérusalem dans une pensée de commune défense. En Europe, il prêche, écrit, fulmine pour entraîner les rois et les peuples. Il ménage Byzance, à la fois son adversaire et son alliée, partagé entre deux nécessités, combattre le schisme et soutenir l'Empire. Cela fait, Innocent III comprend qu'il faut frapper l'Islam au cœur, non plus à Jérusalem, en Asie Mineure, mais en Égypte. — Et quand enfin, malgré lui, en dehors de lui, la grande vague déchaînée va s'abattre sur Constantinople, s'il s'indigne d'abord, il réfléchit et accepte. Un baron catholique sur le trône du César !... quelle chance inespérée d'en finir avec le schisme ! Et pourtant, s'il s'empresse d'intervenir pour empêcher les vainqueurs « d'accaparer les profits de la victoire, » s'il organise l'Église latine, il se rend compte qu'on ne détruira point le schisme par la force. Il arrête toute tentative de persécution, autorise les évêques grecs qui font profession d'obédience à garder leur église, sans nouveau sacre, tolère leur liturgie. Avec les autres, réfugiés en Asie Mineure, Rome entame des pourparlers. Pour l'entente, elle est prête aux plus grandes concessions.« Je pense, disait le Pape, que la diversité des coutumes ecclésiastiques ne peut faire aucun tort aux Églises

qui ont pris racine dans une croyance unique, et que, par elle-même, elle ne saurait constituer un schisme... » Contre le parti intolérant que soutiennent trop souvent ses légats, Innocent se prononce en faveur des modérés des deux Églises qui croient l'union possible. En 1213, des conférences s'étaient engagées à Sainte-Sophie avec le métropolite d'Éphèse... Ces ouvertures ne réussirent pas. Elles posaient au moins la question de l'unité, et ce n'est pas une des moindres gloires d'Innocent III d'avoir, par son esprit de conciliation, tout fait pour la résoudre.

Voici donc un pape bien vivant, bien humain, et qui se dégage du nimbe de la légende pour prendre place dans la réalité de l'histoire. Peu de conducteurs d'hommes ont été étudiés avec autant d'équité, de finesse, et aussi de sympathie. L'historien d'Innocent III ne pouvait le séparer de son temps ; mais comme il le montre « supérieur à son temps, » en partageant les idées, et, si l'on veut, quelques-unes des faiblesses, le dominant toutefois et par la hauteur de l'idéal, la grandeur des desseins, la souplesse de l'action, l'énergie du caractère, « l'esprit de tolérance et d'équité ? » — « Il faut lui savoir gré d'avoir mis en lumière et recommandé au monde une maxime des temps apostoliques que certains réformateurs de la justice moderne prendraient volontiers comme devise : « La pitié prime la loi. » Et de même que l'homme a été grand, le pouvoir a été bienfaisant et utile. Dans cette société anarchique encore, où les peuples sont trop souvent livrés à l'arbitraire et à la force, où les grands n'ont aucun respect de la parole donnée, de la majesté du droit et de la sainteté du mariage, Innocent III représente seul les idées de progrès et de justice. Le régime qu'il rêve, la théocratie, n'était-il pas enfin, pour l'Europe, la seule organisation possible? Cela, M. Luchaire a le mérite de l'avoir entrevu et de nous l'avoir montré. Le meilleur service qu'on puisse rendre aux grands hommes, est encore de les comprendre. Il semble qu'en fermant ces livres qui lui sont consacrés, nous connaissions mieux le plus grand des papes du XIIIe siècle, et que nous ayons quelque droit de l'admirer. Est-ce à dire que l'étude soit complète et le portrait définitif? On a reproché à M. Luchaire d'avoir laissé dans l'ombre l'action spirituelle, fermé les yeux sur l'impulsion féconde donnée à l'Église, aux Universités, aux consciences. Sans doute était-il sensible à ce reproche et cherchait-il à se justifier en traçant, dans un der-

nier volume, une histoire du concile de Latran et une esquisse du mouvement de réforme... Nous aurions aimé aussi, dans ce portrait d'un pape, quelques traits plus accusés sur l'homme, le croyant mystique qu'il fut, sa vie intérieure et cachée. Et enfin, comme conclusion de cette très belle œuvre, l'auteur ne nous devait-il pas, dans un raccourci vigoureux, son jugement sur la grandeur et la caducité du système, sur les conséquences incalculables du régime théocratique pour l'avenir de l'Europe, de la papauté, du catholicisme? — A ces critiques, M. Luchaire eût pu répondre qu'il voulait n'écrire qu'une histoire « politique » d'Innocent III, il y a réussi. Et si son horizon est restreint, ce n'est point qu'il n'en soupçonne d'autres, c'est qu'il s'y enferme et par sa conception de l'histoire et par la nature de son talent.

*
* *

Il n'est pas toujours aisé de démêler, dans notre formation intellectuelle, notre part et celle d'autrui. A l'inverse d'un grand nombre de savans, M. Luchaire semble un isolé. Il n'entend se ranger dans aucune école; il ne se réclame d'aucun maître. Cependant, il a subi des influences qui percent dans ses jugemens comme dans ses écrits.

La première fut celle de M. Zeller. L'auteur de l'*Histoire d'Allemagne* n'avait pas uniquement dirigé son élève vers l'étude du passé. Il lui en avait donné le sens comme le goût, et montré que l'histoire n'est pas seulement une œuvre de compilateur, mais d'artiste, moins une chronique qu'une résurrection. Fustel de Coulanges fut son second maître. Il l'avait peu connu, mais il avait lu ses livres, et il eut toujours pour celui qu'il devait remplacer à la Sorbonne la plus vive admiration. C'est à lui qu'il dédie ses *Institutions monarchiques*. Dans l'éloge ému qu'il lui consacre, en 1890, il loue sans réserves sa méthode « parce qu'elle est la vraie... » sa critique, parce qu'elle a laissé de « salutaires exemples. » Six ans plus tard, dans sa notice sur M. Geffroy, il rappelle encore « son idéal supérieur. » Et de fait, il lui emprunte quelques-unes de ses idées maîtresses. Il rejette, comme lui, la théorie de l'influence, de la persistance des races par laquelle Thierry et Guizot avaient prétendu expliquer nos institutions. Il professe, comme lui, « la grande loi historique de la continuité et de la transformation lente et graduelle » qui domine toute la philosophie sociale. On peut même retrouver parfois

dans les premières œuvres de l'historien d'Innocent III quelques procédés, quelques formules qui rappellent les *Institutions politiques de l'ancienne France*. Mais là s'arrête la comparaison. En réalité, M. Luchaire n'est le disciple de personne. Il s'est formé lui-même, et c'est encore un des traits les plus accusés de sa physionomie intellectuelle que, dans sa longue carrière, il fut en progrès continu. Son talent s'est élargi avec son œuvre; ce fond premier, fait de sérieux, de patience, de justesse, de netteté d'esprit, s'est enrichi de tout l'apport qu'ajoute l'expérience de la vie au contact des livres. Une finesse plus grande, une forme moins raide, une intelligence plus vive et plus concrète du passé : voilà ce que l'âge et la réflexion lui ont donné. Il n'en garde pas moins ses traits distinctifs, ce par quoi il nous permet de le définir.

Il fut d'abord, avant tout, un érudit. — Que l'histoire exige une érudition bien faite, peu de principes sont aujourd'hui moins contestés. Il n'en était pas de même, en 1875, au moment où le futur auteur d'*Innocent III* commençait à écrire. L'influence de l'Allemagne savante, les travaux de Guérard, de Pardessus, de Fustel venaient à peine de nous détourner des systèmes ou des synthèses. On voulait que l'historien fût éloquent : dès ses premiers livres, M. Luchaire entend qu'il soit exact. Lire tous les textes, les contrôler avant de les grouper, se défendre des hypothèses aventureuses ou des généralisations prématurées, en un mot, soumettre les théories aux faits, non les faits aux théories, voilà les règles qu'il applique, qu'il appliquera toujours. Elles forment sa méthode ou, plus exactement, la méthode, cette technique générale, impersonnelle, « qui s'apprend, » qui s'impose à tous. Parcourez son œuvre. Elle vaut par la structure. L'auteur parle quelque part de ces historiens qui « travaillent en surface. » Lui, travaille surtout en profondeur. Dans ce domaine où s'est concentrée son énergie intellectuelle, il n'élève rien à la légère, ni au hasard. C'est sur le tuf qu'il a construit.

Ce sol primitif et ferme, ce sont les documens. Le premier soin de notre savant fut toujours de les consulter tous, et là où ils manquaient, de les découvrir. S'il fait l'histoire des Capétiens, il explore avec minutie toutes les chroniques de leur temps, comme tous les actes de leur règne. Nous parle-t-il d'Innocent III? Il va tout droit au registre de ses lettres comme à la seule biographie que nous possédions. A ces témoignages officiels, voyez-le maintenant ajouter les chroniqueurs allemands, français,

italiens, anglais, espagnols. Cela même ne lui suffit pas. Il ne se contente pas de rassembler des matériaux connus : il cherche et il trouve. Il fouille les bibliothèques et les archives : à Paris, à Laon, à Orléans, où il met au jour des chartes royales et une correspondance des abbés de Saint-Victor ; à Rome, où il revise sur l'original l'édition des registres d'Innocent III ; à Zurich, où il trouve, en 1905, la liste des évêques présens au concile du Latran. On peut dire que, dans cette minutieuse enquête qui porte sur près de trois siècles, il est peu de documens qui aient échappé à son regard.

Ce fut une autre partie de sa tâche de les mettre en œuvre. Rappelant dans un de ses discours un mot quelque peu irrévérencieux de Renan sur les érudits, il se le fût volontiers appliqué à lui-même. Le travail de laboratoire le passionnait, qu'il le fît seul, dans son cabinet, ou avec ses élèves, dans cet *Institut médiéval* qu'il avait fondé, en 1900, à la Sorbonne. Il savait bien que rien n'est mesquin pour le savant, ni inutile pour la science. Étudier un manuscrit, en fixer avec précision l'auteur ou l'origine, établir avec certitude un petit fait, rectifier une date, toutes ces minuties lui paraissaient chose grave. Le premier devoir qu'il enseignait à ses étudians, et qu'il pratiquait lui-même, était de s'y appliquer. Nulle discipline ne lui paraissait meilleure pour former un historien. C'est qu'il avait, d'instinct, le sens de la critique et en maniait la pointe avec une dextérité supérieure. Que d'études originales dans ces articles d'érudition pure qui annonçaient ses grands ouvrages ! A la Sorbonne, le professeur avait fait préparer une série de publications : celle des actes du monastère de Saint-Denis, préface d'une histoire de la grande abbaye capétienne ; celle des historiens de la croisade des Albigeois, Guillaume de Puylaurens et Pierre des Vaux-Cernay. Le critique, à son tour, consignait dans des mémoires spéciaux ses recherches personnelles. Peu de travaux nous aident à aussi bien comprendre ses procédés et sa méthode. Qu'ils soient consacrés à une compilation historique du XIIIe siècle ou à un traité attribué à Hugues de Clères, à l'histoire des registres d'Innocent III ou aux listes des grands officiers de la couronne, ils révèlent toujours la même finesse, la même sûreté de main, la même clarté de discussion. M. Luchaire m'écrivait un jour : « Il n'est pas nécessaire de sortir de l'École des chartes pour être un érudit. » Peut-être songeait-il un peu à lui-même. Ces petits mémoires, alertes, précis,

serrés, sont des modèles. Il eût été fâcheux qu'ils fussent perdus.

Qu'on mesure maintenant aux matériaux dont l'historien se sert, aux assises qu'il pose, la qualité supérieure de l'édifice. Rien n'y est laissé à la fantaisie: il ne vise pas à faire grand, mais solide. Un souci du détail poussé jusqu'au scrupule, point d'idée générale sans faits, de faits sans preuves, des documens de premier choix, enchaînés les uns aux autres, encastrés dans une trame serrée, tout donne l'impression d'une construction durable et forte. Peu importe même que l'auteur nous dérobe ses témoignages. On les devine, on les voit presque sous chaque phrase, à travers chaque mot. Le revêtement extérieur accuse toujours l'armature savante et ferme, ce par quoi le monument reste debout. Tel est bien le premier caractère de ses livres. — Et voici le second. L'érudition chez lui n'est qu'un moyen. Elle est la condition première de l'histoire, non l'histoire même. Ce qu'il lui demande, c'est une résurrection du passé.

L'histoire est une science par la nature des problèmes qu'elle pose et des solutions qu'elle cherche. Nul, plus que M. Luchaire, n'a été pénétré de cette vérité. Il pensait que l'histoire a un but : atteindre dans leur réalité les faits individuels ou collectifs, qu'elle offre un plaisir très délicat, « celui de sentir vivre les générations mortes, de pénétrer l'âme des siècles disparus. » Il est vrai, ce ferme et sage esprit ne lui apporte, ni ne lui demande une théorie ou une explication de la vie sociale. On chercherait en vain un système dans son œuvre. Il proteste hautement contre la doctrine qui assimile les sciences historiques aux sciences biologiques; la seule certitude qu'il reconnaisse, qu'il proclame volontiers, est cette continuité, cette dépendance qui unit les siècles les uns aux autres et fait toujours parler les morts dans le verbe des vivans. S'il admire le génie d'un Fustel, et cette puissance d'analyse qui lui fait toucher jusqu'aux infiniment petits de la vie sociale, il se garde de le suivre. Dans les faits du passé, il choisit et il se limite. Ses regards se portent sur les phénomènes les plus apparens, moins sur les idées et les grands faits sociaux, que sur les institutions et les hommes, sur la vie privée, que sur la vie publique. Est-ce par goût? Par nature d'esprit? Sous l'influence aussi du milieu dans lequel il a grandi et que le problème des formes de l'État passionnait seul? On ne saurait le dire. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'est ni un métaphysicien, ni un économiste. Il est surtout un historien

« politique. » C'est la formule qui semble le mieux lui convenir.

Comparons ses ouvrages. Tous révèlent cette tendance. Sa thèse est l'histoire d'un des derniers féodaux, de ses démêlés avec l'autorité royale. Les *Institutions monarchiques* sont l'étude d'une révolution et d'un gouvernement. Dans la grande secousse des classes populaires, au XIIe siècle, ce qui le frappe, ce n'est ni l'organisation nouvelle de la vie, du travail, de la production, des rapports juridiques entre l'homme et la terre, ou l'homme et son maître; c'est la Commune. Nous veut-il donner une description du régime féodal? Les meilleurs chapitres de son *Manuel* sont encore ceux qu'il consacre à l'administration, au gouvernement des seigneurs. Mais, il l'avoue lui-même, il ne touche « ni à l'économie politique et sociale, ni à l'organisation intellectuelle. » Il n'est point jusqu'à son *Innocent III*, qui n'accuse le même esprit. Certes, on ne peut dire que l'auteur de la *Croisade des Albigeois* ait été fermé à l'intelligence des idées religieuses. Et pourtant, son héros est surtout un politique. M. Luchaire aime à suivre le fil de ses combinaisons, à démêler d'une main ferme ses desseins, ses audaces, ses revirements, ses reculs, les poussées vigoureuses qu'il donne aux événemens ou les chocs en retour que les événemens lui infligent, toute cette stratégie de l'action que nul n'a vue, comprise, exposée comme lui. Sa grandeur intime et mystique lui échappe. Le dernier volume consacré à l'œuvre ecclésiastique est le moins complet. Encore la grande assemblée en 1215 ne l'a-t-elle intéressé que par les solutions qu'elle donne « aux plus graves problèmes de la politique européenne, » et l'affirmation éclatante « de la suprématie conquise sur le monde » par la papauté. C'est qu'il a côtoyé, sans le voir, cet infini de la vie de l'Église. Seule dans cet ensemble, l'étude de la *Société française au temps de Philippe-Auguste*, semble faire exception. Ici, l'historien a élargi sa manière. Qui oserait dire pourtant que cette œuvre qui touche à peine aux transformations profondes de l'économie sociale et de la structure, où nous ne sentons point comme le frisson des grands souffles intellectuels et mystiques qui annoncent le XIIIe siècle, soit bien celle que nous attendions? L'auteur voit les faits sociaux par le dehors; il les décrit, plus qu'il ne les pénètre: l'âme des penseurs et des foules ne lui livre qu'une part de son secret.

Les grands démiurges sont des poètes. Cette imagination créatrice n'avait pas été donnée à celui qui eut, avant tout, l'âme

d'un savant. Son esprit net et précis avait au plus haut degré l'art de grouper les faits, de les exposer avec méthode. Son style est simple et sobre comme sa pensée. M. Luchaire avait le grand souci de bien écrire ; il ne croyait pas que la science dût se résoudre à s'exprimer mal. Tels chapitres de son *Innocent III*, l'exposé des impérialismes, puis encore la peinture des croyances albigeoises, sont hors pair. — En réalité, fond et forme, son œuvre vaut surtout par cette vertu supérieure, qui fut l'âme de sa vie : la probité.

On peut dire que peu de consciences scientifiques furent aussi hautes. Il avait le culte de la justice, celle que l'on doit à ses devanciers, celle qu'attendent, dans le passé, les hommes ou les choses. Jamais érudit fut-il plus équitable pour ses rivaux? Ce maître n'était pas de ceux qui pensent que rien n'a été fait avant eux et qu'il est habile de profiter des travaux des autres, tout en les ignorant. Nulle part, on ne trouverait dans son œuvre une remarque injuste ou malveillante : très souvent au contraire, on y peut voir des éloges sans réserves. Lui-même ne se met pas au-dessus de la critique. Il se revise, se contrôle, et, quand il s'est trompé, reconnaît loyalement son erreur. De telles natures sont bien faites pour la magistrature sereine de l'histoire. Ce penseur libre, qui avait rompu avec toute religion positive, a été un des écrivains qui ont le mieux jugé Innocent III et les papes. « Ils avaient, dit-il, l'esprit plus large, l'âme plus haute et plus accessible au sentiment d'humanité et de justice que ceux qui les représentaient. Ils étaient meilleurs que leurs cardinaux et légats : ceci fut vrai, par exemple, de Grégoire VII, beaucoup moins intransigeant et moins dur que ceux qui agissaient en son nom. » Cet universitaire, très épris de son temps, ne parle pas seulement du passé avec respect, mais avec amour. Il voulait qu'on l'étudiât, non seulement parce qu'il nous instruit et qu'il nous charme, mais parce qu'il est une portion de nous-mêmes. « Disparu ! le moyen âge ne l'est pas tant qu'on pourrait le croire. Il a laissé, autour de nous, des témoignages indestructibles de sa vitalité et de sa grandeur. Une époque qui a bâti nos cathédrales, ces chefs-d'œuvre d'élévation morale, de fécondité et de puissance... est toujours digne d'intéresser l'homme qui voit et qui pense. » Et il ajoutait, non sans scepticisme : « Il y a un fond de sentimens, de pensées et de passions qui ne varie pas, parce que l'homme est toujours semblable à lui-

même... Nous reprochons au moyen âge d'avoir été superstitieux et mystique : mais regardons autour de nous. Je lisais, il y a quelques jours, un curieux opuscule, celui d'un publiciste qui prêche l'abolition du pouvoir temporel des papes, la suppression des biens d'Église, l'arbitrage international comme instrument de paix perpétuelle... Quel est ce remueur d'idées ? Évidemment un contemporain de Rousseau ou de Voltaire... Il vivait au temps de Philippe le Bel... Quelqu'un a écrit les lignes suivantes : « N'emploie jamais la contrainte pour amener ton prochain à professer la croyance qui est tienne... La foi ne vient pas de la force, mais de la raison. » C'est la définition même de la tolérance religieuse, telle que l'entend la société moderne. Eh bien ! elle vient des croisades. » Pour ce grand chercheur, l'histoire n'était pas seulement un inventaire, mais l'hommage légitime rendu par notre temps à tous les temps.

Une œuvre ainsi conçue risque fort d'être impersonnelle. A l'inverse de ces écrivains qui se racontent eux-mêmes en racontant le passé et lui demandent moins la vérité que leurs vérités, M. Luchaire a mis comme une coquetterie à disparaître de ses livres. Il se cache derrière les faits, les laisse parler, se bornant, greffier impassible, à inscrire leur témoignage. A-t-il si bien réussi à s'effacer qu'on ne le retrouve ? Non, il n'est pas vrai que l'historien ne soit d'aucun temps, ni d'aucun pays. L'homme reparaît dans le savant, et notre auteur a dit lui-même excellemment : « La nature ne connaît pas et ne connaîtra jamais cet être de raison, qui ne sent pas, n'a pas de préférences et ne se passionne pour rien... » Lui, se passionnait profondément, silencieusement, comme tous ceux qui sentent en profondeur. Sous ce masque froid et correct, qui semblait toujours se réserver ou se recueillir, on devinait la nature chaude, capable de se donner comme de s'émouvoir. Il n'était pas un homme d'action. Les jouissances de la pensée lui parurent toujours supérieures à celles de la lutte, et il ne goûta guère d'autre émotion intellectuelle que celle de son labeur. Travailleur inlassable, dans cette carrière déjà longue, il ne connut aucun arrêt. Chaque jour ressemblait à un autre, consacré à l'étude, ne laissant guère au patient érudit que deux heures de repos ; lui-même ne s'accordait, dans l'année, qu'un seul mois de vacances. Rarement, l'Université et l'Académie ont eu des maîtres plus pénétrés de leur devoir, des confrères plus laborieux et plus

exacts. Il vivait tout entier pour la science, et ses auditeurs comme ses livres formaient l'horizon de sa vie publique.

Ce n'est pas qu'il n'eût ses convictions très fermes et très nettes. Mais il ne songea jamais, comme tant d'autres, à en tirer parti. L'honnête homme se défendit toujours de courtiser les opinions comme les gens au pouvoir; l'historien avait trop le sens des nuances, de l'envers ou de la continuité des choses, pour ne pas discerner dans nos doctrines d'un jour la part de vérité et d'erreur qu'elles renferment toutes. Sur un point seulement, il fut et se montra toujours intransigeant. Ce travailleur, si détaché des contingences de la politique, resta un patriote. Il avait pour son pays l'ambition de la primauté intellectuelle. En 1883, abordant l'étude des institutions monarchiques, il remarque avec regret que nous avons été devancés, « qu'il est grand temps de prendre possession de notre histoire, si nous ne voulons y trouver les autres. » Il admire ceux, quels qu'ils soient, qui ont bien servi la France. S'il proteste contre les dénigremens systématiques d'un récent romancier de Jeanne d'Arc, il décerne son hommage, en pleine Académie, aux missionnaires qui ont rendu tant de services à la civilisation... Il ne veut pas surtout que l'amour de notre temps nous rende injustes envers nos pères, et c'est à des étudians comme à leurs maîtres qu'il donne ce conseil. « Il est des gens à courte vue pour qui l'histoire du pays commence en 1789. Ils ont jeté par-dessus bord, avec une légèreté de cœur et d'esprit qui s'explique par l'ignorance autant que par la passion politique, tout un héritage de huit siècles... Oui, il est sage d'être de son temps: mais nous pensons que le patriotisme consiste à aimer son pays jusque dans le passé, à souffrir des épreuves qu'il a traversées, comme à triompher de ses gloires. »

Ce culte très pur ne fut pas le seul. M. Luchaire en eut un autre : celui de la famille et de l'amitié. Le foyer intellectuel qu'il s'était créé venait s'échauffer au contact de son foyer domestique. Il avait dû à ses relations avec M. Zeller, son ancien maître, l'union qui fit le charme de sa vie. Ce petit cercle de tendresse eut toujours le meilleur de lui-même. Mais il ne s'y enferma pas en égoïste, et il sut l'ouvrir plus d'une fois à ses élèves comme à ses amis. Son accueil était froid : il parlait peu; mais quand on parvenait à le connaître, comme on sentait la sympathie si vive et si sûre ! Bienveillant, serviable, il était toujours prêt à aider de ses conseils. Il aimait les jeunes, applau-

dissait à leurs succès : combien lui ont dû un encouragement ou un éloge qui a décidé peut-être leur vocation ! Et cette confiance une fois donnée ne se reprenait plus. Il a eu la rare fortune de garder tous ses amis. L'Académie des Sciences morales se souvient encore des termes émus du dernier adieu qu'il adressait, en 1907, à deux confrères qui avaient été ses camarades... Il ne se doutait guère que son tour fût alors si proche.

*
* *

Quelle place lui assigner dans cette famille des historiens qui a honoré notre XIXe siècle ? Certes, les dons si rares qu'il avait reçus n'ont pas suffi pour l'élever au premier rang. On ne trouvera pas dans son œuvre la vigueur des raccourcis, la puissance des aperçus, la concision immortelle des formules, cet art d'embrasser d'un regard, de découvrir d'un geste, qui mettent hors pair un Guizot ou un Fustel. Dans ce passé qu'il explore, il ne sent pas davantage, avec l'intensité d'un Michelet, ce frémissement, cette vie intime des âmes, des foules ou des choses, qui sont le grand enchantement des époques lointaines. Sur la fresque à laquelle il a travaillé à son tour, son pinceau n'a jeté ni le relief, ni la couleur. Ses figures un peu pâles valent surtout par la netteté du dessin, la fidélité des traits, la recherche du détail... Qu'importe, si on y retrouve ce qui rend une œuvre saine et forte, non la puissance de l'artiste, mais la conscience du savant ? M. Luchaire n'eût pas souhaité d'autre éloge. On peut dire qu'après lui, grâce à lui, l'histoire est en progrès, dans ses méthodes et dans ses conquêtes. Et c'est par là qu'il mérite sa place, à quelque distance des plus grands, mais comme un frère puîné qui a sa part de l'héritage. La science, de même que l'action, ne se fait pas seulement par les premiers rôles qui occupent le devant de la scène. Avoir arraché au passé un de ses secrets, retrouvé un des anneaux du lien qui nous unit les uns aux autres, apporté ainsi sa part de vérités utiles et satisfait à ce besoin de connaître qui est l'angoisse et l'honneur de la nature humaine, n'est-ce point assez pour illustrer une existence ? La France n'oubliera pas les bons ouvriers qui, comme M. Luchaire, l'ont si bien servie. Ce sage ne laisse pas seulement un nom, mais une œuvre, — car, pour tout dire, il fut un historien.

IMBART DE LA TOUR.

GEORGE SAND

LETTRES A PONCY

II [1]

DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER A L'EMPIRE TRENTE ANS D'AMITIÉ. — ÉPILOGUE

Au premier bruit du tocsin de Février, George Sand était accourue à Paris, « le cœur plein et la tête en feu. »

C'était une autre femme. Tous les rêves qu'elle accumulait et dont elle souffrait depuis des années prenaient tout à coup forme vivante, sous la condensation subite de la réalité. Un enfantement instantané, prodigieux, succédait à une douloureuse gestation. Aussi, quel sursaut de vitalité ! « Tous mes maux physiques, toutes mes douleurs personnelles sont oubliées. Je vis, je suis forte, je suis active, je n'ai plus que vingt ans (2). »

Elle n'eut que vingt ans, en effet, durant ces mois de fièvre, où, de février à juin 1848, elle ne cessa de brûler des passions les plus généreuses, d'attiser celles de ses compagnons de lutte, d'écrire et d'agir, partout à la fois sur la brèche, notant avec lyrisme les espérances, enregistrant les défections avec une constance inébranlable, n'en recevant pas moins les déceptions en plein cœur, mais courageuse et combattant quand même, jusqu'au jour où, prévoyant le sang et les massacres, elle sentit son cœur s'émouvoir et courut se terrer en Berry.

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1909.
(2) *Correspondance*, III, p. 11.

Son activité de plume fut alors, on le sait, sans pareille. Articles, brochures, proclamations, lettres, appels, se multipliaient sous ses doigts brûlans. Tantôt elle se mêle à la foule pour la joie de sentir la force populaire et de s'y abîmer un instant ; tantôt, dans le sous-sol fumeux où besognent les protes de Ledru-Rollin, elle met la main à la casse, et, sous la blouse de l'ouvrier, imprime, rédige, corrige les *Bulletins* tout humides d'encre grasse. Le mois de mars voit paraître d'elle les *Lettres au peuple*, plusieurs *Bulletins de la République*, le journal de la *Cause du peuple*, et plusieurs brochures. Le mois d'avril, une *Lettre à divers journaux*, un petit acte, le *Roi attend*, cinq numéros d'une nouvelle publication, *Paroles de Blaise Bonnin aux bons citoyens*, et la suite de la *Cause du peuple*, où elle raconte les « journées » de la Révolution, celle du *16 avril*, celle du *20 avril*, etc. En mai et en juin, c'est la *Lettre à Thoré*, une série d'articles importans dans la *Vraie République*, des portraits de *Louis Blanc*, de *Barbès*, un *Feuilleton populaire*, une *Lettre à Madame Brault*, etc., sans parler d'une correspondance intarissable, d'une action directe poursuivie dans l'Indre, dans la Creuse, par le moyen d'amis berrichons ; d'une autre, indirecte, à l'étranger, par Mazzini, et de tout ce qu'elle saisit et raccorde au passage, avec la foi d'un croyant et le désintéressement d'un apôtre. Et elle réchauffe les tièdes, entraîne momentanément les demi-convaincus. Qui résisterait à ce cœur, à cette éloquence ? Ne prêche-t-elle pas d'exemple, et le renoncement ne se lit-il pas sur les quatre murs de la mansarde qu'habite alors cette femme illustre, au numéro 8 de la rue de Condé ?

Bon gré, mal gré, il faudra que Poncy, à l'autre bout de la France, s'improvise homme politique, et suive le mouvement : « Ainsi, mon ami, vos amis doivent tourner les yeux sur vous pour la députation. Je suis bien fâchée de ne pas connaître des gens influens de notre opinion dans votre ville. Je les supplierais de vous choisir, et je vous commanderais, au nom de mon amitié maternelle, d'accepter sans hésiter. Voyez, *faites agir;* il ne suffit pas de *laisser agir*. Il n'est plus question de vanité ni d'ambition comme on l'entendait naguère. Il faut que chacun fasse la manœuvre du navire et donne tout son temps, tout son cœur, toute son intelligence, toute sa vertu à la République. Les poètes peuvent être, comme Lamartine, de grands citoyens. Les ouvriers ont à nous dire leurs besoins, leurs inspirations.

Écrivez-moi vite qu'on y pense et que vous le voulez. Si j'avais là des amis, je le leur ferais bien comprendre (1). »

Et Poncy, obéissant, se présentera à la députation, d'ailleurs avec une nuance de tiédeur. George Sand va le combler d'écrits politiques, comme naguère elle le comblait de cadeaux littéraires :

« Je vous envoie une *Lettre au peuple*, qui a paru à Paris. Si vous croyez qu'elle soit utile à Toulon, je vous autorise à la reproduire, ainsi que tout ce que je vous enverrai. Cette brochure est trop longue pour un journal. Vous pourriez la faire réimprimer sur papier commun et la répandre. Les frais sont peu de chose, vous trouveriez quelques amis du peuple qui les feraient. Reste à savoir si cette lettre, qui n'est pas trop « avancée » pour la population intelligente et instruite des faubourgs de Paris, ne serait pas inintelligible ailleurs. Vous verrez. J'en ai fait une autre pour les paysans de la *langue d'oil* qui est sous presse. Adieu, écrivez-moi. — George. » (16 mars 1848.)

Que devenaient cependant la poésie et la littérature prolétaire, dans cette crise? N'allaient-elles pas sombrer? Fallait-il renoncer au rêve d'hier? Poncy rappelait le nouveau livre de vers, entrepris naguère sous l'inspiration de sa grande amie : *la Chanson de chaque métier* était à peu près terminée à cette heure. Qu'en faire? L'achever? la publier? ou laisser dormir en quelque tiroir ces couplets ingénus sur le travail et la paix, pour les reprendre lorsque, après la victoire, le peuple aurait de nouveau des oreilles pour les chants de ses Orphées?

« Mon ami, — répondait George Sand, en reprenant à la fin, sans y prendre garde, le *tu* démocratique, — il ne s'agit pas de poésie personnelle, de doux repos, de retraite, de chacun chez soi. La poésie est dans l'action, maintenant. Toute autre est creuse et morte. Le repos, c'est le mouvement. Tout autre est paralysie. La retraite est dans notre cœur, et non dans notre chambre. Notre *chez nous*, c'est la place publique, ou la presse, l'âme du peuple enfin. Oui, nous nous verrons à Paris, et nous n'y aurons guère le temps de nous asseoir pour faire des vers et de la prose, en dehors du *sujet* unique et grandiose. Venez,

(1) *Correspondance*, III. On notera ici l'hommage à Lamartine. George Sand a pu ailleurs blâmer, critiquer amèrement Lamartine, l'accuser de modérantisme ou d'ambition calculée; la noblesse de ses intentions fut reconnue par elle après coup, et proclamée en diverses circonstances. (Voyez *Corr.*, III, p. 59, Lettre à Thoré.)

agissez. La République, c'est la vie. Elle est perdue, si les vrais amis du peuple s'endorment. Debout! debout!

« Bonjour, mon enfant. J'embrasse ta chère famille. — G. Sand. »

Et Poncy, là-dessus, fit sa campagne électorale. Il se présenta, et fut naturellement battu. Cet échec n'ébranle pas encore la constance de George Sand.

« Cher enfant, je regrette bien que vous ayez échoué. Une belle place vous attendait à l'Assemblée, au milieu de mes amis Étienne et Emmanuel Arago, Barbès, etc. Dans l'explication rapide que vous me donnez, vous oubliez de me faire comprendre ce qui m'intéresserait le plus par rapport à vous et à l'esprit de votre ville, à savoir au nom de quelles idées vous avez été repoussé, après avoir eu de si belles chances. Je présume bien que ce qui s'est passé à Paris a fait le tour de la France, et que le fantôme d'un communisme stupide a servi de prétexte à la réaction bourgeoise pour calomnier et diffamer tout ce qui ne voulait pas se livrer à elle. Est-ce cela? Avec des nuances locales, ce doit être sur tous les points le même jeu qui a mis le gain de la partie dans les mains déloyales des ennemis du peuple. L'intrigue a triomphé partout, et partout déjà commence une réaction de l'opinion saine contre la réaction de l'opinion bourgeoise. Vous devez donc vous consoler, hommes du peuple méconnus et vaincus. Votre jour viendra. J'ai été triste et accablée pendant quelques jours, mais je reprends courage, malgré les obstacles qui nous environnent. La République a déjà triomphé dans la forme qui lui sert de base, et, cette forme acceptée, il me semble impossible qu'on en conteste les principes fondamentaux. Il y aura un escamotage de détails, qui durera plus ou moins longtemps, suivant que le peuple témoignera plus ou moins d'intérêt à la chose publique, et exercera sur la représentation une pression morale plus ou moins vive. C'est son indifférence dans les élections qui nous a fait le plus grand mal. Mais enfin l'expérience est, dit-on, une chose qu'on n'acquiert qu'à ses dépens. Le peuple ouvrira les yeux, et la lutte, quelle qu'elle soit, tournera au profit de la vérité.

« Depuis huit jours, Borie (1) va *tous les matins* à la caisse de l'*Illustration* pour votre affaire, et il lui est impossible de

(1) Victor Borie, publiciste et homme politique, ami de George Sand. Condamné au coup d'État, il fut gracié, sur les démarches de son amie. Voyez plus loin.

joindre la personne qui doit la régler. On vit ici dans un désordre inouï ; mes propres affaires ne vont pas mieux ; mais enfin vous pouvez compter que notre ami ne se lassera pas et viendra à bout de vous faire payer ce qui vous est dû.

« La *Cause du peuple* n'a pas marché faute d'argent. Il eût fallu la servir trois mois gratis avant qu'elle fît un nombre d'abonnés suffisant pour les frais, car une revue, si bon marché qu'elle soit, ne se place pas comme un journal quotidien qui coûte plus cher, mais qui se rappelle plus souvent au lecteur. Je comptais sur une petite somme, au moyen de laquelle j'aurais fait ce sacrifice. Mais la somme a disparu avec tout ce sur quoi je pouvais compter pour payer mes autres dettes ; et, réduite à une nouvelle crise de misère et de périls, j'ai dû abandonner ce travail. Ne voulant pas pourtant rester les bras croisés, j'ai pris part à la rédaction de la *Vraie République*, fondée par Thoré. Je vous la ferai envoyer, et je leur proposerai l'insertion des beaux vers que vous destinez à la cause du peuple. La seule difficulté que je prévoie, c'est le défaut de place, car le compte rendu de l'Assemblée va absorber toutes les colonnes du journalisme.

« Adieu, mon cher enfant. Quand nous reverrons-nous, maintenant ? Quand retournerai-je à Nohant, au milieu des fleurs, rêver et faire de la poésie ? Cette poésie-là est finie, je crois ; c'était celle de l'isolement mélancolique ; à présent nous avons celle de l'action douloureuse. Je vis ici dans une mansarde assez triste ; mais je ne sais pas bien où je suis, tant j'ai l'esprit et le cœur hors de moi-même, et tendus vers les autres. Maurice est venu me rejoindre ; je ne sais ce qu'il va faire. Il est tout troublé dans ses habitudes laborieuses, et ne peut retourner à l'isolement tranquille qui était permis naguère et qui serait aujourd'hui l'égoïsme. D'un autre côté, il ne sait comment se mettre au service de l'idée générale. Le pinceau n'est pas l'arme du moment. Il n'y a que la plume, la parole ou le fusil, et ce dernier parti le tente beaucoup. Je le retiens encore, mais, si nous avons la guerre, je crois bien qu'au premier coup de canon il voudra s'enrôler. Ce sera une vive douleur pour moi ; mais, si le devoir lui apparaît sous cette forme, je ne le retiendrai pas.

« Augustine [Brault] est mariée, et est à Tulle. Solange est ici, très bien portante ; son mari travaille (1), mais comme il

(1) George Sand lui avait obtenu des commandes du Gouvernement provisoire. Voyez *George Sand et sa fille*, p. 134.)

leur faut du luxe, ils seront toujours misérables ou tourmentés du lendemain. Pour mon compte, je vous assure que, physiquement même, je ne m'aperçois pas que la pauvreté soit un malheur. Il est vrai que ma pauvreté est relative, et que ce n'est pas la misère. Mais enfin j'ai changé un appartement de 3 000 francs pour un appartement de 300, et la même diminution s'est opérée dans tous les détails de mon existence matérielle. Or, je ne comprends pas que cela soit une souffrance, et je pense maintenant que le luxe est un besoin de la vanité plus qu'un appétit véritable de la mollesse.

« A propos de richesse et de pauvreté, vous devez être très gêné, mon enfant, et cela me rappelle que je vous dois une petite somme pour une triste tentative de voyage à Nohant, que je devais vous rembourser à Nohant même ce printemps. Il faut absolument que vous me disiez à quoi cela s'élève, car ceci, vous ne me l'avez jamais dit, ou je l'ai absolument oublié. Écrivez-le-moi donc de suite ; je vais toucher une petite rentrée, et je vous l'enverrai avec l'argent de l'*Illustration*, si l'*Illustration* ne vous fait pas banqueroute. Ne refusez pas de régler ce petit compte avec moi, ou *je me fâche*, entendez-vous ?

« Embrassez pour moi cette chère Désirée et cette belle Solange, et donnez-moi de vos nouvelles *rue de Condé, 8*. Je vous envoie mille bénédictions maternelles mêlées de douleur, de courage et d'espérance. » (5 mai 1848.)

Ces derniers mots trahissent la secrète inquiétude qui se cache sous cet héroïque optimisme. Avec une effrayante rapidité, la Révolution a dévoré les étapes. Naguère sur les cimes, George Sand est aujourd'hui sur la pente des fatalités. En vain elle se cramponne, elle adjure ses amis, les objurgue en leur montrant le danger d'exciter des passions déjà trop envenimées. On ne l'écoutera pas, et c'est logique. Elle ne s'attendait pas, ayant semé l'enthousiasme, à récolter sitôt la colère et la fureur. Mais l'auteur du *XVIe Bulletin* aura bientôt contre elle tout le monde, amis et ennemis. Son rôle, qui a été réel, et qui mériterait une étude minutieuse, prend donc fin au moment même où il commence. Roulée par la vague et débordée, du moins George Sand est spectatrice lucide et toujours généreuse. Rien n'est plus remarquable que la pénétration de son regard, aussitôt que la désillusion commence, et qu'elle descend du lyrisme à la contemplation. Un rare tact politique guide sa plume dans ces

mois troubles d'avril et de mai, soit qu'elle avertisse ses collaborateurs d'hier, soit qu'elle informe son fils, engagé dans la bagarre locale, et transformé en maire de son village. Dès le 17 avril, elle lui écrit : « Mon pauvre Bouli, j'ai bien dans l'idée que la République a été tuée dans son principe et dans son avenir, du moins dans son prochain avenir. Aujourd'hui, elle a été souillée par des cris de mort (1). » Cette contre-partie de la journée des « bonnets à poil, » où deux cent mille voix féroces avaient hurlé leurs menaces, lui inspirait de justes pressentimens. Deux jours après, elle se demande si l'on ne va pas recommencer l'*année de la peur*. Ce n'est pas pour elle qu'elle craint, car elle est brave. « Ne me dites point de n'avoir pas peur, ce mot-là n'est pas français, » écrit-elle à Thoré. C'est pour l'avenir qu'elle a peur, c'est pour l'idée. « J'envie ceux qui n'ont peur que pour eux-mêmes, et qui se préoccupent de ce qu'ils deviendront! Il me semble que le fardeau de leur angoisse est bien léger, au prix de celui qui pèse sur mon âme. » Aussi ne sont-ce ni les cris proférés contre George Sand la « communiste, » et qu'elle a entendus de ses propres oreilles, ni même les menaces d'incendie contre Nohant qui l'émeuvent beaucoup ; le danger que peut courir Maurice est seul capable de la toucher, car elle est mère. Ce qui la navre, c'est l'écroulement certain du beau rêve humanitaire. Un instant, la fête de la Fraternité, le 20 avril, lui donne espoir. Mais le 15 mai, elle a vu, rue de Bourgogne, la tournure menaçante prise par une manifestation d'abord pacifique ; Barbès est arrêté. Elle-même, le 17, ne peut plus se montrer en public, même sous la protection de ses amis. Et l'accusation de complot est suspendue sur sa tête. Que faire? Homme, elle se fût défendue. Femme, il lui répugnait de braver des injures impunies. Elle fit donc retraite à Nohant, non en fuyarde (sa fière lettre à Ledru-Rollin, du 28 mai, est là pour le prouver), mais en esprit sage qui se sent impuissant. Partie de Paris dès le 17, elle écrivait à Thoré, le 24 mai, ces paroles prophétiques : « J'ignore à quelles personnes appartient l'avenir ; je n'ai que la passion de l'idée, et je crains bien que l'idée ne soit paralysée pour longtemps (2). » Et le même jour, elle résumait en ces termes, à Poncy, cette phase nouvelle de la Révolution :

(1) *Correspondance*, t. III, p. 30.
(2) *Ibid.*, p. 51.

« *24 mai 48. Nohant.* — Je sais vaguement, par les cinq ou six lignes de votre lettre du 14, que vous avez subi la persécution générale contre le *communisme*. Nous sommes dans un triste moment, et la bourgeoisie triomphe. Elle n'est pas encore au pouvoir, mais elle y prépare son ascension en égarant le cœur et l'esprit du prolétaire, et en lui faisant croire qu'il ne peut se passer d'elle. Après l'avoir tant méprisé et refoulé, elle change de tactique, elle lui fait la cour et le corrompt. Voilà jusqu'ici tout ce que nous avons gagné au suffrage universel; c'est triste. Reste à savoir si ce sera long. Ma foi n'est pas ébranlée, mais mon cœur est bien triste. La folle affaire du 15 mai remet le progrès des idées aux calendes grecques. J'étais si peu du prétendu complot (1), que je jurerais presque qu'il n'y a pas eu complot, mais coup de tête, et enivrement imprévu. De la part de Barbès et de Louis Blanc, j'ai la plus complète certitude de l'absence de connivence; et je crois que le *Moniteur*, qui n'est pas un Évangile, n'a pas rendu un compte fidèle des paroles qu'ils ont prononcées dans le tumulte. En attendant, ils sont insultés et menacés comme des bêtes féroces. Barbès, ce héros, ce martyr, est en prison. Pierre Leroux aussi. J'ai été menacée; mais on s'est arrêté, je pense, devant l'absurdité d'un pareil soupçon. Pourtant, comme je craignais une visite domiciliaire, — qui n'eût en rien compromis mes amis, ni moi, mais qui eût mis du désordre et le coup d'œil du premier venu dans mes papiers de famille, — après deux jours passés sans encombre à Paris, j'ai quitté ma mansarde le 17, et je suis venue ici me mettre en mesure d'attendre sans inquiétude cette vexation, qui n'a point eu lieu, et qui n'aura point lieu probablement.

« Ne vous inquiétez point de moi. Au milieu de tout cela je ne suis pas malade, et les rudes fatigues que j'ai éprouvées sont dissipées depuis que j'ai revu mon cher Nohant. Si on ne m'y tourmente pas trop, j'y resterai le plus possible, car les faits n'ont rien d'attachant pour le moment, et je ne sens plus que le devoir me retienne à Paris. J'ai fait ce que j'ai pu dans ma petite sphère. Mais il est venu des tempêtes où la raison et le cœur ne pouvaient rien contre les passions. Or ce qu'on appelle la passion politique, je ne l'aurai jamais. Je n'ai que la passion de l'idée.

(1) Voyez, sur le complot ou la série des complots de cette journée, la lettre très documentaire du 17 avril adressée à Maurice (*Corr.*, t. III, p. 30-41).

« Vous me parlez de *poésie*, d'*inspiration*, de *gloire* et de *génie*. C'est un langage que je ne comprends plus, mon cher enfant. Je ne sais plus ce que c'est que l'*art*, et le soin de cultiver son propre talent. Cela est bon dans les jours de calme, dans le repos mélancolique de l'attente. Mais quand l'humanité combat, souffre et saigne, je me soucie fort peu de ma muse et de ma lyre. Ce n'est rien que d'être poète, il faut être homme avant tout, c'est-à-dire vivre à toute heure par le cœur et par la pensée de la vie de l'humanité. Et que m'importe ce qu'on appelle en temps de paix le *plaisir* et l'*entrain* du travail littéraire ! Il s'agit bien de cela, quand il s'agit de savoir si le peuple est perdu ou sauvé par cette révolution ! Je ne suis pas de ces sybarites intellectuels qui se tâtent le pouls pour savoir s'ils sont en veine. J'aurais écrit les pieds dans le feu ou dans la glace, s'il y avait eu quelque bien à faire en écrivant. J'aurais pris le style de ma cuisinière, ou celui de Louis-Philippe, si ce style-là eût été le plus convaincant (1). Je me moque bien de mon nom et de ma gloire ! Non, non, il ne s'agit pas de soigner sa personnalité, quand l'univers combat pour vivre ou pour mourir.

« Je continue pour le moment à écrire dans le journal de Thoré (la *Vraie République*), qui est fort compromis, et dont la *forme* n'est pas mon idéal. Mais il est courageux, et c'est un devoir pour moi de rester sur cette brèche. Je n'ai pas voulu lui donner vos vers quand j'ai cru que nous marchions droit à la persécution et à la prison. Je ne devais pas vous aventurer et vous exposer avec moi.

« Votre chanson du mineur est très belle et très déchirante (2). Vous autres, versificateurs, vous devez soigner la forme, puisque, sans la forme, vous ne pouvez frapper juste. Travaillez donc toujours. Vos chansons auront un grand succès et une grande portée. Mais pourquoi ne paraissent-elles pas? Je croyais que la publication était une affaire arrangée. Il me semble

(1) Elle a pris en tout cas, sinon le style de Louis-Philippe, du moins un style volontairement simple et populaire, en vue de la propagande, dans son *Histoire de France racontée au peuple, écrite sous la dictée de Blaise Bonnin* (brochure, 15 mars 1848); — dans les *Paroles de Blaise Bonnin aux bons citoyens* (anonyme, cinq numéros, avril 1848); — dans sa *Lettre d'un ouvrier à sa femme*, et *Réponse de sa femme* (28 mai, 5 juin 1848), etc.

(2) Cette chanson est surtout prosaïque. Mais l'allusion à une récente grève de Saint-Étienne et d'Anzin, qui fut accueillie à coups de fusil, lui donne un intérêt de document dans la littérature ouvrière (*La Chanson de chaque métier*, p. 55).

que cette œuvre est toujours de saison. D'autant plus que les dernières chansons peuvent être des hymnes à la république naissante. Que de belles choses pleines d'espoir et de douleur, de tristesse et de foi, vous aurez à nous chanter là-dessus !

« Bonsoir, chers enfans. Je vous aime, vous bénis et vous embrasse, — Maurice et Borie aussi. »

Cette lettre dut laisser Poncy un peu perplexe. Elle n'était d'ailleurs pas exempte de contradiction. Ce n'est rien que d'être poète, disait George Sand. Néanmoins elle encourageait le chansonnier, et croyait à l'utilité de ses chansons, à l'opportunité de ses hymnes. Avec cela, elle avait des questions naïves. Pourquoi le livre ne paraissait-il pas? En un temps où une George Sand pouvait à peine se faire payer, où le 5 pour cent avait passé de 116 fr. 26 à 50 francs, entre le 23 février et le 3 avril, un ouvrier ne pouvait guère espérer trouver des souscripteurs et un éditeur pour un volume de vers. Évidemment, la grande âme de son amie était occupée de plus vastes objets, assiégée de soucis plus essentiels. Et Poncy n'était ni assez petit esprit, ni assez égoïste aussi pour ne pas la comprendre. Elle avait mieux à faire, mieux à souffrir surtout, celle qui écrivait à Barbès prisonnier: « Je n'ai pas goûté la chaleur d'un rayon de soleil sans me le reprocher; » et qui ajoutait: « Je souffre pour tous les êtres qui souffrent, qui font le mal ou le laissent faire sans le comprendre; pour ce peuple qui est si malheureux, et qui tend toujours le dos au coup et le bras à la chaîne... Je ne doute ni de Dieu, ni des hommes; mais il m'est impossible de ne pas trouver amer ce fleuve de douleurs qui nous entraîne, et où, tout en nageant, nous avalons beaucoup de fiel (1). » Aussi combat-elle du fond de sa retraite de Nohant, et cela sans espoir de succès, ne fût-ce que pour soulager sa conscience et formuler la « protestation de toute sa vie. » Son tempérament foncièrement démocratique s'est nettement dégagé, à la lumière des événemens de février-mars 1848. Son centre moral et politique est trouvé maintenant. Elle le sent : l'unité va se faire désormais dans des sentimens naguère confus encore, devenus aujourd'hui des raisonnemens : la pierre angulaire de son édifice social est la liberté par la tolérance, et le couronnement, la fraternité par l'amour. Verra-t-elle ce couronnement? Sinon ses yeux, d'autres

(1) *Correspondance*, t. III, p. 64-67 (10 juin 1848).

yeux le verront. Car elle a foi dans l'avenir de ce Jacques, dont elle sent bien que l'heure n'est pas venue; seulement, elle le sent un peu tard, trop tard, et elle en bat sa coulpe à sa manière : « *Le peuple n'est pas prêt*, écrit-elle à Thoré; *et, en le stimulant trop, nous le retardons;* c'est là un fait qui n'est pas très logique : le fait l'est si rarement! Mais il est réel, et cela est encore plus sensible en province qu'à Paris (1). » Regret tardif, mais singulièrement clairvoyant. L'illusion dissipée crée chez George Sand le grand recul de l'histoire. L'immensité de la tâche, la folie sublime de la tentative lui apparaissent en traits de feu. Hélas ! le parti démocratique n'a que des hommes, et des hommes divisés, pour accomplir une œuvre qui réclamerait « le génie de Napoléon et le cœur de Jésus! »

Tout à coup, dans ce ciel gros d'orages, éclate le tonnerre des journées de Juin. Bataille et massacres dans les rues de Paris, gardes nationales convoquées en masse, des généraux et des représentans tués sur les barricades, un archevêque assassiné, la révolution noyée dans le sang, et la dictature militaire en perspective : telle était la situation de la France, de ce « Christ des nations, » comme l'appelle George Sand, d'un mot à la Michelet. Que devenait sa prophétie : « Le peuple ne tuera pas? » Elle se sentit comme moralement égorgée. « J'ai honte aujourd'hui d'être Française! » écrit-elle à Mme Marliani. Longtemps elle demeure stupide et muette; elle tombe malade. Dès qu'elle a repris quelques forces, elle écrit à Poncy :

« *Nohant, 1er août 1848.* — Cher enfant, il est bien vrai que depuis des siècles je ne vous écris pas, et je n'écris presque à personne. J'ai été accablée d'abord d'un tel dégoût en quittant Paris, ensuite d'une telle horreur en apprenant les funestes nouvelles de Juin, que j'ai été malade et comme imbécile pendant bien des jours. Ma santé se rétablit, mais mon âme restera à jamais brisée, car je n'ai plus d'espérance pour le temps qui me reste à vivre. L'humanité s'est engagée dans une nouvelle phase de lutte ; et, comme elle ne voit pas encore clair et ne sait pas où elle va, elle en a pour longtemps avant de cesser cette agitation sur place qui est la plus horrible des souffrances.

« Mettons-nous pour un instant en dehors de ces douleurs. L'instant sera court, car les conclusions philosophiques ne

(1) *Correspondance*, t. III, p. 56 (28 mai 1848).

rassurent que l'esprit. Elles ne consolent pas le cœur. Elles sont remises à la volonté de la Providence: on ne sait combien de temps la Providence prendra pour les résoudre; et, en attendant, nous autres, pauvres humains, qui vivons dans les jours qui s'écoulent, nous ne pouvons nous détacher du présent, et nous en souffrons dans notre âme, dans notre conscience et dans nos entrailles.

« Voici ces conclusions. Elles sont simples et faciles à comprendre.

« Il y a deux sortes de propriétés, comme il y a deux sortes de vies. Il y a la propriété particulière, comme il y a la vie particulière et individuelle. Il y a la propriété *commune* et publique, comme il y a la vie publique et commune, c'est-à-dire la vie sociale, la vie de relations. De tout temps, les sociétés ont reconnu une propriété *commune* et l'ont consacrée dans leurs lois. Il n'y a pas de société possible sans le domaine de l'État.

« Le propre de la propriété individuelle, son abus et son excès, devait être d'enfanter l'extrême inégalité des conditions. Quelque bonne et quelque légitime qu'elle fût en elle-même, elle devait trouver son correctif et son remède dans une extension sage et grande de la propriété commune. Cette propriété commune, c'était naturellement les chemins, les lignes de fer, les canaux, les mines, les impôts. C'est ce qui ne peut être accaparé par les particuliers sans un empiétement illégitime sur la richesse de tous. Cet empiétement a eu lieu pourtant sous le régime de la spéculation et sous l'école individualiste. La richesse de tous est devenue l'enjeu d'une classe privilégiée, et aujourd'hui, cette classe prétend plus que jamais être *propriétaire* de la propriété de l'État.

« Tandis que cette école soutient ce monstrueux axiome, des écoles socialistes sont tombées dans l'excès contraire. Elles ont voulu trouver le remède à l'inégalité des conditions dans la suppression de la propriété individuelle; et là elles ont fait naufrage, car si la propriété individuelle doit disparaître, ce ne sera jamais d'une manière absolue. L'homme aura toujours besoin de posséder individuellement une foule d'objets nécessaires à son usage, depuis la truelle que votre main est habituée à manier, jusqu'au livre que vous avez besoin de posséder en propre pour le manier à toute heure, si tel est le besoin de votre âme. Le paysan qui a l'amour de son petit jardin, et même de son pré,

de sa vache, de sa maisonnette, de ses poules, sera-t-il heureux et satisfait si on lui retire les élémens de son modeste bonheur? L'homme des lettres et des arts, le savant, le voyageur, auront toujours des besoins d'esprit qui leur donneront droit à la propriété personnelle d'une foule de choses. Enfin, quelque fantastique que l'on suppose un avenir *très éloigné* de fraternité et d'égalité, la communauté absolue ne me paraît point dans la nature véritable de l'homme, dans ses besoins ni dans ses devoirs. C'est donc chercher mal l'*égalité*, que de la chercher dans la communauté absolue et immédiate. C'est une folie. C'est même une monstruosité de la part de ceux qui voudraient faire entrer la *famille* dans les objets de *propriété* à mettre en commun. Mais ceux-là sont si rares et si absurdes, que je ne vois point pourquoi l'on s'en occupe, si ce n'est parce que leur aberration sert de prétexte à la calomnie et d'arme aux enragés défenseurs de l'*individualisme absolu*.

« Je crois, moi, qu'il y aura éternellement une propriété divisée et individuelle, et une propriété indivise et commune. Toute la science sociale, qui devient forcément aujourd'hui la question politique, consistera donc à établir cette distinction, à protéger la propriété individuelle jusqu'au point où elle veut empiéter sur le domaine commun, à étendre le domaine commun jusqu'au point où le domaine personnel lui pose sa limite.

« Cette limite doit nécessairement changer par la force des choses, car elle a pris un développement déréglé, mais elle en aura toujours, et il est tellement dans l'esprit de l'homme de ne pas la laisser trop restreindre, qu'il est insensé d'avoir peur des *communistes* absolus.

« Il doit donc y avoir deux sortes de communisme : celui dont je vous signale l'erreur et l'excès, — et je n'en ai jamais été, je ne saurais en être ; — et le communisme social, celui qui ne fait que revendiquer ce qui est essentiellement de droit commun, et l'extension progressive et appropriée aux circonstances, de ce droit. Voilà le communisme dont aucun être doué de raison et de justice ne saurait se départir, bien que le mot, torturé par les sectes aveuglément progressives et par les ennemis aveugles du progrès, soit devenu une cible qu'on peut mettre à son chapeau quand on veut être fusillé par les inintelligens et les roués, les dupeurs et les dupés de toutes les classes.

« Pour avoir compris instinctivement ce communisme-là, mais aussi pour l'avoir poussé sans ensemble, sans clarté et sans parti pris, la phase gouvernementale de février jusqu'en mai a perdu la partie. Pour l'avoir repoussé avec prévention, partialité et personnalité, la majorité de l'Assemblée a produit les désastres de Juin. Les insurgés de Juin ne savaient probablement pas pourquoi ils combattaient. La nécessité des choses, le malaise physique et moral, les poussaient fatalement à se laisser exciter par des meneurs qui n'avaient aucune idée sociale que je sache et qu'on soupçonne d'être les agens de l'étranger, des prétendans et de la réaction bourgeoise extrême.

« A présent, toutes les ouvertures, cependant bien sages et bien prudentes, de Duclerc,... sont repoussées. Cavaignac, quel qu'il soit, n'est qu'un nom isolé, que la bourgeoisie démolira et engouffrera bientôt. La majorité de la Chambre et des ministres n'est pas portée à faire une distinction juste et calme des deux propriétés. Nous marchons vers de nouveaux combats désastreux, ou vers un anéantissement prolongé de la vitalité populaire.

« L'esprit s'y soumet, parce que l'esprit sait que rien n'enchaîne le progrès, et que la vérité triomphe à son heure. Mais le cœur saigne, et la vie se passe à pleurer.

« Bonsoir, mon enfant. Ne vous inquiétez pas de moi. Je n'ai pas quitté Nohant, où j'ai été tranquille matériellement, malgré des criailleries et des cancans de province. Je n'ai pu être *compromise*, puisque, par un hasard qui me donne même à penser, *pas un seul* des amis socialistes ou exaltés que je puis avoir ne s'est trouvé mêlé, même d'intention, à cette terrible insurrection.

« Parlez-moi de vous... Vous ne me dites rien de votre situation. Est-elle tolérable ? Du moins la femme et l'enfant se portent bien. Je les embrasse tendrement, et vous bénis tous les trois. Maurice et Borie vous embrassent...

« Votre mère, GEORGE. »

Cette lettre, la plus explicite que George Sand ait écrite en cette année 1848, fixe le point d'arrêt de son socialisme. C'est en même temps une profession de foi, et un testament. Le passé y est résumé, et éclairé; l'avenir y est espéré, mais à une date lointaine; le présent, quel qu'il soit, sera désormais accepté avec résignation. En quelques mois, George Sand a parcouru le cercle complet de l'idée et de l'action. L'idée, elle

n'y renoncera jamais. Mais le fait ne la mettra plus en état d'insurrection. Elle pense déjà ce qu'elle écrira sur son *Journal intime*, lors du coup d'État : « Il faut accepter le fait sans jamais douter de l'idée. » Et cette maxime se complète de cette autre : « Il faut des siècles à toute réforme fondamentale (1). » Que les penseurs se résignent donc, et que le peuple patiente. Les temps viendront. L'effort de l'écrivain ne doit tendre qu'à les préparer en répandant la lumière, en accroissant la bonté de ce peuple qui doit être, comme la vérité elle-même, *patiens quia æternus*.

Lui seul d'ailleurs, le « Jacques » de Michelet et de George Sand, vaut qu'on l'aime et qu'on lui dévoue son cœur, sa foi. Tacitement, dès cette lettre à Poncy, George Sand donne sa démission d'un parti. Au fond, fut-elle jamais d'un parti? Si elle eût été homme, n'eût-elle pas siégé « au plafond, » comme Lamartine? Sa révolution n'était-elle pas « la révolution pour l'idéal? » Et, si dévouée qu'elle fût à certains hommes, ne les jugea-t-elle pas, ne les dépassa-t-elle pas tous, ne s'évada-t-elle pas à tout instant de leur insuffisance? Dès le mois de décembre 1848, elle peut écrire en toute sincérité : « De tous les hommes, de tous les partis politiques que j'ai vus passer depuis quarante ans, je n'ai pu m'attacher à aucun exclusivement, je le confesse. Il y avait toujours en dehors de tous ces hommes et de tous ces partis un être abstrait et collectif, le *peuple*, à qui seul je pouvais me dévouer sans réserve. Eh bien! que celui-là fasse des sottises, je ferai pour lui dans mon cœur ce que les hommes politiques font dans leurs actes pour leur parti : j'endosserai les sottises et j'accepterai les fautes (2). »

C'est donc la cause du peuple qu'elle persiste à aimer, et à défendre, en attendant qu'elle défende celle des victimes.

*
* *

Car les événemens vont se précipiter.

Après le vote de la Constitution d'octobre, et l'institution d'une Présidence, pour laquelle le suffrage universel serait directement consulté, le succès de Louis Bonaparte se dessinait tous les jours davantage. L'élection du 10 décembre, et sa majorité écrasante, annonçaient non seulement un président, mais un empereur. George Sand, qui avait déjà prévu ce mouvement et

(1) *Souvenirs et idées*, ouvrage posthume (1904), p. 113, 118.
(2) *Questions politiques et sociales*, p. 296.

l'avait prophétisé à Louis Bonaparte, lorsqu'il était encore au fort de Ham (1), ne pouvait s'y tromper. Tout aussitôt, le pouvoir voulut établir sa force; et les violences préparatoires du coup d'État commencèrent. Puis vint le coup d'État lui-même, avec ses odieuses brutalités. George Sand devait ressentir plus que personne le contre-coup de tels sévices, elle qui comptait parmi les victimes tous ses amis berrichons, dont beaucoup étaient surtout coupables de l'avoir trop aveuglément suivie. Son cœur fut donc meurtri chaque jour. Mais aussi ce cœur trouva des forces surhumaines pour arracher aux exécuteurs de braves gens, coupables seulement de délit d'opinion. Elle y réussit, à force de persévérance, d'appels, de démarches portées jusqu'au pied du trône, qui d'ailleurs, présentées avec autant de noblesse que de douleur, furent accueillies avec une bonté qui commanda désormais à l'illustre suppliante le silence, et lui fit de la gratitude une sorte de devoir sacré. Tout ce chapitre de l'histoire de George Sand entre 1848 et 1852, non pas certes inconnu, mais jusqu'ici insuffisamment éclairé par ce qui en a paru dans la *Correspondance*, est peut-être celui où se révèle le plus héroïquement la grande âme de George Sand. Époque pour elle douloureuse et pathétique, dont nous aurions la vue plus nette, si l'interdit qui pèse encore sur la correspondance de l'écrivain avec le Prince-Président et l'Empereur était un jour levé. Néanmoins, les épaves qu'on en a pu recueillir, et les lettres de George Sand au prince Jérôme suffisent à attester ce que fut son rôle et à quoi désormais il se borna (2).

Les lettres à Poncy, forcément rendues prudentes par la crainte du cabinet noir, n'en apportent pas moins une certaine contribution à la connaissance de cette période. Mais ici, il devient difficile de citer largement; il faut plutôt glaner.

« Cher enfant, je pense toujours à vous, je suis toujours à Nohant. Rien n'est changé dans ma vie, si ce n'est les chagrins d'affaires. J'appelle chagrins ce qui ne mériterait que le nom d'embarras et de contrariétés dans un autre temps. Mais dans celui-ci, cette paralysie de l'argent fait souffrir le cœur, puisqu'on

(1) « Prince, je me souviens de vous avoir écrit à Ham que vous seriez Empereur un jour, et que, ce jour-là, vous n'entendriez plus parler de moi. » (*Corr.*, III, p. 284; — 3 février 1852.)

(2) Les lettres de George Sand à Louis-Napoléon s'arrêtent, dans la *Correspondance*, au 28 juin 1852; — celles au prince Jérôme vont du 3 janvier 1852 jusqu'au-delà de la guerre, — jusqu'au 28 décembre 1874. Il y en a trente-six.

est réduit à voir souffrir et manquer tous ceux qu'on aime et tous ceux que l'on plaint. Quant à moi, je ne demande ni aisance ni repos, j'ai perdu jusqu'à la pensée de ce dernier bonheur. Je ne demanderais à Dieu que de pouvoir travailler avec fruit pour le soulagement physique ou moral des autres. Mais voilà que ni l'un ni l'autre n'est possible dans cette effroyable crise des intérêts et des passions, des besoins surtout.

« L'Assemblée nationale aurait pu, du moins, apporter un remède à la misère, et à ces souffrances du propriétaire modeste et honnête qui voudrait payer ses dettes et sauver ses proches. Il ne s'agissait, pour ramener la circulation de l'argent, que de faire renaître, non pas cette *confiance* (vraie *blague* du bourgeois) qu'on ne peut jamais violenter, mais le crédit. Pour en venir à bout, pour détruire l'usure, principale cause de ce resserrement monétaire, pour mobiliser la propriété et faire profiter le pauvre de l'aisance du riche honnête, il ne fallait que quelques mesures financières très simples, qui auraient enrichi tout le monde, et qui n'avaient d'autre inconvénient que d'arrêter les spéculations honteuses des financiers. L'Assemblée nationale a eu peur de Turcaret. Elle en avait plusieurs dans son sein. Elle a été lâche et bête, n'a vu que la vieille routine, et a cru ne pouvoir en sortir. Cette situation impossible nous mène au désespoir ou à la folie. Les uns parlent de nous ramener à 93, les autres de relever l'Empire, rêves chimériques de part et d'autre, et qui n'aboutiront qu'à l'anarchie morale, en attendant l'anarchie matérielle.

« Notre situation politique est sans exemple dans l'histoire. Nous n'avons pas de candidat à opposer à M. Louis Bonaparte. Il faudra nous grouper autour du désagréable et haïssable Cavaignac, ou, par la division de nos efforts, laisser triompher le prétendant. Ledru-Rollin, autour duquel se rallient les démocrates avancés de la province, n'inspire pas de confiance à Paris et dans les grands centres d'ouvriers socialistes. Raspail et consorts n'auront qu'une faible minorité. La question est entre le sabre sanglant de l'Algérie et l'épée rouillée de l'Empire. Je ne sais, en vérité, pour qui je voterais si j'étais homme. Le débat entre ces deux gloires sera peut-être violent à Paris. On s'y attend. Pour qui faire des vœux durant cette lutte? Le savez-vous? Moi, je n'en sais rien.

« Ce n'est pas l'oubli des arts qui me tourmente. Il y a bien

autre chose que l'art en ce monde ! Il y a *tout*, avant de songer à cette *dorure*, qui n'est qu'un effet, jamais une cause dans les destinées humaines. Pour mon compte, je travaille maintenant à mes heures, comme si de rien n'était, bien que cela ne rapporte plus ni argent, ni honneur. L'art est un charmant passe-temps, qui n'a pas besoin du public pour satisfaire l'artiste... Je m'habituerais donc fort bien à ne travailler que pour moi et quelques amis, si je pouvais trouver dans un métier quelconque le moyen de payer mes dettes et celles de ma famille. Je continue à écrire l'*Histoire de ma vie*. J'ai presque fait la moitié de ce que j'en veux publier, dans les dix volumes qu'on m'a achetés et qui devaient me remettre à flot. Mais cette affaire est *en panne*, les éditeurs voulant attendre des temps plus favorables. J'ai fait un petit roman pour le *Crédit*, journal que notre ami Jourdan rédige et doit vous faire parvenir, je pense. Ledit ami Jourdan m'a bien *écorchée* dans ce marché, par parenthèse. Moi qui, dans la misère générale, ne sais pas et ne saurai jamais profiter, pour me soulager, de la misère particulière, je ne m'attendais pas à cela de sa part. Mais je ne lui en dirai rien. A quoi bon? Quand on le fait, c'est que la conscience ne vous défend point de le faire. Je comprendrais l'économie de la misère dans un journal qui se ferait l'organe du peuple, le défenseur du vaincu. Mais le journal de Jourdan ménage si tendrement la bourgeoisie, c'est-à-dire le vainqueur, que je ne vois pas l'utilité de ce journal, ni celle du sacrifice qu'il m'impose... »

Ainsi s'achevait l'année 1848, dans la gêne et les rancœurs. Des tristesses de famille brochaient sur le tout. Solange était déjà presque ruinée par son mari, et s'éloignait chaque jour davantage de sa mère. Abreuvée de déceptions, George Sand, avec une rare force d'âme, s'était raccrochée au travail comme au salut suprême. C'est le travail qui l'a sauvée de tous les naufrages. L'*Histoire de ma vie* lui fournit une diversion puissante. Et son calme d'esprit était tel, qu'elle pouvait écrire, entre une *Préface* au livre de Borie, *Travailleurs et propriétaires*, et une *Lettre au prince Louis-Napoléon*, ce chef-d'œuvre rustique qu'est *la petite Fadette*. C'est le « petit roman » qui parut dans le *Crédit*, à partir du 1er décembre, et pour lequel l'ami Jourdan l'écorcha. Ce bijou fut payé un morceau de pain.

Tout en s'abstenant de l'action directe, elle ne renonçait pas encore à dire son mot sur la politique. Mais ce mot était main-

tenant sage et pesé. Telles ces lignes, dans un bel article intitulé : *A propos de l'élection de Louis Bonaparte :* « Pour avoir été politique et non socialiste, la république modérée est arrivée à mécontenter le peuple. Pour être socialiste et non politique, le peuple arrive à compromettre par un choix imprudent le principe même de sa souveraineté. Mais un peu de patience. Dans peu de temps, le peuple sera socialiste et politique, et il faudra bien que la République soit à son tour l'un et l'autre. »

Dans ses lettres, pourtant, passent des bouffées de colère. Le rêve envolé était encore si récent! Ainsi elle accueille d'abord, sans examen, les bruits ignobles qu'on fait courir sur le Président, et qu'elle démentira d'elle-même plus tard, avec sa parfaite loyauté : « Oui, vous jugez parfaitement la situation. Leur belle société d'*ordre*, de *modération*, de confiance et de prospérité bourgeoise ne tient qu'à un cheveu. Ils voudraient bien tous faire la paix sur le cadavre du peuple. Mais Dieu les punit par eux-mêmes. Ils se haïssent, ils se craignent, ils se trompent, ils se trahissent les uns les autres. Les Bonaparte se donnent des tons de princes. Le président se *saoule*, m'écrit-on de Paris, il court les drôlesses, veut faire de l'autorité; pure singerie qui trahit sa faiblesse. L'immense camarilla qu'il traîne après lui le renversera bientôt sans que nous nous en mêlions. Dieu veuille que le bouillant et généreux peuple des faubourgs de Paris ne bouge pas d'ici à quelque temps, afin de donner à ce fantôme d'usurpateur le temps de se dépopulariser dans les provinces. En attendant, l'anarchie morale et intellectuelle est à son comble. Mais vous avez raison, c'est la Providence qui le veut ainsi. Tandis que le grain pourrit, le germe pousse. » (9 janvier 1849.)

Les événemens d'Italie, en cette même année 1849, la comblent de tristesse. L'entrée de l'armée française à Rome, la restauration de la souveraineté pontificale, la soumission de Venise à l'Autriche, les mesures de rigueur dirigées à Naples contre les libéraux détruisent une à une des illusions très chères. Car George Sand aime l'Italie comme une seconde patrie. Surtout, elle est dans l'angoisse au sujet de Mazzini, ce héros anticipé de l'indépendance italienne, en qui elle a senti une âme pareille à la sienne. Où a-t-il pris son chevet en ce moment? Poncy est chargé de lui faire tenir, par voie spéciale, une lettre éloquente (1), qu'elle escorte de ces mots (24 juillet 1849) :

(1) Parue dans la *Correspondance*, t. III, p. 161-163.

« Je vous remercie, mon enfant, de m'avoir donné vite des nouvelles de mon pauvre Joseph [Mazzini] et de m'avoir fait passer sa lettre; j'en ai reçu une depuis, et je suis tranquille sur son sort. Je vous envoie une lettre pour lui, que vous trouverez plus d'un moyen de lui faire passer, ne fût-ce que par la poste ordinaire. Comme elle ne contient pas de secrets, je ne crois pas qu'elle risque rien. Pourtant, mon timbre de La Châtre peut être signalé à la police, et mon nom aussi. Je crois donc qu'en passant par vos mains cette correspondance n'éveillerait l'attention de personne, et c'est pourquoi je vous demande de vous en charger. Il n'y aurait à la suppression de mes lettres par la police aucun autre inconvénient que celui de priver mon ami de mes nouvelles et de lui laisser croire que je l'oublie ou que je suis malade. Mais cet inconvénient est douloureux pour un pauvre proscrit. C'est pourquoi j'ai songé à l'aide que vous pouviez me donner... Si pourtant vous pensiez que cela a le moindre inconvénient pour vous, n'en faites rien, et renvoyez-moi la lettre que je vous fais passer. Les journaux confirment ce que vous me dites, qu'il est à Malthe (1)... Enfin, faites pour le mieux. J'espère en cet ami que vous avez sur un navire arrivant de Malthe, et qui doit vous bien renseigner.

« Je n'ai pas le courage de vous parler politique. Lisez la lettre que je vous envoie ouverte... Bonsoir, mes enfans bien-aimés, Charles, Désirée, Solange. Je vous dirai le mot que Joseph m'écrit : « Aimez-moi, quoi qu'il arrive. L'amour n'est jamais perdu. » Je vous embrasse tous trois. Votre mère. »

Excessives, en ce qui concerne Mazzini, les appréhensions de George Sand n'étaient que trop justifiées sur beaucoup d'autres points. Le choléra, la dysenterie épidémique venaient joindre les maux généraux à des menaces particulières. La correspondance était fouillée, saccagée. « Oui, les *temps sont durs*. C'est le mot des avares, et des pauvres aussi. Toutes les calamités, toutes les hontes, toutes les amertumes à la fois : mais ne doutons pas de la Providence. Si elle n'existait pas, nous n'aurions jamais de lendemain à ces affreux jours, et il y a toujours des lendemains. Le peuple le sait, et il ne s'abandonne jamais pour longtemps. » (20 octobre 1849.)

Mais le « lendemain » ne s'annoncera pas encore. Au contraire,

(1) Il était bien à Malte, mais il fallait lui écrire sous le couvert de *M. Maurizio Quadrio, à Genève.*

ce qui s'annonce, c'est l'ère des rigueurs. Brusquement, en février 1850, un ami de George Sand est frappé : plus qu'un ami, un hôte de Nohant, presque un collaborateur politique, Victor Borie. Les juges de Châteauroux octroient un an de prison et 2 000 francs d'amende à Borie pour un simple article, modéré de ton. Ce rude avertissement, donné à George Sand et à ses amis dans leur propre province, faisait présager tout ce qui devait s'ensuivre. George Sand est maintenant prudente jusqu'à l'abstention dans ses lettres; elle ne s'occupe plus de politique, mais de théâtre. C'est à Paris, où elle vaquait à ses affaires, que, en plein succès de *Victorine*, le coup de force la surprend.

Le 1er décembre, elle allait voir un vieil ami mourant, M. Sheppard, et recevoir son accolade suprême. Son *Journal de décembre 1851* note cette visite et l'impression qu'elle en rapporta, à la fois triste et sereine (1). Dans la journée, Emmanuel Arago lui parla d'un coup d'État possible, et facile. George Sand passa la soirée au cirque, avec Solange et Manceau. En rentrant avec sa fille rue Verte-Saint-Honoré, elle vit l'Élysée sans lumières, silencieux. « Ce n'est pas encore pour demain, » dit-elle en riant. A son réveil, elle apprenait les événemens de la nuit, Cavaignac et Lamoricière à Vincennes, l'Assemblée dissoute, le suffrage universel rétabli. Elle lisait les proclamations, sortait, voyait l'affolement général, bientôt accru par des bruits sinistres. La fusillade commençait. Le 4, au soir, elle quittait Paris au sifflement des balles, et allait s'abriter à Nohant.

« Chers enfans, écrivait-elle à Poncy le 6 décembre, ne soyez pas inquiets de moi. Je suis de retour à Nohant depuis hier matin avec Manceau, ma fille et ma petite-fille. J'ai trouvé le pays aussi tranquille qu'on peut l'être au milieu d'événemens si soudains et si étranges. J'ai laissé à Paris tous nos amis bien portans. Je ne vous dis pas ce qui se passe. Ici on est déjà si loin de Paris qu'on ne sait aucun détail, et, quant à ce que j'ai vu, vous le saurez plus tôt que je ne vous le dirais. Nous parlerons de tout cela dans un moment plus calme. Mon succès de *Victorine* allait bien (2); mais vous pouvez penser que les

(1) Ce journal, rédigé du 1er au 8 décembre 1851, a paru sous le titre de « le coup d'État à Paris, » dans *Souvenirs et idées* (1904, p. 78-134). Il comble les lacunes de la *Correspondance* durant ces journées tragiques. George Sand écrivait pour elle ce qu'elle ne pouvait confier à ses amis.

(2) Le *Mariage de Victorine* fut représenté le mercredi 26 novembre 1851, au Théâtre-Français.

théâtres sont tués pour longtemps, ainsi que toutes les affaires particulières, par l'ébranlement et l'émotion des esprits. Soyez calme et sage. Autant que je peux juger la situation jusqu'à ce jour, le vrai peuple de Paris a refusé le combat, et selon moi, il a fait son devoir sagement. Vous comprendrez aisément pourquoi, en y réfléchissant vous-même. »

Cette lettre disait le calme. Le *Journal de décembre 1851* dit les détresses, et les retours sur soi-même : « Il ne s'agit plus d'enseigner sans prévoir. Il faut connaître, il faut comprendre. » Le 2 décembre a dégagé violemment la leçon de 1848. « Ah! je te croyais mûr aux jours de Février! Tes grands instincts triomphaient en ces jours-là, et ta masse fut sublime. Elle ne peut plus l'être aujourd'hui. Elle s'est laissé corrompre par la peur, par la souffrance, par la rancune, par la vanité, l'ambition, la jalousie, l'engouement et la méfiance. Jacques a bu la coupe du désespoir, il est ivre ; on prend ce moment-là pour le provoquer : malheur, malheur à lui et aux autres!...

« Ah ! pauvre Jacques, grand-père et petit-enfant de la bourgeoisie et de la noblesse, comme tu es à plaindre, et quel cœur de pierre il faut avoir pour ne pas t'adopter avec toutes tes erreurs ; tous tes travers, toutes tes passions et tout ton malheur !...

« Et pourtant, si nous sommes dans la guerre civile, il faut que Jacques tue ou soit tué.

« Arrête, attends, patiente, pauvre malheureux Jacques ! Subis l'oppression et l'injustice encore une fois. Ceci ne sera pas long. Ce fantôme de despotisme qui se dresse va tomber de lui-même. Attends pour le renverser que tu sois fort. Quand on est fort, on est calme, on est clément. *Soyez clémens!...*

« On n'a pas besoin de tuer quand on est fort : voilà pourquoi l'homme qui veut inaugurer ce matin son règne par le meurtre de Paris est faible ; si faible, qu'on est consterné de songer à son lendemain, et qu'on est presque tenté de le plaindre. On est fort quand on est juste. Attends que tu sois juste, mon Jacques ; tu ne l'es pas encore. On est juste quand on est éclairé, et tu ne l'es pas.

« Tu as voulu ce qui t'arrive : un empereur.

« Tu l'as rêvé, tu l'as acclamé, subis son règne éphémère, et ne te mêle pas à la bataille qu'il veut engager avec les passions. Refuse le combat, laisse faire...

« Nous le reprendrons un jour, le drapeau de la vieille

France, et nous ne nous laisserons pas qualifier de *rouges*, c'est-à-dire d'hommes de sang, mais nous n'y sommes point, et il faut pour cela que certains orages passent.

« Sont-ils possibles à détourner? Oui, cet homme qui s'est emparé de la responsabilité d'une révolution sérieuse le pourrait, en dépit de son coup de main illégal, s'il avait beaucoup de génie et beaucoup de probité. Mais peut-il en avoir? Ici nous tournons dans un cercle vicieux (1). »

Soyez clémens! écrivait-elle en songeant à l'avenir de Jacques, et à ses lointaines revanches. Soyez clément! va-t-elle aussitôt crier, à voix haute, au vainqueur momentané de Jacques.

Dès les premières proscriptions qui frappent ses amis, elle demande audience au prince, elle lui écrit; elle heurte à la porte de sa conscience, de son cœur qu'elle sait humain. Elle fait appel à l'homme de naguère. « Ah! prince, mon cher prince d'autrefois, écoutez l'homme qui est en vous. » Elle le conjure de lire « ses adieux et ses prières. » Sa famille est dispersée, ses amis d'enfance, ses frères d'adoption en prison, ou jetés à tous les vents du ciel. « Amnistie, amnistie! » Non que cette supplication implique une abdication de sa foi sociale : « Votre politique, je ne peux l'aimer, elle m'épouvante trop pour vous et pour nous. Mais votre caractère personnel, je puis l'aimer... Aucune âme de quelque prix ne transformera son idéal d'égalité en une religion de pouvoir absolu. Mais tout homme de cœur, pour qui vous aurez été juste ou clément en dépit de la raison d'État, s'abstiendra de haïr votre nom et de calomnier vos sentimens (2). » Et le prince, touché à l'endroit sensible, accorde d'un geste affable, attristé, tout ce que lui demande cette Staël sans attitude, qui pleure devant lui comme une simple femme. Il pleura même un jour avec elle, en recevant sa supplique, suivant la tradition nullement suspecte qui se conserve dans la famille d'un proscrit gracié. Coup sur coup, dans les premiers mois de l'année 1852, elle désigna tous ses amis berrichons, les arracha tous à l'exil, à la prison, aux poursuites : et Fleury, son « Gaulois, » dont 48 avait fait un représentant; et Périgois, et Émile Aucante, prisonniers ; et Borie, qui avait fui à Bruxelles ; et Lebert, notaire, compromis ; et en bloc, treize déportés de l'Indre, coupables simplement de délit d'opinion, et pour cela « ferrés comme des

(1) *Souvenirs et idées* (« Le coup d'État à Paris, » *passim*).
(2) *Correspondance*, III, p. 267, 290.

forçats sous les yeux du préfet » et dirigés à travers toute la France, en cet état, vers Toulon où Poncy aurait pu les voir au bagne. Elle ne se lasse pas de demander, sentant l'heure propice ; et elle obtient tout ce qu'elle demande. La chose se répand : les malheureux se jettent à ses pieds. Elle n'en rebute aucun. Elle intercède ainsi, un jour pour quatre simples soldats d'Afrique condamnés à mort, un autre jour pour Greppo, pour Marc-Dufraisse, pour le gendre de Pierre Leroux. Pendant quelques mois, il semble que Nohant soit le dernier recours des douleurs humaines, et que par George Sand seulement on soit assuré d'obtenir justice ou miséricorde.

Cela dure tant que George Sand peut voir le prince et lui parler. Mais bientôt les barrages officiels se dressent. L'homme n'est plus son maître ; il appartient de plus en plus à sa situation, à son entourage. Et George Sand, qu'une gêne secrète envahit, ralentit ses démarches. Elle ne veut ni être refusée, ni être dupe. L'hypocrisie officielle la glace. Il ne lui convient pas de s'y exposer. Cela se sent entre les lignes, dans certains billets à Poncy. Cela se lit dans une lettre significative adressée par George Sand à un ami, sous la date du 30 décembre 1852, c'est-à-dire à une époque où la proclamation de l'Empire avait changé la situation :

« Cher ami, j'ai reçu ta lettre à Paris. J'ai réfléchi à ce que je pouvais et devais faire. Je n'aurais rien pu. La personne était inabordable dans les circonstances que tu sais. Et puis, je l'aurais pu, que j'ai pensé ne pas devoir l'essayer. Les choses sont trop changées depuis six mois. L'homme que j'ai vu aussitôt après les événemens m'a tenu un langage, donné des espérances, et fait des promesses que je pouvais entendre, sauf à croire peu ou beaucoup. Aujourd'hui, ce qu'il me dirait serait ou un *tas de mensonges* que je ne croirais pas du tout, ou une telle palinodie, que je ne l'entendrais peut-être pas avec calme. Pour mon compte, je me moquerais bien de déplaire ; mais, comme ce n'est pas, comme ce ne sera jamais pour mon compte que je ferai des démarches près de lui, je ne dois pas gâter la cause de ceux pour qui je plaide.

« J'ai donc cru, malgré mon affection bien vive pour notre ami, ne pas devoir bouger cette fois-ci, et je crois que tu me comprends et m'approuves. Je t'embrasse de cœur. Ne passe pas chez nous sans venir me voir. A toi. — GEORGE. »

Elle ne renonce pas pour cela à rendre service. Elle n'y renoncera jamais. Mais elle usera de moyens moins directs, plus souples et d'ailleurs aussi sûrs. De très bonne heure, elle associe à ses complots charitables, — les seuls où elle ait jamais trempé, — le propre cousin de l'Empereur, ce prince Jérôme qu'elle tenait en singulière estime, et dont le caractère ne paraît lui avoir causé aucune déception en aucun temps. C'est Jérôme qui soutiendra de ses largesses personnelles le Berrichon Patureau-Francœur, dont l'histoire navrante remplit les lettres à Poncy durant l'année 1858. Sa main se sent dans d'autres circonstances. George Sand n'hésitera pas, le cas échéant, à mettre sous les yeux de l'Impératrice elle-même certaines misères, que l'Impératrice soulagera avec la plus exquise bonne grâce (1).

Ainsi s'ourdira, autour de l'Empereur silencieux ou laissant faire, la conspiration de la bonté, tramée par l'ancienne révolutionnaire de 1848. Tel est tout son rôle sous l'Empire, rôle de réserve, d'expectative, d'espérance secrète, et, en attendant, de gratitude muette. George Sand, sitôt passé ce terrible défilé de 1848 à 1852, ne fut attentive qu'à panser les blessures de la guerre civile. Poncy, dans sa modeste mesure, s'employa aussi à cette tâche. Et, dans les sphères du pouvoir, nous entrevoyons, de profil, tournés vers George Sand avec un geste d'accueil et de généreuse transmission, un Damas-Hinard, secrétaire des commandemens, et cet aimable comte d'Orsay, l'ami de la brillante Solange, et Solange elle-même qui, à certaine date, put incliner ses belles relations vers les bonnes œuvres de sa mère.

*
* *

Qu'était-il advenu, sur ces entrefaites, de la littérature ouvrière, et de Poncy auteur? L'un et l'autre n'avaient-ils pas sombré dans la bagarre?

On le croirait, à voir la tournure des événemens, mais on se tromperait, du moins en partie. La littérature prolétaire, il est vrai, est à cette heure enterrée. Poncy, lui, ne se développera plus. L'enthousiasme qui l'a fait poète, du moins relativement, est tombé; les souffles inspirés de Nohant ne l'agiteront plus sur

(1) Voyez *Correspondance*, III, p. 249. — « J'ai déjà beaucoup demandé,... on ne m'a pas encore refusé. » — A Poncy, passage *inédit* de la lettre suivante : « L'Impératrice est *très, très* bonne, et on lui demande certainement de toutes parts plus qu'elle ne peut donner. » (13 mai 1861.)

son petit trépied. Mais il reste écrivain, ou, si l'on préfère, auteur L'habitude est prise maintenant. Il rime et versifie toujours, il continuera toute sa vie à jouer de la plume, sans prétention à la gloire, certes (et ceci prouve fort en sa faveur), mais pour satisfaire à une habitude prise, à un plaisir, peut-être à un besoin. Et George Sand s'intéressera toujours à ses productions, vers ou prose; car il pratique la prose après les vers, et ses vers continuent à valoir mieux que sa prose. Cet élément sera donc toujours mêlé à la correspondance, et jouera même son rôle dans l'intimité de cette amitié constante. Car Poncy, un peu pauvre d'idées, rimera selon l'occasion, sur un événement, de famille, sur un jour de fête. George Sand accueillera toujours avec un bon sourire d'encouragement ces petits poèmes de son « fils; » seulement, on sent maintenant que ceci est l'ornement et non l'âme de cette affection mutuelle; la littérature n'est plus qu'au second plan, et même à l'arrière-plan. George Sand a tant d'autres choses à préférer chez Poncy, depuis qu'ils ont espéré, cru, souffert ensemble, depuis qu'ils se sont dévoués l'un et l'autre à la cause perdue, et aux victimes qu'elle a faites.

Ainsi passent successivement, dans les cent soixante lettres qui s'écrivent de Nohant à Toulon entre 1850 et 1876, les trois nouveaux volumes de vers que Poncy ajoutera aux *Marines* et au *Chantier :* savoir, la *Chanson de chaque métier*, en 1850; puis le *Bouquet de marguerites*, et enfin les *Regains*, dernier volume où le poète a noué en javelles inégales des pièces qui offrent entre elles peu d'unité, et ne méritaient pas toutes d'être recueillies. Mais Poncy avait de l'ordre, il a tout ramassé et rangé. La *Chanson de chaque métier*, on l'a vu, était prête en 1848. Son succès, de toute façon, n'eût pas été grand, et le rêve que semble avoir caressé George Sand d'un Béranger réellement ouvrier et réellement populaire ne se fût pas réalisé. Paru en 1850, ce recueil n'était déjà plus de mise; et ce n'est pas la préface maladroite de l'auteur qui pouvait masquer son peu d'actualité. Le *Bouquet de marguerites*, poème d'amour assez passionné, et qui ressemble parfois à une confidence personnelle, inquiéta un instant George Sand. Poncy souffrait-il d'un amour secret? N'aimait-il plus Désirée? Ou ne s'agissait-il là que de quelque « Iris en l'air? » Gênée, mécontente, elle posa des questions. Et quand elle sut, de l'ingénu Poncy lui-même, qu'il était parfaitement heureux, qu'il adorait

toujours sa femme, et que tout cela n'existait que dans son imagination, elle respira, sans d'ailleurs applaudir. Décidément, ce poète prolétaire n'était qu'un homme de lettres. Elle perdait de ce côté. Mais elle avait tant gagné par ailleurs!

Et cet homme de lettres, voyant sa grande amie se tourner vers le théâtre, voulut naturellement s'essayer au théâtre, lui aussi. Rien ne lui sembla plus naturel que d'imiter et d'adapter un sujet de Gœthe, qu'il chargea candidement George Sand de lui placer. Cela s'appelait *Le Frère et la Sœur*. George Sand engagea de longs pourparlers avec les directeurs de l'Odéon, qui acceptèrent en principe, puis hésitèrent, puis atermoyèrent, si bien qu'à leur sortie de charge rien n'était décidé. Poncy se consola en s'accordant la satisfaction d'imprimer sa pièce injouée, et sans doute injouable. C'était toujours cela d'ajouté à son bagage. Il y ajouta bien d'autres choses encore, puisqu'il produisit jusqu'à cinq volumes de *Contes et nouvelles*, qui n'offrent d'ailleurs aucun intérêt. Mais Poncy pouvait maintenant s'accorder ce luxe. Sa situation avait grandi. Nommé secrétaire de la mairie, peu après la révolution de Février, de maçon passé entrepreneur, puis expert, graduellement enrichi par des acquisitions de terrains et par la construction des quartiers neufs de Toulon, en dernier lieu secrétaire de la Chambre de Commerce, d'ailleurs toujours probe, actif, honorable entre les plus honorables, il était devenu un des « notables » de sa ville. En politique, homme d'aspirations généreuses bien plus que de passions, il ne montra contre le gouvernement du 2 décembre aucune combativité. L'Empire le décora en 1865, au double titre de littérateur estimable et d'irréprochable fonctionnaire.

L'Empire eut raison. Mais tout cela est d'intérêt médiocre, et n'est rappelé ici que pour ne pas être trop incomplet.

Le véritable intérêt de la correspondance, sinon le seul, à cette date, est la continuité et la naturelle beauté de cette amitié qui, jusqu'à la dernière heure de George Sand, ne se dément pas un seul instant. Il semble que l'égalité, que l'harmonie parfaite existent, aient toujours existé entre cette femme de génie et cet aimable demi-talent. C'est là une de ces créations du cœur, comme la vie de George Sand en est pleine. A ses yeux, disparaissent classes et castes, œuvres de la société et non de la nature. Le défaut d'instruction n'est même pas une barrière à ses yeux. Ce n'est pas aux accidens extérieurs de la forunet

ou du savoir qu'elle juge les hommes : c'est à l'intérieur. Elle a un instinct inné, à peu près infaillible, de la bonté cachée de certains êtres ; et l'on croirait qu'elle possède la pierre d'aimant qui, selon Platon, aide à découvrir les âmes et à former entre elles une chaîne continue. Quand elle a une fois touché de ce talisman une âme parente de la sienne, c'est pour toujours. Et la familiarité vient d'elle-même, sans plus tarir que ne tarit la source à son point naturel d'émergence. Tantôt elle dit *tu*, tantôt elle dit *vous* ; mais qu'importe? Elle tutoie par sa tendresse, et tous ses gestes sont de fraternité. Dans ces liaisons d'instinct et d'âme, où tout est pur, elle est sans « réserve, » puisqu'elle donne toujours le meilleur d'elle-même. Ni calcul, ni réticence ; c'est le don de soi dans toute sa candeur. Là est la preuve la plus lumineuse de cet idéalisme foncier qui lui faisait voir tout ce qui est du monde extérieur comme l'accident, tout ce qui est du monde intérieur comme l'immuable. C'est bien son goût de l'au-delà qu'elle satisfaisait en pénétrant dans le fond insoupçonné des êtres, les révélant parfois à eux-mêmes, et les enchantant d'une communion spirituelle qui décuplait aussitôt leur valeur. Sans cesse en quête du divin, elle le dégageait de l'humain à certaines rencontres ; grande créatrice d'âmes qu'elle fut ainsi, chez ceux qui purent avoir d'elle certain contact. Ainsi se démêlait-elle dans les autres, en s'y mêlant. Elle eut de la sorte des amitiés qui au vulgaire paraissent étranges, inexpliquées. Les expliquera facilement au contraire quiconque aura pénétré cette nature d'exception, à la fois mâle et féminine, qui a toujours cherché ce qui ne passe pas dans ceux qui passent, et qui, au fond, quoique passagèrement attachée à certains hommes par ses amours, et invinciblement à l'homme par l'amour, n'a cependant jamais cherché, d'inquiétude d'abord, puis de certitude, que l'éternel. C'est ce goût de l'éternel qui a mis, à une date donnée, en elle calme et lumière. C'est cela qui l'a fait traverser les plus atroces douleurs comme des épreuves momentanées, nécessaires, bienfaisantes ; c'est cela qui la rendait voyante en amitié, pareille toujours, insoucieuse du temps qui passe, derrière lequel, en avant duquel elle apercevait l'immortalité. Aussi ne se reprenait-elle jamais, quand elle s'était donnée de cette façon. Les trente-quatre ans de l'amitié pour Poncy, les quarante ans de la prédilection pour Rollinat, dix autres intimités non moins longues, ont passé pour elle comme un jour.

Poncy, objet de cette étude, est, dans la vie de George Sand, un exemple entre bien d'autres, et j'allais dire un symbole. Et ce sera son éternel honneur d'avoir provoqué l'appel magnétique qui de Nohant partit un jour vers son cœur ingénu, d'avoir senti sa puissance, et d'y avoir répondu avec la plénitude de ses modestes moyens.

A de telles liaisons d'âmes il n'est point d'autre épilogue que celui de la vie et de la mort. Dans les vingt dernières années de leur amitié fraternelle, George Sand et Poncy, Poncy et George Sand mirent en commun, simplement, leurs joies et leurs douleurs terrestres. Ils en eurent, l'un et l'autre, une part abondante, et qui, pour la douleur, passa chez Poncy l'ordinaire. A peine remise des émotions de 1852, George Sand, qui avait déjà vu sa fille ruinée, assistait maintenant, en témoin impuissant, aux tristes débats de Solange et de son mari autour de leur enfant, sa chère petite Nini. Elle voyait Solange, affolée essayer du Sacré-Cœur en désespoir de cause (1); elle espérait avec elle une vie nouvelle quand l'enfant fut rendue à sa mère; elle retomba dans un abîme de douleurs lorsque Jeanne Clésinger leur fut subitement ravie, quelques semaines après. Elle cherchait, d'un crayon tâtonnant, à retracer les traits de sa fillette adorée, dont elle n'avait aucune image (2). Accablée sous le poids du deuil, elle partait enfin pour l'Italie, afin de secouer sa torpeur mortelle. Une de ses consolations fut, en traversant Toulon, d'embrasser Poncy, Désirée et Solange. Six ans plus tard, relevant d'une fièvre typhoïde qui avait failli l'emporter, elle décida, pour achever sa convalescence, ce beau voyage vers la campagne toulonnaise qui remplit le printemps de l'année 1861, et d'où est sorti le roman de *Tamaris*. Là, elle eut la jouissance, dans sa plénitude, de cette chère amitié. Entre « Mer-Vive, » le chalet de Poncy, et Tamaris, où George Sand et Maurice avaient pris leurs quartiers, c'étaient des allées et venues perpétuelles. Puis Maurice alla en Amérique, emmené par le prince Jérôme. Puis il revint, et se maria. La joie de cet

(1) Voyez *George Sand et sa fille*, p. 192, et les pénétrantes pages sur *la Conversion de Solange Sand*, dans *le Figaro* littéraire du 27 février 1909, par Sibyl Mérian.

(2) Elle ignorait sans doute qu'un charmant portrait-miniature de Nini se trouvait entre les mains de la fille de son ami Bourdet (Madame F. H. Bourdon). Ce portrait est encore inédit.

événement, les qualités exquises de Lina Calamatta, remplissent alors les lettres de Nohant à Toulon. Et l'écho des émotions de la famille vibre désormais à peu près seul dans tout ce qui suit. C'est la naissance du petit Marc-Antoine, en juillet 1863; c'est sa mort, un an après. Plus tard, c'est la naissance d'Aurore, enfin celle de Gabrielle. George Sand est désormais l'aïeule. La grand'mère ravie s'achève en la Bonne-Dame de Nohant. Mûre elle-même pour la légende, elle écrit ses dernières légendes, en « bonne fée du roman » qu'elle est et qu'elle restera, suivant le joli mot de M. Doumic. C'est la tante berceuse de l'humanité.

Jusqu'au dernier moment, elle communiquera son grand cœur maternel à son fils éloigné. Et sa philosophie sereine exercera sur lui, à distance, la belle contagion du calme, dont il a besoin dans ses malheurs. Quand Désirée est morte, et que Poncy et sa fille la pleurent éperdument, elle écrit : « La nature a droit aux larmes. C'est un soulagement qu'elle exige, en même temps qu'un noble tribut qu'elle paie. Votre chère enfant reçoit par là un grand baptême. Elle en appréciera plus tard l'effet salutaire et fortifiant. » (28 décembre 1863.) Lorsque, en septembre 1865, le choléra sévit à Toulon, elle met en garde Poncy contre la panique : « Où donc est-on en sûreté? Est-ce le choléra qui a inexorablement frappé mon pauvre petit enfant l'année dernière, mon brave Maillard cet hiver, et mon pauvre cher Manceau le mois dernier ? La mort nous frappe partout, et fauche sans discernement tout ce que nous aimons, jusqu'à ce qu'elle nous fauche nous-mêmes. Il me semble qu'à force de voir que nous ne sommes en repos et en sécurité nulle part, nous ne devrions avoir peur de rien, et vivre au jour le jour comme il plaît à Dieu. C'est la condition humaine. C'est folie de vouloir s'y soustraire. Nous n'avons véritablement qu'un but à poursuivre et un souci à prendre : c'est de savoir tout accepter et tout supporter. Pour moi, qui vois venir la vieillesse, je sens la puissante loi de la brièveté de la vie, et je pense à l'autre bien plus qu'à celle-ci. » (24 sept. 1865.) Et si Poncy, succombant aux tristesses, allègue un jour l'impossibilité du bonheur : « Non ! réplique-t-elle avec sa fermeté antique : on est heureux par soi-même quand on sait s'y prendre, avoir des goûts simples, un certain courage, une certaine abnégation, l'amour du travail, et avant tout une bonne conscience. Donc le bonheur n'est pas une chimère. J'en suis sûre à présent, moyennant l'expérience et

la réflexion. On tire de soi beaucoup, on refait même sa santé par le vouloir et la patience. Mais l'implacable mort et le malheur des autres, souvent incurable, malgré tous nos soins, voilà ce qui nous rappelle notre solidarité, et le bonheur aux prises perpétuelles avec le chagrin. Il ne faudrait pas que l'un détruisît l'autre. Le bonheur que nous savons et pouvons nous donner nous rendrait égoïstes et stériles. Le chagrin qui empêcherait notre sagesse intérieure de réagir nous rendrait amers et lâches. Vivons donc la vie comme elle est, sans ingratitude, et sans joie durable et assurée. Nous ne changerons pas cela. Acceptons-le. » (16 nov. 1866.) Telles seront, jusqu'au bout, les leçons viriles et tendres de celle qui écrivait encore à son « cher enfant, » deux mois avant sa mort, cette dernière phrase dans sa dernière lettre : « Les vers que vous m'avez envoyés sont très beaux; mais cette désespérance est navrante, et je ne vois pas comment l'adoucir, sinon en vous aimant davantage encore, et c'est ce que je fais de tout mon cœur. » (3 avril 1876.)

Cette « désespérance » de Poncy s'expliquait par ses malheurs. Le 24 août 1863, sa femme était morte d'un cancer, après de longues et affreuses souffrances. La fille unique de Poncy avait épousé un fonctionnaire de l'intendance, M. Milhière, fils d'un ami de Poncy. Ce mariage ne fut pas heureux. Solange Milhière eut trois enfans. Le troisième était à peine né que sa fille aînée mourut d'une méningite. Le chagrin emporta la mère quinze jours après; elle avait trente-deux ans. Les deux autres enfans, élevés par Poncy dans l'amour et les larmes, ne vécurent guère : l'un mourut à cinq ans, l'autre à neuf ans. Poncy survécut à toute sa famille. Et il ne disparut à son tour que quinze ans après sa grande amie, le 30 janvier 1891. Il eut donc tout loisir de nourrir son cœur de souvenirs. Les lettres de George Sand, même elle disparue, paraissent lui avoir été un précieux vulnéraire. Il les maniait sans cesse, les copiait ou les laissait copier, s'y réconfortait l'âme. De là un ressort caché qui ne s'amollit point chez lui avec les années, en dépit de tout. Il vivait encore à la chaleur de la flamme que George Sand avait entretenue dans son âme.

C'est donc à lui que revient le dernier mot de cette histoire. Lui-même, vers les derniers temps de sa vie, s'est aimablement confessé auprès d'un ami, qui l'avait interrogé sur ces temps déjà lointains de la littérature prolétaire et sur sa longue liaison

épistolaire avec George Sand. Il répondait, sur le premier point :

« Je ne discerne pas précisément... l'opportunité d'une résurrection des ouvriers-poètes. Ils ont eu leur heure, sans doute, leur vogue, et l'engouement des âmes généreuses qui les croyaient appelés à une sorte de sacerdoce ou d'apostolat sur ce qu'on appelait alors le peuple. Leur auréole s'est éteinte en 1848, à la proclamation de la République qu'ils avaient souhaitée et prêchée... Et il y a une raison à leur disparition de la scène littéraire et politique. C'est que leur République à eux, tout comme le Royaume de Dieu de l'Évangile, n'était pas de ce monde. Ils n'ont pas voulu emboîter le pas derrière les marchands d'orviétan, de fraternité universelle, de lois agraires, de rêves paradisiaques et autres panacées frelatées dont on a grisé les travailleurs. Leur honnêteté foncière s'est refusée à donner pour des réalités de dangereuses illusions, à l'aide desquelles on a exploité le vrai peuple, qui n'en a pas encore, malgré tant de sanglans mécomptes, reconnu le néant. Ils savaient que le travail est la grande et suprême loi de la vie. Ils ont maintenu leur foi et leur idéal. Aussi, voyez! depuis trente ans, à partir même de Béranger, le premier de tous, ils sont oubliés et dûment enterrés ; et ceux qui, comme moi, ont eu la triste chance de vieillir et de survivre aux autres, sont devenus les bêtes noires des bêtes rouges de la génération actuelle (1). »

Sur le second point, voici comment il résumait sa vie, placée en quelque sorte sous l'étoile de George Sand :

« De moi, que vous dirai-je? Je n'en sais rien. Je ne me suis jamais occupé de moi... [cependant] j'ai eu mon ambition comme tout autre, et la voici : Vous vous souvenez de *Mauprat*. George Sand a créé dans ce roman un type admirable de paysan dont l'austère probité et la droiture de jugement avaient fait une sorte de Salomon rustique, à l'arbitrage de qui tous les litiges de ruralité et de famille étaient déférés, et dont les sentences étaient des oracles rendus et accueillis en dernier ressort. C'est le « Bonhomme Patience. »

« J'avais vingt-six ans quand je lus *Mauprat*. C'était en 1848. La Révolution d'alors avait fermé les chantiers... J'avais étudié avec passion le droit civil, tout seul, et me l'étais facilement assimilé... Je savais ce que les moindres discordes de pro-

(1) Lettre à M. Henry Jouin, du 8 janvier 1884. — Nous devons à M. Henry Jouin la généreuse communication de cette lettre documentaire, et de la suivante.

priété ou d'héritage deviennent quand les codes civil et de procédure, les huissiers, les avoués, les avocats, le papier timbré et le fisc y interviennent... Il me prit l'ambition de devenir un « Patience, » dans tous litiges à la solution pacifique desquels je pouvais apporter ma triple compétence de maçon, d'architecte en perspective, de jurisconsulte *in partibus*.

« J'y ai réussi au delà de cette ambition et de mes espérances. Ce qui faisait dire à George que je n'avais jamais été davantage maçon que depuis que je ne l'étais plus. Que de procès j'ai tués sous moi ! que de transactions, de réconciliations j'ai faites ! Aussi, je suis devenu l'expert de tous les tribunaux de la région, de toutes les grandes compagnies d'assurances pour les règlemens de leurs sinistres dans un rayon de six départemens au moins : et je suis presque tous les jours de la vie sur pied, des Pyrénées aux Alpes. George Sand, à qui il me faut toujours revenir, m'approuvait et disait : « Poncy charrie ainsi les spectres de ses morts adorés, et se sauve dans le travail. »

« ... J'ai 400 lettres de George Sand. C'est le poème de ma vie (1). »

Poncy dit très bien. Ce fut là le poème de sa vie ; ajoutons celui d'une belle âme, d'un homme de 1848, et d'un enfant du vrai peuple, du bon et intelligent peuple de France. Si, comme a dit quelque part M. Émile Faguet, « l'art de la vie, c'est de faire de la vie une œuvre d'art, » Poncy a fait de sa vie une belle œuvre, généreuse, utile, et d'un grand exemple. Le plus beau de ses poèmes, c'est cette vie. Encore ne l'a-t-il écrit que sous la dictée de George Sand.

SAMUEL ROCHEBLAVE.

(1) Lettre à M. Henry Jouin, du 24 janvier 1884. — Les « 400 lettres » dont parle Poncy semblent un chiffre « rond, » c'est-à-dire exagéré. En tout cas, il n'en est parvenu entre nos mains que 226, soigneusement classées, numérotées, enveloppées ; et la collection semble complète, à part quelques légères disparitions sans importance, qui n'excèdent pas une demi-douzaine.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN POLONAIS

Dzieci, par Boleslas Prus. 1 vol. Varsovie, librairie Gebethner et Wolff, 1909.

Se souvient-on encore d'un roman polonais intitulé *Quo vadis*, et du succès extraordinaire qui, aux environs de l'année 1900, a accueilli chez nous sa traduction française? Longtemps et très injustement délaissée du public français, la Pologne a pu croire un moment que toute sa littérature, à la faveur de ce triomphe, allait enfin nous devenir familière : et le fait est qu'il n'y a pas si pauvre nouvelle de M. Sienkiewicz, en particulier, qu'on ne nous ait offerte au moins deux ou trois fois, sous des noms différens. Mais tout cela a passé inaperçu, en attendant que *Quo vadis* lui-même, à son tour, disparût dans l'oubli. La merveilleuse aventure de ce livre n'a été décidément d'aucun effet pour la révélation, en France, de la grande littérature nationale d'où il était sorti ; ou plutôt, il se pourrait qu'elle l'eût desservie, et que nous fussions tentés, désormais, de faire porter à tous les confrères de M. Sienkiewicz la peine d'un excès d'enthousiasme assurément un peu ridicule, mais dont la faute entière, pourtant, ne revenait qu'à nous seuls.

Toujours est-il que, après comme avant cette aventure de *Quo vadis*, nous continuons à ne rien savoir de la littérature polonaise. Dans notre ignorance générale, — et sans cesse plus complète, — de tout ce qui s'écrit au dehors de chez nous, du moins conservons-nous une vague mémoire de certains noms d'auteurs allemands ou italiens,

russes ou anglais : de la littérature polonaise, nous ne connaissons et n'entendons connaître que cet infortuné *Quo vadis*. Et cependant, la littérature polonaise ne se borne pas à ce roman « néronien, » ni même à toute l'œuvre romanesque de M. Sienkiewicz; et tandis que maintes autres écoles littéraires de l'Europe nous font voir des signes trop évidens de fatigue, sinon d'épuisement et d'usure finale, celle-là ne s'arrête pas de produire de beaux fruits, avec une force impétueuse de jeunesse et d'ardeur qui, depuis un siècle bientôt, lui permet de traverser impunément toutes les catastrophes de la vie politique la plus accidentée. D'âge en âge, depuis la glorieuse période des Mickiewicz et des Slowacki, des écrivains se succèdent qui s'emploient heureusement à revêtir de beauté les pensées, les émotions, et les rêves d'une grande nation plus affamée d'idéal que nulle autre au monde, créant une œuvre si purement et profondément nationale, en vérité, qu'il n'est guère permis aux étrangers d'en apprécier l'éminente valeur, mais qui d'autant plus parvient à toucher jusqu'aux plus intimes replis des âmes polonaises. D'elle seule aujourd'hui, — à moins que l'on y joigne en partie l'œuvre des écrivains russes, — on peut dire qu'elle sert effectivement à nourrir tout un peuple, au lieu de n'être pour lui qu'un passe-temps plus ou moins superflu : et peut-être l'étonnante vitalité de la littérature polonaise trouverait-elle surtout son explication dans l'importance exceptionnelle du rôle, intellectuel et moral, que cette littérature est admise à remplir.

Je ne m'attarderai pas, après cela, à énumérer les noms des romanciers et poètes qui sont en train de poursuivre, auprès du public polonais, la mission inaugurée jadis par les illustres « voyans » de l'époque romantique (1). Il y a là des hommes de tout âge et de toute origine, unissant à la diversité de leurs tempéramens littéraires une variété plus extrême encore d'opinions religieuses, politiques, ou sociales. Mais deux traits essentiels leur sont communs à tous, pardessous cette dissemblance extérieure : le culte passionné de leur pays, et la résolution de consacrer au service de la Pologne tous leurs

(1) La Pologne a perdu récemment un jeune poète, Stanislas Wyspianski, dont le robuste et subtil génie lui aurait mérité de prendre place à côté des deux plus hautes gloires de la poésie nationale, Mickiewicz et Slowacki, s'il avait pu contenir une fièvre d'improvisation souvent préjudiciable à la pureté de son art. Tel qu'il a été, ce Wyspianski, poète et peintre, restera l'une des figures les plus originales de tout le mouvement artistique de notre temps.

talens et tous leurs efforts, soit en évoquant sous ses yeux l'image de sa grandeur et de ses souffrances passées, soit en lui faisant honte de ses fautes, de sa faiblesse, ou de son abaissement d'à présent. Sans compter que, jusque chez les plus « nietzschéens » et les plus « modernes » d'entre eux, pourvu seulement qu'ils soient issus de race polonaise, toujours un héritage séculaire de naïve et fidèle piété chrétienne aboutit à déterminer ce qu'on pourrait appeler une conception « évangélique » des hommes et des choses, une conception qui les porte à faire, relativement, peu de cas de notre vie terrestre, comme aussi à mettre au-dessus de toutes les jouissances égoïstes les joies plus difficiles de l'amour et du sacrifice. De telle façon que leurs œuvres, même en l'absence d'autre mérite esthétique, auraient encore pour nous l'attrait d'une atmosphère morale toute particulière, à la fois plus pure et plus chaude que celle que nous avons coutume de respirer dans nos littératures occidentales. Les âmes qui s'y trouvent traduites ne sont pas, à coup sûr, plus sages que les nôtres, ni sans doute meilleures : mais les plus banales nous frappent par une certaine outrance inconsciente dans le plaisir comme dans la douleur, une espèce de « romantisme » naturel et foncier, qui suffirait à leur valoir notre sympathie.

Et d'ailleurs il s'en faut de beaucoup que ces œuvres polonaises soient dépourvues de qualités littéraires. Peut-être auraient-elles, à nos yeux, le défaut d'être souvent assez « mal composées, » c'est-à-dire de ne point présenter cette ordonnance régulière sans laquelle les dons les plus précieux risquent de demeurer fermés à notre goût latin : mais, aussi bien, n'est-ce pas à notre intention qu'elles sont écrites, et je dois ajouter que bon nombre d'entre elles rachètent ce défaut par une sobriété, un relief, et une élégance d'allures que l'on chercherait vainement dans les autres écoles des pays du Nord. Tout ce qui nous émeut ou nous charme chez les écrivains russes, l'intensité de la vie intérieure et la haute signification philosophique, le mélange d'une franchise intrépide avec une sorte de lyrisme contenu et hautain, tout cela se rencontre, au même degré, dans l'œuvre des principaux représentans de la littérature polonaise, et relevé encore, chez eux, d'un souci plus constant de l'agrément du style. Jusque dans leurs récits les plus imparfaits, toujours nous percevons l'écho d'une race d'artistes, ou plutôt de subtils et délicats « dilettantes, » incomparables à sentir et à aimer la beauté sous toutes ses formes.

Au premier rang de ces romanciers polonais d'aujourd'hui, figurent deux écrivains d'une célébrité à peu près égale, malgré la différence

infinie de leurs caractères : M. Sienkiewicz et M. Glowacki, plus connu sous son pseudonyme de Boleslas Prus. M. Sienkiewicz est, comme l'on sait, l'auteur de *Quo vadis*, et j'ai eu déjà l'occasion de dire ici qu'il était, en outre, l'auteur de nombreux romans historiques consacrés à la commémoration du passé de son peuple, — romans, ou plutôt épopées en prose, dont la simple et forte grandeur compense largement la médiocrité emphatique de son fameux roman « néronien (1). » Mais soit que l'immense succès obtenu chez nous par ce dernier livre ait brusquement tari l'inspiration de l'auteur, ou que ce succès ait simplement coïncidé avec une crise de lassitude plus ou moins inévitable chez tous les producteurs très féconds, M. Sienkiewicz, depuis déjà une dizaine d'années, n'a rien publié d'équivalent aux remarquables poèmes historiques des années précédentes. Merveilleusement doué pour l'invention romanesque, du moins dans le domaine spécial de l'histoire polonaise, ce conteur a cru devoir s'ériger désormais en philosophe et en moraliste, sans comprendre ce qu'une telle attitude avait de disproportionné à ses qualités naturelles; et le fait est que ses compatriotes, tout en lui conservant une tendre et respectueuse gratitude, se sont dès maintenant habitués à considérer son œuvre comme terminée, transportant sur d'autres auteurs la curiosité frémissante avec laquelle, naguère, ils attendaient chacun des nouveaux fragmens de sa glorieuse épopée nationale. Au contraire, M. Boleslas Prus, contemporain ou peut-être aîné de M. Sienkiewicz, a eu l'enviable privilège de ne pas vieillir. Les années, en même temps qu'elles consacraient la renommée de ses œuvres anciennes, ont simplement mûri la robuste pensée de ce psychologue, approfondi sa connaissance de l'âme de sa race, et donné à sa langue un tour plus précis avec plus de couleur. Si bien que M. Prus, doyen des lettres polonaises, n'a pas cessé de s'élever dans l'estime de ses compatriotes, depuis le jour où, il y a un quart de siècle, sa *Placowka* avait fait de lui le peintre le plus habile et le plus profond des mœurs populaires polonaises (2). Ni l'ardeur passionnée de M. Reymont, ni la noble et savante éloquence de M. Jeske-Choinski, ni la verve inépuisable de Mme Zapolska n'excitent aujourd'hui, en Pologne, un enthousiasme aussi unanime ; et c'est avec un légitime

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1900.

(2) Ce roman, et tous les autres récits de M. Prus, ont malheureusement une couleur et une saveur locales trop marquées pour qu'aucun effort réussisse jamais à nous les « traduire. » Du moins pourra-t-on se faire une certaine idée du talent et de la manière du maître en lisant l'adaptation française de l'une de ses œuvres les plus touchantes, publiée naguère, à la librairie Perrin, sous le titre d'*Anielka*.

orgueil patriotique que les lecteurs du vénérable romancier s'accordent à constater que son dernier ouvrage, *les Enfans*, mérite pleinement, lui aussi, de prendre place parmi ses œuvres à la fois les plus belles et les plus bienfaisantes.

J'avais pensé d'abord, en ouvrant le nouveau roman, que le projet de M. Prus était de reprendre, pour l'adapter aux conditions présentes de la vie de son pays, l'admirable thème de ces *Pères et Enfans* où Tourguenef, jadis, nous avait montré deux générations d'âmes slaves irrémédiablement hostiles l'une à l'autre. Et l'on rencontre en effet, tout au long du volume, quelques portraits de « pères » dont la ferveur religieuse et patriotique, la farouche droiture et les illusions obstinément conservées forment un contraste complet avec l'idéal et les procédés « révolutionnaires » de leurs descendans. L'un d'eux est un simple et honnête garde forestier qui, un jour de l'hiver de 1905, étant venu à la ville voisine pour y faire visite à son jeune fils, ne réussit pas à trouver ce dernier, mais profite de sa venue pour se charger d'une commission des plus dangereuses. Un médecin de ses amis lui apprend qu'une bande d'« expropriateurs » a résolu de s'emparer d'une grosse somme d'argent, destinée à payer le salaire des ouvriers d'une usine dont le patron est, précisément, le châtelain qui l'emploie à garder ses forêts. Depuis plus d'une semaine la somme est là, en dépôt chez ce médecin, sans que personne ose se risquer à la transporter. Sur quoi l'excellent Linowski s'offre aussitôt à porter cet argent, qu'il saura bien cacher quelque part, au fond de son traîneau ; et puis, du reste, qui donc s'aviserait de soupçonner un brave homme de sa sorte, rentrant paisiblement chez lui au petit trot de sa vieille jument? Cependant, à peine a-t-il l'argent en main que, dans la rue, à l'auberge où il va dîner, le forestier découvre, ou croit découvrir, des regards qui l'épient. Un trouble singulier peu à peu le domine, un mélange de vague crainte et d'exaltation enthousiaste, exprimé par l'auteur en des traits d'une justesse et d'un relief singuliers. Toute la journée se passe pour lui comme dans un rêve, où il lui semble que les heures ont la durée des siècles. Enfin, au soir tombant, il se met en route.

Pendant qu'il reprenait les rênes au garçon de l'auberge, il entrevit encore deux ombres arrêtées sur le trottoir d'en face.

— Pas d'erreur, songea-t-il, on me guette ! Mais que trois cents diables les emportent !...

Il tâta son revolver, dans sa poche, et toucha légèrement son cheval, qui

détala d'un pas vaillant, quoique le pavé de la ville fût plus couvert de boue que de neige. Devant l'église, il aperçut de nouveau deux figures ; et puis, comme il allait dépasser les dernières maisons du faubourg, un homme traversa brusquement la route, en brandissant un bâton.

Sorti de la ville, il respira. Le chemin devenait meilleur, et était désert. Seuls, sur les deux côtés, s'agitaient et bruissaient les énormes peupliers nus du pays de la Vistule.

— Les gaillards se sont mis en retard ! murmura-t-il. Ils ne m'attraperont plus !

Mais il venait à peine de franchir des buissons, à un tournant, lorsque, sur le blanc de la neige il découvrit une masse sombre. C'était un traîneau renversé, avec une pile de bois répandue sur la route. Linowski se hâta de dévier dans les champs, tourna cette barricade, et reprit son trot sur la chaussée.

Que si, en ce moment, l'homme le plus digne de foi lui avait attesté que ce traîneau s'était renversé là par hasard, il ne l'aurait pas cru : car, dès lors, fermentait en lui la conviction inébranlable qu'il était épié, suivi, et qu'à chaque instant il allait rencontrer de nouveaux obstacles.

Linowski était brave : la conscience d'un danger, réel ou imaginaire, au lieu de crainte, n'éveilla en lui que l'obstination. Lui eût-on dit que, sur la route conduisant chez lui, cent morts l'attendaient, et lui eût-on payé un million pour qu'il rebroussât chemin, il ne l'aurait point fait, mais aurait continué d'avancer, toujours de ce même trot vif et régulier. Il avait d'ailleurs, à présent, oublié son trouble de tout à l'heure, et ses mauvais pressentimens, et même l'existence de sa femme et de son Ladislas : il sentait seulement qu'il était tenu de transporter l'argent à l'usine. Cette pensée l'hypnotisait, et faisait de lui comme un automate. Mais, en même temps, une certaine tristesse sans cause lui pesait sur le cœur, et toutes sortes d'idées lui volaient en tête, plus extravagantes les unes que les autres.

« Ce Pfeferman ne disait-il pas que, s'il possédait 25 000 roubles en Amérique, il s'y ferait une fortune énorme ? Moi, j'en ai 27 000 sur moi, des roubles !... Hé ! vieille bête, mais est-ce que Ladislas ou la mère consentirait à vivre en Amérique avec un voleur ?... »

Linowski parvint à un carrefour où s'élevait une croix : il tourna à gauche. Le petit chemin où il venait d'entrer était le plus sûr, courant parmi des buissons et des marais gelés : mais il était peu distinct, accessible seulement à un voyageur qui connaissait le pays aussi à fond que lui. Le forestier tira de sa poche un flacon, et avala une longue gorgée.

« Où diable le docteur peut-il se procurer une eau-de-vie pareille ? pensa-t-il. Mais, une autre fois, mon cher ami, quand même tu m'offrirais une eau-de-vie encore meilleure, je ne me chargerais pas d'une mission comme celle que tu m'as confiée ! Il avait raison, tout à l'heure, cet avocat juif ! Une grosse somme, ne serait-elle que de 27 000 roubles, cela ne peut provenir que de l'usure, ou de l'escroquerie, du dépouillement des orphelins !... Et moi, imbécile, qui me suis engagé à transporter cet argent ensanglanté ! C'est cela, parbleu, qui me pèse sur la conscience !... »

L'étroit chemin devenait de plus en plus indistinct. Linowski ralentit sa bête, et regarda autour de lui

— Je vois! dit-il tout haut. Voici le frêne, et, là-bas, les tillleuls tordus! Avant un quart d'heure, je serai dans mon bois!

Cette découverte fit affluer en lui une vague d'idées plus joyeuses.

« Allons, vieux, songea-t-il, fais un bon signe de croix! Tu sais bien, pourtant, que cette somme n'appartient pas à des grands seigneurs, mais à de pauvres diables tels que toi! Tu sais bien que c'est leur pension, et qu'ils ont lourdement gagnée, en se nourrissant à crédit et en payant plus cher!... »

Il sentit son courage se raffermir encore : mais la tristesse sans objet, décidément, continuait de plus en plus à lui ronger le cœur. Il lui semblait que, sur la ville dont il venait et sur toute la région qu'il traversait, une ombre mauvaise pendait, comme une araignée géante, enfonçant ses griffes au plus secret de son âme.

Il y avait plus d'une heure qu'il était en route. Une autre heure encore, et il arriverait à Slomianki : là, il prendrait un nouveau cheval, et avant trois quarts d'heure il serait chez lui! Il arrêta son cheval, l'essuya, le couvrit, et se mit en devoir de le faire manger. La bête mangeait gaiement, s'interrompant parfois pour frotter son museau contre la casquette ou le collet de son maître.

« Ce brave ami, pourtant, ne pressent rien de mauvais! » se dit le forestier.

Il remonta sur son siège et repartit; mais bientôt, sans s'en apercevoir, il s'écarta du chemin, s'enfonçant de plus en plus parmi les buissons. Une nouvelle lampée d'eau-de-vie ne réussit pas à le tranquilliser. Sans cesse, il lui semblait que quelqu'un bougeait dans les buissons, ou bien qu'il entendait un sifflet lointain, ou encore qu'il flairait une odeur de brûlé. Tout à coup il s'aperçut que sa voiture ne suivait plus le chemin.

« Bah! se dit-il, ce n'est jamais qu'un petit quart d'heure à regagner! »

En effet, l'erreur fut vite réparée. Bientôt le forestier se retrouva sur la chaussée, dans son bois. Pour le coup, le voici presque en sûreté : car quel étranger penserait à l'attendre là, parmi ces fourrés où s'écoulait sa vie?

— Notre Père, qui êtes aux cieux... commença-t-il, le cœur tout allégé.

Et voici que, brusquement, à quelques pas de son traîneau, il entendit retentir une voix jeune et sonore :

— Qui va là? Halte, ou je tire!

Quelqu'un sauta de derrière un arbre, et saisit le museau du cheval. En même temps, Linowski se vit entouré d'un groupe de jeunes gens, dont l'un tenait une petite carabine, d'autres des revolvers.

Le forestier jeta précipitamment les rênes, descendit du traîneau, et courut vers celui qui avait crié.

— Lad... Ladislas?... appela-t-il d'une voix rauque.

Il avait l'impression d'avoir reçu un coup sur la tête. Ses yeux se troublaient, son cœur s'était mis à battre follement.

Mais M. Boleslas Prus, de par le titre de son roman, s'est engagé surtout à nous parler des « enfans » de ces « pères, » pleins d'honneur et de

foi, qui risquent ainsi de se voir attaqués, sur les routes, par leurs propres fils. L'objet principal du roman est de nous décrire, en une série d'exemples caractéristiques, l'état d'esprit et les mœurs de cette génération d'étudians et de collegiens révolutionnaires dont les audacieuses tentatives d' « expropriation » ont répandu leur bruit, il y a quatre ou cinq ans, dans l'Europe entière. Se rappelle-t-on ces télégrammes de Varsovie, de Lodz, de Wilna, nous annonçant qu'un train avait été arrêté et dévalisé, ou encore qu'une troupe d'individus masqués avaient, en plein jour, envahi une banque, tué ou bâillonné le caissier, et emporté la caisse on ne savait où? Les héros de ces exploits trop parfaitement authentiques étaient des gamins de moins de vingt ans, la plupart appartenant à de très honorables familles, et qui eux-mêmes croyaient, le plus loyalement du monde, à la légitimité des nouveaux moyens de combat qu'on leur avait enseignés. Ou plutôt, il y avait sûrement, parmi eux, des personnages dont l'équivalent se retrouve tous les jours chez nous, dans les « bars » des faubourgs ou sur les bancs de la cour d'assises : de simples « apaches, » profitant du désarroi général pour prendre de l'argent où ils en trouvaient. M. Prus nous fait voir aussi quelques-uns de ceux-là, organisant les attentats, sauf à dénoncer ensuite les complices ingénus dont le plus grand tort avait été de leur obéir : mais, à côté de ces coquins d'espèce banale et « cosmopolite, » quelle variété infinie de types purement polonais! C'est, par exemple, le fils du garde forestier Linowski, Ladislas, qui ne se jette dans la « révolution » que pour se garder l'estime d'un camarade aimé, vénéré de toute son âme de lycéen enthousiaste. C'est un élève de « cinquième, » Brydzinski, dont l'aventure, pour avoir eu récemment son « pendant » jusque parmi la population d'un de nos lycées, n'en reste pas moins tout à fait symbolique des instincts de sa race. Ce garçon s'était affilié à un groupe de jeunes Chevaliers de la Liberté, dont le programme était de pratiquer les attentats par manière d'entraînement moral, afin de s'armer d'énergie pour l'heure prochaine de la lutte décisive ; et comme, dans une réunion de ces jeunes gens, leur chef avait mis en doute leur mépris de la vie, Brydzinski et ses compagnons avaient décidé que l'un d'eux, choisi par le sort, attesterait le courage de tous en se tuant dans les quarante-huit heures. Le sort était tombé sur l'élève de cinquième, et celui-ci, simplement et discrètement, s'était empoisonné. Un autre, Jedrejczak, avait désapprouvé les projets criminels de ses camarades. Pendant qu'il se félicitait d'avoir échappé au danger qui les menaçait, une fausse accusation lui avait valu d'être arrêté, jugé, et condamné à mort : le tout en quelques heures, et sans même lui laisser

le temps de prendre au sérieux cette catastrophe imprévue. Tout l'épisode qui lui est consacré, dans le livre, a vraiment une rapidité, une grandeur tragique, une vérité inoubliables. Voici le jeune homme ramené dans sa cellule, après sa comparution devant le tribunal :

Il demanda du thé, qu'on s'empressa de lui servir. Mais il commençait à peine de le boire, lorsque, dans le corridor, retentit de nouveau un grand bruit de pas.

— Qu'est-ce que c'est? murmura-t-il.

Son visage était brusquement devenu gris, pendant qu'il s'affaissait sur la banquette. En cette minute, une peur si profonde l'avait saisi qu'il lui semblait que sa raison se perdait. Mais il eut un hoquet, et cela le réveilla.

La porte s'ouvrit au large, bruyamment. Sur le seuil, l'officier se dressa, puis cria, très haut :

— Martin Jedrejczak, prépare-toi!

Le prêtre qui assistait le condamné se mit à trembler: mais Jedrejczak, lui, reprit aussitôt tout son pouvoir sur soi. Plutôt mourir que de laisser voir à cet officier qu'il avait peur! Et puis, d'ailleurs, rien de terrible ne le menaçait : tout cela, ce n'était que pour l'effrayer.

— Et quant à m'effrayer, songeait-il, vous n'y arriverez pas!

En hâte, il endossa son petit manteau usé, se coiffa de sa casquette, refusa la main du prêtre, qui s'offrait à le soutenir, et, la mine hardie, s'engagea dans le corridor entre deux rangées de soldats. Son hoquet persistant le fatiguait : mais il se forçait à sourire, en regardant les mornes visages qui l'entouraient...

Assis dans la carriole branlante, le condamné voyait chaque maison, chaque fenêtre, chaque réverbère, chaque figure humaine. Par là, il avait coutume d'aller se promener dans la campagne... Sur ce mur, Adamski, l'été précédent, avait dessiné un bonhomme qui fumait sa pipe... Oh! voici que passaient, les yeux fixés sur lui, deux camarades de son école!...

— Regardez-moi! songeait-il. Et dites à Swirski, à Linowski, si j'ai eu peur!

— Lorsque mon misérable cœur commencera à fléchir, — disait le prêtre, d'une voix étranglée, — ô bon Jésus, ayez pitié de moi!

— Ayez pitié de moi! — répéta Jedrejczak, simplement afin de ne pas faire de peine au prêtre.

Jamais encore, dans sa vie, jamais il ne s'était senti si étrangement exalté! Il n'aurait pas échangé sa carriole pour le char triomphal des Césars. Et toujours il continuait à distinguer jusqu'aux moindres détails de sa route, chaque juif apeuré, chaque femme en larmes... Et, en même temps, il se rappelait tout ce qu'il avait dit, entendu, ou pensé, dans chacun des endroits où il passait. Et, en même temps, il revoyait toute son enfance, ses années d'études... Pas une pensée ni un sentiment qui ne se déployât devant lui, pour former comme un grand tableau infiniment nuancé. Et jamais il ne s'était connu si heureux, ni ne s'était senti si bon, si enclin à tout pardonner, que dans ce moment. Comment supposer que, juste dans ce moment, les hommes eussent l'idée de lui faire du mal?

La lugubre carriole pénètre sur une place carrée, où, contre un mur, se tient une rangée de soldats. En face, presque au centre du petit carré, se dresse un poteau, au pied duquel on vient de creuser une fosse. Un vieil officier déplie un papier, et, d'une voix indistincte, lit quelque chose que personne n'entend.

Jedrejczak sentit que ses yeux s'injectaient de sang. Comme un insensé, il se mit à brandir les poings, en criant :

— Et moi aussi, à mon tour, je vais vous lire quelque chose ! Vive la liberté !

— O Mère sainte, source de miracles ! — gémit, au loin, une voix de femme.

De nouveau les tambours battirent. Deux gendarmes empoignèrent le condamné par les mains, et commencèrent à lui faire revêtir une chemise blanche, aux manches trop longues. Lui, cependant, ne résistait pas : au contraire, il les aidait, afin d'enlever ce linge au plus vite de devant ses yeux. Et lorsque sa tête fut sortie des plis de la chemise, il sourit ; mais, au même instant, un capuchon de drap s'abattit sur ses yeux, et les gendarmes l'entraînèrent dans la direction du poteau.

— Vive la liberté ! fit-il, d'une voix enrouée.

Des carabines retentirent : mais aucune balle n'atteignit Jedrejczak.

— Vive la Révolution !

Nouvelle salve. La tête du condamné s'abaissa sur sa poitrine, et ses genoux fléchirent. Il n'avait pas entendu les coups, il ne ressentait aucun mal ; mais il éprouvait, dans sa bouche, une saveur chaude et salée, pendant que, sur la chemise blanche, apparaissait soudain une tache rouge. Une seule balle l'avait atteint, qui lui avait déchiré le poumon et brisé la colonne vertébrale. Lorsque s'approchèrent le médecin et un sous-officier, revolver en main, Jedrejczak avait cessé de vivre. On se hâta de détacher le corps, pour le jeter dans la fosse.

Ainsi vivent et meurent les « enfans » que se plaît à nous dépeindre M. Boleslas Prus. Et au-dessus d'eux tous nous apparaît la figure du véritable héros du roman, ce Swirski que le fils du garde forestier adore comme un dieu, et à qui son adversaire Jedrejczak souhaite que l'on porte témoignage de son intrépidité en face de la mort. Celui-là n'est pas seulement supérieur en intelligence à ses camarades, d'une individualité plus forte avec plus d'élégance aristocratique : je crains qu'il ne soit, aussi, plus « représentatif » des qualités et des défauts de la nature slave. Aucun des dons ne lui manque qui peuvent armer un jeune cœur pour les combats de la vie ; ou, plus exactement, aucun ne lui manquerait, s'il possédait celui de savoir tirer parti de ses dons. Créateur et chef des Chevaliers de la Liberté, la rencontre du père de son ami Linowski suffit à le dégoûter de la tactique révolutionnaire qu'il a prêchée à ses compagnons ; et cependant, il ne peut pas, non

plus, consentir à se séparer de ceux-ci, partageant leurs dangers sans le moindre profit pour soi-même ni pour eux. Puis, un jour, le noble désir de sauver un ami lui rend tout à coup la conscience et l'usage de sa force native : mais dès l'instant qu'il a réussi dans son héroïque et folle aventure, le voici, de nouveau, comme accablé sous le poids de sa supériorité ! Cette vie qu'il est parvenu à sauver par des prodiges d'adresse et de courage, à peine en est-il redevenu maître qu'il semble aspirer à la perdre ; et le malheureux finit par se tuer, vainement, par effroi de se livrer à une police entre les mains de laquelle il est allé se jeter, et qui d'ailleurs, cette fois encore, est sur le point de le laisser fuir. Belle, puissante, et pitoyable figure, qui nous apprend à sa manière la triste leçon, enseignée naguère par le Dimitri Roudine de Tourguenef et le Stavroguine de Dostoïewsky, mais en y ajoutant ce charme particulier qui appartient en propre à l'âme polonaise, — un charme fait à la fois de robuste franchise et d'une douceur presque féminine !

C'est en 1905, il y aura bientôt cinq ans, que des milliers d' « enfans » du genre de ceux-là ont tenté, dans les diverses parties de l'empire russe, une « révolution » dont l'histoire reste encore à écrire, et que peut-être la postérité placera en regard de la fameuse Croisade des Enfans du moyen âge, comme deux des plus étranges expressions de la folie humaine. Depuis lors, à la fois en Pologne et en Russie, une tendance nouvelle est venue s'opposer à celle que nous décrit le roman de M. Prus. A côté des Swirski et des Jedrejczak, la littérature polonaise a vu surgir, elle aussi, des types équivalens au trop célèbre Ssanine de M. Artsibachef, détournant la jeunesse de ses stériles illusions révolutionnaires pour lui prêcher le culte du plaisir continu et sans frein (1). Le public polonais a même été admis, récemment, à un spectacle plus scandaleux encore que le succès du roman « sur-humain » de M. Artsibachef. Un romancier a imaginé d'organiser, dans un théâtre de Varsovie, une sorte de jury chargé de se prononcer sur la conduite de l'héroïne de son dernier roman, aimable jeune fille qui, par principe, avait cru devoir tuer l'enfant qu'elle avait mis au monde ; et une majorité considérable s'est trouvée pour acquitter, pour approuver cette mère « sur-féminine, » pour la proposer en exemple aux femmes et aux sœurs des jeunes gens que vient de nous montrer M. Boleslas Prus.

(1) Sur M. Artsibachef et son roman *Ssanine*, voyez la *Revue* du 15 mai 1909.

Mais tout cela n'est encore que jeux d' « enfans, » sauf pour les « pères » de ces enfans trop gâtés à être obligés bientôt de décrocher du mur l'antique et vénérable fouet que leur ont légué leurs ancêtres. Entre les nombreuses impressions qui se dégagent pour nous du livre de M. Prus, l'une des plus fortes est la découverte de tout ce que la société polonaise, sous le relâchement apparent de ses mœurs, conserve de précieuse santé corporelle et morale. Autour des féroces « enfans » qui s'agitent devant nous, sans cesse nous apercevons de simples et attachantes figures d'hommes et de femmes de toute condition, que l'orage révolutionnaire n'empêche pas de continuer à suivre honnêtement leur voie traditionnelle, avec une résignation mêlée de la plus généreuse indulgence pour les folies de ces jeunes écervelés qui s'ingénient à troubler leur tranquillité. Il y a là d'admirables réserves de bon sens, de courage, et de foi, dont nous sentons qu'elles ont assez pour survivre à bien d'autres orages. Et tout porte à espérer que ces « enfans » eux-mêmes, pour peu que la destinée leur permette d'échapper aux conséquences de leurs terribles jeux, finiront par devenir, à leur tour, des « pères » excellens, étant issus d'une race que les années transforment et mûrissent bien plus profondément que toute autre. Le naïf et ardent Ladislas Linowski, après s'être consolé de la mort de son maître Swirski, j'imagine que, dès maintenant, il a obtenu un emploi d'aide-forestier, qu'il a rencontré, aux environs, une jolie jeune fille, sans autre dot que le sourire de ses chers grands yeux, et que c'est avec une indignation tempérée de mépris qu'il a lu dans son journal, l'autre jour, le verdict varsovien exaltant la Madone de l'infanticide. Heureux, en vérité, le peuple qui sait racheter beaucoup de folies par beaucoup de raison, et où des « enfans » comme celui-là recueillent en héritage les vertus de parens semblables à ceux que nous rappelle, après bien d'autres livres, le nouveau roman du vénérable doyen des lettres polonaises!

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'événement le plus heureux de la dernière quinzaine est le voyage de l'empereur de Russie, accompagné de l'Impératrice et de leurs enfans, dans les mers de l'Europe occidentale. Les visites faites par l'Empereur au président de la République à Cherbourg et au roi d'Angleterre à Cowes sont la manifestation éclatante et précise d'une situation politique. Les visites de ce genre ont quelquefois, s'il est permis de le dire, un certain caractère de banalité; mais personne ne dira qu'il en a été ainsi de ces deux dernières. Les paroles qui y ont été échangées en ont très nettement déterminé la portée.

Le toast de M. le Président de la République a été ce qu'il devait être, simple, cordial, confiant; mais on se demandait ce qu'y répondrait l'Empereur. Les diplomates tendaient l'oreille, les publicistes s'apprêtaient à peser les moindres mots pour en supputer la valeur et en rechercher l'intention; et il ne manquait pas de prophètes qui, après avoir annoncé le relâchement de l'alliance franco-russe, s'apprêtaient à se transformer en commentateurs très pointilleux. Certains journaux de l'Europe centrale répétaient volontiers que les derniers incidens orientaux avaient causé de la déception à Saint-Pétersbourg, et que la politique russe, si elle ne recherchait pas encore positivement une orientation nouvelle, éprouvait de l'hésitation à se maintenir dans celle qu'elle avait autrefois adoptée. On allait savoir si cela était vrai; l'Empereur devait parler, on était aux écoutes. Après son discours, tout le monde a été fixé. L'empereur Nicolas ne pratique pas l'art des réticences et des sous-entendus; la droiture de son esprit et la loyauté de son caractère se reflètent dans ses paroles; nul ne peut se méprendre sur sa pensée, encore moins sur son sentiment. Le toast qu'il a prononcé à Cherbourg est un de ceux dont nous devons lui savoir le plus de gré. « C'est

chaque fois avec un sentiment de sincère plaisir, a-t-il dit, que j'aborde les côtes de France. Le souvenir de mes précédens séjours dans votre beau pays reste gravé dans ma mémoire. Outre les chaleureuses sympathies que je nourris personnellement à l'égard de la France, je demeure comme vous, monsieur le Président, fermement convaincu que l'alliance entre nos deux pays constitue une précieuse garantie pour la paix générale, et que les liens d'étroite amitié entre la Russie et la France continueront, dans l'avenir comme dans le passé, de faire sentir leurs bienfaisans effets. Si, au camp de Bétheny, il m'a été donné d'admirer l'armée française, j'éprouve aujourd'hui une joie réelle de pouvoir rendre hommage à la superbe flotte dont la revue, à laquelle je viens d'assister, m'a vivement impressionné. » Ce langage n'admet pas deux interprétations différentes. L'alliance de la Russie et de la France reste donc, pour chacun des deux pays, le fondement de sa politique, et leur amitié mutuelle fait de cette alliance quelque chose de plus qu'un acte de raison. « Animé, a dit l'Empereur, de ces sentimens de cordialité et de constance inaltérable, partagés par la Russie entière, je lève mon verre, etc. » Le rappel des visites passées, le souvenir donné à l'armée française, l'éloge accordé à notre flotte que nous avons eu le tort de trop dénigrer ces derniers temps, la présence de l'Impératrice et des enfans impériaux, tout s'accordait pour donner à cette belle fête, en la rattachant à celles d'autrefois, le caractère de continuité qui fait la force d'une politique : on y reconnaissait une volonté réfléchie et suivie dont la manifestation s'enveloppait d'une grâce familiale. Nous garderons le souvenir de l'entrevue de Cherbourg.

Si l'Empereur a pu dire que la Russie entière pensait et sentait comme lui, la France entière pense et sent comme M. le Président de la République. On ne saurait, en effet, contester les services que l'alliance franco-russe a rendus, non seulement aux deux pays qui l'ont contractée, mais à l'Europe. Qu'elle ait été une garantie de paix, l'événement l'a prouvé. Cependant, il faut être juste pour la Triple Alliance ; elle n'a pas été faite en vue de la guerre, et elle aussi peut invoquer l'épreuve du temps pour affirmer qu'elle n'a pas nui au maintien de la paix. En effet, la Triple Alliance a eu pour but de garantir à l'Allemagne des conquêtes qui lui paraissaient suffisantes, et non pas de lui en procurer de nouvelles. L'histoire dira sans doute que Bismarck, après avoir osé et risqué tout ce que l'audace humaine, accompagnée de prévoyance et de calcul, peut oser et risquer, n'a eu d'autre préoccupation que d'étayer solidement l'édifice

qu'il avait construit en quelques années d'une chance inouïe, et de lui donner la consécration suprême de la durée. Depuis 1871, il n'a pas voulu la guerre, on peut le dire puisqu'il ne l'a point faite, et l'empereur Guillaume ne l'a pas voulue davantage puisqu'il ne l'a pas faite non plus. Mais ils ont voulu l'un et l'autre assurer à l'Allemagne l'hégémonie de l'Europe, et ils la lui ont maintenue aussi longtemps que cela a été possible. Grâce à quelques satisfactions qu'il accordait tantôt à telle puissance, tantôt à telle autre, — nous en avons eu notre compte, — Bismarck maintenait sur toutes son pouvoir et son prestige. « On prétend, — a-t-il dit un jour à un de nos ambassadeurs, — que je suis un poids qui oppresse l'Europe, et je suis au contraire l'éventail qui la fait respirer. » Cette prétention n'était pas absolument fausse. Mais le moment est venu, et il devait venir, où l'Europe s'est lassée de respirer artificiellement au moyen d'un mécanisme dont le manipulateur lui mesurait l'air et le souffle avec un bon plaisir assez libéral quelquefois et un égoïsme toujours intelligent. Les puissances ont aspiré à reprendre ce qu'elles avaient momentanément abdiqué de leur indépendance, à cesser de vivre en fonction de l'Allemagne, à vivre enfin leur propre vie à leurs risques et périls. C'est alors qu'a été contractée l'alliance franco-russe : à partir de ce moment, chacun a senti qu'il pouvait respirer plus librement, et que ce supplément de liberté ne coûtait rien à sa sécurité. A côté de la Triple Alliance, d'autres combinaisons politiques se sont formées, non pas pour la menacer, mais pour y faire contrepoids. Elle n'a plus été l'unique et écrasante pyramide qui se détachât sur l'horizon. Il en est résulté un changement qui n'a pas été dès le premier jour très sensible, mais qui l'a été de jour en jour davantage dans les mœurs politiques de l'Europe, et qui s'est manifesté pour la première fois avec une pleine évidence à Algésiras, où l'Allemagne nous avait tous traînés. Tel est l'avantage de l'alliance franco-russe, pour les autres comme pour nous. Les toasts de Cherbourg ont montré qu'elle était inaltérée, et l'empereur Nicolas a déclaré qu'elle était inaltérable. Elle est loin, en effet, d'avoir épuisé toute sa vertu bienfaisante. Si elle venait à être ébranlée, le nouvel édifice de l'Europe serait menacé dans son équilibre et l'inquiétude des esprits deviendrait de l'angoisse. Voilà pourquoi les toasts de Cherbourg ont retenti dans le monde entier comme une affirmation de paix et d'indépendance dont nul ne pouvait contester la sincérité, ni l'efficacité.

Les toasts de Cowes ont complété ceux de Cherbourg. Il ne s'agissait plus cette fois de maintenir une situation ancienne, mais de mani-

fester une situation nouvelle dont, il y a quelques années à peine, la réalisation semblait impossible, même à des esprits qui ne sont pas naturellement enclins au scepticisme. La rivalité de la Russie et de l'Angleterre avait pris, à travers la plus grande partie du siècle dernier, la consistance d'une tradition. Mais tout change avec le temps. Les intérêts se modifient, se déplacent, se mêlent à d'autres dans des proportions différentes. Comment la création et le développement prodigieux d'un pays comme l'Allemagne n'auraient-ils pas amené quelques transformations dans le monde? Il y a là un fait contre lequel il est inutile de se rebeller, dont il faut au contraire s'accommoder, mais qui doit inévitablement faire naître de nouvelles combinaisons politiques. L'Angleterre n'a pas toujours été autant qu'on l'a dit un pays de prévision; elle l'a bien prouvé en 1870; mais elle est un pays de réflexion profonde et de décision rapide en face des événemens accomplis, ou en train de s'accomplir. Aussi longtemps que les progrès de l'Allemagne n'ont intéressé que l'Europe continentale, elle en a pris son parti, ou a même cru y trouver son compte; mais le jour est venu où l'Allemagne s'est qualifiée elle-même de puissance mondiale et où l'empereur Guillaume a déclaré que son avenir était sur les mers. La hâte fiévreuse qu'elle a mise à développer sa puissance navale a bien montré qu'il y avait chez elle un plan et une volonté arrêtés. Au surplus, l'avenir devient incertain pour tous. Les transformations industrielles qui ont rendu plus faciles et plus rapides les voies maritimes, semblent devoir ouvrir demain des voies aériennes à des entreprises indéterminées, et l'Allemagne entend ne rester en arrière de personne dans le champ illimité où s'exerce le génie humain. Rien de plus légitime, et nul n'a le droit de s'en plaindre; mais chacun a le devoir de se prémunir contre les conséquences possibles, et c'est ce qu'a fait l'Angleterre. Elle est entrée, on peut le dire, dans une période nouvelle de son histoire. La nécessité de développer ses armemens est apparue à ses yeux avec force; elle a senti en même temps le besoin d'avoir sur le continent des amis à côté de ses rivaux. L'Angleterre est un pays trop pratique pour ne pas céder au temps sans obstination : elle s'est d'abord rapprochée de la France, ce qui était relativement aisé, puis de la Russie, ce qui semblait l'être moins. La diplomatie française a certainement contribué à ce dernier rapprochement; toutefois, qu'on ne s'y trompe pas, la diplomatie n'est efficace que lorsqu'elle agit dans le sens où les choses tendent naturellement et où la destinée les pousse. Elle supprime alors les obstacles ou les tourne; elle facilite et accélère l'accomplissement

de ce qui doit arriver ; en un mot, elle régularise un courant qu'elle a reconnu, mais qu'elle n'a pas créé. Là se borne son rôle qui reste très appréciable, et lorsqu'elle le remplit tout entier, il convient de lui en être reconnaissant.

L'entrevue de Cowes a montré que l'évolution de la politique anglo russe avait franchi les premières étapes et que le point déjà atteint était très important. Cette fois encore, les discours prononcés par les deux souverains ont été ce qu'on en attendait. Il y a eu cependant, et nous le mentionnons avec plaisir, quelque chose de nouveau et d'inopiné dans ces discours, à savoir l'allusion que le roi Édouard a faite à la Douma, allusion à laquelle l'empereur Nicolas s'est prêté avec un remarquable empressement. « J'ai eu l'occasion, a dit le Roi, de recevoir cette année quelques représentans de la Douma. J'ai à peine besoin de dire quel plaisir ce fut pour moi et pour la Reine de les voir. J'espère que leur séjour ici leur a été agréable. Ils ont eu toutes facilités pour voir beaucoup de gens et les institutions du pays : j'espère que ce qu'ils ont vu renforcera les bons sentimens existant entre les deux pays. » En tenant ce langage, Édouard VII s'inspirait des sentimens les plus profonds et les plus vifs de l'Angleterre, qui, étant le plus vieux pays constitutionnel de l'Europe et du monde, a regardé longtemps la Russie comme le pays autocratique par excellence, ce qui n'a pas médiocrement contribué à entretenir dans son cœur des préventions contre elle. Mais quoi ! n'est-ce pas l'empereur Nicolas qui a donné une constitution à son peuple ? Si le régime constitutionnel s'implante définitivement en Russie, comme nous l'espérons bien, n'est-ce pas à lui que l'histoire en attribuera l'honneur ? Il n'y avait donc, de la part du roi Édouard, aucune témérité à parler des membres de la Douma comme il l'a fait. On attendait cependant la réponse de l'Empereur. « Puisse l'accueil amical, a-t-il dit, fait par Votre Majesté, par la Reine et par votre peuple aux membres de la Douma, et l'hiver dernier à mon escadre, être le gage de relations cordiales et croissantes, basées sur des intérêts communs et sur une estime mutuelle, entre nos deux pays ! » L'Empereur ne pouvait pas prononcer des paroles plus agréables aux oreilles britanniques. Dans les jours qui ont suivi, il a débarqué sur le sol anglais ; il a vu Osborne ; il y a cherché les souvenirs de la reine Victoria, dont il a tenu à rappeler que l'Impératrice, sa femme, était la petite-fille ; ses enfans ont joué avec ceux du prince de Galles ; il a fait vraiment, avec beaucoup de tact et de bonne grâce, tout ce qui pouvait lui attirer la sympathie de l'Angleterre, et nous ne doutons pas qu'il n'y soit parvenu.

Voilà ce qui donne aux entrevues de Cherbourg et de Cowes la signification d'événemens historiques. Nul, d'ailleurs, ne peut en prendre ombrage. Les intentions des souverains et des chefs d'État sont aussi pacifiques que les aspirations des peuples; les discours prononcés en sont le témoignage irrécusable; mais nous sommes en présence d'une Europe nouvelle, où la paix doit être assurée par des moyens nouveaux. Son maintien ne dépend plus d'une seule volonté, mais d'un concours de volontés qui tiennent compte les unes des autres et se respectent mutuellement. Les entrevues d'hier sont l'affirmation publique de la Triple Entente la plus éclatante qui ait eu lieu jusqu'ici. Il ne faut pas abuser sans doute de manifestations de cette nature, car elles perdraient de leur force probante si elles se répétaient trop souvent; mais quand elles viennent à leur heure, elles sont pour le monde une indication très claire et elles ajoutent quelque chose à sa sécurité.

Cette sécurité n'est sans doute pas compromise par les événemens d'Orient; néanmoins, on a l'impression qu'il faudrait peu de chose pour mettre en cause la paix dans les Balkans, et que la moindre maladresse pourrait y avoir les pires conséquences. Nous voudrions pouvoir dire qu'aucune n'a été commise : malheureusement, c'est difficile. Il y a eu une imprudence manifeste, de la part des quatre puissances garantes de la situation de la Crète, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie, à retirer les contingens qu'elles avaient dans l'île. Tout le monde le leur a dit; la presse, dans cette circonstance, a été plus prévoyante que les gouvernemens; ils n'ont voulu rien entendre. Pourquoi? Le gouvernement anglais prétextait qu'il avait donné sa parole d'évacuer à date fixe. D'autres se laissaient guider par une sympathie très respectable, et que nous partageons, envers la Grèce et la Crète; mais c'est une question de savoir si cette sympathie a été aussi éclairée qu'elle était vive, et si la manière dont elle s'est manifestée n'a pas mis la Grèce et la Crète dans une situation difficile, périlleuse, dont il faut maintenant les tirer. On s'y applique, on y parviendra; mais fallait-il, comme on l'a fait, jouer la difficulté? De quelque façon qu'il se termine, cet incident laissera de l'amertume dans les esprits, et les solutions de l'avenir n'en seront pas plus simplifiées.

L'incident dont nous parlons s'est produit le lendemain même du départ des contingens des puissances : les Crétois n'ont pas attendu une minute de plus pour faire flotter le drapeau hellénique sur la citadelle de la Canée. C'était une violation manifeste du *statu quo* qu'on

était convenu de maintenir dans l'île jusqu'au moment où son sor définitif serait réglé. On a vu dans le fait, à Constantinople, une véritable provocation, et l'opinion publique, qui était montée depuis quelques jours à un très haut degré d'exaltation, est arrivée d'un seul coup à son paroxysme. Le gouvernement a été littéralement débordé. On lui a reproché de n'avoir pas montré une fermeté suffisante dans la question crétoise; les faits semblaient justifier cette accusation; l'indignation était générale, et d'un moment à l'autre, elle pouvait tout entraîner. Il n'apparaît pas que les autres gouvernemens européens se soient encore faits à l'idée que le gouvernement ottoman est devenu un gouvernement d'opinion au même titre qu'eux, et même plus sérieusement que quelques-uns d'entre eux. Ils continuent de traiter machinalement la Turquie comme si elle était encore sous la main toute-puissante d'Abdul-Hamid, alors qu'Abdul-Hamid était lui-même craintif et docile sous la main toute-puissante de l'Europe. Ils ont bruyamment applaudi à la révolution faite, mais ils semblent chercher à échapper à ses suites, soit de parti pris, soit par habitude. On ne peut pourtant pas traiter la Turquie d'aujourd'hui comme celle d'hier. Le gouvernement ottoman ne le supporterait pas, pour une excellente raison : c'est qu'il serait renversé. Ses droits sur la Crète sont d'ailleurs incontestables. Nous ne disons pas qu'il n'y renoncera pas un jour; nous espérons même qu'il le fera à la suite d'une transaction honorable pour toutes les parties en cause; mais ce moment n'est pas venu, et c'est l'éloigner beaucoup que de choquer le patriotisme ottoman en pleine effervescence par un acte aussi inconsidéré que celui de la Canée. Il est probable que les puissances laisseraient faire les Crétois et qu'elles fermeraient les yeux sur leurs empiétemens, si le gouvernement ottoman n'était pas là, exaspéré et grondant; mais, comme il faut tenir compte, aussi, du gouvernement ottoman qui menace de tout casser, les puissances se retournent contre les Crétois, leur font de gros yeux, leur parlent enfin avec fermeté. Elles auraient pu, avec une énergie infiniment moindre, atteindre il y a quelques jours les résultats qu'elles poursuivent. Mais elles donnent l'impression fâcheuse d'être à la merci des événemens.

La Porte, à son tour, a commis une faute. Tout récemment encore, elle refusait de faire entrer la Grèce dans une négociation quelconque au sujet de la Crète : il n'y avait pour elle, il ne pouvait y avoir rien de commun entre les deux pays. Au surplus, elle rendait parfaitement justice à la correction du gouvernement hellénique. Le changement de ministère qui s'est produit à Athènes et qui aurait pu, d'après

les premières apparences, tendre la situation du côté de la Porte, paraissait au contraire l'avoir détendue. On reconnaissait volontiers à Constantinople qu'on n'avait qu'à se louer des premiers actes de M. Rhallys, qui avait rappelé de Macédoine un certain nombre d'officiers grecs. Que s'est-il passé depuis? Il ne s'est rien passé en ce qui concerne la Grèce. Son attitude continue d'être ce qu'elle était auparavant, c'est-à-dire réservée, neutre, irréprochable : pourtant, un beau matin, sans avoir averti personne, le gouvernement ottoman a envoyé un véritable ultimatum au gouvernement hellénique, le sommant de rappeler les officiers grecs qui étaient en Crète ou de les rayer des cadres, et enfin de désavouer formellement le mouvement crétois en déclarant qu'elle reconnaissait la souveraineté ottomane sur la Crète, et qu'elle n'avait elle-même aucune prétention sur l'île. A défaut de cette déclaration, le ministre de Turquie quitterait Athènes pour un long congé, et il adviendrait ce qu'il pourrait. On veut bien dire que ce ne serait pas nécessairement la guerre; mais, à parler franchement, on en serait très près, et la précipitation des armemens ottomans montre que cette éventualité a été non seulement envisagée, mais acceptée à Constantinople. L'opinion publique, de plus en plus, après avoir été très exaltée, paraît y être complètement dévoyée. Il n'est que temps pour les quatre puissances protectrices de réparer leurs erreurs ou leurs négligences passées. Nous reconnaissons qu'elles s'y emploient de leur mieux; mais il faut qu'elles s'entendent entre elles pour agir, ou même pour parler, ce qui les expose à être dépassées en rapidité par les puissances indépendantes, comme l'Allemagne ou l'Autriche, qui n'ont qu'à écouter et à suivre leurs propres aspirations. La première démarche faite à Constantinople paraît l'avoir été par l'ambassadeur d'Allemagne, le baron Marshall. On a dit d'abord qu'il avait formellement désapprouvé la démarche ottomane à Athènes; puis, et cela est plus vraisemblable, qu'il s'était borné à conseiller au gouvernement ottoman d'éviter la guerre, et on a ajouté qu'une démarche analogue avait été faite par le ministre allemand à Athènes. Il y a quelque ironie à conseiller au gouvernement hellénique d'éviter la guerre; tout le monde sait bien qu'il ne la veut pas; il fera sûrement en effet tout ce que l'honneur lui permettra de faire pour l'éviter. Mais il n'est pas responsable des mouvemens désordonnés de la Crète, il n'a pas le moyen de les empêcher, et on ne peut rien lui demander au delà de ses moyens. Il a répondu, comme il devait le faire, qu'il protestait contre les griefs articulés contre lui, qu'il n'était pour rien dans l'agitation crétoise, que son attitude à l'égard

de la Porte avait toujours été amicale et loyale, qu'elle continuerait de l'être, et enfin que l'île était entre les mains des quatre puissances garantes.

Cette réponse du gouvernement hellénique, la seule qu'il pût faire, semble devoir le dégager du côté de la Porte. Mais la question crétoise reste entière, et elle ne sera résolue que le jour où les puissances garantes auront fait entendre aux autorités crétoises un langage assez sérieux pour qu'il en soit tenu compte. Si le résultat n'est pas atteint par une simple manifestation de volonté, les puissances peuvent passer de la parole aux actes. Elles ont des vaisseaux qui protègent le pavillon ottoman dans la baie de la Sude et ces vaisseaux ont quelques troupes de débarquement. On peut aussi autoriser le gouvernement ottoman à prendre lui-même les mesures qu'il jugera convenables pour défendre ses droits. On peut encore bloquer l'île. Elle entrera en insurrection, disent les dépêches : nous voudrions savoir contre qui. Cette perspective ne paraît pas bien effrayante. Les Crétois se soumettront lorsqu'ils verront qu'ils n'ont pas autre chose à faire ; mais il faut qu'ils le voient d'une vue très claire, et cela dépend des puissances. Quant au statut définitif de la Crète, le moment ne paraît pas venu de le fixer. La Porte a insisté à plusieurs reprises auprès des puissances pour que des négociations fussent immédiatement entamées à ce sujet : il ne serait pas prudent de s'y prêter sans quelques précautions préalables, dont la première doit être demandée au temps lui-même. Le chirurgien attend que la fièvre soit tombée pour opérer à froid : attendons comme lui.

Ce gros nuage disparaîtra comme d'autres ; mais on voit à combien peu de chose tient la paix des Balkans. L'impatience d'un petit pays, un coup de tête de la Porte, un coup de fusil intempestif peuvent la compromettre, et alors il est impossible de prévoir à quelles tentations d'autres puissances peuvent se laisser entraîner. La Bulgarie est derrière la Macédoine, elle se tient l'arme au pied et attend l'occasion. M. Isvolski, dans les conversations qu'il a eues avec M. Pichon à Cherbourg et avec sir Edward Grey à Cowes, a dit qu'il ne surviendrait aucune complication dans les Balkans, « tant qu'aucune puissance européenne ne manifesterait d'ambitions particulières de ce côté. » Mais tout peut arriver et nous avons déjà vu des ambitions jusqu'alors ignorées se produire avec une soudaineté déconcertante. L'Europe, cependant, a droit à la paix, puisqu'elle la veut ; mais qui veut la fin veut les moyens. La question ne doit pas rester à la merci d'un incident.

Si nous avions écrit cette chronique il y a seulement quelques jours, nous aurions dû y consacrer une grande place à l'Espagne, et peut-être nous aurait-on accusé, de l'autre côté des Pyrénées, d'avoir présenté la situation comme plus grave qu'elle ne l'était. Nous n'aurions pas manqué, cependant, de sympathies pour l'Espagne, car il y a peu de nations pour lesquelles nous en ayons de plus sincères, et ces sentimens sont partagés par toute la presse française. Mais les journaux et les Revues sont forcés de commenter telles qu'on les leur donne les nouvelles du jour, qui sont quelquefois rectifiées par celles du lendemain. A un certain moment, les nouvelles venues d'Espagne ont pu paraître alarmantes. Un conflit armé s'était produit entre les troupes espagnoles de Melilla et les Riffains. L'avantage était incontestablement resté aux Espagnols, ils étaient demeurés maîtres du terrain; mais, n'ayant pas prévu l'agression dont ils avaient été l'objet, ils avaient fait des pertes assez sensibles. Ce sont là des mésaventures qui, dans la politique coloniale, peuvent arriver à tout le monde : heureusement elles sont réparables et un grand pays les répare toujours. Ce qui était plus inquiétant, c'est que cette affaire marocaine étant impopulaire en Espagne, — les affaires de ce genre le sont toujours, au moins au début, et nous n'avons pas oublié l'impopularité qui a accompagné chez nous les expéditions de Tunisie et du Tonkin, — le mécontentement s'est traduit à Barcelone par une explosion révolutionnaire dont la violence a pu faire un moment illusion sur sa profondeur et sur son étendue. On n'a pas tardé à s'apercevoir que le mal était limité à la ville de Barcelone ; qu'il ne tenait à aucune cause politique définie, par exemple à un mouvement séparatiste catalan, ou à une tentative républicaine; enfin qu'il fallait seulement y voir un phénomène de déséquilibre moral et un déchaînement anarchiste auxquels la population saine ne s'était nullement associée ; elle s'en était du moins séparée aussitôt qu'elle en avait reconnu le caractère. Dès lors, que restait-il de tout cela? Une surprise au Maroc, à laquelle des troupes inférieures en nombre avaient fait face avec un admirable héroïsme, et une échauffourée anarchiste immédiatement réprimée.

L'incident de Melilla a commencé comme celui de Casablanca : des ouvriers espagnols qui travaillaient à une route créée en vue de l'exploitation de mines ont été massacrés par les gens du Riff, comme les nôtres l'avaient été par ceux de la Chaouïa. Les Marocains se rendront peut-être un jour à la civilisation : pour le moment, ils la haïssent, parce qu'ils n'y voient qu'une forme de l'invasion étran-

gère. Les projets des Espagnols à Melilla étaient sans doute aussi limités que les nôtres à Casablanca : la preuve en est dans l'insuffisance de leurs troupes pour une entreprise de quelque étendue. Mais ils ont maintenant une leçon à infliger à leurs agresseurs. Nous n'avons pas de conseils à leur donner sur la manière d'opérer ; ils connaissent militairement, beaucoup mieux que nous, les environs de Melilla où ils ont fait déjà plusieurs expéditions ; ils n'ignorent pas que le Riff est un des pays les plus difficiles à aborder et à pénétrer du Maroc et que ses habitans sont des montagnards particulièrement belliqueux. Aucune analogie n'existe entre la Chaouïa, qui est un pays plat, facile et fertile, et le Riff, qui est un pays montagneux, dur et pauvre : les Espagnols, s'ils voulaient y pousser un peu loin leur marche, y trouveraient plus de difficultés que nous n'en avons trouvé dans la nôtre. Ils sont très à même d'y faire face, cela va sans dire : la seule question est de savoir si l'effort à accomplir vaut le résultat à obtenir. De quelque façon qu'ils la résolvent, les Espagnols peuvent être assurés de notre sympathie. Nous la leur avons témoignée déjà en retenant en Algérie les habitans du Riff qui y étaient passés pour les travaux de la moisson, et nous continuerons dans un sentiment de solidarité civilisatrice. Nous poursuivons, en effet, la même œuvre au Maroc, les Espagnols et nous, dans les limites que l'acte d'Algésiras nous a fixées aux uns et aux autres et que nous avons acceptées.

Quant à l'explosion de Barcelone, elle est terminée, mais elle a été effroyable. On dit que le feu couve encore sous la cendre et qu'il pourrait bien reprendre aussi subitement que la première fois : il semble cependant peu vraisemblable que l'énergie de la répression n'ait pas découragé les révolutionnaires anarchistes, dont un grand nombre sont morts ou prisonniers. Que voulaient-ils? On n'en sait rien ; peut-être n'en savaient-ils rien eux-mêmes ; ils n'ont formulé aucun programme et n'en ont d'ailleurs pas eu le temps. Ils n'ont vu qu'une chose, à savoir que l'envoi d'une partie des troupes de Barcelone au Maroc produisait dans la ville une irritation violente et la dégarnissait des forces militaires capables de la contenir. A un moment, cette ville de plus de 300 000 âmes n'a été défendue que par 3 000 soldats. Aussitôt les anarchistes ont proclamé la grève générale qui s'est rapidement transformée en émeute, accompagnée de fusillades et d'incendies. Le caractère peut-être le plus tranché de cette émeute a été la destruction des couvens, qui sont extrêmement nombreux à Barcelone. Un grand nombre ne sont plus que des décombres. Les couvens de femmes ont le plus souffert, et il semble, d'après les

cris vociférés par la foule, que la colère contre les religieuses n'était pas seulement fomentée par le fanatisme anti-religieux puisqu'on les accusait de faire, par leur travail à bon marché, concurrence aux ouvrières laïques. Quoi qu'il en soit, leur vie a été respectée; il n'y a pas eu de meurtres à déplorer, ou du moins, le nombre en a été négligeable: la fureur bestiale de la foule s'est exercée plutôt contre les morts que contre les vivans. Des sépultures ont été violées; des cadavres momifiés ont été promenés dans la ville et attachés à des arbres où ils sont restés plusieurs jours ; on dansait autour d'eux des sarabandes. Il est difficile de comprendre à quel sentiment, à quel instinct confus et brutal correspondaient ces manifestations répugnantes. Si les couvens d'hommes ont été plus ménagés, c'est peut-être qu'on les savait mieux défendus. Les Jésuites, en particulier, ont soutenu un siège en règle. Ils étaient armés. Eux ou leurs défenseurs ont tué un grand nombre d'assaillans : les autres se sont retirés. Ce trait de mœurs mérite d'être consigné. Enfin, après quatre ou cinq jours où la bête humaine a été déchaînée dans la rue, les troupes renforcées et vigoureusement conduites sont restées maîtresses: l'ordre a été rétabli; mais la ville présente des ruines nombreuses, et le nombre des victimes est inconnu.

Tout cela a été si rapide, qu'on pourrait croire avoir été le jouet d'un mauvais rêve. La leçon montre à quel point, même dans les villes les plus civilisées, la barbarie est près de la civilisation. Il est vrai que, si Barcelone est une ville très civilisée, elle est travaillée par des passions très ardentes. Mais la tranquillité du reste de l'Espagne, à côté du volcan révolutionnaire qui venait d'entrer en éruption, a montré, par l'épreuve même, que l'exemple n'était pas contagieux. Ce qui reste comme un exemple, c'est le sang-froid montré par le gouvernement et la promptitude des mesures qu'il a prises, ainsi que leur efficacité. Aucun gouvernement, dans aucun pays, n'aurait fait ni mieux, ni plus vite : celui de M. Maura a bien mérité du pays.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

CINQUIÈME PÉRIODE. — LXXIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-DEUXIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1er Juillet.

Pages

UNE BELLE FIGURE FRANÇAISE. — EDMOND ROUSSE, par M. ALFRED MÉZIÈRES, de l'Académie française 5

MES FILLES, deuxième partie, par Mlle DORA MELEGARI 25

FRANCE ET ALLEMAGNE (1906-1909), par M. ANDRÉ TARDIEU 65

ESQUISSES CONTEMPORAINES. — M. ÉMILE FAGUET, par M. VICTOR GIRAUD . . 99

LE BILAN DE LA MARINE, par M. G. BLANCHON 137

FIGARO ET SES DEVANCIERS. — I. LES NOUVELLISTES A LA MAIN, par MM. FUNCK-BRENTANO et PAUL D'ESTRÉE 172

DANS LES BASSES-ALPES, par M. le comte ANTOINE DE SAPORTA 198

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française 229

Livraison du 15 Juillet.

CHAMFORT ET L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par GASTON BOISSIER 241

MES FILLES, dernière partie, par Mlle DORA MELEGARI 277

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE (AVRIL-MAI 1909), première partie, par Mme MARCELLE TINAYRE 309

LES FORCES JAPONAISES EN 1909, par M. le général DE NÉGRIER 338

LES *Mémoires* DU PRINCE CLOVIS DE HOHENLOHE, par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales 376

FIGARO ET SES DEVANCIERS. — II. NOUVELLISTES CONTREBANDIERS ET PAMPHLÉTAIRES, par MM. FUNCK-BRENTANO et PAUL D'ESTRÉE 400

POÉSIES, par Mme la baronne ANTOINE DE BRIMONT 426

Pages.

REVUE LITTÉRAIRE. — LES DERNIERS TRAVAUX SUR LECONTE DE LISLE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 433

CHRONIQUE MUSICALE. — LA SAISON RUSSE AU CHATELET; — REPRISE DE LA *Flûte enchantée* A L'OPÉRA-COMIQUE; — REPRISE D'*Henry VIII* A L'OPÉRA, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 445

REVUES ÉTRANGÈRES. — UNE MANON LESCAUT ANGLAISE : KITTY FISHER, par M. T. DE WYZEWA. 458

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Août.

1859-1909. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX (11 JUILLET 1859); — JOURNAL DE MA MISSION A VÉRONE AUPRÈS DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE, par le prince NAPOLÉON. 481

LA CROISÉE DES CHEMINS, première partie, par M. HENRY BORDEAUX. . . . 504

NOTES D'UNE VOYAGEUSE EN TURQUIE (AVRIL-MAI 1909), deuxième partie, par Mme MARCELLE TINAYRE. 549

L'INDE AUX INDOUS, par le commandant A. DAVIN. 578

GEORGE SAND. — LETTRES A PONCY. — I. LA LITTÉRATURE PROLÉTAIRE (1842-1848), par M. SAMUEL ROCHEBLAVE. 599

FIGARO ET SES DEVANCIERS. — III. VERS LA RÉVOLUTION, par MM. FUNCK-BRENTANO et PAUL D'ESTRÉE. 634

GRUNDTVIG ET LE RELÈVEMENT DU DANEMARK, par M. L. PAUL-DUBOIS. . . . 657

UNE AMBASSADE DU PAPE ALEXANDRE VI AU ROI CHARLES VIII; — LE CARDINAL FRANÇOIS PICCOLOMINI, par M. CHARLES MAUMENÉ. 677

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Août.

LA CROISÉE DES CHEMINS, deuxième partie, par M. HENRY BORDEAUX. . . . 721

LES ÉCOLES D'ORIENT. — ÉCOLES CHRÉTIENNES ET ISRAÉLITES, par M. LOUIS BERTRAND. 755

DE LA DÉMOCRATIE DANS LA BRUYÈRE, par M. ÉMILE FAGUET, de l'Académie française. 795

UN POÈTE NATIONAL DE L'ANGLETERRE. — ALFRED LORD TENNYSON, par M. FIRMIN ROZ. 809

LA JEUNESSE D'UNE FEMME CÉLÈBRE. — Mme DE GENLIS, par Mlle M.-P. BOURGAIN. 844

ACHILLE LUCHAIRE, par M. IMBART DE LA TOUR, de l'Académie des Sciences morales. 876

GEORGE SAND. — LETTRES A PONCY. — II. DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER A L'EMPIRE, par M. SAMUEL ROCHEBLAVE. 902

REVUES ÉTRANGÈRES. — UN ROMAN POLONAIS, par M. T. DE WYZEWA 935

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française. 947

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 48973.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 1537